

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA CHINE POSTMAOÏSTE : UN ÉTAT LÉGISTE AU 20<sup>e</sup> SIÈCLE  
ANALYSE SOCIO-HISTORIQUE ET ANALYSE DES DISCOURS  
DE DENG XIAOPING – 1975-1992

THÈSE PRÉSENTÉE COMME EXIGENCE PARTIELLE DU DOCTORAT EN SCIENCE  
POLITIQUE

PAR  
ALEXANDRE SCHIELE

AOÛT 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»



## REMERCIEMENTS

Cette recherche n'aurait pu voir le jour sans les conseils, le soutien et l'encadrement constant et attentif du Professeur Lin Ting-Sheng, mon directeur de recherche. Je tiens à lui témoigner toute ma reconnaissance pour son aide précieuse et bienveillante. Je lui suis redevable d'échanges fructueux au cours desquels ce projet à mûri et pris forme.

Je remercie aussi le professeur Frédéric Wang pour nos conversations et pour m'avoir ouvert les portes de l'Institut national des langues et des civilisations orientales à Paris (INALCO), de la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (BULAC), ainsi que de m'avoir permis d'accéder à la Bibliothèque nationale de France (BNF), autant de lieux où j'ai passé de longs mois durant deux ans. Je tiens à remercier le personnel de ces institutions qui m'a constamment et patiemment assisté dans mes recherches, et dont la compétence m'a considérablement facilité le travail.

Je dois aussi beaucoup à la professeure Hélène Piquet pour m'avoir orienté sur les questions de l'organisation du système légal en Chine et fourni une bibliographie commentée dont la pertinence s'est révélée au fur et à mesure que ma recherche progressait.

Je remercie aussi le personnel du China Research Institute for Science Popularization de Beijing (CRISP) qui m'a accueilli à plusieurs reprises et qui, bien que ne travaillant pas sur les questions de cette recherche, m'a néanmoins donné accès à un ensemble de documents difficilement accessibles hors de Chine. Je remercie tout particulièrement Shi Shunke, Yin Lin, Li Honglin, Liu Xuan et Zhang Zhimin.

Je remercie aussi le personnel de la Librairie le Phénix à Paris dont la connaissance des ouvrages spécialisés sur la Chine s'est révélée précieuse, sans oublier son amabilité chaque fois que je lui ai demandé de m'en commander. Je n'oublierai pas non plus Anik Landry qui m'a initié aux arcanes de la conception des figures et des tableaux sous Word. Finalement, un grand merci à



Christian Bouchard pour sa relecture attentive du manuscrit et sa mise aux normes de l'Office québécois de la langue française (OQLF) des fonctions et titres civils et militaires.

Ma dernière pensée va à mes parents qui m'ont permis de me consacrer entièrement à mes études.

# TABLE DES MATIERES

|                                                                                            |       |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <b>REMERCIEMENTS</b>                                                                       | iii   |
| <b>TABLE DES MATIERES</b>                                                                  | v     |
| <b>LISTE DES FIGURES</b>                                                                   | xiii  |
| <b>LISTE DES TABLEAUX</b>                                                                  | xv    |
| <b>LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES</b>                                         | xvii  |
| <b>CONVENTIONS DE PRESENTATION ET DE REDACTION</b>                                         | xix   |
| <b>INDEX DES PRINCIPALES PERSONNALITES CHINOISES</b>                                       | xxiii |
| <b>RESUME <i>ABSTRACT</i></b>                                                              | xxxi  |
| <br>                                                                                       |       |
| <b>CHAPITRE 1 – INTRODUCTION</b>                                                           | 1     |
| 1.1 – LA QUESTION DE L'ETAT                                                                | 2     |
| 1.1.1 – Les institutions politiques                                                        | 2     |
| 1.1.2 – La genèse des institutions politiques modernes                                     | 4     |
| 1.1.3 – La continuité des institutions politiques en Chine                                 | 6     |
| 1.1.4 – La rupture institutionnelle de la Chine postmaoïste                                | 7     |
| 1.2 – LE DEROULEMENT DE LA RECHERCHE                                                       | 9     |
| 1.3 – APPORTS ET LIMITES DE LA RECHERCHE                                                   | 12    |
| <br>                                                                                       |       |
| <b>PREMIERE PARTIE – LES DEBATS POLITIQUES EN CHINE</b>                                    | 15    |
| <br>                                                                                       |       |
| <b>CHAPITRE 2 – LA LONGUE DUREE DES STRUCTURES IMPERIALES ET LEURS CONTRADICTIONS</b>      | 17    |
| INTRODUCTION                                                                               | 17    |
| 2.1 – LES CONTRADICTIONS DE L'EMPIRE                                                       | 19    |
| 2.1.1 – L'Orthodoxie impériale                                                             | 21    |
| 2.1.2 – Le repli impérial                                                                  | 23    |
| 2.1.3 – Une histoire cyclique                                                              | 25    |
| 2.2 – LA REVOLUTION CHINOISE ET SES CONTRADICTIONS                                         | 29    |
| 2.2.1 – L'échec des réformes ponctuelles                                                   | 30    |
| 2.2.2 – Les échecs des réformes politiques                                                 | 37    |
| 2.2.3 – Le renouveau intellectuel du 4 mai 1919 : tensions entre orthodoxie et pragmatisme | 53    |

|                                                                                            |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 2.2.4 – Le régime de Chiang Kai-Shek : hybridation du fascisme et du confucianisme         | 71  |
| 2.3 – LA REVOLUTION CHINOISE : DU PROFESSIONNALISME REVOLUTIONNAIRE A L'IDEOCRATIE MAOISTE | 77  |
| 2.3.1 – L'ascension de Mao Zedong : professionnalisme révolutionnaire                      | 79  |
| 2.3.2 – Le Parti maoïste: matrice de la réforme culturelle de la société                   | 83  |
| 2.3.3 – La Révolution maoïste : confucianisme d'État contre Confucius ?                    | 90  |
| CONCLUSION – PREGNANCE DE LA PENSEE POLITIQUE TRADITIONNELLE                               | 99  |
| <b>CHAPITRE 3 – LES DEBATS POLITIQUES ET LA FORMATION DE L'EMPIRE</b>                      | 107 |
| INTRODUCTION                                                                               | 107 |
| 3.1 – LA JUSTICE IMPERIALE : UN EXEMPLE, LE CAS DU JUGE BAO                                | 110 |
| 3.2 – L'AGE D'OR MYTHIQUE DE LA CHINE                                                      | 114 |
| 3.2.1 – L'identité chinoise : entre mythe et rites sociaux                                 | 114 |
| 3.2.1.1 – Le mythe fondateur                                                               | 115 |
| 3.2.1.2 – Les régimes dynastiques                                                          | 118 |
| 3.2.1.3 – Les dynasties Xia et Shang                                                       | 121 |
| 3.2.2 – Le discours impérial                                                               | 124 |
| 3.2.2.1 – La <i>vertu</i> innée des premiers souverains mythiques                          | 125 |
| 3.2.2.2 – La <i>vertu</i> acquise des souverains humains                                   | 126 |
| 3.2.2.3 – L'effet structurant de la hiérarchie                                             | 126 |
| 3.2.2.4 – Les rites : guide des relations sociales et familiales                           | 127 |
| 3.2.2.5 – La préséance du précédent                                                        | 127 |
| 3.2.3 L'évaluation historique de la tradition chinoise                                     | 128 |
| 3.3 – LA CHINE PRE-IMPERIALE : AGE D'OR DE LA PENSEE POLITIQUE                             | 132 |
| 3.3.1 – La Voie royale : le régime Zhou                                                    | 133 |
| 3.3.1.1 – Le Mandat                                                                        | 135 |
| 3.3.1.2 – Le <i>Ciel</i>                                                                   | 135 |
| 3.3.1.3 – Le culte des ancêtres                                                            | 135 |
| 3.3.2 – L'affaiblissement des Zhou : l'émergence d'une réflexion politique                 | 136 |
| 3.3.2.1 – Les politiques                                                                   | 141 |
| 3.3.2.1.1 – Guanzi                                                                         | 141 |
| 3.3.2.1.2 – Sunzi                                                                          | 144 |
| 3.3.2.2 – Les moralistes                                                                   | 147 |
| 3.3.2.2.1 – Confucius                                                                      | 148 |
| 3.3.2.2.2 – Laozi                                                                          | 151 |
| 3.3.3 – L'effondrement des Zhou et l'émergence de la pensée politique                      | 156 |
| 3.3.3.1 – Le tournant institutionnel                                                       | 157 |
| 3.3.3.1.1 – Mozi                                                                           | 158 |
| 3.3.3.2 – Schisme au sein du confucianisme                                                 | 161 |
| 3.3.3.2.1 – Mencius                                                                        | 162 |
| 3.3.3.2.2 – Xunzi                                                                          | 165 |
| 3.4 – L'EMPIRE, MATRICE DE LA CIVILISATION IMPERIALE                                       | 168 |

|                                                                                |         |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------|
| 3.4.1 – L'Empire : État centralisé et bureaucratique                           | 169     |
| 3.4.2 – La société impériale : hiérarchie rigide et rituelle                   | 176     |
| 3.4.3 – L'Empire tardif : régime théocratique                                  | 181     |
| CONCLUSION – L'AUTORITARISME COMME HORIZON POLITIQUE                           | 183     |
| <br><b>DEUXIEME PARTIE – LA QUESTION DU LEGISME</b>                            | <br>191 |
| <br><b>CHAPITRE 4 – LE LEGISME, MATRICE DE L'ETAT IMPERIAL</b>                 | <br>193 |
| INTRODUCTION                                                                   | 193     |
| 4.1 – « ACTUALITE » DU LEGISME                                                 | 196     |
| 4.2 – LA DYNASTIE QIN : UN REGIME TOTALITAIRE ?                                | 200     |
| 4.2.1 – Derk Bodde : le 'totalitarisme' comme programme de recherche           | 203     |
| 4.2.2 – La lecture maoïste du légisme : héritière de la lecture traditionnelle | 207     |
| 4.2.3 – Fu Zhengyuan : le maoïsme comme réactualisation du légisme             | 209     |
| 4.2.4 – Fu Zhengyuan et les maoïstes : héritiers de la lecture traditionnelle  | 210     |
| 4.3 – L'EMPIRE : UN ETAT LEGAL RATIONNEL                                       | 211     |
| 4.3.1 – Qin Shi Huang : un improbable destin                                   | 212     |
| 4.3.2 – Li Si : le conseiller pragmatique                                      | 213     |
| 4.3.3 – Du Royaume à l'Empire                                                  | 221     |
| 4.3.3.1 – Les nouveaux insignes du pouvoir                                     | 222     |
| 4.3.3.2 – L'Empereur : sommet de la pyramide des fonctions et des titres       | 224     |
| 4.3.3.3 – Les insignes impériaux : amorce d'une uniformisation                 | 227     |
| 4.3.4 – L'unification impériale : politique et administrative                  | 229     |
| 4.3.4.1 – Une administration territoriale uniforme                             | 230     |
| 4.3.4.2 – La consolidation du pouvoir central                                  | 231     |
| 4.3.4.3 – Une administration efficace                                          | 233     |
| 4.3.4.4 – L'Empereur et l'administration : deux sphères autonomes              | 234     |
| 4.3.4.5 – Etatisation du savoir et de l'enseignement                           | 235     |
| 4.3.4.6 – La Révolution française et la modernité occidentale                  | 238     |
| 4.4 – LE LEGISME : MATRICE DU NOUVEL ÉTAT                                      | 241     |
| 4.4.1 – Shang Yang : réformateur et théoricien de l'État                       | 242     |
| 4.4.2 – Les réformes de Shang Yang                                             | 243     |
| 4.4.2.1 – Une économie productiviste                                           | 247     |
| 4.4.2.2 – Une société militarisée                                              | 252     |
| 4.4.2.3 – La régulation de l'industrie et du commerce                          | 257     |
| 4.4.2.4 – Une société policée                                                  | 258     |
| 4.4.2.5 – Un État fort et prospère                                             | 259     |
| 4.4.3 – Le legs de Shang Yang                                                  | 261     |
| 4.4.3.1 – La loi administrative                                                | 261     |
| 4.4.3.2 – La loi pénale                                                        | 265     |
| 4.4.3.3 – Les procédures pénales                                               | 267     |
| 4.4.4 – Le légisme de Han Fei                                                  | 268     |

|                                                                                                                                                    |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| 4.5 – DECLIN ET SURVIE DES INSTITUTIONS LEGISTES                                                                                                   | 280     |
| 4.5.1 – Déclin du légisme, déclin des Qin                                                                                                          | 281     |
| 4.5.2 – Restauration du légisme, ascension des Han                                                                                                 | 284     |
| CONCLUSION – LE LEGISME, PROJET DE RATIONALISATION DE L'ETAT                                                                                       | 287     |
| <br><b>CHAPITRE 5 – LA QUESTION DU FAZHI (法治) EN CHINE</b>                                                                                         | <br>293 |
| INTRODUCTION                                                                                                                                       | 293     |
| 5.1 – LE RENOUVEAU DU FAZHI (法治) AU TOURNANT DES ANNEES 2010                                                                                       | 295     |
| 5.1.1 – La théorie du Fazhi                                                                                                                        | 296     |
| 5.1.2 – Fazhi Zhongguo (法治中国) : le Gouvernement par la loi à la chinoise                                                                           | 300     |
| 5.1.3 – La construction du Fazhi Zhongguo et la poursuite des réformes                                                                             | 304     |
| 5.1.4 – La mise en œuvre du Fazhi Zhongguo                                                                                                         | 308     |
| 5.1.5 – Du Fazhi Zhongguo au Fazhi Guoji                                                                                                           | 311     |
| 5.1.6 – Le Gouvernement par la loi du Socialisme avec des caractéristiques chinoises                                                               | 313     |
| 5.2 – LE MONOPOLE DE L'INITIATIVE POLITIQUE                                                                                                        | 315     |
| 5.2.1 – La position officielle du Parti sur le Fazhi sous le leadership de Deng Xiaoping (1982-1992)                                               | 317     |
| 5.3 – L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE OFFICIELLE SUR LE « FAZHI (法治) » APRES LA RETRAITE DE DENG XIAOPING EN 1992                                      | 319     |
| 5.3.1 – La position officielle du Parti sur « Fazhi (法治) » sous le leadership de Jiang Zemin (1992-2002)                                           | 320     |
| 5.3.2 – La position officielle du Parti sur « Fazhi (法治) » sous le leadership de Hu Jintao (2002-2012)                                             | 322     |
| 5.3.2.1 – Le 16 <sup>e</sup> Congrès du Parti communiste (septembre 2002)                                                                          | 323     |
| 5.3.2.2 – Le 17 <sup>e</sup> Congrès du Parti communiste (octobre 2007)                                                                            | 326     |
| 5.4 – LA POSITION OFFICIELLE DU PARTI SUR « FAZHI (法治) » DEPUIS LA PROMOTION DE LA CINQUIEME GENERATION DE LEADERS INCARNEE PAR XI JINPING (2012-) | 331     |
| 5.4.1 – Le 18 <sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de novembre 2012                                                                            | 335     |
| 5.4.2 – Le « Rêve chinois » : entre grandeur future et passé immémorial                                                                            | 341     |
| 5.4.3 – Le « Fazhi Gaige Guan (法治改革观) » : condition idéologique et pratique de la réalisation du « Rêve chinois »                                  | 344     |
| CONCLUSION                                                                                                                                         | 356     |
| <br><b>TROISIEME PARTIE – LA CHINE POSTMAOÏSTE : REACTUALISTION D'UN CADRE LEGISTE</b>                                                             | <br>359 |
| <br><b>CHAPITRE 6 – DENG XIAOPING</b>                                                                                                              | <br>361 |
| INTRODUCTION                                                                                                                                       | 361     |
| 6.1 – METHODOLOGIE                                                                                                                                 | 365     |
| 6.1.1 – Étude de cas                                                                                                                               | 365     |

|                                                                                                                         |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| 6.1.2 – Période couverte par l'étude de cas                                                                             | 367            |
| 6.1.3 – Nature du corpus                                                                                                | 369            |
| 6.1.4 – La structure de l'analyse                                                                                       | 371            |
| <b>6.2 – LA CARRIERE POLITIQUE DE DENG XIAOPING</b>                                                                     | <b>374</b>     |
| 6.2.1 – Avant la fondation de la RPC : une carrière militaire dans l'ombre de Mao                                       | 375            |
| 6.2.2 – Après la prise du pouvoir : une carrière politique dans l'ombre de Mao                                          | 377            |
| 6.2.3 – <i>La Révolution culturelle</i>                                                                                 | 381            |
| 6.2.4 – <i>La théorie des trois mondes</i> et le retour politique de Deng Xiaoping                                      | 383            |
| 6.2.5 – La seconde carrière politique de Deng Xiaoping                                                                  | 390            |
| <br><b>CHAPITRE 7 – 1975-1976 : RIVALITÉS POUR LE POUVOIR DANS L'OMBRE DE MAO :<br/>IDEALISME CONTRE MATERIALISME ?</b> | <br><b>395</b> |
| INTRODUCTION                                                                                                            | 395            |
| 7.1 – NATURE DU CORPUS                                                                                                  | 395            |
| 7.2 – LA CONSTITUTION DE 1975                                                                                           | 396            |
| 7.3 – DENG XIAOPING, PREMIER VICE-PREMIER MINISTRE                                                                      | 401            |
| 7.4 – ZHANG CHUNQIAO ET LA DICTATURE INTEGRALE SUR LA BOURGEOISIE                                                       | 409            |
| 7.5 – LA VICTOIRE DES MAOISTES ?                                                                                        | 413            |
| CONCLUSION                                                                                                              | 415            |
| <br><b>CHAPITRE 8 – RIVALITES A LA MORT DE MAO : IDEOLOGIE CONTRE PRAGMATISME ?</b>                                     | <br><b>417</b> |
| INTRODUCTION                                                                                                            | 417            |
| 8.1 – HUA GUOFENG, SUCCESEUR DE MAO                                                                                     | 419            |
| 8.2 – CONTINUER LA REVOLUTION SOUS LA DICTATURE DU PROLETARIAT                                                          | 426            |
| 8.3 – LA CONSTITUTION DE 1978 OU LE REVISIONNISME COMME ORIENTATION OFFICIELLE                                          | 435            |
| 8.4 – L’AFFIRMATION DE DENG XIAOPING                                                                                    | 441            |
| 8.5 – LA TROISIEME PLENIERE DU 11 <sup>E</sup> COMITE CENTRAL                                                           | 450            |
| CONCLUSION                                                                                                              | 456            |
| <br><b>CHAPITRE 9 – 1979-1982 : DENG XIAOPING, FIGURE PUBLIQUE DU MOUVEMENT DE<br/>REFORMES ET D'OUVERTURE</b>          | <br><b>457</b> |
| INTRODUCTION                                                                                                            | 457            |
| 9.1 – NATURE DU CORPUS                                                                                                  | 460            |
| 9.2 – LA CONTRE-REVOLUTION DES REFORMES ECONOMIQUES ET POLITIQUES                                                       | 462            |
| 9.3 – UNE CONTRE-REVOLUTION CULTURELLE                                                                                  | 475            |
| 9.4 – LA REFORME DU PARTI-ÉTAT                                                                                          | 487            |
| 9.5 – LE VIRAGE ECONOMIQUE                                                                                              | 498            |

|                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 9.6 – LE NOUVEAU DISCOURS INTERNATIONAL DE LA RPC                                | 504 |
| CONCLUSION                                                                       | 517 |
| <br><b>CHAPITRE 10 – 1982-1989 : LA RANÇON DU SUCCES</b>                         | 519 |
| INTRODUCTION                                                                     | 519 |
| 10.1 – NATURE DU CORPUS                                                          | 522 |
| 10.2 – LA NOUVELLE STRUCTURE DU PARTI                                            | 525 |
| 10.3 – LA NOUVELLE STRUCTURE DE L'ÉTAT : LA CONSTITUTION D'ÉTAT DE 1982          | 532 |
| 10.3.1 – Des principes généraux                                                  | 536 |
| 10.3.2 – Des droits et des devoirs fondamentaux des citoyens                     | 542 |
| 10.3.3 – De la structure de l'État                                               | 545 |
| 10.3.3.1 – <i>Assemblée populaire nationale</i> et assemblées populaires locales | 545 |
| 10.3.3.2 – Présidence de la République populaire de Chine                        | 549 |
| 10.3.3.3 – <i>Conseil des affaires d'État</i> et gouvernements populaires locaux | 549 |
| 10.3.3.4 – La <i>Commission militaire centrale</i>                               | 553 |
| 10.3.3.5 – Les tribunaux populaires et les parquets populaires                   | 554 |
| 10.3.3.6 – Un État de loi                                                        | 555 |
| 10.4 – LA NOUVELLE STRUCTURE DE L'ECONOMIE                                       | 560 |
| 10.5 – UNE NOUVELLE SOCIETE                                                      | 565 |
| 10.6 – UN DISCOURS INTERNATIONAL RODE ET REPETITIF                               | 568 |
| 10.7 – LA REUNIFICATION NATIONALE                                                | 573 |
| 10.8 – LA FETE NATIONALE DE 1984                                                 | 584 |
| 10.9 – LE SEPTIEME PLAN QUINQUENNAL [1986-1990] ET LA MONTEE DES TENSIONS        | 587 |
| 10.10 – LES MANIFESTATIONS DE L'HIVER 1986-1987                                  | 600 |
| 10.11 – 1988 : ANNEE DU RETOUR A LA NORMALE ?                                    | 616 |
| CONCLUSION                                                                       | 623 |
| <br><b>CHAPITRE 11 – 1989-1992 : COUP D'ARRET</b>                                | 625 |
| INTRODUCTION                                                                     | 625 |
| 11.1 – NATURE DU CORPUS                                                          | 629 |
| 11.2 – 1989 : L'ANNEE TERRIBLE                                                   | 631 |
| 11.3 – UN NOUVEL ORDRE POLITIQUE                                                 | 634 |
| 11.4 – UN DISCOURS INTERNATIONAL REACTIF ET AGRESSIF                             | 647 |
| 11.5 – UNE TACHE CENTRALE, DEUX POINTS ESSENTIELS                                | 652 |
| CONCLUSION – LE VOYAGE DANS LE SUD, TESTAMENT POLITIQUE DE DENG XIAOPING         | 657 |

|                                                                                                                                                                           |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <b>CHAPITRE 12 – SYNTHÈSE DES RESULTATS – LA CHINE POSTMAOÏSTE, UN ETAT LEGISTE EN FORMATION</b>                                                                          | 665     |
| INTRODUCTION                                                                                                                                                              | 665     |
| 12.1 – LA STABILITE ET L'UNITE : GARANTES DE L'ORDRE                                                                                                                      | 667     |
| 12.1.1 – Le cadre légal et réglementaire                                                                                                                                  | 667     |
| 12.1.2 – Le contrôle des discours                                                                                                                                         | 668     |
| 12.1.3 – La rationalisation des organisations                                                                                                                             | 670     |
| 12.2 – LE RENFORCEMENT DU PARTI-ÉTAT                                                                                                                                      | 672     |
| 12.3 – LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE                                                                                                                                     | 674     |
| 12.4 – LE RENFORCEMENT DE L'ARMEE                                                                                                                                         | 679     |
| 12.5 – CONCLUSION – L'INSTAURATION D'UN ORDRE INTERETATIQUE HIERARCHIQUE : GARANT DE LA PAIX                                                                              | 682     |
| <br><b>CHAPITRE 13 – CONCLUSION</b>                                                                                                                                       | <br>687 |
| <br><b>REFERENCES</b>                                                                                                                                                     | <br>701 |
| <br><b>ANNEXES</b>                                                                                                                                                        | <br>731 |
| ANNEXE 2.1 – CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS MARQUANTS EN CHINE DURANT LE SIECLE DES « HUMILIATIONS » [1834-1949] ET DANS LE MONDE DE 1735 A 1976                              | 733     |
| ANNEXE 2.2 – LES PROJETS DE REFORME AU 19 <sup>e</sup> ET AU 20 <sup>e</sup> SIECLES EN CHINE COMPARES A LA PENSEE OCCIDENTALE ET A LA PENSEE TRADITIONNELLE CHINOISE     | 739     |
| ANNEXE 3.1 – CHRONOLOGIE DES MOMENTS ET FAITS SAILLANTS DE L'EPOQUE PREIMPERIALE A LA REPUBLIQUE                                                                          | 749     |
| ANNEXE 6.1 – DISCOURS ET ALLOCUTIONS DE DENG XIAOPING DU 25 JANVIER 1975 AU 21 FEVRIER 1992                                                                               | 753     |
| ANNEXE 6.2 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES REFERENCES AU MAOÏSME ET AU MARXISME, ET AUDITOIRES DES DISCOURS ET ALLOCUTIONS DES PHASES I ET II, JANVIER 1975 – DECEMBRE 1978 | 763     |
| ANNEXE 6.3 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'COMPORTEMENT', 'PARTI', 'ETAT', DES PHASES I ET II, JANVIER 1975 – DECEMBRE 1978          | 765     |
| ANNEXE 6.4 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'ECONOMIE', 'EDUCATION', 'SOCIETE', DES PHASES I ET II, JANVIER 1975 – DECEMBRE 1978       | 767     |
| ANNEXE 6.5 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES REFERENCES AU MAOÏSME ET AU MARXISME, ET AUDITOIRES DES DISCOURS ET ALLOCUTIONS DE LA PHASE III, JANVIER 1979 – AOUT 1982        | 769     |



|                                                                                                                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ANNEXE 6.6 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'COMPORTEMENT', 'PARTI', 'ETAT', DE LA PHASE III, JANVIER 1979 – AOUT 1982               | 771 |
| ANNEXE 6.7 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'ECONOMIE', 'EDUCATION', 'SOCIETE', DE LA PHASE III, JANVIER 1979 – AOUT 1982            | 773 |
| ANNEXE 6.8 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES REFERENCES AU MAOÏSME ET AU MARXISME, ET AUDITOIRES DES DISCOURS ET ALLOCUTIONS DE LA PHASE IV, SEPTEMBRE 1982 – DECEMBRE 1988 | 775 |
| ANNEXE 6.9 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'COMPORTEMENT', 'PARTI', 'ETAT', DE LA PHASE IV, SEPTEMBRE 1982 – DECEMBRE 1988          | 779 |
| ANNEXE 6.10 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'ECONOMIE', 'EDUCATION', 'SOCIETE', DE LA PHASE IV, SEPTEMBRE 1982 – DECEMBRE 1988      | 783 |
| ANNEXE 6.11 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES REFERENCES AU MAOÏSME ET AU MARXISME, ET AUDITOIRES DES DISCOURS ET ALLOCUTIONS DE LA PHASE V, FEVRIER 1989 – FEVRIER 1992    | 787 |
| ANNEXE 6.12 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'COMPORTEMENT', 'PARTI', 'ETAT', DE LA PHASE V, FEVRIER 1989 – FEVRIER 1992             | 789 |
| ANNEXE 6.13 – TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'ECONOMIE', 'EDUCATION', 'SOCIETE', DE LA PHASE V, FEVRIER 1989 – FEVRIER 1992          | 791 |

## LISTE DES FIGURES

|                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| FIGURE 2.1 – PROJETS DE REFORME DE L'ETAT CHINOIS AU 19 <sup>e</sup> ET AU 20 <sup>e</sup> SIECLES                 | 101 |
| FIGURE 3.1 – CHRONOLOGIE DES PERIODES MYTHIQUES, DES PERIODES HISTORIQUES ET DES REGIMES                           | 120 |
| FIGURE 3.2 – CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES PERIODES HISTORIQUES DE LA CHINE PREIMPERIALE ET DES PENSEURS POLITIQUES  | 131 |
| FIGURE 3.3 – LA VISION DU POLITIQUE PAR LES PENSEURS CHINOIS PREIMPERIAUX                                          | 184 |
| FIGURE 4.1 – LES PRINCIPALES ETAPES DE LA FORMATION DU LEGISME                                                     | 197 |
| FIGURE 4.2 – REGROUPEMENT EN NEUF CATEGORIES DES PRINCIPAUX TRAITS CARACTERISTIQUES DE LEGISME                     | 282 |
| FIGURE 4.3 – LES CARACTERISTIQUES DU LEGISME REGROUPEES EN QUATRE CATEGORIES                                       | 289 |
| FIGURE 6.1 – THEMES DES DISCOURS DE DENG XIAOPING                                                                  | 372 |
| FIGURE 6.2 – AUDITOIRES DES DISCOURS DE DENG XIAOPING                                                              | 374 |
| FIGURE 6.3 – LES PHASES DES REFORMES DE DENG XIAOPING                                                              | 393 |
| FIGURE 7.1 – PHASE I – 1975-1976 : RIVALITES DANS L'OMBRE DE MAO ZEDONG                                            | 414 |
| FIGURE 8.1 – PHASE II – 1977-1978 : RIVALITES APRES LA MORT DE MAO ZEDONG                                          | 455 |
| FIGURE 9.1 – PHASE III – 1979-1982 : DENG XIAOPING, FIGURE PUBLIQUE DU <i>MOUVEMENT DE REFORMES ET D'OUVERTURE</i> | 516 |
| FIGURE 10.1 – PHASE IV – 1982-1989 : LA RANÇON DU SUCCES                                                           | 621 |
| FIGURE 11.1 – PHASE V – 1989-1992 : COUP D'ARRET                                                                   | 654 |
| FIGURE 11.2 – PHASE V –1992 : LE <i>VOYAGE DANS LE SUD</i>                                                         | 663 |
| FIGURE 12.1 – COMPARAISON ENTRE LE LEGISME ET LA CHINE POSTMAOISTE                                                 | 676 |
| FIGURE 13.1 – LES TROIS DYNAMIQUES DE LA MODERNITE                                                                 | 693 |



## **LISTE DES TABLEAUX**

|                                                                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| TABLEAU 7.1 – OCCURRENCES DES REFERENCES AU MAOÏSME ET AU MARXISME, ET AUDITOIRES DES DISCOURS ET ALLOCUTIONS DES PHASES I A V, JANVIER 1975 – FEVRIER 1992 | 402 |
| TABLEAU 7.2 – OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'COMPORTEMENT', 'PARTI', 'ETAT', DES PHASES I A V, JANVIER 1975 – FEVRIER 1992          | 403 |
| TABLEAU 7.3 – OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'ECONOMIE', 'EDUCATION', 'SOCIETE', DES PHASES I A V, JANVIER 1975 – FEVRIER 1992       | 404 |



## **LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES**

**APL** : Armée populaire de libération

**BM** : Banque mondiale

**CBS** : Sigle de CBS Corporation, dérivé de l'acronyme de Columbia Broadcasting System (E.-U.)

**CIA** : Central Intelligence Agency

**É.-U.** : Etats-Unis d'Amérique

**FLN** : Front de libération national (Algérie)

**FMI** : Fond monétaire international

**G7** : Groupe des sept

**GRPC** : Grande Révolution Culturelle Prolétarienne

**IC** : Internationale Communiste (aussi Komintern)

**IDH** : Indice de développement humain

**IMF** : International Monetary Fund

**KMT** : Parti nationaliste

**Kominform** : Bureau d'information des partis communistes et ouvriers

**Komintern** : Internationale Communiste (aussi IC)

**NEP** : Nouvelle Économie Politique

**OMC** : Organisation mondiale du commerce

**ONU** : Organisation des Nations-Unies

**OPEP** : Organisation des pays exportateurs de pétrole

**PC** : Parti communiste

**PCC** : Parti communiste chinois

**PCUS** : Parti communiste d'Union soviétique

**PIB** : Produit intérieur brut

**PNB** :Produit national brut

**RAS** : Région administrative spéciale

**RDA** : République Démocratique Allemande

**RDPC** : République Démocratique Populaire de Corée

**RI** : Discipline des Relations internationales

**RPC** : République Populaire de Chine

**SDN** : Société des Nations

**U.S.** :United States

**URSS** : Union des Républiques Socialiste Soviétiques

**USA** : United States of America

**ZES** : Zone économique spéciale

## CONVENTIONS DE PRÉSENTATION ET DE RÉDACTION

|                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Accentuation               | Les majuscules des titres ne sont pas accentuées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Cas particuliers           | <p>'Empire' (avec une majuscule) désigne l'État impérial qui se met en place en 221 av. J.-C. alors que 'empire' signifie un type de régime politique ou une référence générale à la Chine dans la tradition chinoise.</p> <p>'État-Nation' et 'Parti-État' sont toujours écrits avec des majuscules</p> <p>'Nations Unies' (avec un 'U' majuscule) désigne le nom officiel des nations alliées durant la Seconde Guerre mondiale, et 'Nations unies' (avec un 'u' minuscule) l'Organisation des Nations unies fondée en 1946.</p> <p>'Orthodoxie' (avec une majuscule), comme dans 'Orthodoxie impériale', désigne le dispositif religieux et culturel de l'Empire.</p> |
| Crochets dans une citation | Réduction du texte cité aux éléments essentiels, par exemple : « droit et devoir fondamentaux [...] d'être », ou ajout pour clarifier la compréhension. Par exemple : « droit et devoir fondamentaux [1] d'être [...] [2] de se conformer ».                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Dates entre crochets       | Dates de naissance et de décès, par exemple : Destutt de Tracy [1754-1836], ou date d'un événement : Guerre froide [1947-1991].                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Dates entre parenthèses    | Dates de publication. Par exemple : Manneheim (1954), Destutt de Tracy (1825-1827).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Fonctions et titres        | La typographie des fonctions et des titres suit les règles l'Office québécois de la langue française.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Liens hypertextes          | La date de consultation est indiquée par la mention du jour, du mois et de l'année, mis entre parenthèses après le lien. Par exemple :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |



|                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                               | (1 <sup>er</sup> janvier 1901).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Mention des périodes                          | Les siècles sont indiqués en chiffres arabes : 20 <sup>e</sup> siècle.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Noms chinois                                  | <p>À l'exception des noms francisés connus (comme Confucius), les transcriptions sont en pinyin (comme 'Mao Zedong').</p> <p>Dans tous les cas, chaque fois qu'un nouveau nom est mentionné, il est suivi des caractères chinois. Par exemple : Liang Qichao (梁启超)</p> <p>Lorsque le nom d'une personnalité est mentionné une première fois, il est généralement suivi de la date de naissance et de celle du décès. Par exemple : Gao Gang (高岗, 1905-1954).</p> <p>Comme il existe plusieurs formes de transcription des noms chinois (par exemple, Wade-Giles ou EFEO), la forme originale sera conservée dans les citations, mais suivie du pinyin entre crochets chaque fois que nécessaire. Par exemple : Chou En-lai [Zhou Enlai], sauf dans les annexes.</p> <p>Les noms des principales personnalités mentionnées ou citées sont répertoriés dans un index.</p> |
| Notes de bas de page                          | Les notes de bas de page sont numérotées en continu et recommencent à 1 au début de chaque chapitre.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Numérotation des annexes, figures et tableaux | Les annexes, figures et tableaux sont numérotés de façon à correspondre à l'ordre des chapitres : Figure 1.1 désigne la figure 1 du chapitre 1, et ainsi de suite.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Organismes d'État et internationaux           | La typographie des fonctions et des titres suit les règles l'Office québécois de la langue française.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Organismes uniques                            | Les règles appliquées pour la typographie des organismes uniques respectent l'usage.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| Police Calibri 10 – texte en retrait justifié | Citation longue d'auteur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Police Calibri 11 – texte justifié            | Corps du texte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Police Corps asiatique 11 – Songti et Corps   | Caractères chinois dans le corps du texte. Par                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|                                                        |                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| asiatique 10 – DengXian                                | exemple : <i>Nouvelle école Ru</i> (新儒家) et <i>Nouvelle école Ru</i> (新儒家) .                                                                                                                           |
| Renvoi                                                 | Le signe § indique un renvoi dans la même section ou le même chapitre.                                                                                                                                 |
| Texte en italique dans le corps du texte               | Titre de publication, expression en langue étrangère, courant de pensée ou mouvement social ou politique, concept ou idée spécifique. Par exemple : <i>Bande des quatre</i> .                          |
| Texte entre guillemets doubles anglais                 | Citation dans une citation, expression dans une citation nécessitant une explication, ou une précision. Par exemple : « alors c'est celle " de déstabiliser les institutions ancestrales " ».          |
| Texte entre guillemets français dans le corps du texte | Citation d'auteur. Par exemple : « extrait », « fin de phrase ».                                                                                                                                       |
| Texte entre guillemets simples anglais                 | Mot ou expression mis en évidence par l'auteur de cette thèse. Par exemple : 'mis en évidence par l'auteur'.                                                                                           |
| Traduction                                             | À l'exception des citations longues, en langue d'origine, toutes les traductions sont libres. Cela inclut les propos rapportés, résumés ou synthétisés tout autant que les citations entre guillemets. |



## INDEX DES PRINCIPALES PERSONNALITÉS CHINOISES

**An Lushan** (安祿山) (703-757), né en Chine, mais sogdien, un peuple d'Asie centrale; général des Tang responsable de la protection des frontières de l'Empire; se rebelle contre la dynastie entre 755 et 763.

**Anguo** (安国) [302-250 av. J.-C.], fils du roi Zhao de Qin, père de Zichu, et roi de Qin deux jours en 250 av. J.-C.

**Bo Gu** (博古) [1907-1946], haut dirigeant du Parti communiste et membre des 28 bolcheviques au début des années 1930, qui conduisit le Parti de défaite en défaite.

**Bo Yibo** (薄一波) [1908-2007], membre du Parti communiste; purgé durant la Révolution culturelle; réhabilité sous Deng Xiaoping dont il fut un proche collaborateur.

**Boxers** (义和拳), mouvement mystique et xénophobe dont les membres maîtrisaient les arts martiaux chinois; leur révolte [1899-1901] s'exerce d'abord contre la dynastie puis contre les Occidentaux.

**Cao Cao** (曹操) [155-220], seigneur de guerre à la fin de la dynastie Han; un des principaux acteurs de la période des Trois Royaumes [220-280].

**Chen Boda** (陈伯达) [1904-1989], membre du *Groupe de la Révolution culturelle* (mis en place par Mao Zedong en 1966 et placé sous l'autorité directe du Comité permanent du Bureau politique).

**Chen Duxiu** (陈独秀) [1879-1942], intellectuel influent du Mouvement de la Nouvelle culture; cofondateur du Parti communiste; jugé responsable des échecs du Parti à la fin des années 1920, il est purgé sur

ordre de Moscou; se rapproche alors du trotskisme.

**Chen She** (陈涉) [? - 208 av. J.-C.], premier chef de la rébellion contre le Second Empereur.

**Chen Yun** (陈云) [1905-1995], membre influent du Parti après la Libération [1949] de la Chine; partisan précoce de l'utilisation des mécanismes du marché; organisa la reprise économique après l'échec du *Grand bond en avant*; s'éloigne du pouvoir avant la *Révolution culturelle*; y revient avec Deng Xiaoping dont il fut l'un des plus proches collaborateurs.

**Chiang Kai-Shek** (蒋介石) [1887-1975], chef militaire du KMT puis dirigeant indiscuté du KMT; gouverne Taiwan de 1949 jusqu'à sa mort.

**Cixi** (慈禧) [1835-1908], concubine de l'empereur Xianfeng à partir de 1851; régente à partir de 1861, mais véritable maître de la Chine.

**Confucius** (孔子) [551-479 av. J.-C.], philosophe, le plus célèbre de tous les penseurs chinois.

**Deng Xiaoping** (邓小平) [1904-1997], leader des réformes entreprises après la mort de Mao Zedong.

**Duc Huiwen** (秦惠文公) [338-311 av. J.-C.], duc du Qin; se proclame roi en 325; annexe les États de Ba et Shu (Sichuan) en 316.

**Duc Mu** (秦穆公) [?-?], règne de 659 à 621 av. J.-C., quatrième des cinq Hégémons; artisan de la première hégémonie du Qin selon la tradition.

**Duc Xiao** (秦孝公) [361-338 av. J.-C.], duc du Qin; confie à Shang Yang la tâche de réformer l'État, qui fait du Qin le plus puissant des États chinois.

**Empereur Wu**, voir Han Wudi.

**Fang Lizhi** (方励之) [1936-2012], astrophysicien expulsé du Parti communiste pour avoir publiquement appuyé le mouvement démocratique de l'hiver 1986-1987.

**Feng Guifen** (冯桂芬) [1809-1874], lettré, secrétaire privé de Li Hongzhang; promoteur du *Mouvement d'autorenforcement* au cours de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle.

**Gao** (Han Gao Di 汉高帝), empereur de 202-à 195 av. J.-C.; fondateur de la dynastie Han.

**Gao Gang** (高岗) [1905-1954], membre influent du Parti communiste après la Libération; perd contre Liu Shaoqi et Zhou Enlai dans un conflit de pouvoir; se suicide après avoir été accusé d'avoir fomenté un coup d'État.

**Gongsun Yang** (公孙鞅), premier nom de Shang Yang.

**Guangxu** (光绪) [1871-1908], empereur de 1875 à 1908.

**Guanyu** (关于) [?-220], général de la Période des Trois royaumes dont la vie a été romancée dans le roman *Les Trois royaumes*.

**Guanzi** (管子) [720 à 645 av. J.-C.], chancelier du duché de Qi; penseur politique.

**Han** [206 av. J.-C. à 220], seconde dynastie; succède aux Qin; première grande dynastie impériale; instaure une orthodoxie d'État dérivée du confucianisme; proscrit de la fonction publique tous les disciples des écoles de pensée rivales; perpétue l'appareil administratif légiste, tout en dénonçant le légisme.

**Han Feizi** (韩非子) [280-233 av. J.-C.], théoricien du légisme.

**Han Jingdi** (汉景帝) [188-151], empereur de la dynastie Han de 157 à 141 av. J.-C.

**Han Wendi** (汉文帝) [202-157 av. J.-C.], empereur de la dynastie Han de 180 à 157 av. J.-C.

**Han Wudi** (汉武帝) [156 – 87 av. J.-C.], empereur Han de 141 à 87 av. J.-C.; fait du confucianisme une idéologie d'État.

**Haoran** (浩然) [1932-2008], seul écrivain ayant eu le droit de publier durant la *Révolution Culturelle*.

**He Long** (贺龙) [1898-1969], général de l'armée populaire de libération; décédé à la suite de mauvais traitements subis durant la *Révolution culturelle*.

**Hong Xiuqian** (洪秀全) [1814-1864], leader de la rébellion des Taiping.

**Hu Hamnin** (胡汉民) [1879-1936], un des premiers partisans de Sun Yat Sen; éditeur du journal du peuple (Minbao); partisan de Chiang Kai-Shek à partir de 1927; opposant à l'aile gauche du KMT et aux communistes.

**Hu Jintao** (胡锦涛) [1942-], haut dirigeant du Parti communiste; secrétaire général du Parti de 2002 à 2012; président de la RPC de 2003 à 2013 et président de la *Commission militaire centrale* de 2005 à 2013.

**Hu Qili** (胡启立) [1929-], haut dirigeant du Parti au cours des années 1980; membre du Bureau politique de 1987 à 1989; purgé en 1989 pour s'être opposé à la répression du *Printemps de Beijing*.

**Hu Shi** (胡适) [1891-1962], intellectuel et figure importante du *Mouvement de la Nouvelle culture*; ne se rapproche pas du Parti communiste; se replie à Taiwan en 1949 sans renoncer à ses premiers engagements; garde un regard critique à l'égard du pouvoir de Chiang Kai-Shek.

**Hu Yaobang** (胡耀邦) [1915-1989], membre du Parti communiste; connaît une ascension rapide avec le retour de Deng Xiaoping au pouvoir; président puis secrétaire général du Parti de 1981 à 1987; purgé pour avoir témoigné de la sympathie à l'égard des manifestations de l'hiver 1986-1987; sa mort en 1989 est le moment déclencheur du *Printemps de Beijing*.

**Hua Guofeng** (华国锋) [1921-2008], rival de Deng Xiaoping.

**Huhai** (胡亥) [?-207], second empereur de 210 à 207 av. J.-C.; mort assassiné.

**Jiang Qing** (江青) [1914-1991], quatrième femme de Mao; membre du Groupe de la *Révolution culturelle* mis en place par Mao Zedong en 1966 et placé sous l'autorité directe du *Comité permanent du Bureau politique*; membre de la *Bande des Quatre*.

**Jiang Zemin** (江泽民) [1926-], secrétaire général du Parti en 1989; président de la Commission militaire centrale en 1992; président de la RPC en 1993; en poste jusqu'en 2002.

**Jie** (夏桀) [1728-1675 av. J.-C.], dernier roi de la dynastie Xia; réputé pour sa perversité; renversé par le roi Tang.

**Jing** (Han Jing Di 汉景帝), empereur de 157 à 141 av. J.-C.

**Kang Sheng** (康生) [1898-1975], membre du Groupe de la *Révolution culturelle* mis en place par Mao en 1966 et placé sous l'autorité directe du *Comité permanent du Bureau politique*.

**Kang Youwei** (康有为) [1858-1927], lettré et penseur politique utopiste; réformateur politique à la suite de la défaite de la Chine contre le Japon; inspiré par la monarchie constitutionnelle de la Restauration de Meiji; tente de réformer la dynastie Qing en 1898, tentative interrompue par un coup d'État fomenté par les milieux traditionalistes

mandchous et Han; ne joue aucun rôle politique par la suite et rejette la République.

**Laozi** (老子) [604 ?-531 ? av. J.-C.], personnage mythique réputé être l'auteur du *Daodejing*, un ouvrage fondateur du taoïsme.

**Lei Feng** (雷锋) [1940-1962], militaire entièrement dévoué au parti; image romantique par excellence du soldat révolutionnaire de la RPC.

**Li Dazhao** (李大钊) [1888-1927], intellectuel du *Mouvement de la Nouvelle culture*; cofondateur du Parti communiste avec Chen Duxiu.

**Li Hongzhang** (李鸿章) [1823-1901], élevé au rang de vice-roi pour sa victoire contre les Taiping; un des principaux artisans du *Mouvement d'autorenforcement*; représentant de l'Empire lors des négociations avec les Occidentaux; la destruction de la flotte chinoise lors de la Première Guerre sino-japonaise ternit son image.

**Li Lisan** (李立三) [1889-1967], membre influent du Parti communiste entre 1928 et 1930, purgé pour « gauchisme ».

**Li Peng** (李鹏) [1928-], haut dirigeant du Parti; premier ministre de 1987 à 1998; déclare la loi martiale en 1989.

**Li Ruihan** (李瑞环) [1934-], ouvrier, études d'architecture [1963]; carrière dans l'administration de la construction; maire de Tianjin [1982-1989], secrétaire du Parti de Tianjin [1987-1989]; nommé membre du Comité permanent en 1989.

**Li Si** (李斯) [280-233 av. J.-C.], disciple de Xunzi, premier ministre du premier empereur.

**Li Xiannian** (李先念) [1909-1992], membre influent du Parti communiste après la mort de Mao Zedong; participe au coup d'État

contre la *Bande des Quatre*; proche collaborateur de Hua Guofeng sur les questions économiques; président de la RPC de 1983 à 1988, un rôle honorifique.

**Liang Qichao** (梁启超) [1873-1929], disciple de Kang Youwei; journaliste; réformateur politique; acteur du mouvement de réforme de 1898; se rallie à l'idéal républicain après la Révolution de 1911.

**Lin Biao** (林彪) [1907-1971], compilateur du *Petit livre rouge*; mort avec sa famille dans un accident d'avion survenu en Mongolie alors qu'il fuyait en URSS.

**Liu An** (刘安) [179-122 av. J.-C.], prince de Huainan; mécène à l'origine du *Huainanzi*; contraint au suicide pour avoir questionné la légitimité de son neveu, l'empereur Han Wudi.

**Liu Bang** (刘邦) [256 ?-195 av. J.-C.], fondateur de la dynastie Han.

**Liu Binyan** (刘宾雁) [1925-2005], condamné comme « droitiste » en 1957; réhabilité lors du retour au pouvoir de Deng Xiaoping; purgé de nouveau pour avoir appuyé les manifestations de l'hiver 1986-1987.

**Liu Bocheng** (刘伯承) [1892-1986], grand général et grand stratège du Parti communiste.

**Liu Shaoqi** (刘少奇) [1898-1969], haut membre du Parti communiste dont l'ascension est liée à celle de Mao Zedong après 1934; condamne ouvertement le *Grand bond en avant*; cible d'une inimitié personnelle de Mao Zedong qui se transforme en persécution lors de la *Révolution culturelle*; meurt d'une pneumonie par manque de soins.

**Lü Buwei** (吕不韦) [290-235 av. J.-C.], riche marchand; premier ministre du père du premier empereur, Zichu; premier ministre du premier empereur avant la nomination de Li Si; réalise une somme encyclopédique *Les*

*Printemps et les Automnes du Seigneur Lu* (lǔshì chūnqiū 吕氏春秋); contraint au suicide.

**Lu Xun** (鲁迅) [1881-1936], écrivain, auteur de nouvelles à portée politique, considéré comme l'un des fondateurs de la littérature chinoise moderne.

**Lǔ Zhi** (吕雉) [241-180 av. J.-C.], épouse de Liu Bang; régente de 195 à 180 av. J.-C.

**Mao Zedong** (毛泽东) [1893-1976], membre fondateur du Parti communiste; s'affirme rapidement comme marxiste hérétique en faisant reposer le succès de la révolution sur la mobilisation de la paysannerie; s'impose par son génie militaire; s'impose à la Conférence de Zunyi en 1934 lors de la *Longue marche*; parvient à faire du Parti la principale force de résistance à l'invasion japonaise aux dépens du KMT; libère la Chine en 1949; promeut constamment une vision idéaliste de la Révolution, arguant que son succès repose sur les schèmes de pensée plus que sur les conditions matérielles; figure centrale du Parti et de la RPC de 1934 jusqu'à sa mort.

**Mencius** (孟子) [372-289 av. J.-C.], continuateur de Confucius.

**Ming** [1368-1644], dynastie impériale.

**Ming Hongwu** (洪武) [1328-1398], fondateur de la dynastie Ming [1368-1644], nom de règne de Zhu Yuanzhang.

**Mou Zongsan** (牟宗三), [1909-1995], théoricien du Nouveau confucianisme.

**Mozi** (墨子) [470-391 av. J.-C.], artisan, spécialiste des techniques de défense; penseur politique.

**Nie Rongshen**, (聂荣臻) [1899-1992], maréchal de l'armée.

**Peng Dehuai** (彭德怀) [1898-1974], maréchal de l'Armée populaire de libération; commandant en chef des forces chinoises en

Corée; ministre de la défense jusqu'au Plénum de Lushan en 1959; purgé pour avoir critiqué le *Grand bond en avant*.

**Peng Zhen** (彭真) [1902-1997], haut dirigeant du Parti communiste; purgé durant la *Révolution culturelle* pour s'être opposé aux idées de Mao Zedong sur les questions de l'art et de la littérature; réhabilité après le retour au pouvoir de Deng Xiaoping; se retire de la vie politique en 1988.

**Qiao Shi** (乔石) [1924-2015], haut dirigeant du Parti de 1987 à 1997; rival malheureux de Jiang Zemin.

**Qin** (秦朝) [221-206 av. J.-C.], première dynastie à avoir unifié la Chine.

**Qin Shi Huang Di** [260-210 av. J.-C.], premier empereur de Chine de 220 à 210 av. J.-C. – voir Qin Wang Zheng, Ying Zheng.

**Qin Wang Zheng** (秦王政) [260-210 av. J.-C.], roi du Qin de 247 à 220 av. J.-C.; futur premier empereur – voir Qin Shi Huang Di, Ying Zheng.

**Qin Zhuangxiang Wang** (秦庄襄王), nom de règne de Zichu – voir Zichu.

**Qing** (清朝) [1644-1912], dynastie mandchoue; dernière dynastie impériale.

**Qu Qiubai** (瞿秋白) [1899-1935], haut dirigeant du Parti communiste au cours des années 1920; purgé en raison de sa proximité avec Chen Duxiu; exécuté par le KMT.

**Rao Shushi** (饶漱石) [1903-1975], membre influent du Parti communiste après la Libération; perd contre Liu Shaoqi et Zhou Enlai dans un conflit de pouvoir; emprisonné après avoir été accusé d'avoir fomenté un coup d'État.

**Roi Wen** (zhouwen wang 周文王) [1099-1050 av. J.-C.], fondateur de la dynastie Zhou; réputation d'un exemple d'intégrité.

**Roi Wu** (zhouwu wang 周武王), fils du roi Wen; roi de 1046-1043 av. J.-C.; renverse Zhouxin.

**Roi Zhao** (秦昭王) [324-251 av. J.-C.] arrière-grand-père du premier empereur; règne sur le Qin de 306 à 251 av. J.-C.

**Rong** (戎), peuplade nomade vivant au nord-ouest de la Chine.

**Shang Yang** (商鞅) [390-338 av. J.-C.], réformateur de l'État de Qin; théoricien du légisme.

**Shangdi**, ancêtre tutélaire fondateur de la dynastie Shang.

**Sima Qian** (司马迁) [139-86 av. J.-C.], grand astrologue de la cour; premier historien chinois.

**Song** [960-1270], dynastie impériale; réforme le corpus officiel du système d'éducation; fixe un nouveau canon en imposant les *Quatre livres confucéens* (*Daxue*, *Zhongyong*, *Lunyu* et *Mengzi*) et l'interprétation faite par Zhu Xi (ce canon persistera jusqu'en 1905).

**Song Ping** (宋平) [1917-], nommé membre du comité permanent en 1989.

**Song Renqiong** (宋任穷) [1909-2005], général; partisan de Deng Xiaoping; préconise une solution violente au *Printemps de Beijing*.

**Sui** [589-618], dynastie impériale; introduit les examens impériaux (abolis en 1905).

**Sun Yat-Sen** (孙中山) (1866-1925), révolutionnaire nationaliste; premier président de la République chinoise en 1912; fondateur du KMT en 1919.

**Sunzi** (孙子) [544-496 av. J.-C.], général et stratège de l'État de Wu; penseur politique.

**Tang** [618-907], dynastie impériale, systématise les examens officiels en mettant



l'accent sur la maîtrise du canon et celle de son interprétation officielle.

**Vicomte de Wei**, frère du dernier tyran des Shang, Zhouxin.

**Wang Dongxing** (汪东兴) [1916-2015], garde du corps de Mao Zedong; fanatiquement loyal; purgé pour ses excès; réhabilité du vivant de Mao Zedong; voyant dans Hua Guofeng le dauphin de Mao, fomenta le coup d'État contre la *Bande des Quatre*, assimilée à des usurpateurs; tenu à l'écart par Hua Guofeng, puis par Deng Xiaoping, il ne joua aucun rôle significatif jusqu'à sa mort.

**Wang Hongwen** (王洪文) [1935-1992], membre de la *Bande des Quatre*.

**Wang Li** (王力) [1922-1996], membre du *Groupe de la Révolution culturelle* mis en place par Mao en 1966 et placé sous l'autorité directe du *Comité permanent du Bureau politique*.

**Wang Mang** (王莽) [45 av. J.-C. – 23], fonctionnaire-lettré; fonde sa propre dynastie, à la suite d'un coup d'État en 9 de notre ère, avec l'espoir de réaliser l'utopie annoncée par les *Classiques* confucéens; renversé et tué en 23.

**Wang Ming** (王明) [1904-1974], haut dirigeant du Parti communiste; membre des 28 bolcheviques au début des années 1930; critique de l'hétérodoxie de la pensée et des tactiques de Mao Zedong.

**Wang Ruowang** (王若望) [1918-2001], condamné comme « droitiste » en 1957; réhabilité lors du retour au pouvoir de Deng Xiaoping; purgé à nouveau pour avoir appuyé les manifestations de l'hiver 1986-1987.

**Wang Tao** (王韬) [1828-1897], journaliste et réformateur politique.

**Wang Zhen** (王震) [1908-1993], haut dirigeant du Parti après le retour au pouvoir de Deng Xiaoping.

**Woren** (倭仁) [1804-1871], grand secrétaire et tuteur de l'empereur Tongzhi.

**Wu Guang** (吴广) [? - 208 av. J.-C.], compagnon de Chen She.

**Wu Zetian** (武则天) [690-705], seule femme à avoir porté le titre d'empereur; mécène du bouddhisme.

**Xi Jinping** (习近平) [1953-], haut dirigeant du Parti communiste; secrétaire général du Parti depuis 2012; président de la RPC et président de la *Commission militaire centrale* depuis 2013.

**Xiang Yu** (项羽) [232-202 av. J.-C.], rebelle en lutte contre le deuxième et le troisième empereur; assassine la famille impériale et la population de la capitale; incendie le palais impérial.

**Xie Fuzhi** (谢富治) [1909-1972], membre du *Groupe de la Révolution culturelle* mis en place par Mao en 1966 et placé sous l'autorité directe du *Comité permanent du Bureau politique*.

**Xue Fucheng** (薛福成) [1838-1894], fonctionnaire-lettré; diplomate; partisan de l'adoption de technologies occidentales.

**Xunzi** (荀子) [313-238 av. J.-C.], continuateur de Confucius.

**Yan Fu** (严复) [1854-1921], lettré; traducteur et introducteur d'ouvrages occidentaux en Chine; réformateur politique.

**Yang Shangkun** (杨尚昆) [1907-1998], membre du Parti communiste; purgé durant la *Révolution culturelle*; réhabilité sous Deng Xiaoping dont il fut un proche collaborateur; président de la RPC de 1988 à 1993; prend sa retraite à l'insistance de Deng Xiaoping pour s'être opposé à Jiang Zemin.

**Yang Zhu** (杨朱) [440-360 av. J.-C.], penseur individualiste.

**Yao Wenyuan** (姚文元) [1931-2005], membre du *Groupe de la Révolution culturelle* mis en place par Mao Zedong en 1966 et placé sous l'autorité directe du Comité permanent du Bureau politique; membre de la *Bande des Quatre*.

**Yao Yilin** (姚依林) [1917-1994], haut cadre du Parti communiste au cours des années 1980; influent à partir de 1987; partisan avec Li Peng de la ligne dure contre le *Printemps de Beijing*.

**Ye Jianying** (叶剑英) [1897-1986], maréchal; participe au coup d'État contre la *Bande des Quatre*.

**Ying Zheng** (嬴政), nom du premier empereur avant qu'il ne monte sur le trône de Qin – voir Qin Wang Zheng, Qin Shi Huang Di.

**Yu le Grand** (大禹) [2220 –2100 av. J.-C.], souverain légendaire; commémoré pour avoir créé un réseau de canaux afin de combattre les inondations; fondateur de la dynastie Xia.

**Yuan** [1271-1368], dynastie mongole.

**Yuan Shikai** (袁世凯) [1856-1916], commandant en chef des armées impériales; dirige les opérations contre le mouvement révolutionnaire; second président de la République; dictateur, il tente de se faire sacrer empereur.

**Zeng Guofan** (曾国藩) [1811-1872], haut fonctionnaire-lettré; occupe le rang de vice-roi pour ses victoires contre les Taiping; un des principaux artisans du *Mouvement d'autorenforcement*.

**Zhang Binglin** (章炳麟) [1868-1936], philologue et révolutionnaire.

**Zhang Chunqiao** (张春桥) [1917-2005], membre du *Groupe de la Révolution culturelle*, mis en place par Mao en 1966, et placé sous l'autorité directe du Comité

*permanent du Bureau politique*; membre de la *Bande des Quatre*.

**Zhang Guotao** (张国焘) [1897-1979], membre fondateur du Parti communiste; rival de Mao Zedong durant la *Longue marche*; subit une défaite qui permet à Mao Zedong de s'imposer contre lui; purgé; quitte le Parti communiste en 1938; cherche à travailler pour le KMT, qui ne lui confie aucune responsabilité importante.

**Zhang Zhidong** (张之洞) [1837-1909], haut fonctionnaire-lettré; occupe le rang de vice-roi; un des principaux artisans du *Mouvement d'autorenforcement*.

**Zhao Gao** (赵高) [?-207 av. J.-C.], chef des équipages sous le premier empereur; chef du personnel du palais sous le deuxième empereur puis chancelier; maître véritable de l'Empire sous le Deuxième empereur; assassine le Deuxième empereur, avant de l'être lui-même par Ziying, qu'il avait élevé au rang d'empereur.

**Zhao Ziyang** (赵紫阳) [1919-2005], gouverneur du Sichuan de 1975 à 1980; premier ministre de 1980 à 1987; secrétaire général du Parti de 1987 à 1989; assigné à résidence surveillée de 1989 à sa mort.

**Zheng He** (郑和) [1371-1433 ou 1435], navigateur; commandant d'une flotte qui a exploré la mer de Chine du sud et l'Océan indien.

**Zhou**, dynastie fondée par le roi Wu; règne réellement de 1056 à 771 av. J.-C., mais dont le rôle devient de plus en plus symbolique entre 771 et 256 av. J.-C. alors que ses puissants vassaux s'affrontent pour l'hégémonie; renversée par les Qin qui visaient l'Empire.

**Zhou Enlai** (周恩来) [1898-1976], haut dirigeant et membre influent du Parti communiste des années 1920 à sa mort; premier ministre et ministre des Affaires

étrangères de 1949 à 1958; lance le premier l'idée des *Quatre modernisations*.

**Zhouxin** (纣辛), dernier roi de la dynastie Shang; réputé pour sa perversité; renversé par le roi Wu.

**Zhu De** (朱德) [1886-1976], maréchal de l'APL; compagnon de Mao Zedong.

**Zhu Xi** (朱熹) [1130-1200], théoricien; fondateur du néo-confucianisme; propose une relecture métaphysique du confucianisme sous l'influence du taoïsme et du bouddhisme.

**Zhu Yuanzhang**, fondateur des Ming; règne sous le nom de Ming Hongwu – voir Ming Hongwu .

**Zhuangzi** (庄子) [369-286 av. J.-C.], penseur taoïste.

**Zichu** (子楚) [281-247 av. J.-C.], roi de Qin de 250 à 247 av. J.-C.; père du premier empereur

**Ziying** (子嬰) [?-207 av. J.-C], dernier souverain de Qin; assassine Zhao Gao; mort exécuté.

**Zuo Zongtang** (左宗棠) [1812-1885], haut fonctionnaire-lettré; occupe le rang de gouverneur général pour ses victoires contre les Taiping; un des principaux artisans du *Mouvement d'autorenforcement*.

## RESUME

Cette thèse vise à rendre compte des changements politiques survenus en Chine après la mort de Mao Zedong, tout particulièrement ceux impulsés par Deng Xiaoping après sa prise de pouvoir à la fin de 1978. Cette recherche, inscrite dans le champ des études politiques, mobilise les méthodes de la sociologie historique. Cette recherche part d'un constat : l'attitude politique de la Chine maoïste et postmaoïste rompt avec les modèles élaborés pour rendre compte du comportement des États. La question du poids de la tradition politique chinoise s'est posée pour chercher à comprendre cet écart. Pour répondre à cette question, la démarche adoptée est triple.

1) Une analyse théorique de l'évolution des débats en pensée politique chinoise dans leur contexte sociohistorique d'émergence (chapitres 2 et 3) a montré que ces débats ont débuté sous les *Royaumes combattants*, qu'ils ont conduit à l'instauration de mesures politiques et administratives qui se sont maintenues jusqu'à la fin de l'Empire, en 1911; que les projets de réformes de l'État aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles se sont inscrits dans cette tradition de pensée, démontrant ainsi la continuité de la pensée et des pratiques politiques en Chine.

2) Cette continuité a révélé l'influence du légisme sur la conduite des affaires de l'État, même si l'Orthodoxie impériale prétendait s'en distancer, ce qui a soulevé le problème de la spécificité de la théorie et de la pratique politique légistes (chapitre 4). Il en ressort que l'État légiste partage de nombreux traits avec les États modernes tout en s'en distinguant, car il ne conçoit pas la souveraineté populaire. La construction du Fazhi domine aujourd'hui en Chine et présente de nombreux points communs avec le légisme (chapitre 5). Le Parti affirme que le Fazhi s'inscrit dans la continuité des réformes de Deng Xiaoping.

3) Compte tenu de la continuité de la pensée et de la pratique politiques en Chine ainsi que de la prégnance du légisme, cette thèse cherche à vérifier si la Chine postmaoïste réactive certaines caractéristiques du légisme, ce qui expliquerait son attitude tant en politique intérieure qu'en politique étrangère. À cette fin, cette recherche procède à une analyse systématique du

projet politique de Deng Xiaoping tel qu'il l'élabore lorsqu'il exerce le pouvoir (partie 3). Au terme de cette recherche, il est plausible de soutenir que la pensée politique de Deng Xiaoping, même si elle s'alimente partiellement aux modèles de développement préconisés par l'Occident, les réinterprète à travers le prisme de la tradition politique chinoise et que le modèle d'État qu'il édifie emprunte aux principes légistes.

## **ABSTRACT**

*This dissertation aims to contextualize the political changes that followed the death of Mao Zedong, and especially those set about by Deng Xiaoping after he seized power at the end of 1978. This research in the field of political studies relies upon the methodology of historical sociology. The starting point of this research is the discrepancy between the political attitude of both Maoist and Post-Maoist China and the models developed to anticipate the behavior of States. The question of how the weight of Chinese political traditions accounts for this discrepancy naturally arose. To answer it, this research mobilized a three-fold approach.*

*1) A theoretical analysis of the evolution of China's political debates in their social and historical context of emergence (chapters 2 and 3) showed that these debates truly started during the Warring States period and that they led to the introduction of political and administrative measures that lasted until the fall of the Empire in 1911; that the projects for the reform of the State in the 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> century did not break with this tradition of thought, attesting to the continuity of political practices in China.*

*2) This continuity made apparent the influence of Legalism upon the running of the State, even if the Imperial Orthodoxy pretended to distance itself from it, raising the issue of the specificity of Legalist political theory and practice (chapter 4). The analysis revealed that the Legalist State shares many features of the Modern States, but with a major difference: popular sovereignty is out of its reference frame. The construction of Fazhi is a major objective in today's*

*China and it parallels Legalism (chapter 5). The Party clearly states that Fazhi is the logical continuation of the reforms initiated by Deng Xiaoping.*

*3) Considering the continuity of political thought and practice in China as well as the pervasiveness of Legalism, this dissertation tests if Post-Maoist China reactivates a number of features of Legalism, which would explain its attitude in both domestic and foreign politics. To this end, this research proceeds with a systematic analysis of Deng Xiaoping's political project as he develops it in power (part 3). We conclude, without denying the influence of Western development models, that it can be argued that Deng Xiaoping's political thought reinterprets them through the prism of Chinese political tradition and that the model of State he is building borrows from Legalist principles*



# CHAPITRE 1

## INTRODUCTION

À la chute du mur de Berlin en 1989, le consensus en Occident veut que les jours de l'autoritarisme et du totalitarisme soient comptés. À cet égard, la Chine postmaoïste offre à l'observateur politique un des paradoxes les plus intéressants.

Après le règne sans partage d'une idéologie, le communisme radical dans sa forme maoïste, et celle d'un homme, Mao Zedong, l'ensemble des structures politiques, sociales, économiques et idéologiques avait été déstabilisé. La Chine en était sortie profondément affaiblie à l'intérieur comme à l'international. Or, à l'opposé du mouvement de décommunisation qui a culminé en 1989 avec la chute du mur de Berlin, la réaction postmaoïste, incarnée par Deng Xiaoping, met en sourdine la rhétorique révolutionnaire, tout en réaffirmant son attachement au communisme.

Le paradoxe est le suivant : la Chine postmaoïste se caractérise par un développement économique et social soutenu qui rompt non seulement avec le régime maoïste, mais de plus, rivalise avec les démocraties libérales capitalistes sans en épouser les principes. Aussi, depuis les années 2000, le *Consensus de Beijing* s'oppose au *Consensus de Washington*. Le *Consensus de Washington* préconise la libéralisation de l'économie et la réduction du rôle de l'État alors que celui de Beijing défend le renforcement du rôle de l'État dans l'économie de marché afin de concurrencer les économies étrangères sur le marché mondial (Ramo 2004). Si le *Consensus de Washington* s'inscrit dans la tradition libérale occidentale, on peut s'interroger sur celle au fondement du *Consensus de Beijing*.

Dans l'esprit de Balazs (2012) et de Fairbank et Goldman (2006), qui soutiennent que les modèles qui ont inspiré la Révolution chinoise sont liés à l'histoire intellectuelle de la Chine et en



découlent, nous pouvons aussi envisager que les réformes mises en place sous Deng Xiaoping trouvent en partie leur source dans ce même substrat historique et culturel.

L'opposition autoritaire-démocratique de même que l'opposition capitaliste-communiste sont des héritages occidentaux des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles (Hobsbawm 2003d). À cet égard, aussi déterminante qu'ait été l'influence de l'Occident sur les pratiques de l'exercice du pouvoir d'État, ses effets n'ont commencé à être ressentis en Asie de l'Est que depuis deux siècles, soit, tout au plus, au moment même où les États modernes se mettaient en place en Occident (Teschke 2009). Or, la région comptait déjà des États modernes, c'est-à-dire des États bureaucratiques qui ne peuvent être confondus avec l'État-Nation (Weber 2005). On ne peut donc d'emblée soutenir l'idée d'une translation du modèle occidental de l'État vers l'Asie; il faut plutôt essayer de penser leur évolution en termes d'hybridation.

## **1.1 – LA QUESTION DE L'ETAT**

Les études proprement politiques sur la Chine sont récentes. À leur début, il s'agissait de connaître l'"âme chinoise", et pour ce faire, dans la tradition inaugurée par Hegel ([1822] 2005), les travaux se limitaient à l'étude des propos que l'élite chinoise tenait sur elle-même : valeurs, croyances, coutumes, normes, conduite, civilité, morale. Les textes fondateurs étaient étudiés en soi. Il faut attendre le milieu du 20<sup>e</sup> siècle pour que les premières études s'intéressent aux questions d'organisation politique, sociale et économique, questions que la tradition chinoise ne se posait pas, voire méprisait. Maspéro (1967), Balasz ([1964] 2012) et Vandermeersch (1965) en France, et Fairbank et Teng (1960) aux États-Unis, entre autres, ont renouvelé les travaux sur la Chine en montrant que se limiter aux discours, même ceux perpétués par l'histoire, ne suffisait pas, et que pour rendre compte de la complexité de la Chine, il fallait en étudier l'organisation politique concrète. Cette démarche permettait de confronter les représentations spontanées aux modes d'organisation et de fonctionnement réels de la Chine.

### **1.1.1 – Les institutions politiques**

De manière générale, ce mouvement vers l'étude des institutions formelles et informelles mobilise la recherche en sciences sociales à partir de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Pour

l'approche historique, la notion d'institution (Hall et Taylor 1997) se limite aux procédures, normes et conventions officielles et officieuses propres à la structure organisationnelle de la communauté politique ou de l'économie politique. Pour les tenants du choix rationnel, elles sont les cadres dans lesquels s'inscrivent les actions des acteurs en orientant leurs intérêts et leurs choix, et en surdéterminant leurs interactions. Pour le courant sociologique, les institutions intègrent aussi des « systèmes de symboles, [des] schémas cognitifs et [des] modèles moraux qui fournissent les "cadres de signification" guidant l'action humaine » (Hall et Taylor 1997, p. 482).

L'approche institutionnaliste postule une certaine permanence des institutions, or l'histoire institutionnelle de la Chine au 20<sup>e</sup> siècle témoigne au contraire de leur profonde instabilité et de leur transformation permanente. Skocpol (1979) voit dans l'État un acteur autonome ayant des intérêts propres, indépendants de ceux de la société civile. Or, la période retenue par cette recherche [1976-1992] en est une de reconstruction des institutions; institutions dont on ne pouvait à aucun moment du processus anticiper la forme définitive, puisqu'elles faisaient l'objet de luttes entre différentes factions. Aussi, une approche qui se limiterait à une étude formelle des institutions de la Chine postmaoïste ne saurait rendre compte de manière satisfaisante des tensions et des conflits qui traversaient l'État, et dont la résolution a contribué à fixer la forme des institutions actuelles.

L'approche historique permet de rendre compte de l'évolution des structures étatiques dans leur contexte, et ainsi des ruptures entre les continuités politiques. Moore (1966) a proposé trois modèles de révolutions déterminées par l'état des conditions économiques et sociales : 1) une économie capitaliste développée et une classe commerciale révolutionnaire conduisent à la démocratie (Royaume-Uni, 1642-1651; États-Unis, 1861-1865); 2) une économie capitaliste naissante et une bourgeoisie faible face à une aristocratie puissante débouchent sur le fascisme (Japon, 1868; Allemagne, 1933); 3) un capitalisme peu développé lié à une paysannerie revendicatrice mènent au communisme (Russie, 1917; Chine, 1949). La France [1789] fut, d'après lui, un cas hybride : une bourgeoisie revendicatrice a dû s'allier à une paysannerie forte mais réactionnaire, ce qui a mis un frein à la profondeur des changements envisagés par le projet révolutionnaire. Or, dans ses travaux, Moore s'est limité à la situation politique intérieure, faisant ainsi l'impasse sur le poids du contexte international. Finalement, on peut se demander si sa

catégorisation (démocratique, fasciste et communiste) rend réellement compte des situations historiques concrètes.

### **1.1.2 – La genèse des institutions politiques modernes**

Si l'État n'a pas toujours existé dans sa forme moderne, il faut donc se poser la question de sa genèse. Tilly (1975) associe la naissance de l'État moderne à la Renaissance, lorsque la compétition militaire entre seigneurs féodaux et royaumes s'est accompagnée d'une rationalisation militaire, financière et administrative qui a conduit à la monarchie absolue. Anderson (1979), Wood (2002) et Teschke (2009) montrent, d'une part, que l'on ne peut assimiler l'absolutisme européen à l'État moderne, et, d'autre part, que l'État au sens moderne du terme (au sens de Weber) ne prend forme en Europe qu'au cours du 19<sup>e</sup> siècle. Plus précisément, ils montrent que les conflits au cœur de la monarchie absolue, qui demeurerait patrimoniale, étaient liés aux conflits d'intérêts entre aristocratie et bourgeoisie, lesquelles, l'une comme l'autre, cherchaient à monopoliser les rentes d'État. Pour Rosenberg (1994), la monarchie absolue impose une domination personnelle généralisée, semblable à celle du seigneur féodal, mais à plus grande échelle. L'analyse de Tilly ne rend pas compte de la trajectoire des institutions politiques de l'Époque moderne.

Or, l'absolutisme n'était que l'un des modèles d'État ayant pris forme en Europe avant la Révolution française. Pour Wood (2002), le capitalisme se développe en Angleterre après la Conquête normande [1066]. Elle permet l'accaparement des grandes propriétés terriennes par un groupe restreint de seigneurs. Afin de renforcer le nouveau pouvoir, un processus de centralisation politique, le premier d'Europe, prive graduellement les grands seigneurs de leurs privilèges militaires et politiques. Ceux-ci, ne pouvant plus recourir à la coercition afin d'augmenter leurs revenus, n'ont d'autre choix que d'instaurer des rapports économiques avec leurs paysans devenus métayers, étendant ainsi les mécanismes du marché. De seigneurs féodaux, ils deviennent propriétaires terriens. C'est dans ce contexte qu'à partir du 16<sup>e</sup> siècle ils privatisent les terres communes, tournant résolument la page de l'économie précapitaliste. Telle fut, pour Wood, l'origine de l'opposition de l'aristocratie à la couronne au 17<sup>e</sup> siècle. Elle aboutit à la

monarchie constitutionnelle, dont la finalité était de garantir la propriété privée, l'entreprise individuelle et le commerce.

Les dynasties européennes, à l'inverse de la couronne anglaise, continuaient à lutter pour asseoir leur domination territoriale en Europe, menaçant ainsi les intérêts de l'Angleterre. Celle-ci chercha à diviser l'Europe en systèmes d'alliances rivales et soutenait financièrement celles en position de faiblesse. Contrairement aux monarchies absolues, qui avaient moins de ressources à leur disposition, l'économie capitaliste anglaise pouvait soutenir, par alliances interposées, un tel effort de guerre. Dans les monarchies absolues, l'augmentation des dépenses de guerre et la compétition pour les rentes d'État, sans programme de développement économique, ne pouvaient que se résoudre par une crise aiguë : l'absolutisme était condamné à terme, mais aucun contre-modèle ne pouvait le remplacer. Cette crise précipita la Révolution française (Teschke 2009).

Pourtant, ni l'Angleterre ni la France postrévolutionnaire n'étaient des États modernes. Comme le montre Hobsbawm (2003a), ce n'est qu'avec l'introduction des mécanismes capitalistes au 19<sup>e</sup> siècle, et le passage à une économie industrielle, que les institutions de l'État moderne se mettent en place pour gérer les conflits d'intérêts entre propriétaires traditionnels et entrepreneurs capitalistes dans la première moitié du siècle, puis entre capitalistes et prolétaires dans la seconde moitié. Ainsi, le développement simultané de l'État moderne et de l'État-Nation est le résultat d'un processus proprement européen ou, du moins, occidental. Ce sont les développements politiques et économiques rapides en Europe occidentale au 19<sup>e</sup> siècle qui transforment l'environnement international de l'Allemagne et du Japon (Hobsbawm 2003b). C'est dans cet environnement et les effets domestiques qu'il entraîne que les aristocrates modernisateurs s'imposent et enclenchent, d'en haut, des processus de transformation afin de centraliser, de développer et de renforcer leur pays en s'inspirant des développements en Europe occidentale. L'Allemagne et le Japon du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, contrairement à la thèse de Moore, se caractérisaient par une faible centralisation politique et la domination d'une aristocratie féodale.

### **1.1.3 – La continuité des institutions politiques en Chine**

Le troisième groupe de pays (Russie et Chine) est, au contraire, caractérisé par une centralisation et une bureaucratisation importante, que Balazs (2012) qualifie de « bureaucraties agraires ». Selon lui, la bureaucratie, en tant qu'institution, est indissociable de la classe des lettrés qui la compose. La bureaucratisation de l'État et l'instauration d'un système de promotion méritocratique reposant sur l'éducation ont très tôt marginalisé l'aristocratie au profit des lettrés. De plus, la loi chinoise encadrait sévèrement les privilèges de chaque classe de la société (lettrés, paysans, artisans et marchands), particulièrement pour ce qui avait trait à la propriété et à l'immunité. Devant les exigences de l'administration impériale, les lettrés étaient les plus privilégiés et les marchands les moins. Seuls les lettrés et les paysans pouvaient devenir propriétaires terriens alors que seule la rente extraite de la propriété terrienne était à même d'assurer la reproduction sociale des lettrés. Ainsi, par l'accaparement progressif des terres par les lettrés et par le monopole qu'ils exerçaient sur l'éducation et sur l'appareil bureaucratique, ils ont pu marginaliser les autres classes sociales. Les lettrés formaient à la fois l'élite politique, l'élite économique et l'élite intellectuelle. Tant que la bureaucratie contrôle étroitement la Chine et que les lettrés ne doutent pas de leur suprématie, les mouvements de revendications internes et les influences étrangères restent négligeables.

Fairbank (1986) montre que le processus révolutionnaire chinois s'est inscrit dans des conditions qui n'avaient pas leur équivalent ailleurs. De plus, l'arrivée violente des puissances occidentales en Chine au 19<sup>e</sup> siècle [1839], qui bouleverse l'environnement international de la Chine, ne s'est pas accompagnée de transformations socioéconomiques majeures. Bien avant leur arrivée, la dynastie Qing [1644-1912] avait amorcé son déclin.

Ce sont les chocs de la défaite contre le Japon [1895] et de la victoire du Japon sur la Russie [1905] qui sapent les convictions des lettrés. Or, si les réformes éducatives de 1905 puis les réformes politiques qui accompagnent la proclamation de la République [1911] transforment le monde intellectuel, elles entraînent peu de changements dans la société chinoise. La chute de la dynastie Qing s'accompagne d'une instabilité durable. Le mouvement communiste qui naît dans ce contexte, comme pour les rébellions précédentes, repose sur les masses paysannes en quête de

sécurité. Pour Balazs (2012), le Parti communiste présentait tous les attributs d'une refondation dynastique.

Si, avec Rosenberg et Teschke, l'étude des institutions d'État ne peut faire l'économie de la prise en compte du contexte international, social et économique dans lequel ces institutions s'inscrivent, il faut toutefois admettre avec Balazs (2012), Fairbank et Goldman (2006) et Spence (1991) qu'une certaine *path dependency* propre à la Chine caractérise les deux millénaires d'histoire impériale. Si la société et l'économie se sont transformées, la nature bureaucratique de l'Empire a imposé des contraintes structurelles et idéologiques limitant la rapidité et la portée de ces évolutions. Ainsi, les structures impériales et les valeurs qui coconstituaient ces structures ont forgé l'identité chinoise et circonscrit son horizon.

#### **1.1.4 – La rupture institutionnelle de la Chine postmaoïste**

La Chine présente un second paradoxe : si la révolution communiste s'inscrit dans une continuité idéologique et institutionnelle avec l'Empire, les mêmes structures auraient dû se perpétuer à la mort de Mao Zedong, et ce, d'autant plus que le Parti demeurerait tout puissant. Or, la période postmaoïste, par les transformations structurelles et idéologiques fondamentales qui la caractérisent, vient infirmer le modèle de la *path dependency*. Comme le montre Fukuyama (1992), « l'autoritarisme » traditionnel et le « totalitarisme » communiste ont tous les deux échoué à égaler le degré de développement des démocraties libérales capitalistes. Pour lui, à la suite de Hegel, un projet politique exige plus que des institutions : il doit s'accompagner de la croyance en ce système. Or, pour Fukuyama, au cours des années 1980, à l'échelle globale, l'« idée » d'autoritarisme traditionnel et celle de totalitarisme communiste sont ouvertement rejetées.

Le modèle de Fukuyama permet d'expliquer l'effondrement de l'Empire chinois au tournant du 20<sup>e</sup> siècle et l'abandon du projet communiste à la mort de Mao Zedong. L'approche de Fukuyama est plus problématique, lorsqu'il adopte une position carrément téléologique et qu'il soutient que les « idées » s'affrontent jusqu'au moment où l'« idée vraie » triomphe. C'est ce qu'il qualifie de « fin de l'Histoire ». Ainsi, pour lui, le nombre de projets de sociétés ne peut que

diminuer avec le temps. La Guerre froide représente pour lui le théâtre d'affrontements des deux dernières grandes idées : le totalitarisme communiste contre la démocratie libérale : l'échec du totalitarisme communiste confirmant l'inévitabilité de la démocratie libérale. Or, s'il est indiscutable que la Chine postmaoïste récuse l'"idée communiste", elle n'a pas embrassé pour autant l'"idée de démocratie libérale".

Les années 1970 et 1980 avaient vu la montée rapide des *Quatre dragons asiatiques* : la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taiwan. Huntington (1996), en réponse à Fukuyama, croyait pouvoir identifier une communauté de valeurs propre aux *Quatre dragons asiatiques*, au Vietnam et à la Chine, et classait ces pays au sein d'une hypothétique « civilisation confucéenne » dont, étrangement, le Japon était absent. Selon Huntington, la fin de la Guerre froide, loin de déboucher sur un monde monoculturel calqué sur l'Occident démocratique, libéral et capitaliste aurait au contraire réveillé des antagonismes culturels plus profonds.

Première difficulté : Huntington substitue à la monoculture homogène et universelle de Fukuyama une pluralité de cultures homogènes et antagonistes. Ainsi, il ne peut pas rendre compte des tensions internes qui caractérisent le développement de la Chine postmaoïste. Deuxième difficulté : il assimile les civilisations à des essences : on constate leurs effets mais sans jamais les appréhender véritablement. Ainsi, lorsque deux civilisations entrent en contact, leurs relations dégénèrent rapidement en conflit. Il conclut, à l'opposé de Fukuyama, que l'Occident affaibli par les guerres culturelles est menacé par les civilisations étrangères à la fois homogènes et conquérantes. Ainsi, le succès des États de l'Asie de l'Est serait directement imputable à la force de cohésion de l'« éthique confucéenne ». Or, les transformations de la Chine postmaoïste sont d'abord et avant tout structurelles.

En conséquence, la double question à laquelle cette recherche tente d'apporter une réponse est la suivante : d'une part, comment qualifier les réformes entreprises par Deng Xiaoping puisqu'il va à la fois affirmer son attachement au marxisme-léninisme-maoïsme et s'en distancer en ouvrant la Chine à l'économie de marché, et rivaliser avec les démocraties libérales mais en refuser les principes ? D'autre part, comment rompre avec le maoïsme et l'héritage de l'Empire ?

## 1.2 – LE DEROULEMENT DE LA RECHERCHE

Fairbank (1986), Balazs (2012) et Spence (2013) ont montré que la dynamique qui a conduit à la révolution maoïste plonge ses racines dans la Chine impériale de la fin des Qing. Or, comme le basculement de la Chine impériale, dont le régime s'était perpétué durant près de deux millénaires, se produit au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, le rappel des débats qui ont précédé la Révolution chinoise permet de cerner le cadre de référence dans lequel ils s'inscrivent et les enjeux qui les animent. Tel est l'objet du chapitre 2. Il montre que ces débats sont tributaires de la vision politique véhiculée par l'Empire et incarnée dans une orthodoxie dérivée du confucianisme, mais élément beaucoup plus intéressant, perpétuent ceux qui ont précédé sa fondation. Ces derniers, pour l'essentiel, se déroulèrent durant la période des *Royaumes combattants* entre 475 et 221 avant notre ère.

Le chapitre 3 rappelle ces débats, lesquels malgré les rivalités d'écoles ont en commun de préconiser un État autoritaire, dont le pouvoir s'exerce par une bureaucratie, dominée par une élite intellectuelle, pétrie d'une idéologie normative. Ces débats focalisés sur les principes moraux qui devraient régir l'exercice du pouvoir, ont pour effet de détourner des questions qui porteraient sur les dispositifs effectifs du fonctionnement de l'État. Or, de toutes les écoles qui s'affrontaient pendant la Période des *Royaumes combattants*, le légisme (*fajia* 法家) est la seule qui ait systématisé une conception rationnelle du rôle et du fonctionnement de l'État, et cherché à en optimiser les dispositifs en vue de son renforcement et de son enrichissement simultanés, car dans l'esprit des légistes les deux sont liés.

Le chapitre 4 rappelle les fondements théoriques du légisme et leur mise en pratique au Qin par Shang Yang puis par Li Si, un processus qui aboutira à la fondation de l'Empire. Puis la comparaison du légisme avec les transformations politiques que connaît l'Europe au 19<sup>e</sup> siècle, au moment où se met en place l'État moderne, c'est-à-dire un État caractérisé par une hiérarchie de normes et de fonctions (Weber 2013), permet de constater une convergence entre la volonté de rationalisation de l'État des légistes et celle *de facto* de l'évolution de l'État européen constatée par Weber vingt-trois siècles plus tard. Ce qui conduit à s'interroger sur la modernité du légisme, sur son actualité et, par conséquent, sur sa prégnance dans la pensée et la pratique politiques



chinoises. Fairbank et Goldman (2006) rappellent que la structure bureaucratique instaurée sous les Qin s'est maintenue pendant près de deux millénaires, et la « société bureaucratique » (Balazs 2012), elle, jusqu'à la *Révolution culturelle*, malgré l'héritage intellectuel et culturel développé à partir des Han qui a perpétué une tension entre l'idéal 'confucéen' du pouvoir impérial et son exercice soutenu par les institutions léguées par les Qin. La *Révolution culturelle* s'est voulue une rupture définitive avec l'héritage de ce passé.

On peut donc s'interroger sur la nature de la refondation de la Chine entreprise par Deng Xiaoping lorsqu'il assume la réalité du pouvoir à partir de décembre 1978. Corollairement, on peut aussi s'interroger sur les modèles d'État mobilisés pour accomplir cette refondation, matérialisés dans les réformes qu'il introduit, car il se fixe pour priorité de rompre, cette fois, avec la *Révolution culturelle*.

Le chapitre 5 traite de la question du Fazhi aujourd'hui. La construction du Fazhi Zhongguo (Gouvernement par la loi en Chine – Gouvernement par la loi à la chinoise), par opposition au système légal, devient un des enjeux principaux lors du 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste en novembre 2012. Le Fazhi vise à subordonner toutes les responsabilités de l'État et de la société à la loi et au système légal ; développer la loi et réformer les institutions afin de renforcer le Parti, l'armée et l'économie ; ainsi que rehausser la position de la Chine à l'international, particulièrement par rapport aux États-Unis. Ils intiment aussi à la population d'acquérir la connaissance et de développer l'état d'esprit nécessaires au bon fonctionnement du Gouvernement par la loi. L'édification du Fazhi, à l'époque actuelle, est indissociable de la poursuite des réformes et de l'ouverture, ainsi que de la réalisation du « Rêve chinois ».

La troisième partie, comme étude de cas, analyse les cent soixante-dix-sept allocutions et discours prononcés par Deng Xiaoping entre 1975 et 1992, réunis dans les *Œuvres choisies*, qui scandent les étapes de l'édification de la Chine postmaoïste. Ces allocutions et discours adressés pour l'essentiel aux cadres dirigeants du Parti, de l'armée, de l'État, de l'économie et des grands corps, mais rarement à la population, se distinguent des prises de position des politiques dans les démocraties libérales capitalistes, lesquels cherchent autant à convaincre leurs auditoires qu'à composer avec le rapport de force entre les tendances à l'œuvre dans toute société libérale. Deng

Xiaoping informe les intéressés des décisions adoptées par les instances dirigeantes du Parti-État afin qu'ils les appliquent dans leur champ de responsabilité propre. Ainsi, l'étude de ces interventions éclaire le processus de construction de la Chine postmaoïste. Les chapitres 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 procèdent à cette étude. Toutefois, entre le retour de Deng Xiaoping sur la scène politique chinoise et sa prise de pouvoir, il doit composer avec deux tendances : celle de la *Bande des quatre*, et celle de Hua Guofeng. Toutes, y compris celle de Deng Xiaoping, se revendiquent d'une fidélité au maoïsme. C'est pourquoi, dans un premier temps, l'étude procède à une analyse des projets politiques dont elles sont les porteuses. Deuxièmement, cette recherche analyse les constitutions successives de l'État et du Parti qui actent les visions de ces factions dans l'ordre où elles s'imposent au pouvoir. Troisièmement, cette recherche procède à une mise à plat des mesures concrètes annoncées par Deng Xiaoping après son accession au pouvoir. Il s'agit d'en dégager les caractéristiques principales et de les comparer à l'idéal type du légisme dégagé au chapitre 4. Cette démarche permettra de vérifier si le projet de Deng Xiaoping en réactive certains traits.

Cette recherche s'inscrit dans la perspective de la sociologie historique, laquelle est définie comme « un ensemble de courants théoriques qui ont opté pour une approche multidisciplinaire et historique des processus sociaux, des changements structurels et des institutions sociales » (Dufour et Lapointe 2010, p 379). Jusqu'à présent, elle s'est principalement attachée à étudier le processus de formation de l'État en Europe à l'époque moderne [1492-1789] afin de rendre compte de la spécificité de l'État-Nation. Or, la Chine renvoie l'image inversée d'une Europe morcelée, car la Chine tant par la superficie du territoire, la taille de sa population, le degré de centralisation politique, la bureaucratisation, l'homogénéité culturelle et la durée du régime, tout un ensemble de facteurs qui la singularise, et que l'on n'observe pas dans les entités politiques européennes avant le 20<sup>e</sup> siècle, sauf à très petite échelle (Hobsbawm 1992; Anderson 1979). Cette recherche étend le champ d'action de la sociologie historique en l'appliquant à la Chine. Ainsi, à l'instar des travaux qui permettent de comprendre l'émergence de l'État en Europe, seule une étude des cycles longs (Weber [1904-1905] 2002; Braudel 1979; Lieberman 2003) du système chinois semble pouvoir éclairer les particularités institutionnelles de la Chine postmaoïste.

### **1.3 – APPORTS ET LIMITES DE LA RECHERCHE**

Cette recherche est importante à plusieurs égards. Sur un plan théorique d'abord : les événements historiques résultent généralement de plusieurs facteurs. Cette recherche cherche à montrer la complexité de l'expérience postmaoïste. De plus, la mobilisation de pensées politiques non occidentales contribue à enrichir les champs de la pensée politique lorsqu'elle aborde les États non occidentaux. En mettant l'accent sur la nature dynamique de la construction de l'État et de l'exercice du pouvoir d'État, cette recherche tente d'établir un pont entre les champs de la pensée politique, de la politique comparée et des relations internationales, car elle étudie la diffusion, la transposition et l'adaptation des formes de l'exercice du pouvoir d'État dans le cas précis des changements qui se sont produits en Chine après la mort de Mao Zedong.

Deuxièmement sur un plan stratégique : dans un monde de plus en plus multipolaire, la capacité de décentration des acteurs politiques, économiques et sociaux, mais aussi des chercheurs, devient une nécessité. Bien que l'on observe une globalisation, donc une convergence des modèles sociétaux, il n'en demeure pas moins que chacune des régions du monde participe d'une histoire et d'une tradition qui lui sont propres. Il devient donc essentiel de relativiser les points de vue et les convictions, ne serait-ce que pour s'assurer les moyens d'appréhender la complexité du monde émergent. C'est pourquoi cette recherche entend aussi contribuer à la prise de conscience de la nécessité d'une décentration par rapport aux modèles théoriques qui nous sont familiers.

Troisièmement sur un plan géopolitique : le rôle croissant de la Chine dans la géopolitique mondiale exige une meilleure compréhension des ressorts politiques qui lui sont propres. C'est aussi le but de cette recherche. C'est pourquoi il est nécessaire de connaître les processus politiques à l'œuvre en Chine, et, afin d'en appréhender la dynamique spécifique, de comprendre les sources de la pensée politique qui la soutiennent et lui donnent sens.

Par ailleurs, cette recherche comporte plusieurs limites. Les travaux sur la Chine ont connu un développement considérable au cours des dernières années et couvrent tous les domaines. Il n'est pas possible, pour des raisons évidentes, de les recenser tous ni même de le faire pour ceux

portant sur la Chine postmaoïste, la *Révolution culturelle*, la Révolution chinoise, l'Empire et les *Royaumes combattants*. N'ont été retenus que ceux jugés les plus pertinents pour l'objet de cette recherche et parmi ceux-ci les plus significatifs.

De plus, cette recherche porte, d'une part, sur l'étude des structures politiques de la Chine impériale et des courants politiques qui ont présidé à son établissement, et, d'autre part, sur leur influence sur la restructuration de la Chine postmaoïste. Il est fait référence aux courants de pensée politique et aux processus historiques, mais il ne s'agit ni d'une recherche philosophique ni historique. Elle s'inscrit résolument dans le cadre des études en science politique. Quant aux questions proprement dites de science politique, nous savons que l'influence de l'Occident ne se manifeste qu'à partir du 17<sup>e</sup> siècle. Mais elle ne se fait réellement ressentir qu'à partir du 19<sup>e</sup> siècle. Cette influence ne sera prise en compte que dans la mesure où, à partir du 20<sup>e</sup> siècle, elle interagit directement avec l'évolution de la Chine. De plus, comme cette recherche traitera des structures dont se dote le régime, les mouvements sociaux, l'évolution des mœurs et des valeurs, la question des minorités, tous les aspects de la vie sociale et culturelle ne seront mentionnés que lorsque nécessaire.

Finalement, à celles imposées par l'objet et le cadre d'analyse adopté, cette recherche comporte aussi des limites méthodologiques qui découlent de la nature du corpus ainsi que des limites intrinsèques à toute étude de cas : elles restreignent la généralisation des résultats. Cette recherche ne vise à circonscrire qu'un aspect limité des transformations que Deng Xiaoping a introduites en Chine. Toutefois, cette recherche aura contribué à une meilleure compréhension de la Chine actuelle, si l'hypothèse directrice qui la guide est démontrée, à savoir que les dispositifs voulus par Deng Xiaoping, en continuité avec la tradition politique chinoise, réactivent des pratiques politiques qui lui sont propres.



# **PREMIERE PARTIE**

## **LES DEBATS POLITIQUES EN CHINE**

Cette première partie se compose de deux chapitres.

Le chapitre 2 traite de l'évolution des débats politiques en Chine entre les années 1860 et 1960. Ils se succèdent en trois phases : 1) les précurseurs, 2) la République, et 3) le maoïsme. Ce chapitre montre qu'aucun des projets politiques n'échappe aux schèmes de pensée qui ont prévalu tout au long de l'Empire. Même s'ils cherchent à s'en détacher, les réformateurs comme les révolutionnaires, tous les réactivent constamment, car : a) l'exercice du pouvoir est conçu comme un dispositif s'exerçant verticalement du haut vers le bas de manière autoritaire; b) le peuple, la nation ou les masses ne sont destinés qu'à jouer un rôle passif, l'exercice du pouvoir étant réservé à une élite intellectuelle; c) la mobilisation des élites et des masses repose sur une idéologie normative fortement culturaliste; d) l'adhésion à cette idéologie prime sur toute considération pratique; e) les auteurs entretiennent un dialogue permanent avec les grands penseurs et les grandes théories de la pensée politique chinoise classique, qu'ils réactivent constamment dans leurs projets de réforme ou de transformation de la société chinoise.

Le chapitre 3 traite de l'évolution des débats politiques qui présidèrent à la fondation de l'Empire et auxquels il imposa un terme. Il présente la genèse mythique de la Chine, référence commune à l'ensemble des écoles politiques. Malgré la concurrence croissante entre les « cent écoles », toutes défendent : a) un régime autoritaire vertical s'exerçant du haut vers le bas, b) une idéologie normative primant sur toute considération pratique, c) la monopolisation du pouvoir par les élites intellectuelles qui adhèrent au discours dominant, d) une conception du peuple réduit à un rôle passif, et e) une bureaucratisation toujours plus poussée. La dynamique à l'œuvre est celle d'un renforcement systématique de l'État.

## CHAPITRE 2

# LA LONGUE DUREE DES STRUCTURES IMPERIALES ET LEURS CONTRADICTIONS

### INTRODUCTION

Le 1<sup>er</sup> octobre 1949, Mao Zedong, alors chef incontesté du Parti communiste de Chine, proclame la fondation de la République populaire de Chine. Depuis sa création en 1921, l'objectif du Parti communiste avait toujours été de provoquer une rupture fondamentale dans l'histoire plurimillénaire de la Chine, de fonder une *Nouvelle Chine* (*xin zhongguo* 新中国 / *xin hua* 新华)<sup>1</sup>. Issue de l'effervescence du *Mouvement de la Nouvelle Culture* (*xin wenhua yundong* 新文化运动) (De Bary et Lufrano 2000, p. 351-352) et des manifestations du 4 mai 1919, l'avant-garde révolutionnaire a toujours combattu pour rompre les chaînes de l'oppression économique et celles de l'oppression culturelle<sup>2</sup>. Après des décennies d'"humiliations" causées par les puissances étrangères<sup>3</sup>, et la politique réactionnaire Mandchoue<sup>4</sup>, le système impérial, jugé 'corrompu et irrécupérable', est renversé au début de l'année 1912. Il est remplacé par une République fondée sur une constitution et un système parlementaire. Pourtant, cette république est incapable de s'opposer aux puissances étrangères ni de juguler la corruption interne. Cet échec ouvre la voie à

---

<sup>1</sup> CCTV (China Central Television), *Military Parade Tradition Stretches back to Founding of the PRC*, <<http://english.cntv.cn/2015/01/27/VIDE1422363361231773.shtml>> (28 janvier 2015).

<sup>2</sup> Le projet révolutionnaire était triple : rompre avec une l'exploitation économique subie par les masses; rompre avec le poids d'un héritage culturel qui imprégnait la société chinoise jusque dans les actes les plus anodins; se libérer de l'emprise économique et politique étrangère.

<sup>3</sup> La destruction en 1860 de l'ancien Palais d'été de Beijing, ordonnée par Lord Elgin alors Haut commissaire britannique en Chine, à la suite d'exactions commises dans la foulée de la Seconde guerre de l'opium, symbolise pour les Chinois les humiliations subies aux mains des nations occidentales. Le Comte d'Hérissou a relaté cet épisode dans *Journal d'un interprète en Chine* (réédité en 2014).

<sup>4</sup> Le pouvoir mandchou s'est systématiquement opposé aux mouvements de réforme s'imaginant ainsi préserver son emprise sur l'Empire.



la montée en puissance des seigneurs de guerre, dont les rivalités permanentes vont plonger la Chine dans une dynamique de guerres civiles dévastatrices.

Comment expliquer cet échec ? Le Japon qui avait su réformer sa structure politique s'était rapidement modernisé. Une fraction importante des intellectuels jugea alors que les freins à la modernisation de la Chine provenaient de sa culture même. Jusqu'alors, la mentalité collective n'avait jamais été remise en question ni *a fortiori* ne pouvait l'être. Car avec les millénaires, le système impérial avait su progressivement créer et imposer à la société chinoise une vision du monde dérivée du confucianisme; elle était devenue ainsi le fondement culturel sur lequel ce système avait fini par reposer solidement. Pour cette raison, aucun autre système politique ne pouvait s'y substituer durablement. Ainsi, même vidé de sens, le cadre culturel sur lequel reposait le système impérial se reproduisait et ainsi se perpétuait. Si la Révolution de 1911 avait cherché à remplacer le système sociopolitique, et la Révolution communiste à remplacer le système socioéconomique, chacune d'elles voulait faire de la Chine une nation moderne. Mais l'une comme l'autre échouèrent dans leur tentative de modernisation. Les intellectuels, dans les années 1910, puis les maoïstes dans les années 1960, ont imputé ces échecs à la persistance de cette mentalité collective, héritée de longue date et incapable de se transformer d'elle-même. Ainsi, pour eux, il était évident que c'était à cette culture qu'il fallait s'attaquer en premier lieu.

Après la tragédie du *Grand Bond en Avant* (*da yue jin* 大跃进) [1958-1961], la *Grande Révolution culturelle prolétarienne* (*wuchan jieji wenhua da geming* 无产阶级文化大革命) fut officiellement lancée afin de purger l'âme chinoise de cette mentalité obsolète pour la remplacer par une autre, en accord avec les idéaux du nouveau régime. En tant que communistes, les théoriciens puisaient leur inspiration, pour fonder leur nouvelle vision du monde, dans le marxisme-léninisme, l'idéologie officielle de l'URSS sous Staline [1922-1953]. Or, aucun modèle ne peut être importé dans sa forme originale. Il doit obligatoirement être adapté aux conditions locales ou, comme le Parti le dira souvent, aux 'conditions nationales' (Mao 1976, T. 1, p. 216-239). Ainsi, le marxisme-léninisme devait être sinisé afin de devenir une solution de remplacement à la culture chinoise traditionnelle. Ce processus de sinisation était inévitable, car l'avant-garde révolutionnaire avait été formée dans le cadre de l'idéologie impériale : elle réinterprétait donc spontanément le marxisme-léninisme à travers le prisme de l'expérience chinoise.

Ce chapitre montre que la nouvelle mentalité est dérivée des structures qui ont formé et préservé l'Orthodoxie impériale des siècles durant, et en est restée tributaire.

## 2.1 – LES CONTRADICTIONS DE L'EMPIRE

Le célèbre cours sur la *Philosophie de l'histoire*, dispensé par Georg Wilhelm Friedrich Hegel à l'Université de Berlin en 1821-1822 est considéré comme une des premières études majeures du système impérial chinois. La Chine impériale tient une place toute particulière dans sa *Philosophie de l'histoire*, car il affirme d'emblée qu'elle se situe hors de l'Histoire (Hegel 2009, p. 209). Depuis, près de deux siècles plus tard, le champ des études sur la Chine, et celles de l'Asie en général, s'est considérablement développé et professionnalisé. Après les bouleversements du 20<sup>e</sup> siècle, dont les premiers soubresauts remontent à l'ouverture de la Chine par les puissances occidentales lors des Guerres de l'Opium [1839-1843; 1856-1860], nous savons aujourd'hui que l'histoire de Chine a été traversée, à l'instar de celle de toute civilisation, de périodes de relative stabilité et de périodes de désordres et de transformations. Hegel ne nie pas l'histoire riche et complexe de la Chine (Hegel 2009, p. 212-216), mais il se centre sur le concept d'Histoire, défini comme l'évolution des valeurs et des comportements sociopolitiques qui leur sont associés (Hegel 2009, p. 138-139).

L'Orthodoxie impériale était paradoxale : à terme, elle affaiblissait l'État, or celui-ci a survécu plus de deux millénaires. La seule façon de rendre compte de cette longue durée est de poser que l'histoire chinoise était cyclique : les périodes de déclin furent interrompues par des restaurations dynastiques ou des invasions étrangères (Balazs 2012, p. 158-159). L'Orthodoxie impériale se soutenait, et se perpétuait en même temps, grâce à la croyance, répandue et entretenue, que l'Âge d'or de la Chine était déjà passé, mais que l'*Harmonie*<sup>5</sup> pouvait être préservée, une fois les institutions et les valeurs antiques restaurées et développées. Parce que le savoir était strictement contrôlé, aucun contre-discours ne pouvait bénéficier d'une diffusion suffisante pour rivaliser avec l'orthodoxie. C'est pourquoi le déclin des dynasties était imputé à l'abandon de l'Orthodoxie impériale par la dynastie régnante. La légitimité des nouvelles dynasties

---

<sup>5</sup> L'harmonie est une référence incontournable du discours politique chinois.

reposait donc sur la restauration des traditions, et encore plus lorsque celles-là étaient d'origine étrangère<sup>6</sup>. Ainsi, les contradictions, inhérentes au système impérial, se perpétuaient jusqu'au point de le paralyser : l'utilisation de la force, le moyen de dernier recours selon l'Orthodoxie, devenait alors la norme pour maintenir l'unité de l'Empire, ce qui accélérait son déclin. Telle était la situation lorsque les puissances occidentales s'installèrent en Chine au milieu du 19<sup>e</sup> siècle.

Les crises sociales et économiques, qui déstabilisaient la Chine depuis le début 19<sup>e</sup> du siècle, rendaient ses couches les plus éduquées réceptives aux idées et aux valeurs nouvelles. Les missionnaires protestants, très actifs, diffusaient la *Parole du Dieu des Chrétiens*. Leur apostolat retint l'attention d'un certain Hong Xiuqian (洪秀全, 1814-1864) qui se convertit au christianisme (Reclus 2008, p. 30), un lettré intelligent qui avait échoué à plusieurs reprises les examens impériaux à un moment où seule une fraction toujours plus faible des candidats pouvait être reçue. Son ressentiment mué en colère, il se présenta dès lors comme le frère cadet du Christ et de Bouddha. Il prêcha aux paysans pauvres, ceux qui subissaient le plus durement le joug des lettrés, l'avènement sur Terre d'un règne humain fondé sur l'égalité, leur en promettant sa réalisation de leur vivant. Les Taiping (太平) formaient un ordre militaro-religieux avec ses rituels, ses processions, ses hymnes et sa hiérarchie des croyants (Reclus 2008). Ils constituaient l'embryon d'une *Nouvelle Chine* qui devait supplanter l'Ordre confucéen (Fairbank 1987, p. 74-75). De 1850 à 1864, ils ont conduit une guerre totale contre le pouvoir impérial et libéré presque toute la partie de la Chine au sud du Yangzi. Au rythme de la progression de leurs armées, ils ont révolutionné la société et la culture en détruisant tout ce qui pouvait s'opposer au nouvel ordre qu'ils cherchaient à instaurer. Acculée, la dynastie n'eut d'autre recours que celui de faire appel aux puissances étrangères pour vaincre la plus grande menace à laquelle elle avait jamais dû faire face jusqu'alors. Or, elle refusa d'apprendre de la révolte des Taiping, de chercher à comprendre les causes de l'insurrection, et ressortit une fois de plus à la force pour imposer l'Orthodoxie impériale. Ainsi, elle s'est isolée toujours plus du monde qui l'entourait (Schiele 2015).

---

<sup>6</sup> Les dynasties étrangères les plus notables sont : Liao (辽朝) d'origine Khitan [907-1125]; Jin (金朝) d'origine Jurchen [1115-1234]; Yuan (元朝) d'origine Mongole [1271-1368]; et Qing (清朝) d'origine Mandchoue [1644-1912].

### 2.1.1 – L'Orthodoxie impériale

Malgré sa méconnaissance de l'histoire réelle de la Chine<sup>7</sup>, Hegel a néanmoins perçu le poids qu'a exercé l'État impérial chinois tout au long de ses siècles d'existence, tout particulièrement le poids des règles politiques et sociales, qui régissaient strictement les relations entre les individus et entre les castes, les réduisant à des relations hiérarchiques et patriarcales (Hegel 2009, p. 217-241). Pour Hegel, la Chine était moins gouvernée par un Empereur qu'elle ne l'était par une éthique, c'est-à-dire un ensemble de valeurs et de règles morales qui régissaient les comportements. Or, ce système d'éthique était plus que le fondement de la Loi, il était *La loi*, avec toutes les incertitudes que cela entraînait pour l'administration de la justice (Hegel 2009, p. 226). Confucius avait posé les quatre rapports fondamentaux. Ils reposaient sur le respect des principes de hiérarchie et d'obéissance qui devaient régler les relations en Chine : les rapports entre prince et sujet, entre père et fils, entre frère aîné et frère cadet, et entre mari et femme. Les relations entre mari et femme impliquaient aussi la soumission et l'obéissance de la femme au mari, un trait caractéristique des rapports entre hommes et femmes dans une société patriarcale et hiérarchique (Confucius 2009, p. 142).

Ch'ü Tung-Tsu a décrit par le menu la société et le système judiciaire de la Chine impériale dans *Law and Society in Traditional China* (1961). Dans la Chine impériale, l'administration de la justice ne pouvait ni ne devait être indépendante. Elle était entièrement au service de l'État, avec pour mission de le préserver, de le renforcer et ainsi de défendre ses intérêts. Parce que l'État

---

<sup>7</sup> Et malgré – faudrait-il ajouter – les préjugés et les stéréotypes qui prévalaient au 19<sup>e</sup> siècle (Billeter 2014, p. 13-15). Les stéréotypes ont la vie longue : l'*Illustration* qui a couvert de 1843 à 1944 la vie chinoise vue par les yeux des colonisateurs, publiait le 27 juin 1925 un article du Dr A. Legendre, rédigé au terme de « longues études sur les Asiatiques », et sur la « race blanche » et la « race jaune », qu'il avait conduites en Chine. Dans cet article, le Dr Legendre affirme qu'il faut « considérer l'Aryen et le Sémite comme les véritables créateurs des civilisations anciennes [...]. Ils ont fondé tous les grands empires, y compris l'empire chinois ». Pour lui, toutes les transformations des « arts et des sciences dans l'empire » ont été le résultat de la « pénétration des races blanches ». Et même les Huns, par qui « trembla » l'Europe du Danube à la Loire, étaient de « race blanche [...] ». Il y avait, sans doute parmi ces Blancs, des Jaunes de petite taille, aux mâchoires prognathes, au nez épaté, à la bouche lippue. Mais ces négroïdes ou métis étaient les varlets, les servants d'armes, le troupeau d'esclaves et de vaincus que les grands capitaines ont toujours traînés derrière eux [...]. Ces diables jaunes ou négroïdes, pauvres hères en somme, peu évolués biologiquement, étaient incapables dans leur pauvre cerveau, du puissant effort de conception et de science organisatrice qui rassembla sous un même sceptre, pour les jeter en Europe, tous les belliqueux nomades ou sédentaires de l'Asie centrale et orientale. » Le Dr Legendre conclut ainsi : « [i]l n'y a pas, il n'y a jamais eu de civilisation jaune [...]. Seule la race blanche [...] a été dans l'histoire des peuples un ferment d'intelligence et d'activité [...]. Le Jaune n'est qu'un métis de Blancs conquérants et de négroïdes. » (Legendre [1925] 1987, p. 151-153, *passim*).

impérial reposait autant sur une bureaucratie que sur une hiérarchie sociale rigide, toute menace de la structure de la famille était une menace envers l'État lui-même. Aussi, tout manquement à la tradition et toute transgression des normes menaçaient de fragiliser l'ensemble de l'édifice impérial. C'est la justice qui, en dernière instance, imposait aux déviants la conformité de comportement et le respect de la tradition attendus de chacun, lorsque la famille avait failli à sa tâche. Ainsi, l'intrusion de la justice, autrement dit de l'État, dans la sphère familiale entraînait une perte de prestige et de respectabilité pour la famille affectée, tout particulièrement pour le chef de famille, une véritable institution légale, qui n'avait pas réussi à imposer l'ordre ni à le maintenir. À l'occasion, la justice pouvait intervenir pour préserver le statut de la famille et le respect de la hiérarchie familiale. Mais si une menace directe à l'ordre politique venait à être découverte par les autorités, la justice exterminait la famille proche ou élargie du ou des conspirateurs réels ou imaginés, selon les circonstances, car elle avait pris part à la conspiration, crime collectif grave, ou même failli à préserver l'ordre établi, crime collectif encore plus grave (Ch'ü 1986, p. 41).

L'inégalité était au cœur du système social et politique que formait la Chine impériale : inégalité fondée sur la naissance, sur l'âge, sur l'occupation, et, lorsqu'une dynastie étrangère régnait, sur la race. Le statut social de quiconque découlait de son âge et de sa filiation au sein de la famille, tout autant que du statut de sa famille dans la société. Ce statut imposait des devoirs plus qu'il ne conférait des droits. Plus un homme occupait un rang élevé au sein de sa famille, plus il bénéficiait de privilèges importants, et plus sa famille occupait un rang élevé dans la hiérarchie sociale, plus elle jouissait de privilèges. La loi codifiait précisément ce à quoi chaque race, caste et occupation avait droit non seulement en termes de nourriture (Ch'ü 1986, p. 136), de vêtements (Ch'ü 1986, p. 137-141), d'habitation (Ch'ü 1986, p. 141-144), de transport (Ch'ü 1986, p. 144-154), mais aussi d'arrangements matrimoniaux (Ch'ü 1986, p. 154-161) ainsi que du degré de raffinement permis lors des cérémonies que chaque membre et chaque famille devaient organiser (Ch'ü 1986, p. 161-170), et cela, quel que soit le degré d'aisance individuelle ou familiale. Ainsi, la tâche principale de la bureaucratie était-elle de s'assurer que tous se conforment à leurs devoirs, et que nul n'usurpe sa position sociale (Ch'ü 1986, p. 135). Périodiquement, les fondements de l'Orthodoxie impériale, codifiés sous les Qing sous la forme d'*Édits sacrés*, étaient rappelés par les autorités aux différentes communautés villageoises lors de rassemblements ritualisés, au cours

desquels les sujets méritants étaient récompensés et ceux qui avaient transgressé leurs obligations morales publiquement humiliés ou condamnés (Pines 2012b, p. 129).

Pour autant, cette tâche était loin d'être aisée : la justice devait constamment évaluer l'importance du crime en fonction de la hiérarchie complexe qui liait le coupable à sa victime. En pratique et en théorie, sans que ne soit négligé l'intérêt supérieur de l'État, pour un même crime, ceux qui occupaient une position sociale élevée étaient moins sévèrement punis que ceux situés au bas de l'échelle sociale. Plus fondamental encore, ce qui pouvait être considéré comme un crime lorsqu'il était commis par un inférieur, ne l'était pas nécessairement pour un supérieur (Ch'ü 1986, p. 183). Aussi, poser le principe de l'égalité devant loi, et vouloir le faire admettre, lorsque la tâche principale de la justice est de préserver et de faire respecter une inégalité sociopolitique structurelle était une plus grande menace à l'ordre établi que n'importe quelle autre infraction aux rites sociaux que pouvait commettre un individu. La rigidité du système impérial chinois ne pouvait que faire obstacle à l'initiative, à l'innovation, et à toute velléité de changement. Mais de quel ordre s'agissait-il ? Était-ce l'ordre impérial qui était menacé ? Une monarchie absolue ne peut être absolue si des groupes jouissent de privilèges qui encadrent l'autorité du souverain (Teschke 2009, p. 173). Or, l'Empereur était sans égal, il était « l'homme unique » (Lauwaert 1998, p. 86). Tous, du plus puissant au plus faible, devaient se soumettre à sa volonté, et même s'incliner devant les tablettes portant son nom (Pines 2012b, p. 129). Donc, lorsqu'il était menacé, de quel ordre s'agissait-il ?

### **2.1.2 – Le repli impérial**

Hegel écrivait au moment où la monarchie absolue, bien qu'elle ait amorcé sa mutation sous la double impulsion de la Révolution française et des Guerres napoléoniennes, était la seule réalité politique en Europe, et le despotisme éclairé le régime idéal. La Chine impériale, par contre, avait déjà transcendé la forme monarchie absolue pour devenir un Empire bureaucratique près de deux millénaires avant que les premiers régimes bureaucratiques ne fassent leur apparition en Europe à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. En mettant l'accent sur les individus, Hegel n'a pu ni ne pouvait conceptualiser la structure politique qui pénétrait profondément la société chinoise, et ainsi l'encadrait. La bureaucratie chinoise était contrôlée par les lettrés. Chacun, pris individuellement, était à la merci

de l'arbitraire de ses supérieurs et de l'Empereur; collectivement, ils étaient omnipotents (Balazs 2012, p. 6). Pourtant, jamais ils ne formèrent une caste ou une classe. Comme Balazs l'a montré, la bureaucratie impériale ne reposait ni sur l'hérédité, ni sur la richesse, ni non plus sur la propriété terrienne, bien que ces facteurs aient contribué à sa domination et à sa perpétuation (Balazs 2012, p. 16).

Max Weber théorisait sur la bureaucratie au moment où les régimes bureaucratiques occidentaux se mettaient en place. Il posait alors les deux conditions essentielles d'un tel régime : 1) une hiérarchie précise des fonctions, et 2) la nature spécialisée de ces fonctions (Weber 1995, p. 294). Or, si le prestige et le pouvoir des fonctionnaires impériaux trouvaient leur source dans leur rôle indispensable de coordination et de supervision de la paysannerie, les lettrés n'étaient pas des spécialistes d'un domaine quelconque, bien qu'ils aient été sélectionnés et recrutés sur concours. Le système des examens a été instauré à partir du 8<sup>e</sup> siècle de notre ère. Bien évidemment, il y avait des spécialistes, mais ceux-ci occupaient le rang d'artisan, et pour cette raison ne pouvaient appartenir au corps des bureaucrates (Balazs 2012, p. 16-17). Les fonctionnaires étaient dans leur grande majorité issus d'un groupe aussi restreint que puissant. Aussi, c'était moins les compétences des candidats qui comptaient, au moment de la sélection, que leur conformité aux valeurs et aux idéaux du corps bureaucratique.

Lorsque la Chine fut finalement unifiée par les Qin [221 av. J.-C. – 206 apr. J.-C.] et les Han [206 av. J.-C. – 220 apr. J.-C], les empereurs ont systématiquement opposé la bureaucratie naissante à l'autonomie de l'aristocratie et de la classe commerciale montante. Les lettrés ont alors façonné la bureaucratie à leur image et l'ont renforcée contre l'aristocratie et les marchands, afin de servir leurs propres intérêts, en adoptant une variante du confucianisme qui faisait du principe d'obéissance le premier des devoirs des sujets (Balazs 2012, p. 155). Mais, au fur et à mesure que le rôle et le statut de la bureaucratie se renforçaient, son maintien devenait inséparable de celui de l'État. Les lettrés trouvèrent dans l'éducation confucéenne le moyen d'asseoir leur pouvoir, d'une part, parce qu'elle privilégiait l'apprentissage continu et le savoir généraliste et, d'autre part, parce qu'elle valorisait la hiérarchie et l'obéissance. Les lettrés, tout en préservant ainsi l'illusion d'une société méritocratique, ont adopté le discours qui leur permettait à la fois de légitimer et de reproduire leur pouvoir et de contrer ainsi les ambitions des autres

castes et classes de la société (Balazs 2012, p. 18-19). Dès lors, ils verrouillèrent jalousement le nombre des fonctions impériales et en contrôlèrent l'attribution, ne promouvant aux postes que ceux qui se conformaient à leurs vues et à leurs valeurs. Or, une telle culture, fermée sur elle-même, ne pouvait que déboucher sur l'institutionnalisation de la corruption (Balazs 2012, p. 9).

Les lettrés s'opposaient à tout changement qui aurait pu remettre en question leur emprise collective sur le pouvoir, aussi infime fut-il, car toute réforme en invite d'autres inévitablement. L'idée même de changement les menaçait. Ils étaient prompts à faire appel à l'Antiquité et à dénoncer tout écart avec la tradition que l'Empereur aurait pu contempler. De plus, leurs longues études et le prix à payer pour obtenir la protection nécessaire pour faire carrière les conduisaient systématiquement à préconiser la prudence au risque (Balazs 2012, p. 10). Or, toute innovation introduite par les marchands et les artisans aurait pu rééquilibrer le rapport de force socioéconomique. Pour cette raison, les lettrés cherchèrent constamment à étendre leur contrôle formel sur la société, sous forme de taxes, prélèvements, délivrance de permis, certificats, monopoles, étatisation de pans entiers de l'économie, etc. En d'autres mots, ils s'évertuèrent à contrer toute initiative. En parallèle, ils cherchèrent constamment à accroître leur mainmise informelle sur la société en multipliant les pressions, les prélèvements arbitraires, les extorsions, réclamant des pots-de-vin, etc. L'omnipotence des lettrés poussait les membres d'autres castes, toujours plus contrôlés et réprimés, à vouloir être admis au sein de ce groupe aussi fermé que puissant (Balazs 2012, p. 23). Comment les lettrés ont-ils pu perpétuer si longtemps l'image qu'ils étaient l'incarnation des idéaux de la civilisation chinoise ?

### 2.1.3 – Une histoire cyclique

La Chine, est la plus ancienne civilisation du monde moderne. Les premières traces écrites datées avec certitude remontent au 11<sup>e</sup> siècle avant notre ère (Vandermeersch 2009, p. 29). L'écrit a donc joué un rôle essentiel tout au long de son histoire. Jusqu'à l'adoption de la langue vernaculaire (*baihua* 白话) comme langue écrite au début du 20<sup>e</sup> siècle [1922]<sup>8</sup>, le système d'écriture chinois, syntaxe et caractères, constamment en usage, est resté le même, pratiquement

---

<sup>8</sup> *La véritable histoire d'Ah Q* de Lu Xun est le premier roman entièrement écrit en langue vernaculaire.



inchangé, depuis la fondation de l'Empire<sup>9</sup>. Tout lettré pouvait donc lire et comprendre des documents vieux de plusieurs centaines d'années. De plus, les lettrés se sont arrogé le monopole de l'écrit tout au long de l'histoire impériale<sup>10</sup>.

La majorité des documents, des rapports et des chroniques rédigés au cours des siècles visaient surtout à instruire l'Empereur et la bureaucratie sur son rôle. Aussi, les faits jugés pertinents étaient retenus, sélectionnés, organisés et interprétés de façon à mettre en valeur le rôle de l'Empereur et celui de l'État. Comme, il est essentiel pour tout régime autoritaire de contrôler l'information et l'histoire officielle : la tâche de recenser les événements marquants était donc attribuée au lettré en qui l'Empereur et la bureaucratie avaient le plus confiance (Balazs 2012, p. 132-133), à celui qui avait consacré toute sa vie à la bureaucratie. Ainsi, les ouvrages les plus importants de la Chine impériale étaient des écrits de lettrés pour les lettrés. Il n'est donc pas surprenant que très peu de choses aient été dites sur la vie en société, l'état de l'économie et, bien sûr, la situation politique, comme ils se déroulaient réellement au fil des événements quotidiens. Qui plus est, la contribution apportée par tous les autres acteurs (toutes catégories sociales confondues) et celle des autres peuples qui composaient la société chinoise ne sont jamais mentionnées. Effacés de l'histoire officielle, ils n'apparaissent brièvement que lorsqu'ils se rebellaient contre l'ordre impérial. Ils sont alors dénoncés par les lettrés qui prétendent incarner cet ordre et s'élèvent par le fait même au rang d'exemple moral (Balazs 2012, p. 24). En conséquence, tous les débats sont restés au plan des idées uniquement, y compris au début du 20<sup>e</sup> siècle, sans que les lettrés ne se soucient de les confronter à la réalité de la vie chinoise. Cette question était sans objet pour eux. Cela explique pourquoi la conception de l'histoire était cyclique et pourquoi aussi son déroulement l'était réellement : il fallait chaque fois refonder l'État sur ses bases ancestrales, et l'invocation rituelle des écrits fondateurs y suffisait amplement.

Par ailleurs, comme l'éducation et, plus généralement, la réflexion intellectuelle étaient constamment censurées<sup>11</sup>, toute velléité de contre-discours, par quiconque aurait voulu

---

<sup>9</sup> L'unification de l'écriture remonte au règne du Premier Empereur [221-210 av. J.-C.] (Norman 1988, p. 63).

<sup>10</sup> Ce chapitre se limite à la période qui va du milieu du 19<sup>e</sup> siècle jusqu'à la période maoïste.

<sup>11</sup> « Tout système d'éducation est une manière politique de maintenir ou de modifier l'appropriation des discours, avec les savoirs et les pouvoirs qu'il emportent avec eux. » (Foucault, 1971, p. 46).

promouvoir des réformes, se serait heurtée à une absence de lectorat, d'une part, à cause du taux élevé d'analphabétisme de la population, mais surtout, d'autre part, parce que, même pour l'élite éduquée, ce contre-discours n'aurait pas été « dans le vrai », car il ne se serait pas inscrit dans un « certain type d'horizon théorique » (Foucault 1971, p. 35, 36)<sup>12</sup>. Certes Foucault définit les procédures de production dans une discipline, mais le corpus que devait maîtriser les lettrés s'y apparentait, car tous les énoncés qu'ils devaient produire au cours de leur carrière se devaient d'en « réactualiser » (p. 38) les fondements. Le corpus se rapproche aussi d'une « doctrine », car les lettrés étaient liés « à certains types d'énonciation » lesquels servaient « à lier les [lettrés] entre eux, et les différencier par là même de tous les autres » (Foucault 1971, p. 45). Car, la voie royale, pour faire carrière dans la bureaucratie était la formation confucéenne : un processus long qui impliquait l'apprentissage par cœur :

1 – des cinq classiques : le *Classique des vers*, *shijing* (诗经); le *Classique des changements*, *zhouyi* (周易); le *Classique des rites*, *lijì* (礼记); le *Classique des documents*, *shangshu* (尚书); les *Annales des printemps et des automnes*, *chunqiu* (春秋);

2 – des quatre livres, leurs interprétations officielles : *Les entretiens*, *lunyu* (论语); *La grande étude*, *daxue* (大学); *La pratique équilibrée*, *zhongyong* (中庸); *Mengzi* (孟子);

3 – de quelques autres documents de références soigneusement sélectionnés.

Aucune autre source n'était tolérée. L'éducation se bornait à former à la bonne tournure d'esprit, tel était le rôle du maître à l'égard de son disciple. Très rapidement, ce système dégénéra en une véritable scolastique. En pratique, le lettré était jugé sur sa capacité de « citer » et de « paraphraser » le corpus officiel dans « les limites » de la tradition officielle (Balazs 2012, p. 130-131).

Mais cela n'était qu'un des aspects de l'éducation confucéenne. La domination des lettrés était liée au maintien de l'État. C'est pour cette raison qu'un ensemble de dispositifs a été

---

<sup>12</sup> « Il se peut toujours qu'on dise le vrai dans l'espace d'une extériorité sauvage; mais on n'est dans le vrai qu'en obéissant aux règles d'une police discursive qu'on doit réactiver en chacun de ses discours » (Foucault 1971, p 37).

progressivement mis en place pour imposer et perpétuer l'Orthodoxie impériale. Le confucianisme mettait l'accent sur la pratique assidue des rites. Ceux-ci englobaient à la fois des rituels politico-religieux, dont le respect était censé garantir la sécurité de l'État, sécurité sur laquelle il était sensé reposer (Balazs 2012, p. 136-137), et des règles de comportement rigides, que devaient suivre les individus lors de leurs interactions. Ainsi, l'éducation confucéenne formait non seulement les lettrés à l'art des règles de bienséances, mais aussi à l'art de procéder aux rituels politico-religieux. C'était un processus long et répétitif qui avait pour fonction essentielle d'inculquer l'obéissance et la soumission (Short 2005, p. 27). La rhétorique idéologique, à laquelle recourraient les maîtres afin d'engager leurs disciples à se réformer à leur exemple, s'accompagnait d'une violence systématique envers eux afin de leur inculquer la conformité aux usages établis et l'esprit d'obéissance (Short 2005, p. 27). Le culte de Confucius et les rituels qui y sont associés ont même fini par symboliser cette union. Une telle atmosphère n'était pas propice à la liberté intellectuelle ni à l'innovation, encore moins au progrès. De plus, paradoxalement, aucun contre-discours crédible ne circulait dans la société.

L'Empire, tout au long de son histoire, dut régulièrement traverser des crises graves : climatiques, démographiques, institutionnelles, etc. Mais les dynasties se succédèrent les unes après les autres selon un cycle immuable : fondation, consolidation, stagnation et désintégration<sup>13</sup>. D'une dynastie à l'autre, une même histoire se répète : un fondateur vertueux extermine la dynastie précédente, réputée corrompue, mais ses descendants se corrompent à leur tour, jusqu'au moment où un homme vertueux se soulèvera et les renversera. Paradoxalement, l'Empire s'est perpétué malgré les crises, et l'État impérial s'est constamment renforcé. Seigneurs de guerre, leaders paysans, chefs barbares victorieux, sans mentionner la dynastie régnante, ne pouvaient profiter des richesses de l'Empire, encore moins préserver leur domination, sans l'aide de la bureaucratie qui en était le véritable maître (Balazs 2012, p. 155). Ainsi, chaque changement dynastique, aussi violent fut-il, se traduisit par le renforcement permanent de la mainmise de la

---

<sup>13</sup> L'histoire impériale a le plus souvent été présentée comme une succession de dynasties, or le cycle dynastique lui-même, sans équivalent en Europe, est le plus souvent passé inaperçu.

bureaucratie sur l'État. En réalité, l'Empire était *la fin de l'Histoire*<sup>14</sup> et les lettrés s'assurèrent qu'il en fût toujours ainsi.

Ce n'est qu'une vingtaine d'années après le cours d'Hegel sur la *Philosophie de l'histoire* qu'il devint évident pour tous que l'Empire n'était plus que l'ombre de lui-même. Il était devenu un système se réclamant toujours d'une éthique, mais désormais vidée de toute substance, dirigé par une bureaucratie hypertrophiée, autocratique et doctrinaire (Spence 1991, p. 143-144). Une bureaucratie tellement enfermée dans son monde clos que la moindre contradiction entre ses illusions et la réalité extérieure aurait risqué de provoquer un choc fatal. En vue de sa propre survie, elle se prémunissait contre une telle confrontation en maintenant toujours fermement la société chinoise sous son joug. Dans un monde agraire, comme l'était encore la Chine du 19<sup>e</sup> siècle, le temps jouait encore en faveur de l'Empire et de la bureaucratie qui en contrôlait les rouages. Ils avaient l'un comme l'autre encore le temps de se déliter.

## 2.2 – LA REVOLUTION CHINOISE ET SES CONTRADICTIONS

Si la bureaucratie s'opposait collectivement au changement, les dynasties étrangères, elles, y étaient viscéralement opposées. La dernière dynastie, les Qing (清朝) [1644-1912], d'origine mandchoue, bien que sinisée dans une large mesure, devait préserver le fragile équilibre entre l'aristocratie 'étrangère' et la bureaucratie 'indigène', car chacune d'elle était convaincue de sa supériorité culturelle, si ce n'est raciale. Parce que toute réforme aurait renforcé la bureaucratie Han (汉) aux dépens de l'aristocratie mandchoue, la dynastie faisait tout pour maintenir le statu quo. De plus, confortés par la durée de leur dynastie, caractérisée par la sécurité, la stabilité et la croissance, les Qing étaient encore moins enclins à engager une politique de réformes. Or, la croissance économique s'était accompagnée de celle de la population. Ce qui avait provoqué la saturation des terres arables (Fairbank et Goldman 2006, p. 167).

Cela entraînait des problèmes sociaux et économiques :

1 – sans primogéniture, la taille des exploitations familiales diminuait;

---

<sup>14</sup> Pour reprendre l'expression de Fukuyama (1989).

2 – la production par habitant chutait (Fairbank et Goldman 2006, p. 171);

3 – l'usure devenait la principale source de revenus des grands propriétaires terriens (Fairbank et Goldman 2006, p. 180).

Autrement dit, le bien-être de la population régressait, car de larges couches basculaient progressivement dans une pauvreté durable. D'un point de vue sociopolitique, l'appareil d'État n'avait pas réagi pour faire face à la nouvelle situation, tant par respect de la tradition que par intérêt. Pour cette raison, la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle s'est caractérisée par une corruption endémique et des troubles généralisés (Fairbank 1987, p. 67). De plus, le nombre de candidats à la carrière bureaucratique explosait, alors que le nombre de postes stagnait : la majorité des lettrés se retrouvaient sans emploi officiel, par conséquent sans revenu ni rang social.

C'est ce contexte qui a favorisé l'émergence d'une intelligentsia chinoise, la première en deux millénaires. Cette nouvelle strate sociale était plus prompte à critiquer l'ordre établi que les lettrés. Dès lors, les deux groupes vont s'affronter sur la question de leurs intérêts respectifs : si l'intérêt des lettrés se confondait avec celui de la préservation des structures existantes, celui de l'intelligentsia exigeait leur réforme. Les membres de la bureaucratie, afin de consolider le statut de leur famille, facilitaient l'entrée de leurs proches parents dans la carrière. Ainsi le système devint progressivement ingouvernable : les intérêts familiaux et personnels primaient sur toute autre considération, la « méritocratie » fut remplacée par les jeux des cliques et le népotisme, et le respect des lois par la corruption (Fairbank 1987, p. 64). L'Empire n'était plus alors qu'un colosse aux pieds d'argile. L'arrivée des puissances extérieures et la transformation soudaine et rapide de la réalité asiatique qui l'accompagna furent le choc fatal dont il ne put ni ne voulut se relever.

### **2.2.1 – L'échec des réformes ponctuelles**

Telle était la situation en Chine lorsque les puissances occidentales ont affronté l'Empire au milieu du 19<sup>e</sup> siècle lors des *Guerres de l'Opium* (voir annexe 2.1). Faisant déjà face à des insurrections paysannes, la Chine devait dorénavant combattre un nouvel ennemi, un ennemi qui ne pouvait être vaincu par les armes ni être persuadé d'embrasser sa civilisation 'supérieure' (Kang

[1895] 1996, p. 24-25)<sup>15</sup>. Qui plus est, la destruction du *Palais d'Été* en 1860 montrait à quel point cet ennemi méprisait une Chine qui ne pouvait lui résister. En conséquence, l'Empire n'avait d'autre choix que d'accorder des concessions aux puissances occidentales, principalement des ports pour y établir des comptoirs, c'est-à-dire des portions de territoire qui dorénavant échappaient à la souveraineté chinoise. Par ces brèches, la pensée occidentale, avec ses savoirs et ses savoir-faire, s'est graduellement diffusée en Chine, tout particulièrement dans la caste des commerçants et auprès des lettrés désœuvrés. Puis cette diffusion s'est accélérée au fur à mesure que les concessions étrangères devenaient les régions les plus dynamiques de la Chine, attirant travailleurs et lettrés sans emploi. La dynastie Qing tenta tant bien que mal de les isoler et d'ignorer les puissances occidentales autant qu'elle le pouvait (Fairbank 1987, p. 93). Mais, aux prises avec des insurrections et des rébellions, durant des décennies pour certaines, qui laissaient derrière elles des dizaines de millions de morts (Platt 2012, p. 358), la dynastie se résigna à faire appel à l'armement et aux méthodes d'entraînement supérieurs des puissances occidentales afin de les mater. Toutefois, même confrontée à ses limites, elle s'entêta dans son conservatisme, malgré les appels au changement de réformateurs acquis aux idées européennes, et refusa d'apprendre des puissances occidentales (Fairbank 1987, p. 80). Qui étaient ces réformateurs ?

Tout d'abord, il faut rappeler que les grands réformateurs impériaux, à l'origine du *Mouvement d'auto-renforcement* (*zhiqiang yundong* 自强运动), aussi appelé *Mouvement d'occidentalisation* (*yangwu yundong* 洋务运动), tiraient leur légitimité de leurs victoires sur les Taiping. Face au christianisme guerrier des Taiping, les lettrés Han, s'étant mués en généraux victorieux, avaient réorganisé leurs forces militaires sur des principes rigides de séniorité, en conformité avec l'Orthodoxie impériale. Pour ces lettrés, qui étaient aussi des grands propriétaires terriens, il s'agissait au premier chef d'une guerre idéologique entre deux visions irréconciliables

---

<sup>15</sup> Dans son *Manifeste à l'Empereur*, Kang écrit : « [q]u'advient-il de nos Ancêtres et de nos Aïeux, qu'advient-il de l'administration et de la population de l'empire, si l'on se résigne à une pareille humiliation, si on livre ainsi son peuple, et si, se laissant tranquillement abuser, on abandonne en un jour le legs patiemment construit par les Saints Empereurs ? » (p. 24-25) Cette crainte, exprimée par Kang, prend tout son sens dans le contexte des transformations de la Chine au 19<sup>e</sup> siècle, car par le passé, les dynasties étrangères avaient préservé les institutions impériales, dont elles ne pouvaient se passer pour administrer leurs nouvelles conquêtes, et s'étaient graduellement sinisées, préservant ainsi la culture politique des institutions selon un mouvement circulaire d'auto-renforcement liant les pratiques sociopolitiques aux valeurs qui leur étaient associées. Kang, bien qu'il défende l'esprit de l'Empire, promeut néanmoins une transformation en profondeur des institutions impériales (voir p. 64 *sqq.*).

du monde : l'une traditionnelle, celle de la Chine, l'autre étrangère, celle de l'occident. Le recours aux armements occidentaux n'était alors qu'un expédient temporaire pour écraser le plus rapidement la menace Taiping, car, dans leur esprit, toute déstabilisation prolongée de l'Empire attisait encore plus les appétits des puissances impérialistes. Plusieurs au cours du siècle asiatique [1835-1894] ont adopté des positions incohérentes : ils dissociaient les principes des méthodes en soumettant l'apprentissage des techniques occidentales aux règles de l'orthodoxie impériale. Feng Guifen (冯桂芬, 1809-1874) est l'un d'eux. Il écrivait en 1861 :

[...] Au regard de la situation actuelle, plusieurs observations peuvent être faites : quant au bon usage des talents humains, nous sommes inférieurs aux barbares; quant au bon usage des ressources naturelles, nous sommes inférieurs aux barbares; quant aux relations entre le souverain et le peuple, nous sommes inférieurs aux barbares; quant à la concordance des paroles et des actes, nous sommes inférieurs aux barbares. Le remède à ces quatre problèmes est à chercher en nous-mêmes. Ils peuvent être immédiatement résolus si l'empereur nous montrait la bonne direction. Il n'y a pas à apprendre des barbares sur ces questions.

[...] Il n'y a qu'une seule chose que nous ayons à apprendre des barbares : des navires puissants et des armes efficaces. [...] Des fonds doivent être alloués pour construire des chantiers navals et des arsenaux dans chaque port de commerce. Quelques barbares doivent être employés, et des Chinois dotés d'un esprit vif doivent être sélectionnés pour en recevoir l'enseignement afin qu'eux-mêmes puissent former un grand nombre d'artisans (Feng Guifen 1861, p. 236-237)<sup>16</sup>.

Si le projet d'une modernisation technique peut déjà sembler audacieux, Feng Guifen insiste immédiatement sur le fait qu'une telle entreprise ne pourra aboutir qu'à la condition que le statut des artisans soit rehaussé en leur offrant de meilleures conditions de travail et en leur accordant des promotions sociales au mérite :

[...] Quand un travail technique est accompli et que sa qualité est comparable à celui des barbares, l'artisan devrait être récompensé par un degré *Juren* et autorisé à candidater aux examens donnés dans la capitale sans discrimination par rapport aux lettrés. Ceux dont le travail est de qualité supérieure devraient être récompensés par un degré *Jinshi* et autorisés à candidater aux examens donnés au palais impérial sans discrimination aucune. Les artisans [travaillant dans les chantiers navals et les arsenaux] devraient être payés le double [de ce que gagne un artisan d'une

---

<sup>16</sup> Traduction libre.

manufacture d'État] afin qu'ils ne quittent pas leur travail (Feng Guifen 1861, p. 236-237)<sup>17</sup>.

S'il ne remet pas en question la forme de l'État impérial, en proposant un mode de promotion professionnelle parallèle, distinct de celui des examens impériaux, il s'attaque toutefois à l'emprise des lettrés sur celui-ci. C'est pourquoi il adresse un reproche très sévère aux bureaucrates impériaux, car ceux-ci, comme il le précise, donnent le mauvais exemple alors qu'ils ont pour tâche de renforcer l'Empire :

[...] De plus, durant les deux décennies depuis l'ouverture au commerce, un grand nombre de chefs étrangers ont appris à lire et à écrire notre langue, les meilleurs d'entre eux peuvent même lire nos classiques et nos chroniques historiques. Ils peuvent le plus souvent discuter de nos règles dynastiques et de notre administration civile, de notre géographie et de la condition de notre peuple. Et ce, alors que nos fonctionnaires, du plus puissant gouverneur au plus insignifiant greffier, sont totalement ignorants de ce qui se passe à l'étranger. Par comparaison, ne devrions-nous pas avoir honte ? Les fonctionnaires chinois doivent faire appel au service d'interprètes stupides et grotesques. [...] À présent, la tâche la plus importante de l'empire est de contrôler les barbares, or cette fonction essentielle est confiée à de tels individus. Pas étonnant que nous soyons incapables de comprendre ni les étrangers ni nous-mêmes, et encore moins de distinguer les faits du faux (Feng Guifen 1861, p. 238)<sup>18</sup>.

Xue Fucheng (薛福成, 1838-1894) dans ses *Suggestions sur la gestion des affaires étrangères* (1879) va encore plus loin sur la question des réformes. Sans rompre avec l'orthodoxie impériale, les réformes, selon lui, ne peuvent être circonstanciées, elles doivent être fondamentales et structurelles :

[...] C'est la Voie du *Ciel* qu'après quelques siècles des petits changements aient lieu, mais qu'après quelques millénaires des changements majeurs aient lieu. [...] Après des millénaires de paix [les circonstances exigèrent que les sages rois de l'antiquité] civilisent le monde inaugurant une paix plurimillénaire. [À nouveau, les circonstances exigèrent] que le Premier Empereur de la dynastie Qin envahisse les états féodaux, abolisse la féodalité, abandonne le servage et détruise les lois des premiers rois. Ainsi, deux millénaires se sont écoulés depuis l'établissement d'un royaume féodal par Yao et Shun et son remplacement par un empire centralisé de préfectures et de districts. [...] À présent, les états européens ont soudainement émergé grâce à la connaissance des machines et des mathématiques. [...] Partout autour du monde, ils envoient leurs

---

<sup>17</sup> Traduction libre.

<sup>18</sup> Traduction libre.



émissaires et établissent des relations commerciales. Face à cette situation, même Yao et Shun n'auraient pu fermer les portes et régner en autarcie. Deux millénaires se sont écoulés depuis le temps des Qin et des Han. D'un monde où barbares et chinois ignoraient leurs existences respectives, leurs interactions sont devenues inévitables. [...] Lorsque les changements du monde sont mineurs ou majeurs, les lois gouvernant le monde doivent être modifiées en conséquence (Xue Fucheng 1879, p. 242-243)<sup>19</sup>.

Mais, il se montre encore plus radical lorsqu'il étend le champ des connaissances occidentales que les Chinois doivent adopter et maîtriser afin de rivaliser avec les puissances occidentales; pour devenir leur égal et – qui sait ? – les surpasser :

[...] Les nations occidentales font preuve d'intelligence et d'énergie afin de rivaliser entre elles. Afin de les égaler, la Chine doit promouvoir le commerce et les mines ouvertes; si nous ne changeons pas, les occidentaux seront riches et nous pauvres. Nous devons exceller en matière de technologie et dans la production de machines; si nous ne changeons pas, ils seront habiles et nous maladroits. Les navires à vapeur, les trains et le télégraphe devraient être développés; si nous ne changeons pas, les occidentaux seront rapides et nous lents. [...] Si nous ne changeons pas, les occidentaux vont coopérer et nous serons isolés; ils seront forts et nous faibles (Xue Fucheng 1879, p. 243)<sup>20</sup>.

Néanmoins, l'assimilation des connaissances étrangères ne devrait servir qu'un seul but : préserver l'ordre impérial et l'Orthodoxie impériale. Qui plus est, en faisant reposer la Voie des anciens rois sur les savoirs et les techniques modernes, il soutient que l'ordre et l'Orthodoxie se répandront spontanément à la surface de la Terre et que la Chine retrouvera sa place centrale :

[...] Maintenant, si nous devons réellement assimiler le savoir technique et mathématique des occidentaux afin de protéger la Voie de nos sages rois Yao et Shun, Yu et Tang, Wen et Wu, et du Duc de Zhou et de Confucius, pour que les occidentaux n'osent plus mépriser la Chine, je sais que s'ils étaient vivants aujourd'hui, les sages feraient de même, et leur Voie s'étendrait graduellement aux huit extrémités de la terre. C'est ce qui s'appelle user des voies de la Chine pour changer les barbares (Xue Fucheng 1879, p. 243)<sup>21</sup>.

---

<sup>19</sup> Traduction libre.

<sup>20</sup> Traduction libre.

<sup>21</sup> Traduction libre.

Mais nul ne songerait à réformer les structures politiques de l'Empire. Sur ce point, Zhang Zhidong (张之洞, 1837-1909) est l'un des plus intransigeants. Dans son *Exhortation à l'étude* [1898], il écrit :

[...] Le ministre est lié au souverain, l'enfant est lié à ses parents, et la femme est liée à son mari. [...] Ce qui fait un sage un sage, ce qui fait un ministre un ministre, ce qui fait la Chine la Chine, n'est qu'un ensemble de liens. Ainsi, si nous reconnaissons les liens qui unissent le ministre au souverain, la théorie des droits du peuple est inepte. Si nous reconnaissons les liens qui unissent l'enfant aux parents, la théorie que père et fils doivent faire face à la même punition ou que les rites funéraires et sacrificiels devraient être abolis est inepte. Si nous reconnaissons les liens qui unissent la femme à son mari, la théorie de l'égalité des droits est inepte. [...] Sans les rites sociaux, aucun maître ne pourrait fonder de doctrine.

[...] La théorie des droits du peuple n'apportera rien de bon, mais un nombre incalculable de malheurs. Allons-nous fonder un parlement ? Parmi les lettrés chinois et parmi le peuple, il y a encore beaucoup de gens obstinés et incultes. Ils ne comprennent rien à la situation mondiale, et sont ignorants de l'état de l'Empire. Ils n'ont jamais entendu parler des réussites concernant le développement des écoles, des systèmes politiques, de la formation militaire, et de la fabrication de machines. Supposons un moment que le peuple confus et tumultueux soit assemblé en une même assemblée, mais qu'il n'y ait qu'un seul homme intelligent parmi un nombre incalculable d'abrutis, babillant sans but comme dans un rêve – quel rôle aurait-il ? (Zhang Zhidong 1898, p. 246-247)<sup>22</sup>.

Tous ces réformateurs proposaient que les candidats sélectionnés pour assimiler les connaissances et les techniques étrangères aient d'abord acquis une solide maîtrise des *Classiques*; que leur comportement quotidien se rapproche le plus possible de l'idéal confucéen de *l'homme de bien*; et qu'ils soient étroitement contrôlés par des fonctionnaires, appelés « commissaires », chargés de veiller au respect du dogme. Telle était du moins le projet des grands réformateurs Zeng Guofan (曾国藩, 1811-1872) et Li Hongzhang (李鸿章, 1823-1901 pour les étudiants envoyés par l'État s'instruire à l'étranger :

[...] Pour la réalisation de notre plan, nous devons être doublement prudents au début de la sélection. Les étudiants qui iront étudier à l'étranger seront tous sous le contrôle des commissaires. En se spécialisant dans leurs champs respectifs, ils seront assidus afin de les maîtriser. Il y aura des interprètes, et des instructeurs pour leur enseigner les valeurs chinoises de temps en temps, afin qu'ils puissent assimiler les grands

---

<sup>22</sup> Traduction libre.

principes à même de forger les caractères moraux essentiels pour devenir des hommes qui nous seront utiles (Zeng Guofan et Li Hongzhang 1871, p. 241)<sup>23</sup>.

Les grands réformateurs du mouvement d'auto-renforcement en séparant les principes ancestraux des moyens occidentaux, ne sortent pas du cadre de pensée élaboré par Guanzi, vingt-sept siècles plus tôt, qui défendait une professionnalisation de l'État tout en renforçant son dispositif rituel et moral<sup>24</sup>. Autrement dit, ils ne peuvent conceptualiser – ni tentent de le faire – l'impact des réformes sur la société. Or, tout renforcement de la bureaucratie Han contre l'aristocratie mandchoue était vu d'un mauvais œil. Et les grands vainqueurs de la lutte contre les Taiping, les Zeng Guofan, Li Hongzhang et Zuo Zontang (左宗棠, 1812-1885) avaient tous établi des centres de pouvoir autonomes dans le cadre de cette lutte. Les réformes préconisées ne pouvaient que consolider leur pouvoir, et ils en étaient conscients. Ainsi, dès 1867, par la voix du *Grand Secrétaire* d'origine mongole, Woren (倭仁, 1804-1871), l'aristocratie Qing exprima vivement son opposition, mais toujours en termes confucéens :

[...] Maintenant, si ces brillants et talentueux lettrés, qui ont été formés par la nation et préparés pour d'importantes utilités futures, devaient abandonner le programme d'étude normal pour suivre les barbares, la bonne disposition d'esprit ne sera pas développée, et pour cette raison le Mal sera encore plus renforcé. Après quelques années, la conséquence ne pourra être autre que la soumission de la multitude du peuple chinois aux barbares (Woren 1867, p. 239)<sup>25</sup>.

Pour cette raison, autant l'aristocratie étrangère que les lettrés Han conservateurs, soutenus par l'impératrice douairière Cixi (慈禧, 1835-1908), opposèrent une résistance farouche au *Mouvement d'auto-renforcement*. Les morts précoces de Zheng Guofan [1872] et de Zuo Zongtang [1885] portèrent un coup fatal au mouvement, dont il ne se releva pas. Ne bénéficiant d'aucun appui étatique, il se cantonna dans des initiatives locales. Or, la plupart des lettrés se distancèrent de ces pratiques jugées indignes, ou les court-circuitèrent, la corruption portant le coup fatal à ces programmes : l'auto-renforcement resta un chantier abandonné à la plus grande joie de l'aristocratie mandchoue et des élites confucéennes. Mais ce n'était qu'une victoire à la

---

<sup>23</sup> Traduction libre.

<sup>24</sup> Cf. *infra*, chap. 3, 3.3.2.1.1.

<sup>25</sup> Traduction libre.

Pyrrhus : l'empiétement politique et économique des puissances étrangères progressait sans entraves. Dans le monde capitaliste et industriel du 19<sup>e</sup> siècle, le temps jouait contre l'Empire.

### 2.2.2 – Les échecs des réformes politiques

Alors que le *Mouvement d'auto-renforcement* était en butte à l'opposition, des lettrés tels Wang Tao (王韜, 1828-1897) et Yan Fu (严复, 1854-1921) firent une critique acerbe mais constructive des institutions impériales, et proposèrent des réformes fondamentales. Dès 1870, Wang Tao, le père du journalisme en Chine, affirme d'emblée que la Voie du *Ciel* peut s'accommoder d'une réforme des institutions :

[...] Si la Chine ne change pas en ce moment, comment pourrait-elle égaler les grandes nations de l'Europe et se comparer à elles en matière de pouvoir et de force ? Néanmoins le chemin des réformes est plein d'embûches. Ce que les pays occidentaux possèdent présentement est considéré sans valeur par ceux qui refusent avec arrogance d'y prêter attention. Leur argument est que nous devrions user de nos propres lois pour gouverner l'empire, car c'est la Voie de nos sages. Ce qu'ils ne savent pas, c'est que la Voie de sages n'a de la valeur que parce qu'elle s'adapte aux besoins du temps. Si Confucius était vivant, nous pouvons être certains qu'il ne s'accrocherait pas aveuglément à l'antiquité en s'opposant à tout changement (Wang Tao 1870, p. 253)<sup>26</sup>.

À cette fin, il envisage quatre réformes institutionnelles majeures, proposant ni plus ni moins de mettre un terme à près d'un millénaire de pratiques impériales :

[...] Premièrement, la méthode pour recruter les fonctionnaires devrait être changée. La qualité des rédactions standardisées des examens n'a fait qu'empirer jusqu'à ce jour, et pour cette raison cette forme devrait être abandonnée. Et pourtant, nous les utilisons toujours pour sélectionner les fonctionnaires.

Deuxièmement, la méthode d'entraînement des soldats devrait être changée. Aujourd'hui, nos unités militaires et navales n'existent que sur les registres, car personne n'y est affecté. Les autorités considèrent nos troupes indignes de confiance, et en conséquence recrutent des milices qui une fois formées ne peuvent être dissoutes [...]. Les armes des bannières mandchoues et les navires des forces navales devraient tous être remplacés [...]. S'ils continuent à s'accrocher à leurs vieilles habitudes sans se préparer à faire des changements, cela peut être appelé [selon la

---

<sup>26</sup> Traduction libre.

formule de Mencius] « envoyer des gens inexpérimentés se battre », autrement dit les conduire à une mort certaine.

[...] Troisièmement, le spectacle vide de nos écoles devrait être changé. Aujourd'hui, des directeurs d'écoles de districts sont nommés, un pour une petite ville et deux pour une grande. C'est un véritable gaspillage de fonds gouvernementaux, car ils n'ont rien à faire. Les hommes occupant de telles fonctions sont le plus souvent dégénérés, incompetents, séniles et dénués du sens de la honte.

Quatrièmement, les lois et les réglementations complexes et variées devraient être changées [...]. Le gouvernement devrait réduire le nombre de lois et de directives; il devrait être sincère et juste, et traiter le peuple avec franchise et justice (Wang Tao 1870, p. 254)<sup>27</sup>.

Aussi radicales que soient les réformes proposées, Wang Tao ne remet en question ni le système impérial ni l'autorité dynastique. Il souhaite même un renforcement du rôle du souverain et de celui du gouvernement impérial afin de transformer d'en haut l'ensemble de la société chinoise :

[...] Une fois que les quatre changements auront été faits, les méthodes occidentales pourront être utilisées avec les autres. Mais le plus important est que le gouvernement devrait exercer son pouvoir d'en haut afin de changer les coutumes et les mœurs, afin que le peuple assimile graduellement son nouvel environnement et s'y ajuste sans même en être conscient. Cette réforme devrait s'étendre à toute chose – du tronc à la branche, de l'intérieur à l'extérieur, du grand au petit – et pas seulement aux méthodes occidentales.

[...] Pour cette raison, la première tâche de notre nation est d'abord le gouvernement du peuple, puis l'entraînement des soldats. Et pour ces deux tâches, il est essentiel de réunir les hommes compétents (Wang Tao 1870, p. 254)<sup>28</sup>.

Wang Tao, tout réformiste qu'il soit, fait néanmoins écho aux préoccupations que Mozi soulevait au début de la période des *Royaumes combattants*. Mozi suggérait de refonder l'ordre politique en le faisant reposer sur une hiérarchie de personnes nommées, promues ou rétrogradées en fonction de leur capacité à renforcer l'État et à enrichir le peuple<sup>29</sup>.

---

<sup>27</sup> Traduction libre.

<sup>28</sup> Traduction libre.

<sup>29</sup> Cf. *infra*, chap. 3, 3.3.3.1.1.

Jusqu'à Yan Fu, les réformateurs se sont tous inscrits dans la tradition intellectuelle chinoise et sont restés dans le cadre des débats de la période préimpériale. C'est Yan Fu, le premier traducteur en chinois de Henri Huxley, Adam Smith, John Stuart Mill et Montesquieu, qui aussi le premier formule une critique des institutions impériales à partir des modèles occidentaux. Il souscrit au darwinisme social de Herbert Spencer [1820-1903], et fait donc du conflit et du changement qu'il engendre la condition normale des sociétés. Ainsi, dans son article *Sur la force* [1895], il explique que les États et les nations sont en luttes permanentes, et que les États qui se renforcent et survivent sont ceux qui s'adaptent à l'évolution des circonstances introduite par cette lutte elle-même :

[Le] peuple et les choses existent à profusion et survivent grâce à leur environnement naturel, mais lorsqu'ils rencontrent d'autres peuples et d'autres choses, ils luttent alors pour leur survie. D'abord, les espèces luttent contre d'autres espèces, et lorsqu'ils avancent, un groupe lutte contre d'autres groupes. Les faibles deviennent la proie des forts, les stupides sont dominés par les intelligents. Ceux qui survivent et perpétuent leur espèce sont inévitablement forts et sans pitié, à l'esprit vif et intelligent, et les mieux adaptés à leur temps et aux circonstances humaines.

[...] Dans sa constitution, la structure et les fonctions d'un corps social ne sont pas différentes de celle d'un corps biologique; malgré la différence de taille, il y a une telle coordination des facultés, que si nous comprenons comment la vie est préservée au sein de nos corps nous pouvons comprendre comment une société peut exister; si nous comprenons la longévité de la vie individuelle, nous pouvons comprendre comment préserver la vitalité d'un État [politique] (Yan Fu 1895, p. 257-258)<sup>30</sup>.

Mais, contrairement à ce que l'on pourrait penser, loin de promouvoir l'autoritarisme politique, il invite au contraire à se modeler sur l'image de l'Angleterre victorienne, alors la puissance mondiale dominante :

[...] Dans l'individu, le corps et l'esprit se soutiennent l'un l'autre. Au sein d'une société, le pouvoir et la vertu se soutiennent l'un l'autre. L'individu valorise sa liberté, l'État valorise son autonomie.

[...] [Les occidentaux] font à la fois usage de règles et s'en passent, et dans les deux cas nous surpassent. Quant au respect de la liberté et de l'égalité, ils rejettent les tabous, les obligations coûteuses et les dissimulations. Le peuple poursuit ses intérêts propres et s'exprime librement. Il n'y a pas d'écart trop grand entre gouvernants et gouvernés;

---

<sup>30</sup> Traduction libre.

les monarques ne sont pas trop honorés ni le peuple trop vil. En fait, ils sont unis dans un même corps. C'est pourquoi ils réussissent à se passer de règles. Mais du point de vue des règles claires et complètes concernant les fonctionnaires, les travailleurs, les soldats et les marchands, chacun connaît son travail et l'accomplit sans surveillance, et la moindre tâche est accomplie dans l'ordre voulu. Que les ordres proviennent de loin ou de près, ils sont accomplis dans la journée même, et personne ne les considère oppressifs. C'est pourquoi ils réussissent à user de règles.

[...] Dans leurs affaires, ils s'appuient sur l'apprentissage, et tout leur apprentissage repose sur l'évaluation des faits, construisant leur savoir de telle façon à élaborer les plans d'action les mieux pensés et les plus extensifs. C'est pourquoi il n'y a aucune raison pour que les théories ne soient pas mises en pratique avec succès.

[...] Ainsi, la force, la prospérité, et la stabilité d'un pays reflètent la force, la sagesse et la vertu de son peuple. Ce n'est que lorsque les trois sont établis, que la politique et les lois doivent suivre (Yan Fu 1895, p. 258-259)<sup>31</sup>.

Or, l'Angleterre victorienne est l'antithèse de la monarchie chinoise, soutient Yan Fu :

[...] La raison [de leurs succès], c'est qu'ils font de la démocratie leur principe fondamental et font de la démocratie son application principale.

[...] Notre plan est simple : rechercher la richesse et la puissance. L'Occident est le plus riche et le plus puissant, pour cette raison sur les questions politiques du jour nous ne pouvons avoir de meilleur enseignant que l'Occident,

[...] En pratique, rechercher la richesse et la puissance signifie améliorer le bien-être du peuple. Mais les politiques permettant d'améliorer le bien-être du peuple doivent avoir pour base la capacité du peuple à améliorer sa condition de lui-même et la capacité d'améliorer sa condition ne peut avoir d'autre condition que la liberté (Yan Fu 1895, p. 259-260)<sup>32</sup>.

La thèse de Yan Fu, tant par la structure de l'argumentation : le darwinisme social et le libéralisme politique qu'il invoque, est sans précédent dans l'histoire intellectuelle chinoise, car il ne se contente pas de critiquer l'institution impériale, il se propose de refonder sa légitimité sur de nouvelles bases. Pourtant, il ne s'écarte pas radicalement du cadre moïste. Toutefois, malgré les dénonciations des réformateurs, tant que l'autorité impériale bénéficiait de la légitimité voulue, et

---

<sup>31</sup> Traduction libre.

<sup>32</sup> Traduction libre.

que la bureaucratie impériale renforçait quotidiennement la censure et la répression, les projets de réforme n'eurent que peu d'écho.

Face à la Chine, de l'autre côté de la mer du Japon, après une courte mais violente guerre civile<sup>33</sup> qui avait trouvé sa source dans le premier contact avec les puissances occidentales, l'Empire du Japon, s'inspirant de l'expérience réussie de l'Occident, procéda dès 1868 à une révolution d'en haut qui transforma la société japonaise. En 1894-1895, moins d'un demi-siècle après l'arrivée des puissances occidentales, la marine chinoise, dont la modernisation avait été entravée et le financement détourné par la dynastie elle-même, afin de construire un nouveau Palais d'Été, agrémenté d'un navire entièrement de marbre, fut coulée par le Japon (Fairbank 1987, p. 118-119). Le Traité de Shimonoseki fut une véritable humiliation pour la Chine : il transférait au Japon le contrôle de Taiwan et une partie de la péninsule du Liaodong, soustrayait le Royaume de Corée de l'aire d'influence de la Chine et imposait d'importantes réparations de guerre, en plus de l'ouverture de quatre nouveaux ports.

La Première Guerre sino-japonaise est, à tous les égards, un évènement traumatique pour la Chine : elle marque le véritable début du long 20<sup>e</sup> siècle asiatique [1895-1978], car les appels à la réforme, fusant de la société comme de l'État, se firent plus insistants. Parmi tous ceux qui ont lancé des appels, deux lettrés, Kang Youwei (康有为, 1858-1927) et Liang Qichao (梁启超, 1873-1929), qui ont vécu sous l'influence des concessions étrangères, se distinguent. Kang Youwei était déjà connu. Dès 1884, il s'était fait l'apôtre d'une utopie néoconfucéenne, *La Grande Unité* (*datong* 大同), qui préconisait l'abolition de toutes les hiérarchies et de toutes les divisions sociales et internationales. Mais, à contre-courant de l'Orthodoxie impériale, cet âge d'or de l'égalité humaine ne remontait pas dans la passé de la Chine ni même dans les limbes de son histoire, au contraire, il était projeté dans un futur lointain. Cependant, bien que porteur d'une utopie, Kang Youwei n'était pas partisan d'un changement violent ni même d'une transformation radicale de la société. Pour lui, la *Grande Unité* émergerait d'elle-même. Mais en attendant son avènement hypothétique, plus pragmatiques, les échelons supérieurs de la bureaucratie

---

<sup>33</sup> Cette guerre de Boshin [1865-1869] opposait les forces impériales japonaises à celles du shogunat (Reischauer 1997, t. 1, p. 138-142).



préconisèrent plutôt l'instauration d'une monarchie constitutionnelle reposant sur le modèle adopté par le Japon. Kang Youwei adressa un mémoire à l'Empereur, le 29 janvier 1898, dans lequel il plaide pour un tel changement :

Une étude de tous les états du monde montrera que ceux qui se sont réformés se sont renforcés, alors que ceux qui s'accrochèrent au passé périrent.

[...] Nos problèmes actuels viennent de notre trop grand attachement aux vieilles institutions sans savoir comment changer. À l'âge de la compétition internationale, promouvoir les politiques de l'âge de l'unification universelle et du laissez-faire, c'est comme porter des fourrures en été et traverser une rivière avec un carrosse. Il ne peut y avoir d'autre conséquence que d'attraper la fièvre ou se noyer.

[...] Si les institutions sont anciennes, des problèmes se font jour. Pour cette raison, aucune institution ne devrait rester en l'état plus de cent ans. Or, nos institutions actuelles ne sont que les indignes vestiges des dynasties Han, Tang, Yuan et Ming, elles ne sont même pas celles des ancêtres [mandchous]. Elles ne sont que les résultats des écrits fantaisistes et des actions corrompues des petits fonctionnaires, et non les idées des ancêtres. Dire qu'il s'agit des institutions ancestrales est une insulte aux ancêtres. De plus, les institutions ont pour mission de préserver les territoires [du souverain]. Si aujourd'hui les territoires ancestraux ne peuvent être préservés, alors quel est l'intérêt de maintenir ces institutions ?

[...] Bien qu'il y ait un désir de se réformer, si les grandes orientations nationales ne sont pas fixées et l'opinion nationale n'est pas unie, il sera impossible d'abandonner l'ancien pour le remplacer par le nouveau. Les grandes orientations nationales de l'État sont comme le gouvernail d'un navire ou l'aiguille d'un compas. Elles cadrent l'action de l'État et façonnent l'opinion publique du pays.

[...] De nos jours, des réformes sont engagées, mais l'action de l'empereur est entravée par les ministres et les recommandations des lettrés compétents sont attaquées par des bureaucrates aux idées dépassées et arrêtées. Si l'accusation n'est pas « d'user de méthodes barbares pour changer la Chine »<sup>34</sup>, alors c'est celle « de déstabiliser les institutions ancestrales »<sup>35</sup>. [...] Je prie Votre Majesté de réfléchir et de proposer une grande orientation nationale. Après avoir élaboré cette grande orientation nationale, les méthodes de son application doivent prendre en considération ce qui est fondamental et ce qui est secondaire, ce qui est important et ce qui est insignifiant, ce qui est fort et ce qui est faible, ce qui est urgent et ce qui peut attendre.

---

<sup>34</sup> C'est-à-dire renoncer à la civilisation, et donc abandonner les qualités qui font la supériorité supposée de la Chine.

<sup>35</sup> C'est-à-dire faire preuve d'impiété filiale, le plus grand crime selon la tradition chinoise.

[...] Après avoir étudié les institutions anciennes et modernes, chinoises et étrangères, j'ai trouvé que les institutions des sages rois et des Trois dynasties [Xia, Shang et Zhou] étaient excellentes, mais que les temps anciens étaient différents de ceux d'aujourd'hui. J'espère que Votre Majesté lira quotidiennement Mencius<sup>36</sup> et suivra son exemple en aimant le peuple. [...] J'espère que Votre Majesté étudiera le Guanzi<sup>37</sup>, et suivra son enseignement sur la gestion d'un pays.

[...] Quant aux gouvernements républicains des États-Unis et de la France et des gouvernements constitutionnels de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne, ces pays sont éloignés et leurs coutumes différentes des nôtres. Leurs transformations eurent lieu il y a longtemps déjà et ne peuvent plus être retracées. En conséquence, je prie Votre Majesté de faire sienne l'intention de Pierre Le Grand et de prendre les réformes du Japon de Meiji pour modèle. Le temps et le lieu des réformes au Japon ne sont pas éloignés des nôtres et sa religion et ses coutumes sont quelque peu similaires aux nôtres. Son succès est évident, et son exemple peut facilement être suivi (Kang Youwei 1898, p. 269-270)<sup>38</sup>.

L'Empereur Guangxu (光绪, 1871-1908) fit appel à Kang Youwei en juin de la même année pour former un gouvernement réformateur dont la mission recouvrait les recommandations prônées par Wang Tao. Or, ces changements auraient affaibli l'aristocratie mandchoue. Aussi, ses éléments les plus conservateurs ont-ils provoqué un coup d'État en 1898 au profit de la très réactionnaire impératrice douairière Cixi, après seulement cent jours d'une effervescence politique sans précédent. Accusés d'avoir conspiré contre la dynastie, les principaux réformateurs furent arrêtés, exécutés ou exilés. L'Empereur lui-même fut placé en résidence surveillée (Fairbank 1987, p. 136). La politique traditionaliste et répressive de Cixi, s'appuyant sur les Boxers (义和拳) et leur mysticisme pour réimposer l'ordre traditionnel et combattre les puissances étrangères, se solda en 1901 par l'occupation de Beijing par les huit puissances installées en Chine (Allemagne, Autriche-Hongrie, Empire britannique, États-Unis, France, Italie, Japon et Russie). Elles imposèrent à l'Empire affaibli de sévères réparations de guerre et un renforcement de la présence étrangère sur son territoire.

En réaction, les intellectuels et le peuple se polarisaient sur les Mandchous qu'ils dénonçaient. C'est dans ce contexte que l'idée de 'Révolution' commença de germer, stimulée par

---

<sup>36</sup> Penseur du 4<sup>e</sup> siècle avant notre ère [372-289 av J.-C.] et grand disciple de Confucius. Cf. *infra*, chap. 3, 3.3.3.2.1.

<sup>37</sup> Premier ministre de l'État de Qi au 7<sup>e</sup> siècle avant notre ère [720-645 av J.-C.] et grand théoricien économique.

<sup>38</sup> Traduction libre.

un grand nombre d'intellectuels formés à l'école de l'Occident, certains allant même étudier au Japon, en Europe et aux États-Unis. Alors en exil au Japon, Liang Qichao publie un journal bimensuel, *Xinmin congbao* (新民叢報), de 1902 à 1905. Ce journal marque une rupture décisive dans la réflexion politique des réformateurs : pour la première fois dans la pensée chinoise, le concept de 'nation', au sens d'un groupe humain politiquement organisé sur un territoire défini<sup>39</sup>, fait son apparition. Pour Liang Qichao, ce n'est plus un homme providentiel qui rassemble les Hommes, jusqu'alors engagés dans une guerre de tous contre tous<sup>40</sup>, une situation rappelée par tous les courants de pensée politiques traditionnels, mais les Hommes qui se regroupent spontanément, conscients du rôle politique individuel et collectif qu'ils doivent jouer :

[...] Durant les stades initiaux de l'organisation humaine, il n'y a que des tribus, mais pas de citoyens. L'évolution des tribus en citoyens marque le passage de la barbarie à la civilisation. [...] Les gens formant des clans afin de vivre ensemble et créant naturellement leurs propres coutumes sont tribaux. Les gens ayant développé le concept de nation et participant eux-mêmes au processus politique sont des « citoyens ». Nulle part sur terre les nations ne peuvent être fondées sans citoyens.

Qu'est-ce qu'une nation ? Premièrement, être conscient des liens entre la nation et l'individu. Deuxièmement, être conscient des liens entre la nation et la cour. Troisièmement, être conscient des liens entre la nation et les étrangers. Quatrièmement, être conscient des liens entre la nation et le monde.

Que signifie « être conscient des liens entre la nation et l'individu » ? L'Humanité est supérieure aux autres créatures, car les êtres humains peuvent se regrouper. Si les individus étaient restés seuls dans la nature, puisqu'ils ne peuvent voler aussi bien que les oiseaux ou courir aussi bien que les animaux, la race humaine aurait péri il y a longtemps. Pour cette raison, en temps de paix, les efforts de coopération facilitent les choses, et la division du travail bénéficie à tout le monde, car il est impossible pour les individus de tout faire tout seul. En temps de crise, le groupe combine toute sa sagesse et toute sa force pour défendre ses murs contre l'invasion, alors qu'il serait impossible aux individus seuls de se protéger. Ainsi naquirent les nations (Liang Qichao 1902-1905, p. 295-296)<sup>41</sup>.

---

<sup>39</sup> Pour MacLeadod et O'Meara (2010) à la suite de Weber (1919), l'État est défini à partir de cinq composantes : 1) il désigne une entité territoriale peuplée; 2) il possède des frontières continues reconnues; 3) il détient le monopole institutionnalisé de la violence légitime dans ses frontières; 4) il possède le monopole institutionnalisé de la souveraineté dans ses frontières; 5) il jouit de l'égalité légale avec les autres unités constituantes du système international (MacLeadod et O'Meara 2010, p. 85).

<sup>40</sup> Pour reprendre l'expression de Hobbes pour décrire la situation dans l'état de nature avant que les hommes ne soient organisés politiquement (Hobbes [1651] 1985, p. 185-186).

<sup>41</sup> Traduction libre.

Après avoir introduit le concept de nation dans la pensée politique chinoise, il lui associe immédiatement celui de nationalisme, car selon lui l'une ne pourrait exister sans l'autre. La nation ne sera forte que si elle a conscience d'elle-même en tant que nation, et toute sa réflexion et toute son activité, collective et individuelle, ne devraient avoir d'autre but que son renforcement et son enrichissement. À cette fin, les citoyens doivent éprouver un amour inconditionnel pour leur nation :

La fondation des nations était inévitable. [...] Ainsi, tous doivent reconnaître qu'il y a au-dessus de l'individu quelque chose de plus large, quelque chose de plus important. Chaque fois qu'ils réfléchissent, parlent ou font quelque chose, ils doivent toujours faire attention à ce qu'il y a au-dessus de l'individu. [...] Sinon, les associations ne pourraient jamais se former et l'humanité risquerait de disparaître (Liang Qichao 1902-1905, p. 296)<sup>42</sup>.

Puisque tout groupe humain est hiérarchisé, le pouvoir politique est non seulement issu de la nation elle-même, mais façonné par celle-ci. Pour cette raison, selon lui, le pouvoir politique ne peut exister sans l'assentiment des gouvernés et il se doit de les gouverner dans leur intérêt. Par conséquent, la nation s'incarne dans le gouvernement et, parce qu'il en est ainsi, les gouvernés doivent ressentir un amour inconditionnel pour celui-ci :

[...] Il est évident qu'une nation ne peut exister sans une cour, il est donc essentiel d'étendre l'amour du pays à l'amour de la cour. [...] Ceux qui comprennent le concept de la nation aiment en général la cour, mais ceux qui aiment la cour ne comprennent pas nécessairement le concept de nation. Les cours légalement fondées sont les cours qui représentent la nation, et pour cette raison, aimer la cour c'est aimer la nation. Les cours qui ne sont légalement fondées trahissent la nation. Ce n'est que lorsque la cour est légitime que l'on peut parler d'amour pour son pays (Liang Qichao 1902-1905, p. 296-297)<sup>43</sup>.

Liang Qichao rompt encore plus avec l'orthodoxie officielle en affirmant que les relations entre les nations sont obligatoirement belliqueuses. Aussi, pour lui, renoncer à la compétition signifie renoncer non seulement à sa nation, mais aussi à la civilisation. Une nation doit être forte d'elle-même, selon ses propres moyens, et « les patriotes ne souffriront jamais de vivre sous domination étrangère [et] préféreront sacrifier l'ensemble de la nation plutôt que de renoncer au

---

<sup>42</sup> Traduction libre.

<sup>43</sup> Traduction libre.

moindre droit national » (Liang Qichao 1902-1905, p. 297). Désavouant son mentor Kang Youwei, Liang Qichao fait du conflit le moteur des sociétés humaines.

Dans une lettre de 1903 à Kang Youwei, Zhang Binglin (章炳麟, 1868-1936) durcit encore plus la notion de nation et celle de conflit. Sur la question du nationalisme, avant même de penser à opposer la Chine aux nations étrangères, Zhang Binglin radicalise le concept en lui attribuant un fondement culturel, si ce n'est une origine raciale, notamment en opposant les Han aux Mandchous :

[...] Aujourd'hui, les Mandchous ont-ils été assimilés par les Han ? Ou ont-ils conquis les Han ? Le chamanisme mandchou n'est pas la religion impériale orthodoxe; les queues et les colliers ne sont pas les bonnets chinois; et les documents Qing dans leur propre langue ne sont pas en caractères chinois. Les Mandchous n'ont fait que respecter Confucius, suivre les voies du confucianisme, et présenter une image fausse comme moyen de prétendre à la couronne impériale et de tromper le peuple. Leur discours sur la « même race » n'a pas pour fonction de faire des Mandchous des Han, mais de faire des Han des Mandchous!

[...] Aujourd'hui cinq millions de Mandchous règnent sur plus de quatre cents millions de Han, et cela simplement parce que des traditions corrompues ont rendu les Han stupides et ignorants. Si les Han se réveillaient un jour, alors les Mandchous ne pourraient plus se reposer tranquillement à l'instar des Autrichiens en Hongrie ou des Turcs dans l'ancien Empire Romain d'Orient. C'est la nature humaine que d'aimer sa propre race et de chercher son propre profit (Zhang Binglin 1903, p. 310-312)<sup>44</sup>.

Après avoir radicalisé le concept de nationalisme Han et, fait nouveau, défendu la recherche du profit individuel, il s'en prend au projet de monarchie constitutionnelle alors en vogue pour la condamner dans les termes les plus durs, car sous le régime politique actuel elle ne ferait que légitimer la domination des Mandchous sur les Han :

[...] De plus, le soi-disant système constitutionnel doit comporter une législature bicamérale. La chambre basse voterait les lois alors que la chambre haute y opposerait son veto. Mais qui siégera à la chambre haute ? S'il s'agit du clan impérial, seuls les proches de l'empereur et les princes siégeront. S'il s'agit de l'aristocratie, seuls les membres des huit Bannières<sup>45</sup> et les princes de Mongolie intérieure et extérieure y

---

<sup>44</sup> Traduction libre.

<sup>45</sup> Le terme « Bannières » désigne les huit organisations militaro-administratives auxquelles sont héréditairement rattachés tous les Mandchous de l'Empire.

siégeront. S'il s'agit des dignitaires religieux les plus importants, le Dalaï-Lama et le Panchen Lama du Tibet siégeront. De tous ces groupes, aucun n'inclut des Han – il n'y a que des membres des autres races – et ainsi les pouvoirs parlementaires seront déniés aux Han (Zhang Binglin 1903, p. 312)<sup>46</sup>.

Puis, il s'en prend aux moyens prônés par les réformateurs pour obtenir les réformes sociales et politiques qu'ils appellent de leurs vœux, pour leur rappeler que les changements fondamentaux ont toujours été précédés par des phases d'extrême violence politique :

[...] C'est la nature humaine que d'aimer sa propre race et de chercher son propre profit. Le soi-disant Sage Empereur n'est pas éloigné de cette nature humaine. Peut-il réellement abandonner sa position et tout abandonner dans l'intérêt de la nation Han ?

[...] Un système constitutionnel peut-il être fondé sans bain de sang ? L'Angleterre, l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie ont toutes obtenu leur droit à la liberté, et celui à un parlement après des révoltes. [...] Plus près de nous : l'exemple du Japon. Bien qu'un mouvement constitutionnel ait d'abord émergé à l'occasion de discussions pacifiques, il avait été précédé par un conflit : des armées luttaient pour expulser les étrangers et renverser le Bakufu<sup>47</sup>. Il n'y aurait jamais eu de système constitutionnel sans la lutte violente qui l'a précédé (Zhang Binglin 1903, p. 312)<sup>48</sup>.

Finalement, il synthétise ces trois éléments fondamentaux, 'nation', 'nationalisme' et 'conflit', en une thèse unique, celle du *nationalisme révolutionnaire*, point d'orgue de la renaissance totale de la nation :

[...] Si un peuple qui ne peut comprendre les principes universaux et persiste à suivre les vieilles coutumes est incapable de faire une révolution, comment pourrait-il être capable d'appliquer le constitutionnalisme ? Comment pourrait-il y avoir un ordre constitutionnel avec un unique sage couronnant l'ensemble alors que le reste de la population ne serait que des barbares primitifs ?

[...] Depuis la conquête mandchoue, nous sommes offensés par l'odeur de mouton des races inférieures. [...] Si les Mandchous ne sont pas expulsés, alors, nous ne pouvons pas attendre des lettrés qu'ils performent ou que le peuple partage la haine de l'ennemi afin de conquérir un royaume de liberté et d'indépendance. Si la situation continue de se dégrader, nous ne ferons de nous que des esclaves des Occidentaux.

---

<sup>46</sup> Traduction libre.

<sup>47</sup> Gouvernement militaire du shogunat avant la restauration de Meiji [1868].

<sup>48</sup> Traduction libre.

Si les mauvaises graines ne sont pas enlevées, les bonnes ne pourront croître. Si les mauvaises gens ne sont pas éliminées, les bonnes ne pourront croître, et bien sûr si nous ne prenons pas nous-mêmes un grand balai pour balayer les coutumes corrompues de nos ancêtres, alors comment pourrions-nous développer une Chine idéale ? (Zhang Binglin 1903, p. 312-313)<sup>49</sup>.

La thèse de Zhang Binglin fut reprise et propagée au cours des débats intellectuels que connut la Chine dans le sillage de la Guerre russo-japonaise de 1904-1905; une guerre où pour la première fois une puissance non occidentale vainquit une puissance occidentale. Le Japon, jusqu'alors une puissance négligeable sur l'échiquier asiatique, a prouvé aux peuples coloniaux et semi-coloniaux tout l'intérêt des réformes politiques qui stimulent la croissance et le développement sans sacrifier son identité culturelle (Fairbank 1987, p. 157). Or, la dynastie et l'appareil impérial avaient fait la démonstration de leur incapacité de se réformer, du manque de volonté d'envisager des réformes et de leur opposition systématiquement au principe même d'une réforme. Dès lors, le nationalisme et le républicanisme étroitement associés l'un à l'autre domineront les débats intellectuels de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle.

Sous la pression des événements, la dynastie Qing se résigna finalement à l'idée d'entreprendre des réformes. Sachant pertinemment que l'incompétence de la bureaucratie découlait d'un manque de spécialisation et de professionnalisation des lettrés et des forces armées, elle chercha à réformer l'éducation, d'une part, en mettant fin aux examens impériaux, institués près de treize siècles auparavant et dont le programme était resté le même durant six siècles, et, d'autre part, en fondant des écoles professionnelles et des universités modernes. L'éducation et la culture, jusqu'alors le privilège des lettrés, et les moyens par excellence d'imposer et de perpétuer leur idéologie, furent soudainement ouvertes à un large spectre d'influences. Ce qui, à terme, allait conduire à la remise en question du contrôle des lettrés sur la société chinoise (Fairbank 1987, p. 155). Dit autrement, les jours de la dynastie étaient comptés : pour les radicaux, l'Empire était incapable de se réformer, et les Mandchous n'avaient plus aucune légitimité. Les radicaux chinois optèrent pour la 'Voie de la Révolution violente' (Fairbank 1987, p. 156).

---

<sup>49</sup> Traduction libre.

C'est au sein des nouvelles associations étudiantes et de l'armée modernisée que se formèrent les premières conspirations révolutionnaires. L'année de la victoire du Japon sur la Russie, Sun Yat-Sen fédéra les diverses mouvances nationalistes et républicaines en une organisation lâche, le *Tongmeng Hui* (同盟会). Le manifeste du mouvement, publié dans la troisième édition de son journal en avril 1906, appelle au renversement des Mandchous, à l'établissement d'une démocratie constitutionnelle (une république), et à la nationalisation des terres. La poussée nationaliste, dirigée contre les Mandchous est, pour Hu Hanmin (胡汉民, 1879-1936), une lutte contre l'inégalité raciale, que la minorité fait subir à la majorité, et la dynastie sur la société :

[...] Pour conquérir notre indépendance et notre salut, nous devons renverser la dynastie mandchoue. [...] Ceux qui prônent l'assimilation des Mandchous sans les renverser ne sont que les idiots utiles de la dynastie tyrannique et sont éhontés comme il n'est pas possible. [...] Si nous recouvrons notre souveraineté et le pouvoir politique, il ne sera pas nécessaire d'éliminer la race maléfique pour satisfaire nos aspirations nationales. [...] Mais tant que leur pouvoir politique ne sera pas mis à bas, la nation chinoise restera un peuple conquis, sans indépendance et soumis à un peuple arriéré, pour finalement périr dans sa lutte contre les nations avancées.

[...] Le gouvernement mandchou est maléfique, car c'est une race maléfique qui a usurpé notre gouvernement, et leur malfaisance ne se limite pas à quelques mesures politiques, mais est le propre de leur race, et cette nature ne peut être ni éliminée ni réformée. Ainsi, même si des réformes sont engagées, leur malfaisance restera. L'adoption d'institutions et de loi constitutionnelles n'y changeant rien (Hu Hanmin 1906, p. 316-317)<sup>50</sup>.

Alors que pour Zhang Binglin, l'identité Han, qui était jusque-là culturelle, se transforme en nationalisme ethnique. Le *Tongmeng Hui*, en dissociant le pouvoir politique de la race qui l'assume, se fait l'apôtre d'un nationalisme chinois qui convertit le nationalisme ethnique en nationalisme civique, même si les propos à l'égard des Mandchous restent extrêmement crus. Pour le *Tongmeng Hui*, c'est seulement après avoir consciemment transformé la portée du nationalisme que la question du régime politique qui devrait supplanter la dynastie Qing pourra être abordée. Constatant la faiblesse inhérente de la monarchie absolue, pourtant restaurée à l'issue de chaque cycle révolutionnaire, le *Tongmeng Hui* envisage une autre solution, le régime

---

<sup>50</sup> Traduction libre.



parlementaire constitutionnel, pour consolider l'indépendance et la souveraineté chinoise à long terme :

[...] Des révolutions éclatèrent par le passé, mais le système politique ne fut jamais refondé, ainsi rien de bon n'en sortit. Ainsi, la dynastie mongole fut renversée par les Ming, mais après trois siècles, la nation chinoise était encore en déclin. Bien que les dynasties étrangères furent renversées et un pouvoir chinois réinstauré, le gouvernement autocratique demeura au désespoir du peuple.

[...] Le plus grand obstacle à l'établissement d'un régime constitutionnel, comme l'expérience le démontre, est la lutte du peuple contre la monarchie et l'aristocratie. Un gouvernement constitutionnel a été fondé sans difficulté aucune aux États-Unis, car après l'indépendance il n'y avait pas d'autre classe que le peuple. Une des spécificités de la politique chinoise est que depuis les dynasties Qin et Han il n'y a plus d'aristocratie (à l'exception des dynasties mongoles et mandchoues dont les systèmes politiques étrangers reposaient sur l'aristocratie). Après le renversement des Mandchous, il n'y aura donc plus de différence de classe (les États-Unis ont des classes économiques, mais la Chine aucune). La fondation d'un régime constitutionnel y sera donc plus aisée.

[...] Parce qu'une démocratie constitutionnelle ne peut être fondée qu'après une révolution, il est de première importance que seule la forme de gouvernement, la plus parfaite et la plus soucieuse du bien public, soit fondée afin d'éviter tout travers. Quant à une monarchie constitutionnelle, la distinction entre monarque et sujet est indiscutable, et pour cette raison les sentiments de chaque classe conduisent inévitablement à les opposer. La démocratie constitutionnelle n'aura aucun de ces défauts, et l'égalité dominera. Nous pouvons renverser les Mandchous et fonder notre état, car le nationalisme chinois et la pensée démocratique ont été bien développés. Lorsque nous aurons accompli notre objectif, connaissant la psychologie du peuple, il est inconcevable que nous abandonnions le gouvernement de l'égalité et refondions la distinction entre gouvernants et gouvernés (Hu Hanmin 1906, p. 317-318)<sup>51</sup>.

Le projet politique du *Tongmeng Hui*, idéaliste, est mal défini, comme le montre l'affirmation qu'il n'y aura plus de classes après la révolution politique en Chine. Pourtant, le troisième point du programme contredit cette affirmation naïve en préconisant la nationalisation des terres pour éviter le développement et la consolidation du pouvoir politique des propriétaires terriens :

[...] Le principal mal des civilisations modernes n'est pas les classes politiques, mais les classes économiques. D'où le socialisme. Il y a plusieurs théories socialistes, et toutes

---

<sup>51</sup> Traduction libre.

aspirent à abolir les classes économiques [...] Seule une démocratie constitutionnelle peut adopter le collectivisme, car l'autorité politique réside dans l'État et que l'appareil d'État est contrôlé par une assemblée législative représentative.

[...] Toutes les théories collectivistes ne sont pas applicables à la Chine à son niveau actuel de développement. Mais quant à la nationalisation des terres, nous avons déjà un modèle dans le système de la répartition des champs entre un champ public entouré de huit champs familiaux [*jingtian zhidu* 井田制度] des trois dynasties [Xia, Shang et Zhou]<sup>52</sup>, et il ne devrait pas être trop difficile d'adapter ce système ancien à nos réformes politiques actuelles. La nationalisation des terres est l'opposé de la propriété privée. Elle repose sur la théorie que la terre est un élément essentiel dans la production, mais comme elle n'est pas le fruit du travail humain, à l'instar du soleil et de l'air, elle ne devrait pas être privatisée...

[...] La conséquence maléfique de la propriété terrienne est l'accaparement par le propriétaire terrien d'un pouvoir absolu sur la société, et pour cette raison, il absorbe ou annexe plus de terres, expulsant les paysans qui se retrouvent alors sans emploi, aggravant leur insécurité alimentaire et les forçant à dépendre d'une offre extérieure, appauvrissant le pays, alors que les propriétaires terriens accumulent capitaux et richesses.

[...] Si un système de monopole privé est réinstauré, alors la classe économique se muera en classe politique, mais si nous pouvons prendre les précautions nécessaires dès le début, alors nous pouvons faire en sorte que cette malfaisance ne voie jamais le jour.

[...] Toutes les taxes levées par l'État doivent avoir l'accord du parlement; il n'y aura pas de manipulation à des fins de profits privés, ni de taxes trop élevées prélevées sur les paysans. Les profits tirés de la terre seront élevés, mais seuls ceux qui cultivent eux-mêmes pourront obtenir des terres de l'État. Les propriétaires terriens étaient par le passé des profiteurs non productifs, maintenant ils seront indiscernables du peuple. Ils participeront aux entreprises productives et produiront des résultats bénéfiques pour toute l'économie nationale (Hu Hanmin 1906, p. 319)<sup>53</sup>.

Aussi imprécis et idéaliste que fut le programme du *Tongmeng Hui*, tous les réformateurs et les révolutionnaires s'en réclamèrent. Même sans 'objectifs précis', sans 'hiérarchie', sans 'organisation' aux fonctions clairement définies, sans 'discipline rigide', les quatre critères au cœur des préoccupations de Lénine ([1901] 1987, p. 127 *sqq.*) lorsqu'il forma le Parti bolchevique en

---

<sup>52</sup> Idéal féodal de la répartition agraire, prôné par Mencius, en vertu duquel les surfaces agricoles sont divisées en neuf champs carrés, de surfaces égales, travaillés par huit familles qui se répartissent également les revenus des huit champs cultivés par chacune des familles, les produits du neuvième, travaillé en commun, reviennent à l'État (Mencius 2009, p. 357-361).

<sup>53</sup> Traduction libre.

1901, le *Tongmeng Hui* de Sun Yat-Sen eut un écho et une influence qui dépassa largement l'organisation léniniste.

La première tâche à accomplir était le renversement des Mandchous et l'établissement d'une république, mais personne ne se souciait encore des difficultés que poseraient l'établissement et la consolidation d'un régime républicain; personne non plus ne pouvait s'en préoccuper, car, tant que le régime dynastique mandchou se perpétuait, la Chine ne serait ni indépendante ni souveraine. La *Révolution nationale* était l'unique point à l'ordre du jour, et Sun Yat-Sen en était devenu l'incarnation. Pourtant, aussi conscient des enjeux et des influences de la modernité, à l'instar de tous les penseurs réformistes qui l'avaient précédé depuis les débuts du *Mouvement d'auto-renforcement*, il ne peut, lui non plus s'affranchir de la référence à la tradition comme en témoigne le rappel du *jingtian zhidu* féodal comme idéal de l'organisation future de la production agricole. Il représenta un idéal confucéen tout au long de la période impériale, et les nouvelles dynasties procédèrent souvent à des réformes agraires.

Mais ce n'est qu'après une longue série d'échecs insurrectionnels que la dynastie et l'Empire se sont finalement effondrés en 1912. Le nouveau gouvernement révolutionnaire abolit la monarchie, rédige une constitution et inaugure un parlement. Or, les organes du nouvel État sont toujours dominés par les lettrés. Si les institutions changent, elles ne peuvent néanmoins dépasser le cadre de la politique impériale et, plus problématique encore, rompre avec la mentalité de l'Orthodoxie impériale (Fairbank 1987, p. 171). Dès 1909, des assemblées provinciales sont mises en place. Or le droit de vote et d'éligibilité était fondé sur le cens, ce qui renforçait, aux dépens de l'État impérial, le pouvoir des propriétaires terriens à la campagne. Ainsi le pouvoir pluriséculaire des notables se voyait officialisé. Certes, l'idée d'élection 'populaire' rompait avec celle de 'Mandat du Ciel': en vertu de quoi des 'inférieurs' pouvaient-ils nommer leurs 'supérieurs'? En conséquence, il arriva fréquemment que les membres élus se plièrent à la volonté du président d'assemblée, et ce, à tous les niveaux de gouvernement, alors que les anciennes élites s'approprièrent les fonctions politiques, confortant ainsi leur domination politique, sociale, économique et culturelle sur la société comme jamais auparavant (Fairbank et Goldman 2006, p. 24-247).

Yuan Shikai (袁世凯, 1856-1916), ex-commandant en chef des armées impériales qui avait dirigé les opérations contre le mouvement révolutionnaire, et premier président de la République, se mua très rapidement en dictateur. Il interdit les organisations républicaines à l'origine de la révolution et persécuta leurs membres. Dépourvu de légitimité, il recourra à la terreur pour régner en faisant assassiner ses opposants. De nombreux indices semblent même indiquer qu'il aurait fait assassiner son principal rival de la faction républicaine avant l'élection de 1913. Plus soucieux de préserver son pouvoir que du futur de la Chine, il s'aliéna les principaux administrateurs régionaux, notamment les commandants militaires (Fairbank 1987, p. 174). Sa tentative d'abolir l'ordre constitutionnel et simultanément d'être sacré Empereur en 1916 se solda par des révoltes et des mouvements de sécession. La Chine entra alors dans une période de guerres civiles qui durera jusqu'à la prise du pouvoir par les Communistes en 1949. Les gouverneurs régionaux se muèrent en seigneurs de guerres, formant des cliques et s'affrontant pour imposer leur hégémonie. Chaque fois qu'un nouveau pouvoir militaire s'empara de la capitale, l'Assemblée nationale le reconnut immédiatement, ce qui eut pour effet d'accélérer l'effondrement politique intérieur et international de la Chine. La Chine cessa dès lors d'exister en tant qu'État souverain, et devint une proie facile pour les puissances occidentales et le Japon (Fairbank 1987, p. 177).

### **2.2.3 – Le renouveau intellectuel du 4 mai 1919 : tensions entre orthodoxie et pragmatisme**

Cette faiblesse de la Chine devient évidente lorsque les délégués à la Conférence de Versailles en 1919, où la Chine n'avait aucune influence<sup>54</sup>, transfèrent unilatéralement les colonies allemandes du Shandong au Japon. Tant que la Chine restera divisée entre des cliques qui s'affrontent en permanence, jamais elle ne pourra retrouver son indépendance, perdue lors des Guerres de l'Opium.

---

<sup>54</sup> La Chine sans avoir été formellement exclue des négociations a été marginalisée de fait (Spence 1991, p. 278). Macmillan (2001) rappelle que la Chine avait contribué à la guerre, notamment en envoyant en France des ouvriers pour creuser les tranchées et les entretenir; et les Chinois espéraient que la fin de la guerre s'accompagnât de celle de l'ingérence étrangère en Chine (p. 322). Mais la Chine, sans cohésion, divisée, et aux prises avec des conflits récurrents entre le Nord et le Sud, était dépréciée aux yeux de tous et laissée pour compte (p. 330). Aussi, malgré la volonté du gouvernement chinois de réaffirmer sa souveraineté sur le Shandong, et les efforts de ses négociateurs, le Japon, qui menaça de ne pas signer le traité s'il n'obtenait pas satisfaction (p. 335), reçut l'aval du Conseil des Quatre (France, Angleterre, États-Unis; l'Italie, membre à l'origine, s'en était retiré), pour prévenir son retrait de la Conférence : le Shandong resterait aux mains du Japon (p. 336-337). La décision fut connue en Chine à partir du 29 avril. Le 4 mai eut lieu une manifestation conduite par les étudiants.

Le Guangdong, toujours caractérisé par son opposition au gouvernement central, s'est constitué en régime indépendant sous l'autorité de Sun Yat-Sen. Après les événements de Versailles, Sun Yat-Sen refonde le Parti Nationaliste (*Guomindang* 国民党) avec pour objectif la libération et la réunification de la Chine par la force. Avec l'appui de l'URSS, il met sur pied une *Armée nationale révolutionnaire* (*guomin geming jun* 国民革命军), avec pour commandant Chiang Kai-Shek. Celui-ci passe à l'offensive lors de l'Expédition du Nord en 1925 (Fairbank 1987, p. 210). En deux ans, Chiang Kai-Shek atteint ses objectifs, mais principalement en soudoyant les seigneurs de guerre pour qu'ils intègrent son armée (Fairbank 1987, p. 215). Sans l'aide militaire décisive, en matériel et en leadership apportés par l'URSS, la progression aurait été moins rapide. Mais cette aide avait pour condition la collaboration active entre le *Guomindang* et le petit Parti communiste chinois (*gongchandang* 共产党).

Bien que l'appellation 'Parti communiste' indique une filiation avec la Révolution russe d'octobre 1917 conduite par les bolcheviks de Lénine [1870-1924], les premiers communistes chinois étaient d'abord et avant tout issus de la jeune République chinoise. Bien évidemment, ils étaient impatients d'apprendre des bolcheviks russes, la Russie et la Chine partageant alors de nombreux points communs : deux grands pays et deux grands empires bureaucratiques, dirigés l'un et l'autre par des monarchies absolues. De plus, toutes deux avaient favorisé l'essor d'une culture élitiste, de haut niveau, alors que leur développement économique et social restait loin derrière celui des nations occidentales. Mais, plus important encore : alors qu'en 1917 la Russie exsangue n'avait d'autre choix que de se soumettre à des conditions défavorables pour mettre un terme le plus rapidement possible à la guerre contre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, les bolcheviks avaient su réorganiser leur armée et la renforcer au point de tenir tête aux Armées blanches, puis de les vaincre, en repoussant les forces d'invasion américaines, britanniques, estoniennes, françaises, grecques, italiennes, japonaises, polonaises, roumaines, serbes, tchécoslovaques, ainsi que celles de la Chine républicaine lors de la Guerre civile de 1918-1920. Le fait que la Russie bolchevique ait réussi en si peu de temps à organiser une résistance victorieuse face à l'ensemble des belligérants de la Première Guerre mondiale, dont beaucoup occupaient la Chine, ne pouvait qu'attirer l'attention des intellectuels et des radicaux chinois sur le bolchevisme.

Néanmoins, le Parti communiste n'est pas fondé avant juillet 1921, soit près de quatre années après la Révolution d'Octobre, alors que l'agitation ouvrière et révolutionnaire s'était répandue en Europe telle une traînée de poudre dans les semaines qui suivirent. Le point d'orgue de cette agitation intellectuelle fut, sans aucun doute en Chine, les manifestations du 4 mai 1919, lorsque étudiants et intellectuels descendirent dans les rues de Beijing pour dénoncer la décision unilatérale de la Conférence de Versailles de transférer au Japon les possessions allemandes en Chine. Les manifestants dénonçaient l'impérialisme et affirmaient leur nationalisme (Fairbank 1987, p. 182-183). Ces manifestations s'inscrivaient dans la continuité du *Mouvement de la Nouvelle Culture*, une entreprise intellectuelle cherchant à comprendre les causes de l'échec de la République.

La Révolution avait bien aboli la monarchie, instauré une constitution libérale et convoqué une assemblée nationale élue, mais toutes ces conquêtes politiques avaient été balayées en quelques années, sans être toutefois abolies, les alliances successives installées au pouvoir à Beijing les manipulant à leur avantage. Pour cette raison, ces avancées cessèrent d'exister en tant qu'institutions fonctionnelles et tous les travers de l'ancienne bureaucratie impériale se manifestaient à nouveau. Qu'est-ce qui pouvait expliquer l'échec des réformes constitutionnelles ?

Les révolutions au Japon et en Russie avaient enseigné aux intellectuels chinois que les changements politiques étaient non seulement possibles, mais surtout désirables. Un système politique en apparence moderne et fonctionnel avait bien remplacé l'Empire, et pourtant ce n'était pas suffisant : la durée du système impérial avait permis l'édification progressive du substrat idéologique sur lequel il avait reposé et dont il s'était réclamé pour justifier le pouvoir qu'il avait exercé, sans la crainte d'aucune menace parce que tout autre système politique, assimilé d'emblée à un corps étranger, avait été rejeté. Le *Mouvement de la Nouvelle Culture* était arrivé à la conclusion inévitable, mais iconoclaste pour ceux qui profitaient du système impérial : ce substrat, c'était l'ancienne Orthodoxie impériale, qu'il avait hâtivement assimilé au confucianisme. En conséquence, un État moderne devait être édifié sur le principe de l'égalité de chacun devant la loi, et celui du respect des libertés individuelles, autrement dit : sur l'autonomie de l'individu. Or, l'Orthodoxie impériale imposait comme allant de soi une hiérarchie sociale et familiale, une inégalité devant la loi, et un contrôle systématique de ce qu'il était permis de penser

et dire. Autrement dit : elle était fondée sur l'obéissance et la soumission. Le système républicain et l'Orthodoxie impériale représentaient deux projets politiques antithétiques, donc irréconciliables.

Yuan Shikai avait cherché à se draper dans la dignité des institutions et de l'Orthodoxie impériales, toutes deux associées à Confucius et à la tradition confucéenne. Or, la jeune République, à l'instar de l'Empire, avait favorisé l'essor d'une corruption devenue rapidement endémique (Fairbank 1987, p. 180-181). Aussi le renouveau intellectuel que connaissait la Chine, grâce en partie à la libéralisation de l'éducation, avait favorisé la pénétration des valeurs occidentales dans la société chinoise et la poussée de la pensée libérale. Ainsi, il ne pouvait que s'opposer à la tradition confucéenne. Dès 1916, Chen Duxiu (陈独秀, 1879-1942) dans son journal *La Jeunesse* [1915-1926], le principal véhicule de la critique culturelle et sociale en Chine, inverse les valeurs traditionnelles au fondement de la société chinoise, celles qui obligeaient tout un chacun à étudier la tradition et les conventions sociales, et imposaient à tous leur respect absolu. Il écrit :

Le poulx de la vie moderne est l'économie, et le principe fondamental de la production économique est l'indépendance individuelle. Ses effets ont pénétré l'éthique. Par conséquent, l'Indépendance de l'individu au plan éthique et l'indépendance de la propriété au plan économique sont l'écho l'un de l'autre, et réaffirment ainsi la théorie [d'une telle interaction]. En raison [d'une telle interaction], les mœurs sociales et la culture matérielle ont fait un grand bond en avant (Chen Duxiu 1916, p. 353)<sup>55</sup>.

En rupture avec la tradition, il fait de l'activité économique le fondement et l'expression de la société moderne. De plus, en faisant reposer l'activité économique sur la propriété privée individuelle et sur l'autonomie individuelle, Chen Duxiu s'en prend directement aux obstacles à l'épanouissement de l'autonomie individuelle. Il dresse alors la liste des règles de comportement qui entravent la liberté individuelle, et dénonce les valeurs sur lesquelles elles reposent :

[...] Les fils et les épouses ne possèdent ni individualité ni propriété personnelle. Les pères et les frères aînés élèvent leurs fils et leurs frères qui plus tard les soutiennent. [...] La piété filiale et l'obéissance commandent que les fils ne dévient pas de la voie de leur père jusqu'à trois années après sa mort et que les femmes n'obéissent pas

---

<sup>55</sup> Traduction libre.

seulement à leur père et à leur mari, mais aussi à leur fils, comment peuvent-ils former leur propre parti politique et faire leurs propres choix ?

[...] Il est considéré extrêmement impudique qu'une femme serve deux maris ou qu'un homme serve deux monarques sa vie durant. [...] Il est interdit aux veuves de pleurer la nuit et aux gens de fréquenter les fils de veuves. [...] Ces femmes n'ont pas de liberté et ont vécu une vie misérable. Après des années, ces jeunes femmes prometteuses n'ont vécu qu'une vie physique et spirituelle anormale.

[...] « Les hommes et les femmes ne s'assoient pas ensemble ». [...] « Les hommes et les femmes n'entretiennent aucune relation sauf par l'entremise d'un intermédiaire ».

[...] « Les femmes obéissent à leur mari ». [...] Ainsi les maris subviennent aux besoins de leur femme, elles n'ont besoin d'aucun revenu indépendant.

[...] « Les femmes obéissent, et cela veut dire obéir à leurs beaux-parents ». [...] C'est pourquoi la cruauté envers les belles-filles n'a jamais cessé.

[...] « Quand les parents sont en colère et ne sont pas contents, ils frappent [leur fils] jusqu'au sang, qui ne se plaint pas, mais au contraire développe ses sentiments de respect et de piété filiale ». C'est pourquoi il est dit en Chine : « Si le père désire que son fils meure, il meure, si le souverain désire que son ministre meure, il meure » (Chen Duxiu 1916, p. 353-356)<sup>56</sup>.

Chen Duxiu pointe des aspects de la vie traditionnelle chinoise; il les illustre au besoin par des citations qui éclairent les accusations qu'il porte à l'encontre de la société chinoise traditionnelle. Ces citations, sans référence aucune, sont surprenantes pour un lecteur occidental. Elles ne le sont pas pour le lecteur chinois. Wing Tsit-Chan (陈荣捷, 1901-1994) dans sa recension de l'article pour l'anthologie compilée par De Bary et Lufrano (2000), rappelle qu'elles proviennent du *Classique des Rites*, un des cinq classiques de la culture chinoise. Il s'agit donc de l'une des plus anciennes références incontournables de la société chinoise, à la base de la morale de l'orthodoxie et de la société impériale jusqu'en 1905. Chen Duxiu émet ses critiques l'année où l'échec de la Première République chinoise est avéré, la même année, pour le rappeler, que celle de la mort de Yuan Shikai, ce qui met un terme à la faillite de sa présidence. Pour Chen Duxiu, il faut s'attaquer aux conventions sociales rigides de la société confucéenne. Pour bien montrer leur inégalité fondamentale, il cite les propos de Confucius : « les règles de décorum ne s'appliquent pas au peuple, ni les lois pénales aux grands officiers » (Chen Duxiu 1916, p. 356).

---

<sup>56</sup> Traduction libre.



Pour Chen Duxiu, c'est la preuve que l'orthodoxie impériale ne peut régir qu'une société féodale. Aucun doute pour lui : il faut élaborer de nouvelles règles sociales et les appliquer à la société tout entière pour qu'un nouvel ordre politique puisse s'établir, se consolider et perdurer. Ainsi, aux six injonctions fondamentales du confucianisme, Chen Duxiu oppose six règles sur lesquelles la société moderne devrait reposer :

[...] Dans tous états constitutionnels modernes, monarchies ou républiques, il y a des partis politiques. Ceux qui s'engagent dans des activités partisans expriment l'esprit de leurs convictions indépendantes. Ils suivent leur propre voie et ne cherchent ni l'accord de leurs pères ni de leurs maris.

[...] En Occident certaines veuves décident de ne pas se remarier, car elles sont très attachées à leur mari décédé ou, tout simplement, car elles préfèrent la vie de célibataire; en aucun cas ce choix n'est lié avec ce que l'on appelle la chasteté du veuvage.

[...] Dans la société actuelle, les relations sociales entre hommes et femmes sont communes. Certains disent même que la nature tendre des femmes tempère la rudesse des hommes, et qu'il faut donc qu'elles soient présentes tant dans les réunions publiques que privées.

[...] Les femmes occidentales gagnent leur vie en pratiquant diverses professions, telles celles d'avocat, de médecin et de vendeur.

[...] Une femme mariée est d'abord une étrangère face à ses beaux-parents. Elle n'a que de l'affection, mais pas d'obligations envers eux. En Occident, parents et enfants ne vivent pas ensemble, et les belles-filles n'ont aucune obligation particulière de servir leurs beaux-parents.

[...] Selon les coutumes occidentales, les pères ne disciplinent pas leurs fils une fois devenus adultes, mais les laissent aux lois du pays et au contrôle de la société (Chen Duxiu 1916, p. 353-356)<sup>57</sup>.

Chen Duxiu et les intellectuels formés à l'école de l'Occident voulaient purger la Chine de ses anciennes valeurs et éradiquer les comportements qu'elles commandaient. Ils entendaient leur substituer les valeurs et les comportements acceptés en Occident, jugés plus adaptés à la société moderne. Mais, pour y arriver, ces intellectuels devaient relever un énorme défi : pour libérer la population, il faut lui faire prendre conscience de l'oppression de l'Orthodoxie; or, la très

---

<sup>57</sup> Traduction libre.

grande majorité de la population était illettrée. Ainsi, l'éducation universelle était-elle la première étape, indispensable, vers une émancipation individuelle et nationale.

Or, la littérature postimpériale était toujours dominée par les lettrés. Ils imposaient leurs préoccupations, leurs valeurs et leurs conventions littéraires. Il était donc nécessaire de rompre avec ces modèles, qui fixaient les normes de la langue, et perpétuaient la culture dominante. Bref, il fallait impérativement inventer une nouvelle littérature, avec de nouvelles conventions, plus propices à l'émancipation et à la pensée critique (Fairbank 1987, p. 190). Lu Xun (鲁迅, 1881-1936)<sup>58</sup>, Hu Shi (胡适, 1891-1962) et Chen Duxiu furent les figures dominantes de ce mouvement. Pour dénoncer les conditions difficiles des classes sociales les plus basses et s'assurer d'être compris par ceux auxquels ils s'adressaient, ils écrivaient en langue vernaculaire. Lu Xun était d'abord un auteur de fiction, mais comme Hu Shi et Chen Duxiu, il contribuait à la réflexion théorique de *La Jeunesse*. Mais, les deux grandes figures de la réforme de la langue écrite sont Chen Duxiu et Hu Shi. Ce dernier, dans l'édition de janvier 1917, prononce un réquisitoire contre l'écriture stéréotypée et superficielle que le système éducatif et les examens impériaux avaient imposée depuis la dynastie Ming (明朝) [1368-1644]. Selon lui, une véritable renaissance littéraire devrait reposer sur les huit éléments suivants :

[...] 1) Écrire avec substance. 2) Ne pas imiter les anciens. 3) Faire attention à la grammaire. 4) Rejeter la mélancolie. 5) Éliminer les vieux clichés. 6) Ne pas faire appel aux allusions. 7) Ne pas user de couplets et de parallélismes. 8) Ne pas avoir peur de faire usage des expressions populaires et des formes populaires d'écriture des caractères.

[...] 1. *Écrire avec substance*<sup>59</sup>. Par *substance*, j'entends : a) les sentiments [...] Les sentiments sont l'âme de la littérature. Une littérature sans sentiments est comme un homme sans âme. [...] b) Par *esprit*, j'entends perspicacité, savoir et idéaux. L'esprit ne dépend pas nécessairement de la littérature pour sa transmission, mais la littérature prend plus de valeur lorsqu'elle fait preuve d'esprit, et l'esprit prend plus de valeur lorsqu'il fait preuve de valeur littéraire. [...] Ces dernières années, les hommes de

---

<sup>58</sup> Lu Xun a surtout écrit des nouvelles. La plus célèbre *The Real Story of Ah-Q* relate les tribulations du plus méprisable des habitants d'un village; incapable d'appréhender sa condition, il ne peut entreprendre de la changer. Ainsi Lu Xun dénonce l'attitude de la Chine sous la République, laquelle n'a pas évolué. Il plaide pour une révolution de l'esprit collectif de la Chine. Voir Lovell (2009, p. xiii-xxxiv).

<sup>59</sup> L'italique n'est pas utilisé en chinois écrit. Les guillemets sont employés pour mettre en évidence un mot ou une expression. Lors de la traduction, il est courant d'y substituer l'italique.

lettres se sont satisfaits des tons, des rythmes, des mots et des phrases sans avoir fait preuve d'esprit noble ou de sentiments véritables. Voilà la raison principale de la déchéance de la littérature. Tel est le résultat pernicieux du triomphe de la superficialité sur la substance, c'est-à-dire de l'écriture sans substance.

[...] 2. *Ne pas imiter les anciens.* La littérature change avec le temps. Chaque période depuis les Zhou et Qin aux Song, Yuan et Ming eut chacune sa propre littérature. Telle n'est pas mon opinion propre, mais la loi universelle du développement de la civilisation. [...] Chaque période changea en fonction de la situation et des circonstances, chacune avec ses propres mérites. D'un point de vue historique, nous ne pouvons affirmer que les auteurs anciens étaient tous supérieurs aux modernes.

[...] J'ai toujours pensé que les histoires populaires sont les seules de la littérature chinoise moderne à pouvoir être comparées sans honte au meilleur de la littérature étrangère. Et ce, parce qu'elles n'imitent pas le passé, mais cherchent seulement à décrire leur société, elles sont devenues une véritable littérature.

[...] 3. *Faire attention à la grammaire.* Un grand nombre d'auteurs de prose et de poésies aujourd'hui négligent les constructions grammaticales.

[...] 4. *Rejeter la mélancolie.* [...] Je ne suis pas aveugle aux problèmes auxquels fait face notre pays. Mais le salut peut-il émerger des larmes ?

[...] 5. *Éliminer les vieux clichés.* Par ceci, je veux simplement dire que les auteurs devraient exprimer en leurs propres mots ce qu'ils ont vécu personnellement.

[...] 6. *Ne pas faire appel aux allusions.* [...] Par *faire appel aux allusions* je veux parler des auteurs qui sont incapables de créer leurs propres expressions pour décrire une scène ou les concepts de leur esprit, et font donc appel de manière confuse aux vieilles histoires qui sont partiellement ou totalement inapplicables.

[...] 7. *Ne pas user de couplets et de parallélismes.* [...] Les auteurs en ces temps de décadence littéraire, qui par comparaison n'ont rien à dire, mettent l'accent sur la superficialité, dont la forme extrême est la prose parallèle, le *ci* [词], et le *jintishi* [近体诗]. Ce n'est pas qu'il n'y a pas de bonnes œuvres dans ces formes, mais qu'en dernière analyse il y en a peu. [...] C'est pourquoi je propose d'abandonner les couplets et les rimes. Même s'ils ne peuvent être abolis, ils ne doivent être considérés que comme des artifices littéraires et ne doivent pas être utilisés en soi.

[...] 8. *Ne pas avoir peur de faire usage des expressions populaires et des formes populaires d'écriture des caractères.* Quand les textes bouddhistes furent introduits en Chine, les expressions classiques ne pouvaient exprimer leur sens profond, pour cette raison les traducteurs usèrent d'expressions simples. Leur style s'approcha alors du style vernaculaire. [...] Du point de vue moderne, la période Yuan devrait être considérée comme un haut moment de l'activité littéraire; sans conteste elle produisit le plus grand nombre d'œuvres immortelles. À cette époque, l'écriture et la langue vernaculaire étaient au plus près l'une de l'autre, et cette dernière devint presque la

langue littéraire. Si cette tendance s'était poursuivie, une littérature vivante aurait émergé en Chine, et des œuvres comparables à celles de Dante et Luther auraient vu le jour en Chine. [...] D'un point de vue historique, nous pouvons affirmer d'emblée que la littérature vernaculaire est la principale voie de la littérature chinoise et que ce médium devrait être employé dans le futur. [...] Pour cette raison, je crois que l'on devrait user des expressions populaires dans les œuvres de prose et de poésie. Plutôt que d'user d'expressions mortes il y a trois mille ans, mieux vaut user des expressions vivantes du vingtième siècle, et plutôt que d'user du langage des Qin, Han et six dynasties, qui ne peuvent rejoindre que peu de monde et ne peuvent être universellement comprises, mieux vaut user de la langue de *Au bord de l'eau* (*Shuihu zhuan* 水浒传) et de *La pérégrination vers l'ouest* (*Xiyou ji* 西游记), qui est comprise dans toutes les familles (Hu Shi 1917, p. 357-360)<sup>60</sup>.

Ainsi avec Hu Shi, le *Mouvement de la Nouvelle Culture*, se proposait ni plus ni moins que d'inventer une nouvelle littérature, une littérature nationale, condition nécessaire du développement d'une conscience collective nationale. Chen Duxiu poussa plus loin le raisonnement de Hu Shi : il voulut faire de la réforme de la littérature une arme de combat dans la construction d'une identité nationale :

[...] Sur la bannière de la révolution littéraire devrait être écrits trois principes fondamentaux pour notre armée révolutionnaire : 1) détruire la littérature aristocratique, qui n'est autre que burinage littéraire et flatterie, et construire une littérature simple et expressive pour le peuple. 2) Détruire la littérature classique démodée et ostentatoire et construire une littérature réaliste, fraîche et sincère. (3) Détruire la littérature de « forêt » obscure et absconse [*xiao shuo lin* 小说林], et construire une littérature populaire et sans ambiguïté de la société.

[...] La littérature aristocratique use d'embellissements et s'appuie sur les auteurs passés, et pour cette raison a perdu toutes les qualités de l'indépendance et du respect de soi, et que la littérature classique exagère et accumule mot après mot, et pour cette raison a perdu l'objectif fondamental qui est d'exprimer les émotions et des descriptions réalistes; la littérature de « forêt »<sup>61</sup> est difficile et obscure, se prétend noble, mais n'apporte en réalité aucun bénéfice aux masses. La forme de ces types de littérature n'est qu'une répétition constante des modèles passés. Elle n'a plus que la chair, sans les os, d'un corps sans esprit. Ce n'est qu'un ornement sans utilité. [...] Ces trois types de littérature sont à la fois la cause et la conséquence de notre caractère national : flatterie, orgueil, malhonnêteté et mépris affiché pour la vérité et les faits.

---

<sup>60</sup> Traduction libre.

<sup>61</sup> Selon Wing Tsit-Chan (2000) il s'agit d'une expression propre à Chen Duxiu pour parler de la littérature ésotérique (p. 361).

Maintenant que nous voulons des réformes politiques, nous devons régénérer la littérature des hommes politiques (Chen Duxiu 1917, p. 360-361)<sup>62</sup>.

Ainsi, il était évident pour les intellectuels qu'il fallait refonder la littérature sur de nouvelles bases; la débarrasser des vestiges de l'Orthodoxie impériale et du confucianisme, et développer une culture résolument démocratique et scientifique. Mais sur quelles bases fallait-il s'appuyer ? L'abolition de l'éducation traditionnelle en 1905, puis la chute du système impérial en 1911, comme un appel d'air, avaient ouvert l'enseignement à de nombreux courants de pensée. Les intellectuels ont donc été confrontés à un ensemble de notions et de théories dont ils ne pouvaient immédiatement maîtriser les logiques et les structures argumentatives. Des penseurs occidentaux tels Kant, Hegel, Marx, Nietzsche, Bergson, James, Dewey, Russel... et bien d'autres sont rapprochés des penseurs chinois traditionnels<sup>63</sup> tels Confucius (孔子), Laozi (老子), Zhuangzi (庄子), Mozi (墨子), Yang Zhu (杨朱), Mencius (孟子), mais aussi de Bouddha et Jésus, tous mis sur un même pied d'égalité, et souvent sur un même plan moral. L'objectif n'était ni plus ni moins que de fonder une nouvelle philosophie de vie qui devait guider l'action des jeunes radicaux, leur donner des objectifs clairs et une méthode précise pour les atteindre. Or, le délitement rapide de la République appelait des réponses immédiates. La perspective morale trouva dans le pragmatisme, prôné par Hu Shi, un contre-discours convaincant et efficace. Mais, le plus souvent, pragmatique, il se confondit avec une forme ou l'autre du positivisme, pour ne pas dire du scientisme (Wing Tsit-Chan 2000, p. 366).

C'est pourquoi l'année 1918 fut une année doublement décisive dans l'histoire du 20<sup>e</sup> siècle. Tout d'abord, elle marque la fin de la Grande Guerre [1914-1918], la première guerre mondiale industrielle de l'époque moderne; elle marque aussi la première année d'existence du gouvernement bolchevique en Russie. Plus décisifs encore, ces deux événements sont étroitement liés et ont un impact global et durable. Pour l'historien britannique Eric Hobsbawm (2003d), il ne fait aucun doute que les ombres de la Grande Guerre et de la Révolution russe planent sur l'ensemble du 20<sup>e</sup> siècle. Il n'est donc pas surprenant qu'elles aient retenu l'attention des jeunes intellectuels radicaux en Chine. Avec une compréhension fine de la portée de ces deux

---

<sup>62</sup> Traduction libre.

<sup>63</sup> Cf. *infra*, chap. 3.

événements, et de celle du projet bolchevique comme mouvement politique particulier, Li Dazhao (李大钊, 1888-1927), dans l'édition de novembre 1918 de *La Jeunesse*, fait l'éloge du *socialisme révolutionnaire* (bolchevisme) :

[...] La véritable cause de la fin de la guerre n'était pas la victoire des puissances militaires alliées sur la puissance militaire allemande, mais la victoire du socialisme allemand sur le militarisme allemand. [...] C'est la victoire de l'humanisme, du pacifisme; c'est la victoire de la justice et de la liberté; c'est la victoire de la démocratie; c'est la victoire du socialisme; c'est la victoire du bolchevisme; c'est la victoire du drapeau rouge; c'est la victoire de la classe ouvrière mondiale; et c'est la victoire de la nouvelle vague du vingtième siècle. Le crédit de cet accomplissement ne revient pas à Wilson et consorts, mais à Lénine, Trotski, Collontay [Kollontai], à Liebknecht, Scheidemann, et à Marx.

[...] Il est clair que l'idéologie des [bolcheviques] est le socialisme révolutionnaire; leur parti est un parti socialiste révolutionnaire; et l'économiste socialiste allemand Marx est le fondateur de leur doctrine. Leur cause est la destruction des frontières nationales qui sont autant d'obstacles au socialisme et de détruire le système de production où les profits sont monopolisés par les capitalistes.

[...] En fait, la véritable cause de cette guerre était la destruction des frontières nationales. Puisque les frontières nationales ne peuvent contenir l'expansion du système de production capitaliste, et puisque les ressources au sein de chaque nation sont insuffisantes pour l'expansion de la force productive, les nations capitalistes n'eurent d'autre choix que de faire la guerre pour détruire ces frontières, dans l'espoir de faire du globe un unique organe économique coordonné.

[...] La guerre [des bolcheviques] est la guerre des classes, la guerre du prolétariat mondial et des masses contre les capitalistes du monde entier. S'ils s'opposent à la guerre en soi, ils ne la craignent pas pour autant. Ils défendent l'idée que tous, hommes et femmes, devraient travailler. Que tous ceux qui travaillent devraient rejoindre un syndicat, et que chaque syndicat devrait avoir un soviet administratif central. Les soviets devraient alors former l'ensemble des gouvernements du monde. Il n'y aura plus de congrès, parlements, présidents, premiers ministres, cabinets, législatures et pouvoirs. Il n'y aura plus que l'union des soviets du travail, qui décidera collectivement sur les différentes questions. Toutes les entreprises appartiendront à ceux qui y travaillent, et nulle autre forme de possession ne sera autorisée. Ils uniront le prolétariat mondial, et créeront la liberté à l'échelle mondiale avec leur pouvoir de résistance, le plus grand et le plus fort : premièrement, ils vont créer une fédération de démocraties européenne comme base pour une fédération mondiale. Telle est l'idéologie des bolcheviques. Telle est la nouvelle doctrine de la révolution du vingtième siècle.

[...] Au cours d'un tel mouvement mondial, tous les rebuts de l'histoire qui peuvent l'entraver – empereurs, nobles, seigneurs de guerre, bureaucrates, militarisme,

capitalisme – seront très certainement détruits comme s'il l'avait été par un éclair impressionnant. Face à cette vague irrésistible, ils seront balayés un à un.

[...] À partir d'aujourd'hui, le triomphe de la bannière du Bolchevisme sera le seul spectacle que chacun pourra contempler, et les chants de victoire du Bolchevisme seront les seuls que chacun pourra entendre. La cloche de l'humanitarisme tonne! L'aube de la liberté est arrivée! (Li Dazhao 1918, p. 405-406)<sup>64</sup>.

Après la répression du *Mouvement du 4 Mai 1919* (*wusi yundong* 五四运动), Chen Duxiu et Li Dazhao, à l'instar d'un grand nombre de jeunes intellectuels, dorénavant sans illusions sur le libéralisme qui s'était montré impuissant à redresser la Chine ni sur les démocraties occidentales qui avaient tout fait pour s'opposer à la République, se tournent vers la Révolution russe et le marxisme. Tous deux participent au congrès de fondation du Parti communiste de Chine, après avoir trouvé dans la jeune URSS un modèle réussi et des alliés sincères (Fairbank 1987, p. 208). À partir de ce moment, *La Jeunesse* devient le premier organe officiel du Parti. Tant pour les intellectuels issus du *Mouvement de la Nouvelle Culture* fascinés par le communisme que pour les intellectuels qui le récusent et craignent le socialisme, Sun Yat-Sen en tête, le Parti, léniniste par son organisation et sa discipline rigide, offre aux révolutionnaires chinois le cadre et la cohérence qui leur avaient fait défaut lors des événements qui avaient menés à la révolution de 1911.

Pour cette raison, en 1923, le *Guomindang*, avec l'aide de l'URSS, se réorganise selon des principes léninistes. Or, si le nouveau *Guomindang* compte plus d'adhérents que le Parti communiste, contrairement à celui-ci, il ne poursuit aucun objectif précis, si ce n'est la réaffirmation des trois principes du *Tongmeng Hui*, ni ne propose de moyens pour les atteindre. Or, un mouvement révolutionnaire ne repose pas uniquement sur la discipline et l'organisation, il lui faut une idéologie mobilisatrice. En 1924, un an avant sa mort, Sun Yat-Sen précise ces objectifs en les adaptant aux nouveaux enjeux auxquels le mouvement nationaliste fait face en ce début des années 1920, donnant ainsi leur forme définitive aux *Trois Principes du Peuple* (*sanmin zhuyi* 三民主义). Quels sont ces principes ?

Premièrement, le *Principe de la Démocratie*. Alors qu'en 1905 les réformes constitutionnelles ne devaient reposer que sur l'établissement d'une constitution républicaine et

---

<sup>64</sup> Traduction libre.

l'élection d'une assemblée et d'un président, en 1924, après l'échec de la première république, le rôle du gouvernement et de l'appareil d'État, garant du nouveau régime, y est précisé. Sun Yat-Sen réaffirme le principe de la souveraineté, mais, pour l'essentiel, le pouvoir reste entre les mains de l'exécutif :

[Le principe de la Démocratie :] Notre plan est de diviser le pouvoir politique de l'État reconstruit en deux [ :] une part reviendra au gouvernement; la plus grande part reviendra au peuple, qui jouira d'une souveraineté totale et sera capable de contrôler directement les affaires de l'État – ce pouvoir politique est la souveraineté populaire. L'autre pouvoir est le pouvoir d'État; ce pouvoir important restera entre les mains des organes gouvernementaux, qui seront puissants et géreront les affaires de la Nation – le pouvoir d'État est le pouvoir exécutif. Si le peuple est entièrement souverain et les méthodes pour exercer le pouvoir politique précisées, nous n'avons pas à craindre que le pouvoir exécutif ne devienne trop puissant et incontrôlable.

[...] Quelles sont les dernières découvertes renforçant la souveraineté populaire ? Premièrement, le suffrage. [...] Deuxièmement, le rappel [des élus]. [...] Troisièmement, l'initiative [législative]. [...] Quatrièmement, le référendum (Sun Yat-Sen 1924a, p. 324-325).

La république projetée par Sun Yat-Sen trahit la volonté d'un pouvoir présidentiel fort, alors que la première république mettait l'accent sur le parlementarisme. D'une certaine façon, la présidentialisation du pouvoir cherche à remédier aux défauts du parlementarisme des premières années de la République. Intervient alors la question de l'institutionnalisation des pouvoirs gouvernementaux afin de contenir tant les excès du pouvoir législatif que ceux du pouvoir exécutif. Mais contrairement au modèle occidental de l'équilibre de trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), Sun Yat-Sen en ajoute deux :

[...] Pour qu'un gouvernement soit complet, afin qu'il accomplisse le meilleur travail, la constitution doit énumérer cinq pouvoirs. [...] Les deux nouveaux viennent de la Chine ancienne. Depuis longtemps déjà, la Chine était dotée d'un système d'examens de la fonction publique et d'un censure, tous deux indépendants. [...] Le pouvoir du censure est celui de destituer. [...] La sélection de véritables talents et habilités fut la caractéristique de la Chine des millénaires durant. [...] Le pouvoir du service des examens de la fonction publique et du censure furent toujours indépendants de la couronne.

[...] La Chine a pratiqué la séparation des pouvoirs autocratique, des examens et du censure durant des millénaires. Les pays occidentaux ne la pratiquent que depuis un siècle à peine. Néanmoins, si nous voulons combiner le meilleur de la Chine et le meilleur des autres pays et nous préserver de tout un ensemble d'abus, nous devons



prendre les trois pouvoirs gouvernementaux occidentaux – l'exécutif, le législatif et le judiciaire – et leur ajouter les pouvoirs chinois des examens et du censure afin de faire un gouvernement parfait de cinq pouvoirs. Un tel gouvernement sera le plus complet et le meilleur au monde, et un tel État sera véritablement un État du peuple, pour le peuple, par le peuple (Sun Yat-Sen 1924a, p. 325-326).

Ainsi, le *Guomindang* de Sun Yat-Sen renoue avec certaines institutions impériales, alors qu'en 1905 toutes étaient dénoncées pour avoir servi l'oppression mandchoue. Toutefois, il insiste sur la professionnalisation, réalisée très tôt, du système impérial, et sur son personnel, composé de spécialistes occupant les fonctions qui correspondaient le mieux à leurs compétences. Il découle, de la proposition de Sun Yat-Sen, que le Parti, en soi, doit être l'embryon du nouvel État chinois, d'une Nouvelle Chine, et pour cette raison, il doit être une organisation professionnelle avec un personnel formé de spécialistes.

Deuxièmement, le *Principe du Bien-Être du Peuple*. Sun Yat-Sen, pour aborder l'aspect politique du projet nationaliste, rompt avec le programme initial de 1905 sur la question économique. Le projet nationaliste de la première heure voyait dans les propriétaires terriens une menace politique. Ceux-ci, en conséquence, devaient être expropriés. Leurs terres, une fois nationalisées, seraient redistribuées aux paysans, qui en retour acquitteraient une taxe sur leur production selon le modèle du *Jingtian Zhidu* féodal. Dorénavant, prône Sun Yat-Sen, les grands propriétaires doivent être associés au développement et à la modernisation du pays en payant une taxe foncière. Par contre, c'est à l'État de contribuer activement au développement industriel et à la modernisation du pays afin de rattraper les pays développés :

[...] La Chine ne peut être comparée aux pays étrangers. Il n'est pas suffisant de contrôler le capital. D'autres pays sont riches alors que la Chine est pauvre; d'autres pays ont des surplus de production alors que la Chine ne produit pas assez. Ainsi, la Chine ne doit pas se contenter de contrôler le capital, elle doit aussi développer un capital d'État.

[...] Premièrement, nous devons développer à grande échelle les moyens de communication, les chemins de fer et les voies navigables. Deuxièmement, nous devons ouvrir les mines. [...] Troisièmement, la Chine doit accélérer le développement du secteur manufacturier. [...] Les biens utilisés partout en Chine sont produits et importés de l'étranger, ce qui signifie que nos droits et intérêts s'érodent peu à peu. Si nous voulons préserver nos droits et nos intérêts, nous devons rapidement user du pouvoir d'État pour promouvoir l'industrie, la mécanisation de la production et le plein-emploi. [...] Si nous n'usons pas du pouvoir d'État pour construire ces entreprises, mais

les laissons aux mains des hommes d'affaires chinois ou étrangers, le résultat sera l'expansion du capital privé et l'émergence d'une classe immensément riche avec l'inégalité sociale qui l'accompagne (Sun Yat-Sen 1924a, p. 326-328).

En conférant à l'État un rôle clé dans le développement de l'économie de la Nouvelle Chine, Sun Yat-Sen se fait le partisan d'un État non seulement professionnalisé, mais d'un État qui s'appuierait sur des spécialistes : économistes, comptables, ingénieurs, architectes, etc. Ainsi, pour la première fois depuis le premier État chinois centralisé, l'Empire du Premier Empereur fondé plus de deux millénaires auparavant, le nouvel État envisagé par Sun Yat-Sen reposerait sur un personnel technique, guidé dans ses tâches par des politiques et des procédures.

Le Parti communiste, avec lequel Sun Yat-Sen collabore, cherche aussi à fonder un État professionnalisé qui viserait principalement, en se basant sur le modèle de l'URSS, le développement économique et social du pays. Mais, Sun Yat-Sen rejette l'analyse marxiste de la situation chinoise, qui décrit une société inégalitaire, et dénonce les moyens préconisés, la lutte des classes, pour y remédier. En un mot, il rejette l'idéologie du Parti communiste :

[...] La Chine souffre de la pauvreté, mais pas d'une redistribution inégalitaire de la richesse. Là où il y a des inégalités, les méthodes de Marx peuvent bien sûr être utilisées; une guerre des classes peut être promue pour détruire les inégalités. Mais en Chine, où l'industrie n'est pas encore développée, la lutte des classes prônée par Marx et la dictature du prolétariat y sont inapplicables (Sun Yat-Sen 1924a, p. 328)<sup>65</sup>.

Troisièmement, le *Principe de la Nation*. Alors qu'en 1905 l'ennemi national était d'abord un ennemi intérieur, car l'Empire était dominé par une ethnie étrangère, les Mandchous, en 1924 ce sont les puissances étrangères qui sont dénoncées. Or, pour Sun Yat-Sen la nation chinoise n'a pas encore suffisamment conscience de son unité pour leur résister et les repousser :

[Le principe de la Nation :] Comparés aux autres peuples du monde, nous sommes les plus nombreux et notre civilisation a plus de quatre mille ans; nous devrions être à l'avant-garde des nations du monde aux côtés des nations d'Europe et d'Amérique. Le peuple chinois ne connaît que la solidarité de la famille ou du clan; il ne connaît pas encore la solidarité nationale. Ainsi, même si nous sommes plus de 400 millions en Chine, nous ne sommes rien de plus qu'une poignée de sable. Aujourd'hui nous sommes la nation la plus pauvre et la plus faible et occupons le rang le plus bas des

---

<sup>65</sup> Traduction libre.

relations internationales. D'autres hommes sont le couteau et le plat de service alors que nous sommes la viande et le poisson. Notre situation est des plus périlleuses. Si nous n'embrassons pas totalement le nationalisme et n'unissons pas nos 400 millions [de concitoyens] en une nation forte, nous risquons de voir la Chine et son peuple disparaître. Si nous voulons éviter la catastrophe, nous devons épouser le nationalisme et faire de l'esprit national la planche de salut du pays (Sun Yat-Sen 1924a, p. 321)<sup>66</sup>.

Ainsi, à la différence du nationalisme civique de 1905, le nouveau nationalisme du *Guomindang* renoue avec un sentiment ethnoculturel en faisant d'un « esprit national » le liant qui unira les différentes familles et clans en une seule et unique nation chinoise. Et c'est cet « esprit national » qui devra guider à chaque instant les décisions et les actions des membres du Parti. Par conséquent, le Parti devra non seulement constamment opérer ses choix, prendre ses décisions et guider ses actions en fonction de cet « esprit national », mais surtout l'inculquer aux masses chinoises sans lequel elles ne pourraient s'unir, d'une part, ni appuyer les décisions et soutenir les actions du Parti, d'autre part. Une telle vision implique que le *Guomindang* est l'avant-garde de la nation chinoise, car il est la seule organisation ayant fait de cet « esprit national » son principe organisateur. Pour cette raison, il ne peut être que la seule organisation légitime puisqu'il a consciemment intériorisé au plus haut point ce principe. Autrement dit, pour Sun Yat Sen, le *Guomindang* est l'incarnation de la nation, et pour cette raison, il est la voix de la nation. Ainsi, si le *Guomindang* récuse l'idéologie communiste, il renoue néanmoins avec une idéologie officielle, dont le principe même avait été jusque-là féroceement combattu par l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Mais quel est cet « esprit national » pour Sun Yat-Sen ?

[...] Si aujourd'hui nous voulons restaurer le statut de notre peuple, nous devons d'abord restaurer notre esprit national. [...] Si dans le passé notre peuple a survécu malgré la chute de l'État, et plus encore réussi à assimiler les conquérants étrangers, c'est grâce à notre haut degré de moralité traditionnelle. Ainsi, si nous remontons à la cause du problème, en plus de stimuler un sens de la solidarité nationale afin d'unir notre peuple, nous devons retrouver et restaurer notre moralité traditionnelle caractéristique.

[...] Le peuple chinois n'a pas oublié jusqu'à ce jour cette moralité caractéristique [ :] la loyauté et la piété filiale, puis l'humanité et l'amour, la sincérité et le devoir, l'harmonie et la paix. Le peuple parle toujours de ces vertus traditionnelles, mais sous l'oppression étrangère, une nouvelle culture nous a envahis, faisant ressentir sa force partout. Des hommes entièrement intoxiqués par la nouvelle culture ont commencé à attaquer la

---

<sup>66</sup> Traduction libre.

moralité traditionnelle, disant qu'avec l'adoption de la nouvelle culture nous n'avons plus besoin de l'ancienne moralité. [...] Ils disent que lorsque nous parlions de loyauté, c'était la loyauté due aux princes, mais maintenant en démocratie il n'y a plus de princes, alors la loyauté n'est plus nécessaire et peut être abandonnée. Ce type de raisonnement est fallacieux. [...] Si nous ne pouvons plus parler de loyauté envers les princes, ne pouvons-nous pas parler de loyauté envers notre peuple ? (Sun Yat-Sen 1924a, p. 322-323)<sup>67</sup>

Ainsi, Sun Yat-Sen refonde le mouvement nationaliste sur les anciennes valeurs confucéennes. Celles, qui pendant plus de deux mille ans, avaient été au fondement de l'Orthodoxie impériale<sup>68</sup>. Et ce n'est qu'en intériorisant « l'esprit national » et en instruisant avec succès la nation de ses devoirs afin de l'unifier que le Parti obtiendra la légitimité nécessaire pour régner. Si tout parti d'inspiration léniniste doit trouver un équilibre entre l'idéologie mobilisatrice et le professionnalisme de ses cadres, le Guomindang, à l'instar de l'État impérial, semble au contraire privilégier la conformité idéologique. Le rôle d'avant-garde du Parti et de son idéologie officielle s'exprime dans la théorie du processus révolutionnaire. Pour Sun Yat-Sen, le processus révolutionnaire chinois sera différent de celui qu'ont connu l'Angleterre [1688], les États-Unis [1776], la France [1789] et la Russie [1917]. Dans ces pays, la fondation du nouvel État a immédiatement suivi le renversement du régime précédent. En Chine, au contraire, pour Sun Yat-Sen, il se déroulera en trois étapes :

[...] Ce n'est qu'après une longue réflexion et préparation que j'ai élaboré le Programme de la Révolution et précisé la structure de la révolution en trois étapes. La première est la période du gouvernement militaire [révolutionnaire]; la seconde, celle de la tutelle politique [par le gouvernement révolutionnaire]; et la troisième, celle du gouvernement constitutionnel.

[...] La première étape est la période de destruction [caractérisée] par l'imposition de la loi martiale. L'armée révolutionnaire renverse la tyrannie mandchoue, élimine la bureaucratie corrompue, supprime les coutumes dépravées, extermine le système d'esclavage des jeunes filles, balaie le fléau de l'opium, les superstitions, et la géomancie, abolit la taxe [d'un millième du prix] sur les transactions commerciales, etc.

[...] La seconde étape est une période de transition [ :] une constitution provisoire sera promulguée et l'autogouvernement local encouragé pour stimuler l'exercice des droits politiques du peuple. Le canton [xian 县] deviendra l'unité de base de l'auto-

---

<sup>67</sup> Traduction libre.

<sup>68</sup> Cf. *infra*, chap. 3.

gouvernement et sera subdivisé en villages et districts ruraux – sous l'autorité du gouvernement cantonal.

[...] Dès que les forces ennemies auront été éliminées et que les opérations militaires auront cessé, la constitution provisoire sera promulguée au sein du canton, précisant les droits et les devoirs des citoyens et des pouvoirs du gouvernement provisoire.

[...] Au sein de ces cantons, le gouvernement révolutionnaire se réserve le droit d'exercer une tutelle politique en accord avec la constitution provisoire.

[...] Qu'est-ce que l'on entend par reconstruction révolutionnaire ? Il s'agit d'une destruction extraordinaire accompagnée d'une reconstruction rapide.

[...] La troisième étape est celle de la fin de la reconstruction. Durant cette phase, un gouvernement constitutionnel sera mis sur pied, et les auto-gouvernements cantonaux vont permettre l'exercice direct de leurs droits politiques par les citoyens (Sun Yat-Sen 1924b, p. 328-329).

La première version de ce texte, qui date de 1918, précise le calendrier des différentes phases de la révolution. Mais la version de 1924 ne s'aventure plus à en prévoir un. Sun Yat-Sen s'oppose au projet du Parti communiste de vouloir instaurer une dictature du prolétariat et d'imposer le socialisme. C'est-à-dire, d'abord une phase transitoire : étatiser complètement les différents aspects de la vie, puis, un état définitif : le communisme. Pourtant Sun Yat-Sen propose un projet similaire : instaurer d'abord une dictature nationaliste qui monopolise le pouvoir de décision en matière économique, puis, une fois cette phase de transition achevée, accéder à l'indépendance nationale. Ainsi, tant pour les Nationalistes que pour les Communistes, le parti léniniste forme la matrice du futur État. C'est pourquoi, la voix du peuple ne peut s'exprimer que par l'entremise du Parti. En d'autres termes, Sun Yat-Sen réactualise le *Mandat du Ciel* impérial en un *Mandat de la Nation*, sans en altérer significativement la portée idéologique<sup>69</sup>. Il faut rappeler toutefois que l'efficacité de l'organisation léniniste a facilité la libération rapide de la Chine par l'Armée nationale révolutionnaire (*Guomin Geming Jun* 国民革命军) lors de l'*Expédition du Nord*. Ce qui a contribué à la popularité du *Guomindang* et encore plus du Parti communiste. Le nombre d'adhérents a considérablement augmenté durant cette période. Ce qui ne plaisait pas à tous.

---

<sup>69</sup> Cf. *infra*, chap. 3.

Après sa mort, à l'instar de Lénine un an plus tôt, le respect témoigné à Sun Yat-Sen, en tant que symbole de la révolution nationaliste, est instrumentalisé sous la forme d'un culte posthume par le Parti. Ce culte scelle l'unité du mouvement nationaliste chinois et joue un rôle symbolique déterminant lors de l'*Expédition du Nord* (Leese 2013, p. 7). En 1927, Chiang Kai-Shek, vainqueur, alors maître de la Chine et fort de ce prestige, refuse de rendre le pouvoir à la branche civile du Parti. Au contraire, il essaie, à l'aide des triades, de supprimer le Parti communiste et ses sympathisants, mais aussi d'affaiblir la branche civile du Guomindang, à ses yeux trop acquise aux idées communistes. Après ce coup d'État, il se comporte depuis Nanjing de plus en plus comme un seigneur de guerre. Son attitude rappelle celle de Yuan Shikai. Ce dernier avait réprimés ses opposants; censuré les médias et étouffé toutes les voix critiques; extorqué marchands et industriels... Or, le renforcement des Communistes dans les campagnes reste la principale menace à la consolidation du pouvoir de Chiang Kai-Shek, et à l'imposition de son projet de société : le rétablissement de la domination sans entraves des propriétaires terriens, la caste économique dominante tout au long de l'histoire impériale, mais dont l'assise politique s'était fissurée avec l'introduction du capitalisme industriel et la pénétration du savoir occidental. Or, privé de la branche civile du parti, et recourant à l'autoritarisme, l'appareil militaro-politique était devenu en peu de temps tout aussi corrompu que l'était le système impérial à la fin des Qing, la progression de la corruption ayant été accélérée par le recrutement des anciens fonctionnaires, des opportunistes, etc. (Fairbank 1987, p. 220-221). Alors qu'il s'était rendu maître de la Chine, celle-ci n'était ni plus forte ni plus unie qu'elle ne l'était sous les seigneurs de guerre. À certains égards, elle était même plus affaiblie.

#### **2.2.4 – Le Régime de Chiang Kai-Shek : hybridation du fascisme et du confucianisme**

Sa base urbaine décimée, le Parti communiste n'a d'autre choix que d'entrer en clandestinité (Fairbank 1987, p. 215-216). Dans les campagnes, certains dirigeants communistes, tel Mao Zedong, commencent à organiser avec succès la paysannerie en vue de mener une guérilla.

Il n'était pas difficile de mobiliser les paysans, car les seigneurs de guerre avaient saigné leurs fiefs, en laissant les propriétaires terriens libres de fixer les taux d'usure, et les prix des produits de première nécessité à leur guise. De plus, le Guomindang s'était allié les propriétaires

terriens et la classe marchande afin de financer leurs opérations militaires, en tolérant si ce n'est en encourageant leurs pratiques d'extorsion (Fairbank 1987, p. 231-232). La guérilla communiste en Chine repose sur l'osmose des militants communistes et des masses. Les paysans, soldats irréguliers et non professionnels, ne peuvent être mobilisés pour la cause révolutionnaire qu'à la condition que les militants communistes améliorent leur vie au quotidien. Il faut donc que les militants communistes vivent au plus près des masses afin de connaître leur condition, d'être sensibles à leurs préoccupations et de remédier à leurs difficultés sans pour autant abandonner la cause révolutionnaire. S'ils réussissent, ils seront gratifiés d'une reconnaissance et d'une loyauté personnelle (Mao Zedong [1927] 1976, p. 21-62). En Chine, par leur dévotion et leur participation à la révolution, les paysans sont devenus son principal soutien et ont fourni la majorité de ses cadres.

Toutefois, les premières années de la guérilla communiste [1928-1934] sont particulièrement difficiles : elle risque d'être matée à plusieurs reprises. Le Parti traverse alors une grave crise de leadership qui menace sa cohésion. Le coup d'État de 1927 avait été si rapide et si efficace, qu'il n'avait pu ni s'y préparer ni y résister : un changement d'orientation était donc plus que nécessaire. Or, au sein du Parti, les dirigeants fidèles à l'URSS et à sa ligne prolétarienne continuent de prendre leurs ordres du Komintern et de coordonner les activités de la guérilla à partir des centres urbains. Coupés des réalités auxquelles elle doit faire face dans les zones rurales, le Komintern et la direction du Parti se révèlent incapables de triompher des campagnes de suppression lancées par Chiang Kai-Shek (Spence 1991, p. 371).

Qui plus est, pour beaucoup, le coup d'État n'avait qu'une seule explication : les agents de Chiang Kai-Shek avaient infiltré les organisations communistes. Les défaites répétées depuis 1927 renforcent le sentiment d'avoir été trahi. Les luttes intestines se font alors plus violentes à l'exemple de la répression sanglante des agents présumés du *Groupe Anti-Bolchevik* du Guomindang (AB 团) par Mao Zedong, et de l'incident du Futian en 1930, où il fait exécuter un bataillon entier. En parallèle, Moscou remplace ses dirigeants à sa guise : la fraction de Chen Duxiu est supplantée par celle de Li Lisan (李立三, 1889-1967) en 1927; puis par celle de Wang Ming (王明, 1904-1974) en 1930, et finalement par celle de Bo Gu (博古, 1907-1946) en 1932 (Short 2005, p. 253-254).

Pourtant, aux yeux de Chiang Kai-Shek, dont le pouvoir se mue en arbitraire militaire, le mouvement communiste continue à poser une menace idéologique. Ainsi Chiang Kai-Shek coupe le Guomindang de sa base traditionnelle. Celle-ci est alors de plus en plus réceptive aux idées communistes, d'autant que durant la période du *Front Uni*<sup>70</sup>, les communistes avaient intégré toutes les structures civiles et militaires du Guomindang, continuant leurs activités autonomes de propagande et de recrutement sans avoir à déclarer leur double affiliation. Ainsi, malgré le coup d'État, les communistes continuent d'occuper de manière occulte des fonctions dans les différentes organisations du Guomindang, avec pour objectif de l'affaiblir de l'intérieur. Le 1<sup>er</sup> août 1927, quelques semaines après le coup d'État, les unités militaires nationalistes de Nanchang se soulèvent contre Chiang Kai-Shek – elles vont former le noyau de la future armée rouge. Bien que vaincues, elles réussissent toutefois à se replier dans les zones tenues par la guérilla communiste, attirant à elles des unités entières de l'Armée révolutionnaire nationale ayant fait défection.

Chiang Kai-Shek promeut le culte de la personnalité sur le modèle de ceux de Mussolini et de Staline, mais aussi du culte posthume à Sun Yat-Sen pour renforcer la cohésion interne du Guomindang. Ainsi, Sun Yat-Sen, père de la Révolution nationaliste, est élevé au rang de père de la Nation, à l'instar d'un Wen (文; culturel), fondateur spirituel de la dynastie Zhou et père du roi Wu (武; martial) et fondateur victorieux de la dynastie Zhou<sup>71</sup>, mais aussi, et plus dramatiquement, à celui d'un Ming Hongwu (洪武) [1328-1398], fondateur de la dynastie Han des Ming qui expulsa les Mongols et fit de Nanjing sa capitale. Chiang Kai-Shek fait construire un mausolée de style traditionnel en l'honneur de Sun Yat-Sen à proximité de celui de Ming Hongwu à Nanjing, siège de son gouvernement (Leese 2013, p. 7).

Il se tourne vers l'Allemagne. L'aide militaire que lui apporte dès 1928 la République de Weimar, puis le Troisième Reich, s'avère décisive dans sa lutte contre les communistes (Spence 1991, p. 398-399). Toutefois, ni le culte de la personnalité ni cette aide n'assurent au Guomindang unité et efficacité. Pour compenser la faiblesse institutionnelle de son régime, il pose les bases du

---

<sup>70</sup> Le *Front Uni* [1923-1927] désigne l'alliance établie à la demande de Moscou entre les communistes et les nationalistes pour lutter contre les seigneurs de guerre et unifier la Chine.

<sup>71</sup> Cf. *infra*, chap. 3.



*Mouvement de la Nouvelle Vie* (*xin shenghuo yundong* 新生活运动) dès 1934 lors d'un discours radicalisant le *Principe de la Nation* de Sun Yat-Sen. Véritable idéologie totale, il la décrit ainsi :

[...] Le Mouvement de la Nouvelle Vie promeut une vie fondée sur les quatre vertus, *li* [礼], *yi* [义], *lian* [廉] et *chi* [耻]. Ces vertus doivent inspirer les choix de tous les jours sur les questions de nourriture, habillement, logement et action. Ces quatre vertus sont les principes essentiels soutenant la promotion de la moralité. Ce sont les règles qui président aux relations entre les hommes et les affaires humaines, au développement individuel, et qui permettent de s'adapter à son environnement immédiat. Quiconque viole ces règles va inévitablement échouer, et une nation qui les néglige va inévitablement périr.

[...] Aujourd'hui, elles peuvent être interprétées comme suit : *Li*, « comportement réglé » ; *Yi*, « conduite droite » ; *Lian*, « distinction claire » ; *Chi*, « vraie conscience de soi ».

[...] Le mot *li* (rite) signifie *li* (principe [理]). Il devient loi naturelle lorsqu'il est appliqué à la nature ; il devient règle lorsqu'il est appliqué aux affaires humaines ; il signifie discipline lorsqu'il s'applique aux affaires nationales. Le comportement d'un homme est jugé réglé s'il se conforme aux lois, aux règles et à la discipline. Lorsque quelqu'un se comporte selon les règles, on peut dire qu'il fait preuve d'un comportement réglé.

Le mot *yi* signifie « approprié ». Tout comportement en accord avec *li* – loi naturelle, règle sociale et discipline nationale – est considéré approprié.

[...] Le mot *lian* signifie « clair ». Il indique la distinction entre le bien et le mal. Ce qui est en accord avec *li* et *yi* est bien, et ce qui n'est pas en accord avec eux est mal. Prendre pour modèle ce que nous reconnaissons comme le bien et renoncer à ce que nous reconnaissons comme le mal est la preuve d'une distinction claire.

Le mot *chi* signifie « conscience » . Quand quelqu'un est conscient que ses actions ne sont pas en accord avec *li*, *yi*, *lian* et *chi*, il en ressent de la honte.

De ces explications, il est clair que *chi* gouverne les motifs de l'action, *lian* guide l'action, *yi* se rapporte au déroulement de l'action, et *li* à son apparence. Ces quatre vertus sont interdépendantes. Elles s'appuient les unes sur les autres afin de perfectionner la vertu.

[...] Bref, l'objectif principal du Mouvement de la Nouvelle Vie est de substituer une vie rationnelle à une vie irrationnelle, et pour l'atteindre nous devons appliquer *li*, *yi*, *lian* et *chi* dans notre vie quotidienne.

[...] En appliquant ces vertus, nous espérons que le désordre social et la faiblesse individuelle disparaîtront et que le peuple aura une mentalité plus militaire. Si un pays ne peut se défendre, il risque de disparaître. [...] Pour cette raison, le peuple doit recevoir une éducation militaire. Tout d'abord, nous devons intérioriser les valeurs de

l'ordre, de la propreté, de la simplicité, de la frugalité, de la promptitude et de la ponctualité, et de l'exactitude. Nous devons préserver l'ordre, promouvoir l'organisation, la responsabilité, et la discipline, et être prêt à mourir pour le pays à tout moment (Chiang Kai-Shek 1934, p. 341-344)<sup>72</sup>.

Le *Mouvement de la Nouvelle Vie*, tel que proposé par Chiang Kai-Shek, renoue avec la pensée de Xunzi : les bonnes valeurs et les bons comportements doivent être imposés par la loi et la morale doit devenir loi. Si ce mouvement a pour fonction de mobiliser et de rassembler les cadres du Parti et de l'armée, les Nationalistes et le peuple afin, d'une part, d'isoler idéologiquement la guérilla communiste, et, d'autre part, de consolider son régime, il ne dispose pas des moyens nécessaires pour imposer cet ordre moral. Reléguant, pour ne pas dire oubliant les *Principes de la Démocratie et du Bien-être du Peuple* de Sun Yat-Sen, il cherche à embrigader les Nationalistes et la population sur le modèle de l'armée. Or, ne pouvant disposer de la bureaucratie du Parti ou de la hiérarchie militaire, il s'appuie sur une organisation paramilitaire conçue sur le modèle des *Chemises noires* fascistes et des *Chemises brunes* nazies mises sur pied en 1931. Pour être membre des *Chemises bleues*, il fallait être anticomuniste et témoigner d'une loyauté indéfectible envers Chang Kai-Shek. Ainsi, le régime de Chiang Kai-Shek, d'abord nationaliste, se rapproche rapidement du fascisme pour compenser son instabilité chronique. Par ailleurs, si le recours à l'intimidation, à la violence et à la terreur, par les *Chemises bleues*, semble consolider le pouvoir de Chiang Kai-Shek, dans les faits, il lui échappe de plus en plus (Spence 1991, p. 416-417).

Quand les Japonais envahissent la Mandchourie en 1931, Chiang Kai-Shek est réticent à les affronter directement, bien qu'ils continuent leur avance vers le Sud, car l'ennemi principal demeure pour lui les communistes. Après avoir détruit les bases communistes du Jiangxi et contraint les communistes à entamer un mouvement de retraite tactique, enhardi par cette victoire, il pense pouvoir forcer les Japonais à stopper leur lente progression. En 1937, il les attaque par surprise à Shanghai, ce qui déclenche en réaction l'invasion japonaise. Malgré leur résistance, les forces de Chiang Kai-Shek ne peuvent contenir leur avancée. La capitale, qu'il décide d'abandonner, tombe en quelques mois à peine. Le massacre de Nanjing, que le régime de

---

<sup>72</sup> Traduction libre.

Chiang Kai-Shek n'a su ni prévenir ni empêcher, est la preuve de sa fragilité (Margolin 2007, p. 173-182).

Lors de leur propre mouvement de retraite vers le Sichuan, ils continuent à harceler les communistes qui venaient de se regrouper au nord du Shaanxi [1934-1935] sous le leadership de Mao Zedong. Ceux-ci, malgré leur faiblesse militaire, cessent les hostilités à l'encontre des forces du Guomindang, pour se concentrer sur la lutte contre l'envahisseur japonais (Fairbank 1987, p. 287). Cette décision renforce la légitimité des communistes et affermit celle de Mao Zedong au détriment du Guomindang et de Chiang Kai-Shek. À contrecœur, le Guomindang acquiesce à l'idée d'un *front uni* avec les communistes, et, en conséquence, réduit au silence les éléments trop ouvertement profascistes dans ses rangs.

Durant cette période, le génie militaire et organisationnel du groupe dirigeant réuni autour de Mao Zedong s'impose. Mao Zedong devient le garant de l'unité du Parti. Ce qui lui donne la stabilité dont il avait été jusqu'alors dépourvu. L'influence du Parti communiste est décisive, malgré la supériorité des moyens techniques et logistiques du Guomindang, sans mentionner ceux des forces d'occupation japonaises. Pour contrer cette influence, et pour mobiliser de nouvelles troupes afin de compenser ses pertes, Chiang Kai-Shek met plus que jamais l'accent sur le culte de la personnalité. En réaction, les communistes répliquent par celui de Mao Zedong, dont les victoires enchaînées avaient rehaussé le prestige. Ainsi la chanson *L'Orient est rouge* (*donfang hong* 东方红) [1942], propage dans toute la Chine, c'est-à-dire bien au-delà des zones libérées, l'image d'un Mao Zedong mettant fin aux malheurs des masses parce qu'il les comprend spontanément (Leese 2013, p. 12). En parallèle, la résistance victorieuse de l'Armée rouge face à l'Allemagne nazie en 1942, et son avance rapide jusqu'à Berlin en 1944-1945, accrédite l'image de Staline, affermit celle de l'URSS et renforce celle du marxisme-léninisme, ce qui ne pouvait que consolider celle du Parti communiste de Chine et celle de Mao Zedong.

Pour cette raison, le Front Uni se désintègre très rapidement après la reddition du Japon [1945]. Recourant de plus en plus à la conscription forcée, au travail forcé et à la réquisition des ressources, Chiang Kai-Shek, qui, de plus, doit faire face à une poussée inflationniste, perd rapidement le soutien de la population. L'astreinte de l'orthodoxie de *La Nouvelle Vie* à toute la

population la détourne encore plus de lui. Face à l'avancée de l'Armée populaire de libération, il n'a d'autre choix que de se replier *in extremis* sur l'île de Taiwan en 1949 (Fairbank 1987, p. 298). L'aide occidentale massive, surtout américaine, dont il avait bénéficié, détournée en grande partie par la corruption du régime, n'a pu empêcher cette débâcle (Fairbank 1987, p. 262-263). Pour la population chinoise, en grande partie illettrée, comme pour les intellectuels anti-impérialistes, les succès de l'Armée populaire de libération se sont transformés en autant de triomphes personnels de Mao Zedong. Par sa double victoire, d'abord sur les Japonais puis contre les Nationalistes, il est devenu la figure tutélaire du peuple. Image que le Parti communiste utilise et diffuse abondamment. Mao Zedong incarne dès lors le Parti, la Libération, la Révolution, la Nation et la Chine tout à la fois.

## **2.3 – LA REVOLUTION CHINOISE : DU PROFESSIONNALISME REVOLUTIONNAIRE A L'IDEOCRATIE MAOÏSTE**

Le *Grand bond en avant* [1958-1961] est souvent présenté comme le point d'orgue de l'expérience communiste en Chine.

Les bases communistes du nord du Shaanxi avaient très tôt été organisées sur le principe des communes : les membres comme les cadres du Parti, les soldats comme les sympathisants, tous devaient contribuer aux tâches quotidiennes et au fonctionnement de l'organisation. Après la *Longue Marche* [1934-1935], les communistes démoralisés étaient en fuite. Ils avaient subi une succession des défaites meurtrières aux mains des forces du Guomindang, des seigneurs de guerres et même des minorités; ils étaient décimés par d'importantes vagues de désertion; et ils étaient affligés par la misère, la faim et la maladie. Manquant de tout, ils finissent par trouver refuge dans une des zones les plus facilement défendables, mais parmi les moins fertiles de la Chine du Nord. Depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle, les famines étaient récurrentes dans cette région. Toutefois, de cette base, bien que se trouvant dans une situation précaire, ils réussissent progressivement à reconstruire leurs forces, puis à opposer une résistance acharnée à l'invasion japonaise et, finalement, moins de quinze ans après leur retraite, à expulser le Guomindang de la Chine continentale (Short 2005).

Il s'était donc écoulé à peine trente ans entre la fondation du Parti et la victoire. Moins de dix ans après la libération de la Chine, les dirigeants du Parti communiste, et tout particulièrement Mao Zedong, collectivisent de force l'ensemble de la production agricole et poussent à une industrialisation rapide de la campagne. Le *Grand bond en avant* tourne au cauchemar : il se solde par une famine généralisée qui entraîne une hausse importante de la mortalité (Dikötter 2010).

Le *Grand bond en avant* était-il irréaliste dès le début ? Peut-être ? Plusieurs facteurs concomitants, autre qu'un idéalisme forcené ou une conviction inébranlable, jettent un éclairage différent sur cette tragédie. Tout d'abord, les statistiques avaient été délibérément maquillées par les petits fonctionnaires, soucieux de la progression de leur carrière et motivés par l'espoir d'une promotion au sein du Parti, bien plus que du succès de la Révolution. Ils avaient donc surexploité les unités de travail sous leur responsabilité. C'est-à-dire : ne laissant aux paysans que le strict minimum pour subsister, ils avaient confisqué la presque totalité de la production agricole, avant de l'expédier à leurs supérieurs pour démontrer le sérieux de leur gestion et l'efficacité de leurs méthodes (Fairbank 1987, p. 298). Trompé par ces surestimations, le gouvernement central avait relevé année après année les quotas exigés par l'État pour l'exportation. Ainsi, le cercle devient rapidement vicieux et les petits fonctionnaires renouent spontanément avec les pratiques des lettrés sous l'Empire, même s'ils sont dépourvus du raffinement culturel de ces derniers (Short 2005, p. 420-421). De plus, après la *Campagne Antidroitiste* [1957] marquée par la répression des intellectuels et des voix critiques qui s'étaient élevées, plus aucun fonctionnaire n'ose contredire la ligne du Parti (Bergère *et al.* 1990, p. 44-45). Si la dénonciation formelle de l'échec du *Grand bond en avant* par Peng Dehuai (彭德怀, 1898-1974) y met temporairement fin, il est rapidement déchu.

Or, les critiques fusent aussi d'URSS. Elles ont pour effet de souder le Parti derrière Mao Zedong et de relancer le *Grand bond en avant* en le radicalisant. L'image internationale de la RPC étant en jeu, la critique n'était plus de mise. Or, même les vétérans les plus dévoués de la *Longue Marche* ne sont plus disposés à consentir les sacrifices endurés durant la guerre de libération. Finalement, et c'est peut-être le point le plus important, dans leur grande majorité les Chinois ne sont 'pas' communistes, aspirent à la tranquillité et à une vie meilleure après des décennies de chaos. Pouvait-on attendre d'eux qu'ils consentissent à de nouveaux sacrifices ? Pour Mao Zedong

et les maoïstes, les causes premières de l'échec découlent de l'absence d'une mentalité collective en phase avec le projet de construction du socialisme.

### **2.3.1 – L'ascension de Mao Zedong : professionnalisme révolutionnaire**

Il faut effectuer un retour historique pour comprendre la formation de la vision politique de Mao Zedong.

Dès que Staline réussit à imposer son pouvoir – sans partage – au sommet du Parti communiste soviétique et à l'Internationale communiste à la fin des années 1920, le Parti communiste de Chine est confiné à un rôle d'exécutant. Il adopte la ligne de conduite du stalinisme : 1) loyauté indéfectible à l'égard du Parti communiste d'Union Soviétique et à son leader suprême; 2) adhésion à l'orthodoxie marxiste-léniniste telle que définie par Staline; 3) culte de la personnalité. Irrité par ses propres difficultés à industrialiser et collectiviser l'URSS<sup>73</sup>, et par les échecs du Parti communiste Chinois, Staline nomme et révoque ses dirigeants à son gré, s'imposant ainsi par la crainte. Au début des années 1930, un groupe de « 28 bolcheviques » (Short 2005, p. 253-255) chinois formés à Moscou et dévoués à Staline vont de défaite en défaite en exécutant ses ordres. Staline imposait alors une ligne prolétarienne rigide à l'ensemble du mouvement communiste international, fondée sur l'agitation ouvrière et le contrôle des villes, incompatible avec la réalité paysanne et rurale de la Chine. Les directions successives du Parti communiste chinois se coupaient ainsi toujours plus de sa base paysanne.

À la *Conférence de Zunyi* en 1935, au cours de la *Longue Marche*, Mao Zedong s'impose comme le chef incontesté du Parti. Sa stratégie de lutte, fondée sur l'organisation de la paysannerie en force de guérilla, constamment couronnée de succès, lui confère un prestige indiscuté. Mao Zedong devient dès lors une figure centrale du Parti, une décennie après sa fondation<sup>74</sup>. Il fait donc partie de cette génération imprégnée des valeurs du Mouvement de la Nouvelle Culture, sans y avoir directement contribué pour autant. Durant la Première Guerre civile, doutant du marxisme-léninisme rigide imposé par Moscou, il avait élaboré sa propre théorie

---

<sup>73</sup> Cf. *infra*, chap. 5.

<sup>74</sup> Mao Zedong était présent lors de la fondation du Parti communiste chinois à Shanghai le 23 juillet 1921.

de la révolution, ce qui lui avait valu d'être qualifié d'"hérétique". Or, ses succès l'avaient gratifié d'une véritable vénération populaire, comparable aux cultes voués aux héros populaires de la tradition chinoise. De plus, stratégiquement, il utilisait la vénération dont il faisait l'objet comme arme de propagande non seulement pour rallier les masses paysannes à la cause révolutionnaire, mais surtout pour les mobiliser contre les dirigeants aux ordres de Moscou. C'est grâce à cette aura et à son utilisation à des fins de propagande qu'il finit par évincer non seulement les staliniens, mais aussi les agents de l'Internationale communiste qui faisaient office de donneurs d'ordres (Short 2005).

La vision de Mao s'organise autour de trois principes : le rôle central de la paysannerie, la ligne de masse et la dictature démocratique du peuple. Cette vision forme le noyau de ce qui deviendra le maoïsme. Elle orientera les politiques du Parti communiste après 1935. Plusieurs facteurs expliquent l'accent mis par Mao Zedong sur l'importance de la paysannerie au détriment du prolétariat dès 1926 : premièrement, son nombre; deuxièmement, son importance en tant que groupe social majoritaire; troisièmement, ses conditions de vie médiocre; quatrièmement, sa violence spontanée envers ses oppresseurs. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que Mao Zedong lui-même est issu d'une famille de petits propriétaires du Hunan, dont il a renié le mode de vie et les valeurs :

[...] En très peu de temps, au centre, au sud et au nord, plusieurs centaines de millions de paysans vont se soulever comme une tornade ou une tempête, une force extraordinairement rapide et violente, aucun pouvoir ne pouvant la supprimer. Ils vont envoyer tous les impérialistes, les seigneurs de guerre, les bureaucrates corrompus, les tyrans locaux, et les mauvais propriétaires terriens à leur mort. Tous les partis révolutionnaires et tous les camarades révolutionnaires seront alors jugés par eux. (Mao Zedong 1926, p. 408)<sup>75</sup>

Pour Mao Zedong, une fois établi le rôle central de la paysannerie, quiconque veut l'entraîner dans une lutte révolutionnaire doit faire la preuve de sa légitimité. Or, pour lui, la paysannerie est désorganisée, cacophonique, contradictoire... et s'exprime par la violence spontanée à l'égard des figures d'autorité traditionnelles. Les révoltes paysannes, récurrentes dans l'histoire de la Chine, se sont toujours caractérisées par une violence extrême, sans pourtant que

---

<sup>75</sup> Traduction libre.

les paysans aient développé une conscience de classe ni même envisagé de réformer les structures impériales (Pine 2012, p. 143). Tout parti doit donc, en conséquence, comprendre les aspirations des masses et y répondre favorablement. Ce n'est qu'en incarnant la *ligne des masses* qu'il pourra les mobiliser et entretenir leur mobilisation. Mais, pour cela, il doit d'abord organiser, clarifier, harmoniser et rendre compatibles leurs revendications avec le projet révolutionnaire. Parce qu'elles sont toujours privées de voix, les masses expriment leur colère par une violence spontanée à l'égard des figures d'autorité traditionnelles. Loin de la réprimer, soutient Mao Zedong, tout parti doit, au contraire, les guider, véhiculer et canaliser cette violence afin d'établir sa légitimité. Cette mobilisation des masses ne réussira qu'à la condition que les cadres du Parti les enrégimentent dans des campagnes de luttes violentes visant à éliminer les contradictions sociales qui leur apparaissent le plus insupportables. Campagnes qui doivent être constamment renouvelées afin de maintenir cette mobilisation. Une directive du Comité Central, datée de juin 1943, fixe clairement cet objectif :

[...] Pour n'importe quelle tâche, si aucun appel général n'est lancé et largement répercuté, les larges masses ne peuvent être mobilisées pour l'action. Mais, si ceux qui occupent des postes de commandement se limitent à faire un appel général – s'ils ne participent pas directement et concrètement à la mise en pratique de cet appel au sein des unités, font une découverte capitale, obtiennent de l'expérience, puis usent de cette expérience afin de guider d'autres unités – alors ils n'auront aucun moyen pour tester la justesse ou enrichir le contenu de l'appel, et ils courront le risque que rien de bon n'en sorte. [...] Personne en position de commandement n'est compétent pour imposer une ligne générale à toutes les unités s'il n'a pas étudié les individus et les situations concrètes au sein d'unités subordonnées concrètes.

[...] Néanmoins, aussi actif que soit le groupe dirigeant, les efforts de quelques-uns seront vains s'ils ne combinent pas l'activité des masses. Par contre, si les masses s'activent seules sans être guidées par un groupe dirigeant pour organiser leurs activités, leur mobilisation ne pourra durer. En tout lieu, les masses sont organisées en trois catégories : les actifs, les intermédiaires et les arriérés. Si on les compare : les deux extrêmes sont de taille réduite, alors que celle du milieu est large. Les dirigeants doivent acquérir les habiletés nécessaires pour unir les éléments actifs au sein d'un groupe dirigeant, puis y recourir pour s'appuyer sur ce groupe afin d'élever la conscience politique des éléments intermédiaires, et enfin rallier les éléments arriérés. Un groupe dirigeant n'est véritablement uni et lié aux masses qu'après un long processus de lutte des masses, comme les campagnes de rectification ou les campagnes d'études, et non en se coupant de la lutte des masses.

[...] Plusieurs camarades se contentent de lancer un appel général, mais ne voient pas l'importance, ou ne sont pas doués pour l'appliquer immédiatement selon une ligne particulière claire, et pour cette raison, leur appel reste sur leurs lèvres, sur le papier ou



dans la salle de conférence, et leur commandement s'enlise dans une routine bureaucratique. (Comité Central du Parti Communiste Chinois 1943, p. 417-418)<sup>76</sup>

Mais, pour Mao Zedong, la *Ligne des masses* ne se réalisera qu'au terme d'un processus dialectique qui unira les militants aux masses et ultimement les unifiera. Toutefois, seuls les communistes ont la formation et l'idéologie nécessaires pour mobiliser et organiser avec succès les masses. C'est ainsi que l'on peut passer au régime politique de la Nouvelle Chine, à la dictature démocratique du peuple. Si le concept était déjà en germe dans *la théorie de la Ligne des masses*, ce n'est qu'en 1949, à la veille de la proclamation de la République populaire de Chine, que Mao Zedong lui donne sa forme théorique la plus aboutie :

[...] Qui est « le peuple » ? Au stade actuel de développement de la Chine, la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale forment le peuple. Sous la direction de la classe ouvrière et du Parti Communiste, ces classes s'unissent pour former leur propre État et élire leur propre gouvernement qui exercera leur dictature sur les laquais de l'impérialisme – les propriétaires terriens, les bureaucrates capitalistes, et les réactionnaires nationalistes et leurs hommes de main représentant ces classes – pour les supprimer, en leur permettant uniquement de se comporter convenablement sans parler ou agir follement. S'ils parlent ou agissent follement, leurs actions seront interdites et punies immédiatement. Le système démocratique fonctionnera au sein du peuple, qui jouira de la liberté d'expression, d'assemblée et d'association. Ces deux aspects – à savoir, la démocratie pour le peuple et la dictature pour les réactionnaires – se combinent pour fonder la dictature démocratique du peuple (Mao Zedong 1949, p. 424)<sup>77</sup>.

La dictature démocratique du peuple est avalisée par le premier article du *Programme Commun de la Conférence consultative du Peuple chinois*<sup>78</sup> le 29 septembre 1949 (Fundamental Legal Documents of Communist China 1962, p. 34-55). Elle est confirmée dans le préambule de la première Constitution de 1954 (Fundamental Legal Documents of Communist China 1962, p. 1-33). La dictature démocratique du peuple est une organisation pyramidale hiérarchique dont chaque niveau est entièrement soumis à celui qui lui est immédiatement supérieur. Le *Gouvernement populaire* désigne l'organe suprême de l'État situé au sommet de la pyramide. Il est le donneur d'ordres. De plus, les membres des organes non électifs sont désignés par l'organe qui lui est

---

<sup>76</sup> Traduction libre.

<sup>77</sup> Traduction libre.

<sup>78</sup> Cf. *infra*, chap. 6.

immédiatement supérieur. Il en va de même pour les postes électifs : les candidats éligibles à l'échelon supérieur et les électeurs appelés à voter sont, les uns comme les autres, désignés par l'organe supérieur dont les postes sont à pourvoir. Comme le montrent les *Règlements généraux sur l'Organisation des associations paysannes* de 1950 (Fundamental Legal Documents of Communist China 1962, p. 325-332) et la *Constitution des syndicats* de 1953 (Fundamental Legal Documents of Communist China 1962, p. 480-495), toutes les organisations de masse sont organisées sur le même principe vertical de haut en bas, mais soumises au contrôle commun de la section de niveau équivalent du *Parti communiste* et des *Jeunesses communistes*. Administration publique et organisations de masse sont fondées sur le principe du *centralisme démocratique* : tous les échelons obéissent inconditionnellement aux échelons supérieurs, et donc ultimement au *Gouvernement populaire*. Autrement dit, ils obéissent tous au *Comité permanent du Bureau politique du Comité Central du Parti communiste*.

### **2.3.2 – Le Parti maoïste : matrice de la réforme culturelle de la société**

Or, la *Ligne des masses* stipule qu'il ne peut y avoir aucune organisation juste et durable des masses sans le concours actif du Parti communiste. Ainsi, Mao Zedong assigne une tâche bien précise à la dictature démocratique du peuple :

[...] Notre tâche actuelle est de renforcer l'appareil de l'État populaire, qui englobe l'armée populaire, la police du peuple, les cours de justice du peuple, pour la défense du pays et la protection des intérêts du peuple; afin que la Chine progresse sous la direction de la classe ouvrière et du Parti Communiste d'une société agraire vers une société industrielle, et d'une société démocratique vers une société socialiste puis communiste, sans classe afin de réaliser la fraternité universelle. L'armée, la police, les cours de justice de l'État sont les instruments par lesquels les classes oppriment les classes. L'appareil d'État doit être un instrument d'oppression envers les classes hostiles. Il est violent et non pas bienveillant [envers elles].

[...] Un travail de propagande et d'éducation par le travail sera dispensé [aux réactionnaires refusant le nouvel ordre], comme nous l'avons dispensé aux officiers ennemis capturés. Ceci peut aussi être appelé « une administration bienfaisante », mais nous n'allons jamais excuser les actes réactionnaires et jamais laisser libre cours aux activités réactionnaires.

[...] La question la plus importante est l'éducation des paysans. [...] L'Union Soviétique nous a montré que la socialisation de l'agriculture est un processus long et minutieux. Sans la socialisation de l'agriculture, il ne peut y avoir de socialisme complet et

consolidé. Afin de réaliser la socialisation de l'agriculture, une industrie puissante composée d'entreprises d'État doit être développée. L'État de la dictature démocratique du peuple doit graduellement entreprendre [ces réformes] (Mao Zedong 1949, p. 424)<sup>79</sup>.

La dictature démocratique du peuple, telle que prônée par Mao, partage de très nombreux points communs avec la deuxième phase de la révolution selon Sun Yat-Sen, caractérisée par la mise sous tutelle de la nation par le Parti révolutionnaire afin d'engager et d'accélérer le développement industriel de la Chine. La raison invoquée par Sun Yat-Sen était la personnification du *Mandat de la Nation* par le Guomindang. Pour le Parti communiste, le *Mandat de la Nation* se mue en *Mandat des Masses*. Ainsi, toutes les organisations que l'État met sur pied doivent rester sous la tutelle du Parti communiste. Il en va de même des organisations de masse, et de chacune de leurs branches : elles demeurent sous la tutelle des organes locaux de l'État et des branches locales du Parti communiste et des Jeunesse communistes (Fundamental Legal Documents of Communist China 1962, p. 341). La *Loi électorale du Congrès panchinois et des Congrès locaux à tous les échelons* de 1953 (Fundamental Legal Documents of Communist China 1962, p. 193-214) mentionne que, parmi les tâches confiées aux comités électoraux, ils ont aussi pour mandat de s'assurer de la conformité avec la Loi, avec les grandes orientations politiques, avec les directives ponctuelles et avec les principes révolutionnaires guidant l'action de l'État et du Parti, à la fois des candidats et des élus, mais aussi des électeurs. Ainsi, alors que le concept de *nation* présuppose une communauté politique, celle de *Ligne des masses* refuse toute nature politique aux masses. La *Constitution du Parti communiste* de 1956 (Fundamental Legal Documents of Communist China 1962, p. 54-95) est catégorique sur le sujet : les intérêts du Parti et les intérêts de l'État sont identiques, comme le sont les intérêts du Parti et ceux du peuple (p. 63-64). Ainsi, alors que la phase de tutelle était temporaire pour Sun Yat-Sen, bien qu'en 1924 il ne s'aventurait plus à fixer un échéancier, elle semble au contraire permanente pour Mao Zedong.

Pour cette raison, les communistes doivent être conscients du rôle historique qu'ils sont appelés à jouer. Pour y arriver, il leur faut intérioriser les valeurs et les principes de la révolution. Dans une série de présentations, données en 1939, réunies dans un ouvrage intitulé *Pour être un bon communiste*, Liu Shaoqi (刘少奇, 1898-1969), proche collaborateur de Mao Zedong, met

---

<sup>79</sup> Traduction libre.

l'accent sur le développement de la bonne mentalité communiste. Or, l'idéologie, à laquelle se doit d'adhérer le 'communiste' (membre du Parti communiste), recueille l'héritage de Lénine et de Staline, bien plus que de celui de Marx. Pour être un *bon communiste*, il ne suffit pas de connaître par cœur les grands textes communistes, il s'agit d'abord et avant tout d'une disposition intérieure, d'un état d'esprit, inculqué au terme d'une formation. Cette disposition, pour Liu Shaoqi, se développe lorsque le « révolutionnaire » sur le terrain, « aux prises avec les contre-révolutionnaires », acquiert une 'expérience quotidienne et active de la lutte', et que pour mener cette lutte, il mobilise pour la gagner les concepts du marxisme-léninisme :

[...] Combattre sans cesse les contre-révolutionnaires constitue une condition essentielle de l'existence et du développement des révolutionnaires. S'ils manquent à poursuivre un tel combat, ils ne peuvent prétendre au nom de révolutionnaire et encore moins peuvent-ils avancer et se développer. C'est au cours de cette lutte incessante qui les met aux prises avec les contre-révolutionnaires que les membres du Parti communiste transforment la société, changent le monde et en même temps se transforment eux-mêmes.

[...] Pour réaliser des progrès personnels et acquérir les qualités et la technique révolutionnaires, il faut unifier les deux objectifs suivants : la formation dans la lutte pratique, et l'éducation sur le plan des idées. Passer de la condition d'un apprenti à celle d'un révolutionnaire mûr et expérimenté, capable de faire face à n'importe quelle situation, exige un très long travail de formation révolutionnaire et d'éducation, c'est-à-dire un long travail de réformation (Liou 1955, p. 12-13)<sup>80</sup>.

Ainsi, pour Liu Shaoqi, la *Longue Marche* fut l'expérience la plus bénéfique, car les difficultés sans nom que le Parti et ses membres ont dû surmonter, en éliminant les « mauvais » communistes, ont soudé leur unité, mûri leur expérience et renforcé leur détermination (Liou 1955, p. 14). D'une certaine façon, la guerre civile et la *Longue Marche* sont les expériences qui ont permis à des *révolutionnaires idéalistes* de devenir des *révolutionnaires professionnels*. Ainsi, la référence à Staline n'est pas aussi anodine qu'il y paraît au premier abord. Staline incarne véritablement la phase de la Révolution accomplie, celle de la construction d'un nouvel État et d'une nouvelle société, et plus encore celle de leur renforcement permanent. En 1939, l'URSS est un pays puissant. Pour autant, l'idéal du *bon communiste* promu par Liu Shaoqi ne désigne pas un spécialiste compétent ou un technicien hors pair œuvrant à la réalisation d'un plan quinquennal.

---

<sup>80</sup> L'édition chinoise parue en 1939 n'a été traduite en français qu'en 1955. *Liou* est la translittération française de Liu Shaoqi.

Liu Shaoqi s'inspire ouvertement de l'idéal du *junren* confucéen, car être communiste c'est d'abord et avant tout adopter consciemment une philosophie de vie et la mettre consciemment en pratique dans toutes les situations. Ainsi, il cite Confucius comme modèle de développement individuel :

[...] Confucius a dit : À quinze ans, j'avais l'esprit acharné à l'étude. À trente, je tenais ferme. À quarante, j'ignorais le doute. À cinquante ans, je reconnaissais les décrets du *Ciel*. À soixante, mon oreille était un organe docile à la réception de la vérité. À soixante-dix ans, je pouvais me conformer aux désirs de mon cœur sans transgresser ce qui est juste (Liou 1955, p. 15-16).

Comme pour Confucius qui disait, vingt-cinq siècles plus tôt, que nul ne naissait sage, nul ne naît communiste. Devenir communiste est le résultat d'un long processus toujours en devenir. L'absence de doute à quarante ans, chez Confucius, est révélatrice, car elle implique l'idée d'une vérité. De même, Liu Shaoqi, à l'instar de tous les marxistes-léninistes, considère que le développement des sociétés s'effectue selon des lois précises : le marxisme-léninisme dans sa version stalinienne illustre pour lui cette vérité indépassable. Or pour lui, citant Mencius à l'appui, l'apprentissage n'est pas suffisant en soi, l'épreuve est essentielle pour forger le caractère et la détermination, car le sage n'est pas seulement celui qui connaît la vérité, mais celui qui transforme le monde par la pratique de cette vérité :

[...] Quand le *Ciel* est sur le point de conférer à un homme une importante mission, il éprouve d'abord son âme par la souffrance, ses muscles et ses os par le labeur. Il expose son corps à la faim et il l'assujettit à la misère. Il bouleverse ses entreprises. Par toutes ces méthodes, il aiguille son esprit, trempe son caractère, remédie à ses incapacités (Liou 1955, p. 16).

Pour Liu Shaoqi, il est évident qu'il ne faut pas seulement étudier avec assiduité les vérités marxistes-léninistes, il faut qu'elles imprègnent l'être, qu'elles forgent l'attitude et le caractère. Or, développer une personnalité marxiste-léniniste bien trempée n'est possible que dans le contexte de l'épreuve permanente, à condition qu'on l'accepte. Ce n'est qu'à cette condition, par cette praxis révolutionnaire, comme l'affirmait Mencius que « tout le monde peut être un Yao ou un [Shun] » (Liu Shaoqi 1955, p. 23). Ces prêches de Liu Shaoqi aux nouveaux membres du Parti avaient pour objectif principal de préserver l'unité du Parti et de maintenir la cohésion de sa direction après l'épreuve de la *Longue Marche*, puis, une fois solidement établi à Yan'an, alors que

de nouveaux partisans rejoignaient le Parti apportant avec eux d'autres valeurs et d'autres expériences. Dans un contexte de guérilla, caractérisé par la non-professionnalisation des cadres, la conviction idéologique est un puissant adjuvant et un facteur d'unité. Or, ce que proposait Liu Shaoqi était jugé trop superficiel par Mao Zedong.

Alors que les communistes étaient repliés au Nord du Shaanxi durant la guerre contre le Japon, Mao Zedong lança sa première véritable initiative politique, le *Mouvement de Rectification de Yan'an* [1940-1942]. L'objectif de ce mouvement de rectification, comme son nom l'implique, était de rectifier la mentalité collective des membres du Parti communiste afin qu'elle soit en phase avec les objectifs de la Révolution. Dans ses *Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yen'an* en mai 1942 (Mao Zedong 1977b, p. 67-99), Mao Zedong explique clairement que l'ennemi est non seulement physique, mais aussi culturel. Plus précisément, il explique que l'ennemi physique (les Japonais, les Nationalistes et les seigneurs de guerre) est, et de loin, moins menaçant pour la Révolution que la mentalité collective héritée de longue date, laquelle, malgré le Mouvement de la Nouvelle Culture et ses nombreux avatars, se perpétue encore (Mao Zedong 1977b, p. 71). Cette mentalité continue de se manifester inconsciemment dans l'art et la littérature, les deux principaux vecteurs façonnant les valeurs collectives à l'époque. Un nouveau style de création artistique et littéraire doit donc être imposé, un style qui contribue à l'émergence d'une nouvelle culture, grâce à laquelle la Révolution pourra croître et se développer sans entraves. Pour Mao, il ne faisait aucun doute, à l'époque, que les ennemis de la Révolution cherchaient à l'affaiblir en diffusant massivement les œuvres de l'ancienne culture ou des œuvres nouvelles, d'apparence révolutionnaire, mais réellement réactionnaires, car fortement inspirées des anciennes valeurs (Mao Zedong 1977b, p. 68).

Parce que la Révolution est non seulement politique et économique, mais aussi culturelle, les communistes devraient accepter et intérioriser sans condition cette nouvelle culture révolutionnaire alors que l'ancienne devrait être purgée sans ménagement. Ce n'est qu'à ce prix que l'idéal révolutionnaire pourra rester pur et la Révolution réussir (Mao Zedong 1977b, p. 71). Les intellectuels ont toujours joué un rôle central dans toutes les révolutions, mais tant qu'ils n'ont pas fait leur la mentalité de la Révolution, ils sont inutiles, car ils restent corrompus par les anciennes valeurs et attitudes. Pour qu'un intellectuel se purifie, il doit vivre au plus près des

masses de la paysannerie et du prolétariat révolutionnaire, partager leur vie, leurs espoirs et leurs peurs. C'est un processus long. Ils doivent l'accepter, s'y soumettre complètement ou y être contraints, sinon ils seront une menace permanente pour la Révolution. Évidemment, après son triomphe, la Révolution produira ses propres intellectuels exprimant spontanément la mentalité voulue. Par contre, au cours du processus révolutionnaire, même les plus révolutionnaires des intellectuels « non rééduqués » n'auront toujours qu'un pied de posé sur la *Voie de la Révolution*. (Mao Zedong 1977b, p. 71-72)

Ainsi pour Mao Zedong, contrairement à Liu Shaoqi, ce qui différencie le communiste des autres est plus qu'une posture révolutionnaire : c'est un esprit révolutionnaire juste. En expliquant que tous les membres du Parti doivent partager et intérioriser le même esprit, esprit que le Parti lui-même doit constamment imposer, Mao Zedong renoue avec la pratique de l'Orthodoxie officielle, comme l'avait fait Chiang Kai-Shek. Si pour Chiang Kai-Shek il s'agit d'un retour à l'orthodoxie confucéenne, adaptée toutefois à la réalité du 20<sup>e</sup> siècle, qu'en est-il pour Mao Zedong ? C'est dans *Contre le libéralisme* [1937] que Mao Zedong clarifie sa position (Mao Zedong 1977a). Dans cet écrit, il codifie les attitudes et les comportements dont les communistes devraient se défaire, et par conséquent désigne en filigrane ceux qu'ils devraient adopter consciemment afin de servir d'exemple, non seulement à leurs camarades, mais aussi aux masses. L'étude de ces principes est donc un des devoirs, si ce n'est le premier, des membres du Parti, mais aussi des masses :

[...] Bien qu'il soit évident que la personne ait tort [...], refuser d'argumenter au niveau des principes pour maintenir la paix ou l'amitié. Ou, ne pas trouver une réelle solution au problème, afin de préserver l'harmonie. Ceci est le premier type de libéralisme<sup>81</sup>.

[...] N'avoir aucun respect pour les principes de la vie collective et ne rechercher que complaisance envers soi-même. Ceci est un second type.

[...] Ce qui ne nous touche pas est sans importance; [...] se préoccuper que de ses intérêts personnels. Ceci est un troisième type.

---

<sup>81</sup> Au-delà de la syntaxe française, cette traduction respecte la structure de l'argumentaire de Mao Zedong.

[...] Désobéir aux ordres et présenter ses opinions personnelles avant toute autre considération. Demander des traitements de faveur de l'organisation tout en rejetant sa discipline. Ceci est un quatrième type.

[...] Affronter les vues erronées, non pour préserver la solidarité, faire progresser et améliorer le travail, mais uniquement comme exutoire personnel. Ceci est un cinquième type.

[...] Ne pas condamner ou rapporter aux autorités compétentes les opinions contre-révolutionnaires au moment où celles-ci sont exprimées. [...] Ceci est un sixième type.

[...] Abandonner les masses [dans sa pratique quotidienne] [...] Agir comme si les communistes étaient des êtres ordinaires. Ceci est un septième type.

[...] Ne pas s'indigner lorsqu'un mal est fait aux masses et ne pas essayer d'empêcher qu'un mal leur soit fait. [...] Ceci est un huitième type.

[...] Agir sans cadre d'action. [...] Ceci est un neuvième type.

[...] S'imaginer avoir accompli de grandes choses pour la révolution et se donner l'allure d'un vétéran; être incapable de faire de grandes choses et mépriser les petites; être négligent dans son travail et relâché dans ses études. Ceci est un dixième type.

[...] Reconnaître ses propres erreurs sans chercher à les corriger, tout en adoptant une attitude libérale envers soi-même. Ceci est un onzième type.

[...] Ces onze types sont les plus caractéristiques.

Ils sont tous des manifestations du libéralisme (Mao Zedong 1937, p. 439-440)<sup>82</sup>.

En fin de compte, pour Mao Zedong, le libéralisme se réduit à un comportement égoïste et opportuniste, par contre, l'esprit révolutionnaire que doit adopter le communiste est une véritable morale quotidienne, comparable à la *Nouvelle Vie*, que Chiang Kai-Shek promeut à la même époque. Elle s'assimile à l'Orthodoxie confucéenne, cible principale du *Mouvement de la Nouvelle Culture*. En un mot, pour Mao Zedong, la morale prime sur la réflexion politique. Elle impose l'obéissance au Parti et la soumission à ses directives, véritables aunes de la vérité. Or, une telle morale quotidienne doit reposer sur un système d'éducation pour réformer et éprouver ceux qui veulent devenir membre du Parti, tout autant que ceux qui veulent en rester membres. La

---

<sup>82</sup> Traduction libre.



dynamique de persuasion-coercition venait de faire son entrée dans l'arsenal de rééducation idéologique du Parti et de l'armée. Le *Mouvement de Rectification de Yan'an* a permis d'imposer cette morale révolutionnaire, laquelle n'est en fait qu'une morale de vie. Ce faisant, cette morale devient l'orthodoxie officielle. Mao présidant lui-même cette campagne de rectification, son interprétation des « vérités » marxistes-léninistes s'impose *de facto* comme l'interprétation officielle.

Si avec le recul, les *Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yan'an* de Mao Zedong n'auguraient rien de bon, il faut rappeler la situation dans laquelle le Parti communiste s'était soudainement retrouvé pendant la lutte antijaponaise. Après la *Longue Marche*, ce qui restait du Parti devait être reconstruit et renforcé pour faire face à la répression acharnée que menait le Guomindang. L'invasion par le Japon et le repli du Guomindang vers le lointain Sichuan se sont traduits par le ralliement massif des intellectuels au mouvement communiste, beaucoup rejoignant les bases du Nord du Shaanxi. Or, même si tous étaient prêts à accepter l'autorité du Parti et les sacrifices que cela impliquait, la bannière sous laquelle ils se rassemblaient n'était pas le communisme, et encore moins le marxisme-léninisme, mais la lutte anti-impérialiste et la résistance contre le Japon dans le cadre du *Second Front Uni*. Or, la croissance rapide des membres, des militants et des sympathisants risquait de désolidariser le Parti et de compromettre ses objectifs. Ce qui menaçait le projet révolutionnaire pour lequel les survivants de la *Longue Marche* [1934] et ceux du coup d'État [1927] avaient tout sacrifié. Le *Mouvement de Rectification* avait pour objectif d'imposer les valeurs et les objectifs révolutionnaires du Parti à tous ceux qui s'étaient réfugiés à Yan'an. Bien qu'elle ait été violente par moments, la purge des « éléments contre-révolutionnaires » a permis à Mao Zedong de reconstituer le Parti et d'en faire une force intellectuelle cohésive. Dès lors, le Parti pouvait incorporer de nouveaux partisans sans risque. Or, ce faisant, la pensée de Mao Zedong, tout comme l'image qu'il projetait, s'imposait. Hors du cercle des dirigeants, il était désormais inattaquable.

### **2.3.3 – La Révolution maoïste : confucianisme d'État contre Confucius ?**

Comme il l'avait annoncé, avec le triomphe de la Révolution, le Parti engage la réforme économique et politique de la Chine sur le modèle réussi de Yan'an. Le personnel du Parti, par

l'exercice du pouvoir d'État, se professionnalise, et l'idéologie de la période de Yan'an voit naturellement sa fonction de morale révolutionnaire se muer en celle de guide pour la transformation de la Chine. La hiérarchie désormais fondée sur les compétences et les habiletés bouscule celle qui reposait sur la conformité idéologique. À ce titre, les documents officiels sur le développement des coopératives de 1955 et 1956, de même que les règles de fonctionnement propre à chaque coopérative (Fundamental Legal Documents of Communist China 1962, p. 332-361; p. 362-410; p. 411-442)<sup>83</sup> sont particulièrement révélateurs, car au cœur des préoccupations nous trouvons les questions de recensement des ressources et des forces productives (p. 342-350), celles de l'organisation scientifique de la production (p. 344), celles du financement (p. 347-348, 351), celles de la circulation des marchandises, celles de la répartition de la production et des profits sur des bases collectives et individuelles (p. 343), celles du développement productif, social, éducatif et culturel (p. 349), celles de la circulation des connaissances (p. 353), des incitatifs matériels et symboliques (p. 350-351), d'acquittement des impôts et des taxes, de comptabilité, de contrôle de qualité, de discipline (p. 353), de relations entre les diverses classes sociales (354-355), et celles d'agrandissement des coopératives et leur transition graduelle vers des structures de plus en plus socialistes en respectant au plus près les plans quinquennaux (p. 352).

Or, la déstalinisation qui s'engage à partir de 1956 débouche sur une situation de crise idéologique : Staline avait incarné trente années d'existence de l'URSS; trente années de construction socialiste réussie. Tout rejet en bloc ne pouvait que déboucher sur un vide théorique, pratique et idéologique (Leese 2013, p. 37). C'est dans ce contexte que le *Mouvement des Cent Fleurs* est lancé. Si nul ne cherche à attaquer directement la direction du Parti communiste ou son idéologie, le risque est présent, et la critique de l'orthodoxie idéologique risque de déstabiliser le Parti, comme le montrent alors les événements de Hongrie en 1956<sup>84</sup>. Si la critique des intellectuels est largement connue, on ne peut pas faire l'impasse de celle des spécialistes qui voient dans la rigidité du dogme une limite au développement des institutions et au processus rationnel de réforme. La *Campagne Anti-droitiste*, instaurée en réaction à la critique que le *Mouvement des Cent Fleurs* avait libérée, n'a qu'un seul objectif : préserver l'unité du Parti et

---

<sup>83</sup> Cf. *infra*, chap. 6.

<sup>84</sup> Il s'agit d'une tentative d'affranchissement de la tutelle soviétique et de son dogme qui fut réprimée violemment, voir *infra*, chap. 5.

étouffer les critiques en provenance de l'extérieur. Or, cela implique de rehausser l'image de Mao Zedong comme théoricien et organisateur hors pair et, après la mort de Staline, de le présenter comme l'unique révolutionnaire vivant qui incarne au plus haut point la praxis révolutionnaire. Hors du cercle dirigeant, son image et sa pensée sont dès lors intouchables (Leese 2013, p. 68-69). C'est dans ce contexte qu'est lancé le *Grand bond en avant* en 1958 : aucun spécialiste ne court désormais le risque de s'opposer à son expertise. Ainsi, la *Résolution du Comité Central du Parti communiste Chinois sur la mise en place des Communes populaires dans les zones rurales* du 29 août 1958 (Fundamental Legal Documents of Communist China 1962, p. 442-450) évacue toutes les questions d'organisation et d'administration concrètes, qui avaient présidé à la mise en place des coopératives agricoles de type socialiste inférieur, et leur transition subséquente vers le type socialiste supérieur. Dans sa forme, cette résolution se rapproche plus d'une résolution de principe que d'un véritable plan directeur.

L'échec du *Grand bond en avant* en 1962 fait comprendre à Mao Zedong que si les paysans ne sont pas encore des communistes, parce qu'ils n'ont pas encore intériorisé l'esprit révolutionnaire, les communistes vétérans, pour qui les sacrifices quotidiens de Yan'an sont déjà loin, se relâchent, et donc subvertissent la Révolution. Ils ont pris le contrôle de la bureaucratie, se sont professionnalisés, se sont habitués à ses avantages et ses privilèges. Autrement dit, ils se soucient de moins en moins du bien-être des masses. L'avant-garde révolutionnaire se transforme rapidement en ce qu'elle a toujours cherché à éradiquer : les fonctionnaires-lettrés d'hier. Alors que la Révolution est la seule voie menant à l'indépendance et à la puissance renouvelées de la Chine, elle est dorénavant menacée de l'intérieur par l'organisation interne même du Parti. Or, elle oppose une résistance farouche à toute tentative de purge : il faut donc quatre ans à Mao Zedong et à ses partisans pour monter une contre-offensive efficace contre la vieille mentalité et la corruption à l'intérieur du Parti. La *Grande Révolution Culturelle Proletarienne* (无产阶级文化大革命) est lancée par la *Circulaire du 16 mai 1966* du Comité Central :

[...] Notre objectif présent est de lutter contre les personnes en position d'autorité qui s'engagent sur la voie capitaliste et de les écraser, de critiquer et de répudier les « autorités » bourgeoises académiques réactionnaires et l'idéologie de la bourgeoisie et de toutes les classes exploiteuses, et de transformer l'éducation, la littérature et l'art et toutes les composantes de la superstructure qui ne correspondent pas à la base

économique socialiste, afin de faciliter la consolidation et le développement du système socialiste.

[...] Puisque la *Révolution culturelle* est une Révolution, elle rencontrera inévitablement de la résistance. Cette résistance viendra principalement de ceux qui occupent des positions d'autorité et qui s'engagent sur la voie capitaliste. Elle vient aussi de la force des anciennes habitudes au sein de la société (Comité Central du Parti Communiste de Chine 1966, p. 474-475)<sup>85</sup>.

La *Révolution culturelle* est la première campagne de rectification idéologique qui vise les masses dans leur totalité. Jusqu'alors, à l'exemple de la *Campagne de Rectification de Yan'an*, ces campagnes se déroulaient au sein même du Parti et n'avaient d'autre finalité que de renforcer son unité. Or, pour la première fois, ses membres sont publiquement dénoncés : il leur est reproché d'être incapables de se réformer d'eux-mêmes. C'est pourquoi la campagne doit être élargie aux masses, car, insensible à la corruption qui y règne, elles seules ont le pouvoir de le régénérer :

[...] Les masses des ouvriers, paysans, soldats, intellectuels révolutionnaires et cadres révolutionnaires forment le gros des forces de la Grande Révolution Culturelle. Un grand nombre de jeunes révolutionnaires inconnus sont devenus des innovateurs courageux et audacieux.

[...] Les groupes, comités et autres organisations créés par les masses au sein des écoles et des unités de travail dans le cadre de la *Révolution culturelle* sont un événement nouveau et de grande importance historique (Comité Central du Parti Communiste de Chine 1966, p. 475)<sup>86</sup>.

Sans expérience de la lutte, de l'organisation ni des contradictions liées à la praxis révolutionnaire, les jeunes radicaux qui ont pour mission de 'purifier' le Parti ne peuvent que s'appuyer sur une interprétation rigide des aphorismes marxistes-léninistes, notamment ceux de son exégète le plus célèbre : Mao Zedong. Exit le long apprentissage théorique et pratique qui transformait l'apprenti révolutionnaire en révolutionnaire professionnel. L'idéalisme révolutionnaire et l'interprétation littérale des citations de Mao Zedong deviennent le signe de la pureté révolutionnaire. Après cet appel, collégiens et universitaires s'improvisent *Gardes Rouges*

---

<sup>85</sup> Traduction libre.

<sup>86</sup> Traduction libre.

et s'attaquent à tout ce qui fait obstacle ou semble faire obstacle à la pensée de Mao Zedong (Short 2005, p. 468-469).

Contrairement à l'image de la *Révolution culturelle* projetée à l'échelle mondiale par les médias et les commentateurs, l'essentiel de ses traits caractéristiques étaient déjà en place bien avant son lancement en 1966. Bien que Mao Zedong ait renoncé à la présidence de la République populaire de Chine (RPC) très rapidement après les révélations de Peng Dehuai en 1959, il avait conservé son poste de président du Parti. La rupture sino-soviétique, au plus fort de la famine, crée un besoin pressant d'unité à tous les échelons de la société, de l'État et du Parti. Encore une fois, l'image de Mao et sa pensée servent à restaurer l'unité. Le général en chef de l'armée, Peng Dehuai, qui avait commis l'affront de critiquer les excès du *Grand bond en avant*, est limogé pour l'exemple. L'armée populaire, formée en grande partie de soldats d'origine paysanne, donc sensibles aux conséquences de la famine, est la première cible de cette nouvelle campagne de rééducation à partir de 1961. Or cette rééducation, sous l'autorité du Maréchal Lin Biao (林彪, 1907-1971) est réduite à sa plus simple expression : l'apprentissage par cœur des citations de Mao Zedong et leur mise en pratique quotidienne, sous l'œil attentif de leurs camarades, des officiers et des commissaires politiques. Les séances de critiques et d'autocritiques quotidiennes débouchent rapidement sur le perfectionnement individuel et collectif des unités militaires. Les résultats sont encourageants : en quelques mois à peine, en associant pleinement le personnel militaire au processus de sa propre rééducation, qui repose sur la dialectique de la persuasion et de la coercition, l'armée réaffirme son indéfectible loyauté au Parti. Elle en devient ainsi le bras armé. Or ce faisant, la professionnalisation militaire est abandonnée au profit de la ferveur révolutionnaire (Leese, 2013, p. 95).

Malgré les purges des subalternes responsables de l'annonce des quotas irréalistes de production, la corruption à la campagne restait toujours endémique. En lançant le *Mouvement d'éducation socialiste* en 1963, Mao Zedong cherche alors à raviver l'engouement révolutionnaire des anciens et à stimuler celui des jeunes cadres. Or, la direction du Parti, au contraire, tente de se servir du mouvement pour professionnaliser l'administration du Parti et de l'État, et de centraliser leurs activités. Dès lors, deux courants s'affrontent au sein du Parti : les maoïstes et les technocrates, tous deux se réclamant de l'autorité de Mao Zedong. Or, les maoïstes accusent plus

que jamais les technocrates de s'engager sur la voie capitaliste : il leur faut donc ouvrir un nouveau front afin de purifier le Parti (Curt Kraus 2012, p. 10). Lin Biao encourage alors la population à apprendre de l'armée, pilier idéologique indéfectible de la Révolution, qui se tient à distance du jeu politique. À cette fin, les services de propagande de l'armée compilent les *Citations du Président Mao* en 1963, le célèbre *Petit Livre Rouge*. Il s'agit d'un recueil d'aphorismes faciles à apprendre par cœur. Ils sont regroupés par thèmes, qui vont du Parti à l'Armée Populaire de Libération, en passant par le patriotisme, la discipline, les jeunes, les femmes, la culture, etc. (Mao Zedong 1967, p. xi-xv). L'objectif consiste à apporter des réponses simples, sans ambiguïté, à toute situation qui pourrait se présenter. Il ne serait pas déplacé de parler de 'catéchisme maoïste'. Sa forme rappelle les *Entretiens* de Confucius. Et pour en diffuser le contenu, Lin Biao insiste pour que tous, du soldat au plus haut gradé, apprennent et discutent « les principes du marxisme-léninisme » (Mao Zedong 1967, p. 121) dans des groupes d'étude.

La même année, une autre campagne est lancée : *Apprenez de l'esprit de Lei Feng*. C'est la seule campagne politique de facture maoïste toujours réactualisée à l'heure actuelle. Elle projette l'image romantique par excellence du soldat révolutionnaire de la RPC : dans son journal personnel, Lei Feng (雷锋, 1940-1966) aurait écrit qu'il était entièrement dévoué au peuple, défendait le Parti, et étudiait assidûment la pensée de Mao Zedong. Son inlassable poursuite de ces trois objectifs eut raison de lui en 1962; il est mort très jeune, à 22 ans. Une véritable industrie de produits dérivés diffuse son image et sa pensée afin de stimuler l'armée, les cadres et le peuple, et les inspirer pour poursuivre la construction du socialisme (Curt Kraus 2012, p. 10). La participation à des groupes d'études au sein des unités de travail ou des unités de résidence, devient la norme pour toutes les campagnes officielles. Néanmoins, des éléments nouveaux sont introduits : les militaires d'abord, les cadres ensuite, doivent à la fois critiquer leurs camarades qui ont failli à émuler l'abnégation de Lei Feng, mais aussi entreprendre leur propre autocritique. Leur carrière étant dorénavant liée à une rectitude idéologique, indissociable d'un certain symbolisme révolutionnaire, les cadres se plongent dans l'apprentissage des *Citations du Président Mao Zedong*. Mesures de la rectitude idéologique, les *Citations* deviennent très populaires, car elles permettent à la population de juger et de critiquer les cadres du Parti et les représentants de l'État, mais aussi de promouvoir leurs intérêts personnels et collectifs, et ce, sans risquer d'être accusés d'œuvrer contre la Révolution. À la rencontre des mouvements politiques orchestrés et

des mouvements spontanés des masses, Mao Zedong et ses pensées sont sacralisés dans toutes les sphères de la société. Dans la nouvelle édition des *Citations du Président Mao Zedong* de 1966, Lin Biao écrit la dédicace suivante : « Étudiez les écrits du président Mao, appliquez ses enseignements et agissez selon ses instructions » (Lin 1966). Nul, quelle que soit sa fonction, ne peut dès lors critiquer Mao Zedong sans être accusé de servir la cause de la contre-révolution.

Or, en incitant les jeunes urbains éduqués à critiquer le Parti dans le cadre de la *Révolution culturelle*, Mao Zedong radicalise ces mouvements. Si les groupes de Gardes Rouges se mobilisent rapidement, c'est parce qu'ils s'étaient déjà formés spontanément hors des mécanismes de contrôle du Parti, et que Mao avait su prévenir leur mise sous tutelle institutionnelle. Mieux, à huit reprises à partir du mois d'août, ils sont invités, d'où qu'ils soient en Chine, à se déplacer et à converger sur Beijing afin de rencontrer les dirigeants de la *Révolution culturelle* place Tiananmen. Malgré les images, rien n'est planifié, rien n'est orchestré; et le nombre de Gardes Rouges présents déborde toutes les mesures de contrôle imaginées (Leese 2013, p. 131-132). Vêtus de surplus d'armée identiques, des simples paysans aux dirigeants du Parti, tous se fondent dans la *Grande Armée de la Révolution culturelle*. Ils n'obéissent qu'à leur commandant en chef : Mao Zedong. Intouchable et disposant d'une armée personnelle, il lance les Gardes Rouges à l'assaut symbolique des « Quatre Vieilleries » (*sijiu* 四旧)<sup>87</sup>. Or, le mouvement lui échappe, certains groupes de Gardes Rouges s'en prennent physiquement, non seulement à ceux qui avaient abusé de leur autorité, mais aussi aux victimes des précédentes campagnes de masse. Les Gardes Rouges s'attaquent aussi aux monuments et de manière générale aux symboles de la culture chinoise (Curt Kraus 2012, p. 44). Rapidement, certaines factions de Gardes Rouges s'opposent violemment les unes aux autres sur des questions de rectitude idéologique. Mao Zedong, fermement convaincu que les luttes dialectiques vont spontanément déboucher sur l'unité du mouvement et l'élever à un niveau de conscience révolutionnaire supérieure, interdit tout usage de la force à leur rencontre. Si sa conception peut sembler naïve, elle fait écho à la thèse de Mencius qui soutenait

---

<sup>87</sup> Les « Quatre Vieilleries » désignent les « vieilles idées, la vieille culture, les vieilles mœurs et les vieilles coutumes des classes exploiteuses » (Macfarquhar et Schoenhals 2009, p. 156; Spence 2013, p. 545).

qu'en l'absence d'entraves culturelles ou politiques, l'ordre se reformera spontanément sur des bases idéologiques saines<sup>88</sup>.

Menacés, les cadres en position d'autorité se rapprochent des factions afin de se protéger et de pouvoir attaquer leurs rivaux. De leur côté, les Gardes Rouges tentent d'obtenir les moyens logistiques et militaires, et les soutiens économiques et politiques dont ils ont besoin pour mener leur lutte. Le chaos et la guerre civile se profilent à nouveau en Chine. Pour cette raison, l'armée, assise idéologique des maoïstes, restaure graduellement l'ordre par la force en 1968. Toutefois, elle crée sur l'ordre de Mao Zedong des « comités révolutionnaires » qui lui sont tout dévoués afin d'instaurer un ordre maoïste. Les Gardes Rouges sont alors envoyés en rééducation à la campagne dans le cadre du *Mouvement en haut vers la montagne et en bas vers le village* (*shangshan xiaxiang yundong* 上山下乡运动) (Curt Kraus 2012, p. 39). Dès lors, il faut renforcer l'unité idéologique à tout prix et le mouvement de la *Révolution culturelle* est réorganisé sur le modèle de l'armée, tous doivent dorénavant participer aux groupes d'étude sur la littérature maoïste (Curt Kraus 2012, p. 40-41). Lin Biao, bien qu'âgé de soixante ans, est proclamé premier disciple de Mao Zedong et nommé héritier présomptif. Par ailleurs, sous la direction de Jiang Qing (江青, 1914-1991), les arts, encadrés, sont soumis à des règles strictes qui restreignent les espaces de créativité (Curt Kraus 2012, p. 56). C'est au cours de cette deuxième phase de la *Révolution culturelle* que le Culte de Mao Zedong atteint son zénith. Il s'accompagne d'une véritable industrie des produits dérivés le célébrant. Ce qui grève sérieusement les ressources et les finances de l'État aux dépens du plan quinquennal (Leese 2013, p. 216-217). Sous le patronage de l'État, le culte de Mao s'étend rapidement et se déploie dans des lieux de culte, des sanctuaires, des reliques, des rituels, des incantations, comme en témoignent le rituel de *Demander les instructions le matin et de faire un rapport le soir* devant son portrait (*zao qingshi wanhuibao* 早请示, 晚汇报) et les *Danses de la loyauté* (*zhongziwu* 忠字舞). Il va sans dire que tout, à cette époque, repose sur la maîtrise littérale des écrits de Mao Zedong : il y va de la sécurité de chacun, comme de ses chances de promotion. Toute autre forme de connaissance est dénigrée. Mao est élevé au rang de « Dieu vivant ». Chacune de ses paroles et chacun de ses actes sont vénérés (Macfarquhar et

---

<sup>88</sup> Cf. *infra*, chap. 3.



Schoenhals 2009, p. 331). Ainsi, la RPC renoue avec l'autoritarisme bureaucratique et idéologique, la forme idéale de gouvernement selon Xunzi<sup>89</sup>.

Jusqu'à l'ascension de Deng Xiaoping (邓小平, 1904-1997), la Chine est résolument maoïste. Haoran (浩然, 1932-2008), l'unique auteur ayant le droit de publier durant la *Révolution culturelle*, donne les raisons qui d'après lui expliquent le « succès » du renouveau culturel :

[...] Pour conclure avec les opéras révolutionnaires [de Jiang Qing], ils ont au moins trois mérites indiscutables : 1) Ils ont chassé de la scène tous ces personnages qui représentent la minorité, empereurs, rois, ministres et généraux, et y ont apporté le peuple. Et seuls les opéras révolutionnaires ont accompli une rupture aussi radicale. Le jugement que l'on porte sur les opéras révolutionnaires est fonction de la position politique que l'on a. D'un point de vue prolétarien, on ne peut que se réjouir de voir que l'on y représente les héros du peuple, que l'on y chante les chansons du peuple, que l'on y exprime la position du peuple et ses espérances.

2) Les opéras révolutionnaires ont mis en pratique la ligne révolutionnaire du président Mao en matière littéraire et artistique, et constituent une expérience du prolétariat dans le domaine de la création artistique. J'ai beaucoup d'admiration pour le dernier opéra *La Montagne aux Azalées*, en particulier pour l'organisation des contradictions dans les conditions données et pour la description de la progression par étape du personnage positif d'une situation complexe à la conscience de la nécessité du Parti; l'opéra décrit remarquablement comment se pose ces problèmes avant l'entrée en scène du héros principal. J'estime que dans *La Grande Voie radieuse*<sup>90</sup>, je n'ai pas bien décrit ces paliers dans le personnage de Gao Daquan; aussi, dans le troisième tome vais-je mieux travailler cet aspect, mieux organiser les contradictions. Plus on étudie, plus on comprend les choses et plus on est libre.

3) Les opéras ont organisé et entraîné tout un contingent artistique prolétarien. (Haoran 1976, p. 61-63)

Or, de son propre aveu, l'intrigue des romans de Haoran repose sur des contradictions exagérées et tout est prétexte à la lutte entre deux catégories de personnages : les parangons de vertus révolutionnaires faisant preuve d'une loyauté indéfectible au Parti et les êtres vils et ignobles qui ne cherchent qu'à opprimer les masses (Haoran 1976, p. 74). Ses fictions exaltent la victoire maoïste sur les suppôts du capitalisme. Haoran cite constamment la pensée de Mao Zedong comme guide d'une « bonne » œuvre littéraire, car seules sont bonnes celles qui

<sup>89</sup> Cf. infra, chap. 3, 3.3.3.2.2.

<sup>90</sup> Un de ses romans publié en 1972.

conduisent au triomphe de la ligne politique juste, c'est-à-dire celle de Mao Zedong (Haoran 1976, p. 76). Le maoïsme est loin de la renaissance littéraire que Hu Shi appelait de tous ses vœux un demi-siècle plus tôt, et pour laquelle il s'est battu jusqu'au bout.

La disgrâce soudaine de Lin Biao, et sa mort dans des circonstances étranges au-dessus de la Mongolie, alors qu'il fuyait vers l'URSS avec toute sa famille en 1971, cause un électrochoc dans le Parti et chez les masses : pourquoi l'héritier présomptif de Mao conspirait-il contre le régime ? L'inafaillibilité de Mao Zedong est questionnée. La *Révolution culturelle* d'État se radicalise avec le lancement de la *Campagne anti-Lin Biao, Anti-Confucius* [1971-1976]. L'affaire Lin Biao, loin de mettre un terme au mouvement, conduit à son emballement. Alors qu'en 1937 le 'libéralisme' incarnait la corruption, c'est maintenant au tour du 'confucianisme' de le faire. Or, malgré son opposition au confucianisme, Mao Zedong en réifie le cadre de pensée. La phase tardive de la *Révolution culturelle* évoque certains des traits caractéristiques du système impérial. Une différence toutefois : le culte de l'Empereur et le culte de Confucius étaient distincts. Confucius était appelé 'le roi sans couronne', car il impulsa une renaissance morale en Chine alors qu'il ne pouvait prétendre au rang de *Fils du Ciel*. Par comparaison, Mao Zedong n'est pas seulement un despote éclairé, mais véritablement 'le roi philosophe'. Or, la seconde renaissance culturelle contribua à l'affaiblissement intérieur et international du Parti et de la RPC.

## CONCLUSION – PREGNANCE DE LA PENSEE POLITIQUE TRADITIONNELLE

La période de 1860 à 1960 correspond à un siècle d'effervescence de la pensée politique comme la Chine n'en avait pas connue depuis la période des *Royaumes combattants* [475-221 av. J.-C.]. Cette remise en question, qui va culminer avec la *Révolution culturelle* déclenchée par Mao Zedong, a pour origine le choc culturel provoqué par l'emprise croissante des puissances occidentales sur la société chinoise. Un choc qui conduit les intellectuels à rejeter entièrement les fondations politiques, sociales, économiques et culturelles de l'ordre établi. L'Empire reposait sur un autoritarisme bureaucratique et idéocratique. La population était entièrement soumise au discours de l'Orthodoxie, et la dynastie, qui y avait lié son destin, le réactivait et l'imposait en permanence. Or, c'est au 19<sup>e</sup> siècle que des 'barbares', arrivés par la mer, et qui méprisent sa civilisation, vainquent l'Empire. Au même moment, l'Empire est aux prises avec une série de crises

économiques et sociales qui vont en s'amplifiant, mais que la dynastie refuse d'affronter de face, préférant réaffirmer sa légitimité et la domination mandchoue. Alors que l'Orthodoxie ne prône qu'un retour à la morale traditionnelle pour sauvegarder l'Empire, les valeurs occidentales se répandent chez les lettrés exclus d'un emploi officiel. Les premiers appels à la réforme ne remettent pas en cause l'Empire. Au contraire, ils proposent le renforcement de l'Orthodoxie impériale et l'adoption des techniques occidentales. Mais les lettrés et la dynastie n'y font aucun écho (voir figure 2.1, et annexe 2.2).

Cependant, la présence occidentale sur le territoire chinois s'accompagne de la diffusion de leurs modes de production et d'organisation ainsi que des discours et des valeurs dont ils s'accompagnent. Les lettrés sans emploi y sont réceptifs : libéralisme, constitutionnalisme et darwinisme social sont les discours repris par cette première génération. Soucieux du renforcement et de la modernisation de leur pays, les lettrés devenus intellectuels souhaitent dès lors l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. Leurs appels restent pourtant inaudibles jusqu'à la défaite de l'Empire chinois en 1895, devant un Japon modernisé à l'école de l'Occident. En 1898, Kang Youwei, chef de file des frondeurs, est appelé à réformer l'Empire sur le modèle japonais. Cent jours plus tard, l'aristocratie mandchoue et les réactionnaires Han y mettent fin par un coup d'État. La première véritable tentative de réforme avorte.

La victoire du Japon sur la Russie en 1905, convainc la majorité des intellectuels que le régime dynastique est la principale entrave au développement et au renforcement de la Chine. Ceux-ci, dans une seconde tentative de réforme, se rapprochent alors de l'idéal républicain. Or, la mise en place d'un tel projet politique implique une révolution nationaliste violente. Pour autant, ce projet de réforme reste velléitaire. Il se limite à l'énoncé des *Trois Principes du Peuple* : républicanisme, opposition aux Mandchous et modernisation de la Chine sous l'égide de l'État.

De plus, malgré les efforts de Sun Yat-Sen, aucune véritable organisation politique n'est créée pour assurer cette transition. Il faut attendre 1911 pour qu'une partie de l'armée se soulève et renverse la dynastie Qing mettant un terme à deux mille ans de régime impérial. Mais très rapidement, les mouvements nationalistes et républicains sont réprimés alors que Yuan Shikai, premier président de la République, essaie de transformer sa présidence en dynastie, en

mobilisant tous les artifices et tous les symboles de l'ancienne Orthodoxie impériale, renouant ainsi avec la tradition et son appareil. En réaction, les provinces font sécession sous l'autorité de seigneurs de guerre qui dès lors s'affrontent inlassablement. Cette deuxième tentative de réforme avorte elle aussi.

| Projets de réforme de l'État au 19 <sup>e</sup> et au 20 <sup>e</sup> siècles |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                    |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|
| Date(s)                                                                       | Projets de réforme au 19 <sup>e</sup> et au 20 <sup>e</sup> siècle                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Réformateur(s)/ révolutionnaire(s) |
|                                                                               | 1) Réformes ponctuelles voulues dans les limites de l'Orthodoxie et des institutions impériales                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                    |
| 1861                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Feng Guifen</b>                 |
| 1871                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Li Hongzhang et Zeng Guofan</b> |
| 1879                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Xue Fucheng</b>                 |
| 1898                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Zhang Zhidong</b>               |
|                                                                               | 2) Maintien rigide de l'Orthodoxie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                    |
| 1867                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Woren</b>                       |
|                                                                               | 3a) Réforme structurelle de l'Empire dans les limites des conceptions traditionnelles en professionnalisant l'administration, l'armée, l'éducation et la justice [projet I]                                                                                                                                                                                                                                              |                                    |
| 1870                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Wang Tao</b>                    |
|                                                                               | 3b) Réforme structurelle de l'Empire dans les limites des conceptions traditionnelles 1) en professionnalisant l'administration, l'armée, l'éducation et la justice, et 2) en introduisant le parlementarisme et le constitutionalisme (i.e. : encadrement des pouvoirs de l'empereur, proposition émise par des lettrés; projet minoritaire au sein de l'intelligentsia jusqu'à la défaite contre le Japon) [projet II] |                                    |
| 1895                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Yan Fu</b>                      |
| 1898                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Kang Youwei</b>                 |
| 1902-1904                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Liang Qichao</b>                |
|                                                                               | 4) Révolution politique : renverser la monarchie et les Mandchous pour réformer la Chine                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                    |
| 1903                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Zhang Binglin</b>               |
| 1906                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Hu Hanmin</b>                   |
|                                                                               | 5) Réformes sociales et culturelles : changer les institutions ne suffit pas, il faut changer la culture de la Chine pour former des citoyens et créer une conscience nationale                                                                                                                                                                                                                                          |                                    |
| 1916-1917                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Chen Duxiu</b>                  |
| 1917                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Hu Shi</b>                      |
|                                                                               | 6) Révolution politique et sociale : changer les structures socio-économiques, et créer de nouvelles institutions                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                    |
| 1918                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Li Dazhao</b>                   |
| 1924                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Sun Yat-Sen</b>                 |
| 1926                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <b>Mao Zedong</b>                  |

**Figure 2.1** – Les projets de réforme de l'État chinois au 19<sup>e</sup> et au 20<sup>e</sup> siècles. Colonne 1 : dates; colonne 2 : projets de réforme; colonne 3 : réformateur(s) et révolutionnaire(s) (voir annexe 2.1).

Les intellectuels voient alors dans la survivance de l'ancienne culture les raisons de l'échec de la révolution politique. Pour qu'un nouveau régime s'impose, il leur semble désormais évident

que le peuple doive y adhérer. En conséquence, il est nécessaire de développer une conscience nationale fondée sur une culture démocratique et scientifique. Pour le *Mouvement de la Nouvelle Culture*, la renaissance nationale doit donc inévitablement passer par une renaissance littéraire et une éducation populaire. Or, le *Traité de Versailles* en 1919 rappelle avec force que l'impérialisme des puissances libérales est l'ennemi. Dès lors, pour résister aux puissances libérales, les réformateurs préconisent la construction d'un État autoritaire, fort et modernisateur. Au même moment, la Révolution bolchevique, avec son Parti de révolutionnaires professionnels, transforme et renforce la Russie avec succès : elle devient le modèle de référence. Si, en Chine, les communistes et les nationalistes défendent des projets opposés de société, tous deux considèrent que le succès de la révolution qu'ils envisagent repose sur un parti formé de révolutionnaires professionnels et organisé selon le principe du centralisme démocratique, pour prévenir la répétition des échecs de 1911. La troisième tentative de réforme, qui visait une émancipation collective, avorte elle aussi, mais cette fois en raison des diktats internationaux. Ce qui renforce la conviction des intellectuels de la nécessité d'un État autoritaire.

En parallèle, Sun Yat-Sen, avec les cinq pouvoirs de l'État qu'il propose, renoue lui aussi avec les institutions impériales, car il entend en réactiver certaines. De plus, l'"Esprit national", qu'il promeut, puise ouvertement ses sources dans les valeurs confucéennes, que le Parti se doit d'incarner et d'inculquer au peuple. Sa mort instrumentalisée sous la forme d'un culte posthume, qui renoue avec les rituels traditionnels, contribue à dynamiser le mouvement de libération de la Chine contre les seigneurs de guerre qui la divisaient et la rendaient vulnérable. Chiang Kai-Shek profite de la libération de la Chine en 1927 pour réprimer les communistes et marginaliser la branche civile du Guomindang. Une fois maître de la Chine, Chiang Kai-Shek cherche à imposer par la force, à partir de 1934, une version radicalisée de l'Esprit national appelé *Mouvement de la Nouvelle Vie*. Mais sans organisation politique fiable, il s'appuie sur une organisation paramilitaire d'inspiration fasciste, les Chemises bleues. Malgré ses efforts, il ne peut s'opposer à la prise de la Mandchourie par les Japonais en 1931 ni à l'invasion de la Chine en 1937. En conséquence, Chiang Kai-Shek s'aliène le soutien des intellectuels qui vont désormais se rallier aux communistes. Ce repositionnement des intellectuels accélère la rupture du mouvement nationaliste. Les communistes vont en bénéficier.

Après les défaites répétées du Parti communiste, subies aux mains de Chiang Kai-Shek, un nouveau groupe dirigeant réuni autour de Mao Zedong, dont l'autorité s'impose en 1935 grâce à sa stratégie victorieuse de guérilla paysanne contre les nationalistes (et plus tard contre les Japonais). Or les masses paysannes sont illettrées et incapables de se mobiliser spontanément. Dès lors, pour Mao Zedong, les communistes doivent vivre au plus près des masses afin de les mobiliser et de les instruire sur leurs intérêts véritables. Selon Mao Zedong, les masses voueront alors aux communistes un culte spontané, comme celui dont on toujours bénéficié les héros en Chine. Le Parti communiste encourage donc ces cultes, qui réactivent les rituels traditionnels de la société chinoise<sup>91</sup>; et il s'en sert comme arme de propagande. C'est dans ce contexte que se développe le culte de Mao Zedong. La poussée du Parti communiste prend ainsi appui sur le substrat culturel de la paysannerie et le reproduit.

Cette poussée entraîne un afflux de membres et de sympathisants, qui ne partagent pas nécessairement la vision politique du Parti, ce qui menace son unité. Mao Zedong lance donc une campagne de rectification idéologique en 1942-1943 pour imposer une 'morale révolutionnaire' à tous. Elle promeut un idéal, apparenté au *Junren*, l'Homme de bien confucéen. Or, la prise du pouvoir s'accompagne de la formation d'une élite plus pragmatique. Aussi lorsque la déstalinisation engagée par l'URSS de Khrouchtchev en 1956 conduit à une remise en question radicale des symboles, des idéologies et même de l'histoire du mouvement communiste, cette élite prend prétexte des événements en URSS pour tenter d'imposer une approche plus rationnelle des problèmes. En réaction, la *Campagne Anti-droitiste* de 1957 met un terme aux débats; il s'ensuit une purge qui provoque une déprofessionnalisation du Parti. Ainsi, le *Grand bond en avant* de 1958 se solde par des déclarations de principes, sans programme précis. En réaction aux critiques internationales suscitées par l'échec du *Grand bond en avant*, le Parti répond par une intensification du culte de Mao Zedong. Comme celles de Sun Yat-Sen et de Chiang Kai-Shek, la réponse du Parti communiste se cantonne dans la réaffirmation du dogme.

---

<sup>91</sup> Mao, dès qu'il eût établi sa base à Yan'an dans le Shaanxi, après la *Longue Marche*, avait immédiatement créé des petits musées qui exposaient des photos et des objets ayant appartenu aux héros morts au combat. Il avait d'ailleurs enjoint aux survivants de recueillir et de conserver des souvenirs de leurs camarades décédés, bien avant la *Longue marche*. Il réactivait le culte traditionnel des héros.

Or, les raisons de cet échec doivent être expliquées : si Liu Shaoqi et ses partisans y voient l'effet d'un défaut de professionnalisation du Parti et de l'État, Mao Zedong et ses partisans l'interprètent au contraire comme l'effet d'un manque d'idéal révolutionnaire. Toutefois, dans l'immédiat, il faut maintenir l'unité idéologique de l'armée, des cadres et des masses. C'est pourquoi Lin Biao, commandant en chef, réunit un ensemble d'aphorismes que tout un chacun doit apprendre par cœur. La pensée de Mao Zedong et le marxisme-léninisme sont de nouveau réduits à des enseignements moraux propagés au cours de campagnes de masse. Les maoïstes profitent de ce mouvement pour affirmer leur ascendant et tenter d'associer les masses à leur entreprise de rectification idéologique du Parti. Le lancement de la *Révolution culturelle* en mai 1966 se caractérise par la formation spontanée de groupes de *Gardes Rouges* qui s'en prennent tant aux personnes qu'aux symboles jugés réactionnaires. Mais rapidement des factions s'affrontent sur des points de doctrine. Face au risque de guerre civile, l'armée occupe le pays en 1968. Toutefois, plutôt que stopper la *Révolution culturelle*, au contraire, elle l'institutionnalise et la ritualise. L'ensemble de la vie sociale et culturelle est dès lors codifié de manière rigide. Désormais, comme sous l'Empire, toute promotion repose maintenant sur la conformité. La déchéance et la mort soudaine de Lin Biao, en 1971, accentue cette ritualisation lors de la *Campagne Anti-Lin Biao, Anti-Confucius*. Autrement dit, alors qu'elle cherchait à jeter les bases d'un renouveau, la *Révolution culturelle*, ritualisée, s'apparente en définitive à une réification de l'Orthodoxie impériale, puisqu'elle en reproduit les mécanismes.

Ainsi, ce siècle, est tout entier traversé par une volonté de transformer la société chinoise, par des réformes d'abord, puis par l'instauration d'une république, et enfin par la révolution maoïste. Mais tous les changements politiques projetés ne préconisent qu'un pouvoir étatique autoritaire et idéocratique. À l'exception de la période du *Mouvement de la Nouvelle Culture*, jamais l'émancipation collective ni l'émancipation individuelle ne sont envisagées. La nation ou les masses ne sont conçues qu'en tant qu'acteur passif, qui doit être constamment mobilisé et dirigé par une élite intellectuelle. En Chine, depuis toujours, le pouvoir non seulement s'exerce uniquement d'en haut, mais a toujours été conçu comme tel. Il n'y a jamais eu de véritable contre-projet de forme de pouvoir. Ainsi, chaque projet de transformation politique, y compris la mobilisation qui a conduit à la révolution maoïste, a réactivé les référents et les structures de l'Orthodoxie impériale. Qui plus est, même les plus révolutionnaires n'ont pu s'abstenir d'inscrire

leur projet de transformation de la Chine dans la continuité des débats qui ont présidé à la fondation de l'Empire et auxquels l'Empire lui-même a mis un terme. C'est pourquoi il est paradoxal de constater que les débats qui se sont déroulés entre 1860 et 1960, les premiers véritables débats politiques en deux mille ans, ne rompent cependant pas avec le cadre des tout premiers débats politiques qui avaient été interrompus brutalement il y a deux mille ans, au moment de la formation de l'Empire. C'est pourquoi, pour approfondir la compréhension des enjeux politiques présentés dans ce chapitre, il faut maintenant rappeler ces premiers débats en les abordant dans leur dimension politique.





## CHAPITRE 3

### LES DEBATS POLITIQUES ET LA FORMATION DE L'EMPIRE

#### INTRODUCTION

Pour les *Nouveaux Confucéens*, comme pour nombre de sinologues formés aux études classiques, à la littérature ou à la philosophie, la civilisation chinoise se réduit à sa dimension axiologique. De là le pas est vite franchi : la civilisation chinoise est posée d'emblée comme une civilisation morale et son histoire ramenée à une succession de sages souverains conseillés par des ministres édifiants. La Chine « morale » est dès lors posée comme « l'Autre absolu » de l'Occident matérialiste (Billeter 2012, p. 9-11). Qui plus est, sa longévité et son « harmonie » multiséculaires sont réputées découler d'une supposée supériorité morale. Car la civilisation chinoise, pour De Bary (1989), Jullien (1989) et Cheng (2001), en cherchant d'abord à rendre les hommes vertueux par l'exemple moral, ne saurait être que supérieure à la civilisation occidentale, laquelle, en ne se souciant que de l'amélioration constante des conditions matérielles de l'existence, et de celle des structures politiques et légales, ne pouvait réussir qu'au détriment de l'élévation du sens moral. Ainsi, dans cette perspective, l'altérité absolue de la Chine interdit toute approche comparative (Billeter 2014, p. 41). Par conséquent, selon ces auteurs, les malheurs éprouvés par la Chine et les humiliations qu'elle a subies depuis plus d'un siècle ne découleraient que d'un renoncement à la poursuite d'un sens moral au profit de préoccupations matérielles. Autrement dit, le déclin de la Chine résulterait de son « occidentalisation » comme le soutiennent ces auteurs et les *Nouveaux Confucéens*. Ainsi jugent-ils l'approche comparative, qui emprunte ses concepts et ses méthodes aux sciences sociales, ternie par son passé occidental. À leurs yeux, elle est condamnée et condamnable. La Chine ne saurait être comparée qu'à elle-même. Aussi, passée l'expérience révolutionnaire, jugée catastrophique, elle ne pourrait se reconstruire qu'en se modelant sur son passé vertueux. De même, l'Occident et par voie de conséquence le reste du

monde ne sauront transcender leurs contradictions qu'en se modelant eux aussi sur l'exemple d'un retour à la morale fondée sur l'expérience de la Chine antique.

Il convient d'ouvrir une parenthèse sur le *Nouveau Confucianisme*.

Le *Nouveau Confucianisme* naît au début du 20<sup>e</sup> siècle. Il poursuit deux objectifs : d'une part, il tente de se démarquer du mouvement révolutionnaire (qui s'exprime dans le *Mouvement de la Nouvelle Culture* à partir de 1915), lequel veut définitivement rompre avec le passé, et, d'autre part, le *Nouveau Confucianisme* tend à se dissocier du mouvement ritualiste, lequel bien que progressiste cherche néanmoins à préserver le formalisme des rites comme symboles et manifestations de l'identité chinoise. Ce mouvement conservateur se qualifie lui-même de *Nouvelle école Ru* (新儒家) – souvent traduit en Occident par *Nouveau Confucianisme*. Les figures de proue du *Nouveau Confucianisme* sont Liang Shuming (梁漱溟, 1893-1988), Xiong Shili (熊十力, 1885-1968) et Feng Youlan (冯友兰, 1895-1990). Le *Nouveau Confucianisme* tente de réinterpréter la pensée néoconfucéenne de Zhu Xi (朱熹) afin de l'épurer de toute transcendance (Vandermeersch 2007) pour renouer avec une morale immanente. Dans un même mouvement, il cherche aussi à se lier à l'héritage démocratique et scientifique occidental afin de se régénérer. Mais, plus fondamentalement, l'idée que la culture chinoise, étroitement liée à l'enseignement moral de Confucius (孔子) et de ses disciples, se suffit à elle-même en Chine, voire serait supérieure aux morales étrangères, domine la réflexion de cette première génération de penseurs. Dans cet esprit, les forces vives que sont la démocratie et la science se doivent de composer avec la morale confucéenne (Feng Youlan 1931, 1935, 1981).

Avec le triomphe des communistes sur les troupes du Guomindang et leur arrivée au pouvoir, les nouveaux confucianistes s'exilent à Hong Kong, à Taiwan, mais aussi en Occident. Les principaux représentants de cette deuxième génération sont : Qian Mu (钱穆, 1895-1990), Tang Junyi (唐君毅, 1909-1978), Xu Fuguan (徐富观, 1903-1982) et Mou Zongsan (牟宗三, 1909-1995). Ce sont eux qui donneront au *Nouveau Confucianisme* sa plus grande cohérence. Leur action décisive fut la publication d'un manifeste en 1958 : *Un manifeste pour la réévaluation de la sinologie et la reconstruction de la culture chinoise*. Il était destiné aux sinologues occidentaux qu'ils accusaient d'avoir une compréhension « biaisée », si ce n'est « stérilisante », de la Chine. Étaient visés : d'une part, les missionnaires dans leur œuvre d'évangélisation et, d'autre part, les historiens qui évacuaient toute préoccupation qui n'était pas d'ordre politique. La thèse principale à laquelle adhèrent les nouveaux confucianistes, et qu'ils entendent défendre et propager, se résume comme suit : la culture chinoise, étroitement liée à l'enseignement moral de Confucius, est la seule à avoir atteint un haut degré « d'harmonie » entre les hommes et la nature; si la Chine n'a pu donner naissance à la démocratie et à la science, c'est parce que la tradition chinoise est surtout préoccupée par les questions d'élévation du sens moral, plutôt que de celles de développement des institutions; et si la démocratie et la science sont nées en Occident, ce n'est qu'au sein de la culture chinoise qu'elles peuvent atteindre leur plus haut degré de développement. Les Chinois qui récusent la tradition confucéenne sont qualifiés de « traîtres », et les mots ne sont pas assez durs contre les marxistes chinois (Vandermeersch 1991). Le *Nouveau Confucianisme* participe d'une vision culturaliste du monde : l'Asie, pour ceux qui s'en réclament, est demeurée pacifique et prospère tant que le confucianisme est resté le fondement et le liant de la culture asiatique, alors que l'insécurité s'est manifestée et les troubles multipliés lorsque de nouvelles valeurs se sont propagées, lesquelles ont forcé le confucianisme à composer avec ces nouvelles valeurs ou à être carrément supplanté.

Le principal représentant du *Nouveau Confucianisme* à l'heure actuelle est Tu Weiming (杜维明, 1940-). Il explique que la montée en puissance des États asiatiques depuis les années 1970 résulte d'un confucianisme renouvelé : un confucianisme ouvert aux idées et aux institutions occidentales les plus bénéfiques (marché, démocratie, droits de l'Homme) tout en restant fidèle à ses valeurs fondamentales (hiérarchie fondée sur le respect des obligations propres à chacun). Ainsi, les idées et les institutions

occidentales doivent être réinterprétées dans le cadre des valeurs propres au confucianisme afin de pouvoir être assimilées. Dit autrement, leur assimilation découle d'une accommodation préalable, justement produite par le travail d'interprétation effectué par les nouveaux confucianistes. Plus important encore, ce n'est que par ce travail de transformation et d'assimilation qu'elles trouvent leur expression la plus définitive. (Tu Weiming 1984, 1989, 1993, 1994a, 1994b, 1996, 2000, 2001; De Bary et Tu Weiming 1998). Plus spécifiquement, d'après eux, seul le *Nouveau Confucianisme* permettrait de transcender l'instinct de domination, central dans l'héritage des Lumières, tout en transformant et en assimilant ses apports bénéfiques afin de parachever l'« harmonie » entre les Hommes et la nature (Tu Weiming 1998).

Fin de la parenthèse.

Par ailleurs, nier l'originalité de l'histoire chinoise, comme la tradition intellectuelle occidentale l'a fait trop souvent – avec des chercheurs comme Morgenthau (1948), Waltz (1979), et Fukuyama (1989) – revient aussi à récuser la pertinence de toute approche comparative. Ainsi, poser d'emblée l'altérité absolue rend tout dialogue impossible; tout comme gommer toute différence le rend tout autant impossible. Pour pouvoir comparer objectivement deux histoires politiques, il faut, avec Billeter, admettre l'unité de l'expérience humaine : c'est cette unité qui permet de penser les différences (Billeter 2014, p. 82). Or, que constatons-nous ? La Civilisation chinoise s'étale sur une longue durée (221 av. J.-C. à 1911) et s'inscrit dans la continuité. Par comparaison, l'histoire de la civilisation européenne, beaucoup plus courte<sup>1</sup> (à partir de 1500 jusqu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle), est caractérisée par une succession de ruptures historiques.

De la chute de l'Empire romain – à la fin du 5<sup>e</sup> siècle – jusqu'au début de la construction européenne – au milieu du 20<sup>e</sup> siècle – l'Europe n'a bénéficié ni de l'unité ni de la stabilité qui avaient caractérisé cet Empire. Les régimes politiques qui lui ont succédé ont pour la plupart disparu, remplacés en permanence par de nouvelles formes d'organisation. En politique étrangère, l'Europe n'a pas connu de paix pluriséculaires ni même de paix pluridécennales, et ses frontières extérieures et intérieures ont été constamment redessinées. Par comparaison, le régime politique de la Chine, de même que ses frontières extérieures, n'ont été que marginalement modifiés au cours des siècles, et cela malgré les changements dynastiques et les invasions étrangères (Fairbank et Goldman 2006). Dans ce contexte, faut-il dissocier, comme le préconisent certains sinologues et

---

<sup>1</sup> Par comparaison avec les civilisations gréco-romaine et judéo-chrétienne. Pour dire les choses simplement, une transformation des représentations se produit au tournant du 16<sup>e</sup> siècle. On passe alors de la transcendance à l'immanence, et de l'hétéronomie à l'autonomie politique (Wood 2012, p. 1-31). Avec Hobsbawm (1994), Negri (2000) et Harvey (2007) on peut considérer qu'à partir de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle une rupture s'est produite : la civilisation est devenue véritablement globale.

les *Nouveaux Confucéens*, la longue durée de la Civilisation chinoise de la persistance des structures politiques qui l'ont accompagnée, nourrie, soutenue, préservée et perpétuée ? La Civilisation chinoise est-elle indissociable de l'Empire chinois ? Cette question est pertinente parce que l'Empire chinois n'est pas une vue de l'esprit ou une abstraction comme peut l'être l'idée du *Royaume de Dieu* : l'Empire est un régime politique structuré. Il est d'abord et avant tout un État centralisé et bureaucratique (Fu 1993; Fairbank et Goldman 2006; Balazs 2012). Pour Billeter (2014, p. 18-19), le qualificatif de « Civilisation chinoise » est un euphémisme qui réifie les dogmes de l'Orthodoxie impériale après l'effondrement de l'Empire.

Plutôt que de Civilisation chinoise, il serait plus juste de parler de Civilisation impériale, tant les ressorts de l'Orthodoxie et des structures politiques de l'Empire étaient imbriqués les uns dans les autres, les ressorts de l'Orthodoxie justifiant les structures impériales, et ces dernières imposant les premiers (Billeter 2014, p. 18-19). Ainsi, nous comprenons mieux pourquoi les révolutionnaires chinois du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> siècles, aussi radicaux fussent-ils, ne purent transcender les structures impériales, alors que les traditionalistes ne voulurent pas transcender l'Orthodoxie impériale. Ainsi, pour analyser l'Empire et comprendre les raisons de sa faiblesse structurelle, il faut déconstruire l'Orthodoxie impériale. Ce n'est qu'au rebours de sa déconstruction que nous pourrions restituer les grandes étapes intellectuelles de la construction de l'État impérial<sup>2</sup>.

### 3.1 – LA JUSTICE IMPERIALE : UN EXEMPLE, LE CAS DU JUGE BAO (包公)

La longue dynastie Qing [1644-1912] fut inévitablement le point de référence des Révolutionnaires pour s'opposer au passé, et des traditionalistes pour s'en réclamer. Malgré toutes ses contradictions et ses paradoxes, elle demeure la forme ultime de la Civilisation impériale. Évidemment, la forme qu'elle revêt sous les Qing ne peut être projetée sur le passé impérial. Et pourtant, c'est bien ce que font les *Nouveaux Confucéens* et certains sinologues. Ce faisant, ils transposent les représentations que les lettrés impériaux entretenaient sur l'Empire et

---

<sup>2</sup> Le chapitre 4, qui traite de la mise en place en structures politiques de l'Empire, montrera que l'Empire chinois, un État centralisé et bureaucratique, est en fait le premier État moderne, car il rompt radicalement avec les pratiques politiques féodales qui l'avaient précédé, et dont la tradition confucéenne se voulait la garante intransigeante. Le confucianisme défendait des rapports politiques et sociaux féodaux (Vandermeersch 2009) alors que l'Empire reposait sur une hiérarchie de normes et de fonctions dépersonnalisées.

sur eux-mêmes. Balazs (2012) et Billeter (2014) rappellent que les trois plus grandes qualités des lettrés étaient : un renoncement à toute compétence pratique, un conformisme en toutes circonstances, et un refus conscient de tout sens critique (Billeter 2014, p. 14-15)<sup>3</sup>. La littérature populaire autorisée sous les Qing véhicule les représentations sociales que la Civilisation impériale perpétuait. Ainsi, la figure du juge Bao, un personnage littéraire célèbre, reprise par nombre d'auteurs connus ou anonymes tout au long de la dynastie Qing, s'inspire d'un fonctionnaire qui a vécu [999-1062] et officié sous la dynastie Song (宋朝, 960-1279). Il incarne à lui seul l'image du fonctionnaire intègre et anticipe celle du sage du *Nouveau Confucianisme*.

Dans le récit de Shi Yukun (石玉昆, [19<sup>e</sup> siècle]<sup>4</sup>), pour prendre cet exemple, Bao est le troisième fils d'un riche propriétaire fermier<sup>5</sup>, intègre, dont les frères sont déjà adultes. Si l'aîné et sa femme incarnent la vertu et le respect de la famille, le cadet et sa femme, par contre, personnifient le vice et l'égoïsme (Shi 2005a, p. 33). Contre l'avis de son père, Bao reçoit une éducation. Mais surtout, il impressionne tout le monde par sa capacité de réciter le *Canon confucéen* sans jamais l'avoir étudié (Shi 2005a, p. 53). Toujours reçu premier, il gravit alors les échelons des examens impériaux, sauf lors de l'examen impérial donné dans la capitale où il se classe vingt-troisième, en raison de la corruption qui y règne. À titre de compensation, il est nommé juge de canton (Shi 2005a, p. 83). Sous le système impérial d'administration de la justice, le juge est aussi l'enquêteur, et la salle du tribunal aussi celle de l'interrogatoire<sup>6</sup> : le juge combine donc les fonctions de police et de justice. Il est tout puissant et ses décisions ne semblent pas relever d'un corpus légal ni d'une jurisprudence, les lois ne sont jamais mentionnées. Ses impressions immédiates priment : il peut rouvrir une affaire de son propre chef, bien qu'elle ait déjà été jugée et close; convoquer toute personne sans qu'il ait à justifier sa décision; soumettre à la torture ceux qu'il interroge, en étant libre de choisir le moyen qui lui semble le plus approprié, quitte à en inventer de nouveaux; de même lorsqu'il prononce des condamnations à la peine

---

<sup>3</sup> Balazs (2012, p. 16-17) distingue les compétences spécialisées, propres à la caste des artisans, de celles managériales réservées aux lettrés.

<sup>4</sup> Ni la date de sa naissance ni celle de son décès ne sont connues.

<sup>5</sup> Ce qui implique qu'il était un propriétaire terrien fortuné.

<sup>6</sup> La procédure est dite inquisitoire : le juge joue un rôle actif dans l'élaboration de la preuve en vue de fonder son jugement, contrairement au système accusatoire où il arbitre entre deux versions des faits.

capitale – dont l'exécution est immédiate – il dispose de la même liberté pour imaginer des méthodes d'exécution; admettre de nouvelles preuves lorsqu'une affaire est déjà engagée; rendre simultanément des jugements sur des affaires différentes; et contraindre des innocents pour « leur bien » (Shi 2005a, p. 86; 87-88; 107; 157; 163; 2005b, p. 147).

Les accusés, les accusateurs et les témoins lui font face à genoux alors qu'il les domine installé sur une estrade. Accusés, accusateurs et témoins ne peuvent parler que lorsqu'ils en reçoivent l'ordre. Si la réponse n'est pas satisfaisante, le juge ordonne qu'ils soient soumis à la torture dans l'enceinte même du tribunal, car il doit obtenir des aveux pour pouvoir rendre son jugement. La mort sous la torture de celui qu'il interroge n'est qu'une contrariété passagère. C'est pourquoi, il peut aussi chercher à les tromper et à les manipuler afin d'obtenir leurs aveux (Shi 2005a, p. 89-92). Sa tâche est facilitée, car le juge Bao semble avoir le don de reconnaître la marque de la vertu ou du vice sur le visage de ceux qu'il interroge; et ces marques, à la lecture des romans, semblent liées à la condition sociale dans laquelle chacun se trouve : les lettrés sont spontanément vertueux alors que les commerçants et les artisans versent naturellement dans le crime. Ne se trompant jamais, il fait donc preuve d'une sagesse innée (Shi 2005b, p. 40). Elle est confirmée par son intransigeance envers les officiels corrompus, quel que soit leur rang (Shi 2005b, p. 89-90). Par contre, la dynastie, elle, est toujours au-dessus de tout soupçon, seuls ministres, concubines et eunuques constituent des agents corrupteurs. En tant que juge, Bao n'a qu'un seul souci en tête : préserver et consolider les quatre relations principales d'autorité au fondement de l'ordre impérial et de l'ordre social : le rapport d'autorité « souverain-sujet », celui de « père-fils », de « frère aîné-frère cadet », et de « mari-femme ». Ces rapports englobent le monde des esprits, intrinsèquement relié au monde des hommes et en équilibre avec celui-ci (Shi 2005b, p. 175-176). Autrement dit, le juge Bao s'attache sans cesse à préserver et à consolider le règne de la famille impériale légitime, qui incarne les parents de l'Empire (Shi 2005b, p. 89). Pour ses services, il est promu préfet, puis premier ministre. Ainsi, le juge Bao est l'exemple même du sage confucéen.

Mais, qu'entend-t-on par justice confucéenne ? Qu'est-ce que l'interprétation confucéenne de la loi ? Le juge Bao n'hésite jamais : ses actes, ses jugements et ses paroles reposent sur les *Quatre livres : Les entretiens, La pratique équilibrée, La Grande Étude et Le Mencius*. Les mises en

scène de ce qu'incarne le juge Bao, par plusieurs auteurs successifs qui s'alimentent au même fonds, illustrent le poids de la tradition dans la culture de l'élite chinoise<sup>7</sup>. Bien que ces écrits aient été transmis de génération en génération, ils ne formèrent véritablement le canon confucéen qu'à partir du 13<sup>e</sup> siècle (Gardner 2003, p. 1-28), soit bien après la mort du véritable juge Bao. À ce sujet, pour employer un terme qui n'existait pas encore, ce canon en vint à former *de facto* la 'Constitution' de l'Asie de l'Est; c'est-à-dire un corpus de principes à la base de régimes qui se voulaient fondés sur l'autorité morale d'individus, qualifiés justement d'autorité morale parce qu'ils maîtrisaient ces textes canoniques. Ces personnages importants et influents se voulaient détachés de toute contrainte formelle. Les romans du juge Bao projettent l'image d'un homme soumis à aucune règle autre que celles que lui imposait sa moralité. Ces régimes fortement personnalisés à chacun des échelons de leurs dispositifs étaient indépassables dans la mesure où quiconque à quelque niveau qu'il fût incarnait le pouvoir et qu'aucun contre-pouvoir institutionnel, autre que ses supérieurs hiérarchiques, ne pouvait lui être opposé.

Or, comme cela a été montré au chapitre deux, le choc militaire, économique et intellectuel subi par la Chine aux mains de l'Occident à partir du milieu du 19<sup>e</sup> siècle avait provoqué une crise chez les élites. Elles s'interrogeaient sur les mesures à adopter pour rendre à la Chine sa puissance et sa prééminence. Mais ces débats ne rompaient pas avec le système de pensée hérité de la Chine ancienne, et dont était issu l'Empire. Cette présence constante du passé dans le présent caractérise l'évolution de la pensée politique chinoise. C'est pourquoi, pour Billeter (2010, p. 100), on ne peut comprendre la Chine sans avoir une vision d'ensemble de son évolution historique. À cette fin, il faut rappeler, à larges traits, l'histoire de la Chine ancienne ainsi que la réflexion politique qui s'élabore sous les Zhou orientaux (东周, 770-256 av. J.-C.), car c'est à ce moment que se cristallise le système de pensée qui va dominer toute l'histoire politique chinoise et présider à la fondation de l'Empire. Tout au long de la succession et du remplacement des dynasties, il sera constamment fait référence à ce moment intellectuel fondateur. Billeter retient deux dates importantes : « [L]a création de la royauté des [Zhou] quelques décennies avant l'an mille avant notre ère, et, environ huit cents ans plus tard, la création de l'empire par [Qin Shihuang] » (p. 100) (voir figure 3.1).

---

<sup>7</sup> Cf. *supra*, chap. 2.



## 3.2 – L'AGE D'OR MYTHIQUE DE LA CHINE

Les historiens et les archéologues ont reconstitué le passé des périodes Shang (商朝, 1600-1046 av. J.-C.) et Zhou (周朝, 1046-256 av. J.-C.). Mais ce passé progressivement mis au jour par les chercheurs contraste avec la version idéalisée de l'histoire telle qu'elle s'est perpétuée au cours des siècles. Or, les débats intellectuels qui précèdent l'Empire s'alimentent à cette histoire idéalisée et la réactivent constamment. Quelles sont les caractéristiques de ce fonds mythique ?

### 3.2.1 – L'identité chinoise : entre mythe et rites sociaux

Le fonds culturel chinois, riche et complexe, syncrétique et contradictoire, forme donc le substrat intellectuel auquel s'alimente l'élite lettrée<sup>8</sup>. Les lettrés ont développé une conscience d'eux-mêmes à partir de ce même substrat. Pour cette formation sociale<sup>9</sup>, les autres couches de la société chinoise et les autres sociétés sont réputées inférieures parce qu'elles ne possèdent pas ce bagage culturel. C'est en fonction de cet écart culturel qu'elle règle ses relations avec leurs membres.

Cette élite se plaît à rappeler qu'elle est l'héritière d'une histoire plurimillénaire ininterrompue dont elle tire sa légitimité (ultérieurement, la Chine tout entière se réclamera de ce passé mythique). Elle considère donc authentique l'histoire des *Trois Augustes et Cinq Empereurs* (三皇五帝) : figures mythiques, hybrides et non humaines<sup>10</sup>, douées de pouvoirs surnaturels dans

---

<sup>8</sup> Jusqu'à la fin de la Période des *Printemps et des Automnes* (cf. figure 3.1), l'élite lettrée regroupe les spécialistes de la liturgie officielle et de la divination, les Ru (儒). Plus tard, s'y adjoindront les Shi (士), composés de petits nobles privés d'héritage (parce que dans la Chine ancienne l'héritage était indivisible), interdits de toute occupation manuelle rémunérée quelle qu'elle soit. Ceux-ci vont dès lors se consacrer à l'étude des Classiques et des rites.

<sup>9</sup> Pour Elias (1985) une « formation sociale » désigne un groupe de personnes qui n'existe pas en dehors des individus qui le composent, car ils sont interdépendants les uns des autres. « La société de cour n'est pas un phénomène existant en dehors des individus qui la constituent; et les individus qui la constituent, depuis le roi jusqu'au valet de chambre, n'existent pas en dehors de la société qu'ils constituent ensemble » (p. LIV).

<sup>10</sup> Il n'y a pas de terme français pour exprimer la notion mobilisée par Sima Qian pour décrire ces êtres. Dans l'imaginaire chinois, il ne s'agit pas d'êtres surnaturels au sens où on les conçoit en Occident, mais d'êtres réels tout comme au Moyen Âge les fées, les dragons et les farfadets étaient des êtres bien réels (Duby 1996, p. 351-409). Par exemple, il décrit ainsi Fuxi : « Sa mère s'appelait *Hoa-siu*; elle marcha dans les empreintes de pas d'un géant auprès du marais de *Lei*; et c'est à la suite de cela qu'elle enfanta *P'ao-hi* à *Tch'eng-ki*. Il avait un corps de serpent et une tête d'homme.

Il eut une vertu sainte.

le cas des *Trois Augustes*; et cinq fondateurs démiurgiques de la civilisation chinoise dans le cas des cinq empereurs<sup>11</sup>. La chronologie définitive de ces origines a été fixée par Sima Qian (司马迁, 145-86 av. J.C.), le premier historien chinois<sup>12</sup>.

### 3.2.1.1 – Le mythe fondateur<sup>13</sup>

Fuxi (伏羲) et sa sœur Nüwa (女娲), dont la tradition fait remonter le règne à 2852-2820 av. J.-C., auraient non seulement donné leur forme définitive à la Terre et aux cycles naturels, mais ils auraient aussi façonné d'argile l'être humain. Ils lui auraient par la suite enseigné les rudiments de l'écriture, le calcul du temps, l'utilisation des métaux, l'élevage, la chasse et la pêche, et l'art de construire des habitations (Sima Qian 2004, t.1, p. 4-5). À part Nuwa, dont le rôle est rappelé dans ce mythe fondateur, les personnages féminins disparaîtront de l'histoire officielle, si ce n'est pour mentionner quelques rares concubines perverses dont les manipulations ont fait sombrer des dynasties. Shennong (le « divin laboureur » 神农), 2820-2780 av. J.-C., successeur de Fuxi et Nuwa, aurait enseigné aux hommes les rudiments de l'agriculture, l'utilisation des plantes médicinales, la hiérarchie et le commerce (Sima Qian 2004, t.1, p. 5-8, 10). Il faut retenir de ce mythe fondateur, que le savoir des hommes leur a été transmis par des êtres supérieurs. Cette croyance va se perpétuer tout au long de l'histoire chinoise, sans jamais être discutée, ni *a fortiori* remise en

---

Levant la tête, il contempla les figures qui se trouvent dans le ciel; baissant la tête, il contempla les formes qui sont sur la terre. — Autour de lui il contempla les bigarrures des oiseaux et des animaux, ainsi que ce qui convient au sol — Au près, il prit en considération toutes les parties de son corps; au loin, il prit en considération tous les êtres. Il fut le premier à tracer les huit trigrammes grâce auxquels il pénétra l'efficace des esprits divins et grâce auxquels il sépara par classes les natures des êtres.

Il inventa les textes écrits pour remplacer l'institution des cordes nouées.

Puis le premier il régla le mariage de la femme et celui de l'homme et du don des deux peaux de bêtes il fit un rite.

Il tressa des filets et des rets pour enseigner la chasse et la pêche et c'est pourquoi on l'appela *Fou-hi*. Il éleva des animaux domestiques pour la cuisine et c'est pourquoi on l'appela *P'ao-hi* » (Sima Qian 2004, t.1, p. 4).

<sup>11</sup> D'après Sima Qian, les Trois Augustes sont Fuxi, Nuwa et Shennong, et les Cinq Empereurs : l'Empereur Jaune, Zhuanxu, Ku, Yao et Shun.

<sup>12</sup> Il est tout à fait remarquable que la chronologie établie par Sima Qian ait été en grande partie corroborée par les recherches contemporaines.

<sup>13</sup> Il n'est pas question de traiter ici de tous les aspects de ce mythe fondateur ni des concordances ou dissonances qu'il entretient avec les mythes des autres sociétés. Nous ne retenons de ce mythe que les incidences qu'il aura sur le développement du questionnement politique. Sont donc passés sous silence tous les contes et légendes qui alimentent la mythologie chinoise. Voir Pimpaneau (1999).

question. Toutes les sociétés traditionnelles se sont réclamées, à un moment ou l'autre de leur histoire, d'un mythe fondateur<sup>14</sup>. Mais ce qui distingue véritablement la société chinoise est le fait qu'elle ne l'ait jamais remis en question. Plus encore que par leurs gestes, ils règnent par leur vertu. C'est grâce à elle qu'ils maintiennent l'"Harmonie" parmi les hommes. Il faut souligner que cette notion de vertu, jamais véritablement définie, donc ouverte à toutes les interprétations, est centrale dans l'imaginaire du pouvoir chinois, car les souverains ne peuvent être que vertueux lorsqu'ils remplissent leurs obligations, ou pervers lorsqu'ils y renoncent. C'est pourquoi le discours oscillera toujours entre les souverains vertueux et les pervers. Sima Qian, commentant la descendance de Shennong, précise que ceux-ci se partagèrent la plaine centrale, mais qu'au cours de la succession des générations ils se pervertirent et ainsi perdirent leur droit de régner (Sima Qian 2004, t.1, p. 5-8, 10).

La notion de vertu est aussi polysémique que centrale dans la pensée chinoise. Elle fera l'objet de débats sans fin – sans que jamais un consensus ne se dégage – jusqu'à ce que l'Orthodoxie impériale en impose un *de facto*. Il en va de même de la notion d'harmonie : omniprésente dans le discours des lettrés, elle échappe constamment, elle aussi, à toute définition satisfaisante. Les souverains vont donc, par principe, s'imposer par la vertu et ainsi garantir l'harmonie sans que l'on sache jamais ni pourquoi ni comment.

Selon la tradition, suit l'ère des Cinq Empereurs, des rois humains membres du même clan, le clan Gongsun (公孙). Ils sont eux aussi dotés de capacités hors du commun. Le premier, Huangdi (« l'Empereur Jaune » 黄帝<sup>15</sup>), aurait contraint les seigneurs à respecter l'ordre hiérarchique en les soumettant à la pratique d'un ensemble de rites (*li* 礼), avant de s'imposer comme Roi. Il régna de 2697 à 2598 av. J.-C, et aurait introduit les bases de l'administration impériale et de l'organisation territoriale de l'empire (Sima Qian 2004, t. 1, p. 10-11). Le *Mandat du Ciel* (tianming 天命), conféré à un individu, fait de lui le *Fils du Ciel* (tianzi 天子). Dès lors, la succession du pouvoir aurait reposé

---

<sup>14</sup> Toutes les sociétés ont des mythes fondateurs qui ont en commun d'expliquer l'ordre naturel et social du monde (Lévi-Strauss 1962; Eliade 1963).

<sup>15</sup> Ne pas confondre avec le titre Huangdi (皇帝) qu'adoptera le Premier Empereur, par la contraction du titre des Trois Augustes, Huang (皇), et des Cinq Empereurs, Di (帝), et qui sera par la suite porté par tous les empereurs successifs.

sur la conformité de l'héritier présomptif aux desseins du *Ciel*<sup>16</sup> et son amour inconditionnel du peuple, rendu manifeste par son accomplissement des rites. Ainsi, son petit-fils (ou arrière-petit-fils), Zhuanxu (顓頊), lui aurait succédé [2597 à 2435 av. J.-C.], lui-même suivi de Ku (啓) [2435 à 2357 av. J.C], son neveu (Sima Qian 2004, t. 1, p. 11-12). À sa mort, son fils aîné, né de sa seconde épouse, lui aurait succédé. Or celui-ci n'était pas jugé suffisamment vertueux pour régner : n'eût été de sa mort prématurée, laissant le pouvoir à son demi-frère cadet, il aurait menacé l'équilibre entre le règne humain et le règne céleste. Cette précision de Sima Qian permet de mieux comprendre l'origine du pouvoir attribué au souverain : intercesseur entre le *Ciel* et l'humanité, il doit constamment veiller à préserver l'"Harmonie" entre les deux sphères.

Yao (尧, 2356 à 2255 av. J.-C.), fils de la première épouse du roi Ku, roi exemplaire, aurait organisé les activités humaines selon les cycles naturels. Mais, surtout, il refusa de transmettre le pouvoir à son fils, qu'il jugeait indigne de régner. Il rechercha le candidat le plus vertueux pour lui succéder, et lorsqu'il pensa l'avoir trouvé, le mit à l'épreuve en lui confiant des tâches officielles pour une durée de trois ans. De plus, Shun (舜), qui dans l'adversité aurait réussi à faire de sa famille une famille vertueuse, fut appelé par Yao à lui succéder de son vivant. Il aurait régné de 2255 à 2205 av. J.-C., aurait divisé l'Empire en douze provinces et arrêté les cinq châtiments légaux : tatouage du visage, ablation du nez, ablation de un ou des deux pieds, castration et exécution. Selon les circonstances ou le rang des coupables, ces peines étaient adoucies : bannissement ou amendes, fouet pour les magistrats, verges pour les instructeurs (Sima Qian 2004, t. 1, p. 13-17).

Ces deux rois mythiques, Yao et Shun, ont été jugés exemplaires à un point tel qu'ils sont constamment cités comme modèles à imiter. Mencius (孟子), par exemple, insiste sur la capacité qu'a chacun de devenir un Yao ou un Shun s'il le désire véritablement (Mengzi 2009, p. 486-488). On les retrouve encore aujourd'hui constamment cités comme idéal de comportement.

---

<sup>16</sup> La notion de *Ciel* (*tian* 天) correspond soit à une force impersonnelle douée de volonté, soit à la mécanique de l'univers fonctionnant d'elle-même. Cette dernière conception s'autonomisera sous le terme de Voie (*dao* 道) avec le Taoïsme. Elle ne peut être confondue avec la *Voie des anciens rois*, elle aussi appelée *dao* par le confucianisme. Elle caractérise une conception ritualisée du pouvoir.

### 3.2.1.2 – Les régimes dynastiques

Comme son prédécesseur, Shun, âgé, aurait abdicé afin de céder le trône à son sujet le plus vertueux. À cette époque, l'Empire aurait été menacé par plusieurs événements : des crues du fleuve jaune aux invasions barbares, en passant par une instabilité sociale croissante. Ceux les plus à même de préserver et de renforcer l'Empire furent nommés intendants. Tous les trois ans, ils étaient promus ou rétrogradés en fonction de leurs mérites ou démérites. Seul le comte Yu (禹), intendant des travaux publics, aurait été jugé digne d'exercer le pouvoir par sa réserve et son mode de vie frugal (Sima Qian 2004, t. 1, p. 27), mais aussi par ses réalisations, telles le percement des montagnes afin d'unifier l'Empire, qu'il avait réorganisé en neuf provinces<sup>17</sup> – chacune devant régulièrement payer un tribut à la cour impériale en fonction de sa richesse – et l'extension des frontières de la Chine comme jamais auparavant (Sima Qian 2004, t. 1, p. 20-24). La tradition veut que son plus grand legs ait été d'avoir contenu les crues des grands fleuves de Chine par ses travaux de canalisation et d'avoir ainsi donné de nouvelles terres à l'agriculture. Il se serait tout entier consacré à cette tâche, songeant uniquement aux intérêts de l'Empire. Dès lors, les « barbares » relégués aux marges inhospitalières de l'Empire, impressionnés par ses accomplissements, n'auraient eu d'autre choix que d'envoyer des tributs à la cour impériale en signe de soumission (Sima Qian 2004, t. 1, p. 26-27).

La légende de Yu, d'une part, rappelle que la *vertu sui generis* infuse de bien-être tout l'Empire et d'autre part, rayonne bien au-delà de ses frontières. Elle illustre aussi la conception des rapports que la Chine entretient avec sa périphérie : elle ne connaît pas d'égal, mais que des vassaux, dont elle attend régulièrement des tributs comme marques de déférence et de soumission.

Grâce à sa *vertu*, et à sa *Virtù*<sup>18</sup>, il aurait fondé un nouveau régime : l'empire féodal, organisé sur une base concentrique. Au centre, le domaine impérial de 500 li<sup>19</sup> de côté, dont les sujets sont

---

<sup>17</sup> Les neufs provinces : Ji au nord, Yan et Qing au nord-est, Xu à l'est, Yang au sud-est, Jing au sud, Liang à l'est, Yong au nord-est et Yu, domaine royal et centre de l'Empire (Confucius, 2014, p. 29-33). Cette centralité du siège du pouvoir est une constante de la pensée politique chinoise. Ce découpage territorial fut repris par la dynastie des Han Occidentaux.

<sup>18</sup> Selon Machiavel (1513), la *Virtù* est la capacité pour quelqu'un d'acquérir et de préserver une principauté.

soumis à la corvée et à l'impôt; au-delà du domaine impérial sur une distance de 500 li se répartissent les domaines qu'il a délimités pour les grands seigneurs qui sont soumis régulièrement à un tribut, et obligés de lui prêter assistance lorsqu'il réclame leur aide. Au-delà des domaines des vassaux, sur 500 li encore s'étendent les territoires sur lesquels le roi (*wang* 王) règne par l'exemple, mais dont les frontières extérieures sont gardées par des garnisons militaires afin de contenir les « barbares » sur leurs terres incultes, de même que les bannis (Sima Qian 2004, t. 1, p. 32). Dès lors, le « monde » aurait enfin connu la paix et, pour la première fois, le roi délégua le pouvoir à son plus fidèle ministre. L'Empire ayant dès lors atteint sa forme la plus harmonieuse, et donc la plus parfaite. Les rois n'ont donc plus pour devoir de le développer, mais bien de le préserver dans sa forme et de le consolider. Yu désigna son fils, le plus vertueux, pour lui succéder. Il accéda au trône par acclamation. Rapidement, toutefois, un de ses vassaux questionna sa légitimité et livra bataille contre lui. Mais il fut défait. La volonté du *Ciel* se manifestait par la victoire du fils de Yu : la filiation patrilinéaire était donc le moyen le plus à même d'assurer la préservation de l'Empire. Ainsi serait né le principe dynastique en Chine (Sima Qian 2004, t. 1, p. 37-38).

---

<sup>19</sup> 1 li = 500 m environ.

| Chronologie des périodes mythiques, des périodes historiques et des régimes |                           |                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                          |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Grandes périodes                                                            | Périodes historiques      | Chronologie (av. J.-C.)                                     | Régimes                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                          |
| Mythique                                                                    | Trois Augustes            | Fuxi et Nuwa                                                | • Vertu rayonnante                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                             |                           | Shennong                                                    | • Régime clanique et tribus tributaires                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                             | Cinq Empereurs            | Empereur Jaune<br>2698-2598                                 | • Monarchie et tribus tributaires                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                             |                           | Zhuanxu                                                     | • Passation du pouvoir à l'homme le plus vertueux du royaume                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                             |                           | Ku<br>2436-2366                                             | • Instauration des rites                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                             |                           | Yao<br>2356-2255                                            | • Instauration des châtiments                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                             |                           | Shun<br>2294-2184                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                             | Dynastie Xia              | Yu le Grand<br>2200-2100                                    | • Monarchie fondée par Yu le Grand, plus des clans tributaires                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                          |
| 2100-1600                                                                   |                           | • Principe dynastique sanctionné par une victoire militaire |                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                                                          |
| Préimpériale (premières sources écrites)                                    | Dynastie Shang            | 1600 -1046                                                  | • Monarchie fondée par Tang<br>• Clans tributaires et vassaux<br>• Passation du mandat du Ciel sanctionné par une victoire militaire contre la dynastie précédente<br>• Royaume dynastique                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                             | Zhou Occidentaux          | 1046-771                                                    | • Monarchie féodale fondée par Wu, plus 148 fiefs vassaux<br>• Passation du mandat du Ciel sanctionné par une victoire militaire contre la dynastie précédente<br>• Invasion barbare facilitée par un félon – fuite vers l'Est de la famille royale –<br>• Émergence de vassaux protecteurs de la dynastie |                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                             | Printemps et des automnes | 771-475                                                     | Zhou Orientaux<br>• Dynastie au pouvoir symbolique<br>• Partition du Jin lors d'une guerre civile                                                                                                                                                                                                          | • Période des Hégémons – rivalités<br>• 148 États vassaux graduellement absorbés par les plus puissants<br>• Centralisation administrative et militaire<br>• 8 monarchies féodales autonomes<br>• Guerres interétatiques |
|                                                                             | Royaumes Combattants      | 475-256                                                     | • 7 monarchies absolues (Chu, Han, Qi, Qin, Wei, Yan, Zhao)<br>• Accélération de la centralisation et de la bureaucratisation des monarchies<br>• Intensification des guerres interétatiques<br>• Conquête et destruction du domaine royal par Qin<br>• Conquête des six (6) royaumes par le Qin           |                                                                                                                                                                                                                          |
|                                                                             | Impériale                 | Dynastie Qin                                                | 221                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | • État centralisé et bureaucratique                                                                                                                                                                                      |

**Figure 3.1** – Chronologie des périodes mythiques, des périodes historiques et des régimes. Colonne 1 : grandes périodes; colonne 2 : périodes et régimes correspondants; colonne 3 : chronologie; colonne 4 : caractéristiques des régimes.

Pour la pensée préimpériale, le régime avait trouvé sa forme définitive et il n'était plus question de la remettre en cause, mais au contraire de la perpétuer. Ce principe d'état achevé du régime sera repris par l'Empire jusqu'à la Révolution de 1911. Dès lors, la Chine se pensera dans cette permanence. Et, par-delà la succession des dynasties, même lorsque les transitions seront violentes, la nature du régime ne sera jamais contestée. Il faudra attendre le 19<sup>e</sup> siècle pour que les Taiping (太平天国, 1851-1864), influencés à la fois par les idées apportées par les Occidentaux et le protestantisme, opposent une conception radicalement différente de l'exercice du pouvoir.

### 3.2.1.3 – Les dynasties Xia et Shang

La dynastie Xia (夏朝), originaire du pays de Yu (豫州), est la première dynastie mythique de Chine. Elle aurait régné sur l'Empire de 2205 à 1767 av. J.-C. L'accent mis sur la dynastie, plutôt que sur la personne du souverain, sanctionne un renversement de perspective : le *Mandat du Ciel* ne repose plus sur un seul individu, mais sur la dynastie. Ainsi, la dynastie, transcendant les individus et le temps, est garante de la stabilité et de la préservation de l'Empire. Le dépositaire du trône, dans la longue succession des rois, ne remplit sa mission que s'il lègue à son successeur un empire agrandi et renforcé, ou du moins tel qu'il l'avait reçu. Ainsi, des devoirs lui incombent tout au long de sa vie, sinon il néglige l'Empire et dilapide ce que ses ancêtres avaient accumulé ou préservé pendant des générations : le prestige personnel du souverain est lié à celui de sa dynastie. Or, l'héritage du roi Yu, dans la tradition chinoise, est indépassable : seuls les rites et les institutions qu'il a légués sont à même de garantir l'"Harmonie". Le souverain se doit donc de préserver sans relâche ce qu'il a reçu afin de le transmettre intact à sa postérité. Il doit s'appliquer à ne jamais s'écarter de la *Voie des anciens rois* (dao 道)<sup>20</sup>, sinon il devient un souverain pervers (恶). De plus, c'est d'abord le souci du bien-être du peuple qui doit guider ses actions (Sima Qian 2004, t. 1, p. 47). C'est pourquoi le souverain s'amende et se soumet constamment à la critique justifiée de son entourage, sinon le risque de contestation, voire de rébellion, couve (Sima Qian 2004, t. 1, p. 37-38).

---

<sup>20</sup> À ne pas confondre avec le dao taoïste qui correspond à la mécanique de l'univers fonctionnant d'elle-même.



Sima Qian se contente de dresser la liste des principaux souverains de la dynastie Xia, preuve que ceux-ci eurent une succession de règnes de paix et d'harmonie, des règnes 'sans histoire'. Cette succession de personnages, quasi anonymes puisque rien ne les distingue les uns des autres, traduit l'idéal d'un souverain soumis à toutes ses obligations rituelles. Ce qui renforce l'idée d'un régime abouti dont rien ne peut être modifié, sous peine de rompre l'"Harmonie". La notion d'"Harmonie" a donc pour corrélat le maintien à tout prix de la forme du régime. L'"Harmonie" est un concept éminemment politique, puisqu'il implique la préservation de la stabilité, donc la reproduction et la perpétuation de l'ordre social.

Toutefois, si le souverain se montre insensible à la critique, sa perversion ne pourra qu'empirer et elle déteindra d'abord sur son entourage, puis sur l'Empire. Les dysfonctionnements résultant de l'attitude du souverain s'accumuleront si ses successeurs ne renoncent pas à un même comportement. Le chaos menacera alors l'Empire : le courroux du *Ciel* se manifestera tout d'abord par des signes surnaturels ou des catastrophes naturelles (Sima Qian 2004, t. 1, p. 44). S'il reste toujours sourd à ces présages, ce sera la preuve qu'il se rebelle contre le *Ciel*. Il sera alors désavoué, perdra son mandat, et il reviendra à un autre à même de restaurer l'Empire sur ses bases morales et de fonder une dynastie capable de le préserver. Une insurrection victorieuse, interrompant sa lignée, révélera au grand jour le jugement sans appel du *Ciel*. C'est ce qui arriva au dernier roi des Xia, Jie (夏桀, 1728-1675 av. J.-C.). Réputé pour sa débauche, sa cruauté et pour n'avoir écouté que sa femme, il fut renversé par Tang (商汤), seigneur du royaume vassal de Shang (商). Tang refonda l'Empire sur le modèle féodal légué par le roi Yu en faisant appel aux hommes de talent et en réintroduisant les rites qui harmonisent les relations entre le roi et ses sujet, le père et le fils, le frère aîné et le cadet, et le mari et sa femme. Ainsi, il inaugurerait un nouveau cycle dynastique : restauration, consolidation, préservation et perversion<sup>21</sup> (Sima Qian t.

---

<sup>21</sup> La Chine a développé une conception cyclique de l'histoire qui s'est perpétuée jusqu'à la révolution de 1911. D'une part, cette conception a été constamment réactualisée par les justifications avancées lors des transitions dynastiques. D'autre part, les dynasties elles-mêmes ont cherché à s'inscrire dans ce mouvement cyclique, car, dans un souci d'affirmation de leur légitimité, elles ont constamment prétendu renouer avec les institutions d'origine. Ainsi, chaque fois, les nouvelles dynasties refondaient l'ordre symbolique et l'ordre social. Cette conception cyclique se retrouve dans nombre de sociétés préindustrielles et précapitalistes (Eliade 1963; Benedict 2005). Elle se distingue radicalement de la conception à la fois linéaire, évolutive et unidirectionnelle que l'Occident va apporter en Chine. Cette conception évolutive de l'histoire dérive d'une vision chrétienne du monde, sécularisée par le capitalisme. Si dans la vision chrétienne, cette évolution avait une fin (celle du Jugement dernier), le capitalisme se propulse sans fin. Au 19<sup>e</sup>

1 2004, p. 38-39). Jouissant du *Mandat du Ciel*, tout comme ses successeurs, il devait être obéi tant que ses ordres restaient raisonnables. Tous devaient se consacrer à des tâches productives, les plus à même de consolider l'Empire, et nul ne devait « murmurer » contre le souverain, sinon celui-ci se montrerait impitoyable (Sima Qian t. 1 2004, p. 43). La dynastie Shang, se serait maintenue pendant près de 600 ans, de 1600 à 1046 av. J.-C., avant d'être elle-même pervertie par son dernier souverain, Zhou Xin (纣辛, 1075-1046 av. J.-C.), auquel on reprochait à lui aussi de n'avoir écouté que sa femme<sup>22</sup> (Sima Qian t. 1 2004, p. 44-47). La dynastie Shang fut renversée par le roi Wu (周武王, 1046-1043 av. J.-C.) qui aurait fondé la dynastie Zhou, dont les descendants ont régné jusqu'en 256 avant notre ère.

Sima Qian est plus que le premier historien chinois, il fut aussi l'un des principaux théoriciens du discours du pouvoir, car il a fixé les paramètres de l'Orthodoxie impériale. Les fondements de son discours seront constamment répétés au cours de l'histoire chinoise<sup>23</sup>.

L'art de la chronique historique, appelée 'mémoire historique' en langue chinoise (*shiji* 史记), ne se préoccupe ni des événements ni d'établir leur preuve factuelle. Les 'mémoires historiques', qui par la suite adopteront dans leur très grande majorité le modèle proposé par Sima Qian – sanctionné par les autorités impériales –, portent d'abord et avant tout un regard moral sur les acteurs, leurs propos et leurs gestes. Ces chroniques jouent deux rôles principaux : premièrement, elle ont pour objectif de stimuler les comportements attendus des sujets, particulièrement ceux de l'élite, et de renforcer les valeurs qui les sous-tendent, sous peine d'encourir un châtement pour tout écart à la règle<sup>24</sup>; deuxièmement, corrélativement, elles contribuent à légitimer et à

---

siècle, la confrontation de ces deux conceptions sur le territoire chinois ne pouvait que déboucher sur des conflits politiques et sociaux.

<sup>22</sup> Il n'entre pas dans l'objet de cette thèse d'aborder la question du statut de la femme ni du rôle qui lui était imparti dans la société chinoise au cours de son histoire. Toutefois, en lisant Sima Qian, on ne peut s'empêcher d'observer que, à l'exception de Nüwa, les femmes sont presque toujours absentes, et que les rares fois où elles sont mentionnées, c'est pour souligner leur influence maléfique.

<sup>23</sup> Au risque de simplifier, on peut dire qu'il n'y a que deux moments théoriques du pouvoir en Chine : avant l'Empire, dont les principales écoles sont abordées en § 3.3, et au cours de l'effervescence intellectuelle provoquée par l'irruption de l'Occident dans l'univers chinois (Fairbank et Goldman 2006, p. 206-278; Spence 1991, p. 137-434).

<sup>24</sup> Il est utile de mentionner que la non-observance des rites, et ils étaient nombreux et différenciés pour chacune des couches de la société, entraînait des sanctions. Ch'ü T'ung-Tsu ([1961] 1986) décrit les rites et les pénalités encourues pour tout manquement.

perpétuer un ordre politique, social, économique, culturel et moral auquel les sujets doivent adhérer et se soumettre, toujours sous peine de châtement.

Les lettrés, dont l'unique raison d'être est de devenir fonctionnaire, doivent pour y arriver intérioriser le discours impérial dérivé du confucianisme. L'Empire prétend reposer sur des principes confucéens dont témoignent un ensemble de rites codifiés auxquels tous sont soumis et doivent se conformer, y compris l'Empereur. Mais on peut envisager que s'exprime aussi une idéologie puisant ses sources dans la pensée politique pré-impériale. Et celle-ci occupe une place privilégiée dans la civilisation chinoise, car elle cadre les débats tout au long des deux mille ans de l'Empire, jusqu'à la Révolution de 1911. Sima Qian fait plus que cristalliser un mythe fondateur, car pour lui, premièrement, ce mythe se confond avec l'histoire, c'est donc un récit véridique; deuxièmement, cette histoire est aussi une morale, il faut donc en tirer un enseignement; troisièmement, ce mythe et cette morale fixent les limites de l'extension de la réflexion politique en Chine pour les siècles à venir, car jamais avant l'introduction d'idées nouvelles à partir du 19<sup>e</sup> siècle, quiconque ne pourra s'en abstraire. Les dits et faits de l'antiquité seront constamment réactivés dans l'interprétation du présent. Ce discours fondateur est simultanément mythe de création du monde, mythe de création des hommes et mythe de création de la société.

### **3.2.2 – Le discours impérial**

Sima Qian se veut le témoin et le porte-parole de la tradition. En quelques rouleaux – car avant la découverte du papier les œuvres étaient couramment gravées sur des lattes de bambou reliées les unes aux autres par des lanières – il définit le modèle du bon gouvernement : il repose sur des relations réciproques, mais fondamentalement inégalitaires entre supérieurs et inférieurs hiérarchiques. Le régime dynastique et féodal, fondé et maintenu par un ensemble de pratiques rituelles minutieusement codifiées, est posé comme indépassable, les transitions dynastiques n'ayant d'autre fonction que de réaffirmer le retour aux fondements originels.

Il faut noter que dans cette première partie de l'œuvre de Sima Qian, rien ne concerne l'exercice quotidien du pouvoir : il se contente de rappeler les paroles vertueuses et les actions

surhumaines, preuves indiscutables de la supériorité de ceux appelés à exercer le *Mandat du Ciel*, ou, *a contrario*, les dits et faits des déchus.

Sima Qian retient quatre dimensions : premièrement, la *vertu*, innée chez les premiers souverains mythiques, acquise chez les souverains humains; deuxièmement, la hiérarchie, omniprésente à tous les échelons de la société; troisièmement les rites, témoins de l'observance et du respect du rapport hiérarchique; et, quatrièmement, le précédent, comme référence.

### **3.2.2.1 – La *vertu* innée des premiers souverains mythiques**

Cette première partie pourrait se résumer ainsi : les hommes, car il s'agit bien d'hommes, en accord avec la *Voie* n'ont pas à gouverner activement, seule leur *vertu* exprimée par une attitude vertueuse, suffit à pacifier le monde. Cette tautologie condense toute l'ambiguïté que la tradition entretient autour de tous les termes qu'elle réactualise. Il n'est jamais précisé si elle est innée ou acquise. Le comportement des Trois Augustes, êtres non humains et créateurs des êtres humains, créateurs de civilisations, semblerait prouver que celle-ci est innée, de même que les pouvoirs surnaturels et surhumains des Cinq Empereurs. Par ailleurs, les rituels occupent une place très importante : les tyrans ne naissent pas comme tels, ils ne le deviennent qu'en se détournant de leurs devoirs et en oubliant leur rang pour se préoccuper « des affaires des Dieux et des esprits » (Sima Qian t. 1 2004, p. 38). Ainsi, ils incitent ministres, vassaux et sujets à les imiter. Seul l'exercice et le respect du rituel perpétue l'ordre : l'écart entre roi et ministre, seigneur et sujet, père et fils, et mari et femme. Et c'est en se conformant que l'être humain se perfectionne et devient meilleur. Et le *Fils du Ciel* se doit de donner l'exemple. Ainsi, Sima Qian rappelle le rôle de modèle attendu du souverain qui inspire tout un chacun. Dans le discours traditionnel, le souverain incarne une figure tutélaire. En conséquence, l'homme, à la différence des êtres quasi parfaits qui l'ont précédé, ne serait pas uniquement perfectible, il serait aussi corruptible. Tel est l'enseignement des 'mémoires historiques', une fois la transition entre le règne non humain et le règne humain achevée.

### 3.2.2.2 – La *vertu* acquise des souverains humains

La civilisation chinoise met l'accent sur le rôle central du souverain, intermédiaire entre le *Ciel*, et le monde. Vertueux, il est qualifié d'*homme saint* (*shengren* 圣人), d'*homme véritable* (*zhenren* 真人), voire d'*homme unique* (*yiren* 一人), et il transforme le monde et le pacifie par sa seule présence. Le mythe fondateur de la civilisation chinoise prend acte du passage des souverains non humains, dont la vertu est innée, aux humains qui doivent l'acquérir et la cultiver. C'est pourquoi, une fois les premiers disparus, il incombe aux hommes de suivre la *Voie des anciens rois*, en reproduisant leurs paroles et leurs actes. La perspective est binaire : le plus vertueux de son époque est mandaté par le *Ciel* pour restaurer l'Empire alors que son descendant pervers encourt la colère céleste. La dynastie se maintiendra au pouvoir tant et aussi longtemps que les souverains se soumettront à leurs obligations.

### 3.2.2.3 – L'effet structurant de la hiérarchie

Ainsi, dans l'imaginaire chinois, il n'y a que les hommes de bien et les hommes de peu, les premiers sont rares, les autres légions, particulièrement en temps de crise. Le discours officiel enseigne que les êtres moraux sont toujours récompensés et les autres punis. Mais dans le monde chinois, la punition encourue dépend du rang occupé par le coupable. Il en va ainsi, car, dans l'imaginaire chinois, celui qui exerce l'autorité incarne des valeurs, des normes, des goûts et des comportements aux yeux de ceux qui le servent ou cherchent à le servir. Conséquemment, la position occupée est fonction de sa vertu. Ainsi, les plus vertueux sont appelés aux plus hautes fonctions par le *Ciel*. Pour les Chinois, c'est toujours le *Ciel* qui juge de la *vertu* de chacun et lui assigne la place qui lui revient naturellement dans la société. Il s'ensuit que la société chinoise est structurellement hiérarchique : quiconque se retrouve toujours sous l'autorité de quelqu'un, quel que soit le rang ou la position qu'il occupe<sup>25</sup>. Dans le même esprit, le souverain ne peut tolérer la moindre velléité de sédition ou de flatterie, car ses inférieurs sont par essence moins vertueux. Il lui faut donc châtier ceux qui sont insensibles à son aura, cherchent à s'y soustraire ou veulent en abuser.

---

<sup>25</sup> Une remarque s'impose : les nouveaux fondateurs de dynastie sont toujours des membres de la haute aristocratie de la dynastie précédente, et souvent des descendants de membres du Clan de Yu le Grand, comme le montre les biographies des souverains présentées par Sima Qian.

### 3.2.2.4 – Les rites : guide des relations sociales et familiales

L'«Harmonie» au sein du couple, de la famille, de la cour et de l'empire ne sera préservée qu'à la condition que les relations d'autorité entre mari et femme, père et fils, frères aînés et frères cadets, supérieurs et inférieurs, et entre prince et sujets soient strictement respectées. Voici pourquoi il est du devoir du souverain, et de tous ceux occupant une quelconque position d'autorité, de respecter et de faire respecter les rites<sup>26</sup>.

### 3.2.2.5 – La préséance du précédent

La pratique politique chinoise met l'accent sur le précédent, encourageant l'émulation du passé et de préférence du passé mythique, tenu pour l'Âge d'or indépassable. Les «mémoires historiques» ont ainsi pour fonction de servir de guide à l'empereur et à ceux qui le servent dans les décisions quotidiennes comme dans les situations exceptionnelles.

Les écrits de Sima Qian sont devenus le modèle de référence pour toutes les dynasties et les empereurs qui ont suivi. Mais, comme l'analyse vient de le montrer, la pensée chinoise officielle procède surtout par analogie, imitation et mimétisme. Ainsi, des pans entiers des *Mémoires historiques* de Sima Qian ont été au mieux paraphrasés, et souvent copiés, tout au long de la période impériale. Les préceptes au fondement de la légitimité de l'Empire seront constamment rappelés, sans être critiqués ni même questionnés. Concrètement, plus les événements rappelés sont anciens, plus l'interprétation qu'en a donné Sima Qian a été reprise et réactualisée, particulièrement lors des changements dynastiques. Toute voix critique étant censurée et réprimée, il était donc pratiquement impossible de penser hors du cadre d'interprétation qu'il a légué. En conséquence, Sima Qian a joué un rôle déterminant en cristallisant une vision et en imposant un mode de pensée. Ainsi, au cours des deux millénaires de l'Empire, la réflexion a été circonscrite par l'Orthodoxie impériale. Il était impossible pour un auteur de faire abstraction des références au passé, et il devait le faire en se mouvant sur le

---

<sup>26</sup> Un rite, dans cet esprit, objective les rapports hiérarchiques et les comportements de chacun, parce qu'ils sont à la fois prescrits et différenciés pour chaque strate et chaque membre de la société (Cf. *infra*, § 3.4.2).

modèle légué par Sima Qian. La construction de la démonstration reposait sur la source validée la plus ancienne qui pouvait être évoquée<sup>27</sup>.

### 3.2.3 L'évaluation historique de la tradition chinoise

Sima Qian était l'historien officiel à la cour de l'empereur Han Wudi (汉武帝, 156-87 av. J.-C.), véritable fondateur de la dynastie Han [206 av. J.-C.-220 apr. J.-C.]. Après des siècles de guerres interdynastiques incessantes et de guerres civiles<sup>28</sup> particulièrement destructrices, la dynastie Han s'est imposée. Comment un historien, seul, sans sources écrites, a-t-il pu réunir les informations sur les trois dynasties qui l'auraient précédé : les Xia (夏朝) [2100 à 1600 av. J.-C.], renversés par les Shang (商朝) [1600 à 1056 av. J.-C.], et eux-mêmes renversés par les Zhou (周朝) [1056 à 221 av. J.-C.] ? Il serait facile de mettre en doute l'authenticité des faits rapportés par Sima Qian. Comment, lui qui a vécu de 139 à 86 av. J.-C., aurait-il pu relater avec autant d'assurance des événements ayant eu lieu des siècles auparavant en l'absence de toute trace écrite ?

La question est pertinente, car la tradition écrite et officielle raconte que la dynastie Han s'est élevée contre la tyrannie de la courte dynastie Qin (秦, 221-206 av. J.-C.), qu'elle accusait d'avoir réprimé les lettrés et tenté de détruire toute trace écrite préexistante à sa fondation. Face au choc de l'arrivée des puissances occidentales en Asie de l'Est au 19<sup>e</sup> siècle, et à la transformation et au renforcement du Japon qui tirait parti des avancées de l'Occident, un courant dit « hypercritique » (Gu Jiegan 1926, p. 365-366)<sup>29</sup> a pris naissance au sein de l'élite intellectuelle. Ce courant réfute l'authenticité des documents dits historiques antérieurs à la dynastie Han, et toute validité à ceux qui prétendent rappeler l'histoire préimpériale. Il faut noter que c'est sous les

---

<sup>27</sup> Pour reprendre le raisonnement de Foucault (1971, p. 37) : pour être « dans le vrai », il fallait toujours évoquer un exemple passé sanctionné par la tradition officielle.

<sup>28</sup> La période qui précède l'unification impériale en 221 av. J.-C. est connue sous le nom de *Royaumes combattants* [771-221 av. J.-C.].

<sup>29</sup> Ce mouvement dit « hypercritique » dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle a été noté par tous les historiens. Par exemple, Gu Jiegan (顾颉刚, 1895-1980), dans la préface de son livre *Debates on Ancient History* (1926), écrivait : « As is well known, the history of China is generally considered to be five thousand years old (or 2,276,000 years according to the apocryphal books!). Actually it is only two thousand years old if we deduct the history recorded in spurious books and also unauthenticated history based on spurious works. Then, we have only what is left after a big discount! At this point I could not help arousing in my mind an ambition to overthrow unauthentic history. At first I wanted only to overthrow unauthentic history recorded in unauthentic books. Now I want also to overthrow history recorded in authentic works » (Gu Jiegan 1926, p. 365).

Han que la graphie des sinogrammes fut définitivement unifiée de même que les genres littéraires (Balazs 2012, p. 129-149). Il faudra attendre le 20<sup>e</sup> siècle pour qu'une véritable évolution et une diversification des genres littéraires se produisent<sup>30</sup>. C'est donc dans un contexte de transformations du monde chinois impulsées par le choc des deux cultures que la pensée critique s'est d'abord affirmée. Elle l'a fait en réfutant le dogme de la vérité indiscutable de l'histoire préimpériale (Vandermeersch 2009, t. 1, p. 21).

Nonobstant la critique du dogme de l'histoire tel qu'il s'était perpétué, sans éprouver la nécessité d'une référence quelle qu'elle soit à une trace matérielle, il faut rappeler que la civilisation chinoise est d'abord et avant tout une civilisation de l'écrit (Leys 1998, p. 739-756). Les premières traces d'écriture datent du 14<sup>e</sup> siècle avant notre ère et ont été retrouvées à Anyang, au Henan actuel (Vandermeersch 2009, t. 1, p. 14-15). Ce corpus est entièrement constitué d'interprétations divinatoires gravées sur des os scapulaires et des carapaces de tortues découverts pour la première fois en 1899. La divination était le privilège des rois et le nombre d'artefacts trouvés durant les fouilles successives semble prouver qu'elle était centrale pour l'exercice de la royauté dans cette culture. La continuité entre la graphie actuelle et ces premières traces est indiscutable (De Bary et Bloom 1999, p. 4), même si la lecture et la compréhension restent difficiles, y compris pour les spécialistes. Il a été possible d'établir la filiation dynastique entre les plus anciens artefacts et les plus récents : cette dynastie était les Shang, et les rois officiaient les séances de divination. Ces séances, toutes datées selon le calendrier traditionnel chinois, correspondent presque année après année avec la chronologie proposée par Sima Qian (Vandermeersch 2009, t. 1, p. 34-35)<sup>31</sup>.

---

<sup>30</sup> Des romans sont diffusés à partir des Ming au moment où, d'une part, l'imprimerie permet une plus large diffusion des écrits, et, d'autre part, la formation d'une classe de grands propriétaires terriens et une autre de marchands constitue un lectorat et un bassin d'auteurs potentiels. Parmi ces romans, certains ont traversé l'histoire : Shi Nai'an, *Au bord de l'eau* (*shui hu zhuan* 水浒传) [14<sup>e</sup> siècle]; Luo Guanzhong, *Les trois royaumes* (*sanguo yanyi* 三国演义) [14<sup>e</sup> siècle]; Wu Cheng'en, *La pérégrination vers l'ouest* (*xiyouji* 西游记) [16<sup>e</sup> siècle]; Lanling Xiaoxiao Sheng, *Jin Ping Mei* (金瓶梅) [16<sup>e</sup> siècle]; Cao Xuequi, *Le rêve dans le pavillon rouge* (*hong lou meng* 红楼梦) [18<sup>e</sup> siècle]; Wu Jingzi, *Histoire de la forêt des lettrés* (*rulin waishi* 儒林外史) [18<sup>e</sup> siècle]. Mais cette production littéraire reste très marginale, et à l'occasion censurée. Par comparaison, il faudra attendre le 17<sup>e</sup> siècle en Europe pour que le roman s'affirme comme genre littéraire. On considère que le roman moderne naît avec *Pantagruel* [1532] de Rabelais au 16<sup>e</sup> siècle et avec *Don Quichotte* [1605, t. 1; 1615, t. 2] de Miguel de Cervantès au 17<sup>e</sup> siècle.

<sup>31</sup> On observe toutefois quelques différences : Sima Qian mentionne deux règnes qui ne s'insèrent pas dans la chronologie, or les artefacts retrouvés établissent la chronologie complète de la succession des rois Shang. Par ailleurs,



La pratique rituelle Shang doit être brièvement rappelée. Les rois Shang consultaient leurs ancêtres afin d'obtenir conseils et bénédictions, en échange, ils leur offraient des sacrifices. Les spécialistes de la divination et des rituels, les *ru* (儒)<sup>32</sup>, secondaient les rois qui consultaient les esprits d'ancêtres directs de la famille royale et, plus que tout autre, Shangdi (上帝), l'ancêtre fondateur, afin de connaître leurs souhaits. On prend la mesure du poids de la tradition dans la culture chinoise, lorsque l'on constate que les rois Shang, mentionnés dans les plus anciens textes divinatoires connus, en tant que participants, sont invoqués comme esprits ancestraux dans les plus récents. L'utilisation des os scapulaires et des carapaces de tortues prend abruptement fin avec la disparition de la culture Shang au tournant du 10<sup>e</sup> siècle avant notre ère, pour être remplacés par des objets de bronze occupant la même fonction rituelle. Tout porte donc à croire, comme le relate Sima Qian, que le Royaume Shang fut envahi par un peuple guerrier vivant à ses marges, et grâce aux inscriptions de ces bronzes rituels, nous savons que cette nouvelle dynastie s'appelait Zhou; il n'y a donc aucune erreur dans la chronologie des rois qu'il nous a transmise (Vandermeersch 2009, t. 1, p. 35).

Nous pouvons envisager que Sima Qian disposait d'un corpus littéraire ancien, important et surtout relativement complet. Tout permet donc de penser que Sima Qian met en forme, et par le fait même transmet, un ensemble de connaissances qui lui préexistaient. On ne peut donc rejeter d'emblée l'historicité de tous les textes que la tradition reconnaît comme antérieurs à la fondation de l'Empire. Ainsi, la longévité et la continuité de la civilisation chinoise ne peuvent être réduites à un mythe. Depuis les années 1950, et particulièrement après 1975, des fouilles archéologiques systématiques cherchent à confirmer, ou du moins à vérifier, ce que la tradition écrite a transmis jusqu'à aujourd'hui. Cela constitue une première dans l'histoire chinoise, car jusqu'aux dernières décennies de l'Empire, la tradition écrite officielle n'était nullement remise en question, c'est pourquoi la recherche de preuves historiques était sans intérêt, et même potentiellement dangereuse pour l'ordre impérial.

---

deux règnes non mentionnés par lui se retrouvent dans cette chronologie, et deux autres qu'il intervertit (Vandermeersch 2009, t. 1, p. 34).

<sup>32</sup> L'emploi du mot « spécialiste » est justifié car, comme l'écrit Vandermeersch, ils étaient les seuls « à posséder professionnellement la maîtrise de l'écriture et des techniques graphiques » (2009, t. 1, p. 197). Le rôle des *ru* était tellement important que leurs noms étaient gravés sur les artefacts retrouvés. On connaît donc pratiquement toute la chronologie des *ru*.

| Chronologie des penseurs politiques préimpériaux |                                                                                              |
|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date(s) av. J.-C.                                | Périodes et penseurs                                                                         |
| 1046                                             | Roi Wen renverse la dynastie Shang à la bataille de Muye<br>Fondation du Royaume féodal Zhou |
| 1046-256                                         | <b>Dynastie Zhou</b>                                                                         |
| 771                                              | Prise de la capitale par les barbares et fuite de la dynastie                                |
| 771-475                                          | <b>Printemps et Automnes</b>                                                                 |
| 720-645                                          | • Guanzi                                                                                     |
| 571 ?-531 ?                                      | • Laozi                                                                                      |
| 551-479                                          | • Confucius                                                                                  |
| 544-496                                          | • Sunzi                                                                                      |
| 475                                              | Partition du Jin                                                                             |
| 475-221                                          | <b>Royaumes combattants</b>                                                                  |
| 470-391                                          | • Mozi                                                                                       |
| 372-289                                          | • Mencius                                                                                    |
| 313-238                                          | • Xunzi                                                                                      |
| 256                                              | Royaume de Qin renverse la dynastie Zhou                                                     |
| 221                                              | Royaume de Qin annexe les six (6) royaumes<br>Qin Shi Huangdi fonde l'Empire                 |
| 221 av. J.-C. à 1912                             | <b>Empire</b>                                                                                |

Figure 3.2 – Chronologie des principales périodes historiques de la Chine préimpériale et des penseurs politiques. Colonne 1 : dates; colonne 2 : périodes historiques et penseurs politiques.

Les fouilles ont aussi mis à jour des tombes de la fin des *Royaumes combattants*, donc antérieures à l'autodafé commis par les Qin, qui contenaient les *Classiques* et les grands textes confucéens et taoïstes. Ainsi, nous savons que les deux traditions confucéenne et taoïste préexistaient à la fondation de l'Empire, de même que le corpus littéraire traditionnel sur lequel elles reposaient. Si le *Confucianisme*, dans sa version impériale, est devenu le discours de référence, tel ne fut pas toujours le cas. La Chine connut durant la période des *Royaumes combattants* [475 à 221 av. J.-C.] son seul grand moment d'effervescence intellectuelle et de débats politiques avant le 20<sup>e</sup> siècle, malgré ou plutôt en raison de la violence et du désespoir qui caractérisèrent cette époque. La tradition considère le confucianisme comme la plus grande des *Cent écoles de pensée* (*zhuzi baijia* 诸子百家) qui rivalisaient les unes avec les autres à la fin de la dynastie Zhou – même si les fouilles archéologiques n'en retiennent qu'une dizaine. Ces écoles qui

s'opposaient les unes aux autres se basaient toutes sur un même ensemble de textes : les *Classiques (wujing 五经)*.

### 3.3 – LA CHINE PREIMPERIALE : AGE D'OR DE LA PENSEE POLITIQUE

La pensée politique joue un rôle essentiel dans la compréhension du fonctionnement des institutions impériales, tout autant que des principes les légitimant. Les débats politiques naissent, s'intensifient et se complexifient durant les quatre siècles précédant l'unification impériale [221 av. J.-C.]. Ces débats prolifèrent avec l'affaiblissement de la dynastie Zhou (Fairbank et Goldman 2006, p. 49). Elle était considérée jusqu'alors comme le modèle de gouvernement.

Les *Cent écoles de pensée* émergent à la fin de la dynastie Zhou, à un moment de l'histoire chinoise où l'autorité des rois n'était plus que symbolique. Elle était bafouée par leurs vassaux, alors en lutte permanente pour accroître leurs richesses, leur statut et leur pouvoir. Les plus petits fiefs étaient absorbés par la force alors que les plus grands s'agrandissaient et gagnaient constamment en autonomie. Les conflits permanents entretenaient les conditions d'une instabilité anémique. Les guerres sapèrent les hiérarchies sociales : ceux dont les tâches étaient les plus pénibles et les moins gratifiantes délaissaient leurs activités productives pour faire la guerre ou le commerce, activités assurant rapidement richesse et statut. Les seigneurs, obnubilés par leurs succès militaires, usurpaient les privilèges réservés à leurs supérieurs, alors qu'ils délaissaient leurs devoirs. Incapable d'exercer le *Mandat du Ciel*, les jours de la dynastie Zhou étaient comptés (voir figure 3.2).

Or, selon la tradition, les transitions dynastiques ont toujours été des événements traumatiques. Le *Ciel* manifestait son mécontentement comme cela a déjà été mentionné. Le roi devait s'amender, sous peine de voir le *Ciel* reporter son Mandat sur quelqu'un d'autre qu'il jugeait plus vertueux et à qui incombait la responsabilité de restaurer l'empire. Or, le *Ciel* ne s'étant pas exprimé, la dynastie Zhou disposait encore de la légitimité voulue, et le régime restait la référence incontournable de toute réflexion politique. Malgré les conflits et l'instabilité qu'ils engendraient, la monarchie féodale demeurait le cadre indépassable dans lequel s'inscrivait obligatoirement toute réflexion politique.

### 3.3.1 – La Voie royale : le régime Zhou

Pour appréhender les bouleversements que connaît alors le Royaume du Milieu, il faut remonter à l'origine de la dynastie Zhou, plus d'un demi-millénaire avant Confucius (*Kongzi* 孔子, 551-479 av. J.-C.) qui s'en fera le chantre<sup>33</sup>. Ce sont eux qui les premiers élaborèrent le discours de la légitimité royale, la Voie royale (*wangdao* 王道), qui se perpétuera tout au long de l'Empire. La Civilisation chinoise leur doit l'introduction du *Ciel* en tant que divinité suprême; la notion de *Mandat du Ciel*, qui légitime le pouvoir impérial; et le culte des ancêtres qu'ils imposèrent à tous leurs sujets, les soumettant ainsi aux pratiques rituelles qui assujettissaient les relations familiales et sociales à un ensemble de règles strictes. Ce moment « fondateur », pour reprendre l'expression de Billeter (2010, p. 102-107), a posé des principes et établi des pratiques qui n'ont jamais été remis en question avant le 20<sup>e</sup> siècle – sauf durant la période des *Royaumes combattants*.

Il est maintenant admis que les Zhou furent un peuple « barbare » établi aux confins occidentaux du Royaume Shang. Vivant dans son ombre, ils se seraient modelés à son image (Creel 1971, p. 11). Le Royaume Shang se répartissait entre le domaine royal, le plus important pour préserver ses avantages militaires et matériels, et les fiefs de ses vassaux directs et indirects, lesquels jouissaient d'une large autonomie<sup>34</sup>. Pour assurer l'emprise de la dynastie sur ses vassaux, les rois Shang s'arrogeaient le monopole du sacré, ils officiaient en personne lors de cérémonies religieuses et divinatoires spectaculaires, qui visaient à susciter chez leurs sujets un effroi mêlé de respect. La cour et l'aristocratie se devaient de participer à ces cérémonies, chacun, selon son rang, y jouant un rôle déterminé (Vandermeersch 2009, t. 1, p. 203-204).

Sous les Shang, le politique se confondait avec le religieux. Les rois Shang ne régnaient qu'avec l'accord de leurs ancêtres et des esprits de la nature, et tout particulièrement celui de Shangdi, réputé le plus sage. Seul le prêtre-roi pouvait les consulter. Cette relation avec le sacré

---

<sup>33</sup> Cf. § 3.3.2.2.

<sup>34</sup> Au risque de simplifier, l'organisation reposait sur une base clanique, le plus puissant dominant les autres qui lui prêtaient allégeance et en signe de leur soumission payaient les tributs exigés d'eux (Vandermeersch 2009, t. 1, p. 203-204).

était à la source de l'organisation du régime. Ainsi, le statut et les prérogatives de ses sujets dépendaient entièrement des résultats des cérémonies de divination que le roi officiait régulièrement. C'est par cette emprise symbolique que régnait la dynastie Shang, mais « symbolique », comme le souligne Vandermeersch, ne veut pas dire fictive (Vandermeersch 2009, t. 1, p. 131). Bien au contraire, tant que le roi jouissait du soutien d'une majorité de ses vassaux, il pouvait châtier les félons en amputant leur fief, en imposant une occupation militaire ou en les exterminant ainsi que leur lignée.

Les Zhou<sup>35</sup> qui refusaient la suzeraineté des Shang ont envahi le royaume. Les territoires sous leur domination furent alors divisés entre les membres du clan royal et les clans alliés. Or, les Zhou ne bénéficiaient pas de la légitimité voulue. Ainsi, durant les premières décennies de leur domination, il est probable qu'ils vécurent retranchés derrière les murs de places fortes, centres de pouvoir qui formèrent l'embryon du réseau urbain qui va caractériser la Chine<sup>36</sup>. Ils adoptèrent les pratiques religieuses et politiques Shang, tout particulièrement les cérémonies spectaculaires. Mais cela ne suffit pas à leur conférer la légitimité qu'ils recherchaient (Creel 1971, p. 13).

Pour l'obtenir, ils entreprirent un travail de propagande, recrutant pour cette tâche une partie de l'ancienne élite Shang, notamment les *ru*, instruits dans l'art de lire et d'écrire, mais aussi maîtres du cérémonial politico-religieux Shang (Vandermeersch 2009, t. 1, p. 89). Autrement dit, la légitimité du pouvoir Zhou ne pouvait s'établir qu'en mobilisant à leur avantage le cadre politique et religieux qu'avait élaboré la dynastie Shang. Ainsi progressivement, les Zhou se sont imposés et ont été acceptés comme les rois légitimes du Royaume du Milieu (Creel 1971, p. 16). Pour y arriver, il leur a fallu aussi justifier le reversement de la dynastie Shang : ils prétendirent que le dernier des Shang, Zhouxin (纣辛), ne rendait plus hommage à ses ancêtres. En conséquence, Shangdi lui retira le Mandat du *Ciel* et le transmit au fondateur de la dynastie Zhou, le roi Wen (*zhouwen wang* 周文王, 1099-1050 av. J.-C.), puis à son fils le roi Wu (*zhouwu wang* 周武王, 1046-1043 av. J.-C.), qui renversa le tyran (Sima Qian 2004, t. 1, p. 55).

---

<sup>35</sup> Les Zhou étaient les maîtres du combat en chariot contre lesquels l'infanterie était particulièrement vulnérable.

<sup>36</sup> À la différence des centres urbains sous la féodalité européenne qui revendiquèrent et obtinrent leur autonomie, les villes chinoises seront d'emblée soumises au pouvoir central et le resteront (Balazs 2012, p. 66-78).

### 3.3.1.1 – Le Mandat

Les fondateurs de la dynastie Zhou expliquèrent qu'ils n'étaient pas des rebelles, mais qu'ils s'étaient conformés à un précédent : comme le premier roi des Shang, Tang, qui avait reçu le mandat divin de renverser Jie, le dernier roi des Xia, les Zhou avaient à leur tour reçu le mandat de renverser Zhouxin et de mettre un terme au règne des Shang. Ce faisant, ils affirmaient qu'ils n'étaient que les garants d'une tradition qui remontait à Yu le Grand, fondateur de la dynastie Xia (Creel 1971, p. 16). Somme toute, la dynastie Zhou expliqua qu'elle descendait d'une lignée de serviteurs fidèles entièrement dévoués aux rois sages depuis le règne de Yao. En un mot, ils se présentèrent comme les héritiers légitimes du pouvoir.

### 3.3.1.2 – Le Ciel

Un autre aspect de leur travail idéologique fut de faire de Shangdi, ancêtre fondateur et figure tutélaire de la dynastie Shang, la divinité principale du monde chinois. Progressivement, le nom de *Shangdi*, trop lié à la dynastie déchue, fut remplacé par celui de *Ciel*, plus universel. S'il est évident que les Zhou ne rompaient pas avec les pratiques cultuelles de la dynastie Shang – car seuls les rois, *Fils du Ciel*, pouvaient lui rendre un culte –, ils transformèrent néanmoins sa signification et sa portée.

### 3.3.1.3 – Le culte des ancêtres

Contrairement à leurs prédécesseurs qui s'étaient réservés le culte des ancêtres, les Zhou ont permis à tous leurs sujets, du plus noble seigneur au plus humble serf, de rendre un culte aux leurs. Le royaume Zhou reposant sur une hiérarchie héréditaire stricte, le nombre d'ancêtres à qui un culte pouvait et devait être rendu augmentait avec le rang du chef de famille (Vandermeersch 2009, t. 1, p. 71-72)<sup>37</sup>. Ainsi, le devoir de piété filiale que devait manifester en permanence un fils

---

<sup>37</sup> Ainsi les seigneurs devaient rendre des cultes particuliers dans des sanctuaires réservés à leur père, leur grand-père, leur bisaïeul, leur trisaïeul et à leur ancêtre fondateur, et un culte collectif aux ancêtres plus anciens que leur trisaïeul sur un tertre; les grands officiers à leur père, grand-père et ancêtre fondateur dans des temples spécifiquement consacrés, et un culte collectif sur un tertre; les fils cadets de la première épouse à leur père dans un sanctuaire particulier; les fils des épouses secondaires et les gens du peuple à leur père sur un autel spécifiquement consacré dans leur résidence familiale (Vandermeersch 2009, T.1, p. 71-72).

envers son père se perpétuait à sa mort. Les descendants vivants devaient honorer leurs ancêtres s'ils ne voulaient pas subir leur courroux. Et quiconque ne se conformait pas à ces rites subissait l'opprobre jeté par ses pairs, et s'il persévérait, risquait le châtement prévu par la loi. Le crime le plus odieux, autre que celui de rébellion, était celui d'impiété filiale : si un fils ne respectait pas ses obligations envers son père et ses ancêtres, comment pouvait-il respecter celles dues à son roi ?

Ce patient travail de conviction a donné naissance à un corpus de textes, dont les documents les plus anciens datent du 8<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Ils compilent les principes de l'interprétation divinatoires; les dits et les faits des grands rois, avec une attention particulière portée à la dynastie Zhou; les rites gouvernementaux, administratifs et familiaux essentiels au bon fonctionnement du régime Zhou; et, finalement un recueil de chansons populaires et de poèmes servant de guide à une pratique vertueuse et à une glorification de la dynastie Zhou. Ces quatre livres, déjà mentionnés au chapitre 2, mais qu'il faut rappeler, sont connus depuis les Han sous les noms de : *Classique des changements* (*Yijing* 易经; fin du 9<sup>e</sup> siècle av. J.-C.), *Classique des documents* (*Shujing* 书经; 8<sup>e</sup> siècle av. J.-C.), *Classique des rites*, (*Lijing* 礼经; avant le 2<sup>e</sup> siècle av. J.-C.), et *Classique des vers* (*Shijing* 诗经; avant le 7<sup>e</sup> siècle av. J.-C.). Ces quatre écrits canoniques de la civilisation chinoise exerceront leur influence jusqu'à la fin de l'Empire (Shaughnessy 1993a, p. 219; Shaughnessy 1993b, p. 377-380; Riegel 1993; Loewe 1993, p. 293 et 415). Encore une fois, tout cela illustre l'importance de l'écrit et le poids de la tradition dans la société chinoise, car ces écrits seront constamment évoqués tout au long de l'histoire de l'Empire. L'objectif étant chaque fois de retrouver la parole d'origine.

### **3.3.2 – L'affaiblissement des Zhou : l'émergence d'une réflexion politique**

L'histoire de la dynastie Zhou a traditionnellement été divisée entre une période occidentale [1122-771 av. J.-C.] et une période orientale [771-256 av. J.-C.]. Ces deux périodes ont toujours été opposées l'une à l'autre, la tradition rappelant que la première aurait été caractérisée par la pratique vertueuse des anciens rois, et la seconde par un profond vide moral. La première période aurait représenté un *Âge d'or* dominé par l'"Harmonie".

Or, les fiefs aux marches de l'Empire, constamment exposés aux incursions barbares, ne pouvaient s'offrir le luxe de se conformer aux rites et d'attendre patiemment l'arrivée de l'Ost royal. Ce qui les conduisit à se réorganiser administrativement et militairement afin de faire face aux menaces. Ce faisant, ils se renforcèrent et repoussèrent les frontières de leurs fiefs vers l'extérieur, et ainsi gagnèrent en puissance. Avec le temps, les fiefs frontaliers rivalisèrent avec les fiefs privilégiés du centre, y compris le domaine royal<sup>38</sup>. Ce qui entraîna un réaligement des rapports de force. L'ordre hiérarchique traditionnel s'en trouva bouleversé : la stabilité du royaume féodal des Zhou était menacée (Frêches 2006, p. 93-94).

En 771 avant notre ère, les barbares dévastèrent la capitale royale : la dynastie, déstabilisée et affaiblie, dut alors faire appel aux grands seigneurs pour préserver l'ordre. Le plus puissant devint Hégémon (*ba* 霸). La lutte qui s'ensuivit entre eux allait conduire à la concentration du pouvoir entre les mains des plus puissants (Granet 1994, p. 37).

Cette nouvelle configuration politique, le partage du royaume entre l'hégémon, qui arbitrait les conflits entre les vassaux, et le roi, qui sanctionnait ses décisions, inaugura la période des *Printemps et des Automnes* (*chunqiu shidai* 春秋时代, 771-475 av. J.-C.). Au fur et à mesure que le pouvoir des vassaux se renforça et que ceux-ci affirmèrent leur autonomie, le pouvoir royal s'amenuisa au point de n'être plus qu'un symbole. En conséquence, les liens de vassalité se distendirent, alors qu'un nouveau type de relation se développa entre les vassaux sans solliciter l'aval du roi. Les rivalités croissantes entre les puissances émergentes se soldèrent par l'absorption des fiefs les plus faibles par les plus puissants. En parallèle, les rivalités entre grandes familles se traduisirent par une dynamique de coups d'État et de guerres civiles au sein même de leurs fiefs. De la centaine de fiefs fondés à l'avènement des Zhou, seuls huit subsistaient encore à la fin de la période (Frêches 2006, p. 101).

Au début de la période des *Royaumes combattants* (*zhanguo shidai* 战国时代) [475-221 av. J.-C.], l'ordre politique institué par les Zhou perdurait et sa légitimité n'était pas remise en question. Ainsi la crise en cours ne pouvait découler de l'ordre existant. Les *Classiques*

---

<sup>38</sup> Comme il a été mentionné, la distribution du pouvoir était concentrique.



louangeaient – et louangent toujours aujourd'hui – inlassablement la vertu des anciens rois et condamnaient l'immoralité de ceux qui s'étaient vu retirer le *Mandat du Ciel*. Les rois successifs étaient systématiquement comparés à leurs illustres prédécesseurs, et plus encore aux fondateurs de dynasties, l'exemple même de la vertu. La source des maux résidait donc dans les errements du roi et des seigneurs, et non dans la royauté elle-même.

Les *ru*, spécialistes des rites, étaient issus de l'élite aristocratique. À ce titre, ils formaient la caste la plus éduquée de la société. Ils devaient maîtriser parfaitement les *Classiques*, et pour cette raison étaient les plus attachés à la tradition. Ils étaient les porteurs de la critique morale. Prenons comme exemple l'échange entre le Vicomte de Wei, frère du dernier tyran des Shang, et du Lettré Principal, tous deux réputés pour avoir été des parangons de vertu, qui dénonçaient le délitement du Royaume Shang, tel que le rapporte le *Classique des Documents* :

Le Vicomte s'exprima franchement :

« Lettrés, grands et humbles, cette dynastie Yin  
A perdu son droit de régner sur nos terres.  
Nos ancêtres ont été nommés par le seigneur d'en haut  
Sachant ce qui devait être fait, et comment le faire.  
Mais tout a été perdu par l'ivrognerie,  
Et la vertu d'autrefois fut trahie.

Le peuple de Yin ne voit rien de mal  
À voler en plein jour et à la sauvagerie  
Grande ou petite.  
Les nobles se sont encouragés à agir ainsi  
Et personne ne s'est opposé à eux!  
Mais maintenant le peuple se soulève,  
Et, finalement, tout l'édifice s'effondre...

C'est comme si quelqu'un cherchait à traverser une grande rivière  
Sans avoir l'espoir de trouver un gué ou une barque  
C'est pour cela que nous faisons face à notre ruine. »

Il ajouta :

« Lettrés, nous devons être fous. Vous et vos familles  
Vous êtes enfuis et avez cherché refuge à la campagne.  
Vous n'avez voulu faire face à ce qui arrive  
Qu'allez-vous donc faire maintenant ? »

Le Lettré Principal lui répondit :

« Mon seigneur, le *Ciel* nous punit  
Et détruit les terres de Yin!  
C'est pourquoi nous avons sombré dans l'ivrognerie.  
Il n'y a plus peur ni motivation  
Et la sagesse des aînés est méprisée.  
Maintenant le peuple tue les animaux sacrés  
Destinés aux divinités, et les mange  
Et personne n'est puni. Cette dépravation  
N'est que la conséquence du traitement qu'ils ont subi,  
Et c'est pourquoi ils sont devenus ainsi.

En vérité, nous sommes responsables.  
Voyez les pauvres, ils ont abandonné tout espoir.

Maintenant le désastre est inévitable  
Et je dois accepter ma responsabilité.  
Quand nous chuterons, plus jamais je ne servirai.  
Alors écoutez-moi, maître.  
Fuyez aussi vite que vous pouvez.  
Je ne vous ai pas servi aussi bien que j'aurai dû.  
Mais maintenant écoutez-moi – et fuyez!  
Sinon ce sera notre destruction complète.

Nous avons tous à choisir par nous-même,  
Et nous aurons tous à répondre de nos actes devant nos ancêtres  
Mais j'ai choisi de rester. Mon refuge est ici. » (Confucius 2014, p. 78-79)<sup>39</sup>.

Cette critique moralisante rappelle que le bon gouvernement prend sa source dans le respect des rites, des ancêtres et surtout de la tradition. Les *ru* admonestent constamment le roi et les puissants afin de les remettre sur la *Voie des anciens rois*. Tous craignent que le *Ciel* manifeste son mécontentement, et encore plus qu'il transmette son mandat à un autre. Pour autant, ils ne suggèrent aucune solution pratique aux problèmes qui les affligent au quotidien.

Un regard critique se développera avec l'arrivée des lettrés sur la scène politique, qui dès lors vont jouer un rôle grandissant dans le fonctionnement des institutions.

---

<sup>39</sup> Traduction libre.

L'ascension des lettrés a débuté à la fin des *Printemps et des Automnes* avec la centralisation et la bureaucratisation des fiefs. Les *shi* (士) sont, à l'origine, des membres de la petite noblesse, qui jusqu'alors jouaient un rôle principalement militaire<sup>40</sup>. Pourquoi les lettrés cherchaient-ils à s'imposer ? Les traditions féodales favorisaient la polygamie : une épouse légitime et des concubines. Ainsi, la descendance des nobles était-elle nombreuse. De plus elle était éduquée, ce qui à la fois augmentait le nombre de prétendants au titre d'héritier et augmentait les possibilités de choix. Les autres fils écartés du pouvoir, qui pouvaient se compter par dizaines, se voyaient interdit par la loi et la coutume l'accès à toute profession, des tâches jugées dégradantes et humiliantes pour les membres de la noblesse (Ebrey *et al.* 2006, p. 29-30).

Avec les générations, le nombre de ces nobles éduqués, mais oisifs de fait, ne fit qu'augmenter. Beaucoup se consacrèrent à l'étude, et particulièrement à celle des textes canoniques afin de meubler leur existence. Certains, à l'exemple de Confucius, que la tradition considère comme un pionnier en la matière, ouvrirent des écoles privées afin de dispenser non seulement leur savoir, mais aussi de partager leur vision du monde, moyennant des frais d'inscription. Ces écoles formaient principalement des *shi*<sup>41</sup>. Officiellement ouvertes à tous, elles accueillaient en fait ceux qui disposaient des ressources et du temps nécessaires pour entreprendre de longues études. Maîtres et disciples voyageaient de fief en fief afin de parfaire leur éducation, mais surtout en vue de trouver un seigneur prêt à les employer. Ainsi, un déplacement se produisit : on glissa insensiblement d'une fonction purement rituelle à un rôle politique.

Avec la fusion de la classe des *shi* avec celle des *ru*, ceux-là épousèrent dans un premier temps le conservatisme de ceux-ci. Or, l'augmentation constante de leur nombre les conduisit à une surenchère conservatrice, afin de décrocher les rares positions qui leur étaient offertes. Mais cette surenchère se doubla d'une critique sévère de ceux qui détenaient une quelconque parcelle d'autorité, leur reprochant un abandon de la tradition, ainsi que leur immoralité grandissante. Pour cette raison, la critique des lettrés fut d'abord elle aussi moralisante. Elle reposait sur une

---

<sup>40</sup> Le rôle de la petite noblesse déclinera au fur et à mesure que les métiers militaires se professionnaliseront.

<sup>41</sup> À l'époque *shi* désignait encore des petits nobles et non pas des lettrés.

lecture littérale des *Classiques*. La plupart d'entre eux ne s'interrogèrent jamais sur la nature du pouvoir royal.

Sans poser formellement cette question, ils s'interdisaient de comprendre les errements des rois et des puissants. Pourtant, c'est à ce problème que vont s'attaquer des penseurs plus politiques tels Sunzi et Guanzi, et des penseurs plus moralistes comme Confucius et Laozi.

### 3.3.2.1 – Les politiques

Leur réflexion est inspirée de leur expérience du gouvernement ou de l'armée. Guanzi (管子)<sup>42</sup> [chancelier du duché de Qi, 720-645] et Sunzi (孙子, 544-496) sont probablement les plus connus des penseurs politiques. Ils cherchaient à dégager la pratique de l'État et de la guerre de la mythologie et de la morale, afin de leur fixer des objectifs concrets : c'est le début d'une approche empirique des questions militaires et des façons de gouverner.

#### 3.3.2.1.1 – Guanzi

Le *Guanzi*<sup>43</sup>, ouvrage attribué à Guan Zhong [7<sup>e</sup> siècle av. J.-C.] – mais très certainement une compilation des principaux écrits de l'école de pensée de l'État de Qi (齐国) – s'intéresse aux questions politiques et sociales pratiques. Guanzi n'est probablement pas l'auteur de la somme politique, économique et militaire qui porte son nom. Néanmoins, il est considéré comme le plus grand ministre du duché de Qi, et il est très probable que l'Académie Jixia (稷下学官), fondée au Qi au 4<sup>e</sup> siècle, se soit réclamée de lui. Dit autrement, une école de pensée propre au Qi s'est développée très tôt (Rickett 2001, p. 18-19). À l'instar des *Ru*, le *Guanzi* ne remettait pas en question le système féodal ni son discours de légitimation. Le *Guanzi* ne proposait pas de théorie du pouvoir, toutefois à la différence des moralistes, il ne se satisfaisait pas de paraphraser ou de commenter les *Classiques*.

---

<sup>42</sup> Le caractère *zi* (子) est une marque de respect, équivalente à maître en français. Guanzi signifie Maître Guan, et Sunzi, Maître Sun.

<sup>43</sup> Guanzi signifie : *Livre de Maître Guan*.

Abandonnant le discours moralisants des *Ru*, cette école se penche au contraire sur les conditions objectives de la pratique du pouvoir. Une telle approche rompt tant avec la tradition littéraire et plus encore avec le discours impérial de la dynastie Han. Pour le *Guanzi*, si l'influence du souverain tire sa légitimité du respect de la tradition et des rituels, ce respect n'est pas suffisant, car le souverain doit aussi avoir une connaissance de l'ensemble des conditions naturelles, des dispositions et capacités de ses sujets, et du rapport de force qu'il entretient avec ses rivaux. Ainsi, le souverain doit tout mettre en œuvre afin de gérer au mieux les ressources matérielles et humaines pour renforcer sa puissance et maintenir l'ordre intérieur. Le *Guanzi* cherche non seulement à retenir l'attention du roi mais aussi à servir de guide pratique pour toutes les questions susceptibles d'accroître l'efficacité administrative, légale et militaire. Il sert aussi de guide pour l'amélioration de la production primaire et secondaire, de la taxation et de la corvée, et des infrastructures essentielles à la production et aux transports, sans lesquelles l'optimisation administrative, légale et militaire serait difficile (Guanzi 2001, p. 92-99).

À cette fin, il traite en détail de la répartition des terres entre les familles, et de l'organisation des familles en groupes d'entraide et de responsabilité collective pour répondre de manière efficace aux besoins du souverain en matière de taxation, production, transport et défense. L'administration doit surveiller et contrôler la qualité du travail et s'assurer de la prompte obéissance aux ordres du souverain. En retour, il doit inciter ses sujets à travailler plus et à lui obéir en stimulant leur soif de récompense et en les détournant de leur intérêt personnel en jouant sur leur peur des châtiments (Guanzi 2001, p. 94-95). Le *Guanzi* est un des premiers textes de pensée politique à s'être intéressé aux questions concrètes de l'organisation et du fonctionnement de l'État. C'est là sa grande originalité<sup>44</sup>.

Si le *Guanzi* a une visée pragmatique, il ne remet pas pour autant en question la tradition ni les *Classiques*. Au contraire, il s'y réfère constamment et condamne en termes vifs toute évolution sociale et intellectuelle, allant jusqu'à réclamer l'application des châtiments les plus cruels contre

---

<sup>44</sup> Il traite des questions de production, de répartition des terres, de mise en place des infrastructures, de la circulation des biens et de l'argent, de l'importance des marchés dans la distribution des biens essentiels, de l'équilibre nécessaire entre la régulation économique et la libre circulation des biens, des ressources et des coûts nécessaires afin de maintenir des garnisons, de l'entretien des infrastructures, etc., autant de sujets jugés vulgaires par les *Ru*.

ceux, par exemple, dont les vêtements ne respectent pas la tradition (Guanzi 2001, p. 105). La tradition est si fondamentale, que son respect est une responsabilité collective, qui s'applique même aux étrangers de passage. Se conformer aux prescriptions de la tradition est la condition du maintien de l'"Harmonie". Cette fascination pour la tradition révèle aussi une volonté de contrôle, puisque le *Guanzi* condamne les traditions locales, qualifiées de perversions, au profit d'une uniformité de comportements et de coutumes (Guanzi 2001, p. 105-106).

Le *Guanzi* vise à préserver l'ordre féodal : il cherche à maintenir les conditions objectives sur lesquelles il repose. Une lecture superficielle pourrait porter à penser qu'il promeut une rationalité strictement instrumentale, n'ayant d'autre visée que la préservation et le renforcement du pouvoir. C'est pourquoi les lettrés ont voulu voir dans le *Guanzi* un ouvrage proto-légiste, car ils assimilaient une pensée pragmatique à un amoralisme, Rickett préfère le qualifier de « réaliste » ou « pragmatiste » (Rickett 2001, p. 3). La vénération dont il fait preuve pour la tradition est loin d'être instrumentale, comme elle peut l'être chez un Machiavel (Machiavel 1992, p. 141-143), car il accepte et se soumet entièrement à l'ordre tel qu'il existe et en partage les valeurs. À l'extrême, les pratiques décrites et préconisées par le *Guanzi* pourraient être comprises comme rites, lesquels, même s'ils n'ont pas été recensés dans les *Classiques*, n'en sont pas moins essentiels à la perpétuation de l'ordre existant (Rickett 2001, p. 16).

À aucun moment le *Guanzi* ne remet en question les prémisses morales sur lesquelles la tradition fait reposer l'ordre féodal. Au contraire, ce sont les pratiques qui doivent être transformées et adaptées, jamais ce qui les justifie. Pour cette raison, le *Guanzi* interdit tout écart – toute prise de distance, toute décentration – par rapport aux valeurs qui le sous-tendent et auxquelles il adhère. Ainsi, il est structurellement exclu d'envisager une transformation de l'ordre féodal. Si le *Guanzi* s'occupe de politique, il ne s'interroge pas sur 'le politique'. La théorisation présuppose un appareil critique que cette première génération de penseurs ne conçoit pas. Cette démarche reviendra aux stratèges militaires qui plus tard remettront en question l'édifice moral qui soutient l'ordre féodal, Sunzi étant le premier d'entre eux à le faire.

### 3.3.2.1.2 – Sunzi

À une époque où la guerre était perpétuelle, la méfiance régnait; à une époque où les dilemmes de sécurité étaient permanents, tout conflit débouchait sur une guerre d'agression. Lorsque la recherche de sécurité l'emporte sur la paix, seules la victoire et la conquête en sont les garantes. Quand les coutumes et les rites limitent l'efficacité militaire, la guerre doit devenir le métier d'officiers professionnels. C'est pourquoi le premier champ de théorisation fut la stratégie militaire. Le traité le plus ancien et le plus connu est sans conteste l'*Art de la guerre* de Sunzi (*Sunzi bingfa* 孙子兵法), rédigé au 6<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Comme le *Guanzi*, ce texte préimpérial est une compilation. Et comme *Guanzi*, Sunzi est un personnage réel : originaire du Qi, il fut général et stratège pour l'État de Wu (吴国). Ce texte constitue une synthèse et une réflexion originale sur la transformation de la guerre au début de la période des *Printemps et des Automnes* (Sawyer 2007, p. 150).

À l'époque féodale, la guerre entre les vassaux, à l'exception d'une expédition punitive menée par l'Ost royal<sup>45</sup>, ne pouvait être qu'un événement singulier. Les capacités militaires des seigneurs féodaux étaient limitées par la tradition et les rites afin de préserver la suprématie du domaine royal<sup>46</sup>. Avec le temps, les capacités militaires des aristocrates Zhou les moins exposés aux incursions barbares s'affaiblirent. La guerre était alors une affaire d'honneur, et le dernier recours pour trancher un différend entre vassaux (Griffith 2004, p. 20). Chaque fois qu'il y avait guerre, un imposant rituel se déployait : il comprenait des sacrifices, des danses, de la musique, de la divination... De plus, un calendrier régissait le déroulement des opérations. Ainsi, l'application des châtiments et la guerre elle-même ne pouvaient avoir lieu qu'à l'automne, après les moissons, afin d'éviter de déstabiliser le cours des choses (Griffith 2004, p. 26). Or, les conflits avec les barbares avaient conduit à l'expansion et à la professionnalisation des armées postées aux marches du royaume.

---

<sup>45</sup> L'Ost est la force militaire formée de tous les vassaux réunis sous l'autorité de leur suzerain.

<sup>46</sup> Traditionnellement, le roi disposait de six armées, et les grands seigneurs de trois.

L'affaiblissement du pouvoir royal à la suite de l'invasion barbare par les Rong (戎), en 771 av. J.-C., et de l'intensification subséquente des luttes entre vassaux pour l'hégémonie, avait transformé la nature de la guerre. Elle devint alors une constante de l'existence. Ainsi, des armées toujours plus massives s'affrontaient de plus en plus souvent. Or, l'hégémonie d'un vassal sur le royaume devait recevoir la sanction royale, même s'il était le vainqueur incontesté. Ainsi, paradoxalement, alors que les rapports effectifs entre vassaux évoluaient et que le point d'équilibre du pouvoir se déplaçait, ceux-ci plus que jamais se pliaient aux rites féodaux. Les guerres durant la période des *Printemps et des Automnes* sont paradoxales : des commandants, charge héréditaire dont la légitimité repose sur le respect des règles rituelles de la guerre, conduisent des armées toujours plus nombreuses, mais qui n'ont pas reçu l'entraînement ni le matériel nécessaire pour affronter des armées comparables (Giffith 2004, p. 58). En conséquence, les guerres sont plus longues, plus meurtrières et consomment de plus en plus de ressources. De plus, elles désorganisent les activités agricoles.

C'est à ce moment que certains rompirent totalement avec les règles coutumières de la guerre pour ne poursuivre que l'avantage tactique. L'insécurité devint la norme, forçant tous les sujets à renoncer à leurs obligations rituelles, ce qui creusait la crise sociale. C'est dans ce contexte, hors norme et nouveau, que la pensée stratégique sur la guerre et les relations entre États s'est développée : elle l'a fait en réaction à une approche purement pragmatique ne reposant que sur les stratagèmes d'une conception uniquement tactique de la guerre.

L'*Art de la guerre* affirme que le commandant et son armée doivent pouvoir faire preuve de flexibilité afin de s'adapter à tous les changements qui pourraient survenir non seulement lors d'une bataille, mais *a fortiori* lors d'une campagne. Ainsi, il défend l'idée d'une armée professionnelle et disciplinée au sein de laquelle la promotion devrait reposer sur le mérite et le respect de la hiérarchie (Sun Tzu 2004, p. 94). Le commandant d'une telle armée devrait jouir d'un pouvoir absolu, à même de contrer les vœux et les désirs de l'aristocratie et du souverain, et cela afin d'adapter sa stratégie et sa tactique aux conditions du terrain et aux plans de l'ennemi au fur et à mesure que ceux-ci se dévoilent au cours de la bataille (Sun Tzu 2004, p. 88). En conséquence, il doit pouvoir obtenir toute l'information utile pour prendre les décisions voulues. Sunzi prend bien soin de qualifier cette information : les contraintes du terrain; le climat; les ressources



disponibles; la composition des troupes; leur état d'esprit... de même que celles de l'ennemi afin de pouvoir anticiper et contrer ses mouvements. Ce n'est qu'en respectant scrupuleusement ces conditions que l'armée et son commandement pourront faire face aux aléas de toute bataille qu'ils auront à livrer.

Selon le *Sunzi*, l'information et le moral des troupes sont le nerf de la guerre. Le moral des troupes est plus important que le nombre ou l'armement, car l'armée, la plus nombreuse et la mieux équipée, a perdu la guerre avant même qu'elle ne soit déclenchée si elle refuse de se battre. Afin de pouvoir stimuler le moral de ses troupes et de saper celui de l'ennemi, la maîtrise de l'information est décisive. À cette fin, l'espionnage, tactique perverse par nature, est essentiel au bon déroulement des opérations. D'une part, il permet de réunir l'information nécessaire à l'élaboration des stratégies. De plus, il permet d'encourager la désinformation et les luttes internes chez l'ennemi. D'autre part, ces tactiques peuvent être en tout temps retournées contre les alliés du moment, car les alliances sont de courte durée (Sun Tzu 2004, p. 191-194). Pour cette raison, le contrôle de l'information au sein de son propre camp est de première importance : le moral des troupes doit être maintenu coûte que coûte. La ruse et la manipulation, le contraire de la vertu, sont cruciales dans les relations entre États (Sun Tzu 2004, p. 195). Quiconque ne s'y soumettrait pas se verrait contraint de livrer bataille là où il est en position de faiblesse, et sa défaite serait pratiquement assurée.

La tradition, le précédent, la morale, les préceptes, la hiérarchie héréditaire, les ordres et les contre-ordres donnés par des acteurs qui ne sont pas directement impliqués dans les opérations militaires, sont autant d'éléments qui caractérisent la conduite de la guerre dans le régime féodal. Ces facteurs se révèlent être des obstacles qui diminuent l'efficacité de l'armée et minent sa structure de commandement<sup>47</sup>. Or, la raison d'être de l'armée et de son commandant n'est pas la bataille, mais la victoire (Sun Tzu 2004, p. 102). Pour autant, toute victoire n'est pas acceptable, le commandant doit toujours agir en vue d'obtenir une victoire avec le moins de pertes possibles (Sun Tzu 2004, p. 184). Pour cette raison, l'intelligence prime sur la force, la stratégie sur le combat, la manipulation sur l'honneur (Sun Tzu 2004, p. 116).

---

<sup>47</sup> Dit autrement, Sun Tzu plaide pour un renforcement du degré d'autonomie du champ des affaires militaires en cherchant à réduire son hétéronomie.

Dans la réflexion stratégique de Sunzi, ni la bataille ni la guerre ne sont des fins en soi. Il s'agit toujours d'une adéquation entre la fin et les moyens. Autrement dit, c'est l'avantage à long terme qui doit primer, et pour cette raison le commandant doit veiller à ce que les moyens soient proportionnels aux fins recherchées. Ainsi, la guerre, selon Sunzi, ne se confond pas avec la *bataille d'annihilation* préconisée par Clausewitz (1832). Tout réside dans la capacité du commandant, et de son État, de manœuvrer l'adversaire. Pour Sunzi, la guerre et par voie de conséquence la diplomatie peuvent être des jeux à somme nulle tout autant que des jeux à somme non nulle. Pour Sunzi, on juge le commandant par sa maîtrise des règles du jeu et sa capacité à les modifier. Dans cet esprit, être contraint de livrer bataille est déjà une défaite.

Si Guanzi est le premier à encourager l'appréhension des questions tactiques de l'exercice du pouvoir d'État, pour employer un langage militaire, Sunzi est le premier à introduire les questions stratégiques. Pour lui, les tactiques découlent des stratégies. Or, celles-ci dépendent des objectifs que le commandant se donne. Ainsi, c'est au commandant d'élaborer des stratégies, et seulement ensuite des tactiques. L'*Art de la Guerre* de Sunzi propose une 'théorie' de la guerre. Et pour penser la guerre, il fallait pouvoir questionner les approches traditionnelles, s'en distancer. Telle est la contribution de Sunzi.

Les troubles croissants de la fin de la période des *Printemps et des Automnes* exigeaient d'aller au-delà d'une simple victoire militaire. Cette période voit émerger les *Cents écoles*, fréquentées par les *shi* à la recherche de réponses aux questions mystiques, religieuses, morales, sociales et politiques de leur temps. Les courants les plus en vogue à l'époque étaient sans conteste le *Confucianisme* (les disciples de Confucius; *rujia* 儒家) et le *Taoïsme* (les disciples de Laozi; *daoja* 道家), deux courants moralistes. S'ils s'appuient sur le même substrat culturel, ils proposent deux explications différentes, tout en maintenant un dialogue constant entre eux. Ce sont eux qui les premiers proposeront une 'théorie du politique'.

### 3.3.2.2 Les moralistes

Confucius et Laozi (老子, 604 ?-531 ?) sont les représentants du courant que l'on pourrait qualifier de moraliste. Chacun d'eux puise son inspiration dans le passé mythique de la Chine.

Confucius voit dans un renouveau de la pratique active des rites Zhou la condition du retour à l'«Harmonie». Pour les taoïstes, il faut vivre en toute simplicité et en harmonie avec la nature. Ils préconisent l'abandon du savoir et de la morale comme condition du retour à une spontanéité naturelle.

### 3.3.2.2.1 – Confucius

Confucius, décédé il y a près de 25 siècles dans l'État de Lu (鲁国), tantôt honni, tantôt honoré, reste une énigme. Fort de son expérience au sein de l'administration et de sa maîtrise de la tradition *ru*, il commença à prendre des disciples désirant se parfaire afin de décrocher un poste officiel. En 517 avant notre ère, la dynastie légitime de l'État de Lu fut renversée par des clans rivaux. En protestation, Confucius et ses disciples s'exilèrent. C'est dans ce contexte que son enseignement prit un tour politique : il faisait de la maîtrise de la tradition et du respect des rites la condition du maintien de l'«Harmonie». En 505 avant notre ère, à la mort de l'usurpateur, il entra au service de son successeur. Mais, huit ans plus tard, outré par son attitude, il s'exila à nouveau. Après avoir tenté en vain d'éduquer les seigneurs de Lu, Qi, Wei (卫国), Song (宋国), Chen (陈国) et Cai (蔡国)<sup>48</sup>, il retourna à Lu dépité. Or, à peine quelques siècles plus tard en 140 av. J.-C., les dynasties impériales successives valorisèrent pendant plus de deux millénaires son enseignement (Le Blanc 2009a, p. 6-11). Plus récemment encore, après l'avoir voué aux gémonies, la République populaire de Chine cherche à le réactualiser.

Deux approches s'offrent pour étudier Confucius : examiner le rôle que ses enseignements ont joué dans la société chinoise, car ses répercussions ont été durables et profondes; ou bien étudier sa pensée en soi. Nous nous limitons à sa pensée, telle qu'elle a été recensée dans *Les entretiens* (*Lunyu* 论语).

---

<sup>48</sup> Il est important de rappeler que la Chine d'alors était politiquement divisée en fiefs qui tendaient à s'autonomiser et au sein desquels, au-delà d'un fonds commun, des cultures propres émergeaient. Elles interagissaient les unes avec les autres, car ces fiefs entretenaient des relations entre eux. C'est ce contexte qui permet de comprendre les allées et venues d'un fief à l'autre des lettrés. Il faut mentionner aussi que l'unification de la Chine, mettra un frein à ce processus de différenciation.

Témoin de la fin du régime féodal des Zhou, Confucius encourage tout le monde, et particulièrement les aristocrates les plus nobles, à se consacrer activement à l'étude de l'*Antiquité*. Or, pour lui, l'étude ne se limite pas à s'inspirer des exemples passés afin de proposer des nouvelles politiques, mais à revitaliser les anciennes pratiques et les anciennes politiques : « Le Maître dit : " Je transmets mais ne crée point. Je mets ma confiance dans l'Antiquité et l'aime. " » (Confucius 2009, p. 88). Si le monde fait face aux désordres, ce n'est pas parce que les anciennes pratiques dominant, mais au contraire parce qu'elles ont été abandonnées au profit de nouvelles.

Revitaliser la *Voie des Anciens rois* était la mission à laquelle s'était consacré Confucius, avant que le *Ciel* ne révoque le Mandat de la dynastie. Elle trouve sa source dans une pratique formelle : les *rites*. Il déplorait que les pratiques codifiées de longue date et ravivées sous les rois Zhou ne soient plus formellement observées par les hommes de son temps et y voyait la cause des désordres :

Le Maître dit : « Selon l'usage rituel, le bonnet était en chanvre, mais aujourd'hui, il est en soie peu coûteuse. Je suis l'usage de la majorité. Selon l'usage rituel, on s'inclinait les mains jointes en bas des marches, mais aujourd'hui, on s'incline les mains jointes en haut des marches, ce qui est présomptueux. Au risque de m'opposer à la majorité, je suis le rituel ancien de m'incliner en bas des marches » (Confucius 2009, p. 107-109).

Ayant selon la tradition une maîtrise sans pareille de la liturgie (Sima Qian 2004, t. 5, p. 105), son interprétation de la *Voie* s'inscrit dans la vision conservatrice et moraliste des *ru*, mais ne s'y limite pas pour autant. Pour Confucius, il n'est pas suffisant de se conformer aux rites, il faut s'y conformer avec « sincérité » (Confucius 2009, p. 99). C'est au point de rencontre de l'*esprit* des devoirs de chacun et de la pratique formelle des rites que naît la *réciprocité* (*ren* 仁)<sup>49</sup> entre inférieurs et supérieurs. Si tous les hommes cultivaient la *réciprocité*, le monde ne connaîtrait qu'"Harmonie". D'une part, la *réciprocité* s'exprime dans le respect et l'obéissance dus à son supérieur hiérarchique (Confucius 2009, p. 16) : le cadet envers son aîné, le fils envers son père, le sujet envers son roi. D'autre part, la *réciprocité* se manifeste aussi par la volonté du supérieur de

---

<sup>49</sup> Si le terme *Ren* (仁) est communément traduit par *humanité*, pour éviter toute confusion avec le concept de la Renaissance et des Lumières, le terme *réciprocité* apparaît plus juste parce qu'il exprime l'idée de dépendance réciproque entre supérieurs et inférieurs à laquelle Confucius était attaché. Billeter (2010, p. 106-107) insiste aussi sur le rapport de dépendance inégal.

toujours chercher à mériter le respect et l'obéissance qu'on lui porte : le devoir du roi est de régner dans l'intérêt de tous, et non pas pour lui-même (Confucius 2009, p. 86). Pourtant, loin de promouvoir un ritualisme rigide, Confucius au contraire voit dans le respect sincère des rites le fondement du seul ordre social possible, un ordre social hiérarchique, inégalitaire, mais harmonieux.

Par contre, sans la pratique des rites, leur esprit sera inévitablement oublié et perdu : les hommes, alors, cesseront d'accomplir leurs devoirs envers leurs supérieurs et leurs inférieurs hiérarchiques. Délaissant leurs devoirs envers leurs inférieurs, ceux-ci ne sentiront plus le besoin d'accomplir les leurs : lorsque le roi cesse de se comporter en roi, ses sujets cessent de se comporter en sujets, là est la racine du désordre. Dès lors, la rébellion ouverte n'est qu'une question de temps (Confucius 2009, p. 185). Si ces hommes ne sont pas rappelés à l'ordre ou punis par leurs supérieurs, c'est la preuve que ceux-ci ont délaissé leurs devoirs.

Seul peut être qualifié de *noble* (*junzi* 君子<sup>50</sup>) celui qui connaît sa position sociale et s'y conforme : « Que le roi soit roi, le ministre ministre, le père père et le fils fils » (Confucius 2009, p. 142). Pour Confucius, la famille est le lieu où tous doivent apprendre les valeurs propices à l'« Harmonie ». Ainsi, tous ont d'abord et avant tout des devoirs envers leur famille, incarnée en la personne du père : « Le Maître dit : " On peut certainement reconnaître comme filial un fils qui pendant trois ans n'apporte aucun changement à la voie suivie par son père " » (Confucius 2009, p. 64). Pour cette raison, la première des vertus est la *piété filiale* (*xiao* 孝) : un bon fils sera probablement un bon sujet, car la société est une extension de la famille, une hiérarchie de familles.

Bien que les enseignements de Confucius soient ouverts à tous, en pratique ils ne s'adressent qu'à ceux dont le pouvoir est un privilège héréditaire : s'ils ne se conforment pas à leurs devoirs, l'ordre politique féodal s'effondrera. À l'inverse, s'ils s'y conforment, et donc font preuve de *vertu*, leurs inférieurs feront de même. Seule la pratique sincère des *rites* ravivés par les

---

<sup>50</sup> *Junzi* - littéralement : 'fils de noble', était originellement le titre de l'héritier présomptif. Confucius a probablement utilisé ce terme pour souligner que la naissance était une condition nécessaire mais non suffisante pour être qualifié de noble (Mathieu, 2009, p.25).

premiers roi Zhou est la garantie de l'Harmonie'. Au sein d'une société harmonieuse, tout s'organise autour du *Fils du Ciel*. Au sein d'une société harmonieuse, *les rois règnent sans avoir à gouverner*.

Si Confucius cherche à revitaliser les pratiques rituelles imposées par les Zhou et à les étendre à l'ensemble de la société, il est plus qu'un simple idéologue. Bien au contraire, il élargit la signification et la portée des rites au-delà de la simple préservation du régime féodal pour en faire la matrice du vivre ensemble<sup>51</sup>. Par là même, il amorce une transition dans la pensée chinoise. Ainsi, il réinterprète non seulement les *Classiques*, mais aussi l'histoire. Pourtant, s'il ne mentionne ni les ancêtres ni les esprits, il fait constamment référence au *Ciel* et à sa volonté. Or, les rites sont étroitement liés au culte des ancêtres et des esprits. Pour cette raison, nous ne pouvons conclure qu'il ne souscrivait pas aux valeurs de son temps. Par conséquent, nous ne pouvons pas non plus affirmer qu'il inaugurerait un tournant rationaliste ou matérialiste.

### 3.3.2.2 – Laozi

La critique du Confucianisme ne pouvait passer que par le rejet des fondements moraux et traditionalistes de la société féodale, et les taoïstes « individualistes », tel Zhuangzi (庄子), furent les premiers à mener la bataille. Bien qu'une école de pensée, aujourd'hui une religion, prétend enseigner Laozi (老子), nous connaissons peu de lui. Le mystère qui l'entoure a toujours été savamment entretenu par les taoïstes qui transformèrent ses réflexions en un guide pour atteindre l'immortalité et la sainteté; ce mystère est encore entretenu par les taoïstes contemporains. Il est probable qu'il n'ait été qu'un personnage fictif. Mais tout indique que le texte soit bel et bien l'œuvre d'un seul auteur. Le *Classique de la Voie et de la vertu* (*Daodejing* 道德经), attribué à Laozi, a probablement été rédigé au 4<sup>e</sup> siècle avant notre ère, à la fois en réaction au confucianisme et au moïsme (Cheng 1997, p. 188). Ses enseignements transposent au plan politique une morale individuelle fondée sur l'ascétisme et le désintéressement, associée au mysticisme de l'État de Chu (楚国).

---

<sup>51</sup> On pourrait même envisager qu'il ébauche implicitement une théorie de la société.

Le *Daodejing* débute par un paradoxe : « Le Tao<sup>52</sup> que l'on saurait exprimer n'est pas le Tao de toujours » (Lao-tseu 2010, p. 3). L'existence de la *Voie* (*Dao*) est indiscutable, et pourtant nul ne peut l'influencer. Elle exprime l'ordre naturel et spontané de l'univers. Tant l'Homme que la société y sont soumis et ne peuvent s'en affranchir. La *Voie* engendre spontanément l'"Harmonie", mais l'"Harmonie" n'est ni morale ni bonne : « Le ciel et la terre ne sont pas humains : ils traitent tous les êtres comme chiens de paille<sup>53</sup> » (Lao-tseu 2010, p. 7). Pour Laozi, l'"Harmonie" n'est que l'équilibre des contraires, l'*unité des contraires* : « Tout le monde sait que la beauté est belle, voilà ce qui fait sa laideur; Tout le monde sait que le bien est bien, voilà ce qui fait son imperfection » (Lao-tseu 2010, p. 4). Mettre l'accent sur l'un renforce l'autre : le désordre résulte de l'excès, individuel ou collectif. Ainsi, la modération est-elle la source de l'"Harmonie".

Laozi, tout au long de son propos, s'adresse au souverain, qu'il juge responsable du chaos et dont il espère qu'il s'amendera<sup>54</sup> : « N'honore point les hommes sages, pour que le peuple ne se dispute pas. N'estime pas les biens d'acquisition difficile pour que le peuple ne les vole pas. N'exhibe point ce qui porte à l'envie pour que sa conscience ne soit point troublée » (Lao-tseu 2010, p. 5). Il est évident à la lecture de ces aphorismes que l'ordre social n'est pas remis en question. C'est bien le souverain qui est visé : celui qui est mandaté par le *Ciel* pour régner doit préserver l'"Harmonie" entre ses sujets, et pour cela ne doit chercher à favoriser ni les liens familiaux ni les habiletés. Car, dans la vision de Laozi, tout gravite autour du souverain. Il doit préserver l'"Harmonie" entre lui et ses sujets en limitant ses besoins au strict nécessaire – uniquement ce qu'il lui faut pour manger, se vêtir et s'abriter – sans jamais non plus s'abandonner à la luxure – mets, vêtements et palais raffinés –. Le véritable souverain est, pour Laozi, un ascète.

Les désirs, le savoir et l'habileté incitent l'Homme à vouloir contrôler la force impersonnelle qu'est la *Voie*. Pour cette raison, désirs, savoir et habileté déstabilisent le fragile équilibre de l'"Harmonie" et engendrent le désordre : « Qui cherche à façonner le monde, je vois, n'y réussira

---

<sup>52</sup> Habituellement, le concept de la *Voie* est traduit en français par le terme *Tao*. En pinyin, on emploie *Dao*.

<sup>53</sup> Les chiens de paille – littéralement des figurines de chien faites de paille –, précise le Zhuangzi, servaient de substitut aux sacrifices d'animaux vivants lors des cérémonies religieuses des époques antérieures (Etiemble 1980, p. 633).

<sup>54</sup> Amendement signifie : réparation, amélioration et correction.

pas. Le monde, vase sacré, ne peut être façonné. Qui le façonne le détruira. Qui le retient le perdra » (Lao-tseu 2010, p. 32). Ainsi, le seul devoir du souverain est de s'assurer qu'il n'y ait pas d'obstacle à la perpétuation de *l'ordre spontané*, et pour cela, il doit s'abstenir d'agir à l'encontre de celui-ci : « Le peuple est affamé parce que ses dirigeants l'accablent d'impôts. Voilà ce qui l'affame. Le peuple est indocile parce que ses dirigeants sont trop entreprenants. Cela le rend indocile » (Lao-tseu 2010, p. 78). Le souverain doit régir « un grand État comme on fait frire un petit poisson » (Lao-tseu 2010, p. 63) : s'il le remue trop souvent, sa chaire se brise, s'il ne le remue pas suffisamment, il brûle.

Ainsi, l'enseignement essentiel du *Daodejing*, le *non-agir* (*wu-wei* 无为), plaide pour une vision pragmatique. Le souverain sage ne doit pas chercher à améliorer les conditions de vie de ses sujets, car « le saint n'est pas humain : il traite le peuple comme chien de paille » (Lao-tseu 2010, p. 7). Le souverain sage se tient au-dessus de tous les intérêts, de tous les désirs, de toute morale, et, pour régner sans effort, détourne ses sujets de la connaissance : « Si le peuple est difficile à gouverner c'est parce que ses connaissances se sont accrues » (Lao-tseu 2010, p. 68); il les détourne aussi des désirs en s'assurant constamment que le peuple se concentre sur la satisfaction de ses besoins immédiats par un travail acharné :

Le gouvernement du saint consiste  
À faire table rase de l'esprit du peuple,  
À remplir son ventre, à affaiblir son ambition,  
À fortifier ses os.

Le roi agit constamment en sorte  
Que le peuple n'ait ni savoir, ni désir.  
Il agit en sorte que la caste  
De l'intelligence n'ose pas agir.  
Il n'y a rien qui ne soit pas gouverné (Lao-tseu 2010, p. 3).

Si les souverains ne cherchent qu'à satisfaire leurs besoins vitaux et rejettent la luxure, l'unité du peuple ainsi que la concorde des dirigeants et de leurs sujets seront assurées : l'"Harmonie" régnera. D'une manière circulaire, lorsque les souverains ne succombent pas aux



excès et que leurs sujets ne se préoccupent que de leurs besoins vitaux, ils n'ont plus à agir<sup>55</sup>. Pour Laozi, les gains matériels ne sont pas de vrais gains, ils ne durent pas : la satisfaction véritable n'est atteinte que lorsque le désir s'est tu et que le souci du destin s'est apaisé. Une société sans institutions, sans coutumes, sans lois, sans armes et sans division du travail est une *société harmonieuse*<sup>56</sup>. Ainsi, selon Laozi, l'archétype de la société harmonieuse est la société d'origine, telle qu'elle existait au temps des Trois Augustes : les malheurs du jour trouvent leur source dans l'abandon de la simplicité des origines. Le souverain sage est celui qui renoue avec cette simplicité :

Connais le masculin,  
Adhère au féminin,  
Sois le Ravin du monde.  
Quiconque est le Ravin du monde,  
La vertu constante ne le quitte pas.  
Il retourne à l'état d'enfance

Connais le blanc,  
Adhère au noir.  
Sois la norme du monde.  
Quiconque est la norme du monde,  
La vertu constante ne s'altère pas en lui.  
Il retourne à l'état de ce qui n'a pas de limite.

Connais la gloire,  
Adhère à l'outrage.  
Sois la Vallée du monde,  
Quiconque est la Vallée du monde,  
La vertu constante est suffisante en lui.  
Il retourne à l'état de bois brut.

Le bloc de bois que l'on débite  
Forme des ustensiles.  
Le saint qui s'en sert devient  
Le chef des fonctionnaires.

---

<sup>55</sup> Soulignons au passage que la pensée chinoise est à la fois centrée sur les absolus, et binaire et circulaire. Confucius et Laozi n'échappent pas à ce schème.

<sup>56</sup> Tous les éléments compris dans cette liste présupposent des connaissances et des habiletés. Pour cette raison, ils suscitent des intérêts, et du coup rompent l'unité de la société.

C'est pourquoi le grand maître  
Ne blesse rien. (Lao-tseu 2010, p. 31)

Laozi ne préconise pas seulement le retour à une société humaine harmonieuse, il cherche aussi à créer une société internationale, elle aussi harmonieuse. Pour lui, les relations entre le souverain et ses sujets ainsi que les relations entre sujets sont identiques aux relations entre États (entre rois - entre hommes) :

Un grand pays est le lieu d'aval,  
Le point de rencontre de toutes choses,  
La femelle du monde entier.

La femelle triomphe toujours du mâle  
Par sa tranquillité  
Être tranquille, c'est s'abaisser.

Un grand pays qui s'abaisse  
Devant un plus petit  
L'attire à lui.  
De même un petit pays qui s'incline  
Devant le grand  
Gagne sa protection.  
Ainsi l'un accueille en s'abaissant,  
L'autre est accueilli en s'inclinant.

Un grand pays ne désire que rassembler  
Les hommes et les nourrir.  
Un petit pays ne désire que s'allier  
Avec un grand et le servir.  
Certes tous les deux obtiennent  
Ce qu'ils désirent.  
Mais il faut que le grand s'abaisse (Lao-tseu 2010, p. 64).

En somme, l'"Harmonie" engendre l'"Harmonie" : des individus harmonieux donnent naissance à des États harmonieux, des États harmonieux forment une société internationale harmonieuse<sup>57</sup>. Pour Laozi, le souverain est au cœur du procès d'"Harmonie" : c'est lui qui en

---

<sup>57</sup> Bien que ce raisonnement soit circulaire, il décrit aussi les étapes successives d'un processus de diffusion, car Laozi présuppose que l'"Harmonie" se diffuse spontanément, et ce faisant transforme progressivement les individus, les relations entre individus, les États et les relations entre États.

œuvrant à l'instauration de l'"Harmonie" réunifie son peuple, puis le monde, sous son autorité. Si Confucius, comparé à Laozi, peut apparaître comme un proto-institutionnaliste, Laozi, malgré sa rhétorique primitiviste, offre une vision transformatrice de la société parce qu'il se centre sur le processus. Dès lors, la transformation fut au cœur des préoccupations des écoles de pensées qui se développèrent par la suite. Finalement, Laozi introduit la notion de transcendance du pouvoir qui dominera elle aussi les débats.

Avec la multiplication et l'intensification des débats qui accompagnèrent l'effondrement de la dynastie Zhou, les commentateurs et les critiques commencèrent à se réclamer de courants de pensée ou de traditions rattachés à un maître. Ces groupes devinrent progressivement de véritables écoles de pensée. Ce sont les débats entre ces écoles qui vont dès lors primer, chacune cherchant à s'imposer au détriment des autres.

### **3.3.3 – L'effondrement des Zhou et l'émergence de la pensée politique**

L'insécurité, les guerres larvées, la famine et les dévastations étaient devenues quotidiennes. Ainsi, le désordre se répandait partout sous le *Ciel*. Toutefois, cette situation n'entraînait pas que des conséquences désastreuses : le seul moyen de mobiliser les serfs, qui formaient alors l'essentiel de l'armée, était de leur promettre l'affranchissement et des terres au terme de leur service. Les États qui s'engageaient dans cette révolution militaire n'eurent d'autre choix que d'adopter une politique militaire agressive et expansionniste, pour nourrir leur armée et donner des terres à leurs troupes. Très rapidement, le nombre des paysans libres dépassa celui des autres castes. Il en résulta une intensification de la concurrence commerciale, ce qui contribua à une amélioration de l'agriculture, une augmentation de la population et une ascension de la classe marchande. La réglementation et la taxation des transactions commerciales devinrent une source importante de revenus pour les États en formation, au moment même où le renforcement de la classe commerciale se révéla une menace potentielle pour l'ordre établi (Frêches 2006, p. 95-110).

Le point tournant des relations interétatiques eut lieu lorsqu'une longue guerre civile dans l'État de Jin (晋国), puissance hégémonique, se solda en 475 av. J.-C. par le renversement de la

dynastie légitime et sa partition en trois nouveaux États : Wei (魏国), Zhao (赵国) et Han (韩国), au mépris de l'autorité du roi des Zhou<sup>58</sup>. Cet évènement marqua le début de la période des *Royaumes combattants* [475-221 av. J.-C.]. Rapidement, les sept puissants seigneurs féodaux du Chu, du Han, du Qi, du Qin (秦国), du Wei, du Yan et du Zhao, devenus indépendants, coupèrent les derniers liens de vassalité qui les unissaient à la dynastie Zhou en se proclamant *roi*, un titre que seul l'héritier de la dynastie Zhou pouvait jusqu'alors porter. Ainsi, ils affirmèrent d'une même voix que désormais ils ne rendaient des comptes qu'au *Ciel*. Dès lors, seule la guerre totale était à même de résoudre les conflits entre les puissances rivales, confrontées à des dilemmes de sécurité constants et entraînés dans des luttes incessantes pour l'hégémonie. Les *Royaumes combattants* accélérèrent l'expansion et la professionnalisation de leur administration et de leur armée (Frèches 2006, p. 95-96), ouvrant ainsi la voie à l'ascension sociale des *shi* (Le Blanc 2009a, p. 25).

Les problèmes civils et militaires auxquels furent de plus en plus confrontés les seigneurs féodaux, sans qu'ils puissent espérer les résoudre par manque de connaissances, les forcèrent à recourir aux lettrés itinérants, lesquels maîtrisant parfaitement les traditions, l'histoire, les codes et les rites, rivalisaient pour offrir des solutions. Ce faisant, ils s'affirmèrent progressivement comme les auxiliaires indispensables de la consolidation du pouvoir exercé par les monarques absolus des royaumes qui composaient la Chine préimpériale d'alors (Ebrey *et al.* 2006, p. 32-39). Ainsi les lettrés éclipsaient les petits seigneurs féodaux, dont les fiefs et les fonctions étaient, par ailleurs, absorbés par les plus grands dans le vaste mouvement de centralisation alors en cours, qui érodait le pouvoir et les privilèges dont ils avaient jusqu'alors joui. En tout état de cause, les petits nobles et les lettrés s'affrontaient, ces derniers défendant l'idée que la noblesse réside non pas dans l'hérédité, mais plutôt dans la maîtrise d'un savoir donné et sa mise en pratique.

### 3.3.3.1 – Le tournant institutionnel

La pensée de Confucius fut connue des puissants, mais cela ne suffit pas à rectifier le monde. Aussi, elle trouva en Mozi (墨子, 470-391) son principal rival. Originaire de Lu comme Confucius, il serait issu de la caste des artisans, mais aurait été promu à des fonctions importantes

---

<sup>58</sup> Pour le rappeler, les vassaux devaient toujours obtenir la sanction royale, ce dont ils ne se souciaient plus.

dans plusieurs États, et notamment au Song. Son parcours a eu une influence majeure sur le développement de la pensée politique chinoise, car il a été le premier à théoriser l'organisation politique. Mozi ne remet pas en cause le besoin d'un minimum d'éthique, mais constate que les officiels qui insistent sur leur sens moral se distinguent avant tout par leur incapacité à remplir les tâches qui leur sont confiées : pour Mozi, la pratique de l'éthique doit reposer sur des compétences pratiques. Dans l'immédiat, en tant que spécialiste des stratégies et des techniques de défense, il volait de guerre en guerre avec succès afin de protéger grâce à sa science les petits États victimes d'agression (comme le Song, le Lu...) et tenter de convaincre les puissants qui les attaquaient (tels le Chu et le Qi) de renoncer à leurs projets.

### 3.3.3.1.1 – Mozi

En ne consacrant que quelques caractères à Mozi, les *Mémoires historiques* de Sima Qian minimisent ainsi sa contribution à la pensée chinoise. Mais que pouvions-nous espérer de la part de l'un des premiers idéologues du confucianisme d'État ? Le discours de Mozi<sup>59</sup> sur l'importance de l'*habileté individuelle* plutôt que sur *les liens familiaux ou la richesse*, comme critère de promotion à toutes les fonctions administratives et politiques sans exception, ne pouvait que menacer les privilèges de l'aristocratie et les intérêts des marchands. Opposant du 'gouvernement par le peuple', il est néanmoins le premier à fonder la légitimité du pouvoir dans le 'gouvernement pour le peuple'<sup>60</sup>. Malheureusement ses disciples se sont divisés très tôt en trois factions rivales, chacune proposant une version légèrement différente du *Mozi*, ce qui ternissait encore plus l'image du maître et a conduit à un oubli de sa pensée politique, et, en conséquence, à une sous-estimation de son importance dans le développement de la pensée politique chinoise.

Comme le feront les penseurs européens deux millénaires plus tard, il réfléchit sur l'état de nature<sup>61</sup>. Et c'est à partir de cet état premier qu'il cherche à reconstituer l'histoire de l'Humanité.

---

<sup>59</sup> Pour Johnston (2010), à qui l'on doit la première traduction complète du Mozi en langue romane, une des raisons de son oubli relatif serait son style stéréotypé et répétitif de nature à rebuter les lecteurs et les traducteurs (p. XI).

<sup>60</sup> Pour faire allusion à la *Gettysburg Address* de Lincoln le 19 novembre 1963 : « government of the people, by the people, for the people » <[http://avalon.law.yale.edu/19th\\_century/gettyb.asp](http://avalon.law.yale.edu/19th_century/gettyb.asp)> (17 juillet 2015).

<sup>61</sup> Il faudra attendre Hobbes en 1651 pour aborder cette question et proposer une théorie de la monarchie absolue, qui progressivement s'institue à son époque. Mozi l'avait précédé dans cette voie.

Pour Mozi, au commencement, chaque homme défendait son droit contre celui des autres et, comme Hobbes (1651), constatait la « guerre de tous contre tous » : la majorité souffrait et succombait de mort violente, de peur, de faim et de froid. Personne ne vénérât alors le *Ciel*, créateur des 'dix mille choses' (万物), et les *Esprits*, ce qui déstabilisait les relations entre le monde visible et le monde invisible. Mozi assimile l'homme à une bête féroce, mais le *Ciel* et les *Esprits* eurent pitié et attribuèrent le pouvoir au plus vertueux d'entre eux, et le plus à même d'imposer la *Voie du Ciel*, à savoir l'*unité des principes* (尚同) (Mozi 2010, p. 99)<sup>62</sup>. La *valeur*, un concept central du moïsme, incarne la pratique de l'*amour universel* (*jian ai* 兼爱) : le souverain a le devoir d'enrichir l'État et de se préoccuper du bien-être du peuple. Pour paraphraser Mozi, l'État doit nourrir ceux qui ne peuvent se nourrir, habiller ceux qui ne peuvent s'habiller, loger ceux qui ne peuvent se loger, et protéger ceux qui ne peuvent se protéger (Mozi 2010, p. 155)<sup>63</sup>. Ce n'est qu'en assurant le bien-être du peuple que le souverain pourra être certain que le *Ciel* et les esprits sont honorés comme ils le doivent.

Le souverain doit activement suivre la *Voie du Ciel* de deux manières : premièrement, en dissuadant ceux qui pourraient être tentés de la transgresser par l'instauration de châtiments sévères et en récompensant ceux qui s'y conforment (Mozi 2010, p. 113); et, deuxièmement, en renforçant son État, et en enrichissant et accroissant la population (Mozi 2010, p. 155). Parce qu'il est impossible au *Fils du Ciel* d'imposer seul l'ordre aux quatre extrémités du monde<sup>64</sup>, il doit établir une administration pyramidale, laquelle de degré en degré se ramifie jusque dans chacune de ses extrémités. Prenant le *Ciel* pour norme, il promeut les hommes les plus méritants du royaume aux plus hautes fonctions de l'État<sup>65</sup>. Ceux-ci à leur tour nomment les plus méritants des États vassaux ministres, officiers et seigneurs féodaux. Ceux-ci, à leur tour, sélectionnent les plus méritants des districts pour devenir chefs de districts. Finalement, ces derniers choisissent les plus

---

<sup>62</sup> 'Mozi' se retrouve sous 'Johnston' dans la bibliographie.

<sup>63</sup> Pour cette raison le concept d'*amour universel* (*jian'ai* 简爱) nous semble plus près de celui d'*'humanisme'* préconisé par les Lumières que le *ren* de Confucius.

<sup>64</sup> Dans la littérature chinoise, cette expression désigne le monde, car il n'est pas conçu comme une sphère, mais bien comme une étendue plate.

<sup>65</sup> Selon la tradition chinoise, la structure idéale du gouvernement est la suivante : le souverain, aidé des *Trois Ducs* (*sangong* 三公), commande au *Neuf Ministres* (*jiuqing* 九卿), qui exerçaient leur autorité sur l'administration et à qui les seigneurs féodaux devaient rendre des comptes (Mozi 2010, p. 233-237).

méritants des villages pour les diriger (Mozi 2010, p. 101). La *Voie du Ciel* rayonne ainsi du sommet de l'État à sa base, à la condition que tous se modèlent sur leurs supérieurs, et le souverain sur le *Ciel* (Mozi 2010, p. 103-105).

Selon Mozi, l'objet du premier décret royal, une fois l'administration mise en place, devrait porter sur la dénonciation des mauvaises actions afin qu'aucune ne reste ignorée des autorités, ni que personne n'échappe à sa juste punition; de même les bonnes actions devraient être signalées pour qu'elles soient récompensées. Afin d'imposer la *Voie du Ciel*, tous les niveaux du gouvernement doivent constamment s'attacher à promouvoir les plus méritants et démettre les autres (Mozi 2010, p. 55). Et pour que ceux-ci se dévouent, le souverain se doit de leur octroyer un rang et des privilèges correspondant au niveau de leurs responsabilités (Mozi 2010, p. 55). Mozi est ainsi le premier à proposer l'instauration d'un système de promotion méritocratique. Ainsi, pour lui, ce dispositif assurera une augmentation de la productivité du travail utile et garantira aussi que chacun reçoive sa juste part en prévenant le gaspillage. Mozi dénonce avec vigueur le formalisme et le ritualisme confucéen qui grevait à son époque la société en temps et en ressources<sup>66</sup>. En temps de guerre, les officiels préparent leur circonscription au combat; en période d'abondance, ils la préparent pour la disette (Mozi 2010, p. 199-201). Ainsi, *l'amour universel* conduit à la condamnation sans appel de la guerre offensive : la conscription perturbe la production et l'administration; la misère se répand; les maladies et la mort se propagent; le *Ciel* et les esprits ne sont pas honorés comme ils le devraient.

Selon Mozi, lorsque le pouvoir des officiels excède celui du souverain ou lorsque les inférieurs contestent avec succès la légitimité de leurs supérieurs, l'État abandonne la *Voie du Ciel*. Lorsque l'opportunisme, les liens familiaux ou les privilèges de la richesse dominent, l'État, là encore, renonce à la *Voie du ciel*. Il en va de même lorsque les officiels s'abandonnent au faste et à la prodigalité : le peuple est exploité, la production dilapidée, la misère se répand, les rivalités s'enveniment et la mort afflige les familles. En conséquence, pour Mozi, le *Ciel* et les esprits ne

---

<sup>66</sup> La pratique du rituel entraînait un gaspillage de ressources. De plus, le nombre et la durée des rituels que chacun devait accomplir les détournaient des activités productives. Ces pratiques conduisaient à une baisse de rendement qui entraînait une situation de crise chronique. Mozi les dénonçait vigoureusement (Mozi 2010, p 198-370).

sont plus honorés comme ils devraient l'être. Le souverain porte alors l'entière responsabilité des maux qui affligent son peuple, car le *Mandat du Ciel* a pour seule obligation l'imposition de l'« Harmonie ». Le *Ciel* et les *Esprits* manifestent alors leur colère en provoquant des calamités. Si le souverain n'amende pas sa conduite, il est remplacé au vu et au su de tous par quelqu'un de désigné, dont la première tâche consistera à châtier le prédécesseur déchu (Mozi 2010, p. 191-193). Pour Mozi, le nouveau *Fils du Ciel* devra alors restaurer l'État sur ses bases ancestrales en renouant avec la *Voie* suivie par le *Premier Fils du Ciel*. Bien que le mythe du *Mandat du Ciel* fut déjà présent depuis longtemps dans l'imaginaire chinois, Mozi est le premier à lui donner une véritable portée politique.

À ceux qui contestent l'idée d'*amour universel*, parce c'est un idéal impossible à atteindre, Mozi répond que si les hommes peuvent s'avilir afin de jouir des faveurs d'un tyran, ils peuvent tout autant cultiver leurs qualités afin de jouir de celles du vrai *Fils du Ciel*. Avec le recul, sa conception du pouvoir s'apparente à celle de la monarchie absolue, telle qu'elle cherche à se mettre en place à partir du 17<sup>e</sup> siècle en Europe<sup>67</sup>. Puisque l'époque moderne en Europe et celle des *Royaumes combattants* en Chine présentent de nombreux parallèles, ne pourrait-on pas envisager que l'approche de Mozi est la première à refléter les transformations sociales, politiques et économiques que connaît la Chine à ce moment-là ? C'est pourquoi, bien qu'il se présente lui-même comme un traditionaliste, et qu'il a voulu maîtriser les *Classiques* afin de redécouvrir les fondamentaux de la *Voie*, il est le premier à faire de la question des institutions politiques le principal enjeu des débats. Avant lui, la nature et la fonction des institutions n'étaient même pas envisagées. Après lui, elles le sont.

### 3.3.3.2 – Schisme au sein du confucianisme

La multiplication des écoles rivales força leurs adeptes à rivaliser d'originalité et d'inventivité afin de les promouvoir. Mais après la contribution de Mozi, elles ne pouvaient faire l'économie d'une réflexion sur l'organisation politique. L'optimisme de Confucius fut abandonné au profit d'un

---

<sup>67</sup> Selon Teschke (2009) : « Ownership of the state, therefore, meant the legitimate and exclusive right of command within the realm and in particular, personal ownership of the rights of taxation, trade and legislation. 'L'État, c'est moi' implied royal ownership of public power – the basis of absolutist sovereignty » (p. 171-172).



pessimisme constructif chez ses principaux continuateurs. Il en résulta un approfondissement de sa pensée. Deux confucéens tardifs, Mencius (孟子, 372-289 av. J.-C.) et Xunzi (荀子, 313-238 av. J.-C.), ont ainsi apporté des contributions majeures à la pensée confucéenne, mais qui tendaient à s'opposer l'une l'autre. Pour Mencius, la compassion est une qualité innée. Pourtant, sans une éducation appropriée et le bon exemple constant des puissants, les hommes ne seront jamais spontanément portés à la *bienveillance* (*ren* 仁<sup>68</sup>). Pour lui, les détenteurs de l'autorité qui ne font pas la preuve de leur *bienveillance* sont illégitimes. Par contre, le pessimisme de Xunzi pourrait le faire passer pour un hérétique : les hommes sont mauvais par nature, il est donc du devoir de la minorité qui a réussi à s'élever au-dessus de leur nature d'éduquer la majorité.

### 3.3.3.2.1 – Mencius

Si Sima Qian a exclu Mozi de ses biographies d'hommes illustres, niant ainsi son rôle crucial dans le développement de la pensée chinoise, cela n'empêche pas Mencius, le grand continuateur de Confucius selon la tradition, de le prendre pour cible et de tenter par tous les moyens de réfuter la pensée de son compatriote, laquelle n'est pour lui qu'une doctrine spécieuse et pernicieuse (Mengzi 2009, p. 383-384).

À la conception moïste de l'Homme comme être dissolu, Mencius oppose la vision d'un Homme naturellement porté à la compassion envers autrui. Sa principale contribution au confucianisme est l'idée que seule la compassion proactive devrait être jugée, indépendamment de la condition d'origine des individus. Alors que Confucius appelait chacun à respecter les devoirs et les rites imposés par son rang, Mencius défend le projet d'une hiérarchie fondée sur l'éthique et le comportement moral exprimés par le respect des rites. Une hiérarchie qu'il veut placer au centre de la société. Ainsi, l'éducation morale est-elle au cœur de son projet de société.

---

<sup>68</sup> Avec Mencius se produit un glissement sémantique du sens du mot *ren* (仁). Pour Confucius, il ne reflétait que la reconnaissance du lien d'interdépendance inégal entre supérieur et inférieur (*vertu de réciprocité*) comme fondement du vivre-ensemble. Or, Mencius élargit sa signification en y associant la propension à faire le Bien, et potentiellement sa portée, en considérant toutes les relations sociales et non seulement les relations hiérarchiques : le lien d'interdépendance inégal, au fondement de l'ordre social, doit reposer sur une bienveillance mutuelle pour qu'il se transforme en vivre-ensemble. Ainsi, le terme *ren* dans la pensée de Mencius pourrait se traduire par *bienveillance*.

Pour lui, l'Homme est par nature doté de quatre *souffles* (*qi* 气) : la propension à la *compassion*; la propension à la *honte* et à l'*horreur*; la propension à l'*humilité*; et le sens du *bien et du mal* (Mengzi 2009, p. 328). Sans ces quatre souffles, l'Homme pourrait-il être autre chose qu'une bête féroce ? Or, le monde humain est dérégulé, les Hommes se comportant comme des bêtes, parce qu'ils ne sont pas tous des *Hommes de bien* (*junzi* 君子<sup>69</sup>). Ces quatre *souffles* ne se développent que lorsque les conditions sont réunies, à savoir l'étude de la tradition *ru* et le respect des rites qui règlent les relations humaines, particulièrement les relations entre inférieurs et supérieurs (Mengzi 2009, p. 359). Par l'étude et la pratique, au sein de la famille et des écoles de village, la propension à la compassion se traduira en *réciprocité* (*ren* 仁); la propension à la honte et à l'horreur en *justice* (*yi* 义); la propension à l'humilité et à la civilité en *rites* (*li* 礼); et le sens du bien et du mal en *sagesse* (*zhi* 知) (Mengzi 2009, p. 328).

Par analogie, on pourrait dire que devenir *homme de bien* est l'équivalent moral du processus biologique qui conduit de l'enfance à l'âge adulte. Le pendant du processus de développement naturel est, pour Mencius, un processus de développement social : être bon pour les autres entraîne réciproquement que ceux-ci le soient. La portée du concept de *réciprocité*, central dans le confucianisme, est élargie à toutes les relations sociales, et sa signification englobe la compassion. Pour cette raison, avec Mencius, le concept de *réciprocité* se transforme en *bienveillance mutuelle*. Mais l'apport le plus radical de Mencius est sa conviction que chaque homme peut devenir un *homme de bien*. Cette conception pourrait-elle conduire à envisager l'*égalité naturelle* des hommes ?

Non : Mencius réaffirme la nécessité d'une hiérarchie sociale et politique, car selon lui, les hommes sont plus portés à la *bienveillance*, à la *justice*, aux *rites* et à la *sagesse* s'ils ont des supérieurs qui leur donnent l'exemple (Mengzi 2009, p. 305). Il va même plus loin en insistant sur la différence entre ceux appelés à gouverner et ceux dont le rôle est de nourrir ceux qui les gouvernent (Mengzi 2009, p. 363). Contre la thèse de Mozi, un souverain *bienveillant* ne cherche ni à enrichir l'État, ni à accroître sa population, ni non plus à renforcer ses défenses, car il n'aura

---

<sup>69</sup> S'il ne fait aucun doute que Confucius souhaitait que les nobles agissent en *nobles*, pour Mencius, il s'agit véritablement d'une *noblesse de cœur*. Pour cette raison, dans le cadre de sa pensée, le terme de *junzi* (君子) se traduit mieux par *homme de bien*.

pour ennemis que les ennemis de l'humanité. Puisque la *bienveillance* triomphe toujours de l'inhumanité, selon lui, il suffit de la cultiver. Ce faisant, tous chercheront à vivre sous la protection de ce souverain (Mengzi 2009, p. 325).

Mais qui est le *souverain bienveillant* ? C'est celui qui permet à ses sujets de se consacrer entièrement à leur travail et de vivre leur vie sans contraintes et sans entraves. Il ne les exploite pas, ne les surtaxe pas, ni ne les soumet à des châtiments cruels (Mengzi 2009, p. 327). Par contre, il a pour devoir de s'assurer du bien-être de chacun, quitte à le lui assurer en période de difficultés (Mengzi 2009, p. 304). Le *Ciel* est le seul à pouvoir juger les hommes, et il est plus sévère envers ceux qui détiennent l'autorité. Afin de juger, il voit et entend par les yeux et les oreilles du peuple, puis il fait connaître ses décrets par sa bouche (Mengzi 2009, p. 439)<sup>70</sup>.

Un homme ne peut devenir un *Homme de bien* qu'à la condition de se consacrer entièrement à la *bienveillance*, à la *justice*, aux *rites* et à la *sagesse*. Lorsque le monde est dérégulé, l'*Homme de bien* ne s'en retire pas, mais au contraire offre ses services au souverain : son devoir est de défendre le règne d'un souverain bienveillant, sinon de corriger sa conduite par son exemple dans le cas contraire. Donc, son premier devoir est bien la *bienveillance*. Si un souverain refuse de tenir compte de ses remontrances, il doit quitter son service (Mengzi 2009, p. 333). L'*Homme de bien* doit s'entourer de ses semblables et fuir les êtres sans moralité. Il lui faut œuvrer pour que la hiérarchie sociale reflète la hiérarchie morale, le fondement de l'"Harmonie" selon Mencius (Mengzi 2009, p. 484). Néanmoins, sa quête d'harmonie ne peut appeler au renversement des tyrans : il n'est qu'un maître de vertu. Par contre, si le peuple se soulève tout entier contre un tyran et le renverse, l'*Homme de bien* ne peut le condamner (Mengzi 2009, p. 301). Mencius est ainsi le premier penseur chinois à avoir soumis le souverain à la sanction populaire. Pour autant, il n'est pas partisan de la révolution : le soulèvement populaire, pour lui, n'est qu'un acte de restauration.

---

<sup>70</sup> On comprend mieux pourquoi les missionnaires jésuites qui débarquent en Chine à partir du 16<sup>e</sup> siècle ont cru trouver dans les lettrés, pétris de la pensée de Mencius, des interlocuteurs susceptibles d'engager la conversion de l'Empire au christianisme. Les missionnaires catholiques ont traduit Dieu par *Tianzhu* (天主), Seigneur du *Ciel*, alors que les missionnaires protestants réactualisèrent le nom *Shangdi* (上帝), Seigneur d'en Haut (Billeter 2014, p. 13-16).

Mencius enseigna à l'académie Jixia au Qi puis, comme Confucius plus d'un siècle auparavant, il s'est déplacé entre les cours des États de Qi, Song, Pi (邳国), Zou, Lu, Teng (滕国) et Wei, car il a recherché, mais en vain, un souverain réceptif à son enseignement (Le Blanc 2009b, p. 233-237). Il ne fut véritablement reconnu que sous la dynastie Song (宋朝) [960-1279], lorsque les lettrés se réclamèrent de sa pensée.

### 3.3.3.2.2 – Xunzi

Le premier penseur confucéen à avoir véritablement retenu l'attention des puissants de son vivant est Xunzi. Il est le seul à avoir rompu avec la tradition moraliste du confucianisme. À la différence des confucéens préimpériaux, il s'inscrit en faux contre l'optimisme de ses prédécesseurs et offre une vision sinistre d'une humanité qui doit continuellement être contrainte par l'éducation morale et les rites. Dans ses écrits, il abandonne le dialogue et les aphorismes, deux formes canoniques jusqu'alors, pour une démonstration argumentée et complexe de ses thèses, qui reste l'une des plus abouties de l'époque. Ce qui lui vaut d'être qualifié d'Aristote chinois (Mathieu 2009, p. 651).

Natif du Zhao, il enseigna lui aussi à l'académie Jixia au Qi<sup>71</sup>. Témoin d'une guerre particulièrement cruelle entre les États de Qin, Wei, Zhao et Qi en 284 av. J.-C., il s'exila volontairement huit ans au Chu, le plus méridional des États, et pour cette raison, réputé barbare. Lorsqu'il revint au Qi, celui-ci venait à peine d'être dévasté par le Yan (燕国). Constatant l'inefficacité des principes moraux, mais demeurant convaincu de leur nécessité, il les voulut à la base d'une loi répressive s'appliquant à l'ensemble de la population. Cela lui conféra une forte renommée, et les grands de son temps voulurent se l'attacher. À la cour du Qin, il fut impressionné par la simplicité des mœurs et l'efficacité de l'administration, mais condamna son expansionnisme<sup>72</sup>. Fuyant les conflits interdynastiques, il finit sa vie à la frontière du Chu en tant que magistrat de district (Mathieu 2009, p. 652-655).

---

<sup>71</sup> L'académie Jixia était un des grands pôles intellectuels de la Chine préimpériale (Sima Qian 2015, t. 7, p. 325).

<sup>72</sup> C'est ce même État de Qin qui en 221 avant notre ère conquerra les territoires de toutes les puissances rivales et fondera le premier Empire.

Selon Xunzi, dès sa naissance, l'Homme ne cherche qu'à satisfaire ses besoins et passions aussitôt qu'ils se manifestent, sans aucun égard pour autrui (Xunzi 2009, p. 1172) : manger lorsqu'il a faim; dormir lorsqu'il est fatigué; se réchauffer lorsqu'il a froid; etc. (Xunzi 2009, p. 1175). Quand les ressources viennent à manquer, il devient alors brutal et bestial. Contrairement à Mozi, pour qui l'homme est naturellement mauvais, pour Xunzi il ne l'est qu'accidentellement lorsqu'il est poussé par les circonstances. Ainsi, l'état de nature n'est pas en soi caractérisé par les conflits, mais ils apparaissent avec la rareté des ressources. Par contre, pour Xunzi, malgré le poids qu'exercent les *Classiques* et les rites sur la société, son époque en est une de violence et de conflits croissants. Un état de fait qui, selon lui, prouve que l'étude de la tradition *ru* et de l'*Antiquité* ne permet pas, en soi, à la majorité de s'élever spontanément au-dessus de sa nature. Elle ne réussira à le faire qu'à la condition que les lois soient appliquées de telle sorte que personne ne puisse échapper à ses devoirs (Xunzi 2009, p. 1176). Pour lui, l'*Homme de bien* est celui dont le comportement ne menace pas l'intégrité du tissu social, car faire le *Bien*, c'est se conformer à des règles de comportement, donc à des normes sociales (Xunzi 2009, p. 1178), et, pour cette raison, ne peut être qu'un simple effet de culture (Xunzi 2009, p. 1174). Xunzi est le premier à considérer que les règles sociales ne sont pas imposées par le *Ciel* ou par les Esprits, mais qu'elles émanent de la société.

Il est catégorique : les souverains sages de l'Antiquité ne furent pas nommés par le *Ciel* pour imposer l'"Harmonie", car le *Ciel* n'a pas de volonté propre (Xunzi 2009, p. 1031). C'est par leurs manières de régner que les souverains, d'autrefois – ou ceux de son temps – maintenaient l'*ordre* ou créaient le *désordre* (Xunzi 2009, p. 925). Pour Xunzi, la notion de désordre est réduite à sa plus simple expression : c'est lorsque le peuple est en rébellion ouverte contre son souverain (Xunzi 2009, p. 1178). Pour lui, les souverains sages de l'Antiquité<sup>73</sup> ne furent pas les premiers, car certains hommes cherchent toujours à dominer les autres. Mais ceux-là ne purent garantir l'ordre. Au contraire, par leurs actions, ils incitèrent le peuple à se rebeller. Avec le temps, observation et réflexion, les souverains purent déterminer les comportements les plus à même d'assurer l'ordre. Dès lors, qualifiés de *rites*, ils ont été prescrit, et leur observance renforcée par la menace de *châtiments* (*xing* 刑) (Xunzi 2009, p. 1176). Avec le recul, on pourrait certainement considérer

---

<sup>73</sup> Cf. *supra* § 3.1.

Xunzi comme un des pères de la sociologie aux côtés de Ibn Khaldoun [1332-1406], Comte [1798-1857], Marx [1818-1883], Spencer [1820-1903], Durkheim [1858-1917] et Weber [1864-1920], parce qu'il comprend le rôle que la société joue dans sa propre organisation.

Les *rois sages de l'Antiquité* furent les premiers à comprendre les conditions de la création et du maintien de l'ordre, et surtout disposaient des moyens pour l'imposer (Xunzi 2009, p. 925). Selon Xunzi, les trois missions de l'État sont : premièrement, promouvoir les hommes vertueux et habiles; deuxièmement, punir de mort les hommes vils sans même chercher à les rééduquer; et troisièmement, éduquer (ou rééduquer) les masses selon une interprétation stricte et imposée des *Classiques* et des *rites* (Xunzi 2009, p. 834). Afin d'éduquer les masses, les souverains ne doivent pas seulement les pousser à suivre la *Voie des rois sages de l'Antiquité* par une politique de récompenses et de châtiments appropriés, il leur faut aussi interdire les doctrines « perverses ». Xunzi compare le souverain au potier qui façonne la glaise – un matériau inutile en soi – pour en faire un ustensile utile (Xunzi 2009, p. 835).

Sans ordre, pas de prospérité. La légitimité du souverain repose sur la prospérité de l'État. Il peut accumuler les richesses, convoiter l'honneur ou la gloire, à condition qu'il poursuive la *Voie des rois sages de l'Antiquité*. Pour ce faire, il lui faut délibérer avec des conseillers sages et compétents avant de prendre toute décision, et avoir la sagesse d'y renoncer si celle-ci ne donne pas les résultats escomptés (Xunzi 2009, p. 836). Néanmoins, afin de préserver l'ordre, le souverain évitera de s'aliéner ses sujets. Ainsi, il sera tenu au courant de leurs initiatives dans la mesure où ceux-ci auront confiance en lui (Xunzi 2009, p. 838). L'État ne pourra s'enrichir et se renforcer qu'à la condition que le souverain n'exploite pas ses sujets, améliore leurs conditions, ne les surtaxe pas tout en s'assurant qu'ils ne deviennent pas des parasites, ni que lui-même ne se complaise dans des comportements extravagants (Xunzi 2009, p. 869). En dernière instance, le peuple jugera de sa conduite (Xunzi 2009, p. 838). Si sa légitimité est confirmée, il sera admiré en période d'abondance et défendu lorsqu'il fera face à l'adversité (Xunzi 2009, p. 872).

Par ailleurs, un souverain qui ne projette pas sa grandeur et son pouvoir ne pourra jamais inspirer de crainte révérencielle à ses sujets ni à ses conseillers. S'il ne leur semble pas plus grand qu'eux, comment pourrait-il être légitime à leurs yeux ? C'est pourquoi il doit entretenir un

nombre démesuré de serviteurs qui projettent en permanence son pouvoir et sa supériorité. Pour Xunzi, si tous les officiels font preuve de sagesse et d'habileté, obéissent à ses commandements et défendent ses intérêts, alors l'État sera ordonné (Xunzi 2009, p. 952). À l'inverse, s'il ne peut maintenir l'ordre dans sa propre maison, comment peut-il espérer le faire dans son État ? Comment pourrait-il alors prétendre être un souverain légitime (Xunzi 2009, p. 877) ? Selon Xunzi, les *rois sages de l'Antiquité* établirent une hiérarchie rigide, qui distinguait les privilèges et les devoirs de chaque rang, afin de pacifier la société (Xunzi 2009, p. 837). Il pousse encore plus loin son raisonnement : si le souverain parvient à maintenir l'ordre dans sa propre maison, il ordonnera le monde.

Finalement, un souverain n'accède pas simplement à sa fonction parce qu'il est l'héritier du trône, parce qu'il est riche ou par sa force. Seuls ceux qui imposent la *Voie des sages rois de l'Antiquité* sont légitimes. Ce jugement condense la pensée de Xunzi : premièrement, tout homme peut être investi de l'autorité suprême s'il suit la *Voie des rois sages de l'Antiquité* (Xunzi 2009, p. 1182); deuxièmement, un *Homme de bien* ne peut souffrir un roi sans valeur; il devra le contraindre à amender sa façon de régner, s'il le peut, ou chercher à le remplacer, s'il ne réussit pas (Xunzi 2009, 729). Cette prise de position de Xunzi le distingue radicalement de Mencius, car celui-ci se refuse à penser le renversement du souverain, le sage se contentant de l'admonester. Si Xunzi reste un traditionaliste, il milite néanmoins pour la restructuration de l'État sur de nouvelles bases : l'"autoritarisme bureaucratique et idéologique". Aussi novateur fut-il, il a été néanmoins déconsidéré parce qu'il fut le maître de Han Feizi (韩非子), le penseur le plus étudié par le Premier Empereur, et qu'il fut aussi le maître de son premier ministre Li Si (李斯). Nombre de confucéens le considèrent comme un hérétique, bien qu'il exerça une grande influence sur l'Empire.

### 3.4 – L'EMPIRE, MATRICE DE LA CIVILISATION IMPERIALE

Le confucianisme a fini par imprégner l'ensemble de la société impériale – et continue toujours à avoir une influence importante en Chine. Mais un système légal qui plonge ses racines dans les *Classiques confucéens*, à l'instar de n'importe quel autre système, ne peut être libre de conflits d'interprétation. Les enseignements confucéens enfermaient la complexité des rapports sociaux dans une codification des comportements réduits aux cinq relations fondées sur le respect

et l'obéissance aux supérieurs. Balazs montre que son principe fondamental veut que l'*Homme de bien* (Junren) soit celui qui est parfaitement conscient de sa position sociale et s'y conforme en respectant dans les moindres détails un ensemble de rituels codifiés qui n'ont pas d'autre fonction que celle de réaffirmer et de préserver la hiérarchie impériale (Balazs 2012, p. 7-10). Tout au long de l'Empire, soulignent sur ce point Fairbank et Goldman, la maîtrise sans fautes du canon était le critère essentiel de promotion au sein de la bureaucratie impériale, et pour cette raison chaque étape de son apprentissage était sanctionnée par un système d'examens standardisés (Fairbank et Goldman 2006, p. 78).

Lors des débats, les arguments avancés se devaient de mobiliser un ensemble de citations tirées des *Classiques*, mais elles ne pouvaient être employées que dans les limites permises par l'interprétation officielle (Gardner 2003, p. 4-5)<sup>74</sup>. À cette fin, un *Ministère des Rites* – appelé *Ministère des Cérémonies* sous certaines dynasties – avait pour mission d'imposer l'interprétation officielle et de s'assurer de la conformité des intervenants dans les prises de parole. Très tôt un système d'éducation, qui couvrait le territoire, a été mis sur pied sous l'autorité de ce ministère (Fairbank et Goldman 2006, p. 79-81). Ainsi, l'Empire se caractérisait-il à la fois par l'imposition d'un discours officiel et par un dispositif pour en garantir l'inculcation ainsi que le respect. Ce contrôle du discours n'était possible que par un maillage administratif extrêmement serré. Ce qui faisait de l'Empire le premier État centralisé et bureaucratique de l'histoire (voir annexe 3.1).

### 3.4.1 – L'Empire : État centralisé et bureaucratique

L'empereur Gao (Han Gao Di 汉高帝, 202-195 av. J.-C.), le fondateur de la dynastie Han, avait divisé l'Empire en deux grands ensembles : d'une part, la partie occidentale était découpée en treize commanderies (*jun* 郡), elles-mêmes subdivisées en cantons (*xian* 县), le tout placé sous

---

<sup>74</sup> D'une part, l'uniformisation des caractères après l'unification de la Chine, acte éminemment fondateur d'un empire unifié et centralisé, a fortement contribué à stabiliser la langue chinoise. Mais, ce n'est qu'avec l'adoption de l'imprimerie, aux 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> siècles, que la graphie des caractères est définitivement fixée. Toutefois, même si les caractères sont répertoriés, certains tombent en désuétude au cours du temps, et de nouveaux sont créés pour exprimer les nouvelles notions qui accompagnent inévitablement l'évolution sociale. D'autre part, sur un second plan, la langue écrite a été périodiquement réformée à la demande des empereurs, afin d'asseoir leur pouvoir ou celui de leur dynastie. Ainsi, tous les textes, y compris ceux des *Classiques*, ont été périodiquement réécrits dans la langue réformée. Cette nouvelle version était alors élevée au rang de version officielle. Pour cette raison, aucun Classique confucéen ne peut être qualifié de version originale (Balazs 2012, p. 129-149).



l'autorité directe de l'Empereur qui nommait ou démettait de leur fonction les administrateurs; d'autre part, la partie orientale se subdivisait en dix royaumes héréditaires, semi-autonomes, de l'étendue d'une commanderie, chacun étant subdivisé à nouveau en marquisats héréditaires, semi-autonomes, de la superficie d'un canton. Vers 154 avant notre ère, sept royaumes se soulevèrent, mais l'Empereur Jing (Han Jing Di 汉景帝, 157-141 av. J.-C) les écrasa, et réduisit leur pouvoir de même que leur territoire. Leur personnel administratif, dorénavant nommé et révoqué exclusivement par l'Empereur, n'avait de comptes à rendre qu'à lui seul. Les fiefs furent dès lors gérés comme autant de commanderies et de cantons (Lelièvre 2001, p. 30-35). Son fils, l'Empereur Wu (Han Wu Di 汉武帝, 141-87 av. J.-C.), continua d'affaiblir ses vassaux en abolissant la primogéniture : leurs fiefs étaient dorénavant répartis également entre leurs fils, qu'ils avaient en grand nombre (Lelièvre 2001, p. 197-198). La féodalité chinoise avait vécu.

La fondation de l'Empire centralisé et bureaucratique abolit définitivement les structures féodales, car l'efficacité d'un système rationnel bureaucratique implique : premièrement, une réglementation à laquelle chacun est soumis; deuxièmement, une mise en œuvre de directives transmises par voie hiérarchique à un personnel enjoint de les exécuter; et, troisièmement, des critères précis de mérite et de démérite en fonction desquels les membres sont promus ou révoqués. Toujours sous l'Empereur Wu, un autre palier administratif a été ajouté afin de simplifier l'administration territoriale de la dynastie. Il a scindé le territoire en treize provinces (*zhou* 州) qui regroupaient sous leur juridiction des commanderies. Sous l'Empire – et là est l'essentiel –, la mise en place d'une bureaucratie a contribué à une redistribution des pouvoirs dans la société chinoise : si les féodaux jouissaient encore de certains privilèges en raison de leur rang, ils ne disposaient plus du pouvoir absolu, car une large part de ce pouvoir avait été transféré aux administrateurs des provinces et des commanderies. Il s'ensuivit que l'idée d'une Chine unifiée et administrée centralement par un corps de fonctionnaires, et non plus par des nobles, s'imposa progressivement à tous (Fairbank et Goldman 2006, p. 58-59).

Au tout début de la dynastie Han (206 av. J.-C.), les lettrés de trois écoles, qui anticipaient de servir, rivalisaient entre eux afin d'être employés par le nouvel État : les confucéens, les taoïstes et les légistes. Or, l'indépendance des lettrés, affirmée durant la période d'effervescence intellectuelle qui avait caractérisé les *Royaumes combattants*, représentait désormais une menace

pour le nouvel Empire centralisé. Aussi, les lettrés furent-ils dans un premier temps durement réprimés (Fairbank et Goldman 2006, p. 56-57). De plus, la censure imposée par le nouveau régime entraîna la destruction d'un nombre considérable d'écrits. Ce qui eut pour effet de réduire le nombre d'écoles de pensée. Or, l'Empire ne pouvait asseoir son pouvoir uniquement sur une bureaucratie, aussi efficace fut-elle. Aussi, il imposa une orthodoxie officielle qui reposait sur les enseignements d'un corpus de textes canoniques aux sources de la pensée chinoise et des classiques confucéens. Cette orthodoxie au service du pouvoir exigeait un respect inconditionnel de la hiérarchie, une soumission absolue à l'autorité et un conformisme rigide (Balazs 2012, p. 18-19).

Congrûment, afin de s'assurer la loyauté du corps des bureaucrates, Han Wudi imposa la maîtrise du confucianisme comme condition nécessaire pour obtenir un poste officiel. De plus, en chassant les lettrés des autres écoles de la capitale, il finit par imposer l'unité idéologique dans tout l'appareil politique, une condition qu'il considérait essentielle au renforcement de sa dynastie. Or, le confucianisme était une pensée politique critique à ses origines : Han Wudi lança une véritable inquisition intellectuelle pour censurer les textes critiques, voire les détruire. Au terme de cette opération de censure, la version des Classiques, officiellement sanctionnée et transmise dans les limites de l'interprétation officielle, fut élevée au rang de textes sacrés. Ainsi, il réussit à vider la pensée chinoise de tout sens critique et à désamorcer le potentiel contestataire du confucianisme. Pour Dull, cette mise au pas de la pensée chinoise est l'acte fondateur de l'Orthodoxie impériale (Dull 1994, p. 4-5).

Dès lors, les postulants à la carrière administrative devaient se soumettre à une formation longue qui garantissait une maîtrise approfondie de l'interprétation officielle du canon confucéen. Qui plus est, pour pérenniser l'Orthodoxie impériale et prévenir toute dérive potentielle, les candidats devaient être recommandés par des administrateurs locaux pour avoir le droit de s'inscrire à l'Université impériale et d'en suivre le cursus<sup>75</sup>. Seuls les meilleurs, parmi les promus, pouvaient espérer décrocher un poste officiel. En conséquence, les élites réunies autour de

---

<sup>75</sup> D'abord appelé *Tai Xue* 太学, puis *Guozijian* 国子监, l'Université impériale fondée en 124 avant notre ère était placée sous l'autorité directe du Ministère des Rites. Elle ne sera fermée qu'en 1905. Aujourd'hui, l'Université de Pékin (北京大学) peut être vue comme l'héritière de l'Université impériale.

l'Empereur n'avaient d'autre choix que celui de se conformer si elles voulaient maintenir leurs privilèges et continuer à en jouir<sup>76</sup>.

La décision de l'Empereur Wu de sélectionner arbitrairement un courant de pensée préférablement aux autres<sup>77</sup>, et d'en imposer la maîtrise à tout candidat à un poste, l'enferma dans un paradoxe : chaque candidat devait assimiler – du moins au début – ce qui n'avait pas été encore défini. Dull (1994) résume ainsi la situation : « [E]mperor Wu, having, in effect, decreed that Confucianism was state orthodoxy, left himself and his contemporaries with an unanswered question : what is Confucianism ? » (p. 5). En d'autres mots, le canon confucéen, composé des cinq classiques, fut arrêté après coup. Et c'est bien évidemment ce canon, une fois fixé, que les écoles d'État, fondées dans chaque commanderie et dans chaque canton se devait d'enseigner (Lelièvre 2001, p. 73-75)<sup>78</sup>. Des inspecteurs du Ministère des Rites contrôlaient en permanence les programmes d'enseignement. Lorsque des changements y étaient apportés, ce ministère transmettait un courrier officiel à chacun des établissements afin que ces modifications soient apportées partout en même temps (Yuan 1994).

Au cours des quatre premiers siècles de l'Empire [221 av. J.-C.-220 ap. J.-C.], la bureaucratie a progressivement étendu son emprise en rationalisant l'organisation territoriale et en se substituant définitivement aux féodaux et aux relations féodales, y compris durant la période de

---

<sup>76</sup> On ne peut s'empêcher d'évoquer la notion de « reproduction » développée par Bourdieu et Passeron (1964, 1970), à la nuance près que pour ces auteurs elle est en partie la résultante de la dissimulation de la violence symbolique produite par le système d'enseignement, alors qu'en Chine elle a été systématiquement voulue et entretenue par un système d'enseignement conçu pour perpétuer le régime impérial.

<sup>77</sup> Quel qu'ait été le courant de pensée retenu, si l'Empereur n'avait pas jeté son dévolu sur le confucianisme, la situation eut été la même : le choix était arbitraire. À sa décharge toutefois, on pourrait prendre en compte le poids du courant confucéen dans l'administration au moment de la décision. Rappelons que l'Empereur trancha lors d'un débat entre les lettrés à la cour. Cependant, Dull précise que l'Empereur avait arrêté son choix avant même que le débat ne commençât (Dull 1994, p. 5-6). Si rien logiquement ne justifiait le choix d'une école plutôt qu'une autre, cette décision était cependant éminemment politique.

<sup>78</sup> Il faut souligner au passage que ces écoles avaient aussi pour mission de recopier les Classiques en de multiples copies identiques, réalisées selon les critères officiels, et de les préserver (Yuan 1994). Cela montre à quel point l'enseignement était uniformisé dans la Chine impériale. Ce travail de recopie ne peut être comparé avec celui effectué par les moines dans les monastères du Moyen-Âge, car ceux-ci ornaient d'enluminures les écrits qu'ils reproduisaient, faisant ainsi de chaque livre un manuscrit unique. « Les magnifiques manuscrits de l'époque sont des ouvrages de luxe » écrit Le Goff. « Le temps qu'on passe à les écrire, en une belle écriture – la calligraphie est signe, plus encore que la cacographie, d'une époque inculte où la demande de livres est très faible – à les orner splendidement pour le Palais ou quelques grands personnages laïques ou ecclésiastiques, manifeste que la circulation des livres est infime » (1965, p. 13). Le livre remplit une autre fonction en Chine.

désunion [220-580] qui suivit<sup>79</sup>. Les fonctionnaires étaient promus au mérite et en fonction de leur ancienneté selon une échelle de trente échelons, qui fixait les fonctions, les revenus, les privilèges et les statuts correspondants. Ils ne servaient jamais dans leur comté natal pour être soustraits aux intérêts familiaux ou féodaux; ils étaient régulièrement mutés à de nouveaux postes, dans de nouvelles circonscriptions administratives, pour éviter toute collusion avec les intérêts locaux; ils ne devaient jamais servir dans une même administration en compagnie de membres de leur clan; et, finalement, une fois retraités, ils devaient rentrer dans leur canton natal afin de prévenir la formation de cliques (Fu 1993, p. 83-89)<sup>80</sup>.

Après un peu plus de deux siècles de division<sup>81</sup>, la dynastie Sui (隋朝) [581-618] refonda l'Empire en tant qu'État unitaire, centralisé et bureaucratique. Afin de mettre fin au népotisme, elle renforça les critères de sélection des candidats à la carrière bureaucratique. Sa grande innovation, pour y arriver, fut l'introduction d'un *système d'examens impériaux* dans tout l'Empire. La dynastie Tang [618-907] systématisa et raffina le système des examens en mettant encore plus

---

<sup>79</sup> Pour cette raison, envisager un retour du féodalisme pour qualifier cette période de division, revient à assimiler le déroulement de l'histoire chinoise aux grandes étapes historiques occidentales. Telle est pourtant l'approche adoptée par les historiens et sinologues soviétiques, qui présentent comme une vérité indiscutable les étapes du développement historique posées par Marx – communisme primitif, esclavage, féodalisme, capitalisme, socialisme et finalement communisme. Ce cadre explicatif sera repris en RPC après la libération [1949] (Li Yu-Ning 1977, p. LXXXI-LXXXIII). Mais c'est aussi, pour rappeler – mais à partir d'autres prémisses – la vision de Hegel qui présuppose un modèle universel de développement historique, et celle positiviste de l'histoire qui a dominé tout au long du 19<sup>e</sup> siècle et durant la majeure partie du 20<sup>e</sup> siècle avec des penseurs comme Spengler (1926) et Toynbee (1934-1961), Fukuyama (1989) et Huntington (1996).

<sup>80</sup> Malgré les mesures adoptées pour prévenir toute collusion, l'entrée dans la carrière se faisait néanmoins sur recommandation des autorités locales. Népotisme, corruption et relations familiales et professionnelles, le « Guanxi » (关系), prévalaient dans le choix des candidats et contribuaient ainsi à la reproduction des élites locales indépendamment des capacités individuelles de chacun, ce qui consolidait par le fait même le pouvoir des grandes familles, composées en grande partie de membres de l'aristocratie (Balazs 2012, p. 10). Pour cette raison, la bureaucratie chinoise de cette époque n'était pas encore le corps professionnel que nous connaissons aujourd'hui. De plus, les manœuvres des différentes factions, en lutte pour le contrôle de l'appareil politique et les privilèges que l'on peut en retirer, affaiblissaient graduellement, de l'intérieur, l'Empire (Balazs 2012, p. 188).

<sup>81</sup> L'effondrement de la dynastie Han a conduit à l'émergence de royaumes postimpériaux, dont les dirigeants, pour la plupart, étaient issus des anciennes factions politiques Han (Chaussende 2010, p. 26-28). Celles-ci, par habitude et par intérêt, perpétuèrent l'Orthodoxie et maintinrent les institutions impériales. Elles avaient pour objectif la réunification impériale sous leur autorité. Cependant, l'affaiblissement des institutions impériales et les guerres permanentes déstabilisèrent l'emprise du confucianisme sur les esprits, ce qui a favorisé l'émergence des pratiques religieuses taoïstes et bouddhistes, qui proposaient des réponses aux questions existentielles de la douleur, de la mort et de l'âme. Les vagues de conquêtes, puis la fondation de royaumes barbares, durant cette période de désunion, ayant fait du taoïsme ou du bouddhisme – sous une forme syncrétique – leur idéologie officielle, contribua à leur dissémination et à leur adoption (Balazs 2012, p. 187-254).

l'accent sur la maîtrise du canon et son interprétation officielle<sup>82</sup>. Ces examens, pour l'essentiel, testaient les connaissances des candidats sur un corpus précis de textes ainsi que leur interprétation officielle. En outre, ils incluaient une évaluation des formes prescrites de restitution des connaissances acquises. Deux ensembles d'examens, civil et militaire, comportaient quatre niveaux : au chef-lieu cantonal, tous les ans; au chef-lieu provincial tous les trois ans, dans la capitale tous les trois ans, et finalement au palais impérial tous les trois ans (Elman 2013, p. 102). La réussite à ces examens permettait aux reçus d'être considérés pour un poste officiel au niveau correspondant ou de pouvoir présenter sa candidature aux examens de niveau supérieur.

Il faut noter au passage que la dynastie Tang fit du confucianisme un culte officiel avec des cérémonies, des sacrifices et des danses rituelles propres. Ce culte devait être célébré dans des temples construits dans l'enceinte même des écoles préfectorales<sup>83</sup> et cantonales. Ce qui renforçait encore plus le poids symbolique du confucianisme dans l'imaginaire chinois, et du coup l'omniprésence de l'appareil bureaucratique, car cela concourrait à fusionner le religieux et le politique (Billeter 2010, p. 61, note 1).

Les Song [960-1270] vont procéder à un changement majeur<sup>84</sup> : les *Quatre livres confucéens* (*Daxue*, *Zhongyong*, *Lunyu* et *Mengzi*) et l'interprétation qu'en a faite Zhu Xi [1130-1200] détrônèrent les *Cinq Classiques* qui depuis l'empereur Wu formaient le corpus officiel. De plus, l'enseignement était dorénavant expurgé de toute référence explicite aux autres écoles (Gardner 2003, p. 1-2). Ce nouveau canon, tout comme le système d'éducation, persistera jusqu'en 1905, l'année de l'abolition des examens impériaux. Et c'est à ce second canon que se réfère le juge Bao lorsqu'il rend ses jugements<sup>85</sup>. C'est aussi sous les Song, amplifiant le mouvement amorcé par les Tang, que la majorité des bureaucrates furent dorénavant sélectionnés par l'entremise des

---

<sup>82</sup> Il faut rappeler que la dynastie Tang a favorisé un temps le bouddhisme (Fairbank et Goldman 2006, p. 79-80).

<sup>83</sup> Les préfectures remplacent les commanderies à partir des Tang, mais il s'agit surtout d'un changement nominatif.

<sup>84</sup> Cette réaction confucéenne est née de la défaite des Song subie aux mains des nomades Jurchen en 1126. Les lettrés confucéens imputèrent la défaite à l'influence bouddhiste et taoïste. Aussi décidèrent-ils à la fois d'en purger l'enseignement et de refonder le confucianisme impérial sur de nouvelles bases (Fairbank et Goldman 2006, p. 96-101).

<sup>85</sup> Cf. *supra*, § 3.1.

examens impériaux. Ce qui va renforcer le poids et le pouvoir de l'appareil bureaucratique. Cela débouchera sur le mandarinat.

L'Orthodoxie impériale s'imposait donc – pour ainsi dire – comme la matrice du 'sentiment national'<sup>86</sup>. Et le pouvoir ne pouvait s'empêcher de l'exploiter pour son propre compte. Ainsi, une fois établie, la dynastie Ming [1368-1644] radicalisa la nature idéocratique du régime, ce qui l'amena à ouvrir à toutes les castes de la société non seulement la participation aux examens impériaux, mais aussi la carrière administrative (Elman 2013, p. 18)<sup>87</sup>. Il s'agissait là d'une première dans l'histoire impériale. Avec la multiplication des écoles et de l'enseignement privés, favorisés par la diffusion de l'imprimerie<sup>88</sup>, l'Orthodoxie impériale acheva la conquête des couches les plus profondes de la société. En contrepartie, l'emprise du pouvoir sur la société s'est accompagnée d'une inquisition intellectuelle quasi permanente qui avait pour fonction de désamorcer le potentiel critique d'une population éduquée toujours plus nombreuse. Elman, par exemple, cite le cas de l'académie Donglin (东林书院), réputée intellectuellement, mais qui fut néanmoins purgée et détruite par les autorités impériales au début du 16<sup>e</sup> siècle parce qu'elle était jugée trop critique (p. 7).

---

<sup>86</sup> Dès lors, la principale menace à l'unité de l'Empire viendra de l'extérieur insoumis et impossible à soumettre, que la Grande Muraille avait pour mission de contenir. Entre le 13<sup>e</sup> et le 19<sup>e</sup> siècle, la Chine fut envahie deux fois : d'abord par les Mongols, en 1270, puis par les Mandchous, en 1644. Comme la Chine était la puissance politique, économique, culturelle et militaire dominante en Asie de l'Est, pour régner la dynastie mongole des Yuan [1271-1368] et la dynastie mandchoue des Qing [1644-1912] se sont fortement appuyées sur les institutions chinoises qui préexistaient à la conquête, notamment sur la bureaucratie et l'Orthodoxie impériale. Ne jouissant pas de la légitimité voulue, et, pis, ayant surimposé une hiérarchie raciale à la hiérarchie méritocratique, elles alourdirent toujours plus le poids des structures bureaucratiques. Avec le temps, elles se sinisèrent, ce qui permet d'affirmer que la civilisation chinoise est la seule entre toutes à avoir réussi à assimiler des cultures étrangères. Mais cela est probablement dû au fait que la civilisation chinoise était véritablement une 'Civilisation Impériale' au sens structurel du terme, tant le degré d'interpénétration de l'Orthodoxie et des structures du régime était avancé. Néanmoins, la révolte anti-mongole, puis anti-mandchou, reflétant la montée d'un 'sentiment national' se cristallisa autour de la restauration d'une dynastie d'ethnie Han, réputée incarner les valeurs de la civilisation chinoise (Pines 2012b, p. 156-159). L'expression 'sentiment national' est employée ici dans un sens métaphorique, car l'idée de nation ne s'imposera en Chine qu'au 19<sup>e</sup> siècle (cf. *supra*, chap. 2).

<sup>87</sup> Puisque Mencius était devenu l'auteur de référence, le régime, pour être cohérent, ne pouvait plus se permettre d'exclure de la fonction bureaucratique les membres lettrés des castes inférieures. Rappelons que Mencius soutenait que la hiérarchie sociale devait refléter la hiérarchie morale. Selon lui, on ne naissait pas *Homme de bien*, on le devenait (cf. *supra* § 3.3.3.2.1).

<sup>88</sup> L'imprimerie a été inventée en Chine sous les Tang, et les premières pièces mobiles apparaissent sous les Song, bien avant Gutenberg [aux environs de 1439] (Winchester 2008, p. 274).

A l'apogée de l'Empire, le système d'éducation officiel l'irriguait tout entier : chaque canton – pour montrer à quel point le système était ramifié et supervisé – avait l'obligation d'entretenir à ses frais les établissements d'enseignement. Ainsi, l'idéologie officielle se diffusait dans toute la Chine. Pour reprendre le concept de « pouvoir infrastructurel » de Mann (1984), on peut penser que la conjonction d'un appareil bureaucratique omniprésent et d'une idéologie envahissante, l'un et l'autre se renforçant mutuellement, ont contribué à la fois : premièrement, à pérenniser les structures du régime impérial et ses schèmes culturels; deuxièmement, à renforcer le rôle des lettrés dans la société chinoise; et troisièmement, à les inciter à s'opposer 'viscéralement' à toute velléité de changement (Spence 2013, p. 210). Ainsi, malgré les guerres, les invasions et les révoltes, le dispositif impérial se maintint et perdura. Le *Confucianisme impérial* se présenta alors comme le rempart des institutions et le garant de l'unité de l'Empire contre toutes les menaces réelles ou imaginaires. Dès lors, l'Orthodoxie impériale évolua peu<sup>89</sup>. C'est pourquoi, l'aspect le plus saillant de l'Empire fut son autoritarisme bureaucratique et idéocratique. En fin de compte, les structures de l'Empire tardif se rapprochent plus de celles d'une autocratie traditionnelle que de celles des États modernes, qui se développent à partir du 19<sup>e</sup> siècle en Europe. Aussi la question à poser est celle des marques que les structures impériales ont imprimées dans la société chinoise.

### **3.4.2 – La société impériale : hiérarchie rigide et rituelle**

Le confucianisme ne doit pas seulement être reconnu comme l'une des plus anciennes pensées politiques, mais aussi comme la source d'une des plus anciennes idéologies politiques. Au cours des siècles, cette idéologie est devenue le fonds du sens commun de la plupart des sociétés est-asiatiques. Mais, comment cela s'est-il traduit au niveau des pratiques sociales et culturelles ? Seule l'analyse de certains aspects de ces sociétés peut apporter des éléments de réponse à cette question fondamentale. Pour la Chine, le cas qui nous préoccupe ici, nous mettons l'accent sur la période impériale [221 av. J.-C.- 1911], laquelle comme nous venons de le montrer a une unité et une cohérence propres, et qu'il faut distinguer de la période républicaine qui lui succède à partir de 1911.

---

<sup>89</sup> Malgré les siècles, le canon confucéen contemporain se différencie peu de celui des Han.

Jusqu'à la proclamation de la République, la loi chinoise était principalement pénale, en mettant l'accent sur la classification des crimes et des peines, gradués selon leur gravité et leur sévérité. Or, les confucéens, en opposition à une approche purement pénale, privilégiaient l'exemple moral et les rites. Si Confucius et Mengzi croyaient que l'exemple moral des personnes en position d'autorité suffisait à préserver l'"Harmonie", l'irrespect envers les rites se répandait dans la société chinoise malgré la vertu de quelques-uns, ce qui créait une confusion dans la perception des rangs et des fonctions. Pour les confucéens, cette confusion constituait la principale source de désordre. C'est pourquoi Xunzi affirmait que pour préserver l'Ordre, il fallait que la morale et les rites soient imposés par la loi. Sous les Han, Xunzi est devenu le penseur politique de référence du régime impérial (Cheng 1997, p. 306). Dans cet esprit, le régime impérial a non seulement imposé une Orthodoxie fondée sur le confucianisme, mais aussi codifié les rites et le décorum que chaque membre de la société devait respecter selon son rang, en toutes circonstances, de la situation la plus triviale à la plus officielle. Dès lors, la société fut policed au moyen d'un arsenal de lois morales dérivées du confucianisme qui punissaient sévèrement tout manquement à l'observance des rites.

Le confucianisme fait de la *famille patrilinéaire et patrilocale* (le clan; *zu* 族), avec sa hiérarchie rigide fondée sur la primogéniture masculine, l'unité sociale de base. Légalement, le clan réunissait tous les membres vivants d'un même aïeul jusqu'à la neuvième génération (Ch'ü 1986, p. 15). Et la société était vue comme une extension de la famille, comme une hiérarchie de familles. Comme dans la vision confucéenne les rapports entre les membres de la famille, et par extension de la société, sont régis par les liens et par le degré de parenté qui assignent à chacun une place dans la hiérarchie familiale, et corollairement lui imposent des comportements prescrits, le confucianisme institue de fait une inégalité systémique dans la famille et dans la société. Dans un monde confucéen, les devoirs de chacun comme les privilèges auxquels il a droit sont dictés par la nature et le degré des liens de parenté. L'Ordre, dans cette perspective, est la soumission et la conformité de chacun à cette hiérarchie de devoirs et de privilèges exprimés par ses comportements et ceux auxquels il a droit. C'est pourquoi le respect des rites témoigne aux yeux de tous de la place de chacun dans la famille et dans la société. De manière générale, plus les liens de parenté sont proches, plus les devoirs envers un membre de la famille sont importants. Les liens de subordination s'expriment par la codification rituelle de la durée du deuil prescrite à



chacun selon son degré de parenté avec le défunt (Ch'ü 1986, p. 17). En général, les plus jeunes avaient plus d'obligations envers leurs aînés que ces derniers en avaient envers eux. De plus, sur les questions touchant la famille, tous les membres étaient soumis à l'autorité absolue du chef de famille, c'est-à-dire à celle du père ou du grand-père. Au niveau du clan, l'autorité du chef de la lignée principale prédominait. Autrement dit : tous les membres de familles sont des *mineurs en droit* face au chef de famille; et tous les membres du clan par rapport au chef de clan. Par extension, tous les hommes sont des *mineurs en droit* face à leur supérieur hiérarchique, mais sont investis d'un pouvoir quasi absolu sur leurs inférieurs. Par contre, les femmes, dans toutes les situations, sont toujours au dernier rang, à moins qu'elles ne donnent naissance à un héritier mâle (Ch'ü 1986, p. 20).

Le confucianisme, *de facto*, promouvait l'inégalité devant la loi. Cette inégalité domina les pratiques légales tout au long de l'Empire. Bien que les lois changèrent d'une dynastie à l'autre, leur esprit se perpétua. Si la loi se contentait de prescrire la sanction encourue par quiconque ayant commis un acte à l'encontre de quelqu'un de même rang, mais avec qui il n'entretenait aucun lien de parenté, les juges devaient dans toute autre situation – c'est-à-dire celle qui se présentait le plus fréquemment – tenir compte du degré de parenté et du rang de chacun afin de rendre leur verdict, car la peine était toujours modulée par ces critères. Entre d'autres mots, la loi posait en principe l'égalité de tous, mais dans les faits deux personnes n'étaient jamais égales devant la loi (Ch'ü 1986, p. 54). Ainsi, la loi garantissait l'autorité des aînés sur le plus jeune, notamment celle des chefs de clan et de famille, mais surtout celles des parents. Dans le même esprit, la loi punissait moins sévèrement les menaces ou les violences portées par les membres les plus âgés du clan ou de la famille sur les plus jeunes; à l'inverse, les plus jeunes étaient punis plus sévèrement pour les mêmes actes s'ils étaient portés à l'encontre de leurs aînés. Qui plus est, les aînés étaient le plus souvent exonérés pour leurs actes par les cours de justice lorsque des accusations étaient portées contre eux par les plus jeunes. Par contre, les plus jeunes étaient privés de tout droit lorsqu'ils étaient poursuivis par leurs aînés (Ch'ü 1986, p. 41). Finalement, blesser quelqu'un intentionnellement, par ses actes ou ses paroles, était un crime impardonnable (Ch'ü 1986, p. 80).

Dans l'esprit du confucianisme, les fils devaient faire preuve du plus grand respect et de la plus grande obéissance envers leurs parents, et particulièrement envers leur père. La raison avancée en est la suivante : plus un fils est obéissant envers ses parents, moins il sera désobéissant envers l'empereur. Autrement dit : un 'bon fils' sera toujours un 'bon sujet'. Parce que les parents, et particulièrement les pères, se voyaient conférer une autorité absolue sur leurs enfants, tout méfait qu'ils pouvaient commettre à leur encontre était le plus souvent imputé aux enfants eux-mêmes. À l'opposé, les fils coupables de 'désobéissance' (impiété filiale) étaient condamnés à mort ou au bannissement par la justice, et les filles à l'enfermement dans leur chambre, et ce, le plus souvent à la demande des parents eux-mêmes. L'État, qui laissait le soin aux familles d'assurer l'ordre à leur niveau, se préoccupait néanmoins de son maintien; il intervenait dans des situations que l'on qualifierait aujourd'hui de triviale (Ch'ü 1986, p. 28)<sup>90</sup>. Lorsque les parents étaient jugés coupables d'un crime, les fils pouvaient, et même devaient, réclamer d'être puni à leur place afin de respecter leur devoir de piété filiale (Ch'ü 1986, p. 74). Par contre, le suicide des parents était toujours imputé aux enfants et jugé comme un meurtre (Ch'ü 1986, p. 51).

Comme dans toute société agraire, la très grande majorité de la population travaillait la terre, et celle-ci constituait la propriété principale de la famille. Son exploitation, dans l'esprit prévalent, était entièrement sous la responsabilité du chef de famille (Ch'ü 1986, p. 31). Tous avaient pour devoir de faire fructifier la propriété de la famille. Il faut ajouter qu'ils n'avaient guère d'autre choix, car ils étaient soumis à une obligation légale de résidence et à une restriction corrélative de circulation dans le cadre du système du *Baojia* (保甲). Le confucianisme renforçait cet état de dépendance puisqu'il enseignait qu'un bon fils ne devrait pas quitter la maison familiale avant que trois années ne se soient écoulées après le décès des parents. Ce qui contribuait aussi à limiter sa mobilité. Ce n'était généralement qu'à un âge avancé qu'il pouvait songer à se déplacer. Or, les mariages, célébrés très jeunes, visaient d'abord et avant tout à perpétuer la lignée familiale, ce qui renforçait leur attachement familial, cela d'autant plus que les épouses vivaient sous le toit de la famille du mari. En d'autres termes, la très grande majorité des

---

<sup>90</sup> On peut ajouter que parents et enfants avaient le devoir de se protéger mutuellement en cas de crime afin de préserver l'unité et l'honneur de la famille, bien que les méfaits commis par les enfants ou la mère pouvaient être corrigés à la discrétion du père de manière à ne pas recourir à la justice (Ch'ü 1986, p. 70) – recourir à la justice était somme toute un aveu de faiblesse, c'est-à-dire avoir failli à son devoir d'autorité.

chinois était triplement contrainte à rester sur place : par la loi, la morale et la coutume. Tout ceci contribuait à prévenir l'exode de la paysannerie. À cette fin, la loi investissait les chefs de famille et les chefs de clan d'une autorité absolue afin de prévenir la fragmentation de la famille et du clan (Ch'ü 1986, p. 37). En contrepartie, ils devaient maintenir à jour les registres familiaux et claniques à des fins de taxation et de service militaire; ils avaient aussi la responsabilité de l'entretien des écoles et des temples familiaux sous peine de punition sévère lorsqu'ils ne s'acquittaient pas de ces obligations. De plus, ils étaient tenus responsables de tout crime perpétré au sein de la famille ou du clan resté impuni (Ch'ü 1986, p. 41). En cas de conflit entre familles de différents clans, ils devaient en informer les autorités locales afin qu'elles y mettent un terme (Ch'ü 1986, p. 40). Finalement, en cas de rébellion, ou de rébellion appréhendée, toute la famille – et même le clan – pouvait être exterminée. Sous les Ming et les Qing, la notion de rébellion fut élargie et des accusations de plus en plus fréquemment portées (Pines 2012b, p. 60).

À l'instar du dispositif social qui réglait objectivement et symboliquement les rapports entre les membres de la famille et ceux du clan, la société chinoise reposait sur une hiérarchie sociale rigide : l'empereur, la famille impériale, la bureaucratie, le peuple travailleur (paysans et artisans), les marchands, le 'lumpenprolétariat' – musiciens, acteurs, prostituées, fonctionnaires de police, bourreaux... – et les esclaves. La loi prescrivait les devoirs et les styles de vie de chacun selon sa condition; corollairement, elle réprimait les comportements qui leur étaient interdits (Ch'ü 1986, p. 135). Dans cet ordre d'idées, plus le rang d'un individu était élevé dans la bureaucratie impériale, plus il est privilégié : premièrement, il avait préséance en toute circonstance (Ch'ü 1986, p. 149); deuxièmement, il était généralement dispensé de tout châtiment corporel (Ch'ü 1986, p. 183); troisièmement, il bénéficiait d'une sanction plus légère lorsqu'il avait commis un crime contre ses inférieurs (Ch'ü 1986, p. 181); quatrièmement, il pouvait se soustraire à une peine en payant une amende, ou en renonçant à son rang ou à son poste sans pour autant perdre les privilèges liés au rang qu'il occupait ou la possibilité de regagner un emploi officiel plus tard (Ch'ü 1986, p. 181); cinquièmement, si le crime était grave, il était le plus souvent dégradé ou démis de ses fonctions, mais une perte totale de statut restait rare (Ch'ü 1986, p. 177); sixièmement, il ne pouvait faire l'objet d'une enquête ou être puni sans l'autorisation explicite de l'empereur (Ch'ü

1986, p. 177). Ainsi, la hiérarchie sociale reflétait les principes de la méritocratie confucéenne<sup>91</sup>. Finalement, seul l'empereur était au-dessus de la loi, mais sa parole faisait loi.

### 3.4.3 – L'Empire tardif : régime théocratique

Pour autant, bien que l'empereur ait eu pour surnom 'l'Homme unique', il ne jouissait pas d'une totale liberté. À l'instar de chacun, il devait accomplir les rites liés à sa fonction. Puisque le respect des devoirs rituels était une condition essentielle du maintien de l'Ordre impérial, l'empereur, plus que tout sujet, avait l'obligation de donner l'exemple. Mieux, ce n'était que par la pratique assidue et respectueuse des rites propres à la fonction d'empereur que le détenteur du mandat impérial confirmait aux yeux de tous la légitimité de son règne. Ainsi, sa vie était-elle régie par la pratique des rites, et le ministre des Rites avait pour mission de rappeler en permanence l'empereur à ses devoirs. Dans la tradition confucéenne, les rites sont le fondement de l'Ordre impérial : ainsi, en publicisant la pratique respectueuse et assidue de ses devoirs rituels par l'empereur, l'État impérial enjoignait chacun à accomplir les siens. À tous les niveaux, la légitimité de jouir des privilèges d'un rang ou d'une fonction était fondée sur l'observance de ces rites. Ainsi, chaque homme, du haut au bas de l'échelle sociale, devait constamment faire état des devoirs de sa position par souci du respect de l'Ordre impérial.

Si l'empereur échappait à la justice des hommes, il n'était pas pour autant – là encore – libre d'agir à sa guise. Il se devait d'être à la hauteur du Mandat du *Ciel* qu'il incarnait. C'est d'ailleurs une succession de manquements à ce devoir qui avait jadis justifié le remplacement de la dynastie Shang par les Zhou, puis celui des Qin par les Han – comme cela a déjà été rappelé plus haut – et ainsi de suite à chacun des changements dynastiques qui ponctuèrent l'histoire impériale. Ainsi, les empereurs devaient constamment réaffirmer la légitimité de leur règne. Que le *Ciel* fut présenté comme une force impersonnelle douée de volonté comme pour Mozi et Mencius, ou que la *Voie* fut réputée sans volonté, mais en résonnance avec tous les êtres et toutes les choses,

---

<sup>91</sup> Lorsqu'une dynastie étrangère régnait sur l'Empire, la hiérarchie méritocratique se trouvait perturbée, car une hiérarchie raciale s'y superposait, les membres des races légalement supérieures ayant préséance sur les autres (Ch'ü 1986, p. 201). Ce fut le cas sous Yuan et les Qing.

comme pour les taoïstes, l'empereur restait soumis aux prescriptions du rituel afin de ne pas provoquer le courroux du *Ciel* ni de perturber la Voie<sup>92</sup>.

Or, les rituels sont aussi l'expression du *Culte des Ancêtres*, qui reste une croyance centrale dans l'ensemble des sociétés est-asiatiques. À chaque échelon de la société et de la bureaucratie, les rites servaient à pacifier les relations entre supérieurs et inférieurs, mais aussi entre les esprits et les vivants. S'ils ont pour fonction de fonder une légitimité par la continuité familiale, ils servent aussi à apaiser les ancêtres et les esprits qui apportent alors leurs bienfaits. Par contre, négliger les rites signifie aussi s'attirer le courroux de ses ancêtres. Dans le régime de croyances de la société chinoise, plus le rang hiérarchique de quelqu'un était élevé, plus les répercussions de l'observance ou de l'inobservance des rites étaient conséquentes. Pour les gens du commun les effets se limitaient à leur personne ou à leur famille; pour les rangs les plus élevés, ils s'étendaient au-delà du cercle familial. Ainsi, les rituels réservés à l'empereur affectaient l'ensemble de l'Empire, si ce n'est le monde. C'est pourquoi la justice était intransigeante envers le non-respect des obligations rituelles : il risquait de déstabiliser l'"Harmonie" entre le monde des hommes et le monde des esprits, entre les hommes et le *Ciel*, et entre les hommes et la Voie.

Que la majorité des empereurs ou des hommes d'État y ait cru est secondaire. Or, le discours impérial rappelait constamment que l'empereur était l' élu : le critiquer alors qu'il respectait scrupuleusement ses devoirs rituels était jugé un crime impardonnable. Par conséquent, si l'empereur s'avisait de négliger, ne serait-ce que minimalement, ses devoirs rituels, le ministre des Rites avait pour mission de lui rappeler les conséquences inévitables qu'il encourrait. Ainsi l'empereur était-il sous la surveillance constante de ses favoris, concubines, membres de sa famille, ministres, etc., et de leur cour personnelle, qui convoitaient le pouvoir, cherchant à tirer profit du moindre faux pas rituel. Ainsi, l'empereur devait constamment veiller à la perfection de sa pratique rituelle. En retour, il exerçait une contrainte permanente sur ses plus proches collaborateurs, et donc sur ses proches rivaux, pour qu'eux aussi respectent scrupuleusement leurs devoirs rituels. Puisque le système impérial se présentait comme la mise en

---

<sup>92</sup> Rappelons qu'Elias (1985) dans *La société de cour* montre que les rituels – comme le lever ou le dîner du roi – institués par Louis XIV avaient la même fonction d'ostentation du pouvoir, à la nuance près qu'ils résultaient d'une décision volontaire du roi, tel n'était pas le cas en Chine.

pratique de la méritocratie vertueuse confucéenne, la vertu de chacun était liée à l'exercice de ses devoirs rituels : chacun devait apparaître comme un parangon de vertu, telle était la source de sa légitimité.

Ainsi, la longue durée de l'empire vint couronner la légitimité du système. Il était vu comme une composante essentielle de l'"Harmonie" entre les différents ordres de l'univers. Les bureaucrates et les lettrés en étaient venus à être assimilés à des prêtres dont le savoir et la pratique étaient essentiels à la bonne marche de l'univers (Billeter 2010, p. 62-63) Le taoïsme religieux qui se développait à la même époque projetait dans sa conceptualisation du *Ciel* une structure à l'image de la bureaucratie impériale. Et ce n'est que par la « résonnance » (Huainanzi 2003, p. 517-590) parfaite entre ces deux ordres que l'"Harmonie" serait préservée (Kohn 2009, p. 102). Aussi, la bureaucratie était-elle investie d'une omniscience et d'une omnipotence dont elle était consciente. Et elle mettait tout en œuvre pour l'entretenir.

Le taoïsme, les religions populaires et le bouddhisme, pour leur part, voyaient dans l'Ordre impérial une des composante essentielles du bon fonctionnement de l'univers, et tous priaient pour sa préservation. Ainsi, bureaucratie et religions se renforçaient mutuellement : d'une part l'Orthodoxie impériale maintenait la cohésion de la bureaucratie, et d'autre part, les religions officielles suturaient la société à la bureaucratie.

## **CONCLUSION – L'AUTORITARISME COMME HORIZON POLITIQUE**

Des siècles durant [1122-771 av. J.-C.], la dynastie Zhou avait su préserver seule l'harmonie sous le *Ciel*. Le souverain héréditaire dominait une hiérarchie d'une centaine de seigneurs féodaux, chacun devant garantir l'ordre dans son fief. La tradition veut que les rois Wen et Wu aient vaincu et châtié le dernier souverain des Shang avec la bénédiction du *Ciel*. Après sa victoire, le roi Wu avait inféodé ses proches parents et ses alliés. Le duc Zhou aurait alors créé un système de rituels fondé sur le culte des ancêtres afin de garantir l'unité du royaume féodal. Le *Ciel* ou les esprits punissaient alors celui qui négligeait ses devoirs rituels.

| Vision du politique des penseurs préimpériaux |            |                    |                                  |                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                          |
|-----------------------------------------------|------------|--------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Siècle<br>estimé de<br>compilation            | Ouvrage    | Auteur<br>attribué | Nature des réformes<br>proposées | Mesures proposées                                                                                                                                                                                                                   | Vision du politique                                                                                                                                      |
| - 5 <sup>e</sup>                              | Sunzi      | Sunzi              | Militaires                       | 1) Maintien de la nature du régime<br>2) Autonomie du militaire par rapport au souverain<br>en temps de guerre                                                                                                                      | 1) Les conventions et les rites sont<br>suspendus en temps de guerre                                                                                     |
| - 4 <sup>e</sup>                              | Guanzi     | Guanzi             | Gouvernementales                 | 1) Maintien de la nature du régime<br>2) Mesures concrètes pour renforcer l'État                                                                                                                                                    | 1) Les mesures politiques concrètes et les<br>rituels sont les deux faces du politique                                                                   |
| - 4 <sup>e</sup>                              | Entretiens | Confucius          | Morales                          | 1) Maintien de la nature du régime<br>2) Moralisation du pouvoir par l'étude de la<br>tradition et de la pratique des rites                                                                                                         | 1) L'harmonie naît du respect des rites par<br>les détenteurs héréditaires du pouvoir                                                                    |
| - 3 <sup>e</sup>                              | Laozi      | Laozi              | Morales                          | 1) Maintien de la nature du régime<br>2) Moralisation du pouvoir par le renoncement aux<br>passions et à la connaissance                                                                                                            | 1) L'harmonie naît de la concordance entre<br>la Voie (Dao) et l'action humaine<br>2) Les calamités résultent d'actions<br>humaines contraires à la Voie |
| - 3 <sup>e</sup>                              | Mozi       | Mozi               | Morales et<br>institutionnelles  | 1) Changement de la nature du régime<br>2) Hiérarchie politique dynamique<br>3) Promotion accordée selon les qualités morales et<br>les compétences pratiques                                                                       | 1) Le Ciel et les Esprits sont les arbitres<br>suprêmes<br>2) Ils se manifestent directement (calamités<br>naturelles et esprits vengeurs)               |
| - 3 <sup>e</sup>                              | Mencius    | Mencius            | Morales et<br>institutionnelles  | 1) Changement de la nature du régime<br>2) Hiérarchie politique reflète la hiérarchie morale<br>3) Hiérarchie politique dynamique                                                                                                   | 1) Le peuple rend manifeste le jugement du<br>Ciel/                                                                                                      |
| - 3 <sup>e</sup>                              | Xunzi      | Xunzi              | Morales et<br>institutionnelles  | 1) Changement de la nature du régime<br>2) Hiérarchie politique reflète la hiérarchie morale<br>3) Hiérarchie politique dynamique<br>4) Rééducation morale de la population<br>5) Morale et rites sont la base d'une loi répressive | 1) Les moyens que le pouvoir a<br>perfectionnés pour assurer l'ordre sont à la<br>base des rites                                                         |

**Figure 3.3** – La vision du politique par les penseurs chinois préimpériaux. Colonne 1 : siècle estimé de compilation des écrits; colonne 2 : titre de l'ouvrage; colonne 3 : auteur attribué de l'ouvrage; colonne 4 : nature des réformes du régime proposées; colonne 5 : mesures proposées; colonne 6 : vision du politique de chaque auteur attribué.

Pour autant, en cas de félonie, les souverains levaient l'arrière-ban afin de former l'Ost royal, l'instrument de punition. Néanmoins, la dynastie s'était réservé les meilleures terres et le plus grand fief afin d'entretenir les forces nécessaires pour en constituer le cœur. Pourtant, les Zhou étaient à l'origine un peuple nomade et guerrier qui renversa le Royaume Shang qui régnait alors sur la plaine centrale en Chine. Les souverains Shang, véritables prêtres-rois, régnaient sur un ensemble de peuples et de territoires vassaux, parmi lesquels les Zhou, au moyen de rituels et de cérémonies spectaculaires qu'eux seuls avaient le privilège de conduire. Le culte des ancêtres, cœur du système politico-religieux Shang, faisait de leur plus lointain ancêtre, Shangdi, la force surnaturelle la plus puissante.

Sans légitimité aucune au milieu d'une population potentiellement hostile, les Zhou se sont très tôt retranchés derrière les murs de places fortes qui allaient alors former l'embryon du réseau urbain qui va très tôt caractériser la Chine. Afin d'asseoir leur légitimité, les élites Zhou se lancèrent alors dans un vaste programme idéologique à l'aide des lettrés Shang : 1) les différences ethniques sont abolies par leur soumission commune à la dynastie Zhou; 2) le culte des ancêtres devient la religion commune; 3) les Zhou règnent avec la bénédiction de Shangdi, car les Shang, par leur perversité, ont perdu leur mandat; 4) Shangdi devient la divinité la plus puissante sous le nouveau nom de *Ciel*, mais seuls les souverains Zhou peuvent lui rendre un culte; et 5) ce culte renouvelle et affirme le Mandat du *Ciel* et tant que le *Ciel* ne manifestera pas publiquement son courroux, la dynastie Zhou restera légitime. Les pratiques rituelles qui liaient les membres de l'élite du Royaume Zhou au souverain et entre eux servaient à préserver leur interdépendance, seule condition pour sauvegarder leur unité. Or, avec les générations, les liens avec la dynastie se distendirent. De plus, les fiefs des régions frontalières, les plus bas dans la hiérarchie, furent toujours les plus exposés aux attaques des nomades et ne pouvaient se fier à l'Ost royal : ils se renforcèrent et s'agrandirent. Mais, ce faisant, les rapports de force autant réels que symboliques s'affaiblirent : les tensions ne pouvaient que croître. Ainsi, en 771 av. J.-C., la capitale tombe, forçant la dynastie à refonder une nouvelle capitale plus à l'est. La dynastie, fragilisée, devait dès lors s'appuyer sur son vassal le plus fort. Les intérêts de l'Hégémon primèrent alors sur ceux de la dynastie, celle-ci étant réduite à donner sa sanction *a posteriori*. La Chine entra alors dans l'ère des Hégémons : les principaux vassaux allaient incessamment rivaliser pour l'hégémonie, accélérant le déclin de la dynastie.



La Période des *Printemps et des Automnes* [771-475 av. J.-C.] est caractérisée par des conflits de plus en plus fréquents alors que les structures rituelles demeurent la source de légitimité du pouvoir. Les armées deviennent de plus en plus nombreuses et les campagnes militaires de plus en plus longues. Les fiefs les plus petits sont absorbés par les plus grands. Or, les rites limitent l'efficacité des opérations militaires, désorganisant toujours plus la production, et par voie de conséquence, l'ordre social : le recours au stratagème, manœuvre en rupture avec les conventions pour un gain uniquement tactique, s'impose. Or, loin d'accélérer la victoire et de limiter l'impact des guerres, le recours au stratagème déstabilise l'ensemble du système rituel et sape les valeurs qui y sont associées. C'est pourquoi le développement de la pensée politique commence avec les questions de la guerre et du gouvernement. Tout d'abord avec Sunzi, la guerre doit être l'affaire de professionnels dont le seul objectif est la victoire finale, toute autre préoccupation est secondaire tout au long de la guerre. L'autonomie du commandement militaire doit être totale une fois que le souverain a fixé les objectifs à atteindre. Pour Sunzi, une armée professionnelle est celle dont les troupes sont disciplinées, les postes de commandement attribués au mérite par promotion, et dont le commandement planifie la campagne en fonction de sa connaissance du terrain et de celle des forces en présence. Il fonde ainsi la pensée stratégique. Guanzi, par comparaison, pose les conditions du renforcement du régime, un renforcement sans lequel une armée professionnelle ne pourrait être ni recrutée ni maintenue. Pour lui, ancien marchand, un régime s'organise sur les mêmes bases qu'une entreprise commerciale : il doit professionnaliser ses fonctions, connaître l'état de ses possessions, créer des sources de rentrées fiscales stables et contribuer au développement économique. Par contre, il ne questionne jamais l'ordre existant : au contraire, ses réformes sont le pendant pratique de l'aspect symbolique des rites.

Or, les rites ne jouaient plus leur rôle de garant de l'ordre, et plus un état se renforçait, moins il les respectait. Les Sunzi et les Guanzi avaient pour leur part contribué à cette déstabilisation par les mesures qu'ils avaient préconisées. Guerres civiles et coups d'État dominaient alors le quotidien. Les spécialistes du rituel, les scribes, les marchands et les militaires s'affirmaient aux dépens des petits nobles, progressivement privés de leur pouvoir. Pour préserver leur statut, ils ne leur restaient que l'étude assidue des *Classiques* et de la tradition. C'est la voie pour laquelle ils vont opter et leurs critiques se voudront d'abord morales. Pour Confucius, spécialiste du rituel et des *Classiques*, l'histoire transmise par la tradition est indiscutable : le

régime féodal avec sa hiérarchie héréditaire est non seulement le seul régime possible, mais les dynasties féodales régnantes sont les seuls prétendants légitimes au pouvoir. Pour lui, c'est parce que les puissants ont abandonné les devoirs rituels de leur rang que l'ordre vacille. Sa consolidation ne pourra être assurée que par l'étude de la tradition sous la conduite d'un maître et la pratique assidue des devoirs rituels. Par contre, rien ne permet d'affirmer que Confucius ne croit pas aux esprits, le pendant du culte des ancêtres. À l'opposé, Laozi rappelle que les rites et la tradition s'opposent au Dao, force impersonnelle. Pour lui, le souverain, et lui seul, doit régner en accord avec le Dao, modifier sa politique lorsqu'il change. Or, le Dao ne peut être appréhendé dans toute sa complexité et tenter de l'influencer par son savoir ne peut que produire des effets. Ainsi, le souverain légitime est celui qui fait un avec le Dao en faisant abstraction de ses passions et « vide la tête de ses sujets pour remplir leurs ventres ». Pour Laozi, faire un avec le Dao, c'est retourner à la simplicité des origines, à sa véritable nature.

Mais les admonestations morales restent lettre morte : en 475 av. J.-C., le Jin est divisé en trois nouveaux États, sans l'approbation de la dynastie Zhou. Devenu un État comme les autres, mais la plus petite d'entre toutes les dynasties, elle est désormais insignifiante. Sept grands États se partagent la Chine et luttent entre eux plus que jamais pour l'hégémonie. C'est le début de la période des *Royaumes combattants*. Le personnel des armées et des États se professionnalise rapidement et les hiérarchies bureaucratiques supplantent peu à peu les hiérarchies féodales. Or, les guerres permanentes et les rituels onéreux grèvent les ressources de l'État, appauvrissent la population et désorganisent la production, ce qui contribue au délitement de la société. Les structures politiques deviennent alors l'enjeu des débats. Mozi, un artisan spécialiste des techniques de défense, se fait le promoteur d'un ordre politique fondé, d'une part, sur les compétences pratiques, soit renforcer l'État et enrichir la population, et, d'autre part, sur « l'amour universel », c'est-à-dire faire en sorte que tous en profitent. Pour lui, le *Ciel* désigne l'homme le plus vertueux et le plus compétent afin de pacifier le monde. Il fondera alors sa dynastie et nommera ses plus proches ministres sur les mêmes critères, et ainsi de suite jusqu'au bas de la hiérarchie. Élément nouveau dans la réflexion en Chine, cette hiérarchie est dynamique : quiconque est à la fois moral et efficace doit immédiatement être promu, et les autres rétrogradés, voire démis. Dans la pensée de Mozi, le *Ciel* et les esprits désignent les pervers, et il revient au souverain de les châtier.

L'incapacité de Confucius et de ses successeurs à convaincre les puissants de s'amender et l'affirmation du moïsme débouchèrent sur un schisme au sein du confucianisme. Tout d'abord, Mencius constate que les plus respectueux de la tradition et du rituel ne jouissent pas de la considération qui leur serait due par les puissants et par conséquent ne peuvent jouer leur rôle de guide et d'exemple. Les puissants, laissant libre cours à leurs passions et à leurs intérêts, corrompent la société. Pour Mencius, chaque homme est naturellement bon, mais sans l'étude de la tradition avec un maître et la pratique des rituels, il se pervertit. Par contre, le peuple est le relais naturel du *Ciel* par lequel il se manifeste. Si les manifestations du *Ciel* restent sans réponse, le régime court à la catastrophe. C'est pourquoi, pour Mencius, il ne s'agit plus de moraliser les détenteurs du pouvoir, mais de leur substituer la hiérarchie morale, spontanée et dynamique, formée par les *hommes de bien*, les lettrés spécialistes du rituel. L'harmonie en résultera spontanément. Xunzi, à l'inverse, affirme que l'homme, fondamentalement mauvais, n'est mû que par ses passions et ses intérêts. Néanmoins, même les hommes les plus dominateurs doivent régner avec intelligence de façon à préserver leur pouvoir. Pour Xunzi, c'est de ce patient travail de consolidation du pouvoir que sont nés les rites. Le pouvoir doit donc imposer les rites, la morale doit se faire loi. Il faut donc rééduquer les hommes qui peuvent l'être et éliminer les autres. Néanmoins, le pouvoir doit s'affirmer comme pouvoir avec tout l'apparat nécessaire tant que les rites sont respectés, que l'État demeure fort et la population riche. Par contre, un *homme de bien* ne doit jamais endurer un homme mauvais, aussi puissant soit-il.

La pensée politique chinoise a toujours visé la concentration du pouvoir entre les mains du souverain héréditaire ainsi que sa centralisation, le régime dynastique restant aux yeux des penseurs le seul régime possible. Dans cette logique, les subordonnés ne jouent qu'un rôle instrumental : garantir l'harmonie céleste pour Laozi, Confucius, Mozi et Mencius; ou imposer l'ordre du pouvoir pour Sunzi, Guanzi et Xunzi. De plus, pour chacun de ces penseurs le peuple doit rester passif et soumis. En cela, la pensée politique chinoise reflète, mais aussi accompagne, le processus alors en cours de concentration réelle du pouvoir entre les mains des dynasties régnantes ainsi que de professionnalisation de l'armée et de l'État. Mais alors qu'une rationalité s'affirmait *de facto*, la fondation de l'Empire coupe court aux débats. Le pouvoir impérial s'impose comme autoritarisme bureaucratique et s'affirme comme émanation du *Ciel* ou du Dao, l'orthodoxie prenant le pas sur toute autre considération. Dès lors, c'est le conformisme, renforcé

par le régime des études et les examens impériaux, qui va dominer la pensée et régler les étapes de la promotion dans l'appareil d'État. L'Empire s'affirme comme un ordre institutionnel et légal inégalitaire consolidé par les croyances traditionnelles et populaires. Ces croyances, de fait, transforment l'Empire en théocratie, la bureaucratie en église et les fonctionnaires-lettrés en prêtres. Le *Huainanzi* condense l'idéologie impériale telle qu'elle se met en place, au moment où elle se met en place (voir figure 3.3).

Au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, le renouveau de la pensée politique s'inscrit en continuité et, pour l'essentiel, dans les limites posées par la pensée politique préimpériale. De même, la pratique politique durant les décennies qui suivent la proclamation de la République [1911] ne rompt pas fondamentalement avec les structures et les représentations impériales, perpétuant et accentuant ainsi leurs contradictions. Or, la fondation de l'Empire en 221 av. J.-C. fut l'aboutissement de ce processus de rationalité qui domina à la fois la pratique et la pensée du pouvoir, et s'exprima dans la pensée légiste au Qin.



## DEUXIEME PARTIE

### LA QUESTION DU LEGISME

Ce seconde partie comprend deux chapitres.

Le chapitre 4, après une revue de littérature sur le légisme, montre que les réformes menées par le Premier Empereur et Li Si, qui ont permis d'unifier la Chine et de fonder le Premier Empire à la fin du 3<sup>e</sup> siècle av. J.-C., ne résultent pas de l'adoption de mesures ponctuelles. Elles s'inscrivent dans la continuité de l'action politique et réformatrice de Shang Yang au milieu du 4<sup>e</sup> siècle av. J.-C. Ce courant politique, appelé légisme depuis les Han, promeut le développement : 1) d'une administration professionnelle, au sens de Weber, dont la fonction est de gérer la population, les ressources, la production, la corvée et la conscription dans l'intérêt de l'État; 2) la mise en place d'un système légal auquel tous sont également soumis pour que la population contribue à l'enrichissement de l'État et à son renforcement, et qu'en retour elle en bénéficie. Le légisme n'est pas en rupture avec les valeurs de la Chine des *Royaumes combattants*. Les dynasties suivantes en ont perpétué l'administration, et les principes de rationalité dans le système des examens impériaux.

Le chapitre 5 s'intéresse à la question du Fazhi en Chine aujourd'hui et fait ressortir sa convergence avec le légisme. La notion de Fazhi renvoie à l'opposition préimpériale entre les confucéens, partisans du Gouvernement par les hommes (Renzhi), et les légistes militants d'un Gouvernement par la loi (Fazhi). La construction du Fazhi Zhongguo (Gouvernement par la loi en Chine – Gouvernement par la loi à la chinoise), par opposition au système légal, devient un des enjeux principaux lors du 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste en novembre 2012. Les chercheurs justifient la nouvelle orientation du Parti, sans l'expliquer, se contentant d'affirmer que le Fazhi Zhongguo doit reposer sur le socialisme et les conditions chinoises, être insensible aux théories occidentales, et que c'est aux gouvernements locaux de le développer avant de le généraliser à l'ensemble du pays. Par contre, les documents du Parti précisent son contenu : subordonner toutes les responsabilités de l'État et de la société à la loi et au système légal ; développer la loi et réformer les institutions afin de renforcer le Parti, l'armée et l'économie ; ainsi que rehausser la position de la Chine à l'international, particulièrement par rapport aux États-Unis. Ils intiment aussi à la population d'acquérir la connaissance et de développer l'état d'esprit nécessaires au bon fonctionnement du Gouvernement par la loi. L'édification du Fazhi, à l'époque actuelle, est indissociable de la poursuite des réformes et de l'ouverture, ainsi que de la réalisation du « Rêve chinois ». Il s'agit du grand projet de la cinquième génération de leadership incarnée par Xi Jinping, et il vise officiellement à faire de la Chine un pays modérément prospère d'ici 2021, ainsi qu'un grand pays socialiste développé avant 2049, et, ce, alors que la Chine est déjà la deuxième puissance économique mondiale, si ce n'est la deuxième puissance mondiale tous domaines confondus.

## CHAPITRE 4

### LE LEGISME, MATRICE DE L'ETAT IMPERIAL

#### INTRODUCTION

La radicalisation de l'expérience maoïste, dynamisée par une volonté de rompre totalement avec l'Orthodoxie impériale, confondue à tort avec le confucianisme<sup>1</sup>, reste pour beaucoup l'apogée du phénomène totalitaire en Chine. Pourtant, malgré cette volonté de rupture, mais peut-être aussi en raison de celle-ci, cette expérience ne peut échapper entièrement aux structures de cette Orthodoxie<sup>2</sup>. En effet, si l'idéologie maoïste s'alimente partiellement à des sources intellectuelles autres que celles léguées par la tradition chinoise, elle ne s'écarte pas fondamentalement des structures qui ont préservé et transmis cette Orthodoxie des siècles durant. Car, par son moralisme, bien qu'il ne s'y réfère pas directement, le maoïsme ne s'affranchit pas entièrement de l'héritage de Mencius<sup>3</sup>, qui prônait une moralisation telle de la vie politique que les plus vertueux devaient exercer les charges les plus importantes. À plus d'un égard, l'idéal du « bon communiste » (Liou 1955) prôné par le Parti ne se distingue que marginalement de celui du *Junren* confucéen souhaité par Mencius. En fait, l'accent mis sur le changement des mentalités voulu par le maoïsme, et plus largement par l'ensemble du mouvement révolutionnaire chinois, tranche radicalement avec l'accent mis sur les transformations des conditions matérielles d'existence par les révolutionnaires occidentaux. En fait, le 'marxisme-léninisme avec des caractéristiques chinoise'<sup>4</sup> pourrait être assimilé à une forme réactualisée du projet politique que

---

<sup>1</sup> Cf. *supra*, chap. 3.

<sup>2</sup> De la même manière que les réformateurs du 19<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècle se sont inscrits dans la continuité des penseurs préimpériaux comme nous l'avons montré au chap. 2.

<sup>3</sup> Cf. *supra*, chap. 2.

<sup>4</sup> Par analogie avec l'expression « socialisme avec des caractéristiques chinoises » employée par Deng Xiaoping pour qualifier les réformes qu'il entreprenait (Editorial committee for Party Literature, Central Committee of the Communist Party of China, 1995, p. 5).



les confucéens tardifs de la période des *Royaumes combattants* avaient conçu en vue de réunifier la Chine et de consolider l'État. Ce projet oscillait sans cesse entre le spontanéisme de Mencius, pour qui l'ordre social et politique découlerait naturellement de comportements moraux, et l'autoritarisme de Xunzi, pour qui seule la contrainte force à des comportements moraux.

En parallèle, lors de l'effondrement de l'Empire Qing entre 1894 et 1912, dont les structures politiques affaiblies s'étaient révélées n'être que les ressorts ultimes du despotisme, les intellectuels à l'origine du *Nouveau Confucianisme*<sup>5</sup> ont cherché par tous les moyens à dissocier la tradition confucéenne des structures de l'Orthodoxie impériale. Ainsi, à la suite de Mou Zongsan (牟宗三, 1909-1995), l'accent a été mis sur l'idéal du *Sage*, le stade suprême du *Junren* : un être quasi surnaturel n'ayant qu'à 'être' pour 'guider'. Le sage n'a pas besoin de recourir à l'État, à la terreur ni aux lois pour que les choses adviennent; sa vertu seule conduit les choses à se faire (Billeter 2014, p. 33). Ainsi, les nouveaux confucéens se contentent de décrire les vertus du sage souverain, mais n'expliquent pas comment un homme devient sage, ni même, et cela est plus problématique, quelles sont les conditions préalables à l'instauration d'un régime guidé par un sage. S'il ne fait aucun doute que les nouveaux confucéens rejettent d'emblée l'autoritarisme idéocratique prôné par Xunzi, ils rejettent tout autant la hiérarchie spontanée de Mencius. En délaissant l'aspect politique pour ne retenir que la composante morale de la tradition chinoise, elle aussi associée au confucianisme, ils n'appellent qu'à la moralisation de l'ordre politique en place, et non pas à sa transformation. Autrement dit, ni les maoïstes ni les nouveaux confucéens, qui partagent une vision idéaliste du politique, ne s'affranchissent du dogme traditionnel qui fait du maintien de l'ordre politique et social l'émanation spontanée d'une conformité aux préceptes moraux<sup>6</sup>. C'est pourquoi ils s'avèrent incapables de penser le rôle des structures sociopolitiques dans le maintien ou la transformation d'un système d'ordre et de règles morales.

Or, la fondation de l'Empire en 221 av. J.-C. est indiscutablement une transformation politique et sociale. Ce chapitre analyse cette transformation qui se produit à la fin des *Royaumes*

---

<sup>5</sup> De loin le paradigme dominant aujourd'hui au sein du confucianisme, cf. *supra*, chap. 3.

<sup>6</sup> Il faut rappeler que le comportement moral dans la Chine ancienne s'acquerrait auprès d'un maître. Il consistait pour l'essentiel dans le respect des règles et des rituels qui codifiaient la conduite de chacun selon son rang. La morale naît de leur pratique sincère. Cf. *supra*, chap. 3.

*combattants* et dont les effets vont se répercuter tout au long de l'histoire chinoise. Notre angle d'approche, dans l'esprit de Weber (2013) et d'Elias (1985), cherche à appréhender le légisme, dans son mouvement diachronique, c'est-à-dire la dynamique historique dans laquelle il se développe et s'instaure, et dans ses synchronies, c'est-à-dire les formes qu'il revêt à différents moments de son développement. Avec Le Moigne (1977), nous questionnons les effets produits à chaque étape de son développement. La figure 4.1 indique les principales étapes du développement du légisme et mentionne ses principaux acteurs.

Dans un premier temps, nous analysons l'unification impériale telle qu'elle a été réalisée conjointement par le Premier Empereur (Qin Shi Huang 秦始皇, 260-210 av. J.-C.) et son plus proche conseiller Li Si (李斯, 280-208 av. J.-C.) à partir des documents d'archives répertoriés par Sima Qian dans sa recension des archives de la dynastie Qin et des biographies des personnages clés qu'il a établie en parallèle<sup>7</sup>. Dans un second temps, nous analysons la pensée légiste de Shang Yang<sup>8</sup> (商鞅, 390-338 av. J.-C.), le réformateur du Qin, et celle de Han Feizi<sup>9</sup> (韩非子, 280-233 av. J.-C.), le théoricien du légisme, pour en dégager les caractéristiques. Troisièmement, nous examinons les raisons de la chute de la dynastie Qin moins de deux décennies après sa fondation alors que le régime qu'elle a instauré lui a survécu durant plus de deux millénaires. Dans ce chapitre nous soutenons que l'Empire est bien fondé sur la pensée légiste et que celle-ci forme la matrice d'un État légal-rationnel.

---

<sup>7</sup> Sima Qian est la source historique principale qui nous est parvenue de cette époque. Pour cette raison, il sera fait souvent référence à ses écrits dans ce chapitre. Ce n'est que récemment que l'archéologie a confirmé la chronologie qu'il avait établi des régimes préimpériaux.

<sup>8</sup> L'analyse de la pensée politique de Shang Yang a été faite à partir de plusieurs sources différentes : la traduction de Duyvendak (1928 [1963] et celle de Lévi (1981 [2005]). Ce sont les deux seules traductions disponibles en langues anglaise et française du *Livre du Prince Shang*. Il existe aussi deux traductions en langue japonaise, par Koyanagi Shikita (1921) et Shimizu Kiyoshi (1970). Comme pour la plupart des textes chinois, il n'y a pas d'original à proprement parler. Néanmoins, le livre disponible aujourd'hui provient de divers fragments réunis avant la fondation de la dynastie Han (Lévi 1993a, p. 370). Toutefois, les différentes parties ne sont pas en contradiction les unes avec les autres ni avec les prémisses : la cohérence interne de l'ouvrage interne est évidente (Lévi 1993a, p. 370). Cette analyse a été complétée par les travaux de Vandersmeersch (1965), Li Yu-Ning (1977), Hulsewé (1955, 1985), et Pines *et al.* (2014).

<sup>9</sup> L'analyse la pensée politique de Han Fei a été faite à partir de la traduction en langue anglaise de Liao (1939 [1959a], 1959b), et celle en langue française de Lévi (1999). Il existe douze traductions en japonais du Han Fei, publiées à partir de 1911. Pour Lévi (1993b), le livre est authentique : « It may be concluded that most of the *p'ien* of the received text derived from Han Fei's own hand. The book was compiled from his scattered writings since the Han period and it has ben subject to very little interpolation. From citations which are included in other works and in the encyclopedias it appears that the text has suffered very few losses. The book may therefore be accepted as authentic (p. 117).

#### 4.1 – « ACTUALITE » DU LEGISME

Yuri Pines (2012a) dans le volume 34 de la revue *Extrême-Orient, Extrême-Occident* rappelle la pauvreté des études réalisées sur le légisme au 20<sup>e</sup> siècle. Depuis la chute de la dynastie Qin (206 avant notre ère) et la montée consécutive dans l'appareil bureaucratique des lettrés confucéens, c'est chaque fois avec une certaine répulsion qu'il a été question du légisme. Ainsi, tout au long de l'époque impériale, les auteurs et les réformateurs légistes n'ont été mentionnés dans les annales que pour les enfermer dans un rôle de repoussoirs, lors de débats hautement passionnés. Ainsi le légisme a été assimilé au contre-exemple du confucianisme, à une phase sombre qu'il fallait oublier. À la suite de Zhu Xi, Xunzi, jusqu'alors considéré comme le grand confucéen, fut exclu de la tradition confucéenne officielle, d'une part, parce qu'il avait été le mentor de Han Feizi, le grand théoricien du légisme, et de Li Si, le conseiller légiste du Premier Empereur et artisan de l'inquisition intellectuelle contre les confucéens; et, d'autre part, parce que Xunzi avait soutenu que l'observance des rites ne suffisait pas, et, en conséquence, qu'il fallait punir ceux qui ne s'y conformaient pas. Plus récemment, l'instrumentalisation des grandes figures du légisme, notamment celle du Premier Empereur (221-206 avant notre ère), par le régime maoïste durant la *Campagne de critiques contre Lin Biao et Confucius* (1973-1974), a jeté un discrédit final sur ce courant de pensée. Or, en accord avec Pines, c'est bien à la pauvreté des études sur le légisme qu'il faut remédier.

## Principales étapes de la formation du légisme

| Acteurs                                        | Dates             | Rôle ou Fonction                                                                                                     | Contribution                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Avant 360 av. J.-C.                            |                   |                                                                                                                      | Développement progressif d'une bureaucratie et ascension des lettrés qui en forment le personnel                                                                                                                                    |
| <b>Les précurseurs</b>                         |                   |                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Shang Yang</b><br>[390-338 av. J.-C.]       | 360-338 av. J.-C. | Réformateur des structures de l'État de Qin                                                                          | Promeut une série de mesures militaires, administratives et économiques pour rationaliser le fonctionnement de l'État; théorise l'organisation de l'État; théorise l'instauration d'un gouvernement par la loi                      |
| <b>Duc Xiao de Qin</b> [381-338 av. J.-C.]     | 361-338 av. J.-C. | Souverain de l'État de Qin                                                                                           | Met en application certaines des réformes administratives et légales préconisées par Shang Yang; elles ont pour effet de renforcer la puissance de l'État de Qin                                                                    |
| <b>Han Fei</b> [280-233 av. J.-C.]             |                   | Théoricien du légisme                                                                                                | Développe la théorie administrative et légale de Shang Yang en y ajoutant la spécialisation des fonctions administratives, et les critères de recrutement, d'évaluation et de promotion du personnel pour chacun des postes occupés |
| <b>Les fondateurs</b>                          |                   |                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Premier empereur</b><br>[260-210 av. J.-C.] | 247-210 av. J.-C. | Unificateur de la Chine [230-221 av. J.-C.], fondateur de l'Empire                                                   |                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Li Si</b> [280-208 av. J.-C.]               | 246-208 av. J.-C. | Réformateur légiste, premier conseiller du roi de Qin, puis Premier ministre du Premier Empereur                     | Poursuit la mise en application des principes administratifs et légaux instaurés par Shang Yang et systématisés par Han Fei                                                                                                         |
| <b>Les continuateurs</b>                       |                   |                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Huhai</b> [229-207 av. J.-C.]               | 210-207 av. J.-C. | Deuxième empereur, assassiné sur l'ordre de Zhao Gao                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Zhao Gao</b> [ ?-207 av. J.-C.]             | 210-207 av. J.-C. | Proche conseiller de Huhai, puis véritable maître de la Chine, assassiné par Ziying le successeur du Second empereur | Instaure un régime d'arbitraire et de terreur                                                                                                                                                                                       |
| <b>Ziying</b> [ ?-206 av. J.-C.]               | 207-206 av. J.-C. | Dernier souverain de Qin, exécuté par Xiang Yu [232-202 av. J.-C.]                                                   |                                                                                                                                                                                                                                     |
|                                                | 206-202 av. J.C.  | Période de guerre civile entre les principaux chefs de la rébellion                                                  |                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                             |                   |                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Xiang Yu</b> [232-202 av. J.-C.]         | 208-202 av. J.-C. | Un des principaux chefs de la rébellion, vaincu par Liu Bang; se suicide après sa défaite                         |                                                                                                                                                                                               |
| <b>Liu Bang</b> [256 ou 247- 195 av. J.-C.] | 202-195 av. J.-C. | Administrateur sous les Qin, un des chefs de la rébellion contre le Second empereur, fondateur de la dynastie Han | Préserve et renforce les institutions administratives et légales Qin (qualifiées de légistes par la suite, entre 165-110 av. J.-C.)                                                           |
| <b>Sima Tan</b> [165-110 av. J.-C.]         | 140-110 av. J.-C. | Grand astrologue de la cour sous Han Wudi, empereur de 181-87 av. J.-C.                                           | Classifie les courants de pensée préimpériaux, et les nomment : confucianisme, taoïsme, moïsme, légisme, école des noms, école du Ying-Yang; cette classification est restée inchangée depuis |

**Figure 4.1** – Les principales étapes de la formation du légisme. Colonne 1 : liste des principaux acteurs qui ont contribué à instaurer le légisme (les dates entre crochets indiquent l'année de leur naissance et celle de leur mort); colonne 2 : années au cours desquelles ils ont été politiquement actifs; colonne 3 : fonction(s) occupée(s) ou rôle(s) joué(s); colonne 4 : contribution.

Un rappel avant de poursuivre : premièrement, nous devons aux Han le terme 'légiste' (法家 – École de la Loi). Deuxièmement, les écrits légistes furent surtout mobilisés par l'appareil judiciaire de l'administration impériale et asservis à ses fins, les réflexions de leurs auteurs ne se limitant pas à un cadre strictement juridique. Troisièmement, les quatre textes fondamentaux du corpus légiste, le *Shang Jun Shu* (商君书), le *Shenzi* (申子), le *Shenzi* (慎子) et le *Han Feizi* (韩非子), n'ont été que peu étudiés par la sinologie occidentale. Quatrièmement, le *Han Feizi*, le texte le plus tardif, est considéré comme l'expression la plus achevée du légisme. C'est d'ailleurs par ses renvois au *Shang Jun Shu* et aux deux *Shenzi* que l'appartenance de ces écrits à l'école légiste est établie (Vandermeersch 1965, p. 16). Cinquièmement, après la Révolution de 1911, le légisme, à l'instar des autres courants de pensée préimpériaux, fut fortement dénoncé et dénigré. Le discrédit ouvertement jeté sur la tradition allait même jusqu'à soutenir que les écrits préimpériaux étaient apocryphes, pour ne pas dire des faux. Cette critique radicale, qui a nourri le programme politique révolutionnaire, et, du coup, joué un rôle central dans la modernisation politique de la Chine au début du 20<sup>e</sup> siècle, n'a plus aujourd'hui cette aura de vérité dont elle tirait son influence.

Toujours est-il que le légisme n'a pas encore reçu en Occident toute l'attention qu'il mérite eu égard au rôle qu'il a joué dans l'histoire de la pensée politique chinoise. Seules trois grandes études sont disponibles en langue romane : la thèse de doctorat de Derk Bodde soutenue à l'Université de Leide en 1938 : *China's First Unifier : A Study of the Ch'in Dynasty as seen in the life*

*Li Ssu (280 ?-208)*; la thèse de Léon Vandermeersch soutenue à l'École Française d'Extrême-Orient en 1965 (réimprimée en 1987) : *La formation du Légisme. Recherche sur la constitution d'une philosophie caractéristique de la Chine ancienne*; et *China's Legalists. The Earliest Totalitarians and their Art of Ruling*, de Fu Zhengyuan (1996). Les études plus ponctuelles de Bodde (1981, 1986), Creel (1961), Hung (1975-1976), Matsumoto (1968) et Xu (1995) approfondissent des aspects particuliers du légisme. Au mieux, le légisme a-t-il droit à de courts articles d'introduction, trop souvent ponctuels (Bodde 1942); mais plus fondamentalement, il reste secondaire dans les travaux sur la pensée chinoise, à l'instar du Moïsme, par rapport au confucianisme et au taoïsme, le bouddhisme étant sensiblement mieux traité.

On ne trouve que deux traductions du *Shang Jun Shu* : celle en anglais de Jan J. L. Duyvendak (1928, rééditée en 1963), et celle en français de Jean Lévi (1981, rééditée en 2005). Une seule grande étude a été réalisée sur le *Shang Jung Shu* : *Shang Yang's Reforms and State Control in China*, éditée par Li Yu-Ning (1977). L'essentiel de l'ouvrage est consacré à la grande étude de Yang K'uan sur les réformes de Shang Yang. Le *Shenzi* (申子) n'a eu droit qu'à une seule étude d'importance : celle de Creel (1974a) : *Shen Pu-hai : A Chinese Political Philosopher of the Fourth Century B.C.*, suivie deux courtes études : Creel (1974b), et Louton (1979). Il en va de même du *Shenzi* (慎子), une seule thèse lui a été consacrée, celle de Paul M. Thompson, soutenue à l'Université de Washington (1979, rééditée en 2002) : *The Shen Tzu Fragments*. Ce travail a été suivi par une courte étude, celle de Vitaly A Rubin (1974). Le *Han Feizi* compte trois traductions : celle en anglais de Liao Wen-kuei, dont le premier volume est paru en 1939 et fut réédité en 1959 (1959a), et le second en 1959; celle en Allemand de Hilmar Mögling (1994, rééditée en 2007); et celle en français de Jean Lévi (1999). Les principales études du *Han Feizi* sont celles de Chen (1975), Landers (1972), Smith (1975) et Tong (1982-1983).

Le légisme comme pensée politique mise en pratique est traité par Fu (1996) : *China's Legalists. The Earliest Totalitarians and their Art of Ruling*; Li (1977) : *Shang Yang's Reforms and State Control in China*; Wang (1974) : « Burning Books and Burying Scholars Alive : Some Recent Interpretations concerning Ch'in Shih-huang »; Fields (1983) : « The Legalists and the Fall of Ch'in : Humanism and Tyranny »; Hulsewé (1978) : « The Ch'in Documents Discovered in Hupei in 1975 »; Hulsewé (1981) : « The Legalists and the Laws of Ch'in »; Kung (1962) : « The Legalist School and

Shi Huang Ti »; Kudo (1990) : « The Ch'in Bamboo Strip of Divination (Jih-shu) and Ch'in Legalism »; Wei (1974-1975) : « Ch'in Shih-huang's bookburning as seen from the bamboo slips unearthed in Ying-ch'üeh shan ». Ces études ont confirmé l'influence déterminante du légisme sur le code législatif de la dynastie Qin, dont l'aspect le plus caractéristique est administratif. La loi de Qin est moins répressive que la tradition confucéenne ne porte à le penser, bien qu'elle cherche à soumettre l'ensemble de la population à l'autorité de l'État.

Pour ce qui est de l'actualité du légisme au 20<sup>e</sup> siècle, deux études ont analysé l'usage qu'en ont fait les autorités maoïstes durant la *Révolution culturelle* [1966-1975] : celle de Roland Felber (1976) : « Zur Interpretation des Legismus in des VR China 1972-1975 », et celle de Olaf Urban (1978) : *Die Figur des Shang Yang in der 'Anti-Konfuzius Kampagne' 1973-75*, un mémoire de maîtrise soutenu à l'Université de Munich. Toutefois, si ces deux études s'intéressent aux représentations du légisme et des légistes véhiculées par le régime maoïste, elles n'abordent pas l'influence du légisme sur les politiques et l'organisation politique de la Chine maoïste. De ces études, nous retenons que le légisme et ses plus illustres représentants étaient instrumentalisés par le *Groupe de la Révolution culturelle* dans ses luttes contre d'autres factions politiques au sein du Parti communiste. Dans un contexte où chacun devait faire de la surenchère révolutionnaire, la trahison était associée à la survivance des valeurs traditionnelles, et tout particulièrement des valeurs confucéennes. Ainsi chaque faction en lutte pour le pouvoir affirmait – et cherchait à montrer – que ses rivaux propageaient des valeurs réactionnaires, voire participaient activement à des complots réactionnaires.

#### 4.2 – LA DYNASTIE QIN : UN REGIME TOTALITAIRE ?

Pour le rappeler<sup>10</sup>, le régime féodal Zhou, à la fois renaissance de la Chine et Âge d'or, s'est délité après la destruction de la capitale royale par les barbares Rong en 771 av. J.-C. Les souverains Zhou qui devaient dorénavant reposer sur leurs vassaux pour leur protection ont graduellement perdu leur rôle d'arbitre au profit du plus puissant d'entre eux, qu'ils nommèrent hégémon. Ainsi, l'intérêt du royaume s'effaçait au profit de celui du fief hégémonique. Les conflits

---

<sup>10</sup> Cf. *supra*, chap. 3.

pour l'hégémonie entre les grandes puissances vassales allaient s'accompagner de l'absorption des fiefs les plus petits. Après la partition du Jin en 475 av. J.-C., le pouvoir Zhou n'était plus que symbolique et le titre officiel d'hégémon est tombé en désuétude. Pour autant, les luttes pour l'hégémonie ne prirent pas fin. Au contraire, elles s'intensifièrent, ce qui contribua à transformer et professionnaliser les relations interétatiques et l'art de la guerre, cela au mépris des rites et des coutumes féodales qui avaient prévalu jusqu'alors.

Or, l'Empire, avec sa centralisation politique et administrative, sa bureaucratie tentaculaire, le raffinement de son système légal, et son système de promotion au mérite, rompt complètement avec l'organisation féodale Zhou. L'Empire n'est pas la restauration du régime féodal des Zhou, c'est au contraire son dépassement. Plus d'une vingtaine de dynasties, les unes plus longues que les autres, ont ponctué l'histoire chinoise, alors que le système impérial se perpétuait de l'une à l'autre. Les dynasties qui se sont maintenues le plus longtemps sont aussi les plus connues, tels les Han [206 av. J.-C. à 220], les Tang [618-907], les Song [960-1279], les Ming [1368-1644] et les Qing [1644-1912]. Si le modèle impérial avec son discours d'inspiration confucéenne se propage en Asie de l'Est sous les Tang, il ne réalise en aucune façon l'idéal de Confucius ou de Mencius. Bien que cet idéal se rapproche de celui voulu par Xunzi, celui-ci l'aurait probablement désavoué, tant son aversion pour les affaires d'État était grande.

Si les Han sont la première des grandes dynasties, ils ne sont pas les fondateurs du régime impérial. Ce mérite revient à la courte dynastie Qin [221-207 av. J.-C.] qui unifia la Chine pour la première fois en puisant ouvertement son inspiration dans la pensée politique légiste. Pour cette raison, à l'instar du légisme lui-même, qui n'existe plus comme école de pensée vivante depuis les Han, la dynastie Qing a toujours été frappée d'un tabou, non seulement par le discours impérial qui avait imposé une vision de l'histoire chinoise; un tabou qui s'est perpétué jusqu'à aujourd'hui en raison de la récupération idéologique que le régime maoïste a tenté de faire de cette dynastie<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> Entre 1973 et 1976 le régime maoïste cherche à se présenter comme l'héritier de la première dynastie impériale, car il projette l'image d'un parti fondateur d'un nouveau régime politique dans une Chine à nouveau unifiée.



Avant d'aborder l'analyse du légisme, il faut rappeler les jugements les plus récents portés sur la dynastie Qin et son régime.

La dynastie Qin n'a pas retenu toute l'attention voulue des spécialistes des questions politiques. Jusqu'au début du 21<sup>e</sup> siècle, le débat sur le légisme semble n'avoir été qu'un avatar intellectuel de la Guerre froide comme en témoignent les titres des quelques travaux sur le sujet : l'article de Derk Bodde (1942), « A Totalitarian Form of Government in Ancient China »; le chapitre de H. G. Creel (1953), « The Totalitarianism of the Legalist », dans son étude de la pensée chinoise; le chapitre intitulé « Theory and Practice of a Totalitarian State. Shang Yang and Legalism » dans l'ouvrage de Vitaly A. Rubin (1970)<sup>12</sup>, et l'ouvrage de Fu Zhengyuan (1996), *China's Legalist. The Earliest Totalitarians and their Art of Ruling*. 'Totalitarisme' : le mot est lancé. Il va devenir le « noyau dur<sup>13</sup> » (Lakatos *et al.* 1976; Lakatos *et al.* 1989) de l'interprétation moderne du légisme. Or, ce terme est un néologisme créé au 20<sup>e</sup> siècle pour rendre compte d'une nouvelle forme de régime politique qui fusionne : 1) une idéologie à visée globale; 2) un État bureaucratique omniprésent; et 3) une économie industrialisée. Ce type de régime, qui prend forme au lendemain de la Première Guerre mondiale [1914-1918], aurait connu son apogée durant la Guerre froide<sup>14</sup>.

Le terme 'totalitarisme', fortement connoté, suscite encore de vives controverses. Sa pertinence pour décrire les systèmes politiques auxquels il est généralement associé est disputée, parce qu'il est jugé polysémique et polémique (Martelli 2012). Parmi les auteurs mentionnés à l'instant, nous comptons : un émigré politique chinois (Fu Zhengyuan)<sup>15</sup>; un dissident politique russe (Vitaly A. Rubin), une figure importante du mouvement d'émigration des juifs soviétiques

---

<sup>12</sup> Pour l'édition originale russe.

<sup>13</sup> Pour le rappeler brièvement, Lakatos *et al.* (1984) et Lakatos *et al.* (1989), considèrent qu'un paradigme de recherche est structuré à partir d'un ensemble de prémisses tenues pour vraies à un moment donné de l'état des connaissances. Ces prémisses forment le « noyau dur » autour duquel se greffent des hypothèses falsifiables au sens de Popper (1965). Le « noyau dur » n'est remis en question que lorsque toutes les hypothèses proposées ont été réfutées et qu'aucune nouvelle hypothèse ne peut être envisagée. Lorsque Bodde (1942) qualifie de « totalitaire » le régime de Qin, il pose les prémisses des programmes de recherche sur la dynastie Qin et le légisme qui vont suivre, car jusqu'à présent aucun ne s'en est écarté.

<sup>14</sup> Cf. *infra*, chap. 5.

<sup>15</sup> On ne connaît de lui que la courte notice biographique incluse dans son ouvrage.

vers Israël<sup>16</sup>; et un auteur américain (H. G. Creel) qui écrivait durant la Guerre de Corée. Est-il légitime de qualifier de 'totalitaire', terme détracteur propre au 20<sup>e</sup> siècle, un régime vieux de vingt-deux siècles ? Par exemple, Derk Bodde (1942) est le premier à utiliser le qualificatif de « totalitaire » pour décrire la dynastie Qin, quelques mois à peine après l'attaque surprise de Pearl Harbor qui entraîna les É.-U. dans la guerre totale contre le Japon et ses alliés de l'Axe. Or, dans sa thèse de doctorat entièrement consacrée à cette dynastie, soutenue à peine cinq ans auparavant (1938), il n'emploie jamais ce terme ni ses appellations dérivées. D'autres auteurs emploient des termes moins connotés, mais tout aussi problématiques : Lanny B. Fields (1983) titre son article « The Legalists and the Fall of Ch'in : Humanism and Tyranny »; Léon Vandermeersch (1965), s'il ne mentionne pas le terme totalitarisme, dans le titre de sa thèse de doctorat, fait référence au concept dans le corps de texte<sup>17</sup>, mais sans aucune autre explication; en conclusion, il accuse les légistes de sombrer chaque fois dans le « dogmatisme » (p. 174)<sup>18</sup>. Ainsi, par quelque angle qu'elle soit abordée, la dynastie Qin est assimilée au totalitarisme, et en conséquence à la tyrannie. Elle est donc chaque fois marquée au sceau de l'infamie.

#### 4.2.1 – Derk Bodde : le 'totalitarisme' comme programme de recherche

Derk Bodde, en 1942, sept ans avant la fondation de la RPC, publie un court article sur la dynastie Qin et le légisme. Il s'agit de la première publication en Occident qui associe le Qin et le légisme au totalitarisme. Cet article, intitulé « A Totalitarian Form of Government in Ancient China » mérite d'être cité intégralement, car il va orienter les travaux sur le régime Qin :

Au cours de la première moitié du premier millénaire av. J.-C., la Chine était composée de plusieurs douzaines d'états semi-indépendants, liés par un système féodal lâche sous l'autorité d'une royauté centrale. Par contre, à partir de 550 av. J.-C., ce système féodal s'est rapidement délité pour donner naissance aux biens nommés *Royaumes*

---

<sup>16</sup> La notice nécrologique que lui consacre *The New York Times*, le 21 octobre 1981, souligne que Vitaly A. Rubin était « one of the most persistent advocates of free emigration and human rights ». Voir : *Vitaly Rubin, Soviet Emigre, Dies in Auto Accident in Israeli Desert*, <<http://www.nytimes.com/1981/10/21/obituaries/vitaly-rubin-soviet-emigre-dies-in-auto-accident-in-israeli-desert.html>> (16 février 2015).

<sup>17</sup> Il écrit : « [l]e premier trait provient de l'antique despotisme, converti dans le légisme en étatisme totalitaire : la nation toute entière n'existe que pour l'État, et la matière légale est donc exclusivement matière de droit public » (Vandermeersch 1965, p. 174).

<sup>18</sup> Plus précisément : « leur esprit critique, dans sa pire forme, n'est plus qu'une sorte de déguisement dialectique du dogmatisme » (Vandermeersch 1965, p. 174).

*combattants*. En raison du chaos qu'ils entretenaient, un ensemble de penseurs philosophiques et politiques émergèrent, proposant des théories sociales et économiques rivales, Confucius (551-479 av. J.-C.) étant le premier et le plus connu d'entre tous.

De toutes ces écoles philosophiques, celle des Légistes<sup>19</sup> devint la plus influente. Ses idées, mises en pratique par le plus arriéré et le plus barbare des états, le Qin en Chine occidentale, lui permirent de conquérir tous les autres états un par un, lors d'une série de campagnes militaires brillantes, et en 221 av. J.-C. de fonder pour la première fois dans l'histoire un empire chinois unifié. La dynastie Qin qui régna sur cet empire est probablement à l'origine du nom, Chine.

Les Légistes doivent leur succès à un programme comportant les points suivants :

- 1) L'institution d'un code de loi rigide dont la promulgation ne visait pas à protéger les droits de l'individu, mais à préserver l'autorité centrale de l'État. Ce code sévère fut appliqué avec fermeté tant aux nobles (les « capitalistes » du moment) qu'aux plus pauvres paysans. Il était lié à un système de récompenses pour les personnes les plus loyales à l'autorité centrale, les Légistes<sup>20</sup> croyant que les êtres humains n'agissaient pas selon des principes moraux, mais uniquement dans la poursuite de leur intérêt individuel.
- 2) Chaque individu était tenu strictement responsable du respect des devoirs que lui avait imposé l'État. L'échec était sanctionné par un châtement; plus étonnant encore, si l'individu allait de lui-même *au-delà*<sup>21</sup> de ce que l'État lui demandait, il était de même puni, car il avait transgressé et affaibli l'autorité de l'État.
- 3) Cet autoritarisme était maintenu par un système perfectionné d'espionnage. Le peuple était divisé en groupes de dix, dont les membres étaient collectivement responsables des crimes commis par quiconque au sein du groupe, et tous étaient punis de manière identique s'ils ne les dénonçaient pas aux autorités de l'État.
- 4) Ce qui augmentait le pouvoir et la richesse de l'État était encouragé, tout le reste, incluant les activités culturelles et éducatives, était strictement supprimé. C'est pourquoi l'agriculture, la source de la richesse de l'État, était stimulée, et les paysans des autres états féodaux étaient enjoins de rompre avec leur situation de serf et d'immigrer dans l'état faiblement peuplé de Qin. Une puissante machine militaire fut aussi créée, les archers montés furent l'arme du *Blitzkrieg*<sup>22</sup> contre les pesants chars de guerre des autres états. Dans

---

<sup>19</sup> L majuscule dans le texte.

<sup>20</sup> L majuscule dans le texte.

<sup>21</sup> En italique dans le texte.

<sup>22</sup> En italique dans le texte.

une nouvelle conception de la guerre à grande échelle, les femmes, les aînés, et les infirmes étaient mobilisés pour servir derrière les lignes. Mais avant de recourir à l'action militaire, des espions et des intrigants étaient habilement utilisés pour « ramollir<sup>23</sup> » les autres états. Un texte historique<sup>24</sup> nous apprend avec précision l'existence de ces comploteurs, dont la mission était de corrompre les officiels des autres états s'ils le pouvaient, ou de les assassiner s'ils ne le pouvaient pas, et de créer « des tensions entre souverains et sujets ».

- 5) Les marchands, au contraire, car ils ne créaient rien et qu'ils flattaient les instincts de luxe du peuple, étaient victimes de discriminations sévères. Le gouvernement maintenait le monopole de produits clés tels le fer et le sel. Des mesures sévères affligeaient aussi les lettrés et les philosophes, dont les théories politiques et sociales étaient vues comme hostiles<sup>25</sup> à l'autorité de l'État, et avaient tendance à insuffler des « pensées dangereuses » dans l'esprit du peuple.

Par l'application de ces politiques, le Qin parvint à unifier la Chine en 221 av. J.-C. À la suite de quoi, il promulgua les mesures suivantes :

- 1) Le féodalisme fut totalement aboli en Chine et les anciens nobles forcés de vivre dans la capitale centrale, où ils ne pouvaient s'engager dans aucune activité subversive. Toutes les armes des anciens états féodaux furent détruites.
- 2) Des grands travaux publics, telle la construction de la Grande Muraille, furent accomplis par des forçats. Des centaines de milliers de personnes furent aussi déportées pour coloniser les nouveaux territoires conquis en Chine du sud, alors un pays sauvage.
- 3) En 213 av. J.-C., le tristement célèbre autodafé fut décrété afin de détruire toute littérature jugée hostile au pouvoir central du Qin. La destruction visait principalement les annales des autres états féodaux, pour imposer la suprématie de l'interprétation de l'histoire qui prévalait au Qin; contre les classiques confucéens, qui entraînaient l'âme des hommes vers un âge d'or antique plus libre et plus débonnaire; et contre les écrits des « philosophes errants », qui étaient généralement en désaccord avec l'idéologie orthodoxe du Qin.

---

<sup>23</sup> L'auteur emploie l'expression « soften up ».

<sup>24</sup> Derk Bodde fait vraisemblablement référence aux *Mémoires historiques* de Sima Qian. On pourrait aussi envisager qu'il s'agisse du *Zhanguo Ce* (戰國策), que l'on traduit en français par *Les stratégies des Royaumes combattants*.

<sup>25</sup> L'auteur emploie le mot « inimical ».

Tous les détails mentionnés ci-dessus peuvent être corroborés par la littérature de l'époque. Sur deux points seulement les Légistes<sup>26</sup> ont échoué à anticiper les méthodes des dictateurs modernes : ils n'ont pas développé des méthodes de propagande de masse, ne disposant ni de journaux ni de radios; et ils ne s'appuyèrent pas sur des théories d'une « race dominante » ou d'une minorité raciale perverse.

Quel fut le résultat de ce premier essai conscient dans l'histoire mondiale d'appliquer à un gouvernement une philosophie profondément totalitaire ? L'empereur qui fonda la dynastie Qin, un homme puissant, mais superstitieux, mourut au cours de l'année 210 av. J.-C. lors d'une expédition pour trouver l'élixir d'immortalité. Une révolte éclata l'année suivante et son empire s'effondra rapidement. En 206 av. J.-C., la dynastie Qin fut renversée et supplantée par la longue dynastie Han (206 av. J.-C. - 220 apr. J.-C.), au cours de laquelle le confucianisme devint l'orthodoxie d'État et la philosophie légiste largement discréditée<sup>27</sup> (Derk Bodde 1942, p. 23-25).

Rappelons que le terme totalitarisme acquit une forte connotation politique après l'entrée en guerre des États-Unis en 1941, car le discours allié présentait ce conflit comme une conflagration sans précédent entre le 'Monde libre' et la 'tyrannie'<sup>28</sup>, et dont l'issue serait décisive et irréversible<sup>29</sup> (Churchill et Roosevelt 1941). Ce serait donc par analogie avec les régimes politiques ennemis, les forces de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo et leurs satellites, tous qualifiés de « totalitaires », que Bodde aurait étendu la portée du terme au régime Qin. Quelques auteurs ont repris ce rapprochement à leur compte durant la Guerre froide comme nous venons de le rappeler plus haut. Ce second moment fondateur aurait témoigné de la radicalisation de l'opposition entre le 'Monde libre' et le 'Totalitarisme', une rivalité géopolitique mondiale [1947-1991] dans laquelle leur réflexion s'inscrivait<sup>30</sup>. De plus, réduite à un court accident historique de l'antiquité chinoise, vite corrigé par la longue et prospère dynastie Han, l'étude du régime Qin serait dénuée d'intérêt. Le confucianisme apparaîtrait ainsi comme l'unique clé pour comprendre l'histoire impériale. Mais la véritable thèse de Bodde se voulait un jugement sans appel sur les événements de sa propre

---

<sup>26</sup> L majuscule dans le texte.

<sup>27</sup> Traduction libre.

<sup>28</sup> Cf. *infra*, chap. 5.

<sup>29</sup> La *Déclaration de principes* de la *Charte de l'Atlantique*, précisait : « [f]reedom and independence are today in jeopardy the world over. If the forces of conquest are not successfully resisted and defeated there will be no freedom, no independence and no opportunity for freedom for any nation. It is, therefore, to the single and supreme objective of defeating the Axis forces of aggression that the United Nations have pledged all their resources and efforts. » (Churchill et Roosevelt 1941) <[http://www.nato.int/cps/en/natolive/official\\_texts\\_16912.htm](http://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_16912.htm)> (24 juillet 2015).

<sup>30</sup> Leur réflexion était bien évidemment marquée par les enjeux de l'époque.

modernité : pour lui, le 'totalitarisme', hier comme aujourd'hui, est inéluctablement condamné à l'échec. Pour ces raisons, le qualificatif de 'totalitaire', accolé au régime Qin, dès lors pris pour acquis, n'a jamais été véritablement encore discuté depuis. Pourtant, avant même de disqualifier ce régime, il importe d'étudier ses réalisations et les répercussions qu'elles ont eues sur l'histoire impériale et plus généralement sur la pensée chinoise.

Mais avant de procéder, examinons les représentations véhiculées par le discours maoïste entre 1973 et 1976.

#### 4.2.2 – La lecture maoïste du légisme : héritière de la lecture traditionnelle

Nous avons vu au chapitre 2 que les schèmes de pensée et les structures traditionnelles avaient été perpétués en Chine, volontairement ou non, par les mouvements politiques du 20<sup>e</sup> siècle. De 1973 à 1976 – année de la mort de Mao pour le rappeler –, après l'effervescence de la *Révolution culturelle*, une nouvelle campagne politique est lancée afin de légitimer le retour à l'ordre dans le cadre d'un autoritarisme bureaucratique et idéocratique. Il s'agit de la *Campagne anti-Lin Biao, anti-Confucius*. Les grandes figures du légisme, tels le Premier Empereur et Shang Yang, sont mobilisées et présentées comme les modèles dont il faut s'inspirer pour réussir une révolution.

Un exemple nous est donné par Liang Hsiao (1976), *Lun Shang Yang* (Sur Shang Yang 论商鞅), publié dans l'organe du Parti communiste chinois *Hong Qi* (*Le Drapeau Rouge* 红旗), paru le 1<sup>er</sup> juin 1974<sup>31</sup>. Cet article soutenait que les légistes, avant les Qin, formaient l'avant-garde de la classe montante des propriétaires terriens dont la richesse – et donc le pouvoir – provenait de la rente qu'ils prélevaient sur des paysans légalement libres, mais qui exploitaient des parcelles qui ne leur appartenaient pas. Le discours maoïste qualifiait de « féodalisme<sup>32</sup> » un tel régime de propriété et d'exploitation. Le renforcement de cette nouvelle classe de grands propriétaires ne pouvait que conduire à un affrontement direct avec les seigneurs qui, de leur côté, exploitaient une main-

---

<sup>31</sup> Le numéro 6 du Drapeau Rouge.

<sup>32</sup> Le terme « féodalisme » dans le discours maoïste ne renvoie évidemment pas à la période historique qualifiée de féodalisme par l'historiographie occidentale.

d'œuvre légalement assujettie qualifiées d'« esclavage » dans le discours maoïste (p. 181). Pour Liang Hsiao, les grandes révoltes d'« esclaves » auraient suffisamment fragilisé le pouvoir des seigneurs « esclavagistes » pour que les grands propriétaires en aient profité pour consolider leur position (p. 181). Il s'agissait, pour lui, d'une lutte entre le futur et le passé, entre la « révolution » et la « réaction ». Aucun compromis n'était possible de part et d'autre. L'assassinat des grands théoriciens et des grands réformateurs légistes attestent de l'âpreté de cette lutte (p. 192)<sup>33</sup>. Le légisme exprimait alors la conscience de la classe montante : il était l'« idéologie » par laquelle elle transformerait les structures sociopolitiques du régime « esclavagiste » dans le sens de ses propres intérêts de classe. Le confucianisme, avec ses artifices moraux, n'était en fait pour Liang Hsiao, que le dernier refuge d'une classe aux abois (p. 190-191). Dans cette perspective, la censure et la répression, exercées à l'endroit de leurs opposants par les légistes une fois installés au pouvoir, n'étaient que l'expression apparente de la « dictature de classe » des grands propriétaires qui tentaient de réformer la société en fonction de leurs intérêts (p. 186). Pour la même raison, les légistes devaient réprimer le peuple afin de s'assurer de sa docilité. Sans l'intransigeance dont les légistes ont fait preuve, jamais ils n'auraient pu mener à bien leur entreprise (p. 189). Les légistes, pour les maoïstes, étaient donc à leur époque les précurseurs des révolutionnaires chinois, à la différence près que ceux-ci luttaient pour mettre un terme à toute exploitation.

Pour les maoïstes, dont Liang Hsiao se fait le porte-parole, l'histoire de Chine se résume à l'opposition entre « deux mouvements » : l'un réactionnaire, historiquement appelé *confucianisme*, l'autre révolutionnaire appelé *légisme*. Dans leur esprit, la réaction est violente et mensongère; si la Révolution n'use pas des mêmes armes, sans limites, elle ne pourra jamais triompher de ses ennemis. L'approche maoïste de l'histoire soulève plusieurs problèmes. Tout d'abord, elle a adopté une vision rigide de la succession marxienne des étapes historiques qui transposerait dans le contexte chinois l'évolution européenne telle que décrite par Marx et Engels dès 1848 (Marx et Engels 1998)<sup>34</sup>. Liang Hsiao, reprend le découpage de Marx et Engels. L'histoire serait donc la succession de six formes d'organisation sociale et économique : le communisme primitif, l'esclavage, le féodalisme, le capitalisme, le socialisme et le communisme. Une telle

---

<sup>33</sup> Selon Liang Hsiao, ont été assassinés : Wu Qi (吴起), Shang Yang (商鞅), Han Feizi (韩非子) et Li Si (李斯).

<sup>34</sup> Le *Manifeste du Parti communiste* a été publié en 1848.

conception de l'histoire perpétue une confusion entre les définitions économique et politique du concept de féodalisme pour au moins trois raisons. Premièrement, si la Chine féodale – au sens politique du terme – ne pouvait être une économie de propriétaires terriens, lorsque la Chine développe une telle économie, elle était déjà soumise à un régime bureaucratique. Deuxièmement, il n'y a jamais eu de soulèvements paysans suffisamment importants pour affaiblir le pouvoir des grands seigneurs. Troisièmement, l'émergence d'une économie fondée sur la grande propriété foncière est une conséquence des réformes de la Période des *Royaumes combattants*, et non leur moteur (Kirby 1973, p. 68-69).

#### **4.2.3 – Fu Zhengyuan : le maoïsme comme réactualisation du légisme**

Fu Zhengyuan (1996), dont l'ouvrage se présente comme la description la plus aboutie de la théorie et de la pratique légistes, dénonce systématiquement le maoïsme comme réactualisation du légisme.

Tout d'abord, pour lui, le légisme ne vise aucun autre but que la concentration du pouvoir dans sa forme la plus nue, écrasant tout, pour que le souverain puisse laisser libre cours à la moindre de ses envies (p. 56). Pour Fu Zhengyuan, la mise en place d'un État bureaucratique est alors indispensable, car il permet d'imposer une norme unique qui règle la distribution des récompenses et l'administration des châtements. Mais cette norme peut toujours être changée selon les caprices du souverain (p. 66-68). De plus dans un tel régime, le souverain ne peut faire confiance à personne (p. 82) et se doit de manipuler sans cesse ses subordonnés afin d'entretenir la confusion et apparaître irremplaçable (p. 97). Il supprime donc les écrits qui risquent de saper son autorité et impose une idéologie toute puissante afin d'apparaître omniscient et omnipotent (p. 90). En outre, il frappe d'ostracisme ou fait exécuter des individus ou des catégories sociales entières par précaution (p. 92). Pour ramifier son pouvoir dans toute la société, des organisations locales, véritables relais, sont mises sur pied : elles instituent une surveillance généralisée de la population (p. 103). Finalement, toute l'économie est concentrée entre les mains du souverain afin de supprimer les derniers espaces de liberté qui pourraient encore exister (p. 104-105). Mao



Zedong, selon Fu Zhengyuan, aurait été le souverain légiste par excellence, allant plus loin dans cette voie que nul autre avant lui (p. 128-12) <sup>35</sup>.

Ajoutons, sans anticiper sur l'analyse, que dans sa volonté de dénoncer le légisme, Fu Zhengyuan n'hésite pas à se contredire : il ne peut y avoir de norme unique si l'arbitraire du souverain prime. C'est justement à cet arbitraire que les légistes cherchent à mettre fin, car ils y voient la principale cause de la crise que vit la Chine préimpériale.

#### **4.2.4 – Fu Zhengyuan et les maoïstes : héritiers de la lecture traditionnelle**

Ainsi, le régime maoïste a justifié ses nouvelles orientations politiques en invoquant la violence révolutionnaire des grandes figures du légisme, assimilées à des précurseurs. En tant qu'artifice idéologique, le légisme n'était pas destiné à faire l'objet d'une analyse objective dans le cadre du maoïsme. En fait, le régime maoïste a renversé l'opposition dialectique traditionnelle entre le confucianisme qualifié d'« humain » et le légisme d'« inhumain ». Alors que l'interprétation traditionnelle opposait une bonne à une mauvaise pensée, l'explication maoïste oppose deux consciences de classe antagonistes. Acceptant sans broncher les prétentions légistes du régime maoïste, Fu Zhengyuan (1996) retourne à nouveau l'explication, mais sans rompre avec une conception manichéenne. De plus, en renonçant à toute mise en contexte, il ne peut que donner une explication psychologisante <sup>36</sup> de l'attrait que le légisme semble avoir exercé sur Mao Zedong. Plus près du pamphlet que de l'analyse, après avoir sévèrement critiqué l'ensemble de la pensée politique chinoise de Confucius aux légistes, Fu Zhengyuan, en conclusion, sans que l'on sache pourquoi, voit dans la montée de l'État-providence aux États-Unis la concrétisation du totalitarisme : « [t]he continued expansion of a paternalist welfare state, which is armed with the

---

<sup>35</sup> Fu Zhengyuan insiste sur l'arbitraire du pouvoir Qin et maoïste.

<sup>36</sup> Il assimile les légistes à des psychopathes en les comparant au nazisme et au stalinisme : « [i]n essence, the ideal order of the ancient Legalists is very close to the blueprint conceived by Hitler, Stalin and Mao Zedong : complete destruction of civil society, and the transformation of all the people into inmates of a massive concentration camp and police informer at the same time » (Fu Zhengyuan 1996, p. 160-161).

means of social engineering and techniques of behavioral conditioning, may result ultimately in a totalitarian social order and an abject populace » (p. 162)<sup>37</sup>.

Pour être en mesure d'appréhender la pensée légiste dans sa complexité, il convient de la saisir dans sa genèse et son évolution comme dans les formes concrètes qu'elle a adoptées tout au long de ce processus. C'est pourquoi la description des formes adoptées par le légisme au cours de son développement s'accompagne dans ce chapitre du rappel des différents contextes historiques dans lesquels il s'est inscrit.

#### 4.3 – L'EMPIRE : UN ETAT LEGAL-RATIONNEL

L'unification impériale est l'aboutissement de la destinée exceptionnelle d'un homme, Qin Wang Zheng (秦王政, 247-210), et de son royaume, le Qin, ainsi que le résultat de son étroite coopération avec Li Si.

Lorsque Qin Wang Zheng monte sur le trône en 247 av. J.-C., le Qin est de loin le plus puissant des royaumes depuis un siècle déjà. Si nul ne peut rivaliser avec lui et qu'il rogne sans cesse sur les terres des royaumes limitrophes, les six autres royaumes ne sont pas annexés, car il leur dicte sa volonté. Tous les États aspirent à l'hégémonie, et nul n'envisage de fusionner les royaumes en un seul empire. Or, comme le rappelle Xunzi, si le Qin ne peut consolider son emprise sur les différents royaumes, il risque de perdre sa prééminence, voire de risquer sa chute (2009, p. 1000). En effet, en 256 av. J.-C., les Zhou montent une coalition contre le Qin afin de l'affaiblir. Mais elle est vaincue, le domaine des Zhou annexé et la dynastie exterminée (Sima Qian 1993a, p. 32). Pourtant, la menace d'une nouvelle coalition n'est que différée.

Le *Xunzi* rapporte un échange au cours duquel le disciple de Xunzi, Li Si, citant l'exemple de l'ascension rapide du Qin, objecte que le calcul est plus bénéfique que la pratique des vertus d'humanité et de justice en vue de restaurer l'ordre en Chine (Xunzi 2009, p. 992). Xunzi admet

---

<sup>37</sup> La position défendue par Fu Zhengyuan a été critiquée, essentiellement parce qu'il lui a été reproché de n'apporter aucun élément nouveau au débat sur le légisme, et de s'en tenir aux lieux communs : « [t]he book is a routine, mostly uninspired rehearsal of conventional, largely oversimplified wisdom about the " Legalists ". Not only does it offer nothing new, neither does it offer up the old in a very useful or substantial way » (Boltz 1997, p. 168-170).

que le Qin est l'État qui se rapproche le plus de son idéal. Mais il court à sa perte parce qu'il met l'accent sur les lois et les châtiments et non sur la pratique et l'imposition des vertus confucéennes (Xunzi 2009, p. 1018-1020). Selon Sima Qian, cet échange a eu lieu à la fin de l'année 248 av. J.-C. ou au début de l'année 247 av. J.-C. (Sima Qian 1993a, p. 180). Avant même l'unification de la Chine, on observe une tension entre les tenants d'un ordre garanti par l'observance de la loi et ceux qui prône un ordre fondé sur la morale. Cette tension va traverser toute l'histoire des dynasties chinoises.

#### 4.3.1 – Qin Shi Huang : un improbable destin

Qin Wang Zheng accède fortuitement au trône grâce à la libéralité d'un riche marchand, Lü Buwei, alors que rien dans les règles de succession ne le prédestinait à régner.

##### Parentèse sur l'avènement de Qin Wang Zheng.

L'histoire de Qin Wang Zheng mérite d'être rappelée tant elle semble improbable. Son père, Zichu (子楚, 281-247 av. J.-C.), est alors un otage envoyé au Zhao (le pays) par le roi, son grand-père, le roi Zhao (秦昭王, 324-251 av. J.-C.) qui règne de 306 à 251 av. J.-C. Âgé d'une soixantaine d'années, celui-ci a désigné un dauphin qui a déjà atteint la quarantaine. Si le dauphin, Anguo (安国, 302-250 av. J.-C.) a plus de vingt fils, son épouse préférée ne lui en a pas donné, et Zichu n'est que le fils d'une épouse secondaire. Sans statut, Zichu n'est pas un otage de valeur et pour cette raison est négligé, si ce n'est maltraité, par les officiels du Royaume de Zhao (赵国) (ne pas confondre avec le nom de roi Zhao). Sa situation se dégrade encore plus lorsque le Qin, malgré les accords et les échanges d'otages, attaque le Zhao en 260 av. J.-C. L'armée de Qin inflige une sévère défaite au Zhao, qui laisse dans son sillage près de 400 000 ennemis morts, dont il ne se relèvera jamais (Sima Qian 1993a, p. 53). (On peut considérer que cette campagne est le premier acte de l'unification de la Chine, même si elle est conduite par l'arrière-grand père du Premier Empereur.)

La même année, le riche marchand Lü Buwei (吕不韦, 290-235 av. J.-C.) voit en Zichu un investissement rentable et l'approche : s'il parvient à convaincre le dauphin de le désigner comme héritier, sa fortune est assurée. À cette fin, il permet à Zichu d'adopter un train de vie princier afin d'attirer l'attention des puissants, puis couvre l'épouse préférée de son père de cadeaux précieux (Sima Qian 1993a, p. 159-161). Le plan réussit. (Les conversations privées que Sima Qian relate sont probablement des œuvres de fiction en accord avec les valeurs et les représentations de son temps.)

Zichu tombe alors sous le charme de la concubine préférée de Lü Buwei et insiste pour l'épouser. Le marchand s'offusque dans un premier temps, puis consent. Ying Zheng (嬴政) naît l'année suivante et Lü Buwei part en informer le roi de Qin et le dauphin. Ceux-ci exigent alors le retour de Zichu, de sa femme et de son fils. (Or, Sima Qian laisse entendre qu'elle était enceinte avant son union, faisant ainsi de Ying Zheng un héritier illégitime (1993a, p. 161). Comme pour les conversations qu'il rapporte, ses propos participent probablement du discours calomniateur que toutes les dynasties ont tenu sur les derniers représentants de la dynastie précédente.) Le royaume de Zhao refuse et, en 257 av. J.-C., le Qin assiège alors sa capitale. Lü Buwei parvient *in extremis* à soudoyer les gardes pour laisser Zichu s'évader et rejoindre l'armée du Qin. Restés dans la ville assiégée, sa femme et son fils, grâce à leur richesse, parviennent à échapper aux

représailles potentielles. Le roi Zhao de Qin meurt en 251 av. J.-C., puis son successeur, Anguo, meurt à son tour un an après, en 250 av. J.-C.

Zichu est couronné roi de Qin sous le nom de Qin Zhuangxiang Wang (秦庄襄王); il hâte le retour de sa femme et de son fils du Zhao, nomme Lü Buwei chancelier (*xiangguo* 相国) et l'élève à la dignité de marquis d'un fief de 100 000 familles (Sima Qian 1993a, p. 162). Mais il meurt trois ans plus tard et son fils accède au trône sous le nom de Qin Wang Zheng en 247 ou 246 av. J.-C. Toutefois celui-ci, alors âgé de treize ans, est trop jeune pour régner, Lü Buwei assure la régence, ce qui lui permet de se comporter en mécène des lettres et des arts, en entretenant à ses frais plus de trois mille lettrés et artistes afin d'affaiblir les autres royaumes. La régence lui permet aussi de se rapprocher de son ancienne concubine, devenue reine douairière (Sima Qian 1993a, p. 162-163).

Fin de la parenthèse

La séquence d'évènements, aussi singulière soit-elle, qui conduit à l'avènement de Qin Wang Zheng, jette une lumière crue sur la réalité de la société de la fin de la Période des *Royaumes combattants*. Tout d'abord, la richesse des marchands prospères rivalise avec celle des hauts dignitaires, et leur style de vie en atteste. Deuxièmement, les marchands jouissent d'une autonomie politique considérable : les échanges commerciaux entre les mains des riches marchands échappent au contrôle de l'administration des Royaumes. Troisièmement, marchands et hauts dignitaires entretiennent des relations qui témoignent d'une sociabilité commune. Quatrièmement, la richesse et l'autonomie des marchands leur confèrent un poids politique considérable. Ils ont en commun de s'engager dans des activités commerciales pour thésauriser afin de convertir leur richesse accumulée en capital politique au moment propice. Une telle position sociale, assortie d'une telle marge d'action et d'un tel rôle politique, deviendront impossibles sous l'Empire tardif (Vandermeersch 1965, p. 107-136).

#### 4.3.2 – Li Si : le conseiller pragmatique

Li Si est né à Shangcai (上蔡) au Royaume de Chu vers 280 av. J.-C., mais sa date de naissance n'est pas établie avec certitude. Il officie d'abord comme petit fonctionnaire dans son canton natal, mais l'administration royale le déçoit et il juge l'attitude du roi pitoyable. Il désespère d'acquérir le savoir nécessaire pour conseiller le souverain qui lui apparaîtrait le plus digne (Sima Qian 1993, p. 179).

Xunzi était alors le penseur le plus important de son temps et, après s'être distancié du jeu politique, avait été nommé magistrat du canton de Lanling (蘭陵) en 255 av. J.-C. Alors qu'il avait

déjà fondé une famille, Li Si quitte son canton afin d'aller étudier auprès de Xunzi, à 460 kilomètres de là. Parmi ses condisciples, il rencontre Han Fei (韩非) dont il partage les vues et qui aura une influence déterminante sur sa pensée ainsi que sur ses politiques une fois qu'il sera nommé ministre.

Or, comme il a été mentionné plus haut, le disciple avait une vision plus pragmatique de la politique que son maître, dont le pessimisme préconisait une idéocratie autoritaire. Selon Li Si, le Qin ne devait sa puissance actuelle qu'à ses choix concrets et à l'efficacité de sa bureaucratie. Pour cette raison, s'il se donnait pour mission de ramener l'ordre en Chine, il serait le seul État à pouvoir le faire. C'est pourquoi Sima Qian le présente comme un opportuniste (Xunzi 2009, p. 992)<sup>38</sup>. La rupture entre Xunzi et Li Si est consommée vers 248 av. J.-C. Li Si quitte alors le canton de Lanling et se rend à la capitale du Qin, distante de 886 kilomètres. Il y arrive alors que Qin Wang Zheng vient de monter sur le trône et Lü Buwei, impressionné par ses talents d'orateur, l'invite à la cour. Lors de son premier entretien avec le jeune roi, il lui présente le projet qu'il caresse d'unification de la Chine sous l'autorité du Qin :

L'homme de peu est celui qui ne sait saisir sa chance. Par contre, celui qui sait accomplir de grandes choses saisit le moindre avantage et poursuit son œuvre jusqu'au bout.

Autrefois, le Duc Mu de Qin fut Hégémon, mais il n'a jamais étendu ses possessions vers l'Est et annexé les six royaumes. Pourquoi ? Car les seigneurs féodaux étaient encore nombreux et le prestige de la dynastie Zhou n'avait pas commencé à décliner. Ainsi, les Cinq Hégémons se sont succédé, chacun rendant hommage à la maison royale des Zhou

Or, depuis le règne du Duc Xiao de Qin, la maison royale des Zhou est devenue insignifiante et les seigneurs féodaux ont étendu leurs possessions aux dépens des plus faibles jusqu'à ce que seuls six royaumes subsistent à l'est de la passe<sup>39</sup>. Le Royaume de Qin, sachant profiter de ses victoires militaires, a su dicter sa volonté aux autres seigneurs pendant six règnes.

---

<sup>38</sup> Sima Qian recense certains des propos de Li Si qui le font apparaître comme un opportuniste, uniquement soucieux de son bien-être personnel. Là encore, tout porte à penser que le jugement de Sima Qian se moule sur le discours officiel qui exigeait de déprécier les réalisations des prédécesseurs (Sima Qian 1993a, p. 179).

<sup>39</sup> Il s'agit de la passe de Hangu, à proximité de la ville de Lingbao au Henan. Située entre le fleuve Jaune et les montagnes, elle était le seul point de passage pour pénétrer dans le Qin.

Aujourd'hui, les seigneurs féodaux sont si soumis au Qin que leurs possessions ressemblent à autant de commanderies et de cantons. Avec la force dont dispose le Qin et la valeur de Sa Majesté, il serait aussi aisé de balayer les seigneurs féodaux, d'instaurer une dynastie impériale et d'unir le monde sous une seule autorité que d'épousseter le dessus d'un four. Il s'agit là d'une opportunité comme il ne s'en présente une que toutes les 10 000 ères. Si l'on est paresseux et que l'on ne saisit pas cette opportunité, les seigneurs féodaux vont se ressaisir et former une alliance contre le Qin. Alors, même si l'on était l'égal de l'Empereur Jaune, nul ne pourrait les réunir<sup>40</sup>! (Sima Qian 1993a, p. 180)

Le jeune roi, enchanté par cet exercice de rhétorique sans conséquence réelle, le nomma *Grand Scribe* (chang shi 长史). Cela montre qu'à la fin de la Période des *Royaumes combattants*, la maîtrise de l'art de la rhétorique était essentielle pour décrocher un poste officiel quelconque. Selon Derk Bodde (1938), alors que Lü Buwei exerçait la régence, Li Si devint selon toute vraisemblance le véritable mentor du roi comme en témoigne les relations étroites qu'ils entretiendront leur vie durant (p. 121). Les rôles politiques de premier plan joués par Lü Buwei puis par Li Si sont représentatifs des mutations des hiérarchies héréditaires caractéristiques de la période féodale : un marchand devient chancelier, et un petit fonctionnaire, conseiller du roi; de plus, ils étaient tous les deux des étrangers au Qin.

Il avait fallu que Li Si fasse la preuve qu'il était un habile rhéteur pour supplanter ses rivaux qui courtaient les mêmes faveurs. Mais ce sont ses qualités d'administrateur qui vont le distinguer et l'imposer comme un personnage historique de premier plan. L'histoire a surtout retenu le Premier Empereur mais le véritable artisan de l'unification impériale fut Li Si, comme le soutient Bodde (1938). Toutefois, pour comprendre la nature et la forme des interactions entre Li Si et son souverain, et plus généralement entre le roi et ses subordonnés, aussi importants fussent-ils, il faut garder à l'esprit que les échanges, d'une part, devaient se plier à un cérémonial rigoureux, et, d'autre part, que chaque subordonné lorsqu'il s'adressait au roi devait mobiliser les artifices du style oratoire, même à l'écrit, car il ne pouvait le faire que par des pétitions transmises à la cour et lues au roi à haute voix. Même le plus proche conseiller du roi se devait de lui adresser une pétition lorsqu'il voulait attirer son attention sur certaines questions. Ainsi, les échanges qui nous sont parvenus sont pour l'essentiel des pétitions. La plupart d'entre elles, parce qu'elles

---

<sup>40</sup> Traduction libre.

impliquent un mode de communication oral, recourent au mode narratif – elles racontent une histoire – pour construire leur argument et illustrer leur propos.

Ainsi, lorsque Li Si prend prétexte de la décision d'expulser les étrangers du royaume pour attirer l'attention du roi sur la nécessité d'instaurer une administration composée de professionnels et de techniciens qualifiés, ces deux conditions primant pour lui sur toutes les autres, il le fait selon les canons de l'époque : en racontant au roi l'histoire de ses prédécesseurs qui ont su tirer parti des compétences apportées par les étrangers. Cet épisode mérite d'être rappelé, car il révèle la situation qui prévalait au Qin à l'époque, et le projet de Li Si pour renforcer l'État.

En 238 av. J.-C., le chancelier, Lü Buwei, perd les faveurs du roi, même s'il était parvenu à contenir les menaces extérieures et intérieures durant sa régence<sup>41</sup>. Dans la foulée, celui-ci élève Li Si à la dignité de Ministre étranger (*ke qing* 客卿, neuvième rang dans la hiérarchie du Qin); de fait c'est à ce moment qu'il devient son plus proche conseiller. Au même moment, des accusations de trahison sont portées à l'encontre d'un ingénieur hydraulique originaire du Royaume de Han (韩国), qui coordonnait depuis un certain nombre d'années la construction d'un canal entre les rivières Jing (泾河) et Luo (洛河) au nord de la capitale Xianyang (咸阳), un ensemble de travaux qui devaient permettre d'accroître la surface arable et ainsi d'augmenter la production agricole du royaume. Le Han l'aurait envoyé pour encourager le Qin à mener des travaux de grande ampleur pour grever les ressources financières et humaines du pays. Afin de prévenir à l'avenir toute subversion étrangère, une faction à la cour obtint l'expulsion de tous les étrangers du Qin (Sima Qian 1993a, p. 181).

Or, le mécénat de Lü Buwei avait attiré les meilleures compétences de Chine : toute expulsion des étrangers allait affaiblir le royaume et provoquer un exode. De plus, l'ingénieur hydraulique, malgré sa participation à la conspiration ourdie par le Han, avait été relâché et autorisé à poursuivre le projet, lequel de chimérique était devenu réalité. Li Si adressa alors une

---

<sup>41</sup> Pour Sim Qian, ce sont les liens qu'il entretenait avec le chef de la rébellion ourdie par le nouvel amant de la reine douairière, à la fin de sa régence, qui ont conduit à sa disgrâce (Sima Qian 1993a, p. 36-38).

pétition dans laquelle il rappelle que la force d'un État repose d'abord et avant tout sur les compétences de son personnel administratif et de ses techniciens et non sur leur origine.

Cette pétition mérite d'être rappelée au complet pour illustrer le style de l'époque, et examiner les arguments avancés par Li Si, car ils vont amorcer un tournant politique au Qin :

J'ai entendu dire que les officiels débattent de la possibilité de l'expulsion des étrangers. Selon mon humble opinion, cela serait une erreur. Par le passé, quand le duc de Mu recherchait des hommes, il choisit You Yu parmi les Rong de l'Ouest, Baili Xi de Wan à l'Est, reçut Jian Shu du Song, et appela Pi Pao et Gongsun Zhi du Jin. Ces cinq hommes n'étaient pas natifs de Qin, mais le duc Mu, ayant su les employer, parvint à annexer vingt États pour finalement devenir Hégémon des Rong.

Le duc Xiao, en ayant recours aux lois de Shang Yang, réforma les mœurs et changea les coutumes, permettant ainsi au peuple de prospérer, à l'État de s'enrichir et de se renforcer, aux sujets de se réjouir de servir l'État, et força les seigneurs féodaux à faire acte de soumission.

Le roi Hui, en ayant recours aux stratégies de Zhang Yi, conquiert la région des Trois Rivières, annexe le Ba et le Shu à l'Ouest, la province du Shang au Nord, et Hangzhong au Sud. Il assimila les neufs tribus Yi, prit le contrôle de Yan et Ying, et à l'Est il profita de la passe de Chenggao pour s'approprier des terres fertiles. Finalement, il rompit l'alliance verticale des six Royaumes, les obligeant à faire face à l'Ouest et à servir le Qin. Ces réalisations sont encore appréciées par le Qin aujourd'hui.

Le roi Zhaoxiang, en s'attachant les services de Fan Ju, renvoyant le marquis de Rang et expulsant le seigneur Huayang, renforça la dynastie et mit fin aux privilèges privés. En cessant de s'attaquer aux territoires des seigneurs rivaux tel un vers à soie, il rendit possible l'instauration d'un régime impérial par le Qin.

Ces quatre souverains eurent tous recours à des étrangers pour réaliser leurs accomplissements. Comment pouvons-nous alors affirmer que ceux-ci furent déloyaux au Qin ? Si, les méprisant, refusant de les employer et même refusant leur présence, ces souverains avaient renvoyé ces étrangers, le Qin aurait raté des occasions de s'enrichir et de se renforcer, et celui-ci ne serait jamais devenu l'État puissant et imposant qu'il est aujourd'hui.

Aujourd'hui, Votre Majesté importe du Jade des Monts Kun et possède les bijoux de Sui et He. Vous arborez des perles à l'éclat de Lune, portez à la ceinture l'épée Taia, êtes tiré par de nobles coursiers tel Xianli, hissez des bannières-phénix confectionnées de plumes de martin-pêcheur et faites battre des tambours recouverts de la peau de reptiles sacrés. Aucun de ces objets précieux n'est originaire du Qin, et pourtant Votre Majesté y prend plaisir. Pourquoi ?



Si quelque chose doit être originaire du Qin pour qu'il soit acceptable, alors nul joyau à l'éclat de Lune, nul ustensile en corne de rhinocéros ou d'éléphant ne devraient vous amuser et vous faire plaisir, nulle femme de Zheng ou de Wey ne devrait agrémenter votre harem, et nul noble coursier ou fougueux pur-sang ne devrait se trouver dans vos écuries. L'or et l'étain du Sud du Yangtzi ne devraient faire l'objet d'aucune utilisation, ni le vermillon ni le bleu de Shu pour les pigments.

Si seuls les objets d'agrément originaux du Qin devaient meubler les appartements des femmes et les appartements de moindre importance, alors aucune épingle à cheveux avec des perles de Wan, aucune boucle d'oreille avec des pierres précieuses, aucune robe de soie blanche de Donga, aucune décoration de brocart et broderie ne devrait vous être présentée et nulle beauté du Zhao, alliant à merveille la grâce à l'élégance, ne pourrait être à vos côtés.

Frapper sur des cruches d'eau et des pots, faire grincer des cordes, se frapper les cuisses et chanter *woo-woo* afin de faire plaisir aux sens – telle est la vraie musique de Qin. Mais les mélodies du Zheng, du Wey et du Sangjian : Zhao, Yu, Wu et Xiang – telles sont celles des autres royaumes. Or, vous avez laissé les cruches et les pots pour la musique du Zheng et du Wey, vous avez cessé de faire grincer des cordes et réclamer les mélodies Zhao et Yu. Pourquoi ? Parce que l'on recherche le plaisir des sens et qu'elles procurent un tel plaisir.

Or, lorsque vous sélectionnez des hommes, vous n'agissez pas de la sorte. Vous ne cherchez pas à savoir s'il est compétent ou non pour la fonction que vous lui attribuez ni s'il est intègre ou non. S'il n'est pas de Qin, qu'il s'en aille ! Parce qu'il est étranger, qu'on l'expulse ! Ainsi, il semble que vous preniez grand soin de choisir les beautés, les musiques, les bijoux et les objets de jade qui vous plaisent, mais peu en ce qui concerne les hommes. Telle n'est pas l'attitude à adopter par quelqu'un qui cherche à chevaucher le monde et à dominer les seigneurs féodaux.

J'ai entendu dire que lorsque les terres sont grandes, le grain est abondant ; lorsque le pays est grand, la population est nombreuse ; lorsque les armes sont puissantes, les combattants sont braves. Le Mont Tai ne se départit pas d'un seul grain de terre, c'est pourquoi il est devenu si grand. Les rivières et les océans ne rejettent pas la moindre goutte, c'est pourquoi ils sont devenus si profonds. Un roi ne rejette pas le peuple, c'est pourquoi il peut rendre manifeste sa vertu. Son royaume est sans frontières, ses sujets sans patrie. Les quatre saisons, toujours belles, de même que les dieux et les esprits apportent leurs bienfaits. C'est pourquoi les Cinq Empereurs et les rois des Trois Dynasties étaient sans rivaux.

Or, à présent, le Qin rejette les têtes noires dans les bras de ses ennemis, servant ainsi leurs intérêts. Nul alors ne se tournera vers l'Ouest et nul ne franchira alors les frontières du Qin. Qu'est-ce sinon donner des armes à des bandits et donner des vivres à des voleurs ?

Nombreux sont les objets qui ne sont pas produits au Qin mais qui sont considérés précieux, tout comme sont nombreux les *shi* qui accourent au Qin ne demandant qu'à le servir loyalement. Mais si à présent vous expulsez les étrangers, vous apporterez une

aide précieuse à vos ennemis, en réduisant votre population vous augmenterez d'autant les leurs. En les purgeant du Royaume, ils rejoindront les autres seigneurs féodaux le cœur plein de ressentiment. Si vous pensez pouvoir préserver le Qin du danger en agissant ainsi, ce sera en vain<sup>42</sup>. (Sima Qian 1993a, p. 184-185)

La première remarque qui s'impose porte sur le ton de la pétition : Li Si adopte un langage particulièrement cru à l'égard de son maître. Sur le fond, son argumentation repose sur des faits connus et sus qu'il rappelle. Il n'est pas là pour flatter le roi mais pour le conseiller et agir afin de préserver et de renforcer la position du Qin par rapport à ses rivaux. Il plaide pour renforcer la puissance du Qin. Sa visée est stratégique. Telle est pour Li Si l'expression véritable de la loyauté qu'un ministre doit témoigner à l'égard de son maître<sup>43</sup>. Une telle loyauté est pour lui essentielle à ce moment crucial de la Période des *Royaumes combattants*. Car les royaumes sont prêts à tout pour affaiblir leurs rivaux et exercer de l'ascendant sur eux par l'espionnage, la manipulation, la corruption, l'assassinat, comme le montre le plan du roi de Han avec son projet d'irrigation voulu d'abord pour affaiblir le Qin car il le croyait irréalisable<sup>44</sup>.

La question de l'expulsion ou non des étrangers s'inscrit dans le débat plus large de la lutte contre la subversion organisée par les autres royaumes. Le royaume qui rechignerait à user de telles méthodes, ou ne saurait en user intelligemment, ne saurait être autre chose qu'un vassal. Les *Royaumes combattants* sont donc enfermés dans un jeu de *realpolitik* délétaire. Or, à la différence d'un Machiavel (1992) qui, en 1532, innovait en politique avec le concept de *realpolitik*<sup>45</sup> dans un monde un monde de guerres ritualisées, Li Si cherche à le dépasser par l'instauration de règles et de procédures dans le cadre d'une vision politique à long terme. Un des premiers apports du légisme est la préconisation d'une vision à long terme pour asseoir la puissance du Qin, qui tranche avec les choix politiques immédiats qui caractérisaient alors la dynamique des *Royaumes combattants*.

---

<sup>42</sup> Traduction libre.

<sup>43</sup> Pour le rappeler : Li Si, dans l'esprit du légisme, est parti au Qin d'abord pour servir.

<sup>44</sup> Contre toute attente, le canal a bien été réalisé. Connu sous le nom de canal de Zhengguo, du nom de l'ingénieur qui l'a construit, il a permis l'ajout de 27 000 km<sup>2</sup> de terres arables au royaume du Qin, contribuant ainsi à l'accroissement de sa population et à son enrichissement (Sima Qian 2007, p. 102).

<sup>45</sup> Certes Machiavel n'a pas créé le terme *realpolitik* mais il l'a conceptualisé en prônant une analyse des situations et l'adoption conséquente de politiques en fonction d'une logique coût-bénéfice.

Deuxièmement, les capitales et les grandes villes sont insérées dans un vaste réseau d'échanges commerciaux de luxe échappant en grande partie aux royaumes. Le Qin est présenté comme le lieu d'une production fruste. Or les produits de luxe importés sont coûteux. Si le commerce avait été un monopole d'État, connaissant le penchant de l'élite Qin pour ceux-ci, les royaumes se seraient empressés d'user de ce levier pour faire pression sur elle. Li Si aurait alors vraisemblablement dénoncé les goûts dangereux de celle-ci. Ce qu'il ne fait pas, bien au contraire. Ce réseau commercial est essentiel à la circulation des biens, des idées et des personnes. De même, parcourant les mêmes routes commerciales que les biens de luxe, les *shi*, tel Li Si lui-même, les suivent afin de trouver un souverain qu'ils pourront servir. Même si à l'époque les marchands sont dépréciés (Vandermeersch 1965, p. 107-136), Li Si reconnaît le rôle central que jouent les échanges commerciaux dans le développement du Qin, tant sur le plan de la richesse matérielle que de celui des idées. Il ne souhaite pas les restreindre, ni que l'État ne s'arroge un monopole, toutefois, dans l'esprit de Shang Yang le commerce doit être encadré pour limiter le pouvoir des marchands. Corollairement, il comprend que les voies de communication, les routes, sont essentielles non seulement à la circulation des marchandises et des idées. Elles sont centrales au développement des échanges et au renforcement du pouvoir de l'État car elles facilitent les communications officielles et les mouvements de troupes. Le second apport du légisme est la promotion d'un rôle actif de l'État dans la construction des infrastructures, tant pour assurer le développement économique que pour renforcer l'efficacité de l'Administration.

Troisièmement, à l'instar d'un marchand qui vient présenter un objet précieux, le *shi* vient présenter ses talents. Or, le souverain ne fait pas l'acquisition d'un objet coûteux sans en avoir préalablement apprécié la valeur. De même, il ne devrait pas engager ou renvoyer un *shi*, quel que soit son origine, sans avoir éprouvé ses compétences et sa loyauté. De la même manière qu'un objet peut être expertisé selon des méthodes et des critères objectifs, l'habileté et la loyauté d'un *shi* doivent pouvoir être éprouvées selon des méthodes et des critères objectifs (*shu* 術). Ainsi après avoir sélectionné les *shi* et leur avoir confié une tâche à la hauteur de leurs compétences et de leurs mérites, le Qin se renforcerait en profitant au maximum des talents étrangers tout en prévenant la montée en puissance de ses rivaux. Li Si valorise l'instauration de règles et de procédures explicites de recrutement et d'évaluation du personnel au service de l'État. Il vise à la fois à limiter l'arbitraire du pouvoir et à améliorer des organes de l'État. Il promeut le

développement d'une forme d'organisation du pouvoir, la bureaucratie, dont Weber (2013), entre 1909 et 1913, décrira l'émergence en Europe à la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

Quatrièmement, l'ingénieur hydraulique, en agissant sous les ordres du Han contre le Qin, contribua plus au développement et au renforcement du Qin que nul n'aurait pu l'espérer. Ainsi, pour Li Si, le principal critère de sélection et de promotion au sein de l'administration royale devrait reposer sur l'atteinte d'objectifs concrets, souvent mesurables, ce qui contribuerait là encore à l'enrichissement et au renforcement du Royaume de Qin. Li Si voit donc dans l'instauration d'une bureaucratie technocratique la garantie du maintien de la puissance du Qin.

Qin Wang Zheng renonça alors à expulser les étrangers du royaume (Sima Qian 1993a, p. 184)<sup>46</sup>.

Comme le montre la pétition de Li Si, le projet légiste ne se réduit pas à l'arbitraire d'un tyran, qui imposerait sa volonté de puissance comme le soutient Fu Zhengyuan (1996), ou d'une classe qui chercherait à s'imposer par tous les moyens comme le prétendent les maoïste [1977]. C'est plutôt une autre conception de l'État qui reposerait sur des institutions formelles dépersonnalisées, composées d'un personnel qualifié qui assisterait le souverain selon leurs compétences.

#### **4.3.3 – Du Royaume à l'Empire**

Le Qin dès 236 av. J.-C. entreprend des opérations militaire contre le Han<sup>47</sup>, le Zhao et le Wei mais la conquête des autres royaumes qui conduira à l'unification ne débutera qu'en 230 av. J.-C.

---

<sup>46</sup> Sima Qian laisse sous-entendre que la position de Li Si n'était dictée que par son instinct de survie politique (Sima Qian 1993a, p. 181), or le ton de son discours et les recommandations qu'il soumet ne peuvent qu'infirmes une telle supposition.

<sup>47</sup> Dès le début des hostilités, 11 villes du Han sont conquises. Pour prévenir le rapprochement du Zhao avec les autres royaumes, le Qin annihile une armée de 100 000 hommes et son commandement en 234 av. J.-C. L'année suivante, il prend une ville et annihile une autre armée et son commandement. Le Qin attaque en 232 av. J.-C. le Han à nouveau et l'ampute d'une nouvelle ville. L'année suivante, le Han et le Wei cèdent spontanément des larges pans de leurs territoires afin de préserver leurs royaumes (Sima Qian 1993a, p. 39-40).

Tous les habitants des nouvelles annexions du Qin sont alors inscrits sur les registres de conscription militaire, donc traités en sujets du Qin et, en 230 av. J.-C., le Han est à nouveau attaqué et vaincu. Mais la finalité de la guerre a radicalement changé, et pour toujours : le Han annexé est transformé en commanderie. Cette annexion marque la première étape d'une grande offensive vers l'est qui s'étalera sur dix ans : le Zhao tombe en 228 av. J.-C.; le Wei en 225 av. J.-C.; le Chu en 224 av. J.-C.; le Yan et le Royaume non chinois de Yue en 222 av. J.-C.; et finalement le Qi en 221 av. J.-C. À chaque nouvelle annexion, les familles régnantes et leur entourage sont exilés au Sichuan et rabaissés au rang de simples sujets, alors que leurs anciens royaumes sont transformés en commanderies (Sima Qian 1993a, p. 40-42).

Les nouvelles possessions du Qin « s'étendent à l'Est jusqu'à la mer et à Chaoxian [朝鮮 la Corée], à l'Ouest jusqu'à Lintao [临洮, Gansu oriental] et Qiangzhong [羌中, Gansu oriental ?], et au Sud jusqu'à Beihu [北向户, Hunan ?] » (Sima Qian 2003a, p. 45). La frontière ouest et nord longe les limites topographiques et climatiques qui marquent la bordure des terres cultivables, et donc de la civilisation chinoise sédentaire (Fairbank et Goldman 2006, p. 10). Au faite de son pouvoir, le Premier Empereur règne sur une population de 20 millions d'âmes, toutes sujets du Qin. Si le Qin peut s'étendre au sud, comme il le fera en 214 av. J.-C. en annexant les régions de Luliang [陆梁地, Yunnan ?], Guilin [桂林, Guangxi], Xiang [象郡, Yunnan ?], et celles longeant la mer du Sud [nanhai 南海, Guangdong] et en les colonisant, en y envoyant des prisonniers par dizaines de milliers (Sima Qian 2003a, p. 53), il ne peut repousser plus haut sa frontière nord ni jamais durablement lorsqu'il tente de le faire.

Avec l'unification de la Chine, le légisme entre dans une nouvelle phase, il faut appliquer immédiatement dans tout le territoire les réformes qui avaient renforcé le Qin afin de consolider sa domination sur ses nouvelles possessions.

#### **4.3.3.1 – Les nouveaux insignes du pouvoir**

La partition du Jin sans l'aval du roi Zhou en 475 av. J.-C. avait mis un terme brutal au régime féodal.

Les *Royaumes combattants* furent une période de rivalité interétatique et interdynastique comparable à l'époque moderne en Europe [1492-1789]. Elle fut caractérisée par la centralisation et la professionnalisation administrative, militaire et financière des Royaumes alors qu'ils préservaient leurs structures féodales. Pour cette raison, il ne serait pas déplacé de qualifier ces régimes de monarchies absolues. Or, la conquête de la Chine mit fin brutalement au système multiétatique qui avait perduré depuis près de cinq siècles. Le Royaume Qin, par l'annexion de tous les États régionaux en 221 av. J.-C., était devenu un véritable empire. Dans le passé, historique – et même dans le passé mythique – nul souverain n'avait régné sur un territoire aussi vaste et une population aussi nombreuse. Les anciennes dénominations et les anciens symboles ne pouvaient plus refléter la nouvelle réalité du pouvoir en Chine.

Le roi en était conscient et c'est pourquoi il soumit ce problème à ses plus proches conseillers, le chancelier (*cheng xian* 丞相), le secrétaire impérial (*yushi dafu* 御史大夫), et Li Si, devenu ministre de la Justice (*tingwei* 廷尉) :

Par le passé, le Roi de Han a renoncé à ses possessions, Nous<sup>48</sup> a remis ses sceaux royaux, et demandé à devenir Notre vassal. Pourtant, après, il est revenu sur sa parole et s'est allié avec le Zhao et le Wei afin de Nous défier. J'ai répondu en mobilisant Nos troupes pour qu'elles le capturent, afin de le punir en conséquence.

Nous avons cru que l'Ordre était revenu et espérions pouvoir ranger Nos armes. Le Roi de Zhao a alors dépêché son Chancelier Li Mu afin de conclure une alliance, et Nous avons donc renvoyé son fils que nous retenions en otage. Or, le Roi s'est parjuré et s'est retourné contre Nous à Taiyuan, et Nous avons dû remobiliser Nos troupes pour qu'elles le capturent afin de le punir en conséquence. Puis, parce que Gonze Jia s'est proclamé Roi de Dai, Nous avons dépêché nos troupes pour l'anéantir.

Le Roi de Wei avait d'abord promis de Nous être soumis, mais peu après a rejoint le Han et le Zhao pour conspirer contre Nous, alors Nos officiers ont été envoyés pour le détruire en représailles. Le Roi de Jing Nous a offert ses territoires à l'Ouest de Qingyang, mais a trahi sa parole en attaquant Nos commanderies du Sud. En représailles, nous avons envoyé Nos troupes s'emparer du Roi et de son territoire.

Le Roi de Yan était stupide et sans morale, et le Prince héritier Dan envoya Jing Ke pour m'assassiner, mais Nos troupes les ont punis et conquis leur Royaume. Le Roi de Qi, conseillé par Hou Sheng, rompit toutes relations avec Nous, espérant fomenter une

---

<sup>48</sup> Avec une majuscule dans le texte. Il s'agit d'un Nous de majesté. Ceci vaut pour le reste de la citation.

rébellion, mais Nos troupes ont puni le Roi en le faisant prisonnier et en restaurant l'Ordre au Qi.

L'insignifiante personne que Nous sommes a levé des troupes afin de punir la violence et la rébellion. Grâce à l'aide des esprits de Nos ancêtres, ces six rois ont reconnu leurs crimes et l'Ordre règne à nouveau sur le Monde. Si le titre royal n'est pas changé, alors nous ne pourrions commémorer cet événement et le transmettre aux générations futures. À présent, délibérons sur un nouveau titre impérial (Sima Qian 1993a, p. 42).

Qin Wang Zheng défend la légitimité de l'unification impériale et justifie la violente suppression des dynasties féodales rivales à partir de deux critères. Premièrement, la punition des seigneurs qui ont manqué à leur parole, la plus impardonnable des félonies dans un système fondé sur la confiance et la loyauté (*zhong* 忠) : il a donc accompli un acte de justice (*yi* 义). Deuxièmement, sans l'aide de ses esprits ancestraux il n'aurait pu mener à bien cette entreprise pour beaucoup insensée<sup>49</sup> : c'est la preuve indiscutable qu'il entretient le temple de ses ancêtres et leur rend un culte sans impair, et ainsi témoigne de l'exemplarité de sa piété filiale (*xiao* 孝). S'il désire garantir sa légitimité, il lui faut donc préserver son image, et pour cela continuer à respecter les rites (*li* 礼) et encourager leur respect. Qui plus est, comme parangon de vertu, son titre ne saurait être celui des félons qu'il a châtiés.

#### 4.3.3.2 – L'empereur : sommet de la pyramide des fonctions et des titres

D'une part, pour marquer cette rupture au sein de l'histoire chinoise, il fallait créer de nouvelles dénominations afin de qualifier l'exercice de l'autorité absolue du souverain. Le titre traditionnel de 'Roi', qui était celui des souverains féodaux de Zhou puis des monarques absolus de la Période des *Royaumes combattants*, ne pouvait pas refléter adéquatement la réalité du pouvoir de Qin Wang Zheng ni le respect qu'il commandait. Le chancelier, le secrétaire impérial, et le ministre de la Justice Li Si, comprenant le sens profond de sa requête, répondirent immédiatement et d'une seule voix :

« Autrefois, les Cinq Empereurs possédaient un domaine n'excédant pas 1000 li. Au-delà se trouvaient les terres des seigneurs féodaux et des barbares faisant acte de

---

<sup>49</sup> Cf. *infra*, Han Fei.

soumission. Parmi ces seigneurs féodaux, certains venaient présenter leurs hommages à la cour, d'autres non, mais le Fils du Ciel ne pouvait leur imposer sa volonté.

À présent, Votre Majesté avez levé des troupes afin de punir le mal, et avez pacifié le Monde, découpé les territoires entre les quatre mers en commanderies et cantons, et imposé que les lois et les décrets découlent d'une seule source d'autorité. De la plus Haute Antiquité jusqu'au présent, une telle chose n'était jamais arrivée, ainsi les Cinq Empereurs ne peuvent vous égaler. Nous avons consulté avec les lettrés de la cour qui racontent que durant l'Antiquité il y eut l'Auguste Céleste (*tianhuang* 天皇), l'Auguste Terrestre (*dihuang* 地皇) et le Grand Auguste (*taihuang* 泰皇), ce dernier étant le plus honoré d'entre tous. Au risque d'encourir notre mort, nous proposons que Vous adoptiez ce titre, que Vous soyez dorénavant appelé le Grand Auguste. Que Vos commandements (*ming* 命) soient appelés édits (*zhi* 制), et Vos ordres (*ling* 令) des décrets (*zhao* 詔), et que Vous, en tant que Fils du Ciel, fassiez référence à vous-même en usant le terme *zhen* [朕]. »

Le roi dit : « Nous n'utiliserons pas Grand, mais garderons Auguste, et adoptons le titre porté par les Empereurs de la Haute Antiquité : Auguste Empereur (*huangdi* 皇帝). Pour le reste, nous acceptons vos propositions<sup>50</sup>. » Il donna sa sanction au décret. Il honora son père, le Roi Zhuangxiang, de l'appellation posthume Grand Auguste Empereur (*tai huangdi* 太皇帝)<sup>51</sup>. (Sima Qian 1993a, p. 42)

En substance : pour bien qualifier la position réelle (*shi* 勢) occupée par Qin Wang Zheng, plusieurs dispositions furent adoptées : la création d'un nouveau titre pour le désigner : Auguste Empereur (*Huangdi* 皇帝); celle de nouvelles appellations pour les actes officiels qui émanent de lui, édits et décrets; et celle d'un un nouveau pronom, *zhen* (朕), afin qu'il réfère à lui-même. Notons que si cette nomenclature trouve sa source dans la tradition, elle n'y souscrit pas entièrement<sup>52</sup>. Cette nouvelle nomenclature, en officialisant le pouvoir 'réel' du souverain et le respect 'véritable' qu'il commande, a pour fonction de préciser, en inscrivant dans la loi les protocoles qui encadrent les relations entre le souverain, ses subordonnés et ses sujets (*ren* 仁). La hiérarchie formelle des titres rappelle constamment à chacun ses devoirs (*li* 礼). Ainsi, le Premier Empereur en instaurant une nouvelle hiérarchie des titres et des fonctions légalise le concept de *Rectification des Noms* (*zhengming* 证明), lequel pour Confucius et la tradition confucéenne a toujours signifié la correspondance entre les titres et les fonctions. De plus, afin de marquer la

<sup>50</sup> Mis entre guillemets par l'auteur.

<sup>51</sup> Les termes entre parenthèses ont été ajoutés pour faciliter la compréhension.

<sup>52</sup> Le mot *Huangdi* (皇帝) combine les caractères désignant les Trois Augustes (*Huang* 皇) avec celui désignant les Cinq Empereurs (*Di* 帝). Il symbolise ainsi leur dépassement.



rupture qu'il instituait en tant que fondateur de 'la' dynastie impériale, il voulait aussi inscrire dans la loi les nouveaux protocoles qui encadraient les relations entre les détenteurs de la souveraineté, et cela même après leur mort. Il promulgua le décret suivant :

Nous avons entendu dire que sous la Haute Antiquité il y avait des titres, mais pas d'appellation posthume. Sous l'antiquité moyenne, il y avait des titres et des appellations posthumes attribuées selon les actions du défunt. Autrement dit, les fils jugeaient les pères et les sujets leurs souverains. Un tel comportement est malséant, et Nous ne le tolérerons pas! À partir d'aujourd'hui, les appellations posthumes sont interdites. Nous serons appelés Premier Empereur (*Shi Huangdi* 始皇帝)<sup>53</sup> et Nos successeurs seront nommés Second, troisième, etc., jusqu'à la millième ou dix-millième génération, jusqu'à l'épuisement des nombres. (Sima Qian 1993a, p. 43)

Ainsi, une nouvelle nomenclature des noms de règne fondée sur les nombres est adoptée. Dorénavant, il était le Premier Auguste Empereur (*Shi Huangdi* 始皇帝) de l'Empire de Qin, et ses successeurs n'auraient pour nom de règne et appellation posthume que leur numéro dans la longue succession des générations. Cette nouvelle nomenclature avait pour fonction de soustraire le souverain au jugement de son héritier lorsqu'il monte sur le trône, et à celui de ses sujets lorsqu'il décède. Autrement dit, elle a pour fonction de soustraire légalement les souverains au jugement de la postérité. Ce faisant, il fait reposer la société sur une hiérarchie de fonctions précises, qualifiées par des titres qui leur sont propres, et qui transcendent la vie et la mort. Cette décision du Premier Empereur, outre le fait de soustraire l'exercice du pouvoir au jugement des inférieurs et de la postérité, soumet toute la population du haut au bas de l'échelle sociale à un ensemble d'obligations légales dont personne ne peut s'affranchir. Ce second aspect du légisme consacre le primat de la loi, puisque chacun y est désormais également assujetti, quelle que soit sa condition sociale. Les critiques contemporaines du légisme se sont fixées sur le caractère répressif de la loi de Qin et l'ont dénoncé avec raison, bien que cette époque en fut une de violence extrême et généralisée. Or, ce faisant ces critiques occultent deux changements fondamentaux introduits par le légisme : la primauté de la loi et l'égalité devant la loi. Les confucéens, qui avaient compris la portée de ces réformes, les dénonçaient parce qu'elles contrevenaient au principe de l'inégalité au fondement de leurs croyances. Pour le rappeler, les confucéens défendaient l'idée d'une hiérarchie fondée sur la vertu personnelle qui devait se refléter dans une inégalité de

---

<sup>53</sup> Les termes entre parenthèses ont été ajoutés pour faciliter la compréhension.

traitement devant la loi. C'est l'égalité devant la loi, bien plus que le rôle de la loi ou les institutions légistes, qui sera – parmi d'autres revendications – combattue par les confucéens à partir de la dynastie Han<sup>54</sup>.

Finalement, l'obligation de loyauté (*zhong* 忠) et de piété filiale (*xiao* 孝) interdit à quiconque de remettre en question l'héritage impérial. Mieux, cette nouvelle nomenclature fondée sur la numérotation a aussi pour effet de rendre les règnes anonymes. À l'exception du Premier Empereur, sans nom de règne qui leur soit propre, ils ne peuvent laisser d'héritage personnel. Privés de toute personnalité, les souverains n'ont d'autre choix que de se consacrer corps et âme au maintien, à la préservation et au développement de l'Empire. Ainsi, sans passé, sans avenir, sans présent, sans intérêts et sans passions, les empereurs sont contraints d'incarner le Saint Taoïste (*zhenren* 真人<sup>55</sup>). Devenus substituables les uns aux autres, les Augustes Empereurs n'ont pour horizon que celui d'être le premier serviteur de l'État. Dans la pensée légiste, le premier rôle du souverain est d'abord et avant tout d'être le garant de la stabilité et de la continuité des institutions et de la loi.

#### 4.3.3.3 – Les insignes impériaux : amorce d'une uniformisation

D'autre part, toujours pour marquer cette rupture dans l'histoire chinoise, il fallait créer de nouveaux insignes afin de proclamer l'autorité absolue du souverain. Sima Qian retient que « le Premier Empereur croyait que les Cinq Pouvoirs (*wu de* 五德<sup>56</sup>) se succédaient les uns après les autres selon des cycles ininterrompus et que la dynastie Zhou avait régné par le feu. Puisque les Qin ont renversé les Zhou, leur pouvoir ne pouvait provenir de ce que le feu ne peut dominer, l'eau. Ainsi, l'eau entamait sa période de domination » (Sima Qian 1993a, p. 43). Comme pour le titre impérial, le nouveau régime fonde sa légitimité dans une réinterprétation des croyances traditionnelles, qu'il ne cherche en aucune façon à réprimer ou même à interdire.

---

<sup>54</sup> Cf. *supra*, chap. 2.

<sup>55</sup> Le Premier Empereur commença même à user de ce terme pour référer à lui-même à partir de 212 av. J.-C. (Sima Qian 1993a, p. 57).

<sup>56</sup> Les pouvoirs, plus connus sous le nom de Cinq Éléments [*wu xing* 五行], sont dans l'ordre : métal, bois, eau, feu et terre.

Dans ce système de croyances, l'eau est associée à la couleur 'noire', au chiffre 'six', à l'hiver, à la 'noirceur', à la 'sévérité' et à la 'mort' (Watson 1993a, p. 43). En fonction de cette symbolique, le Premier Empereur a instauré les insignes impériaux suivants : « il a déplacé la date des célébrations de cour marquant le Nouvel An au premier jour du 10<sup>e</sup> mois<sup>57</sup> et fit de la couleur noire la couleur de tous les vêtements, drapeaux et fanions. De tous les chiffres, le six devint la norme : les registres et les coiffes officielles furent de six pouces (*cun* 寸), les voitures de six pieds (*chi* 尺), six pieds faisaient un pas (*bu* 步), et six chevaux tiraient les véhicules de fonction. Il renomma le fleuve<sup>58</sup> *Eau Puissante* (*de shui* 德水) afin de marquer le début de l'ère de la puissance de l'eau » (Sima Qian 1993a, p. 43-42).

Le six marque le début de la sixième ère politique après les ères des Trois Augustes, celle des Cinq Empereurs et celles des dynasties Xia, Shang et Zhou. Bien que reposant sur les croyances numérologiques traditionnelles, l'usage officiel du chiffre six amorce néanmoins l'uniformisation des insignes du pouvoir et de l'administration dans tout l'Empire. En mettant un terme à la prolifération anarchique des insignes du pouvoir, caractéristique de la période des Zhou orientaux, le Premier Empereur, complète la démarche de la *Rectification des noms* en associant à chaque titre des signes extérieurs propres. Ainsi, chacun savait à qui il avait affaire en toute circonstance. Corollairement, personne ne pouvait se soustraire à l'obligation d'arborer ses insignes. Ainsi, dans cette société hiérarchisée, chacun à tout instant connaissait le rang qu'il occupait et du coup les devoirs qui lui incombait. Là encore, cette démarche s'inscrit dans une volonté de refondation de l'ordre social, instauré sur de nouvelles bases, mais ce qui est proprement légiste – car tous les régimes ont été soucieux de maintenir l'ordre – est l'instauration d'une norme unique universelle.

Ce dispositif d'uniformisation est poussé encore plus loin par l'interprétation restrictive que le Premier Empereur donne de la 'sévérité' associée par la croyance à l'élément 'eau' : « [s]eulement en étant rigide et sévère, en ne jugeant les affaires qu'en fonction de la loi, tranchant sans distinction, sans pitié ou bienveillance, croyait-il pouvoir accomplir la destinée que

---

<sup>57</sup> Donc en hiver.

<sup>58</sup> Il s'agit du fleuve Jaune (*huang jiang* 黄江) irriguant la plaine centrale; le Yangzi se situait alors en dehors de l'aire de culture chinoise.

lui annonçaient les Cinq Pouvoirs. Dès lors, il appliqua scrupuleusement la loi, n'accordant aucun pardon même à ceux dont les crimes étaient anciens » (Sima Qian 1993a, p. 44). Ainsi, sans arbitraire possible, l'Empire était fondé sur l'universalité de la loi et la certitude du châtement pour ceux qui la transgressait. Mieux, les fonctionnaires qui avaient la charge de la justice devaient entièrement faire abstraction de leurs impressions afin de juger les faits selon la lettre de la loi. S'ils faillaient à leur tâche, la gravité de leur crime commandait qu'ils soient déportés et affectés à la construction de la Grande Muraille ou exilés dans les nouvelles commanderies du Sud, où le climat est malsain (Sima Qian 1993a, p. 53). Ainsi dépersonnalisée et dépassionnée malgré les références à la croyance des Cinq Pouvoirs, le plus grand symbole de l'autorité impériale devait être l'automatisme de la justice. Les légistes entendent se prémunir systématiquement contre l'arbitraire à tous les niveaux de pouvoir. C'est pourquoi ils vont exiger plus tard que toute personne connaisse la loi. Elle saura ainsi reconnaître les limites de sa liberté.

Mais comment imposer à l'échelle de l'Empire un tel dispositif ?

#### **4.3.4 – L'unification impériale : politique et administrative**

Or le seul précédent auquel pouvait se référer le Premier Empereur en matière d'administration d'un territoire aussi vaste que son Empire était l'instauration du Royaume féodal par les Zhou un millénaire auparavant : si l'inféodation de proches parents et d'alliés avait garanti l'unité du Royaume à ses débuts, les rivalités entre vassaux et entre les vassaux et le souverain s'étaient intensifiées au fur et à mesure que les liens familiaux se distendaient. Rapidement, le pouvoir royal s'était affaibli au profit de celui des vassaux, modifiant la nature des relations entre les fiefs. Replié sur lui-même, chaque fief avait développé et mis de l'avant ses propres particularismes, ce qui avait conduit à une multiplication des règles et des normes. Il en résultait des conflits insolubles de règles et de normes. Si le Premier Empereur entendait bien que sa dynastie lui succède jusqu'à l'épuisement des nombres, il lui fallait organiser l'Empire sur de nouvelles bases (Sima Qian 1993a, p. 43). C'est dans ce contexte que le rôle de Li Si se révéla décisif.

#### 4.3.4.1 – Une administration territoriale uniforme

Les plus proches conseillers du Premier Empereur préconisèrent de réintroduire une organisation féodale sur le modèle Zhou en octroyant des fiefs aux membres de sa famille et à ses grands officiers afin de contrôler au mieux les régions les plus éloignées de la capitale. Li Si, seule voix dissidente, tint le discours suivant :

Les Rois Wen et Wu de la dynastie Zhou inféodèrent un grand nombre de leurs fils, frères et membres de leur clan. Mais, avec le temps, ceux-ci devinrent des étrangers les uns pour les autres, au point de devenir des ennemis jurés. Les seigneurs féodaux se firent la guerre sans que le Fils du Ciel Zhou ne puisse rien y faire. À présent, grâce à la force spirituelle de Notre souverain, toutes les terres entre les quatre mers ont été unifiées sous l'autorité d'un seul et divisées en commanderies et cantons. Si les fils de Notre Empereur et ses ministres méritants sont récompensés par des rentes d'État généreuses provenant des impôts publics, cela sera bien suffisant. Ainsi, ils pourront être facilement contrôlés et le Monde sera libre de toute discorde. Telle est la méthode correcte pour préserver la paix. Rétablir des seigneurs féodaux ne serait pas opportun. (Sima Qian 1993a, p. 44)

Le Premier Empereur répondit favorablement aux recommandations de Li Si et « l'Empire fut divisé en 36 commanderies<sup>59</sup>, chacune dotée d'un gouverneur civil [shou 守], d'un commandant militaire [wei 尉] et d'un surintendant [jian 監] » (Sima Qian 1993a, p. 44). Ainsi, contrairement au mode d'organisation féodal qui prévalait sous les Zhou, la nouvelle administration territoriale repose sur cinq critères. Premièrement, l'administration directe des différentes unités administratives par l'intermédiaire de responsables nommés par l'empereur et révocables; deuxièmement, la division du travail administratif : nul administrateur ne détient une autorité absolue au sein de l'unité administrative à laquelle il est rattaché; troisièmement, la spécialisation des fonctions civiles et militaires, afin d'éviter le chevauchement des champs de compétence, dont la description est précisée et encadrée par la loi; quatrièmement, un système de contrôle et d'évaluation des fonctionnaires subalternes par un fonctionnaire qui transmet périodiquement ses rapports à la capitale impériale, Xianyang (咸陽); cinquièmement, occuper un poste administratif ne confère aucun privilège et n'est pas héréditaire. Ainsi, avec ce train de mesures Li Si faisait d'une pierre deux coups : d'une part il dépersonnalisait le pouvoir et, d'autre

---

<sup>59</sup> La symbolique liée à l'élément 'eau' continue d'opérer ici : 36 = 6 X 6, autrement dit, il s'agit d'un chiffre parfait.

part, il le ramifiait dans toute la Chine. Le pouvoir était désormais d'autant plus omniprésent qu'il était dissimulé dans et par l'appareil bureaucratique.

La hiérarchie des titres aristocratiques ne disparaît pas pour autant. Elle n'est que distinguée et séparée de la hiérarchie des fonctions administratives. L'octroi de titres aristocratiques par l'empereur vient sanctionner des mérites personnels et s'accompagne d'une généreuse rente d'État et potentiellement de privilèges, mais ne confère en aucune façon une quelconque parcelle de souveraineté. Ainsi dépolitisée, établie sur le mérite individuel, la hiérarchie des titres aristocratiques n'est plus qu'un système de distinctions honorifiques<sup>60</sup>, à ceci près que l'empereur, seul *Fons honorum* de l'Empire, satisfait non seulement les appétits de ses subordonnés sans se départir de sa souveraineté, mais surtout les stimule afin qu'ils le servent au mieux.

En reposant sur l'accomplissement des devoirs et des objectifs liés à chaque poste, la carrière administrative ouvre non seulement la voie à la promotion interne dans l'appareil d'État, mais surtout à la mobilité sociale. Les réformes de Li Si sapent donc jusqu'au fondement du système féodal, caractérisé par des castes rigides. Ainsi, l'Empire, dans l'esprit du légisme, est dès sa fondation conçu comme un État centralisé et bureaucratique.

#### **4.3.4.2 – La consolidation du pouvoir central**

En agissant de cette manière, l'Empire met un terme à l'arbitraire perpétuel des seigneurs féodaux dans leur fief et prévient la formation de pouvoirs locaux autonomes. Or, pour qu'un tel système de distinctions honorifiques, calqué sur la hiérarchie féodale, puisse satisfaire pleinement ceux qui aspirent à posséder un fief, il faut que la rente associée à chacune des distinctions corresponde aux revenus d'un fief de même rang et Li Si précise que les rentes généreuses doivent provenir des impôts. Pour que l'Empire puisse ainsi satisfaire ses subordonnés les plus méritants et les plus ambitieux, il instaure une branche de l'administration impériale spécifiquement vouée à la perception des impôts dans tout l'Empire. Or, comme nous l'avons montré, l'administration impériale s'est construite contre l'arbitraire : aussi, cette nouvelle branche de l'administration

---

<sup>60</sup> Elle se compare au système des distinctions honorifiques britannique qui ponctuent toute carrière administrative.

développe des outils nécessaires pour établir le calcul de l'impôt le plus justement possible afin de prévenir toute contestation sociale. Par ce dispositif, l'Empire dispose d'un autre moyen pour se ramifier jusque dans chaque village d'une société, laquelle, bien que politiquement urbaine puisque c'est dans les villes que le pouvoir se concentre, est d'abord et avant tout rurale (Creel 1971, p. 19).

Si l'Empire instaure un mécanisme qui prévient la fragmentation de la souveraineté, et ainsi la formation de nouveaux contre-pouvoirs locaux, les anciens réseaux de pouvoir restent cependant actifs. Pour limiter leur potentiel insurrectionnel, toutes les armes appartenant à des particuliers sont confisquées et transportées à la capitale pour être « fondues afin de couler des cloches et leurs supports, de même que douze statues pesant chacune 1 000 piculs [shi 石<sup>61</sup>], toutes disposées en divers endroits du palais impérial » (Sima Qian 1993a, p. 44-45). Après sa grande victoire à Austerlitz le 2 décembre 1805, Napoléon avait fait fondre tous les canons pris à l'ennemi pour couler la Colonne Vendôme. Si le geste de Napoléon était symbolique, la décision du Premier Empereur était stratégique : il consacrait le monopole de la violence légale de l'État impérial. Il s'agit d'un acte fondateur de la souveraineté contemporaine au sens de Weber (2005) : « il faut concevoir l'État contemporain comme une communauté humaine qui dans les limites d'un territoire déterminé – la notion de territoire étant une de ses caractéristiques –, revendique avec succès pour son propre compte *le monopole de la violence physique légitime*<sup>62</sup> (p. 12). Dès lors, les seules armes et armures en circulation dans l'Empire seront celles des forces militaires en service ou celles stockées dans les arsenaux. De plus, la production standardisée de ces armes et armures est assurée par l'État impérial uniquement<sup>63</sup>.

---

<sup>61</sup> Un picul est le poids maximum qui pouvait être porté à dos d'homme.

<sup>62</sup> En italique dans le texte.

<sup>63</sup> Cotterell (1981) souligne la standardisation des équipements, des armes et des uniformes de l'armée de Qin. On pourrait objecter que l'armée romaine possédait aussi des équipements standardisés. Or, ce n'est que sous Marius [157-86 av. J.-C.] que l'armée se professionnalise et que l'État standardise les armements (Streit 2012). Mais à la différence du Premier empire, Rome ne se dotera pas d'une véritable administration centralisée. Comme le soulignent Badel et Inglebert (2014) : « [à] la chute des Antonins (fin du II<sup>e</sup> siècle après J.-C.), l'Empire romain répond toujours à la définition classique de l'empire, à savoir un vaste État rassemblant des peuples divers, gérés de manière différenciée et hiérarchisée » (p. 91).

Pour fragiliser encore plus les anciens royaumes, les enceintes des villes et les murailles qui les protègent sont toutes abattues (Sima Qian 1993a, p. 79). Seules les forces impériales, loyales et recevant leurs ordres directement de l'Empereur assureront désormais leur sécurité. Pourtant, si les caciques sont privés de leurs armes et de leurs défenses, ils conservent néanmoins leur mainmise sur les réseaux locaux, réseaux sur lesquels s'appuient leur pouvoir, et qu'ils peuvent mobiliser à tout moment afin de faire pression sur les nouveaux organes administratifs de l'État. Afin de les couper de leur base territoriale, les 120 000 familles les plus puissantes et les plus riches de l'Empire sont relocalisées dans la capitale avec leurs serviteurs, soit 500 000 personnes au bas mot. Dorénavant, leur statut social ne dépendra plus que de la qualité du service qu'ils pourront offrir à l'Empire. Demeure alors la question de l'efficacité et du rendement de l'administration impériale.

#### **4.3.4.3 – Une administration efficace**

Dans ses *Mémoires historiques*, Sima Qian se concentre sur les aspects moraux. Il s'attarde aux grandes déclarations et aux gestes symboliques plus qu'aux actes véritablement politiques, bien que certains soient mentionnés ici et là. C'est pourquoi, pour pouvoir décrire le nouveau régime qui se met en place, nous nous sommes concentrés sur la portée politique des événements décrits par Sima Qian lorsqu'il traite de l'unification impériale. Par exemple, cette observation très courte de Sima Qian, qu'une lecture rapide jugerait probablement anecdotique, est en fait de première importance, car elle est l'indice de la démarche de rationalisation exigée par la mise en place d'une administration intégrée dans l'Empire : « Les unités de masse et de mesure, la longueur des essieux de véhicules et les sinogrammes furent tous uniformisés » (Sima Qian 1993a, p. 45).

Cette observation mérite pourtant que l'on s'y attarde. Le nouveau régime repose sur une nouvelle administration territoriale et financière dont le personnel est composé de fonctionnaires, nommés par l'empereur et révocables, soumis à un régime de lois et de règlements de portée universelle. Or, tous les anciens royaumes utilisaient des unités de masse et de mesure différentes les unes des autres; il en allait de même pour le format et le volume des véhicules officiels; en outre chacun avait son propre système d'écriture, plusieurs systèmes pouvant même coexister en



parallèle dans un même état. Il était essentiel de les uniformiser pour faire en sorte que la loi, voulue la même pour tous, soit appliquée partout à la lettre dans l'Empire sans hésitation aucune. Cette standardisation, de plus, entendait faciliter les échanges entre les différentes régions, et ainsi accélérer leur intégration.

L'année suivant l'unification territoriale [220 av. J.-C.], Sima Qian retient un autre élément de détail inséré dans une phrase laconique, apparemment sans lien avec son propos, ce qui témoigne de son désintérêt pour ces questions : « Cette année, [...] des voies rapides furent construites » (Sima Qian 1993a, 45). Que signifie « voies rapides » ? Ce sont des voies qui relient la capitale impériale aux chefs-lieux des commanderies. Bodde (1938) précise qu'elles mesuraient 50 pas de large est qu'elles étaient bordées d'arbres afin d'assurer une certaine fraîcheur à ceux les empruntant (p. 179). Ces voies rapides renforçaient le contrôle administratif, car elles facilitaient les communications officielles, mais aussi les échanges privés, accélérant ainsi l'intégration des différentes régions de l'Empire.

La vision légiste impliquait à la fois une rationalisation normative (une même loi, une standardisation) et un développement des infrastructures pour soutenir cette rationalisation. Le projet légiste est dynamisé par une volonté d'optimisation des mécanismes du contrôle social. Deux années à peine après l'unification territoriale, l'unification impériale était accomplie.

#### **4.3.4.4 – L'empereur et l'administration : deux sphères autonomes**

Dans la même phrase, Sima Qian mentionne que « les officiels furent promus d'un rang » (Sima Qian 1993a, p. 45). Or, d'une part, tous les membres de l'administration impériale ne pouvaient être promus, d'autre part, ces promotions sanctionnaient l'atteinte d'objectifs concrets comme nous l'avons mentionné plus haut. Il faut donc conclure qu'il s'agissait d'une promotion d'un échelon dans la hiérarchie des distinctions honorifiques. Ainsi, même si la loi prescrit que l'attribution de distinctions doit récompenser le mérite personnel, l'empereur peut néanmoins se montrer généreux afin de reconnaître de grandes réussites collectives. L'unification territoriale est sans conteste celle qui a exigé le concours de tous les officiels grands et petits. Une telle générosité est confirmée en 216 av. J.-C. lorsque chaque communauté villageoise reçoit six piculs

de grains et deux moutons à l'occasion des célébrations du douzième mois. Or, Sima Qian précise qu'un picul de grains coûte cette année-là 1600 pièces de cuivre. Un montant suffisamment important pour qu'il mérite d'être mentionné (1993a, p. 52).

L'empereur entreprit alors de visiter ses nouvelles possessions, toujours accompagné de ses plus proches collaborateurs et de grands lettrés. Il sacrifiait aux différents montagnes et rivières sacrées, dressait des stèles pour témoigner de ses actes de dévotion, s'entretenait avec les grands lettrés de son temps, qu'ils fussent confucéens ou taoïstes, et lançait la construction de grands projets d'agrément. Les esprits qui habitaient les lieux sacrés reçurent des distinctions, les lettrés furent honorés et les familles, mobilisées pour la réalisation des grands projets, exemptées de service militaire et d'impôts pour douze années (Sima Qian 1993a, p. 45-47). Il organisa de grandes expéditions pour trouver les îles où vivaient les immortels, afin de percer leur secret. Il fit rechercher les objets de bronze les plus sacrés de la dynastie Zhou (Sima Qian 1993, p. 49). En se réservant la sphère du symbolique et en posant des gestes emblématiques, le Premier Empereur agissait en tant qu'homme de son rang et homme de son époque : il ne prenait pas directement part à la gestion quotidienne de l'Empire mais manifestait sans cesse son prestige. En un mot, Il mobilisait tous les symboles des croyances de son temps. Il n'y avait pas de contradiction entre la rationalisation et les croyances<sup>64</sup>.

#### **4.3.4.5 – Étatisation du savoir et de l'enseignement**

Un évènement, souvent rappelé par tous les auteurs qui ont étudié la dynastie Qin, et présenté comme la preuve de l'inhumanité du légisme, est l'autodafé et la répression des lettrés. Or, contrairement à ce que la plupart affirme (Bodde 1942; Creel 1971 [1953]; Rubin 1976; Fu 1996; Fairbank et Goldman 2006), il s'agit en fait de deux épisodes distincts, le premier en 213 av. J.-C. et le second l'année suivante. Tout d'abord, en 213 av. J.-C., lors d'un banquet, soixante-dix lettrés employés par l'État furent conviés à honorer le Premier Empereur. Tous s'exécutèrent, sauf

---

<sup>64</sup> On associe souvent État moderne avec les valeurs de notre modernité comme si la perception de la modernité de l'État émanait des valeurs actuelles. Or le Premier Empire souscrit aux croyances de son époque et s'y conforme alors que le projet d'État envisagé possède les principaux attributs des États que l'on qualifie aujourd'hui de modernes.

un lettré de l'ancien État de Qi (齐国), bastion du conservatisme<sup>65</sup> : il attaqua les fondements mêmes du nouveau régime, en vantant les mérites des dynasties précédentes. Li Si répondit avec l'argument légiste que les nouveaux régimes ont toujours reposé sur des bases distinctes des précédents en raison de l'inadaptation de leurs institutions aux nouvelles conditions, en apportant une preuve indiscutable à l'appui : l'attachement aux institutions de la dynastie Zhou a précipité et prolongé la crise, alors que les nouvelles institutions du Qin ont établi une seule source d'autorité, rectifié les noms grâce à la loi et enfin apporté la paix (Sima Qian 1993a, p. 53-55). Il soumit alors un projet de décret visant à censurer les discours moraux et traditionalistes qui sapent l'autorité de l'empereur, des lois et des institutions :

Je propose que toutes les annales officielles à l'exception de celles du Qin soient brûlées; qu'à l'exception des lettrés d'État dont les fonctions exigent qu'ils en possèdent une copie, qu'il soit interdit aux particuliers de posséder le *Classique des vers*, le *Classique des documents* et les écrits des *Cents écoles* : ils devront apporter aux autorités toute copie en leur possession pour qu'elle soit brûlée. Toute personne qui s'aventurera à discuter du *Classique des vers* ou du *Classique des documents* sera exécutée en place publique. Toute personne qui invoquera l'Antiquité afin de critiquer le présent sera exécutée avec toute sa famille. Tout officiel qui, étant au courant de tels agissements, n'appliquerait pas la loi sera condamné au même châtiment. Toute personne qui n'aura pas brûlé les écrits en sa possession dans les trente jours suivant la proclamation de ce décret sera condamnée à être tatouée et à la plus lourde peine de travaux forcés. Les livres qui ne sont pas soumis au présent décret sont ceux sur la médecine, la divination, l'agriculture et la sylviculture. Tous ceux qui désirent étudier les lois et les ordonnances devraient le faire auprès d'un spécialiste de la loi au service de l'État (Sima Qian 1993a, p. 55).

Ce décret est sans conteste l'apogée du légisme sous la dynastie Qin, mais loin d'interdire les écrits, la dynastie se donne les moyens d'en contrôler leur usage. Les particuliers doivent se départir des *Classiques* et des écrits des diverses écoles de pensée, y compris ceux de la pensée légiste, par contre – et cette disposition est importante – les lettrés au service de l'État peuvent les conserver dans le cadre de leur fonction. Ainsi, le régime Qin oppose les spécialistes aux profanes, les lumières des premiers étant essentielles à l'adaptation des institutions politiques alors que les critiques des seconds sont jugées déstabilisatrices. *Stricto sensu* le décret ne supprime pas le

---

<sup>65</sup> Vandermeersch (1965, p. 161) montre que le Qi, le dernier royaume à tomber, n'a jamais entrepris de se réformer ni tenté de le faire. Berceau de la civilisation chinoise, il est toujours resté attaché à la tradition.

savoir, il le circonscrit aux lettrés officiels. De manière schématique on pourrait dire : aux lettrés d'Etat la réflexion, aux autres les connaissances techniques.

Les annales historiques des anciens états sont détruites. Essentiellement des jugements moraux sur leur propre histoire, elles ouvrent la porte à une critique du Qin, sans contribuer à une amélioration de l'administration de l'Empire car elles n'abordent pas les problèmes concrets. On peut évidemment envisager que le Premier Empereur, à l'instar d'autres régimes, cherche aussi à imposer l'histoire de sa propre dynastie et un seul discours.

Ces mesures, en réprimant l'étude de la pensée politique y compris la tradition légiste, visent à forcer les élites à poursuivre des activités productives ou à servir l'État en acquérant des compétences pratiques, telles la connaissance de la médecine, de la divination, de l'agriculture et de la sylviculture, puisque ces ouvrages ne sont pas interdits. De plus, le décret encourage l'étude de la loi auprès d'un spécialiste déjà au service de l'État, parce que sa connaissance est indispensable à quiconque envisage une carrière administrative. Ainsi, ce décret met en place les rudiments d'un système d'éducation publique destiné à la formation des candidats à la fonction publique, près d'un siècle avant la fondation de l'Université impériale en 124 av. J.-C.

Les réformes au Qin par la volonté de rationalité qui les inspiraient, anticipaient deux millénaires auparavant l'esprit des Lumières qui cherchait à recomposer la société autour de la Raison. Toutefois, à la différence de l'utopie des Lumières, qui visait l'émancipation de l'Homme<sup>66</sup>, la raison du Qin recherche le contrôle politique et social<sup>67</sup>. C'est avec la Révolution française que la transformation de l'État va s'amorcer pour aboutir à l'État moderne au tournant du 20<sup>e</sup> siècle (Weber 2013).

---

<sup>66</sup> On pense évidemment aux philosophes des Lumières, les Voltaire, Rousseau, Diderot, Condorcet, Kant, etc.

<sup>67</sup> Il souligner à nouveau (cf. *supra*, chap. 3) que ni la question de l'homme, ni *a fortiori* celle de son émancipation n'émergent dans la pensée chinoise comme question spécifique, pas plus chez les penseurs classiques que chez les réformateurs des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles (cf. *supra* chap. 2). Le projet révolutionnaire maoïste n'est pas un projet d'émancipation, pas plus que les réformes de Deng Xiaoping (cf. *infra*, chap. 6).

#### 4.3.4.6 – La Révolution française et la modernité occidentale

La Révolution française [1789-1799], pétrie de l'esprit rationaliste et universaliste des Lumières, sera le premier mouvement politique à entreprendre la rationalisation de l'État en Occident (Hobsbawm 2003a) deux millénaires après la fondation du Premier Empire, dans une France dont la population (approximativement 26 millions d'habitants) était comparable à celle de la Chine des Qin, mais dont la superficie (approximativement 650 000 km<sup>2</sup>) n'en couvrait que le 6<sup>e</sup> (superficie de la Chine sous les Qin, approximativement 4 millions de km<sup>2</sup>). La *Déclaration des Droits de l'Homme* [1789] concrétise et condense cet esprit. Elle instaure un ordre garanti par la loi, dont l'application est universelle. Cinq éléments méritent d'être rappelés :

Article 1<sup>er</sup> : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. » L'égalité de tous est posée, mais chacun est évalué selon ses mérites;

Article 7<sup>e</sup> : « Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la Loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis; mais tout citoyen appelé ou saisi en vertu de la Loi doit obéir à l'instant : il se rend coupable par la résistance. » La loi prime.

Article 12<sup>e</sup> : « La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée. » Le principe du monopole de la violence légitime de l'État est posé.

Article 13<sup>e</sup> : « Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés. » Le principe d'un impôt uniforme levé dans tout le territoire est posé (*Déclaration des Droits de l'Homme*, 1789).

Une nouvelle administration territoriale est établie par un acte législatif le 4 mars 1790 : les départements remplacent les anciennes provinces royales et les fiefs seigneuriaux<sup>68</sup>. Le premier code pénal de portée universelle, comportant 225 articles, entre en vigueur le 6 octobre 1791<sup>69</sup>. Le français devient la langue officielle de l'administration par le décret du 20 juillet 1794<sup>70</sup>. Le système décimal des poids et des mesures est adopté le 23 septembre 1795<sup>71</sup>. La loi du 22 octobre 1795 réorganise l'enseignement public pour répondre aux besoins de personnels spécialisés et compétents dans les différentes branches de l'administration<sup>72</sup>. Le 25 octobre 1795, un *Code des délits et des peines* comportant 646 articles, précisant la procédure judiciaire et introduisant la notion d'emprisonnement correctif remplace le *Code pénal* de 1791<sup>73</sup>.

Le coup d'État de Napoléon le 9 novembre 1799 accélère le mouvement de réforme. Tout d'abord, par la loi du 17 février 1800, les départements passent sous l'administration directe de l'État, lequel nomme un préfet dans chaque département, révocable, qui représente le pouvoir central<sup>74</sup>. L'arrêté du 4 novembre 1800 impose le système décimal à l'ensemble du territoire<sup>75</sup>. Un code civil unique d'application universelle est adopté par décret le 21 mars 1804<sup>76</sup>; il est toujours en vigueur et forme encore la base d'un grand nombre de systèmes légaux dans le monde. Par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1808, un système de distinctions honorifiques, calquées sur la hiérarchie des titres de l'aristocratie de l'Ancien Régime, est instauré, qui donne droit à de généreuses rentes d'État, mais ne cède aucune parcelle de souveraineté<sup>77</sup>. Un nouveau code pénal est adopté le 1<sup>er</sup>

---

<sup>68</sup> *Décret relatif à la division de la France en quatre-vingt-trois départemens*, in Duvergier 1824a, p. 121-130.

<sup>69</sup> *Code Pénal* (Duvergier 1824b, p. 403-419).

<sup>70</sup> *Décret portant qu'à compté du jour de sa publication, nul acte public ne pourra, dans quelque partie que ce soit du territoire français, être écrit qu'en langue française* (Duvergier 1825a, p. 275).

<sup>71</sup> *Décret relatif aux poids et aux mesures* (Duvergier 1825b, p. 350-352).

<sup>72</sup> *Décret concernant les écoles de services publics* (Duvergier 1825b, p. 413-419).

<sup>73</sup> *Code des délits et des peines* (Duvergier 1825b, p. 469-533).

<sup>74</sup> *Loi concernant la division du territoire français et l'administration* (Duvergier 1826a, p. 88-119).

<sup>75</sup> *Arrêté au mode d'exécution du système décimal des poids et mesures* (Duvergier 1826a, p. 342-344).

<sup>76</sup> *Loi contenant la réunion des lois civiles en un seul corps de loi, sous le titre de Code Civil des Français* (Duvergier 1826b, p. 526-528).

<sup>77</sup> *Décret sur les majorats* (Duvergier 1826c, p. 248-256).

janvier 1811<sup>78</sup>; il restera en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1994. La construction de grandes voies reliant la capitale aux différents départements de l'Empire et aux pays de sa zone d'influence sera entreprise à la suite du décret du 16 décembre 1811 qui établit les routes impériales<sup>79</sup>. En parallèle, Napoléon cherchera à remodeler l'Europe à l'image de la France. Malgré sa défaite en 1815, l'influence de la France napoléonienne est encore vivante, non seulement en Europe mais aussi en Amérique, en Afrique et dans une certaine mesure en Asie (Hobsbawm 2003a).

Or, si les mesures adoptées et les institutions créées sont comparables, les intentions qui les animent diffèrent : la Révolution voyait dans la construction et le développement de l'État la condition de la liberté individuelle et de l'égalité politique des citoyens; par contre, les artisans de l'unification impériale chinoise, qui opéraient une synthèse innovante des pensées politiques préimpériales, y cherchaient au contraire les conditions du maintien d'une paix intérieure durable. Le coup d'État du général Napoléon Bonaparte [1769-1821] avait pour objectif de mettre un terme aux excès de la Révolution, notamment en matière de liberté politique. Pourtant, le projet d'émancipation révolutionnaire fut porté jusqu'aux confins de l'Europe par l'empereur Napoléon, bien qu'il fût qualifié d'« Ogre » (Macé 2004) par ses détracteurs. Il n'empêche qu'aujourd'hui, nul ne réfuterait l'influence de la Révolution française ni l'impact des guerres napoléoniennes sur le façonnement du monde moderne. Or, les réformes, en France et en Europe, se sont étalées tout au long des vingt-six années de l'aventure révolutionnaire et de l'épopée napoléonienne réunies. Par contre, l'essentiel des réformes impériales entreprises par Qin furent concentrées dans la dernière année de la conquête puis dans l'année qui la suivit immédiatement, pour un règne qui ne dura réellement que vingt-huit années<sup>80</sup>.

---

<sup>78</sup> *Code Pénal de l'Empire français*, Paris : Imprimerie Impériale, 1810.

<sup>79</sup> (N° 7644) Décret impérial contenant règlement sur la construction, la réparation et l'entretien des routes. Au Palais des Tuileries, le 16 décembre 1811, <<http://www.legilux.public.lu/rgl/1811/A/0002/Z.pdf>> (17 février 2015).

<sup>80</sup> Yates (2014), rapportant les résultats des fouilles en Chine et de l'étude des documents mis au jour, souligne que l'administration impériale sous les Qin était plus développée que la simple lecture des sources historiques ne porterait à le penser. « All of [these documents] provide insights into the daily workings of the Qin state and imperial administration as well as beliefs and practices of the lower orders of Qin society that are not referred to at all in transmitted historical sources, mentioned only in passing, or critiqued in other literary sources.

These new materials reveal a far greater complexity of bureaucratic organization and richness of cultural and religious life in the Qin and Han than we would possibly have imagined without them or that can be reconstructed based solely on transmitted sources » (p. 143).

#### 4.4 – LE LEGISME : MATRICE DU NOUVEL ETAT

L'ascension du Qin commence véritablement au milieu du 4<sup>e</sup> siècle av. J.-C. Dès le début de son règne, le duc Xiao (Qin Xiao Gong 秦孝公, 361-338 av. J.-C.) s'attache à redonner à son pays l'éclat qu'il avait du temps du duc Mu (Qin Mu Gong 秦穆公), trois siècles auparavant. Sous son règne, le Qin retrouve les frontières que lui avait laissées le duc Mu, si bien qu'en 338 av. J.-C., lorsque son successeur, le duc Huiwen (Qin Huiwen Gong 秦惠文公, 338-311 av. J.-C.), monte sur le trône, il reçoit les honneurs du roi et des autres seigneurs, ce qui confirmait son statut d'Hégémon. Mais en 325 av. J.-C., se sentant suffisamment puissant, il se proclame roi et rompt officiellement ses liens de vassalité avec la cour des Zhou. D'autres seigneurs lui emboîtent alors le pas. Puis, finalement en 316 av. J.-C., sa conquête des États de Ba et de Shu, longtemps isolés de l'aire culturelle chinoise par les hautes montagnes encerclant le bassin du Sichuan, fait sans conteste du Qin le plus grand et le plus peuplé des *Royaumes combattants*, si ce n'est le plus riche (Sima Qian 1993a, p. 24-27).

L'ascension du Qin est étroitement liée aux réformes menées par le chancelier Shang Yang<sup>81</sup> – contemporain de Mencius – sous le règne du duc Xiao : l'armée et l'administration furent réformées et professionnalisées, l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles rationalisées. Shang Yang est plus qu'un réformateur : les changements qu'il a introduits s'inscrivent dans une vision politique qu'il a développée tout au long de sa carrière. Le nom de Shang Yang est étroitement lié à la pensée politique légiste, et pour cause : il en est le véritable fondateur. Ses réformes lui survécurent et rendirent possible l'unification impériale un siècle plus tard.

Pour rendre compte de l'apport décisif de Shang Yang, il faut étudier en parallèle à la fois sa vision politique et les réformes qu'il a introduites.

---

<sup>81</sup> Il est aussi connu sous le nom de Gongsun Yang (公孙鞅).



#### 4.4.1 – Shang Yang : réformateur et théoricien de l'État

En 361 av. J.-C., le duc Xiao monte sur le trône du Qin après des décennies de luttes intestines entre les grandes familles. Son prédécesseur avait su vers la fin de son règne ramener l'ordre à l'intérieur et protéger l'intégrité de ses possessions à la suite d'une série de campagnes militaires dont les pertes se chiffraient par dizaines de milliers d'hommes (Sima Qian 1993a, p. 22-23). Si le duché est enfin stabilisé, il demeure faible : sa production agricole et ses forces militaires sont désorganisées, mais les aristocrates avaient su préserver leurs privilèges et les marchands profiter des troubles pour s'enrichir. C'est pourquoi, dès son accession au trône, le duc Xiao fait proclamer un édit qui promet une charge et une terre à quiconque proposerait « un plan efficace pour renforcer le Qin », rapporté par Sima Qian :

Par le passé, notre duc Mu, vivant dans la région des Monts Qi et Yong, s'adonna à la culture de la vertu et à la pratique des arts martiaux, à l'Est il mit fin aux troubles et fixa ses frontières le long du Fleuve Jaune, à l'ouest il devint l'hégémon des Rong et des Di et étendit ses possessions de 1000 li. Le Fils du Ciel reconnut son hégémonie et les seigneurs féodaux lui offrirent leurs félicitations – glorieuse fut la manière dont il ouvrit la voie pour de futures réalisations!

Mais vinrent ensuite les règnes des ducs Ligong, Zao et Jian, et les malaises causés par l'affaire Chuzi, lorsque les affaires internes de l'État étaient troublées et que nul n'avait alors le loisir de s'occuper des affaires extérieures. Puis les Trois Jin nous attaquèrent et nous prirent les terres à l'ouest du Fleuve Jaune qui furent celles de nos prédécesseurs, et les seigneurs féodaux méprisèrent alors le Qin. Aucune honte ne pouvait être plus grande que la nôtre!

Dès que le duc Xian prit le pouvoir, néanmoins, il ramena l'ordre et transféra sa capitale à Yueyang, espérant mener bataille à l'est afin de récupérer les territoires perdus du duc Mu et de régner à son exemple. Lorsque je me rappelle des intentions de mon prédécesseur, mon cœur souffre en permanence. Si, parmi les visiteurs de notre État ou parmi les divers officiels du Qin il y en a un qui peut proposer un plan efficace pour renforcer le Qin, je l'honorerais d'une charge et d'une terre (Sima Qian 1993a, p. 23-24).

Shang Yang après plusieurs audiences<sup>82</sup> comprend que le duc ne veut pas simplement devenir Hégémon, mais *le plus grand* des Hégémons. Pour cela il faut changer les institutions et le

---

<sup>82</sup> Shang Yang se fit introduire auprès du duc par l'entremise d'un de ses favoris et, selon la coutume, l'instruisit de la Voie des Trois Augustes et des Cinq Empereurs. Contre toute attente, le Duc s'ennuya et s'en plaignit à son favori. Shang Yang se fit alors introduire à nouveau auprès du duc et l'entretint de la Voie des rois des trois dynasties. Encore

duc en est conscient. Si celui-ci a toute l'autorité pour le faire, il n'en a pas la légitimité, et pour cette raison il craint l'opposition des élites traditionnelles (Sima Qian in Shang Yang 2005, p. 190-191). Un étranger – Shang Yang venait du Wey (卫 国) –, était alors le candidat idéal pour mener à bien la refondation de l'ordre politique sous l'autorité exclusive du roi. Shang Yang est alors élevé au rang de ministre, mais il lui faut désormais satisfaire aux exigences de son nouveau maître dans les plus brefs délais. Pour cela il lui faut vaincre un obstacle de taille : la résistance de l'establishment, dont le pouvoir héréditaire reposait sur les coutumes.

#### 4.4.2 – Les réformes de Shang Yang

Un débat, en présence du duc, est alors organisé sur la direction à suivre. Ce débat oppose Shang Yang l'étranger aux caciques (Shang Yang 2005, p. 53-55). Il lui faut à la fois briller et faire valoir les intérêts de son maître, qui arbitre les échanges. Sa performance est exemplaire. Mais pour cela il lui avait fallu saper la légitimité des traditions en démontrant que les grands personnages de l'antiquité ne s'étaient pas imposés en reproduisant aveuglément les institutions de leurs prédécesseurs, mais uniquement en en créant de nouvelles adaptées aux conditions de leurs époques respectives.

Son raisonnement<sup>83</sup> est le suivant : premièrement, les confucéens et les moïstes, les représentants des deux grandes écoles rivales, expliquaient que les agissements du peuple ne sont que le reflet du comportement de ceux qui exercent une responsabilité et ont donc une autorité, et que l'ordre ne revient que lorsque ceux-ci respectent leurs devoirs rituels – pour les confucéens et les moïstes l'ordre émane naturellement de l'observance des rites. En un mot, les confucéens et les moïstes soutenaient que la population imitait le comportement des dirigeants, et que ceux-ci

---

une fois, il déplut au duc qui s'en plaignit une seconde fois à son favori. Comment pouvait-il en être autrement ? Le nouveau duc voulait marcher dans les pas de son ancêtre le duc Mu, un des *Cinq Hégémons*, pour qui le mérite militaire et l'art politique l'emportaient sur les rites et la vertu. Shang Yang put obtenir une nouvelle audience et cette fois il parla au duc de ce qu'il voulait entendre : la voie de l'hégémonie. Celui-ci fut enchanté. C'est pourquoi, accuser Shang Yang d'opportunisme, comme le fit la tradition (Sima Qian in Lévi 2005, p. 2002), c'est méconnaître les conditions qui réglaient alors la vie de cour : il n'était qu'un jeune ambitieux à l'instar de la très grande majorité des *shi*. Et seuls leur art oratoire et leur flatterie pouvaient retenir l'attention des puissants en ces temps-là.

<sup>83</sup> L'exposé de Shang Yang est direct et cru. Pour Pines (2012a), en recourant à une « *alienating rhetoric* », Shang Yang cherche à se démarquer dans le brouhaha des discours creux, convenus et stéréotypés. La consolidation et le renforcement de l'État repose, pour Shang Yang, sur la « destruction des parasites » et la « destruction des forces ennemies » (Shang Yang 2005, p. 74).

devaient donner l'exemple. De plus, pour les confucéens, le comportement à adopter trouvait sa source dans le retour à la tradition et son respect. Deuxièmement, Shang Yang, s'inspirant des mêmes sources que les confucéens et les moïstes, contrairement à eux, arrive à la conclusion que l'être humain est mû par ses passions et la satisfaction de ses désirs. Ainsi, pour lui, contraindre l'être humain à être ce qu'il n'est pas, comme le voudraient le confucianisme et le moïsme, ne peut qu'encourager les transgressions et conduire à l'effet contraire. Troisièmement, poursuivant son raisonnement, il affirme que l'homme est un animal social et qu'il crée des institutions qui reflètent sa nature afin d'encadrer et de pacifier les relations de chacun avec ses semblables, mais aussi pour stimuler la croissance, le développement et le renforcement de la collectivité pour faire face aux menaces extérieures. Autrement dit, ce sont les institutions qui pacifient et régulent les comportements humains. En conséquence, l'effort de l'État doit porter sur la création d'institutions et non pas sur le respect des rites – ce qui n'implique pas pour autant que les rites doivent être abandonnés, ce qu'il ne prétend jamais. Quatrièmement, le problème, dès lors, est la capacité d'adaptation des institutions. Selon, lui la faiblesse des institutions de l'État de Qin, entraînées par le mouvement de l'histoire, résulterait de leur incapacité de s'adapter aux transformations qu'elles ont elles-mêmes contribué à instaurer. Cinquièmement, pour Shang Yang, la croissance de la population s'accompagne d'une rareté des ressources; en conséquence, les rivalités se multiplient et s'intensifient au point de sombrer dans une dynamique de guerres permanentes (Shang Yang 2005, p. 93-98). (Ainsi, le légisme anticipe le *darwinisme social* qui jouera un rôle important au tournant du 20<sup>e</sup> siècle<sup>84</sup>, au moment même où les institutions impériales chinoises se montreront incapables de s'adapter aux nouvelles conditions dans lesquelles la Chine se trouvera.) Sixièmement, en conséquence, le souverain doit pouvoir changer la loi et les institutions lorsque les circonstances l'exigent, et le faire en allant dans le sens de leur évolution; le reste du temps il s'assure de leur bon fonctionnement. Par contre, lorsqu'un souverain réagit en multipliant les décrets selon son humeur du moment ou en écoutant les recommandations fallacieuses de son entourage, il contribuerait à accélérer l'effondrement qu'il redoute; il en résulterait une telle instabilité que le désordre provoqué interdirait toute prévision (Shang Yang 2005, p. 72).

---

<sup>84</sup> Cf. *supra*, chap. 2.

Après avoir montré la complexité de la nature humaine, loin d'être pessimiste comme le seront plus tard un Xunzi ou un Hobbes, Shang Yang conclut que si le pouvoir apprend à canaliser les passions de l'être humain au lieu de les réprimer, il pourra contenir ses excès tout en lui permettant de continuer à vouloir satisfaire ses désirs (Shang Yang 2005, p. 96-97). Pour lui, l'être humain n'est motivé que par l'appât du gain et la préservation de sa personne. Le souverain doit donc l'encadrer par la certitude de récompenses pour services rendus et celle de châtiments inévitables pour toute transgression (Shang Yang 2005, p. 107). À cette fin, le souverain doit concentrer entre ses mains le monopole absolu du pouvoir de récompenser et de punir : l'existence de pôles indépendants de gratification et de punition signifierait une partition du pouvoir (Shang Yang 2005, p. 102). Mieux, l'État doit devenir le principe organisateur de tous les aspects de la vie qui ne doit exister que pour l'État. Pour détenir le monopole de la gratification et de la punition, le souverain doit donc disposer d'une structure administrative qui non seulement recense tous les faits et gestes de ses sujets, mais aussi comptabilise toute la production et les capacités de production. Un tel État ne peut fonctionner qu'à la condition que nul privilège ou nul pouvoir arbitraire, du haut au bas de la hiérarchie, ne vienne faire obstacle à l'automaticité de la loi.

Le duc donne son aval aux thèses de Shang Yang (Shang Yang 2005, p. 53-55) et l'élève au rang de *Chef de la multitude de gauche* (*Zuochuchang* 左庶长) (Sima Qian in Shang Yang 2005, p. 193), ce qui correspondait au dixième rang dans la hiérarchie du Qin (Li Ya-nung 1977, p. 166-169). Ce rang habilite Shang Yang à entreprendre les réformes qu'il préconise.

Fort de sa nouvelle autorité, Shang Yang proclame deux décrets :

- Le premier porte sur « la mise en culture des terres vierges ». Il vise à rationaliser et à optimiser la production agricole (Shang Yang 2005, p. 57-62);
- Le second porte sur « l'organisation interne » et entreprend la professionnalisation de l'armée (Shang Yang 2005, p. 153-158).

Pour Shang Yang, l'agriculture et l'armée sont donc les assises d'un État puissant.

L'enjeu, pour Shang Yang, est bien le développement du Qin : un État sous-peuplé et sous-exploité dont la population est dénuée de toute éthique du travail. Il ne peut donc dégager les excédents nécessaires à la réalisation de ses grands projets ni à sa défense. Ainsi, il se trouve *de facto* dans une position de faiblesse par rapport à ses rivaux. Par contre, il a la possibilité d'ouvrir de nouvelles terres à l'agriculture et ainsi d'être en mesure de renforcer sa position (Shang Yang 2005, p. 58). Aussi, la première tâche d'une administration efficace consiste-t-elle à connaître, d'une part, la taille et la répartition réelle de la population, et d'autre part, sa capacité de production réelle et potentielle; deux ensemble de données sans lesquelles il n'est pas possible de répartir les terres, d'organiser la taxation, de répartir les corvées et de fixer les quotas de conscription.

Pour y arriver, il va procéder en deux étapes : d'une part, le premier et le second décrets réforment l'agriculture et l'armée; d'autre part, une seconde série de réformes, entreprises vers 248 av. J.-C., comme le rapporte Sima Qian, 1) remplace l'administration territoriale féodale par une organisation territoriale uniforme à deux niveaux : 31 commanderies subdivisées en cantons sont créées, et chacune est administrée par un préfet et son assistant; 2) les poids et mesures sont standardisés (Sima Qian 1993a, p. 94)<sup>85</sup>.

Il faut citer intégralement ces deux édits pour être en mesure d'appréhender toute la portée du programme – véritablement révolutionnaire – de Shang Yang<sup>86</sup>, car ils vont permettre au Qin de pallier les contradictions systémiques d'une monarchie absolue en jetant les bases de l'État moderne.

---

<sup>85</sup> Sima Qian, comme toujours, recense succinctement ces réformes de première importance. Elles ne sont pas mentionnées dans le *Livre du Prince Shang*. Nous ne connaissons donc jamais en détail la pensée de Shang Yang; nous en resterons à des hypothèses. Par contre, une telle omission dans le *Livre du Prince Shang*, dont l'essentiel de la réflexion théorique est lié à son activité politique au tout début de sa carrière au Qin, semble indiquer que l'ouvrage circulait déjà dans sa forme définitive au cours de sa carrière. Ainsi, le *Livre du Prince Shang* ne nous donne qu'une vue schématique de sa démarche intellectuelle et la portée de ses réformes.

<sup>86</sup> Il faut souligner la correspondance entre les deux édits de Shang Yang et la description de l'île d'Utopie donnée par Raphael Nonsenso dans le livre 2 d'*Utopia* de More (1516).

#### 4.4.2.1 – Une économie productiviste

Premier édit (PE<sup>87</sup>) :

Un pouvoir central efficace ôte aux mauvais fonctionnaires la licence de tirer profit de leurs administrés et de se décharger des affaires les uns sur les autres. Les paysans n'étant plus en butte aux exactions de l'État, se trouvent plus de temps à consacrer à la production agricole. Les journées de travail ainsi libérées permettent la mise en valeur de nouvelles terres.

- 1) Il suffit que l'impôt soit calculé selon le montant de la récolte pour que le système des contributions soit unifié et les charges équitablement réparties. Une fiscalité unifiée fait régner la confiance. Aussi les fonctionnaires n'osent plus se livrer à la concussion, et les charges étant véritablement réparties, le peuple se montre travailleur et casanier. Les sujets d'une nation où le prince inspire confiance, où les fonctionnaires sont intègres et humbles travailleurs, obéissent aux ordres de leur maître; ils suivent le droit chemin et n'ont pas à pâtir des magistrats. Humbles et soumis à leur maître, droits et ne souffrant pas des exactions de l'État, les hommes faits s'adonnent avec ardeur aux travaux agricoles; les jeunes étudient avec zèle le métier de leurs aînés, permettant la mise en culture de nouvelles terres.
- 2) Lorsque le prince se refuse à donner des charges à ceux qui bénéficient d'appuis auprès de puissants seigneurs, le peuple n'abandonne pas la glèbe pour se livrer à de vaines études. Son ignorance le met à l'abri des mauvaises fréquentations; le pays est en paix. Les hommes, ne méprisant pas leur besogne, sont durs à la peine et acharnés à l'ouvrage. Dans un pays où règnent la concorde et l'amour du travail, de nouvelles terres peuvent être mises en valeur.
- 3) Les grandes maisonnières nobles, dont les gras appointements et les impôts qu'elles lèvent entretiennent une armée de parasites, ruinent l'agriculture. Que le prince les taxe en proportion de leurs féaux et alourdisse leur part de corvée, paresseux, débauchés, chenapans, privés de sinécures où ils s'engraissent à ne rien faire, seront contraints de se tourner vers l'agriculture; de nouvelles terres pourront être mises en valeur.
- 4) Il suffirait que le prince empêchât les marchands de vendre du grain et le paysan d'en acheter pour que les laboureurs fainéants s'activent aux travaux des champs, que les négociants en grain renoncent à accumuler des excédents les années fastes et à spéculer sur les années de disette. Tout espoir de profit leur étant interdit, ils se tourneront vers les activités agricoles. Les paresseux

---

<sup>87</sup> La mention PE 1 dans le corps du texte renvoie à l'article 1 du décret, PE 2 à l'article 2; et SE 1, SE 2 aux articles 1 et 2 du second décret, et ainsi de suite.

devenus diligents, les marchands rendus à l'agriculture, de nouvelles terres pourront être mises en valeur.

- 5) Si, à travers nos États, on interdit la musique et les spectacles, le peuple ne sera pas troublé dans son travail par des divertissements frivoles ni ne s'adonnera à la licence dans son repos. Acharné à l'ouvrage et réglé dans ses mœurs il pourra mettre de nouvelles terres en valeur.
- 6) Qu'il soit seulement proscriit de louer des journaliers et les nobles ne pourront plus se faire construire de riches demeures. Les fils de familles devront travailler de leurs mains; les journaliers se tourneront vers l'agriculture. Les folies des grands ne nuiront plus à l'agriculture et force sera à leurs rejetons de travailler pour vivre. L'agriculture ne souffrant plus de la concurrence d'autres travaux et la population paysanne s'étant accrue, de nouvelles terres pourront être mises en valeur.
- 7) Que le pouvoir central ferme les maisons d'hôtes et les traîtres, les menteurs, les fourbes, tous ces parias qui forment des ligues et sèment le trouble et la confusion parmi les paysans, ne pourront plus se livrer à leurs activités séditeuses. Les tenanciers d'auberge, une fois tarie la source de leurs revenus, seront contraints de se tourner eux aussi vers l'agriculture; de nouvelles terres pourront être mises en valeur.
- 8) Si le prince institue un monopole sur les ressources naturelles, il supprimera les revenus des tire-au-flanc qui se détournent des travaux des champs pour s'élever par toutes sortes de trafics. Contraints de revenir à l'activité fondamentale, ils pourront mettre de nouvelles terres en valeur.
- 9) Il serait judicieux que l'État renchérisse le prix du vin et des viandes en les taxant afin qu'ils coûtent dix fois plus cher que les biens de première nécessité. On réduirait par cette mesure le nombre de marchands et on ramènerait les humbles à la sobriété, les grands à la frugalité. Les commerçants étant rares, le prix du blé ne monterait plus; le peuple étant sobre vaquerait avec ardeur à sa tâche; les fonctionnaires à jeun ne bâcleraient plus les affaires de l'État, si bien que de nouvelles terres pourraient être mises en valeur.
- 10) Que le prince alourdisse la législation pénale et établisse un système de responsabilité collective, les violents n'oseront plus chercher querelle, les chicaneurs intenter un procès, les veules se livrer à leurs vices, les prodigues à leurs penchants, les flatteurs, les retors ne se permettront plus d'abuser de la crédulité d'autrui. Si tous ces parasites disparaissaient de l'empire, de nouvelles terres pourraient être mises en valeur.
- 11) Que le libre déplacement des personnes soit soumis à un contrôle, les instables ne trouveront plus à se nourrir. Privés de tous les moyens de subsistance, force leur sera de revenir à la glèbe; les vauriens et les incapables,

contraints de se consacrer aux travaux agricoles, ne sèmeront plus le désarroi parmi les paysans et de nouvelles terres pourront être mises en valeur.

- 12) Que l'on étende la corvée aux cadets des grandes familles; qu'elle soit fixée en conformité avec le rôle des contributions; que l'on rende plus sévères les conditions d'exemption; que l'on institue un bureau spécial chargé de l'organisation des levées et des contributions et des distributions de vivre aux corvéables; les cadets de familles ne pouvant plus espérer un poste de fonctionnaire ni couper au travail obligatoire, n'iront plus chercher fortune à travers l'empire en se mettant au service de riches particuliers et seront contraints de labourer. De nouvelles terres seront mises en valeur.
  
- 13) Il faut interdire aux grands officiers et aux magistrats de s'instruire, de discuter, de faire montre d'intelligence, de se livrer à l'oisiveté, de voyager pour leur plaisir, car ils troublent la tête aux laboureurs par leurs propos extravagants ou l'étalage de leurs talents. Les paysans qui ont quelques lettres ne se laisseraient plus détourner de leur métier; quant aux rustres n'ayant aucun moyen d'en acquérir, ils n'en éprouveraient plus l'envie et tous se consacraient uniquement à leur tâche. Ainsi, lorsqu'on aura rendu les uns attachés à la glèbe, les autres acharnés à l'ouvrage, de nouvelles terres pourront être mises en valeur.
  
- 14) La présence des femmes sur les marchés militaires doit être proscrite; il faut obliger les marchands à n'y fournir que des armes et des cuirasses afin que les soldats n'aient d'autre souci que la guerre. Il serait bon que le trafic privé des fourrages et des grains y soit prohibé; on extirperait de la sorte les germes de la corruption. Les trafiquants d'approvisionnement militaire ne trouvant plus de lieux où écouler leurs produits et le transport de fourrage à des fins lucratives étant interdit, on ne verra plus rôder sur les marchés militaires des garnements ou des oisifs. Les spéculateurs n'ayant plus de débouchés où écouler leurs marchandises, les transporteurs ne pouvant plus lanterner pour augmenter leurs bénéfices, les vauriens ne hanteront plus les marchés militaires; si bien que le peuple ne sera pas contaminé par la frivolité et la corruption. Un terme sera mis au gaspillage et de nouvelles terres pourront être mises en valeur.
  
- 15) Il faut que les règlements soient unifiés et les lois obéies; que les fonctionnaires vénaux cessent de prendre des libertés avec la loi et de cacher les entorses qu'ils lui ont faites. La corruption sera extirpée de l'administration, les magistrats ne pouvant se livrer à leurs appétits de lucre ni modifier les lois à leur gré lorsqu'ils accèdent à une charge. On en réduira ainsi le nombre pour le plus grand bien du peuple. Les fonctionnaires devenus intègres sauront rappeler leurs administrés à leurs devoirs et le relâchement des mœurs ne viendra plus faire obstacle à l'augmentation des rendements. D'autre part, les réductions d'effectifs dans l'administration permettront d'alléger les impôts. Les paysans, que n'accableront plus les exactions des magistrats, auront du temps à consacrer aux travaux agricoles; de nouvelles terres pourront être mises en valeur.



- 16) Par le renforcement de l'octroi, on dissuaderait les paysans de se tourner vers le commerce. Les marchands se livreront avec moins d'ardeur à un négoce devenu moins lucratif et de nouvelles terres pourront être mises en valeur.
- 17) Que l'État impose la corvée aux marchands en proportion du nombre de membres dont se compose leur maisonnée et inscrive sur le rôle valets, portefaix, esclaves et serviteurs, leurs charges se trouveront aggravées aux profits des paysans. Ceux-ci, soulagés d'une partie de la corvée, pourront mettre en culture des terres en friches, tandis que les négociants, plus lourdement taxés, n'auront plus le loisir de se disperser à travers le pays pour y répandre leurs libéralités. Le peuple ne souffrira plus de la faim et sera moins sociable. Bien nourri et réglé dans ses mœurs il s'appliquera avec zèle aux tâches d'intérêt général sans pour autant relâcher son effort dans ses travaux domestiques. L'agriculture prospérera et de nouvelles terres seront mises en valeur.
- 18) Il serait judicieux d'interdire la location de charrettes pour l'acheminement du grain et veiller à ce que l'on ne profite pas du retour pour le portage de biens privés. Il faudrait se montrer attentif à ce que le poids des marchandises effectivement transportées corresponde à celui fixé par l'État. Les transports en seraient accélérés et le convoiement de céréales ne nuirait pas aux activités fondamentales, si bien que de nouvelles terres pourraient être mises en valeur.
- 19) Que l'État proscrive la pratique des pots-de-vin aux fonctionnaires pour qu'ils prennent soin des condamnés ou leur fassent parvenir de la nourriture, les délinquants perdant leurs protecteurs ne pourront se soustraire au glaive de la justice; privés de tout soutien, les criminels ne nuiront plus à l'activité agricole; de nouvelles terres seront mises en valeur (Shang Yang 2005, p. 57-62).

Shang Yang, plus que tout autre penseur chinois de cette époque mouvementée, a conscience du rôle central que joue le développement de l'agriculture<sup>88</sup> dans le renforcement d'un État et, en corollaire, du rôle tout aussi central de la paysannerie dans la défense du territoire (Shang Yang 2005, p. 86). Or, dans le cadre d'une agriculture de subsistance, seule une petite part de la production peut être prélevée à des fins de taxation. Cette taxation doit servir à financer les grands projets de développement et la défense du territoire, réalisés par les paysans soumis à la corvée et à la conscription lors de la saison creuse. Afin d'atteindre ces objectifs, la production agricole doit donc être optimale. Ces réformes cherchent à insuffler une éthique du travail à l'ensemble des sujets du duc, sans laquelle il ne pourrait professionnaliser l'administration; mettre

---

<sup>88</sup> Voir tout particulièrement *La mentalité agrarienne et L'essor de l'artisanat et du commerce* dans Vandermeersch (1965, p. 85-106, 107-136).

en valeur de nouvelles terres destinées à l'agriculture ni dégager les surplus nécessaires afin de consolider l'État (PE 1), étape essentielle pour réaliser l'hégémonie à laquelle il aspire.

Shang Yang voit dans l'entreprise individuelle, dont l'entrepreneur est seul responsable des profits et des pertes, l'organisation économique la plus efficiente. Ainsi, il découpe les terres communes en parcelles de 100 mu, qui sont distribuées en viager à chaque paysan et à sa famille. Il crée aussi un impôt proportionnel à la production agricole et manufacturière moyenne, systématiquement calculé, que tous doivent acquitter en nature. Il est posé que chaque paysan, en travaillant avec acharnement, peut nourrir sa famille; participer à la corvée sans influencer sur son travail; acquitter ses impôts; et dégager un excédent, afin d'avoir l'aisance voulue pour acquérir les outils et les techniques indispensables à l'augmentation de sa production, et disposer du temps nécessaire pour que sa femme puisse se consacrer à des activités secondaires manufacturières comme le tissage (Shang Yang 2005, p. 86). De plus, le droit d'exploitation de cette terre peut être échangé librement sur le marché (Li Ya-nung 1977, p. 154).

Afin de stimuler l'accroissement de la productivité, Shang Yang propose que les paysans puissent acquérir des titres de noblesse, dont le prix d'achat augmenterait avec le rang convoité, ce qui contribuerait à réduire leur obligation personnelle de corvée, voire à l'abolir (Shang Yang 2005, p. 188). Chaque degré gravi conférerait 100 mu de terre supplémentaire; le privilège de recourir à la corvée à raison d'un planton travaillant six jours par mois pour chaque nouveau degré atteint. De plus, afin d'accélérer l'accroissement de la population, il ouvre les frontières à l'immigration, ce qui draine les serfs des États rivaux, attirés par la promesse de l'accession à la propriété en viager, et de dispense de corvée et de conscription pour une durée de trois générations (Shang Yang 2005, p. 130-131). Par contre, s'ils n'atteignent pas les quotas de production imposés par l'État, c'est-à-dire lorsque les paysans ne peuvent acquitter leurs impôts, ils perdent leurs terres, qui sont alors redistribuées aux sujets méritants; de plus, ils sont condamnés au travail forcé avec toute leur famille pour une durée déterminée (Sima Qian 1993a, p. 92-93)<sup>89</sup>.

---

<sup>89</sup> Si Sima Qian parle d'esclavage, la loi de Qin est dénuée de toute ambiguïté : ils sont condamnés à avoir la « barbe rasée », la marque des forçats. Ils pouvaient de plus avoir la « tête rasée », être « tatoués » ou « amputés »

C'est pourquoi, à la suite de Mozi, Shang Yang s'attaque aux rites, qui prennent la forme de grandes cérémonies toujours accompagnées de musique, car ils exigent d'y consacrer du temps et des ressources, ce qui réduit d'autant la part réservée aux activités productives (PE 5). L'objectif poursuivi est l'augmentation constante des revenus de l'État sans avoir à modifier le pourcentage des prélèvements, car les paysans, ainsi stimulés, chercheront en permanence à améliorer leur productivité. Ajoutons, entre parenthèses, que l'accent mis sur l'éthique du travail et la série de mesures pour stimuler et contraindre la population à se consacrer au travail anticipe les relations entre l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, telles que Weber (2002) les décrira en 1904-1905, car Shang Yang comme lui fait du sacrifice immédiat la condition d'un bien futur<sup>90</sup>. Ainsi, comme dans l'éthique protestante qui avait fait de l'augmentation permanente de la richesse la preuve de l'élection divine, l'augmentation permanente de la production se traduit par l'ascension sociale.

#### **4.4.2.2 – Une société militarisée**

Par ailleurs, les guerres permanentes que se font les sept États pour des gains relatifs détruisent les récoltes, déplacent les paysans et favorisent la spéculation. Les paysans ne pouvant alors se consacrer entièrement aux labours, l'administration manque de ressources et les armées de nourriture. Chacun cherche son intérêt propre; la corruption se généralise; les inférieurs usurpent les privilèges des supérieurs; les soldats sont démoralisés et fuient au contact de l'ennemi. La consolidation de l'État passe donc, pour Shang Yang, par la restructuration de l'armée. Par ailleurs, pour compenser le sous-peuplement, le Qin doit professionnaliser et discipliner ses forces militaires, et imposer une éthique du service à tous ses sujets comme le montre le Second édit (SE) qu'il promulgue :

- 1) Les hommes et les femmes demeurant sur le territoire de la principauté doivent être enregistrés sur le rôle de l'état civil. Leur nom, inscrit à leur naissance, sera rayé à leur mort.

---

selon l'importance du crime. Or, le travail forcé, contrairement à l'esclavage, n'est ni héréditaire ni imposé à perpétuité : les peines les plus sévères n'excédaient pas six ans (Hulsewé 1985, p. 14-16).

<sup>90</sup> Dans la même perspective on peut questionner le caractère propre de l'éthique protestante.

- 2) Tout détenteur d'un titre nobiliaire peut prendre un planton à son service parmi les roturiers. Chaque degré donne droit à un homme. Celui-ci servira six jours par mois en dehors de ses obligations militaires. Pendant son temps de corvée, l'officier doit pourvoir à sa nourriture, et ce, tant qu'il reste à son service.
- 3) Les grades militaires sont les suivants : les soldats de première classe jusqu'aux petits officiers sont appelés « instructeurs ». En ce qui concerne la hiérarchie publique, les officiers de second grade jusqu'aux sergents incorvéables forment la classe des « combattants ».
- 4) En campagne, les hommes sont répartis en brigades de cinq hommes collectivement responsables : si l'un d'entre eux déserte, les quatre autres ont la tête tranchée.
- 5) Quiconque rapporte en trophée la tête d'un ennemi se trouve exonéré de taxes. Chaque brigade a à sa tête un brigadier. Un groupe de vingt brigades est dirigé par un centurion. Si les brigadiers ou les centurions qui commandent aux brigades et aux compagnies ne remettent pas au moins une tête de soldat ennemi, ils sont décapités. Mais si les brigadiers et les centurions rapportent plus de trente-trois têtes en trophée, ils seront promus d'un grade pour avoir dépassé les normes.
- 6) Un chef de bataillon de cinq cents hommes a droit à une escorte de cinquante fantassins, armés d'épées courtes. Le chef de deux bataillons est général de brigade, il a droit à une escorte de cent hommes à pied.
- 7) Par ailleurs, un officier dont le revenu est de 10 000 boisseaux de grains a droit à une escorte de cent hommes; celui dont le revenu est 8 000 boisseaux a droit à une escorte de 80 hommes; de 7 000 boisseaux, de 70 hommes; de 6 000 boisseaux, de 60 hommes. Un général d'armée est accompagné d'une escorte de 1 000 fantassins, tandis que le général en chef se voit doté d'une garde de 4 000 hommes.
- 8) Si un officier meurt au combat, les hommes de sa garde seront châtiés, à l'exception de ceux qui auront coupé la tête d'un ennemi.
- 9) Lorsque l'armée atteint les objectifs fixés par le code militaire, qui sont de huit mille têtes coupées pour une guerre de siège et de deux mille pour une guerre de mouvement, tous les fonctionnaires, des « instructeurs » jusqu'aux généraux, reçoivent une promotion. Un chevalier est promu sergent à brevet, un sergent à brevet, écuyer à ruban, un écuyer, sergent incorvéable; un sergent incorvéable est élevé au grade d'officier.
- 10) Tout officier subalterne promu au rang de commandeur de district reçoit de surcroît six esclaves ainsi qu'une somme de 5 600 pièces d'argent. Un grand officier est placé à la direction d'une charge importante et promu au rang

d'officier d'administration. Un officier d'administration est promu au rang d'officier d'État; un officier d'État au grade de lieutenant des équipages; un lieutenant à celui d'officier de cinquième grade. Tous auront droit, en sus, aux revenus d'une terre de trois cents familles. Un officier du cinquième grade est élevé au rang de chef de la multitude, un chef de la multitude à celui de lieutenant des corvéables de droite, les lieutenants des corvéables de droite, de gauche ou du centre, reçoivent le grade d'intendant des troupes. Tout chef de la multitude, tout colonel de premier, deuxième ou troisième rang se voit attribuer lors de sa promotion un fief de trois cents familles ainsi que le montant des impôts d'une terre de trois cents feux. Tout officier percevant des rentes d'une terre de six cents foyers a droit au titre de vice-chancelier. Cocher et lancier du char du général en chef sont promus de trois degrés. Tout vice-chancelier, s'il a rempli les objectifs fixés par la cour, obtient un poste fixe de ministre.

- 11) Après les combats, les têtes sont exposés durant trois jours afin d'examiner les exploits de chacun. On procède alors à l'attribution des récompenses aux soldats et aux officiers dont le mérite n'est sujet à aucune contestation. Si, après trois jours, les récompenses n'ont toujours pas été distribuées ou s'il se révélaient des injustices dans leur attribution, les quatre officiers supérieurs de la préfecture seront démis de leurs fonctions et jugés par un officier superviseur.
- 12) À chaque tête coupée, un soldat est promu d'un degré. Il se voit octroyé l'usufruit d'un champ d'un *qinq* [頃 = 100 mu 亩] et la propriété d'un jardin de 3 mu. Il a droit à une ordonnance et peut exercer une charge de fonctionnaire subalterne dans l'armée ou dans une préfecture.
- 13) Les lois pénales dans l'armée sont les suivantes : un fonctionnaire est toujours jugé, en cas d'infraction, par des officiers de rang supérieur. Tout officier qui est démis de ses fonctions perd les serviteurs qui lui avaient été attribués avec le poste qu'il occupait. Tout fonctionnaire reconnu coupable d'une infraction est rétrogradé, du second degré jusqu'au sommet de la hiérarchie, et cassé, au-dessous du second degré. Des sous-officiers jusqu'aux officiers, tout gradé aura droit sur son tertre funèbre à un arbre par galon.
- 14) Lors de l'investissement d'une ville ou d'une place forte, l'officier du génie a pour tâche d'évaluer la largeur et l'épaisseur des remparts. Ainsi, l'inspecteur des armées pourra déterminer les points où doit se porter l'attaque et répartir ses hommes sur le terrain. Après avoir pris ces dispositions, il leur fixe un délai pour emporter la place, déclarant à ses hommes que « le premier qui accomplit la percée sera honoré comme élément d'avant-garde, le dernier sera ridiculisé comme la lanterne rouge de l'armée. Celui qui aura été deux fois ainsi moqué sera chassé de l'armée! »
- 15) Lorsque les mines ont été creusées dans les murailles ennemies, on y empile du bois afin de faire flamber les piliers de soutènement. De chaque côté des remparts sont envoyés dix-huit soldats d'élite : ils partent en première ligne

pour tenter des coups de main. Les soldats d'une cohorte qui parvient à couper cinq têtes de soldats ennemis sont promus chacun d'un degré. La charge d'un brave mort au combat revient à l'un de ses descendants. Tout homme qui tente de fuir subit le supplice de l'ablation du nez au pied des murailles de la ville en présence de toute l'armée.

- 16) L'inspecteur des armées, après avoir lancé les troupes de choc sur quelques points déterminés, fait donner le gros de la troupe. Du haut d'un observatoire construit pour la circonstance, le général en chef suit le déroulement des opérations, assisté d'un surintendant.
- 17) Les premiers à pénétrer dans l'enceinte de la ville sont célébrés comme « les éléments d'avant-garde de l'armée » alors que les traînards reçoivent le titre infamant de « lanternes rouges ».
- 18) Les troupes de choc sont constituées de volontaires. Si leur nombre ne suffit pas, on le complète par tous ceux qui désirent une promotion (Shang Yang 2005, p. 153-158).

La guerre, devenue constante, mobilise des armées chaque fois plus nombreuses, mais toujours commandées par des officiers ayant hérité leur charge. L'essentiel de l'effort de guerre repose donc sur les paysans mobilisés, mais le prestige rejaillit sur les élites (Vandermeersch 1965). C'est pourquoi :

Premièrement, le second décret dissocie la hiérarchie militaire de la hiérarchie des titres honorifiques. Les militaires sont désormais répartis en trois classes (SE 2, 3, 5, 6) : les grands officiers (degrés 10 à 18 dans la hiérarchie des titres honorifiques), les petits officiers (degrés 5 à 9) et les hommes de troupe (degrés 0 à 4) (Li Ya-nung 1977, p. 166-169). Plus le rang d'un officiel est élevé, plus les objectifs fixés sont contraignants : un général et son état-major doivent rapporter un minimum de 2 000 têtes ennemies lors d'une guerre de mouvement pour échapper à la peine capitale, et ils ne peuvent être promus d'un grade qu'à la condition qu'ils en ramènent plus (SE 9).

Deuxièmement, les petits officiers sont jugés sur leurs habiletés de commandement : ils sont promus d'un degré chaque fois que leur unité a tué plus de trente-trois ennemis lors d'un engagement. Par contre, lors du même engagement, s'ils ne rapportent pas individuellement au moins une tête ennemie, ils sont exécutés et ils ne peuvent pas transmettre leur titre à leur descendant direct (SE 5). De même, s'ils sont reconnus coupables d'une faute, ils sont dégradés et

perdent les privilèges de leur rang (SE 13). Ainsi, les aristocrates doivent justifier constamment leurs titres et leurs privilèges.

Troisièmement, afin de stimuler l'ardeur des paysans-soldats, le décret récompense les exploits individuels par l'octroi de titres de noblesse. Pour chaque tête d'un ennemi tué, les hommes de troupe sont exonérés de taxe et promus d'un rang (SE 5), et chaque promotion ajoute 100 mu de terre à leurs possessions. De plus, ils ont le choix entre deux possibilités : agrandir leur patrimoine ou embrasser une carrière dans l'administration en acceptant un poste de fonctionnaire subalterne, ce qui leur garantit un revenu fixe (SE 12). Au terme de quatre victoires individuelles, les soldats sont dispensés de toute corvée. À leur cinquième victoire, ils sont promus petits officiers : ils commandent alors un groupe de cinq hommes, deviennent le chef d'un groupe de cinq familles et petits propriétaires terriens avec 500 mu de terre<sup>91</sup> sur laquelle ils peuvent employer cinq plantons qui travaillent tous les jours du mois (SE 2). À partir du cinquième grade, ils se voient offrir la possibilité d'exercer une charge administrative, ce qui leur confère des responsabilités et un certain niveau de pouvoir. Ainsi, les nobles, à partir du cinquième grade, concentrent des pouvoirs militaires, économiques, judiciaires et potentiellement administratifs (SE 10).

Quatrièmement, les rentes conférées par les titres honorifiques n'augmentent plus après le 9<sup>e</sup> rang et celles-ci sont limitées au montant des taxes payées par 600 familles. Dès lors, seule une carrière dans la haute fonction publique leur permet d'améliorer leur situation et leur position. Même le plus élevé des officiels ne possède que 1 600 mu de terre (SE 10). Ainsi, l'aristocratie voit son destin lié à celui du renforcement et de la consolidation de l'État.

---

<sup>91</sup> Pour le rappeler : chaque paysan dispose au départ de 100 mu de terre. Chaque tête ennemie coupée lui rapporte 100 mu supplémentaires. À la quatrième victoire, il possède donc 500 mu de terre. Ce mode de rétribution à quelque chose de révoltant, mais au cours de la période coloniale aux É.-U. – pour mettre les choses en perspective – les autorités payaient les scalps prélevés sur les indiens tués, quel que soit leur sexe ou leur âge (Dunbar-Ortiz 2014, p. 64).

#### 4.4.2.3 – La régulation de l'industrie et du commerce<sup>92</sup>

Shang Yang s'attaque non seulement aux privilèges de l'aristocratie, mais aussi au poids politique grandissant des marchands qu'il entend limiter. Dans le cadre des réseaux commerciaux, la demande de la paysannerie pour les biens qu'elle ne peut produire elle-même (outils agricoles en fer, certaines marchandises comme le sel, par exemple) est toujours supérieure à l'offre. En conséquence, les prix sont toujours élevés et les marchands, pas plus que les artisans, n'ont intérêt à réinvestir leurs profits dans l'amélioration de la productivité. Or, dans le cadre d'une économie de subsistance, les paysans ne peuvent payer qu'en nature. Et les marchands deviennent naturellement marchands de grain. Ce qui leur permet d'acheter à bas prix la production des artisans qu'ils revendront au prix fort aux paysans. Or, les paysans achètent des biens en vue de la prochaine saison : il s'agit donc d'un gage basé sur les rendements futurs. Il en résulte un cycle de dettes dont ni l'artisan ni encore moins le paysan ne peuvent s'affranchir. Alors que le paysan et sa famille produisent suffisamment pour vivre, cet arrangement commercial les réduit, même lors des années d'abondance, à une quasi-famine endémique. De plus, comme le grain peut être stocké à faible coût durant une période d'abondance en vue d'être revendu avec un fort profit lors des années de disette, l'activité des marchands se révèle lucrative pour un risque minime (Vandermeersch 1965, p. 123-124).

Que dire alors du commerce des produits et biens de luxe encore plus rare ? Ils confèrent un statut, mais appauvrissent, car la demande fait grimper le cours des grains. L'interdiction du commerce des grains forcerait le recours à de nouvelles valeurs d'échange, lesquelles, plus rares, diminueraient la détresse économique de la paysannerie et limiteraient l'enrichissement des marchands. En imposant un monopole sur les ressources naturelles, l'État encadrerait le prix des matières premières tout en prélevant une partie des profits au moyen de taxes indirectes. De plus, l'État pourrait choisir ses intermédiaires en octroyant des contrats d'exploitation et de distribution. Parce que les marchands n'exercent pas une activité productive, bien que le commerce soit plus lucratif que le rendement du travail de la terre, les impôts et taxes auxquels sont soumis les marchands doivent donc être proportionnellement plus lourds que ceux imposés à

---

<sup>92</sup> Le terme artisanat est celui communément employé, mais il existait déjà de grandes manufactures (Ebrey *et al.*, 2005, p. 30). Ebrey *et al.* précisent qu'au 3<sup>e</sup> siècle av. J.-C. des fonderies employaient jusqu'à 300 ouvriers.



la paysannerie. Loin de vouloir supprimer le commerce, qu'il considère essentiel à la circulation des biens (Shang Yang 2005, p. 161), Shang Yang cherche au contraire à créer les conditions d'une compétition accrue. Ainsi, seuls les marchands qui adoptent des pratiques plus compétitives, qui deviennent de véritables entrepreneurs, pourront continuer à exercer leur activité et aspirer à acquérir des titres honorifiques. De plus, en imposant à tous ceux qui vivent sous le toit d'un marchand une capitation et une astreinte de corvée, les riches familles ne pourront plus faire reposer leurs charges sur d'autres qu'eux. Autrement dit, pour Shang Yang : le commerce doit rester une activité secondaire par rapport à l'agriculture et à la guerre.

Finalement, toujours à l'occasion de la seconde série de réformes, celle de 358 av. J.-C., la taxe par capitation se double de l'obligation pour tous les fils cadets adultes de quitter le domicile de leur père et d'aller fonder leur propre famille. Faisant d'une pierre deux coups, l'État parvient finalement, d'une part, à imposer le travail aux fils des grandes familles pour maintenir leur train de vie, et d'autre part, à briser la solidarité des grandes familles qui sapent son autorité (Sima Qian 1993a, p. 94).

Ainsi, pour Shang Yang, le renforcement et la consolidation de l'État passent par la promotion de la paysannerie et l'affaiblissement de l'aristocratie et des marchands.

#### **4.4.2.4 – Une société policée**

Or pour atteindre les objectifs de rationalisation, d'optimisation et de professionnalisation envisagés, et s'assurer que la population adhère à la nouvelle éthique du travail préconisée, il faut que la crainte des châtiments maintienne les sujets dans la seule voie qui leur permette honnêtement d'améliorer leurs conditions de vie : la Voie du renforcement de l'État. Et pour affirmer son monopole de la violence légale, donc assurer la population de la certitude des châtiments, l'État doit interdire avec succès les vengeances privées, encouragées par les coutumes familiales, et réprimer les chevaliers errants. De plus, corollairement, pour que chacun ait la certitude d'être gratifié ou puni, les récompenses ou les sanctions ne peuvent résulter d'une décision arbitraire du souverain, les conditions qui les fixent sont codifiées par la loi. Elle s'applique à tous, quel que soit leur rang, car les privilèges démoralisent le peuple et grèvent les

ressources de l'État (PE 10) (Shang Yang 2005, p. 139). En d'autres termes, l'ordre ne peut être maintenu et les objectifs de l'État atteints que si les châtiments sont prévus par la loi, irrémédiables et punitifs (Shang Yang 2005, p. 97).

Pour éviter que les criminels échappent aux mailles de l'administration, la responsabilité collective est instaurée : les familles et les unités militaires sont collectivement responsables de chacun de leurs membres, la même peine s'appliquant à tous<sup>93</sup> (Shang Yang 2005, p. 146). La population est organisée sur une base décimale en groupe de cinq et dix familles collectivement responsables sur un territoire délimité de 1 000 mu subdivisé en propriétés familiales. Ces cinq et dix familles forment la base des unités militaires et portent des signes distincts et distinctifs (Shang Yang 2005, p. 144-145) : chaque groupe de cinq familles entretient une brigade, ceux de dix familles, deux brigades; vingt groupes de cinq familles ou dix groupes de dix familles forment une centurie. La militarisation de la société se traduit par l'application d'une justice militaire à la société : d'une part, dénoncer un crime est assimilé à la capture d'un ennemi, ne pas le dénoncer à une désertion; les chefs de famille préviennent le désordre et rapportent les mérites et les démérites de chacun aux autorités sous peine de perdre leur rang, voire leur vie; d'autre part, les châtiments aux traîtres ou aux lâches devant l'ennemi s'étendent aux proches (Shang Yang 2005, p. 144-145). Pour Shang Yang, il ne fait aucun doute qu'un royaume ne pourra être ordonné qu'à la condition que l'ordre se manifeste spontanément au sein de la famille, l'unité administrative de base *de facto* de la société du Qin. Ainsi, pour Shang Yang, idéalement, les châtiments à terme tomberont en désuétude (Shang Yang 2005, p.97).

#### 4.4.2.5 – Un État fort et prospère

Par extension, on pourrait aussi parler de 'contrat', mais pas d'un 'contrat social' au sens de Hobbes (1651). Il ne s'agit pas d'un accord scellé entre tous les membres d'une communauté et leurs descendants, qui à la fois institue un souverain et un État, et auxquels ils cèdent toute souveraineté individuelle pour pacifier leurs relations et être protégé contre les menaces

---

<sup>93</sup> Sima Qian relate un incident qui donne la mesure de la détermination de Shang Yang. Par deux fois, le prince héritier avait violé la loi, et si Shang Yang ne pouvait légalement l'atteindre, par deux fois il châtia selon la loi ceux dont la tâche était de veiller à son éducation et à son maintien (Sima Qian 1993a, p. 93, 94).

extérieures<sup>94</sup>. Pour Shang Yang le 'contrat' est établi entre le souverain et ses sujets. Et comme le souverain et ses sujets préexistent au 'contrat', contrairement à Hobbes, il s'agit donc d'une véritable 'nouvelle alliance', qui prend la forme d'une convention – bail, contrat d'engagement, contrat de travail et contrat de service tout à la fois – qui stipule clairement les récompenses obtenues lorsque les objectifs sont atteints, et les châtiments dans le cas contraire. Tous les sujets sont malgré eux liés à l'État, lequel, seul, s'assure du respect des termes du 'contrat'. Aussi, pour que nul n'ignore les 'termes du contrat', c'est-à-dire la loi, Shang Yang crée des offices dans chaque canton pour que des spécialistes de la loi instruisent le peuple. Ces spécialistes devront la maîtriser dans ses moindres détails et assimiler toute modification dans le délai prescrit, sous peine de mort en cas de manquement (Sima Qian 1993a, p. 181-182).

En quelques années à peine, le Qin fut pacifié et devint prospère (Shang Yang 2005, p. 159). C'est pour cette prouesse qu'en 251 av. J.-C., Shang Yang est promu au rang de *Directeur des officiers* (*daliangzao* 大良造), le 16<sup>e</sup> et le plus élevé dans la hiérarchie des titres honorifiques. Mais consolider et renforcer l'État ne suffit pas : en sus de la destruction des « parasites » et de l'ennemi, le souverain doit constamment « détruire ses propres forces ». « Détruire ses propres forces » signifie réaffecter au développement de l'économie, de façon constante et de manière optimale, les ressources accumulées. Or, la croissance de l'État de Qin ne peut absorber toutes les ressources excédentaires qu'elle produit : seule leur réaffectation à une guerre de conquête, victorieuse ou non, permettrait de les détruire tout en renforçant l'éthique du service et la discipline (Shang Yang 2005, p. 102-103).

Immédiatement, il entreprend des expéditions militaires, constamment couronnées de succès, afin d'affaiblir et de rogner les territoires des puissances rivales. Or, le duc Xiao ne souhaitait qu'une chose : récupérer les territoires du duc Mu sur la rive occidentale du fleuve Jaune, et tel était le motif du recrutement de Shang Yang. En 340 av. J.-C., lorsque le Qin est riche et puissant, Shang Yang mène une grande offensive contre le Wei et le vainc, ce qui rend enfin au Qin son statut d'autrefois. Pour cette victoire, comme il le lui avait promis lors de son accession au trône, le duc Xiao inféode Shang Yang et lui donne l'apanage de quinze villes des régions de Shang

---

<sup>94</sup> Cf. *infra*, chap. 3.

et de Yu (Sima Qian 1993a, p. 95). Par contre, malgré une rhétorique propre à toutes les écoles qui prône la réunification de la Chine, rien ne permet d'affirmer que Shang Yang entrevoyait que l'État dont il avait contribué à asseoir la puissance, ou tout autre État qui adopterait sa politique, pourrait un jour réunifier la Chine sous son autorité. Lui-même ne pouvait imaginer que son legs aboutirait au siècle suivant à l'Empire.

#### **4.4.3 – Le legs de Shang Yang**

Le poids de l'héritage 'légiste' du Qin est confirmé par une découverte archéologique en 1975 dans la province du Hubei. Il s'agit de la tombe d'un magistrat, enterré vers 217 av. J.-C, qui contenait une copie des lois du Premier Empire rédigées sur des languettes de bambou. Pour Hulsewé (1985), il s'agit véritablement d'une « découverte exceptionnelle » (p. 1) car elle témoigne du rôle joué par les fonctionnaires et de l'importance d'un système de lois écrites<sup>95</sup>.

##### **4.4.3.1 – La loi administrative**

L'ensemble des lois du Qin est probablement perdu à jamais, mais cette découverte a permis de retrouver 174 articles de loi de portée administrative et disciplinaire, les deux principales considérations légistes. Pour les analyser, nous adoptons la classification de Hulsewé (1985) qui les a traduites en anglais. Ces 174 articles sont répartis en 18 catégories :

- 1) agriculture (A 1-6),
- 2) écuries et parcs d'État (A 7-9),
- 3) greniers d'État (A 10-35),
- 4) monnaie (A 36-50),
- 5) passes et marchés (A 51),
- 6) artisanat d'État (A 52-57),

---

<sup>95</sup> Le contraste avec la tombe de Mawangdui (马王堆) datant du début de la dynastie suivante, les Han, découverte en 1972 est évident. Mawangdui est un tombeau aristocratique au contenu exceptionnel mais représentatif des principales tombes de l'époque impériale : objets décoratifs d'un grand luxe et représentations graphiques des croyances religieuses de l'époque. Nombre de ces tombes contenaient les éditions les plus anciennes des grands textes de la pensée chinoise. Par comparaison, la tombe découverte au Hubei est plus austère. Voir Buck (1975).

- 7) forçats affectés à l'artisanat d'État (A 58-63),
- 8) corvée (A 64),
- 9) contrôleur des travaux (A 65-78),
- 10) nomination des fonctionnaires (A 79-81),
- 11) contrôle du travail des fonctionnaires (A82-89; B1-39),
- 12) octroi de titres aristocratiques pour mérite militaire (A 90-91),
- 13) rations octroyées aux détenteurs de passeports intérieurs (A 92-94),
- 14) transmission de documents officiels (A 95-96),
- 15) ministre des Finances (A 97-107),
- 16) commandant militaire (A 108-109),
- 17) pays vassaux (A 110), et
- 18) divers (C1-26) (Hulsewé 1985, p. vii).

Cette catégorisation n'a pas été établie par Hulsewé mais bien par les officiants de la cérémonie funéraire lorsqu'ils déposèrent les baguettes dans la tombe.

La lecture des catégories et des articles qui forment la partie centrale du corpus des lois de Qin montre toute l'importance du rôle de la bureaucratie. En fait, la loi de Qin est une loi administrative avant d'être une loi pénale. Afin de s'assurer qu'elle soit d'application automatique et de portée universelle, indépendamment de toute considération morale et sans arbitraire aucun, il faut que le personnel bureaucratique puisse l'administrer sans interférences. Ainsi, l'appareil bureaucratique, autonome, vise l'efficacité, sans autre considération. C'est pourquoi la loi décrit avec minutie toutes les tâches et les fonctions qui y sont rattachées pour éviter tout chevauchement de responsabilité et surtout pour que chaque fonctionnaire soit seul responsable de ses actes (articles B 7, D 159). La portée et le détail de la loi cherchent aussi à prévenir toute éventualité, afin que nul fonctionnaire ne puisse être pris au dépourvu dans quelque circonstance que ce soit.

Tout est comptabilisé : les surfaces agricoles, la production (articles A 1, 27), la population (SE 1), le temps de corvée et de conscription des individus, les foyers, les groupes de cinq et dix familles, les village, les préfectures, les commanderies, et surtout les finances et les stocks des diverses administrations (articles A 25, A 40), qui doivent faire parvenir à date fixe l'état de leur compte à l'État central (articles A 22, 26, 36, 47, 107). Tout est évalué, contrôlé, rapporté, etc. Des services de poste<sup>96</sup> (articles A 10, A 95-96) transmettent les documents, les biens et les ressources aux diverses administrations de l'État. Même le temps est comptabilisé à l'instar de n'importe qu'elle autre ressource. Tout doit être considéré comme une ressource rare qu'il faut préserver. L'objectif est d'optimiser toujours plus l'efficacité de l'administration, car c'est grâce à sa capacité de prévision que l'État peut maintenir l'ordre et la stabilité (articles A 3, 5, 10, 15-21, 23-27, 29, 30). Corollairement, la stabilité est gage de prévisibilité. Par contre, la stabilité et la prévisibilité ne signifient pas immobilité. Comme la loi le précise, tous les ans à date fixe, elle est mise à jour et tous les fonctionnaires doivent connaître les changements et les appliquer dans un laps de temps précis (articles A 97, 108). Il ressort de la lecture de la loi que l'une des priorités du Qin est le développement économique, particulièrement de l'agriculture. Ce qui nous permet de penser que les dispositions du premier décret de Shang Yang ont été traduites en loi et que l'esprit de celle-ci était maintenu un siècle plus tard.

La loi administrative cherche à bannir l'imprévu, le fortuit, l'exception, car ils impliquent le recours à des solutions *ad hoc*, autrement dit l'adoption de mesures arbitraires (articles A 11-18, 37-46, 50-62, 64-77, 98-106, 110, D 158). Dans l'esprit de la loi de Qin, le recours à l'État d'exception, loin de concentrer la « souveraineté » comme l'affirmera Schmitt en 1922 (Schmitt 1988), la disperse au contraire, car des individus se trouvent alors investis d'un pouvoir sans limites. L'histoire impériale est bien sûr traversée de moments où le pouvoir central a recours aux mesures d'exception pour ramener l'ordre : la lutte contre les Turbans jaunes (*huangjin zhi luan* 黄巾之乱, 184-205) à la fin des Han, la lutte contre la rébellion militaire d'An Lushan (*anshi zhi luan* 安史之乱, 755-763) sous les Tang ou encore la prise de pouvoir par Yuan Shikai [1912] à la fin des Qing, mais chaque fois l'État central cède le pouvoir au profit de seigneurs de guerre, lesquels

---

<sup>96</sup> Pour le souligner en passant, Rome se dote d'un service de messagerie, à partir du 1<sup>er</sup> siècle, créé sous Auguste. L'empire Perse avait un service de poste officiel entre 550-521. La poste au sens moderne du terme est créée en 1477 en France, sous Louis XI, et en 1507 en Angleterre, sous Henri VIII.

n'ayant de compte à rendre à personne, s'affrontent inlassablement pour l'hégémonie. Loin de consolider le pouvoir, le recours à l'arbitraire au sommet de l'État se répercute en cascade à tous les niveaux. Quels sont les motifs de l'instauration d'un État d'exception ? Une insurrection, une guerre, un risque de coup d'État ? Durant la période des *Royaumes combattants*, la situation d'exception était pour ainsi dire la norme. On peut déduire de la lecture des articles de la loi qu'une autre priorité de l'État est le maintien d'un ordre légal dans tout le Qin, et dont la responsabilité incombe à l'administration.

Pour atteindre cet objectif, l'État contrôle étroitement l'activité de ses fonctionnaires. Si chacun d'eux est individuellement responsable de ses actes dans le cadre de ses fonctions, la loi cherche à parer à toute éventualité en faisant la différence entre la faute, soumise à une sanction disciplinaire<sup>97</sup> et le crime (articles A 79-88, B 1-7, 17-29, C 1-6, 11-26). Le fonctionnaire, dont un des devoirs est de connaître par cœur les lois réglant ses activités, est au courant des sanctions disciplinaires auxquelles il s'expose selon la faute ou le crime commis, tout comme il connaît les récompenses auxquelles il a droit s'il fait mieux que ce qui est attendu de lui. Si nul ne peut être sanctionné pour les actes d'un autre, tout fonctionnaire travaille avec des collègues et sous la supervision de supérieurs hiérarchiques qui ont pour mission de s'assurer que chacun accomplit son travail et que personne ne puisse lui nuire ni porter atteinte à sa réputation. Ainsi, la responsabilité collective est instaurée, mais la sanction est différenciée selon le degré de culpabilité, selon la connaissance des faits, le poste de chacun et son rang aristocratique. Dans les faits, plus la fonction ou le rang du fonctionnaire est élevé plus la peine est lourde (articles A 99, C 5-6, 8, 11-14, 18-22, 25-26). Le seul moyen d'échapper à une sanction, ou du moins de l'atténuer, est de dénoncer les actes répréhensibles, les siens comme ceux des autres.

Développons ce point. Puisque la faute se solde le plus souvent par une perte pour l'État, la sanction est généralement une amende, proportionnelle au montant de la perte et à la capacité du fonctionnaire à s'en acquitter. Il y a donc une échelle des amendes, mais, même la plus minime est déjà dissuasive. Si la faute est plus grave, le fonctionnaire peut être muté, suspendu, voire renvoyé de manière permanente sans possibilité de travailler à nouveau pour l'État. La sanction la

---

<sup>97</sup> Dans le cadre de la pensée légiste, l'erreur ou l'accident ne peuvent être compris que comme une *faute*.

plus grave entraîne une rétrogradation, le fonctionnaire sanctionné diminue de rang dans la hiérarchie honorifique du Qin, en sus d'un renvoi permanent. Dans le cadre de l'armée, de la corvée et du travail forcé, la sanction disciplinaire peut être corporelle : prolongation du temps de service, affectation dans des zones inhospitalières, alourdissement des peines pour les condamnés au travail forcé, des amputations ou même la mort.

#### 4.4.3.2 – La loi pénale

Par contre, le crime, même lorsqu'il est commis par un fonctionnaire, est jugé par les tribunaux. La loi pénale (articles D 1-164) vise d'abord les sujets qui ont commis des actes répréhensibles hors du cadre des activités administratives. Certaines catégories de crimes visent les fonctionnaires uniquement (articles D 45-47, 49, 122, 124-125, 127-132, 143-144, 155, 163). Autrement dit, la société Qin est divisée en deux catégories : les fonctionnaires (employés d'État, corvéables et soldats) et le reste de la population (paysans, marchands et artisans) – les forçats forment une troisième catégorie à part.

Si la loi pénale de Qin est sévère<sup>98</sup>, comme la voulait Shang Yang, elle n'est pas pour autant arbitraire : tous les crimes sont décrits avec leur peine. En accord avec ses thèses, elle présente trois spécificités : premièrement, toute personne de rang inférieur au 5<sup>e</sup> rang aristocratique est liée à d'autres par un réseau de coresponsabilité pénale<sup>99</sup> (articles D 12, 18-19, 48, 51, 80-83, 90, 123, 133-134, 181); deuxièmement, dénoncer ou capturer un criminel donne droit à une généreuse récompense dont la nature est précisée : elle peut prendre la forme d'une réduction de peine (articles D 40, 91-92) ou d'un octroi de deux onces d'or par personnes arrêtées ou justement dénoncées (articles D 112-119); par contre toute dénonciation incomplète (c'est-à-dire une déclaration qui ne précise pas toutes les informations exigées) est punie d'une amende pour négligence (articles D 30, 35-37, 84); et troisièmement, toute fausse dénonciation intentionnelle est punie de la peine prescrite pour le crime dénoncé (article D 35). Mais, à la différence des

---

<sup>98</sup> Il faut préciser, d'une part, que les femmes mariées sont mineures en droit, mais que les fiancées ne le sont pas à l'égard de leur futur mari (article D 145), d'autre part, si les enfants naturels sont mineurs en droit face à leur père, les enfants adoptés ne le sont pas face à leur père adoptif (articles D 17, 57).

<sup>99</sup> Les fonctionnaires détachés ne sont plus liés à leur réseau de coresponsabilité pénale pendant la durée de leur réaffectation (article D 133).



sanctions disciplinaires de la loi administrative – souvent des amendes pour le rappeler –, la loi pénale prescrit des peines corporelles. Ainsi, elle s'écarte des thèses avancées dans le *Livre du Prince Shang* (Shang Yang 2005, p. 97) car les peines sont proportionnelles à la gravité du crime et non pas indifférenciées (articles D 67, 68-76). Si la loi de Qin continue d'appliquer les cinq châtiments (*wu xing* 五刑 : le tatouage, l'amputation du nez, l'amputation du ou des pieds, la castration et la décapitation, qui remontaient à la plus haute antiquité), elle prescrit principalement des peines de travaux forcés, alourdies ou non d'une peine mutilatrice (articles A 68, C 1-4, 23, D 1-7, 21, 63-66, 89, 93, 96, 104, 131, 136, 146-147, 154). La loi prescrit aussi des amendes (articles D 25, 30, 34-37, 83-84, 117, 137, 140, 141, 148, 163). La loi peut aussi condamner à racheter une peine (articles A 68, C 20, D 3, 25, 52, 94, 136, 164). Ainsi, la loi de Qin, bien que répressive, se veut plus dissuasive que punitive.

La loi prévoit des modulations. Par exemple : 1) les détenteurs d'un titre aristocratique peuvent 'racheter' les peines de travaux forcés et les peines mutilatrices et même la peine de mort; ou échanger les peines mutilatrices ou la peine de mort pour un travail forcé dont la durée supplémentaire est proportionnelle au degré de la peine. Toutefois, ce faisant, ils perdent leur rang (article A 91). 2) S'il est possible de racheter la peine d'un proche, il faut pour cela consentir à renoncer à son rang aristocratiques et aux privilèges qu'il accorde (article A 91). 3) Si personne ne peut racheter la peine d'un condamné aux travaux forcés proche, celui-ci peut être remplacé par des proches plus vigoureux; une femme ne pourra être remplacée que par un homme et un homme par deux (article A 68); il est aussi possible pour le remplaçant de sa mère ou de l'une de ses sœurs de servir cinq ans à la frontière (article A 72). 4) Par contre, aucun professionnel condamné ne pourra être remplacé (article A 68). 5) De plus, le riche ou le propriétaire d'un atelier qui emploie plusieurs personnes ne pourra en aucune manière être remplacé (article A 68). 6) Finalement, seuls quatre crimes sont punis de mort sans échappatoire : a) le meurtre d'un fils adopté par son père adoptif (article D 57); b) l'inceste entre frères et sœurs utérins (article D 151); c) l'engagement d'un mineur pour commettre un vol et un meurtre (article D 54); et d) saper le moral de la population en temps de guerre (D 41). La comparaison avec la Révolution française se prolonge ici : alors que le nouveau droit français cherchait à instaurer une justice corrective, respectant les droits individuels, la loi de Qin cherchait à transformer les criminels en main-d'œuvre bon marché pour l'État, car ceux qui avaient été condamnés à une peine mutilatrice

devait continuer à travailler pour l'État après leur libération<sup>100</sup>. Aucune modulation possible pour les criminels lépreux : quel que soit leur crime, ils étaient obligatoirement noyés (articles D 101-103).

Même la loi voulue la plus précise ne peut éliminer toute ambiguïté. Or, nul fonctionnaire ne peut ignorer le détail de la loi. C'est pourquoi les documents retrouvés dans la tombe comptent aussi vingt-cinq languettes de bambou à l'usage des fonctionnaires, dont le texte précise certains articles et définissent des termes et des expressions techniques (articles D 165-190). Le corpus des documents trouvés dans la tombe contient aussi des commentaires qui précisent au cas par cas l'application de certains articles du code pénal (articles D 47, 53, 142). Ces commentaires forment ainsi l'ébauche d'une jurisprudence. Or, comme rien ne semble indiquer que ces commentaires aient été destinés à être partagés avec d'autres tribunaux, mais, au contraire, qu'ils aient été réservés à l'usage interne du tribunal de rattachement du magistrat, il ne s'agirait pas d'une ébauche de système jurisprudentiel. Néanmoins, leur analyse permet de mieux comprendre l'administration de la justice et donc la nature de la société sous les Qin, du moins dans la préfecture du magistrat.

#### **4.4.3.3 – Les procédures pénales**

Les documents retrouvés dans la tombe décrivent aussi des méthodes d'enquête et des techniques d'interrogation, et présentent des modèles standards pour guider la rédaction des rapports administratifs en fonction des diverses circonstances rencontrées (articles E 1-25).

Concrètement, la rationalité de la loi s'étend aux enquêtes voulues justes et objectives (articles D 27-28, 77, 79, 86) : 1) les interrogatoires sont préférés à la torture, et l'établissement des faits à la confession (articles E 1-2); 2) l'état civil de chacun est systématiquement enregistré et vérifié (articles E 4-5); 3) les règles de l'examen d'une scène de crime et des corps des victimes sont précises (article E 20); 4) les dépositions sont confrontées entre elles et aux indices une fois

---

<sup>100</sup> Bentham, en 1791, considérait lui aussi que les condamnés, une fois leur peine purgée, ne pouvaient réintégrer la société. Il leur fallait continuer à travailler sous la surveillance de gardiens pendant une longue période dans ce qu'il appelait des « établissements subsidiaires, fondés sur le même principe [que la prison] » (Bentham 2002, p. 53-57).

qu'ils sont réunis (article E 1); 5) toute déposition, tout ordre, tout interrogatoire, tout examen est consigné par écrit selon des règles précises de présentation et de rédaction (articles E 2-24); 6) un casier judiciaire conservé et mis à jour par les autorités est établi pour chaque suspect et condamné (articles E 4-5); 7) des rapports sont envoyés aux instances supérieures. Autrement dit, la subjectivité des individus, qu'ils soient fonctionnaires, juges-enquêteurs, accusés, témoins ou requérants doit s'effacer pour laisser la place à des méthodes d'investigation quasi scientifiques (articles E 1-24).

En conclusion de l'examen de la politique de Shang Yang, deux éléments sont à souligner. Premièrement, le dispositif légal et judiciaire ne modifie en rien les rapports sociaux. L'État légiste reste inégalitaire et patriarcal. Les valeurs sur lesquelles il repose sont les mêmes que celles défendues par les confucéens et les moïstes. Il n'y pas de conflit fondamental entre les légistes et leurs rivaux, si ce n'est que la loi s'applique à toutes les catégories sociales. Et c'est peut-être dans cet esprit qu'il faudrait interroger la dénonciation violente du légisme qui se produisit après la chute des Qin et perdura tout au long de l'Empire. Deuxièmement, Shang Yang et ses successeurs n'ont pas créé *ex nihilo* les lois qu'ils ont mises en pratique. Ils ont confronté les plus efficaces des *Royaumes combattants* (Vandermeersch 1965, p. 91-92). Leur élaboration s'est étalée sur plusieurs siècles.

Il reste à examiner la contribution de Han Fei, le dernier des théoriciens légistes.

#### 4.4.4 – Le légisme de Han Fei

Selon la biographie de Han Fei dans les *Mémoires historiques* de Sima Qian (Sima Qian 2009<sup>101</sup>, p. 37), Han Fei et Li Si, alors trentenaires, étudièrent ensemble sous Xunzi.

Pour Han Fei, le Qin était à la fois l'exemple à émuler et la menace contre laquelle il fallait se protéger, et il incita le royaume de Han (ne pas confondre avec la dynastie Han) à se réformer. Mais ayant des difficultés d'élocution, il s'exprima par l'écrit<sup>102</sup>.

---

<sup>101</sup> Une partie de la section biographie des *Mémoires historiques* est parue chez You Feng sous le titre de *Vie de Chinois illustres*. C'est ce titre qui retenu dans les références.

Une grande partie de l'ouvrage consiste en une discussion des différents courants de pensée politique à l'aide d'exemples historiques précis pour démontrer la justesse des thèses légistes, ou du moins leur réalisme. Autrement dit, Han Fei transcrit et développe en forme conventionnelle les positions que Shang Yang avait énoncées dans un langage politique ou polémique. C'est pourquoi, même s'il conserve une partie du vocabulaire de Shang Yang sur la répression, le légisme de Han Fei se distingue moins des autres courants par son langage que par l'organisation et les méthodes qu'il préconise. Alors que Shang Yang avait distingué sa 'rhétorique légiste', provocatrice, de ses 'réformes légistes', plus pragmatiques, Han Fei réunit ces aspects du légisme en un projet cohérent. Ainsi, le *Han Feizi* fait ainsi du légisme, pour la première fois – et la seule fois – un projet intellectuel, rival du confucianisme et du moïsme, qui ne peut être ignoré.

Le *manifeste doctrinal*, qui s'adresse au souverain, à la fois condense et synthétise sa conception. Il mérite d'être rappelé intégralement, car il reprend la structure du *Daodejing* pour exposer ses thèses et les rattacher à un courant que la tradition présente comme le plus ancien de la pensée chinoise :

- Le Ciel a un grand dessein,  
L'homme a un destin,  
Les odeurs agréables et les viandes craquantes,  
Les vins épais et les chairs croustillantes  
5 Flattent le palais et ruinent la santé.  
Les belles aux dents blanches  
Réduisent les sens, ruinent l'essence,  
Il chasse l'excès, supprime le superflu  
Afin de préserver son corps.  
10 Point ne dévoile ses ressorts.  
Sans cesse inactif.  
Des choses se passent aux quatre coins du monde.  
L'important : tenir le centre.  
Le sage saisit l'important.  
15 Les quatre orientes répondent.  
Calme, inactif, il attend  
Qu'on vienne le servir.

---

<sup>102</sup> Par sa connaissance de l'histoire, des Classiques et de la pensée politique, ses écrits, réunis dans le *Han Feizi*, comptent parmi les plus riches de la littérature chinoise. Par sa maîtrise des canons, ils sont considérés comme un sommet de la littérature chinoise. Ainsi, tout au long de l'Empire, et même aujourd'hui, la lecture du *Han Feizi* fut un passage obligé pour être considéré un lettré digne de ce nom (Lévi 1999, p. 15). Or, le *Han Feizi* n'est pas simplement un exercice de style, c'est la promotion consciente et la démonstration rigoureuse des thèses légistes. Ainsi, le *Han Feizi* est-il une des œuvres les plus abouties de la pensée chinoise.

Tous les êtres que l'univers recèle  
 Par leur clarté à son obscurité se décèlent.  
 20 Fonctionnaires de droite, fonctionnaires de gauche,  
 À vos postes!  
 Il ouvre sa porte et devant eux se poste.

Ne change ni ne mue,  
 Se mouvant avec les Deux<sup>103</sup>  
 25 Sans jamais avoir de cesse.  
 Suivre la raison des choses :  
 Chaque être a une place,  
 Tout objet un usage.  
 Tout est là où il se doit.  
 30 De haut en bas, le non-agir.  
 Que le coq veille la nuit,  
 Que le chat attrape les rats,  
 Chacun a son emploi  
 Et le maître est sans émoi.  
 35 La méthode pour tenir l'Un :  
 Partir des Noms  
 À noms corrects, choses assurées.  
 Les noms sont doubles,  
 Les choses se troublent.  
 40 Inactif, le sage tient l'Un;  
 Les noms se nomment,  
 Les choses se donnent.

Le Maître entreprend par le Nom.  
 L'ignore-t-il, il se tourne vers la Forme.  
 45 De leur péréquation naît l'Usage.  
 Les Deux sont dignes de foi.  
 Les inférieurs ne mentent pas.  
 Il veille à ce qu'il doit.  
 De nature il prend ordre.  
 50 Sage, il ne perd pas le principe.  
 Sa Voie : abolir l'intelligence et la ruse,  
 Avec elles, la Loi n'est plus Coutume.  
 Qu'un homme en use,  
 Il en aura du tort,  
 55 Que le Prince en abuse  
 Et son pays est mort.

Suivre la voie de nature,  
 Retourner aux raisons des formes,  
 Observer et comparer :  
 60 Formes et noms.  
 Aller des unes aux autres, incessamment,

---

<sup>103</sup> Il s'agit des manipules, des récompenses et des châtiments, autrement dit de la loi.

- Vide et en retrait, sans user de soi-même.  
 Le malheur du Maître :  
 Les fonctions se fondent.
- 65 Il compare sans jamais confondre.  
 Tous le suivent comme un seul homme.  
 Le Tao infini et sans forme,  
 Sa Vertu, universelle, rationnelle,  
 S'étendent aux êtres vivants
- 70 Qui en usent judicieusement,  
 Jusqu'au parfait accomplissement,  
 Sans que leur permanence en dépende.  
 Le Tao imprègne tout :  
 Ses décrets s'y conforment;
- 75 Vie et mort arrivent en leur temps.  
 Il classe les noms,  
 Différencie les faits,  
 Unifie l'Un, rassemble les cœurs.  
 Voilà pourquoi il est dit :
- 80 « Le Tao n'est pas les dix mille êtres,  
 Sa vertu n'est pas le Yin et le Yang;  
 La balance n'est pas ce qu'elle pèse,  
 Le cordeau ce qu'il redresse,  
 Le diapason la sécheresse et l'humidité,
- 85 Le Prince ne s'identifie pas à ses ministres. »  
 Ces exemples illustrent la transcendance du Tao,  
 C'est pourquoi il est Un :  
 Le Prince aussi est Unique.  
 Prince et sujets n'ont pas même Voie.
- 90 Les inférieurs quémament les noms.  
 Le Prince saisit le nom,  
 Les inférieurs répondent par la forme,  
 Lorsque tous deux coïncident,  
 Prince et sujets sont en harmonie.
- 95 Méthode pour interroger :  
 Retourner des paroles aux actes,  
 Prendre des dénominations claires pour fixer les rangs,  
 Distinguer les positions pour organiser logiquement.  
 Méthode pour interroger :
- 100 Je suis troublé comme ivre.  
 La barrière des lèvres, la barrière des dents.  
 Je ne commence pas.  
 Les lèvres et les dents.  
 Je suis de plus en plus obscur.
- 105 Ils parlent séparément :  
 Je les perce à jour.  
 Toutes les opinions vers lui convergent  
 Sans qu'il les ait réunies.

Vide et calme – c'est la manière du Tao.

- 110 Appariées-classées,  
Par trois, par cinq,  
C'est la forme des choses.  
Je classe – les choses.  
J'apparie – le néant.
- 115 Le tronc reste ferme.  
Pas une faute.  
Il bouge, il s'ébat,  
Et sans agir il gouverne.  
Le plaisir provoque le tracas,
- 120 La haine crée le ressentiment;  
Chassez le plaisir, chassez la haine.  
Et du Tao faites votre demeure,  
Par le vide du cœur.
- Le Prince ne partage rien.
- 125 Les inférieurs le respectent.  
Il ne prête pas son concours,  
Il les laisse sans secours.  
Il ferme le verrou;  
Et de sa chambre regarde dans la cour.
- 130 Il fixe les étalons :  
Tout se trouve à sa place.  
Il récompense les bonnes actions.  
Châtie les exactions;  
Tout s'accomplit suivant ses plans.
- 135 Malheur et bonheur frappent à bon escient.  
Qui oserait ne pas y croire ?  
L'angle de la loi est instauré,  
Les trois côtés sont fixés.  
Le Prince est sans mystères :
- 140 Ils devinent ses mobiles.  
Le Prince est-il faillible,  
Ses manies deviennent lisibles.  
Comme le *Ciel*, comme la Terre,  
Il défait tous les nœuds.
- 145 La Terre, le *Ciel* :  
Qui est donc leur ami ?  
Celui qui se conforme au *Ciel* et à la terre  
S'appelle le Saint.
- Celui qui veut régler le dedans
- 150 Fait abstraction de l'affection.  
Qui veut gouverner le dehors  
Met un seul homme par fonction.  
Ils ne s'abandonnent pas.  
Ils ne cumulent ni n'empiètent.
- 155 Lui redoute qu'on se presse,  
Aux portes des ministres.  
Dans le gouvernement parfait,

- Les inférieurs sont sans vertu.  
Formes et noms se répondent;
- 160 Le peuple s'attache à sa mission.  
Abandonner ceci pour suivre d'autres voies,  
Je ne sais plus grave erreur.  
La ruse se répand, les fripons prolifèrent.  
D'où la maxime :
- 165 « Nulle fortune ne lui porte ombrage, nulle noblesse ne ternit sa gloire.  
Met-il sa confiance en quelqu'un, il lui volera son royaume. »  
Les mollets sont plus gros que les cuisses :  
Il ne peut pas courir.  
Le Prince a perdu son mystère :
- 170 Des tigres s'attachent à ses pas.  
Il ne s'en aperçoit pas.  
Les tigres font des petits.  
Il n'y met pas le holà.  
Ils se mettent à grouiller.
- 175 Ils s'assemblent en bandes,  
Et bientôt ils tuent leur mère.  
Un Prince sans sujet  
Possède-t-il une terre ?  
Il applique la loi;
- 180 Les grands tigres se tiennent cois.  
Il sévit : les fauves sont aux abois.  
Par sanctions, par les lois,  
Dans les tigrillons<sup>104</sup> il peut avoir foi.  
Grands tigres redeviennent hommes,
- 185 Chacun retrouve sa véritable forme.
- Pour gouverner, taille les surgeons.  
Il ne taille pas les buissons,  
Prolifèrent les sauvageons.  
Pour gouverner : règle les récompenses,
- 190 Sinon que n'exigeraient les fripons!  
Eux réclament, moi je donne :  
Offre une arme à ton ennemi, il te tuera.  
L'Empereur Jaune a dit :  
« Entre inférieurs et supérieurs cent combats en un jour. »
- 195 Eux cachent leurs mobiles,  
Ils cherchent jusqu'où aller.  
Lui brandit les normes pour les réprimer.  
La loi : le plus grand trésor du Prince.  
Les ligues : le joyau des sujets.
- 200 Si les ligues ne peuvent se former,  
Le Prince ne sera pas menacé.  
À chaque pouce perdu par le Prince,  
Un pied gagné par le ministre.

---

<sup>104</sup> Les petits du tigre selon Lévi (in Han Fei 1999, p.108)



- Un Prince qui tient le pays  
 205 N'agrandit pas leurs fiefs,  
 Il n'élève pas ses ministres,  
 Il n'enrichit pas leurs familles.  
 Le fait-il, ils le renversent.  
 Évite le malheur et la ruine :
- 210 Établis un héritier légitime !  
 Le malheur ne saura où frapper.  
 Pour engranger, pour distribuer,  
 Rends-toi maître des mesures de capacité.  
 Retire à ceux qui ont trop.
- 215 Donne à ceux qui n'ont pas assez.  
 Réduit les inégalités :  
 Le peuple ne pourra se liguer,  
 Il ne pourra t'abuser.  
 Grignote-les comme la lune s'amenuise,
- 220 Élève-les comme on chauffe à petit feu.  
 Sois précautionneux dans tes choix.  
 Conséquent dans les lois :  
 Ne relâche pas la tension de l'arc,  
 Deux coqs dans la basse-cour :
- 225 Que de cris, que de cris!  
 Le loup est dans la bergerie :  
 Plus d'agneaux.  
 Deux chefs dans la famille :  
 Beaucoup de peine pour rien.
- 230 La femme dispute l'autorité du mari,  
 Les enfants ne savent qui écouter.
- Le maître de ses sujets  
 Taille l'arbre constamment.  
 Pour qu'il ne soit pas trop proliférant.
- 235 L'arbre est trop fort, il barre la porte.  
 Que de monde chez les sujets,  
 Mais personne dans ses palais!  
 Il est encerclé, pris au piège,  
 Émonde l'arbre souvent,
- 240 Pour qu'il ne soit pas gênant,  
 Pour qu'il ne soit pas contre ton toit.  
 Taille l'arbre à fond,  
 Que les branches n'éclipsent pas le tronc.  
 Les branches sont plus fortes que le tronc,
- 245 L'arbre est secoué par les giboulées,  
 Malmené par la bise d'automne.  
 Les branches cassent, endommagent le cœur.  
 Au pied poussent les buissons.  
 La maison royale est dans l'affliction.
- 250 Le seul moyen d'y pallier :  
 Coupe, taille, afin de réduire les frondaisons.  
 Élague, élague pour éliminer les ligues !

Attaqué à la racine, l'arbre perd sa vitalité.  
 Barrée à sa source, la rivière se tarit.  
 255 On sonde son cœur pour ravir son pouvoir.  
 Qu'il en use, il est comme tonnerre,  
 Il frappe comme l'éclair.

Han Fei, en faisant intervenir le facteur humain, se distingue de Shang Yang et de sa vision, que l'on pourrait qualifier de mécaniste parce que pour lui les êtres humains sont substituables les uns aux autres dans n'importe quelle situation. Pour que tout système politique fonctionne, selon Han Fei, les lois doivent non seulement définir formellement les relations et les responsabilités de chacun, les fonctionnaires comme les sujets, mais permettre le développement de liens symboliques entre les uns et les autres, de développer des liens de dépendance, de devenir la matrice de liens hiérarchiques symboliques.

Autrement dit, il rouvre le débat sur les rapports entre supérieurs et inférieurs que Shang Yang et les lois de Qin semblaient avoir définitivement fermé :

Je ne considère pas comme une marque de probité de mépriser les charges et d'abandonner le service de son prince, ni comme un signe de loyauté de répandre de fausses allégations, de violer la loi et de s'opposer à son roi en de violentes diatribes. Distribuer ses richesses et ses bienfaits afin de se rendre populaire est le contraire de la bienfaisance; vivre dans la retraite et manifester par sa conduite la désapprobation à l'égard de son maître n'est pas droiture; se mettre au service d'une puissance étrangère en bradant son pays et profiter du péril où l'on a jeté la patrie en se faisant passer pour un sauveur auprès du souverain terrorisé n'est pas une preuve d'intelligence (Han Fei 1999, p. 96).

Si ce court passage synthétise la thèse légiste que tout ordre doit reposer sur une hiérarchie entièrement soumise à son prince et à son État, Han Fei formule sa critique du confucianisme, du moïsme et même du taoïsme dans les termes traditionnels de loyauté (*zhong* 忠), de bienfaisance (*ren* 仁), de droiture (*yi* 义), d'intelligence (*zhi* 知) et de piété filiale (*xiao* 孝) se prolongeant dans le patriotisme, qu'il reprend à son compte. Ainsi, il prolonge la pensée de Xunzi qui liait la morale à la loi, faisant de la morale la loi. Mais là où il se distingue et se développe sa pensée, c'est qu'il considère que si la morale et la loi vont de pair et que l'ordre repose sur leur conjonction, les domaines d'application des rites et de la loi sont distincts. À la suite de Mozi, il lui apparaît évident que la morale ne s'impose pas, mais que les sujets s'y prêtent spontanément lorsqu'ils jouissent

d'une certaine aisance grâce à un travail honnête. Ainsi, le développement économique sert non seulement à renforcer l'État mais aussi à asseoir le respect des conventions (Han Fei 1999, p. 514).

Sa discussion (lignes 186-231) sur l'utilisation des doctrines et le recrutement et la promotion des fonctionnaires témoigne des aspects complémentaires de la loi et de des rites (Han Fei 1999, p. 195). Si Han Fei est parfaitement conscient que l'ordre doit reposer sur la morale et les rites, il n'est pas prêt à reconnaître la supériorité du confucianisme ou du moïsme sur la seule foi de leur prétention mutuelle d'avoir ravivé la morale des Souverains sages de l'Antiquité, ayant régné selon la tradition trois millénaires auparavant, alors que, comme il le rappelle lui-même, huit courants confucéens et trois courants moïstes s'affrontaient déjà quelques décennies à peine après la mort de leurs fondateurs (Han Fei 1999, p. 528). Toutes les doctrines prétendant à la supériorité, il est impossible d'en privilégier une sur la seule foi de ses défenseurs. De même, poursuit-il, nulle doctrine ne doit être écartée d'emblée. Seuls les défenseurs des doctrines qui promeuvent la consolidation de l'ordre, le renforcement de l'État et le développement de l'économie doivent pouvoir s'exprimer. Et parmi ceux-là, seuls ceux qui font la démonstration logique de leur thèse, et qui ont intégré un calcul des coûts et des bénéfices dans leur raisonnement peuvent s'exprimer (Han Fei 1999, p. 171). Pour Han Fei, la politique doit reposer sur une rationalité.

Après avoir passé dans ce premier filtre, les doctrines doivent en traverser un second : celui de l'épreuve de la réalité (lignes 232-257). Pour Han Fei, il s'agit d'une méthode de questionnement qui a pour finalité de révéler les inconsistances, les contradictions, les points laissés en suspens, les arguments faibles, les omissions et les mensonges. Mais pour cela, il faut que l'État standardise les méthodes d'interrogatoire et multiplie les sources d'informations disponibles afin de pouvoir confronter les différents discours à la réalité (Han Fei 1999, p. 266-269). Ce n'est qu'après avoir réussi cette second épreuve que la doctrine peut être mise en application, mais d'abord à une échelle réduite. De même, avant la mise en place d'un système de recrutement standardisé, l'embauche et la promotion des fonctionnaires passent par la confrontation de leurs dires avec leurs capacités. Toute doctrine ou discours qui échoue à ces tests est interdit et leurs promoteurs punis selon la loi. De même, l'évaluation du travail des fonctionnaires passe par la confrontation de leurs rapports d'activité avec des rapports de

surveillance externe, car toute personne cherche à se promouvoir au détriment des autres : il faut donc les soumettre à des évaluations conduites par des personnes qui, de par leur fonction ou leurs responsabilités, ont des intérêts « antagonistes » des leurs (Han Fei 1999, p. 504). En fait, Han Fei plaide pour la mise en place de mécanismes d'évaluation et de contrôle indépendants et objectifs, sans lien avec ceux qui sont évalués.

Pour lui, nul ne devrait devenir ministre sans avoir au préalable fait carrière dans l'administration et gravi un à un les échelons (Han Fei 1999, p. 504-505). Or, un fonctionnaire doit d'abord faire preuve de compétences pratiques (lignes 149-185). Si pour Han Fei il ne fait aucun doute qu'un État doit promouvoir les soldats et permettre aux paysans d'acquérir des titres en fonction d'objectifs chiffrés, et que l'on peut espérer qu'un bon soldat fera un bon commandant et qu'un bon fermier fera un bon ministre de l'agriculture, comme le soutient Shang Yang, il serait absurde de nommer un bon soldat ou un bon fermier médecin ou architecte simplement parce qu'il est bon soldat ou bon fermier. Une bureaucratie est une hiérarchie de fonctions qui ne doivent pas se chevaucher. Ainsi, la nomination à un poste repose sur l'aptitude à réaliser les tâches à exécuter. Or, nonobstant les dispositions naturelles et l'intérêt personnel de chacun pour telle ou telle tâche, ces compétences pour être acquises exigent un apprentissage (Han Fei 1999, p. 466). Comme Shang Yang, Han Fei affirme que l'État doit lui-même propager les doctrines qu'il approuve et réprimer celles qu'il désapprouve, et que tous ceux qui désirent entreprendre une carrière politique devraient activement étudier la loi, et la loi seulement. Or, les compétences pratiques requises pour devenir fonctionnaire ne peuvent reposer uniquement sur la maîtrise de la loi. La logique dicterait qu'une formation systématique soit donnée aux candidats qui se destinent à une carrière administrative, mais Han Fei ne tire pas explicitement cette conclusion. Il anticipe la nécessité d'une formation destinée aux futurs fonctionnaires, mais sans véritablement la proposer.

Par contre, il met l'accent sur le contrôle continu des fonctionnaires qui gravissent les rangs de l'administration, car plus ceux-ci sont compétents, plus ils sont promus, et plus leur marge de pouvoir augmente (lignes 95-148). Or, pour Han Fei, à la différence du souverain, ils cumulent compétence, expérience et intelligence. Ainsi, plus un fonctionnaire devient indispensable, plus il devient dangereux, et plus le souverain doit se montrer soupçonneux (Han Fei 1999, p. 467). C'est

pourquoi il lui faut maintenir ses proches sous constante observation, accumuler le plus d'information possible à leur sujet, éprouver leur loyauté et leur intégrité, et surtout les interroger individuellement afin qu'ils ne se protègent pas mutuellement et sanctionner immédiatement tout manquement de leur part (Han Fei 1999, p. 508). Le pouvoir ne se partage pas. Si l'empereur renonce, ne serait-ce qu'à une parcelle de son pouvoir de récompenser ou de châtier, ou même de *nommer les choses*, il fragilise sa position d'autorité. Mais, s'il lui faut être méfiant à l'égard de ses subordonnés, il ne doit cependant jamais se résoudre à des inquisitions, des purges ou des châtements arbitraires (Han Fei 1999, p. 264). Pour paraître omnipotent, il lui faut sembler être omniscient, car lui seul peut et doit juger ses proches. Un puissant levier dont dispose le souverain est l'attribution de tâches individuelles spécifiques aux membres de son entourage, dont la réussite est sanctionnée par une récompense et l'échec par un châtiment; ce qui le libère des questions politiques quotidiennes (Han Fei 1999, p. 503). Ainsi, le souverain n'a qu'à se conformer à la loi pour maintenir une pression constante sur ses proches qui feront alors de même avec les leurs, et ainsi de suite jusqu'au bas de l'échelle de responsabilité.

Comme pour tous les penseurs politiques chinois de son époque, le seul régime possible, pour Han Fei, est la monarchie héréditaire (lignes 57-94). Un homme trône au sommet de la hiérarchie, mais dans l'esprit légiste, un homme comme les autres hommes, mû par ses passions. La loi et la bureaucratie ont pour finalité d'imposer une norme à l'aune de laquelle chacun se conforme afin de contribuer au renforcement de l'État et au développement de l'économie. Selon Han Fei, tout souverain ne devrait avoir pour seules préoccupations que le renforcement de son règne et la garantie de sa succession. Or, n'étant soumis à aucune loi, n'ayant ni l'expérience ni la prudence des hauts fonctionnaires, en suivant ses passions ou ne serait-ce que son propre jugement, il risque de déstabiliser l'ensemble de l'ordre que les légistes cherchent à instaurer (Han Fei 1999, p. 248-249). Ainsi, pour Han Fei, la plus grande menace qui pèse sur la consolidation de l'ordre monarchique par sa bureaucratisation est le monarque lui-même, toujours tenté d'exercer un pouvoir personnel et arbitraire. Han Fei, en multipliant les anecdotes historiques affirme inlassablement que lorsque le souverain renonce à la loi ou cherche à user de la loi pour transformer l'homme, celui-ci perdra inévitablement le pouvoir et, pis encore, verra sa lignée s'interrompre (Han Fei 1999, p. 147-158).

Alors que le problème de la personnalisation du pouvoir par le souverain avait échappé à Shang Yang, Han Fei le résout en affirmant que quiconque exerce la souveraineté doit entièrement sacrifier ses intérêts à ceux supérieurs de l'État, transcender en quelque sorte ses intérêts propres (lignes 1-42). Un dépassement difficile, alors que les légistes clament haut et fort que l'homme n'est mû que par ses passions et qu'il serait contraire à la nature de le contraindre à être vertueux. Ne pouvant séparer la fonction de souverain de l'homme qui exerce la souveraineté ni encadrer cette fonction par la loi elle-même, Han Fei, pourfendeur de tous les discours moralisants, se voit bien malgré lui forcé de prêcher une *Voie du Prince* taoïsante dans l'esprit du Laozi, une vision qui met l'accent sur les limites des capacités humaines. Ainsi, Han Fei fut le premier penseur chinois à commenter le *Daodejing* mais en l'expurgeant de ses éléments mystiques (Han Fei 1999, p. 183-206, 207-221). Son *manifeste doctrinal* permet ainsi d'arrimer la pensée légiste à la personne du souverain, laquelle doit être l'incarnation du *Dao* sur terre, l'homme véritable, le *zhenren* (真人).

Le souverain qui abandonnerait sa Voie pour celle des hommes déstabiliserait son régime et ouvrirait la voie à toutes les cabales et les rebellions (lignes 43-56). Pour cette raison, les tyrans Jie des Xia (夏桀) et Zhouxin des Shang, en succombant à leurs passions plutôt que d'agir dans l'intérêt supérieur de l'État, ont précipité eux-mêmes leur chute. Les Tang et les Wu n'étaient pas des parangons, mais ils ont su refonder sur des bases plus solides l'ordre qui se délitait. Mais, pour Han Fei, ils n'en demeurent pas moins des régicides (Han Fei 1999, p. 252) (voir figure 4.2).

En 233 av. J.-C. le roi de Han<sup>105</sup> décide d'envoyer Han Fei au Qin, le croyant loyal au Han, dans l'espoir qu'il puisse détourner le Qin de ses intentions guerrières. Dans sa première entrevue avec Qin Wang Zheng, Han Fei fait part de sa volonté d'aider le Qin à atteindre l'hégémonie alors à sa portée (Han Fei 1999, p. 69-75), mais il le met aussi en garde contre toute velléité de conquête. Bien que ce discours nous soit parvenu sous le titre de 存韩 (cun han; *Plaidoyer en faveur du Han*),

---

<sup>105</sup> La pensée de Han Fei eut peu d'écho dans son Han natal, mais ses écrits ont néanmoins connu une large diffusion, car, comme Sima Qian le relate, même Qin Wang Zheng, le futur Qin Shi Huangdi, les a lus et fut impressionné par deux textes en particulier (Sima Qian 2009, p. 40) : 孤愤 (*gu fen* : *Rage d'un solitaire*), qui traite du recrutement des fonctionnaires compétents et de la nécessité de les soumettre à des méthodes d'évaluation standardisées (Han Fei 1999, p. 133-138); et 五蠹 (*wu du* : *Les cinq vermines*) qui décrit l'évolution inévitable des conditions sociales et l'exigence pour les structures de l'État de savoir s'y adapter (Han Fei 1999, p. 512-527). Qin Wang Zheng aurait alors fait part à son plus proche conseiller, Li Si, de son souhait de s'entretenir avec son auteur (Sima Qian 2009, p. 41). Le Qin était alors à la veille du lancement de ses campagnes d'unification de la Chine.

il ne défend pas le Han, mais le système interétatique lui-même, car toute menace contre son intégrité provoquera une réaction disproportionnée de l'ensemble des autres royaumes qui pourrait conduire à la destruction du système (Han Fei 1999, p. 76-78).

Le légisme n'a qu'une seule fin : imposer un ordre durable. Or, selon Han Fei, même le plus ordonné des États ne pourra imposer l'ordre au monde par la force. Au contraire, il en résultera un désordre encore plus grand. Ainsi, un État réformé selon des principes légistes devrait rechercher l'équilibre des puissances, par l'instauration d'une hégémonie durable, et non par l'élimination des autres puissance, car un État ordonné à l'intérieur et soucieux de l'ordre ne recherche pas la guerre à l'extérieur, matrice du désordre (Han Fei 1999, p. 264-265). Or, comme Han Fei l'avait prédit lors de sa rencontre avec le roi de Qin, les autres royaumes ne se laissèrent pas intimider et le Qin dut se lancer à la conquête militaire de la Chine.

Par contre, Han Fei avait aussi eu tort : le Qin réussit à conquérir et à annexer les six royaumes, en onze ans de guerres, donnant ainsi naissance au premier État chinois unifié et centralisé, et à imposer une décennie de paix, la première de mémoire d'homme en Chine.

#### **4.5 – DECLIN ET SURVIE DES INSTITUTIONS LEGISTES**

La dynastie voulait édifier une autocratie bureaucratique et technocratique établie selon les principes du légisme. Or, pour fonctionner, un tel système exige une administration omniprésente et efficace. Aussi, les routes étaient-elles encombrées de fonctionnaires, de corvéables, de conscrits et de condamnés circulant entre les diverses administrations. Elle l'avait édifié dans ses frontières au cours d'un processus étalé sur plusieurs décennies. Il s'était renforcé au cours des règnes suivants. Mais, en 221 av. J.-C., le système est imposé d'un coup aux six autres royaumes. Or, après la décennie de campagnes éclairs, la Chine devait non seulement être réorganisée pour servir les intérêts du Qin, elle devait être reconstruite.

Les coûts de fonctionnement du Qin à l'échelle de la Chine ne pouvaient donc que s'alourdir, alors que la nouvelle administration territoriale ne pouvait fonctionner de manière optimale dans l'immédiat. Ignorant les difficultés posées par une telle intégration administrative, le Premier Empereur, soucieux de consolider son règne selon la tradition, entreprit la construction

d'un gigantesque complexe palatial à proximité de la capitale, le Palais Afang (阿房宫), et un complexe funéraire tout aussi imposant sous le Mont Li (骊山), auxquels 700 000 forçats et 70 000 foyers furent affectés. De plus, selon Sima Qian, il lança la construction de plusieurs centaines de palais et leurs dépendances tous reliés entre eux, et tous avec leur propre personnel (Sima Qian 1993a, p. 56-57). Ainsi, déjà enrôlée dans la reconstruction et fortement taxée, une grande part de la population doit de plus se consacrer aux développements grandioses caressés par le Premier Empereur. Une telle situation ne pouvait que conduire à une augmentation des condamnations à des peines de travaux forcés<sup>106</sup>.

#### 4.5.1 – Déclin du légisme, déclin des Qin

À la mort du Premier Empereur, Zhao Gao (赵高) complota avec le prince Huhai (胡亥) pour que celui-ci monte sur le trône. En 210 av. J.-C., le Second Empereur qui n'est âgé que de 21 ans nomma Zhao Gao *Chef du personnel du palais*, ce qui le rend maître de l'ensemble des affaires d'État. Dans un premier temps, il lui recommande alors de s'imposer par la terreur en traquant les fautes les plus vénielles des hauts fonctionnaires et des membres de la famille royale afin de les châtier de la manière la plus exemplaire possible : six des huit princes impériaux sont exécutés alors que les deux survivants sont contraints au suicide (Sima Qian 1993a, p. 66-67). Nul ne s'aventure plus à le critiquer alors que les fonctionnaires obéissent à ses moindres désirs. La hiérarchie des normes et des fonctions que les règnes successifs depuis Shang Yang avaient graduellement consolidée et que le Premier Empereur avait imposée à l'ensemble des sept royaumes était mise à mal en un temps record par la personnalisation croissante du pouvoir.

---

<sup>106</sup> Ce qui explique la virulente critique de Jia Yi dans son essai *Les fautes de Qin* :

Mais le Premier Empereur était avide et manquait de vision, uniquement confiant dans sa propre sagesse, ne faisant jamais confiance à ses officiels méritants. Il rejeta la voie royale et s'appuya sur des procédures privées, interdisant les livres et les écrits, alourdissant les lois et les châtiments, mettant l'accent sur la déception et la force plutôt que sur l'humanité et la justice, menant le monde par la violence et la cruauté. Pour conquérir les terres des autres, la déception et la force peuvent s'avérer nécessaires, mais pour préserver la paix et la stabilité au sein de ses nouvelles conquêtes, il faut commander l'autorité nécessaire. C'est pourquoi je dis que conquérir et préserver font appel à des méthodes différentes (Jia Yi dans Sima Qian 193a, p. 81).



### Regroupement en neuf catégories des principaux traits caractéristiques du légisme

#### VISION

- Conception dynamique de l'histoire : les structures, les lois, les institutions et les choix politiques doivent s'adapter aux changements afin de prévenir leur caducité et le chaos qui s'ensuit
- Conception dynamique de la hiérarchie du système interétatique, dont les États sont en rivalité permanente
- Conception dynamique de la hiérarchie d'une société inégalitaire, dont les individus sont en rivalité permanente
- Conception dynamique du politique voulant que tout choix influe sur le cours de l'histoire, ce qui conduira inévitablement à de nouveaux choix politiques dans le futur
- Négation de l'efficacité de l'exemple moral et du respect de la tradition; le moralisme et l'attachement aveugle à la tradition sont vus comme une des sources du désordre ambiant
- Refus d'une idéologie normative ou de l'imposition d'une loi morale, car elles limitent la capacité d'adaptation au changement, à l'exception du patriotisme et du respect de la hiérarchie qui dans certaines limites ne l'entravent pas

#### SOUVERAIN

- Monarque absolu
- Fontaine d'honneur
- Édicte la loi et en atteste
- Garant de la stabilité de l'État
- Reçoit les avis de ses ministres

#### ÉTAT

- Dépersonnalisation du pouvoir à tous les niveaux, y compris celui du souverain qui ne doit pas intervenir dans la gestion quotidienne de l'État
- Absence de division des pouvoirs
- Terres sont la propriété de l'État
- Ressources naturelles sont la propriété de l'État

#### ADMINISTRATION

- Centralisation des pouvoirs
- Administration territoriale uniforme
- Administration territoriale civile et militaire distincte
- Hiérarchie des fonctions civiles et militaires encadrée par la loi
- Recrutement en fonction du domaine de spécialité
- Procédure standardisée de contrôle et d'évaluation des performances selon un calcul coût-bénéfice précisé dans la loi par fonction et par spécialité à tous les échelons
- Promotion, rétrogradation et renvoi fondés sur la loyauté et l'atteinte ou la non-atteinte d'objectifs, spécifiques pour chaque fonction ou spécialité à tous les échelons

- Spécialisation verticale et horizontale des fonctions : le monarque édicte les grandes orientations, les ministres arrêtent les procédures pour les atteindre, et les fonctionnaires subalternes les appliquent selon leur spécialité
- Hiérarchie de distinctions honorifiques non héréditaires conférant des avantages et des privilèges symboliques et matériels plus importants à chaque échelon gravi
- Salaires des fonctionnaires payés à même les recettes des impôts
- Administration doit produire des statistiques précises sur la population, l'économie et l'armée

#### ENSEIGNEMENT

- Étatisation du savoir et de l'enseignement

#### ARMÉE

- Renforcement constant de l'État et de l'armée

#### ÉCONOMIE

- Développement rationnel permanent de l'économie au moyen de grands projets
- Activités d'extraction et de transformation des matières premières, et de commercialisation des produits manufacturés sous licence d'État
- Impôt proportionnel à la production agricole
- Impôt proportionnel plus élevé pour les activités artisanales et commerciales
- Exploitation agricole familiale

#### LOI

- Primauté de la loi
- Égalité devant la loi
- Loi administrative et pénale encadrant toutes les activités
- Procédures précises pour la révision et la mise en application des modifications de la loi
- Loi pénale prescrit des peines lourdes, mais proportionnelles à la gravité du délit ou du crime
- Responsabilité individuelle ou collective strictement précisée et encadrée par la loi

#### SOCIÉTÉ

- Distinctions honorifiques les plus élevées sont réservées à ceux qui choisissent la carrière administrative
- Critères de promotion distincts pour les officiers et les hommes de troupe, mais les officiers doivent sortir du rang
- Dispense de service militaire et de corvée au-delà d'un certain rang honorifique

**Figure 4.2** – Regroupement en neuf catégories des principaux traits caractéristiques de légisme. Vision : prémisses de la pensée légiste; Souverain : représentation et fonction du monarque; État : mode d'organisation du pouvoir; Administration : formes et opérationnalisation des structures de l'État; Enseignement : gestion du savoir et de sa transmission; Armée : politique de défense; Économie : politique de développement et de taxation; Loi : rôle de la législation et de la justice; Société : critères de mobilité sociale.

Dans un second temps, il recommande à l'empereur, selon une interprétation littérale du *Manifeste doctrinal* de Han Fei, pour qui le souverain devait en tout temps être opaque aux yeux de ses subordonnés, de se soustraire à leur vue. Dès lors Zhao Gao devient l'unique contact d'un souverain reclus. Récompensant et châtiant selon ses intérêts, Zhao Gao crée son propre État dans l'État. Il repose sur la loyauté exigée de tous ceux qui le servent. Trois mois plus tard à peine, l'Empire s'embrase.

Chen She (陈涉, ? - 208 av. J.-C.) et Wu Guang (吴广, ? - 208 av. J.-C.) sont à l'origine de la vague de rébellions qui emporta le Qin. Si leur histoire est bien connue, ce sont les conditions qui les poussèrent à la révolte qu'il faut rappeler. Durant la première année de règne du Second Empereur, ils avaient été mandatés pour escorter un groupe de 900 conscrits. Or, une forte pluie les retarda et Sima Qian précise que la loi de Qin punissait de mort tout retard. Confrontés à une mort certaine, les conscrits préférèrent se soulever afin de fonder leur propre royaume (Sima Qian 1993b, p. 1-2). Or, la loi de Qin qui nous est parvenue ne prescrit que des réprimandes ou des amendes proportionnelles à la durée du retard. Sima Qian n'a retenu qu'un alourdissement des lois; les légistes n'y auraient vraisemblablement vu que l'arbitraire au pouvoir.

En 207 av. J.-C., un événement improbable risque de faire perdre à Zhao Gao les faveurs du Second Empereur : une armée impériale au grand complet a fait défection. Il organise alors une nouvelle conspiration afin de préserver son pouvoir : l'élimination de l'empereur et son remplacement par le jeune Prince Ziyi (子婴) [mort en 206 av. J.-C.], son neveu (Sima Qian 1993a, p. 71). Mais pour cela, il faut qu'il s'assure préalablement de la loyauté ou de la soumission de l'entourage du souverain. Lors d'une audience avec le Second Empereur, il présente un 'cerf' qu'il nomma 'cheval'. L'empereur tout sourire lui fait remarquer qu'il a fait un lapsus, mais Zhao Gao demeure impassible. L'empereur interroge alors les membres de sa cour : certains se taisent, certains disent que c'est bien un 'cheval' et d'autres que c'est un 'cerf' (Sima Qian 1993a, p. 70). L'épisode est resté si célèbre que l'expression 指鹿为马 (*zhi lu wei ma* : faire passer un cerf pour un cheval) est entrée dans la langue courante et signifie *déformer la réalité*. Mais cet épisode montre que l'empereur avait perdu le pouvoir de nommer; il n'était plus le maître de la rectification des noms.

Zhao Gao fait assassiner le Second Empereur et le Prince Ziyang accède au trône – troisième et dernier souverain de la dynastie Qin. Il poignarde Zhao Gao. Son règne ne dure pas trois mois : il se rend au rebelle Liu Bang (刘邦, 256 ?-195 av. J.-C.). Mais c'est Xiang Yu (项羽, 232-202 av. J.-C.), un autre leader rebelle, le plus puissant, qui massacre la famille impériale ainsi que la population de la capitale, et qui pille et incendie la capitale (Sima Qian 1993a, p. 73-74). C'est cet incendie du Palais impérial, bien plus que le décret de 213 av. J.-C., qui détruit un nombre inestimable d'écrits (Bodde 1938, p. 163). L'Empire Qin a vécu. La Chine ne sera pas réunifiée avant 202 av. J.-C. par Liu Bang, après quatre longues années de guerres civiles particulièrement sanglantes.

Les légistes ont toujours mis en garde contre les ministres trop puissants ou trop influents, car ils cherchent tôt ou tard à accaparer le pouvoir. Or nul conseiller dans l'histoire chinoise n'a eu autant de poids que Zhao Gao. Sous Zhao Gao, l'Empire a sombré dans une dynamique d'arbitraire, de terreur, de népotisme et d'assassinat qui sanctionne l'abandon du légisme. Ainsi, contrairement à ce qu'affirme Jia Yi et les deux millénaires de tradition impériale, on pourrait envisager que c'est la décomposition des institutions légistes sous Huai Huhai et Ziyang qui aurait précipité la chute des Qin et non le légisme lui-même.

#### **4.5.2 – Restauration du légisme, ascension des Han**

Liu Bang était un chef de village, une fonction officielle dans la hiérarchie administrative du Qin, respecté à la fois par ses administrés et par ses supérieurs. C'est pourquoi il est raisonnable de penser qu'il maîtrisait parfaitement la loi de Qin, bien qu'il fût un homme de l'ancien Royaume de Chu. Contrairement aux autres meneurs de la rébellion avides de titres, il aurait été élu gouverneur de son canton dont il aurait conservé l'administration et le personnel (Sima Qian 1993b, p. 55-56). Par la suite, il s'est rallié au roi autoproclamé de Chu et a combattu pour lui. C'est par ses victoires sous cette bannière qu'il fut promu avec ses partisans dans la hiérarchie du Chu. Or, Loewe (1960) précise que la hiérarchie du Chu et les conditions d'avancement pour mérite militaire étaient celles instituées par Shang Yang pour le Qin plus d'un siècle auparavant. On peut donc déduire que la légitimité des nouveaux titres et fonctions de Liu Bang et de ses partisans impliquait la préservation des structures du Qin (Loewe 1960, p. 107-108).

Liu Bang fut le premier à prendre le Qin et à s'en proclamer roi. Sa première mesure fut d'abolir toutes les lois de Qin et d'édicter un code composé de trois articles, les plus simples possibles :

Messieurs, depuis longtemps vous souffrez sous les lois sévères de Qin. Ceux qui critiquaient le gouvernement étaient fouettés avec toute leur famille; ceux qui s'assemblaient en privé pour parler étaient exécutés en place publique. Moi et les autres nobles avons passé un accord stipulant que le premier qui entrerait dans la passe régnera sur le Qin. Par conséquent, je suis maintenant Roi de tout le territoire à l'intérieur de la passe. C'est pourquoi je proclame un code de loi composé de trois articles seulement : quiconque tuera une autre personne sera mis à mort; quiconque blesse une autre personne sera puni selon la gravité de l'acte; les autres articles de la loi de Qin sont désormais abolis. Que les fonctionnaires et le peuple demeurent aussi paisibles qu'auparavant. Je suis simplement venu vous sauver de préjudices futurs, et non pour vous exploiter ou vous tyranniser. N'ayez crainte ! Je suis rentré à Boshang simplement pour attendre les autres seigneurs afin d'officialiser l'accord<sup>107</sup> (Sima Qian 1993b, p. 62).

Malgré cette proclamation, Liu Bang conserva l'organisation administrative du Qin, sans laquelle il n'aurait pu simplifier la loi ni rendre publique ses déclarations, ni surtout administrer le pays<sup>108</sup>.

Une fois maître de la Chine, l'importance d'adopter le titre impérial (*huangdi* 皇帝) lui fut immédiatement rappelé par ses plus proches compagnons d'armes. Après avoir inféodé des membres de sa famille et des alliés proches rois et marquis, ses partisans lui intimèrent de l'adopter. Il refusa catégoriquement par trois fois : « J'ai entendu dire que la position d'Empereur ne peut être adoptée que par un homme de valeur. Il ne peut être convoité par des paroles creuses et vaines. Je n'ose pas accepter la position d'Empereur » (Sima Qian 1993b, p. 75). Ils finirent par le persuader avec le propos suivant :

Notre grand Roi, de ses humbles origines, s'est élevé afin de punir les méchants et les violents et a ramené la paix entre les quatre mers. À ceux qui se sont distingués, il a accordé des terres et les a inféodés en tant que rois et marquis. Si notre Roi n'adopte

---

<sup>107</sup> Traduction libre.

<sup>108</sup> La suite est connue, Xiang Yu massacra les habitants de la capitale du Qin et nomma Liu Bang roi de Ba, Shu et Han. C'était un véritable exil, car ces régions isolées étaient celles où la dynastie Qin reléguait les bannis (Sima Qian 1993b, p. 64). La paix ne reviendra pas avant quatre ans, en 202 av. J.-C., après qu'il eut vaincu Xiang Yu à la bataille de Gaixia (垓下之战).

pas le titre suprême, alors tous nos titres seront remis en question. Au risque d'encourir notre mort, nous vous exhortons à reconsidérer notre demande ! »<sup>109</sup> (Sima Qian 1993b, p. 75)

En accord avec les principes légistes, ses partisans lui reprochaient d'entretenir une confusion entre les titres et les fonctions. En gardant son titre de roi après avoir inféodé de nouveaux rois, la légitimité des rapports hiérarchiques et, par extension, celle du régime lui-même, risquait d'être remise en question. Seule l'adoption du titre impérial pouvait permettre de légitimer le régime et donc de le consolider. Liu Bang s'inclina et fut intronisé empereur. Le titre d'Auguste Empereur (*Huangdi* 皇帝) créé par le Premier Empereur, loin d'être rejeté, fut au contraire porté par tous ses successeurs et toutes les dynasties suivantes (Sima Qian 1993b, p. 83).

Puis, il déclara une amnistie générale et reconnu les titres aristocratiques qui avaient été accordés sous les Qin et durant l'*interregnum*, ce qui lui permettait de s'allier ses anciens ennemis en les intégrant à l'ordre qu'il instituait tout en le renforçant (Loewe 1960, p. 108). Ainsi, bien qu'il ait proclamé un code simple de trois articles en 206 av. J.-C., cet acte réhabilitait *de facto* une partie de la loi administrative de Qin. La loi des Han nous est parvenue : par sa complexité et son souci du détail, elle correspondait à ce que l'on attendrait d'un État de la taille de l'Empire (Hulsewé 1955). Hulsewé, dans la préface de sa traduction des lois de Qin, montre en comparant les articles que les lois de Han s'inscrivent dans le droit fil de celles de Qin (Hulsewé 1985, p. 14-19).

La nouvelle dynastie est directement tributaire de l'organisation légale et bureaucratique qui avait dominé durant plus d'un siècle au Qin [356-210 av. J.-C.] dont elle a restauré les institutions. Finalement, en honorant le Premier Empereur et en s'assurant qu'il serait pour toujours honoré<sup>110</sup>, Liu Bang affirmait la continuité de son régime avec celui du Premier Empereur<sup>111</sup>. Sa dynastie va régner pendant quatre siècles. Pour Lévi (2005), « ayant été formés à

---

<sup>109</sup> Traduction libre.

<sup>110</sup> Liu Bang témoigne publiquement du respect qu'il porte au fondateur des Qin : durant sa douzième année de règne, il assigne vingt familles à l'entretien du tombeau du Premier Empereur (Sima Qian 1993b, p. 83).

<sup>111</sup> Pour donner un exemple de cette continuité : le *Décret sur l'interdiction du Classique des vers, du Classique des documents et des écrits des Cents écoles* ne fut pas abrogé avant 191 av. J.-C., quatre ans après la mort de Liu Bang (Bodde 1938, p. 163).

l'école des lois [...] les différents ministres sous Liu Bang, la régence de Lü la faisanne et les règnes des empereurs Wen et Jing mènent une politique d'inspiration légiste » (p. 46). Il poursuit :

[...] à partir de la fin des Han les thèses légistes font l'objet d'une réprobation de la part du monde lettré, un monde lettré (là est l'ironie de l'histoire) qui est justement la manifestation de la permanence des soubassements institutionnels mis en place par Shang Yang, dans la mesure où le système des examens, qui non seulement sert d'armature à l'organisation étatique mais est devenu *un fait de civilisation*, est d'inspiration légiste, sans parler d'autres formes de la structuration sociale des campagnes, tel le *baojia* des Ming, directement hérité de la brigade légiste, dont les membres étaient liés par l'entraide et la responsabilité collective.

Le légisme doit vivre dans le secret. Secret du cabinet du prince où les mots se chuchotent de la bouche du ministre au creux de l'oreille du souverain. (p. 47).

## CONCLUSION – LE LEGISME, PROJET DE RATIONALISATION DE L'ETAT

La période des *Royaumes combattants* marque le déclin du royaume féodal Zhou, dont les règles rituelles liant les vassaux à leur suzerain perdent toute signification. La réaction en chaîne sape les institutions traditionnelles, renverse les rapports de pouvoir, déstabilise la société, perturbe l'économie et pérennise l'état de guerre. Et, dans un mouvement circulaire, l'état de guerre permanent exacerbe la crise. Le féodalisme a vécu, mais les valeurs qui y sont associées restent fortes. L'arbitraire, jadis diffus, devient le privilège du souverain et de son administration. Le renforcement des États repose sur la centralisation forcée du pouvoir entre les mains du souverain, mais toujours en essayant de respecter au mieux les coutumes et de s'allier les forces politiques traditionnelles, jetant ainsi les bases de la monarchie absolue plus de 20 siècles avant l'Europe.

Seul maître de son État, le souverain doit rester le seul maître de sa politique intérieure et extérieure. Seule source d'honneur et de justice, les pouvoirs et les hiérarchies indépendants doivent se soumettre ou disparaître. Seul maître de ses sujets, il force leur concours au renforcement et à l'enrichissement de son État, par l'attrait des récompenses et la peur des châtiments. Seul arbitre, il censure les opinions et les valeurs qu'il juge contraires au renforcement de son pouvoir. La centralisation et la professionnalisation du pouvoir s'accompagnent de l'émergence des premières structures bureaucratiques. De plus, le développement de la

monarchie absolue se traduit par l'ascension des *Shi*, nobles sans héritage, mais qui ont acquis le savoir et l'expérience nécessaires pour répondre aux nouveaux besoins du pouvoir d'État.

La Chine des *Royaumes combattants* est caractérisée par un processus de rationalisation intellectuelle et politique qui se cristallise dans un courant de pensée connu depuis la période Han sous le nom de légisme. Le légisme, héritier, mais aussi à plus d'un titre parachèvement de la pensée politique chinoise préimpériale, fait du pouvoir autoritaire sans limites le fondement de l'ordre. Mais, à la différence des courants qui l'ont précédé, le légisme est le premier courant à concevoir l'histoire comme un processus dynamique qui résulte de l'interaction constante entre les institutions et la société. Pour eux, c'est parce que les anciennes institutions sont dépassées que la Chine ne connaît plus l'harmonie. C'est pourquoi les théoriciens légistes ont l'ambition de réformer les institutions, les rapports de pouvoir, les structures sociales et économiques afin de refonder un ordre politique intérieur et interétatique voulu durable.

Le légisme se démarque aussi en faisant explicitement reposer le pouvoir du souverain sur une administration uniforme dont les multiples fonctions et tâches sont encadrées par un ensemble d'objectifs, de règles et de procédures explicites. L'administration a pour tâches de garantir l'ordre intérieur, d'encadrer le développement de l'économie ainsi que d'organiser les corvées et la conscription selon les directives du souverain avec toujours plus d'efficacité et d'économie. Afin de pouvoir disposer de l'information nécessaire, elle produit des rapports détaillés sur les possessions du souverain : population, ressources naturelles, production, échanges commerciaux, taxation, etc. De plus, elle évalue et met à l'épreuve tous les projets cohérents qui peuvent contribuer au renforcement et au développement de l'État, retenant les plus prometteurs et censurant les autres. La promotion du personnel administratif repose sur les compétences et les réussites de chacun, sanctionnées tout au long de la carrière par un processus d'évaluation et de contrôle continu des activités. Les examens standardisés de la fonction publique ne sont que la forme aboutie du processus de recrutement proposé par les légistes.

La population produit à la fois les ressources et l'équipement nécessaire au renforcement de l'État et de l'armée, mais constitue aussi la main-d'œuvre pour le développement économique et les grands travaux lancés par le pouvoir. Le travail de la population est alors strictement encadré

par la loi administrative et par la loi pénale auxquelles tous sont également soumis. Si le souverain est le maître des ressources de son État, il ne peut planifier seul et avec efficacité le développement économique. À cette fin, l'administration, d'une part, octroie des licences d'exploitation familiales ou collectives, supervise les activités productives et prélève des impôts proportionnels à la production; d'autre part, elle encadre et taxe les activités commerciales. La seule voie possible est celle du développement de l'économie et du renforcement de l'État

| Caractéristiques du légisme |    |                                                                                                              |
|-----------------------------|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Visée</b>                | 1) | Stabilité et prévisibilité en tant que garanties de l'ordre                                                  |
|                             | 2) | Renforcement de l'État                                                                                       |
|                             | 3) | Développement de l'économie                                                                                  |
|                             | 4) | Renforcement de l'armée                                                                                      |
|                             | 5) | Ordre interétatique hiérarchique comme seule garantie de la paix                                             |
| <b>Régime 勢</b>             | 1) | Souverain : monarque absolu                                                                                  |
|                             | 2) | Hiérarchie des titres et des privilèges                                                                      |
| <b>Organisation 術</b>       | 1) | Hiérarchie de normes et de fonctions                                                                         |
|                             | 2) | Administration uniforme                                                                                      |
|                             | 3) | Recrutement et promotion sur la base de la loyauté et des compétences individuelles                          |
|                             | 4) | Segmentation de la population en groupes et sous-groupes de façon à faciliter la surveillance et le contrôle |
| <b>Loi 法</b>                | 1) | Contrôle de tous les aspects de la vie en société                                                            |
|                             | 2) | Codification des peines des récompenses                                                                      |
|                             | 3) | Peines de travaux forcés, d'amendes, et de mort dans certaines circonstances                                 |

**Figure 4.3** – Les caractéristiques du légisme regroupées en quatre catégories : a) les visées du régime, b) la nature politique du régime; c) le mode d'organisation de l'administration et de la société, et d) le cadre légal.

La prospérité de l'État est étroitement liée à celle de sa population. Afin de s'assurer le concours entier de la population, les plus grandes contributions sont récompensées par l'octroi de titres aristocratiques et par les privilèges économiques et sociaux qui y sont liés. Corollairement, tous doivent justifier leur titre par des efforts continus sous peine de rétrogradation et de perte des privilèges. Par contre, ces titres ne confèrent aucun privilège politique ou juridique, et ne sont pas héréditaires. Si l'achat de titres et le mérite militaire sont les deux principales voies vers les honneurs, seule la carrière administrative permet une ascension jusqu'au sommet de la hiérarchie sociale. Tous ceux qui s'y destinent sont encouragés à étudier avec un spécialiste de la loi au



service de l'État afin de se préparer à la carrière administrative. Ainsi, le légisme pose les bases d'un système d'éducation standardisé et universel afin de former les meilleurs candidats.

En règle générale, un État fort et prospère n'a pas à craindre ses voisins. Mais le monde au sein duquel a émergé le légisme est un état de guerre permanente. L'État doit donc réinvestir en permanence ses surplus dans le développement économique et dans le renforcement militaire afin de pouvoir rivaliser efficacement avec ses rivaux et faire face à toute menace potentielle. Il lui faut aussi utiliser ses excédents afin de projeter sa puissance dans le but d'affaiblir ses rivaux et de pacifier les relations interétatiques en imposant son hégémonie. Or, la croissance d'une économie agraire et précapitaliste produit plus d'excédents qu'elle ne peut en absorber. L'État les mobilise constamment par un effort de guerre, autrement dit pour les détruire; il vise dans le même mouvement à éviter l'accaparement de cette richesse par des intérêts privés. Par contre, rien dans la vision légiste ne permet de conclure que l'État doive systématiquement poursuivre une politique belliciste, car pour les penseurs préimpériaux la finalité reste l'instauration d'une paix durable (voir figure 4.3).

Le royaume de Qin est l'État qui a poussé le plus loin la logique de centralisation et de bureaucratisation sous l'influence des théoriciens et des réformateurs légistes. Il conquiert en quelques décennies à peine la totalité des royaumes chinois et repousse les frontières de la Chine comme jamais auparavant. Il abolit le système féodal, affaiblit l'aristocratie et fonde le Premier Empire centralisé et bureaucratique, le premier État moderne de l'histoire en 221 av. J.-C.

La tradition et la recherche ont souvent confondu les politiques du régime Qin avec la violence de son époque, et depuis les années 1940 le qualifie de totalitaire. Or, nous avons montré que le légisme est d'abord un projet de rationalisation de l'État pour le développer économiquement et le renforcer militairement, car le second n'est pas possible sans le premier, ce que les penseurs légistes ont été les premiers à comprendre, à théoriser et à mettre en pratique. C'est dans ce sens que l'on peut considérer le Qin comme le premier État légal-rationnel. On n'a jusqu'à présent retenu du Qin que la répression à laquelle il a soumis sa population. À ce sujet, on peut rappeler avec Foucault (1975) que l'Angleterre de 1819 comptait plus de crimes capitaux (223) qu'un demi-siècle auparavant (160), et que les supplices ne seront abolis en Europe qu'après

1848 (p. 21-22). L'époque du Qin était violente, l'Europe des Lumières l'était tout autant. Les légistes eux-mêmes ont contribué à créer l'image qui leur est attachée, car les lois de Qin qui visent à augmenter la productivité et l'efficacité, bien que très répressives, prescrivent principalement des peines de travaux forcés productifs et des amendes; elles prévoient aussi des supplices et la peine de mort. Cette centration sur la violence a occulté le véritable projet de transformation de l'État et de l'exercice du pouvoir porté par les légistes; elle a aussi occulté l'héritage du légisme et son influence tout au long de l'Empire.

La question qui se pose dès lors est : quel est l'héritage du légisme en Chine aujourd'hui ?



## CHAPITRE 5

### LA QUESTION DU FAZHI (法治) EN CHINE

#### INTRODUCTION

Depuis 1978, le champ de l'étude et du développement de la loi a progressé aussi rapidement que le renforcement du cadre légal et judiciaire. Par contre, au début des années 2000, et plus particulièrement depuis 2013, l'accent de la recherche s'est déplacé du « Fazhi (法制) » au « Fazhi (法治) », qu'il ne faut pas confondre bien qu'ils aient la même consonance phonétique. Alors que « Fazhi (法制) » renvoie au « système légal », « Fazhi (法治) » peut alternativement signifier « État de droit (*Rule of Law*) » ou « Règne par la loi (*Rule by law*) », deux concepts tout aussi opposés que les régimes que suggère le terme « Minzhu (民主) », littéralement le « peuple souverain » : un « Gouvernement par le peuple (*Government by the people*) » ou un « Gouvernement pour le peuple (*Government for the people*) »<sup>1</sup>. Nous avons montré que le système mis en place par Deng Xiaoping se rapprochait plus du 'Gouvernement par loi' que de 'l'État de loi', et que d'aucune façon il ne s'agissait d'un Gouvernement par le peuple. Et pourtant, si le concept de Fazhi (法治) est à nouveau discuté en République populaire de Chine, il n'est ni un concept emprunté à l'Occident libéral et démocratique, ni de facture récente.

Dans le contexte chinois, le concept de Fazhi (法治) remonte à la Période des printemps et des automnes (Chunqiu Shidai 春秋时代 – 771-476 av. J.-C.). Jusqu'à la fondation de l'Empire en 221 av. J.-C., les débats politiques s'étendaient sur un spectre opposant le Renzhi (人治) au Fazhi (法治), le 'Gouvernement par les hommes' au 'Gouvernement par la loi'. Les uns comme les autres

---

<sup>1</sup> Les chapitres suivants montrent que le système mis en place par Deng Xiaoping se rapproche plus du 'Gouvernement par loi' que de 'l'État de loi', et que d'aucune façon il ne s'agit d'un Gouvernement par le peuple.

restaient attachés à la monarchie. Mais les partisans du Renzhi (人治) voyaient dans la nomination et la promotion des hommes dotés des plus hautes qualités morales, et soumis à aucune autre contrainte que l'autorité morale de leurs supérieurs hiérarchiques, donc eux aussi guidés par la morale, la garantie de l'unité et de la stabilité à long terme, c'est-à-dire le maintien de l'ordre. Qui plus est, ils voyaient dans la loi une entrave à l'exercice des plus hautes qualités morales et l'assimilaient donc à un facteur de désordre. Par contre, les partisans du Fazhi (法治) doutaient qu'il y ait des hommes aussi exceptionnels et voyaient au contraire dans l'arbitraire des puissants le principal facteur de désordre ; aussi un cadre légal et des procédures formelles étaient à leurs yeux la meilleure garantie de l'ordre. Bien évidemment, les premiers ne rejetaient pas la loi, mais ils n'en faisaient pas un absolu, et si les seconds ne rejetaient pas les vertus confucéennes, ils n'en faisaient pas non plus un absolu<sup>2</sup>.

Si la tendance était à l'édification et à la professionnalisation des structures étatiques qui ont culminé dans un Empire épousant les lignes du Fazhi (法治), l'idéologie du Renzhi (人治) s'est au contraire imposée sous l'Empire. Tout au long de ses deux millénaires d'existences, il a été miné par cette contradiction insoluble et indépassable tant et aussi longtemps qu'il était sans rival. Les défaites répétées de l'Empire au 19<sup>e</sup> siècle aux mains des États-nations occidentaux, puis d'un Japon modernisé à l'école de l'Occident, faisait de l'Occident non seulement le rival à égaler si ce n'est à surmonter, mais aussi et surtout, à contrecœur, le modèle à émuler, donc le maître à dépasser. La force des État-nations semblait résider dans leur régime constitutionnel, mais le concept d'État de droit a été traduit par « Fazhi (法治) ». Pour cette raison, il ne pouvait être pensé en dehors des débats opposant le « Renzhi (人治) » au « Fazhi (法治) », auxquels la fondation de l'Empire semblait avoir mis fin, et donc les ravivaient, ou du moins les prolongeaient.

Si spontanément en Occident libéral et démocratique on associe l'État de droit à la démocratie, il est important de rappeler qu'avant la Révolution de 1911 – qui a donné naissance à la première République de Chine – les État-nations démocratiques étaient l'exception. Il ne faut pas non plus oublier que si les regards des réformateurs se posaient sur les États-Unis, le Royaume-Uni

---

<sup>2</sup> Voir les chapitres 2 et 3 pour une présentation plus détaillée des débats politiques à la veille de la formation de l'Empire.

et la France, ils se posaient surtout sur le Japon de l'ère Meiji, lequel regardait le Reich allemand. De plus, si le libéralisme et la démocratie ont eu un impact sur les réformateurs, après l'échec du Mouvement du 4 mai 1919 (Wusi Yundong 五四运动), la pensée politique au 20<sup>e</sup> siècle promeut surtout l'édification d'un autoritarisme renouvelé et la réforme de la conscience nationale afin de le réaliser. Après la démocratisation et la libéralisation des régimes autoritaires et socialistes au tournant des années 1990, notamment de l'URSS, de la Corée du Sud, mais aussi de Taiwan, le Parti-État sous le leadership de Deng Xiaoping a clairement signifié que la République populaire de Chine ne s'engagerait jamais dans cette voie<sup>3</sup>.

### 5.1 – LE RENOUVEAU DU FAZHI (法治) AU TOURNANT DES ANNEES 2010

Une revue de la littérature sur le Fazhi (法治) a permis de sélectionner les quinze articles de première importance publiés depuis 2012, année de la proclamation de la construction d'un Gouvernement par la loi en Chine. Un article est paru en 2012 (GU 2012), trois en 2013 (JIANG 2013 ; XU 2013 ; ZHANG et YU 2013), dix en 2014 (CHEN 2014, FU et ZHANG 2014, JIANG et WANG 2014, LI 2014, WANG LEQUAN 2014, WANG XIGEN 2014, ZHANG 2014a, ZHANG 2014b, ZHOU 2014) et, finalement, un seul en 2016 (ZHANG 2016). Ces articles, à l'exception d'un seul centré sur le cadre des rapports entre l'État chinois (*Guojia* 国家) et le système international (*Guoji* 国际) (ZHAO 2014), ont pour objet l'actualisation du Fazhi dans le cadre étatique et national chinois.

Ces articles, sauf trois (FU et ZHANG 2014, ZHAO 2014, ZHOU 2014), visent en apparence deux objectifs différents (GU 2012 ; JIANG 2013; ZHANG et YU 2013; CHEN 2014; JIANG et WANG 2014; LI 2014; WANG LEQUAN 2014; WANG XIGEN 2014; XU 2014; ZHANG 2014a; ZHANG 2014b; et ZHANG 2016) : 1) interpréter ce que le Parti entend par Fazhi depuis son 18<sup>e</sup> congrès et 2) démontrer comment la construction du Fazhi est essentielle à la poursuite des réformes et de l'ouverture, c'est-à-dire au renforcement de la Chine et donc du régime du Parti-État. Or, tous les arguments avancés par ces auteurs visent en réalité un même objectif : légitimer dans le discours comme dans la pratique la construction du Fazhi en Chine. Deux des trois autres, par comparaison, ont pour objet la mise en pratique du Fazhi depuis le 18<sup>e</sup> Congrès du Parti (ZHOU 2014; FU et ZHANG

---

<sup>3</sup> Voir le chapitre 2 pour une analyse détaillée des débats politiques au 20<sup>e</sup> siècle.

2014) et le dernier le rôle que joue et surtout devrait jouer l'État chinois dans la construction d'un Fazhi international qui satisfasse aux conditions chinoises (ZHAO 2014).

De prime abord, on constate un déséquilibre entre le nombre d'articles qui portent sur les aspects théoriques du Fazhi (13) et ceux sur son application (2). Bien que le Parti ait imposé la construction du Fazhi à marche forcée en Chine, cela peut s'expliquer par le fait que les projets pilotes doivent être préalablement conçus, leurs objectifs clarifiés et les modalités d'évaluation précisées. Autrement dit, il revient aux chercheurs de concrétiser les attentes du Parti en planifiant et en évaluant sa mise en application.

Et pour cela, encore faut-il que la définition du Fazhi ait été déjà préalablement arrêtée avant le 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois. Autrement dit, il faut que des débats sur le Fazhi aient précédé la décision du 18<sup>e</sup> Congrès. Dans l'hypothèse où des débats préalables ont déjà eu lieu, nous pouvons d'ores et déjà considérer que la résolution du 18<sup>e</sup> Congrès du Parti a non seulement donné une nouvelle orientation aux débats sur le Fazhi, mais les a recadrés.

C'est pourquoi l'analyse de ces quinze articles sera menée en deux temps. Premièrement, nous nous intéresserons aux douze articles ayant pour objet les aspects théoriques du Fazhi, puis dans un deuxième temps aux trois articles portant sur sa mise en application. L'analyse des douze articles théoriques se fera dans un ordre chronologique afin de faire émerger les questions successives qui ont été posées, mais surtout les réponses qui leur ont été apportées depuis le 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois tenu en novembre 2012.

### **5.1.1 – La théorie du Fazhi**

Le 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois a imposé la « Construction du Fazhi en Chine » et décrété que c'était l'un des enjeux principaux pour le succès du 20<sup>e</sup> Congrès de 2021. Le langage employé par le Parti présente la construction du Fazhi comme le reflet des conditions objectives actuelles de la poursuite des réformes et de l'ouverture. Pour cette raison, la construction du Fazhi en Chine serait une évidence. Pourtant, Gu Peidong (2012) ainsi que Zhang Zhige et Yu Hao (2013) affirment que les débats autour du Fazhi qui ont précédé l'adoption de la résolution du 18<sup>e</sup> Congrès

du Parti n'auraient pas abouti à une véritable théorie du Fazhi ou même qu'ils n'auraient pas eu en réalité pour objet le Fazhi.

Ainsi, Gu Peidong (2012), dans *La construction du discours et du système du Gouvernement par la loi à la chinoise modernes*, soutient que :

[d]epuis plus d'une décennie, apparaissent chez tous les acteurs de la société certaines divergences à propos de la compréhension des formes nécessaires et des perspectives idéales du Gouvernement par la loi à la chinoise. Ces divergences n'existent parce que [pour répondre]<sup>4</sup> à la question « Qu'est-ce que le Fazhi ? », les gens [人们] ont été réceptifs à l'influence du libéralisme occidental. Le modèle de l'État de droit ainsi que quelques caractéristiques de la représentation de l'État de droit du libéralisme sont devenus les références profondes des gens sur la [question du] Fazhi, et [ainsi] sont devenus le savoir commun et les critères de base pour juger de l'actualisation du Fazhi dans notre pays [我国]. C'est pourquoi c'est sur la base de la pleine révélation et de l'approfondissement de la compréhension de l'absurdité de cette théorie qu'il faut renforcer la construction d'une pensée autonome du Fazhi adaptée à notre pays, fondée sur la théorie socialiste, afin d'édifier le discours du Fazhi avec des caractéristiques chinoises. Au cours de ce processus, il faut mettre l'accent sur la connexion entre le concept socialiste du Fazhi, la théorie juridique traditionnelle et la généalogie du savoir juridique afin de transformer le concept socialiste du Fazhi en pensée légale, théorie légale, principes légaux, culture légale, savoir légal et idéologie légale concrets, afin d'établir la position d'autorité du concept socialiste du Fazhi en tant que " métathéorie " et " métasavoir " du Fazhi de notre pays<sup>5</sup>.

Il apparaît évident que la théorie du Fazhi est impraticable pour Gu Peizhong, car elle a subi l'influence de « l'absurde » libéralisme occidental. Par comparaison, Zhang Zhige et Yu Hao (2013),

---

<sup>4</sup> Les traductions sont libres. Elles ont toutefois voulu respecter autant que faire se peut l'esprit et le style du texte original chinois, car l'argument n'échappe pas à la langue dans laquelle il est formulé. Néanmoins, pour maintenir la cohérence en français, il a fallu à l'occasion ajouter un mot de transition. Il a été chaque fois mis entre crochets. Par ailleurs, comme les textes procèdent par longues énumérations, nous les avons respectées, mais pour faciliter la lecture nous les avons scindées au besoin.

<sup>5</sup> « 近十余年来, 社会各方面对中国法治的应有形态及理想图景认识出现了一定 分歧。形成这种分歧的实质原因是, 在 “什么是法治” 的问题上, 人们更多地受到西方 自由主义法治理论的影响。自由主义法治理论所建构的法治模式以及所描绘的法治的某 些特征, 一定程度上已成为人们对于法治的深刻记忆, 并成为认知和评判我国法治现实 的依据。为此, 应当在充分揭示和深刻认知自由主义法治理论乖谬的基础上, 加强我国 法治意识形态的自主化建设, 以社会主义法治理念为基础构建中国特色法治话语体系。在此过程中, 应注重社会主义法治理念与法学传统理论及知识谱系的对接, 把社会主义 法治理念转化或体现为具体的法律思想、法学理论、法律原理、法律文化、法律知识以及法律思维, 藉以确立社会主义法治理念作为我国法治的 “元理论” 和 “元知识” 的权威地位。 »



dans *Le développement logique de la compréhension du Gouvernement par la loi républicain*, après avoir recensé les thèmes des conférences annuelles de l'Association chinoise d'études de Droit et de l'Association chinoise de recherches en jurisprudence depuis 1985, date de leur fondation, sont arrivés à la conclusion suivante :

[...] De sa fondation en 1985 jusqu'en 2012, l'Association de recherches en jurisprudence a organisé 25 conférences annuelles. Les thèmes de ces conférences, outre le développement de la discipline, ont porté une fois sur le " concept de la loi [法律概念] ", ce qui correspond à 4 %; cinq fois sur le " Fazhi [法制] ", soit 20 %, ce qui inclut démocratie [Minzhu 民主] et Fazhi, Droits de l'homme [Renquan 人权] et Fazhi, économie de marché [Shichang Jingji 市场经济], etc.; douze fois sur le " Fazhi [法治] ", pour 48 %, ce qui inclut Fazhi et économie de marché, la théorie du gouvernement du pays selon la loi [Yifa Zhiguo Lilun 依法治国理论] et sa mise en pratique [Shijian 实践], transformation sociale [Shehui Zhuanxing 转型] et Fazhi, mondialisation [Quanqiuhua 全球化] et Fazhi, etc. Si l'on ajoute le sujet du Fazhi, mentionné dans les sous-thèmes son occurrence est encore importante. Parce que le " Fazhi [法治] " et le " Fazhi [法制] " sont souvent liés, le " Fazhi [法治] " ou le " Fazhi [法制] " ont formé le thème de 17 des conférences annuelles, ce qui correspond à 68 % du total. C'est pourquoi nous pouvons dire que la question du " Fazhi [法治] " est la plus importantes dans le milieu des théoriciens du droit<sup>6</sup>.

Zhang Zhige et Yu Hao relèvent la première mention de l'expression " Fazhi (法治) " en 1993 et montrent qu'elle s'est rapidement imposée comme le thème dominant. Néanmoins, il est important de souligner que Zhang Zhige et Yu Hao assimilent " Fazhi (法治) " et " Fazhi (法制) ", mais ne définissent ni l'un ni l'autre. Cette ambiguïté est déjà manifeste dès 1993, ce qui montre que les définitions de l'un et de l'autre n'étaient pas encore arrêtées comme le montre l'expression " Fazhi(zhi) (法制(治)) ". Or, Zhang Zhige et Yu Hao ne résument pas le contenu des conférences, et par conséquent ne retracent pas les développements théoriques de ces deux concepts.

---

<sup>6</sup> « [...] 法理学会自 1985 年成立到 2012 年, 总共召开了 25 届年度研讨会。研讨主题除学科建设等命名的以外, 涉及 “法律概念” 的有 1 届, 占年会总届数的 4%; 涉及 “法制” 的有 5 届, 具体包括民主与法制、人权与法制、市场经济与法制等等, 占年会总届数的 20%; 而涉及 “法治” 的有 12 届, 包括法治与市场经济、依法治国的理论与实践、社会转型与法治、全球化与法治等等, 占年会总届数的 48%, 如加上分主题中涉及 “法治” 的则更多。考虑到法治与法制常常交互使用, 年会主题中涉及法治或法制的多达 17 届, 占年会总届数的 68%。可以说, 法治问题是我国法学理论界最为关注问题。 »

Pour Zhang Zhige et Yu Hao (2013), cette ambiguïté provient du fait que les débats sur le Fazhi auraient dès le début raté leur cible. À l'instar de Gu Peizhong, ils critiquent l'influence occidentale et défendent une approche « chinoise » du Fazhi, voire « nationaliste (Guoqing Zhuyi Fazhi Guan 国情主义法治观) ». Par contre, s'objectant à Gu Peizhong, ils rejettent toute la réflexion légale chinoise sur le " Fazhi (法治) " qui a précédé à la fois la fondation de la Nouvelle Chine (1949), et les Réformes et l'ouverture (1979). Ils qualifient cette réflexion « [d']antirépublicaine » et, surtout, « [d']illogique ». Ainsi, en rejetant les influences étrangères, particulièrement les influences occidentales sur les débats et les éléments de définitions apportés du Fazhi, et en promouvant leur recadrage sur la base des « conditions chinoises » afin de renforcer à la fois l'ordre intérieur, tel qu'il existe actuellement, mais aussi la position de la Chine à l'international et donc de réorganiser l'ordre international à son avantage, Gu Peizhong (2012) ainsi que Zhang Zhige et Yu Hao (2013), chacun à leur façon, promeuvent une vision nationaliste et autoritaire du Fazhi qui s'inscrit dans la continuité des Réformes et de l'Ouverture telles que conçues par Deng Xiaoping depuis 1979.

Leur conviction semble découler du livre blanc du Conseil d'État intitulé *La construction du Fazhi en Chine* (Zhongguo De Fazhi Jianshe 中国的法制建设), paru en février 2008. Ce livre blanc établit que « [le] Fazhi est le marqueur du développement de la civilisation politique dans la phase historique actuelle, la cristallisation de la sagesse de l'humanité, à laquelle tous les peuples aspirent, et qu'ils recherchent<sup>7</sup> ». Une telle déclaration implique qu'aucun État n'a encore réellement édifié le Fazhi et que, par conséquent, ni l'État de Droit libéral occidental ni la pensée légale traditionnelle chinoise ne peuvent être invoqués pour développer ou juger du développement du Fazhi en Chine à l'époque actuelle. Autrement dit, le livre blanc de 2008 a pour effet de tirer un trait sur tous les débats antérieurs.

Par contre, l'insistance de Zhang Zhige et Yu Hao (2013) sur l'expression « Fazhi Guan (法治观) » renvoie clairement à la résolution du 18<sup>e</sup> Congrès du Parti de novembre 2012. La distinction, entre « la construction du Fazhi en Chine (Zhongguo De Fazhi Jianshe 中国的法制建设) » prônée

---

<sup>7</sup> « 法治是政治文明发展到一定 历史阶段的标志，凝结着人类智慧，为各国人民所向往和追求。 »

par le livre blanc du Conseil d'État de 2008, et la résolution sur « Le concept du Gouvernement par la loi et des réformes (Fazhi Gaige Guan) » adoptée lors du 18<sup>e</sup> Congrès du Parti de 2012, donne au Fazhi non seulement une nouvelle impulsion, mais lui confère une importance qu'il n'avait pas jusqu'alors. D'enjeu important en 2008, la construction du Fazhi en Chine devient l'objectif de la décennie 2010.

### **5.1.2 – Fazhi Zhongguo (法治中国) : le Gouvernement par la loi à la chinoise**

Xu Hanmin est le premier à prendre acte de la résolution du 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de novembre 2012 qui fixe pour objectif à court terme la construction du Fazhi Zhongguo, le Gouvernement par la loi à la chinoise :

Le 18<sup>e</sup> Congrès du Parti a indiqué que le Gouvernement par la loi est le modèle de base pour gouverner le pays et appliquer les politiques, que gouverner le pays selon la loi est la stratégie de base du Parti pour guider le peuple dans le gouvernement de l'État, qu'il fallait veiller d'avantage à mettre en valeur le rôle important du Gouvernement par la loi dans le gouvernement de l'État et l'administration de la société [;] a proposé la tâche stratégique de faire progresser tous les aspects du gouvernement selon la loi, a décrit le programme du Gouvernement par la loi pour la construction d'une société modérément prospère<sup>8</sup>.

Et, somme toute, le moyen qu'il propose pour réaliser dans le temps imparti à l'édification du Fazhi à la chinoise est fort simple, soit prendre appui sur l'application de la Constitution et de la loi :

Prêter attention à l'application de la Constitution et de la loi est l'exigence générale de la compréhension [内涵] de base du Gouvernement par la loi de notre époque, est l'exigence du moment de faire progresser tous les aspects du Gouvernement du pays par la loi, est l'exigence objective du changement stratégique vers l'édification du Gouvernement par la loi. L'application de la Constitution et de la loi de notre pays fait face à l'embarras d'une législation extensive et inefficace dans son exécution, aux limites imposées par la situation économique et les transformations de la société, aux contraintes du verrouillage du système et de l'incomplétude institutionnelle, et à l'absence de tradition et d'esprit du Gouvernement par la loi. Pour garantir l'application unifiée [统一] et juste [正确] de la Constitution et de la loi, il faut renforcer et améliorer l'application de la Constitution, garantir et mettre en œuvre les droits du peuple,

---

<sup>8</sup> « 党的十八大报告指出，法治是治国理政的基本方式，依法治国是党领导人民治理国家的基本方略，更加注重发挥法治在国家治理和社会管理中的重要作用，提出了全面推进依法治国的战略任务，描绘了全面建成小康社会的法治蓝图。 »

promouvoir et améliorer le leadership du Parti, construire et améliorer un environnement propice au Gouvernement par la loi<sup>9</sup>.

Par contre depuis 2013, les autres auteurs s'accordent pour dire que l'édification du Fazhi Zhongguo ne peut se limiter à l'application de la Constitution et de la loi telles qu'elles existent actuellement, aussi nécessaire soit-elle. Le Fazhi, et plus encore le Fazhi Zhongguo, est la structure de la société « socialiste » avancée à laquelle aspirent les chercheurs, et dont les constituants doivent être créés en s'appuyant sur l'expérience particulière de la Chine socialiste.

En fait, il semble que les résolutions du 18<sup>e</sup> Congrès ont non seulement imposé la construction du Fazhi Zhongguo, mais ont aussi imposé un nouveau cadre de réflexion, axé moins sur la théorie que sur la pratique. Trois auteurs, Jiang Binxin (2013), Jiang Binxin et Wang Hongxia (2014), et Wang Xigen (2014) souscrivent à cette réorientation des débats sur le Fazhi.

Ainsi, Jiang Binxin (2013), dans Les attributs, les connotations et la progression de l'esprit du Gouvernement par la loi, précise que :

Propager l'esprit du Gouvernement [Fazhi 法治] par la loi est une tâche stratégique du Gouvernement de l'État selon la loi [Yifa Zhiguo 依法治国] [.]. [O]r, il existe dans le milieu académique et celui des praticiens des divergences sur la compréhension de la propriété et du contenu de l'esprit du Gouvernement par la loi. En comparant les caractéristiques fondamentales, la pertinence du contexte linguistique, la fonctionnalité, la portée, etc., on découvre que l'objectivité doit être la propriété fondamentale de l'esprit du Gouvernement par la loi. Pour juger des principes du cadre de l'esprit du Gouvernement par la loi, il faut tenir compte de l'exhaustivité, des caractéristiques intrinsèques, des caractéristiques d'ouverture et des principes de finalité, tandis que la position méthodologique qui consiste à raffiner la compréhension de l'esprit du Fazhi doit reposer sur la conception dialectique. À partir de là, le contenu de l'esprit du Gouvernement par la loi est déterminé par les règles du gouvernement, une bonne loi et un bon gouvernement [;] la liberté et les droits de l'Homme, l'égalité et l'harmonie [;] le cogouvernement des fonctionnaires et du peuple, le respect de la loi par l'ensemble de la population [;] l'endossement positif des responsabilités, le contrôle de la puissance publique [;] la répression du mal et la promotion du bien, la prise en compte de l'intérêt

---

<sup>9</sup> « 注重宪法和法律实施是当代法治基本内涵的普遍要求，是全面推进依法治国的时代要求，是法治建设战略转移的客观要求。我国宪法和法律的实施面临着立法粗放与执行不力的困扰、经济状况与社会转型的制约、体制不顺与机制不全的束缚、法治传统与法治精神的缺失。保障宪法和法律统一正确实施，应加强和改进宪法实施，保障和落实公民权利，坚持和完善党的领导，营造和改善法治环境。 »

du peuple [;] l'équité et la justice, l'efficacité et les avantages [;] etc., six catégories de valeurs dont les éléments se complètent et se contrôlent réciproquement. L'esprit du Gouvernement par la loi, en tant que cœur de valeur du Gouvernement par la loi et âme de tous les liens du Gouvernement par la loi, n'est pas seulement le fondement rationnel du système, le guide scientifique de la pratique, le trésor pour l'adaptation aux conditions actuelles, le pont de connexion des formules [公式的连接桥梁], mais il contribue aussi au perfectionnement du système légal et à l'acquisition efficace du savoir légal. Pour propager l'esprit du Gouvernement par la loi socialiste, il faut intérioriser la compréhension du peuple, rechercher un appui éthique, mettre en œuvre la justice du système, perfectionner la coordination des bénéfices, renforcer la base politique et optimiser le mécanisme de rétroaction<sup>10</sup>.

Puis dans un article publié la même année avec la collaboration de Wang Hongxia, un chercheur postdoctoral, *Les contours de l'édification d'une société gouvernée par la loi*, Jiang Binxin (2014) déplace son objet de « l'esprit du Gouvernement par la loi » à « la société du Gouvernement par la loi » :

La société du Gouvernement par la loi est une composante majeure de l'édification intégrée d'un Gouvernement par la loi à la chinoise. Elle est en corrélation avec les notions de l'État du Gouvernement par la loi, de l'administration du Gouvernement par la loi de la société, etc., tout en restant distincte. L'édification de la société du Gouvernement par la loi est la consolidation de la fondation de l'édification du Gouvernement par la loi, la voie efficace du dégoulottage du Gouvernement par la loi, la réflexion sur la reconstruction de la société régie par les sentiments humains ainsi que le développement et l'ascension de la raison publique, contribue au consensus social d'une Chine en pleine mutation. La société du Gouvernement par la loi possède les deux grandes qualités que sont la cohérence du Gouvernement par la loi et le cogouvernement de la société. L'édification de la société du Gouvernement par la loi a besoin du leadership de la puissance publique, exige la soumission de la société au Gouvernement par la loi à travers la socialisation du Gouvernement par la loi. À présent, l'édification du Gouvernement par la loi en Chine est entrée dans une nouvelle phase, dans laquelle il faut gérer les déséquilibres, les dérèglements, la déloyauté, l'apesanteur, etc., du Gouvernement par la loi découlant des défauts généraux et des défauts particuliers de l'approfondissement du Gouvernement par la loi. Un concept du Gouvernement par la loi qui met l'accent sur l'édification intégrée d'une société du

---

<sup>10</sup> «弘扬法治精神是依法治国的战略性任务，但学术界和实务界在对法治精神的属性和内容的理解上存在分歧。通过根本性、语境契合性、功能性、涵括性等方面的比较后发现、客观性应是法治精神的基本属性。判断法治精神的框架性原则包括全面性、内在性、开放性与合目的性原则，而提炼法治精神内涵的方法论立场应基于辩证法治观。法治精神的内容据此确定为规则治理与良法善治、自由人权与平等和谐、官民共治与全民守法、积极履责与制约公权、惩恶扬善与以人为本、公平正义与效率效益等六对相辅相成和相互制约的价值内核。法治精神作为法治的价值核心和法治各环节的融贯灵魂，不仅是建制的理性基础、实施的科学指南、时事的应变法宝、公式的连接桥梁，并有助于法体系的完善和法知识的高效习得。弘扬社会主义法治精神，应着力于内化全民认识、寻求伦理支持、贯彻制度正义、完善利益协调、夯实政治基础和优化反馈机制。»

Gouvernement par la loi doit correspondre aux règles générales du développement du Gouvernement par la loi et à la réalité de la société chinoise<sup>11</sup>.

Par comparaison, Wang Xigen (2014), dans *Sur la signification scientifique de Fazhi Zhongguo*, cherche à légitimer sur le plan « scientifique » le Fazhi Zhongguo, dont le critère est l'élévation de la puissance de l'État chinois en politique intérieure et extérieure :

Comme le dépassement comprend des points de vue académiques, clarifier le sens scientifique du Gouvernement par la loi à la chinoise dans la relation binaire et complémentaire entre sujet et objet est la principale prémisse de la concrétisation du Gouvernement par la loi en Chine d'un concept abstrait en une logique d'action. La dimension subjective du Gouvernement par la loi à la chinoise comprend la prise de conscience, l'assurance, l'indépendance et l'auto-renforcement du sujet. Sa dimension objective se focalise sur la transformation de l'opposition binaire entre l'administration du pouvoir selon la loi et la protection des droits selon la loi en un modèle relationnel et une structure de gouvernement entre droits et pouvoir fondés sur la confiance mutuelle et l'harmonie [;] elle consiste à construire une relation fraternelle entre le Parti et le peuple, une relation bienveillante entre le gouvernement et le peuple de même qu'une relation amicale entre la justice et le peuple ; sur le plan temporel, le Gouvernement par la loi à la chinoise est l'union du modèle chinois de développement historique et d'innovation pratique ; sur le plan spatial, il vise à donner à la Chine, sur le plan international, le droit de parole du Gouvernement par la loi, le droit de se gouverner du Gouvernement par la loi, le droit de s'administrer du Gouvernement par la loi et le droit de se développer du Gouvernement par la loi<sup>12</sup>.

Il ne peut faire de doute que ces trois articles s'inscrivent dans le même cadre théorique et qu'ils visent à préciser les modalités de l'édification du Gouvernement par la loi à la chinoise. Les résolutions du 18<sup>e</sup> Congrès qui imposent la construction du Fazhi Zhongguo avaient non seulement

---

<sup>11</sup> «法治社会是法治中国一体建设的重要构成，它与法治国家、社会管理法治、社会法治国等范畴相关但不相同。建设法治社会是法治建设的夯基固本，是破解法治瓶颈的有效路径，是对人情社会的反思重构和对公共理性的培育与提升，有助于弥合转型中国的社会共识。法治社会具有法治的融贯性和社会的共治性两大特质。法治社会建设需要以公权力为主导，要求透过法治社会化实现社会法治化。当前，中国法治建设进入新阶段，需要处理法治失衡、法治失调、法治失信和法治失重等法治深化过程中的一般缺陷和特殊缺陷。以法治社会为重的一体建设的法治发展观，符合法治的一般成长规律和中国社会的现状。»

<sup>12</sup> «超越既有学术观点，在主客体二元互动关系中厘清法治中国的科学含义是法治中国从抽象符号具象化为行为逻辑的首要前提。主体维度的法治中国涵摄了主体的法治自觉、自信、自立与自强；客体维度的法治中国聚焦于从依法治权与依法维权的二元对立转向互信、和谐的权利与权力关系模式与治理格局，致力于构建友爱的党民关系、友善的政民关系和友好的法民关系；在时间维度上，法治中国是中国模式的历史养成与现实创新的统一；在空间维度上，法治中国旨在谋求中国在全球的法治话语权、法治治理权、法治管理权和法治发展权。»

pour fonction de recentrer les débats sur le Fazhi, mais aussi et surtout de les recadrer afin qu'émerge une unité théorique et réflexive sur le Fazhi. Cette unité de pensée, marquée par un fort nationalisme, est acquise. Pourtant, les articles se limitent à proposer une base de réflexion, ce qui donne l'impression que les auteurs cherchent à éviter de proposer des éléments de définition concrets du Fazhi Zhongguo.

### 5.1.3 – La construction du Fazhi Zhongguo et la poursuite des réformes

Pour autant, une intense activité de publication a eu lieu au cours des deux années qui ont suivi le 18<sup>e</sup> Congrès. En liant le Fazhi aux réformes dans le cadre du « Concept du Gouvernement par la loi et des réformes (Fazhi Gaige Guan 法治改革观) », le Parti a imposé aux chercheurs de justifier en quoi le Gouvernement par la loi, ou Fazhi, et en particulier le Gouvernement par la loi à la chinoise, ou Fazhi Zhongguo, participait des réformes dans la période actuelle, ou même serait la forme des réformes dans la période actuelle.

Le premier auteur à avoir clairement établi le lien entre l'édification du Fazhi à la chinoise et la poursuite des réformes est Zhang Wenxian (2014a) avec un article intitulé : *Faire progresser tous les aspects du système légal, accélérer l'édification du Fazhi Zhongguo – l'interprétation de l'esprit de la troisième plénière du 18<sup>e</sup> Comité central*. En fait, il reprend la résolution de la troisième plénière du 18<sup>e</sup> Comité central :

La conception et la disposition de la réforme du système légal [Fazhi 法制] et l'édification du Gouvernement par la loi à la chinoise [Fazhi 法治] constituent l'un des points essentiels de la Troisième plénière du 18<sup>e</sup> Comité central. Une interprétation sous l'angle des études de Droit, permet de découvrir que la Troisième plénière du 18<sup>e</sup> Comité central a proposé une disposition stratégique dans tous les domaines pour la réforme du système légal, et l'édification du Gouvernement par la loi de notre pays qui inclut : l'élévation du discours et de l'idée du Gouvernement par la loi, la synchronisation de l'application de la réforme du système légal, l'accélération de la progression de l'édification du Gouvernement par la loi dans tous les aspects de l'approfondissement des réformes<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> « 有关法制改革和法治中国建设的思想和部署，是十八届三中全会的精华之一。从法学角度解读可以发现，十八届三中全会对我国法制改革和法治建设作出了全面的战略部署，包括：在全面深

Il précise ce rapport entre l'édification du Gouvernement par la loi et la poursuite des réformes dans un autre article publié la même année (2014b), *La modernisation du Gouvernement par la loi et de la gouvernance nationale* :

Le Gouvernement par la loi et le système et la capacité du gouvernement de l'État ont un lien intrinsèque et un accord apparent. Le Gouvernement par la loi est le mode de base du Gouvernement de l'État. Le gouvernement du pays selon la loi, l'exercice du pouvoir selon la loi, l'administration selon la loi, l'application stricte de la loi et une justice impartiale décident de la forme et de la voie de l'accélération de la modernisation du Gouvernement du pays, qui sont celles de sa soumission au Gouvernement par la loi. Le Gouvernement par la loi moderne est l'introduction de la valeur de base de bonnes méthodes [注入良法] pour le Gouvernement de l'État, offre un système d'innovation pour le bon gouvernement, le Gouvernement par la loi a un sens fondamental et un rôle décisif dans la modernisation du Gouvernement de l'État. La soumission au Gouvernement par la loi est la voie nécessaire de la modernisation de l'administration de l'État. La soumission du système de gouvernement au système légal et la soumission de la capacité du Gouvernement de l'État au Gouvernement par la loi sont les deux faces de la soumission du Gouvernement de l'État au Gouvernement par la loi ; la transition du gouvernement par la loi de l'État au Gouvernement par la loi à la chinoise, la transition du gouvernement selon la loi à la bonne loi et bon gouvernement, la transition d'un grand pays gouverné selon la loi à un pays puissant soumis au Gouvernement par la loi, ainsi que l'accélération de l'édification du système socialiste avec des caractéristiques chinoises du Gouvernement par la loi sont le contenu principal de la voie de la modernisation du Gouvernement par la loi<sup>14</sup>.

Chen Jinzhao (2014) dans Le concept de la réforme et du Gouvernement par la loi et sa signification, la grande transformation de la pensée du Gouvernement par la loi depuis le 18<sup>e</sup> Congrès exprime la relation entre le Gouvernement par la loi à la chinoise et la poursuite des réformes sensiblement dans les mêmes termes :

Approfondir les réformes dans tous les domaines et faire avancer l'édification du Gouvernement par la loi à la chinoise constituent les deux thèmes les plus saillants [最

---

化改革中提升法治话语和法治理念，在全面深化改革中同步实施法制改革，在全面深化改革中加快推进法治中国建设。》

<sup>14</sup> « 法治与国家治理体系和治理能力有着内在的联系和外在的契合。法治是国家治理的基本方式。依法治国、依法执政、依法行政、严格执法和公正司法，决定了推进国家治理现代化本体上和路径上就是推进国家治理法治化。现代法治为国家治理注入良法的基本价值，提供善治的创新机制，法治对于国家治理现代化具有根本意义和决定作用；法治化是国家治理现代化的必由之路，治理体系法治化和治理能力法治化是国家治理法治化的两个基本面向；从法治国家转型升级为法治中国、从法律之治转型升级为良法善治、从法律大国转型升级为法治强国以及加快构建中国特色社会主义法治体系是法治现代化之路的主要内容 »



鲜明] d'aujourd'hui. Toutefois, parce que le Gouvernement par la loi et les réformes ne reposent pas sur la même orientation de pensée, ils entrent en conflit sur un grand nombre de points[.] Pour mener à bien ces deux grandes entreprises, premièrement il faut bien gérer les relations entre elles. Ce n'est qu'en établissant un Concept juste du Gouvernement par la loi et des réformes qu'il sera possible de déployer la fonction de promotion des réformes et du Gouvernement par la loi. En Chine aujourd'hui, si l'on ne mène pas la réforme la résolution des conflits sociaux est difficile, la transformation de la société peut difficilement s'accomplir. Si l'on ne fait pas progresser l'édification d'un Gouvernement par la loi moderne, il est possible que la réforme perde sa direction [et que] la transformation de la société rate sa cible. L'édification du Gouvernement par la loi à la chinoise se rapporte au perfectionnement du système du Gouvernement de l'État et à l'accroissement de la capacité du gouvernement de l'État, à la stabilité de l'État et au développement durable, c'est pourquoi il ne faut pas simplement considérer le Gouvernement par la loi comme un outil, mais aussi faire de la modernisation du Gouvernement par la loi un objectif[.] Il faut utiliser l'esprit du Gouvernement par la loi pour façonner le processus de décision et de mise en pratique des réformes pour guider la grande cause des réformes. Le Gouvernement par la loi comme priorité et la réforme étroitement associée sont le contenu important du Concept du Gouvernement par la loi et les réformes, et aussi la grande transformation de la façon de penser le Gouvernement par la loi après le 18<sup>e</sup> Congrès<sup>15</sup>.

Il en est de même chez Wang Lequan (2014) avec Sur les liens entre les réformes et le Gouvernement par la loi :

Depuis la Troisième plénière du 18<sup>e</sup> Comité central du Parti, la grande théorie et les questions pratiques concernant l'approfondissement des réformes et du Gouvernement par la loi et les questions pratiques sont devenus le thème de la recherche en Droit et la ligne principale de l'édification du Gouvernement par la loi en pratique[.] À partir d'aujourd'hui et pour une longue période, elles resteront le thème principal du développement de la société et de l'édification du Gouvernement par la loi en Chine. La Troisième plénière du 18<sup>e</sup> Comité central du Parti a pris la grande résolution d'approfondir les réformes dans tous les domaines[.] Depuis la Quatrième plénière du 18<sup>e</sup> Comité central, l'édification du Gouvernement par la loi est devenue l'enjeu principal ; il y fut pris la grande résolution [重大决定] de faire progresser le gouvernement du pays selon la loi dans tous les domaines, c'est pourquoi, [dans] la

---

<sup>15</sup> «全面深化改革和推进法治中国建设构成了当今中国两个最鲜明的主题。然而，由于法治与改革具有不同的思维走向，二者在很多方面存在着冲突，要想同时搞好这两项伟大的事业，首先需要处理好的二者之间的关系。只有树立正确的法治改革观，进而才能发挥改革、法治对社会进步的促进功能。目前的中国，不进行改革社会矛盾难以化解，社会转型难以完成；而不推进现代法治建设，改革则可能会失去方向，社会转型会失去目标。法治中国建设事关国家治理体制的完善和治理能力的提升，以及国家的稳定和可持续发展，因而我们不能仅仅把法治当成工具，还需要把现代法治作为目标，用法治精神塑造改革的决策和行为过程，引领改革的伟大事业。法治优先、改革附随是法治改革观的主要内容，也是十八大以来法治思维方式的重大变化。»

société chinoise, les réformes et le Gouvernement par la loi sont les "deux roues motrices" ["双轮驱动"] de la nouvelle situation [...]<sup>16</sup>.

Les chercheurs ne discutent pas les résolutions du Parti ni les principes qui les soutiennent, leurs publications n'ont pour seule fonction que de les répéter. Li Long (2014) dans *La construction du système du Gouvernement par la loi est l'ingénierie de base de la modernisation d'une gouvernance nationale avancée* en donne l'exemple le plus frappant :

Lors de la seconde réunion du Groupe pilote pour l'approfondissement des réformes dans tous les domaines, le camarade Xi Jinping a insisté sur le fait que le Gouvernement par la loi joue un rôle important dans le progrès du système de gouvernement de l'État et de la modernisation de la capacité de gouvernement de l'État ;] [il] a clarifié la nécessité de faire reposer l'approfondissement de la réforme sur les rails [轨道] du Gouvernement par la loi ; les rails du Gouvernement par la loi c'est le système légal<sup>17</sup>.

Il est important de souligner que le Parti n'a pas précisé laquelle de l'édification du Gouvernement par la loi ou [la mise en application] des réformes dans tous les domaines avait préséance. D'où les positions contradictoires des auteurs, qui restent somme toute secondaires, car autant le développement d'un Gouvernement par la loi que l'implantation des réformes elles-mêmes sont intimement liées. L'insistance des auteurs sur l'aspect concret de l'édification du Gouvernement par la loi à la chinoise conduit directement à la dernière catégorie d'articles : ceux qui portent sur la mise en œuvre du Fazhi Zhongguo, et les modalités d'évaluation qu'ils recommandent afin d'en améliorer l'efficacité. Et pourtant, l'ambiguïté entre « Fazhi (法治) » et « Fazhi (法制) » n'est toujours pas résolue.

---

<sup>16</sup> « 党的十八届三中全会以来, 全面深化改革与法治的重大理论与实践问题成为法学研究的主题和法治建设实践的主线, 在今后相当长的一个时期里, 它仍将是中国社会发展和法治建设最核心的主题。党的十八届三中全会做出了全面深化改革的重大决定, 十八届四中全会以法治建设为主题, 做出全面推进依法治国的重大决定, 由此, 中国社会呈现出改革与法治“双轮驱动”的新局面 [...]。 »

<sup>17</sup> « 习近平同志在全面深化改革领导小组第二次会议上强调了法治在推进国家治理体系与治理能力现代化的重大作用, 明确要求在法治轨道上深化改革, 这里的法治轨道就是法治体系。 »

### 5.1.4 – La mise en pratique du Fazhi Zhongguo

Comme cela a été souligné plus haut, la résolution du 18<sup>e</sup> Congrès ainsi que les articles théoriques qui ont suivi insistent tous sur l'aspect « pratique » et la prise en compte des « conditions chinoises » de l'édification du Gouvernement par la loi à la chinoise, bien qu'en fait seuls deux articles du corpus s'y intéressent véritablement : ceux de Zhou Shangjun (2014) et de Fu Zitang et Zhang Shangen (2014). Tous deux mettent l'accent sur les gouvernements locaux qui doivent prendre l'initiative des projets pilotes.

Zhou Shangjun (2014) dans *Le mécanisme dynamique et les perspectives systémiques des expériences locales de Gouvernement par la loi* affirme :

La théorie du " système interne " prouve qu'encourager et guider les expériences locales du Gouvernement par la loi sont favorables à la création du système et à l'accroissement de sa vitalité, et que ces expériences coïncident avec la pratique logique des " essais et erreurs ". Les gouvernements locaux et les " agents " au sein du gouvernement présentent aux gens " une offre de produits et services hors marché " ainsi qu' " une offre de produits et de services gouvernementaux " de haute qualité qui peuvent attirer des ressources spéciales, faire progresser le développement local, stimuler la supériorité des dynamiques concurrentielles. Ce qui en retour renforce la concurrence locale [et] produit la dynamique du développement local. À présent, les localités, sur la base des infrastructures, des politiques préférentielles, des concurrences technologiques, etc., s'orientent vers la phase concurrentielle du système d'innovation du Gouvernement par la loi, instaurent le retour au " gouvernement limité ", promeuvent le choix démocratique, ouvrent les ressources de la puissance. Contribuer à la formation d'un ordre gouvernemental efficace du Gouvernement par la loi local deviendra l'orientation de base de la prochaine étape de l'approfondissement des réformes dans tous les domaines. Dans le contexte d'un développement local guidé par l'investissement public, la réforme locale actuelle doit être guidée par les questions pratiques, mais pour faire face au risque d'une dérive avec le Gouvernement par la loi local par rapport au cadre du Gouvernement par la loi étatique, une ligne rouge systémique doit être préalablement tracée, et elle doit promouvoir une orientation visant l'accélération de la progression de la voie de la préparation des citoyens, l'activation de la société et le remodelage du gouvernement<sup>18</sup>.

---

<sup>18</sup> « " 内在制度 " 理论证明, 鼓励和引导地方法治试验有利于推动制度的生成并提升其生命力, 与经验 " 试错 " 的实践逻辑相吻合。地方政府和政府中的 " 代理人 " 为人们提供优质的 " 非市场提供的产品与服务 " 和 " 政府供给产品与服务 " 可以吸引特色资源, 推动地方发展, 发挥竞争动力学优势。这又反过来强化了地方竞争, 产生了地方发展动力。当前, 地方已从基础设施、政策优惠等技术竞争走向法治创新的制度竞争阶段, 主动返回 " 有限政府 ", 推动民主选举, 开放权力资源, 促成地方法治有效治理秩序的形成将成为下一步全面深化改革的基本方向。在财政驱动型地方发展背景

Fu Zitang et Zhang Shangen (2014), dans L'édification du Gouvernement par la loi local et l'analyse du mécanisme d'évaluation, expliquent :

Si l'on dépasse le modèle d'analyse du concept de Gouvernement par la loi du Holisme national, il est possible de classer le Gouvernement par la loi en Gouvernement par la loi étatique, et en Gouvernement par la loi local en fonction de la nature des étapes et des progrès du développement du Gouvernement par la loi. L'édification du système du Gouvernement par la loi du Socialisme avec des caractéristiques chinoises, et celle d'un pays socialiste régi par le Gouvernement par la loi ne doivent pas s'éloigner de la pratique concrète du Gouvernement par la loi local. Le phénomène du Gouvernement par la loi local est formé de la manifestation des étapes et des progrès de l'édification du Gouvernement par la loi à la chinoise, il possède une base sociale réelle et une base légale profonde. Pour faire progresser le gouvernement de l'État selon la loi dans tous les domaines, il est inévitable d'encourager et de soutenir la soumission des localités au Gouvernement par la loi et, selon le principe " aller de l'avant et tester par avance ", explorer et innover sur le mode de développement du Gouvernement par la loi du Socialisme avec des caractéristiques chinoises. La soumission au Gouvernement par la loi des localités se reflète dans les trois niveaux du " Texte – Action – Concept ", à savoir la réalisation locale de la soumission du système institutionnel, du système d'action, et du système conceptuel au Gouvernement par la loi. Le mécanisme d'évaluation et le système des indices d'évaluation de l'édification du Gouvernement par la loi local doivent aussi s'appuyer sur le point qui vient d'être évoqué. Le Gouvernement par la loi local au cours de son processus d'édification doit être synchronisé avec l'évaluation du Gouvernement par la loi.[.] Il a besoin d'une conception par le sommet, de mener l'évaluation de la législation locale, de perfectionner le mécanisme d'évaluation de la performance de l'action du Gouvernement par la loi local, d'utiliser l'index du Gouvernement par la loi pour évaluer globalement le degré de soumission au Gouvernement par la loi. Avec la prémisse de soutenir l'unité du Gouvernement par la loi étatique, renforcer l'édification du Gouvernement par la loi local et optimiser le mécanisme d'évaluation du Gouvernement par la loi local sont les actions concrètes pour faire progresser dans tous les domaines le Gouvernement de l'État selon la loi, et aussi d'atteindre de manière globale les besoins inévitables des objectifs ultimes de la concrétisation du Gouvernement par la loi à la chinoise<sup>19</sup>.

---

下, 当前地方改革须在实践问题导向下, 对地方法治可能偏离甚至背离国家法治框架的风险必须及时预设有效的制度红线, 促其朝向培育公民、激活社会、重塑政府之路加速迈进。»

<sup>19</sup> «超越国家整体主义法治观的分析模式, 按照法治发展的阶段性和渐进性, 可以把法治类型化为国家法治和地方法治。建设中国特色社会主义法治体系, 建设社会主义法治国家, 离不开地方法治的具体实践。地方法治现象是法治中国建设的阶段性和渐进性的表现形式, 具有现实的社会基础和深刻的法理基础。全面推进依法治国, 必然要求鼓励并支持地方法治化, 通过 “先行先试” 探索和创制中国特色社会主义法治发展模式。地方法治化体现在法治的 “文本—行动—观念” 三个层面, 即在地方实现制度系统的法治化、行动系统的法治化和观念系统的法治化。地方法治建设的评估机制和评估指标体系也应依此设置。地方法治在建构过程中应当与法治评估同步, 要求做好顶层设计, 进行地方立法评估, 健全地方法治工作绩效考核机制, 运用法治指数从整体上评估地方法治化水平。在坚

Les deux insistent sur l'importance de laisser l'initiative au gouvernement locaux, ou plutôt soulignent que c'est la tâche de tous les gouvernements locaux de créer des programmes pilotes pour atteindre les objectifs qui leur ont été fixés. Ils font de l'édification des gouvernements par la loi locaux la condition de base de la construction du Gouvernement par la loi à la chinoise. Ils mettent aussi l'accent sur l'importance de créer un mécanisme d'évaluation des projets pilotes afin de pouvoir optimiser l'édification du Gouvernement par la loi local. Pourtant, aucun des deux articles ne propose des modalités d'évaluation ni ne suggère des projets pilotes, se contentant d'affirmer qu'il est impératif de s'y atteler.

Mais nous pouvons néanmoins inférer de ces deux articles et des articles précédents un certain nombre de critères, lesquels, bien qu'implicites, apparaissent évidents pour les chercheurs et les acteurs concernés. Premièrement, la conception des projets pilotes et des mécanismes d'évaluation devra reposer sur les conditions chinoises concrètes et non sur les débats théoriques unanimement dénoncés parce qu'ils sont trop soumis à l'influence occidentale. En particulier, cela signifie que la conception des projets chinois et leur mise en pratique doivent être libres de toute influence étrangère, particulièrement de celle du libéralisme, jugées de fait inadaptées, mais fondamentalement dangereuses.

Deuxièmement, les projets pilotes doivent renforcer la capacité des gouvernements locaux à assurer la stabilité sociale à long terme, à gérer les défis auxquels ils font ou feront face, et à accroître l'efficacité économique, c'est-à-dire contribuer à la poursuite des réformes puisque, comme cela a déjà été souligné, le Gouvernement par la loi correspondrait aux réformes dans la phase actuelle de développement. Ainsi, les mesures d'évaluation doivent reconnaître les projets et les mesures les plus efficaces en matière de stabilité sociale, de gestion des problèmes, de croissance économique et de développement social.

Troisièmement, le fonctionnement des boucles de rétroaction doit être optimisé afin d'améliorer les projets pilotes. Ces projets convergeront et c'est de cette convergence qu'émergera

---

持国家法治统一性的前提下，加强地方法治建设，优化地方法治评估机制，是全面推进依法治国的具体行动，也是从整体上实现法治中国最终目标的必然要求。」

le modèle du Gouvernement par la loi local. Par conséquent, le Gouvernement par la loi à la chinoise ne sera que la généralisation du modèle du Gouvernement par la loi local. Pour autant, si les projets pilotes reposent sur l'initiative des gouvernements locaux, ceux-ci n'ont pas la liberté de leur conception.

Finalement, le Fazhi Zhongguo, le Gouvernement par la loi à la chinoise, sans être défini, est néanmoins qualifié par deux des auteurs, Fu Zitang et Zhang Shangen (2014), ce qui permet de circonscrire les limites dans lesquelles les expériences pilotes doivent s'inscrire et les résultats à obtenir. Le Gouvernement par la loi à la chinoise, c'est le Gouvernement par la loi du Socialisme avec des caractéristiques chinoises, le Zhongguo Tese Shehui Zhuyi Fazhi (中国特色社会主义法治). Il doit donc s'inscrire dans la ligne du Socialisme avec des caractéristiques chinoises, en garantissant la conformité et le faire progresser, c'est-à-dire promouvoir un régime de Parti-État visant sa propre stabilité intérieure et extérieure au moyen de son renforcement politico-militaire et d'un développement économique orienté vers et par le marché.

### 5.1.5 – Du Fazhi Zhongguo au Fazhi Guoji

Zhao Jun (2014) dans *Le Gouvernement par la loi international et le Gouvernement par la loi national à l'aune de la vision du Gouvernement global*, étend le Fazhi du domaine étatique au domaine interétatique. Poussant la logique selon laquelle le Gouvernement par la loi local et le Gouvernement par la loi étatique s'engendrent réciproquement à partir de l'expérience locale, il soutient que le Gouvernement par la loi étatique et le Gouvernement par la loi interétatique devraient similairement s'engendrer :

Le Gouvernement par la loi en tant que mode de base du Gouvernement global inclut les approches du Gouvernement par la loi des deux domaines que sont l'international et l'intérieur. Le Gouvernement par la loi international et le Gouvernement par la loi intérieur répondent aux questions de gouvernement correspondant à leur niveau respectif. Ils diffèrent sur le plan de leurs conception, position et fonction propres[.] Ces deux [niveaux] sont interdépendants, prenant appui sur la « bonne loi » et le « bon gouvernement » comme les deux éléments fondamentaux du Gouvernement par la loi pour réaliser leur lien ; entre les deux, il existe un processus interactif continu [:] l'interactivité est la manifestation de base de l'unité de la relation entre le Gouvernement par la loi international et le Gouvernement par la loi intérieur. Le cadre de l'interaction entre le Gouvernement par la loi international et le Gouvernement par la loi intérieur inclut trois éléments de base : l'individualité du pays, et le Gouvernement

par la loi intérieur ; la société internationale et le Gouvernement par la loi international ; ainsi que les vecteurs de l'interactivité [互动媒介] du Gouvernement par la loi. L'interaction entre les deux est bidirectionnelle, une circularité, une diversité, une exhaustivité, une progressivité, etc. Au sein et à partir du processus interactif entre le Gouvernement par la loi international et le Gouvernement par la loi intérieur, la Chine doit clarifier sa position internationale, participer positivement au processus du Gouvernement par la loi international et prendre en main [掌握] le pouvoir du discours de la construction du Gouvernement par la loi<sup>20</sup>.

Ne prenant en compte que la dimension économique et commerciale du domaine interétatique, et passant sous silence les autres facteurs, il affirme que l'enjeu de la construction d'un « Gouvernement par la loi international (Guoji Fazhi 国际法治) » a été précipité par la mondialisation. Par contre, il soutient que les conceptions occidentales, qui ont été imposées comme des vérités, handicapent l'édification d'un tel Guoji Fazhi. S'il reconnaît que l'évolution constante des conditions internationales sous l'effet de la mondialisation forme le cadre dans lequel le Guoji Fazhi doit s'élaborer, il soutient que c'est à partir de l'expérience intérieure (Guonei Fazhi 国内法治) qu'elle doit s'élaborer. Il donne l'exemple de l'Organisation mondiale du commerce comme mécanisme fonctionnel, mais uniquement depuis l'entrée de la Chine en 2002, car elle a depuis activement contribué à l'élaboration de la jurisprudence internationale.

Mais une ambiguïté demeure : Zhao Jun prône-t-il la participation multilatérale de tous les pays à la formation du Fazhi Guoji comme condition de son succès, ou uniquement une coopération bilatérale *de facto* entre la Chine et les États-Unis, assimilés au reste du monde ou du moins à la force dominante du reste du monde ? En soutenant que les conceptions occidentales dominent, il sous-entend que le reste du monde s'y serait rallié : autrement dit, la voix des autres pays ne saurait être autre chose qu'un écho de celle des États-Unis. Ses références à la littérature étrangère sont limitées, et celles-ci sont toutes américaines. Zhao Jun témoigne ainsi de sa profonde

---

<sup>20</sup> «法治作为全球治理的根本方式, 包括国际和国内两级治理领域的法治进路。国际法治和国内法治分别应对各自层级内的治理问题, 其各自的观念、定位、功能存在差异; 两者相互依存, 藉由 “良法” 和 “善治” 两大法治核心要素实现有效衔接; 两者之间存在持续的互动过程, 互动是国内法治与国际法治关系统一性的基本体现。国际法治和国内法治的互动框架包括三个基本点: 国家个体和国内法治、国际社会和国际法治以及法治互动媒介。二者的互动具有双向性、循环性、多样性、综合性与渐进性等特征。在国内法治和国际法治的互动过程中, 中国应据此明确国际定位, 积极参与国际法治进程, 掌握法治建设话语权。»

méconnaissance de la littérature étrangère sur la jurisprudence internationale. Il n'est malheureusement pas le seul.

Néanmoins, nul ne peut douter que pour lui les États-Unis sont le seul véritable rival théorique. Ainsi, la Chine qui, par son expérience pratique nationale (Guonei Fazhi), n'aurait pas subi outre mesure l'influence occidentale, d'où son succès, serait le seul pays dont l'apport pourrait positivement contrebalancer l'influence occidentale, et donc contribuer positivement à l'édification du Guoji Fazhi. Autrement dit, le Gouvernement par la loi du Socialisme avec des caractéristiques chinoises, le Zhongguo Tese Shehui Zhuyi Fazhi (中国特色社会主义法治), serait la seule base fonctionnelle sur laquelle le Guoji Fazhi pourrait s'édifier. Mais pour cela il faut renforcer la position de la Chine à l'international. Cet article s'inscrit donc dans la continuité du discours nationaliste qui domine dans la littérature spécialisée en Chine.

#### **5.1.6 – Le Gouvernement par la loi du Socialisme avec des caractéristiques chinoises**

L'ambiguïté entre « Fazhi (法治) » et « Fazhi (法制) » n'est toujours pas résolue quand Zhao Jun publie son article, comme le prouve son recours à l'expression : « Fazhi(zhi) (法治(制)) ». Il est important de souligner l'inversion des termes en deux décennies : « Fazhi(zhi) (法制(治)) » en 1993, et « Fazhi(zhi) (法治(制)) » en 2014, bien que l'expression « 法制 (法治) » continue d'apparaître ici et là comme chez Wang Wenxian (2014a).

Nous suggérons l'interprétation suivante : en 1993, l'expression « Fazhi (法治) », sans avoir été définie, sous l'impulsion du Parti-État, venait d'entrer dans le vocabulaire des chercheurs en Droit, alors que l'expression « Fazhi (法制) » avait dominé jusqu'alors. D'où l'ambiguïté des termes. En 2014, l'expression « Fazhi (法治) » domine, car elle a été imposée comme objectif prioritaire par le Parti-État. Or, puisque l'ambiguïté entre les deux termes n'a pas été résolue, ni l'un ni l'autre n'ont de définition plus précise qu'en 1993. En 2016, cette ambiguïté a disparu.

Comme le montre clairement l'article de Zhang Mingqi (2016) *Sur l'édification intégrée de la société du Gouvernement par la loi*, le « Fazhi (法治) », le Gouvernement par la loi, est beaucoup



plus englobant que le « Fazhi (法制) », le système légal, et correspond au mode d'organisation sociale que cherche à faire émerger le Parti-État à brève échéance :

L'édification intégrée de l'État, du gouvernement, et de la société du Gouvernement par la loi est un choix subjectif de développement et de l'édification de la Chine, est le besoin pressant du développement économique et social de notre pays [...] La théorie du Socialisme avec des caractéristiques chinoises est sa base de pensée, et elle a une portée qui fait époque. Par rapport à l'État du Gouvernement par la loi, et au gouvernement du Gouvernement par la loi, la société du Gouvernement par la loi indique la démocratisation de tous les aspects de la vie sociale. L'État du Gouvernement par la loi, le gouvernement du Gouvernement par la loi et la société du Gouvernement par la loi nécessitent une édification intégrée plutôt qu'une édification séparée, et requièrent en même temps une édification synchronisée plutôt qu'une édification par étapes. Il faut, sur le plan des idées et de la pensée, sur le plan du système et de la capacité de l'administration de l'État, et sur le plan de la capacité d'autonomie de la société, être pleinement conscient de la difficulté et de la complexité de l'édification du Gouvernement par la loi. La voie fondamentale de l'édification de la société du Gouvernement par la loi de notre pays repose sur : la défense du leadership du Parti comme garantie de base ; le leadership du gouvernement et le cogouvernement de la société comme mode de base ; le développement de la foi dans le Gouvernement par la loi, et le renforcement du concept du Gouvernement par la loi de l'ensemble de la population comme percée [vers] l'édification de la structure organisationnelle de la société moderne caractérisée par la séparation du gouvernement et de la société, la clarification des responsabilités, et l'autonomie selon la loi comme point central ; la formation de systèmes de règles à la cohérence multivariée comme soutien afin de réaliser l'interaction positive entre le gouvernement, l'autorégulation sociale et l'autonomie des résidents, et d'achever le développement ordonné et sain d'une société complètement harmonieuse<sup>21</sup>.

Quel que soit le nom attribué : Gouvernement par la loi à la chinoise, Gouvernement par la loi scientifique ou Gouvernement par la loi au Socialisme avec des caractéristiques chinoises, l'édification du Fazhi Zhongguo se résume à un nombre limité de conditions :

#### 1) Il s'agit d'une décision du Parti-État.

---

<sup>21</sup> « 法治国家, 法治政府, 法治社会一体建设是中国建设发展的主观选择, 是我国经济社会发展的迫切要求, 中国特色社会主义理论是其思想基本, 具有划时代的意义。相对于法治国家、法治政府, 法治社会是指全部社会生活的民主化。法治国家、法治政府与法治社会要一体建设而非分体建设、要同步建设而非分步骤建设。要从理念和思维层面、国家治理体系和治理能力层面、社会自治能力层面充分认识法治社会建设的艰巨性、复杂性。我国法治社会建设的基本路径在于: 以坚持党的领导为根本保证, 以政府主导与社会共治为基本方式, 以培育法治信仰、增强全民法治观念为突破口, 以构建政社分开、权责明确、依法自主的现代社会组织体制为重点, 以形成多元融贯的规则体系为支撑, 实现政府治理和社会自我调节、居民自治良性互动, 达到整个社会和谐有序、健康发展。»

- 2) Il a pour base la préservation du système du Parti-État.
- 3) Il vise à garantir la division des responsabilités sans division du pouvoir.
- 4) Il vise à stimuler l'initiative individuelle et collective dans des limites précises.
- 5) Il vise à assurer la poursuite du renforcement du Parti-État et du développement de l'économie, déjà encadrée par le Parti-État à son avantage.

La création, le renouvellement ou la fermeture des débats ne résultent pas de l'initiative des chercheurs, et les concepts n'émergent pas de ces débats. En toute circonstance, c'est le Parti-État qui détient le monopole de l'initiative.

## 5.2 – LE MONOPOLE DE L'INITIATIVE POLITIQUE

Le point de départ de ce mouvement de recherche sur le « Fazhi (法治) » est clairement indiqué par la plupart des auteurs : il s'agit du 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de novembre 2012, qui s'est caractérisé par la passation des pouvoirs de la quatrième génération de leaders, représentée par Hu Jintao, à la cinquième génération, incarnée par Xi Jinping. C'est au cours de ce congrès que le concept de « Fazhi (法治) » a été expressément lié à l'impératif des réformes dans une nouvelle idéologie directrice, le « Fazhi Gaige Guan (法治改革观) », par analogie avec la pensée directrice de la quatrième génération de leaders : le « Kexue Fazhan Guan (科学发展观) »<sup>22</sup>. De plus, il a été décidé lors de la Troisième plénière du 18<sup>e</sup> Comité central d'entreprendre le « Tuijin Fazhi Zhongguo Jianshe (推进法治中国建设) », ce qui pourrait se traduire par « Faire progresser la construction d'une Chine avec un Gouvernement par la loi »<sup>23</sup>. Le 18<sup>e</sup> Congrès a aussi posé pour objectif connexe de « porter à un plus haut niveau l'esprit socialiste du Gouvernement par la loi »<sup>24</sup>.

---

<sup>22</sup> « 弘扬社会主义法治精神 (Hongyang Shehui Zhuyi Fazhi Jingsheng) », cité dans JIANG BIXIN, 2013, « Fazhi Jingshen De Shuxing, Neihan yu "Faxue Jia", 2013 Nian Di 4 Qi.

<sup>23</sup> Cité in ZHANG WENXIAN, 2014, « Quanmian Tuijin Fazhi Gaige, Jiakuai Fazhi Zhongguo Jianshe – Shi Ba Jie San Quanhuizhong Jingshen De Fazhi Jiedu », zai « Fazhi yu Shehui Fazhan (Shuangyue Kan) », 2014 Nian Di 1 Qi (Zongdi 115 Qi).

<sup>24</sup> « 弘扬社会主义法治精神 (Hongyang Shehui Zhuyi Fazhi Jingsheng) », cité dans JIANG BIXIN, 2013, « Fazhi Jingshen De Shuxing, Neihan yu "Faxue Jia", 2013 Nian Di 4 Qi.

Si le « Kexue Fazhan Guan (科学发展观) » se traduit communément par « le concept de développement scientifique », le sens de « Fazhi Gaige Guan (法治改革观) » n'est pas fixé. Il pourrait, par similitude, s'agir du « Concept de la réforme par le Gouvernement par la loi » ou du « Concept de la réforme du Gouvernement par la loi ». Et pourtant, ces deux sens ne s'excluent pas mutuellement, et même, si l'on peut dire, sont les deux conditions d'un même objectif. Or, il semble bien que le sens principal ou, du moins, celui qui fait consensus – pour le souligner sans invalider les deux sens précédents – soit le « Concept du Gouvernement par la loi et des réformes ». Et cela, parce que le 18<sup>e</sup> Congrès, pour le rappeler, a aussi posé pour objectif principal « [d']approfondir de manière globale les réformes dans un certain nombre de domaines »<sup>25</sup>, notamment en économie, politique, administration, société, idéologie, sans oublier la loi et la justice, et bien d'autres encore.

Pour autant, la nature exacte et la portée de ces « concepts » et de ces « résolutions » demandent à être précisées en vue de leur propagation ou plutôt, pour parler comme le Parti communiste chinois, de les « populariser (Puji 普及) ». C'est justement à ces tâches que les chercheurs, dont c'est la mission en tant qu'« ingénieur de l'esprit », se sont adonnés, et, comme ils le soulignent eux-mêmes, toujours en conformité avec trois lignes directrices :

- 1) promouvoir le Socialisme avec des caractéristiques chinoises (Zhongguo Tese Shehui Zhuyi 中国特色社会主义);
- 2) promouvoir les Quatre vertus cardinales (Sixiang Jiben Yuanze 四项基本原则) :
  - en défendant la voie socialiste (Bixu Jianchi Shehui Zhuyi Daolu 必须坚持社会主义道路),
  - en défendant la dictature démocratique du peuple (Bixu Jianchi Renmin Minzhu Zhuanzheng 必须坚持人民民主专政),
  - en défendant le leadership du Parti communiste chinois (Bixu Jianchi Zhongguo Gongchandang De Lingdao 必须坚持中国共产党的领导), et

---

<sup>25</sup> « Résolution du Comité central du Parti communiste chinois sur certains enjeux de l'approfondissement global des réformes » (« Zhonggong Zhongyang Guanyu Quanmian Shenhua Gaige Ruogan Zhongda Wenti De Jueding, 中共中央关于全面深化改革若干重大问题的决定 »), mentionné in ZHANG WENXIAN, 2014, « Quanmian Tuijin Fazhi Gaige, Jiakuai Fazhi Zhongguo Jianshe – Shi Ba Jie San Quanhuizhong Jingshen De Fazhi Jiedu », zai « Fazhi yu Shehui Fazhan (Shuangyue Kan) », 2014 Nian Di 1 Qi (Zongdi 115 Qi).

- en défendant le Marxisme-léninisme et la Pensée Mao Zedong (Bixu Jianchi Makesi Liening Zhuyi, Mao Zedong Sixiang 必须坚持马克思列宁主义, 毛泽东思想),

3) poursuivre la lutte contre le libéralisme bourgeois, comme le stipule le slogan : « Il faut critiquer et s'opposer au culte du capitalisme, et à la promotion du libéralisme bourgeois » (Yao Piping He Fandui Chongbai Ziben Zhuyi, Zhuchang Zichan Jieji Ziyouhua De Qingxiang 要批评和反对崇拜资本主义, 主张资产自由化的倾向).

Le concept de « Fazhi (法治) » prend dès lors une importance plus grande que celle de la loi (Falu 法律) ou de la justice (Sifa 司法), et, pour ainsi dire, les transcende tout simplement.

Après avoir rappelé les travaux des chercheurs depuis que le Parti-État a fait de la « Construction du Gouvernement par la loi en Chine » un objectif prioritaire, il convient maintenant de suivre et de comprendre l'évolution de la position officielle du Parti-État, non seulement sur le « Fazhi (法治) », mais aussi sur la Constitution, la loi, la justice et l'administration depuis 1982, auxquelles ces chercheurs font tous référence, mais surtout guide et encadre leur démarche. Il va sans dire que l'évolution de la position officielle du Parti-État sera resituée dans son contexte domestique et international. Nous retenons la date de 1982 plutôt que 1978, le moment où Deng Xiaoping devient la figure principale de la République populaire de Chine, car c'est l'année de la promulgation à la fois de la nouvelle Constitution d'État et de la nouvelle Constitution du Parti. Et en 2012, Xi Jinping, le représentant de la Cinquième génération de leaders, souligne le trentième anniversaire de la refondation du système légal (XI JINPING [2012] 2015).

### **5.2.1 – La position officielle du Parti sur le Fazhi sous le leadership de Deng Xiaoping (1982-1992)**

Pourtant, alors que le renforcement et le développement de la loi, des règlements, des organes judiciaires et de l'administration sont au cœur du projet de réformes et d'ouverture ainsi que des discours de Deng Xiaoping, les références officielles au nouvel ordre légal qui se met en place sont rares. Ce sont au contraire les références au Parti, entité collective mais désormais dépersonnalisée, à son rôle historique dans la Libération de la Chine, et à son leadership continu et nécessaire dans l'émergence d'une Chine puissante qui dominant dans le discours. Le cadre légal,

les structures judiciaires et l'administration d'État ne sont traités que comme des moyens à la disposition du Parti et grâce auxquels il exerce son leadership en vue de réaliser ses objectifs. Le Programme général de la Constitution du Parti adopté au 12<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste en juin 1982, le document qui fixe ses objectifs et précise son fonctionnement, ne mentionne que deux fois seulement, dans le dixième et dans le dernier paragraphe, la question du « système légal socialiste », et celle des « organes législatifs, judiciaires et administratifs », mais sans faire aucune référence au « Fazhi (法治) » :

Le Parti communiste de Chine guide le peuple dans le développement de la démocratie socialiste, l'édification du système légal socialiste, et la consolidation de la dictature démocratique du peuple<sup>26</sup>. Des mesures efficaces doivent être prises afin de garantir le droit du peuple de conduire les affaires de l'État et de la société, et de gérer les affaires économiques et culturelles ; et afin frapper (打击) sans merci les éléments hostiles qui sabotent délibérément le système socialiste de notre pays, et ceux qui portent sérieusement atteinte à la sécurité publique. Des efforts importants doivent être faits pour renforcer l'Armée de libération nationale et la défense nationale afin que le pays soit prêt en tout temps à résister et à éliminer les envahisseurs.

[...] Le leadership du Parti consiste principalement en un leadership politique, idéologique et organisationnel. Le Parti doit formuler et appliquer la ligne, les principes et les politiques justes, accomplir ses tâches d'organisation, de propagande et d'éducation correctement et s'assurer que tous les membres du Parti jouent leur rôle d'avant-garde dans toutes les sphères de travail et dans tous les aspects de la vie avec exemplarité. Le Parti doit agir dans le cadre de la Constitution et de la loi. Il doit s'assurer que les organes législatifs, judiciaires et administratifs de l'État, et (和) que les organisations économiques, culturelles et du peuple travaillent activement, avec initiative, indépendance, de manière responsable et en coopérant<sup>27</sup>. Le Parti doit renforcer son leadership sur les syndicats, la Ligue de la jeunesse communiste, la Fédération des femmes et les autres organisations de masse, et leur faire jouer pleinement leur rôle. Les membres du Parti sont une minorité au sein de l'ensemble de la population, et ils doivent travailler en coopération étroite avec les masses hors du Parti dans l'effort commun de rendre notre patrie socialiste toujours plus forte et prospère, jusqu'à la réalisation ultime du communisme<sup>28</sup>.

---

<sup>26</sup> Souligné par nous.

<sup>27</sup> Souligné par nous.

<sup>28</sup> « 中国共产党领导人民发展社会主义民主，健全社会主义法制，巩固人民民主专政。应当切实保障人民管理国家事务和社会事务、管理经济和文化事业的权利，坚决打击蓄意破坏我国社会主义制度的敌对分子和严重危害社会安全的分子。必须努力加强人民解放军的建设，巩固国防，随时准备抗击和歼灭入侵之敌。 »

Dans l'esprit de Deng Xiaoping, le Parti doit réformer en permanence ses politiques et se réformer lui-même afin de rester à l'avant-garde, car le mouvement de réformes et d'ouverture introduit une dynamique qui transforme radicalement son environnement. À cette fin, Deng Xiaoping a imposé la tenue régulière du Congrès du Parti communiste et a fixé à cinq années la durée moyenne entre chaque assemblée afin de faire le bilan des politiques adoptées au congrès précédent et celui des mesures mises en place pour les appliquer. Et, tous les cinq ans, chaque nouveau Congrès du Parti communiste a révisé la Constitution du Parti et les orientations, si ce n'est introduit de nouvelles. L'inflation, l'exode rural, le développement d'une économie privée et du capitalisme, le creusement des inégalités, la montée de nouvelles valeurs, non seulement sous l'effet d'influences externes, mais aussi en raison des choix politiques du Parti et de l'évolution socioéconomique sont autant de facteurs qui ont contribué à susciter les manifestations qui se sont produites au cours de l'hiver 1986-1987, les plus grandes manifestations spontanées depuis 1979. Ce sont aussi ces facteurs qui ont poussé à la rébellion au Tibet, une révolte qui se prolongera jusqu'en 1989. Pourtant, malgré la révision de la Constitution du Parti lors du 13<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste en novembre 1987, une révision entreprise afin de refléter la nouvelle réalité de la Chine, les références à l'importance de la loi ainsi qu'à la consolidation et au développement des systèmes légal, juridique et administratif restent inchangées.

### **5.3 – L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE OFFICIELLE SUR LE « FAZHI (法治) » APRES LA RETRAITE DE DENG XIAOPING EN 1992**

Pour le rappeler, l'année 1992 est un moment de rupture pour la Chine postmaoïste et non seulement pour l'ensemble du monde : 1) la menace soviétique a disparu, et avec elle la rivalité idéologique et géopolitique globale ; 2) les dictatures s'effondrent devant les mouvements populaires et démocratiques ; 3) le socialisme d'État n'apparaît plus comme un modèle viable ; 4) la

---

[...] 党的领导主要是政治、思想和组织的领导。党必须制定和执行正确的路线、方针和政策，做好党的组织工作和宣传教育工作，发挥全体党员在一切工作和社会生活中的先锋模范作用。党必须在宪法和法律的范围内活动。党必须保证国家的立法、司法、行政机关，经济、文化组织和人民团体积极主动地、独立负责地、协调一致地工作。党必须加强对工会、共产主义青年团、妇女联合会等群众组织的领导，充分发挥它们的作用。共产党员只占全国人口中的少数，必须同党外群众亲密合作，共同促进社会主义祖国日益繁荣富强，直至最后实现共产主义。» Souligné par nous, <[http://guoqing.china.com.cn/2012-09/05/content\\_26433894.htm](http://guoqing.china.com.cn/2012-09/05/content_26433894.htm)> (5 avril 2017).

démocratie libérale capitaliste, sans véritable utopie rivale, forme le socle du Nouvel Ordre Mondial ; 5) les États-Unis demeurent la seule superpuissance – certains même la qualifient d’hyperpuissance – et de concert avec les autres grandes puissances se donnent collectivement pour mission de préserver ce Nouvel Ordre Mondial.

En Chine, le Printemps de Beijing en 1989 a fait craindre au Parti qu’il allait connaître le même sort que la très grande majorité des autres Partis communistes au pouvoir, tout comme celui d’un grand nombre d’autres régimes autoritaires. Sa réaction, tardive, en rupture avec celle du Parti communiste soviétique dirigé par Gorbatchev et des autres régimes communistes, a pris la forme d’une répression militaire, et l’arrêt temporaire, mais non le recul des réformes et de l’ouverture économique, pour pouvoir mener une réforme en profondeur du système du Parti-État afin de prévenir la réédition de troubles sociaux. Après trois années de stagnation économique, Deng Xiaoping impulse : 1) l’accélération du développement de « l’économie socialiste de marché » ; 2) le départ à la retraite de la vieille garde du Parti ; 3) la passation des pouvoirs à la troisième génération de leaders dirigée par Jiang Zemin, laquelle a été sélectionnée pour avoir contribué au succès des réformes et de l’ouverture, et qui doit son statut à ce succès. Or, une grande incertitude demeure pour la génération de Deng Xiaoping : quel sera le destin de leur œuvre, c’est-à-dire d’avoir voulu une Chine qui se renforce et se développe sous l’autorité du Parti communiste?

### **5.3.1 – La position officielle du Parti sur « Fazhi (法治) » sous le leadership de Jiang Zemin (1992-2002)**

C’est dans ce contexte et dans cet esprit que le 14<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste en octobre 1992 révisé la Constitution du Parti communiste et, plus significativement, réécrit son Programme général. Toutefois, comme lors des congrès précédents, les références au système légal et aux institutions légales, judiciaires et administratives restent pratiquement en l’état. Pourtant, une phrase a été ajoutée au 12<sup>e</sup> paragraphe (elle correspond au 10<sup>e</sup> paragraphe de la version de 1982). On y trouve dès lors trois références :

Le Parti communiste chinois dirige le peuple dans le développement de la démocratie socialiste, l’édification du système légal socialiste, et le renforcement de la dictature démocratique du peuple. Il maintient le système des assemblées populaires, et le système de coopération pluripartite et de consultation politique placé sous sa direction.

Il soutient activement l'exercice par le peuple de son droit souverain, lui assure le droit d'administrer les affaires de l'État et de la société, ainsi que de gérer les affaires économiques et culturelles ; encourage la libre expression des opinions, travaille à la mise en place et au perfectionnement d'un système et d'une procédure de décision et de contrôle démocratiques. Il renforce la législation de l'État et l'exécution des lois, de manière à intégrer progressivement les diverses fonctions de l'État dans le cadre de la légalité<sup>29</sup>. Il travaille au renforcement global de la sécurité publique en vue d'assurer une stabilité sociale à long terme. Il combat résolument les activités et les éléments criminels qui portent atteinte à la sécurité et aux intérêts de l'État, à la stabilité de la société et au développement économique ; il distingue avec rigueur les contradictions au sein du peuple de celles qui existent entre l'ennemi et nous, et leur apporte une solution correcte selon la nature de ces contradictions<sup>30</sup>.

Cette phrase est significative, car, outre le développement et le renforcement des institutions que préconise le Parti communiste dans son double dessein de poursuite du développement et de maintien de la stabilité, le Parti voit plus que jamais dans le développement et la consolidation du système légal et juridique la garantie, si ce n'est la condition, du développement et de la stabilité de la Chine. Et surtout, ses convictions, devenues officielles et publiques, contraignent désormais l'ensemble des membres du Parti, et, au-delà, l'ensemble de la population. Les cinq premières années de la période dominée par Jiang Zemin sont fastes pour la Chine et le Parti communiste. Le renforcement et l'accélération des réformes se traduisent par une croissance qui surpasse les attentes. Celle-ci en retour accélère le développement et entraîne une hausse du niveau de vie de la population. Ce véritable cercle vertueux, par un effet d'amplification, impulse une nouvelle étape de renforcement et d'accélération des réformes. En somme, ces réformes précipitent le développement du capitalisme chinois, lequel, en retour, tire toujours plus vers le haut la croissance, le développement et le niveau de vie (Lemoine 2006, p. 64).

---

<sup>29</sup> Souligné par nous.

<sup>30</sup> «中国共产党领导人民发展社会主义民主，健全社会主义法制，巩固人民民主专政。坚持人民代表大会制度，坚持共产党领导的多党合作和政治协商制度。积极支持人民当家作主，切实保障人民管理国家事务和社会事务、管理经济和文化事业的权利。广开言路，建立健全民主决策、民主监督的制度和程序。加强国家立法和法律实施工作，使国家各项工作逐步走上法制化轨道。加强社会治安综合治理，保持社会长期稳定。坚决打击各种危害国家安全和利益、危害社会稳定和经济发展的犯罪活动和犯罪分子。严格区分和正确处理敌我矛盾和人民内部矛盾这两类不同性质的矛盾。」 Souligné par nous, <[http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content\\_26425726.htm](http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content_26425726.htm)> (5 avril 2017).



Aucun mouvement de masse n'est venu véritablement troubler la quiétude du Parti communiste durant cette phase, contrairement à la période dominée par Deng Xiaoping qui avait connu trois accrocs de taille : le premier Printemps de Beijing en 1978-1979, les manifestations de l'hiver 1986-1987, et le second Printemps de Beijing en 1989, sans parler de la période maoïste et de son instabilité chronique. La République populaire de Chine s'est pleinement intégrée au marché mondial et est devenue non seulement un acteur, mais surtout un partenaire incontournable au sein du système international. Et cela, malgré la Troisième crise du Détroit de Taiwan entre la République de Chine et les É.-U. de juillet 1995 à mars 1996, une crise qui s'est dénouée sans affrontement, mais au cours de laquelle la RPC a cherché à influencer la première élection présidentielle taiwanaise qui se déroulait par un scrutin au suffrage universel (Cabestan 2010, p. 46-47). Comme lors du 13<sup>e</sup> congrès dix ans auparavant, le 15<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste en septembre 1997 révisé sa constitution. Toutefois, aucun changement n'est apporté à la loi ou aux systèmes légal, juridique et administratif.

### **5.3.2 – La position officielle du Parti sur « Fazhi (法治) » sous le leadership de Hu Jintao (2002-2012)**

L'année 2002 marque une nouvelle étape. La Chine a atteint, et de loin, les objectifs fixés par Deng Xiaoping de doubler la production avant la fin du 20<sup>e</sup> siècle. Mieux, le « socialisme avec des caractéristiques chinoises » a permis à l'économie chinoise de résister à la Crise financière asiatique de 1997, qui a touché plus fortement que toutes les autres les économies libérales. Deux événements symboliquement très importants ont renforcé le sentiment que la Chine est désormais une puissance qui compte : Hong Kong en 1997, puis Macao en 1999 ont réintégré la Chine (Fenby 2009, p. 666-667). La stabilité intérieure et internationale tant recherchée par le Parti communiste se maintient globalement, si l'on fait abstraction des trois crises provoquées, premièrement, par les manifestations pro-indépendantistes au Xinjiang en 1997 ; deuxièmement par le bombardement américain, dit accidentel, de l'ambassade chinoise de Belgrade au cours de l'opération multinationale de bombardement coordonnée par l'OTAN lors de la Guerre du Kosovo en 1999 (Cabestan 2010, p. 51) ; et, troisièmement, par les protestations organisées en 1999 contre le pouvoir par le nouveau mouvement religieux Falun Gong dont les ramifications s'étendaient à toutes les sphères de la société et à tous les niveaux du pouvoir. Ces trois crises ont été rapidement

réglées à l'avantage du Parti communiste (Fenby 2009, p. 668-669). Les attaques du 11 septembre et la lutte multinationale contre le terrorisme islamique ont permis au régime de renforcer et de légitimer, jusqu'à un certain point, sa lutte contre les « trois maux du terrorisme, de l'extrémisme et du séparatisme », confondus et amalgamés à dessein (Human Right Watch 2006).

Une nouvelle phase s'ouvre alors, celle où le Parti devra faire de la Chine une puissance moyenne avant le milieu du 21<sup>e</sup> siècle. La Chine guidée par le Parti devra continuer à faire preuve de sa capacité d'adaptation alors que le système du marché s'impose de plus en plus. La Chine est arrivée à un point où, pour maintenir et même accélérer sa croissance, et par conséquent poursuivre son développement, elle doit continuer à pousser son ouverture internationale, et le Parti, de son côté, soutenir ses réformes afin de pouvoir rester à l'avant-garde. La République populaire de Chine a intégré l'Organisation mondiale du commerce le 11 décembre 2001, ce qui, d'une part, lui donne accès au marché mondial avec un minimum de barrières tarifaires et non tarifaires, mais, d'autre part, la contraint à respecter un ensemble de règles et une juridiction internationales, c'est-à-dire à plus de transparence. La croissance du commerce international de la Chine, et par conséquent sa croissance interne, étroitement liées l'une à l'autre, sont désormais soumises à ces contraintes et au respect des règles stipulées dans les accords (Puel 2011, p. 348-349). De plus, l'année 2002 marque l'anniversaire de la première transition des pouvoirs, effectuée dix plus tôt. Le moment est donc venu de dresser un bilan du succès des réformes et de l'ouverture. Quant à la deuxième transition des pouvoirs depuis Deng Xiaoping, décédé en février 1997, elle concerne la quatrième génération de leaders, conduite par Hu Jintao. C'est maintenant à elle qu'incombe la tâche de faire pleinement entrer la Chine dans le 21<sup>e</sup> siècle.

#### **5.3.2.1 – Le 16<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste (septembre 2002)**

Comme une décennie auparavant, la révision de la Constitution du Parti communiste au cours du 16<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste en septembre 2002, prend acte de ce nouveau contexte. L'importance de plus en plus cruciale dévolue au système légal et juridique se reflète dans trois modifications : l'ajout d'une phrase et l'ajout de deux caractères à la septième phrase du 12<sup>e</sup> paragraphe (le même paragraphe que celui de la version de 1992), ainsi que l'ajout d'un 13<sup>e</sup> paragraphe, absent des deux autres versions précédentes, pour un total de cinq références.

Le Parti communiste chinois dirige le peuple dans le développement de la démocratie socialiste et l'édification de la civilisation politique socialiste. Il insiste pour accroître la démocratie socialiste, affermir la législation socialiste, gouverner l'État selon la loi, édifier un Gouvernement par la loi socialiste et consolider la dictature de démocratie populaire<sup>31</sup>. Il maintient le système des assemblées populaires et le système de coopération pluripartite et de consultation politique placé sous sa direction. Il soutient activement l'exercice par le peuple de son droit souverain, lui assure le droit d'administrer les affaires de l'État et de la société, ainsi que de gérer les affaires économiques et culturelles ; encourage la libre expression des opinions, travaille à la mise en place et au perfectionnement d'un système et d'une procédure de décision et de contrôle démocratiques. Il renforce la législation de l'État et l'exécution des lois, de manière à intégrer progressivement les diverses fonctions de l'État dans le cadre de la légalité. Il travaille au renforcement global de la sécurité publique en vue d'assurer une stabilité sociale à long terme. Il combat résolument, selon la loi<sup>32</sup>, les activités et les éléments criminels qui portent atteinte à la sécurité et aux intérêts de l'État, à la stabilité de la société et au développement économique, distingue avec rigueur les contradictions au sein du peuple d'avec celles qui existent entre l'ennemi et nous, et leur apporte une solution correcte selon la nature de ces contradictions.

Tout en guidant le peuple dans l'édification de la civilisation matérielle et politique, le Parti communiste chinois s'efforce de conduire le peuple pour édifier une civilisation spirituelle socialiste, de manière à gouverner le pays en vertu de la loi et selon les valeurs morales<sup>33</sup>. En créant un environnement social favorable, la civilisation spirituelle fournira une puissante force morale et un solide appui intellectuel au développement économique, de même qu'à la réforme et à l'ouverture. Le Parti doit développer de toutes ses forces l'enseignement, la science et la culture, honorer le savoir et les hommes de talent, améliorer la qualité idéologico-morale, et celle de la science et de la culture, assurer le rayonnement de l'excellente tradition de notre culture nationale et faire prospérer la culture socialiste. Il doit éduquer ses membres et les masses populaires dans l'esprit de la ligne fondamentale du Parti, du patriotisme, du collectivisme et du socialisme, leur inculquer le sens de la dignité nationale, la confiance en soi et l'esprit d'auto-renforcement, en veillant surtout à éduquer les membres du Parti conformément au noble idéal communiste, afin de les prémunir contre l'action corrosive des idées féodales et capitalistes corrompues et de faire disparaître les phénomènes sociaux odieux. Grâce à ces efforts, notre peuple aura un idéal élevé et une haute moralité, et sera cultivé et discipliné<sup>34</sup>.

---

<sup>31</sup> Souligné par nous.

<sup>32</sup> Souligné par nous.

<sup>33</sup> Souligné par nous.

<sup>34</sup> « 中国共产党领导人民发展社会主义民主政治，建设社会主义政治文明。坚持扩大社会主义民主，健全社会主义法制，依法治国，建设社会主义法治国家，巩固人民民主专政。坚持人民代表大会制度。坚持共产党领导的多党合作和政治协商制度。积极支持人民当家作主，切实保障人民管理国家事务和社会事务、管理经济和文化事业的权利。广开言路，建立健全民主决策、民主监督的制度和程序。加强国家立法和法律实施工作，使国家各项工作逐步走上法制化轨道。加强社会治安综合治理

L'ajout de ces deux caractères, « selon la loi », tant dans le contexte du gouvernement de l'État, selon l'expression « Yi Fa Zhiguo (依法治国) », que de la lutte contre la criminalité, témoigne de la volonté, manifestée depuis la mort de Mao Zedong et portée par Deng Xiaoping, de rompre avec un régime établi sur l'arbitraire, donc fondamentalement instable, et d'instituer un régime fondé sur un cadre légal et administratif, afin d'assurer une stabilité pour garantir son renforcement et son développement à long terme. La phrase qui introduit le 13<sup>e</sup> paragraphe ne se contente pas d'officialiser cette volonté. Formulée en termes précis, elle signifie qu'il y a urgence à établir un régime fondé sur la loi et à rééduquer les cadres du Parti et la population de façon qu'ils respectent et obéissent à la loi. Mais la grande nouveauté, au 12<sup>e</sup> paragraphe, est l'expression : « édifier un Gouvernement par la loi socialiste (Jianshe Shehui Zhuyi Fazhi Guojia, 建设社会主义法治国家) ».

Il s'agit de la première référence au « Fazhi (法治) ». Mais comme pour les références à la démocratie, à l'économie, à la société, à la morale, etc., l'adjonction de l'expression « Shehui Zhuyi (社会主义) », renvoyant dans le contexte chinois au Socialisme avec des caractéristiques chinoises, aux Quatre vertus cardinales et à la lutte contre le libéralisme bourgeois, distingue et oppose très clairement le « Fazhi (法治) », tel que le conçoit le Parti-État, à 'l'État de droit libéral et démocratique' et, sans le dire, 'occidental'. Pour cette raison, il est *de facto* expressément interdit aux cadres du Parti, aux « ingénieurs de l'esprit » et à la population en général de s'inspirer de « l'État de droit » afin d'édifier et de réformer le « Gouvernement par la loi » que cherche à mettre en place le Parti-État, mais de s'y appuyer pour le critiquer. Cette opposition catégorique entre le

---

, 保持社会长期稳定。依法坚决打击各种危害国家安全和利益、危害社会稳定和经济发展的犯罪活动和犯罪分子。严格区分和正确处理敌我矛盾和人民内部矛盾这两类不同性质的矛盾。

中国共产党领导人民在建设物质文明、政治文明的同时, 努力建设社会主义精神文明, 实行依法治国和以德治国相结合。社会主义精神文明建设为经济建设和改革开放提供强大的精神动力和智力支持, 创造良好的社会环境。应当大力发展教育、科学、文化事业, 尊重知识, 尊重人才, 提高全民族的思想道德素质和科学文化素质, 弘扬民族优秀传统文化, 繁荣和发展社会主义文化。应当用党的基本路线和爱国主义、集体主义、社会主义思想教育党员和人民群众, 增强民族自尊、自信和自强精神, 对党员还要进行共产主义远大理想教育, 抵御资本主义和封建主义腐朽思想的侵蚀, 扫除各种社会丑恶现象, 努力使我国人民成为有理想、有道德、有文化、有纪律的人民。» Souligné par nous, <[http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content\\_26424317.htm](http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content_26424317.htm)> (5 avril 2017).

« Fazhi (法治) » et ‘l’État de droit’ est immédiatement renforcée par la nécessité de « consolider la dictature démocratique du peuple », laquelle, pour le rappeler, est exercée par le Parti en son nom.

### **5.3.2.2 – Le 17<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste (octobre 2007)**

La révision de la Constitution du Parti communiste lors du 17<sup>e</sup> congrès d’octobre 2007 s’inscrit dans un contexte où la croissance et le développement de la Chine excèdent ceux de la décennie précédente. La Chine est première en termes de commerce international, de croissance de la production, et de développement des infrastructures. De plus, elle a réussi le rare exploit de mettre en orbite dans l’espace un être humain. Nul accroc majeur n’est venu troubler sa stabilité, et les effets de la crise financière mondiale ne se font pas encore ressentir. Bien évidemment, l’accélération et le renforcement de la dynamique des réformes et de l’ouverture génèrent des tensions. Toutefois, la situation aurait été moins préoccupante si les moyens et les canaux traditionnels de création et de circulation de l’information et des opinions, tant en Chine qu’entre la Chine et l’étranger, sévèrement contrôlés par le Parti-État depuis Deng Xiaoping, n’avaient pas eu de concurrents. Or, le développement extrêmement rapide des moyens de communication et de télécommunication, notamment Internet, a brutalement ouvert un nouvel espace dont le Parti-État maîtrise mal les ressorts, et contre lesquels les mesures de surveillance, de contrôle et de censure développées sous Deng Xiaoping se révèlent inadaptées (Cabestan 2015, p. 513-519).

La situation est d’autant plus préoccupante que des changements politiques majeurs affectent son environnement international immédiat. Certaines anciennes républiques soviétiques, après avoir fait sécession de l’URSS avaient résisté, à l’instar de la Chine, à la vague de libéralisation et de démocratisation qui avait mis un terme à la Guerre froide. Et pourtant dans ces pays, très rapidement, au milieu des années 2000, des mouvements de mobilisation, surnommés depuis « Révolutions de couleur », revendiquent une libéralisation et une véritable démocratisation. Ils provoquent la chute des régimes autoritaires et corrompus de Géorgie en 2003, et du Kirghizistan et de l’Ukraine en 2005. À Taiwan, une démocratie libérale en terre chinoise, s’affirmer Taïwanais, c’est-à-dire se réclamer d’un ensemble de valeurs, d’une culture, d’une société et d’un régime politique distincts de ceux de la Chine, commence à l’emporter sur le sentiment d’être chinois. Et le régime démocratique de Taiwan qui permet l’expression de ce sentiment favorise *ipso facto* la

montée des forces indépendantistes (Clark 2012). Aussi, le Parti-État craint que ces mouvements ne trouvent un écho en Chine, et qu'Internet ne contribue à en accélérer et à en amplifier les effets. Cela, d'autant plus que les « Révolutions de couleur » ont reçu le soutien explicite des puissances libérales et démocratiques, tels les États-Unis. Qui plus est, les régimes autoritaires ou antilibéraux, telle la Chine, d'une part, sont convaincus que ces mouvements de revendications proviennent d'offensives délibérées des puissances occidentales, et au premier chef des États-Unis, et, d'autre part, qu'ils sont visés directement dans le cadre d'une guerre adaptée aux réalités du monde post-Guerre froide (Cabestan 2010, p. 123-125).

C'est pourquoi le Parti communiste sous le leadership de Hu Jintao a fait de « l'harmonie », un euphémisme pour le *statu quo* politique et social selon Jean-Pierre Cabestan (2015, p. 513-514), un de ses principes cardinaux, lequel, à la fois par l'éducation et la propagande, vise à fédérer et unir la société chinoise sous l'égide du Parti-État. Un principe au nom duquel tout soupçon de dissidence, toute critique et même tout soupçon de critique peuvent être réprimés. Cela afin de poursuivre des objectifs étroitement imbriqués les uns aux autres de stabilité, de croissance, de développement et de réforme. C'est aussi au nom de ce principe qu'une « loi anti-sécession » a été promulguée pour 'légaliser' le recours à la force contre Taiwan (People's Daily [Anti-Secession Law] 2005).

Alors que par le passé, les Congrès de mi-mandat d'une génération de leadership (1987 et 1997) n'avaient que peu révisé les aspects du Programme général du Parti communiste portant sur les thèmes de la loi et des systèmes légal, juridique et administratif, c'est lors du 17<sup>e</sup> Congrès – congrès de mi-mandat – que les révisions ont été les plus substantielles. Par rapport aux versions précédentes du Programme général, la version amendée au 17<sup>e</sup> Congrès contient six références à la loi et au système légal dans quatre paragraphes, dont trois s'enchaînent : les paragraphes 15, 16 et 17, ainsi que le dernier paragraphe.

Le Parti communiste chinois guide le peuple dans le développement de la démocratie socialiste. Il renforce l'unité organique du leadership du Parti, de l'exercice par le peuple de son droit souverain et du gouvernement du pays selon la loi, et poursuit la voie du développement politique sous le socialisme avec des caractéristiques chinoises, élargit la démocratie socialiste, construit le système légal socialiste, édifie un pays soumis au Gouvernement par la loi socialiste, consolide la dictature démocratique du peuple,

construit une civilisation politique socialiste<sup>35</sup>. Il maintient et améliore le système des assemblées populaires, le système de coopération pluripartite et de consultation politique placé sous sa direction, et le système d'autonomie des régions ethniques ainsi que des organisations de masse à la base. Il assure au peuple le droit d'administrer les affaires de l'État et de la société, ainsi que de gérer les affaires économiques et culturelles. Il respecte et garantit les Droits de l'Homme. Il encourage la libre expression des opinions. Il met en place et perfectionne des systèmes et des processus d'élection, de prise de décision, d'administration et de contrôle démocratiques. Il renforce la législation et le processus d'application de la loi, et achève la soumission de toutes les tâches de l'État au Gouvernement par la loi<sup>36</sup>.

Le Parti communiste chinois guide le peuple dans le développement d'une culture socialiste avancée. Il construit une civilisation spirituelle socialiste, poursuit ses activités dans le cadre de la loi et de la morale, élève la qualité idéologique et morale et la culture scientifique de toutes les nationalités, apporte la garantie idéologique, la motivation et l'appui intellectuel à la poursuite des réformes, de l'ouverture et de la modernisation socialiste<sup>37</sup>. Il adhère au marxisme comme pensée directrice, met en place une pensée socialiste avec des caractéristiques chinoises communes, fait du patriotisme l'élément central de l'esprit national et de l'innovation l'élément central de l'esprit du temps, fait la promotion de la conception socialiste de l'honneur et de la disgrâce, renforce le sentiment de respect national, de confiance nationale et d'autonomie nationale, résiste à l'effet corrosif du capitalisme et du féodalisme décadent, balaye les phénomènes sociaux répulsifs, et fait activement en sorte que ma nation devienne une nation dotée d'idéal, de moral, de culture et de discipline. Il inculque à ses membres l'idéal élevé du communisme. Il développe activement l'éducation, la science et la culture, stimule les traditions culturelles nationales bénéfiques, et approfondit et développe la culture socialiste.

Le Parti communiste de Chine guide le peuple dans l'édification d'une société socialiste harmonieuse. En accord avec les exigences générales de l'édification de la démocratie et du Gouvernement par la loi, de l'honnêteté et de l'amitié, de l'équité et de la justice, de la vitalité, de la stabilité et de l'ordre, de l'harmonie entre l'Homme et la nature, et des principes communs de l'édification et de la redistribution collective, il fait de l'amélioration des conditions de vie son objectif principal, résout les problèmes du peuple les plus importants, les plus pressants et les plus concrets, créé résolument une situation dans laquelle chacun fait de son mieux, chacun a la place qu'il mérite et tous vivent en harmonie<sup>38</sup>. Il distingue avec rigueur les contradictions au sein du peuple d'avec celles qui existent entre l'ennemi et nous, et leur apporte une solution correcte selon leur différence de nature. Il travaille au renforcement global de la sécurité publique en vue d'assurer une stabilité sociale à long terme, combat résolument, selon la loi, les activités et les éléments criminels qui portent atteinte à la sécurité et aux intérêts de

---

<sup>35</sup> Souligné par nous.

<sup>36</sup> Souligné par nous.

<sup>37</sup> Souligné par nous.

<sup>38</sup> Souligné par nous.

l'État, à la stabilité de la société et au développement économique, et maintient une stabilité sociale durable<sup>39</sup>.

[...] Le leadership du Parti consiste principalement en un leadership politique, idéologique et organisationnel. Le Parti doit s'adapter aux nécessités des réformes, de l'ouverture et de la modernisation socialiste, fonde son exercice du pouvoir sur la science, la démocratie et le système légal, et renforce et améliore le leadership du Parti<sup>40</sup>. Le Parti doit en fonction de la situation générale, et du principe de l'harmonie des parties, exercer le leadership sur toutes les organisations de même niveau. Le Parti doit concentrer son énergie afin de guider la construction de l'économie, et d'organiser et de coordonner la force de toutes les parties vers la construction de l'économie, ainsi que de promouvoir le développement de toutes les facettes de l'économie et de la société. Le Parti doit mettre en pratique la prise de décision scientifique démocratique, formuler et mettre en pratique la voie, les politiques justes, accomplir correctement le travail d'organisation et le travail de propagande et d'éducation, s'assurer que tous les membres du Parti jouent leur rôle d'avant-garde avec exemplarité. Le Parti doit agir dans le cadre de la Constitution et de la loi. Le Parti doit s'assurer que les organes législatifs, judiciaires et administratifs de l'État et que les organisations économiques, culturelles et du peuple travaillent activement, avec initiative, indépendance, de manière responsable et en coopérant. Le Parti doit renforcer son leadership sur les syndicats, la Ligue de la jeunesse communiste, la Fédération des femmes et les autres organisations de masse, et leur faire jouer pleinement leur rôle. Le Parti doit s'adapter à la situation du développement et aux conditions du changement, améliorer le système du leadership, améliorer le style du leadership, renforcer sa capacité à gouverner, et travailler collectivement dans le combat pour l'édification du socialisme avec des caractéristiques chinoises<sup>41</sup>.

---

<sup>39</sup> Souligné par nous.

<sup>40</sup> Souligné par nous.

<sup>41</sup> « 中国共产党领导人民发展社会主义民主政治。坚持党的领导、人民当家作主、依法治国有机统一，走中国特色社会主义政治发展道路，扩大社会主义民主，健全社会主义法制，建设社会主义法治国家，巩固人民民主专政，建设社会主义政治文明。坚持和完善人民代表大会制度、中国共产党领导的多党合作和政治协商制度、民族区域自治制度以及基层群众自治制度。切实保障人民管理国家事务和社会事务、管理经济和文化事业的权利。尊重和保障人权。广开言路，建立健全民主选举、民主决策、民主管理、民主监督的制度和程序。加强国家立法和法律实施工作，实现国家各项工作法治化。

中国共产党领导人民发展社会主义先进文化。建设社会主义精神文明，实行依法治国和以德治国相结合，提高全民族的思想道德素质和科学文化素质，为改革开放和社会主义现代化建设提供强大的思想保证、精神动力和智力支持。坚持马克思主义指导思想，树立中国特色社会主义共同理想，弘扬以爱国主义为核心的民族精神和以改革创新为核心的时代精神，倡导社会主义荣辱观，增强民族自尊、自信和自强精神，抵御资本主义和封建主义腐朽思想的侵蚀，扫除各种社会丑恶现象，努力使我国人民成为有理想、有道德、有文化、有纪律的人民。对党员还要进行共产主义远大理想教育。大力发展教育、科学、文化事业，弘扬民族优秀传统文化，繁荣和发展社会主义文化。



L'analyse de ces quatre paragraphes montre que chacun porte sur un thème spécifique, alors que dans les versions précédentes, et plus particulièrement dans la version de 1982, les thèmes étaient moins développés, et surtout moins différenciés. Le 15<sup>e</sup> paragraphe porte sur l'exercice du pouvoir ; le 16<sup>e</sup> sur l'attitude qu'il convient de susciter dans à l'ensemble de la population ; le 17<sup>e</sup> traite des conditions du maintien de la stabilité à long terme ; finalement, le dernier, sur le maintien du rôle et de la légitimité du Parti. Le Programme général de 2007 compte 27 paragraphes contre 17 vingt ans plus tôt. Cela montre, d'une part, que le Programme général se précise et s'organise de manière plus systématique, et, d'autre part, qu'à la suite de deux transitions pacifiques au sommet, le système du Parti-État, au sens large du terme, issu de la Seconde Révolution de Deng Xiaoping, est assuré. Or, dans chacune des quatre situations mentionnées : 1) l'exercice du pouvoir, 2) l'attitude de la population, 3) la stabilité à long terme, et 4) le rôle et la légitimité du Parti sont dorénavant clairement liés à la loi et au système légal.

Après que le système du Parti-État établi par Deng Xiaoping a été confirmé à la suite de deux transitions pacifiques au sommet, la loi, le système légal et le Gouvernement par la loi deviennent les meilleurs garants de sa perpétuation à long terme ainsi que de la poursuite, aussi à long terme, de ses objectifs de réformes et d'ouverture puisqu'ils lui garantissent les moyens de contrôle voulus et la flexibilité nécessaire pour s'adapter aux circonstances. Mais il va sans dire que cette loi, ce

---

中国共产党领导人民构建社会主义和谐社会。按照民主法治、公平正义、诚信友爱、充满活力、安定有序、人与自然和谐相处的总要求和共同建设、共同享有的原则，以改善民生为重点，解决好人民最关心、最直接、最现实的利益问题，努力形成全体人民各尽其能、各得其所而又和谐相处的局面。严格区分和正确处理敌我矛盾和人民内部矛盾这两类不同性质的矛盾。加强社会治安综合治理，依法坚决打击各种危害国家安全和利益、危害社会稳定和经济发展的犯罪活动和犯罪分子，保持社会长期稳定。

[...]党的领导主要是政治、思想和组织的领导。党要适应改革开放和社会主义现代化建设的要求，坚持科学执政、民主执政、依法执政，加强和改善党的领导。党必须按照总揽全局、协调各方的原则，在同级各种组织中发挥领导核心作用。党必须集中精力领导经济建设，组织、协调各方面的力量，同心协力，围绕经济建设开展工作，促进经济社会全面发展。党必须实行民主的科学的决策，制定和执行正确的路线、方针、政策，做好党的组织工作和宣传教育工作，发挥全体党员的先锋模范作用。党必须在宪法和法律的范围内活动。党必须保证国家的立法、司法、行政机关，经济、文化组织和人民团体积极主动地、独立负责地、协调一致地工作。党必须加强对工会、共产主义青年团、妇女联合会等群众组织的领导，充分发挥它们的作用。党必须适应形势的发展和情况的变化，完善领导体制，改进领导方式，增强执政能力。共产党员必须同党外群众亲密合作，共同为建设中国特色社会主义而奋斗。» Souligné par nous, <[http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content\\_26423483.htm](http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content_26423483.htm)> (5 avril 2017). Traduction libre au plus près de l'esprit et de la lettre de la formulation du texte en langue chinoise.

système légal et ce Gouvernement par la loi sont « socialistes » afin de garantir une « harmonie » elle aussi « socialiste ».

Si dans le monde post-Guerre froide cette expression, répétée *ad nauseam* afin de qualifier toute formulation qui fait écho aux concepts et aux valeurs de la Chine actuelle, peut sembler n'être qu'une formule creuse que le Parti invoque pour préserver un lien symbolique avec un passé, dont il s'est pour l'essentiel détourné, il n'empêche que pour le Parti-État ce qualificatif de « socialiste » est tout aussi important que le concept qu'il qualifie, et, pour ainsi dire, restreint. Il en restreint la portée en ce sens que cette loi, ce système légal et ce Gouvernement par la loi qu'édifie, renforce et fait évoluer le Parti-État, garantissent d'abord et avant tout la perpétuation du système du Parti-État, et cela dans l'intérêt du système du Parti-État, dans un monde globalisé et capitaliste traversé par de puissants courants libéraux. Tel est le sens profond du concept de « société harmonieuse socialiste ».

#### **5.4 – LA POSITION OFFICIELLE DU PARTI SUR « FAZHI ( 法治 ) » DEPUIS LA PROMOTION DE LA CINQUIEME GENERATION DE LEADERS INCARNEE PAR XI JINPING (2012-)**

Les cinq années qui ont suivi le 17<sup>e</sup> Congrès furent très mouvementées, dans tous les sens du terme, et c'est justement la mise en place de lois, d'un système légal et d'un Gouvernement par la loi « socialistes », garantissant stabilité et flexibilité au Parti-État, qui lui ont permis de faire face aux diverses situations auxquelles il était confronté. La Chine a organisé les Jeux olympiques en 2008 et a considéré le choix de Beijing par le Comité international olympique comme un témoignage de la reconnaissance de son nouveau statut international de grande puissance, bien qu'elle continue à se poser comme un pays en voie de développement afin de se soustraire le plus longtemps possible aux responsabilités et contraintes de son nouveau statut. Or, rien qu'en 2008 par exemple, la Chine a fait face à des intempéries qui ont paralysé le système de transport ferroviaire et routier et les centres de plusieurs villes. De plus, ces intempéries ont fortement touché les populations migrantes<sup>42</sup>, aggravant d'autant les risques d'explosion sociale. À ces maux se sont ajoutés le tremblement de terre au Sichuan, où les immeubles certifiés antisismiques se sont effondrés, ainsi

---

<sup>42</sup> Souvent qualifiés de 'migrants' tout simplement.

que la crise du lait contaminé qui a rendu manifeste le non-respect des lois et des règlements à tous les échelons de la chaîne de production et de distribution. Deux crises qui ont révélé dans un cas comme dans l'autre l'étendue de la corruption en Chine. De plus, 2008 marquait aussi le cinquième anniversaire de l'insurrection du Tibet, dont l'échec avait contraint le Dalaï-Lama à l'exil. Les organisations tibétaines et protibétaines ont célébré l'évènement en s'en prenant aux représentations officielles chinoises à l'étranger. Au Tibet historique, manifestations, émeutes et immolations de moines se sont succédé, entraînant une forte réaction du Parti-État et une répression sévère. Mais le Parti-État est parvenu à stabiliser la situation avant l'ouverture des Jeux (Puel 2011, p. 463-475, *passim*).

Les Jeux olympiques de Beijing ont enregistré un record de visites officielles et de participation, et ce, alors que dans les mois qui ont précédé l'ouverture officielle des Jeux olympiques, des militants tibétains, protibétains et antichinois ont tenté de perturber le parcours international officiel de la flamme olympique et ont appelé au boycott des Jeux. Le statut de la Chine comme grande puissance économique et politique est donc doublement conforté (Puel 2011, p. 475-491, 499-505, *passim*). Or, au cours de la même année, toujours en 2008, les effets de la crise financière de l'année précédente ont commencé à être ressentis. Ils continueront à l'être au cours des années suivantes. Aussi, à l'instar des autres pays, la Chine doit adopter des plans de sauvetage avoisinant 700 milliards de dollars américains, et des mesures d'austérité (Moore 2008). Toutefois, comme dix ans auparavant, le « socialisme avec des caractéristiques chinoises » a mieux résisté que les économies libérales.

Malgré l'inflation et la baisse de la demande mondiale, la Chine est restée l'économie développée qui a connu la plus forte croissance avec un taux de plus de 10 %. Frôlant même les 15 %, elle est devenue le moteur de la relance globale (Puel 2011, p. 530-531). Deux ans plus tard, en 2010, le produit intérieur brut de la Chine a dépassé celui du Japon. Ainsi, elle est devenue la seconde puissance économique après les États-Unis. Pour les Chinois, il s'agit certainement d'une victoire symbolique, mais surtout d'une revanche. Car le Parti-État leur rappelle sans cesse la cruauté japonaise au cours des conflits passés, tout comme il dénonce inlassablement, en raison de la nature même présumée du Japon, la menace qu'il représente pour la paix mondiale et pour la Chine. Désormais, la Chine peut faire face au Japon si celui-ci commettait la faute de réveiller ses

démons (Wang et Wheatley 2010). Pourtant, après le Tibet, c'est au tour du Xinjiang de s'enflammer. Comme au Tibet, la répression y est sévère et dans ces deux régions périphériques la surveillance et le contrôle renforcés s'exercent plus fortement qu'ailleurs en République de Chine (Puel 2011, p. 534-548). Aux yeux du Parti-État, la stabilité a été préservée.

Au tournant des années 2010, il ne fait aucun doute que le commerce extérieur de la République populaire de Chine surpassera celui des États-Unis à brève échéance. À condition, bien évidemment, que les conditions qui assurent la croissance rapide soient maintenues. Or, les effets de la crise financière et des politiques d'austérité commencent à se faire ressentir mondialement. La demande globale diminue, entraînant en réaction une réduction de l'offre globale, les mesures d'austérité aggravant les effets sociaux de la crise. Touché par la crise, le monde arabo-musulman entre en ébullition. En réaction, les États adoptent des politiques autoritaires sans juguler la corruption. Le Printemps arabe, comme il est appelé depuis lors par analogie avec les Révolutions de 1848 – le Printemps des Peuples – ébranle les régimes. Les États s'effondrent sous l'effet des manifestations populaires (Tunisie) ; là révolution et contre-révolution se succèdent (Égypte) ; là les États survivent, mais uniquement en ayant recours à la force, la leur ou celle à laquelle ils ont fait appel (Bahreïn, Iran) ; là la répression conduit à la guerre civile, ce qui provoque des interventions militaires multinationales, et crée le terreau du terrorisme international (Libye, Syrie, Yémen). Quelle qu'en soit l'issue, les réformes politiques deviennent inévitables, même au sein des monarchies absolues (Arabie saoudite) (Dawisha 2013, p. 12-13).

Parce que les conditions sont désormais globalement similaires, le mouvement a rapidement essaimé au nord de la Méditerranée avec les *Indignés*, puis outre-Atlantique et finalement à l'échelle globale avec *Occupy*. Grâce à une coordination des actions à l'échelle globale, le mouvement connaît son apogée en 2011-2012, bien que le style de mobilisation, de lutte et les valeurs qu'il porte et promeut se réincarnent dans un éventail de mouvements sans cesse renouvelés depuis (Le Monde diplomatique 2012, p. 192-193). Même la Chine n'est pas immunisée contre cette poussée de revendications : en 2011, particulièrement au mois de mars, le mouvement tente en vain de s'implanter. Le Parti-État, comme à son habitude, réprime les quelques velléités qui s'expriment, mais rappelle aussi que la République populaire de Chine ne peut ni ne doit imiter les pays occidentaux (Jacob 2011).

La transition de la quatrième génération de leaders, celle symbolisée par Hu Jintao, à la cinquième génération incarnée par Xi Jinping est cruciale. Contrairement aux précédentes générations de leaders, la cinquième devra immédiatement se projeter non pas cinq mais bien dix années plus tard, donc en 2021. Car en 2021, le 20<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste célébrera son centenaire. Or, pour une Chine qui s'est toujours projetée dans la longue durée, et un Parti auquel Deng Xiaoping a imposé de penser à long terme, cette échéance de 2021, de même que celle du centième anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine en 2049, puis, vraisemblablement, du centenaire des Réformes et de l'ouverture en 2078, sont des échéances historiques et symboliques. Aussi, la première responsabilité de la cinquième génération de leaders est de faire en sorte que le Parti communiste qu'elle léguera à la sixième génération de leaders restera non seulement en phase avec la réalité de la Chine au seuil de son second siècle d'existence, mais plus encore, qu'il continuera à jouer pleinement son rôle d'avant-garde.

Le Parti communiste est convaincu que lui seul et aucune autre forme politique incarne les aspirations les plus profondes de la nation chinoise, et qu'il est le seul à pouvoir les réaliser. Mais, à défaut de continuer à les satisfaire à cette date symbolique, il craint de perdre la confiance des masses et en conséquence d'être renversé. À ses yeux, tout autre pouvoir, toute autre organisation du pouvoir est intenable en Chine. Un tel changement la replongerait dans le chaos qu'elle a connu au cours du siècle précédant la fondation de la République populaire de Chine, un désordre qui a justement donné naissance au Parti communiste pour y remédier. Voilà pourquoi le Parti-État est impitoyable envers toute opposition, réelle ou supposée. Dans ce contexte, le défi que doit affronter la cinquième génération de leaders est encore plus élevé que celui que devaient relever les deux générations précédentes : le Parti-État qu'elle léguera à la sixième génération de leaders non seulement devra être plus renforcé, mais la République populaire de Chine plus puissante que jamais. La République populaire de Chine est la puissance montante et la cinquième génération de leaders se doit d'assurer son ascension continue. De plus, elle doit en afficher les marques symboliques.

Le processus de passation des pouvoirs est rodé depuis celui de la transition de la deuxième génération, celle de Deng Xiaoping, à la troisième, celle de Jiang Zemin. Deng Xiaoping avait insisté pour que les leaders sélectionnent et forment des successeurs. Autrement dit, les passations de

pouvoir reposent sur le principe de la cooptation, ce qui assure continuité et stabilité, bien que selon la Constitution du Parti communiste la responsabilité d'élire les candidats aux plus hautes fonctions revienne au Congrès du Parti communiste. Or, une cassure s'est produite au sein même du Parti : Bo Xilai (1949-), Secrétaire du Parti communiste de la Ville de Chongqing, et étoile montante du Parti communiste, aspirant à la plus haute fonction, a tenté de perturber le dispositif de passation des pouvoirs en tentant de rallier à sa candidature en 2012 les délégués au Congrès du Parti communiste (Puel 2011, p. 651-653).

Bo Xilai est le fils Bo Yibo (1908-2007), l'un des Huit immortels, compagnon d'armes de Mao Zedong, et acteur central de la deuxième génération de leader. Bo Xilai est donc un 'Prince rouge' au même titre que Xi Jinping (1953-), le successeur présumé pour ne pas dire désigné de Hu Jintao. Il va faire de Chongqing sa plateforme politique : il met en place les conditions d'un développement économique et d'une croissance rapide ; il mène une lutte impitoyable contre la corruption et la criminalité, souvent en violation du droit ; il remet au goût du jour les symboles maoïstes dans le cadre d'un 'patriotisme rouge' ; il promeut une politique plus égalitaire sans sacrifier à la croissance ; et instaure un régime quasi policier dans un souci de maintien de la stabilité. Sa popularité croissant, il était devenu une menace réelle en parvenant à fissurer l'unité du Parti communiste. Soudainement démis de ses fonctions, son ascension prend fin abruptement en mars 2012, huit mois avant la tenue du Congrès du Parti communiste. Les médias officiels ont révélé des affaires compromettantes de corruption à son sujet, et même un soupçon de meurtre (Puel 2011, p. 651-658, *passim*). Il a été expulsé du Parti avant d'être condamné à la prison à perpétuité. La transition des pouvoirs d'une génération à l'autre se fera selon les procédures formelles et nulle interférence ne viendra la troubler, bien que la population ne puisse plus douter de la réalité et de l'ampleur de la corruption qui mine le Parti-État de bas en haut.

#### **5.4.1 – Le 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de novembre 2012**

C'est dans ce contexte tendu que le 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste s'est tenu et qu'il a révisé le Programme du Parti communiste. Et pourtant, seules deux références ont été ajoutée au 16<sup>e</sup> paragraphe, le 15<sup>e</sup> dans le Programme général de 2007. Tout d'abord, une au système légal, « Falu Tixi (法律体系) », suivie dans la même phrase par l'impératif de « soumettre toutes les tâches

de l'État au Gouvernement par la loi (Shixian Guojia Ge Xiang Gongzuo Fazhihua 实现国家各项工作法治化) », qui témoigne clairement de la distinction entre Fazhi (法治), Gouvernement par la loi, et Fazhi (法制), système légal:

Le Parti communiste chinois guide le peuple dans le développement de la démocratie socialiste. Il renforce l'unité organique du leadership du Parti, de l'exercice par le peuple de son droit souverain et du gouvernement du pays selon la loi, et poursuit la voie du développement politique sous le socialisme avec des caractéristiques chinoises, élargit la démocratie socialiste, construit le système légal socialiste, édifie un pays soumis au Gouvernement par la loi socialiste, consolide la dictature démocratique du peuple, construit une civilisation politique socialiste. Il maintient et améliore le système des assemblées populaires, le système de coopération pluripartite et de consultation politique placé sous sa direction, et le système d'autonomie des régions ethniques ainsi que des organisations de masse à la base. Il développe une démocratie populaire plus extensive, plus complète, plus parfaite, assure au peuple le droit d'administrer les affaires de l'État et de la société, ainsi que de gérer les affaires économiques et culturelles. Il respecte et garantit les Droits de l'Homme. Il encourage la libre expression des opinions. Il met en place des systèmes et des processus robustes d'élection, de prise de décision, d'administration et de contrôle démocratiques. Il améliore le système légal socialiste avec des caractéristiques chinoises, renforce la législation et le travail d'application de la loi, et achève la soumission de toutes les tâches de l'État au Gouvernement par la loi<sup>43</sup>.

Dans le contexte de l'affaire Bo Xilai, il est surprenant que le Programme général du Parti communiste révisé au 18<sup>e</sup> Congrès ne reflète pas avec plus de fidélité les enjeux de la situation. En fait, c'est ailleurs qu'il faut chercher : la quatrième génération de leaders, par la voix de Hu Jintao, a légué dans son rapport au 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de novembre 2012 un ensemble d'instructions à ses successeurs qu'ils doivent impérativement exécuter d'ici le 20<sup>e</sup> Congrès de 2021.

---

<sup>43</sup> « 中国共产党领导人民发展社会主义民主政治。坚持党的领导、人民当家作主、依法治国有机关统一，走中国特色社会主义政治发展道路，扩大社会主义民主，健全社会主义法制，建设社会主义法治国家，巩固人民民主专政，建设社会主义政治文明。坚持和完善人民代表大会制度、中国共产党领导的多党合作和政治协商制度、民族区域自治制度以及基层群众自治制度。发展更加广泛，更加充分，更加健全的人民民主，切实保障人民管理国家事务和社会事务、管理经济和文化事业的权利。尊重和保障人权。广开言路，建立健全民主选举、民主决策、民主管理、民主监督的制度和程序。完善中国特色社会主义法律体系，加强国家立法和法律实施工作，实现国家各项工作法治化。» Souligné par nous, <[http://guoqing.china.com.cn/zwxx/2012-11/22/content\\_27194517.htm](http://guoqing.china.com.cn/zwxx/2012-11/22/content_27194517.htm)> (5 avril 2017).

Le Rapport présenté par Hu Jintao (2012) au nom de la quatrième génération de leaders définit le socialisme tel qu'il est en pratique après les dix années durant lesquelles elle a exercé le pouvoir :

Le système socialiste avec des caractéristiques chinoises inclut : le système politique fondamental – le système des congrès populaires – ; les systèmes politiques de base – le système de coopération multipartite et de consultation politique sous le leadership du Parti communiste –, le système de l'autonomie régionale ethnique ; et le système d'autonomie gouvernementale de la base ; le système socialiste des lois avec des caractéristiques chinoises ; le système économique de base reposant sur la propriété publique et les entités économiques reposant sur différentes formes de propriété se développent ensemble ; ainsi que les institutions économiques, politiques, culturelles et sociales qui reposent sur ces systèmes (HU JINTAO 2012)<sup>44</sup>.

À la lecture de cette définition, nous retrouvons tous les éléments qui caractérisent le socialisme avec des caractéristiques chinoises depuis Deng Xiaoping. À une différence près : « le système socialiste des lois avec des caractéristiques chinoises » est désormais un des piliers du socialisme chinois. Hu Jintao rappelle aussi les huit conditions de base que doit inlassablement respecter le Parti communiste dans la « phase actuelle de développement ». Le renforcement du Gouvernement par la loi ouvre la liste :

1) « [Maintenir] la position principale du peuple. [Garantir] que le peuple est le maître du pays et [que] le Gouvernement par la loi est le principe fondamental au moyen duquel le Parti guide le peuple dans l'exercice du gouvernement du pays. [Mobiliser] et organiser le plus grand nombre de personnes possibles afin de gérer les affaires de l'État et de la société, ainsi que l'économie et les programmes culturels en accord avec la loi et qu'ils se dévouent d'eux-mêmes à la modernisation socialiste, et à mieux [protéger] les droits et intérêts du peuple et garantir que le peuple choisisse son propre avenir ».

2) « [Poursuivre] la libération et le développement des forces productives. Il s'agit de la tâche fondamentale du socialisme avec des caractéristiques chinoises. [...] Le développement économique et la poursuite du développement d'une manière scientifique constituent la tâche centrale dans la poursuite globale du progrès économique, politique, culturel, social et écologique, et pour réaliser d'une manière

---

<sup>44</sup> « [...] 中国特色社会主义制度，就是人民代表大会制度的根本政治制度，中国共产党领导的多党合作和政治协商制度、民族区域自治制度以及基层群众自治制度等基本政治制度，中国特色社会主义法律体系，公有制为主体、多种所有制经济共同发展的基本经济制度，以及建立在这些制度基础上的经济体制、政治体制、文化体制、社会体制等各项具体制度。 »



scientifique un développement qui donne la priorité au peuple et qui soit global, équilibré et durable. »

3) « [Poursuivre] les réformes et l'ouverture. Les réformes et l'ouverture sont la condition de base de l'adhésion au socialisme et du développement du socialisme avec des caractéristiques chinoises. [Appliquer] l'esprit des réformes et d'innovation qui doit primer dans tous les aspects de la gouvernance, faire progresser l'économie de marché socialiste, adhérer à la politique fondamentale de l'ouverture au monde extérieur, continuer d'innover sur les questions théoriques, des institutions, de la science et de la technologie, de la culture et des autres domaines, et constamment faire la promotion de l'autoperfectionnement et du développement autonome du socialisme avec des caractéristiques chinoises »

4) « [Préserver] l'équité sociale et la justice. L'équité et la justice sont des conditions inhérentes au socialisme avec des caractéristiques chinoises. [...] S'appuyer sur les efforts concertés du peuple chinois et fondés sur le développement économique et social, redoubler d'efforts pour développer les institutions qui sont vitales à l'équité sociale et à la justice ; fonder à terme un système pour garantir l'équité au sein de la société avec pour certaines de ses caractéristiques : l'égalité des droits, des chances, et des règles équitables pour tous ; et développer un environnement social équitable et garantir le droit de tous de participer à la gouvernance et au développement ».

5) « [Rechercher] activement la prospérité commune. Il s'agit du principe fondamental du socialisme avec des caractéristiques chinoises. [Adhérer] au système économique socialiste et au système de distribution socialiste de base. [Ajuster] la répartition nationale des revenus, resserrer sa réglementation au moyen d'une distribution secondaire, et travailler dur pour réduire les inégalités de revenu afin que le peuple puisse profiter plus équitablement du développement et progresser vers la prospérité commune ».

6) « [Promouvoir] l'harmonie sociale. L'harmonie sociale est une caractéristique inhérente du socialisme avec des caractéristiques chinoises. Donner priorité à la garantie et à l'amélioration du bien-être du peuple, renforcer et mener la gestion sociale d'une manière innovante, trouver un équilibre entre les réformes, le développement et la stabilité, rallier toutes les forces qui peuvent être ralliées, maximiser les facteurs favorisant l'harmonie et accroître la vitalité créative de la société. [S'assurer] que le peuple trouve satisfaction dans sa vie et son travail, que la société soit stable et ordonnée, et que le pays jouisse d'une paix et d'une stabilité durable. »

7) « [Poursuivre] un développement pacifique. Le développement pacifique est le choix le plus sûr pour le socialisme avec des caractéristiques chinoises. [Poursuivre] le développement par l'ouverture et la coopération afin que tous en bénéficient. [Se développer] soi-même en garantissant un environnement international pacifié et promouvoir la paix mondiale par notre propre développement. [Développer] les intérêts communs partagés avec d'autres et travailler à la construction d'un monde harmonieux de paix durable et de prospérité commune. »

8) « [Soutenir] le leadership du Parti. Le Parti communiste chinois est le noyau dirigeant du socialisme avec des caractéristiques chinoises. [Appliquer] le principe selon lequel le Parti a été fondé pour le bien public et qu'il exerce le pouvoir d'État pour le peuple, renforcer et améliorer le leadership du Parti et garantir que le Parti joue le rôle du noyau dirigeant dans l'exercice du leadership global et la coordination des efforts de tous. [Maintenir] la nature avancée et la pureté du Parti, renforcer sa créativité, sa cohésion et ses habiletés, et renforcer sa capacité de gouverner d'une manière scientifique et démocratique et selon la loi (HU JINTAO, 2012)<sup>45</sup>. »

Ainsi, dans cette nouvelle phase historique, « gouverner selon la loi », « Yifa Zhiguo (依法治国) » est tout aussi important que 1) « la poursuite de la libération et du développement des forces productives », « Bixu Jianchi Jiefang he Fazhan Shehui Shengchanli (必须坚持解放和发展社会生产力

---

<sup>45</sup> « 必须坚持人民主体地位。中国特色社会主义是亿万人民自己的事业。要发挥人民主人翁精神，坚持依法治国这个党领导人民治理国家的基本方略，最广泛地动员和组织人民依法管理国家事务和社会事务、管理经济和文化事业、积极投身社会主义现代化建设，更好保障人民权益，更好保证人民当家作主。

必须坚持解放和发展社会生产力。解放和发展社会生产力是中国特色社会主义的根本任务。要坚持以经济建设为中心，以科学发展为主题，全面推进经济建设、政治建设、文化建设、社会建设、生态文明建设，实现以人为本、全面协调可持续发展的科学发展。

必须坚持推进改革开放。改革开放是坚持和发展中国特色社会主义的必由之路。要始终把改革创新精神贯彻到治国理政各个环节，坚持社会主义市场经济的改革方向，坚持对外开放的基本国策，不断推进理论创新、制度创新、科技创新、文化创新以及其他各方面创新，不断推进我国社会主义制度自我完善和发展。

必须坚持维护社会公平正义。公平正义是中国特色社会主义的内在要求。要在全体人民共同奋斗、经济社会发展的基础上，加紧建设对保障社会公平正义具有重大作用的制度，逐步建立以权利公平、机会公平、规则公平为主要内容的社会公平保障体系，努力营造公平的社会环境，保证人民平等参与、平等发展权利。

必须坚持走共同富裕道路。共同富裕是中国特色社会主义的根本原则。要坚持社会主义基本经济制度和分配制度，调整国民收入分配格局，加大再分配调节力度，着力解决收入分配差距较大问题，使发展成果更多更公平惠及全体人民，朝着共同富裕方向稳步前进。

必须坚持促进社会和谐。社会和谐是中国特色社会主义的本质属性。要把保障和改善民生放在更加突出的位置，加强和创新社会管理，正确处理改革发展稳定关系，团结一切可以团结的力量，最大限度增加和谐因素，增强社会创造活力，确保人民安居乐业、社会安定有序、国家长治久安。

必须坚持和平发展。和平发展是中国特色社会主义的必然选择。要坚持开放的发展、合作的发展、共赢的发展，通过争取和平国际环境发展自己，又以自身发展维护促进世界和平，扩大同各方利益汇合点，推动建设持久和平、共同繁荣的和谐世界。

必须坚持党的领导。中国共产党是中国特色社会主义事业的领导核心。要坚持立党为公、执政为民，加强和改善党的领导，坚持党总揽全局、协调各方的领导核心作用，保持党的先进性和纯洁性，增强党的创造力、凝聚力、战斗力，提高党科学执政、民主执政、依法执政水平。»

) », 2) « Poursuivre les réformes et l'ouverture », « Bixu Jianchi Tuijin Gaige Kaifang (必须坚持推进改革开放) », 3) « Préserver l'équité sociale et la justice », « Bixu Jianchi Weihu Shehui Gongpin Zhengyi (必须坚持维护社会公平正义) », 4) « Rechercher la prospérité commune », « Bixu Jianchi Zou Gongong Furong Daolu (必须坚持走共同富裕道路) », 5) « Poursuivre un développement pacifique », « Bixu Jianchi Heping Fazhan (必须坚持和平发展) », et 6) « Soutenir le leadership du Parti », « Bixu Jianchi Dang de Lingdao (必须坚持党的领导) », toutes des tâches déjà imposées par Deng Xiaoping ; ainsi, que 7) « Promouvoir l'harmonie sociale », « Bixu Jianchi Cujin Shehui Hexie (必须坚持促进社会和谐) », laquelle a été imposée par Hu Jintao. Notons au passage que l'expression « Bixu Jianchi (必须坚持) » est celle utilisée dans le cadre des Quatre vertus cardinales. Nous pouvons déduire que ces huit conditions de base sont aussi importantes pour le Parti comme corps collectif que le sont les Quatre vertus cardinales pour les membres individuels et la population en générale.

Dans les premières lignes du rapport, Hu Jintao a rappelé, comme le veut un tel exercice, les succès domestiques et internationaux du Parti communiste au cours des dix années d'exercice de son mandat : 1) croissance, développement, urbanisation ; 2) réformes économiques, protection de l'environnement ; 3) amélioration des conditions de vie ; 4) réformes politiques, renforcement de la « démocratie », développement du « système légal », amélioration du système des congrès et des organisations de masses ; 5) développement et promotion de la « culture » ; 6) développement et amélioration des services publics, de l'éducation obligatoire et gratuite, du système de santé, de sécurité sociale, du système de retraite ; 7) renforcement et développement des forces armées et de la défense ; 8) intégration poussée de Hong Kong et Macao, amélioration des relations avec Taiwan ; 9) renforcement de la position de la Chine et réforme du système international afin de mieux refléter cette position ; 10) développement et renforcement du Parti communiste. Hu Jintao souligne tout particulièrement l'importance du « Kexue Fazhan Guan (科学发展观) », « le concept de développement scientifique », qu'il place sur le même plan que la Pensée de Mao Zedong, la Théorie de Deng Xiaoping, les Trois Représentations de Jiang Zemin ou, du moins, le présente comme leur aboutissement théorique « juste » dans la phase historique qui vient de s'achever, parce que les réussites auxquelles a conduit le « concept de développement scientifique » a apportées respectent et renforcent les huit conditions de base énumérées par Hu Jintao.

Pour toutes ces raisons, la quatrième génération de leaders est convaincue que sous son leadership, la Chine a plus que jamais progressé vers l'objectif à atteindre : faire de la Chine une « société modérément prospère ». C'est pourquoi elle assigne à la cinquième génération la tâche « [d']achever l'édification d'une société modérément prospère dans tous les domaines d'ici 2020 »<sup>46</sup>. Deng Xiaoping avait fixé comme date butoir pour atteindre le niveau de développement d'une telle société le milieu du 21<sup>e</sup> siècle, soit le centenaire de la fondation de la République populaire de Chine. Sous le leadership de la quatrième génération de leaders incarnée par Hu Jintao, le Parti-État, et par extension la Chine, ont une plus grande confiance en leurs capacités qu'ils ne l'avaient lorsque Deng Xiaoping avait pour la première fois fixé l'objectif « [d'] une société modérément prospère ».

#### 5.4.2 – Le « Rêve chinois » : entre grandeur future et passé immémorial

Cet objectif, « édifier une société modérément prospère d'ici 2020 », constituera le premier volet d'une des composantes clés du programme de la sixième génération de leaders représentée par Xi Jinping : le « Rêve chinois », « Zhongguo Meng (中国梦) », le second volet étant de faire de la Chine « un pays socialiste moderne, prospère, fort, démocratique, culturellement avancé et harmonieux d'ici 2049 », c'est-à-dire pour le centenaire de la fondation de la République populaire de Chine. Cette dernière étape marquerait alors le point final de la « grande régénération de la nation chinoise » (XI JINPING, [2012] 2015, p. 35-37)<sup>47</sup>.

---

<sup>46</sup> « 综观国际国内大势，我国发展仍处于可以大有作为的重要战略机遇期。我们要准确判断重要战略机遇期内涵和条件的变化，全面把握机遇，沉着应对挑战，赢得主动，赢得优势，赢得未来，确保到二〇二〇年实现全面建成小康社会宏伟目标。」

« Zongguan Guoji guno Dashi, Wo Guo Fazhan Reng chuyu Keyi Dayouzuowei de Zhongyao Zhanlue Jiyu qi. Women Yao Zhunque Panduan Zhongyao Zhanlue Jiyu Qi Neihan he Tiaojian de Bianhua, Quanmian Bawo Jiyu, Chenzhuo Yingdui Tiaozhan, Yingde Zhudong, Yingde Youshi, Yingde Weilai, Quebao dao Er〇Er〇 Nian Shixian Quanmian Jiancheng Xiaokang Shehui Hongwei Mubiao. »

<sup>47</sup> « 我坚信，到中国共产党成立100年全面建成小康社会的目标一定能实现，到新中国成立100年是建成富强民主文明和谐的社会主义现代化国家的目标一定能实现，中华民族伟大复兴的梦想一定能实现。 »

Que peuvent bien signifier les expressions « société modérément prospère », « un pays socialiste moderne, prospère, fort, démocratique, culturellement avancé et harmonieux », « grande régénération de la nation chinoise » et, bien entendu, « le Rêve chinois » ?

Il ne fait aucun doute que les expressions « un pays socialiste moderne, prospère, fort, démocratique, culturellement avancé et harmonieux », « grande régénération de la nation chinoise », et « le Rêve chinois » sont synonymes dans l'esprit de la cinquième et, probablement, des quatrième et troisième générations de leaders qui exercent toujours une influence considérable. Néanmoins, établir l'équivalence entre ces termes n'éclaire pas leur signification. Il n'est pas possible de rapprocher la notion de « Rêve chinois » de celle de « Rêve américain ». Mais alors que le « Rêve américain » implique l'idée d'une ascension individuelle par des efforts personnels et volontaires, le « Rêve chinois », par opposition, semble plutôt impliquer l'ascension de l'État-nation chinois par les efforts collectifs de la nation chinoise, efforts collectifs assimilés à un devoir.

En d'autres termes, le « Rêve chinois » vise à rehausser le statut de la Chine. Pourtant le concept de la « grande régénération de la nation chinoise » semble référer à quelque chose de plus impérieux encore qu'un simple rehaussement de statut. Ainsi, que peut signifier faire de la Chine une « société modérément prospère » d'ici à 2020 alors qu'elle est déjà en 2013, à l'échelle globale, la première puissance commerciale, la seconde économie et la troisième puissance militaire ? Bien qu'elle continue à se désigner comme une « société en développement », voire une « société arriérée », la Chine est la seconde puissance mondiale, juste derrière les États-Unis tous domaines confondus. Mais ce classement est trompeur et le Parti-État en est conscient : depuis la fin de la Guerre froide, les États-Unis, malgré une amorce de déclin, restent la seule hyperpuissance.

Et ce monde unipolaire dominé par les États-Unis ainsi que le système international libéral et démocratique qu'ils incarnent et qu'ils ont imposé et garantissent, pèsent plus que tout dans l'esprit des dirigeants chinois. En d'autres termes, ils représentent une menace permanente pour le régime du Parti-État. Et la seule façon de la contenir est de l'égaliser. Pour un Parti communiste, fortement nationaliste, qui guide et, après le centième anniversaire de sa fondation, entend continuer à

éclairer la deuxième puissance mondiale en marquant les esprits par un coup d'éclat, ne peut que viser l'objectif d'égaliser les États-Unis. C'est-à-dire de recréer un monde bipolaire.

Alors comment comprendre l'objectif de la « grande régénération de la nation chinoise » qui marquerait la réalisation définitive du « Rêve chinois »? Xi Jinping affirme qu'il s'agirait d'un rêve caressé et activement poursuivi par la nation chinoise depuis « plus de 170 ans », depuis les Guerres de l'Opium (XI JINPING, [2012] 2015, p. 35-37)<sup>48</sup>. Avant les Guerres de l'Opium, la Chine était la première puissance mondiale, du moins l'a-t-elle toujours cru. La défaite face aux barbares, puis les traités inégaux à l'avantage de ces mêmes barbares, sans qu'il ne semble possible de les acculturer, ont provoqué une humiliation nationale aussi soudaine que profonde. Elle a été suivie par d'autres, toujours plus nombreuses et toujours plus cuisantes tout au long du siècle suivant<sup>49</sup>. La seule façon de les laver et de prévenir leur répétition consiste à redevenir la puissance dominante. C'est-à-dire celle qui par sa présence seule tient toutes les autres en respect, comme le prônaient la majorité des écoles de pensée politique chinoises<sup>50</sup>.

Le centenaire de la fondation de la République populaire de Chine marquera aussi le bicentenaire des Guerres de l'Opium. Le Parti communiste estime que pour célébrer ce bicentenaire et le centenaire de la fondation de la « Nouvelle Chine », il doit parvenir à hausser durablement la Chine au rang de seule superpuissance. Il aura alors accompli sa mission historique de conduire à leur faite les attentes de la Nation chinoise, dont il est l'avant-garde. En retour, il s'attendra au respect et à une loyauté pleine et entière de la population chinoise. Toutefois, l'enjeu va au-delà de l'adhésion du peuple aux idéaux et au mode de gouvernance du Parti. Les retombées sur l'ensemble de la société et de la population, sans parler des effets sur le Parti communiste, que provoquerait l'accession au statut de seule superpuissance de la Chine est difficile à imaginer pour quiconque n'est pas familier avec l'histoire et la pensée chinoises. Car, pour la psyché chinoise, la boucle sera

---

<sup>48</sup> « 经过鸦片战争以来 170 多年的持续奋斗，中华民族伟大复兴展现出光明的前景。 »

« Jingguo Yopian Zhanzheng Yilai 170 Duonian de Chixu Fendou, Zhonghua Minzu Weida Fuxing Zhanxian Chu Guangming de Qianying ».

<sup>49</sup> Voir le chapitre 2 pour une présentation détaillée.

<sup>50</sup> Voir les chapitres 3 et 4 pour une analyse détaillée de cette question.

alors bouclée, et l'ordre du monde, inversé pendant près de deux siècles depuis les Guerres de l'Opium, enfin restauré<sup>51</sup>. Par contre, si le Parti communiste échoue, non seulement le peuple lui retirera sa confiance et doutera de sa capacité de rester à l'avant-garde. De plus, en conséquence, le Parti lui-même se remettra en cause.

#### **5.4.3 – Le « Fazhi Gaige Guan (法治改革观) » : condition idéologique et pratique de la réalisation du « Rêve chinois »**

Mais comment atteindre un tel objectif en un laps de temps si court ? Là encore, le Rapport présenté par Hu Jintao (2012) au nom de la quatrième génération de leaders est explicite : approfondir les réformes de manière globale. La cinquième génération de leaders incarnée par Xi Jinping devra :

1) « Accélérer l'amélioration de l'économie socialiste de marché et changer le modèle de croissance » en :

- « Approfondissant les réformes économiques structurelles de manière globale »
- « Mettant en place une stratégie de développement guidée par l'innovation »
- « Effectuant l'ajustement stratégique de la structure économique »
- « Intégrant les développements urbains et ruraux »
- « Promouvant l'amélioration globale de l'économie ouverte de la Chine »

2) « Poursuivre la voie socialiste du progrès politique avec des caractéristiques chinoises et promouvoir la réforme de la structure politique » en :

- « Soutenant et garantissant l'exercice du pouvoir d'État par le peuple au moyen des congrès populaires »
- « Améliorant le système socialiste de la démocratie consultative »
- « Améliorant la démocratie de base »
- « Promouvant une gouvernance globale du pays fondée sur la loi »
- « Approfondissant la réforme du système administratif »
- « Améliorant les mécanismes de contrôle et de surveillance de l'exercice du pouvoir »
- « Consolidant et développant de la manière la plus large possible le front uni patriotique »

3) « Développer une culture socialiste forte en Chine » en :

- « Renforçant les valeurs socialistes fondamentales »

---

<sup>51</sup> Voir le chapitre 3 pour une discussion détaillée du temps historique chinois.

- « Améliorant de manière globale la moralité civique »
- « Enrichissant la vie intellectuelle et culturelle du peuple »
- « Améliorant de manière globale la force et la compétitivité internationale de la culture chinoise »

4) « Renforcer le développement social par l'amélioration du bien-être du peuple et [en] innovant sur les questions de management » en :

- « Travaillant fort pour gérer le système d'éducation à la satisfaction du peuple »
- « Faisant un meilleur travail de création d'emplois de qualité »
- « Faisant tous les efforts pour bonifier les revenus individuels »
- « Promouvant le développement coordonné du système de sécurité social dans les zones urbaines et rurales »
- « Améliorant la santé du peuple »
- « Renforçant et innovant sur les questions de gestion sociale »

5) « Faire de grands efforts pour promouvoir le progrès écologique » en :

- « Améliorant le développement de l'espace géographique chinois »
- « Promouvant de manière globale la conservation des ressources »
- « Intensifiant la protection de l'écosystème et de l'environnement »
- « Améliorant la construction de systèmes promouvant le progrès écologique »

6) « Accélérer la modernisation de la défense nationale et des forces armées »

7) « Enrichir la pratique de 'Un pays, Deux systèmes' et faire progresser la réunification de la chine »

8) « Continuer de promouvoir la noble cause de la paix et du développement de l'humanité »

9) « Rendre l'édification du Parti plus scientifique » en :

- « Restant ferme dans notre idéal et notre conviction et [en] restant fidèle à la foi des Communistes »
- « Donnant la priorité au peuple, [en] exerçant la gouvernance pour le peuple et en maintenant des liens étroits avec lui »
- « Promouvant vigoureusement la démocratie interne et [en] améliorant la vitalité créative du Parti »
- « Approfondissant la réforme du système de gestion des officiels et du personnel et [en] construisant un corps d'officiels de premier plan compétents pour la gouvernance »
- « Adhérant au principe selon lequel le Parti exerce le leadership sur la gestion du personnel et attire les individus exceptionnels de toutes les sphères de la société pour servir la cause du Parti et du pays »
- « Promouvant l'édification du Parti à la base de manière innovante et consolidant la fondation organisationnelle de l'exercice de la gouvernance par le Parti »



- « Combattant sans relâche la corruption et [en] préservant l'intégrité des Communistes »
- « Appliquant la discipline de manière stricte et [en] soutenant volontairement le leadership centralisé du Parti »<sup>52</sup>

---

<sup>52</sup> « 1) 加快完善社会主义市场经济体制和加快转变经济发展方式

全面深化经济体制改革。  
 实施创新驱动发展战略。  
 推进经济结构战略性调整  
 推动城乡发展一体化。  
 全面提高开放型经济水平。

**2) 坚持走中国特色社会主义政治发展道路和推进政治体制改革**

支持和保证人民通过人民代表大会行使国家权力。  
 健全社会主义协商民主制度。  
 完善基层民主制度。  
 全面推进依法治国。  
 深化行政体制改革。  
 健全权力运行制约和监督体系。  
 巩固和发展最广泛的爱国统一战线。

**3) 扎实推进社会主义文化强国建设**

加强社会主义核心价值体系建设。  
 全面提高公民道德素质。  
 丰富人民精神文化生活。  
 增强文化整体实力和竞争力。

**4) 在改善民生和创新管理中加强社会建设**

努力办好人民满意的教育。  
 推动实现更高质量的就业。  
 千方百计增加居民收入。  
 统筹推进城乡社会保障体系建设。  
 提高人民健康水平。  
 加强和创新社会管理。

**5) 大力推进生态文明建设**

优化国土空间开发格局。  
 全面促进资源节约。

Pour le rappeler, « Approfondir de manière globale les réformes dans un certain nombre de domaines » sera justement une des premières résolutions adoptées par le Comité central dirigé par Xi Jinping, nouvellement élu, avant même la clôture du 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste<sup>53</sup>. Pour Hu Jintao, la Chine ne pourra devenir une « société modérément prospère » qu'à la condition que toutes ces réformes soient menées de front et avec succès. Parmi ces réformes, celle de la structure politique, et Hu Jintao est on ne peut plus clair à ce sujet : elle repose, entre autres, sur « la promotion d'une gouvernance globale du pays fondée sur la loi », « Quanmian Tuijin Yifa Zhiguo (全面推进依法治国) ». Mais ce n'est qu'un objectif secondaire. Comment alors expliquer l'importance nouvelle accordée au « Fazhi (法治) » depuis le 18<sup>e</sup> Congrès ?

---

加大自然生态系统和环境保护力度。  
加强生态文明制度建设。

#### 6) 加快推进国防和军队现代化

#### 7) 丰富 “一国两制” 实践和推进祖国统一

#### 8) 继续促进人类和平与发展的崇高事业

#### 9) 全面提高党的建设科学化水平

坚定理想信念，坚守共产党人精神追求。  
坚持以人为本、执政为民，始终保持党同人民群众的血肉联系。  
积极发展党内民主，增强党的创造活力。  
深化干部人事制度改革，建设高素质执政骨干队伍。  
坚持党管人才原则，把各方面优秀人才集聚到党和国家事业中来。  
创新基层党建工作，夯实党执政的组织基础。  
坚定不移反对腐败，永葆共产党人清正廉洁的政治本色。  
严明党的纪律，自觉维护党的集中统一。»

<sup>53</sup> « Résolution du Comité central du Parti communiste chinois sur certains enjeux de l'approfondissement global des réformes » (« Zhonggong Zhongyang Guanyu Quanmian Shenhua Gaige Ruogan Zhongda Wenti De Jueding, 中共中央关于全面深化改革若干重大问题的决定 ») mentionné in ZHANG WENXIAN, 2014, « Quanmian Tuijin Fazhi Gaige, Jiakuai Fazhi Zhongguo Jianshe – Shi Ba Jie San Quanhuizhong Jingshen De Fazhi Jiedu », zai « Fazhi yu Shehui Fazhan (Shuangyue Kan) », 2014 Nian Di 1 Qi (Zongdi 115 Qi).

À nouveau, la réponse est contenue dans le rapport présenté par Hu Jintao. Les conditions de succès de chacun de ces sous-objectifs sont précisées de manière succincte, mais directe. Et les références à la loi, aux règlements ainsi qu'au système légal et judiciaire y sont nombreuses :

1) Pour « approfondir les réformes économiques structurelles de manière globale » :

« [...] encourager, soutenir et guider sans relâche le développement du secteur non public, et garantir que les entités économiques, quelle que soit leur forme de propriété, aient un accès égal aux facteurs de production en respectant la loi, [qu'elles] se concurrencent les unes les autres selon des règles équitables et soient protégées en vertu de la loi<sup>54</sup>.

2) Pour « poursuivre la voie socialiste du progrès politique avec des caractéristiques chinoises et promouvoir la réforme de la structure politique » :

« [...] garantir l'unité du leadership du Parti, la position du peuple comme maître du pays et une gouvernance fondée sur la loi. Afin de garantir la position fondamentale du peuple comme maître du pays et afin d'atteindre l'objectif d'accroître la vitalité du Parti et du pays et de garder le peuple pleinement motivé, [...] la démocratie socialiste doit être élargie, l'édification d'un pays socialiste, fondée sur le Gouvernement par la loi, accélérée, et [...] le progrès politique socialiste promu. [...] Une plus grande place doit être laissée au Gouvernement par la loi dans la gouvernance du pays et la gestion sociale, [...] l'unité, l'inviolabilité et l'autorité du système légal du pays doivent être défendues, et [...] que les droits les plus larges du peuple soient garantis tels que le prescrit la loi<sup>55</sup>. »

---

<sup>54</sup> « 全面深化经济体制改革。深化改革是加快转变经济发展方式的关键。经济体制改革的核心问题是处理好政府和市场的关系，必须更加尊重市场规律，更好发挥政府作用。要毫不动摇巩固和发展公有制经济，推行公有制多种实现形式，深化国有企业改革，完善各类国有资产管理体制，推动国有资本更多投向关系国家安全和国民经济命脉的重要行业和关键领域，不断增强国有经济活力、控制力、影响力。毫不动摇鼓励、支持、引导非公有制经济发展，保证各种所有制经济依法平等使用生产要素、公平参与市场竞争、同等受到法律保护。健全现代市场体系，加强宏观调控目标和政策手段机制化建设。加快改革财税体制，健全中央和地方财力与事权相匹配的体制，完善促进基本公共服务均等化和主体功能区建设的公共财政体系，构建地方税体系，形成有利于结构优化、社会公平的税收制度。建立公共资源出让收益合理共享机制。深化金融体制改革，健全促进宏观经济稳定、支持实体经济发展的现代金融体系，加快发展多层次资本市场，稳步推进利率和汇率市场化改革，逐步实现人民币资本项目可兑换。加快发展民营金融机构。完善金融监管，推进金融创新，提高银行、证券、保险等行业竞争力，维护金融稳定。»

<sup>55</sup> « 坚持走中国特色社会主义政治发展道路和推进政治体制改革

政治体制改革是我国全面改革的重要组成部分。必须继续积极稳妥推进政治体制改革，发展更加广泛、更加充分、更加健全的人民民主。必须坚持党的领导、人民当家作主、依法治国有机统一，以保证人民当家作主为根本，以增强党和国家活力、调动人民积极性为目标，扩大社会主义民主，加快建设社会主义法治国家，发展社会主义政治文明。要更加注重改进党的领导方式和执政方式，保证党领导人民有效治理国家；更加注重健全民主制度、丰富民主形式，保证人民依法实行民主选举、民

3) Pour « soutenir et garantir l'exercice du pouvoir d'État par le peuple au moyen des congrès populaires » :

« [faire] bon usage des procédures légales afin de faire des propositions du Parti la volonté de l'État. [...] Les congrès populaires et leurs comités permanents doivent être soutenus afin qu'ils accomplissent pleinement leur rôle d'organes du pouvoir d'État dans l'exercice des pouvoirs législatifs, de contrôle, d'adoption des politiques, et de promotion et de renvoi du personnel, dans l'exercice de leur travail d'organisation et de coordination du travail législatif, dans l'intensification de leur contrôle des gouvernements, cours et parquets populaires, et dans le resserrement de leur examen et contrôle des budgets et des comptes définitifs dans le respect de la loi. [...] Établir au sein des congrès populaires une organisation de contact avec les députés, perfectionner le système de contact entre les députés et les masses. Perfectionner le système d'organisation des organes de la puissance publique, optimiser le savoir-faire et la structure d'âge des membres du Comité permanent et des Comités spéciaux, hausser la proportion des membres permanents des comités, renforcer leur capacité à exercer leurs responsabilités selon la loi<sup>56</sup>. »

4) Pour « promouvoir une gouvernance globale du pays fondée sur la loi » :

« Le Gouvernement par la loi est la condition de base pour gouverner le pays. [...] Les lois doivent être élaborées de manière scientifique, être strictement imposées, la justice doit être rendue avec impartialité, et que le respect de la loi soit garanti. [...] Tous doivent être égaux devant la loi et les lois doivent être strictement respectées et ceux qui les violent poursuivis. [...] Le système des lois socialistes avec des caractéristiques chinoises doit être amélioré, la législation doit être renforcée dans certains domaines, et les canaux de participation ordonnée du peuple dans le processus législatif élargis. [...] L'exercice de l'administration d'État doit se faire en conformité avec la loi et l'application de la loi doit se faire de manière stricte, équitable et civilisée conformément aux procédures établies. [...] La réforme de la structure judiciaire doit se poursuivre, le système judiciaire socialiste avec des caractéristiques chinoises doit être défendu et amélioré, et le travail des corps judiciaires et des parquets doit se faire en toute indépendance et de manière impartiale selon la loi. [...] Des campagnes de propagande et d'éducation à propos de la loi doivent être menées afin de cultiver l'esprit du Gouvernement de la loi et afin de faire sien le concept socialiste d'une gouvernance fondé sur la loi. La conscience de la nécessité d'étudier, de respecter, d'observer et d'appliquer la loi doit être haussée dans toute la société. La pensée et l'action des hauts responsables dans l'approfondissement

---

主决策、民主管理、民主监督；更加注重发挥法治在国家治理和社会管理中的重要作用，维护国家法制统一、尊严、权威，保证人民依法享有广泛权利和自由。要把制度建设摆在突出位置，充分发挥我国社会主义政治制度优越性，积极借鉴人类政治文明有益成果，绝不照搬西方政治制度模式。」

<sup>56</sup> « 支持和保证人民通过人民代表大会行使国家权力。人民代表大会制度是保证人民当家作主的根本政治制度。要善于使党的主张通过法定程序成为国家意志，支持人大及其常委会充分发挥国家权力机关作用，依法行使立法、监督、决定、任免等职权，加强立法工作组织协调，加强对“一府两院”的监督，加强对政府全口径预算决算的审查和监督。提高基层人大代表特别是一线工人、农民、知识分子代表比例，降低党政领导干部代表比例。在人大设立代表联络机构，完善代表联系群众制度。健全国家权力机关组织制度，优化常委会、专委会组成人员知识和年龄结构，提高专职委员比例，增强依法履职能力。 »

des réformes, la promotion du développement, la résolution de problèmes et le maintien de la stabilité doivent être guidées par la loi. La Constitution et les lois étant adoptées par le Parti et les personnes soumises à son leadership, le Parti doit agir dans le cadre de la Constitution et des lois. Nulle organisation, nul individu ne jouit du privilège de contourner la Constitution et la loi, nul exerçant un pouvoir n'est autorisé de quelque manière que ce soit à imposer sa propre loi, à se mettre au-dessus de la loi ou à violer la loi<sup>57</sup>. »

5) Pour « améliorer les mécanismes de contrôle et de surveillance de l'exercice du pouvoir » :

« [...] élaborer les politiques d'une manière scientifique, démocratique et en vertu de la loi, améliorer les mécanismes et les procédures de prise de décision, de rechercher les conseils des *Think Tanks*, et établir des mécanismes sains pour garantir la reddition de comptes et la correction du processus décisionnel<sup>58</sup>. »

6) Pour « renforcer les valeurs socialistes fondamentales » :

« [...] promouvoir la prospérité, la démocratie, la civilité, et l'harmonie, garantir la liberté, l'égalité, la justice et le Gouvernement par la loi, et promouvoir le patriotisme, le dévouement, l'intégrité et l'amitié, afin de cultiver et d'observer les valeurs socialistes fondamentales<sup>59</sup>. »

---

<sup>57</sup> « 全面推进依法治国。法治是治国理政的基本方式。要推进科学立法、严格执法、公正司法、全民守法，坚持法律面前人人平等，保证有法必依、执法必严、违法必究。完善中国特色社会主义法律体系，加强重点领域立法，拓展人民有序参与立法途径。推进依法行政，切实做到严格规范公正文明执法。进一步深化司法体制改革，坚持和完善中国特色社会主义司法制度，确保审判机关、检察机关依法独立公正行使审判权、检察权。深入开展法制宣传教育，弘扬社会主义法治精神，树立社会主义法治理念，增强全社会学法尊法守法用法意识。提高领导干部运用法治思维和法治方式深化改革、推动发展、化解矛盾、维护稳定能力。党领导人民制定宪法和法律，党必须在宪法和法律范围内活动。任何组织或者个人都不得有超越宪法和法律的特权，绝不允许以言代法、以权压法、徇私枉法。

»

<sup>58</sup> « 健全权力运行制约和监督体系。坚持用制度管权管事管人，保障人民知情权、参与权、表达权、监督权，是权力正确运行的重要保证。要确保决策权、执行权、监督权既相互制约又相互协调，确保国家机关按照法定权限和程序行使权力。坚持科学决策、民主决策、依法决策，健全决策机制和程序，发挥思想库作用，建立健全决策问责和纠错制度。凡是涉及群众切身利益的决策都要充分听取群众意见，凡是损害群众利益的做法都要坚决防止和纠正。推进权力运行公开化、规范化，完善党务公开、政务公开、司法公开和各领域办事公开制度，健全质询、问责、经济责任审计、引咎辞职、罢免等制度，加强党内监督、民主监督、法律监督、舆论监督，让人民监督权力，让权力在阳光下运行。 »

<sup>59</sup> « 加强社会主义核心价值体系建设。社会主义核心价值体系是兴国之魂，决定着中国特色社会主义发展方向。要深入开展社会主义核心价值体系学习教育，用社会主义核心价值体系引领社会思潮、凝聚社会共识。推进马克思主义中国化时代化大众化，坚持不懈用中国特色社会主义理论体系武装全党、教育人民，深入实施马克思主义理论研究和建设工程，建设哲学社会科学创新体系，推动中国特色社会主义理论体系进教材进课堂进头脑。广泛开展理想信念教育，把广大人民团结凝聚在中国

7) Pour « améliorer de manière globale la moralité civique » :

« [...] organiser des campagnes d'éducation afin de corriger des problèmes éthiques majeurs, et renforcer l'intégrité du gouvernement, l'éthique commerciale et sociale, et l'intégrité judiciaire<sup>60</sup>. »

8) Pour « enrichir la vie intellectuelle et culturelle du peuple », notamment dans le cas d'Internet :

« renforcer la gestion sociale d'Internet et promouvoir une exploitation ordonnée d'Internet en accord avec les lois et les règlements. Combattre la pornographie et les publications illégales, et résister aux tendances vulgaires<sup>61</sup>. »

9) Pour « renforcer le développement social par l'amélioration du bien-être du peuple et en innovant en matière de management » :

« [...] accélérer la réforme structurelle de la société [;] la mise en place d'un système de gestion sociale fondé sur la loi caractérisé par le leadership du comité du Parti, l'exécution par le gouvernement, le soutien non gouvernemental et la participation publique ; la mise en place d'un système de services publics de base durable, piloté par le gouvernement, et qui couvre les bases urbaines et rurales ; la mise en place d'un système d'organisations sociales modernes au sein duquel les fonctions du gouvernement, séparées de celles des organisations sociales, les droits et les responsabilités sont clairement établis ; les organisations sociales jouissent d'une autonomie dans le cadre de la loi ; et la mise en place d'un mécanisme de gestion sociale qui résout les plaintes

---

特色社会主义伟大旗帜之下。大力弘扬民族精神和时代精神，深入开展爱国主义、集体主义、社会主义教育，丰富人民精神世界，增强人民精神力量。倡导富强、民主、文明、和谐，倡导自由、平等、公正、法治，倡导爱国、敬业、诚信、友善，积极培育和践行社会主义核心价值观。牢牢掌握意识形态工作领导权和主导权，坚持正确导向，提高引导能力，壮大主流思想舆论。»

<sup>60</sup> « 全面提高公民道德素质。这是社会主义道德建设的基本任务。要坚持依法治国和以德治国相结合，加强社会公德、职业道德、家庭美德、个人品德教育，弘扬中华传统美德，弘扬时代新风。推进公民道德建设工程，弘扬真善美、贬斥假恶丑，引导人们自觉履行法定义务、社会责任、家庭责任，营造劳动光荣、创造伟大的社会氛围，培育知荣辱、讲正气、作奉献、促和谐的良好风尚。深入开展道德领域突出问题专项教育和治理，加强政务诚信、商务诚信、社会诚信和司法公信建设。加强和改进思想政治工作，注重人文关怀和心理疏导，培育自尊自信、理性平和、积极向上的社会心态。深化群众性精神文明创建活动，广泛开展志愿服务，推动学雷锋活动、学习宣传道德模范常态化。»

<sup>61</sup> « 丰富人民精神文化生活。让人民享有健康丰富的精神文化生活，是全面建成小康社会的重要内容。要坚持以人民为中心的创作导向，提高文化产品质量，为人民提供更好更多精神食粮。坚持面向基层、服务群众，加快推进重点文化惠民工程，加大对农村和欠发达地区文化建设的帮扶力度，继续推动公共文化服务设施向社会免费开放。建设优秀传统文化传承体系，弘扬中华优秀传统文化。推广和规范使用国家通用语言文字。繁荣发展少数民族文化事业。开展群众性文化活动，引导群众在文化建设中自我表现、自我教育、自我服务。开展全民阅读活动。加强和改进网络内容建设，唱响网上主旋律。加强网络社会管理，推进网络依法规范有序运行。开展“扫黄打非”，抵制低俗现象。普及科学知识，弘扬科学精神，提高全民科学素养。广泛开展全民健身运动，促进群众体育和竞技体育全面发展。»

publiques à la source met en œuvre une administration dynamique et répond aux urgences<sup>62</sup>. »

10) Pour « faire tous les efforts pour bonifier les revenus individuels » :

« [...] améliorer la distribution des revenus, protéger les revenus légaux, augmenter les revenus des groupes à faible revenu, ajuster les revenus excessivement élevés et interdire les revenus illicites<sup>63</sup>. »

11) Pour « renforcer et innover en matière de gestion sociale » :

« [...] afin [de] conduire la gestion sociale d'une manière plus scientifique, améliorer les lois, les institutions et les mécanismes, ainsi que leur capacité [d'action], former plus de personnel et promouvoir l'application des TIC dans ce domaine. Renforcer et améliorer le leadership du Parti sur la justice, le parquet, et les organes de sécurité publique, et les renforcer, afin qu'ils puissent accomplir leur mission visant à faire progresser et à protéger la cause du socialisme avec des caractéristiques chinoises. Intensifier les efforts pour garantir la loi et l'ordre, améliorer le système multidimensionnel de prévention du crime, renforcer l'infrastructure des organismes judiciaires, et prévenir et punir les activités criminelles et illégales selon la loi afin de protéger les vies et propriétés du peuple<sup>64</sup>. »

#### « 在改善民生和创新管理中加强社会建设 »

加强社会建设，必须加快推进社会体制改革。要围绕构建中国特色社会主义社会管理体系，加快形成党委领导、政府负责、社会协同、公众参与、法治保障的社会管理体制，加快形成政府主导、覆盖城乡、可持续的基本公共服务体系，加快形成政社分开、权责明确、依法自主的现代社会组织体制，加快形成源头治理、动态管理、应急处置相结合的社会管理机制。»

<sup>63</sup> « 千方百计增加居民收入。实现发展成果由人民共享，必须深化收入分配制度改革，努力实现居民收入增长和经济发展同步、劳动报酬增长和劳动生产率提高同步，提高居民收入在国民收入分配中的比重，提高劳动报酬在初次分配中的比重。初次分配和再分配都要兼顾效率和公平，再分配更加注重公平。完善劳动、资本、技术、管理等要素按贡献参与分配的初次分配机制，加快健全以税收、社会保障、转移支付为主要手段的再分配调节机制。深化企业和机关事业单位工资制度改革，推行企业工资集体协商制度，保护劳动所得。多渠道增加居民财产性收入。规范收入分配秩序，保护合法收入，增加低收入者收入，调节过高收入，取缔非法收入。»

<sup>64</sup> « 加强和创新社会管理。提高社会管理科学化水平，必须加强社会管理法律、体制机制、能力、人才队伍和信息化建设。改进政府提供公共服务方式，加强基层社会管理和服务体系建设，增强城乡社区服务功能，强化企事业单位、人民团体在社会管理和服务中的职责，引导社会组织健康有序发展，充分发挥群众参与社会管理的基础作用。完善和创新流动人口和特殊人群管理服务。正确处理人民内部矛盾，建立健全党和政府主导的维护群众权益机制，完善信访制度，完善人民调解、行政调解、司法调解联动的工作体系，畅通和规范群众诉求表达、利益协调、权益保障渠道。建立健全重大决策社会稳定风险评估机制。强化公共安全体系和企业安全生产基础建设，遏制重特大安全事故。加强和改进党对政法工作的领导，加强政法队伍建设，切实肩负起中国特色社会主义事业建设者、捍卫者的职责使命。深化平安建设，完善立体化社会治安防控体系，强化司法基本保障，依法防范和惩治违法犯罪活动，保障人民生命财产安全。完善国家安全战略和工作机制，高度警惕和坚决防范敌对势力的分裂、渗透、颠覆活动，确保国家安全。»

12) Pour « améliorer la construction de systèmes promouvant le progrès écologique » :

« [...] soumettre la consommation des ressources, les dommages environnementaux et les avantages écologiques au système des normes d'évaluation du développement économique et social, et adopter des objectifs, des méthodes d'évaluation et des mécanismes de récompense et de punition qui servent les besoins du progrès écologique<sup>65</sup>. »

13) Pour « accélérer la modernisation de la défense nationale et des forces armées » :

« [...] accroître les efforts pour gérer les forces armées selon une discipline stricte et la loi, et hausser leur degré de standardisation<sup>66</sup>. »

14) Pour « enrichir la pratique de 'Un pays, Deux systèmes' et faire progresser la réunification de la chine » :

« [...] agir en respectant strictement les lois fondamentales des régions administratives spéciales, améliorer les mécanismes de leur application et soutenir avec fermeté les exécutifs des deux régions administratives spéciales tant et aussi longtemps qu'ils gouvernent en accord avec la loi<sup>67</sup>. »

15) Pour « adhérer au principe selon lequel le Parti exerce le leadership sur la gestion du personnel et attire les individus exceptionnels de toutes les sphères de la société pour servir la cause du Parti et du pays » :

---

<sup>65</sup> « 加强生态文明制度建设。保护生态环境必须依靠制度。要把资源消耗、环境损害、生态效益纳入经济社会发展评价体系，建立体现生态文明建设要求的目标体系、考核办法、奖惩机制。建立国土空间开发保护制度，完善最严格的耕地保护制度、水资源管理制度、环境保护制度。深化资源性产品价格和税费改革，建立反映市场供求和资源稀缺程度、体现生态价值和代际补偿的资源有偿使用制度和生态补偿制度。积极开展节能量、碳排放权、排污权、水权交易试点。加强环境监管，健全生态环境保护责任追究制度和环境损害赔偿制度。加强生态文明宣传教育，增强全民节约意识、环保意识、生态意识，形成合理消费的社会风尚，营造爱护生态环境的良好风气。 »

#### <sup>66</sup> « 加快推进国防和军队现代化 »

坚持以推动国防和军队建设科学发展为主题，以加快转变战斗力生成模式为主线，全面加强军队革命化现代化正规化建设。毫不动摇坚持党对军队的绝对领导，坚持不懈用中国特色社会主义理论体系武装全军，持续培育当代革命军人核心价值观，大力发展先进军事文化，永葆人民军队性质、本色、作风。坚定不移把信息化作为军队现代化建设发展方向，推动信息化建设加速发展。加强高新技术武器装备建设，加快全面建设现代后勤，培养大批高素质新型军事人才，深入开展信息化条件下军事训练，增强基于信息系统的体系作战能力。加大依法治军、从严治军力度，推动正规化建设向更高水平发展。 »

#### <sup>67</sup> « 丰富“一国两制”实践和推进祖国统一 »

中央政府将严格依照基本法办事，完善与基本法实施相关的制度和机制，坚定支持特别行政区行政长官和政府依法施政，带领香港、澳门各界人士集中精力发展经济、切实有效改善民生、循序渐进推进民主、包容共济促进和谐，深化内地与香港、澳门经贸关系，推进各领域交流合作，促进香港同胞、澳门同胞在爱国爱港、爱国爱澳旗帜下的大团结，防范和遏制外部势力干预港澳事务。 »



« [...] accélérer la réforme des institutions des mécanismes visant le développement des talents, adopter des politiques innovantes à cette fin et établir un système national d'honneurs<sup>68</sup>. »

16) Pour « combattre sans relâche la corruption et préserver l'intégrité des Communistes » :

« [...] s'assurer que les procédures sont strictement respectées dans l'exercice du pouvoir et resserrer le contrôle sur l'exercice du pouvoir par les officiels, particulièrement par les hauts responsables. [Approfondir] les réformes dans les domaines et les maillons essentiels, améliorer le système des lois anticorruption, prévenir et gérer les entraves à l'exercice d'un gouvernement exemplaire, éviter les conflits d'intérêts, prévenir et combattre la corruption plus efficacement et d'une manière plus scientifique, et accroître la coopération internationale anticorruption. [...] Traduire en justice sans pitié tous ceux, quels qu'ils soient et quel que soit leur pouvoir ou la fonction officielle qu'ils exercent, qui violent la discipline du Parti et les lois de l'État<sup>69</sup>. »

17) Pour « appliquer la discipline de manière stricte et soutenir volontairement le leadership centralisé du Parti » :

---

<sup>68</sup> « 坚持党管人才原则，把各方面优秀人才集聚到党和国家事业中来。广开进贤之路，广纳天下英才，是保证党和人民事业发展的根本之举。要尊重劳动、尊重知识、尊重人才、尊重创造，加快确立人才优先发展战略布局，造就规模宏大、素质优良的人才队伍，推动我国由人才大国迈向人才强国。统筹推进各类人才队伍建设，实施重大人才工程，加大创新创业人才培养支持力度，重视实用人才培养，引导人才向科研生产一线流动。充分开发利用国内国际人才资源，积极引进和用好海外人才。加快人才发展体制机制改革和政策创新，建立国家荣誉制度，形成激发人才创造活力、具有国际竞争力的人才制度优势，开创人人皆可成才、人人尽展其才的生动局面。 »

<sup>69</sup> « 坚定不移反对腐败，永葆共产党人清正廉洁的政治本色。反对腐败、建设廉洁政治，是党一贯坚持的鲜明政治立场，是人民关注的重大政治问题。这个问题解决不好，就会对党造成致命伤害，甚至亡党亡国。反腐倡廉必须常抓不懈，拒腐防变必须警钟长鸣。要坚持中国特色反腐倡廉道路，坚持标本兼治、综合治理、惩防并举、注重预防方针，全面推进惩治和预防腐败体系建设，做到干部清正、政府清廉、政治清明。加强反腐倡廉教育和廉政文化建设。各级领导干部特别是高级干部必须自觉遵守廉政准则，严格执行领导干部重大事项报告制度，既严于律己，又加强对亲属和身边工作人员的教育和约束，决不允许搞特权。严格规范权力行使，加强对领导干部特别是主要领导干部行使权力的监督。深化重点领域和关键环节改革，健全反腐败法律制度，防控廉政风险，防止利益冲突，更加科学有效地防治腐败。加强反腐败国际合作。严格执行党风廉政建设责任制。健全纪检监察体制，完善派驻机构统一管理，更好发挥巡视制度监督作用。始终保持惩治腐败高压态势，坚决查处大案要案，着力解决发生在群众身边的腐败问题。不管涉及什么人，不论权力大小、职位高低，只要触犯党纪国法，都要严惩不贷。 »

« [...] garantir que tous sont égaux devant la discipline, que personne ne s'arroge le privilège de ne pas la respecter et qu'aucune exception ne soit faite quant à son application<sup>70</sup>. »

L'approfondissement des réformes (深化改革) du système légal afin d'améliorer son fonctionnement et d'accroître la confiance et le respect des membres du Parti et de la population à son égard est considéré par la quatrième génération de leaders sous Deng Xiaoping comme un des aspects fondamentaux de l'approfondissement de la réforme globale du système politique. Par contre, il apparaît sans équivoque que le cadre légal et juridique ainsi que leur respect sont la condition de base de l'approfondissement des réformes de manière ordonnée en vue d'obtenir de plus grands avantages et une plus grande stabilité à long terme. C'est pourquoi les réformes impliquent aussi en parallèle à l'amélioration de la loi et des organismes légaux et juridiques, des campagnes de propagande et d'éducation afin d'améliorer la connaissance et le respect de la loi et des institutions judiciaires.

Ainsi, dans l'esprit du Parti, d'une part, l'approfondissement de la réforme du Gouvernement par la loi est une des conditions de l'approfondissement de la réforme du système politique, et, d'autre part, l'approfondissement des réformes globales est impensable sans un cadre légal et juridique approprié. Comme il avait été suggéré plus tôt, il s'avère bien que le « Fazhi Gaige Guan (法治改革观) » transcende ces deux objectifs, et donc signifie bien « le concept du Gouvernement par la loi et des réformes ». Ce concept a été créé pour guider les organisations, les masses, les individus, les membres du Parti au cours de la décennie 2010. Pour autant, il ne s'agit pas d'une norme supérieure à l'aune de laquelle ils doivent juger leur pratique, mais simplement du moyen conçu par le Parti pour réaliser le « Rêve chinois » d'ici 2021, c'est-à-dire à très court terme.

---

<sup>70</sup> « 严明党的纪律，自觉维护党的集中统一。党的集中统一是党的力量所在，是实现经济社会发展、民族团结进步、国家长治久安的根本保证。党面临的形势越复杂，肩负的任务越艰巨，就越要加强党的纪律建设，越要维护党的集中统一。各级党组织和广大党员、干部特别是主要领导干部一定要自觉遵守党章，自觉按照党的组织原则和党内政治生活准则办事，任何人都不能凌驾于组织之上。要坚决维护中央权威，在思想上政治上行动上同党中央保持高度一致，坚决贯彻党的理论和路线方针政策，保证中央政令畅通，决不允许“上有政策、下有对策”，决不允许有令不行、有禁不止。加强监督检查，严肃党的纪律特别是政治纪律，对违反纪律的行为必须认真处理，切实做到纪律面前人人平等、遵守纪律没有特权、执行纪律没有例外，形成全党上下步调一致、奋发进取的强大力量。」

## CONCLUSION

Le développement de la loi, des institutions judiciaires et de l'administration dans le cadre du Fazhi Zhongguo a pour fonction de canaliser les aspirations, les habilités et les capacités de la population en vue du développement de l'économie et du renforcement de l'État, ainsi que de modifier le rapport de force international à l'avantage de la Chine. La population est appelée, d'une part, à respecter la loi, les règlements, et de manière générale les consignes de discipline, ainsi qu'à, d'autre part, se détourner de l'idéologie, deux dynamiques complémentaires. C'est en cela que la période actuelle se distingue de la période maoïste qui l'a précédée, dominée par l'arbitraire et l'idéologie. Elle se différencie aussi de la période impériale, car en réprimant tout ce qui s'écarterait ou semblait s'écarter de l'ordre social et politique existant, la dynastie Qing, ultimement, œuvrait aux dépens de la perpétuation de l'Empire.

Par contre, pour le rappeler, le Légisme a pour caractéristiques principales, premièrement, l'uniformisation de l'administration, des lois et des règlements ; deuxièmement, l'adoption du principe de l'égalité de tous devant la loi ; et, troisièmement, la réorganisation du système interétatique à l'avantage de l'État qui l'institue. Comme ce chapitre l'a montré, le développement et le renforcement continus de la loi, des règlements, des organes judiciaires et de l'administration sont l'un des aspects les plus saillants de la période actuelle. Un parallèle semble donc se dégager entre deux événements séparés l'un de l'autre par un intervalle de deux millénaires : les réformes inspirées par le Légisme à l'origine du renforcement du Royaume de Qin, et l'édification du Fazhi Zhongguo en République populaire de Chine.

Non seulement les chercheurs, mais aussi le Parti, soulignent la continuité théorique et pratique entre la Chine d'aujourd'hui et celle de Deng Xiaoping. Ils font remonter ce tournant à 1982, année de la promulgation de la nouvelle Constitution, toujours en vigueur aujourd'hui. La majorité des articles de la Constitution de l'État donne à la loi la tâche de préciser les responsabilités des institutions et des individus. Même la Constitution du Parti rappelle que ses membres sont soumis non seulement aux règlements du Parti, mais d'abord et avant tout à la loi de l'État. Le droit ainsi que, de manière générale, les structures et les règles formelles ont pris sous Deng Xiaoping une importance fondamentale dans son projet de Réforme et d'ouverture.

Or, la transition de Mao Zedong à Deng Xiaoping a été une période troublée, marquée par la fin de la Révolution culturelle, les purges et les luttes de pouvoir. Elle a été non seulement un moment de conflits de personnalités, mais aussi de rivalités de visions du futur de la Chine. Il est donc important, premièrement, de rappeler ces projets de société afin de montrer que celui de Deng Xiaoping n'était pas unique ni le seul possible. Deuxièmement, il faut retracer l'origine du projet de Réforme et d'ouverture, son évolution théorique et pratique, et se demander si Deng Xiaoping en était le seul porteur ou s'il se l'est approprié. Finalement, il s'agira de comparer le projet de Réforme et d'ouverture au légisme afin d'en montrer les similitudes et les différences, non seulement dans sa forme achevée, mais au cours de son élaboration même. Ce sera l'objet des chapitres suivants. Ces chapitres montrent la convergence entre la pensée et les politiques de Deng Xiaoping, et la théorie et la pratique du Légisme.



## TROISIEME PARTIE

### LA CHINE POSTMAOISTE : REACTUALISATION D'UN CADRE LEGISTE

À la lecture des discours de Deng Xiaoping, le principal artisan de l'édification de la Chine postmaoïste, le *Mouvement de Réformes et d'Ouverture* qu'il lance s'organise autour de quatre objectifs interreliés : 1) le renforcement de l'autorité du Parti-État; 2) la reconstruction d'un ordre légal; 3) la valorisation des compétences formelles et de l'expérience pratique; 4) le développement scientifique et technique. Les chapitres qui composent cette troisième partie montrent que si ce *Mouvement* est en rupture, à la fois avec les dynamiques à l'œuvre dans les « régimes totalitaires et autoritaires » décrits par Fukuyama (1989; 1992), avec les démocraties libérales capitalistes et avec le régime maoïste, il l'est aussi avec celles de l'Empire. En analysant les réformes en détail, le projet de Deng Xiaoping pourrait se résumer à la reconstruction d'un État autoritaire à la fois bureaucratique et technocratique. Cette troisième partie montre que l'édification de la Chine postmaoïste non seulement réactive un cadre légiste, lorsqu'on le compare à la théorie et à la pratique légiste sous le royaume et la dynastie Qin, et encore plus aux contributions théoriques de Han Feizi. Or, le légisme ne se réduit pas au Qin, Han Feizi étant l'un

de ses plus grands critiques. Néanmoins, celui-ci ne parvint jamais à trouver une parade satisfaisante à la personnalisation du pouvoir, jugé responsable du déclin du Qin. Mais ce n'était pas là le seul paradoxe du Qin. Le légisme repose sur l'idée du conflit, de l'évolution incessante, spontanée par la dynamique de la société, d'une part, mais aussi provoquée par les réformes politiques, d'autre part, et la nécessité de s'y adapter pour survivre : l'immobilisme est le signe du déclin. Or, la fondation de l'Empire a neutralisé les conflits, et pour ainsi dire l'ensemble des dynamiques à l'œuvre sous les Royaumes combattants : l'Empire était une forme achevée et en vint à se complaire dans cet achèvement. Personnalisation du pouvoir et suffisance, telles sont deux des principales causes des cycles dynastiques et de la faiblesse structurelle de l'Empire, laquelle devint manifeste lors de l'arrivée des Occidentaux au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. Cette troisième partie conclut que l'édification de la Chine postmaoïste apporte des solutions à ces deux problèmes structurels : 1) en centralisant le pouvoir dans une direction collective, et 2) en introduisant involontairement en Chine la dynamique du capitalisme qui contraint le Parti-État à s'adapter en permanence. Le *Consensus de Beijing* apparaît comme une réactualisation de l'esprit du légisme, parce que le *Consensus de Washington* préconise un État au service de l'économie, alors que le *Consensus de Beijing* entend développer une économie au service de l'État.

## CHAPITRE 6

### DENG XIAOPING

#### INTRODUCTION

La nouvelle direction, qui s'affirme autour de Deng Xiaoping dès 1977, veut mettre un terme rapide à la *Révolution culturelle*, car à ses yeux elle inhibe les forces vives du pays. Cette nouvelle direction impulse alors une réorganisation économique et sociale des plus importantes de l'histoire de la Chine. Elle repose sur quatre facteurs :

- 1 – le renforcement de l'autorité du Parti;
- 2 – la reconstruction d'un ordre légal;
- 3 – la valorisation des compétences formelles et de l'expérience pratique; et
- 4 – le développement scientifique et technique.

Ce véritable *Grand bond en avant* transformera la nature du régime; il échappera dès lors à tous les stéréotypes de la Guerre froide.

Une fois le pouvoir de la nouvelle direction solidement consolidé, la RPC abandonne l'attitude belliciste et agressive qui l'avait caractérisée jusque-là et s'ouvre aux échanges avec l'étranger. Par contre, l'arrivée au pouvoir de Thatcher au Royaume-Uni [1979] et de Reagan aux É.-U. [1980] se traduit par l'adoption d'une politique internationale jusqu'au-boutiste et offensive axée sur le reflux du communisme international.

Cette vision rompt avec la politique de l'endiguement qui avait caractérisé la politique étrangère américaine et britannique depuis le début de la Guerre froide. C'est pourquoi, la conception voulant qu'un État agisse toujours en fonction d'un cadre stratégique propre, dont il ne



pourrait guère s'écarter, est tout aussi contredite par les faits que celle qui présuppose une dynamique politique internationale reposant sur une structure stable d'interactions. On ne peut donc faire abstraction de la situation politique intérieure des États lorsque l'on étudie la période de la Guerre froide, car elle contribue à dicter ce qui relève de l'intérêt national. De même, la fin soudaine et imprévue de la Guerre froide ne peut s'expliquer en recourant uniquement aux modèles théoriques avancés par les RI. Dans le même esprit, vouloir comprendre les causes de l'effondrement du système socialiste implique de dépasser les explications qui ne tiennent compte que des facteurs internes immédiats.

Guidé par ces considérations, dans une démarche qui s'est déroulée en cinq temps, nous avons jusqu'à présent montré :

1 – que la pensée préimpériale chinoise et que les structures impériales se sont perpétuées dans le discours et les pratiques politiques, puisque tous les réformateurs du 19<sup>e</sup> siècle et du début du 20<sup>e</sup> siècle ont constamment fait référence aux penseurs préimpériaux, et que les changements politiques qu'ils proposaient s'inscrivaient dans la continuité des structures impériales sans les remettre fondamentalement en question (cf. chap. 2);

2 – que le discours de la pensée politique préimpériale fait reposer l'ordre sur l'autoritarisme politique et l'exemple moral comme condition de son maintien; or, le traditionalisme des penseurs préimpériaux ne leur permet pas de concevoir un changement de régime (cf. chap. 3);

3 – que cette transformation était déjà en cours, qu'elle était théorisée par les légistes qui en sont les principaux acteurs, et qu'ils instaurent un ordre légal et administratif autoritaire caractérisé par une hiérarchie des normes et des fonctions qui régit tous les aspects de la société (cf. chap. 4);

4 – que l'ordre légiste ne peut être assimilé aux totalitarismes du 20<sup>e</sup> siècle, lesquels se situent au point de cristallisation des trois grandes dynamiques, concomitantes et en constante interaction, propres à la modernité occidentale : un mouvement d'émancipation politique et

sociale, un mouvement de renforcement de l'État, et un mouvement autonome de croissance et d'expansion du capitalisme.

La mort de Mao Zedong [1976], l'autocrate indiscutable de la RPC, et encore plus l'ascension de Deng Xiaoping au pouvoir [1978] ont permis des changements fondamentaux, bien plus profonds que ceux qu'avaient connus l'URSS et les Républiques sœurs à la mort de Staline [1953]. Le développement scientifique et technologique devient la priorité du Parti, la compétence est de nouveau prise en compte, le système éducatif est modernisé, et les relations avec les États, des deux côtés du *Rideau de fer*, sont normalisées et développées. Sur le plan économique, les entreprises gagnent en autonomie. Mieux, l'économie est de plus en plus soumise aux règles du marché, et la réussite liée à la croissance économique et au profit. En quelques années, l'image de la RPC se transforme : elle devient un partenaire politique et économique crédible pour les É.-U. et leurs alliés.

Pourtant, durant cette évolution, à rebours de la vague néolibérale de dérégulation, de privatisation et de libéralisation qui s'impose à l'échelle globale, le Parti communiste chinois conserve et renforce son emprise sur le pays, les moyens de production demeurant la propriété de l'État. Plus étonnant encore, l'emprise du Parti communiste sur la société et de l'État sur l'économie survit à la grande vague démocratique qui renverse les régimes communistes d'Europe de l'Est ainsi que les régimes autoritaires d'Amérique latine et d'Asie de l'Est. La répression particulièrement violente du *Printemps de Beijing* [1989]<sup>1</sup> vient confirmer aux yeux du monde que le système politique de la Chine postmaoïste s'éloigne autant du bureaucratisme ossifié de l'URSS poststalinienne que des démocraties libérales.

La Guerre froide prend fin en 1991 avec la chute de l'URSS et l'imposition d'une thérapie de choc, laquelle dans l'esprit néolibéral le plus pur devait faire de l'ancien bloc communiste un des parangons du capitalisme et de la démocratie libérale. La RPC ne semble pas s'être engagée dans cette voie tout en échappant aux typologies de la Guerre froide.

---

<sup>1</sup> En France on emploie l'expression *Printemps de Beijing* de 1989 par analogie avec le Printemps des peuples [1848] et le Printemps de Prague [1968]. Dans le reste du monde on préfère *Massacre de la Place Tianamen*.

Où en est la Chine, en 1992, après une décennie de politique d'ouverture et de réformes juridiques et administratives? D'une part, le bloc socialiste s'est désintégré, et les États postsoviétiques sont aux prises avec une crise économique et politique. D'autre part, la Chine postmaoïste jouit d'une croissance et d'une stabilité sans précédent. Et son influence politique s'est fortement affirmée. Aucun pays n'ignore désormais les prises de position de la Chine. Économiquement, elle est devenue « l'atelier du monde » (Bergère 2013, p. 43) dont aucun pays ne peut se passer. Le modèle de développement fondé sur le socialisme d'État ayant démontré son incapacité à rivaliser avec le modèle de développement capitaliste, Deng Xiaoping, en 1992, entreprend son *Voyage dans le Sud* (P5-D26)<sup>2</sup> et lance le plus ambitieux projet de réforme économique de la Chine à ce jour.

Mais l'entrée de la *Nouvelle Chine* dans le système économique international la soumet plus que jamais à son ordre. Dorénavant, la *Nouvelle Chine* ne peut échapper aux impératifs du marché mondial, c'est-à-dire : compétition planétaire, maximisation des profits, réinvestissement des profits, et accroissement de la productivité. Elle est donc – elle aussi – dorénavant soumise aux aléas du marché. Alors qu'au cours de la décennie précédente, la croissance visait à garantir l'ordre et la stabilité, la maintenir, à l'instar de n'importe quel autre pays, est maintenant le principal objectif du Parti-État. Et comme l'ordre et la stabilité sont une des conditions du maintien de la croissance, la préservation du Parti-État dans sa forme postmaoïste s'avère plus essentielle que jamais.

Ainsi, la Chine postmaoïste présente l'un des plus grands paradoxes. D'une part, la situation de la Chine ne se conforme pas aux interprétations habituelles proposées dans le contexte de la Guerre froide : elle n'est ni une démocratie libérale ni un régime stalinien dont le développement reposerait sur la planification et l'industrie lourde. Si elle fait mine de s'intégrer aux logiques géopolitiques de la Guerre froide, elle les subvertit en réalité. C'est du mouvement d'affirmation *Post-Révolution culturelle* de la Chine, dans le contexte de la Guerre froide, dont il sera maintenant question ainsi que de sa spécificité et de son originalité. D'autre part, la RPC, par ce même

---

<sup>2</sup> Cette classification est celle adoptée pour ordonner les discours de Deng Xiaoping. Voir annexe 6.1 : Discours de Deng Xiaoping du 25 janvier 1975 au 21 février 1992.

mouvement, rompt aussi avec le *Path dependency* qui avait caractérisé l'histoire politique chinoise depuis les Han.

De plus, même si le développement de la Chine postmaoïste n'est pas linéaire, la perpétuation à tout prix du Parti-État semble en être la finalité première, et le renforcement de son emprise le moyen pour y arriver. Par contre soutenir qu'il y a eu des réformes mais pas de changements politiques serait réducteur. Toutefois malgré les transformations de la Chine postmaoïste, celle-ci ne s'est pas rapprochée d'un modèle de démocratie libérale. C'est pourquoi, nous pensons et chercherons à montrer que pour comprendre la Chine postmaoïste, au-delà des idées reçues, il faut chercher à saisir son évolution dans la perspective de son histoire culturelle et politique, en accordant une attention particulière à l'*École des lois* et en prenant comme point de départ l'ascension du royaume de Qin [221 av.-J.C.] (cf. chap. 4), lequel pour la première fois unifia la Chine et la réorganisa en un empire centralisé et bureaucratique.

## 6.1 – METHODOLOGIE

Une continuité entre le système politique de la Chine postmaoïste et le Légisme devrait se refléter dans les objectifs poursuivis par les politiques et les lois<sup>3</sup>, ainsi que dans les modalités adoptées pour les appliquer. Le Légisme est d'abord un idéal politique (cf. chap. 4), il ne se limite pas à la loi. En fait, celle-ci est subsumée sous l'esprit dont elle émane. L'idéal du Légisme n'est pas l'*État de droit* (*rule of law*), où l'État serait une émanation de la loi, à condition qu'il y soit soumis. Mais dans l'esprit légiste, il s'agit du « règne par la loi (*rule by law*) », où la loi est une émanation de l'État avec pour fonction de le préserver et de le renforcer.

### 6.1.1 – Étude de cas

Des changements aussi importants que ceux entrepris à la mort de Mao Zedong, et plus radicaux encore, ceux entrepris par Deng Xiaoping, devraient se matérialiser dans les lois et les réglementations adoptées, après avoir été annoncés par voie officielle. Les directions communistes successives en RPC ont toujours compilé les discours du dirigeant le plus important,

---

<sup>3</sup> Dans cette recherche, les lois sont abordées comme des instruments de pouvoir. Il y sera fait référence pour illustrer les évolutions politiques annoncées par Deng Xiaoping dans ses discours.

car ils expriment les positions officielles adoptées et les objectifs qu'elles poursuivent. Ainsi avant celle des lois, l'étude des prises de position publiques des principaux dirigeants de la RPC, à savoir Hua Guofeng ( 华国锋, 1921-2008) et Deng Xiaoping ( 邓小平, 1904-1997) pour la période postmaoïste permettra de suivre l'évolution des grandes orientations politiques de la période postmaoïste, par rapport à celles de la période précédente. Il sera alors possible de les confronter à l'idéaltype du légisme précédemment défini au chapitre 4. Pour le rappeler, le légisme est caractérisé par quatre dimensions qui lui sont spécifiques :

**A) des visées**

- 1 – la stabilité et la prévisibilité en tant que garanties de l'ordre;
- 2 – le renforcement de l'État;
- 3 – le développement de l'économie;
- 4 – le renforcement de l'armée;
- 5 – l'instauration d'un ordre interétatique hiérarchique en tant que garantie de la paix.

**B) un régime de pouvoir**

- 1 – le souverain exerce un pouvoir absolu sur son peuple et son État;
- 2 – la société est organisée autour d'une hiérarchie de titres et de privilèges.

**C) une organisation du pouvoir**

- 1 – une hiérarchie des normes et des fonctions;
- 2 – une administration uniforme;
- 3 – la loyauté et les compétences individuelles spécifiques comme critères de recrutement et de promotion;
- 4 – une segmentation de la population en groupes et sous-groupes de façon à faciliter la surveillance et le contrôle.

**D) un cadre légal**

- 1 – le contrôle de tous les aspects de la vie en société;
- 2 – une codification des peines et des récompenses;

3 – la prescription de peines de travaux forcés et d'amendes, ainsi que des supplices ou la mort dans certaines circonstances.

Ainsi, il sera possible de croiser les déclarations des dirigeants et leurs transcriptions en lois avec les dimensions caractéristiques du légisme. Ces quatre dimensions et les quatorze caractéristiques qui leurs sont associées guideront l'analyse du corpus. Bien évidemment, il ne suffit pas de proposer de grandes orientations politiques ni de légiférer en fonction de celles-ci. En dernière instance, ce sont les applications concrètes qui dévoilent leur finalité ultime.

### **6.1.2 – Période couverte par l'étude de cas**

Il nous faut maintenant délimiter la période couverte par cette recherche. La mort de Mao Zedong le 9 septembre 1976, et l'arrestation de la *Bande des Quatre* le 6 octobre 1976 par Hua Guofeng, nouvel homme fort du régime, marquent une rupture idéologique et politique avec la période de la *Révolution culturelle* dont le Parti communiste était sorti profondément meurtri. La nouvelle direction communiste vise à renforcer le Parti et son emprise sur la société chinoise. Or, Hua Guofeng, en tant que dauphin de Mao Zedong, est rapidement jugé inapte à la tâche, et Deng Xiaoping prend de l'ascendant dès la fin de 1978. Il fait alors de la croissance économique le socle de la légitimité du Parti, de son contrôle renouvelé sur la société, et de son influence accrue sur les relations internationales.

S'il est facile de déterminer le début de la période étudiée, il faut se montrer plus prudent pour en fixer la fin. Deng Xiaoping meurt en 1997, mais le projet politique qu'il a porté continue, à l'inverse de celui de Mao Zedong qui a connu une fin abrupte à sa mort. De plus, si la répression de Tiananmen en juin 1989 met un frein au programme d'ouverture et de réformes, le groupe dirigeant réuni autour de Deng Xiaoping conserve le pouvoir et voit ses efforts couronnés de succès au moment de l'admission de la RPC à l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC) en

2001. Devrions-nous considérer 2001 comme la fin de la période? L'admission à l'OMC permet à chacun de ses membres de commercer librement entre eux<sup>4</sup>.

Or, l'admission à l'OMC entraîne des obligations : la liberté d'entreprendre, la protection de la propriété privée et l'absence de restrictions au commerce international, autres que celles autorisées par l'accord d'adhésion. Ainsi, la RPC, en devenant membre de l'OMC, renonce volontairement à une partie de sa souveraineté sur les questions économiques et commerciales. De plus, la RPC doit faire preuve de transparence en matière administrative afin de permettre aux inspecteurs de l'OMC d'évaluer le respect des conditions d'adhésion. Finalement, l'OMC est aussi un tribunal d'arbitrage entre les nations dont les décisions sont non seulement contraignantes, mais exécutoires. Autrement dit, par son admission à l'OMC, la RPC a consenti à des transferts de souveraineté vers une instance internationale. Nous sommes donc bien loin du projet – du moins idéalement – de renforcement de l'autorité du Parti sur la société chinoise, et de l'affirmation internationale de la souveraineté de la RPC. Si la mort de Mao Zedong marque bien le début d'une première période postmaoïste, l'admission à l'OMC (2001) semble bien en clore une seconde.

La transition semble avoir eu lieu entre les manifestations de Tiananmen et le début des années 1990. Devant les troubles que suscitent les externalités des réformes économiques, les hauts dirigeants conservateurs, dont la majorité appartient à la génération de la *Longue Marche* [1934-1935], cherchent à freiner les réformes et à préserver le rôle central de l'État en matière économique. Ainsi, la période de 1989 à 1992 est marquée par le ralentissement des réformes, le manque d'efficacité du secteur public, et une poussée inflationniste. Or, si le mouvement prodémocratique est écrasé en RPC, tel n'est pas le cas dans le bloc socialiste où les changements sont extrêmement rapides : le rideau de fer est démantelé à la frontière de la République populaire de Hongrie en mai 1989; les premières élections libres du bloc socialiste dans la République populaire de Pologne marquent la victoire de *Solidarnosc* sur le *Parti ouvrier unifié polonais* en juin 1989; le Mur de Berlin tombe en novembre 1989; les premières élections libres, qui ont lieu dans la République démocratique allemande (RDA) en mars 1990, conduisent à la réunification allemande en octobre 1990; et, finalement, l'URSS implose en décembre 1991.

---

<sup>4</sup> Les droits de douane et autres interdictions sont abolis pour une majorité de produits manufacturés et de services.

Tous ces mouvements renforcent l'emprise du bloc capitaliste. C'est dans ce contexte que Deng Xiaoping, isolé depuis les événements de juin 1989, entame son *Voyage dans le Sud* dans les villes ayant le plus profité des ZES (Guangzhou, Shenzhen et Zhuhai) au printemps 1992. Au cours de ce déplacement, il vante les réformes et l'ouverture de la RPC, et dénonce violemment ceux qui s'y opposent. Son slogan : « S'enrichir est glorieux<sup>5</sup> » est resté. Cette incitation à l'entrepreneuriat marque non seulement une rupture avec le communisme chinois, mais surtout avec l'image négative du commerçant qui a accompagné toute l'histoire impériale. Cet appel de Deng Xiaoping est massivement suivi alors que les hauts dirigeants conservateurs très âgés avec lesquels il partageait la réalité du pouvoir au sein de la *Commission consultative centrale* (zhongyang guwen weiyuanhui 中央顾问委员会) acceptent sa dissolution [1992], avant de se retirer de la politique (Bo Yibo 薄一波 et Song Renqiong 宋任穷 en 1992, Yang Shangkun 杨尚昆 en 1993) ou, pour certains, de disparaître (Li Xiannian 李先念 meurt en juin 1992, Wang Zhen 王震 en mars 1993, et Chen Yun 陈云 en avril 1995). Une nouvelle génération de dirigeants, représentée par Jiang Zemin (江泽民, 1926-), favorable à l'économie de marché supplante alors leurs rivaux toujours attachés à l'économie planifiée. Parce que le Parti a graduellement perdu son pouvoir sur l'économie au profit du marché au tournant de 1992, cette année peut être considérée comme celle qui clôt la période retenue pour cette recherche.

### 6.1.3 – Nature du corpus

Le corpus est constitué :

- 1 – des prises de position publiques par les principaux dirigeants prononcées entre 1975 et 1992;
- 2 – des Constitutions de la République populaire de Chine et de leurs amendements; et
- 3 – des principales lois adoptées entre 1975 et 1992 et de leurs amendements.

---

<sup>5</sup> Pour Kuno (2004), journaliste au journal *Le Monde*, dans son article *La construction de l'économie socialiste de marché*, « il est glorieux de s'enrichir » est le slogan officiel du mouvement. Ce slogan n'est mentionné dans aucun des 177 discours analysés.



Le corpus inclut aussi les prises de position publiques par Zhang Chunqiao (deux discours<sup>6</sup>), Hua Guofeng (trois discours), Deng Xiaoping (cent soixante-dix-sept discours). Si ces discours sont attribués aux individus qui les ont prononcés, ils ne reflètent pas des vues individuelles. Le régime du Parti-État est divisé en factions et ceux qui prennent la parole ne sont que le visage public de celles-ci. De même, une fois la direction devenue collégiale, les discours de Hua Guofeng après 1976 puis ceux de Deng Xiaoping après 1978 doivent être vus comme l'expression des prises de position et des objectifs officiels du pouvoir. De plus, les prises de position publiques de leurs subordonnés, notamment Jiang Zemin, qui deviendra le successeur de Deng Xiaoping, ne sont que des relais des positions officielles du pouvoir. De même, nous posons comme prémisse que le statut officiel de la personne qui parle est de première importance : ce n'est pas le nombre de fois qu'un haut dirigeant fait référence à un thème qui importe, c'est le fait qu'il y fasse référence. Finalement, nous distinguerons les discours adressés à des hauts dirigeants de ceux destinés à des délégations étrangères.

Les discours de Deng Xiaoping sont tirés de la seconde édition du Volume II [1975-1982] des *Selected Works of Deng Xiaoping*, publiée en 1995, et de la première édition du Volume III [1982-1992], publiée en 1994, traduits et édités par *The Bureau of Compilation and Translation of Works of Marx, Engels, Lenin and Stalin Under the Central Committee of the Communist Party of China*. Les textes de Zhang Chunqiao et de Hua Guofeng sont difficiles à trouver en RPC. Par contre, ils ont été édités par les organes officiels du gouvernement chinois avant leur chute. Nous disposons donc de transcriptions des traductions officielles en langue anglaise réalisées par ces organes<sup>7</sup>. Dans tous ces cas, il s'agit donc de versions officielles, et pour cette raison les citations, lorsque nécessaire, seront intégralement reproduites en anglais.

De même, la promulgation d'une Constitution de l'État marque la fin d'une transition politique au sommet. Par contre, des amendements reflètent un changement ou une évolution des positions officielles. Ainsi, la promulgation de nouvelles lois ou d'amendements s'inscrit dans

---

<sup>6</sup> La première prise de parole est un discours, prononcé le 13 janvier 1975, intitulé *Report on the Revision of the Constitution*. Voir <<https://www.marxists.org/reference/archive/zhang/1975/01/13.htm>> (9 juillet 2015); la seconde prise de parole est un article *On Exercising All-Round Dictatorship Over the Bourgeoisie*, paru en 1975. Voir <<https://www.marxists.org/reference/archive/zhang/1975/x01/x01.htm>> (9 juillet 2015).

<sup>7</sup> Ces transcriptions sont disponibles sur le site [www.marxists.org](http://www.marxists.org).

le processus de consolidation du pouvoir d'une nouvelle direction collective. Trois Constitutions de l'État ont été promulguées durant la période étudiée (1975; 1978, amendée en 1980; et 1982, amendée en 1988).

Si la République populaire de Chine promulguait un grand nombre de lois, elles ne semblent pas avoir été suivies d'effets avant l'arrivée au pouvoir de la direction collective réunie autour de Deng Xiaoping. Nous devons faire l'hypothèse que la loi joue un rôle de plus en plus central durant la période de *Réformes et d'Ouverture*, car elles seront systématiquement publiées et traduites par les organes officiels. Ainsi les premiers recueils compilant les nouvelles lois économiques sont traduits et publiés dès 1982; le Code pénal et le Code de procédure pénale dès 1984, puis l'ensemble des nouvelles lois à partir de 1987. Sur un autre plan, il semble que la nouvelle direction collective ait voulu faire de son accession au pouvoir un moment charnière de l'histoire de la République populaire de Chine, car les recueils de lois officiels ne commencent qu'en 1979. Et même la Constitution de 1978, dont la version amendée de 1980 est pourtant incluse dans le premier recueil, en est absente.

Dans le cadre de cette étude de cas, nous ferons référence à la version de la Constitution de 1982 et des lois promulguées depuis 1979, traduites et éditées dans la collection *The Laws of the People's Republic of China* par *The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China*. Les recueils des lois promulguées entre 1979 et 1982 et entre 1983 et 1986 sont traduits et publiés en 1987; le recueil des lois promulguées entre 1987 et 1989 est traduit et publié en 1990; le recueil des lois de 1990-1992, en 1993. Encore une fois, parce qu'il s'agit d'une traduction officielle en langue anglaise, les citations, lorsque nécessaire, seront intégralement reproduites en anglais.

#### **6.1.4 - La structure de l'analyse**

Afin de mener cette analyse, il faut, dans un premier temps, étudier trois aspects des prises de position publiques :

- 1 – les thèmes des discours<sup>8</sup>; et
- 2 – les publics cibles des discours<sup>9</sup>, afin de
- 3 – dégager une vision d'ensemble.

### Thèmes des discours de Deng Xiaoping

| Abrév. | Critères de codage des thèmes des discours de Deng Xiaoping                                                                                                                           |
|--------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| HIS    | : Mention de l'histoire de Chine ou référence à son passé (une occurrence au moins)                                                                                                   |
| MAO    | : Mention explicite de Mao Zedong, de ses écrits, de sa pensée, du mouvement maoïste, des penseurs qui s'en réclament (une occurrence au moins)                                       |
| MAX    | : Mention explicite de Marx, de ses écrits, de sa pensée, du mouvement marxiste, des penseurs qui s'en réclament (Engels, Lénine...) (une occurrence au moins)                        |
| CMP    | : Développement des compétences                                                                                                                                                       |
| CTL    | : Intensification des moyens de contrôle                                                                                                                                              |
| DEV    | : Développement économique                                                                                                                                                            |
| DIR    | : Direction collective                                                                                                                                                                |
| DSP    | : Discipline individuelle et collective, devoir, soumission                                                                                                                           |
| EFC    | : Efficacité, rendement, performance                                                                                                                                                  |
| EXP    | : Développement des exportations                                                                                                                                                      |
| EXT    | : Recours à des experts étrangers (savoir et savoir-faire étrangers), importation de techniques et de technologies (savoir-faire scientifique et technologique étranger)              |
| FOR    | : Amélioration et développement du système éducatif, élévation du niveau de formation scientifique et technique, promotion et valorisation des formations scientifiques et techniques |
| IDE    | : Éducation idéologique                                                                                                                                                               |
| IND    | : Indépendance économique et militaire, autonomie de la Chine                                                                                                                         |
| INF    | : Infaillibilité du Parti                                                                                                                                                             |
| INT    | : Relations internationales                                                                                                                                                           |
| JNS    | : Éducation et formation de la jeunesse spécifiquement                                                                                                                                |
| LCD    | : Lutte contre la dissidence individuelle et collective                                                                                                                               |

<sup>8</sup> Bien que cette recherche s'inscrive dans le courant de la sociologie historique (cf. *supra*, introduction), l'analyse de cas, qui repose sur une étude systématique des discours de Deng Xiaoping, a nécessité quelques emprunts méthodologiques. La démarche suivie s'est déroulée comme suit : 1) une lecture flottante de l'ensemble des discours; 2) une préanalyse pour entreprendre « l'opérationnalisation et la systématisation des idées de départ » (Bardin 2013, p.125); et 3) l'élaboration de la grille de codage des thèmes. Pour le souligner : « le thème est l'unité de signification ». Il s'agit d'« idées constitutives, [d']énoncés, et de propositions porteurs de significations isolables. » (Bardin 2013, p. 136). Dans cette recherche, c'est l'occurrence du thème d'un discours à l'autre qui importe et non pas sa fréquence dans un même discours. De même les commentaires – rhèmes – successifs ne sont pas pris en compte, car il n'entre pas dans l'objet de cette recherche d'étudier les variations d'un thème d'un discours à l'autre (Charaudeau et Maingueneau 2002). La question posée par cette recherche est celle de l'émergence de la Chine postmaoïste à travers les discours de sa principale figure. La figure 6.1 présente les critères de codage des discours ainsi que la liste des thèmes.

<sup>9</sup> Les publics des discours et allocutions sont systématiquement mentionnés en exergue de chacune de ses interventions. La figure 6.2 présente la liste des auditoires auxquels s'adresse Deng Xiaoping.

|     |                                                                                                                 |
|-----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| LDR | : Leadership du Parti                                                                                           |
| LOI | : Cadre légal et réglementaire                                                                                  |
| LPC | : Lutte contre les privilèges et la corruption                                                                  |
| MOD | : Modernisation de l'État                                                                                       |
| ORG | : Rationalisation des organismes et organisations                                                               |
| PAT | : Valorisation du patriotisme et/ou du nationalisme                                                             |
| PRJ | : Sélection et promotion des jeunes, accès des jeunes à des postes de responsabilité                            |
| R&D | : Développement et intensification de la recherche et du développement scientifique, technique et technologique |
| RAP | : Respect de l'autorité centrale, de celle du Parti                                                             |
| RED | : Rééducation des dissidents                                                                                    |
| SAL | : Bonifier les salaires et les avantages sociaux                                                                |
| STB | : Stabilité et unité du pays, renforcement de l'État                                                            |
| VIE | : Amélioration des conditions et de la qualité de vie des masses                                                |

---

**Figure 6.1** – Les trente et un thèmes récurrents dans les discours de Deng Xiaoping classés par ordre alphabétique (cf. note 7).

Dans un deuxième temps, il est utile d'examiner les correspondances ou l'absence de correspondance entre les mesures proposées et les lois, ainsi qu'entre la vision d'ensemble et les réformes qui se mettent en place. Finalement nous évaluerons les correspondances ou l'absence de correspondance entre le régime qui se met en place durant cette « deuxième révolution » (P4-D27), pour citer Deng Xiaoping, et le projet légiste tel qu'il a été défini au chapitre 4.

La période retenue pour cette analyse couvre les dix-sept années qui vont du retrait de la vie politique de Mao Zedong au *Voyage dans le Sud* de Deng Xiaoping. Or, la période postmaoïste est caractérisée par des changements fondamentaux tant sur le plan économique que sur le plan de la politique intérieure et de la politique internationale, dont les effets se font encore ressentir aujourd'hui et dont les grandes orientations dominent encore. C'est pourquoi il faut subdiviser cette période en fonction de ces moments clés. Les moments charnières de l'évolution de la carrière politique de Deng Xiaoping, l'acteur le plus connu de la période, serviront de balises.

### Auditoires des discours de Deng Xiaoping

| Abrév. | Description des auditoires des discours de Deng Xiaoping                                                                                                                    |
|--------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ARM    | : Membres supérieurs de l'Armée populaire de libération ou membres du gouvernement rattachés aux affaires militaires                                                        |
| CUL    | : Créateurs et artistes tous domaines confondus ou membres du gouvernement rattachés à ce secteur                                                                           |
| ECO    | : Dirigeants du monde des affaires ou membres supérieurs du parti ou du gouvernement rattachés aux affaires économiques                                                     |
| EDU    | : Responsables et représentants supérieurs de l'éducation, membres du gouvernement rattachés à l'éducation ou membres du gouvernement des provinces rattachés à l'éducation |
| ETG    | : Dignitaires étrangers                                                                                                                                                     |
| HDG    | : Hauts dirigeants du Parti ou de l'État                                                                                                                                    |
| IDM    | : Dirigeants de l'industrie militaire ou membres du gouvernement rattachés à l'industrie militaire                                                                          |
| PAR    | : Membres supérieurs du Parti                                                                                                                                               |
| POP    | : Population                                                                                                                                                                |
| RDS    | : Dirigeants des industries de pointe, chercheurs de rang élevé dans ces domaines ou membres du gouvernement rattachés à ce secteur                                         |
| SYN    | : Officiers des syndicats, membres du gouvernement rattachés à ces questions ou membres du gouvernement des provinces rattachés à ces questions                             |

**Figure 6.2** – Les onze auditoires cibles des discours de Deng Xiaoping classés par ordre alphabétique (cf. note 8).

## 6.2 – LA CARRIÈRE POLITIQUE DE DENG XIAOPING

La carrière politique de Deng Xiaoping peut être scindée en trois phases distinctes :

1 – avant la fondation de RPC : c'est la partie de sa vie durant laquelle il se distingue comme chef militaire et ardent maoïste;

2 – après la prise du pouvoir par Mao Zedong : c'est la phase au cours de laquelle il occupe des postes civils de plus en plus décisionnels en tant que fidèle lieutenant de Mao Zedong; et, finalement,

3 – la période qui suit la *Révolution culturelle*.

La *Révolution culturelle*, comme pour beaucoup de vétérans, est un moment clé de la carrière de Deng Xiaoping : sur le plan politique, il est limogé et relevé de tous ses postes officiels en 1966, publiquement attaqué en 1967, forcé de faire son autocritique en 1968, et finalement

envoyé en rééducation par le travail en 1969 avec toute sa famille. Il sera rappelé par Mao Zedong en 1973 et regagnera rapidement l'influence qu'il avait en occupant à nouveau des positions de premier plan. Or, s'il fut bien 'rééduqué', la rupture est plus grande encore que quiconque aurait pu l'imaginer : ses idéaux politiques se sont transformés au point qu'il va non seulement donner une nouvelle impulsion à la Révolution mais surtout lui donner une nouvelle direction. Il émergera comme le second père fondateur de la Chine : après Mao Zedong le libérateur, il est véritablement Deng Xiaoping le modernisateur. Mais afin de prendre la mesure de cette rupture, il faut rappeler les grandes lignes de sa carrière politique.

### **6.2.1 – Avant la fondation de la RPC : une carrière militaire dans l'ombre de Mao Zedong**

Après les événements du 4 mai 1919, des milliers de jeunes radicaux partent étudier à l'étranger et le groupe mené en France par Zhou Enlai (cf. chap. 2) aura une influence majeure sur le cours de la Révolution. Deng Xiaoping, de onze ans le cadet de Mao Zedong et de six ans celui de Zhou Enlai, les deux grandes figures de la Révolution chinoise, se joint au Parti en Europe sous l'influence de Zhou Enlai en 1925. Il part l'année suivante à Moscou pour recevoir une formation de cadre bolchevique à l'Université Sun Yat-Sen (mosique zhongshan daxue 莫斯科中山大学), ouverte dans le cadre du Premier front uni entre le PCC et le KMT sous l'égide du Komintern<sup>10</sup>. Il rentre en Chine avant la fin de sa formation pour rejoindre l'Armée nationale révolutionnaire et devient directeur du département politique de l'Académie militaire Sun Yat-Sen de Xi'an au Shaanxi (西安, 陕西), mais le coup d'État de Chiang Kai-Shek en 1927 le force à rejoindre Wuhan où siège le *Comité central* du PCC. Il y rencontre Mao Zedong pour la première fois. Le *Comité central* se replie sur Shanghai et il devient, à vingt-trois ans, responsable de son Secrétariat (Pantsov et Levine 2015, p. 435-436).

En 1929, Deng Xiaoping est envoyé au Guangxi (广西), région montagneuse propice aux rébellions anti-gouvernementales<sup>11</sup>, pour y organiser une insurrection. De cette insurrection, au

---

<sup>10</sup> L'université fermera en 1930, une fois la rupture consommée entre Staline et Chiang Kai-Shek et l'échec des 28 bolcheviques.

<sup>11</sup> Pour mémoire, le Guangxi était un des points de départ de la Rébellion des Taiping en 1850.

début de 1930, naîtra le 7<sup>e</sup> corps de l'Armée rouge chinoise dont il devient le Commissaire politique. Une autre insurrection donne naissance au 8<sup>e</sup> corps, dont il est aussi nommé Commissaire politique. Dans les mois qui suivent, il tente d'organiser un soviet, mais très rapidement il est rappelé à Shanghai, et le 7<sup>e</sup> corps est dépêché pour renforcer la République soviétique chinoise au Jiangxi (江西). Il y est alors envoyé afin de servir concurremment comme secrétaire du Parti dans quatre cantons et comme directeur du Département de la propagande du Comité du Parti du Jiangxi. Or, à partir de 1933, partisan des stratégies de guérilla reposant sur la paysannerie prônées par Mao Zedong, il est visé par des critiques en provenance des instances dirigeantes du Parti. Il est alors nommé éditeur de l'organe de presse du Comité révolutionnaire militaire central, et en conséquence privé de ses responsabilités militaires et politiques. En 1934, il suit l'Armée rouge dans sa longue retraite stratégique, la *Longue Marche* (Pantsov et Levine 2015, p. 436).

À la fin de l'année, Deng Xiaoping est à nouveau nommé responsable du secrétariat du *Comité central* ce qui lui permet de participer à la Conférence de Zunyi en février 1935. Avec l'ascendance que prend la faction de Mao Zedong, Deng Xiaoping est alors promu à des hauts postes de responsabilité militaire et politique dans l'Armée rouge. L'invasion japonaise de juillet 1937 force la création d'un nouveau Front uni avec le KMT et l'Armée rouge est intégrée à l'Armée nationaliste sous le nom de 8<sup>e</sup> Armée de route (balu jun 八路军). En janvier 1938, Deng Xiaoping est nommé commissaire politique et directeur du Département politique de la 128<sup>e</sup> division de la 8<sup>e</sup> Armée de route. De 1942 à 1944, il est un des principaux artisans de la *Campagne de Rectification de Yan'an* qui impose pour une première fois l'orthodoxie maoïste et consacre Mao Zedong comme le seul maître du Parti (Pantsov et Levine 2015, p. 436-437).

Au 7<sup>e</sup> Congrès en 1945, il est élu au *Comité central*. Très rapidement après la reddition du Japon et la rupture du Deuxième front uni, Deng Xiaoping mène des offensives couronnées de succès contre le KMT. En 1947, il devient secrétaire du bureau politique du Comité du Parti de la région des plaines centrales, ce qui fait de lui un des principaux acteurs de la libération de la Chine :

1 – ses troupes traversent le fleuve Jaune, prennent à revers les forces du KMT et parviennent à établir des bases;

2 – au tournant de 1949, lors d'une offensive avec les forces du général Liu Bocheng (刘伯承, 1892-1986), elles libèrent tous les territoires au nord du Yangzi; et

3 – en quelques mois à peine elles prennent Nanjing, la capitale, et Shanghai, la grande ville économique.

Mao Zedong le nomme alors secrétaire du *Bureau politique* du Parti pour la région sud-ouest, où Chiang Kai-Shek s'est replié (Pantsov et Levine 2015, p. 437).

### **6.2.2 – Après la prise du pouvoir : une carrière politique dans l'ombre de Mao Zedong**

La République populaire est fondée le 1<sup>er</sup> octobre 1949 et Deng Xiaoping intègre le gouvernement central. En décembre, il est nommé maire de Chongqing (重庆), la deuxième grande ville du Sichuan (四川), afin de coordonner l'offensive finale contre Chengdu (成都), capitale du Sichuan, où s'est retranché Chiang Kai-Shek. Ce dernier parvient à s'enfuir à Taiwan. Les forces de Deng Xiaoping, épaulées par celles du général He Long (贺龙, 1898-1969), entreprennent alors la libération du Tibet, laquelle sera complétée à la fin de l'année suivante. En parallèle, Deng Xiaoping procède avec zèle à la répression des éléments contre-révolutionnaires et à la réforme agraire dans le sud-ouest jusqu'à la fin de 1952 (Pantsov et Levine 2015, p. 145). Pour ses succès, mais aussi pour le couper de sa base régionale, à l'instar d'un grand nombre de hauts dirigeants, il est rappelé à Beijing et nommé vice-premier ministre du Conseil administratif d'État puis, à la mi-année 1953, premier vice-président du Conseil des finances et de l'économie et ministre des Finances (Pantsov et Levine 2015, p. 437).

Or, deux positions s'affrontent sur le rythme à donner à la Révolution : les *étapistes*, conduits par Zhou Enlai, Liu Shaoqi (刘少奇, 1898-1969), Bo Yibo (薄一波, 1908-2007) et Peng Zheng (彭真, 1902-1997), et les *radicaux*, dirigés par Gao Gang (高岗, 1905-1954) et Rao Shushi (



饶漱石, 1903-1975), Mao Zedong se contentant de jouer l'arbitre. Les *radicaux* auraient alors monté une conspiration afin de liquider les *étapistes*, probablement convaincus de l'appui tacite de Mao Zedong et de Staline. Chen Yun (陈云, 1905-1995) et Deng Xiaoping révélèrent la conspiration à Mao Zedong qui chargea Deng Xiaoping de régler l'affaire. À la mort de Staline, Deng Xiaoping s'exécuta encore une fois avec zèle en contraignant Gao Gang au suicide. Les liens entre Deng Xiaoping, Zhou Enlai et Liu Shaoqi s'en trouvent resserrés (Pantsov et Levine 2015, p. 437).

Deng Xiaoping est alors une des étoiles montantes du Parti. Il est d'abord nommé directeur du Secrétariat ainsi que directeur du Département de l'organisation du *Comité central* en 1954. Avec la réorganisation constitutionnelle de septembre 1954, Mao Zedong devient Président, Liu Shaoqi président du comité permanent de l'Assemblée populaire, Zhou Enlai premier ministre et Deng Xiaoping vice-premier ministre et membre de la *Commission militaire centrale* (zhongyang junshi weiyuanhui 中央军事委员会). Deng Xiaoping mène alors l'offensive contre les dissidents : Rao Shushi est démis de ses fonctions et expulsé du Parti, avant d'être emprisonné jusqu'à sa mort. En avril 1955, Deng Xiaoping est élu au *Bureau politique*. Lorsque le Rapport du 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS en 1956 est rendu public, Deng Xiaoping est le seul haut dirigeant à défendre sans nuance Staline (Pantsov et Levine 2015, p. 171). Au 8<sup>e</sup> Congrès du PCC en 1956, il est élu au *Comité permanent du Bureau politique* et secrétaire général du *Comité central*. Néanmoins, Deng Xiaoping fait l'erreur de proposer que la référence à la *Pensée de Mao Zedong* soit supprimée de la Constitution du Parti (Pantsov et Levine 2015, p. 172).

Si Mao Zedong lance la *Campagne des Cent Fleurs*, les autres dirigeants, Deng Xiaoping y compris, s'irritent de la liberté de ton des critiques. Mais lorsque la critique s'en prend au système lui-même, il est mandaté pour réprimer les *droitistes*<sup>12</sup>. Encore une fois, il excelle (Pantsov et Levine 2015, p. 438). De 1958 à 1961, il soutient et participe à la préparation du *Grand bond en avant*, lequel se solda *in fine* par une famine qu'il fut impossible de nier. Or, le maréchal Peng Dehuai (彭德怀, 1898-1974) avait vertement critiqué les conséquences du *Grand bond en avant* dès juillet 1959 dans une lettre qu'il avait directement adressée à Mao Zedong. Mao Zedong y vit

---

<sup>12</sup> Le terme *droitiste*, pour le rappeler, désigne ceux qui avaient poussé la critique du système trop loin (cf. chap. 2).

les prémisses d'une réaction contre-révolutionnaire et le condamna publiquement ainsi que tous ses lieutenants. Une fois Peng Dehuai purgé, Deng Xiaoping le remplace au Comité permanent de la *Commission militaire centrale*. Il entreprend alors une nouvelle répression contre les éléments critiques (Pantsov et Levine 2015, p. 201-203). Deng Xiaoping ne dénoncera le *Grand bond en avant* seulement après que Mao Zedong l'ait lui-même critiqué (Pantsov et Levine 2015, p. 213). Or, en appuyant publiquement la dénonciation du *Grand bond en avant* de Liu Shaoqi au printemps 1961, on aurait pu croire à un acte de déloyauté de Deng Xiaoping envers Mao Zedong<sup>13</sup>.

En décembre de la même année, à la demande de Mao Zedong, Deng Xiaoping présente un rapport sur la situation de la lutte contre le *révisionnisme* soviétique qui reprend l'interprétation de Mao Zedong. Toutefois, malgré l'autorité de Mao Zedong, tous les hauts dirigeants du Parti sont préoccupés par l'attitude de plus en plus négative de la direction collective soviétique à leur égard. En 1962, lors d'une rencontre élargie du *Comité central*, la plus grande de son histoire, Deng Xiaoping, qui l'a organisée, et Zhou Enlai endossent les erreurs du *Grand bond en avant*, exonérant *de facto* Mao Zedong. Par contre, Liu Shaoqi et Peng Zhen rejettent toute la responsabilité sur Mao Zedong. Celui-ci est contraint d'entreprendre son autocritique. Dès lors, Mao Zedong se distanciera volontairement de ses responsabilités officielles (Pantsov et Levine 2015, p. 438-439).

Dès les premiers signes de l'échec du *Grand bond en avant*, des brigades de production dans l'Anhui (安徽) commencent sans sanction officielle à répartir la production de leurs membres sur la base de contrats. Ces contrats allouent des terres aux membres ou permettent une activité propre en échange d'un quota de production. Tout surplus leur appartient en propre, et ils sont libres de le vendre à leur brigade. Par contre, ils ne peuvent choisir librement le type de cultures ni les activités qu'ils entendent exercer, ni non plus commercialiser librement leurs surplus; les graines, les engrais et les outils leur sont alloués en échange d'un pourcentage sur leur production future. Ce système est aujourd'hui connu sous le nom de *Système de responsabilité familiale* (jiating lianchan chengbao zerenzhi 家庭联产承包责任制) (Pantsov et Levine 2015, p. 217-218).

---

<sup>13</sup> On ne peut déterminer si Deng Xiaoping, à cette époque, prend position contre Mao Zedong ou essaie de refléter ses vues changeantes.

Comme l'efficacité de ce système atténue les effets les plus négatifs du *Grand bond en avant*, de plus en plus de dirigeants, dont Liu Shaoqi, réclament son extension. Deng Xiaoping va même jusqu'à déclarer : « Peu importe qu'un chat soit blanc ou noir; s'il attrape la souris, c'est un bon chat. » (*Buguan bai mao, hei mao, luzhu laoshu shi haomao* 不管白猫，黑猫，录住老鼠是好猫) (Pantsov et Levine 2015, p. 223). Or, Mao Zedong voyait dans ce changement les germes du capitalisme : dès lors, l'opposition entre les partisans de Mao Zedong et les partisans de Liu Shaoqi ne fera que s'envenimer. Chen Yun préféra s'éloigner de la politique par précaution. Or, nul ne pensait à privatiser les terres : celles-ci, comme l'ensemble des ressources naturelles et des moyens de production devaient rester la propriété de l'État. Pantsov et Levine y voient un programme semblable à la *Nouvelle économie politique* (NEP) que les dirigeants bolcheviques avaient adopté afin de mitiger les effets du communisme de guerre et de relancer le développement (Pantsov et Levine 2015, p. 217-218).

Pour Pantsov et Levine, il ne fait aucun doute que ce système de responsabilité est une forme de socialisme. Or, des tendances similaires ont caractérisé le processus de centralisation de l'économie féodale durant la période des Printemps et des Automnes et encore plus durant celle des Royaumes combattants (Vandermeersch 1965, p. 73-106). Cao Cao (曹操, 155-220) a introduit un système similaire durant la période des Trois Royaumes (Ebrey et Walthall 2014, p. 63), de même que les Wei du Nord (北魏, 386-535), eux-mêmes suivis en cela par les Sui (隋朝, 589-618), puis par les Tang (唐朝, 618-907). Ces systèmes présentaient trois grandes caractéristiques :

1 – l'État octroyait aux familles des terres dont la superficie était calculée en fonction de leur capacité à la cultiver;

2 – une proportion de la production était réservée pour l'impôt; et

3 – les terres étaient fréquemment redistribuées par l'État afin de maintenir la production à un niveau optimal dans un contexte précapitaliste et préindustriel.

Des Wei du Nord jusqu'au Tang, ce système est connu sous le nom de *Système des champs égaux* (juntian zhidu 均田制度). Après la rébellion militaire d'An Lushan (安禄山, 703-757),

aucune autre administration, avant la fondation de la RPC, n'aura les moyens de pénétrer aussi profondément dans la société afin de prélever directement des impôts familiaux. C'est pourquoi, si le *Système de responsabilité familiale* peut être compris en continuité avec la NEP, donc avec le socialisme, il peut aussi être interprété comme une réactualisation du *Système des champs égaux* de l'époque impériale. Comme l'avait souligné Balazs (2012) et comme nous l'avons rappelé au chapitre 5, les politiques de la RPC, qu'il s'agisse de la collectivisation ou du système de responsabilité familiale, sans parler des restrictions au commerce, ne rompent ni avec les pratiques impériales ni avec les valeurs qui les sous-tendent.

### 6.2.3 – La Révolution culturelle

Prenant exemple sur l'URSS et logée à la même enseigne, la *Nouvelle Chine* a très rapidement sombré dans les mêmes travers : bureaucratisation de la société, ossification de la hiérarchie, routinisation des tâches politiques et économiques, montée d'une nomenklatura chinoise soucieuse de son seul bien-être, et rigidification du marxisme-léninisme officiel. Une dérive qui sanctionnait la fin du projet révolutionnaire de rendre à la Chine son indépendance. La *Nouvelle Chine* se muait à un rythme effréné en ce à quoi elle était s'était opposée : la Chine impériale, avec son cortège de népotisme, clanisme, corruption... Cette dérive rapide de la Chine révolutionnaire en une Chine bureaucratique est sans aucun doute partiellement responsable de la catastrophe du *Grand bond en avant* (Short 2005, p. 420-421). Si la *Nouvelle Chine* désirait se prémunir contre l'impérialisme en rattrapant le monde capitaliste, et, dans l'immédiat, faire face à la menace soviétique, il fallait qu'elle ébranle le Parti-État afin de le régénérer. À cette fin, Mao Zedong crée en 1966 un Groupe de la *Révolution culturelle* sous l'autorité directe du *Comité permanent du Bureau politique* composé de Chen Boda (陈伯达, 1904-1989), Jiang Qing (江青, 1914-1991), Yao Wenyuan (姚文元, 1931-2005), Zhang Chunqiao (张春桥, 1917-2005), Kang Sheng (康生, 1898-1975), Wang Li (王力, 1922-1996) et Xie Fuzhi (谢富治, 1909-1972).

L'enjeu était culturel, et Mao Zedong et ses partisans en prirent l'initiative contre les apparatchiks du Parti, d'abord en cherchant à rééduquer idéologiquement la bureaucratie [1963-1966], en politisant l'armée [1963-1971] alors sous le commandement de Lin Biao – le compilateur du *Petit livre rouge* –, puis en appelant la jeunesse urbaine et éduquée à faire « Feu sur le Quartier

Général » (Mao Zedong 1966)<sup>14</sup>. Pendant deux ans, de 1966 à 1968, les collégiens, les universitaires, mais aussi les jeunes travailleurs s'attaquent aux structures ainsi qu'à tous les symboles hérités du passé. Des héritages qui s'imposent à tous et imposent à tous; qui exigent de tous respect, obéissance, loyauté et ultimement conformité; qui empêchent les individus, et la société dans son ensemble, de se développer, de progresser et ultimement de s'émanciper. Alors que les destructions se multiplient, aucune figure d'autorité, traditionnelle ou nouvelle, n'est respectée, beaucoup sont publiquement humiliés avant d'être purgés tel Deng Xiaoping; certains même paient de leur vie comme Liu Shaoqi (Curt Kraus 2012, p. 10, 44).

Si l'objectif de Mao Zedong et de ses partisans était d'éliminer leurs rivaux, qu'ils fussent apparatchiks ou partisans d'autres orientations politiques, il faut quand même reconnaître que la *Révolution culturelle* témoigne aussi d'un grand élan libertaire, le premier en un demi-siècle. Elle prend sa source dans les contradictions auxquelles doivent faire face les jeunes dans la société chinoise. Sans cela, il est fort probable que l'appel à la révolte n'aurait pas été aussi massivement suivi. L'appel de Mao Zedong n'était probablement que le catalyseur, et sa pensée une façon d'exprimer la révolte d'une génération privée de moyens d'expression. Si la violence des Gardes rouges est le fait d'une minorité, elle exprime néanmoins la colère collective de la jeunesse urbaine (Curt Kraus 2012, p. 39). Cette violence tourne à l'affrontement direct entre les diverses factions, qui se livrent toutes à une surenchère verbale, quels que soient leurs objectifs immédiats : chacune se veut radicale, mais toutes luttent contre les éléments modérés. Afin de préserver et d'accroître leur influence, les différents clans du pouvoir jouent alors les factions des Gardes rouges les unes contre les autres, augmentant ainsi les risques de guerre civile. L'armée intervient alors pour réprimer les Gardes rouges et réimposer le pouvoir du Parti sur la société, consolidant de fait l'emprise de Mao Zedong et de ses partisans. Sans cette intervention particulièrement violente, il y aurait lieu de penser que la vague iconoclaste de la *Révolution culturelle* aurait emporté l'icône suprême, Mao Zedong (Curt Kraus 2013, p. 39).

---

<sup>14</sup> C'est le titre du premier *Dazibao* de la *Révolution culturelle*. Mao Zedong Zedong, *Bombard the Headquarters - My First big-Characters Poster*, 5 août 1966, marxist.org, [https://www.marxists.org/reference/archive/mao/selected-works/volume-9/mswv9\\_63.htm](https://www.marxists.org/reference/archive/mao/selected-works/volume-9/mswv9_63.htm) (25 janvier 2015).

L'armée s'arroge un pouvoir sans précédent depuis la dictature de Chiang Kai-Shek : elle tient le *Groupe de la Révolution culturelle* responsable des dérives, et les jeunes urbains sont envoyés à la campagne afin d'être rééduqués (Curt Kraus 2013, p. 44). Lin Biao, est la figure montante de la politique jusqu'en 1971, moment où il perd les faveurs de Mao Zedong. Son avion s'écrasa dans des circonstances suspectes au-dessus de la Mongolie alors qu'il fuyait vers l'URSS. La *Révolution culturelle* est alors institutionnalisée sous l'autorité de Jiang Qing et de ses collaborateurs qui, cherchant à revenir au-devant de la scène, codifient avec rigidité ce qui doit constituer une « bonne œuvre révolutionnaire ». L'autonomie, la créativité et la spontanéité au cœur du projet révolutionnaire sont réprimées alors que la conformité est célébrée par une vulgate révolutionnaire. C'est véritablement à partir de ce moment que le « Culte de Mao Zedong » atteint le sommet de l'absurde pour Curt Kraus (2013, p. 56).

Pendant une décennie, la *Révolution culturelle* a profondément bouleversé la *Nouvelle Chine* : le système d'enseignement supérieur, lycées et universités, est en décomposition; et seule la conformité idéologique est gage de compétence. En conséquence, la production industrielle stagne, les conditions de vie à la campagne se détériorent, le retard de la Chine se creuse, non seulement avec le monde capitaliste, mais aussi avec le monde socialiste, sans mentionner le développement de Taiwan, les jeunes envoyés à la campagne désespèrent de leur avenir et, finalement, seuls les mouvements de masse, orchestrés par le pouvoir et ponctués d'autocritiques publiques et de procès politiques ritualisés, se multiplient et s'intensifient afin de maintenir et de stimuler artificiellement l'ardeur révolutionnaire (Spence 2013, p. 648). Après l'élan libertaire de 1966-1968, les années qui suivent peuvent-elles être qualifiées de *Révolution culturelle*?

#### **6.2.4 – La théorie des trois mondes et le retour politique de Deng Xiaoping**

En 1973, la *Révolution culturelle* institutionnalisée, le projet phare de Mao Zedong, bat son plein. Or, le leadership du Parti n'a que marginalement changé depuis la proclamation de la *Nouvelle Chine* et l'âge commence à trahir Mao Zedong (né en 1893) ainsi que son lieutenant Zhou Enlai (né en 1898). La question de la transition devient inévitable. Zhou Enlai parvient à faire nommer Deng Xiaoping son assistant afin d'assurer la gestion des affaires quotidiennes de l'État. Ainsi après plusieurs années de rééducation, Deng Xiaoping redevient premier vice-premier

ministre en mars 1973, avant de réintégrer le *Bureau politique*. Sa première mission est de présenter devant l'Assemblée générale de l'ONU, en avril 1974, la *théorie des trois mondes* formulée par Mao Zedong<sup>15</sup>.

Il faut revenir à la Guerre froide, car la conception chinoise tranche radicalement avec la vision conventionnelle. La vision conventionnelle est la suivante : le Bloc de l'Ouest est dominé par les É.-U., le Bloc de l'Est par l'URSS, et le Tiers-monde nouvellement décolonisé cherche à s'affranchir avec plus ou moins de succès de l'emprise de l'un ou de l'autre Bloc. La vision maoïste projette au contraire une hiérarchie pyramidale de pays dominés par les deux superpuissances, les É.-U. et l'URSS, chacune contrôlant un certain nombre de puissances intermédiaires et luttant pour imposer leur domination sur le Tiers-monde qui regroupe alors la très grande majorité des pays :

[...] The United States and the Soviet Union make up the First World. The developing countries in Asia, Africa, Latin America and other regions make up the Third World. The developed countries between the two make up the Second World.

The two superpowers, the United States and the Soviet Union, are vainly seeking world hegemony. Each in its own way attempts to bring the developing countries of Asia, Africa and Latin America under its control and, at the same time, to bully the developed countries that are not their match in strength.

The two superpowers are the biggest international exploiters and oppressors of today. They are the source of a new world war. They both possess large numbers of nuclear weapons. They carry on a keenly contested arms race, station massive forces abroad and set up military bases everywhere, threatening the independence and security of all nations. They both keep subjecting other countries to their control, subversion, interference or aggression. They both exploit other countries economically, plundering their wealth and grabbing their resources. In bullying others, the superpower which flaunts the label of socialism is especially vicious. It has dispatched its armed forces to occupy its "ally" Czechoslovakia and instigated the war to dismember Pakistan. It does not honour its words and is perfidious; it is self-seeking and unscrupulous.

The case of the developed countries in between the superpowers and the developing countries is a complicated one. Some of them still retain colonialist relations of one form or another with Third World countries, and a country like Portugal even continues with its barbarous colonial rule. An end must be put to this state of affairs. At the same time, all these developed countries are in varying degrees controlled, threatened or bullied by the one superpower or the other. Some of them have in fact been reduced

---

<sup>15</sup> Deng Xiaoping prononce ce discours le 10 avril 1974. Voir <<https://www.marxists.org/reference/archive/deng-xiaoping/1974/04/10.htm>> (8 septembre 2015).

by a superpower to the position of dependencies under the signboard of its so-called "family." In varying degrees, all these countries have the desire of shaking off superpower enslavement or control and safeguarding their national independence and the integrity of their sovereignty.

The numerous developing countries have long suffered from colonialist and imperialist oppression and exploitation. They have won political independence, yet all of them still face the historic task of clearing out the remnant forces of colonialism, developing the national economy and consolidating national independence. These countries cover vast territories, encompass a large population and abound in natural resources. Having suffered the heaviest oppression, they have the strongest desire to oppose oppression and seek liberation and development. In the struggle for national liberation and independence, they have demonstrated immense power and continually won splendid victories. They constitute a revolutionary motive force propelling the wheel of world history and are the main force combating colonialism, imperialism, and particularly the superpowers (Deng Xiaoping 1974).

Cette vision est à première vue une extension du système capitaliste des trois classes au système international : une minorité extrêmement puissante et influente de capitalistes cherchent à exploiter un prolétariat nombreux, mais individuellement faible, ainsi qu'une classe moyenne, laquelle prise entre les deux se trouve dans une situation précaire, et dont les membres ne peuvent lutter à armes égales avec les capitalistes toujours plus puissants. Les membres des classes moyennes sont donc destinés à n'être que le relais des capitalistes ou à rejoindre le prolétariat. Les pays du Tiers-monde s'affranchissent de la domination d'un certain nombre de puissances coloniales ou impérialistes qui ne peuvent plus maintenir leur domination passée. Or, deux superpuissances cherchent à s'approprier les ressources de ces mêmes pays du Tiers-monde en déployant des moyens et des ressources sans commune mesure avec ceux que pouvaient mobiliser les anciennes puissances coloniales. C'est pourquoi, ni les pays du Tiers-monde ni les puissances intermédiaires ne peuvent leur résister individuellement. Les puissances intermédiaires n'ont alors d'autres choix, à l'instar de la classe moyenne, que de les servir ou d'aller grossir les rangs du Tiers-monde.

Les superpuissances, fondamentalement hégémoniques, poursuivent des intérêts antagonistes et la lutte entre elles doit nécessairement s'étendre à la terre entière. Or, par les moyens et les ressources qu'elles peuvent mobiliser, les superpuissances sont les principaux facteurs de déstabilisation à l'échelle mondiale. En d'autres termes : seuls les É.-U. et l'URSS ont les moyens et la volonté de mener des guerres, les pays qui leur sont soumis n'ayant alors d'autre



choix que celui de la participation active ou passive. Tant que les puissances impérialistes et les superpuissances existeront, aucun pays ne pourra jouir d'une véritable autonomie et encore moins d'une véritable indépendance. Or, sans indépendance politique et économique, aucun pays ne peut se développer, ni *a fortiori* les pays du Tiers-monde qui cherchent à mettre fin à des décennies d'exploitation. De plus, le peu d'autonomie et d'indépendance qui leur reste se réduit comme une peau de chagrin, et la rivalité croissante entre les superpuissances l'accélère.

Elles seules font peser le risque d'un conflit mondial et nucléaire. La rivalité entre les superpuissances les conduit à intensifier et à accélérer leur entreprise de soumission des pays qu'elles dominent directement ou indirectement, les pays du Tiers-monde étant transformés en autant de champs de bataille. Les rivalités entre les deux allant croissantes, les superpuissances sont au bord de l'affrontement nucléaire et nul pays ne sera épargné. L'objectif est donc de former la plus large coalition possible, non seulement avec les pays du Tiers-monde mais aussi avec les puissances intermédiaires, afin de pouvoir renverser l'ordre international existant avant qu'il ne disparaisse dans une confrontation apocalyptique.

Comme il se doit, le discours de Deng Xiaoping use de tous les artifices rhétoriques caractéristiques de cette période (cf. chap. 2) :

[...] China is a socialist country, and a developing country as well. China belongs to the Third World. Consistently following Chairman Mao Zedong's teachings, the Chinese Government and people firmly support all oppressed peoples and oppressed nations in their struggle to win or defend national independence, develop the national economy and oppose colonialism, imperialism and hegemonism. This is our bounden internationalist duty. China is not a superpower, nor will she ever seek to be one. What is a superpower? A superpower is an imperialist country which everywhere subjects other countries to its aggression, interference, control, subversion or plunder and strives for world hegemony. If capitalism is restored in a big socialist country, it will inevitably become a superpower. The Great Proletarian Cultural Revolution, which has been carried out in China in recent years, and the campaign of criticizing Lin Biao and Confucius now under way throughout China, are both aimed at preventing capitalist restoration and ensuring that socialist China will never change her colour and will always stand by the oppressed peoples and oppressed nations. If one day China should change her colour and turn into a superpower, if she too should play the tyrant in the world, and everywhere subject others to her bullying, aggression and exploitation, the people of the world should identify her as social-imperialism, expose it, oppose it and work together with the Chinese people to overthrow it. (Deng Xiaoping 1974)

Ainsi, devant l'ONU, Deng Xiaoping fait un éloge de Mao Zedong et de la *Grande Révolution culturelle prolétarienne*. Nul ne pouvait espérer sauver sa carrière politique s'il ne participait pas de ses formes quasi rituelles. Or, Deng Xiaoping était un dirigeant qui avait occupé certaines des positions les plus importantes au sein du Parti-État avant la *Révolution culturelle*, et qui en a été l'une des victimes les plus en vue avant d'être soudainement rappelé aux plus hautes fonctions. Cet exercice oratoire devant l'Assemblée des Nations unies, quelques mois à peine après son retour au pouvoir, pourrait être interprété comme un test de loyauté.

Pour autant, la *théorie des trois mondes* n'est pas qu'un artifice théorique, et Deng Xiaoping adapte subtilement la rhétorique maoïste : l'ordre existant peut être remplacé par un ordre fondé sur la coexistence pacifique au sein duquel les échanges reposeraient sur les bénéfices mutuels :

The Third World countries strongly demand that the present extremely unequal international economic relations be changed, and they have made many rational proposals of reform. The Chinese Government and people warmly endorse and firmly support all just propositions made by Third World countries.

We hold that in both political and economic relations, countries should base themselves on the Five Principles of mutual respect for sovereignty and territorial integrity, mutual non-aggression, non-interference in each other's internal affairs, equality and mutual benefit, and peaceful coexistence. We are opposed to the establishment of hegemony and spheres of influence by any country in any part of the world in violation of these principles.

We hold that the affairs of each country should be managed by its own people. The people of the developing countries have the right to choose and decide on their own social and economic systems. We support the permanent sovereignty of the developing countries over their own natural resources as well as their exercise of it. We support the actions of the developing countries to bring all foreign capital, and particularly "trans-national corporations," under their control and management, up to and including nationalization. We support the position of the developing countries for the development of their national economy through "individual and collective self-reliance."

We hold that all countries, big or small, rich or poor, should be equal, and that international economic affairs should be jointly managed by all the countries of the world instead of being monopolized by the one or two superpowers. We support the full right of the developing countries, which comprise the great majority of the world's population, to take part in all decision-making on international trade, monetary, shipping and other matters.

We hold that international trade should be based on the principles of equality, mutual benefit and the exchange of needed goods. We support the urgent demand of the developing countries to improve trade terms for their raw materials, primary products and semi-manufactured and manufactured goods, to expand their market and to fix equitable and favourable prices. We support the developing countries in establishing various organizations of raw material exporting countries for a united struggle against colonialism, imperialism and hegemonism

We hold that economic aid to the developing countries must strictly respect the sovereignty of the recipient countries and must not be accompanied by any political or military conditions and the extortion of any special privileges or excessive profits. Loans to the developing countries should be interest-free or low-interest and allow for delayed repayment of capital and interest, or even reduction and cancellation of debts in case of necessity. We are opposed to the exploitation of developing countries by usury or blackmail in the name of aid.

We hold that technology transferred to the developing countries must be practical, efficient, economical and convenient for use. The experts and other personnel dispatched to the recipient countries have the obligation to pass on conscientiously technical know-how to the people there and to respect the laws and national customs of the countries concerned. They must not make special demands or ask for special amenities, let alone engage in illegal activities. (Deng Xiaoping 1974).

En s'opposant aux conditions politiques restrictives qui conditionnent les échanges internationaux et l'aide internationale, mais non au principe des échanges et de l'aide, Deng Xiaoping rompt avec le discours de l'autosuffisance qui caractérise alors la politique économique de la RPC depuis la *Rupture sino-soviétique* à la fin des années 1950. Cette vision fondée sur une ouverture internationale strictement encadrée par l'État dominera la seconde carrière politique de Deng Xiaoping.

Néanmoins, poursuit-il, tant que les superpuissances continueront à dominer le système international existant, la *théorie des trois mondes* restera valide et le nouvel ordre fondé sur la coexistence pacifique sera repoussé *sine die*. Or, « [w]hat is a superpower? A superpower is an imperialist country which everywhere subjects other countries to its aggression, interference, control, subversion or plunder and strives for world hegemony. » (Deng Xiaoping, 1974) Ainsi, dans l'immédiat le système international est non seulement organisé de manière hiérarchique et pyramidale, mais les superpuissances cherchent à soumettre toujours plus les nations libres du monde. Pire, leur rivalité rend la guerre mondiale nucléaire inévitable :

Since the two superpowers are contending for world hegemony, the contradiction between them is irreconcilable; one either overpowers the other, or is overpowered. Their compromise and collusion can only be partial, temporary and relative, while their contention is all-embracing, permanent and absolute. In the final analysis, the so-called "balanced reduction of forces" and "strategic arms limitation" are nothing but empty talk, for in fact there is no "balance," nor can there possibly be "limitation". They may reach certain agreements, but their agreements are only a facade and a deception. At bottom, they are aiming at greater and fiercer contention. The contention between the superpowers extends over the entire globe. (Deng Xiaoping 1974)

Dans l'immédiat, insiste-t-il, les pays doivent se renforcer militairement afin de pouvoir tenir en échec, si ce n'est les vaincre, les forces combinées des deux superpuissances, et de développer leur économie de façon à soutenir ce renforcement. Or, les É.-U. et l'URSS sont des grands pays fortement peuplés, il n'est donc pas donné à tous les pays de pouvoir rivaliser avec l'un d'eux, et encore moins avec les deux. C'est dans cet esprit qu'il faut interpréter la dernière remarque de Deng Xiaoping :

China is a socialist country, and a developing country as well. China belongs to the Third World. Consistently following Chairman Mao Zedong's teachings, the Chinese Government and people firmly support all oppressed peoples and oppressed nations in their struggle to win or defend national independence, develop the national economy and oppose colonialism, imperialism and hegemonism. This is our bounden internationalist duty. China is not a superpower, nor will she ever seek to be one. (Deng Xiaoping 1974)

La RPC serait donc le seul pays à même de pouvoir rivaliser avec succès avec les deux superpuissances sans devenir elle-même une superpuissance. Les pays qui veulent se libérer de l'emprise des superpuissances sont donc non seulement invités à se rapprocher de la RPC, mais aussi à lui apporter les moyens pour se développer en instaurant un ordre distinct de celui des superpuissances, un ordre fondé sur la paix, l'indépendance, le respect et les avantages mutuels dont la RPC serait la garante. Somme toute, la RPC ne peut concevoir qu'un ordre hiérarchique et pyramidal qu'elle dominerait seule, une 'dictature démocratique des nations' sous le leadership de la RPC comme phase de transition au cours de laquelle elle préparait l'avènement du communisme international. Et cela, à l'image de la dictature démocratique du peuple sous le leadership du PCC qui prépare l'avènement du communisme chinois.

En conclusion, pour la RPC, le système international est hiérarchique et pyramidal. Et il est destiné à le rester longtemps encore. Or, en opposition aux théories internationales qui émergent durant la *Détente*, la bipolarité le rend profondément instable et dangereux pour les pays réduits au rôle de « jouet » (Deng Xiaoping 1974) des superpuissances. Ainsi, la vision du système international développée en RPC, aussi maoïste soit-elle, ne rompt pas avec la vision des relations interétatiques développées par la pensée politique chinoise classique et perpétuée par l'Empire. De plus, comme le stipulaient le confucianisme puis l'orthodoxie impériale, seul un État mû par des 'bonnes' valeurs et organisé selon les 'bons' principes pourra dominer le système impérial sans opprimer ses constituants. La RPC seule en sera capable : elle s'est donné pour mission de ramener l'ordre « sous le Ciel » (Deng Xiaoping 1974). Or, cette expression est héritée de la tradition chinoise, et dans la vision traditionnelle chinoise, seule une Chine ordonnée et forte est garante d'un monde de pays souverains vivant en paix (cf. chap. 2). Quoi qu'il en soit, quiconque peut vaincre les forces conjointes des superpuissances les domine, et la RPC de son propre aveu ne pourra être indépendante qui si nul ne peut la menacer directement : elle aspire donc à être la seule puissance dominante l'ensemble du système international et à le rester. Cette vision du système international ne sera plus remise en question par le gouvernement chinois par la suite.

### **6.2.5 – La seconde carrière politique de Deng Xiaoping**

Une fraction croissante de la nomenklatura était convaincue que les dix années de *Révolution culturelle* n'avait été que chaos, et pour cette raison avait rendu la RPC plus vulnérable que jamais aux ingérences des superpuissances. À leurs yeux, il était donc urgent pour la RPC de se réformer politiquement, économiquement et militairement afin de se renforcer et de préserver son indépendance. Zhou Enlai chérissait depuis l'échec du *Grand bond en avant* une vision qui se démarquait fondamentalement de l'autarcie maoïste : il préconisait la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, de la science et de la technologie de façon à faire de la RPC une grande puissance avant la fin du siècle. Malheureusement il n'a jamais proposé une stratégie cohérente pour les atteindre. Rapidement, Deng Xiaoping assume de nouvelles responsabilités que Zhou Enlai ne peut plus assurer en raison de son état de santé. Le retour au pouvoir de Deng Xiaoping, bien qu'il n'aura de cesse tout au long des années subséquentes de

chercher à concrétiser la vision de Zhou Enlai, se divise véritablement en quatre phases successives :

Phase 1 (1975) : La première phase commence en janvier 1975, au moment où il reprend un rôle actif. Or, au même moment, Mao Zedong et Zhou Enlai s'éloignent de la politique pour des raisons de santé, ce qui ravive les oppositions entre les maoïstes et les partisans des quatre modernisations. Par ailleurs, un nouveau rival connaît aussi une ascension rapide : Hua Guofeng. Celui-ci cherche à concilier le projet des quatre modernisations avec la vision maoïste de l'agriculture, fondée sur l'autosuffisance et l'exploitation intensive (Spence 2013, p. 579). Au début 1976, Zhou Enlai meurt et Deng Xiaoping se retrouve isolé avant d'être démis de ses fonctions au profit de Hua Guofeng.

Phase 2 (1977-1978) : La seconde phase débute en juillet 1977, lorsque Deng Xiaoping est rétabli dans toutes ses fonctions neuf mois après la mort de Mao Zedong, et huit mois après l'arrestation de la *Bande des quatre*. Mais ce rappel de Deng Xiaoping s'est fait sous la pression de ses partisans au pouvoir et dans la société. Cette deuxième phase est marquée par la rivalité croissante entre Hua Guofeng, qui se veut l'héritier spirituel et politique de Mao Zedong et du coup entend poursuivre la *lutte des classes*, et Deng Xiaoping qui cherche à réorienter le cours de la Révolution vers la *lutte pour la production*. Le troisième plénum du 11<sup>e</sup> Comité central en décembre 1978 marque la victoire de la faction de Deng Xiaoping sur celle de Hua Guofeng et clôt cette seconde phase.

Phase 3 (1979-1982) : La troisième phase est déterminée par la mise en pratique des grandes orientations de politique intérieure et internationale qui vont caractériser la majeure partie de la décennie :

- 1 – l'augmentation des échanges avec l'étranger;
- 2 – l'introduction des mécanismes du marché;
- 3 – l'ouverture aux capitaux étrangers;
- 4 – l'ouverture des zones économiques spéciales (ZES);
- 5 – la promotion de la coexistence pacifique;

6 – la collaboration Sud-Sud;

7 – la réunification – le retour de Hong Kong et Taiwan sans changer leur 'système économique'.

Cette troisième phase dure jusqu'au 12<sup>e</sup> Congrès national du PCC en septembre 1982. C'est au cours de cette troisième phase que Deng Xiaoping commence véritablement à être le porte-parole officiel de la RPC auprès des délégations étrangères.

Phase 4 (1982-1989) : Le 12<sup>e</sup> Congrès est important, car, d'une part, il crée :

1 – la *Commission consultative centrale* présidée par Deng Xiaoping où siègent les *huit anciens*, les huit figures les plus importantes du régime;

2 – un système de retraite pour les cadres, ce qui permet le rajeunissement des échelons supérieurs du Parti et de l'État.

D'autre part, il cherche à fixer le cadre d'une division et d'une répartition des fonctions entre les hauts dirigeants tout en prévenant leur cumul. Durant la quatrième phase, la libéralisation de l'économie s'accélère et de plus en plus de zones franches sont ouvertes. Or, l'ouverture au commerce international ne se limite pas à l'importation de technologies et de savoir-faire, ces transferts s'accompagnent aussi de flux d'idées et de valeurs nouvelles. Une campagne contre la *Pollution spirituelle* est lancée afin de limiter ces flux mais ne parvient pas à prévenir les manifestations étudiantes de l'hiver 1986-1987. La passation des pouvoirs à des successeurs se poursuit néanmoins alors que Deng Xiaoping renonce à la plupart de ses fonctions officielles. Un ralentissement de la croissance à partir d'août 1988 force les vétérans à ralentir le rythme des réformes : la planification économique joue toujours le rôle le plus important.

### Les phases des réformes de Deng Xiaoping

| Phase                                                                                                               | Date       | Chine/monde                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|-----------------------------------------------|
|                                                                                                                     | 1904       | Naissance de Deng Xiaoping                    |
|                                                                                                                     | 1925       | Adhésion de Deng Xiaoping au PCC              |
|                                                                                                                     | 1934-1935  | Longue marche                                 |
|                                                                                                                     | 1949       | Proclamation de la RPC                        |
|                                                                                                                     | 1966       | Début de la Révolution culturelle             |
|                                                                                                                     | 1969       | • Exil de Deng Xiaoping                       |
|                                                                                                                     | 1972       | Voyage de Nixon et Kissinger en Chine         |
|                                                                                                                     | 1973       | • Rappel de Deng Xiaoping                     |
| <b>Phase I : 25 janvier 1975 – 4 octobre 1975 : rivalités dans l'ombre de Mao Zedong</b>                            |            |                                               |
|                                                                                                                     | 1975       | Retrait de la vie politique de Mao Zedong     |
|                                                                                                                     | 1976       | Mort de Mao Zedong                            |
| Lutte entre les partisans de la <i>Révolution culturelle</i> et ceux de l'ordre bureaucratique                      |            |                                               |
| <b>Phase II : 4 mai 1977 – 13 décembre 1978 : rivalités à la mort de Mao Zedong</b>                                 |            |                                               |
| Lutte entre Hua Guofeng et Deng Xiaoping pour imposer une vision du développement futur de la Chine                 |            |                                               |
| <b>Phase III : 1<sup>er</sup> janvier 1979 – 21 août 1982 : Deng, figure du mouvement de réforme et d'ouverture</b> |            |                                               |
| Début des réformes économiques                                                                                      | 1979       | Néolibéralisme au Royaume Uni                 |
| Ouverture de la Chine                                                                                               |            | Reagan président des États-Unis               |
| Nouvelle constitution                                                                                               | Janv. 1982 |                                               |
| <b>Phase IV : 1<sup>er</sup> septembre 1982 – 31 janvier 1989 : la rançon du succès</b>                             |            |                                               |
| Poursuite des réformes                                                                                              |            |                                               |
| Nouvelle constitution du Parti                                                                                      | Sept. 1982 |                                               |
|                                                                                                                     | 1985       | <i>Perestroïka</i> et <i>Glasnost</i> en URSS |
| <b>Phase V : 26 février 1989 – 21 février 1992 : coup d'arrêt des réformes</b>                                      |            |                                               |
| Printemps de Beijing (15 avril – 15 juin)                                                                           | 1989       | Chute du Mur de Berlin                        |
| Ralentissement des réformes                                                                                         | 1991       | Fin de la Guerre froide                       |
| Voyage dans le sud de Deng Xiaoping (printemps)                                                                     | 1992       |                                               |
|                                                                                                                     | 1997       | Mort de Deng Xiaoping                         |

**Figure 6.3** – Les cinq phases des réformes de Deng Xiaoping.

Phase 5 (1989-1992) : La cinquième phase est marquée par une transformation des propos à l'occasion des rencontres avec les délégations étrangères. La RPC ne tolère plus les critiques en



provenance de l'étranger, qu'elles soient le fait des gouvernements ou des médias : elle les considère dorénavant comme une ingérence dans ses affaires intérieures et une marque d'hostilité. Les événements du Tibet et ceux du *Printemps de Beijing*, leur répression sans ménagement et les critiques internationales qu'ils soulèvent rigidifient encore plus la position officielle chinoise. Échaudés par les événements, les anciens plaident pour un abandon de certaines réformes, ce à quoi Deng Xiaoping s'oppose. Il s'ensuit une lutte qui donne un coup d'arrêt aux réformes. C'est durant cette lutte que s'affirme la troisième génération de leaders regroupée autour de Jiang Zemin, le dauphin de Deng Xiaoping. La période prend fin avec le *Voyage dans le Sud*, au printemps 1992, un déplacement au cours duquel Deng Xiaoping prône une libéralisation économique encore plus poussée. Les anciens sont priés de quitter la politique. La figure 6.3 synthétise la succession des différentes phases.

## CHAPITRE 7

### 1975-1976 : RIVALITES POUR LE POUVOIR DANS L'OMBRE DE MAO ZEDONG : IDEALISME CONTRE MATERIALISME?

#### INTRODUCTION

Le retrait de Mao Zedong et de Zhou Enlai de la vie politique se fait de plus en plus ressentir dès 1975. En janvier, Deng Xiaoping redevient vice-président de la *Commission militaire centrale* – ce qui fait de lui le chef d'état-major de l'Armée populaire de libération – et membre du *Comité permanent du Bureau politique*, le véritable centre du pouvoir (Pantsov et Levine 2015, p. 440). Mais les acteurs principaux de la *Révolution culturelle* : Jiang Qing, Yao Wenyan, Zhang Chunqiao, Wang Hongwen (王洪文, 1935-1992) cherchent à consolider leur pouvoir et à préserver leur œuvre. Pour autant, ils n'étaient pas de simples idéologues : ils s'étaient imposés dans le jeu politique au plus fort de la *Révolution culturelle* à Shanghai, la grande ville économique, lorsque les institutions politiques avaient été remplacées par de nouvelles sur le modèle de la Commune de Paris. Malade, Mao Zedong ne peut plus jouer le rôle d'arbitre entre les différentes factions au sein du *Comité permanent du Bureau politique*, ce qui envenime les rivalités et les attaques personnelles

#### 7.1 – NATURE DU CORPUS

Le corpus pour la phase 1, 1975-1976, est restreint et reflète les conflits pour le pouvoir. L'essentiel se compose de prises de position publiques. Ainsi, pour la *Bande des quatre*, nous disposons de deux textes de Zhang Chunqiao, et de neuf pour Deng Xiaoping.

Une remarque s'impose : Zhang Chunqiao s'adresse le 13 janvier 1975 aux députés de l'Assemblée dans le cadre de la révision de la Constitution de l'État, et à un public intellectuel, en faisant paraître un article intitulé *De la dictature intégrale sur la bourgeoisie* dans la quatrième

édition de *Hongqi* (le drapeau rouge, 红旗), l'organe théorique bimensuel du Parti. Deng Xiaoping, pour sa part, s'adresse toujours à des auditoires restreints de hauts dirigeants de l'armée ou de l'économie, ce qui correspond à ses attributions.

Nous débuterons par l'analyse de la Constitution de 1975 puisque c'est en fonction de celle-ci que Deng Xiaoping est confirmé dans ses rôles de premier vice-premier ministre et de vice-président de la *Commission militaire centrale*. De plus, puisque Zhang Chunqiao a présenté le résumé de la Constitution à l'Assemblée populaire au moment de sa promulgation, nous l'analyserons en lien avec son discours.

## 7.2 – LA CONSTITUTION DE 1975<sup>1</sup>

En 1975, neuf ans après le début de la *Révolution culturelle*, douze ans après le début du *Grand bond en avant* et treize ans après la *Campagne anti-droitistes*<sup>2</sup>, la Constitution de l'État de 1954 est devenue obsolète. La construction accélérée du socialisme et la répression des dissidents ne pouvaient que contrevenir à ses articles, bien qu'ils n'en transgressaient pas l'esprit.

Dans son préambule, il était affirmé qu'elle n'avait qu'un rôle transitoire :

From the founding of the People's Republic of China to the attainment of a socialist society is a period of transition. During the transition the fundamental task of the state is, step by step, to bring about the socialist industrialization of the country and, step by step, to accomplish the socialist transformation of agriculture, handicrafts and capitalist industry and commerce. (Constitution of the People's Republic of China [1954] in Fundamental documents 1962, p. 3)

Ainsi, contrairement à la forme dominante du constitutionnalisme, la Constitution de la RPC de 1954, bien qu'elle comporte soixante articles répartis en quatre chapitres : 1) principes généraux, 2) les structures de l'État, 3) les droits et devoirs fondamentaux des citoyens et 4) les symboles de l'État, n'a pas pour objectif d'instaurer un cadre normatif à l'exercice du pouvoir d'État. Au contraire, malgré sa complexité, ses articles sont destinés à tomber en désuétude à chaque nouvelle étape de la construction du socialisme, processus qui selon la théorie marxiste

<sup>1</sup> Constitution du 17 janvier 1975. Voir <<http://mjp.univ-perp.fr/constit/cn1975.htm>> (21 décembre 2015).

<sup>2</sup> Il s'agit d'une campagne contre les droitistes, cf. chap. 2.

s'accompagne du dépérissement de l'État. Pour cette raison, la Constitution ne joue qu'un rôle indicatif. Le fonctionnement réel des institutions, tout comme les dispositifs de la construction du socialisme, sont régis par des lois et des décrets. Ainsi, dès sa promulgation, la Constitution n'était destinée qu'à jouer un rôle symbolique, à l'instar du *Programme commun de la conférence consultative politique du peuple* de septembre 1949.

Ainsi, la loi peut contrevenir aux dispositions de la Constitution si elles entravent la construction du socialisme et, surtout, doit y contrevenir afin de poursuivre et d'achever la construction du socialisme. L'article 19 précise que :

The People's Republic of China safeguards the people's democratic system, suppresses all treasonable and counter-revolutionary activities and punishes all traitors and counter-revolutionaries.

The state deprives of feudal landlords and bureaucrat-capitalists of political rights for a specific period of time according to law; at the same time it provides them with a way to earn a living, in order to enable them to reform through work and become citizens who earn their livelihood by their own labour. (Constitution of the People's Republic of China [1954], Fundamental documents 1962, p. 10)

Ainsi, n'est citoyen que celui qui ne s'oppose pas au pouvoir, ni même ne critique ses choix, car comme l'indique l'article 2 :

All the power in the People's Republic of China belongs to the people. The organs through which the people exercises power are the National People's Congress and the local people's congresses.

The National People's Congress, the local people's congresses and other organs of state practice democratic centralism. (Constitution of the People's Republic of China [1954], Fundamental documents 1962, p. 10)

En substance, les organes inférieurs obéissent aux organes supérieurs : ils ne peuvent agir que dans le cadre des directives venant d'en haut. Nulle part ailleurs que dans le préambule il est fait mention du Parti communiste. Or, il y est affirmé que seul le PCC a permis au peuple chinois de se libérer. Ainsi, seul le PCC en tant qu'avant-garde de « l'alliance des ouvriers et des paysans » (Constitution of the People's Republic of China in Fundamental documents 1962, p. 6) peut formuler les orientations politiques justes. N'est donc citoyen que celui qui ne s'est jamais

ouvertement opposé au PCC, et quiconque donnerait l'impression de douter risque d'être taxé de trahison et de perdre ses droits politiques.

Ni la Constitution de l'État de 1954 ni même la Constitution du Parti de 1973 ne sont applicables à la situation de 1975. Comme c'est Zhang Chunqiao qui présente le *Rapport sur la Révision de la Constitution* (1975b) devant l'*Assemblée populaire nationale*, nous pouvons en déduire qu'il était une des étoiles montantes. Le rapport débute par un historique rapide des vingt années qui se sont écoulées depuis la promulgation de la première constitution. Il souligne d'entrée de jeu que l'histoire de la RPC n'a été qu'une suite de décisions justes au moment où celles-ci ont été prises. Puis il rappelle que le socialisme est une période de transition et que c'est parce que les décisions prises ont été justes que la construction du socialisme a progressé. Or, précise-t-il, c'est justement parce que la construction du socialisme a progressé qu'une nouvelle constitution est nécessaire. Mais, cette nouvelle constitution combine la Constitution de l'État et celle du Parti. C'est la première fois qu'une Constitution de la RPC fait de l'État-Parti le moteur de la Révolution et du Secrétaire général du PCC, c'est-à-dire Mao Zedong, le seul chef des forces armées.

L'État-Parti a trois missions fondamentales : 1) la lutte des classes, 2) la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique, et 3) la poursuite de la construction du socialisme. Ces trois missions reposent sur un principe d'indépendance et de résistance aux menaces intérieures et extérieures, bien que la RPC recherche toujours la coexistence pacifique. Composée de trente articles seulement, la Constitution semble fusionner les institutions de l'État avec celles du Parti, sans spécifier leurs limites respectives. L'article 11 stipule que 1) tous, membres du Parti ou non, doivent étudier le Marxisme-Léninisme-Mao Zedongisme; 2) qu'ils doivent adopter une orientation révolutionnaire en tout temps; et 3) que tous les organismes doivent privilégier l'organisation la plus simple dans un souci de lutte contre la bureaucratie. L'article 12 précise que le prolétariat doit « exercer sa dictature intégrale sur la bourgeoisie dans le domaine de la superstructure, y compris les divers secteurs de la culture » (Constitution de la République populaire de Chine 1975).

La *théorie de la dictature intégrale sur la bourgeoisie*, en tant qu'idée clé de la pensée de la *Bande des quatre*, sera traitée plus bas. Cette théorie peut se résumer comme suit : bien que l'économie soit étatisée, tant que les dirigeants économiques n'adopteront pas une position révolutionnaire indiscutable, leur leadership restera « bourgeois » (Zhang 1975b). Zhang dans son rapport insiste sur le fait que tous doivent renforcer le centralisme et la démocratie, sans lesquels les pratiques ne pourraient être sincèrement révolutionnaires. Il est évident, à la lecture du rapport de Zhang, que la pensée et les déclarations de Mao Zedong sont les seuls guides pour accomplir cette tâche. Le langage employé reflète les formes stylistiques officielles de la période, allant jusqu'à recopier verbatim les slogans officiels.

L'article 28 énumère les droits suivants : « Les citoyens jouissent de la liberté de parole, de correspondance, de la presse, de réunion, d'association, de cortège, de manifestation et de grève; [...] de pratiquer une religion, la liberté de ne pas pratiquer de religion et de propager l'athéisme » (Constitution 1975). Par contre, l'article 26 précise que « le droit et le devoir fondamentaux de tout citoyen, c'est d'être pour la direction du parti communiste chinois, pour le régime socialiste, et de se conformer à la Constitution et aux lois de la République populaire de Chine » (Constitution 1975). De plus, l'article 8 précise que « [l]es biens publics socialistes ne souffrent d'aucune atteinte. L'État assure la consolidation et le développement de l'économie socialiste et interdit à quiconque de nuire, de quelque manière que ce soit, à l'économie socialiste et à l'intérêt public » (Constitution 1975). Et comme le stipule l'article 25, tout contre-révolutionnaire devra alors faire face à la vindicte des masses. Nous pouvons en conclure que la participation aux campagnes de masse est une preuve d'une bonne conscience révolutionnaire.

Or, depuis la réapparition d'activités individuelles, après l'échec du *Grand bond en avant*, la Constitution doit les tolérer, comme le stipule l'article 5 :

L'État permet aux travailleurs individuels non agricoles d'exercer, dans les limites autorisées par la loi et sans exploiter autrui, une activité individuelle, conformément aux dispositions d'ensemble prises par les organisations de quartier dans les villes et les bourgs, ou par les équipes de production des communes populaires rurales. Il convient en même temps de les guider afin qu'ils prennent graduellement la voie de la collectivisation socialiste (Constitution 1975).

De même, l'article 7 stipule :

[...] Dans les conditions où sont assurés le développement et la prépondérance absolue de l'économie collective dans les communes populaires, les membres de celles-ci peuvent cultiver de petites parcelles réservées à leur propre usage et se livrer, dans des limites restreintes, à des occupations subsidiaires familiales; dans les régions d'élevage, les membres peuvent posséder un petit nombre de têtes de bétail à titre individuel (Constitution 1975).

Par contre, si la collectivisation de l'économie demeure l'objectif principal, Zhang précise que ces pratiques ne s'opposent pas au socialisme, et que, bien au contraire, elles lui donnent une plus grande flexibilité. Il dénonce aussi les politiques de Liu Shaoqi et Lin Biao qui auraient voulu fixer des quotas pour les fermes individuelles et abolir les parcelles à usage individuel (*Système de responsabilité familiale*). Par contre, le maoïsme ne prône pas l'égalitarisme, comme l'article 9 le spécifie sans nuances : « [l']État applique le principe socialiste : " Qui ne travaille pas, ne mange pas " et "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail " » (Constitution 1975). Comme Zhang (1975b) le résume : « the draft reiterates the general line of going all out, aiming high and achieving greater, faster, better and more economical results in building socialism, and stipulates a series of principles and policies for the consolidation and development of the socialist economic base ».

Ainsi, malgré toutes ses limitations, la Constitution de 1975 est probablement la plus directe que la RPC ne se soit jamais donnée. Comme pour la précédente, ses articles sont voués à devenir rapidement obsolètes avec l'accélération de la construction du socialisme. Ainsi, tant la Constitution de 1954 que celle de 1975 n'ont pas pour fonction d'instaurer un cadre légal pour régir l'exercice du pouvoir d'État et l'organisation de la société. Le processus révolutionnaire contredit l'idée même de système, comme Zhang le résume à la fin de son Rapport :

Fellow Deputies!

The work of revising the Constitution has been going on for nearly five years. This Congress will complete the work and promulgate the new fundamental charter of the People's Republic of China. This is a major event calling for our enthusiastic celebration. In order to win and defend the right to people's democracy and socialism, smash the schemes of Kao Kang [Gao Gang], Jao Shu-shih [Rao Shushi], Peng Teh-huai [Peng Dehuai], Liu Shao-chi [Liu Shaoqi] and Lin Piao [Lin Biao] for restoring capitalism

internally and capitulating and selling out the country externally, and defeat reactionaries both at try (sic) have long engaged in sharp and complex struggles, in which tens of thousands of martyrs have laid down their lives. It is precisely the victories of these struggles that have given birth to this socialist Constitution. We are confident that the people of all our nationalities and, first of all, the Communists and state personnel, will earnestly implement and courageously defend this Constitution and carry the continued revolution under the dictatorship of the proletariat through to the end, so as to ensure that our great motherland will forever forge ahead victoriously along the road indicated by Marxism-Leninism-Mao Zedong Tsetung Thought! (Zhang 1975b)

Néanmoins, c'est grâce aux dispositions, même limitées, de cette Constitution que Deng Xiaoping peut prendre un rôle de plus en plus actif à partir de 1975. Après sa promulgation, il est confirmé dans son poste de premier vice-premier ministre et est nommé vice-président de la *Commission militaire centrale*. C'est dans le cadre fixé par cette constitution qu'il devra réaliser ce qui est attendu de lui : redresser l'économie et renforcer l'armée.

### 7.3 – DENG XIAOPING, PREMIER VICE-PREMIER MINISTRE

Le volume deux des *Selected Works of Deng Xiaoping* débute avec le premier discours qu'il a prononcé le 25 janvier 1975, *The Army needs to be Consolidated*, peu de temps après sa nomination au poste de vice-président de la commission militaire centrale. Les neuf discours qu'il prononce au cours de l'année portent principalement sur l'économie (4 discours) et les affaires militaires (3 discours), ses deux domaines de compétences propres en tant que premier vice-premier ministre et vice-président de la *Commission militaire centrale* (cf. annexes 6.5, 6.6., 6.7). Avant d'analyser les thèmes de ces discours, il faut d'emblée remarquer que son auditoire est toujours formé de hauts dirigeants de l'armée ou de hauts responsables de l'économie : les officiers d'état-major (P1-D1)<sup>3</sup>, les secrétaires des comités du Parti responsables des questions industrielles (P1-D2), les responsables de l'industrie du fer et de l'acier (P1-D3), une classe d'étude théorique organisée par le *Comité central* (P1-D4), les membres de la *Commission militaire centrale* (P1-D5), les responsables des industries nationales de défense (P1-D6), les membres du Conseil d'État (P1-D7). Ainsi, Deng Xiaoping ne s'adresse jamais au public durant l'année 1975, mais toujours aux décideurs.

---

<sup>3</sup> La liste complète des discours prononcés se trouve en annexe 6.1 (Discours et allocutions de Deng Xiaoping du 25 janvier 1975 au 21 février 1992). P1 renvoie à la phase 1, P2 à la phase deux, et ainsi de suite; et D1 au discours 1, D2 au discours 2, et ainsi de suite. P1-D1 renvoie donc au premier discours de la première phase.



Le tableau 6.1 présente phase par phase les auditoires auxquels il s'adresse tout au long de la période étudiée.

| Occurrences des références au maoïsme et au marxisme, et auditoires des discours et allocutions des phases I à V, janvier 1975 – février 1992 |     |      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--|
| Années                                                                                                                                        | N   | PH   | MAO | MAX | HIS | ARM | IDM | ECO | PAR | RDS | POP | CUL | EDU | SYN | HDG | ETG |  |
| 1975-1978                                                                                                                                     | 24  | I-II | 22  | 5   | 0   | 6   | 1   | 5   | 1   | 2   | 0   | 0   | 3   | 1   | 22  | 0   |  |
| 1979-1982                                                                                                                                     | 34  | III  | 17  | 2   | 0   | 5   | 0   | 2   | 20  | 0   | 0   | 2   | 0   | 0   | 20  | 8   |  |
| 1982-1989                                                                                                                                     | 93  | IV   | 19  | 18  | 5   | 3   | 0   | 0   | 13  | 3   | 2   | 0   | 2   | 0   | 29  | 61  |  |
| 1989-1992                                                                                                                                     | 26  | V    | 3   | 5   | 0   | 3   | 0   | 0   | 6   | 0   | 0   | 0   | 0   | 0   | 11  | 12  |  |
| Total                                                                                                                                         | 177 |      | 61  | 30  | 5   | 17  | 1   | 7   | 40  | 5   | 2   | 2   | 5   | 1   | 82  | 81  |  |

**Tableau 7.1** – Colonne 1 : Phases I et II, jan. 1975 - déc. 1978; phase III, jan. 1979 - août 1982; phase IV, sep. 1982 - jan. 1989; phase V, fév. 1989 - fév. 1992; colonne 2 : N : nombre de discours et d'allocutions; colonne 3 : PH : phase; colonnes 4 à 6 : MAO : mention de Mao Zedong ou du maoïsme; MAX : mention de Marx ou de penseurs marxistes; HIS : mention de l'histoire ou référence au passé; colonnes 7 à 17 : ARM : Officiers supérieurs; IDM : dirigeants de l'industrie militaire; ECO : dirigeants du monde des affaires; PAR : cadres du Parti; RDS : chercheurs et dirigeants des industries de pointe; POP : population; CUL : créateurs et artistes; EDU : représentants du monde de l'éducation; SYN : officiers des syndicats; HDG : hauts dirigeants du Parti ou de l'État; ETG : dignitaires étrangers. Note : même si Deng Xiaoping s'adresse généralement à un seul auditoire, il lui arrive d'en réunir plusieurs. Dans un tel cas, ils ont été comptés.

Bien qu'il discoure sur trois ensembles de sujets aussi différents : le renforcement de l'armée (P1-D1, D5 et D6), le développement de l'économie (P1-D2, D3 et D7), les problèmes majeurs de l'industrie du fer et de l'acier (P1-D3), le renforcement du Parti dans l'économie (P1-D4), les thèmes de ses discours se recoupent. Dans les quatre premiers discours, les trois cibles principales sont la rectification des comportements des cadres du Parti, des militaires et des travailleurs, le renforcement du Parti et le renforcement de l'État. À partir du cinquième discours, le développement de l'économie et de l'éducation prend de l'importance alors que la question du renforcement de l'État s'estompe. Il ne fait référence à la société que de façon fortuite aux sixième et septième discours. En substance, les trois thèmes les plus abordés sont, dans un ordre

croissant, l'économie (4), l'Armée (3), le Parti (2) et la science et la technologie (1). Autrement dit, durant cette première période, il se limite à ses champs de compétences propres.

Les tableaux 6.2 et 6.3 présentent phase par phase les thèmes abordés par Deng Xiaoping, regroupés en six catégories : 'comportement', 'parti', 'état', 'économie', 'éducation' et 'société'. Les discours de Deng Xiaoping s'organisent autour de six grands objectifs, déclinés en un train de mesures concrètes, qui se dégagent progressivement de l'analyse des discours : réformer les comportements, renforcer le Parti et l'État, développer l'économie, l'éducation et la société.

| Occurrences des thèmes, regroupés dans les catégories 'comportement', 'parti', 'état', des phases I à V, janvier 1975 – février 1992 |     |      |             |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|------|-------------|-----|-----|-----|-----|-------|-----|-----|-----|------|-----|-----|-----|-----|
| Dates                                                                                                                                | N   | P    | COMPOTEMENT |     |     |     |     | PARTI |     |     |     | ETAT |     |     |     |     |
|                                                                                                                                      |     |      | EFC         | DSP | LCD | RED | LPC | LDR   | INF | RAP | DIR | PAT  | INT | LOI | STB | MOD |
| 1975-1978                                                                                                                            | 24  | I-II | 11          | 14  | 13  | 3   | 1   | 15    | 7   | 12  | 6   | 0    | 0   | 10  | 4   | 10  |
| 1979-1982                                                                                                                            | 34  | III  | 15          | 20  | 20  | 4   | 7   | 18    | 18  | 18  | 5   | 6    | 17  | 13  | 17  | 15  |
| 1982-1989                                                                                                                            | 93  | IV   | 15          | 32  | 27  | 3   | 6   | 29    | 29  | 27  | 6   | 27   | 60  | 18  | 31  | 57  |
| 1989-1992                                                                                                                            | 26  | V    | 6           | 15  | 11  | 9   | 10  | 13    | 11  | 12  | 5   | 10   | 19  | 3   | 12  | 14  |
| Total                                                                                                                                | 177 |      | 47          | 81  | 71  | 19  | 24  | 75    | 65  | 69  | 22  | 43   | 96  | 44  | 64  | 96  |

**Tableau 7.2** – Colonne 1 : Phases I et II, jan. 1975 - déc. 1978; phase III, jan. 1979 - août 1982; phase IV, sep. 1982 - jan. 1989; phase V, fév. 1989 - fév. 1992; colonne 2 : N : nombre de discours et d'allocutions; colonne 3 : P : phase; colonnes 4 à 8 : catégorie 'comportement' : EFC : efficacité; DSP : discipline; LCD : lutte contre la dissidence; RED : rééducation des dissidents; LPC : lutte contre les privilèges et la corruption; colonnes 9 à 12 : catégorie 'Parti' : LDR : leadership du Parti; INF : infaillibilité du Parti; RAP : respect de l'autorité du Parti; DIR : direction collective; colonnes 13 à 17 : catégorie 'État' : PAT : patriotisme et nationalisme; INT : relations internationales; LOI : cadre légal et réglementaire; STB : stabilité et unité du pays; MOD : modernisation de l'État. Note : Deng Xiaoping, en règle générale, aborde plusieurs thèmes dans un même discours. Dans un tel cas, ils ont été comptés. Comme pour le codage des thèmes, ce n'est pas le nombre d'occurrences d'un même thème dans un même discours qui importe, mais le nombre de thèmes différents mentionnés dans un même discours.

Faisant dans chacun des sept premiers discours constamment référence à Mao Zedong, à la fois comme source d'inspiration et de justification, il aborde néanmoins les grands thèmes suivants : le comportement des cadres et des travailleurs, le Parti communiste, l'État, l'économie, l'éducation et la société. Autrement dit, le contenu de ses discours est plus diversifié que ses

auditoires. Pour chacun des thèmes, les sous-thèmes suivants sont ceux qui sont abordés dans les discours.

1 – Le comportement des cadres du Parti : a) l'efficacité, b) la discipline, c) la lutte contre la dissidence, et d) la lutte contre les privilèges et la corruption.

2 – Le Parti communiste : a) le leadership du Parti, b) l'infaillibilité du Parti, c) le respect de l'autorité du Parti, et d) la direction collective.

3 – L'État : a) le cadre légal et réglementaire, b) la stabilité et l'unité du pays, et c) la modernisation.

| Occurrences des thèmes, regroupés dans les catégories 'économie', 'éducation', 'société', des phases I à V, janvier 1975 – février 1992 |     |      |          |     |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|------|----------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----------|-----|-----|-----|---------|-----|-----|
| Dates                                                                                                                                   | N   | P    | ECONOMIE |     |     |     |     |     |     | EDUCATION |     |     |     | SOCIÉTÉ |     |     |
|                                                                                                                                         |     |      | IND      | DEV | EXT | EXP | R&D | SAL | ORG | IDE       | FOR | JNS | CMP | PRJ     | CTL | VIE |
| 1975-1978                                                                                                                               | 24  | I-II | 3        | 6   | 2   | 1   | 6   | 6   | 5   | 0         | 6   | 6   | 11  | 0       | 4   | 3   |
| 1979-1982                                                                                                                               | 34  | III  | 1        | 20  | 4   | 2   | 6   | 4   | 16  | 18        | 5   | 0   | 10  | 11      | 10  | 4   |
| 1982-1989                                                                                                                               | 93  | IV   | 28       | 70  | 17  | 1   | 14  | 11  | 51  | 23        | 12  | 1   | 11  | 10      | 17  | 34  |
| 1989-1992                                                                                                                               | 26  | V    | 1        | 16  | 2   | 2   | 3   | 1   | 14  | 10        | 1   | 3   | 2   | 1       | 6   | 7   |
| Total                                                                                                                                   | 177 |      | 33       | 112 | 25  | 6   | 29  | 22  | 86  | 51        | 24  | 10  | 34  | 22      | 37  | 48  |

**Tableau 7.3** – Colonne 1 : Phases I et II, jan. 1975 - déc. 1978; phase III, jan. 1979 - août 1982; phase IV, sep. 1982 - jan. 1989; phase V, fév. 1989 - fév. 1992; colonne 2 : N : nombre de discours et d'allocutions; colonne 3 : P : phase; colonnes 4 à 10 : catégorie 'économie': IND : indépendance économique et militaire ; DEV : développement économique ; EXT : experts étrangers et importation de technologies ; EXP : développement des exportation ; R&D : recherche et développement ; SAL : salaires et avantages ; ORG : rationalisation des organisations ; colonnes 11 à 14 : catégorie 'éducation': IDE : éducation idéologique FOR : formation ; JNS : formation de la jeunesse ; CMP : développement des compétences ; colonnes 15 à 17 : catégorie 'société': PRJ : promotion et sélection des jeunes ; CTL : moyens de contrôle ; VIE : amélioration de la qualité de vie des masses. Note : Deng Xiaoping, en règle générale, aborde plusieurs thèmes dans un même discours. Dans un tel cas, ils ont été comptés. Comme pour le codage des thèmes, ce n'est pas le nombre d'occurrences d'un même thème dans un même discours qui importe, mais le nombre de thèmes différents mentionnés dans un même discours.

4 – L'économie : a) l'indépendance économique et militaire, b) le développement économique, c) l'invitation d'experts étrangers et l'importation de technologies de pointe, d) le développement des exportations, e) la recherche et le développement, f) les salaires et les avantages, et g) la rationalisation des organisations.

5) L'éducation : a) la formation, b) la formation de la jeunesse, c) le développement des compétences.

6) La société : a) les moyens de contrôle et b) l'amélioration de la qualité de vie des masses.

Dans son premier discours, le 25 janvier 1975 (P1-D1), destiné aux officiers d'état-major, Deng Xiaoping insiste sur la nécessité d'améliorer l'efficacité de l'armée en diminuant sa taille, en renforçant sa discipline et son cadre légal et réglementaire, en éliminant le factionnalisme, qui entrave la mise en pratique des directives du Parti, sans lesquelles la stabilité et l'unité du pays seraient menacées. Dans son deuxième discours du 5 mars 1975 (P1-D2), il met l'accent sur la nécessité de construire une base industrielle autonome et de réaliser la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale et de la science et de la technologie avant la fin de la décennie. Mais pour y arriver, il faut renforcer le leadership du Parti, rétablir la discipline à tous les échelons, sanctionner les factieux, et renforcer le cadre légal et réglementaire. Dans son troisième discours du 29 mai 1975 (P1-D3), il affirme que l'industrie lourde n'est pas suffisamment productive parce que les directions sont trop permissives, notamment envers le factionnalisme, alors qu'elles doivent mobiliser les masses, leur inculquer la bonne tournure d'esprit, appliquer avec diligence les directives du Parti, et stimuler l'enthousiasme des travailleurs d'expérience et des techniciens. Dans son quatrième discours du 4 juillet 1975 (P1-D4), il appuie sur la nécessité d'imposer la ligne idéologique décrétée par les instances supérieures du Parti, de lutter contre le factionnalisme et de développer la production, et, dans tous les cas, pour y arriver, renforcer le leadership du Parti.

Son cinquième discours le 14 juillet 1975 (P1-D5), de loin le plus long, porte à nouveau sur la consolidation de l'armée. Il précise d'entrée de jeu qu'il ne parlera pas des questions déjà résolues ou en cours de résolution, mais uniquement des problèmes les plus pressants qui n'ont pas encore

été abordés. S'il revient sur la nécessité de réduire les effectifs, il insiste aussi dorénavant sur celle de rationaliser et de professionnaliser la structure organisationnelle des forces armées et de renforcer la discipline réglementaire ainsi que le principe d'autorité. Mais une telle restructuration passe aussi par la lutte contre les privilèges indus que se sont arrogés les gradés. De son côté, la *Commission militaire centrale* doit s'attacher à définir avec précision la nouvelle structure, standardiser et moderniser le matériel, développer de nouvelles stratégies fondées sur l'interopérabilité des armes afin de faire face aux nouvelles menaces, s'assurer de la formation initiale et de la formation continue des officiers par la création d'un système d'écoles militaires et d'examens, de renforcer le leadership des comités du Parti, de promouvoir les officiers les plus loyaux, les plus intègres et les plus compétents à des positions d'autorité ou de conseil. Finalement, Deng Xiaoping précise clairement que c'est aux officiers d'état-major présents dans l'auditoire qu'échoit la tâche de s'assurer de la prompte mise en œuvre du programme qu'il vient d'énoncer.

Son sixième discours, le 3 août 1975 (P1-D6), porte sur l'amélioration de l'efficacité des entreprises de défense nationale. Ce discours est clairement en lien avec le cinquième discours sur la consolidation de l'armée. S'il affirme toujours que l'efficacité repose sur le renforcement du leadership du Parti à tous les échelons afin d'imposer le respect des règlements et des directives du Parti, il ajoute que des cadres loyaux, intègres, compétents et surtout plus jeunes doivent être promus, quitte à les faire venir d'ailleurs. Pour Deng Xiaoping, les entreprises doivent n'avoir qu'un seul objectif : toujours améliorer la qualité des produits en respectant les normes officielles et en faisant de la recherche et du développement à l'interne. Finalement, elles doivent améliorer les conditions de vie de leurs travailleurs et des communautés où elles sont installées.

Son septième discours, le 18 août 1975 (P1-D7), traite spécifiquement de la question du développement industriel. S'il rappelle, en droite ligne avec le maoïsme, que l'agriculture est le fondement de l'économie, il précise néanmoins qu'elle ne peut s'accroître sans mécanisation ni en l'absence de tout développement de la science et de la technologie. À cette fin, des liens avec les pays étrangers doivent être noués afin d'importer des technologies de pointe et les industries d'exportation développées afin de pouvoir soutenir une politique d'importation. De plus, chaque entreprise doit créer une section de recherche et de développement. Or, tant que leur leadership

ne sera pas renforcé, les installations existantes ne pourront être maintenues adéquatement. Les directions doivent avoir pour seul souci l'amélioration de la qualité de leurs produits. Et pour garantir une gestion responsable, renforcer le cadre légal et réglementaire. Finalement, pour la rétribution du personnel, le principe « à chacun selon son travail » doit primer : chacun reçoit en proportion de sa contribution afin de stimuler son ardeur.

En résumé : Deng Xiaoping propose de restructurer l'armée et l'industrie afin de les dynamiser et de les optimiser. Pour ce faire, il faut :

- 1 – nommer de haut en bas des cadres loyaux, compétents et jeunes afin de renforcer le leadership du Parti;
- 2 – lutter contre le factionnalisme;
- 3 – garantir la discipline au moyen d'un cadre légal et réglementaire renforcé;
- 4 – moderniser par l'introduction de technologie de pointe étrangère ainsi qu'en promouvant la recherche et le développement;
- 5 – rétribuer chacun selon sa contribution;
- 6 – rehausser le statut des spécialistes.

Or, les compétences exigées pour accomplir les *Quatre modernisations* ne peuvent s'acquérir sur le tas : il faut former des professionnels et des spécialistes. Cela implique la réforme du système d'éducation, de formation et d'examens. En résumé, il prend ses distances avec la *Révolution culturelle*, mais il ne le revendique pas encore.

Son huitième discours, le 26 septembre 1975 (P1-D8), est un peu différent, mais il s'inscrit dans la continuité des réflexions précédentes. Il s'adresse directement à des dirigeants de l'Académie chinoise des sciences (zhongguo kexueyuan 中国科学院). Cela pourrait laisser entendre que le développement de la science et de la technologie était dorénavant de son ressort. Le contenu du discours semble prouver que ce domaine est de sa compétence, ou du moins qu'il cherche à s'allier la communauté scientifique en affirmant qu'il faut rehausser le statut de ses membres, améliorer leurs conditions de vie et que plus de jeunes instruits soient employés à des

tâches scientifiques. De plus, en rupture avec la rhétorique de la *Révolution culturelle*, il affirme que les scientifiques qui contribuent sincèrement au renforcement de la RPC sont plus précieux que n'importe quel agitateur. Mais, surtout, il affirme que personne ne devrait faire l'erreur de se passer de leurs talents, et qu'une fois employés ils devraient se concentrer uniquement sur la recherche et non sur les enjeux des théories politiques. La formation des scientifiques devrait être réorganisée afin de remplacer les chercheurs vieillissant. Surtout, les bons étudiants parmi les plus disciplinés devraient être directement enrôlés dans les institutions d'enseignement supérieur, sans passer par les champs. Mais, pour stimuler les enseignants, il est nécessaire de relever leur statut.

Les derniers discours de Deng Xiaoping avant son limogeage sont des commentaires qu'il a faits à des hauts responsables de l'agriculture les 27 septembre et 4 octobre 1975 (P1-D9). Si le thème reste la consolidation du Parti, dès les premières phrases, il donne le ton en affirmant que l'ensemble des institutions devrait être restructuré. Dorénavant, chaque province devra préparer son plan économique en fonction de ses conditions spécifiques afin de rationaliser et d'optimiser ses activités. En parallèle, elles devront renforcer le leadership du Parti à tous les échelons, y compris dans les *Communes populaires*, afin de garantir la mise en pratique du nouveau plan dans les plus brefs délais. Pour ce faire, elles devront nommer aux postes d'autorité, de haut en bas, des cadres jeunes, loyaux, intègres et compétents. Finalement, il faut que tous les cadres étudient « l'essence » (P1-D9, p. 49) du maoïsme, sans privilégier une période de l'activité de Mao Zedong plutôt qu'une autre. Or, la pensée de Mao Zedong est fragmentée par les temps qui courent, ce qui engendre beaucoup de confusion et crée des problèmes. Cette « essence » du maoïsme à laquelle le Parti dans son ensemble doit revenir, c'est la confrontation et la sélection des théories au moyen de la pratique et du respect des lois, des règlements et des méthodes. Tous, des plus hauts cadres aux plus jeunes écoliers, doivent étudier avec assiduité afin de pouvoir servir la Révolution. Finalement, il aborde la question des *Quatre modernisations* : elles combinent la lutte des classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique. Or, avec audace, Deng Xiaoping affirme que l'expérimentation scientifique ne s'est pas matérialisée en pratique, et qu'essayer de le faire est presque assimilé à un crime.

Par ses dernières prises de position publique, Deng Xiaoping s'oppose de plein fouet aux thèses maoïstes développées depuis le début de la *Révolution culturelle* et dont les membres de la

*Bande des quatre* se font les promoteurs les plus vocaux. Les deux factions ne pourront alors que se heurter violemment. D'une part, Deng Xiaoping étend ses prérogatives en ne se limitant plus à l'armée et à l'économie, et probablement à la science et la technologie, pour traiter de questions relevant de l'éducation et de la culture, alors la chasse gardée de la *Bande des quatre*. De plus, en affirmant que les prises de position récentes de Mao Zedong ne primaient pas sur les plus anciennes, il s'oppose de front à Mao Zedong, pour qui la *Révolution culturelle* était sa dernière grande œuvre. D'autre part, en réduisant le maoïsme à un 'pragmatisme', il le vide de toutes les subtilités théoriques que Mao Zedong avait argumentées et développées durant près d'un demi-siècle. Or, Deng Xiaoping ne dispose pas encore des appuis voulus, seul Zhou Enlai le protège. Mais même cette protection a des limites, comme l'ont prouvé sa déchéance puis son envoi en rééducation avec toute sa famille.

Il nous faut maintenant analyser la théorie phare de la faction rivale, *la dictature intégrale sur la bourgeoisie*, pour comprendre les enjeux du moment.

#### **7.4 – ZHANG CHUNQIAO ET LA DICTATURE INTEGRALE SUR LA BOURGEOISIE ?**

La thèse centrale de l'article théorique de Zhang Chunqiao (1975a), *Sur la dictature intégrale sur la bourgeoisie*, publié dans *Hongqi* n° 4 en février est la réaffirmation de la nécessité de continuer la lutte des classes sous la direction de la dictature du prolétariat. Pour donner le ton, Zhang Chunqiao, cite Lénine en ouverture de son article : « Only he is a Marxist who *extends* the recognition of the class struggle to the recognition of the *dictatorship of the proletariat* ». Cette citation est immédiatement suivie d'une autre de Mao Zedong : « Lack of clarity of this question will lead to revisionism ». Dans ce texte, central dans la formulation des thèses de Zhang Chunqiao, il est fait six fois référence à Mao Zedong, trois fois à Lénine et trois fois à Marx. Puisque ce sont les seules références citées, il est évident qu'elles jouent une fonction essentielle dans le processus de construction de la preuve, particulièrement celles qui rappellent la pensée de Mao Zedong. Le dernier paragraphe semble répondre à une prescription rituelle, voire incantatoire.

Bien que les formes rhétoriques et argumentatives de l'article portent à penser qu'il ne s'agit que d'un exercice de style, Zhang Chunqiao entreprend une véritable analyse de la situation



en République populaire de Chine. Par contre, par le jeu des citations et des références, on pourrait avancer qu'il ne s'agit que d'une simple extension théorique des réflexions de Mao Zedong, Zhang Chunqiao lui-même attribuant à Mao Zedong, et à lui seul, l'originalité des prémisses.

Le constat initial est le suivant : depuis le triomphe de la Révolution, l'essentiel de l'économie chinoise, agricole et industrielle, est devenu la propriété du peuple dans son entier (propriété d'État) ou propriété collective. Or, le salariat est maintenu, dans une échelle composée de huit échelons, et les salaires sont attribués selon le principe de « à chacun selon ses habilités, à chacun selon son travail » (Zhang 1975a). En faisant référence à Marx, il rappelle que le régime de propriété n'est qu'un élément des rapports sociaux de production. De plus, dans les communes populaires, l'unité de compte demeure la brigade de production qui regroupe une dizaine de familles, c'est-à-dire le village dans les faits. Finalement, le développement du commerce intérieur dans la sphère de la distribution témoigne du rôle central que les marchandises continuent à jouer dans l'économie.

C'est pourquoi, poursuit Zhang Chunqiao, les rapports sociaux de production et de distribution propres à un moment historique du développement des forces productives ne peuvent être abolis par un simple transfert de propriété. Ainsi, l'économie de la République populaire de Chine est caractérisée par deux formes principales de propriété : la propriété bureaucratique d'État et la petite propriété. Or, telle était aussi la forme de l'économie sous Chiang Kai-Shek. Comme l'a constaté Mao Zedong : « In a word, China is a socialist country. Before liberation she was much the same as a capitalist country » (Zhang 1975a). C'est pourquoi ce qui différencie l'économie capitaliste sous le KMT de l'économie socialiste sous le PCC ne peut être que l'idéologie qui anime les responsables économiques. La dictature du prolétariat n'est qu'une étape transitoire avant le communisme, et ceux qui exercent la dictature du prolétariat en son nom ne doivent avoir pour seul devoir que l'avènement le plus rapide du communisme. Or, qu'est-ce que le communisme ?

**Marx said, "...no credit is due to me for discovering the existence of classes in modern society, nor yet the struggle between them. Long before me bourgeois historians had described the historical development of this struggle of the classes, and bourgeois**

economists the economic anatomy of the classes, What I did that was new was to prove: 1) that the *existence of classes* is only bound up with *particular historical phases in the development of production*; 2) that the class struggle necessarily leads to the *dictatorship of the proletariat*; 3) that this dictatorship itself only constitutes the transition to the *abolition of all classes and to a classless society*.”<sup>4</sup> In this splendid observation, Lenin said, Marx succeeded in expressing with striking clarity the chief and radical difference between his theory on the state and that of the bourgeoisie, and the essence of his teaching on the state. Here it should be noted that Marx divided the sentence on the dictatorship of the proletariat into three points, which are interrelated and cannot be cut apart. It is impermissible to accept only one of the three points while rejecting the other two. For the sentence gives complete expression to the entire process of the inception, development and withering away of the dictatorship of the proletariat and covers the whole task of the dictatorship of the proletariat and its actual content (Zhang 1975a).

C'est pourquoi le socialisme, loin d'être un système rigide, est en fait un processus de dépérissement de toutes les formes et des valeurs de l'ancienne société, y compris la dictature du prolétariat et le Parti.

Or, des responsables, continue Zhang Chunqiao, à tous les échelons parlent de renforcer l'État, de diversifier l'économie commerciale et de rationaliser la production en vue de dégager des profits toujours plus importants. Ainsi, comme en URSS, leur seul souci est de préserver l'ordre actuel afin d'en profiter au maximum. Cela se traduit par la recherche à tout prix de la coexistence pacifique avec les pays impérialistes, mais aussi sociaux-impérialistes, alors que ces derniers ne cherchent qu'à soumettre la Chine et se venger de sa révolution. Or, selon Lénine, par les valeurs qu'elle fait naître et entretient, la petite propriété est la matrice du capitalisme. De même, comme le montre l'exemple soviétique, il ne suffit pas d'avoir fait carrière au sein d'un parti communiste pour être communiste : « un capitalisme monopoliste d'État » (Zhang 1975a) reste un capitalisme. Finalement, si les anciennes classes exploiteuses ont perdu leurs propriétés, elles conservent leurs valeurs et leur idéologie et entretiennent une haine farouche envers le socialisme. Si les valeurs et les pratiques communistes ne sont pas constamment entretenues par l'étude et contrôlées par les masses, la bourgeoisie renaîtra d'elle-même.

Le PCC a libéré la Chine par la force : le passage au communisme ne pourra se faire que par la force. La dictature du prolétariat ne peut accomplir sa mission qu'en éliminant toutes les traces

---

<sup>4</sup> Mis en caractères gras et en italique par l'auteur.

de l'ancien capitalisme et toutes les pousses du nouveau. Sinon la dictature du prolétariat ne sera plus qu'un fascisme. Pour Zhang Chunqiao, la transition vers le communisme ne pourra être assurée que par la *dictature intégrale sur la bourgeoisie*. Or, écrit-il, qu'est-ce que la dictature du prolétariat sinon la *dictature intégrale sur la bourgeoisie* :

As early as 1920, Lenin, basing himself on practical experience in leading the Great October Socialist Revolution and directing the first state of proletarian dictatorship, pointed out sharply, "The dictatorship of the proletariat is a most determined and most ruthless war waged by the new class against a *more powerful enemy, the bourgeoisie, whose resistance is increased tenfold by its overthrow (even if only in one country), and whose power lies not only in the strength of international capital, in the strength and durability of the international connections of the bourgeoisie, but also in the force of habit, in the strength of small production. For, unfortunately, small production is still very, very widespread in the world, and small production engenders capitalism and the bourgeoisie continuously, daily, hourly, spontaneously, and on a mass scale. For all these reasons the dictatorship of the proletariat is essential.*"<sup>5</sup> Lenin pointed out that the dictatorship of the proletariat is a persistent struggle — bloody and bloodless, violent and peaceful, military and economic, educational and administrative — against the forces and traditions of the old society, that it means all-round dictatorship over the bourgeoisie. Lenin stressed time and again that it is impossible to triumph over the bourgeoisie without exercising a protracted, all-round dictatorship over it (Zhang 1975a).

Or, toujours pour Zhang Chunqiao, tant en URSS qu'en RPC, la bourgeoisie a survécu et s'est immiscée dans le Parti lui-même. Selon lui, son arme favorite serait d'user d'une rhétorique toujours plus à gauche, de faire sienne le *gauchisme*, cette « maladie infantile du communisme » selon Lénine<sup>6</sup>, afin de saper la Révolution de l'intérieur. Liu Shaoqi et Lin Biao, deux ex-dauphins de Mao Zedong purgés au cours des années précédentes, n'auraient alors été que les Khrouchtchev et Brejnev chinois. C'est dans ce contexte que le dernier paragraphe prend tout son sens :

[...] Under the leadership of the Party Central Committee headed by Chairman Mao Zedong, the mighty army of the proletarian revolution formed by China's masses in their hundreds of millions is striding vigorously forward. We have 25 years of practical experience in exercising the dictatorship of the proletariat, as well as all the international experience since the Paris Commune, and so long as the few hundred members of our Party Central Committee and the several thousand senior cadres take the lead and join the vast numbers of other cadres and the masses in reading and studying assiduously, carrying on investigation and analysis and summing up experience, we can certainly translate Chairman Mao Zedong's call into reality, gain

<sup>5</sup> Mis en caractères gras et en italique par l'auteur.

<sup>6</sup> Zhang Chunqiao fait référence à la thèse de Lénine (1920) développée dans l'ouvrage qui porte le même titre.

clarity on the question of the dictatorship of the proletariat, and ensure our country's triumphant advance along the course charted by Marxism-Leninism-Mao Zedong Tsetung Thought. **"The proletarians have nothing to lose but their chains. They have a world to win."**<sup>7</sup> This infinitely bright prospect will surely continue to inspire growing numbers of awakened workers and other working people and their vanguard, the Communists, to keep to the Party's basic line, persevere in exercising all-round dictatorship over the bourgeoisie and carry the continued revolution under the dictatorship of the proletariat through to the end! The extinction of the bourgeoisie and all other exploiting classes and the victory of communism are inevitable, certain and independent of man's will (Zhang 1975a).

En substance, pour Zhang Chunqiao, seule la pensée de Mao Zedong permet de débusquer les contre-révolutionnaires qui se cachent dans le Parti et d'accélérer la transition au communisme. Ainsi, le Parti, le mouvement communiste et Mao Zedong ne font qu'un. En somme, dans son esprit, Mao Zedong est 'infaillible' !

## 7.5 – LA VICTOIRE DES MAOISTES ?

Les prises de position de plus en plus critiques de Deng Xiaoping à l'égard des maoïstes et du cours de la *Révolution culturelle* lui valent leur hostilité croissante, mais aussi, plus dangereuse, celle de Mao Zedong lui-même. Deng Xiaoping est alors visé par une campagne de critiques qui remonte aux plus hauts échelons du Parti. Son statut de protégé joue en sa faveur, mais Zhou Enlai lui-même commence à être la cible des maoïstes les plus intransigeants, dont Jiang Qing, l'épouse de Mao Zedong. Elle l'accuse de convoiter le pouvoir pour lui-même alors que son cancer est en phase terminale. Zhou Enlai décède en janvier 1976, et Mao Zedong refuse des funérailles nationales à son vieux compagnon de route. Privé de son protecteur, Deng Xiaoping s'éloigne temporairement, mais volontairement et physiquement de la politique. Hua Guofeng remplace alors Zhou Enlai dans toutes ses fonctions et devient le numéro deux de Mao Zedong, et son successeur officiel.

Or, en avril, des manifestations spontanées commémorent la mémoire de Zhou Enlai. Une fois réprimées, elles sont imputées à Deng Xiaoping. Peu après, il est relevé de tous ses postes en

---

<sup>7</sup> Mis en caractères gras par l'auteur.

politique intérieure (Pansov et Levine 2015, p. 199)<sup>8</sup> et remplacé par Zhang Chunqiao dans toutes ses fonctions. La nouvelle configuration du pouvoir au Comité permanent, dans l'ordre de préséance, est le suivant : 1) Mao Zedong, 2) Hua Guofeng, 3) Wang Hongwen, 5) le Maréchal Ye Jianying (叶剑英, 1897-1986), 6) le Maréchal Zhu De (朱德, 1886-1976), et 7) Zhang Chunqiao. Indéniablement la position des maoïstes s'est renforcée, mais ils sont toujours loin de dominer l'ensemble de l'appareil. Par contre, ils contrôlent étroitement la production et la diffusion des messages politiques.

| Phase I – 1975-1976 : Rivalités dans l'ombre de Mao Zedong |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dates                                                      | Evènements                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Annonces, actions et mesures de Deng Xiaoping                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>1975</b>                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Janvier                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Adoption d'une nouvelle Constitution d'État               <ul style="list-style-type: none"> <li>Deng Xiaoping devient vice-premier ministre et vice-président de la Commission militaire centrale</li> </ul> </li> <li>Sentiment de l'inévitabilité d'une guerre mondiale dans laquelle la Chine serait entraînée               <ul style="list-style-type: none"> <li>Fait des <i>Quatre modernisations</i> sont projet phare en mettant l'accent sur la professionnalisation et l'optimisation</li> <li>Fixe comme objectif à la Chine de devenir une grande puissance, voire de surpasser les superpuissances</li> <li>Se donne pour première tâche de restaurer et de préserver « la stabilité et l'unité » politique, de renforcer la discipline et le leadership du Parti, et de sanctionner les factieux</li> </ul> </li> </ul> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Sep. - oct.                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>S'attaque au legs de la <i>Révolution culturelle</i> en étendant son projet de réformes à l'ensemble des structures de la RPC, et notamment l'éducation et l'idéologie</li> <li>Se présente comme le seul véritable interprète de la pensée de Mao Zedong</li> <li>Fait reposer le maoïsme sur le pragmatisme</li> </ul> |
| Octobre                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Zhao Zhiyang nommé premier secrétaire et gouverneur du Sichuan, introduit avec succès des mécanismes de marché dans le secteur économique de l'État</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>1976</b>                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Janvier                                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>Mort de Zhou Enlai</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Avril                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>Manifestations spontanées en mémoire de Zhou Enlai               <ul style="list-style-type: none"> <li>S'éloigne physiquement du pouvoir par précaution, après avoir été accusé d'en être l'instigateur</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Septembre                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Mort de Mao Zedong</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

Figure 7.1 – Principales décisions et événements marquants de la phase I.

<sup>8</sup> Officiellement, il s'agirait d'une décision collective, mais pour Pansov et Levine l'ordre de destitution serait venu directement de Mao Zedong.

La figure 7.1 synthétise les principales annonces de Deng Xiaoping et les événements marquants de la phase I.

En juillet 1976, un puissant séisme touche le Hebei, à proximité de Beijing, causant plusieurs centaines de milliers de victimes. Il est difficile de cacher l'évènement à la population et encore moins au monde. Or, dans la pensée traditionnelle, comme nous l'avons vu au chapitre 3, le *Ciel* exprime son désaveu du souverain par des catastrophes naturelles. La question demeure : la *Révolution culturelle* a-t-elle réussi son œuvre d'éradication des croyances populaires?

## CONCLUSION

Au début de l'année 1975, alors que la *Révolution culturelle* bat son plein, Zhou Enlai, âgé et malade, délègue certaines de ses responsabilités à Deng Xiaoping, récemment rappelé au pouvoir après avoir été purgé. Il devient vice-président de la *Commission militaire centrale*. Son grand projet : mener à bien les *Quatre modernisations* afin de faire de la Chine une grande puissance. Son premier objectif est de réintroduire la discipline, le respect de la chaîne de commandement et l'autorité du Parti au sein de l'armée et des industries de défense. Il annonce déjà son futur objectif de les professionnaliser par l'introduction de systèmes d'éducation et d'examen formels. Or, cela étendrait son action au champ culturel dominé par la *Bande des Quatre*, qui fonde sa légitimité sur l'actualisation des projets de Mao Zedong, pour qui tout relève de la sphère idéologique. Mao Zedong, très diminué et dont la méfiance à l'égard de Deng Xiaoping est toujours grande, arbitre difficilement entre ces deux factions, toujours plus polarisées. À la fin de la période, Deng Xiaoping, réinterprétant le maoïsme à son compte en lui donnant une assise 'pragmatique', lance une attaque en règle contre les fondements intellectuels de la *Révolution culturelle*, le projet phare de Mao Zedong, officialisé par la Constitution d'État de 1975. Deng Xiaoping, jugé responsable des manifestations spontanées qui ont suivi la mort de Zhou Enlai au début de l'année 1976, fait le choix de s'éloigner du pouvoir par précaution. Si rien ne présageait alors le rôle qu'il jouera prochainement, son programme de réformes était déjà cohérent.



## CHAPITRE 8

### RIVALITES A LA MORT DE MAO ZEDONG : IDEOLOGIE CONTRE PRAGMATISME ?

#### INTRODUCTION

À la mort de Mao Zedong, en septembre 1976, l'idéologie maoïste règne donc sans partage alors que les désillusions s'accumulent, et que la population et la majorité des cadres du Parti rêvent de stabilité. Au cours des vingt ans de maoïsme, toutes les structures politiques, juridiques et sociales avaient graduellement été démantelées : il devenait alors urgent d'entreprendre un vigoureux programme de formation pour doter la Chine des compétences dont elle avait un grand besoin (Spence 1991, p. 640). Or, Mao Zedong avait incarné la révolution pendant près de quatre décennies et avait toujours su jouer avec succès un rôle d'arbitre entre les différentes factions. Avec la disparition de la vieille garde, Zhu De est décédé en juillet, aucun membre des hauts dirigeants toujours en poste n'a vraiment l'autorité et encore moins la légitimité pour endosser son rôle d'arbitre. Si Hua Guofeng remplace Mao Zedong dans toutes ses fonctions, il doit composer avec un camp maoïste qui jouit pour la première fois d'une répartition égale du pouvoir : le *Comité permanent du Bureau politique* est composé de quatre membres (Hua Guofeng, Wang Hongwen, Ye Jianying et Zhang Chunqiao).

Le nouveau leadership, sous la gouverne de Hua Guofeng, a pour tâche de perpétuer « l'esprit de la *Révolution culturelle* » (Leese 2013, p. 246), tout en prenant un tournant pragmatique. Mais, avec une base de pouvoir limitée, il lui fallait donc un moyen pour consolider son emprise : il a recours à tous les artifices du culte de la personnalité qui entourait Mao Zedong. Or, les officiers supérieurs, représentés par Ye Jianying, et les vétérans du Parti, représentés par Li Xiannian (李先念, 1909-1992), sont favorables au renforcement de l'État et au développement de l'économie en poursuivant les *Quatre modernisations*. Ils profitent des cérémonies de la fête



nationale, célébrée le 1<sup>er</sup> octobre, pour organiser un coup d'État – c'est le terme qui convient – : toutes les figures maoïstes et notamment les porte-flambeaux de la *Révolution culturelle*, dorénavant qualifiés de *Bande des quatre*, sont illégalement emprisonnées, puis victimes d'une campagne officielle de calomnies, selon la procédure perfectionnée durant la décennie précédente afin d'éliminer les rivaux politiques (Spence 1991, p. 650-651). Après cette purge, la nouvelle configuration du régime est la suivante : 1) Hua Guofeng, 2) Ye Jianying, 3) Li Xiannian. La campagne contre la *Bande des quatre* leur permet de faire réhabiliter des cadres compétents, qu'ils considèrent loyaux, et dont ils attendent une indéfectible loyauté (Spence 1991, p. 655).

Par ailleurs, des expériences sont menées en secret pour déterminer les pratiques qui donnent les meilleurs résultats. Elles seront généralisées ultérieurement. Pour relancer et assurer la croissance de la production agricole au Sichuan, où Zhao Ziyang (赵紫阳, 1919-2005) vient d'être nommé, et dont l'économie a été fortement perturbée lors de la décennie précédente, les paysans, dès 1976, sont encouragés à produire plus. Les terres sont alors subdivisées entre les membres des communes pilotes, les quotas destinés intégralement à l'État sont réduits, les prix de rachat par l'État haussés, et toute surproduction peut être vendue sur les marchés locaux à des prix libres. Les activités économiques secondaires sont tolérées, puis encouragées afin de suppléer aux revenus familiaux. En parallèle, toujours au Sichuan, la marge d'autonomie des industries est élargie : décisions financières, choix des marchés, choix des approvisionnements en matières premières, relations avec d'autres firmes, réduction des prélèvements obligatoires sur leurs revenus... De plus, une attention est aussi portée aux ouvriers que l'on cherche à motiver par des incitatifs matériels afin d'améliorer leurs performances, alors que le contrôle interne s'intensifie pour augmenter le rendement. À la suite de ces mesures, la production explose : elle augmente de 80 % au cours des trois premières années (Spence 1991, p. 678-679).

La faction de Deng Xiaoping, constituée de Chen Yun (陈云, 1905-1995), Hu Yaobang (胡耀邦, 1915-1989), récemment réhabilités, et Zhao Ziyang, s'affirme, demandant son retour et réclamant à grands cris un nouveau projet de développement afin de préserver la stabilité et l'ordre. 'Pragmatisme', tel est le nouveau mot d'ordre. Deng Xiaoping réhabilité en juillet 1977, est officiellement le numéro 3 du gouvernement chinois, devant Li Xiannian. Le *Comité permanent du Bureau politique* est alors composé de Hua Guofeng, Ye Jianying, Deng Xiaoping, Li Xiannian, Wang

Dongxing (汪东兴, 1916-1999) qui commanda les troupes lors du coup d'État, Chen Yun et Hu Yaobang.

Deng Xiaoping veut donner la priorité aux experts et promouvoir au mérite. Les changements envisagés sont profonds : fonder l'expertise sur la compétence et l'expérience, transformer le système éducatif pour atteindre cet objectif, et encourager la jeunesse à entreprendre des formations spécialisées. Concrètement, une promotion ne sera accordée qu'en fonction de l'atteinte d'objectifs préalablement fixés; une rétrogradation menacera ceux qui ne les atteindront pas (Spence 1991, p. 657). Mais, si la Chine postmaoïste, et tout particulièrement la faction de Deng Xiaoping, veut prendre ses distances par rapport au maoïsme, l'autorité du Parti ne peut sous aucun prétexte être remise en question. Pour ce faire, il fait réhabiliter d'autres proches collaborateurs tel Peng Zheng. Les mesures adoptées par Deng Xiaoping visaient d'ailleurs à affirmer l'autorité du Parti, à la renforcer et à la pérenniser. Mais elles vont se heurter aux intérêts de Hua Guofeng.

Le corpus pour la période de 1976-1978 est restreint et reflète les conflits pour le pouvoir. L'essentiel se compose de prises de position publiques. Nous avons trois textes de Hua Guofeng, le successeur de Mao Zedong, et dix-sept de Deng Xiaoping. Le rôle que celui-ci joue durant cette période confirme la montée en puissance de son statut, jusqu'à sa prise de pouvoir à la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*.

### 8.1 – HUA GUOFENG, SUCCESEUR DE MAO ZEDONG

Mao Zedong, la grande figure du Parti, de la *Révolution culturelle* et de la *Nouvelle Chine*, est décédé le 9 septembre 1976. Il n'y avait aucun doute dans l'esprit des hauts dirigeants : la charge de Mao Zedong échoirait à celui qui présiderait la cérémonie funèbre. La vieille garde a pratiquement disparu ou a été éloignée du pouvoir : les candidats à la succession sont peu nombreux. Or, s'étant tous élevés dans l'ombre de Mao Zedong, et ne s'exprimant que par le truchement de citations empruntées au « Grand leader et Grand instituteur » (Hua Guofeng 1976), nul n'a l'autorité et encore moins la légitimité nécessaires pour prétendre occuper la place de Mao

Zedong. Les funérailles ont lieu le 18 septembre et c'est Hua Guofeng, alors premier ministre et président du *Comité central*, qui préside le déroulement de la cérémonie<sup>1</sup>.

Il est important de commencer par l'analyse du discours commémoratif qu'il prononça puisque c'est le rôle qui lui incombait en tant que successeur pressenti. Hua Guofeng rappelle dès les premiers mots de son discours que, de la période de la lutte révolutionnaire jusqu'à la période de construction de la *Nouvelle Chine*, Mao Zedong a toujours joué le rôle déterminant.

Chairman Mao Zedong tempered and nurtured our Party in protracted revolutionary wars. He long ago put forward the famous thesis that "POLITICAL POWER GROWS OUT OF THE BARREL OF A GUN"<sup>2</sup>. He led the Autumn Harvest Uprising, founded the First Workers Red Peasant Army and set up the first rural revolutionary base area in the Chinggang Mountains. In the last 50 years, Chairman Mao Zedong led our army in smashing the counter-revolutionary campaigns of "encirclement and suppression"<sup>3</sup> launched by the Kuomintang against the revolutionary base areas, in successfully completing the world-renowned 25,000-li Long March, in defeating Japanese imperialism, in wiping out eight million troops of the Chiang Kai-chek gang armed by U.S. imperialism and, after the founding of new China, in victoriously waging the war to resist U.S. aggression and aid Korea, triumphantly repulsing the armed provocations against our country by Soviet revisionist social-imperialism and reaction, and defending the security of the motherland. During the Great Proletarian Cultural Revolution, our army followed Chairman Mao Zedong's teachings and supported industry, agriculture and the broad masses of the left, exercised military control and gave political and military training, thereby making new contributions to the people. Chairman Mao Zedong formulated a Marxist-Leninist line for our army on army building and the strategy and tactics of People's war, and this is the fundamental reason why our army was able to grow from small to big, from weak to strong, develop into powerful armed forces combining field armies, local armies, local armies (sic) and a vast militia and become the solid pillar of the dictatorship of the proletariat. Against the people's armed forces armed with Mao Zedong Tsetung Thought, any enemy that dares intrude will certainly be drowned in the vast ocean of People's war.

Basing himself on the universal truth of Marxism-Leninism and integrating it with the concrete practice of the Chinese revolution, Chairman Mao Zedong Tsetung correctly solved the series of fundamental problems concerning the seizure of political power by armed force, the consolidation of the dictatorship of the proletariat and the prevention of capitalist restoration in China (Hua Guofeng 1976).

---

<sup>1</sup> Le discours intitulé *Memorial speech by Hua Kuo-Feng, First Chairman of Central Committee of Communist Party of China and Premier of State Council, At Mass Memorial Meeting for Great Leader and Teacher Chairman Mao Tsetung* est prononcé le 18 septembre 1976. Voir <<https://www.marxists.org/reference/archive/hua-guofeng/1976/09/18.htm>> (9 juillet 2015).

<sup>2</sup> Mis en majuscules par l'auteur.

<sup>3</sup> Mis entre guillemets par l'auteur.

Le ton est dithyrambique, mais en une telle circonstance, pourrait-il en être autrement? Mais, et cela est autrement plus préoccupant, ce discours est véritablement hagiographique. Ainsi, l'histoire du Parti, celle de la Révolution et celle de l'Armée populaire de libération sont confondues avec celle de Mao Zedong : seul il a guidé le Parti, la Révolution et l'Armée vers la victoire, et encore seul il a toujours pris les décisions justes.

Chairman Mao Zedong tempered and nurtured our Party in the struggles it carried out under his leadership against class enemies at home and abroad and inside and outside the Party, in hard, long, acute and complex class struggles and two-line struggles. The history of the Chinese Communist Party is a history of struggle between Chairman Mao Zedong's Marxist-Leninist line and the right and "left"<sup>4</sup> opportunist lines in the Party. Under Chairman Mao Zedong's leadership, our Party defeated the opportunist lines perused by Chen Tu-hsiu, Chu Chiu-pai, Li Li-san, Lo Chang-lung, Wang Ming, Chang Kuo-tao, Kao Kang - Jao Shu-Shih and Peng Teh-huai and again, during the Great Proletarian Cultural Revolution, triumphed over the counter-revolutionary revisionist line of Liu Shao-chi, Lin Piao and Teng Hsiao-ping. Guided by Chairman Mao Zedong's Marxist-Leninist line, our Party has steadily grown in strength. It has developed from small groups of a few dozen communists into a party with a membership of over 30 (sic) which now leads the People's Republic of China, into a disciplined Party armed with the theory of Marxism-Leninism, using the method of self-criticism and closely linked with the masses of the people, and into a great, glorious and correct Marxist-Leninist Party (Hua Guofeng 1976).

Selon Hua Guofeng, et pour l'historiographie officielle, chaque moment important de l'histoire du Parti, de la Révolution et de l'Armée fut caractérisé par la contestation de la ligne juste, édictée par Mao Zedong, par des factions contre-révolutionnaires de « droite » ou de « gauche » (Hua Guofeng 1976). Et comme la pensée de Mao Zedong fut toujours juste, ceux qui le critiquaient ne pouvaient être que des traîtres. Hua Guofeng en dresse la liste : « Under Chairman Mao Zedong's leadership, our Party defeated the opportunist lines perused by Chen Tu-hsiu [Chen Duxiu], Chu Chiu-pai [Qu Qiubai, 瞿秋白, 1899-1935], Li Li-san, Lo Chang-lung, Wang Ming, Chang Kuo-tao [Zhang Guotao, 张国焘, 1897-1979], Kao Kang [Gao Gang] - Jao Shu-Shih [Rao Shushi] and Peng Teh-huai [Peng Dehuai] and again, during the Great Proletarian Cultural Revolution, triumphed over the counter-revolutionary revisionist line of Liu Shao-chi [Liu Shaoqi], Lin Piao [Lin Biao] and Teng Hsiao-ping [Deng Xiaoping] » (Hua Guofeng 1976). Ainsi, Deng Xiaoping est-il le dernier d'une longue liste de traîtres.

---

<sup>4</sup> Mis entre guillemets par l'auteur.

Tous les traîtres, dans le discours de Hua Guofeng, ne furent, en dernières instances, que les agents des forces et des classes contre-révolutionnaires, exploiteuses ou des forces impérialistes. Or, Deng Xiaoping est encore vivant et potentiellement influent, et il a toujours des partisans tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti. Pour Hua Guofeng, il est évident que la contre-révolution couve et, en conséquence, il faut continuer à mener la lutte dans la superstructure. La prise du pouvoir, loin de constituer l'achèvement de la Révolution constitue au contraire un de ses moments d'accélération : la lutte des classes est plus violente que jamais. Comme le rappelle Hua dans son discours :

In the new historical period of Socialist Revolution and the dictatorship of the proletariat in China, Chairman Mao Zedong summed up both the positive and the negative experience of the international Communist movement, and made a penetrating analysis of the class relations in socialist society by applying the Marxist-Leninist theory of the unity of opposites, and pointed out that the principal contradiction in a socialist society is the contradiction between the proletariat and the bourgeoisie. For the first time in the history of the development of Marxism, Chairman Mao Zedong explicitly pointed out that there are still classes and class struggle after the socialist transformation of the ownership of the means of production has in the main been completed, put forward the thesis that in socialist society there are two types of contradictions--those between ourselves and the enemy and those among the people themselves, and advanced the great theory of continuing the revolution under the dictatorship of the proletariat. Chairman Mao Zedong time and time again admonished the whole Party, the whole army and the people of the whole country, "NEVER FORGET THE CLASS STRUGGLE." He pointed out that socialist society covers a considerably long historical period and that, throughout this historical period, there are classes, class contradictions and class struggle, there is the struggle between the socialist road and the capitalist road there is the danger of capitalist restoration and there is the threat of subversion and aggression by imperialism and social-imperialism, and established the Party's basic line for the entire historical period of socialism. In view of the changes in class relations and the characteristics of the class struggle in the period of socialism, Chairman Mao Zedong drew the scientific conclusion. "YOU ARE MAKING THE SOCIALIST REVOLUTION, AND YET DON'T KNOW WHERE THE BOURGEOISIE IS. IT IS RIGHT IN THE COMMUNIST PARTY--THOSE IN POWER TAKING THE CAPITALIST ROAD. THE CAPITALIST-ROADERS ARE STILL ON THE CAPITALIST ROAD."<sup>5</sup> Representing the aspirations and interests of the working class and the poor and lower middle-peasants to continue the revolution, Chairman Mao Zedong himself initiated and led the Great Proletarian Cultural Revolution, which smashed the schemes of Liu Shao-chi, Lin Pao and Teng Hsiao-ping for restoration, criticized their counter-revolutionary revisionist line and enabled us to seize back that portion of leading power in the party and state they had usurped, thus ensuring China's victorious advanced along the Marxist-Leninist road. The constant defeat of subversion and sabotage by imperialism, revisionism and reaction, the upholding of socialism and the consolidation of the dictatorship of the

---

<sup>5</sup> Mis en majuscules et entre parenthèses par l'auteur.

proletariat in the People's Republic of China, a populous country with a vast territory--  
<sup>6</sup>this is a great contribution of world historic significance made by chairman Mao Zedong Tsetung to the present era and has at the same time provided the international national Communist movement with new experience in combating and preventing revisionism, consolidating the dictatorship of the proletariat, preventing capitalist restoration and building socialism (Hua Guofeng 1976).

Pour Hua Guofeng, comme pour la *Bande des quatre*, ce qui détermine la nature révolutionnaire ou contre révolutionnaire est la justesse ou la fausseté de la ligne politique. Or, seule la ligne politique édictée par Mao Zedong fut toujours juste, elle le sera donc toujours :

Chairman Mao Zedong Tsetung was the greatest Marxist of the contemporary era. With the great boldness and vision of a proletarian revolutionary, he launched the great struggle in the international Communist movement to criticize modern revisionism with the Soviet revisionist renegade clique at the core, brought about by the vigorous development of the cause of the world proletarian revolution and the cause of the people of all countries against imperialism and hegemonism, and pushed the history of mankind forward. Basing himself on the principal of integrating the universal truth of Marxism-Leninism with the concrete practice of the revolution, Chairman Mao Zedong summed up the experience of domestic and international revolutionary struggles, inherited, defended and developed Marxism-Leninism in all respects and enriched the treasure-house of Marxist theory. Mao Zedong Tsetung Thought is a powerful ideological weapon for opposing the bourgeoisie and all other exploiting classes and for opposing imperialism, social-imperialism and the reactionaries of all countries. THE CORRECTNESS OR INCORRECTNESS OF THE IDEOLOGICAL AND POLITICAL LINE DECIDES EVERYTHING<sup>7</sup>. All victories won by the Chinese people are great victories of Mao Zedong Tsetung Thought. Mao Zedong Tsetung Thought will always illuminate the Chinese people's road of advance (Hua Guofeng 1976)

C'est pourquoi, tous, du sommet du Parti au plus humble des paysans, doivent avoir pour seules priorités :

- 1 – d'étudier avec assiduité la pensée de Mao Zedong;
- 2 – de mener impérativement la lutte des classes;
- 3 – d'appliquer les directives du Parti jusqu'à l'avènement du communisme;
- 4 – de « continuer la Révolution sous la dictature du prolétariat » (Hua Guofeng 1976);

---

<sup>6</sup> Les doubles tirets sont de l'auteur.

<sup>7</sup> Mis en majuscules par l'auteur.

5 – de renforcer l'union de toutes les nationalités dirigée par l'alliance des ouvriers et des paysans;

6 – de poursuivre la lutte contre Deng Xiaoping et les « déviationnistes de droite » (Hua Guofeng 1976);

7 – de poursuivre la *Révolution culturelle*;

8 – de renforcer la dictature du prolétariat;

9 – de construire une économie socialiste puissante et indépendante.

Plus précisément, insiste-t-il :

The whole Party, the whole army and the people of all nationalities throughout the country must respond to the call of the Party Central Committee actively, turn grief into strength carry on the cause left behind by Chairman Mao Zedong, PRACTICE MARXISM, AND NOT REVISIONISM – UNITE, AND DON'T SPLIT – BE OPEN AND ABOVE BOARD, AND DON'T INTRIGUE AND CONSPIRE<sup>8</sup> and, under the leadership of the party Central Committee, carry through to the end the cause of the proletarian revolution in China which Chairman Mao Zedong pioneered (Hua Guofeng 1976).

Toutefois, bien qu'il s'inscrive dans les canons des discours célébrant le maoïsme, il s'en distingue néanmoins. Alors que la *Révolution culturelle* faisait du socialisme un 'processus', en le caractérisant par son aspect dynamique, Hua Guofeng y réfère en tant que 'système', projetant ainsi une conception plus statique. Par ailleurs, alors que Zhang Chunqiao anticipait déjà le dépérissement de la dictature du prolétariat, Hua Guofeng se limite au contraire à son renforcement. De plus, dans son discours, comme auparavant, tous les membres du Parti et toute la population sont réduits à un rôle passif d'exécutants des campagnes de masses décrétées par les hauts dirigeants du Parti. Ce faisant, Hua Guofeng renonce au maoïsme au profit du stalinisme, ce qui peut être considéré comme un recul tant sur le plan théorique que pratique. Ainsi, l'enjeu pour Hua Guofeng n'est plus de révolutionner les structures existantes, mais au contraire de les stabiliser et de les renforcer.

---

<sup>8</sup> Mis en majuscule par l'auteur.

Néanmoins, officiellement, les objectifs intérieurs et extérieurs restent non seulement les mêmes, mais surtout liés les uns aux autres : la construction du socialisme en Chine vise la révolution mondiale.

Internally, we must conscientiously study Marxism-Leninism-Mao Zedong Tsetung Thought, take class struggle as the key link, adhere to the basic line and policies of the Party for the entire historical period of socialism, persevere in continuing the revolution under the dictatorship of the proletariat, consolidate the great unity of the people of all nationalities led by the working class and based on the worker-peasant alliance, deepen the struggle it (sic) criticize Teng Hsiao-ping [Deng Xiaoping] and repulse the right deviationist attempt to reverse correct verdicts, consolidate and develop the victories of the Great Proletarian Cultural Revolution, combat and prevent revisionism, consolidate the dictatorship of the proletariat, maintain independence and keep the initiative in our own hands and rely on our own efforts, work to build our country into a powerful socialist state, and strive to make a greater contribution to humanity. We are determined to accomplish the sacred cause of liberating Taiwan and reunifying our motherland. Externally, we must continue to carry out resolutely Chairman Mao Zedong's revolutionary line and policies in foreign affairs, uphold proletarian internationalism, and never seek hegemony. We must strengthen our unity with the international proletariat and the oppressed nations and oppressed people the world over, strengthen our unity with the people of the third world countries, and strengthen our unity with all countries subjected to aggression, subversion, interference, control or bullying by imperialism and social-imperialism so as to form the broadest possible united front against imperialism, in particularly against the hegemonism of the two super powers, the Soviet Union and the United States. We must unite with all genuine Marxist-Leninist parties and organizations in the world and wage a common struggle for the abolition of the system of exploitation of man by man and the realization of communism on earth, for the liberation of all mankind (Hua Guofeng 1976)!

En résumé : si le style et la rhétorique semblent s'inscrire en continuité avec les orientations de la *Révolution culturelle*, le discours commémoratif que prononce Hua Guofeng aux funérailles de Mao Zedong clôt en réalité cette période tumultueuse. Dorénavant, les mots d'ordre seront :

- 1 – unité politique et idéologique;
- 2 – respect de l'autorité et de la hiérarchie du Parti;
- 3 – renforcement des institutions;
- 4 – respect du plan économique.

Par contre, il fait bien attention de ne pas rompre avec le discours de la révolution mondiale, car il faut se rappeler que la réaction de la RPC à l'adoption de la coexistence pacifique



avec l'Ouest, comme nouvelle politique étrangère soviétique à partir de 1956, fut l'une des causes de la rupture sino-soviétique. Aux yeux des communistes chinois, elle sanctionnait l'abandon du projet révolutionnaire lui-même. Par contre, si la collaboration avec les partis marxistes-léninistes est mise de l'avant, Hua Guofeng déclare vouloir rechercher cette collaboration, voulue la plus large possible, pour contrer les É.-U. et l'URSS. Autrement dit, il évite soigneusement toutes les expressions qui pourraient trahir une inflexion révisionniste. Et pourtant, il annonce une réorientation comparable à celle poursuivie après la déstalinisation dans le bloc de l'Est.

## 8.2 – CONTINUER LA REVOLUTION SOUS LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Ce n'est qu'après que les auteurs du coup d'État<sup>9</sup> contre les membres de la *Bande des quatre* et leurs partisans furent parvenus à les exclure de tous les postes décisionnels que la faction réunie autour de Hua Guofeng put enfin s'affirmer sur le plan du discours officiel. Par contre, cela impliquait pour la nouvelle direction collective, malgré l'image de successeur que cultivait Hua Guofeng, de remplir deux conditions essentielles : 1) se dissocier clairement de la *Bande des quatre* et de ses thèses, et 2) affirmer la continuité avec la pensée 'juste' de Mao Zedong. L'édition du cinquième tome attendu des *Œuvres choisies* de Mao Zedong leur en donna l'occasion. Les *Œuvres choisies* de Mao Zedong, comme le titre l'indique, impliquent non seulement une sélection des textes les plus représentatifs de la pensée de Mao Zedong à une époque donnée, mais aussi leur sélection selon le discours officiel au moment de la compilation<sup>10</sup>.

Donc, en avril 1977, le cinquième tome des *Œuvres choisies* de Mao Zedong est publié, quinze ans après celle du quatrième tome, et vingt-six ans après le premier tome qui couvrait la période de 1926 à 1937. Le cinquième tome couvre la période de 1949 à 1957, c'est-à-dire celle de la construction de la *Nouvelle Chine* avant le *Grand bond en avant* et la *Révolution culturelle*. À cette occasion, Hua Guofeng publie une étude consacrée à la pensée de Mao Zedong telle qu'elle se présente dans le tome cinq, donc durant la phase de construction du socialisme, lorsque l'économie croissait, la société s'enrichissait, l'État et l'armée se renforçaient et se

---

<sup>9</sup> Essentiellement Li Xiannan et Ye Jianying, § *supra*.

<sup>10</sup> Il faut noter que la réédition du tome V a été expurgée de toute référence à Hua Guofeng. Voir Mao Zedong 1977.

professionnalisait, et que les relations avec l'URSS étaient cordiales. Pour Hua Guofeng, le système socialiste domine en RPC dès 1956, et pour lui cette période est un véritable âge d'or, d'ordre et de stabilité au cours d'un siècle si mouvementé. La grande leçon que Hua Guofeng retient de la pensée de Mao Zedong est celle de la nécessité de « continuer la Révolution sous la dictature du prolétariat jusqu'à la fin ».

On the eve of nation-wide victory, in his report to the Second Plenary Session of the Party's Seventh Central Committee, Chairman Mao Zedong pointed out that the principle of contradiction in the country after nation-wide victory would be the **"contradiction between the working class and the bourgeoisie."**<sup>11</sup> That is to say, the revolution would pass on to the socialist revolution without interruption. This concept of Chairman Mao Zedong's meant that the leadership of the proletariat, upon the day of bringing the democratic revolution to victory, should, without the slightest vacillation, develop into the state power led by the proletariat. That in fact is what happened. The people's democratic dictatorship led by the proletariat thus established was in essence the dictatorship of the proletariat. By expropriating bureaucrat capital in the democratic revolution, the people's democratic dictatorship led by the proletariat had from the very outset a state-owned economy which was in control of the lifelines of the national economy and was socialist in character (Hua Guofeng 1977a)<sup>12</sup>.

Conventionnellement, comme pour le discours commémoratif prononcé quelques mois plus tôt, Hua Guofeng commence par louer le rôle joué, les décisions prises et surtout les développements théoriques et pratiques apportés au marxisme-léninisme par Mao Zedong. La période 1949-1957 était donc très importante, car elle caractérise le ton du discours officiel du Parti lors de la période de construction du socialisme en RPC, période au cours de laquelle – selon le discours 'officiel' du Parti – les politiques et les pratiques furent toujours couronnées de succès. Il prend prétexte de cette louange pour attaquer toutes les factions qui ont perdu lors des épreuves de force au sommet du Parti :

In 1969, Chairman Mao Zedong delegated Comrades Chou En-lai [Zhou Enlai] and Keng Sheng [Kang Sheng] to take charge of the compilation of Volume V of the *Selected Works*. Interference and sabotage by the revisionist line, however, prevented this volume from being published. This interference and sabotage came first from Lin Biao [Lin Biao] and Chen Po-ta [Chen Boda] and later in the past few years from the anti-Party "gang of four" of Wang Hung-wen [Wang Hongwen], Chang Chun-chiao [Zhang Chunqiao], Chiang Ching [Jiang Qing] and Yao Wen-yuan [Yao Wen-yuan]. Around the

<sup>11</sup> Mis en caractères gras et entre guillemets par l'auteur.

<sup>12</sup> Voir <<https://www.marxists.org/reference/archive/hua-guofeng/1977/x01/x01.htm>> (9 juillet 2015).

time of Chairman Mao Zedong's death, especially the "gang of four" did their utmost to seize leadership over the compilation and publication of Chairman Mao Zedong's works, so as to hinder and sabotage the publication of Volume V and subsequent volumes. This was part of their scheme to tear down the great banner of Chairman Mao Zedong and to achieve their criminal aim of seizing Party and state leadership and restoring capitalism. The publication of Volume V of the *Selected Works of Mao Zedong Tsetung* is a victory won by our Party in smashing the anti-Party "gang of four"<sup>13</sup> (Hua Guofeng 1977a).

Pour Hua Guofeng, la preuve définitive de la perfidie de Lin Biao, de la *Bande des quatre* et de leurs partisans est leur opposition systématique à la publication des écrits de Mao Zedong de la période de la construction du socialisme. En condamnant les grandes figures de la *Révolution culturelle*, Hua Guofeng condamne *de facto* la *Révolution culturelle* lancée par Mao Zedong. Il faut souligner que Deng Xiaoping n'est plus mentionné parmi les traîtres. Or, ce faisant, Hua Guofeng oppose la 'bonne période' d'avant 1966, fondée sur la lutte au niveau de l'infrastructure et de la superstructure, à la 'mauvaise période' d'après 1966, caractérisée uniquement par la lutte au sein de la superstructure. Car, selon Hua Guofeng, l'essence de la pensée de Mao Zedong est la continuation dialectique de la lutte au niveau des moyens de production et de la superstructure conjointement :

These fundamental contradictions in socialist society are still class struggle in nature. The struggle between the two classes, the proletariat and the bourgeoisie, and the struggle between the two roads, the socialist and the capitalist, exist in both the relations of production and the superstructure, therefore the danger of capitalist restoration exists. Chairman Mao Zedong said: **"In China the struggle to consolidate the socialist system, the struggle to decide whether socialism or capitalism will prevail, will take a long historical period."** In order to keep improving and developing the socialist system and to prevent the restoration of capitalism, **"It is necessary not only to bring about the socialist industrialization of the country and persevere in the socialist revolution on the economic front, but also to carry on constant and arduous socialist revolutionary struggles and socialist education on the political and ideological fronts. Moreover, various complimentary international conditions are required"**<sup>14</sup> (Hua Guofeng 1977a).

La ligne juste de la Révolution édictée par Mao Zedong est celle de la collectivisation continue et accélérée de l'économie sous l'autorité constamment renforcée de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire sous l'autorité du Parti. De plus, selon Hua Guofeng, si le système socialiste

---

<sup>13</sup> Mis en italique et entre guillemets par l'auteur.

<sup>14</sup> Mis en caractères gras et entre guillemets par l'auteur.

est traversé de contradictions, la majorité d'entre elles peut dorénavant être résolue à l'intérieur du système lui-même. Telle est pour lui la signification de l'expression « continuer la Révolution sous la dictature du prolétariat jusqu'à la fin » (Hua Guofeng 1977a). Toute déviation par rapport à cette ligne directrice est par essence antisocialiste, et donc contre-révolutionnaire. Autrement dit, si la *Révolution culturelle* est dorénavant officiellement condamnée, le *Grand bond en avant* se doit d'être plus célébré que jamais.

Using the theory of continuing the revolution under the dictatorship of the proletariat to guide China's socialist construction, Chairman Mao Zedong in 1958 formulated the general line of going all out, aiming high, and achieving greater, faster, better and more economical results in building socialism. The basic idea of this general line has been expounded in many of the writings that are included in the fifth volume, that is, in continuing the socialist revolution, to handle correctly all sorts of contradictions and relationships and to fully mobilize all positive forces so that socialist construction can develop with greater, faster, better and more economical results. Chairman Mao Zedong said: **"We must do our best to mobilize all positive factors, both inside and outside the Party, both at home and abroad, both direct and indirect, and build China into a powerful socialist country"**<sup>15</sup> (Hua Guofeng 1977a).

Toujours selon Hua Guofeng, Mao Zedong aurait fait reposer le renforcement du socialisme sur l'utilisation de cadres qui ont reçu une juste éducation politique et gagné l'expérience pratique nécessaire pour accomplir la tâche qui leur est confiée. Il faut se rappeler que pour Zhang Chunqiao la priorité était d'être « rouge » (Zhang Chunqiao 1975a).

Chairman Mao Zedong asked the cadres in all trades and professions to **"strive to be proficient in technical and professional work, turn themselves into experts and become both red and expert."** Chairman Mao Zedong said: **"Politics and professions form a unity of opposites, in which politics is predominate (sic) and primary, and we must fight against the tendency to ignore politics, but it won't do to confine oneself to politics and have no technical or professional knowledge. What ever line our comrades are in, whether it is in industry, agriculture, commerce or culture and education, they should all acquire some technical and professional knowledge."** Chairman Mao Zedong demanded that the comrades in charge of departments at the central and local levels should **"strive to become expert in in (sic) political and economic work, for which the prerequisite is a higher level of Marxism-Leninism. They must do well in both political and ideological work and in economic construction. As for the latter, we must really get to know how to do it."** The "gang of four" were against our improving professional skills for socialism. They opposed our learning technical skill and vocational knowledge because they opposed socialism. Chairman Mao Zedong said: **"Some people are white, like the Rightists in the Party**

---

<sup>15</sup> Mis en caractères gras et entre guillemets par l'auteur.

**who are politically white and technically inexpert.**"<sup>16</sup> The "gang of four" went even further than these Rightists, they were ultra-Rightists (Hua Guofeng 1977a).

Mais, c'est Zhou Enlai qui, en 1964 et à nouveau en 1975, aurait fixé les objectifs justes du renforcement de la RPC en recommandant la poursuite de la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale et de la science et de la technologie afin de pouvoir rivaliser avec les grandes puissances avant la fin du siècle. Pour Hua Guofeng, il ne fait aucun doute que le développement du socialisme et le renforcement de la RPC passent par la poursuite des *Quatre modernisations* et l'emploi de cadres qui soient à la fois « rouge[s] et expert[s] » (Hua Guofeng 1977a).

Following Chairman Mao Zedong's instructions, Comrade Chou En-lai [Zhou Enlai] submitted to the National People's Congress sessions held in 1964 and 1975 a magnificent plan envisaging the building of our country by the end of the present century into a powerful socialist country with all-round modernization of agriculture, industry, national defence, and science and technology so that our national economy can rank among the most advanced in the world. Under the leadership of Chairman Mao Zedong, our Party and our people took more than 20 years to build our country independently and with the initiative in our own hands, and through self-reliance and hard struggle, into a socialist state with the beginnings of prosperity. We must work with stamina and diligence for another 20 – (sic) odd years to fulfill that magnificent plan (Hua Guofeng 1977a).

À cette fin, une véritable « armée d'intellectuels » (Hua Guofeng 1977a) consacrée à la Révolution doit être formée et organisée. Autrement dit, la minorité de révolutionnaires professionnels doit se multiplier et englober une majorité de la population. Afin d'atteindre cet objectif, la population doit être soudée par un Parti tout aussi uni que renforcé. C'est pourquoi toute dissidence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti, doit être réprimée, car s'opposant à la ligne juste édictée par les instances supérieures du Parti, ces dissidences sont fondamentalement antisocialistes, contre-révolutionnaires et donc criminelles. Pour Hua Guofeng, il ne fait aucun doute que la menace immédiate est « l'opportunisme de droite » (Hua Guofeng 1977a), et les membres de la *Bande des quatre*, derrière leur masque de « gauchistes » (Hua Guofeng 1977a), n'auraient été en réalité que des « ultra-droitistes » (Hua Guofeng 1977a). Toute dissidence, voire tout critique, ne ferait que poursuivre *de facto* la conspiration criminelle de la *Bande des quatre*.

---

<sup>16</sup> Mis en caractères gras et entre guillemets par l'auteur.

Bien qu'aucun plan concret ne soit proposé pour atteindre l'objectif des *Quatre modernisations* avant la fin du siècle, l'argumentation de Hua Guofeng implique que les orientations et les politiques en vigueur avant la *Révolution culturelle*, et particulièrement durant la période 1949-1957, sont les seules qui peuvent être appliquées. En résumé, les structures mises en place durant les premières années de la *Nouvelle Chine* doivent être préservées et renforcées, certainement pas affaiblies ou transformées.

We must expand production as quickly as possible under socialism, because this is the only way to satisfy the people's growing needs gradually, and keep broadening the material basis of the socialist system. The consolidation of socialism requires, among other conditions, a strong material basis. In order to safeguard the socialist system it is imperative to have a powerful national defence, which presupposes great economic strength. Without a high degree of industrialization of the country, it is impossible for socialism to win final victory over capitalism. Chairman Mao Zedong further pointed out: **"The productive forces are the most revolutionary factor. When the productive forces have developed there is bound to be a revolution."** This is a Marxist principle applicable to any society. Under socialism, too, the growth of productive forces is bound to expose flaws in the economic and political systems and rouse the people to make changes. Take agriculture for instance. Chairman Mao Zedong long ago pointed out: **"The social and technical transformation of the rural areas will proceed simultaneously."**<sup>17</sup> The growth of agricultural co-operatives into people's communes opened a broad road for mechanizing farming. Agriculture is of vital importance in our country's economic construction. The development of our agriculture calls for carrying out the vast movement to learn from Tachai [Dazhai 大寨]<sup>18</sup> in agriculture and popularize Tachai-type counties throughout the country, for carrying out education in the Party's basic line among the peasant masses, for criticizing revisionism and capitalism in a big way and for persisting in the socialist road while working energetically to mechanize farm work. The present three-level system of ownership of the means of production in the people's commune, with ownership by the production team as the basic form, will in the future gradually be raised to fully collective ownership by the whole people. This is a process of constant transformation in the superstructure and in the relations of production, a process of achieving farm mechanization and industrializing the communes and the country, and a process of constantly raising the level of mechanization and industrialization (Hua Guofeng 1977a).

Selon Hua Guofeng, la majorité étant acquise au socialisme et ardente partisane du Parti, la minorité sera pour l'essentiel rééduquée. La justice se chargera des ennemis. Il faut souligner que

---

<sup>17</sup> Mis en caractères gras et entre guillemets par l'auteur.

<sup>18</sup> Dazhai (Shanxi) était une commune populaire modèle du point de vue du maoïsme. Durant la *Révolution culturelle* cette commune a fait l'objet d'une campagne d'émulation de masse, *apprendre de Dazhai*, dont Hua Guofeng s'était fait le promoteur. Son succès vanté reposait sur son autonomie et son indépendance.

ce texte ne comporte aucune référence aux anciennes classes exploiteuses. Il n'est fait mention que de la classe ouvrière, avec le prolétariat comme élément le plus révolutionnaire. Nous pourrions en déduire qu'en 1977, il n'y a plus de contradiction sociale en RPC. La contradiction principale serait donc entre le peuple et ses ennemis.

Désormais, l'ennemi n'est plus de classe, mais national. Hua Guofeng précise que le principal devoir en politique intérieure n'est plus la lutte des classes, mais de former la plus large base autour du Parti pour en faire un véritable Parti national. En politique étrangère, l'objectif n'est plus la Révolution mondiale, mais de réunir toutes les populations chinoises et tous les territoires chinois à la nation :

We must accelerate the revolutionization and modernization of the People's Liberation Army, strengthen preparedness against war, maintain vigilance and be ready at all times to wipe out any enemy who dares to intrude. Together with our compatriots in Taiwan, we must make efforts to accomplish the sacred cause of liberating Taiwan and reunifying the motherland. We must expand the revolutionary united front which is led by the working class and based on the worker-peasant alliance and which includes patriotic democratic parties and patriotic personages, so as to mobilize all positive factors to serve the cause of socialism (Hua Guofeng 1977a).

En somme, les périodes d'effervescence révolutionnaire sont pour l'instant révolues : la nouvelle direction collective recherche l'unité, la stabilité et la prévisibilité afin de garantir la croissance et le développement. Ainsi, la direction collective réunie autour de Hua Guofeng engage la RPC dans le chemin tracé par la direction collective conduite par Khrouchtchev lors de la déstalinisation, mais sans procéder officiellement à une démaoïsation. Mao Zedong doit rester la figure de ralliement et le symbole de l'unité entre toutes les phases de la Révolution chinoise et de la construction du socialisme en RPC. C'est pourquoi, bien que Hua Guofeng dénonce vertement le « révisionnisme » et le « social-impérialisme » (Hua Guofeng 1977a) de l'URSS avec une rhétorique révolutionnaire, le coup d'État contre la *Bande des quatre* a eu pour effet principal de faire du 'révisionnisme' la ligne principale de la politique intérieure de la RPC et, par voie de conséquence, de faire du 'social-impérialisme' sa politique étrangère. Ce texte de Hua Guofeng entérine ce changement majeur de politique intérieure et extérieure.

Il faut souligner que la collection des *Œuvres choisies* de Mao Zedong s'arrêtera avec ce cinquième tome : il n'y a aucune anthologie officielle de ses œuvres entre 1958 et 1976. Ainsi, officiellement, la pensée de Mao Zedong ne connaîtra plus de développement majeur entre 1958 et sa mort. Une telle 'omission', pour user d'un euphémisme, signifie un rejet total des choix politiques et des discours qui dominèrent cette période, une période qui couvre néanmoins près de dix-huit des vingt-huit années d'existence de la *Nouvelle Chine*. En conclusion, la phase de la *Révolution culturelle* est non seulement close, elle est désormais taboue.

Hua Guofeng précise ce changement d'orientation politique à l'occasion d'un discours prononcé lors de la quatrième session du Comité permanent de l'*Assemblée populaire nationale* le 23 octobre 1977<sup>19</sup>. Ce discours est dominé par le thème du retour à l'ordre. Premièrement, les éléments factieux et dissidents doivent être écartés à tous les niveaux. Deuxièmement, l'ensemble des institutions ou des structures qui avaient cessé de fonctionner durant la *Révolution culturelle* ou fonctionnaient mal doivent être dynamisées. Cela passe par la réintroduction des mesures et des procédures en vigueur avant la *Révolution culturelle*. Mais il précise que le retour à l'ordre doit commencer à la base avant de remonter vers le haut. Ainsi, le risque qu'un nombre important de partisans de la *Bande des quatre* soient présents dans les échelons supérieurs du Parti au moment de la prochaine convocation de l'Assemblée populaire est réduit.

Il encourage le choix des candidats aux divers postes en tenant compte de leur respect pour l'autorité du Parti et de leur contribution à la construction du socialisme :

Members of the provincial, municipal and autonomous regional revolutionary committees should include representatives of all fronts, trades and professions and circles. Acknowledged outstanding members among workers, peasants, revolutionary soldiers, revolutionary cadres and intellectuals and advanced people who enjoy genuine prestige among the masses and have made real contributions to the socialist revolution and socialist construction should be elected to the revolutionary committees (Hua Guofeng 1977b).

Ces courtes instructions confirment que pour Hua Guofeng les classes sociales ont bel et bien disparu de la RPC, mais ces instructions inaugurent aussi un changement fondamental qui

---

<sup>19</sup> Voir <<https://www.marxists.org/reference/archive/hua-guofeng/1977/10/23.htm>> (9 juillet 2015).



ancre encore plus la RPC sur la voie du révisionnisme : le Parti est dorénavant l'avant-garde du peuple dans son entier et sa composition doit le refléter. Cette nouvelle orientation est confirmée par sa volonté d'organiser en parallèle au printemps 1978 les sessions de l'*Assemblée populaire nationale*, l'organe législatif officiel, et de la Conférence consultative du peuple, l'organe non officiel où siègent les 'partis démocratiques' membres du Front commun dirigé par le Parti.

Une telle initiative pouvait témoigner d'une volonté de participation plus large de la population, quelle que soit l'origine socioprofessionnelle de chacun, et l'introduction du bicaméralisme, mais dans les faits leur rôle reste subordonné aux directives du Parti :

Through the two conferences, we must revive and carry forward the Party's fine traditions and style of seeking truth from facts, following the mass line, conducting criticism and self-criticism, practising democratic centralism and hard work and plain living and make these the practice among the people throughout the country, so as gradually to create a political situation in which we have both centralism and democracy, both discipline and freedom, both unity of will and personal ease of mind and liveliness.<sup>20</sup> This will be helpful to our struggle in further deepening the exposure and criticism of the "gang of four" in the political and ideological fields, uniting all the forces that can be united, mobilizing all positive factors and transforming passive factors into positive factors, overcoming the difficulties created by the "gang of four"<sup>21</sup>, rapidly developing our country's socialist revolution and socialist construction and further consolidating the dictatorship of the proletariat (Hua Guofeng 1977b)

Si la direction collective veut s'appuyer sur le plus grand nombre possible de cadres loyaux et compétents afin de consolider son pouvoir et amorcer la reprise économique ainsi que le développement, elle n'entend en aucun cas partager le pouvoir avec qui que ce soit. Comme Hua Guofeng le mentionne en conclusion, le développement économique et l'atteinte des *Quatre modernisations* sont les seules tâches du socialisme chinois et du peuple chinois.

Socialist China will surely flourish and become powerful; the goal of the four modernizations will certainly be attained! Together with the people of all nationalities in our country, let us hold high the great banner of Chairman Mao Zedong, continue the revolution and make concerted efforts to achieve this great goal ! (Hua Guofeng 1977b)

---

<sup>20</sup> Mis en caractères gras par l'auteur.

<sup>21</sup> Mis entre guillemets par l'auteur.

En conclusion, avec Hua Guofeng, le socialisme chinois est réduit à quatre caractéristiques fondamentales :

- 1 – le leadership du Parti;
- 2 – l'orthodoxie officielle;
- 3 – la propriété d'État;
- 4 – le développement économique et social.

Autrement dit, le socialisme se limite au nationalisme modernisateur. Des cadres et du peuple, il n'est attendu qu'un patriotisme. La RPC de Hua Guofeng avance sur le chemin tracé par l'URSS de Khrouchtchev vingt et un ans auparavant. La convocation de l'*Assemblée populaire nationale* au printemps 1978 n'a qu'une seule fonction : promulguer une nouvelle constitution qui officialise le 'révisionnisme chinois'.

### **8.3– LA CONSTITUTION DE 1978 OU LE REVISIONNISME COMME ORIENTATION OFFICIELLE**

La première différence significative entre la Constitution de 1978<sup>22</sup> et celle de 1975 est le nombre d'articles : si l'une comme l'autre comportent quatre chapitres, celle de 1978 contient deux fois plus d'articles que la Constitution de 1975, soit 60. Deuxièmement, la Constitution de 1978 fait de Mao Zedong le principal acteur de l'histoire récente de la Chine alors que la Constitution de 1975 fait référence à un mouvement collectif animé par la pensée de Mao Zedong. La troisième différence sensible est le préambule. Alors que la Constitution de 1975 mettait l'accent sur le rôle du Parti comme avant-garde de la Révolution et lui assignait comme tâche principale la poursuite de la Révolution mondiale en vue de réaliser le Communisme, la Constitution de 1978 fait du Parti la véritable avant-garde de la libération et de l'émancipation nationales. Ainsi, le principe de l'identité parfaite entre la nation et le Parti-État marque un retour à l'idéologie du KMT, lequel, pour le rappeler, réactivait le discours impérial d'identité parfaite entre le peuple et l'État impérial (cf. chap. 2). En 1978, la tâche est le développement, le renforcement et la réunification de tous les territoires chinois à l'État national chinois : « Taiwan

---

<sup>22</sup> Voir <<http://mjp.univ-perp.fr/constit/cn1978.htm>> (21 décembre 2015).

est un territoire sacré de la Chine. Nous libérerons Taiwan et accomplirons l'œuvre grandiose de réunification de la patrie » (Constitution de 1978, préambule). Par contre, la RPC ne participe plus de la Révolution mondiale. Au contraire, elle cherche à multiplier les relations pacifiques avec une majorité de pays. Dorénavant, ses ennemis ne sont plus les puissances capitalistes ou impérialistes, mais les puissances hégémoniques. Alors qu'une intervention par les puissances impérialistes en 1975 semblait imminente, en 1978 la menace s'est estompée.

La quatrième différence d'importance par rapport à la Constitution de 1975 est l'affirmation que durant la période socialiste les structures doivent constamment être préservées et renforcées, et non plus disparaître. Le Parti doit véritablement devenir un parti national, et l'État un État national :

Nous devons consolider et développer le front uni révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière, basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans, et unissant dans ses rangs la masse des intellectuels et des autres travailleurs, les partis démocratiques patriotiques, les personnalités patriotes, nos compatriotes de Taiwan, Hongkong et Macao, et ceux résidant à l'étranger. Nous devons former la grande union de toutes nos nationalités. Nous devons distinguer et régler correctement les contradictions entre nous et nos ennemis et les contradictions au sein du peuple. Nous devons nous appliquer à créer, parmi le peuple, une atmosphère politique où règnent à la fois le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté, l'unité de volonté et, pour chacun, un état d'esprit fait de satisfaction et d'entrain, afin de faire jouer pleinement tous les facteurs positifs, de surmonter toutes les difficultés, de consolider encore mieux la dictature du prolétariat et d'édifier le parti à un rythme accéléré (Constitution de la République populaire de Chine 1978, préambule).

Ce n'est qu'après avoir pris en compte cet aspect que les différences plus subtiles introduites par chacun des articles prennent toute leur importance et révèlent les changements fondamentaux. Le chapitre 1 qui énonce les principes généraux fait état de quelques différences en apparence mineures. Comme dans la Constitution de 1975 : 1) le Parti reste l'unique centre de pouvoir, 2) le maoïsme, l'idéologie officielle, et 3) l'économie planifiée et collective.

L'article 9 – changement radical – réintroduit la notion de propriété privée : « L'État protège le droit des citoyens à la propriété de revenus légitimes, d'épargnes, de maisons d'habitation et d'autres moyens d'existence », et l'article 10 réintroduit les stimulants matériels :

Le travail est un devoir glorieux pour tous les citoyens aptes à travailler. L'État préconise l'émulation socialiste au travail et, à condition que la politique prolétarienne soit placée au poste de commandement, il applique le principe de combiner l'encouragement moral et l'encouragement matériel, tout en mettant l'accent sur le premier, et encourage l'initiative et l'esprit créateur socialistes des citoyens dans leur travail

Si l'article 11 autorise une certaine décentralisation dans la planification économique : « faire jouer pleinement, sous la direction unifiée de l'autorité centrale l'initiative de l'autorité centrale comme celle de l'autorité locale », sa grande innovation est l'introduction de la notion de développement rationnel et durable : « l'État protège l'environnement et les ressources naturelles et mène la lutte contre la pollution et les autres nuisances ». L'article 12 précise que l'État doit contribuer au développement économique en favorisant les activités scientifiques et techniques et en s'assurant de la diffusion et de l'adoption des nouvelles technologies dans les différents secteurs d'activité économiques :

L'État consacre de grands efforts au développement des sciences, renforce la recherche scientifique, développe les innovations et la révolution techniques, adopte autant que possible des technologies avancées dans tous les secteurs de l'économie nationale. Dans les activités scientifiques et techniques, il faut pratiquer l'union du personnel spécialisé et des masses, et celle de l'étude des expériences d'autrui avec nos propres efforts de création. (Article 12)

Cet accent mis sur le développement des moyens de production et particulièrement sur le développement de la science et de la technologie afin d'atteindre l'objectif des *Quatre modernisations* avant la fin du siècle se traduit par un changement de politique éducative et culturelle. Si le maoïsme reste l'idéologie officielle, les cadres et la population doivent bénéficier d'une éducation spécialisée en sus d'une éducation politique afin d'atteindre ces objectifs. C'est pourquoi l'article 13 précise que si l'éducation est toujours combinée à une éducation politique et au travail pratique, l'État doit développer l'éducation scientifique :

L'État consacre de grands efforts au développement de l'éducation pour élever le niveau culturel et scientifique du peuple entier. L'éducation doit être au service de la politique prolétarienne et être combinée avec le travail de production, et permettre à ceux qui la reçoivent de se former sur le plan moral, intellectuel et physique pour devenir des travailleurs cultivés ayant une conscience socialiste. (Article 13)

Par contre, si l'État encourage le développement de l'éducation scientifique afin d'accélérer le développement, le développement scientifique et technique et le développement du savoir doivent rester quant à eux au service de l'État. Comme le précise l'article 14, le maoïsme est indiscutable, et cela signifie que la position dominante du Parti, ses orientations et le système socialiste sont inattaquables :

L'État assure la position dirigeante du marxisme, du léninisme, de la pensée mao-tsétoung [Mao Zedong] dans tous les domaines de l'idéologie et de la culture. Tous les secteurs culturels doivent être au service des ouvriers, des paysans et des soldats, au service du socialisme.

L'État applique le principe « que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent », pour promouvoir le développement des arts et le progrès des sciences, et faire s'épanouir la culture socialiste. (Article 14)

Si le débat intellectuel est permis, il l'est uniquement dans les limites du renforcement de l'État, de l'armée et de l'atteinte des objectifs du plan. Or, l'article 16 limite le développement et l'acquisition d'un savoir théorique et pratique en mettant l'accent sur la maîtrise des subtilités de l'idéologie officielle, l'acquisition de compétences, probablement non formelles, et le contrôle continu par les masses :

Les travailleurs des organismes d'État doivent étudier assidûment le marxisme, le léninisme, la pensée mao-tsétoung [Mao Zedong], servir le peuple de tout cœur, s'appliquer à perfectionner leur compétence professionnelle, participer activement au travail collectif de production, se soumettre au contrôle des masses, respecter de façon exemplaire la Constitution et la loi, appliquer correctement les mesures politiques de l'État, rechercher la vérité dans les faits, s'interdire de recourir à des procédés frauduleux et d'abuser de leurs pouvoirs pour en tirer des avantages personnels. (Article 16)

De plus, cet article introduit un élément absent de la Constitution de 1975 : la loi, alors décriée comme « droit bourgeois » (Zhang Chunqiao 1975a). Ainsi, un bon cadre respecte la Constitution et la loi et cherche à les renforcer. Si l'article 16 limite l'aspect légiste de ses politiques de renforcement de l'État, de l'armée, du développement économique et de l'éducation, il réintroduit la primauté de la loi si chère aux légistes.

C'est fort d'un tel constat que l'on peut aborder le chapitre 2 portant sur la structure de l'État. Le chapitre 2 de la Constitution de 1978, de loin le plus long avec 24 articles, encadre précisément les différents organes constitutifs de l'État, ce qui la différencie sensiblement du chapitre 2 de la Constitution de 1975, laquelle se contentait de les énumérer. Ainsi, les articles 20 à 29 précisent les modalités d'élection, de convocation et de rappel des représentants de l'*Assemblée populaire nationale* (articles 21 et 29), les pouvoirs de l'Assemblée populaire (articles 22 et 23), la composition du Comité permanent de l'*Assemblée populaire nationale* (article 24), les fonctions du Comité permanent de l'*Assemblée populaire nationale* (articles 25, 27 et 28), les fonctions du président du Comité permanent de l'*Assemblée populaire nationale* (article 26).

Avec le même souci de précision, les articles 30, 31 et 32 fixent la composition et les fonctions du *Conseil des affaires d'État*. L'article 33 délimite les différents niveaux d'administration territoriale. Les articles 34 à 40 précisent les modalités d'élection, de révocation, de convocation, ainsi que la composition et les fonctions des organes de pouvoir des différentes administrations territoriales. Les articles 41, 42 et 43 précisent le mode de nomination et les fonctions des tribunaux et des parquets populaires. En somme, la Constitution de 1978 joue véritablement son rôle de Constitution en définissant réellement les structures et les fonctions de l'État, leurs pouvoirs et leurs limites, bien qu'elle annonce que le détail de leur fonctionnement est laissé à la loi.

Par rapport à la Constitution de 1975, les citoyens n'ont plus pour seuls « droit et devoir fondamentaux [...] d'être pour la direction du Parti communiste chinois, pour le régime socialiste, et de se conformer à la Constitution et aux lois de la République populaire de Chine » (Constitution de 1975, article 26). Dorénavant, les citoyens jouissent du droit de vote et d'élection (article 44), du droit d'expression, d'association et de réunion (article 45), du droit d'exercer une religion (article 46), de l'inviolabilité de leur personne et de leur propriété (article 47), du droit au travail et d'améliorer leurs conditions de vie matérielle (article 48), du droit au repos (article 49), du droit au bien-être, à la santé et à la retraite (article 50), du droit à l'instruction (article 51), du droit de pouvoir poursuivre des réflexions intellectuelles et créatives (article 52), de l'égalité homme femme (article 53), et de pouvoir critiquer et censurer par des mécanismes légaux les détenteurs du pouvoir à tous les échelons (article 55).

Mais le rôle de l'État ne se limite pas à garantir ces droits, il assigne à chacun un travail et bonifie sa rémunération en proportion de la croissance (article 48), fixe les horaires de travail, de loisir et des vacances (article 49), développe les assurances sociales et médicales, les institutions médicales (article 50), développe le système d'éducation et généralise l'éducation (article 51). Deux changements majeurs sont introduits. Tout d'abord, l'État protège les ressortissants chinois résidant à l'étranger : ils ne sont donc plus des traîtres ou des contre-révolutionnaires. Une telle politique s'accorde avec la volonté de faire du Parti un parti national et de l'État un État national. L'autre changement est la promotion de la planification familiale. Auparavant, une population en croissance était la marque d'un pays qui se renforçait. Maintenant, une population trop nombreuse limite le développement économique et le renforcement de l'État. Ainsi, l'exercice de ces droits, loin de garantir l'autonomie du citoyen par rapport à l'État, renforce au contraire sa dépendance et son hétéronomie par rapport à lui. Finalement, l'exercice de ces droits est soumis aux prescriptions des articles 56, 57 et 58 :

Article 56.

Les citoyens doivent être pour la direction du Parti communiste chinois, pour le régime socialiste; préserver l'unité de la patrie et l'union de ses diverses nationalités; et se conformer à la Constitution et aux lois.

Article 57.

Les citoyens doivent respecter et protéger les biens publics, observer la discipline du travail, respecter l'ordre public et les règles de la morale sociale, et garder les secrets d'État.

Article 58.

Défendre la patrie et résister à l'agression est le noble devoir de chaque citoyen. Accomplir le service militaire et adhérer à une organisation de la milice populaire, conformément à la loi, est une obligation d'honneur pour les citoyens.

Ainsi, la citoyenneté, autrement dit le fait de jouir de ses droits politiques, repose sur la soumission au Parti et au respect de ses directives.

En renforçant et encadrant les structures par la loi, cette Constitution la remet au cœur de l'exercice du pouvoir d'État. Mais elle n'a d'autre fonction que de garantir le renforcement de l'État, le développement de l'économie et ultimement l'hétéronomie de la population. En conclusion : la Constitution de 1978 n'inaugure pas un État de droit, mais elle instaure véritablement un État de loi.

Néanmoins, Deng Xiaoping, revenu au pouvoir huit mois plus tôt, ne se satisfait pas de cet État de fait : trop de contraintes pèsent encore selon lui sur le renforcement de l'État et sur le développement de l'économie. Son projet va alors s'affirmer au cours de l'année 1978 et sa faction ralliera toujours plus de mécontents des politiques de Hua Guofeng.

#### **8.4 – L’AFFIRMATION DE DENG XIAOPING**

Deng Xiaoping retrouve l'ensemble de ses fonctions officielles dans les domaines du militaire, de l'économie et de l'éducation en juillet 1977. Immédiatement, il reprend ses discours programmatiques à l'intention des hauts responsables qui sont sous sa responsabilité. Entre juillet 1977 et décembre 1978, il prononce quinze discours, dont cinq pour la seconde moitié de 1977. Dès son retour au pouvoir, il aborde une fois la question du Parti (P2-D1), deux fois celle de l'armée (P2-D3, P2-D5) et deux fois celle de l'éducation (P2-D2, P2-D4) (cf. *supra* tableaux 7.1, 7.2, 7.3., et annexes 6.2, 6.3, 6.4).

Il livre son premier discours lors de la Troisième plénière du 10<sup>e</sup> *Comité central* le 21 juillet 1977 (P2-D1). Il y expose sa vision du maoïsme et la façon dont il devrait guider l'action du Parti. Deng Xiaoping explique que la pensée de Mao Zedong est un tout, qu'elle ne peut être séparée du marxisme-léninisme, et encore moins segmentée en parties, formules ou aphorismes. Telle aurait justement été la faute de Lin Biao et de la *Bande des quatre*. Pire, ils l'auraient réduite à des slogans. Or, la force de Marx et d'Engels est d'avoir apporté des méthodes et des réponses aux réalités de leur époque. Ces méthodes et réponses ont alors été modifiées et enrichies par Lénine. Lénine ne peut être compris sans Marx. C'est pourquoi le léninisme est indissociable du marxisme. Ainsi, pour Deng Xiaoping, le marxisme-léninisme est un tout, sans lui la Révolution serait impossible. Ce qui a permis la victoire de la révolution en Chine, c'est le marxisme-léninisme, mais



un marxisme-léninisme modifié et développé par Mao Zedong tout au long des différentes étapes de la Révolution et de la construction du socialisme.

Les périodes plus récentes de l'activité de Mao Zedong ne supplantent pas les plus anciennes, elles ne sont pas plus vraies que les précédentes. Au contraire, ce sont les réponses justes apportées au moment opportun. En cela, chaque phase n'est qu'une application du maoïsme. Et le maoïsme n'est que l'application réussie du marxisme-léninisme aux conditions de la Chine. Le maoïsme ne peut se laisser enfermer dans des slogans. Tous, des plus hauts cadres au plus humble paysan, doivent retrouver la véritable dynamique à l'origine de la révolution chinoise, corrompue par Lin Biao et la *Bande des Quatre*. La force de Mao Zedong, toujours selon Deng Xiaoping, est d'avoir su à chaque moment confronter les idées avec la pratique, raffinant systématiquement les théories. Tel est l'essence du marxisme-léninisme, et particulièrement du maoïsme : « rechercher la vérité à partir des faits » (shi shi qiu shi 实事求是). En somme pour Deng Xiaoping, la grande contribution de Mao Zedong serait d'avoir installé le pragmatisme au cœur du projet révolutionnaire. Or, comme nous l'avons montré tout au long du chapitre 2, la pensée chinoise moderne n'a pu s'affranchir des schèmes de pensée hérités de l'Empire.

Ainsi, les crimes de Lin Biao et ceux de la *Bande des Quatre* auraient été de déformer et de pervertir le maoïsme, de le vider de sa substance, pour imposer un dogmatisme contre-révolutionnaire. Tous doivent renoncer aux formules toutes faites afin de rechercher les méthodes et les solutions les plus efficaces pour atteindre les objectifs du renforcement de l'État et du développement de l'économie. En somme, le bon cadre est non seulement loyal, mais, de plus, il applique les directives du Parti avec intelligence, recherchant et améliorant en permanence les meilleures pratiques, sans préjugés. Autrement dit, l'idéologie doit jouer un rôle de moins en moins actif, et pour ce faire il est nécessaire de réformer le système d'éducation et de formation à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Nous comprenons mieux pourquoi le thème de l'éducation va dominer tous ses discours jusqu'à la fin de l'année 1977. Bien que seuls les discours P2-D2 et P2-D4 abordent explicitement l'éducation, les discours P2-D3 et P2-D5 portent sur la professionnalisation de l'armée, ce qui implique aussi la qualification des militaires, donc leur formation. Ainsi, dans son discours du 8

août 1977 lors d'un forum sur la science et l'éducation (P2-D2), Deng Xiaoping cherche à rehausser le statut des chercheurs et des enseignants en les qualifiant de travailleurs. De plus, parce que les enseignants forment de futurs professionnels essentiels au développement, les enseignants ne sont pas moins importants que les professionnels qu'ils forment. Par conséquent, enseignants et professionnels devraient jouir des mêmes avantages. Or, la *Révolution culturelle* a eu un terrible impact sur les couches intellectuelles et professionnelles : ces travailleurs sont des ressources rares qui doivent être traitées avec la considération qui leur est due, et leur permettre de se consacrer à leur spécialité sans être détournées par l'étude approfondie des théories politiques ou par leur participation à des mouvements de masse. De plus, pour lui, toutes les erreurs politiques ne sont pas une preuve d'antisocialisme.

Afin de les motiver et d'utiliser au mieux leurs talents, il faut, souligne Deng Xiaoping, que chaque branche professionnelle instaure un système de peines et de récompenses : la contribution de chacun doit être récompensée par des avantages matériels, et les plus grandes contributions par les plus grands avantages matériels possibles. De plus, toute activité scientifique ou éducative doit être prise en charge et planifiée par l'État : c'est en fonction de leur contribution à l'accomplissement des objectifs étatiques que les scientifiques et les enseignants doivent être récompensés ou punis. Néanmoins, dit-il, si le leadership du Parti sur les activités scientifiques et éducatives doit être renforcé, l'autorité sur les questions de mise en application du plan au sein des centres de recherche ou d'enseignement doit être laissée aux professionnels eux-mêmes. Pour Deng Xiaoping, la seule organisation efficace est une direction collective dont les membres ont tous des responsabilités individuelles propres. Les trois personnes les plus importantes sont pour lui : 1) le secrétaire du Parti, 2) le responsable des activités scientifiques ou éducatives, et 3) le responsable des services de soutien<sup>23</sup>.

Les institutions d'enseignement doivent être développées, les étudiants mieux encadrés et les enseignants mieux formés. À cette fin, l'éducation primaire et secondaire est voulue la plus

---

<sup>23</sup> Les préconisations de Deng Xiaoping ne deviendront effectives qu'après la Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central de décembre 1978. Son programme connaîtra un début de mise en application dès le début de 1979, comme en témoigne la Loi sur les forêts du 23 février 1979. Voir The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China (1987a), *Laws of the People Republic of China, 1979-1982*, vol. 1, p. 35-46.

englobante et la plus formatrice possible. De plus, une mise à niveau constante du matériel éducatif, particulièrement en science et en technologie, s'impose; dans le même esprit, les meilleurs et les plus sages des écoliers seront directement admis à l'université une fois l'examen d'entrée réussi; les autres devraient être contraints de s'améliorer et de se corriger par une éducation idéologique ou par des mesures disciplinaires. Mais afin que les centres de recherche et d'enseignement remplissent leur rôle dans des conditions optimales, il faut professionnaliser les services de soutien et leur assurer les ressources nécessaires pour accomplir leur tâche, aussi ingrate soit-elle. De plus, les professionnels détachés devraient pouvoir être accompagnés de leur famille afin d'être en mesure de mener une vie normale. Finalement, il faudrait inviter les Chinois d'outre-mer et les étrangers à contribuer au développement de la RPC en leur offrant d'excellentes conditions d'emploi. De même, des étudiants et des professionnels seront envoyés à l'étranger pour se perfectionner.

Finalement, souligne Deng Xiaoping, il faut combattre constamment et systématiquement le dogmatisme : toute pratique doit être dictée par le principe de « rechercher la vérité à partir des faits » (P2-D2). Et cela passe par la confrontation des idées, des théories et des méthodes avec la pratique. C'est pourquoi le développement de la recherche scientifique et de l'éducation doit s'exprimer publiquement, mais uniquement dans des publications spécialisées encadrées par l'État.

L'idée de formation professionnelle revient dans ses discours du 23 août 1977 lors d'un forum organisé par la *Commission militaire centrale* (P2-D3) et du 19 septembre 1977 prononcé au ministère de l'Éducation (P2-D4). Si Deng Xiaoping recommande que les hauts fonctionnaires et les officiers d'état-major reçoivent une formation continue afin de maintenir leur efficacité, il recommande surtout que le système d'éducation formelle soit développé et étendu. Les écoles ont non seulement pour mission de former et de sélectionner les futurs spécialistes, mais aussi de sélectionner et de recommander les meilleurs candidats pour les écoles de niveau supérieur. Ces écoles devraient constamment mettre à jour le contenu de leur enseignement. Deng Xiaoping recommande que la majorité des étudiants soient loyaux, compétents et surtout jeunes afin de rajeunir les hiérarchies officielles. Ainsi, la sélection et la formation du personnel enseignant sont, pour lui, une condition essentielle. Dans tous les cas, les effectifs devraient être professionnels,

jeunes et réduits à leur taille optimale. Sous le leadership du Parti, les directeurs d'écoles devraient être les seuls responsables de la gestion de leur établissement.

Le 28 décembre 1977, devant la *Commission militaire centrale* (P2-D5), Deng Xiaoping propose d'exclure des postes de direction tous les factieux, ceux dont la compétence laisse à désirer, et tous ceux qui ne sont pas suffisamment loyaux et respectueux de l'autorité, pour les remplacer par des officiers qui non seulement le sont, mais surtout sont plus jeunes. Ce n'est qu'alors, d'après lui, que l'on pourra améliorer l'équipement, l'entraînement et les stratégies. Pour lui, la situation internationale étant relativement calme, l'armée dispose de tout le temps voulu pour se réformer et se professionnaliser, mais il ne faut pas perdre de temps. Or, les budgets sont limités : les effectifs en conséquence doivent être réduits et professionnalisés. La priorité est d'abord de développer et de renforcer le système d'éducation militaire : seuls les meilleurs, affirme-t-il, resteront dans l'armée, mais pas nécessairement dans les mêmes fonctions. Les autres recevront une formation spécialisée sanctionnée par des examens avant d'être transférés vers des postes civils qui exigent des compétences comparables à celles acquises dans l'armée, postes pour lesquels ils seront servis par la discipline à laquelle ils sont habitués. Les troupes qui refusent les restructurations et les réaffectations seront considérées comme factieuses et punies en conséquence, car le premier devoir de tout militaire, quel que soit son degré de séniorité, est d'obéir aux ordres. Sans une discipline renforcée, l'armée ne se consolidera pas par cette restructuration.

En 1978, Deng Xiaoping recommence à intervenir immédiatement après la promulgation de la nouvelle constitution. Le 18 mars 1978, il prononce le discours d'ouverture (P2-D6) de la Conférence nationale sur la science préparée de longue date, donnant ainsi les orientations de la science et de tous les domaines connexes. Dès sa prise de parole, il affirme que si la RPC est bien un pays socialiste, elle reste un pays arriéré : la science doit donc se concentrer uniquement sur le développement des forces productives. Par contre, la science ne doit pas se limiter à trouver des solutions aux problèmes actuels, il lui faut aussi anticiper les problèmes futurs grâce à la recherche fondamentale afin de garantir un développement rapide. Pour cette raison, la science et la technologie font elles-mêmes partie des forces productives, si ce ne sont les plus importantes. Il va plus loin, en affirmant que l'autonomie n'interdit pas le recours aux savoirs, techniques et experts

étrangers. Lors de remarques qu'il fait le 16 septembre 1978 aux membres du comité permanent du Comité du Parti de la province du Jilin (P2-D11), il affirme même que puisque les relations internationales sont dominées par le principe de la coexistence pacifique, il faut profiter des occasions qu'elles apportent.

Dans le même discours du 18 mars 1978, il affirme que les chercheurs et les enseignants sont aussi des travailleurs. Le scientifique et l'enseignant n'ont pas à connaître les subtilités des théories politiques pour servir l'État : tant qu'ils travaillent avec acharnement pour l'État, ils sont véritablement « experts et rouges » (P2-D6). Par cette affirmation, Deng Xiaoping s'oppose non seulement à Zhang Chunqiao, pour qui seul celui qui maîtrisait dans tous ses détails la ligne politique juste était « rouge », mais aussi à Hua Guofeng, pour qui les « rouges » devaient aussi devenir « experts ». Deng Xiaoping préconise la formation d'un grand corps d'enseignants et de chercheurs, dont la seule mission, serait d'accomplir les objectifs qui leur sont assignés par l'État. De ces professionnels, quelle que soit leur origine familiale, il ne serait attendu que deux choses : qu'ils acceptent l'ordre établi et travaillent avec acharnement pour atteindre les objectifs fixés. De plus, la construction du socialisme requiert non seulement des compétences pratiques et formelles de la part des cadres : elle doit nécessairement reposer sur une division toujours plus poussée du travail.

Par conséquent, tous ont la responsabilité de développer des compétences formelles et pratiques et y recourir pour atteindre les objectifs fixés par l'État s'ils veulent être considérés « rouges ». C'est pourquoi il est urgent d'encourager la contribution de chacun en rehaussant le statut des professionnels, scientifiques et enseignants, et de le faire aussi par des stimulants matériels pour les contributions exceptionnelles. La responsabilité des centres de recherche doit être laissée aux professionnels qui y travaillent, sous le leadership du Parti. Ces centres de recherche et d'enseignement n'ont pour seule tâche que de produire des résultats et de faire émerger des talents. Les chapeautant, les comités du Parti à tous les échelons n'ont pour fonction que de s'assurer du respect des directives, de diffuser les nouvelles pratiques et les nouvelles techniques, ainsi que de promouvoir l'éducation scientifique et technique en recourant à la planification. Ainsi, Deng Xiaoping se fait l'avocat d'une mise en sourdine du discours idéologique.

Le 28 mars 1978, s'adressant aux membres dirigeants du Bureau de la recherche sur les affaires politiques, qui relève du Conseil d'État (P2-D7), il poursuit dans la même veine et élargit la portée de son projet en rupture avec la position de Hua Guofeng en disant que le principe « à chacun selon son travail » devrait se refléter par des différences dans le traitement que chacun reçoit, quel que soit son champ d'activité, et cela selon la qualité de sa contribution, et non pas de ses connaissances politiques. C'est pourquoi, les échelles de salaires dans tous les domaines devraient être restructurées, particulièrement dans les domaines centraux au renforcement de l'État et au développement de l'économie. De plus, toute contribution exceptionnelle mérite d'être récompensée et toute absence de contribution exceptionnelle au terme d'un certain laps de temps sanctionnée par une réaffectation. Toute contribution étant d'abord individuelle, chaque domaine devrait instituer des systèmes de peine et de récompense propres afin que chacun s'améliore en permanence, ainsi que des mécanismes de contrôle et d'évaluation pour que chacun reçoive son juste dû.

Le 22 avril 1978 à la Conférence nationale sur l'éducation (P2-D8), Deng Xiaoping affirme que l'objectif de l'éducation est de former le personnel scientifique et technique indispensable pour devancer les grandes puissances. C'est pourquoi il faut exposer et préparer les écoliers au savoir et à la méthode scientifique dès le primaire, avec du matériel éducatif constamment mis à jour, et sanctionner leurs progrès systématiquement par des examens, afin de les orienter vers des carrières scientifiques ou techniques. De plus, le système d'éducation, les parents et les organisations de masses ont pour responsabilité de renforcer la discipline afin d'inculquer le respect de l'ordre établi. En somme, le système d'éducation doit former du personnel hautement qualifié et discipliné. C'est pourquoi le système d'éducation ne devrait employer que les plus compétents et les plus respectueux de l'ordre établi. Pour les autres : rééducation, punition, voire exclusion.

La tâche des centres d'enseignement est non seulement de contribuer à l'atteinte des objectifs économiques du plan d'État, mais aussi de les surpasser par l'amélioration constante des méthodes et des techniques. De même, la *Commission national du plan* (*guojia jihua weiyuanhui* 国家计划委员会) devrait intégrer le système d'éducation comme composante du plan, afin de planifier son développement rationnel. Pour atteindre les objectifs du plan, il faut mobiliser tous

les moyens techniques. Pour Deng Xiaoping, de tels principes devraient gouverner toutes les unités de travail, et même de résidence. Autrement dit, il faut accroître la pression exercée sur les responsables de ces unités.

Dans son discours du 2 juin 1978, lors de la Conférence militaire sur le travail politique (P2-D10), il insiste sur le fait que les applications des principes du marxisme-léninisme, vrais en soi, sont néanmoins soumises aux conditions objectives, auxquelles il leur faut s'adapter. C'est pourquoi les officiers et les soldats ne peuvent pas se contenter d'être des relais des échelons supérieurs, il leur faut activement adapter les principes à la pratique, et ce d'autant plus que les conditions sont différentes de celles de la guerre antijaponaise ou de la guerre de libération. C'est pourquoi les pratiques qui avaient fait leurs preuves doivent être modifiées ou changées. Or, les troupes communistes qui s'étaient démarquées par leur respect de la discipline sont aujourd'hui insubordonnées : il faut renforcer les règles et la discipline pour reconstituer l'unité du peuple et de l'armée, mais aussi celle des officiers et de leurs hommes. En d'autres termes, il plaide pour l'intensification de la lutte contre les éléments factieux. Les tâches essentielles relèvent de l'État-major, et celles de la consolidation reviennent aux échelons inférieurs, de haut en bas. Il appartient aux vétérans de donner l'exemple, et de sélectionner des successeurs loyaux, disciplinés, compétents et surtout plus jeunes. De son côté, le Parti doit s'assurer de la prompte restructuration de la hiérarchie militaire.

Le 18 septembre 1978, s'adressant aux dirigeants du Comité municipal du Parti de la ville d'Anshan (鞍山) au Jilin (吉林) (P2-D12), Deng Xiaoping expose son projet pour optimiser l'industrie et l'agriculture :

- 1 – réduire les effectifs surnuméraires;
- 2 – importer les méthodes et les techniques les plus modernes;
- 3 – employer des professionnels à tous les niveaux;
- 4 – instituer des mécanismes de contrôle et d'évaluation des performances;
- 5 – rehausser le traitement du personnel en fonction des contributions individuelles;

6 – créer de nouveaux services (export-import, recherche et développement, marketing...) avec la croissance de la production;

7 – engager plus de personnel scientifique;

8 – transférer plus d'autorité décisionnelle et de responsabilités aux responsables d'unité.

Un mois plus tard, le 11 octobre 1978 (P2-D14), lors du 9<sup>e</sup> Congrès des syndicats chinois, il ajoute trois autres éléments :

9 – approfondir la division et la spécialisation du travail;

10 – innover pour accroître en permanence la productivité du travail;

11 – rechercher le profit comme preuve d'efficacité.

Or, Deng Xiaoping est aussi conscient que le développement repose sur les travailleurs, et pour cette raison donne les consignes suivantes aux syndicats :

1 – promouvoir les ouvriers modèles et sanctionner les factieux;

2 – stimuler les travailleurs pour accroître leur efficacité;

3 – habituer les travailleurs à obéir à la direction;

4 – expliquer aux travailleurs que les différences de traitement fondées sur les contributions individuelles sont justes;

5 – s'assurer que la croissance continue s'accompagne de l'amélioration constante des conditions de vie des travailleurs.

En résumé, ses projets de réforme de l'armée, de la science et de la technologie, de l'éducation, de l'industrie, de l'agriculture et des syndicats se recoupent : il prône le renforcement de l'efficacité et de la discipline dans tous les domaines. Or, les structures et les hiérarchies de ces corps s'imbriquent les unes dans les autres et culminent dans le Parti-État, dont elles ne sont que les extensions. C'est pourquoi les réformes de l'armée, de l'économie, de la science et de la technologie, de l'éducation et du travail ont pour condition celle de la réforme du Parti-État lui-même, et cela selon les mêmes critères. Mieux, la réforme doit s'amorcer dans le Parti-État et simultanément, au même rythme, dans tous les autres domaines. La portée et la profondeur de la réforme voulue par Deng Xiaoping équivaut à une révolution. Mais pour y arriver, il lui faut



surmonter l'opposition de ceux qui cherchent à préserver les structures existantes, car ils en bénéficient. Il s'oppose donc de plus en plus frontalement à Hua Guofeng et à ses partisans. Néanmoins, la faction qu'il représente se renforce, et il s'affirme comme l'une des figures publiques de la Chine postmaoïste les plus connues sur la scène internationale. Ainsi, le 7 mai (P2-D9) et le 10 octobre 1978 (P2-D13) il s'entretient avec des hauts dirigeants étrangers, une délégation économique et commerciale de la République démocratique de Madagascar, et avec une délégation de la presse de la République fédérale allemande, et leur fait part de ses projets.

### **8.5 – LA TROISIEME PLENIERE DU 11<sup>E</sup> COMITE CENTRAL**

La cohérence de la vision de Deng Xiaoping s'affirmera lors la Conférence centrale de travail du 13 décembre 1978 (P2-D15), que ses partisans dominant. Cette conférence prépare la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*. Le thème du discours est cette fois l'organisation du Parti. Dès le début, Deng Xiaoping affirme que le seul devoir des cadres est de rechercher en permanence les meilleures solutions pratiques aux tâches qui leur sont assignées dans la poursuite des *Quatre modernisations* et de s'attaquer avec la même visée pratique aux problèmes qui y font obstacle. Il appelle une telle disposition d'esprit un « esprit émancipé ». Mais il enchaîne immédiatement en faisant remarquer que nombre de cadres ne se sont pas encore libérés des vieilles chimères idéologiques, ce qui a pour effet d'ossifier le Parti et d'affaiblir le pays. Il identifie quatre causes qu'il invite l'auditoire à combattre :

- 1 – l'influence toujours néfaste de Lin Biao et de la *Bande des Quatre*;
- 2 – le « bureaucratisme »;
- 3 – l'absence d'idéologie, de normes, et de critères précis de mérite et de démérite, ainsi que de récompense et de sanctions, de même que de mise en application;
- 4 – le poids des habitudes.

Pour lui, les grandes avancées et les victoires successives de la Révolution et de la construction du socialisme n'ont été rendues possibles que par la mise en pratique constante du principe « rechercher la vérité à partir des faits ». Ainsi, tout cadre qui ne corrige pas sa façon d'agir ou de penser afin de devenir 'pragmatique', ou n'y parvient pas, ne peut pas contribuer à

l'adaptation du marxisme-léninisme aux conditions actuelles de la RPC, ni à la réalisation des *Quatre modernisations*, et encore moins au renforcement de l'État et au développement de l'économie. En somme, tout cadre qui ne serait pas 'pragmatique' serait véritablement contre-révolutionnaire et antisocialiste. C'est une accusation lourde qu'il porte après une décennie de *Révolution culturelle*. Dès lors, quiconque ne pourra espérer accéder à un poste de cadre et s'y maintenir qu'à la condition qu'il fasse la preuve de sa loyauté et de ses compétences propres, car toute promotion présuppose une démonstration d'efficacité dans l'atteinte d'objectifs concrets. Il incombe aux responsables d'unité, à tous les niveaux, de garantir l'application de ces principes.

Deng Xiaoping poursuit en affirmant que pour garantir cette rectification de l'état d'esprit des cadres, il faut renforcer le centralisme démocratique, en renforçant à la fois le centralisme et la démocratie. Renforcer le centralisme signifie préciser les chaînes de commandement, les règles et les lois les encadrant, mais aussi s'assurer de leur respect à tous les échelons. Renforcer la démocratie signifie garantir le droit d'expression des citoyens qui veulent contribuer au renforcement du Parti-État, aux *Quatre modernisations* et au développement de l'économie. Pour lui, il ne fait aucun doute que sans les débats auxquels participeront les citoyens, il ne sera jamais possible de déterminer les meilleures méthodes et pratiques pour atteindre les objectifs visés, ni *a fortiori* de détecter les problèmes en temps opportun. Pour Deng Xiaoping, tant le renforcement du centralisme que de la démocratie passe par le respect de normes écrites. Or, dans la continuité de l'idée d'identité parfaite entre la nation et le Parti-État, les dissidences et les rumeurs doivent être durement réprimées, car non seulement elles sapent l'autorité centrale, mais elles sont véritablement des actes de trahison. C'est pourquoi centralisme et démocratie étant liés dans le cadre du centralisme démocratique, il ne peut être institué et garanti que par un seul et même cadre de normes écrites.

Pour Deng Xiaoping, si la démocratie se fonde dans « la ligne des masses » (cf. chap. 2), elle doit surtout prendre la forme d'une délégation de pouvoir décisionnel. Selon lui, la surconcentration de la gestion économique est en partie responsable de la faiblesse de l'économie. Il propose donc d'accroître les pouvoirs décisionnels à tous les niveaux d'autorité afin de faciliter l'adaptation du plan aux conditions locales et de hausser la productivité du travail. Autrement dit, les responsables économiques seront jugés sur leur capacité d'optimisation de

leurs activités, mesurée par l'atteinte ou même le dépassement des objectifs du Plan. Pour lui, le recours aux stimulants matériels, et non seulement aux stimulants moraux, est essentiel à l'amélioration de la productivité. Mais, la forme de ces stimulants est laissée à la discrétion des chefs d'unité. Par contre, selon lui, la délégation de pouvoirs décisionnels aux échelons inférieurs devrait s'accompagner d'une plus grande responsabilité individuelle en matière de perte et profit. En somme, le bon cadre est celui qui améliore sans cesse la rentabilité des activités économiques dont on lui a confié la responsabilité.

Dans son esprit, tant que les normes réglementaires et légales écrites ne seront pas clarifiées dans un code unique encadrant tous les aspects de la société et toutes les relations administratives et sociales, afin que chacun connaisse sa place et sache ce qu'il peut faire et ne peut pas faire; tant que le parquet et la justice ne fonctionneront pas selon ce code, indépendamment de la volonté des dirigeants individuels, l'ordre ne pourra pas être consolidé. Concrètement, sans la stabilité apportée par un système légal et judiciaire fonctionnel, il ne peut y avoir de prévisibilité. Le renforcement de la confiance de la population et des partenaires politiques et économiques étrangers potentiels dans le Parti-État repose précisément sur la consolidation de l'ordre établi et de la stabilité qu'elle apporte<sup>24</sup>.

Or, tant que le respect des règlements du Parti et de la loi ne sera pas renforcé au sein même du Parti, et qu'aucune organisation autonome ne garantira le respect de la discipline et de la loi dans le Parti, la consolidation de l'ordre sera compromise. Pour Deng Xiaoping, le renforcement de la discipline dans le Parti repose, comme il l'a déjà indiqué, sur la clarification des critères de mérite et de démerite, l'instauration d'un système de récompenses et de sanctions, et la pénalisation immédiate de toute violation. En parallèle, un tel système contraindra les cadres à toujours se surpasser pour atteindre les objectifs concrets, fixés par les instances dirigeantes.

---

<sup>24</sup> Dès janvier 1979, des lois sont adoptées pour acter les dispositions de la Constitution de 1978 : *Forestry Law of the People's Republic of China* en janvier (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987a, p. 35-46), *Regulations of the People's Republic of China on Arrest and Detention* en février (p. 47-49), et la *Environmental Protection Law of the People's Republic of China* en septembre (p. 154-161). À partir de Juillet, l'activité législative s'intensifie.

Pour Deng Xiaoping, la stabilité et l'unité du pays reposent sur le renforcement de la cohésion du Parti, et tout particulièrement sur le renforcement de la cohésion des instances dirigeantes. Selon lui, la consolidation de l'unité passe par le monopole de l'idéologie et la formulation d'une ligne politique claire par les instances supérieures à laquelle les membres doivent se conformer de gré ou de force, sous peine de sanction. Dans l'immédiat, par exemple, précise-t-il, il n'est plus question de débattre publiquement de la *Révolution culturelle*. De plus, tant le système de discipline, pour les membres du Parti, que le système judiciaire, pour la population, sont rétroactifs. Les parquets et les organes de discipline du Parti à tous les niveaux se doivent d'enquêter sur toute violation de la discipline et de la loi commise depuis le début de la *Révolution culturelle*, quel que soit le statut de l'individu, pour que tous les coupables subissent un châtiment rapide et juste. Pour Deng Xiaoping, ces mesures sont les conditions du retour à la normale et du renforcement de l'ordre. Elles satisfont aussi le désir de justice de la population et permettent ainsi de regagner sa confiance.

L'atteinte des *Quatre modernisations* – toujours dans le même discours – repose sur la production à grande échelle. Or, selon Deng Xiaoping, l'organisation bureaucratique, dans son état actuel, est inadaptée pour réussir ce changement d'échelle. Il est donc urgent de développer, voire d'importer de l'étranger, des modes de gestion appropriés. Il clarifie alors les critères d'évaluation des comités et cadres du Parti : outre la soumission à la ligne du Parti, il préconise :

- 1 – l'adoption de modes de gestion appropriés;
- 2 – l'innovation technique;
- 3 – l'augmentation de la productivité du travail;
- 4 – la hausse des profits;
- 5 – l'adoption d'un système de rémunération individuelle et d'avantages collectifs.

De plus, l'atteinte des *Quatre modernisations* exige une division accrue du travail. Pour Deng Xiaoping, une division efficace du travail repose sur la responsabilité individuelle, et celle-ci doit être encadrée par des contrats qui décrivent avec précision les tâches, les objectifs à atteindre, et les récompenses et les peines qui y sont liés. Afin de coordonner et de planifier les réformes à

l'échelle nationale, des projets pilotes permettront de déterminer les solutions optimales : ce n'est qu'après avoir fait leur preuve à une échelle réduite qu'elles pourront alors être adoptées sur le plan national.

Deng Xiaoping désire instaurer un système hiérarchique caractérisé par une direction collective à tous les niveaux d'autorité pour prévenir la concentration et la personnalisation du pouvoir, mais une direction dont les membres sont individuellement responsables dans leur domaine de compétence propre. De plus, toute responsabilité individuelle accrue doit s'accompagner d'un pouvoir décisionnel correspondant. Par contre l'attribution d'une telle tâche, décrite avec précision, à tout fonctionnaire qui se retrouvera ainsi en position d'autorité, ne pourra se faire que si sa loyauté et ses compétences individuelles sont bien établies. Or, le nombre de candidats est limité par rapport aux besoins de l'État; le développement du système d'éducation est donc une priorité.

Pour lui, toute promotion ou rétrogradation est liée aux performances. À cette fin, toutes les unités doivent instaurer des systèmes de contrôle, d'évaluation, de récompense et de sanctions propres afin d'encadrer et de stimuler leurs cadres et leurs travailleurs. Selon lui, le développement économique se traduira non seulement par une croissance économique plus rapide de certaines régions par rapport au reste du pays, mais aussi par une amélioration des conditions de vie de certains travailleurs et paysans avant le reste de la population. Loin de marquer un retour du capitalisme, Deng Xiaoping affirme au contraire que le développement des inégalités économiques de même que les récompenses et les sanctions sont essentiels à « l'émulation socialiste » sans laquelle l'économie nationale ne pourrait croître rapidement. En vue d'optimiser les activités économiques, le système de contrôle et d'évaluation a pour priorité de déterminer les éléments peu ou pas efficaces de même que les éléments qui contestent les réformes pour les sanctionner ou les réaffecter.

Finalement, si le développement de la *Nouvelle Chine* a progressé rapidement, selon Deng Xiaoping, durant ses premières années, depuis lors, il a, à toute fins utiles, pratiquement stoppé. Aussi, selon lui, tous les cadres qui veulent contribuer aux *Quatre modernisations* doivent non seulement étudier l'idéologie officielle et faire leur la ligne politique, mais aussi parfaire leurs

connaissances dans les domaines de l'économie, de la science et de la technologie, et de la gestion. Ils doivent s'engager dans cette démarche parce que le RPC a pris beaucoup de retard alors que leadership est resté le même. D'une part, Deng Xiaoping affirme clairement que si les cadres ne maîtrisent pas ces domaines cruciaux à l'atteinte des *Quatre modernisations*, ils seront rapidement dépassés par le rythme des progrès. Le Parti deviendra alors un obstacle et pourra même être perçu comme inutile. Or, le Parti a su libérer la Chine en se plaçant résolument à l'avant-garde. Il doit donc y rester pour que les réformes aboutissent. Deng Xiaoping compare les réformes à une « nouvelle *Longue Marche* ». Du même souffle, Deng Xiaoping affirme aussi que quiconque ne peut activement contribuer aux réformes, tout particulièrement au sein des instances dirigeantes du Parti, ou même simplement suivre leur rythme, devra volontairement renoncer à ses fonctions ou être écarté. En conclusion, la rupture est consommée entre la faction de Deng Xiaoping et celle de Hua Guofeng, désormais minoritaire dans les instances dirigeantes du Parti. La figure 8.1 synthétise les principales annonces et les événements marquants de la phase II.

| Phase II – 1977-1978 : Rivalités après la mort de Mao Zedong |                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dates                                                        | Evènements                                                                                                                                                         | Annonces, actions et mesures de Deng Xiaoping                                                                                                                                   |
| 1976                                                         |                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                 |
| Septembre                                                    | • Hua Guofeng prononce l'éloge funèbre de Mao Zedong, ce qui confirme son statut de successeur légitime                                                            |                                                                                                                                                                                 |
| Octobre                                                      | • La <i>Bande des Quatre</i> et ses partisans sont purgés                                                                                                          |                                                                                                                                                                                 |
| 1977                                                         |                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                 |
| Avril                                                        | • Se présentant comme l'exécuteur des volontés de Mao Zedong, Hua Guofeng met un terme à la <i>Révolution culturelle</i> sans renier le <i>Grand bond en avant</i> |                                                                                                                                                                                 |
| 1978                                                         |                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                                                                 |
| Mars                                                         | • Nouvelle Constitution d'État                                                                                                                                     | • Deng Xiaoping assimile le socialisme au développement le plus rapide possible des forces productives                                                                          |
| Juillet                                                      | • Deng Xiaoping est réintégré dans toutes ses fonctions                                                                                                            | • Reprend son offensive en faveur des <i>Quatre modernisations</i> et lie leur succès au pragmatisme qu'il exprime par la formule : « Rechercher la vérité à partir des faits » |
| Décembre                                                     |                                                                                                                                                                    | • Faction de Deng Xiaoping prend le pouvoir lors de la <i>Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central</i>                                                               |

**Figure 8.1** – Principales annonces et événements marquants de la phase II.

## CONCLUSION

Mao Zedong meurt en septembre 1976, Hua Guofeng s'affirme comme son successeur et, à la suite d'un coup d'État en octobre, purge la *Bande des Quatre et ses partisans*. Si dans les faits il désavoue la pensée et l'action de Mao Zedong et de ses partisans après 1962, et se rapproche par sa pratique du 'révisionnisme soviétique', il prend bien soin de manifester son attachement à la pensée de Mao Zedong, élevé officiellement au rang de figure tutélaire de la *Nouvelle Chine*, faisant ainsi glisser le maoïsme vers une forme de patriotisme, voire de nationalisme. Or, le révisionnisme, en cherchant à refonder un autoritarisme à la fois bureaucratique et idéocratique implique une contradiction dans les termes mêmes du projet, et surtout fait obstacle au renforcement de la Chine qu'une fraction toujours plus large du Parti-État appelle de tous ses vœux. Deng Xiaoping caricaturera plus tard la position officielle de Hua Guofeng sous le nom des « deux queltes qu'elles soient ». Alors que la contradiction devient de plus en plus insurmontable dans le cadre du discours officiel, Hua Guofeng cherche à l'officialiser en promulguant une nouvelle Constitution d'État en 1978. Deng Xiaoping est réintégré dans toutes ses fonctions en juillet 1978 et reprend son programme de réformes et, ce faisant, ne laisse aucun répit à Hua Guofeng et à ses partisans. Sa priorité est dorénavant la réforme du Parti-État, du sommet à sa base, condition *sine qua non* de la réforme de l'ensemble des structures et des organisations qui en dépendent. En décembre 1978, lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*, la faction de Deng s'impose.

## CHAPITRE 9

### 1979-1982 : DENG XIAOPING, FIGURE PUBLIQUE DU MOUVEMENT DE REFORMES ET D'OUVERTURE

#### INTRODUCTION

Lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*, à la fin de l'année 1978, Deng Xiaoping accède à la réalité du pouvoir et entreprend les *Quatre modernisations*. De plus, le procès politique de la *Bande des Quatre*, en 1981, tourne définitivement la page du maoïsme, ce qui permet à Deng Xiaoping à la fois d'affirmer son pouvoir et de consolider les réformes entreprises. Si la prise de pouvoir de la faction de Deng Xiaoping s'appuie sur le mouvement critique de la période précédente, ce mouvement revendiquait aussi une cinquième modernisation : la démocratie. Cette critique s'en prenait directement au régime du Parti-État en étalant ses revendications sur les murs de l'avenue Xidan (西单大街) à Beijing. La répression par le nouveau pouvoir sera immédiate. Une fois celle-ci calmée, il cherchera à encadrer le débat de telle manière que les questions d'importance soient monopolisées par les instances supérieures du Parti-État. Deng Xiaoping mise sur le succès des réformes pour désamorcer la critique.

Le succès immédiat des réformes au Sichuan repose sur la commercialisation privée de la surproduction agricole, ce qui entraîne une élévation du niveau de vie dans les campagnes; il provient aussi de l'augmentation de la production industrielle dans les villes. Ces mesures seront graduellement généralisées puis institutionnalisées au cours des années 1980 (Spence 1991, p. 656-657). Or, si ces grandes réformes font progresser la société chinoise, ses fondements ne sont pas remis en question : la mainmise de l'État sur les terres agricoles, pièce maîtresse du *Grand bond en avant*, et l'étatisation des moyens de production, pilier du projet socialiste, sont maintenues. Pour cette raison, le pragmatisme mis de l'avant renie à la fois le socialisme d'État et



une planification centrale rigide; il s'oppose tout autant au laissez-faire libéral qu'à la propriété privée des moyens de production, valeur centrale du capitalisme.

Par ailleurs, la priorité pour le Parti de Deng Xiaoping, alors que la révolution des technologies de l'information et de la communication s'impose dans le monde capitaliste, consiste, là encore, à combler le retard de la Chine en mettant l'accent sur les technologies de pointe dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, et de la science et de la technologie. Or, l'expertise fait défaut : les connaissances des spécialistes chinois sont datées, les technologies obsolètes et le matériel défaillant. La rupture sino-soviétique étant consommée, malgré la mort de Mao Zedong, la nouvelle direction chinoise doit chercher ailleurs l'expertise, les méthodes et les technologies dont elle a besoin pour se développer : la Chine se tourne donc vers le monde capitaliste, et au premier chef vers les É.-U., qui creusent toujours plus l'écart avec le monde socialiste (Spence 1991, p. 673). Le gouvernement chinois, d'une part, met sur pied un programme de bourses pour envoyer des étudiants se former à l'étranger. D'autre part, il invite des professeurs et des experts étrangers à venir en Chine pour y former des spécialistes. De plus, le gouvernement cherche à acquérir sur le marché international des nouvelles technologies afin de moderniser ses moyens de production.

Ce n'est pas tout : à partir d'avril 1979, quatre *Zones économiques spéciales* (ZES) sont désignées dans les régions côtières du Sud : Shantou (汕头), Shenzhen (深圳), Zhuhai (珠海) au Guangdong (广东), et Xiamen (厦门) au Fujian (福建) afin d'attirer les investissements étrangers. L'État chinois annonce qu'il soutiendra l'installation des entreprises étrangères, qu'il prendra à sa charge les infrastructures secondaires, notamment le transport, qu'il mettra à leur disposition une main-d'œuvre compétente, peu revendicatrice et disciplinée, et qu'il offrira des incitatifs financiers tels que des taux d'imposition avantageux. En contrepartie, l'État chinois pose plusieurs conditions, dont l'obligation de former des coentreprises (*joint-ventures*) avec des entreprises chinoises, et d'assurer des transferts de technologie et d'expertise (Spence 1991, p. 674). Les investisseurs étrangers, comme les entreprises étrangères, acceptent ces conditions, ce qui incite l'État chinois à développer de nouvelles ZES. De plus, les ZES confortent l'autorité de l'État, puisque les entreprises d'État, qui dominent toujours l'économie chinoise, sont les seuls partenaires potentiels pour les firmes étrangères.

Afin de poursuivre ce programme de réformes, le Parti de Deng Xiaoping devait modifier les rapports que la *Nouvelle Chine* entretenait jusqu'alors avec le reste du monde, et notamment désamorcer les tensions afin de mettre un terme à son isolement (ses deux seuls alliés étaient alors l'Albanie d'Enver Hoxha [1941-1985]<sup>1</sup> et le Cambodge des Khmers rouges); il devait aussi normaliser ses relations avec les pays qu'il considérait essentiels à la bonne marche des réformes. Car comme ces réformes nécessitaient des investissements importants, il n'était donc plus question de consacrer l'essentiel des ressources à la défense. De plus, la *Nouvelle Chine* ne pouvait plus se contenter de s'assurer d'une zone tampon au-delà de ses frontières, il lui fallait normaliser ses relations avec ses voisins afin d'ouvrir les frontières aux échanges. Qui plus est, pour attirer les investissements étrangers, elle devait abandonner la rhétorique révolutionnaire et affirmer le principe de la coexistence pacifique, tant avec le monde capitaliste qu'avec le monde socialiste. Concrètement, le Parti cessa de subventionner les groupes armés d'inspiration maoïste, particulièrement dans le Tiers-monde. La consolidation du rapprochement sino-américain, entamé dès le début des années 1970, a contribué à faire de la *Nouvelle Chine* un interlocuteur crédible dans le monde capitaliste. Pour rappeler les mots de Deng Xiaoping, il fallait adopter 'un profil bas' en politique internationale, afin de ne pas s'attirer ni perpétuer l'animosité, car tout pays pouvait devenir un partenaire dans le futur. Par ailleurs, et ce point est important, la *Nouvelle Chine* refuse dès lors de s'identifier à l'un ou l'autre des trois blocs : socialiste, capitaliste et non alignés.

Mais ce n'est pas tout : le succès des réformes envisagées exigeait l'établissement d'un cadre légal garantissant stabilité et prévisibilité. Dit autrement, il s'agissait d'assurer aux entrepreneurs la jouissance des revenus qu'ils pourraient tirer de leurs investissements, sans quoi aucune 'classe d'entrepreneurs' ne pourrait jamais émerger en Chine. Or, malgré les changements apportés au système juridique, le Droit de la *Nouvelle Chine*, au début des réformes, restait largement inspiré du Droit soviétique conçu pour soutenir le développement du socialisme d'État. La propriété privée, l'investissement privé, l'usufruit privé, l'autonomie financière, les marchés privés, l'accumulation privée étaient interdits et sévèrement punis. Par ailleurs, dans la Chine de Mao Zedong les travailleurs urbains avaient la certitude d'obtenir un emploi, un logement et d'autres avantages, quelle que soit leur productivité réelle. Le nouveau droit chinois devait donc

---

<sup>1</sup> Enver Hoxha a dirigé le mouvement communiste albanais à partir de 1941 et est resté au pouvoir jusqu'en 1985.

s'attaquer à ces garanties et revisiter graduellement les principes sur lesquels elles reposaient afin de favoriser le développement des entreprises et de flexibiliser l'emploi (Spence 1991, p. 704). Progressivement, les entreprises se voient reconnaître le statut de personnes morales. Les droits des entreprises d'État, des entreprises privées, des entreprises étrangères et des *coentreprises* sont précisés et les contrats protégés.

## 9.1 – NATURE DU CORPUS

Entre janvier 1979 et août 1982, Deng Xiaoping prit la parole publiquement trente-quatre fois, en moyenne onze fois par année durant les années 1979 et 1980, mais six fois au cours de l'année 1981, et six seulement durant les huit premiers mois de l'année 1982. Devenu le détenteur effectif du pouvoir, les auditoires auxquels ils s'adressent changent du tout au tout : il parle prioritairement aux membres du *Comité central*, et principalement lorsque celui-ci est en session (20 fois), et il le fait toujours de manière pragmatique. S'il s'adresse à eux, ce n'est pas pour engager un débat. Par son truchement, la nouvelle direction collective leur donne des ordres et s'attend à leur exécution prompte et efficace. Un indice de la réorganisation réelle du pouvoir est l'augmentation sensible du nombre d'interactions directes avec des personnalités étrangères : Deng Xiaoping s'affirme comme le visage public de la RPC et le restera tout au long de la décennie. Si les prises de parole de ses rivaux diminuent sensiblement, toutes les prises de parole, pour ses rivaux comme pour ses collaborateurs et partisans, s'inscrivent et respectent la nouvelle ligne édictée par Deng Xiaoping. Officiellement, il n'y a plus d'autres factions et cela d'autant plus que la répression contre la dissidence, maintenant incarnée par les partisans de Hua Guofeng, se durcit. La force de l'unité idéologique que cherche à fonder le nouveau pouvoir repose sur l'unité politique qu'il impose au sommet du Parti-État (cf. tableaux 7.1, 7.2, 7.3, et annexes 6.5, 6.6, 6.7).

Dans l'ordre d'importance, les thèmes les plus récurrents des discours de cette phase sont :

- 1 – le développement économique (20);
- 2 – le devoir de discipline des membres du Parti (20);
- 3 – la lutte contre la dissidence (20);
- 4 – le renforcement du leadership du Parti (18)

- 5– l'affirmation de l'infailibilité du Parti (18);
- 6 – le respect de l'autorité centrale (18);
- 7 – la modernisation (18);
- 8 – le renforcement de l'éducation idéologique (18);
- 9 – le renforcement de l'unité et de la stabilité du pays (17);
- 10 – les relations internationales (17);
- 11 – l'organisation et la gestion des différents champs d'activité (16);
- 12 – l'efficacité et le pragmatisme (15);
- 13 – le renforcement et l'application du cadre légal et réglementaire (13);
- 14 – la sélection et la promotion des jeunes (11);
- 15 – l'emploi et la promotion sur des critères de compétence (10);
- 16 – le renforcement des dispositifs de contrôle (10);
- 17 – la lutte contre les privilèges et la corruption (7);
- 18 – le patriotisme (6);
- 19 – la recherche et le développement (6);
- 20 – le renforcement de la direction collective (5);
- 21 – la formation (5);
- 22 – la rééducation des dissidents (4);
- 23 – l'importation de l'expertise et d'investissements étrangers (4);
- 24 – les salaires et les avantages (4);
- 25 – l'amélioration des conditions de vie des masses (4);
- 26 – les exportations (2).

L'année 1979 est fondamentale, car Deng Xiaoping établit et arrête très rapidement son projet politique : le renforcement rapide du Parti-État et le développement tout aussi rapide de l'économie. L'amélioration des conditions de vie des masses n'y joue au mieux qu'un rôle accessoire, conséquence indirecte des nouvelles politiques de croissance, de développement et de rémunération individuelle au mérite. Néanmoins, l'atteinte des objectifs de renforcement et de

développement repose sur des environnements intérieur et extérieur pacifiés. C'est pourquoi, d'une part, il cherche à stimuler l'autonomie et la responsabilité collective et individuelle par le renforcement du cadre légal et réglementaire, ainsi que par des procédures administratives. D'autre part, il cherche à contenir les droits et libertés individuels, mais toujours au moyen du renforcement du cadre légal et réglementaire ainsi que par des procédures administratives. Pour faire simple, le projet de Deng Xiaoping pourrait anachroniquement se résumer ainsi : une *perestroïka* sans *glasnost*. Quoiqu'il en soit, il conçoit son projet de « *Réformes et d'Ouverture*<sup>2</sup> » comme la 'Seconde révolution chinoise', après la libération nationale et l'étatisation de l'économie, la *Révolution culturelle* étant réduite à une erreur ou à un complot, ce qui justifie à ses yeux les sacrifices qu'il réclame.

## 9.2 – LA CONTRE-REVOLUTION DES REFORMES ECONOMIQUES ET POLITIQUES

Dès son discours du nouvel an 1979 (P3-D1), Deng Xiaoping clarifie les nouvelles orientations intérieures et internationales de son régime : l'unité et la stabilité à l'intérieur et la coexistence pacifique à l'extérieur comme préalables à la réalisation des *Quatre modernisations*. Puis, le 17 janvier 1979 (P3-D2), il précise six politiques clés pour l'atteinte rapide des objectifs de développement économique :

- 1 – l'ouverture aux investissements et aux techniques étrangers;
- 2 – l'autorisation pour les Chinois d'outre-mer et les étrangers d'ascendance chinoise d'entreprendre des activités économiques en RPC;
- 3 – la formation de coentreprises sino-étrangères<sup>3</sup>;
- 5 – la promotion des anciens capitalistes et hommes d'affaires chinois à des postes économiques décisionnels;
- 6 – la recherche de l'efficacité en matière économique.

---

<sup>2</sup> Ces termes, comme un leitmotiv, reviennent constamment dans les discours de Deng Xiaoping.

<sup>3</sup> La première loi sur la formation des coentreprises sino-étrangères est adoptée en juillet 1979. Voir *Law of the People's Republic of China on Chinese-Foreign Equity Joint Ventures* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987a, p. 150-153).

Dès lors, seule la loyauté envers le Parti-État et l'utilité individuelle, exprimée par des compétences ou du capital à investir, priment sur toute autre préoccupation. En d'autres termes, l'opposition patriote/traître supplante l'opposition révolutionnaire/contre-révolutionnaire.

Dans son discours du 30 mars 1979 (P3-D3), il annonce trois réformes organisationnelles de premier plan dans le cadre des *Réformes* :

1 – la création d'une *Commission économique et financière* (*zhongyang caijing lingdao xiaozu* 中央财经领导小组) au sein du Parti, et dirigée par Chen Yun et Li Xiannian afin de centraliser et de coordonner les activités économiques et financières et les programmes de réajustement;

2 – le renforcement du cadre légal et réglementaire à tous les niveaux afin de consolider l'unité et la stabilité;

3 – la création de commissions d'inspection et de discipline à tous les échelons du Parti afin de garantir son unité et sa stabilité.

Les réformes idéologiques et organisationnelles visent le renforcement du Parti-État et le développement économique en édictant les politiques qui doivent être appliquées à tous les échelons et en contrôlant et en réprimant toute opposition à leur mise en application ou tout manquement dans la mise en application<sup>4</sup>. Par contre, la croissance incontrôlée de la population

---

<sup>4</sup> La première mesure fut la révision de la Constitution de 1978 en juillet 1979 en vue de réorganiser la structure administrative de l'État au niveau local : 1) les congrès populaires des provinces, régions autonomes, municipalités sous l'autorité directe du gouvernement central, cantons, villes, districts municipaux et bourgs élisent un comité permanent distinct du comité révolutionnaire, et les comités révolutionnaires sont renommés gouvernements populaires; 2) des congrès populaires et des comités de gestion sont créés dans les communes populaires; 3) les congrès populaires de canton sont directement élus par les électeurs et les congrès populaires aux niveaux supérieurs le sont par les congrès populaires du niveau directement inférieur; 4) les tâches et les responsabilités des gouvernements populaires, des congrès populaires et des députés aux différents échelons sont précisées et encadrées par la loi; 4) les parquets populaires et les cours populaires à tous les échelons sont responsables devant le congrès populaire de l'échelon correspondant; 5) les parquets populaires des échelons supérieurs exercent un contrôle sur les parquets populaires des échelons inférieurs et non plus une supervision (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987a, p. 162-164).

Cette révision est actée par 1) la *Resolution of the Standing Committee of the National People's Congress Authorizing Provinces, Autonomous Regions and Municipalities Directly Under the Central Government to Establish Standing Committees of People's Congresses and Change Revolutionary Committees to People's Governments in 1979* de

menace le développement économique. Deng Xiaoping fait donc de la planification familiale une mesure phare du mouvement de Réforme. Or, la 'politique de l'enfant unique' comme elle est souvent appelée, ne peut être appliquée que par un appareil qui s'insère dans tous les aspects de la vie sociale et les contrôle, car il n'y a rien de plus privé que la sexualité.

Le 4 octobre 1979 (P3-D7), il précise que le développement économique, exprimé par la croissance du produit national brut (PNB), est l'enjeu principal, et que dans l'immédiat tous les autres lui sont subordonnés ou sont reportés à plus tard, et il le rappelle dans le discours du 16 janvier 1980 (P3-D13). Mais, en rupture avec les pratiques qui avaient caractérisé le Parti, le développement économique sera désormais entièrement coordonné par les instances administratives et encadré par des procédures précises. De plus, le Plan doit dorénavant être adapté aux conditions locales, et la responsabilité de sa mise en œuvre sera partiellement transférée aux autorités locales qui devront dès lors chercher à augmenter la production et résoudre d'elles-mêmes les problèmes qu'elles rencontrent. Autrement dit, les administrateurs locaux et les responsables d'unités économiques sont désormais évalués et promus en fonction de leur capacité de stimuler la croissance économique de leur unité. De plus, toutes les organisations

---

septembre 1979 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987a, p. 165), 2) la *Organic Law of the Local People's Congresses and Local People's Government of the People's Republic of China* (p. 50-61) 3), la *Electoral Law of the National People's Congress and Local People's Congresses of the People's Republic of China* (p. 62-70), 4) la *Organic Law of the People's Court of the People's Republic of China* (p. 71-79), 5) la *Organic Law of the People's Procuratorates of the People's Republic of China* (p. 80-86), 6) la *Criminal Law of the People's Republic of China* (p. 87-119), et 7) la *Criminal Procedure Law of the People's Republic of China* (p. 120-149) toutes entrées en vigueur en janvier 1980.

La seconde décision, prise en novembre 1979, a été de réaffirmer la validité des lois et des décrets adoptés depuis la fondation de la RPC, à l'exception des mesures qui contreviennent aux dispositions de la Constitution d'État de 1978, par 1) la *Resolution of the Standing Committee of the National People's Congress on the Validity of the Laws and Decrees Enacted Since the Founding the People's Republic of China* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987a, p. 166), et 2), notamment, la *Decision of the State Council Regarding the Question of Rehabilitation Through Labor* de 1957 afin de pouvoir sanctionner toute violation de la loi et des décrets; et d'adopter 3) la *Resolution of the Standing Committee of the National People's Congress Approving the Supplementary Provision of the State Council for Rehabilitation Through Labor* afin d'actualiser les dispositions de la décision sur la rééducation par le travail de 1957. Elle sera suivie 1) par la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Handling of Criminals Undergoing Reform Through Labour and Persons Undergoing Rehabilitation Through Labour Who Escape or Commit New Crimes*, 2) de la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Approval of Cases Involving the Death Sentence*, 3) de la *Resolution of the Standing Committee of the National People's Congress Providing an Improved Interpretation of the Law* adoptées en juin 1981 (p. 248-249 ; 250 ; 251-252), 4) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the time limits for handling Criminal cases* adoptée en septembre 1981 (p. 253), et 5) de la *Civil Procedure Law of the People's Republic of China* adoptée en mars 1982 et effective en octobre 1982 (p. 259-295).

ont pour mission de s'en assurer et de favoriser la recherche de solutions économiques aux diverses questions de nature politique et sociale.

Avec pour double objectif d'accélérer et d'améliorer constamment la qualité de la production, et de viser un taux de croissance annuel de 6 %, les solutions recherchées doivent être d'abord et avant tout de nature pratique et en accord avec les « lois de l'économie ». Cette approche s'oppose, bien qu'elle y fasse écho, aux « vérités marxistes-léninistes » (P3-D7) qui dominèrent le discours officiel jusqu'à la mort de Mao Zedong (cf. chap. 2). Deng Xiaoping table sur la disponibilité des ressources, l'offre et la demande, etc., en mettant l'accent sur la qualité, afin d'utiliser au mieux les capacités productives existantes. Pour lui, la conformité aux « lois de l'économie » (P3-D7) passe, d'une part, par l'emploi, la promotion et la formation de spécialistes dans tous les domaines et, d'autre part, par une plus grande transparence interne sans laquelle aucune planification, décision ou action pourrait être entreprise avec certitude. Ainsi, Deng Xiaoping cherche à développer une économie fondée sur la consommation. Or, tant que les vétérans trop vieux et sans spécialité continueront à dominer les organes de direction, non seulement les jeunes professionnels ne pourront être promus ni jouer le rôle attendu d'eux, mais, surtout, les mauvaises habitudes de dissimulation des données réelles perdureront. Il est donc impératif, pour lui, de créer un système de retraite que les différentes unités devraient prendre à leur charge pour le bien-être de leurs retraités. Selon Deng Xiaoping, si ces changements ne sont pas mis en pratique avant 1983, c'est l'ensemble du processus de réforme qui sera menacé<sup>5</sup>.

Afin d'accélérer le développement, Deng Xiaoping, sur la suggestion de Chen Yun, affirme qu'il faut que la RPC s'ouvre au capital étranger, soit sous la forme d'investissements directs, de prêts ou de coentreprises. Par contre, il faut regagner la confiance des investisseurs perdue au moment de la Libération. Pour ce faire, il faut non seulement respecter les engagements et les contrats mais prouver que la RPC peut honorer ses engagements et faire la démonstration que ses projets sont solvables. La RPC a des atouts qu'elle peut faire jouer : le bas coût de sa main-d'œuvre ainsi que des projets reposant sur la rotation rapide des capitaux afin d'attirer les investissements

---

<sup>5</sup> La loi sur le départ à la retraite des cadres vétérans est adoptée en septembre 1980. Voir *Resolution of the Standing Committee of the National People's Congress Approving the Interim Provisions of the State Council for Veteran Cadres to Leave Their Posts in Order to Rest* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987a, p. 208-211).



étrangers. En s'inspirant du modèle singapourien, Deng Xiaoping affirme que trois avantages peuvent être directement retirés de ces accords et des profits qu'ils engendrent : 1) les taxes, 2) les salaires, et 3) le développement des services et des échanges. De plus, ces projets doivent contribuer au développement des entreprises ainsi qu'au transfert de technologies et de savoir-faire. Autrement dit, bien que la RPC se trouve dans l'obligation de fournir les équipements et les services afin de convaincre les investisseurs frileux, elle y gagnerait autant, sinon plus qu'eux<sup>6</sup>.

Finalement, il aborde la question du financement des projets et propose une réforme du système financier. Dorénavant, d'une part, afin de garantir aux responsables de projets économiques une plus grande autorité décisionnelle et une responsabilité accrue, les différents échelons territoriaux devront eux aussi avoir la marge de décision et de responsabilité voulue pour financer des projets qui relèvent de leur niveau de compétence. D'autre part, ils devraient pouvoir subventionner les exportations de matières premières, pour rendre positive la balance commerciale avec l'étranger, mais aussi pour faciliter l'entrée de devises étrangères. De plus, dans le cadre des *Quatre modernisations*, le développement local est tout aussi important que le développement national. Par contre, les autorités centrales, particulièrement la *Commission économique et financière*, doivent exercer le leadership nécessaire pour proposer un plan de réformes, s'assurer de sa mise en pratique et garantir que les actions des autorités locales respectent les règles et le Plan.

---

<sup>6</sup> La loi sur les contrats économiques est adoptée en décembre 1981 et entre en vigueur en juillet 1982. Voir *Economic Contract Law of the People's Republic of China* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987a, p. 219-236). La loi sur l'imposition des coentreprises sino-étrangère est adoptée en septembre 1980, voir *Income Tax Law of the People's Republic of China for Chinese-Foreign Equity Joint-Ventures* (p. 190-192), et la loi sur l'imposition des entreprises étrangères, adoptée en décembre 1981 et effective en janvier 1982, voir *Income Tax Law of the People's Republic of China for Foreign Enterprises* (p. 237-240). Elles seront suivies par 1) la *Trademark Law of the People's Republic of China* adoptée en août 1982 et effective en mars 1983; et la loi sur l'imposition des co-entreprises sino-étrangère, de 1980, révisée par 2) la loi *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Revision of Income Tax Law of the People's Republic of China Concerning Chinese-Foreign Equity Joint Ventures* en septembre 1983 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987b, p. 55-58). Ces lois seront suivies par la 1) *Patent Law of the People's Republic of China* adoptée en mars 1984 et effective en avril 1985 (p. 65-76), 2) la *Law of the People's Republic of China on Economic Contracts Involving Foreign Interest* adoptée en mars 1985 et effective en juillet 1985 (p. 162-168), et 3) la *Law of the People's Republic of China on Foreign-Capital Enterprises* en avril 1986 (p. 254-257).

Dans son discours du 2 novembre 1979 (P3-D10), prononcé en vue de la préparation du projet de réforme des retraites, Deng Xiaoping précise les nouvelles règles qui s'appliquent dorénavant à tous les vétérans. Il débute par la question de leur style de travail :

1 – les privilèges et avantages auxquels ils ont droit sont strictement encadrés par la loi et les règlements, tout avantage matériel non spécifié est à leurs frais;

2 – tout abus sera sanctionné par le *Comité central pour l'Inspection disciplinaire* (*zhongyang jilu jiancha weiyuanhui* 中央纪律检查委员会).

Selon Deng Xiaoping Xioping, premièrement, la jouissance de privilèges indus alors que la population doit faire face à l'inflation est source de désordre, comme le prouve le Mur de Xidan<sup>7</sup> (*xidan qiang* 西单墙). La légitimité du Parti étant en jeu, les vétérans se doivent de donner l'exemple en se conformant aux règlements internes du Parti et à la loi. Selon lui, après le chaos de la *Révolution culturelle*, tant que les cadres du Parti et leurs proches ne seront pas des modèles, la population ne corrigera pas sa conduite. En somme, les cadres doivent rectifier leur conduite en renouant avec les comportements de la période d'avant le *Grand bond en avant*, et les *Comités d'Inspection disciplinaire* ont pour mission de s'en assurer. Pour lui, l'adoption de procédures administratives et le renforcement de la discipline interne conduira à une réduction de la bureaucratie. Cohérent, il propose de rehausser le salaire des cadres afin de refléter le comportement maintenant attendu d'eux.

Deuxièmement, pour que la dynamique du leadership du Parti soit maintenue, il intime l'ordre de rompre avec le principe de la séniorité et avec la routine des habitudes. Pour y arriver, il confie aux vétérans – c'est là pour lui leur tâche principale – le soin de sélectionner, de former et de mettre à l'épreuve des cadres jeunes, disciplinés, dévoués et efficaces afin de constituer une relève avant 1982. De plus, il précise qu'en recommandant des successeurs les vétérans engagent leur responsabilité. Pour lui, cette tâche est triple, car elle implique aussi l'évaluation des jeunes cadres, dont plusieurs ont été promus durant la *Révolution culturelle*, afin de bien distinguer les

---

<sup>7</sup> Deng Xiaoping fait allusion au mouvement de protestations de 1979.

partisans des *Réformes*, des sympathisants non réformés de la *Bande des Quatre* ou de Hua Guofeng, et des sans-parti. Elle implique aussi l'imposition de nouvelles valeurs et de nouvelles pratiques, c'est-à-dire une véritable éthique du travail et du service, à laquelle tous devront se conformer s'ils espèrent être admis et promus au sein du Parti-État. Pour ce faire, les différentes unités doivent introduire des échelles de titres, dont chaque échelon correspondra à des fonctions et à des avantages, afin de hiérarchiser les travailleurs selon leurs compétences et de les stimuler par des avantages matériels<sup>8</sup>. Les directeurs seront choisis parmi les meilleurs d'entre eux.

La réouverture des universités s'accompagnera de l'augmentation du nombre de jeunes diplômés, et ceux-ci seront les candidats tout désignés pour professionnaliser le Parti-État. Pour Deng Xiaoping, rompre avec les habitudes ne signifie pas seulement promouvoir sur la base des compétences, mais aussi rompre avec la personnalisation du pouvoir, et avoir le courage de changer les politiques si celles-ci se révèlent inefficaces. Il reviendra sur cette réforme dans son discours du 2 juillet 1981 (P3-D26), en ajoutant que dans cinq ans la distribution des rangs permettra de préciser la proportion de 'leaders' dans la quarantaine et la cinquantaine dans les instances supérieures; dans dix ans il sera possible de déterminer l'importance et la répartition des fonctions au sein des instances, et en conséquence de fixer des limites d'âge.

Troisièmement, Deng Xiaoping annonce que les dix prochaines années seront décisives, car il veut mettre en place les conditions d'une transition conduite dans un cadre établi d'actions et régie par des règles institutionnelles. Il précise qu'il s'agit d'un projet dont la réalisation s'étalera sur « cent ans » au moins. C'est la première fois qu'il mentionne une telle échelle de temps, « cent ans » (P3-D10), alors que les *Quatre modernisations* devaient faire de la RPC une grande puissance avant la fin du siècle. Cela pourrait indiquer une volonté de 'surpasser' les grandes puissances,

---

<sup>8</sup> En rupture avec la pensée maoïste qui promouvait l'égalitarisme jusqu'à un certain point, Deng Xiaoping rétablit les titres pour bien marquer les seuils de responsabilité et du même coup les niveaux hiérarchiques. Il fait adopter plusieurs lois en ce sens. Voir *Regulations of the People's Republic of China on Academic Degrees* (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1987a, p. 173-176). Le règlement provisoire sur les avocats, qui réintroduit des règles pour gouverner la profession, est adopté en août 1980 et entre en vigueur en janvier 1982, voir *Interim Regulations of the People's Republic of China on Lawyers* (p. 177-181). La loi qui rétablit les grades dans l'armée, adoptée en 1988, s'inscrit dans la même logique, voir *Regulations on the Military Ranks Officers of the Chinese People's Liberation Army* (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1990, p. 167-174), et la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Confirming the Officers' Ranks Conferred During the Period from 1955 to 1965* (p. 255) adoptée en juillet 1988.

comme son discours de 1974 à l'ONU semblait l'indiquer (§ 6.2.4). Par contre, sur un autre plan, elle témoigne dans l'immédiat d'une volonté de stabilité politique après deux décennies d'instabilité.

Le 16 janvier 1980 (P3-D13), il rappelle les grandes réussites des années passées :

1 – la mise au ban de la *Bande des Quatre* et de leurs partisans, sans laquelle les réformes et les modernisations ne pourraient être menées à bien;

2 – la consolidation de la « dictature démocratique du peuple » par l'adoption d'un code criminel, ce qui signifie tout simplement le renforcement du Parti-État<sup>9</sup>;

3 – la réhabilitation d'un grand nombre de cadres et de spécialistes injustement purgés depuis la *Campagne anti-droitiste* de 1958, une campagne qu'il ne renie pourtant pas, car il rappelle que la critique s'attaquait directement à l'étatisation de l'économie qui venait tout juste d'être complétée;

4 – l'abolition des distinctions sociales fondées sur l'origine de classe;

5 – le retour aux pratiques du 8<sup>e</sup> Congrès national du PCC de 1956, lequel avait annoncé la fin du processus de construction du socialisme; autrement dit, il abandonne les positions officielles adoptées à partir du *Grand bond en avant* par le pouvoir maoïste;

6 – une nouvelle interprétation officielle du maoïsme, qui affirme que le pragmatisme est l'essence même de la pensée maoïste;

7 – le retour à la normalité dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture;

---

<sup>9</sup> Voir *Criminal Law of the People's Republic of China* et *Criminal Procedure Law of the People's Republic of China* (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1987a, p. 87-119, 120-149)

8 – l'optimisation du travail dans les organisations d'État et les organisations de masse, ce qui consolide l'unité et la stabilité du pays;

9 – l'adoption des grandes politiques de développement et de renforcement de la Chine lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*.

Ces faits rappelés, Deng Xiaoping énumère les principales réalisations accomplies depuis la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* :

- 1 – la hausse des prix d'achat du grain et des produits agricoles consentie par l'État<sup>10</sup>;
- 2 – la hausse des salaires des travailleurs;
- 3 – l'accroissement de la division du travail et la hausse du taux d'emploi;
- 4 – l'amélioration de la productivité du secteur manufacturier et de l'industrie légère en réduisant la construction de nouvelles infrastructures;
- 5 – le transfert de pouvoirs décisionnels et de responsabilités à tous les niveaux hiérarchiques;
- 8 – l'amorce de la réforme du système financier.

Ces mesures ont d'abord touché les zones rurales, où les activités productives se rationalisent et les conditions de vie s'améliorent. Les villes ont rapidement connu des évolutions comparables bien qu'elles aient aussi subi les contrecoups de l'inflation. Ce faisant la RPC a acquis suffisamment d'expérience pour accélérer et optimiser la croissance de son économie.

À l'international, la RPC a enregistré un grand nombre de succès en un temps record :

- 1 – la RPC a multiplié les contacts avec l'étranger;
- 2 – elle a accru sa coopération avec le Tiers-monde;
- 3 – vaincu le Vietnam<sup>11</sup>, contribuant ainsi à une stabilité durable en Asie de sud-est.

---

<sup>10</sup> Les quotas ont été remplacés par des achats officiels.

En substance, pour Deng Xiaoping, la décennie 1980 augure bien.

Il en profite alors pour tracer les grandes orientations qui caractériseront la décennie, et au-delà :

1 – poursuivre la politique centrée sur le développement, édictée par le Parti et fondée sur la croissance économique et l'atteinte des *Quatre modernisations*, en cherchant à dégager des profits toujours croissants pour l'État afin qu'il puisse financer le développement de l'éducation, de la science, de la culture et de la santé, autant de secteurs essentiels à la poursuite de la croissance;

2 – consolider l'unité et la stabilité du pays en développant et renforçant le cadre légal, en établissant l'égalité de tous devant la loi et en menant la lutte contre la dissidence et la criminalité dans le cadre de la loi;

3 – imposer la nouvelle éthique du travail et du service aux cadres et à la population en faisant reposer la rémunération et les avantages sur les contributions individuelles exprimées non seulement par une productivité toujours plus grande, mais aussi par le dégagement d'un profit toujours plus élevé; les responsables en position d'autorité devant en permanence faire la démonstration de leur abnégation;

4 – réorganiser les échelons supérieurs du Parti-État par fonctions et spécialités, promouvoir des cadres plus jeunes, fidèles à l'interprétation officielle, respectueux de la discipline interne, et dotés de compétences professionnelles afin de renforcer et d'optimiser le leadership du Parti-État, satisfaire à ces deux conditions avant de s'engager dans une réforme des institutions<sup>12</sup> ou d'en créer de nouvelles;

---

<sup>11</sup> L'issue de la troisième guerre d'Indochine fait encore débat entre les historiens et les stratèges, et bien sûr entre la Chine et le Vietnam. Contrairement à l'affirmation de Deng Xiaoping, aucun des objectifs politiques visés par la Chine n'a été atteint et le Vietnam occupe toujours le Cambodge au moment où Deng Xiaoping tient ce discours (cf. chap. 1).

<sup>12</sup> Deng Xiaoping fait référence à l'ensemble des structures qui régissent le pays.

5 – systématiser les inspections disciplinaires, rendre automatiques les sanctions en cas de manquement à la discipline sur les questions de pratique ou d'opinion, et imposer des sanctions exemplaires en cas de violation grave;

6 – adapter le Plan aux réalités du marché international afin de renforcer son rôle central dans l'économie.

Afin d'organiser ce transfert de pouvoirs décisionnels et de responsabilité, et d'imposer cette nouvelle éthique, Deng Xiaoping annonce la refonte de la Constitution du Parti.

C'est chose faite à la Cinquième plénière du 11<sup>e</sup> *Comité central* tenue à la fin de février 1980. Dans son discours du 29 février (P3-D14), il énumère les décisions qui y furent prises :

1 – le renforcement du rôle de concepteur des grandes orientations dévolu au *Comité permanent du Bureau politique*;

2 – le rétablissement du Secrétariat central pour optimiser la gestion quotidienne du Parti (c'est-à-dire renforcer le contrôle vertical des organisations du Parti et de leurs membres);

3 – l'édiction et la clarification des règles internes du Parti (renforçant là encore le contrôle vertical);

4 – la réhabilitation de Liu Shaoqi (une décision qui condamne les orientations impulsées par Mao Zedong après le *Grand bond en avant*);

5 – la proposition d'amendement de l'article 45 de la Constitution de l'État afin d'interdire et de criminaliser toute prise de parole non officielle.

Pour bien asseoir le fonctionnement de la direction collective dans un contexte de division du travail et de responsabilité, Deng Xiaoping précise que dorénavant les rencontres seront organisées pour transmettre des instructions ou résoudre des problèmes, que seuls ceux directement concernés y participeront et que les rencontres doivent être suivis d'effets. Les autres

mesures d'importance adoptées lors de cette plénière, après le discours de Deng Xiaoping, mais néanmoins préparées de longue date sont les suivantes :

1) – Hu Yaobang est nommé secrétaire général (ce qui a pour effet de diminuer les pouvoirs de Hua Guofeng);

2 – les derniers partisans de Hua Guofeng sont exclus du *Comité central* (ce qui réduit son influence);

3 – Zhao Ziyang est élu au *Comité permanent du Bureau politique*.

Dans son discours du 12 mars 1980, devant la *Commission militaire centrale* (P3-D15), il aborde la question de la fonction de l'armée. Son objectif est de transformer l'armée de masse et les milices héritées de l'ère maoïste en une armée professionnelle de taille réduite, mais plus efficace. Tout d'abord, la structure de commandement doit être réorganisée en vue de son optimisation. Deuxièmement, un programme de retraite doit être créé très rapidement, et l'âge de retraite des militaires abaissé – c'est-à-dire fixer un âge de retraite plus jeune que dans les professions civiles – afin de rajeunir l'armée et sa structure de commandement. L'armée devrait alors se concentrer sur l'amélioration et l'adaptation de son entraînement, de ses équipements, de ses stratégies et de ses tactiques, et apprendre à coordonner des opérations interarmes afin de pouvoir faire face à l'évolution des menaces. Pour améliorer l'efficacité du commandement, il ordonne qu'un système d'éducation et d'examens spécialisé soit mis sur pied dans les plus brefs délais, et que toute promotion à un niveau organisationnel supérieur se fasse sur recommandation, après avoir suivi avec succès une formation, selon les directives de sa recommandation de 1975.

Les officiers et soldats mis à la retraite ou démobilisés recevront des formations spécialisées. Ils seront recrutés sur examen avant d'être transférés vers des postes dans les domaines en expansion de la sécurité publique, de la justice, du parquet, de l'éducation primaire et secondaire, postes pour lesquels leur loyauté et leur discipline en font les meilleurs candidats. Pour Deng Xiaoping, les officiers démobilisés, en raison de l'expérience qu'ils ont acquise,



devraient tout spécialement être affectés à des postes administratifs à caractère étatique et économique. Par ces mesures, Deng Xiaoping espère non seulement réduire les frais de fonctionnement de l'armée, libérant ainsi des ressources financières pour l'amélioration des équipements militaires et plus largement pour la conduite des *Réformes*, mais aussi imposer une discipline quasi militaire dans les domaines essentiels à la réussite des réformes. Finalement, il affirme que les nouvelles recrues doivent être soumises à une éducation idéologique continue afin qu'elles deviennent des soldats et des officiers loyaux, disciplinés et professionnels. Il résumera ses propos lors d'un discours à l'occasion d'un exercice militaire le 19 septembre 1981 (P3-D28), peu de temps après son élection au poste de président de la *Commission militaire centrale*, après la démission de Hua Guofeng.

Le 31 mars 1980 (P3-D18), Deng Xiaoping précise la ligne du Parti en matière de développement agricole. Il constate que dans les cantons de l'Anhui (安徽) où les quotas avaient été fixés sur une base familiale, la production avait nettement augmenté. Pour lui, le *système de responsabilité familiale* (jiating lianchan chengbao zerenzhi 家庭联产承包责任制), loin d'affaiblir l'économie collective, la renforce au contraire, car, d'une part, les *équipes de production* demeurent l'unité de compte et, d'autre part, la croissance de la production, la division accrue du travail, et l'émergence d'une économie de marchandises ne peuvent que contribuer à l'accélération de la collectivisation. C'est pourquoi, selon Deng Xiaoping, la priorité est le développement des forces productives à partir du niveau local. Il préconise :

- 1 – leur mécanisation en fonction de leurs conditions propres;
- 2 – l'introduction de meilleures formes de gestion en combinant l'expérience acquise et l'affectation de cadres spécialisés;
- 3 – le développement d'une économie diversifiée composée de groupes ou d'équipes spécialisés qui vont en retour guider sa transformation vers des échelles toujours plus grandes;
- 4 – l'augmentation des revenus collectifs et individuels.

Pour éviter l'erreur de la socialisation accélérée des activités rurales commise en 1958, déclare-t-il, il ne faut pas non plus commettre à nouveau celle de 1962 en subdivisant les équipes de production en unités toujours plus petites. Pour Deng Xiaoping, le principal obstacle à la généralisation du *système de responsabilité familiale* est le carcan des idéologies et des habitudes héritées du passé. Aussi, du paysan au cadre, tous doivent cultiver un esprit d'entreprise et être pragmatiques. Il poursuit, en affirmant qu'il faut toujours rechercher les solutions les plus productives, sans qu'elles soient parfaites, et le faire dans le cadre des conditions locales, en se souvenant qu'elles ne sont pas transférables mécaniquement d'une situation à une autre. En somme, il faut rompre avec le modèle de Dazhai, jadis louangé parce que jugé applicable partout.

### 9.3 – UNE CONTRE-REVOLUTION CULTURELLE

Bien que Deng Xiaoping fasse référence dix-sept fois à Mao Zedong dans ses discours, en pratique, il cherche à opérer un déplacement idéologique. Le nouveau cadre idéologique devait permettre le renforcement du leadership et de la discipline du Parti. Il entendait aussi préconiser une approche pragmatique des problèmes à résoudre, favoriser la rupture avec les certitudes idéologiques, et changer les habitudes pour à la fois dynamiser l'économie et ramener l'ordre après plus d'une décennie de 'chaos'. Cette nouvelle vision est officialisée lors de son discours du 30 mars 1979 (P3-D3) qui portait sur les « *Quatre vertus cardinales* » (*si xiang jiben yuanze* 四项基本原则). Les « *Quatre vertus cardinales* » sont :

- 1 – la défense de la voie socialiste (*bixu jianchi shehuizhuyi daolu* 必须坚持社会主义道路);
- 2 – la défense de la dictature démocratique du peuple (*bixu jianchi renmin minzhi zhuanzheng* 必须坚持人民民主专政);
- 3 – la défense du leadership du Parti communiste chinois (*bixu jianchi zhongguo gongchandang de lingdao* 必须坚持中国共产党的领导); et
- 4 – la défense du marxisme-léninisme-maoïsme (*bixu jianchi makesi lening zhuyi, mao zedong sixiang* 必须坚持马克思列宁主义, 毛泽东思想).

Ces « *Quatre vertus cardinales* » appellent quelques précisions. D'abord, la voie socialiste : le Parti-État contrôle directement en totalité ou à tout le moins un très grand pan de l'économie<sup>13</sup>. Ce contrôle s'effectue par le truchement des plans quinquennaux. Les entreprises collectives sont soumises au Plan.

Deuxièmement, « la dictature démocratique du peuple ». Elle présuppose la collaboration des classes et des groupes sous la tutelle et dans l'intérêt du Parti communiste. Quiconque refuse sa tutelle s'exclut de la communauté et perd tout droit politique et civique. Il s'expose ainsi à la « dictature du peuple » imposée en son nom par le Parti-État.

La troisième « vertu », évidente, n'a pas à être précisée.

Par contre, la quatrième « vertu », « la défense du marxisme-léninisme-maoïsme » est plus complexe à cerner. La *Révolution culturelle* fut entièrement dominée par les luttes idéologiques dans le cadre du marxisme-léninisme-maoïsme : il n'y avait pas d'unité. Or, après le coup d'État qui renversa la *Bande des Quatre*, le pouvoir fédéré par Hua Guofeng réimposa une unité idéologique autour de la poursuite de la Révolution, mais en autarcie et au détriment du développement. Au même moment Deng Xiaoping cherchait à imposer une vision pragmatique pour renforcer le Parti-État et développer l'économie. Fait nouveau : pour Deng Xiaoping, Mao Zedong n'est que l'un des nombreux contributeurs à la formation du maoïsme, car pour lui, la ligne idéologique est le résultat d'un travail collectif continu afin de s'adapter à l'évolution des circonstances. Ainsi, la « défense du marxisme-léninisme-maoïsme » se résumerait à un pragmatisme au service du Parti-État, mais avec un plus : toute politique édictée par le Parti-État est non seulement l'expression de la volonté nationale, mais dorénavant, elle est aussi l'expression d'une 'vérité pragmatique'.

En conclusion, les « *Quatre vertus cardinales* » se cantonnent dans la défense de l'ordre établi. Le raisonnement se déploie en deux temps. D'une part, il est posé que seul le Parti communiste a pu rendre à la Chine son indépendance et sa dignité. En conséquence, d'autre part, seul le Parti pourra en faire une grande puissance. C'est pourquoi le Parti doit donc être exempt de

---

<sup>13</sup> Voir Bergère (2013).

toute critique. Pour Deng Xiaoping, mettre un terme aux débats et aux querelles idéologiques qui ont longtemps caractérisé l'histoire du Parti est le préalable de la réussite des réformes.

Mais alors, comment concilier les *Quatre vertus cardinales* avec l'ouverture qu'il recherche? Car elle fait courir à la RPC le risque d'être réceptive aux idées et aux modèles étrangers. C'est pourquoi Deng Xiaoping précise du même souffle que tous les rapports avec l'étranger seront soumis au Parti-État et au Plan. Ainsi, n'entrera en RPC que ce qui aura été jugé essentiel au renforcement du Parti-État et au développement économique, par les instances dirigeantes du Parti-État lui-même, tout le reste devant être critiqué et combattu. Ce discours va plus loin encore, car il redéfinit l'action du Parti-État et rompt avec les pratiques qui avaient caractérisé son fonctionnement depuis la Conférence de Zunyi [1935] et la prise de pouvoir par Mao Zedong et ses partisans (cf. chap. 2). Si les politiques, les orientations et les valeurs du Parti doivent toujours être imposées d'en haut, elles ne le seront plus par des « mouvements de masse » (P3-D3), dès lors perçus comme autant de facteurs de désordre. Le changement viendra du renforcement du cadre administratif et de la rigueur des procédures. Dans ce contexte, l'initiative individuelle est confinée à l'exécution des politiques décrétées par les autorités centrales. En somme, l'objectif serait d'enrégimenter chacun pour le mettre au service du Parti-État.

Par contre, si pour Deng Xiaoping la réussite des réformes et de l'ouverture repose sur la passivité idéologique des membres du Parti et des masses, les deux risqueraient d'être freinées. Car comment faire avancer les réformes et pratiquer l'ouverture sans dynamisme, sans un idéal de loyauté et de discipline et sans une volonté de les voir aboutir? À ce sujet Deng Xiaoping rappelle, plus qu'il ne le redéfinit, le rôle des « travailleurs idéologiques et théoriques » (P3-D3), c'est-à-dire de tous ceux qui participent de la sphère culturelle; ils ont pour mission de servir le Parti-État comme idéologues ou propagandistes dans les médias officiels, les seuls autorisés. Or, la réorientation soudaine de la Révolution implique une transformation du dogme officiel :

- 1 – les *Quatre modernisations* remplacent le Communisme;
- 2 – le pragmatisme remplace les convictions idéologiques et les habitudes;
- 3 – la discipline remplace la rébellion; et, surtout;
- 4 – la nation remplace le prolétariat et la paysannerie.

Les « travailleurs idéologiques et théoriques » doivent donc être à l'avant-garde d'une véritable contre-révolution culturelle qui a pour finalité d'inculquer la tournure d'esprit la plus appropriée à la réussite des *Réformes*, d'une contre-révolution culturelle qui vise le renforcement des institutions.

Comme la *Grande révolution culturelle prolétarienne*, cette contre-révolution culturelle cherche à susciter l'adhésion aux orientations du pouvoir et à dynamiser les institutions, les cadres et les masses afin de les mobiliser. La différence avec la *Grande Révolution culturelle prolétarienne* est double. Tout d'abord, les « travailleurs idéologiques et théoriques » sont fortement encouragés à apprendre les langues étrangères, lire les ouvrages théoriques et pratiques spécialisés provenant de l'étranger qui peuvent contribuer à l'atteinte des objectifs des réformes, et se familiariser avec les méthodes quantitatives et statistiques afin de donner une 'assise scientifique' aux orientations, valeurs, politiques et décisions du Parti-État. De plus, cette contre-révolution culturelle repose exclusivement sur le renforcement des institutions et la discipline des membres, et, surtout, elle est entièrement institutionnelle dès le départ et menée dans le cadre de procédures administratives strictes. Si « les travailleurs idéologiques et théoriques » sont libres dans leurs choix littéraires ou artistiques, toute prise de position devra être préalablement approuvée par le *Département de la propagande* avant de paraître dans les médias officiels. Les « meilleures » (P3-D3) opinions exprimées seront récompensées, mais toute prise de parole non autorisée sera immédiatement sanctionnée. Les cadres du Parti-État, du bas au haut de l'échelle, devront se faire les hérauts du nouveau dogme et réprimer toute déviation, s'ils ne veulent pas être eux-mêmes écartés.

Loin d'interdire les débats, Deng Xiaoping cherche à leur imposer un cadre qui leur avait fait défaut durant le *Mouvement des cent fleurs* trente-deux ans auparavant. L'absence de cadre s'était traduite par une remise en question des politiques et des façons de faire du Parti-État par les intellectuels et les spécialistes. Il avait alors été forcé de réagir par une purge. Aussi nécessaire qu'ait été la purge – Deng Xiaoping la défendra constamment –, elle avait eu pour effet de 'déprofessionnaliser' l'appareil. Il cherche donc à redéfinir un cadre propice à la poursuite d'un débat constructif qui permettrait de réaliser l'idéal des *Cents fleurs*. Il est donc favorable à la multiplication des propositions, ainsi qu'à la réalisation des *Réformes*, mais le Parti-État

sélectionnera, testera, validera et adoptera celles qu'il jugera pertinentes. Par contre, les questions théoriques risquent de ralentir les réformes, de polariser le Parti et les masses, donc de menacer l'unité et la stabilité. Deng Xiaoping tranche donc sur celles qui portent sur :

1 – la nature des contradictions : la contradiction principale se trouve entre le degré de développement des forces productives et les besoins du pays; la priorité est le développement rapide;

2 – la place de la lutte des classes : si la lutte des classes reste présente dans la société socialiste, elle n'est pas aussi déterminante que dans d'autres types de sociétés;

3 – la poursuite de la Révolution sous la dictature du prolétariat : la théorie de la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat en mettant l'accent sur l'idéologie plutôt que sur la compétence est une erreur grave;

4 – les orientations du Parti : les orientations du Parti-État ne pourront être discutées que dans les instances appropriées.

Cette réorientation et les limitations qu'elle impose aux débats seront martelées dans le discours du 15 juin 1979 (P3-D4). Dans ce discours, Deng Xiaoping décrit pour la première fois la RPC comme une grande nation sans classes sociales, dont la force et la réalisation de ses potentialités reposent sur « l'harmonie ». Il revient sur ces thèmes dans celui du 29 juillet 1979 (P3-D6) où, pour la première fois là encore, il assimile Hua Guofeng et tous les critiques à la *Bande des Quatre* et à Lin Biao. De plus, dans ce même discours, il fait de la cooptation des jeunes cadres dirigeants par les instances supérieures le principe du mode de recrutement. Le 19 octobre 1979 (P3-D8), il réaffirme les conclusions du 8<sup>e</sup> Congrès national du PCC de 1956 qui avait décrété que la construction du socialisme était achevée, mais surtout il met sur un même pied l'atteinte des *Quatre modernisations* et la réunification de Taiwan. Ces positions sont encore réaffirmées le 16 janvier 1980 (P3-D13).

Le 30 octobre 1979, lors du Quatrième congrès des auteurs et artistes chinois (P3-D9), il affirme, à l'instar d'Haoran (cf. chap. 2) quatre ans auparavant, que les auteurs et artistes chinois sont avant tout des « ingénieurs de l'esprit » – une conception que rejetterait tout artiste occidental – avec pour mission de justifier et de vanter constamment les valeurs, les politiques et les décisions du Parti-État, et de critiquer celles qui s'y opposent; de décrire le « monde meilleur » auquel ces politiques et ces décisions conduiront; et de mettre en scène des personnages dévouées à la poursuite des *Réformes* et dont les entreprises sont couronnées de succès. Deng Xiaoping précise que les meilleurs seront récompensés alors que toute déviation par rapport à cette ligne de conduite sera assimilée à une trahison. Il martèlera les mêmes idées à nouveau dans son discours du 17 juillet 1981 (P3-D27), en précisant bien que la répression prompte et efficace de la dissidence est le signe d'un leadership fort.

Le 2 novembre 1979 (P3-D10), il insiste sur la nécessité de contrôler le message des médias en raison de l'influence qu'ils exercent sur les esprits. Il récidive le 16 janvier 1980 (P3-D13) en précisant que les médias officiels jouent un rôle de propagande clé dans le maintien et le renforcement de l'unité du pays, et qu'il a demandé au Comité permanent de l'*Assemblée populaire nationale* d'amender la Constitution de 1978 afin de supprimer les *Si Da* (四大), ou 'Quatre grands' de l'article 45, c'est-à-dire « le droit de recourir à la libre expression d'opinion, au large exposé d'idées, au grand débat et au *dazibao* ». Autrement dit, il a réclamé la fin de toute prise de parole autonome et il l'obtiendra, le 10 septembre 1980 (The Laws of the People's Republic of China 1979-1982, 1987a, p. 206)<sup>14</sup>. Lors de ce même discours, Deng Xiaoping définit le cadre qui circonscrit les prises de position officielles :

---

<sup>14</sup> La *Resolution of the Third Session of the Fifth National People's Congress Revising Article 45 of the Constitution of the People's Republic of China* se lit comme suit : « The Third Session of the Fifth National People's Congress of the People's Republic of China endorses the proposal put forward by the Standing Committee of the Fifth National People's Congress on revisiting Article 45 of the Constitution of the People's Republic of China, and resolves, with a view to fully developing socialist democracy, perfecting the socialist legal system, maintaining a political situation of stability and unity, and guaranteeing the smooth progress of socialist modernization, that Article 45 of the Constitution of the People's Republic of China, which provides that "citizens enjoy freedom of speech, correspondence, the press, assembly, association, procession, demonstration, and going on strike, and enjoy the right to 'speak out freely, air their views fully, hold great debates and write big-character posters,'" shall be revised as "citizens enjoy freedom of speech, correspondence, the press, association, procession, demonstration and going on strike." Part of the original provision, namely, "and enjoy the right to 'speak out freely, and their views fully, hold great debates and write big-character posters," shall be deleted from Article 45 » (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1987a, p. 206).

1 – le Parti est l'avant-garde des masses, car lui seul a su redonner à la Chine son indépendance et pourra faire d'elle un grand pays;

2 – la bonne entente entre le Parti et les masses étant essentielle au maintien de l'unité et de la stabilité, il faut donc constamment le défendre et promouvoir ses politiques;

3 – les déclarations doivent refléter les positions officielles du Parti;

5 – elles doivent avoir été préalablement autorisées.

Autrement dit, les enjeux et les questions ne peuvent être débattus que dans le cadre des instances appropriées, mais jamais dans la sphère publique.

Le 29 février 1980 (P3-D14), lors de la Cinquième plénière du 11<sup>e</sup> *Comité central*, Deng Xiaoping dénonce publiquement pour la première fois la ligne idéologique de Hua Guofeng, stigmatisée sous le nom des « deux quelles qu'elles soient » (*liang ge fanshi* 两个凡是), ce qui signifie répudier les prises de position et les actions de Mao Zedong dans ses dernières années. Ainsi il confirme que la vision pragmatique au service du Parti-État prédomine désormais; elle forme le noyau dur du discours officiel. Néanmoins, il fait bien savoir que les fautes des deux décennies précédentes étaient collectives, et que chaque cadre, et plus encore, que les cadres dirigeants portaient une large part de responsabilité. Cette affirmation, en rupture avec le discours maoïste, implique, d'une part, la réaffirmation d'une direction collective et la nécessité de son maintien, et, d'autre part, qu'il faut faire cesser les attaques personnelles, car les fautes doivent être collectivement assumées. Ce qui renforce de fait l'unité de la direction collective.

Le 12 mars 1980, devant la *Commission militaire centrale* (P3-D14), il exprime une autre rupture majeure avec le discours maoïste : pour Deng Xiaoping, l'environnement international s'est stabilisé en ce début de la décennie 1980, éloignant du même coup la possibilité d'un conflit. La RPC dispose donc du temps voulu pour poursuivre les *Réformes*, et réduire le budget de la défense nationale afin de pouvoir les financer et de les réaliser dans un laps de temps raisonnable. Or, pour lui, depuis son discours à l'ONU en 1974, la préservation de 'l'harmonie internationale'



repose sur une non-ingérence réciproque. C'est pourquoi, en rappelant dans son discours du 31 mai 1980 (P3-D19) que le développement de la RPC se fera selon ses conditions propres, et, par conséquent, que ce processus ne peut être transposé mécaniquement dans d'autres contextes, il intime aux cadres du Parti-État de ne plus porter de jugement sur la politique intérieure des autres pays, et encore moins sur celle des Partis frères. Ainsi, Deng Xiaoping fixe les paramètres du discours officiel au début des années 1980. Ce discours changera peu par la suite.

Par contre, la question de l'histoire officielle de la période précédente reste entière. Elle suscite donc des débats et des interprétations, du moins dans les détails. Or Deng Xiaoping entend y mettre un terme. Déjà, durant la Cinquième plénière du 11<sup>e</sup> *Comité central*, des voix s'étaient élevées pour demander une réévaluation de l'histoire. La nouvelle direction doit donc réinterpréter l'histoire du Parti et de la RPC à son avantage pour asseoir sa légitimité, en montrer la continuité, et surtout couper court aux débats. Ce processus de réinterprétation durera plus d'un an, de mars 1980 à juin 1981 (P3-D16). Il sera limité aux instances supérieures du Parti, la direction collective maintenant un contrôle serré à toutes les étapes du processus. Aussi, le 19 mars 1980, Deng Xiaoping, après avoir réaffirmé la justesse de la *Résolution sur certaines questions dans l'histoire de notre Parti*, adoptée en 1945, précise la forme que prendra la *Résolution sur certaines questions dans l'histoire de notre Parti depuis la fondation de la République populaire de Chine*. Il stipule que l'objectif de cette future résolution est de s'assurer que « la pensée des membres et des non-membres du Parti soit clarifiée, qu'ils partagent des vues communes et que les débats portant sur les grandes questions historiques prennent fin. » (P3-D16)

Dans un style succinct, la résolution devra traiter tout d'abord du rôle historique de Mao Zedong et du devoir de défendre le maoïsme dans la forme qu'il a pris durant la période de *Rectification de Yan'an*, en distinguant bien l'homme de la pensée et en jugeant les erreurs que Mao Zedong a commises durant la *Révolution culturelle* à la lumière du maoïsme. Deng Xiaoping enchaîne en posant que tous les événements et les hauts dirigeants sont jugés sur un même pied. Or, il affirme d'emblée que la synthèse du maoïsme dans la *Résolution sur certaines questions dans l'histoire de notre Parti* de 1945, aussi juste soit-elle, est incomplète, car au moment de sa rédaction la lutte venait d'être menée contre les 'déviation de gauche', alors qu'aujourd'hui la

menace provient des 'déviation de droite'. Finalement, la résolution devrait inclure un résumé « succinct » (P3-D16) du travail du Parti depuis 1949. Ainsi, Deng Xiaoping rouvre la question des « 10 luttes entre les deux lignes » (P3-D16) : tout d'abord, il affirme que les luttes contre Peng Dehuai et Liu Shaoqi sont des erreurs, et deuxièmement, puisque le maoïsme est le résultat d'une approche pragmatique, de deux choses l'une : soit on adopte la version officielle, la seule possible, soit on est un traître. Ainsi, Deng Xiaoping justifie son rôle et celui de Chen Yun dans l'Affaire Gao Gang - Rao Shushi en 1953, et dans la *Campagne anti-droitiste* de 1958 (§ 6.2.1).

Le 1<sup>er</sup> avril 1980, Deng Xiaoping renchérit sur le rôle joué par Mao Zedong en affirmant qu'il n'avait commis aucune erreur avant 1957. De plus, ses écrits *Sur les dix grands rapports* (1956), *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* (1957), et *La situation en cet été 1957* (1957)<sup>15</sup>, en mettant l'accent sur le développement industriel et agricole, sur la formation de techniciens et de spécialistes, sur le renforcement du centralisme et de la démocratie, sur la discipline et la liberté, sur l'unité de la pensée et la souplesse individuelle, demeurent plus justes que jamais. Toutefois, si à partir de 1957, il se concentre toujours sur le développement économique, ses erreurs se multiplient avec le *Grand bond en avant*, et la purge de Pen Dehuai. Par contre, le Parti a su relancer l'économie à partir de 1962, alors que, Mao Zedong, toujours à partir de 1962, s'est fourvoyé en se concentrant sur la lutte des classes. Ce qui a relégué le développement économique au second plan et a permis à la *Bande des Quatre* d'entretenir le chaos à partir de 1966. Somme toute, pour Deng Xiaoping, le Parti a fait un travail indispensable pendant les dix-sept premières années d'existence de la République populaire, mais dès que d'autres centres de pouvoir ont émergé, il ne pouvait mener son travail avec la même efficacité. Dans la foulée, il soutient que le Parti est collectivement responsable de cette dérive et que s'il avait voulu agir collectivement il aurait pu la contrer. Toutefois, pour bien clarifier les choses, Deng Xiaoping conclut, d'une part, qu'une fois établie la ligne politique juste, elle a soudé le Parti et, d'autre part, qu'une fois cette ligne adoptée, le Parti a rapidement mis fin à la *Révolution culturelle*. Ce qui a démontré, une fois de plus, que seul le Parti peut corriger les erreurs passées et remettre la RPC sur le droit chemin.

---

<sup>15</sup> Voir Mao Zedong Zedong 1977, p. 306-331, 417-457, 514-524.

Le 27 juin 1980, après avoir refusé une première version de la nouvelle résolution, il martèle que celle-ci doit mentionner que si Mao Zedong a établi les fondements du maoïsme, le maoïsme ne se confond pas avec Mao Zedong et demeure une pensée vivante. Il renchérit en affirmant que les propos et les actions justes et erronées de Mao Zedong doivent être clairement distingués les uns des autres en les jugeant à l'aune du maoïsme. Néanmoins, Deng Xiaoping insiste pour que la Résolution mette l'accent sur les aspects positifs. Les erreurs, telles la *Révolution culturelle* et les « deux queltes qu'elles soient », doivent être critiquées sans entrer dans les détails. Il continue en affirmant qu'il faut imputer ses erreurs de vieillesse, notamment le culte de la personnalité, à l'Influence latente du 'féodalisme', car en régime socialiste nul ne doit être honoré. Le 25 octobre 1980, il refuse à nouveau la version révisée de la résolution, car, d'après lui, elle ne met pas suffisamment en valeur le rôle du Parti, avant-garde de la nation chinoise, ni la Libération conduite par le Parti, le moment d'émancipation de la nation chinoise. Pour Deng Xiaoping, on ne peut célébrer cette victoire sans célébrer le Parti, Mao Zedong et le maoïsme. Dans son esprit, la RPC est indissociable du Parti et le Parti du maoïsme. Ainsi, le maoïsme est la ligne idéologique juste pour la Chine, car il est pragmatique. Et, pour lui, il est essentiel de le faire comprendre à la jeunesse. Si la *Révolution culturelle* a été une erreur, ce sont les cadres acquis à l'esprit du maoïsme qui y ont mis fin en renouant avec l'essence du maoïsme lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*. La lutte contre la dissidence demeure donc une tâche essentielle, mais pour ne pas reproduire les erreurs du passé, elle aussi doit être menée pragmatiquement. Deng Xiaoping conclut en affirmant que si Mao Zedong n'a jamais cherché à renverser les vétérans, quoi qu'il ait pu dire de positif sur la *Révolution culturelle*, elle reste condamnable.

Le 18 mars 1981, Deng Xiaoping est en mesure de présenter, dans ses grandes lignes, l'histoire officielle du Parti depuis 1949 :

1 – la transformation socialiste est une grande victoire et une grande contribution de Mao Zedong au développement du marxisme-léninisme;

2 – les dix années qui ont précédé la *Révolution culturelle* sont généralement positives, tout en admettant quelques erreurs et quelques excès occasionnés par l'inexpérience;

3 – Mao Zedong et les hauts dirigeants, grisés par les succès des premières années, ont cherché à tout accélérer, ce qui a conduit à de graves erreurs;

4 – la *Révolution culturelle* est une catastrophe, car elle a gaspillé les talents de toute une génération et laissé libre cours à l'anarchisme et à l'ultra-individualisme, balayant toutes les normes de bienséances, bien que des oppositions justes se soient manifestées ici et là.

Le 26 mars 1981, sur la recommandation de Chen Yun, Deng Xiaoping veut désormais que la résolution dresse le bilan des vingt-huit années d'existence du Parti avant la libération afin de pouvoir établir plus solidement encore le rôle crucial de Mao Zedong dans la construction du Parti et la Libération. Le 7 avril 1981, afin de couper court au débat sur l'existence réelle du Parti durant la *Révolution culturelle*, il affirme que malgré le chaos, le Parti a continué à fonctionner et a même enregistré des succès majeurs tels que le rapprochement avec les É.-U. et la reconnaissance de la RPC comme seul représentant légitime de la Chine à l'ONU.

Le 19 mai 1981, il réaffirme devant une rencontre élargie du *Bureau politique* que la formulation rapide de la Résolution est de la plus haute importance et que celle-ci ne doit pas comporter plus de 25 000 caractères<sup>16</sup>. Si la version proposée en comporte 3 000 de trop, elle précise bien que les réussites du Parti et de Mao Zedong sont plus importantes que leurs échecs et que la responsabilité des réussites comme des échecs est collective. Le 22 juin 1981, Deng Xiaoping ajoute des informations de dernière minute :

1 – parce que la ligne idéologique de Hua Guofeng a été publiquement condamnée et qu'il a démissionné de tous ses postes, il fait l'objet de critiques dans le cadre de cette Résolution;

2 – l'idéologie petite-bourgeoise n'est pas mentionnée comme une des causes de la *Révolution culturelle*, car cela réhabiliterait son idéologie erronée;

3 – l'affirmation de Lénine selon laquelle la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie est critiquée.

---

<sup>16</sup> Il s'agit de 25 000 sinogrammes.

Deng Xiaoping recommande l'adoption de la dernière version à la Sixième plénière du 11<sup>e</sup> *Comité central*. Ce à quoi acquiescera le *Comité central*. Ce faisant, il fixera ainsi une fois pour toutes les limites du débat idéologique et historique pour « unifier la pensée, [et] unir les camarades afin de regarder vers le futur. » (P3-D16)<sup>17</sup>

Or, en parallèle, l'armée, bras armé du Parti, ne présente plus la cohésion idéologique voulue comme en témoigne le film *Ku lian* (Amour non partagé, 苦恋), dont le scénario, écrit par des responsables de la propagande militaire, portait un regard critique sur le comportement des membres du Parti durant la *Révolution culturelle*, violant ainsi les préceptes des *Quatre vertus cardinales*. Le 27 mars 1981, lors d'un échange avec des cadres dirigeants du Département politique général de l'Armée populaire de libération (P3-D24), Deng Xiaoping fait du contrôle idéologique de l'armée une priorité et leur intime l'ordre d'accentuer la lutte contre les déviations de 'gauche' comme de 'droite', et contre la décadence culturelle dans l'armée en critiquant le film. De plus, il impose à l'armée l'étude des *Quatre vertus cardinales*, de la future *Résolution sur certaines questions dans l'histoire de notre Parti depuis la fondation de la République populaire de Chine*, et des textes du maoïsme et du marxisme-léninisme approuvés par le Parti.

Finalement, si Deng Xiaoping place la pratique au cœur de son projet de *Réformes*, il précise que la ligne idéologique juste fixée par le Parti doit être parfaitement connue avant de pouvoir aborder l'aspect pratique. En somme, avec la simplification du maoïsme, de l'histoire du Parti et de celle de la RPC, il cherche à imposer un nouveau prêt-à-penser, dont la maîtrise ainsi que la conformité à ses prescriptions sont la preuve de la loyauté. Il faut noter que Deng Xiaoping ne mentionne plus Staline parmi les grands marxistes, alors qu'il avait été le seul dirigeant de la RPC à le défendre sans compromis après le 20<sup>e</sup> Congrès du PCUS. Le 29 juin 1981 (P3-D25), à la session de clôture de la sixième plénière du 11<sup>e</sup> *Comité central*, il fait de la maîtrise et du respect de la *Résolution* la condition de l'unité, et une preuve de discipline du Parti. Il reviendra aux Commissions d'inspection disciplinaire de s'en assurer, à tous les niveaux.

---

<sup>17</sup> Voir <<https://www.marxists.org/subject/china/documents/cpc/history/01.htm>> (10 octobre 2015).

#### 9.4 – LA REFORME DU PARTI-ETAT

Dans son discours du 18 août 1980 (P3-D20) lors d'une réunion élargie du *Bureau politique*, Deng Xiaoping annonce la réorganisation de l'appareil du Parti-État, décidée par le *Comité permanent du Bureau politique du Comité Central du PCC*. Cette réorganisation sera entérinée lors de la troisième session de la cinquième *Assemblée populaire nationale*<sup>18</sup>. Tout d'abord, il met un terme à la pratique du cumul des mandats au sein du Parti et de l'État. Les hauts dirigeants du Parti, Deng Xiaoping montrant lui-même l'exemple, doivent démissionner de la haute fonction publique. Des fonctions de secrétaire général du Parti et de premier ministre jusqu'au bas l'échelle, tous les postes, et tout particulièrement les postes de niveau équivalent au sein du Parti et de l'État, seront désormais assurés par des personnes différentes afin d'asseoir le principe de la direction collective. Hua Guofeng, qui conserve son poste de secrétaire général, devra dès lors partager officiellement le pouvoir avec Zhao Ziyang, qui le remplace au poste de premier ministre. Ce faisant, des cadres plus jeunes et plus compétents seront promus dans la haute fonction publique.

Autrement dit, Deng Xiaoping propose ni plus ni moins que de préciser les compétences propres des appareils du Parti et de l'État dans le cadre du Parti-État afin de prévenir les chevauchements de responsabilités, la surconcentration du pouvoir et l'arbitraire, les instances dirigeantes du Parti se concentrant sur la formulation de la ligne et des politiques justes, les instances dirigeantes de l'État sur leur mise en pratique. Dans l'immédiat, les vétérans doivent sélectionner des successeurs jeunes. Autrement dit, malgré les procédures internes officielles fondées sur l'élection, les promotions reposent toujours sur la cooptation. Avec le rétablissement du Secrétariat sept mois plus tôt, dont la tâche est la gestion quotidienne du Parti, les vétérans ont tout le temps voulu pour se consacrer à cette tâche de première importance. Deng Xiaoping en profite pour imposer une nouvelle tâche au Parti : établir des bilans réguliers de son action, conduire des enquêtes et des études sur son efficacité, synthétiser les vues et les pratiques justes

---

<sup>18</sup> Il annonce la révision de la Constitution. Voir *Resolution of the Third Session of the Fifth National People's Congress on the Revision of the Constitution and the Establishment of a Constitution Revision Commission* (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1987a, p. 207).

afin de procéder « étape par étape » (P3-D20) à la réforme du Parti, des instances centrale vers la périphérie.

Encore une fois, pour Deng Xiaoping, ces réformes ont pour seul objectif la modernisation de la Chine. Elles s'appliquent dans trois domaines :

1 – économique : développer rapidement les moyens de production et améliorer le niveau de vie en général;

2 – politique : renforcer la démocratie socialiste par divers moyens : participation du peuple sur le plan local, garantie des droits socialistes stipulés par la Constitution d'État, perfectionnement du système légal, gestion des contradictions dans le peuple, lutte contre les éléments hostiles et criminels, stimulation de l'enthousiasme populaire, et renforcement de l'unité, de la stabilité et de la « vitalité » (P3-D20);

3 – organisationnel : identifier, former, employer et promouvoir dans les plus brefs délais un grand nombre de jeunes cadres respectueux des *Quatre vertus cardinales* et professionnellement compétents.

Ces réformes doivent permettre, sur le plan économique, de rattraper les puissances capitalistes développées; sur le plan politique, de surpasser leur niveau de démocratie et, sur le plan organisationnel, de disposer de professionnels mieux formés. Par contre, s'il précise que tous ces objectifs ne seront pas atteints au même rythme, il affirme néanmoins que le mérite du Parti reposera sur sa volonté et sa capacité de progresser vers ces objectifs. Schématiquement : à court terme, achever la mue organisationnelle du Parti; à moyen terme, rattraper économiquement les puissances capitalistes avancées; à long terme, surpasser leur niveau de démocratie. Pour faire simple, la direction collective accepte officiellement les prescriptions de la *théorie de la modernisation*.

Deng Xiaoping poursuit en affirmant que tous les jeunes cadres promus durant la *Révolution culturelle* qui n'ont pas renoncé aux idées erronées ou qui ont commis des crimes ne doivent pour

aucune considération être promus afin de rassurer les hauts dirigeants, lesquels, pour la plupart, ont été les cibles de la *Révolution culturelle*. Alors que la première réaction contre la *Révolution culturelle* avait été en 1976 : 1) de démettre de leurs fonctions tous les cadres dirigeants maoïstes, 2) de réinstaller les vétérans, et 3) de mettre un terme aux promotions exceptionnelles pour réintroduire des profils standardisés de progression de carrière, Deng Xiaoping affirme que, désormais [en 1980], la poursuite des *Réformes* exige que chaque branche et chaque profession disposent de leurs propres critères d'évaluation et de promotion, ce qui ouvrira la voie à des promotions rapides et exceptionnelles pour les jeunes cadres méritants. Rappelant une de ses convictions, il renchérit en affirmant que pour faciliter et accélérer la promotion des jeunes cadres, les vétérans doivent se retirer ou du moins démissionner.

Afin de contrer la réaction des vétérans qui opposent à ses injonctions l'argument de l'inexpérience des jeunes cadres, Deng Xiaoping répond que beaucoup des vétérans ont été pour la première fois promus à des postes de responsabilités alors qu'ils étaient jeunes, et que c'est de la pratique que naît l'expérience. Malgré la *Révolution culturelle*, la majorité, y compris bien des jeunes, ont acquis une expérience précieuse dans leur vie quotidienne qui ne demande qu'à être complétée par une éducation formelle. De plus, 7 à 10 millions des diplômés depuis la Libération sont issus du prolétariat ou de la paysannerie. Ils sont donc acquis aux valeurs de la *Nouvelle Chine*. Pour lui, tant qu'ils resteront confinés dans des postes subalternes, ils ne pourront prendre les décisions qui s'imposent, se contentant d'attendre et d'exécuter des instructions données par de hauts responsables coupés des masses. Deng Xiaoping précise que les unités, où des jeunes avec de l'expérience se sont portés volontaires ou ont été élus à des postes décisionnels, ont été rapidement dynamisées. Il ordonne aux vétérans de rompre avec le favoritisme, et d'évaluer objectivement et en priorité leurs subordonnés plus jeunes et plus éduqués, selon des critères d'intégrité politique et de compétence professionnelle. Pour Deng Xiaoping, le processus de sélection des successeurs doit être réorganisé, formalisé et institutionnalisé, car la réussite des réformes découle précisément du succès des changements organisationnels.

La réforme organisationnelle doit s'attaquer à l'ensemble des structures et des pratiques du Parti-État, car l'histoire de la bureaucratie étatique et les problèmes qui y sont liés sont anciens en Chine. Mais, en sus, la construction du socialisme et l'accent mis sur la planification ont ajouté



leurs propres dysfonctionnements avant même que la *Révolution culturelle* ne la désorganise complètement. La surconcentration du pouvoir décisionnel, soit en l'absence de tout cadre légal et réglementaire, soit à cause de dysfonctionnements, limite l'efficacité de l'appareil du Parti-État. Il est donc impératif de transférer à tous les niveaux plus de responsabilités et de pouvoirs décisionnels, régis par un cadre légal et réglementaire renforcé qui stipulera pour toute fonction ou toute tâche les processus de recrutement et d'évaluation, de récompense et de sanction, de retraite, de démission et de renvoi. Mais, dans l'immédiat, il faut mettre fin à la pratique de garantir des revenus ou une carrière indépendamment de toute contribution réelle, ce que Deng Xiaoping appelle le « bol de riz en fer » (P3-D20) (tie fan wan 铁饭碗), qui se traduit par la multiplication permanente des effectifs, des postes et des paliers administratifs.

Une autre tendance qu'il faut contrer, selon Deng Xiaoping, est la surconcentration du pouvoir dans les comités du Parti à tous les niveaux, laquelle loin de renforcer le leadership du Parti, consacre au contraire l'arbitraire de quelques secrétaires et déstabilise toutes les structures que les *Réformes* ont pour objectif de consolider. Pour lui, afin de prévenir la personnalisation du pouvoir sans remettre en question la concentration du pouvoir dans les comités du Parti, les responsabilités et les pouvoirs décisionnels sont répartis selon les compétences distinctes. Toute organisation non collective étant, pour lui, antisocialiste par essence. L'autre tendance à combattre est le « patriarcat » (P3-D20). Il se caractérise par la domination sans limites des supérieurs sur leurs inférieurs hiérarchiques, réduits au statut d'exécutants. Pour Deng Xiaoping, dans le passé, seuls les ennemis du socialisme, tels Chen Duxiu, Wang Ming et Zhang Guotao, se sont engagés dans cette voie, un comportement toujours combattu par Mao Zedong et auquel la *Conférence de Zunyi* semblait avoir définitivement mis fin. Puis il y a eu les excès de la *Campagne anti-droitiste* de 1958, suivis des déclarations dangereuses de Lin Biao qui élevèrent Mao Zedong au rang de leader incontestable, ce qui, à l'instar du Culte de la personnalité de Mao Zedong, incita des responsables subalternes à entretenir leur propre culte. Dorénavant, aucun responsable ne pourra faire de l'autopromotion. Les commémorations resteront sobres et le rôle des individus sera rappelé discrètement dans l'enseignement de l'histoire officielle. Autrement dit, les candidats aux élections – même désignés comme c'est toujours le cas – ne pourront plus faire campagne : les élections deviendront des formalités.

En préconisant une histoire fondée sur l'action collective, Deng Xiaoping va plus loin que la mise en pratique du concept maoïste des masses acteurs de l'histoire; il s'oppose à toute la tradition intellectuelle portée par les Classiques et défendue par Confucius, Mozi, Mengzi et Xunzi qui place l'individu au centre du procès historique et qui a dominé durant tout l'Empire. Plus concrètement, cela permet de réduire les coûts exorbitants liés à la prolifération incontrôlée de la personnalisation du pouvoir et du clientélisme dont elle s'accompagne. Pour Deng Xiaoping, les relations entre les cadres ne sont dictées que par les rapports entre les fonctions respectives qu'ils occupent et circonscrites par celles-ci. Hors de leurs relations professionnelles, les cadres sont tous égaux entre eux. Pour Deng Xiaoping, il est temps de mettre un terme aux relations « entre prince et sujet, père et fils, leader de factions et partisans » (P3-D20), qui caractérisaient la société prérévolutionnaire, ainsi qu'au devoir de loyauté personnelle, car selon lui, ces deux facteurs ont propagé des valeurs contre-révolutionnaires et contribué à la formation de factions d'opposants. La démocratie interne est la condition de la direction collective. Autrement dit, pour Deng Xiaoping, il n'y a pas de place pour le confucianisme dans le processus des *Réformes*, et encore moins pour des relents d'Orthodoxie impériale. La prise de position de Deng Xiaoping a pour conséquence, d'une part, de mettre un terme aux mandats à vie, et à un cortège de privilèges illégaux ou non réglementaires, dont jouissaient nombre de personnages haut placés et, d'autre part, d'entreprendre la création urgente d'un système d'évaluation et de retraite pour les cadres, dont la moyenne d'âge était de plus en plus élevée.

Pour Deng Xiaoping, il est donc tout aussi urgent de préciser et de renforcer le cadre légal et réglementaire qui régit le travail des membres du Parti: il doit décrire avec précision leurs fonctions et leurs tâches. Et tout acte y contrevenant doit immédiatement donner lieu à une enquête des organes de sécurité publique avant d'être jugé. Nul acte répréhensible ne doit rester impuni. Il en va de même de tout acte contrevenant à la Constitution du Parti. De plus, personne, quel que soit son rang dans la hiérarchie, ne doit pouvoir interférer avec les procédures judiciaires ou disciplinaires. Afin de s'assurer que justice soit faite, tous doivent se surveiller mutuellement et dénoncer en toute liberté et sans crainte de représailles les agissements contraires à la loi ou aux règlements, particulièrement ceux commis par les cadres dirigeants. Bien évidemment, et cela va de soi, toute dénonciation mensongère est un crime qui doit être immédiatement sanctionné.

Deng Xiaoping reconnaît que les hauts dirigeants, lui y compris, ont commis de graves erreurs dans le passé, mais que ces façons de faire n'ont pu perdurer qu'en l'absence d'un système et d'institutions justes. Il va même jusqu'à affirmer ouvertement, et ce pour la première fois, que non seulement les agissements de Staline ont gravement affaibli le système légal socialiste, mais aussi que si Mao Zedong a su le critiquer avec justesse, il n'a pu – voire ni même voulu – rectifier les dysfonctionnements en RPC, dysfonctionnements dont l'accumulation a engendré la *Révolution culturelle*. Néanmoins, pour Deng Xiaoping, il n'est pas question de pointer du doigt les responsabilités individuelles, mais le moment est venu de reconstruire le système légal de façon que les erreurs passées ne se reproduisent plus. C'est à cette condition, et à cette seule condition, que le peuple fera de nouveau confiance au Parti et au socialisme. Cela, implique qu'il puisse juger objectivement l'histoire du Parti et celle de la RPC; que les côtés sombres des décisions de Mao Zedong, aussi secondaires soient-elles, puissent être aussi ouvertement discutées et soumises à son examen et qu'il en aille de même pour la *Révolution culturelle*, condamnée pour avoir violé les « prémisses scientifiques » (P3-D20) du maoïsme. Du même souffle, Deng Xiaoping réaffirme la justesse de ces « prémisses scientifiques » et le caractère non discutable du leadership du Parti.

Pour Deng Xiaoping, une telle démarche implique de distinguer clairement les valeurs et les pratiques qui relèvent du socialisme et de la démocratie de celles qui s'en écartent pour que les cadres et les masses puissent parfaire leur rééducation. Par contre, ce processus nécessaire de rééducation ne pourra réussir que si l'accent est mis sur la prompte réforme des structures du Parti et de l'État, la tenue d'enquêtes objectives, la comparaison des pratiques ainsi que sur la formulation d'objectifs et de mesures réalistes. Mais Deng Xiaoping prévient immédiatement qu'il n'y aura plus d'attaques contre des individus, des cadres ou les masses, ni de campagnes de masse contre les relents du « féodalisme » (P3-D20). Néanmoins, pour lui, aucune réforme structurelle n'est suffisante en soi, il faut que les cadres et les masses soient convaincus de son bien-fondé. De même, la fin des campagnes de masse ne signifie pas la fin des campagnes de critique contre les valeurs et les pratiques antisocialistes : non seulement l'histoire impériale et semi-coloniale récente de la Chine a-t-elle consolidé les anciennes valeurs et pratiques « féodales » et bourgeoises, mais l'ouverture sur l'étranger diffuse de nouvelles valeurs et pratiques bourgeoises. Le contrôle des valeurs et des opinions reste donc de première importance. Pour Deng Xiaoping, la RPC est peut-être économiquement arriérée, mais elle n'est pas totalement arriérée, et les

puissances capitalistes ne sont pas en avance dans tous les domaines : le socialisme qui s'améliore constamment sera toujours supérieur à la « loi de la jungle » (P3-D20) capitaliste. Toute vue contraire doit être activement combattue et leur propagation entravée.

En faisant reposer la rémunération sur le principe de « à chacun selon son travail », et en reconnaissant l'importance des intérêts matériels, le socialisme contribue à améliorer le bien-être général. Mais Deng Xiaoping ajoute immédiatement que seuls les intérêts matériels individuels qui servent les intérêts de l'État, de la collectivité ou des masses doivent être stimulés. S'ils s'y opposent, ils doivent s'effacer. Il renchérit en affirmant que l'éducation, et particulièrement celle des jeunes, devrait activement propager l'idée du sacrifice et que les individus devraient spontanément renoncer à leurs intérêts personnels lorsqu'ils sont en contradiction avec ceux de l'État, de la collectivité et des masses. Certains jeunes, parmi eux certains enfants de cadres et certains cadres eux-mêmes, ce qui pour Deng Xiaoping est autrement plus grave, violent ouvertement la loi, les règlements et la morale, donnant ainsi le mauvais exemple. Les organisations à tous les échelons doivent sanctionner ces violations afin de donner le bon exemple et envoyer un signal fort à la population. De même, les crimes économiques ou ne serait-ce que les contournements de la loi doivent être promptement sanctionnés. Pour lui, tout acte illégal est fondamentalement antisocialiste. C'est pourquoi toute violation de la loi doit être sanctionnée dans le cadre de la loi. Selon Deng Xiaoping, la consolidation du socialisme est incompatible avec le principe de 'l'argent roi' et celui du 'premier à tout prix'. Par contre, dit-il, il faut évaluer scientifiquement le capitalisme afin d'en distinguer les éléments utiles et nuisibles au socialisme, et non pas les condamner en bloc comme « idéologie bourgeoise » (P3-D20). En pratique, il faut mettre un terme immédiat aux critiques qui voient dans les *Réformes* un virage capitaliste.

Finalement, Deng Xiaoping annonce les changements qui seront officialisés lors de la troisième session de la cinquième assemblée populaire :

1 – La Constitution d'État sera réécrite afin de décrire avec précision les mandats des organes d'État, des entreprises et des institutions à tous les niveaux pour garantir les droits des citoyens, concéder plus d'autonomie aux régions où dominent des minorités nationales, améliorer

le système des congrès populaires, le tout visant à contrer toute tendance à la surconcentration du pouvoir<sup>19</sup>.

2 – La création d'une *Commission consultative*, élue par le *Comité central* et composée de vétérans qui exercent des mandats au sein du *Comité central* et du Conseil d'État, mais qui démissionneront de leurs fonctions précédentes une fois élus. La création de la Commission d'inspection et de discipline, et de la Commission consultative au niveau du *Comité central*, permettront de réduire la taille du *Comité central*.

3 – Les questions politiques ne seront débattues que par le Conseil d'État et les organes de gouvernement concernés, et cela seulement lorsque tous les documents seront disponibles. Le *Comité central* et les comités locaux du Parti n'interféreront pas même si les divers paliers de gouvernement sont toujours soumis à la supervision du Parti.

Il enchaîne alors avec les grandes lignes de la réforme en abordant le secteur économique étatique afin d'éliminer les obstacles à la modernisation et à l'action du Parti. Les directeurs ou les managers assumeront l'essentiel des pouvoirs décisionnels et seront responsables de leurs décisions sous le leadership et la supervision du Comité de gestion de l'entreprise, du Conseil d'administration ou du Comité conjoint des coentreprises. Dans un premier temps, des usines pilotes seront sélectionnées afin de perfectionner ce nouveau système avant de le généraliser. Dans un mouvement parallèle, les présidents d'université et les directeurs d'instituts de recherche endosseront l'essentiel des responsabilités sous le leadership du Comité du Parti de l'unité. Tous les responsables étant membres du Parti, les Comités du Parti se concentreront sur l'éducation politique et encourageront les cadres à incarner les valeurs de l'avant-garde de la nation, afin qu'ils assurent la mise en œuvre de la ligne politique et qu'ils exécutent leurs tâches dans le même esprit. En parallèle, le rôle des assemblées de travailleurs doit être renforcé sur le plan de la prise de décision et de l'exercice d'un contrôle collectif des cadres dirigeants afin qu'à terme des procédures permettent l'élection des cadres dirigeants de leur unité.

---

<sup>19</sup> La résolution de l'Assemblée populaire nationale qui crée la commission pour la révision de la Constitution est adoptée en septembre 1980. Voir *Resolution of the Third Session of the Fifth National People's Congress on the Revision of the Constitution and the Establishment of a Constitution Revision Commission* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987a, p. 207).

Dès à présent, les Comités du Parti, à tous les niveaux, doivent renforcer les principes de la direction collective et de la division du travail avec responsabilité individuelle. Toute décision majeure doit être prise à la majorité, et tous, le secrétaire du comité du Parti y compris, n'ont droit qu'à une voix. Une fois la décision prise, tous doivent l'exécuter sans discuter dans le cadre de leurs responsabilités individuelles. La tâche principale du secrétaire du Comité du Parti est la gestion des affaires quotidiennes de son unité, mais de manière générale tous les cadres dirigeants assumeront sans complexe leurs responsabilités. Deng Xiaoping rappelle en conclusion qu'il s'agit d'une annonce pour les réformes à venir. Tant que ces réformes n'ont pas été décrétées officiellement, les anciennes procédures et les anciennes méthodes continuent de s'appliquer. Comme ces réformes ont pour objectif de renforcer le leadership et la discipline du Parti ainsi que la cohésion idéologique de la nation, leur mise en œuvre s'exécutera dans l'ordre et la discipline. Deng Xiaoping rappelle encore une fois l'importance de la modernisation de la RPC et celui du travail d'éducation politique qui doit guider tous les cadres.

Dans son discours du 13 janvier 1982 (P3-D29), Deng Xiaoping va encore plus loin en annonçant les objectifs de réduction du personnel de l'appareil du Parti-État. Au moins un tiers du personnel des organes dirigeants sera touché et plus d'un tiers pour les échelons inférieurs, soit une réduction totale de personnel de plusieurs millions de personnes. Toutes les organisations, tous les départements et toutes les unités devront eux-mêmes déterminer leur taille et leur structure optimales. L'ensemble du personnel, notamment les cadres, et ce, à tous les échelons, seront reformés, et les meilleurs seront sélectionnés sur concours avant de réintégrer leurs fonctions ou de se voir attribuer de nouvelles responsabilités. Deng Xiaoping précise que le mouvement devrait s'étendre aux entreprises et aux autres organisations. Pour lui, la réduction du personnel et la réforme du Parti-État constituent véritablement une « révolution » (P3-D29). Bien que cela soit difficile pour la majorité, que cela puisse provoquer des manifestations et des grèves, en écho à Margaret Thatcher, il affirme qu'« il n'y a pas d'alternative » (P3-D29). Il demande au *Bureau politique du Comité central du PCC* d'approuver le « principe » (P3-D29) du programme soumis, mais estime que les réductions proposées ne sont toujours pas suffisamment « révolutionnaires » (P3-D29). Il propose encore une fois de sélectionner des unités pilotes afin de perfectionner le programme de réduction des effectifs et envisage même de commencer par le Conseil d'État, en réduisant le nombre de vice-premiers ministres jusqu'à atteindre un optimum. Il

suggère même que leur nombre soit réduit à deux en augmentant le nombre de conseillers d'État de rang équivalent mais dont les assignations sont plus flexibles. Il propose aussi de faire de même avec les ministères et les commissions avant d'appliquer la même médecine à l'appareil du Parti-État.

Il s'attend à ce que les autres organisations, institutions et ministères qui forment les organes dirigeants rivalisent les uns avec les autres afin de réduire leur personnel et de se restructurer de façon optimale. Il leur donne six mois, neuf au maximum, pour mener à bien cette réforme pilote, une période au terme de laquelle un plan définitif sera promulgué et appliqué à tous les échelons subalternes de l'appareil du Parti-État. Deng Xiaoping ne s'attend pas à ce que la réforme soit partout parfaite, mais il exige que ce processus de réforme suive son cours. Une fois la taille de la nouvelle structure fixée, il faudra s'y conformer, ce qui facilitera les remplacements, la promotion des jeunes cadres et individualisera les responsabilités. Ceux qui ne pourront remplir leurs nouvelles responsabilités individuelles, à quelque niveau que ce soit, seront transférés vers des « positions honorifiques » (P3-D29) ou devront se retirer, les candidats les plus « vertueux » et les plus « compétents » (P3-D29) les remplaçant. Mais Deng Xiaoping précise que pour une période de deux ans suivant la réduction des effectifs, les vétérans continueront à occuper les postes de ministre, car la réduction de la taille du Conseil d'État se traduira par un plus grand pouvoir pour chaque ministère ainsi que pour les institutions et les entreprises qui relèvent d'eux. Dans son discours du 4 juillet 1982 (P3-D32) devant un forum organisé par la *Commission militaire centrale*, il précise que les ministères et les commissions devront déléguer certaines responsabilités aux paliers inférieurs.

Dans ce même discours, il étend à l'armée et à la *Commission militaire centrale* le mouvement de réduction des effectifs, bien qu'il n'ait pas encore de plan précis. Pour l'essentiel, le Quartier Général, le Département politique général et le Département général de la logistique devraient gagner en responsabilité avec une seule organisation de taille réduite pour les chapeauter. Deng Xiaoping précise immédiatement que ces changements seront plus lents au sein de l'armée qu'au sein de l'appareil du Parti-État et du secteur économique, parce que l'assurance de « l'unité des vues » (P3-D32) y est plus importante qu'ailleurs. Il met l'accent sur deux objectifs des réformes :

- 1 – accroître l'efficacité au combat;
- 2 – sélectionner les meilleurs candidats pour les promotions.

Selon lui, le sureffectif limite l'efficacité des formations et fige la hiérarchie vieillissante, comme en témoigne le fait qu'un grand nombre de membres de la *Commission militaire centrale* ont plus de 60 ans. Il dénonce cette gérontocratie militaire qui se coopte mutuellement et qui limite les possibilités de promotion pour ceux qui sont entrés dans l'armée « après 1938 » (P3-D32). Sur les conseils du Maréchal Nie Rongzhen (聂荣臻, 1899-1992), il intime aux « vieux » (P3-D32), qui dominent les échelons supérieurs, « à ceux d'âge moyen » et aux « jeunes » (P3-D32), qui sont les plus nombreux dans les échelons inférieurs, l'obligation de travailler ensemble pour atteindre l'unité des vues qui est attendue par le Parti afin de faire progresser les réformes. Un document intitulé *Règles concernant le service militaire des officiers* a été produit par la conférence de travail de la *Commission militaire centrale*, et Deng Xiaoping demande aux participants du forum de le lire attentivement. Il affirme que ce ne sont pas les candidats jeunes, loyaux et compétents qui manquent, mais que les contacts réduits entre les échelons supérieurs et inférieurs réduisent les possibilités pour les repérer. Par contre, Yang Shangkun a rapporté que certains régiments, bataillons et compagnies ne pensent pas bien et que leurs opinions politiques sont « erronées » (P3-D32). Deng Xiaoping ordonne donc à chacun de la soixantaine de participants du forum d'établir une liste de douze candidats jeunes, loyaux et compétents afin d'accélérer la promotion rapide de plus d'un millier de jeunes militaires. Par contre, les partisans de la *Révolution culturelle* doivent être purgés. Ceux qui n'ont pas pris parti durant la *Révolution culturelle* devront être promus graduellement, mais néanmoins plus rapidement.

Pour Deng Xiaoping, la réduction des effectifs, la restructuration, le rajeunissement, la professionnalisation et l'amélioration de l'efficacité de l'appareil du Parti-État, de l'économie et de l'armée ne peuvent plus attendre. Dans ses remarques du 30 juillet 1982 (P3-D33) lors d'une rencontre élargie du bureau politique, il précise la forme future de la Constitution du Parti : il ne s'agit pas d'une représentation idéale ni d'un règlement détaillé. Le projet de nouvelle Constitution trouve néanmoins un équilibre entre la dénonciation des carrières à vie et la difficulté de mettre en place rapidement un système de retraite en instituant des commissions consultatives temporaires où siégeront les vétérans qui par leur démission de leurs fonctions officielles



contribueront à rajeunir et professionnaliser l'appareil du Parti-État. Il précise que ces commissions seront abolies dans dix ans, soit en 1992, et annonce qu'à cette date le système de retraite sera opérationnel. Les vétérans devront s'être retirés d'ici là. Deng Xiaoping annonce aussi qu'un comité a été mis en place afin de rajeunir le *Comité central* et qu'il a proposé que l'âge moyen de ses membres soit ramené à celui des délégués du Congrès du Parti.

## 9.5 – LE VIRAGE ECONOMIQUE

Dans son discours du 25 décembre 1980 (P3-D22), après approbation des recommandations de Chen Yun, Deng Xiaoping annonce les grandes lignes du virage économique :

- 1 – réduire les projets de constructions; afin de
- 2 – favoriser le développement de l'agriculture, de l'industrie légère, des industries de biens de première nécessité et du secteur énergétique; et
- 3 – du secteur des transports, de la science, de l'éducation, de la santé et de la culture; en parallèle
- 4 – l'accent doit être mis sur l'amélioration de la gestion de ces secteurs et des unités qui relèvent d'eux, le rehaussement du professionnalisme et du niveau de compétences techniques des travailleurs et des administrateurs, l'amélioration de la productivité et de l'efficience, l'initiative individuelle et collective, et la réduction des pertes.

Pour Deng Xiaoping, ce sont les conditions préalables pour que l'économie croisse à un rythme constant. Les ambitions démesurées nées dans l'euphorie de la Libération sont à l'origine de déséquilibres graves des finances, du crédit, de l'approvisionnement et de la balance des échanges extérieurs, déséquilibres aggravés par la *Révolution culturelle*. Alors que la chute de la *Bande des Quatre* en 1976 aurait dû faire de la correction de ces déséquilibres une priorité, ce n'est que deux ans plus tard qu'elle l'est devenue, lorsque la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* a mis un terme aux erreurs « gauchistes » (P3-D22). Or, les premières mesures correctrices

ont accru les déficits et, provoqué une inflation en émettant trop de monnaie : il y a donc urgence, insiste-t-il.

Dans l'immédiat, il propose de réduire les projets de construction. De plus, les entreprises qui ne peuvent produire dans des conditions satisfaisantes cesseront leurs activités, voire fermeront. Il faut aussi réduire les frais de gestion afin d'atteindre l'équilibre entre les revenus et les dépenses, et entre les crédits et les remboursements de crédit. Tous les projets, toutes les dépenses et même la hausse du niveau de vie général doivent être maintenus dans les limites des capacités financières. Deng Xiaoping va jusqu'à affirmer que viser et, encore plus, atteindre l'équilibre budgétaire est une preuve de l'émancipation des esprits des chimères « gauchistes », et il intime aux cadres d'éduquer le peuple afin d'atteindre « l'unité des compréhensions » (P3-D22). Ce virage économique est si important pour Deng Xiaoping qu'il réclame la modification du budget de l'année 1981, le plus rapidement possible, alors qu'il a déjà été adopté par l'*Assemblée populaire nationale* quelques mois plus tôt. Mais il insiste pour que cette modification se fasse dans le cadre des procédures existantes : il veut que l'*Assemblée populaire nationale* adopte le budget modifié, et elle a six jours pour le faire avant la fin du mois de décembre. Il annonce aussi que ces principes présideront à l'élaboration, probablement aussi dans l'urgence, des objectifs « réalistes » (P3-D22) du sixième plan quinquennal.

Conscient de la nature et de la vitesse du virage qu'il veut impulser à l'économie chinoise de même que de l'effet qu'il peut avoir sur la vision de l'histoire de la RPC, Deng Xiaoping coupe court aux débats potentiels en affirmant que malgré les erreurs, les politiques et les mesures économiques prises depuis la fondation de la RPC ont favorisé le développement de 400 000 entreprises, ont permis la formation de 10 millions de spécialistes, l'émergence d'un système économique et industriel intégré et diversifié, et une hausse générale du niveau de vie. Si la RPC n'atteint pas encore le niveau des pays développés, ses progrès ont été plus profonds et plus rapides qu'eux. Il justifie le virage en affirmant qu'il n'est que le résultat de l'analyse des erreurs passées, et qu'il va permettre un développement progressif conduisant à l'atteinte des *Quatre modernisations*, à condition que le leadership du Parti soit renforcé et amélioré, que l'initiative et la créativité soient pleinement employées, que les ressources naturelles soient utilisées plus

rationnellement<sup>20</sup>, que les tâches soient accomplies en respectant les conditions objectives, et que l'expérience et les erreurs soient régulièrement évaluées.

Deng Xiaoping va plus loin encore. Il affirme qu'hésiter à s'engager résolument dans ce virage économique est en réalité aller à l'encontre de la voie tracée lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* et des *Quatre vertus cardinales*, c'est-à-dire faire preuve d'antisocialisme. Puisque le succès du mouvement de modernisation repose sur le renforcement du leadership du Parti, ceux qui hésitent ouvertement ou secrètement doivent être critiqués, rééduqués, voire punis, et le travail d'éducation politique des cadres et des masses amélioré. Par contre, la réforme des unités de base du Parti devrait être graduelle, et, comme pour les autres secteurs, se limiter dans un premier temps à des unités pilotes afin de perfectionner le dispositif avant de le généraliser. Encore une fois, ajoute-t-il, avant la promulgation officielle des nouvelles règles et procédures, les anciennes continuent de s'appliquer. Les nouvelles règles une fois promulguées, les unités de base devront s'engager à fond dans les tâches idéologiques, politiques, économiques et organisationnelles afin d'encadrer et de faciliter le processus de réforme de l'économie. Deng Xiaoping attend des cadres une abnégation totale. Par contre, pour atteindre les objectifs de modernisation, il faut consolider l'ordre existant. Pour cela il faut renforcer la démocratie socialiste par la promulgation et l'application de nouvelles lois, décrets et règlements. Avec ces mesures, il vise un renforcement général du système légal.

De même, le renforcement du leadership du Parti repose sur l'accroissement du centralisme démocratique interne, c'est-à-dire sur la consolidation de la direction collective, ce qui implique la soumission des cadres à l'organisation, et des échelons inférieurs aux échelons supérieurs, ainsi que le renforcement de la discipline. Le respect de la discipline et de la loi doit faire l'objet d'une éducation permanente dans toutes les organisations et unités du Parti, de l'État, de l'armée, du système d'éducation, de l'économie; tous sont soumis à la discipline de leur unité d'attache dès

---

<sup>20</sup> L'utilisation rationnelle des ressources naturelles ne signifie pas une protection de l'environnement mais bien leur utilisation en vue d'un développement durable. Voir *Environment Protection Law of the People's Republic of China* (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1987a, p. 154-161). L'article 4 stipule : « [t]he guidelines for environmental protection work are: overall planning, rational layout, comprehensive utilization, conversion of the harmful into the useful, and reliance upon the masses with everybody taking part into the protection of the environment for the benefit of the people. » (idem, p. 155).

leur inscription dans le registre de leur nouvelle unité, toute infraction devant être immédiatement sanctionnée. Deng Xiaoping assimile toute violation, voire toute critique de la discipline et de la loi, à l'anarchisme, donc à des relents de la *Révolution culturelle*, bref : à de l'antisocialisme. Pour lutter contre les anciennes tendances, il réaffirme la nécessité de renverser celles qui conduisent à la surconcentration du pouvoir, d'instaurer un système de retraite pour les cadres afin de mettre un terme à la pratique officieuse des postes attribués à vie, et d'adopter des procédures constamment perfectionnées de sélection, de formation et de promotion de cadres jeunes, compétents et disciplinés. Pour lui, le socialisme repose sur l'ordre, la hiérarchie, la discipline et des procédures codifiées.

En parallèle, le succès des réformes économiques exige la réduction de la taille des unités de production, voire la cessation de leurs activités dans un souci d'efficacité, leurs membres désœuvrés devant être affectés à des tâches manuelles, à des grands travaux d'intérêt collectif ou recevoir des formations spécialisées avant d'être sélectionnés sur concours pour retrouver un emploi. Les formations, pour leur part, qui visent à la fois une professionnalisation et une éducation politique devront être systématiques et planifiées. Ces mesures, pour lui, sont essentielles à la restructuration de l'économie, la nouvelle priorité du Parti-État. Ainsi, le *système de responsabilité familiale* en agriculture doit être renforcé et amélioré selon les conditions spécifiques de la RPC. Dans l'industrie, où 6 000 entreprises représentant 60 % du PNB jouissent déjà de pouvoirs décisionnels élargis, Deng Xiaoping préconise au contraire de faire un bilan de leur expérience et de perfectionner leur nouveau système de gestion avant de le généraliser. Mais, souligne-t-il, la généralisation est inévitable, de même que la multiplication des ZES.

Toujours à la suggestion de Chen Yun, le travail d'éducation entrepris, qui vise à stimuler le respect de la loi et de la discipline, devrait s'arrimer à la campagne de propagande en faveur du nouveau virage économique. Toutes les unités et tous les membres du Parti devraient y participer. De plus, la mobilisation de tous les médias disponibles est essentielle à cette tâche. Car, pour Deng Xiaoping, l'objectif consiste à mettre fin à la « confusion idéologique » (P3-D22) qui profite aux provocateurs de toutes sortes. Il s'agit donc d'adopter des positions claires dans les médias officiels, de censurer les dissidents et de réprimer les organisations illégales. Pour y arriver, Deng Xiaoping réitère aux unités du Parti son injonction de laisser l'essentiel du travail administratif aux

organisations gouvernementales, et le travail professionnel aux organisations professionnelles. De même, garantir le monopole du Parti sur la parole publique est pour les cadres dirigeants aussi prioritaire que de sélectionner leurs successeurs. De plus, les cadres doivent renouer les contacts avec les masses afin de connaître leurs problèmes et les corriger.

Encore une fois, Deng Xiaoping martèle qu'il s'attend à un dévouement total des membres, et qu'un tel renoncement est un acte volontaire, il ne découle pas de l'aisance matérielle ou de l'éducation. Il renoue ici ouvertement avec des thèmes phares de Mao Zedong : quiconque ne fait pas preuve d'un « esprit révolutionnaire » (P3-D22) sans tache est indigne d'être un communiste. Pour Deng Xiaoping, lorsque tous les membres du Parti feront preuve d'un tel esprit, toutes les forces progressistes mondiales regarderont à nouveau vers la RPC. Mais pour cela, il faut renforcer les liens entre les unités et leurs membres, entre le Parti et les masses. À cette fin, Deng Xiaoping enjoint d'informer la population de la situation réelle, des difficultés auquel le Parti fait face, de critiquer et de rectifier les erreurs. Sinon, soutient-il, toute unité du Parti qui se distancie des masses est condamnée à échouer. La rectification du Parti et de la société passe par la critique de toutes les tendances qui s'opposent au socialisme (féodalisme, capitalisme, individualisme...) selon les principes mêmes du socialisme et cela s'effectue par le renforcement du cadre légal socialiste. De plus, afin de contrer les effets idéologiques négatifs de l'intensification des échanges avec l'étranger, il intime de promouvoir les valeurs du patriotisme. À tous les niveaux du système éducatif, il faudrait enseigner la politique, les questions d'actualité, l'idéologie, la morale et la vision officielle du monde. Toutes les organisations de masse se doivent de propager ces valeurs et de s'assurer que leurs membres soient moralement et physiquement aptes à contribuer au développement de leur pays et de l'humanité. Il faut que tous, dès l'enfance, apprennent et respectent les valeurs de discipline et d'ordre. De son côté, il incombe aux cadres du Parti de redonner à ses membres confiance dans l'avenir et dans la construction du socialisme, et de communiquer cette confiance aux masses par leur exemple constant. Pour Deng Xiaoping, il est important de renouer avec « l'esprit de Yan'an », qui fut déterminant pour la Libération et pour le retour à l'ordre et à la stabilité après le *Grand bond en avant*. Il ajoute, revenant encore une fois sur la discipline, qu'il faut constamment rappeler aux cadres par une éducation politique rigoureuse qu'ils doivent se soumettre aux décisions des instances supérieures, et que toute

violation de la discipline appelle une sanction immédiate. Ce n'est qu'à ce prix que la discipline du Parti sera véritablement renforcée, notamment chez les jeunes.

Selon Deng Xiaoping, les actes antisocialistes et criminels se multiplient et certaines organisations illégales militeraient même en faveur d'une nouvelle « *Révolution culturelle* » (P3-D22). Il faut impérativement les combattre, mais uniquement dans le cadre de la loi en évaluant objectivement chaque cas. Le souhait le plus intime du peuple serait l'unité et la stabilité, et il faut le mobiliser dans ce combat. Deng Xiaoping annonce qu'en sus des instructions données par les différentes organisations du Parti, la tâche de l'*Assemblée populaire nationale* et du Conseil d'État sera dorénavant de formuler et de promulguer les règles et décrets nécessaires au maintien et au renforcement de l'unité et de la stabilité. Dans l'immédiat, pour contrer les mouvements de grève des étudiants ou des travailleurs, il enjoint de privilégier les lois qui encadrent les procédures de médiation, tout en interdisant les grèves et les manifestations sauvages, les associations non autorisées entre des organisations officielles, les associations et les publications illégales. Il ordonne de renforcer les organes de sécurité publique, le parquet et la justice, et de rehausser le niveau politique et professionnel de leurs membres. Il propose même que des travailleurs du secteur de la construction et des soldats démobilisés puissent être formés afin de les renforcer. Dans des cas extrêmes, la loi martiale pourra être déclarée, mais uniquement dans une aire géographique circonscrite, et des unités militaires spécialement formées pour gérer ces situations et ayant reçu la formation légale et juridique nécessaire seront déployées. Néanmoins toutes les unités doivent concevoir des plans pour maintenir l'ordre dans leur juridiction. L'objectif est de réaliser le double idéal de la *Dictature démocratique du peuple*, c'est-à-dire 1) la démocratie parmi le peuple, et 2) la dictature pour ses ennemis : les droits démocratiques du plus grand nombre ne pouvant être garantis que par l'exercice de la dictature à l'encontre de ses ennemis.

Dans son discours du 10 avril 1982 (P3-D30), il s'en prend au laxisme de la justice face aux graves cas de corruption et des crimes économiques dont se sont rendus coupables certains cadres depuis le début des *Réformes*. Il exige que les provinces fassent des exemples au cours des

deux prochains mois en appliquant strictement la loi<sup>21</sup>. En parallèle, Deng Xiaoping, encore une fois, ordonne de renforcer la discipline du Parti, en expulsant les membres qui ont commis de graves violations. Il profite de ce discours pour dénoncer les événements qui ont eu lieu dans le canton de Feixiang au Hebei (肥乡县), où une association illégale a réussi à renverser lors du congrès local la direction cantonale qui avait l'appui des instances dirigeantes du Parti, et a fait élire une direction cantonale fractionnelle. Il enjoint donc de lutter contre toute organisation illégale qui pourrait menacer l'ordre établi, d'annuler toute élection qui n'a pas l'appui du Parti, ainsi que de punir toute personne et organisation qui utilise les procédures légales et réglementaires contre le leadership du Parti.

En conclusion, le développement et la modernisation de la RPC centrés sur le renforcement et la restructuration du Parti-État sont la priorité de la nouvelle direction réunie autour de Deng Xiaoping. Dans tous les cas, bien qu'il s'attaque à la tradition politique chinoise qui fait reposer l'ordre sur la hiérarchie des individus et le conformisme, son attachement à la hiérarchie des titres et des fonctions dans un cadre légal répressif le rapproche non seulement de la pratique politique impériale, mais l'accent que met Deng Xiaoping sur l'initiative individuelle le rapproche encore plus des légistes (cf. chap. 4). Ce qui le distingue d'une approche purement légiste est sa volonté de renforcer le centralisme démocratique, notamment par consolidation des mécanismes de direction collective, cela afin de limiter la tendance à la surconcentration et à la personnalisation du pouvoir. Il reste à savoir comment ce changement est exprimé dans le discours politique international.

## 9.6 – LE NOUVEAU DISCOURS INTERNATIONAL DE LA RPC

Tout comme sa politique intérieure, le discours officiel de la RPC change du tout au tout après la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*. Le premier échange officiel entre Deng Xiaoping et des représentants étrangers inclus dans le volume 2 des *Selected Works of Deng Xiaoping*, a lieu le 28 juin 1979 lors de la huitième visite en « Chine » d'une délégation du Parti Komei, (un parti conservateur japonais d'inspiration bouddhiste, pour le rappeler) (P3-D5). Le propos de cet

---

<sup>21</sup> La *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Severe Punishment of Criminals Who Seriously Sabotage the Economy* est adoptée en mars 1982 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987a, p. 345-349).

échange porte sur les modalités de la réforme qu'il a lancée : l'amélioration de la démocratie et du système légal. Dès les premiers mots, il reconnaît d'emblée que ni l'une ni l'autre n'ont bien fonctionné depuis la Libération, mais que leur renforcement est essentiel au succès des réformes. Il s'en prend aussi violemment à la *Révolution culturelle* et à la *Bande des Quatre* qu'il juge responsables de la fragilisation du système légal et de l'affaiblissement de la démocratie. Puis Deng Xiaoping ajoute que la restauration avec succès des structures mises en place à la Libération, soulignant au passage la disparition de toute référence explicite à la « révolution », était une des conditions d'un retour à la stabilité, à l'unité et à la « vitalité » (P3-D5). Là-dessus, Deng Xiaoping annonce que dorénavant la société civile et le développement économique seront strictement encadrés par la loi. Or, l'arsenal législatif étant limité, il prévient que la RPC connaîtra une intense activité législative afin de disposer rapidement du cadre nécessaire. Puis, finalement, il annonce que la démocratie et le système légal doivent faire l'objet d'une forte promotion afin que tout un chacun puisse se consacrer sereinement à ses activités.

Le 26 novembre 1979 (P3-D11), il accorde une interview à un représentant de la branche américaine de l'*Encyclopaedia Britannica* et au directeur de l'*Institute of East Asia* de l'Université McGill au Canada<sup>22</sup>. Dès le début, il fait de la modernisation rapide une nouvelle révolution fondée sur l'expansion des forces productives qui a pour objectif, d'une part, de faire de la « Chine » un pays riche et puissant, et, d'autre part, d'élever le niveau de vie de sa population. S'il réaffirme son refus du capitalisme, il rappelle aussi celui de l'idée défendue par la *Bande des Quatre* selon laquelle il est préférable d'être « pauvre sous le socialisme » (P3-D11). Pour lui, le socialisme démontre sa supériorité par l'expansion rapide des forces productives. Le retard pris par la « Chine » est le résultat de son isolement forcé par les forces antisocialistes et antichinoises internationales. Par contre, il précise que si la *Détente* ouvrait des perspectives au cours des années 1960, la RPC a fait l'erreur de se fermer sur elle-même. Il déclare à ses interlocuteurs que le succès de la modernisation repose sur des principes et des politiques justes, car la RPC dispose de quatre avantages :

1 – des ressources abondantes et diversifiées;

---

<sup>22</sup> Il s'agit de Frank B. Gibney et Paul T. K. Lin respectivement.



2 – une base industrielle, agricole, scientifique et technologique;

3 – un peuple capable dont la nouvelle direction collective stimule « l'émancipation des esprits » (P3-D11) et le sens de l'initiative, d'une part, en faisant en sorte « que cent fleurs éclosent et cent écoles de pensée rivalisent » (P3-D11) et, d'autre part, en renforçant la démocratie et le système légal afin de prévenir des mouvements anarchiques comme ceux de Lin Biao, de la *Bande des Quatre*, et plus récemment celui du « Mur de Xidan ». Il faut donc revenir aux valeurs de discipline, de morale de groupe et de respect de l'autorité qui caractérisaient les années 1950. Mais, Deng Xiaoping précise que le processus de modernisation serait impossible sans le renforcement conjoint de la stabilité, de l'unité, de l'éducation, de la recherche scientifique et de la promotion des candidats les plus aptes.

4 – Le succès du processus de modernisation repose aussi sur une politique étrangère juste qui garantit l'indépendance de la « Chine » et la coopération internationale afin de profiter de toutes les opportunités offertes par la recherche et les technologies de pointe à l'étranger ainsi que des occasions de financement étranger.

Deng Xiaoping précise que les *Quatre modernisations* ont toujours été voulues par Mao Zedong et Zhou Enlai, mais que la *Bande des Quatre* s'y est toujours opposée, et que ce n'est véritablement que depuis la fin de l'année 1978 qu'elles sont devenues la priorité.

Dans son échange avec le premier ministre du Japon<sup>23</sup> le 6 décembre 1979 (P3-D12), Deng Xiaoping annonce que les *Quatre modernisations* vont permettre à la RPC de sortir de la pauvreté et du sous-développement en améliorant graduellement les conditions de vie et en permettant enfin à la « Chine » d'apporter sa contribution à l'humanité. Il annonce que l'atteinte des *Quatre modernisations* permettra à la « Chine » d'atteindre un niveau de « prospérité moyenne » (P3-D12) d'ici la fin du siècle, c'est-à-dire être parmi les premiers dans le classement des pays du Tiers-monde avec un PNB par habitant de 1 000 dollars américains, mais que la « Chine » restera loin derrière les grandes puissances. Par contre, arrivée à ce stade, elle pourra réellement apporter son aide aux pays du Tiers-monde, car ses marchés domestiques et son commerce extérieur seront

---

<sup>23</sup> Masayoshi Ohira.

plus importants, sans menacer l'équilibre du marché mondial. Dans ses échanges avec le président de la Zambie<sup>24</sup> le 12 avril 1980 (P3-D17), avec la délégation du parti du Front de libération nationale, le parti dominant de la politique algérienne, le 21 avril 1980, et avec le président de la Guinée<sup>25</sup> le 5 mai 1980 (P3-D17), Deng Xiaoping affirme que la construction du socialisme repose sur le développement des forces productives. Mais comme ce développement a pris du retard, il doit être le plus rapide possible. Il précise que le développement socialiste, par opposition au « *gauchisme* », repose sur l'atteinte de résultats économiques. C'est pourquoi il recommande que l'expérience acquise soit objectivement évaluée, particulièrement pour les pays qui se réclament du socialisme, notamment les pays africains, lesquels sont demeurés pauvres ou même se sont appauvris encore plus. Pour lui, il ne suffit pas de se proclamer socialiste. C'est uniquement par le développement des forces productives qu'on le devient. Mais pour réussir ce développement, il faut respecter les conditions propres à chaque pays, et en RPC, cela implique le respect des *Quatre vertus cardinales*. Selon Deng Xiaoping, les erreurs passées proviennent du fait que les conditions objectives ne furent pas prises en compte, mais cela ne grève en rien la justesse de la voie socialiste. Suivre la voie socialiste, pour lui, signifie aussi imposer des quotas de production aux familles et unités, comme le prouve le doublement de la production. Deng Xiaoping poursuit en affirmant que la grande contribution de Mao Zedong fut de lier la vérité universelle du marxisme aux conditions propres de la Chine, et c'est à cette seule condition que l'enthousiasme des masses pourra être stimulé. Pour Deng Xiaoping, les politiques de socialisation volontaire de l'économie au début des années 1950 et au début des années 1960 après le *Grand bond en avant* ont permis le développement rapide de l'économie, car elles respectaient les « lois gouvernant le développement économique » (P3-D17). Mais le *Grand bond en avant* et la *Révolution culturelle* ont eu des effets désastreux, car ils ne respectaient pas les politiques de socialisation. Pour Deng Xiaoping, il est donc urgent de renouer avec ces politiques afin de relancer le développement accéléré des forces productives, d'améliorer la qualité de vie dans le contexte d'une économie socialisée et de faire la preuve de la supériorité du socialisme.

---

<sup>24</sup> Kenneth David Kaunda.

<sup>25</sup> Aimé Cécé Toure.

Dans les interviews qu'il a accordées à la célèbre journaliste italienne Oriana Fallaci [1929-2006] les 21 et 23 août 1980 (P3-D21), Deng Xiaoping affirme que le rôle de Mao Zedong doit être objectivement évalué et que ses erreurs, bien que minimes comparées au grand rôle qu'il a joué dans la fondation du Parti et de l'État, doivent être ouvertement reconnues. Plus précisément, les erreurs de Mao Zedong nécessitent d'être clairement distinguées des crimes de Lin Biao et de la *Bande des Quatre*. La contribution de Mao Zedong au marxisme-léninisme, en l'adaptant aux conditions propres de la Chine, a pavé la voie vers la victoire. Il ajoute que le maoïsme forgé à Yan'an par la contribution d'un grand nombre de camarades a prouvé sa justesse en toutes circonstances. Or, selon Deng Xiaoping, l'euphorie de la victoire et l'âge ont rendu Mao Zedong moins prudent, ce qui lui a fait commettre de graves erreurs d'inspiration « gauchiste », contraires au maoïsme, créant ainsi des obstacles à l'institutionnalisation des principes et des pratiques qui garantissent la victoire. Il reconnaît que Mao Zedong a de moins en moins respecté les lois objectives – notamment celles de l'économie –, mais il précise immédiatement que cette faute, qui a culminé avec le *Grand bond en avant* et la *Révolution culturelle*, est néanmoins collectivement partagée par l'ensemble des vétérans. Mao Zedong lui-même a reconnu rapidement pour le *Grand bond en avant*, et plus tardivement pour la *Révolution culturelle*, qu'il s'agissait d'erreurs et il a donné des instructions justes pour y mettre un terme.

Jamais, selon Deng Xiaoping, le mauvais sort réservé à Staline par Khrouchtchev ne s'appliquera à Mao Zedong, car il est indissociable de la fondation du Parti et de l'État. Il ajoute que la *Bande des Quatre* sera jugée sur la base de ses propres crimes. Deng Xiaoping soutient que ce sont les tendances patriarcales et féodales, contraires au socialisme, en raison du grand âge de Mao Zedong, qui l'on amené à désigner Lin Biao comme successeur. Par contre, Deng Xiaoping explique que Zhou Enlai est sorti indemne parce qu'il était un grand travailleur, entièrement dévoué à la cause depuis le début, qu'il était un exemple et un mentor et surtout qu'il a fait de terribles compromis afin de pouvoir contenir certains excès de la *Révolution culturelle*, protégeant ainsi un grand nombre de personnes. Face aux craintes, Deng Xiaoping annonce que la restructuration en cours des institutions mettra un terme au féodalisme, au culte de la personnalité, au patriarcat, aux carrières à vie et préviendra toute réédition de la *Révolution culturelle*. Néanmoins, il rappelle que si le renforcement de la démocratie socialiste est dorénavant la tâche principale, elle est encore loin d'être consolidée parce que le féodalisme a

une histoire millénaire en Chine. Quant au poids des partisans de la *Révolution culturelle*, Deng Xiaoping renchérit en affirmant que la très grande majorité de la population les hait, comme en témoignent les manifestations spontanées d'avril 1976<sup>26</sup>. Les réformes ont pour objectif de réaliser les *Quatre modernisations* et de regagner la confiance du peuple, lequel, las des mouvements de masse aux effets terribles, souhaite stabilité et unité. Pour Deng Xiaoping, les nouvelles orientations politiques étant justes, il ne fait aucun doute que le peuple rendra sa confiance au Parti-État et qu'une répétition de la *Révolution culturelle* est impossible.

Après la mort de Mao Zedong, selon Deng Xiaoping, la *Bande des Quatre* serait passée à l'offensive pour prendre le pouvoir et asseoir sa légitimité, notamment par la construction du Mausolée de Mao Zedong, entreprise à l'encontre de ses dernières volontés. Il ajoute que le Parti s'est mobilisé pour mettre un terme à leurs agissements, mais qu'il a décidé de conserver le mausolée. Mais, souligne-t-il, les changements sont substantiels : les vétérans démissionnent tous de leur poste du Conseil d'État pour que Zhao Ziyang remplace Hua Guofeng dans ses fonctions de premier ministre et que de manière générale des candidats plus jeunes soient promus afin d'abaisser l'âge moyen de la haute fonction publique. Deng Xiaoping annonce la promulgation prochaine de règles pour gouverner au mieux la vie politique et garantir le succès des *Quatre modernisations*. Les vétérans, ajoute-t-il, donneront l'exemple en les adoptant rapidement dans tout l'appareil. Il en profite pour annoncer le retrait de l'espace public de tous les symboles de la *Révolution culturelle* et que les portraits des grandes figures du marxisme ne seront présentées que dans des situations exceptionnelles. Mais Deng Xiaoping cherche à rassurer en affirmant que l'ouverture au capital étranger, loin d'instaurer un virage capitaliste, apportera au contraire une aide précieuse au développement des forces productives, car elle se fera dans le cadre d'une économie socialisée, fondée sur le développement autonome. Et s'il se fait le vecteur « d'influences capitalistes décadentes » (P3-D21), il ne s'en préoccupe pas outre mesure, car l'essentiel est de se procurer les technologies, la science et les techniques de gestion de pointe, et de les mobiliser pour le développement du socialisme. De plus, il rappelle que le socialisme n'est qu'une première étape vers le communisme et que pour cette raison il repose sur le principe de « à chacun selon son travail », c'est-à-dire le recours aux stimulants matériels, pour viser la

---

<sup>26</sup> Deng Xiaoping fait référence aux manifestations qui ont suivi la mort de Zhou Enlai.

satisfaction des besoins matériels de la population. Quoi qu'il en soit, Deng Xiaoping affirme que son rôle dans la Révolution chinoise est insignifiant par rapport aux grands révolutionnaires que sont Zhou Enlai, Liu Shaoqi, Zhu De et bien d'autres.

La journaliste pose alors la question suivante : s'ils étaient si grands, comment ont-ils pu laisser les conditions de la *Révolution culturelle* se mettre en place, et une fois lancée la laisser suivre son cours, surtout si les partisans de la *Bande des Quatre* n'étaient qu'une minorité honnie? Deng Xiaoping convient avec elle que le rôle central de Jiang Qing, en tant qu'épouse de Mao Zedong, rendait toute action difficile. Par contre, les erreurs de Mao Zedong, qui, selon Deng Xiaoping, était séparé de Jiang Qing depuis un certain nombre d'années, ont permis à la *Bande des Quatre* de réunir autour d'eux un certain nombre de « jeunes ignorants » (P3-D21). Néanmoins, cela n'excuse en rien le rôle « malfaisant » (P3-D21) de Jiang Qing lorsqu'elle prétendait défendre Mao Zedong. Pour Deng Xiaoping, elle est malveillante, et quel que soit le verdict du procès, « il ne sera pas excessif » (P3-D21). De son côté, il s'estime heureux qu'on le juge bon à cinquante pour cent, et mauvais à cinquante pour cent, car il reconnaît avoir commis des erreurs bien qu'il fut animé des meilleures intentions. Mais, il renchérit immédiatement en affirmant que tout le monde commet des erreurs. Il faut donc juger les gens objectivement. Puis il réaffirme que les erreurs de Mao Zedong seront toujours secondaires par rapport à ses contributions.

Le 4 janvier 1981, au moment de l'accession au pouvoir de Ronald Reagan aux É.-U., Deng Xiaoping exprime ses vues sur la poursuite du développement des relations sino-américaines à de hauts représentants américains<sup>27</sup> (P3-D23). Il commence en rappelant à ses invités que ce sont les Républicains, les premiers avec Richard Nixon et Henry Kissinger, qui ont fait les premiers pas pour l'amélioration des relations sino-américaines. Si elles se sont bien améliorées depuis, le *Taiwan Relation Act*, voté le 10 avril 1979 à la fin du mandat du président démocrate Jimmy Carter, les a tendues de nouveau en apportant une aide militaire défensive à Taiwan, traité comme un « pays » (P3-D23). Il espère que le retour des Républicains au pouvoir va permettre de nouvelles avancées, même si les déclarations contre la RPC de Ronald Reagan durant la campagne électorale l'inquiète, bien qu'il sache pertinemment, comme des hauts dignitaires de la RPC l'ont affirmé au vice-

---

<sup>27</sup> Theodore Fulton Stevens et Anna Chennault.

président George H. Bush, que toutes les promesses électorales n'ont pas vocation à devenir réalité. Par contre, il poursuit, en affirmant que ses paroles et ses actes comme président seront observés de très près. Deng Xiaoping rappelle que le point de départ de la reprise des relations sino-américaines fut la reconnaissance par les É.-U. de la souveraineté chinoise sur Taiwan, et que le maintien des bonnes relations entre les deux pays repose sur cette reconnaissance.

Il fait remarquer que les prises de position dans les médias aux É.-U. reflètent une diversité de points de vue erronés :

1 – la Chine serait pauvre, faible, arriérée et donc sans importance;

2 – la Chine rechercherait désespérément l'aide des É.-U.;

3 – si les É.-U. adoptaient une position intransigeante à l'égard de l'URSS, la Chine devrait mettre de côté toute autre préoccupation, y compris la question de Taiwan; et que

4 – l'État chinois n'aurait été édifié qu'en vue d'un seul objectif : détruire les gouvernements étrangers, notamment celui des É.-U.

Deng Xiaoping répond à cela que :

1 – la Chine est consciente de ses faiblesses mais aussi de ses forces. Elle est un grand pays avec une population nombreuse et s'est développée par elle-même, selon ses propres intérêts en bravant toutes les difficultés;

2 – deux éléments sont à considérer. D'une part, certaines délégations chinoises envoyées à l'étranger l'ont été sans contrôle adéquat. Elles ont créé de fausses impressions par leurs propos ou leurs actes, mais dorénavant un contrôle sera strictement exercé. D'autre part, si le Japon affirme que la RPC ne peut atteindre l'équilibre budgétaire d'ici la fin de l'année budgétaire 1981, la RPC en rendant public ses déficits entend démontrer qu'elle a la même confiance en ses capacités et en sa volonté qu'elle avait à Yan'an pour atteindre n'importe quel objectif difficile;

3 – si la Chine souhaite l'amélioration des relations sino-américaines, elle préférerait néanmoins voir ses relations avec les É.-U. se dégrader plutôt que de renoncer à sa souveraineté sur Taiwan.

Il s'attarde alors sur la situation des relations sino-hollandaises faisant allusion à la signature d'un contrat d'une compagnie hollandaise pour livrer des sous-marins à Taiwan. Le gouvernement hollandais a tenté de bloquer le contrat, mais le parlement a refusé par une courte majorité afin de préserver des emplois. Deng Xiaoping déclare que si les Pays-Bas ne bloquent pas le contrat, ce qui ne semble pas trop difficile puisque qu'une courte majorité peut rapidement s'inverser, la RPC prendra des mesures à leur encontre. Deng Xiaoping fait alors part de son souhait que de tels incidents n'entachent pas les relations sino-américaines et sino-japonaises à l'avenir. Il fait aussi part de son opposition à l'envoi annoncé d'un représentant officiel américain à Taiwan, car cela violerait le *Communiqué de Shanghai* du 28 février 1972 dans lequel les É.-U. reconnaissaient une « seule Chine » (P3-D23). Il poursuit en affirmant que quoi qu'en disent les É.-U., il s'agirait de l'établissement de relations officielles avec Taiwan. S'ils devaient procéder, il s'ensuivrait une dégradation des relations sino-américaines;

4 – la dernière idée véhiculée par les médias américains lui semble risible en tous points, car elle projette l'attitude internationale chinoise des années 1960 sur la réalité des années 1970 et 1980. Deng Xiaoping réitère que le seul souhait de la « Chine » est le développement des relations sino-américaines, qu'elle comprend la portée électoraliste des discours, mais qu'elle surveillera de près les actions du nouveau président. Puis il précise immédiatement que telle est la « position officielle du gouvernement chinois » (P3-D23).

Lors d'un entretien avec le chef d'État du Liberia<sup>28</sup> le 6 mai 1982 (P3-D31), Deng Xiaoping précise le changement de la politique étrangère de la RPC à l'égard du Tiers-monde. Dès le début, il reconnaît que l'aide apportée par la « Chine » au Tiers-monde fut toujours en-deçà des espoirs, car bien qu'elle soit un grand pays, elle est pauvre. Par contre, il poursuit en affirmant qu'elle est néanmoins parvenue à devenir autosuffisante en nourriture, en vêtements et en production de

---

<sup>28</sup> Samuel Kanyon Doe.

grains. À l'inverse, bien qu'elle ait réussi à se doter d'une base industrielle, elle demeure insuffisante, et ses priorités dans l'Immédiat sont les projets de construction et le développement économique. Deng Xiaoping affirme que ce n'est que lorsque la « Chine » aura atteint ses objectifs de développement, c'est-à-dire le passage d'un PNB par habitant de 200-250 dollars américains à 300-350 dollars dégageant des surplus de près 100 milliards, qu'elle pourra faire une contribution réelle au Tiers-monde : un pays pauvre ne peut aider financièrement un pays pauvre. Dans l'immédiat, il rappelle que la gestion d'un grand pays très peuplé comme la « Chine » est plus difficile qu'un pays peu peuplé, mais riche en ressources comme le Libéria. Le développement accéléré de la « Chine » repose sur les investissements étrangers et les transferts de technologies de pointe, mais Deng Xiaoping reconnaît que les pays développés, encore animés par des relents de colonialisme, craignent le développement des pays pauvres et cherchent à le prévenir. La « Chine » continuera à faire appel à l'aide étrangère mais toujours en donnant la priorité au développement autonome selon la ligne dictée par Mao Zedong.

Les réussites de cette politique parlent d'elles-mêmes : avec l'isolement imposé par les puissances antisocialistes, les É.-U. au premier chef, et après la rupture sino-soviétique, la « Chine » a développé sans aide extérieure l'arme atomique, l'arme nucléaire, des missiles et lancé des satellites. Pour Deng Xiaoping, la plus grande aide que peut apporter la « Chine » est l'exemple réussi de son développement autonome : « unifier le peuple, inspirer le pays afin de travailler dur en vue de la prospérité, et ainsi vaincre avec une plus grande facilité les nombreux obstacles qui se dressent sur la route » (P3-D31). Il rappelle que le développement de l'agriculture reste la priorité, car tant que le peuple mange bien, tout le reste paraît simple. Par contre, le développement industriel doit être pragmatique et progressif en privilégiant le développement de complexes de petite et moyenne taille. Mais, il renchérit immédiatement en affirmant que les conditions particulières de la « Chine » réclament des projets de grande taille. Dans tous les cas, en rappelant l'histoire récente de la « Chine », il souligne que le développement doit être rationnel et planifié, afin d'éviter les erreurs « gauchistes » (P3-D31). Selon lui, la croissance pourra être rapide durant les années 1990 à la condition que les principaux problèmes soient corrigés au cours de la décennie actuelle, c'est pourquoi la Chine prépare le sixième plan quinquennal [1981-1985] en prévision du septième [1986-1990] et espère un taux de croissance de 4 à 5 pourcent. En substance, Deng Xiaoping annonce que la RPC n'apportera plus son aide aux pays du Tiers-monde.



Dans son entretien avec le Secrétaire Général des Nations Unies, Javier Perez de Cuellar (P3-D34), Deng Xiaoping clarifie les orientations de politique étrangère de la RPC. Tout d'abord, il affirme qu'en tant que membre permanent du Conseil de sécurité à l'ONU la « Chine » est consciente de ses responsabilités en ce qui concerne le respect des principes et de sa parole. Selon lui, ce fut toujours le cas depuis la fondation de la RPC, et cette attitude explique pourquoi la RPC a un grand nombre « d'amis » étrangers. Deng Xiaoping affirme que la politique étrangère de la RPC repose sur trois principes :

- 1 – la lutte contre l'hégémonisme;
- 2 – la préservation de la paix mondiale; et
- 3 – le renforcement de l'unité et de la coopération du Tiers-monde.

Il poursuit en affirmant que ces trois principes sont liés car le Tiers-monde est la première victime de l'hégémonisme américain et soviétique qui s'y livrent leurs guerres par procuration, principal obstacle à la paix mondiale. Selon Deng Xiaoping, seules l'union et la coopération des pays du Tiers-monde peuvent être garantes de la paix mondiale, comme le prouve la limitation de la capacité d'action des puissances hégémonistes à la suite de l'augmentation du nombre de pays indépendants du Tiers-monde depuis la Deuxième Guerre mondiale. Mais il précise immédiatement que la « Chine » n'est qu'un pays du Tiers-monde comme les autres et que ces derniers ne devraient pas nourrir de faux espoirs à son égard. De plus, il ajoute que puisque l'hégémonie est désormais discréditée, quiconque essaierait de s'imposer comme leader du Tiers-monde perdrait tout crédit.

Deng Xiaoping rappelle que la RPC a toujours pensé que le désarmement était un vœu pieu, mais ceci ne prouve pas son attitude belliqueuse. Au contraire, elle prise la poursuite des négociations dans une optique de paix. La « Chine » espère que la paix durera jusqu'au siècle suivant, sans quoi elle ne pourrait se développer, ni se moderniser, ni non plus atteindre la « prospérité moyenne » (P3-D34) à laquelle elle aspire. Il renchérit en expliquant que la « Chine » conçoit son développement à long terme, espère atteindre le niveau des pays moyennement développés dans une trentaine ou une cinquantaine d'années. Le maintien de la paix pour les décennies à venir est donc essentiel à la réussite des objectifs qu'elle poursuit, mais si la guerre

éclate, elle s'y consacrera entièrement. Pour cette raison, Deng Xiaoping précise bien que les désirs de paix ne relèvent pas d'un quelconque idéalisme, mais véritablement de préoccupations pragmatiques, bien qu'ils répondent aussi aux besoins du Tiers-monde. Pour cette raison, il affirme que la lutte contre l'hégémonisme et la préservation de la paix mondiale forment le noyau dur de la politique étrangère de la « Chine » et que les directions collectives futures s'y conformeront, car son développement en dépend. Par contre, il réaffirme que si la « Chine » était attaquée, elle fera de sa défense sa priorité. Toutefois, une fois la paix revenue, le développement primera de nouveau. Deng Xiaoping conclut en mentionnant que dans l'immédiat, la stabilité et l'unité se renforcent en « Chine », que le peuple se dévoue corps et âme au développement économique et qu'il appuiera la politique étrangère de la « Chine ».

Ainsi, les propos qu'il tient aux dignitaires étrangers, et ceux qu'il livre aux hauts dirigeants du Parti-État convergent dans leurs grandes lignes. Par contre, il est plus vague quand il aborde les politiques intérieures et extérieures. Il est tout aussi flou quand il s'agit de définir les concepts de « socialisme », de « vertus cardinales », de « système légal socialiste » ou de « démocratie socialiste », d'autant plus qu'il parle de « légalité » et de « démocratie » plutôt que de « socialisme », et de « peuple » plutôt que de 'prolétariat' ou de 'paysannerie'. Tout comme en politique intérieure la page du maoïsme a été tournée, Deng Xiaoping explique qu'une nouvelle RPC a émergé sur la scène internationale, une RPC qui a renoncé à la Révolution mondiale, qui ne croit plus à l'inévitabilité d'une confrontation apocalyptique, qui ne s'oppose plus aux puissances étrangères, et qui est favorable à la coopération internationale et au capital privé. En somme, Deng Xiaoping affirme que la RPC est devenue un État responsable et respectable. Les triomphes des années 1980 vont asseoir sa légitimité en Chine comme sur le plan international. Finalement, il réaffirme constamment qu'en toutes circonstances, les intérêts de la RPC, et donc ceux du Parti-État, auront toujours préséance sur ceux de ses partenaires comme sur ceux de ses citoyens.

La figure 9.1 synthétise les principales annonces de Deng Xiaoping et les événements marquants de la phase III.

### Phase III – 1979-1982 : Deng Xiaoping, figure publique du *Mouvement de Réformes et d'Ouverture*

| Dates                        | Evènements                                                                                                                                                                                                                                   | Annonces, actions et mesures de Deng Xiaoping                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Fin 1978 - début 1979</b> |                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mouvement de revendication démocratique de la jeunesse</li> <li>• Adoption spontanée par des communautés villageoises de l'Anhui, puis du Sichuan du système de responsabilité familiale</li> </ul> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Janvier</b>               |                                                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Officialise le <i>Mouvement de Réformes et d'Ouverture</i> ; il invite les Chinois d'outre-mer, les anciens capitalistes et hommes d'affaires chinois, et les investisseurs étrangers à y participer</li> <li>• Met l'accent sur l'efficacité économique</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mars</b>                  |                                                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancement de la réforme structurelle du Parti-État en mettant l'accent sur le renforcement de la discipline, du cadre légal, et la spécialisation des fonctions</li> <li>• Création de la <i>Commission économique et financière</i>, présidée par Chen Yun et Li Xiannian</li> <li>• Création de <i>commissions d'inspection et de discipline</i> à tous les échelons</li> <li>• Impose les <i>Quatre vertus cardinales</i> comme cadre des débats</li> <li>• Circonscriit aux organes dirigeants concernés le choix des grandes orientations et les décisions</li> <li>• Contraint toute de prise parole à une autorisation préalable du département de la propagande</li> </ul> |
| <b>Août</b>                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouverture des ZES de Shenzhen, Shantou Zhuhai et Xiamen</li> </ul>                                                                                                                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fixe la croissance du PNB comme principal critère de succès</li> <li>• Limite de rôle des intellectuels (« ingénieurs de l'esprit ») à celui de propager et de promouvoir le Parti-État, ses valeurs et ses orientations</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Novembre</b>              |                                                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Impose l'encadrement des privilèges propres à chaque fonction par la loi et les règlements</li> <li>• Fixe la promotion sur la base des compétences et abroge le principe de séniorité</li> <li>• Renforce le contrôle des médias officiels</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Décembre</b>              |                                                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fixe comme objectif l'atteinte de la « prospérité moyenne »</li> <li>• Interdit et réprime les organisations et les publications non officielles, toutes celles qui ne relève pas du Parti-État</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>1980</b>                  |                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Janvier</b>               |                                                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réforme de l'économie chinoise pour qu'elle soit compétitive sur le marché international</li> <li>• Annonce de la suppression de l'article 45 de la Constitution, <i>i.e.</i> interdiction et criminalisation de toute prise de parole non autorisée</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Février</b>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Hu Yaobang est nommé Secrétaire général</li> <li>• Les derniers partisans de Hua Guofeng sont exclus du <i>Comité central</i></li> </ul>                                                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deng Xiaoping dénonce publiquement Hua Guofeng</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Fév - mars</b>            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Guerre de la Chine contre le Vietnam</li> </ul>                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Juin</b>                  |                                                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deng Xiaoping annonce que le maoïsme est une pensée vivante qui ne se confond pas avec la personne de Mao Zedong</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Août</b>                  |                                                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annonce que le maoïsme est le résultat continu de la contribution d'un grand nombre de personnes</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Décembre</b>              |                                                                                                                                                                                                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction des projets de construction et d'immobilisation du capital</li> <li>• Réorientation de la production vers l'industrie légère, les biens de première nécessité et l'agriculture</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|---------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|         | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement des moyens de transport, de la science, de l'éducation, de la santé et de la culture</li> <li>• Amélioration des moyens de gestion et du professionnalisme des unités de production</li> <li>• Enjoint de fixer des objectifs « réalistes » aux plans économiques et de développement</li> <li>• Officialise les changements annoncés par des procédures normalisées</li> <li>• Campagne de propagande en faveur des réformes, et criminalisation de toute opposition aux réformes économiques</li> <li>• Promotion des valeurs du patriotisme</li> <li>• Lutte contre la criminalité dans le cadre de la loi</li> <li>• Criminalisation de toute tentative légale de subvertir le Parti-État</li> <li>• Renforcement des organes de la sécurité publique, du Parquet et de la Justice</li> </ul> |
| 1981    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Jan.    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Généralisation du système de responsabilité familiale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Juin    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Résolution sur <i>Certaines questions sur l'histoire de notre Parti depuis la fondation de la République populaire de Chine</i> : elle impose le cadre de tout débat sur l'histoire à partir de la fondation du Parti en 1921</li> <li>• Annonce que la connaissance de cette histoire et son respect constituent une preuve de loyauté</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1982    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Janvier | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Procède à une réduction significative des effectifs du Parti-État dans toutes les organisations et à tous les niveaux en vue de son optimisation</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Avril   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforce les peines criminelles contre les crimes économiques et la corruption, particulièrement ceux dont se sont rendus coupables les cadres dirigeants</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

Figure 9.1 – Principales annonces de Deng Xiaoping et événements marquants de la phase III.

## CONCLUSION

La *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* marque véritablement le début d'une seconde « révolution ». Sa première action consiste à renforcer la structure du Parti-État en créant des *commissions d'inspection et de discipline* à tous les niveaux, soumises aux échelons supérieurs jusqu'au Comité central. Sa seconde action est d'effectuer un retrait idéologique, premièrement en déclarant le maoïsme une pensée vivante, deuxièmement, en distinguant le maoïsme de la personne de Mao Zedong, troisièmement, en faisant du maoïsme le résultat de la contribution continue d'un grand nombre de personnes et non de celle de Mao Zedong uniquement, et, finalement, en faisant reposer le maoïsme sur le principe « rechercher la vérité à partir des faits ». Sa troisième décision est d'imposer les *Quatre vertus cardinales* afin d'encadrer et d'orienter les débats vers le renforcement et l'enrichissement du Parti-État. Parallèlement, dans le domaine politique, il concentre les activités de planification économique et de contrôle et d'inspection, dans deux nouvelles commissions relevant directement du Comité central, une fois écartés les

partisans de Hua Guofeng et les maoïstes non repentis à tous les échelons du Parti, y compris au Comité central, et après avoir éliminé nombre de symboles révolutionnaires. Sur le plan économique, s'il réaffirme les conclusions du 8<sup>e</sup> Congrès du Parti de 1956, il met fin aux discriminations sociales contre les hommes d'affaires et les capitalistes, les Chinois d'outre-mer et les intellectuels et les techniciens, et il rehausse leur statut social. Il entreprend d'ouvrir la Chine aux transferts de technologie en provenance de l'extérieur, aux investissements et aux spécialistes étrangers afin de les mobiliser pour les *Quatre modernisations*. Il cherche à réorganiser toutes les structures sur le principe des compétences formelles et à lier les fonctions, les statuts, les salaires et les privilèges aux contributions individuelles, mettant ainsi fin au « bol de riz en fer ». Mais pour cela, il lui faut écarter les vétérans âgés qui paralysent les structures. Pour y arriver, il jette les bases d'un système de retraite.

## CHAPITRE 10

### 1982-1989 : LA RANÇON DU SUCCES

#### INTRODUCTION

La seconde moitié de l'année 1982 commence sous les meilleurs auspices pour la direction collective réunie autour de Deng Xiaoping. Tout d'abord, le 28 juin, Hu Yaobang remplace Hua Guofeng au poste de secrétaire général. Le 1<sup>er</sup> juillet, le premier recensement systématique de la population est mené à terme. Dans les premiers jours de septembre, une nouvelle Constitution du Parti conforme à ses intérêts et à sa vision est promulguée. Finalement, une nouvelle Constitution d'État est promulguée le 4 décembre. La faction de Deng Xiaoping est alors fermement aux commandes du pays, toutes les factions rivales ayant été écartées de l'appareil du Parti-État. Les rôles et fonctions du Parti et de l'État sont alors précisés et distingués dans un cadre constitutionnel, légal et réglementaire voulu durable. Nulle autre Constitution d'État ne sera promulguée par la suite, et celle-ci ne sera amendée pour la première fois que le 12 avril 1988, soit six ans plus tard : un record de longévité pour une Constitution d'État en RPC. Malgré la Constitution et malgré la clarification des rôles, l'ensemble de l'appareil est dans les faits supervisé par la *Commission consultative centrale* où siègent Deng Xiaoping et les vétérans. En septembre 1982, la composition du *Comité permanent du Bureau politique* est la suivante : Hu Yaobang, Ye Jianying, Deng Xiaoping, Zhao Ziyang, Li Xiannian et Chen Yun.

Sur le front de l'économie, les réformes suivent leur cours et le développement se poursuit à un rythme effréné. La principale opposition au sommet du pouvoir repose dorénavant sur l'ampleur et la cadence des réformes et non plus sur leur bien-fondé. Deng Xiaoping, la grande figure du mouvement de réforme, doit entreprendre une médiation délicate entre ceux qui veulent le maintien du contrôle centralisé du développement et préconisent une approche plus prudente, et ceux qui appellent à une libéralisation profonde et rapide. Le mouvement de

réforme, aussi rapide est-il durant cette période, oscille entre des accélérations et des ralentissements en fonction de l'évolution des rapports de force entre ces deux factions, mais sans jamais s'arrêter ni faire marche arrière de manière significative. Le Parti-État continue à multiplier les zones économiques spéciales ouvertes aux investissements étrangers directs. Deux éléments marquants de cette période sont à retenir : 1) la réémergence de l'entrepreneuriat privé, accompagnée d'une montée en puissance de son rôle dans le développement économique; et 2) la réduction radicale des quotas exigés par l'État en agriculture et dans l'industrie, libérant ainsi un profit susceptible d'être investi. La réglementation, puis la loi, évoluent rapidement pour garantir au secteur privé toute la protection voulue avec, entre autres, le *Document n° 1* du *Comité central* de 1984<sup>1</sup>, et l'amendement constitutionnel de 1988<sup>2</sup>.

Malgré les développements rapides du Droit, rendus nécessaires par les *Réformes et l'Ouverture*, et l'affirmation de la primauté de la loi sur le pouvoir charismatique, la *Nouvelle Chine* ne se transforme pas pour autant en un État constitutionnel ni en un État de droit. Les droits individuels ne sont toujours pas reconnus, comme en témoigne la Politique de l'enfant unique adoptée, car la Chine est menacée de surpopulation. Une situation de fait, dont les conséquences politiques, économiques et sociales menacent la stabilité future de l'État. C'est pourquoi la loi impose non seulement des amendes ou des peines de prison pour ceux qui transgressent cette loi, mais elle prescrit aussi le renvoi des fonctionnaires, et parfois même celle du conjoint; elle suspend aussi leur droit à certains services, tel l'accès à l'éducation et aux services de santé. La loi autorise aussi les autorités à pratiquer des avortements forcés jusqu'au neuvième mois, et, qui plus est, à stériliser de force les récidivistes (Muhua 1979)<sup>3</sup>. Autre particularité du droit chinois : la

---

<sup>1</sup> Le *Document n° 1* reconnaît les activités privées sans les nommer comme telles, étend la période de location des terres, admet le droit d'engager du personnel, permet la libre circulation du capital paysan et collectif, permet la spécialisation des activités, encourage la production de biens de consommation, reconnaît les marchés ruraux, réduit les prélèvements et les corvées, etc. En un mot, il libéralise l'économie sans l'admettre formellement (Central Committee of the Chinese Communist Party 1995, p. 132-142).

<sup>2</sup> L'amendement constitutionnel de 1988 reconnaît l'existence du secteur privé en tant que complément à l'économie publique socialiste. De plus, si la terre demeure la propriété de l'État, le droit d'usage peut être transféré (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1990, p. 3). Cet amendement est acté par la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Revising the Land Administration Law of the People's Republic of China* de décembre 1988 (p. 227-242).

<sup>3</sup> La politique a été rendue publique dans un article publié par Muhua Chen, vice-premier ministre, sous le titre *For the realization of the four modernizations, there must be planned control of population growth* paru dans le *Renmin Ribao* (人民日报), l'organe officiel de la RPC, le 11 août 1979.

politique de 1979 ne se contente pas de prescrire les peines, elle prescrit aussi les récompenses destinées à ceux qui la respectent, notamment en accordant l'éducation gratuite à leurs enfants (Greenhalgh 1990). Enfin, les droits politiques ne sont toujours pas reconnus : la censure est maintenue et même renforcée. Malgré l'ouverture affichée par la Chine, les organisations politiques autonomes sont réprimées, car la loi vise la préservation du Parti-État. Et c'est dans cet esprit que les verdicts sont rendus. Corollairement, seuls les éléments jugés les plus loyaux peuvent espérer devenir policiers, avocats, accusateurs publics ou juges.

Les *Réformes* entraînent aussi des effets négatifs comme la montée des inégalités, les migrations économiques, l'apparition du lobbying et l'éclosion de la corruption. Elles entraînent aussi la mise à la retraite forcée des cadres et des travailleurs trop âgés, ou de ceux jugés trop habitués aux privilèges de la période maoïste. Autre effet : l'élévation du niveau de vie soutient le développement de la consommation, laquelle occasionne une hausse des importations, particulièrement en matière culturelle. Il s'ensuit, comme après la Révolution de 1911, que la société chinoise est de nouveau confrontée à un afflux de nouvelles idées. Combinés à tout cela, la surpopulation, les migrations économiques et le port obligatoire de la carte d'identité à partir du 7 mai 1984<sup>4</sup> constituent un cocktail explosif qui se traduit par des critiques et des revendications : les mouvements politiques spontanés se multiplient, accentuant leur potentiel déstabilisateur (Spence 1991, p. 697). Malgré le mouvement contre la « pollution spirituelle » (P4-D16), le Parti-État ne peut prévenir les manifestations étudiantes de l'hiver 1986-1987<sup>5</sup>. En conséquence, tous ceux qui y prennent part sont expulsés du Parti. Parce que Hu Yaobang s'oppose à la purge, il est relevé de ses fonctions de secrétaire général. Malgré l'avertissement donné aux cadres dirigeants, liant la sécurité de leur emploi au maintien de l'ordre établi, le Tibet connaît à son tour une vague de protestation qui commence en 1987 et culminera durant la première moitié de l'année 1989.

---

<sup>4</sup> Voir *Regulation of the People's Republic of China Concerning Resident Identify Cards* (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1987b, p. 188-189). Cette loi sera suivie par la *Law of the People's Republic of China on Control of the Entry and Exit of Aliens* et la *Law of the People's Republic of China on Control of the Entry and Exit of Citizens*, adoptées en novembre 1985 et effectives en février 1986.

<sup>5</sup> Ces manifestations annoncent le *Printemps de Beijing*.



Un nouveau *Comité permanent du Bureau politique* est formé en novembre où, pour la première fois, aucun vétéran ne siège. Il se compose de Zhao Ziyang, nommé secrétaire général, Li Peng (李鹏; 1928-), Qiao Shi (乔石, 1924-2015), Hu Qili (胡启立, 1929-) et Yao Yilin (姚依林, 1917-1994). Mais ce nouveau Comité permanent est plus que jamais soumis à la supervision de la *Commission consultative centrale* contrôlée par les vétérans. Pour la faction de Deng Xiaoping, la conviction, plus forte que jamais, est que la stabilité et l'unité reposent sur le renforcement du cadre légal et disciplinaire. Le nouveau droit doit donc introduire des mesures pour encadrer les contradictions du nouveau mode de développement, notamment en matière de droits économiques et sociaux (c'est-à-dire en introduisant des dispositions garantissant un filet minimum de protection sociale), tout en renforçant le contrôle politique et social. Finalement, pour la direction réunie autour de Deng Xiaoping, maintenir la croissance devient une des conditions nécessaires du maintien de la stabilité, l'objectif principal des réformes.

### 10.1 – NATURE DU CORPUS

Entre septembre 1982 et décembre 1988, Deng Xiaoping a pris quatre-vingt-treize fois la parole, dont soixante et une fois en présence de représentants étrangers. Pour une aussi longue période, cinq ans et demi, il est significatif que le comité éditorial des *Selected Works of Deng Xiaoping* n'ait retenu que trente-deux discours ou allocutions, destinés à un auditoire national, soit en moyenne six par année. Il est posé, pour rappeler les prémisses de cette recherche, que les documents sélectionnés ont été particulièrement déterminants. Le nombre limité de prises de parole devant un auditoire national tendrait à montrer que les grandes orientations politiques adoptées lors de la période précédente (janvier 1979 à août 1982) ont globalement été couronnées de succès. Cette interprétation est renforcée par le fait que la thématique principale des interventions durant cette période s'est concentrée sur les relations internationales et l'ouverture à l'étranger (soixante discours), juste après le développement économique (soixante-dix discours) et l'organisation et la gestion (soixante-quatre), et avant la poursuite de la modernisation (cinquante et un discours). Par contre, au cours de l'année 1986, Deng Xiaoping s'est adressé neuf fois à un auditoire national et sept fois à des représentants étrangers, soit un peu moins de la moitié. Mais cette année est significative, car c'est la première du septième plan quinquennal [1986-1990] et ses grandes orientations devaient être présentées et défendues.

Ainsi, exclusion faite de l'année 1986, Deng Xiaoping a pris la parole cinq fois par année en moyenne devant un auditoire national, ce qui renforce le sentiment que les réformes avançaient bien (cf. *supra* tableaux 7.1., 7.2., 7.3, et annexes 6.8, 6.9, 6.10).

L'essentiel des propos tenus, jugés importants, l'ont été à l'intention d'auditoires étrangers, en moyenne treize à quatorze fois par année. Une fois les grandes orientations adoptées et la structure de l'appareil du Parti-État réformée, afin de correspondre à la vision et aux intérêts de la direction collective réunie autour de Deng Xiaoping, il ne s'agissait plus d'expliquer ni de justifier le processus de *Réformes de d'Ouverture* aux cadres ni à la population, mais aux partenaires étrangers potentiels, tout particulièrement aux grandes puissances capitalistes. Les propos tenus par Deng Xiaoping peuvent donc être interprétés comme une offensive de communication pour présenter et justifier les résultats positifs du processus de *Réformes de d'Ouverture* afin de rehausser l'image de la RPC dans la communauté internationale et la présenter comme un partenaire politique et économique sérieux. C'est pourquoi les thèmes du développement économique, de la modernisation, de l'organisation, de la gestion et de la rationalisation, mais aussi de relations internationales dominant. Par contre, les thèmes de l'importation des technologies de pointe, des savoir-faire et des investissements étrangers ne sont abordés que quinze fois et les exportations une seule fois, probablement parce qu'ils sont devenus courants.

La fin de l'année 1982 et la plus grande partie de l'année 1983 sont dominées par un ensemble de déclarations qui présentent les changements préconisés par le Parti. Ils sont officialisés lors du 12<sup>e</sup> Congrès du PCC, tenu du 1<sup>er</sup> au 11 septembre 1982, et par la promulgation de la quatrième Constitution d'État le 4 décembre, laquelle précise les objectifs de ces changements et les moyens pour les atteindre. C'est pourquoi les thèmes de la discipline et du devoir de soumission, de la lutte contre la dissidence, de la lutte contre les privilèges et la corruption, du respect du leadership du Parti, de l'infailibilité du Parti, du respect de l'autorité centrale, du patriotisme, des relations internationales et de l'ouverture, du cadre légal et réglementaire, de la modernisation, du développement économique, de l'organisation, de la gestion et de la rationalisation, de la compétence, de la promotion et de la sélection des jeunes dominant le discours d'ouverture du 12<sup>e</sup> Congrès du PCC. Mais par la suite, seuls les thèmes du développement économique et de la modernisation sont explicitement abordés.

Les années 1984 et 1985 sont marquées par une intense activité diplomatique centrée sur le développement économique et la modernisation (12 discours sur 17 en 1984, et 10 sur 13 en 1985). Les thèmes de la stabilité, de l'unité du pays et du renforcement de l'État comme conditions du succès des *Réformes de d'Ouverture* sont mentionnés neuf fois au cours de l'année 1984, et trois fois en 1985. Ils reviennent aussi fréquemment dans les échanges avec l'étranger. Si les questions liées à la modernisation réapparaissent sept fois au cours de l'année 1986, tant dans les discours destinés à des auditoires nationaux qu'à des étrangers, c'est parce que la première année d'un plan quinquennal est cruciale pour son succès futur.

Par contre, à partir de 1985, les thèmes de la discipline et du devoir de soumission, de la lutte contre la dissidence, du leadership du Parti, de l'infailibilité du Parti et du respect de l'autorité centrale dominant à nouveau dans ses discours avec un pic en 1987. Les thèmes se distribuent comme suit :

1 – discipline et devoir de soumission : 8 fois en 1985 et 1986, 12 fois en 1987, 1 fois en 1988;

2 – lutte contre la dissidence : 3 fois en 1985, 6 fois en 1986, 13 fois en 1987, aucune mention en 1988;

3 – leadership du Parti : 3 fois en 1985, 5 fois en 1986, 13 fois en 1987, 1 fois en 1988;

4 – infailibilité du Parti : 4 fois en 1985, 5 fois en 1986, 10 fois en 1987, 3 fois en 1988;

5 – respect de l'autorité centrale : 5 fois en 1985, 4 fois en 1986, 11 fois en 1987, 1 fois en 1988.

L'importance croissante de ces thèmes entre 1985 et 1987 reflète la montée du mouvement de contestation social et politique qui culminera lui aussi lors des manifestations de l'hiver 1986-1987.

Sur les dix-huit discours de l'année 1987, seuls deux furent destinés à un auditoire national. Outre les thèmes classiques abordés lors de rencontres avec des représentants étrangers, les thèmes du patriotisme et de l'indépendance économique et militaire sont évoqués respectivement cinq et onze fois, alors qu'ils n'avaient été abordés que quatre et deux fois en

1986. Nous pouvons en conclure que, par la voix de Deng Xiaoping, la direction collective cherche non seulement à justifier sa réponse musclée aux manifestations de l'hiver 1986-1987, mais à dénoncer les critiques émises à l'étranger.

À l'inverse, les thèmes dominants des discours adressés à des auditoires nationaux au cours de l'année 1988 sont le développement économique, la modernisation et l'ouverture, au détriment des thèmes de l'ordre, de la discipline et du Parti. Un seul discours les aborde, celui adressé à de hauts dirigeants du Parti-État (P4-91). De même, les thèmes du patriotisme et de l'indépendance économique et militaire perdent de l'importance lorsque Deng Xiaoping s'adresse à des représentants étrangers. Nous pouvons en déduire que la réaction du Parti-État aux manifestations de l'hiver 1986-1987 a donné un coup d'arrêt au mouvement de contestation social et politique, et que les critiques émanant de l'étranger ont largement cessé. Pour la direction collective, cet épisode n'était qu'une parenthèse sans intérêt sur le chemin de la modernisation; il n'y avait donc aucune raison de l'évoquer, mais, au contraire, de mettre l'accent sur des thèmes positifs. À terme, effacé du discours, il devait aussi s'effacer des esprits. Pour Deng Xiaoping, il ne faisait aucun doute que les mesures adoptées pour endiguer le mouvement de contestation social et politique étaient aussi justifiées que celles prises pour promouvoir le mouvement de *Réformes de d'Ouverture*. Son seul souci était de ne pas entraver l'avenir.

## 10.2 – LA NOUVELLE STRUCTURE DU PARTI

Le 1<sup>er</sup> septembre 1982, Deng Xiaoping prononce le discours d'ouverture du 12<sup>e</sup> Congrès du PCC (P4-D1) au cours duquel la nouvelle Constitution du Parti sera promulguée<sup>6</sup>. En conformité avec la nouvelle Constitution du Parti seront élus un nouveau *Comité central*, une *Commission consultative centrale* et un *Comité central pour l'inspection disciplinaire*. La faction de Deng Xiaoping domine sans partage. Il ne fait aucun doute, pour celle-ci, que le 12<sup>e</sup> Congrès sera jugé par l'histoire aussi important que le 7<sup>e</sup> Congrès de 1945, au cours duquel ont été adoptées les orientations et politiques « justes » (P4-D1) qui ont conduit au triomphe de la « *Nouvelle révolution démocratique* » (P4-D1). Il sera également jugé aussi important que le 8<sup>e</sup> Congrès de 1956 qui a reconnu avec « justesse » (P4-D1) le succès de la socialisation de l'économie, bien que

---

<sup>6</sup> Voir <[http://www.bjreview.com.cn/90th/2011-04/12/content\\_357495.htm](http://www.bjreview.com.cn/90th/2011-04/12/content_357495.htm)> (19 janvier 2015).

ses politiques « justes » (P4-D1) pour la construction du socialisme n'aient pas été appliquées. Deng Xiaoping rappelle alors que le Parti a « renoué » (P4-D1) avec la ligne économique, politique et culturelle « juste » (P4-D1) lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> du Comité central* de 1978. Puis, il renchérit en précisant que, comparé au 8<sup>e</sup> Congrès, le Parti maîtrise mieux les « lois qui président à la construction socialiste de la Chine » (P4-D1) et que pour cette raison il n'y a aucun motif de douter de la « justesse » (P4-D1) du programme destiné à garantir la modernisation et la prospérité « qui sera adopté » ni de la « conviction » (P4-D1) du Parti de la nécessité de le réaliser.

Deng Xiaoping précise que ce programme repose sur l'intégration de la « vérité du marxisme-léninisme » avec les « réalités concrètes de la Chine » (P4-D1) et s'inspire des pratiques des pays étrangers, sans tomber dans l'erreur de les appliquer mécaniquement, mais de les utiliser dans le cadre d'un développement autonome. Il poursuit en affirmant que si l'ouverture et les échanges vers l'étranger vont s'approfondir, la lutte contre les « idées étrangères décadentes » et le « mode de vie bourgeois » (P4-D1) va continuer au nom de la « dignité nationale » et de « l'amour pour la Patrie socialiste » (P4-D1). Il prédit que la décennie 1980 sera une grande décennie pour le Parti dans les domaines suivant :

1 – la modernisation;

2 – la réunification de la Patrie, et particulièrement la réunification de Taiwan à la Chine continentale;

3 – l'opposition à l'hégémonisme et la défense de la paix mondiale, avant de souligner que le succès de ces politiques repose sur le développement économique.

Il rappelle que si l'appareil du Parti-État veut atteindre les objectifs qu'il s'est fixés d'ici la fin du siècle, il ne lui reste que dix-huit ans pour :

1 – restructurer l'administration;

2 – restructurer l'économie;

3 – se rajeunir;

- 4 – être plus éduqué;
- 5 – se professionnaliser;
- 6 – devenir « plus révolutionnaire » (P4-D1);
- 7 – édifier une société socialiste « culturellement et idéologiquement plus avancée » (P4-D1);
- 8 – lutter contre les crimes économiques et ceux qui « sapent le socialisme » (P4-D1);
- 9 – rectifier le style de travail du Parti;
- 10 – consolider l'organisation du Parti par l'étude « attentive » (P4-D1) de sa nouvelle Constitution.

Finalement, Deng Xiaoping remercie 1) les contributions des centaines de millions de membres du peuple, les travailleurs, les paysans et les intellectuels, sans lesquels les quelques trente-neuf millions de membres du Parti ne pourraient mener à bien la modernisation socialiste; 2) l'Armée populaire de libération, qui forme « la Grande muraille d'acier qui garantit la sécurité et la construction du socialisme de [la] Patrie » (P4-D1); 3) les partis démocratiques nationaux dont la coopération est précieuse, et 4) les « peuples progressistes et pays amis » (P4-D1) dont l'appui et l'aide sont précieuses. Il enjoint un fois de plus, par pure convention, de renforcer l'unité du Parti et du peuple, du Parti et des minorités et du Parti et du monde entier, de développer un pays socialiste de haute culture et de démocratie, de lutter contre l'hégémonisme, de préserver la paix mondiale et de promouvoir le progrès humain.

Par contre, son discours d'inauguration de la *Commission consultative centrale* le 13 septembre 1982 (P4-D2) est beaucoup plus précis. Il rappelle qu'il s'agit d'une structure transitoire afin de rajeunir le Parti-État, notamment le *Comité central* et le Conseil d'État, et de mettre fin à la pratique des carrières à vie. Il ajoute, revenant sur un problème fréquemment évoquée, que l'âge moyen des cadres pose un problème « sérieux » (P4-D2) et que la création de la *Commission consultative centrale* est une solution « juste » (P4-D2) à ce problème. Il entend :

- 1 – que les vétérans élus pour siéger à la Commission démissionnent de leurs autres fonctions en faveur de cadres plus jeunes;

2 – qu'un système de retraite en cours d'élaboration soit opérationnel au terme de « deux périodes de cinq ans » (P4-D2) de rodage, soit vers 1992.

Deng Xiaoping annonce que la Commission sera abolie vers 1992 ou en 1997 au plus tard. Il précise que dans l'intervalle, les membres de la Commission :

1 – seront les « assistants et les consultants » (P4-D2) du *Comité central*;

2 – pourront assister aux sessions plénières du *Comité central* en tant qu'observateurs.

De plus :

3 – les vice-présidents de la Commission pourront assister aux réunions du *Bureau politique*, de même que d'autres membres du Comité permanent de la Commission à la demande du *Bureau politique*;

4 – les vice-présidents et les autres membres du Comité permanent de la Commission ont le même rang que les membres du *Bureau politique*.

Il décrit alors les fonctions de la Commission telles que stipulées par la Constitution du Parti :

1 – formuler des propositions de politiques, de mise en pratique des politiques et fournir des avis au *Comité central* ou de son *Bureau politique* sur leur demande;

2 – assister le *Comité central* dans l'étude et la gestion de questions et de problèmes d'importance;

3 – propager les principes et les politiques du Parti vers ses membres et vers le reste de la population;

4 – accomplir les tâches qui lui sont confiées par le *Comité central*.

Il insiste très clairement sur le fait que la Commission ne doit pas entraver le travail du *Bureau politique*, du Secrétariat et du *Comité central*, et que ses membres doivent donner l'exemple aux cadres plus jeunes qui vont siéger au *Comité central* :

- 1 – en respectant la Constitution du Parti;
- 2 – en ne donnant jamais une opinion sans avoir analysé au préalable les conditions et les expériences locales;
- 3 – en aidant les Comités du Parti ou les organisations locales, mais en les laissant toujours trouver seuls leur propre solution;
- 4 – en diffusant leur expérience;
- 5 – en faisant attention à ce qu'ils disent.

En résumé, d'une part, le *Comité central* reçoit en partie ses instructions de la *Commission consultative centrale*, et a pour seule tâche de les mettre en œuvre; d'autre part, l'essentiel du travail de la Commission est réalisé par son Comité permanent. C'est pourquoi, Deng Xiaoping enjoint aux membres réguliers de garder le contact avec les masses, et leur suggère même d'intégrer des unités de base afin de leur apporter leur expérience, mais sans entraver leurs activités normales.

Dans son discours lors de la Seconde plénière du 12<sup>e</sup> *Comité central* le 12 octobre 1983 (P4-D16), Deng Xiaoping pointe de graves violations de la discipline du Parti. Tout d'abord, il s'alarme des cas de corruption, d'abus de pouvoir pour des gains personnels et d'abus de pouvoir fragilisant la relation entre le Parti et les masses. Selon lui, la nécessaire lutte contre le « *gauchisme* » (P4-D16) a conduit certains cadres à oublier ou à se montrer tolérant envers les « erreurs de droite » (P4-D16). Pour Deng Xiaoping, il est urgent de soumettre le Parti à une campagne de rectification au cours de laquelle toute violation grave de la Constitution et de la discipline du Parti sera sanctionnée, toute violation mineure fera l'objet d'un rappel à l'ordre afin de renforcer « l'esprit du Parti » (P4-D16). Il ordonne aux cadres de se critiquer mutuellement et personnellement et de corriger leur conduite, et aux cadres dirigeants de donner l'exemple.



Au cours du même discours, il dénonce les intellectuels qui contribuent à propager la « pollution spirituelle » que sont les « idées corrompues et décadentes de la bourgeoisie » (P4-D16) ainsi que la critique du socialisme, du communisme et du leadership du Parti. Il rappelle que leur mission en tant qu'« ingénieur de l'âme » (P4-D16) est de contribuer à la construction du socialisme et d'inspirer le peuple à faire sa part corps et âme. Il réitère que la tâche des cadres à tous les niveaux est de promouvoir les principes et les orientations du Parti, d'encadrer les intellectuels et de combattre ceux qui s'y opposent ainsi que leurs idées : ils ont pour mission de faire respecter les *Quatre vertus cardinales*. Il est important de souligner que les médias qui ne relèvent ni du Parti ni de l'État sont interdits et sont systématiquement supprimés depuis la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*. La cible de Deng Xiaoping est désormais constituée des intellectuels au service du Parti-État, les autres n'ayant pas de voix.

Selon lui, seuls les travaux qui contribuent à solutionner les problèmes immédiats et concrets de la construction du socialisme ont une valeur à ses yeux. Il ajoute que ceux qui abordent des concepts tels que l'humanisme, l'être humain ou l'aliénation « dans l'abstrait » sont « sans valeur » (P4-D16) et sont même foncièrement criminels, car ils finissent toujours par critiquer le socialisme. Il dénonce alors tous ceux qui mobilisent le concept de « démocratie » pour l'opposer au leadership du Parti, ou se réclament de la « liberté d'expression » pour propager des « discours contre-révolutionnaires » (P4-D16). Du même souffle, il dénonce ceux qui promeuvent la poursuite du profit individuel aux dépens de toute autre considération.

Deng Xiaoping rappelle que les arts et la littérature légitimes sont seulement ceux qui :

- 1 – célèbrent l'histoire révolutionnaire et les actes héroïques dans « la lutte pour la modernisation socialiste » (P4-D16) du Parti et du peuple;
- 2 – promeuvent les valeurs et les objectifs du Parti;
- 3 – contribuent à surmonter les obstacles de la construction du socialisme en respectant ces principes et orientations;
- 4 – inspirent la confiance et renforcent la volonté du peuple.

Il s'en prend à ceux qui décrivent les aspects négatifs de la Révolution et des réformes, criminels eux aussi, car ils finissent toujours par critiquer le Parti et le socialisme. De plus, il ajoute que la poursuite du profit conduit les auteurs et les artistes, jusqu'aux troupes artistiques de l'APL, à des productions de « mauvais goût » (P4-D16). Selon lui, tous sont indignes du titre d' « auteurs et d'artistes socialistes » (P4-D16).

Puis, il dénonce l'arrivée massive de la « culture bourgeoise » (P4-D16) dans le cadre de la politique d'ouverture. Selon lui, les cadres ont failli à leur tâche qui consistait à discriminer, d'un point de vue « marxiste », les « bonnes » sciences, technologies, et techniques de gestion avancées, ainsi que les « bons » produits universitaires et culturels qui peuvent contribuer à la modernisation socialiste, des « mauvais » (P4-D16). Pour lui, il est inacceptable que les cadres laissent entrer en RPC ce que les pays occidentaux eux-mêmes rejetteraient comme « déchets » (P4-D16).

Il ordonne aux membres du Parti de faire la critique implacable de tous les auteurs, œuvres et publications qui violent les *Quatre vertus cardinales*, car il craint que le peuple, et particulièrement les jeunes, ne deviennent réceptifs à l'individualisme « sous toutes ses formes » (P4-D16) et finissent par rejeter le socialisme et le leadership du Parti. Du même souffle, il intime aux artistes et auteurs de peser les conséquences de leurs paroles et de leurs actes, autrement dit de s'autocensurer. Selon Deng Xiaoping, il faut dès maintenant « prendre des mesures fermes » à l'encontre de la « pollution spirituelle » et la « confusion » (P4-D16) qu'elle crée, sinon il craint qu'il n'y aura plus personne pour 'repandre le flambeau'. Il commande donc que l'espace idéologique soit entièrement dominé par le « marxisme et, en particulier, les vues justes sur toutes les principales questions théoriques » (P4-D16). Quant à ceux qui ont commis des « erreurs » (P4-D16), il leur ordonne d'entreprendre leur autocritique et d'amender leur conduite, sinon ils ne pourraient être autorisés à continuer d'exercer leurs fonctions.

En conclusion, Deng Xiaoping précise que les *Cent fleurs* n'encouragent le débat que pour « développer le Marxisme », et recommande à tous les cadres affectés à des tâches idéologiques d'« étudier avec attention » *Contre le libéralisme* de Mao Zedong, qui met l'accent sur la discipline et le respect de la hiérarchie (cf. chap. 2), et d' « agir en conformité » (P4-D16) avec ses

instructions. S'il leur demande d'être sévère contre ceux qui font des erreurs idéologiques, il leur enjoint néanmoins de faire des critiques pointues et non pas des critiques générales, et leur défend de voir de la subversion partout, et leur intime de convaincre grâce au « marxisme » et non de recourir aux méthodes « gauchistes » (P4-D16) de l'intimidation ou des sophismes, et surtout de permettre à ceux qui ont erré de s'amender. Autrement dit, le seul rôle auquel peuvent aspirer les intellectuels est d'être un fonctionnaire du Parti-État, car l'indépendance d'esprit est un crime et tout ce qui peut la stimuler est interdit.

### 10.3 – LA NOUVELLE STRUCTURE DE L'ÉTAT : LA CONSTITUTION D'ÉTAT DE 1982

Par rapport aux Constitutions d'État précédentes, celle du 4 décembre 1982 se distingue premièrement par sa structure<sup>7</sup>. Elle comporte toujours les quatre chapitres communs aux Constitutions d'État de 1954, 1975 et 1978 :

- 1 – Des principes généraux;
- 2 – De la structure de l'État;
- 3 – Des droits et des devoirs fondamentaux;
- 4 – Du drapeau, de l'emblème national et de la capitale.

Mais l'ordre des chapitres diffère : le chapitre 2 – De la structure de l'État – et le chapitre 3 – Des droits et des devoirs fondamentaux – sont inversés. Aussi anodin que ce changement puisse paraître, il n'en demeure pas moins significatif, car il signale une modification de la structure de la Constitution, après trois versions successives au cours des trente-trois ans d'existence de la RPC – les deux dernières ont été révisées au cours des sept années précédentes : en 1975 et en 1978. Ne serait-ce que sur le plan symbolique, cette modification indique que, *de jure*, les *Droits et Devoirs fondamentaux des citoyens* et leur protection prennent une importance nouvelle, posant *de facto* des limites à l'action de l'État, ce qui n'était pas le cas dans les versions antérieures.

À un second niveau d'analyse, le préambule de la nouvelle version rompt avec ceux des versions précédentes.

---

<sup>7</sup> Voir <<http://mjp.univ-perp.fr/constit/cn1982-0.htm>> (21 décembre 2015).

– Dans un premier temps, sur un ton patriotique, il fait l'éloge de la longue histoire de la Chine, de ses « diverses nationalités, qui ont toutes contribué à créer une brillante culture et possèdent de glorieuses traditions révolutionnaires » (Constitution de la République populaire de Chine 1982 – version non amendée).

– Dans un second temps, le préambule rappelle l'humiliation subie depuis les Guerres de l'Opium contre lesquelles « le peuple chinois a lutté vaillamment, en réformant sans cesse ses rangs, pour l'indépendance du pays, la libération nationale et les libertés démocratiques » (Constitution 1982).

– Dans un troisième temps, il affirme que ce mouvement a connu ses premiers succès sous le leadership de Sun Yat-Sen en 1911 en renversant la monarchie et en fondant la République, mais sans achever la « tâche historique de renverser l'impérialisme et le féodalisme » (Constitution 1982).

– C'est dans un quatrième et dernier temps que cette tâche a été finalement accomplie, grâce à la lutte acharnée de toutes les nationalités, guidée par Mao Zedong et dirigées par le PCC.

C'est seulement à partir du cinquième paragraphe que le préambule renoue avec les versions précédentes. D'une part, comme dans les précédentes, il présente dans ses grandes lignes la vision de l'histoire projetée par la faction dominante du Parti et de la RPC :

1 – la libération et la fondation de la RPC n'ont été possibles que par la lutte acharnée de toutes les nationalités, guidée par Mao Zedong et dirigées par le PCC;

2 – la transition réussie vers le socialisme, caractérisée par la dictature démocratique du peuple, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et par la socialisation complète des moyens de production, a rapidement été complétée;

3 – toutes les victoires découlent de l'union des diverses nationalités sous la direction du PCC guidé par le marxisme-léninisme-maoïsme.

D'autre part, ce préambule officialise la tâche principale que s'est assignée la faction dominante : la modernisation socialiste. Ce qui interdit *de facto* à quiconque toute initiative :

L'État a désormais pour tâche fondamentale de concentrer ses efforts sur la modernisation socialiste. Les différentes nationalités de Chine, dirigées par le parti communiste chinois et guidées par le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong, maintiendront la dictature démocratique populaire, poursuivront dans la voie socialiste, continueront sans cesse à améliorer les institutions socialistes, à développer la démocratie socialiste et à raffermir la légalité socialiste, compteront toujours sur leurs propres forces et travailleront avec le même acharnement pour réaliser progressivement la modernisation de l'industrie, de l'agriculture, de la défense nationale et des sciences et techniques, afin de transformer le pays en un État socialiste hautement civilisé et hautement démocratique (Constitution 1982, préambule).

Et surtout, aucun leadership autre que celui du PCC ne peut émerger, car la lutte contre les ennemis intérieurs et extérieurs du socialisme est un devoir collectif. Comme dans la version de 1978, la lutte contre les éléments subversifs, « la lutte des classes [...] dans des domaines déterminés », selon les termes mêmes du préambule, est mise sur le même plan que le « devoir sacré de la réunification de Taiwan » (Constitution 1982, préambule). Par contre, en rupture avec les versions précédentes, elle affirme que la fin de « l'exploitation de l'homme par l'homme » n'implique plus l'abolition des classes. Ainsi, afin d'élargir et de consolider au maximum le *Front uni* dirigé par le PCC, elle ordonne de « rallier toutes les forces » (Constitution 1982, préambule) susceptibles de contribuer à l'édification socialiste, et non plus seulement les ouvriers, les paysans et les intellectuels. Fait nouveau : la *Conférence consultative politique du peuple chinois* est mentionnée pour la première fois dans une Constitution d'État. Sont notés : sa « représentativité » et son rôle, tant « dans la vie politique et sociale du pays et dans ses relations d'amitié avec les peuples des autres pays que dans l'œuvre de modernisation socialiste, dans le maintien de l'unification et la sauvegarde de l'unité du pays » (Constitution 1982, préambule). C'est pourquoi, au nom de l'unité des nationalités, le préambule enjoint de lutter contre toute forme de « chauvinisme » et de « nationalisme local ». De plus, le préambule précise que l'État doit contribuer à « la prospérité commune » (Constitution 1982, préambule).

Par ailleurs, liant les succès de la Révolution et de l'édification du socialisme au « soutien des peuples du monde entier » (Constitution 1982, préambule), le préambule réaffirme les *Cinq*

*principes de la coexistence pacifique*, mentionnés dans les versions de 1975 et 1978, pour la conduite des affaires étrangères. Ces principes sont :

- 1 – le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale;
- 2 – la non-agression mutuelle;
- 3 – la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures;
- 4 – l'égalité et les avantages réciproques;
- 5 – la coexistence pacifique;

De plus, le préambule fixe comme objectifs :

- 6 – de « [persévérer] dans [la] lutte contre l'impérialisme, l'hégémonisme et le colonialisme;
- 7 – [de renforcer la] solidarité avec tous les peuples du monde;
- 8 – [de soutenir] les nations opprimées et les pays en voie de développement dans leur lutte juste pour conquérir et sauvegarder l'indépendance nationale et pour développer l'économie nationale;
- 9 – [d'œuvrer] au maintien de la paix mondiale et au progrès de l'humanité » (Constitution 1982, préambule).

Ce préambule se distingue des précédents par l'absence de marqueurs du discours révolutionnaire qui ponctuaient la Constitution d'État de 1975, et des références hagiographiques à Mao Zedong de la Constitution d'État de 1978. Ces renvois au discours révolutionnaire ou à Mao Zedong soumettaient ces constitutions à un ensemble de principes et de normes supérieures implicites qui en limitaient la portée réelle. De plus, par comparaison avec les versions précédentes, le dernier paragraphe du préambule affirme, d'une part, que « la présente Constitution, qui, sous forme de loi, consacre les réalisations de nos diverses nationalités dans leurs luttes et définit les institutions et les tâches fondamentales de l'état (sic), est la charte fondamentale de notre pays, elle a donc force de norme suprême » (Constitution 1982, préambule); et, d'autre part, ordonne « [aux] diverses nationalités du pays, [aux] organismes d'État et [aux] forces armées, [aux] partis politiques et [aux] groupements sociaux, [aux]

entreprises et [aux] services publics [de] prendre la Constitution comme le critère fondamental de leurs activités et [d'] assumer la responsabilité de préserver son inviolabilité et d'assurer son application » (Constitution 1982, préambule). Ainsi, alors que la poursuite de l'édification socialiste condamnait les Constitutions d'État précédentes à tomber en désuétude une fois l'édification socialiste achevée, le succès de cette édification est désormais lié au cadre contraignant et durable de la nouvelle Constitution. C'est fort de ce constat que l'on peut maintenant analyser ses dispositions.

La Constitution d'État de 1982 se distingue par le nombre d'articles, 138, soit plus du double de celle de 1978 (60), et plus du quadruple de celle de 1975 (30), mais comporte seulement 32 articles de plus que celle de 1954 (106). Les *Principes généraux* comptent 32 articles dans la version de 1982, contre 19 dans celle de 1978, 15 dans celle de 1975, et 20 dans celle de 1954; les *Droits et devoirs fondamentaux des citoyens*, 24 dans celle de 1982, contre 16 en 1978, 3 en 1975 et 18 en 1954; la *Structure de l'État*, 78 en 1982, contre 24 en 1978, 10 en 1975, et 64 en 1954; le *Drapeau, l'emblème national, la capitale*, 3 en 1982, contre 1 en 1978 et 1975, et 3 en 1954. Ainsi, la Constitution de 1982 est la plus longue depuis celle de 1954, et lui est comparable en termes de répartition des articles : 32 articles contre 20 pour les *Principes généraux*, 24 articles contre 18 pour les *Droits et devoirs fondamentaux des citoyens*, 78 articles contre 64 pour la *Structure de l'État*, et 3 contre 3 pour le *Drapeau, l'emblème national, la capitale*. Néanmoins, il faut remarquer que beaucoup de ces nouveaux articles sont des subdivisions des articles de la Constitution d'État de 1978. Considérons maintenant les principales différences entre la présente version, celle de 1982 et les versions précédentes.

### 10.3.1 – Des principes généraux

Si l'appellation « État socialiste de dictature du prolétariat » (Constitution 1975; Constitution 1978) est abandonnée, elle ne l'est pas au profit de l'appellation « démocratie populaire » (Constitution 1954), mais de celle d'« État socialiste de dictature démocratique populaire » (Constitution 1982), qui réaffirme néanmoins l'identité complète entre l'État et le peuple<sup>8</sup>. Le

---

<sup>8</sup> Il faut souligner que l'élaboration de la Constitution de 1982 a été inspirée par les dispositions 1) de la *Nationality Law of the People's Republic of China* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987a, p. 182-183), 2) de la *Individual Tax Income Law of*

socialisme est décrit comme le « système fondamental de la République populaire de Chine » (Constitution 1982) et, pour cette raison, « il est interdit à toute organisation ou à tout individu de lui porter atteinte » (Constitution 1982, article 1). L'État a la tâche « [d'assurer] l'ordre public, [de réprimer] les actes de trahison nationale et toute autre activité contre-révolutionnaire, [de châtier] ceux qui compromettent la sécurité de la vie publique, sabotent l'économie socialiste ou se livrent à d'autres activités criminelles, [de punir] et [de rééduquer] les criminels » (Constitution 1982, article 28). Autrement dit, l'État exerce 'la dictature à l'encontre de ses ennemis'. Par contre, à l'instar de la Constitution d'État de 1954, le PCC n'est plus présenté comme « le noyau dirigeant du peuple chinois tout entier », ni « le marxisme, le léninisme, la pensée maotsétung », ni aucune autre idéologie comme « l'idéologie directrice » (Constitution 1975, article 2; Constitution 1978, articles 2 et 14). Or – et il faut le rappeler – le préambule écarte d'emblée toute solution de rechange au leadership du Parti et au rôle du marxisme-léninisme-maoïsme, dans sa réinterprétation, par la faction de Deng Xiaoping, comme 'idéologie directrice'.

Si « tout le pouvoir en République populaire de Chine appartient au peuple », la distinction est désormais faite entre l'exercice de la souveraineté populaire au sein de l'Assemblée populaire et les assemblées locales, et « conformément aux *dispositions prévues par la loi*, [la participation du peuple], par diverses voies et sous diverses formes, à la gestion de l'État et à celle des affaires économiques, culturelles et sociales » (Constitution 1982, article 2). Les principes des élections démocratiques à tous les niveaux, de la responsabilité des organes électifs devant leur électorat, et de la responsabilité des organes administratifs, judiciaires et des parquets devant les organes électifs de niveau correspondant dont ils émanent sont réaffirmés (article 3). Dans la même veine, là où vivent les minorités nationales en groupes compacts « sont établis des organes d'administration autonomes qui exercent le droit d'autonomie » (Constitution 1982, article 4). Officiellement, la tâche de l'État se limite à « [aider] les régions de minorités nationales à accélérer leur développement économique et culturel en tenant compte de leurs particularités et de leurs besoins » (Constitution 1982, article 4).

---

*the People's Republic of China* (p. 193-195) adoptées l'une et l'autre en septembre 1980, 3) de la *Marriage Law of the People's Republic of China* adoptée en septembre 1980 et effective en janvier 1981, 4) de la *Law of the People's Republic on the Protection of Cultural Relics* de novembre 1982 (p. 313-322), 5) de la *Food Hygiene Law of the People's Republic of China* adoptée en novembre 1982 et effective en juillet 1983 (p. 323-333), et 6) de la *Resolution of the Standing Committee of the National People's Congress Approving the Regulations on the Requisition of Land by the State for Construction* de mai 1982 (p. 350-361).



Néanmoins, la portée de l'autonomie des organes électifs et des organisations des minorités est toujours limitée par la réaffirmation du principe du fonctionnement des organes d'État selon le centralisme démocratique. Ce principe soumet, tant les assemblées populaires que les organes administratifs à tous les échelons, à la sanction des assemblées et organes des échelons de niveau supérieur (Constitution 1982, article 3). Cette autonomie est aussi limitée par la responsabilité de l'État de préserver « l'unité des nationalités et [de prévenir] toute activité séparatiste » (Constitution 1982, article 4). Néanmoins, pour la première fois, les principes de la primauté de la Constitution et de la loi, ainsi que ceux de la hiérarchie des normes sont proclamés : la Constitution encadre les lois qui régissent les règlements administratifs, lesquels ne peuvent contrevenir à la loi, et la loi à la Constitution. L'État a pour mission d'assurer « l'unité et l'intégrité de la légalité socialiste », et de poursuivre tout individu ou toute organisation responsable de violation de la loi (Constitution 1982, article 5).

Bien qu'elle réaffirme la « propriété socialiste publique des moyens de production », et le rôle de l'économie d'État comme « force dirigeante de l'économie nationale » (Constitution 1982, article 6, article 7), elle impose désormais à l'État de « [protéger] les droits et les intérêts légitimes des organisations économiques collectives, urbaines et rurales, et d'[encourager], d'[orienter] et de [soutenir] le développement de l'économie collective ». Or « l'économie collective » ne se limite plus aux communes populaires et à leur organisation pyramidale : elle inclut dorénavant toute entreprise gérée en commun (Constitution 1982, article 8). Par contre, elle impose à « l'État [d'assurer] l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et [la protection des] plantes et [des] animaux rares », et à « toute organisation et tout individu faisant usage de la terre [de] le faire rationnellement ». Elle ajoute, de plus, que « nulle organisation, nul individu ne peut s'approprier des terres, les vendre, les acheter, les donner à bail ou les céder illicitement à autrui sous diverses formes » (Constitution 1982, article 10). L'État a la tâche « [d'orienter, d'aider et de contrôler], par des mesures administratives, l'économie individuelle », alors que les versions précédentes se contentaient de la tolérer en attendant sa collectivisation finale. En conséquence, elle impose à l'État la tâche de garantir le droit des citoyens « à la propriété [des] biens légalement acquis [...] et à l'héritage des biens privés » (Constitution 1982, articles 11 et 13).

Néanmoins, en raison du rôle dominant de l'économie d'État, l'État a pour tâches de continuellement améliorer :

- 1 – la productivité du travail (Constitution 1982, article 14);
- 2 – le rendement économique (Constitution 1982, article 14);
- 3 – le développement des forces productives (Constitution 1982, article 14);
- 4 – l'efficacité de l'ensemble des structures et des organisations, y compris les forces armées (Constitution 1982, articles 14 et 29) .

L'État a aussi pour tâche :

- 5 – d'accélérer la modernisation de toutes les structures (Constitution 1982, article 14, article 29);
- 6 – « [d'appliquer] une administration simplifiée » (Constitution 1982, article 27);
- 7 – « [de pratiquer] un régime de stricte économie et de [lutter] contre le gaspillage » (Constitution 1982, article 14); et cela
- 8 – sans se couper des masses, et de lier l'amélioration des conditions de vie à la hausse de la production (Constitution 1982, articles 14 et 27).

Pour y arriver, l'État recourt aux stimulants symboliques et matériels, à l'éducation, à la recherche, à l'introduction de nouvelles techniques et méthodes, ainsi qu'à l'application du système de responsabilité (Constitution 1982, article 14).

Si la référence explicite aux principes de 1) « qui ne travaille pas, ne mange pas », et de 2) « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » disparaît, l'article 14 en perpétue l'esprit.

La Constitution rappelle que le rôle directeur de l'État se manifeste par le contenu du plan économique, lequel a pour fonction de coordonner l'économie nationale. De plus l'État interdit tout « trouble à l'ordre économique », et tout « sabotage [des] plans » (Constitution 1982, article

15). Par contre, le marché est désormais appelé à jouer un « rôle régulateur et complémentaire » (Constitution 1982, article 15). Ainsi, d'une part, les entreprises d'État jouissent d'une « autonomie » et les entreprises collectives d'une « indépendance », et leurs travailleurs s'expriment et les gèrent par l'intermédiaire des assemblées du personnel et de leurs élus (Constitution 1982, articles 16 et 17). D'autre part, les investissements économiques étrangers et les coentreprises avec l'étranger sont pour la première fois autorisés, et l'État doit en assurer la protection (Constitution 1982, article 18). D'où l'obligation nouvelle pour l'État de protéger les « intérêts légitimes » des ressortissants étrangers qui résident sur son territoire. Par contre, preuve de la réorientation idéologique, il n'a plus l'obligation « d'accorder le droit de résidence à tout étranger poursuivi pour avoir défendu une juste cause, pour sa participation à un mouvement révolutionnaire ou en raison de son activité scientifique » comme le stipulaient les versions des Constitutions de 1975 et de 1978, mais donne 'la possibilité' d'accorder l'asile politique à tout étranger qui en fait la demande (Constitution 1982, article 32).

Ce rôle directeur se manifeste aussi par :

1 – le développement des infrastructures d'enseignement et des programmes de formation;

2 – l'encouragement des diverses organisations à contribuer à l'élévation du niveau de scolarité, mais la nouvelle Constitution, élément nouveau, dissocie l'éducation du travail de production, contrairement aux prescriptions des versions précédentes (Constitution 1982, article 19);

3 – le développement de la recherche et de la vulgarisation en science de la nature et des sciences sociales, et en récompensant les succès obtenus dans ces domaines (Constitution 1982, article 20);

4 – le développement des services médicaux et sanitaires, de la recherche en médecine et pharmacologie moderne et traditionnelle, et le développement du sport et des activités sportives (Constitution 1982, article 21);

5 – le développement de la culture, des activités culturelles, des mass medias, et la protection des sites « pittoresques », monuments et objets historiques ou culturels « au service du peuple et du socialisme » (Constitution 1982, article 22);

6 – la formation d'un personnel spécialisé pour « servir le socialisme [et] la modernisation socialiste » (Constitution 1982, article 23);

7 – l'élévation du niveau « spirituel » et la diffusion des valeurs de discipline, de respect de la loi, « du patriotisme, du collectivisme, d'internationalisme et du communisme » (Constitution 1982, article 24).

De plus, pour la première fois la généralisation de la « langue standard » (putonghua 普通话), c'est-à-dire du mandarin, la langue administrative de la capitale, est prônée (Constitution 1982, article 19), contredisant ainsi – en partie – l'article 4 qui encourage les minorités nationales à développer leur langue et leur culture.

Ce rôle directeur de l'État se manifeste aussi par « la lutte contre la pollution et autres nuisances » spécifiée dans la version de 1978, et de plus la « [protection] et [l'amélioration] » du cadre de vie et de « l'environnement écologique », et par « [l'organisation] et [l'encouragement de] la plantation d'arbres et le reboisement ainsi que [la protection des] arbres et [des] forêts » (Constitution 1982, article 26).

Finalement, ce rôle s'exprime aussi par la mise en place d'autres paliers de pouvoir, en sus des trois niveaux de la division administrative officielle – provinces, régions autonomes et municipalités qui relèvent directement du pouvoir central – :

1 – des départements autonomes, des districts, des districts autonomes et des municipalités;

2 – des cantons, des cantons de nationalités et des communes;

3 – des « régions administratives spéciales » dont l'organisation est promulguée en fonction de leur situation concrète par l'*Assemblée populaire nationale* (Constitution 1982, article 31).

### **10.3.2 – Des droits et des devoirs fondamentaux des citoyens**

Pour la première fois, d'une part, la citoyenneté est explicitement liée à la nationalité de la République populaire de Chine et, d'autre part, est réaffirmé le principe d'égalité « des citoyens » devant la loi et sont réaffirmées les dispositions constitutionnelles qui interdisent les discriminations « de nationalité, de race, de sexe, de profession, d'origine sociale, de croyance religieuse, de niveau d'instruction, de situation de fortune et de durée de résidence, à l'exception des personnes privées de droits politiques *par la loi* », qui avaient disparu dans la version de 1975. Par contre, la jouissance des droits de citoyenneté « prévue par la Constitution et les lois » repose explicitement sur le respect des devoirs « prévus par celles-ci » (Constitution 1982, articles 33 et 34). Ainsi, d'une part, l'État a la tâche « [de protéger] les droits et les intérêts de la femme, [d'appliquer] le principe selon lequel l'homme et la femme reçoivent un salaire égal pour un travail égal et [de veiller] à la formation, à la sélection et à la promotion des cadres parmi les femmes » (Constitution 1982, article 48). D'autre part, il a la tâche de protéger « les droits et les intérêts légitimes des ressortissants chinois à l'étranger [et] des membres de leurs familles résidant en Chine », mais aussi des « ressortissants chinois de retour dans leur patrie », c'est-à-dire les membres de la diaspora, mais aussi des émigrés politiques invités à revenir, lesquels, les uns comme les autres, ne sont pas « citoyens » (Constitution 1982, article 50).

Si « les citoyens [...] jouissent de la liberté d'expression, de la presse, de réunion, d'association, de défilé et de manifestation » (Constitution 1982, article 35), en sus du « droit de recourir à la libre expression d'opinion, au large exposé d'idées, au grand débat et au *dazibao* » (Constitution 1978, article 45) abrogés en septembre 1980, ils sont désormais privés du droit de « grève » (Constitution 1978, article 35). De plus, si l'État a pour mission « [de protéger] les pratiques religieuses normales », celles qui « [ne troublent pas] l'ordre social, [ne nuisent pas] à la santé des citoyens et [n'entravent pas] l'application du système d'enseignement de l'État » (Constitution 1982, article 36), il a aussi pour tâche d'interdire toute organisation « assujettie à une domination étrangère » et d'interdire de faire du prosélytisme à toute organisation établie en

RPC (Constitution 1982, article 36). De plus, « les citoyens » ne peuvent faire l'objet d'une incarcération, restriction ou privation des libertés individuelles, de fouille et de perquisition, d'atteinte à la dignité personnelle, de contrôle de la correspondance privée qui ne soient effectués par les organes habilités *par la Constitution et la loi*, hors du *cadre de la loi* ni sans la respecter (Constitution 1982, articles 37, 38, 39 et 40). Il est important de souligner que, loin d'imposer des limites à la portée de la loi, c'est au contraire la loi qui limite la portée des libertés.

Si les « citoyens » ont le droit de faire des critiques, de proposer des suggestions, et d'introduire des requêtes fondées à l'encontre de tous les organes de l'État « pour toute violation de la loi ou manquement à ses devoirs », ou de leur personnel auprès des « organismes intéressés » lesquels, ont pour mission d'évaluer leur bien-fondé et d'ordonner le dédommagement de ceux qui ont été lésés dans leurs droits 'dans le cadre de loi' (Constitution 192, article 41), nulle part la possibilité de contester les dispositions d'une loi est-elle envisagée.

Si les « citoyens » ont dorénavant le « droit au travail » et « le droit à l'instruction », le travail et l'instruction restent néanmoins « [un] devoir ». L'État a pour tâches « [de créer] les conditions pour l'emploi », « [de renforcer] la protection du travail », « [d'encourager] l'émulation socialiste », [d'accorder] des récompenses aux travailleurs modèles et d'avant-garde », « [d'encourager] le travail bénévole » de même que « [de donner] la formation professionnelle nécessaire aux citoyens<sup>9</sup> avant qu'ils reçoivent un emploi » et « une formation aux enfants, aux adolescents et aux jeunes sur le plan moral, intellectuel et physique » (Constitution 1982, articles 42 et 46). En contrepartie du devoir de travail et d'instruction auquel chacun est soumis, l'État doit à présent, 'en vertu de la loi', « [adopter] un système de retraite pour les ouvriers, les employés d'entreprises et des institutions ainsi que pour le personnel des organismes d'État », et développer les infrastructures et les services nécessaires, car les « citoyens [...] ont droit à l'assistance matérielle de l'État » (Constitution 1982, articles 44 et 45). Mais il n'est plus question de « soins médicaux gratuits et [de] service médical coopératif » (Constitution 1978, article 50). Par contre, la prise en charge de « la vie des retraités » et « [l'aide à l'organisation du] travail et [de] la vie des

---

<sup>9</sup> Ce qui implique que les non-citoyens n'en bénéficient pas.

aveugles, sourds-muets et des autres citoyens handicapés, et leur (...) formation » doivent être conjointement assurées par « l'État et la société<sup>10</sup> » (Constitution 1982, articles 44 et 45).

Les « citoyens [ont] la liberté de se consacrer à la recherche scientifique, à la création littéraire et artistique et à d'autres entreprises culturelles ». L'État les y encourage, mais uniquement « dans l'intérêt du peuple » (Constitution 1982, article 47), c'est-à-dire de l'État, puisque l'identité du peuple et de l'État à été posée dès l'article 1. D'autre part, si l'État protège « le mariage, la famille, la mère et l'enfant » contre les « atteintes à la liberté du mariage », et « [la maltraitance des] vieillards, [des] femmes et [des] enfants », dans une réhabilitation du modèle familial traditionnel, la Constitution impose aux parents d'élever et d'éduquer leurs enfants mineurs. Elle impose également aux enfants ayant atteint la majorité de prendre soin de leurs parents. Toutefois, elle rompt avec le modèle qui encourage une descendance masculine nombreuse, lorsqu'elle impose « [au] mari comme [à] la femme [...] le devoir de pratiquer le planning familial » (Constitution 1982, articles 47 et 49). Ainsi, la famille comme la reproduction sont entièrement soumises à l'État.

Selon la Constitution, les droits et libertés des citoyens sont limités par « les intérêts de l'État, de la société et de la collectivité et non seulement par les droits des autres citoyens ». Ils sont aussi limités par le devoir « de préserver l'unité du pays et l'union de ses diverses nationalités », « [de] respecter la Constitution et la loi, [de] garder les secrets d'État, [de] prendre soin des biens publics, [d']observer la discipline du travail [,] [de] respecter l'ordre public et les règles de la morale publique », « de défendre la sécurité, l'honneur et les intérêts de la Patrie », « d'adhérer à une organisation de la milice populaire [après le service militaire] conformément à la loi ». Ces droits et libertés sont aussi limités par la réaffirmation du devoir des « citoyens » « de payer les impôts prévus par la loi » (Constitution 1982, articles 51 à 56). Ces dispositions avaient disparu de la version de 1975. De plus, l'État a pour mission d'interdire tout acte pouvant entraver ces dispositions (Constitution 1982, articles 51, 52, 53, 54, 55 et 56).

---

<sup>10</sup> Nulle part une définition de la société est proposée.

### 10.3.3 – De la structure de l'État

Le chapitre *De la structure de l'État* comporte sept sections (I. *Assemblée populaire nationale*, II. *Président de la République*, III. *Conseil des affaires d'État*, IV. *Commission militaire centrale*, V. *Assemblées populaires locales et des gouvernements populaires locaux aux différents échelons*, VI. *Organes d'administration autonome des régions d'autonomie*, VII. *Tribunaux populaires et parquets populaires*). Il en comptait cinq dans les versions de 1975 et 1978, et six dans celle de 1954. La Constitution d'État de 1982 réintroduit la fonction de président de la République populaire de Chine qui avait disparu dans la version de 1975, et, pour la première fois, elle fait de la *Commission militaire centrale* un organe d'État. Par contre, bien que le préambule célèbre le rôle de la *Conférence consultative politique du peuple chinois*, la Constitution n'en fait toujours pas un organe officiel au sein de la structure d'État.

#### 10.3.3.1 – *Assemblée populaire nationale* et assemblées populaires locales

Si l'*Assemblée populaire nationale* est « l'organe suprême du pouvoir d'État », c'est son *Comité permanent* qui exerce le pouvoir législatif lorsque celle-ci n'est pas en session, c'est-à-dire en temps normal, car l'*Assemblée populaire nationale* ne siège que rarement<sup>11</sup> (Constitution 1982, articles 57 et 58). En continuité avec la Constitution de 1978, ce *Comité permanent* exerce les pouvoirs suivants :

1 – interpréter la Constitution;

2 – adopter ou modifier les lois;

3 – contrôler les activités du Conseil d'État, de la *Commission militaire centrale*, de la Cour populaire suprême et du Parquet populaire suprême;

---

<sup>11</sup> Nulle part dans la Constitution 1982 le nombre et la durée des sessions de l'*Assemblée populaire nationale* ne sont précisés. La loi organique de 1982 n'apporte pas de précisions supplémentaires (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China, 1987a, p. 334-342). En pratique, la session annuelle dure de 10 à 14 jours, au printemps.



4 – nommer ou destituer les ministres et les présidents de commissions, l'auditeur-général et le secrétaire-général du Conseil d'État sur recommandation du premier ministre;

5 – nommer ou destituer les membres de la Cour suprême sur recommandation de son président; les membres du Parquet populaire suprême et les procureurs généraux des provinces, des régions autonomes et des municipalités relevant directement du pouvoir central sur recommandation du procureur général;

6 – nommer ou destituer les représentants plénipotentiaires à l'étranger;

7 – ratifier ou dénoncer les traités et les accords conclus avec les pays étrangers;

8 – proclamer l'état de guerre;

9 – tout autre pouvoir voté par l'*Assemblée populaire nationale* en conformité avec la Constitution.

De plus, il exerce à nouveau les fonctions et pouvoirs suivants stipulés dans la Constitution de 1954, mais abrogés en 1975 :

1 – instituer les ordres, les décorations et autres distinctions honorifiques de l'État, et décider de leur attribution;

2 – décider de la mobilisation générale ou partielle;

3 – décider de la proclamation de la loi martiale dans tout le pays ou dans une ou plusieurs provinces, régions autonomes ou municipalités relevant directement de l'autorité centrale.

Les nouveaux pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés par la Constitution de 1982 sont les suivants :

1 – s'assurer du respect de la Constitution et des lois à tous les échelons de l'État, et de casser toute loi ou tout règlement qui y contrevient;

2 – instituer un système de grades pour les militaires et les diplomates et d'autres « titres spéciaux »;

3 – remplir les engagements découlant des traités internationaux de défense commune (Constitution 1982, article 67).

Néanmoins, les pouvoirs et fonctions suivants ne peuvent être exercés que par l'*Assemblée populaire nationale* en session :

1 – amender la Constitution d'État, ce qui requiert une majorité des deux tiers de l'*Assemblée populaire nationale* (Constitution 1982, article 64);

2 – voter et amender le Code pénal, le Code civil et les lois fondamentales de la structure de l'État – le plus souvent sur recommandation du Comité permanent;

3 – élire et révoquer le président de la République populaire de Chine, le premier ministre, le président de la *Commission militaire centrale*, le président de la Cour suprême et le procureur général du Parquet populaire suprême (Constitution 1982, articles 62 et 63);

4 – dissoudre les commissions permanentes responsables de l'élaboration des projets de loi (Constitution 1982, article 70).

Si, contrairement aux versions de 1975 et 1978, l'*Assemblée populaire nationale* n'agit plus à la demande explicite du PCC, la maîtrise du Parti sur l'appareil d'État reste entière dans les faits. Par contre, contrairement aux versions précédentes, cette Assemblée perd le pouvoir « de ratifier la délimitation des provinces, des régions autonomes et des municipalités relevant directement de l'autorité centrale », accordé dans la Constitution de 1978 (article 22), une prérogative qui relève dorénavant du *Conseil des affaires d'État* (Constitution 1982, article 89).

Les députés de l'*Assemblée populaire nationale* sont élus par les Assemblées populaires locales du niveau immédiatement inférieur, et les procédures d'élection et de révocation des députés à l'*Assemblée populaire nationale* sont 'encadrées par la loi' (Constitution 1982, article 59); leurs mandats sont limités à cinq ans (Constitution 1982, article 60). De plus, les membres du Comité permanent ne peuvent concurremment à la fois « exercer des fonctions dans les organes administratifs de l'État, les organes judiciaires et les parquets » (Constitution 1982, article 65). Finalement, le président et les vice-présidents du Comité permanent de l'*Assemblée populaire nationale* ne sont rééligibles que pour un second mandat (Constitution 1982, article 66), ce qui cadre avec l'objectif de la faction de Deng Xiaoping de mettre un terme aux carrières à vie des vétérans.

Les membres de l'*Assemblée populaire nationale* comme son Comité permanent peuvent désormais 'dans le cadre de la loi' soumettre des projets de loi (Constitution 1982, article 72) et interpellier le *Conseil des affaires d'État*, les ministères et les commissions qui sont tenus de leur répondre (Constitution 1982, article 73). Les députés jouissent de l'immunité parlementaire et ils ne peuvent être « arrêtés ou traduits en justice sans l'assentiment du présidium de l'*Assemblée populaire nationale* en session ou, dans l'intervalle [...], de son Comité permanent » (Constitution 1982, articles 74 et 75). Par contre, leur liberté de parole et d'action est limitée par le devoir de respecter la Constitution, les lois et les secrets d'État (Constitution 1982, article 76). « L'organisation et le fonctionnement de l'*Assemblée populaire nationale* et de son Comité permanent sont fixés par la loi » (Constitution 1982, article 78).

Les assemblées populaires locales fonctionnent selon les mêmes règles, à la différence que leur champ de compétence se limite à leur circonscription administrative, et qu'elles sont soumises à la sanction des assemblées populaires locales des échelons supérieurs et à l'*Assemblée populaire nationale*. Les Assemblées populaires des circonscriptions administratives de base sont directement élues par les électeurs (Constitution 1982, articles 95 à 104). Si les assemblées populaires des régions autonomes sont elles aussi organisées selon les mêmes règles que les assemblées populaires locales, elles doivent par contre « avoir un nombre approprié de députés des autres nationalités qui habitent dans la même circonscription administrative ». De plus, une proportion des postes de dirigeants à pourvoir doit être réservée aux membres des nationalités

« exerçant l'autonomie régionale », notamment celui de président de région ou de chef de département autonome. Les gestes posés par les assemblées des régions autonomes n'entrent en vigueur, d'une part, qu'après avoir été sanctionnées par les Assemblées populaires locales du niveau immédiatement supérieur, et, d'autre part, après que cette approbation a été transmise au Comité permanent de l'*Assemblée populaire nationale* (Constitution 1982, articles 112, 113, 114 et 116).

### **10.3.3.2 – Présidence de la République populaire de Chine**

L'âge minimum pour être éligible par l'*Assemblée populaire nationale* à la fonction de président ou de vice-président de la République populaire de Chine a été relevé à 45 ans, alors que la version de 1954 le fixait à 35 ans. La durée des mandats de président et de vice-président est fixée à cinq ans. Ils sont reconductibles une fois (Constitution 1982, article 79), ce qui réaffirme la volonté de mettre un terme aux carrières à vie pour les vétérans. Le président a pour fonction, d'une part, d'acter les décisions de l'*Assemblée populaire nationale* ou de son Comité permanent, qu'il s'agisse de lois, de nomination du Conseil d'État, d'attribution des récompenses, d'amnistie, de loi martiale et d'état de guerre, sans pouvoir y opposer son veto, et, d'autre part, de représenter la République populaire de Chine (Constitution 1982, articles 80 et 81). Par contre, contrairement aux dispositions de la version de 1954, le président de la République populaire de Chine n'est plus le commandant en chef des forces armées; ne cumule plus la présidence de la *Commission militaire centrale*; n'a plus le pouvoir de convoquer une conférence suprême d'État qu'il présiderait, et n'a plus de privilège d'initiative parlementaire. En d'autres termes, la fonction de président de la République populaire de Chine est désormais un titre honorifique.

### **10.3.3.3 – Conseil des affaires d'État et gouvernements populaires locaux**

Le *Conseil des affaires d'État* est à la fois « l'exécutif de l'organe suprême du pouvoir d'État [c'est-à-dire l'*Assemblée populaire nationale*] » et « l'organe administratif suprême de l'État » (Constitution 1982, article 85). À ce titre, il est responsable devant l'*Assemblée populaire nationale* ou son Comité permanent lorsqu'elle n'est pas en session (Constitution 1982, article 86). Son mandat est fixé à cinq ans (Constitution 1982, article 87), bien que son organisation soit laissée à la loi (Constitution 1982, article 92).

Si le premier ministre « dirige l'activité du *Conseil des affaires d'État* », son seul pouvoir officiel est celui de convoquer les séances exécutives ou plénières (Constitution 1982, article 88), car « les ministres et les présidents de commissions [...] sont responsables du travail de leurs départements respectifs [,] discutent et décident des questions importantes relevant de leurs départements [, et ils] émettent, conformément à la loi ainsi qu'aux règlements administratifs, aux décisions et aux ordonnances du *Conseil des affaires d'État*, des ordres, des instructions et des règlements qui sont du ressort de leurs départements » (Constitution 1982, article 90). Par contre, l'organisme de vérification des comptes « contrôle les recettes et les dépenses budgétaires des départements dudit Conseil, et celles des différents échelons des gouvernements locaux, ainsi que les recettes et les dépenses financières des organismes financiers et monétaires de même que des entreprises et institutions de l'État » en toute « indépendance » sous la direction du premier ministre (Constitution 1982, article 91). En d'autres termes, la prise de décision au sein du *Conseil des affaires d'État* sur les questions d'importance nationales est collective.

Premièrement, le *Conseil des affaires d'État* conserve les fonctions et les pouvoirs conférés par la Constitution de 1978 :

1 – « arrêter des mesures administratives, élaborer les lois et les règlements administratifs et émettre des décisions et des ordonnances » (Constitution 1982, article 89) conformément à la Constitution et à la loi;

2 – proposer des lois à l'Assemblée populaire ou à son Comité permanent;

3 – exercer une direction unique sur les ministères, les commissions et les organes administratifs locaux à tous les échelons, et diriger le travail administratif d'intérêt national qui n'est pas de leur ressort;

4 – élaborer et mettre en application les plans de développement économique et social et le budget national.

Deuxièmement, il récupère aussi en partie les pouvoirs qui lui avaient été conférés par la Constitution d'État de 1954, en précisant que le *Conseil des affaires d'État* « [élabore] et [met] à exécution le plan [...] », et « [dirige] le travail administratif national [en arrêtant] des mesures administratives, [en élaborant] les lois et les règlements administratifs, [en émettant] des décisions et des ordonnances [et en modifiant] ou [en annulant] les décisions, les ordonnances, les instructions et les règlements mal fondés émanant des ministères et des commissions » (Constitution 1982, article 89) dans les domaines :

- 1 – du développement économique et de l'édification urbaine et rurale;
- 2 – de l'éducation, de la science, de la culture, de la santé publique, de la culture physique et du planning familial;
- 3 – des affaires civiles, de la sécurité publique, de l'administration judiciaire, des parquets, etc.;
- 4 – des affaires étrangères;
- 5 – de la défense nationale;
- 6 – des nationalités et des régions d'autonomie nationale;
- 7 – de la protection des chinois résidant à l'étranger, des membres de leur famille restés en Chine et des ressortissants chinois de retour en RPC.

Troisièmement, il acquiert les nouveaux pouvoirs suivants :

- 1 – « déterminer les tâches et délimiter les attributions de ses ministères [et] de ses commissions »;
- 2 – « délimiter concrètement les fonctions et les pouvoirs des organes administratifs du gouvernement central et ceux des organismes administratifs des provinces, des régions autonomes et des municipalités relevant directement de l'autorité centrale »;

3 – « déterminer, après examen, l'effectif des organes administratifs et, conformément à la loi, nommer, révoquer, former, contrôler, récompenser ou sanctionner le personnel administratif »;

4 – « approuver la délimitation territoriale des provinces, des régions autonomes et des municipalités relevant directement de l'autorité centrale et [non plus seulement] approuver la création et la délimitation territoriale des départements autonomes, des districts, des districts autonomes et des municipalités »;

5 – « décider de l'application de la loi martiale partielle dans une partie du territoire d'une province, région autonome et municipalités relevant directement de l'autorité centrale » (Constitution 1982, article 89).

Les gouvernements populaires locaux sont organisés selon les mêmes règles que le *Conseil des affaires d'État*. Ils ont l'obligation de maintenir leur propre organe indépendant de vérification des comptes, mais leur champ de compétence se limite à leur circonscription administrative, et leurs activités sont dirigées par les gouvernements populaires locaux aux échelons supérieurs et par le Conseil d'État (Constitution 1982, articles 105 à 110). Si les gouvernements populaires des régions d'autonomie sont organisés selon les mêmes règles que les gouvernements populaires locaux, ils s'en différencient par l'utilisation pour les actes officiels de la ou des langues d'usage local, par leur « autonomie » financière et leur « indépendance » pour les questions de développement économique, d'éducation, de science, de culture, de santé publique, des sports, de protection et de la mise en valeur du patrimoine culturel. De plus, avec l'approbation du Conseil d'État, ils ont la possibilité d'organiser les forces de Sécurité publique (Constitution 1982, articles 115 et 117 à 121). Malgré cette « autonomie » et cette « indépendance », l'État a le devoir de « [fournir] aux minorités nationales une aide financière, matérielle et technique pour accélérer leur développement économique et culturel » et « [aider] les régions d'autonomie nationale à former en grand nombre, parmi la nationalité ou les nationalités de la région en question, des cadres de divers échelons et un personnel spécialisé, ainsi que des ouvriers qualifiés de diverses professions » (Constitution 1982, article 122).

Au niveau immédiatement inférieur des circonscriptions administratives de base, les citoyens élisent directement des comités de citoyens et des comités villageois qui supervisent un ensemble de comités :

- 1 – de médiation pour résoudre les différends;
- 2 – de sécurité pour maintenir l'ordre;
- 3 – de santé publique.

Si ces comités de citoyens et de villageois ne sont pas officiellement des organes du pouvoir, mais des « organisations de base des masses » régies par la loi et qu'ils collectent pour cette raison les avis et les revendications pour les transmettre aux organes intéressés, ils sont les relais officiels de l'État situés au niveau de la base (Constitution 1982, article 111). Autrement dit, « tout [est] dans l'État, rien contre l'État, rien en dehors de l'État » pour reprendre l'expression de Mussolini<sup>12</sup>. Dit autrement : ne sont tolérés que les organisations qui assistent l'État dans son action.

#### **10.3.3.4 – La *Commission militaire centrale***

Les forces armées sont placées sous la direction d'un organe collectif, la *Commission militaire centrale*, dont le mandat est fixé à cinq ans (Constitution 1982, article 93), et dont le président est responsable devant l'*Assemblée populaire nationale* (Constitution 1982, article 94), et non plus sous celle d'un seul homme, comme le président de la République populaire de Chine (Constitution 1954, article 42) ou le président du *Comité central* du PCC (1975, article 15; Constitution 1978, article 19). Il faut néanmoins souligner que les pouvoirs et fonctions de la Commission ainsi que ceux de ses membres dirigeants ne sont pas précisés, pas plus que le nombre de mandats consécutifs qu'ils peuvent exercer. Il est important de rappeler aussi que le Parti dispose de sa propre *Commission militaire centrale*, que sa présidence est exercée par Deng Xiaoping depuis le 28 juin 1981, et que sa dissolution n'est pas à l'ordre du jour.

---

<sup>12</sup> La citation originale se lit comme suit : « tutto nello Stato, niente conto lo Stato, nulla al di fuori dello Stato ». *Discorso dell' Ascensione*, Discours devant la chambre des députés, 26 mai 1927.



### 10.3.3.5 – Les tribunaux populaires et les parquets populaires

Les tribunaux populaires à tous les échelons et les tribunaux spéciaux sont « les organes judiciaires de l'État » et sont régis par la loi. Toujours dans l'esprit de mettre un terme aux emplois à vie, le mandat de président de la Cour populaire suprême est fixé à cinq ans, renouvelable une fois (Constitution 1982, articles 123 et 124). Les causes y sont jugées en public, sauf dans les cas prévus par la loi, « de façon indépendante », « conformément aux dispositions de la loi », et « l'accusé a droit à une défense » (Constitution 1982, articles 125 et 126). Le rôle de la Cour populaire suprême, en tant « [qu'] organe judiciaire suprême », est « [de contrôler] l'activité des tribunaux populaires locaux [et] spéciaux ». Elle est responsable devant l'*Assemblée populaire nationale* et son Comité permanent. De même, les tribunaux populaires des échelons supérieurs contrôlent l'activité des tribunaux populaires des échelons inférieurs et sont responsables devant les assemblées populaires de même niveau dont ils émanent (Constitution 1982, articles 127 et 128). Finalement, les minorités nationales peuvent utiliser leur langue dans les cours populaires locales et les cours des régions d'autonomie utilisent la langue en usage dans la circonscription administrative (article 134).

Les parquets populaires à tous les échelons et les parquets populaires spéciaux sont « les organes d'État chargés de contrôler l'application des lois ». Leur organisation est elle aussi encadrée par la loi et ils remplissent leurs fonctions « de façon indépendante, conformément aux dispositions de la loi ». Le Parquet populaire suprême est « l'organe suprême de contrôle ». Il est responsable devant l'*Assemblée populaire nationale* et son Comité permanent, et il « dirige l'activité des parquets populaires locaux aux différents échelons [et celle] des parquets populaires spéciaux ». De même les parquets aux échelons supérieurs dirigent l'activité des parquets aux échelons inférieurs, et les parquets populaires locaux qui émanent des assemblées populaires de même niveau sont responsables devant elles. Toujours dans l'esprit de mettre un terme aux carrières à vie, le mandat de président du Parquet populaire suprême est fixé à cinq ans, reconductible une seule fois (Constitution 1982, articles 128, 129 et 130).

### 10.3.3.6 – Un État de loi

Au terme de la revue des principaux articles de la Constitution d'État de 1982, si l'on excepte le chapitre IV qui traite du drapeau, de l'emblème national et de la capitale, lequel n'a pas été modifié depuis la version de 1954, nous voyons à l'œuvre une volonté de préciser et d'encadrer les pouvoirs et les fonctions des organes d'État, à tous les échelons, par la distinction claire des responsabilités et la prévention de toute surconcentration du pouvoir et de sa personnalisation. Cette volonté se manifeste par un discours légaliste. Si ce discours se retrouve dans le *Programme commun* de 1949, le recours aux termes légalistes n'est pas systématique, et les pouvoirs et fonctions des organes d'État ne sont pas autant encadrés, pas plus que l'étendue de leurs responsabilités. De plus, le texte du *Programme commun* (Fundamental Legal Documents of Communist China 1962, 34-53) suspend ses propres provisions tant et aussi longtemps que la libération militaire totale du territoire chinois ne sera pas accomplie (articles 2 et 3). Les similitudes entre la Constitution d'État de 1982 et celle de 1954 ont été soulignées plus haut. Il ne fait aucun doute que celle de 1954 a servi de modèle. Par contre, le préambule de celle de 1954 affirme clairement, d'une part, que la construction du socialisme prime sur les provisions de la Constitution et des lois en cas de conflit, et, d'autre part, que la construction du socialisme condamne inéluctablement la Constitution et les lois à l'obsolescence. Qui plus est, les constitutions de 1975 et 1978 ne recourent pas à un tel discours légaliste.

Au contraire, comme cela a été souligné plus haut, dans le préambule de la Constitution d'État de 1982, le succès de la construction du socialisme est lié au respect du cadre constitutionnel et légal, et le langage utilisé confirme ce changement d'orientation :

- 1 – « la présente constitution [...] sous forme de loi » (préambule);
- 2 – « [la présente constitution] a force de norme suprême » (préambule);
- 3 – « conformément aux dispositions prévues par la loi » (article 2);
- 4 – « l'État assure l'unité et l'intégrité de la légalité socialiste » (article 5);
- 5 – « toute loi, tout règlement administratif, tout règlement local ne peut entrer en contradiction avec la Constitution » (article 5);

6 – « les organismes d'État et les forces armées, les partis politiques et les groupements sociaux, les entreprises et les institutions sont tenus d'observer la Constitution et la loi » (article 5);

7 – « tout acte violant la Constitution et la loi est passible de poursuites » (article 5);

8 – « toute organisation, tout individu ne peut avoir le privilège d'être au-dessus de la Constitution et de la loi » (article 5);

9 – « en vertu de la loi » (articles 9 et 16);

10 – « selon les dispositions de la loi » (article 10);

11 – « illicitement » (article 10);

12 – « dans les limites définies par la loi » (article 11);

13 – « biens légalement acquis » (article 13);

14 – « selon les dispositions de la loi » (article 13);

15 – « observent les lois qui s'y rapportent » (article 17);

16 – « en vertu des dispositions de la loi » (articles 17 et 19);

17 – « conformément aux dispositions de la loi » (article 18);

18 – « tenues d'observer les lois » (article 18);

19 – « protégés par la loi » (article 18)

20 – « respectueux des lois » (article 24);

21 – « en vertu des dispositions prévues par la loi » (article 31);

22 – « tenus de respecter [les] lois » (article 32);

23 – « égaux devant la loi » (article 33);

24 – « tout citoyen jouit des droits prévus par la Constitution et la loi, en même temps qu'il doit s'acquitter des devoirs prévus par celles-ci » (article 33);

25 – « à l'exception des personnes privées de droits politiques par la loi » (article 34);

26 – « sont interdits toute incarcération illégale ou tout autre moyen illégal de priver les citoyens de leur liberté individuelle ou de la limiter, ainsi que toute fouille illégale de ceux-ci » (article 37);

27 – « est interdite toute perquisition illégale » (article 39);

- 28 – « garantis par la loi » (article 40);
- 29 – « conformément aux modalités prévues par la loi » (articles 40, 73 et 77);
- 30 – « prévus par la loi » (articles 51, 56 et 125);
- 31 – « les citoyens [...] doivent respecter la Constitution et la loi » (article 53);
- 32 – « conformément à la loi » (article 55);
- 33 – « prescrits par la loi » (article 59);
- 34 – « l'organisation et le mode de fonctionnement de l'*Assemblée populaire nationale* et son Comité permanent sont fixés par la loi » (article 78);
- 35 – « le nombre et le mode d'élection des députés des assemblées populaires locales aux différents échelons sont fixés par la loi » (article 97);
- 36 – « l'organisation du *Conseil des affaires d'État* est fixée par la loi » (article 86)
- 37 – « conformément à la loi, ainsi qu'aux règlements administratifs, aux décisions et aux ordonnances du *Conseil des affaires d'État* » (article 90);
- 38 – « conformément aux dispositions de la loi » (articles 91 et 126);
- 39 – « l'organisation des [assemblées populaires locales et les gouvernements locaux aux différents niveaux; tribunaux populaires; parquets populaires] définis par la loi » (articles 95, 124 et 130);
- 40 – « Les rapports entre ces comités et les organes du pouvoir d'État à l'échelon de base sont définis par la loi » (Article 111);
- 41 – « définis par la loi, conformément aux principes fondamentaux énoncés dans les sections V et VI du chapitre 3 de la présente Constitution » (article 95);
- 42 – « dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés par la loi » (articles 99 et 107);
- 43 – « les assemblées populaires locales [...] peuvent élaborer des règlements de caractère local à condition qu'ils ne soient pas contraires à la Constitution, aux lois et aux règlements administratifs de l'État » (article 100);
- 44 – « selon les modalités prévues par la loi » (article 102);
- 45 – « [les organes d'administration autonome] exercent l'autonomie dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés par la Constitution, par la loi sur l'autonomie régionale des

nationalités et par d'autres lois, et ils appliquent les lois et la politique de l'État en fonction des conditions réelles de leur région » (article 116);

46 – « les parquets populaires sont chargés de contrôler l'application des lois » (article 129).

Tous les pouvoirs, fonctions, droits, devoirs et responsabilités des organes d'État, de leurs membres ainsi que des citoyens et les rapports qui les lient entre eux sont précisés et encadrés par la Constitution et la loi. Cette constitution cherche à fonder un ordre légal-rationnel afin, d'une part, de prévenir les excès de la légitimité charismatique et, d'autre part, de mettre en place les conditions d'un développement rapide, mais ordonné, en tirant un trait sur la légitimité traditionnelle. L'article 135, dernier véritable article de la Constitution d'État de 1982, confirme cette volonté d'édifier un ordre légal-rationnel fondé sur la légitimité légale-rationnelle :

[q]uand les tribunaux populaires, les parquets populaires et les organismes de la sécurité publique traitent les affaires pénales, ils doivent se partager les tâches et assumer leurs responsabilités respectives, coordonner leurs actions et se contrôler mutuellement pour assurer une application précise et efficace de la loi.

Ainsi, la Constitution joue quatre rôles :

1 – décrire le système politique, économique et social de la République populaire de Chine;

2 – préciser les grandes orientations de l'État;

3 – encadrer les pouvoirs et les fonctions des organes d'État, et préciser les responsabilités de leur personnel;

4 – imposer des devoirs et décréter des interdits, mais sans garantir aucun droit ni liberté.

Le dernier point est de première importance : bien que des droits et libertés soient énumérés, selon les termes de la Constitution elle-même (voir Constitution 1982, articles 51, 52, 53, 54, 55 et 56), leur portée est limitée par les lois et les intérêts de l'État. Ainsi, la Constitution et les droits qui y sont stipulés n'ont pas pour effet d'encadrer l'action de l'État. Au contraire, c'est la 'Raison d'État' qui encadre l'application de la Constitution et des « droits fondamentaux ». C'est

pourquoi, la jouissance des droits de citoyenneté étant soumise à la Raison d'État, tout acte jugé contraire à celle-ci aura pour effet immédiat la privation des droits et libertés. Si la Constitution d'État de 1982 ne fonde pas un 'État de droit', elle encadre néanmoins le fonctionnement et l'organisation de l'État et de la société. Autrement dit, elle fonde un 'État de loi'<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> Les lois suivantes sont adoptées pour acter les nouvelles dispositions de la Constitution : 1) la *Organic Law of the National People's Congress of the People's Republic of China* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987a, p. 334-342), 2) la *Organic Law of the State Council of the People's Republic of China* (p. 343-344), 3) la *Resolution of the Fifth Session of the Fifth National People's Congress Revising Certain Provisions of the Organic Law of the Local People's Congresses and Local People's Governments of the People's Republic of China* (p. 366-380), 4) la *Resolution of the Fifth Session of the Fifth National People's Congress Revising Certain Provisions of the Electoral Law of the National People's Congress and Local People's Congresses of the People's Republic of China* (p. 381-392). Elles sont toutes adoptées en décembre 1982. Elles sont suivies par 5) les *Provisions of the Standing Committee of the National People's Congress for the Direct Election of Deputies to People's Congresses at or Below the County Level* en mars 1983 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987b, p. 20-22), 6) la *Law of the People's Republic of China on the Prevention and Control of Water Pollution* adoptée en mai 1984 et effective en novembre (p. 77-86), 7) la *Law of the People's Republic of China on Regional National Autonomy* (p. 87-101), 8) la *Military Service Law of the People's Republic of China* (p. 102-114), adoptées en mai 1984 et effectives en octobre 1984, 9) la *Law of Succession of the People's Republic of China* adoptée en avril 1985 et effective en octobre 1985 (p. 169-175), 10) la *Grassland Law of the People's Republic of China* adoptée en juin 1985 et effective en octobre 1985 (p. 176-180), 11) la *Postal Law of the People's Republic of China* adoptée en décembre 1986 et effective en janvier 1987 (p. p. 304-312), 12) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Revision of the Electoral Law of the National People's Congress and Local People's Congresses of the People's Republic of China* (p. 313-327), et 13) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Revision of the Organic Law of the Local People's Congresses and Local People's Governments of the People's Republic of China* (p. 328-358) en décembre 1986, 14) la *Law of the People's Republic of China on the Prevention and Control of Atmospheric Pollution* adoptée en septembre 1987 et effective en juin 1988 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1990, p. 43-51), 15) la *Organic Law of the Villagers Committees of the People's Republic of China* adoptée en novembre 1987 et effective en juin 1987 (p. 63-66), 16) les *Rules for the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China* en novembre 1987 (p. 69-74), 17) la *Decision of the National People's Congress on the Organic Law of the Villagers Committees of the People's Republic of China* en avril 1987 (p. 82), 18) la *Water Law of the People's Republic of China* adoptée en janvier 1988 et effective en juillet 1988 (p. 111-123), 19) les *Regulations on the Military Ranks of Officers of the Chinese People's Liberation Army* de juillet 1988 (p. 167-174), 20) la *Law of the People's Republic of China's on Guarding State Secrets* adoptée en septembre 1988 et effective en mai 1989 (p. 177-183), 21) les *Supplementary Provisions of the Standing Committee of the National People's Congress Concerning the Punishment of the Crimes of Divulging State Secrets* de septembre 1988 (p. 187), 22) les *Regulations of the Chinese People's Liberation Army on the Military Service of Officers in Active Service* adoptée en septembre 1988 et effective en janvier 1989 (p. 191-200), 23) la *Law of the People's Republic on the Protection of Wildlife* adoptée en novembre 1988 et effective en mars 1989 (p. 203-211), 24) les *Supplementary Provisions of the Standing Committee of the National People's Congress Concerning the Punishment of the Crimes of Catching or Killing Precious and Endangered Species of Wildlife Under Special State Protection* de novembre 1988 (p. 215), 25) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Approving the Central Military Commission's Regulation for Conferring on Retired Officers Honourary Medals of Meritorious Service in the Chinese People's Liberation Army* (p. 251-254) adoptée en juillet 1988, 26) la *Law of the People's Republic of China on the Prevention and treatment of Infectious Diseases* adoptée en février 1989 et effective en septembre 1989 (p. 273-282), 27) les *Rules of Procedure for the National People's Congress of the People's Republic of China* d'avril 1989 (p. 303-315), 28) la *Environmental Protection Law of the People's Republic of China* de décembre 1989 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1993, p. 337-346), et 29) la *Law of the People's Republic of China on the Procedure of the Conclusion of Treaties* de décembre 1990 (p. 139-144).

Mais comme en témoigne la composition et le mode d'organisation de la *Commission militaire centrale du Parti* en tous points semblables à ceux de la *Commission militaire centrale de l'État*, créée le 18 juin 1983, la question de la place officielle occupée par le Parti demeure. S'il n'est plus 'officiellement' un devoir « [d']être pour la direction du Parti communiste chinois », comme le stipulaient les versions de 1975 (article 26) et 1978 (article 56), le préambule ne laisse aucun autre choix que le Parti. Comme cela a été montré plus haut : la 'Raison du Parti' se confond toujours avec la 'Raison d'État'. En conclusion, elle fonde un 'État de loi' au service du Parti. Ainsi, un des principaux objectifs du mouvement de réforme lancé par la faction de Deng Xiaoping a été atteint.

#### 10.4 – LA NOUVELLE STRUCTURE DE L'ECONOMIE

Dans le discours qu'il adresse aux cadres dirigeants de la *Commission du Plan* le 14 octobre 1982 (P4-D5), Deng Xiaoping rappelle la résolution adoptée au 12<sup>e</sup> Congrès du PCC : améliorer progressivement les performances économiques afin de quadrupler le PNB d'ici l'an 2000, au terme des quatre plans quinquennaux [1981-1985; 1986-1990; 1991-1995; 1996-2000]. Il martèle que l'atteinte de cet objectif implique une prévision à long terme : « la clé [dit-il] est d'utiliser la première décennie [1981-1990] pour préparer la seconde [1991-2000] » (P4-D5). La date butoir de l'an 2000 est significative, car la faction de Deng Xiaoping fait reposer toute sa légitimité, depuis sa formation en 1975-1977, sur 'l'atteinte des *Quatre modernisations* d'ici la fin du siècle', promesse à laquelle s'est ajoutée celle de 'l'atteinte de la prospérité moyenne'. C'est pourquoi il affirme que « le temps est compté » (P4-D5) : il recommande que les projets qui peuvent être lancés rapidement soient financés en priorité, et parmi ceux-ci les projets essentiels, en précisant que si les ressources venaient à manquer, il serait préférable d'interrompre les projets locaux, et parmi ceux-ci les projets d'industries de transformation simple. Deng Xiaoping affirme alors que la supériorité du socialisme réside précisément dans le fait que le peuple peut se concentrer sur les projets essentiels, mais que son principal défaut provient des limites qu'il impose aux forces du marché, lesquelles ne peuvent être mobilisées pour le développement économique en raison de la

trop grande rigidité du plan. Selon lui, la solution est de préciser des échéanciers pour chacune des étapes des projets et de faire jouer la concurrence pour en accélérer la réalisation.

Il fait de l'augmentation de la production d'énergie, du développement des réseaux de communication et de l'agriculture la priorité du sixième plan quinquennal. Deng Xiaoping rappelle que l'atteinte de ces objectifs repose prioritairement sur la justesse des politiques et, secondairement, sur la science, car, ajoute-t-il, celle-ci a des limites. L'une d'elles est la capacité de la Chine de mobiliser les millions « d'intellectuels » (P4-D5) qu'elle a à sa disposition. Car selon lui la répartition et la stimulation de la main-d'œuvre intellectuelle sont cruciales : d'une part, il y a une pénurie de scientifiques et de techniciens et, d'autre part, les capacités intellectuelles sont sous-utilisées. Dans les deux cas, cet état de fait résulte d'une division et d'une répartition fautive du travail. Deng Xiaoping voit dans les pratiques des différentes institutions militaires et civiles le principal obstacle à une meilleure optimisation des ressources intellectuelles du pays. Et il remémore à son auditoire l'époque où « la main-d'œuvre pouvait être réassignée en fonction des besoins et utilisée en grand nombre pour des projets clés » (P4-D5).

En somme, Deng Xiaoping réclame une meilleure gestion des intellectuels afin que la main-d'œuvre soit à nouveau répartie en fonctions des besoins de chaque projet et les tâches assignées selon les compétences de chacun. Il souhaite aussi stimuler l'initiative individuelle et récompenser les meilleurs par des promotions et des augmentations de salaire exceptionnelles. Afin de contourner les résistances aux transferts et d'assurer une meilleure répartition de la main-d'œuvre, il propose que des appels de candidatures, avec description de tâche et échelle de rémunération, soient lancés pour chaque projet, invitant tous ceux qui répondent aux critères à soumettre une offre de services. Ainsi, d'après lui, les responsables de projets pourront choisir les meilleurs candidats. Si, *de facto*, les candidats mis en concurrence devront dès lors 'cultiver leur employabilité', Deng Xiaoping affirme que les projets pour leur part auront pour souci de cultiver leur désirabilité, car les meilleurs candidats rechercheront les projets prestigieux et les conditions optimales d'emploi.

Le 12 janvier 1983, il s'adresse à des cadres dirigeants de la *Commission du Plan*, de la *Commission économique d'État* et des départements responsables de l'agriculture (P4-D8), à qui il



précise les modalités d'élaboration et d'application des plans. Au cours de l'année 1982, la production industrielle et agricole s'est accrue de 8 %, le double des estimations du plan annuel. Pourtant, Deng Xiaoping est catégorique : il ne faut pas refaire les erreurs commises lors du *Grand bond en avant* et pour cette raison le sixième plan quinquennal ne doit pas être modifié sur le vu des résultats partiels. Il demande des analyses plus approfondies pour expliquer les chiffres obtenus. L'objectif du plan ne se limite pas à la simple augmentation de la valeur ou de la production, mais vise à l'amélioration de « l'efficacité économique » (P4-D8). Selon lui, les plans doivent être « spécifiques, flexibles et réalisables » (P4-D8), bien qu'il souligne que les plans quinquennaux devraient être plus flexibles que les plans annuels. Dans le cas de la production agricole, Deng Xiaoping insiste sur le fait que l'accent doit être mis sur la production de grains<sup>14</sup>. Les plans successifs ont pour horizon l'an 2000, une échéance qui vise une production totale « minimum » (P4-D8) pour éradiquer la faim en RPC. Elle est établie sur la base d'une consommation annuelle de 200 à 250 kg de grains par personne, en tenant compte aussi des besoins de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie. De plus, il demande que les estimations des productions excédentaires qui peuvent être obtenues par diverses méthodes soient compilées à part<sup>15</sup>. Par contre, Deng Xiaoping ajoute que l'augmentation de la production agricole ne peut reposer uniquement sur la production de grains, et pour cette raison la diversification est aussi une priorité bien qu'aucun objectif n'ait pour l'instant été précisé. Dans l'immédiat, il recommande d'accélérer la recherche scientifique sur ces questions d'importance et la formation d'un « personnel compétent » (P4-D8). En conclusion, Deng Xiaoping affirme qu'il est normal qu'en ville comme à la campagne certains s'enrichissent avant les autres, car il est sain que « ceux qui travaillent dur prospèrent » (P4-D8), et qu'il en va de même pour certaines régions. C'est pourquoi il recommande l'extension du système de responsabilité contractuelle à de plus grandes surfaces

---

<sup>14</sup> Traditionnellement, il y a cinq grains en Chine : soya, blé, millet (deux types), chanvre, auxquels se sont ajoutés le riz et le maïs.

<sup>15</sup> À cette fin, 1) la *Statistic Law of the People's Republic of China* est adoptée en décembre 1983 et effective en janvier 1984 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987b, p. 12-18), 2) la *Metrology Law of the People's Republic of China* adoptée en septembre 1985 et effective en juillet 1986 (p. 181-187), 3) la *Archive Law of the People's Republic of China* est adoptée en septembre 1987 et effective en janvier 1988 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1990, p. 55-60), 4) la *Standardization Law of the People's Republic of China* adoptée en décembre 1988 et effective en avril 1989 (p. 219-224), 5) l'*Administrative Procedure Law of the People's Republic of China* adoptée en avril 1989 et effective en octobre 1990 (p. 285-299), et 6) la *City Planning Law of the People's Republic of China* adoptée en décembre 1989 et effective en avril 1990 (p. 349-358).

agricoles. Pour lui, le seul critère de réussite est l'amélioration du « bien-être et de la joie du peuple » et celle de la « prospérité nationale » (P4-D8).

Lors d'un échange avec des cadres dirigeants du *Comité central* le 2 mars 1983 (P4-D9), il dresse le bilan des réformes au Jiangsu (江苏), au Zhejiang (浙江) et à Shanghai (上海). La production annuelle brute a doublé au Jiangsu en cinq ans [1977-1982]. Si elle continue à croître au même rythme, elle doublera à nouveau entre 1982 et 1988. Mieux, il affirme que le niveau technique de production est désormais comparable à celui de Shanghai. Selon lui, ces succès sont attribuables à trois facteurs :

1 – le recrutement de techniciens et de travailleurs retraités originaires de Shanghai qui cherchent à bonifier leur pension de retraite;

2 – le développement de la « propriété collective » (P4-D9), c'est-à-dire, selon ses propres dires, des petites et moyennes entreprises;

3 – une judicieuse utilisation du savoir et des ressources intellectuelles.

Pour Deng Xiaoping, la menace de guerre s'étant éloignée, il est urgent de lancer les projets clés. Il ajoute, d'une part, que les coopérations interrégionales doivent s'intensifier sans se limiter à des projets pilotes. En comparant le développement économique à une opération militaire, il rappelle que la fusion de la 2<sup>e</sup> et de la 3<sup>e</sup> *Armées de campagne* avait démultiplié leurs forces respectives. D'autre part, il fait de la formation des intellectuels, des travailleurs et des managers une priorité. Il recommande l'expansion du système d'enseignement supérieur, si ce n'est son doublement, en dix ans, en investissant dans les bâtiments d'enseignement et les dortoirs, après une évaluation des coûts. En conclusion, il recommande l'amélioration des conditions de vie des intellectuels.

Lors d'un nouvel entretien avec des cadres dirigeants du *Comité central*, le 8 juillet 1983 (P4-D13), Deng Xiaoping recommande l'utilisation de « ressources intellectuelles des autres pays » (P4-D13) en invitant des experts étrangers à participer réellement aux projets clés de

développement et non simplement aux « banquets » (P4-D13) si l'expertise fait défaut, et ce, d'autant plus qu'ils seraient nombreux à vouloir contribuer, sans regarder à la dépense et pour le temps qu'il faudra. De plus, selon Deng Xiaoping, les problèmes économiques qui touchent l'Europe de l'Ouest ouvrent de nouvelles possibilités de coopération que la RPC devrait s'empresse de saisir afin d'accélérer sa « transformation technologique » (P4-D13). En outre, il affirme que la RPC doit aussi regarder vers les pays de l'Est, dans le cadre de relations interétatiques, car, d'une part, certaines de leurs technologies sont plus avancées et, d'autre part, certaines technologies chinoises peuvent leur être bénéfiques. En conclusion, il affirme que le monde extérieur cherche depuis longtemps à ouvrir le « gigantesque » marché « chinois » (P4-D13) et que la RPC devrait en profiter pour accélérer sa modernisation.

À l'occasion d'un échange avec des cadres dirigeants du *Comité central*, le 24 février 1984 (P4-D19), à son retour d'une tournée d'inspection qui l'avait conduit, entre autres, au Guangdong, au Fujian (福建) et à Shanghai, Deng Xiaoping leur fait part de ses impressions :

1 – la ZES de Shenzhen est une zone prospère en croissance rapide;

2 – les ouvriers proviennent tous de l'intérieur du pays;

3 – l'efficacité des ouvriers repose sur le système de responsabilité contractuelle qui lie la rémunération à la performance et sur un système de récompenses et de sanctions « justes » (P4-D19);

4 – la construction progresse dans le district industriel de Shekou (蛇口), car les autorités jouissent d'une autonomie financière à hauteur de 5 millions de dollars américains.

Fort de ce constat, Deng Xiaoping veut proposer des mesures pour garantir le succès des ZES. Il rappelle que leur fonction est double : d'une part, elles sont une porte d'entrée pour les technologies, les modes de gestion et les savoirs pour développer l'économie et, d'autre part, elles offrent au monde une vitrine de la RPC, laquelle lui permet de gagner en influence. Selon lui, Shenzhen est un modèle :

- 1 – l'ordre public se renforce;
- 2 – les gens y affluent;
- 3 – les perspectives d'emploi s'améliorent;
- 4 – les salaires et le niveau de vie s'élèvent, ce qui prouve que « le progrès moral repose sur le progrès matériel » (P4-D19).

Par contre, la ZES de Xiamen (厦门), au Fujian, lui apparaît trop petite pour pouvoir jouer efficacement son rôle. Il propose de l'élargir à l'ensemble de l'île afin d'attirer une plus grande part des investissements en provenance principalement de Hong Kong et Taiwan, mais sans en faire un port franc. De même, il propose d'ouvrir d'autres ports, tels ceux de Qingdao au Shandong (青岛, 山东), de Dalian au Liaoning (大连, 辽宁) et de l'île d'Hainan au Guangdong (海南岛), aux investissements directs étrangers afin d'accélérer leur développement, mais sans en faire des ZES. Finalement, Deng Xiaoping propose un plan de développement national conforme « aux lois du développement » (P4-D19), ce qui implique :

- 1 – de développer les réseaux de transport et de communication;
- 2 – d'encourager les salaires élevés et la consommation;
- 3 – de commencer par les régions côtières avant de progresser graduellement vers l'intérieur;
- 4 – de permettre à certaines régions de s'enrichir avant les autres.

## **10.5 – UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ**

En novembre et décembre 1982 (P4-D7), avant même que la nouvelle Constitution d'État ne soit promulguée, Deng Xiaoping ordonne aux représentants de l'APL et du ministère des Forêts, en contradiction avec sa promesse de mettre un terme aux campagnes de masse, de mobiliser tous les membres des forces armées et de la nation dans le cadre de la campagne pour « planter des arbres partout et de reverdir le pays dans l'intérêt des générations futures » (P4-D7). Parce que cette tâche doit minimalement durer jusqu'à la fin du siècle, il ordonne qu'un système de contrôle assorti de peines et de récompenses soit instauré afin de garantir une efficacité toujours plus

grande d'une année à l'autre. Aussi trivial que le *Mouvement national de plantation d'arbres* puisse paraître, il permet, sans contrarier les dispositions du chapitre 2 de la nouvelle Constitution d'État, de systématiser l'embrigadement de la population au service du Parti-État.

En présence de cadres dirigeants du *Comité central*, le 2 mars 1983 (P4-D9), Deng Xiaoping dresse le bilan positif des effets socioéconomiques des réformes au Jiangsu, Zhejiang et à Shanghai :

- 1 – le produit brut s'élève à 800 dollars américains par habitant à Suzhou (苏州), au Jiangsu;
- 2 – les besoins de base en nourriture, habillement et biens de consommation sont satisfaits;
- 3 – les besoins en logement sont satisfaits grâce à la construction de nouveaux immeubles de un ou deux étages, les habitants disposant de 20 m<sup>2</sup> en moyenne;
- 4 – les villes et les campagnes connaissent une situation de quasi-plein emploi;
- 5 – l'exode rural a pris fin;
- 6 – l'éducation primaire et secondaire est universelle;
- 7 – l'éducation, la culture, le sport, le bien-être social, etc. sont mieux financés;
- 8 – les normes d'éthique sont plus élevées et la criminalité a chuté.

Or, lors d'un échange avec des cadres dirigeants du *ministère de la Sécurité publique* le 19 juillet 1983 (P4-D14), Deng Xiaoping déplore la recrudescence de la criminalité et recommande, ici en contradiction avec ses propos antérieurs, que toutes les villes de grande et de moyenne taille, en commençant par Beijing, Shanghai et Tianjin, organisent des « campagnes de masse » (P4-D14) récurrentes pour mobiliser l'ensemble de la population urbaine au cours des années à venir avec pour ambition de l'éduquer, de la « sauver » (P4-D14), particulièrement les jeunes, et de faire peur aux criminels les plus endurcis. À la suggestion de Peng Zhen, il recommande que ces campagnes, précédées d'enquêtes menées par des « policiers vétérans » (P4-D14) afin d'identifier les organisations criminelles et leurs membres, arrêtent et envoient en rééducation les criminels en « grand nombre » (P4-D14). Il ajoute que ceux qui se sont rendus coupables des crimes les plus graves soient mis en accusation, jugés et condamnés sans délai, et que les meneurs soient condamnés à la peine la plus lourde prévue par la loi, à savoir la mort ou un long emprisonnement.

En mettant sur un même plan la criminalité en 1982 et la dissidence dans les chemins de fer en 1975, il rappelle qu'il fut le premier à suggérer l'application systématique de peines exemplaires aux meneurs dès qu'ils se manifestaient, et, qu'une fois que cette suggestion fut mise en pratique, l'ordre revint rapidement. Dans ce combat de longue haleine, Deng Xiaoping affirme qu'il faut « frapper fort, vite et selon la loi » (P4-D14) afin de conserver le soutien du peuple. Telle est pour lui la signification profonde du renforcement de la *Dictature démocratique du peuple*. Anticipant les critiques relatives à la violation des Droits humains, garantis au chapitre 2 de la nouvelle Constitution, il affirme que le Parti-État est « humanitaire au sens vrai du mot » (P4-D14), car il s'assure que la « très grande majorité du peuple » est en sûreté (P4-D14). Malgré le recours aux mouvements de masse, Deng Xiaoping est catégorique : la lutte contre la criminalité se fait dans le cadre de la loi<sup>16</sup>.

Dans un message qu'il a envoyé à une école de Beijing, le 1<sup>er</sup> octobre 1983 (P4-D15), jour de la fête nationale, Deng Xiaoping affirme que « l'éducation devrait répondre aux besoins de la modernisation, du monde et du futur » (P4-D15). Corollairement, outre l'enseignement des *Quatre vertus cardinales* et de l'histoire officielle de la RPC et du Parti, le contenu des programmes est entièrement soumis au plan économique. De plus, en raison de l'esprit des *Quatre vertus cardinales* et de l'histoire officielle de la RPC et du Parti, lesquelles limitent tout véritable débat sur quelque finalité que ce soit autre que ceux portant les modalités de l'atteinte des objectifs fixés, ces programmes visent principalement un enseignement technique ou professionnel.

---

<sup>16</sup> À cet effet sont adoptées en septembre 1983 1) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Severe Punishment of Criminals Who Seriously Endanger Public Security* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987b, p. 32-34), 2) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Procedure for Prompt Adjudication of Cases Involving Criminals Who Seriously Endanger Public Security* (p. 35-36), 3) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Revision of the Organic Law of the People's Court of the People's Republic of China* (p. 37-46), 4) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Revision of the Organic Law of the People's Procuratorate of the People's Republic of China* (p. 47-54), 5) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Exercise by the State Security Organs of the Public Security Organs' Power of Investigation, Detention, Preparatory Examination and Arrest* (p. 59-60) de septembre 1983, et 6) les *Supplementary Provisions of the Standing Committee of the National People's Congress Concerning the Time Limits for Handling Criminal Cases* de juillet 1984 (p. 147-149).

## 10.6 – UN DISCOURS INTERNATIONAL RODE ET REPETITIF

Au lendemain du 12<sup>e</sup> Congrès du PCC, dans ses échanges avec des représentants étrangers, Deng Xiaoping rappelle les grandes orientations économiques, politiques, internationales, culturelles, etc. du Congrès et met l'accent sur les réussites qui pavent la voie vers leur réalisation. Ainsi, le 12 septembre 1982 (P4-D3), lors d'un entretien avec Kim Il Sung, il affirme, compte tenu de la stabilité politique, que le 12<sup>e</sup> Congrès avait fait le juste choix lorsqu'il a privilégié le développement économique afin de quadrupler le PNB d'ici la fin du siècle et en mettant l'accent, dans l'ordre des priorités, sur l'agriculture, les ressources énergétiques, les communications, l'éducation et la science. Comme il le résume, la première décennie sera consacrée à l'établissement des fondations nécessaires à une croissance rapide au cours de la seconde décennie. Dans l'un et l'autre cas, le développement de l'éducation et de la science est crucial. Pour Deng Xiaoping, les résolutions du 12<sup>e</sup> Congrès, en conformité avec le marxisme-léninisme-maoïsme et avec le pragmatisme, démontrent que la page du « *gauchisme* » (P4-D3) a définitivement été tournée. Il rappelle que le socialisme n'est que la première étape vers le communisme et que pour cette raison, le socialisme se caractérise par le développement accéléré des forces productives, l'élimination progressive de la pauvreté et l'augmentation constante de la qualité de vie. Ce n'est qu'en remplissant ces conditions que le socialisme prouvera sa supériorité. Néanmoins, Deng Xiaoping souligne que sa construction en Chine est en cours depuis trois décennies, mais que les résultats ne sont pas encore probants. Pour lui, la raison est évidente : l'accent doit être mis sur le développement économique. Ce n'est que lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* qu'il est devenu la priorité.

Lors d'une rencontre avec une délégation du Parti communiste indien (marxiste), le 29 avril 1983 (P3-D10), Deng Xiaoping rappelle que la révolution, conduite par des cadres locaux, s'accomplit dans un contexte national. Pour cette raison, aucun étranger ne peut prétendre leur donner des ordres, sinon les erreurs sont inévitables : Lénine a triomphé, selon lui, parce qu'il a adapté le marxisme aux conditions russes, et Mao Zedong, parce qu'il a adapté le marxisme-léninisme aux conditions chinoises sans prêter attention aux gesticulations de Staline qui se voulait alors « l'arbitre suprême » (P3-D10). Il précise néanmoins immédiatement qu'il est important d'apprendre de l'expérience acquise à l'étranger, mais qu'il est tout aussi important d'apprendre

de ses propres erreurs. Il rappelle que ce n'est que lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* que le principe : « la pratique est le seul critère de la vérité » (P3-D10) est devenu la ligne officielle du PCC, réaffirmée lors du 12<sup>e</sup> Congrès. Les quatre années écoulées depuis 1979 ont constamment prouvé sa justesse. Pour conclure, Deng Xiaoping affirme qu'un parti véritablement marxiste se concentre sur le développement des forces productives et l'amélioration progressive des conditions de vie. Il renchérit en affirmant que le PCC est en train de construire « une société socialiste avec un haut degré d'éthique et de culture » (P4-D10) caractérisée par « un peuple faisant preuve d'idéaux communistes, d'intégrité morale, d'une bonne éducation, d'un sens de la discipline [...], [d'] internationalisme et [de] patriotisme [...] » (P4-D10). Ainsi, comme Mao Zedong avant lui, qui avait réellement fait évoluer la théorie et la pratique, Deng Xiaoping cherche à redéfinir le sens du marxisme en fonction de ses priorités et à faire de la RPC le modèle à imiter sur le plan international.

Par contre, comme il l'affirme à des experts étrangers lors d'un *Symposium sur les politiques scientifiques et technologiques*, le 18 juin 1983 (P4-D11), la construction en cours du socialisme reflète les « conditions et réalités concrètes chinoises » (P4-D11), et elle est appréciée du peuple. Il ajoute que « les politiques ne changeront plus, ou [...] alors pour le mieux » (P4-D11), et que l'ouverture sur le monde extérieur continuera de s'élargir. De même, si l'agriculture et l'industrie sont mues par leurs propres règles de développement, Deng Xiaoping affirme que le système de responsabilité qui lie la rémunération individuelle à l'activité réelle ne changera pas non plus. Sinon, et il est catégorique, la RPC sombrera à nouveau dans « le sous-développement et la pauvreté » (P4-D11).

Dans le même esprit, Deng Xiaoping réitère lors d'une rencontre avec une délégation japonaise de la *Seconde session du Conseil sino-japonais des personnes non gouvernementales* (P4-D21) que le marxisme, et non le capitalisme, a prouvé sa justesse en Chine. Pour lui, le capitalisme a dominé durant les décennies précédant la libération sans délivrer la Chine de sa situation semi-féodale et semi-coloniale. Il poursuit en affirmant que sans la « foi » (P4-D21) dans le marxisme et dans le socialisme, et il souligne d'un marxisme et d'un socialisme adaptés aux conditions chinoises, la libération, la reconstruction et le décollage économique auraient été impossibles. Il



précise que c'est tardivement que les sens véritables de marxisme et de socialisme ont été 'trouvés' :

1 – le marxisme a pour objet principal le développement des forces productives;

2 – le socialisme est un type de société caractérisé par des forces productives hautement développées et une abondance matérielle;

3 – une société régie par le principe de « chacun selon ses habiletés, à chacun selon ses besoins » (P4-D21).

Par comparaison, le capitalisme repose sur trop de disparités économiques et en crée. C'est pourquoi Deng Xiaoping affirme que la ligne de modernisation et de développement « continu » (P4-D21) des forces productives ne changera pas, sauf en cas de guerre mondiale, et encore. Il est important de souligner que si la formule « développement continu des forces productives » (P4-D21) s'oppose à celle de Hua Guofeng – 'continuer la révolution sous la dictature du prolétariat' –, sa structure argumentative – continuer la révolution, continuer le développement – est similaire. Il rappelle que dans l'immédiat, cela signifie atteindre une prospérité moyenne d'ici l'an 2000 et en faire profiter l'ensemble de la population en encourageant les initiatives, prioritairement celles des populations rurales. Il ajoute que l'ouverture aux investissements étrangers de 14 villes côtières, loin de favoriser l'essor du capitalisme, apportera au contraire les capitaux nécessaires à la construction du socialisme. Il conclut en rappelant que cette voie a été suivie depuis cinq ans et que la vitesse de développement dépasse toutes les attentes. Il réaffirme le succès de cette voie lors d'un entretien avec le président des Maldives, Maumoon Abdul Gayoom, le 26 octobre 1984 (P4-D29).

Dans son échange avec des représentants du Conseil indien de la Recherche en science sociale, le 22 octobre 1982 (P4-D6), Deng Xiaoping soutient que l'amitié sino-indienne, et de manière générale la coopération sud-sud, devrait être renforcée sur la base des *Cinq principes de la coexistence pacifique* proposés par Jawaharlal Nehru [1889-1964] et Zhou Enlai en 1954 : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-

interférence mutuelle dans les affaires internes, égalité et avantages mutuels, et coexistence pacifique. Deng Xiaoping précise que la coexistence pacifique repose sur des concessions de part et d'autre, et qu'elle est si importante pour la RPC que celle-ci a fait les premiers pas. Si tous les différends ne trouvent pas une solution immédiate, Deng Xiaoping suggère qu'il est préférable de les laisser en suspens, au profit de l'amélioration des relations commerciales, économiques et culturelles, car l'intérêt national de la RPC est la multiplication et l'intensification des échanges avec l'étranger, afin de garantir les meilleures conditions pour la croissance de son économie. Il enchaîne alors sur la question des pays du Tiers-monde, toujours plus endettés et appauvris, alors que les pays riches, toujours plus riches, refusent de les aider. Il se demande comment ces derniers pourront espérer y ouvrir de nouveaux marchés, et pourquoi ces premiers placent encore leurs espoirs dans les pays du Nord. Pour lui, il est évident que la solution pour les pays du Tiers-monde repose sur le renforcement de la coopération Sud-Sud, et la RPC cherche à leur montrer la voie.

Il revient sur ce thème lors d'un échange avec le président du Brésil, Oliveira Figueiredo, le 29 mai 1984 (P4-D20). S'il encourage l'intensification du dialogue nord-sud en faisant reposer la croissance continue du Nord sur la croissance du Sud, il fait néanmoins de l'intensification de la coopération Sud-Sud et de la préservation de la paix mondiale sans laquelle cette coopération serait mise à mal, les deux principales priorités. Ce qui ne l'empêche pas non plus de chercher à nouer des liens avec les pays riches, comme le prouve son entretien avec le premier ministre du Japon, Yasuhiro Nakasone, le 25 mars 1984 (P4-D19). Deng Xiaoping fait part de son souhait d'intensifier la coopération avec le Japon, particulièrement « la coopération économique et technique non gouvernementale » (P4-D19). Il rappelle les réussites déjà obtenues, mais pointe le manque de capitaux et, soulignant les avantages mutuels qu'ils peuvent en retirer, demande au gouvernement japonais d'intercéder en sa faveur auprès des acteurs économiques. Deng Xiaoping rappelle alors sa longue carrière sans revirement au sein du Parti et de l'État, afin de prouver son attachement à une seule ligne et son respect des engagements pris. Il est intéressant de souligner que, bien qu'il parle de son expérience durant la Révolution, la Guerre de libération, la Construction du socialisme et la *Révolution culturelle*, il ne mentionne pas la Guerre de résistance antijaponaise.

Lors d'une entrevue avec des délégués étrangers à l'occasion d'un symposium sur la *Coopération économique chinoise avec les pays étrangers* (P4-D26), le 6 octobre 1984, il pousse plus loin ce souhait de coopération avec les pays développés. Il rappelle que les *Réformes* visent à quadrupler le PNB avant l'an 2000, et à rivaliser avec les pays développés vers les années 2030-2050, avant d'admettre qu'il s'agit là d'un projet ambitieux. Il souligne que les réformes à la campagne commencent à porter leurs fruits, cela trois ans à peine après leur lancement, alors que celles en milieu urbain, qui vont être lancées lors de la *Troisième plénière du 12<sup>e</sup> Comité central* le 20 octobre 1984, ne produiront pas de résultats concrets aussi rapidement. Convaincu du succès des réformes, il souligne néanmoins que l'ouverture aux transferts de capitaux et de technologies est une garantie non seulement supplémentaire, mais nécessaire. De plus, pour la première fois, Deng Xiaoping aborde la question de la contribution que les *Réformes et l'Ouverture* en RPC peuvent apporter à l'économie mondiale. Il fait reposer le succès des réformes sur la conformité avec la ligne politique « juste » (P4-D26), adoptée lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*. Pour lui, il faudra maintenir cette ligne durant les « 50 à 70 ans » (P4-D26) à venir, et avance même qu'au fur et à mesure qu'elle fera ses preuves la probabilité qu'elle change deviendra de plus en plus faible. Il précise que ce succès se traduira inévitablement par l'augmentation du volume des échanges et l'approfondissement de la coopération avec le reste monde : la RPC sera donc un facteur de paix. Il lie alors le futur développement économique des pays développés à l'approfondissement de la coopération économique des acteurs économiques étrangers avec la RPC. Cherchant à réassurer les investisseurs étrangers potentiels, il rappelle la refonte des lois en cours et annonce que la RPC assumera une partie des risques d'investissement.

Lors d'un échange avec le Chancelier fédéral allemand Helmut Kohl (P4-D27), le 10 octobre 1984, Deng Xiaoping affirme que les *Réformes* sont véritablement une « Révolution » (P4-D24), mais une Révolution fondamentalement distincte de la *Révolution culturelle*. Toutefois, il ajoute que le succès de cette révolution repose sur la préservation de la paix mondiale. Pour cette raison, poursuit-il, la RPC cherche à améliorer ses relations avec les superpuissances, tout en contrant l'hégémonisme de l'une comme de l'autre, et cherche à améliorer ses relations aussi avec les pays du Tiers-monde, l'Europe et le Japon. Lors d'un entretien avec le président birman, U San Yu, le 31 octobre 1984 (P4-D30), il fait même reposer l'intensification du dialogue Nord-Sud sur celle du dialogue Sud-Sud, et fait des *Cinq principes de la coexistence pacifique*, c'est-à-dire le respect de la

souveraineté et la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays, la meilleure base sur laquelle doivent reposer les relations internationales, par opposition au système des blocs de l'ouest et de l'est, obstacles à la paix.

Il rappelle à une délégation de la Chambre japonaise de commerce et d'industrie, le 4 mars 1985 (P4-D33), que la « Chine » a toujours recherché la paix, tandis que l'Europe et le Japon n'ont pas les moyens de déclencher une guerre, et qu'ils se sont ralliés au camp de la paix. Selon lui, il ne fait aucun doute que le développement du Tiers-monde, en général, et de la « Chine », en particulier, sont des facteurs de paix : le renforcement de la RPC est une garantie de la paix et de la stabilité en Asie-Pacifique, bien qu'elle n'ait pas encore la force nécessaire pour contenir les deux superpuissances. Il fait du développement économique et de la préservation de la paix mondiale les deux enjeux les plus importants. De plus, pour lui, ces deux enjeux sont liés : la préservation de la paix mondiale repose sur le développement économique et vice-versa. Deng Xiaoping fait alors état de la disparité mondiale : un milliard de consommateurs-producteurs dans les pays développés contre trois milliards d'habitants dans les pays du Tiers-monde. Selon lui, les économies des pays du Tiers-monde ne pourront décoller sans les investissements des pays développés, et les pays développés ne pourront continuer de voir leur économie croître qu'à la condition qu'ils investissent dans les économies du Tiers-monde. Si les investissements et les transferts de technologies vers les pays du Tiers-monde intensifient la compétition mondiale, ils permettent néanmoins le développement de leurs économies. Plus celles-ci croissent, plus elles se révéleront des débouchés viables pour la production des pays développés. En conclusion, Deng Xiaoping invite les entrepreneurs japonais à contribuer au développement économique de la RPC.

## **10.7 – LA REUNIFICATION NATIONALE**

Durant la seconde moitié de l'année 1982 et tout au long de l'année 1983, la question de la réunification nationale n'est mentionnée que deux fois. Par contre, elle est abordée six fois en 1984 au cours des seize prises de position publiques de Deng Xiaoping. Bien que faisant techniquement partie du discours international de la RPC, la forme et le contenu du discours sur la réunification nationale s'en distinguent, car la RPC en fait un enjeu prioritaire et le Parti, un enjeu de légitimité. C'est pourquoi les prises de position de Deng Xiaoping sont non seulement

programmatisques, mais aussi impératives, comme le montre son échange avec Margaret Thatcher, première ministre britannique, 102 jours après la fin de la *Guerre des Malouines* [2 avril - 4 juin 1982], qui a opposé le Royaume-Uni et l'Argentine sur la question de la souveraineté des Malouines. Le 24 septembre 1982 (P4-D4), Deng Xiaoping annonce à Thatcher l'intention de la RPC de récupérer Hong Kong en 1997 et met de l'avant deux enjeux : la souveraineté et la stabilité. Il poursuit en affirmant que la souveraineté « chinoise » sur Hong Kong est indiscutable. Pour cette raison, les négociations devraient commencer immédiatement afin de préparer la transition. Il ajoute que si la RPC ne parvient pas à exercer sa souveraineté sur Hong Kong dans un délai raisonnable, le peuple verra dans le Parti un nouveau Li Hongzhang, qui a échoué à contrer les impérialismes au 19<sup>e</sup> siècle. Par conséquent, ajoute-t-il, le peuple perdra confiance dans le Parti. C'est pourquoi il invite le Royaume-Uni à abandonner son image impérialiste et colonialiste.

Par contre, plus pragmatique, il laisse clairement comprendre que si, d'une part, la RPC n'a pas encore les moyens pour exercer sa souveraineté sur Hong Kong, et que si, d'autre part, elle ne reprend pas ses droits de souveraineté sur Hong Kong en 1997, sa modernisation sera entravée. Car elle a besoin des capitaux, des savoirs et des expériences qui y sont accumulés. C'est pourquoi la préservation du système capitaliste à Hong Kong après la réunification est garantie d'avance. De même, la préservation du système politique, Hong Kong étant une colonie anglaise sans véritables institutions démocratiques, facilitera l'administration chinoise. Par contre, il n'en va pas de même du système légal, car comme il l'affirme lui-même : « certaines [lois] vont devoir être modifiées » (P4-D4), sans préciser lesquelles. Bien que Deng Xiaoping exprime le souhait d'une consultation de la population de Hong Kong dans le processus, il confirme en réalité que la RPC, dans une réflexion à long terme, a d'ores et déjà planifié la passation des pouvoirs, mais il espère pour le moment le maintien du *statu quo* jusqu'en 1997 afin d'assurer une transition en douceur. Il fait clairement savoir à Thatcher que le Royaume-Uni est responsable de la préparation de cette transition, qu'il lui revient de garantir la prospérité de Hong Kong et que la RPC tiendra le Royaume-Uni responsable de tout « trouble » (P4-D4), c'est-à-dire de toute opposition à la réunification au cours de la période précédant la transition, et, du fait même, susceptible de la remettre en question. Il renchérit, avec des menaces à peine voilées : face à une telle éventualité, la RPC « repensera le calendrier et les moyens de la réunification » (P4-D4), c'est-à-dire qu'elle récupérera Hong Kong par la force. Il est important de souligner que Deng Xiaoping fait clairement savoir que le Parti-État

ne tolérera aucune remise en question, et encore moins toute opposition intérieure. Dans les deux cas, il y répondra systématiquement par la force.

À l'occasion d'un entretien avec le professeur Winston L. Y. Yang de l'université Seton Hall aux É.-U., le 26 juin 1983 (P4-D12), Deng Xiaoping affirme qu'il ne voit plus d'opposition fondamentale entre le PCC et le KMT, d'autant plus que tous deux font de la réunification nationale une priorité. C'est pourquoi il propose des échanges entre les deux partis afin de réaliser cet objectif commun de manière pacifique sous l'égide d'un troisième *Front commun* (cf. chap. 2). Par contre, il pose trois conditions préalables à toute reprise des échanges :

- 1 – toute « autonomie complète » (P4-D12) de Taiwan est hors de question;
- 2 – toute réunification nationale sous l'égide des *Trois principes du peuple* est « irréaliste » (P4-D12);
- 3 – ces échanges ne se dérouleront pas au niveau gouvernemental, car Taiwan est une région administrative chinoise.

Par contre, il annonce qu'après la réunification, Taiwan « pourra » (P4-D12) conserver son système social distinct. De plus, il précise :

- 1 – que le gouvernement de Taiwan conservera une justice indépendante;
- 2 – que les décisions de justice ne seront pas soumises à la sanction de Beijing;
- 3 – que Taiwan pourra maintenir ses forces armées tant et aussi longtemps qu'elles ne menaceront pas la Chine continentale;
- 4 – que l'administration sera exercée par les « autorités de Taiwan » (P4-D12), sans transfert de personnel civil ou militaire de la Chine continentale, mais que « certains » postes du gouvernement central seront « réservés à Taiwan » (P4-D12).

Deng Xiaoping émet alors le vœu que les « autorités de Taiwan » (P4-D12) étudient avec attention les neuf principes avancés par Ye Jianying le 30 septembre 1981, principes dont il vient d'en rappeler quatre. Les cinq autres sont les suivants :

- 5 – reprise des échanges entre la Chine continentale et Taiwan;
- 6 – aide du gouvernement central en cas de difficultés financières de Taiwan;
- 7 – facilitation de l'établissement en Chine continentale des ressortissants de Taiwan et libre circulation entre Taiwan et la Chine continentale;
- 8 – invitation des acteurs économiques taiwanais à investir et commercer avec la Chine continentale;
- 9 – rappel qu'il est le devoir de tout « chinois », et donc des ressortissants taiwanais, de se mobiliser et d'agir en vue de la réunification nationale.

Ce qui précède suscite six remarques :

- 1 – la justice en RPC est officiellement indépendante, mais la Constitution et la loi soumettent la justice aux intérêts du Parti-État;
- 2 – les décisions de justice des échelons inférieurs n'ont pas à être approuvées par la Cour suprême et cette dernière n'intervient que pour casser une décision 'non conforme';
- 3 – les régions autonomes peuvent organiser leurs propres forces de sécurité publique;
- 4 – celles-ci sont 'officiellement' administrées par la minorité nationale dominante et jouissent de l'autonomie financière;
- 5 – par contre, selon le centralisme démocratique, les organes d'État aux échelons supérieurs dirigent et sanctionnent les activités des organes d'État des échelons inférieurs, et Deng Xiaoping fait clairement comprendre que les autorités de Beijing forment le gouvernement central et les autorités de Taiwan un gouvernement local;
- 6 – et que dans le processus de décision, la minorité se soumet à la majorité. Conséquemment, les représentants de Taiwan seront inévitablement en minorité au sein du gouvernement central et indissolublement liés à toute décision qui leur serait défavorable.

De plus, il ne fait aucun doute, tant pour Deng Xiaoping que pour Ye Jianying, que la République populaire de Chine est le 'seul' gouvernement légitime de la Chine, comme le prouve l'utilisation de l'expression « autorités de Taiwan » (P4-D12) et l'absence de toute mention de la République de Chine. Selon eux, la réunification signifie donc la réorganisation de l'administration taiwanaise avant son intégration à l'administration de la RPC. De manière plus pragmatique, comme dans le cas de la réunification de Hong Kong, la RPC cherche à stimuler le transfert de capitaux, de techniques et de savoirs de Taiwan vers la Chine continentale pour soutenir sa propre croissance et son développement. Il affirme qu'elle est même prête à envoyer des observateurs simplement « pour voir, sans engager des échanges formels » (P4-D12).

Finalement, Deng Xiaoping aborde la question des É.-U., qu'il considère être le principal obstacle à la réunification. En reconnaissant « deux Chines » ou « une Chine-et-demie » (P4-D12), ils se refusent à admettre que la question taiwanaise relève des 'affaires internes de la Chine', c'est-à-dire de la RPC. Il renchérit en affirmant que toute ingérence dans les 'affaires internes de la Chine' signifierait la négation de l'indépendance de la Chine et se traduirait par « des troubles ininterrompus » (P4-D12). Il poursuit en soulignant que cette ingérence se manifeste aussi lorsque les É.-U. jugent la Chine à l'aune de leur système politique. Or, souligne-t-il, le système des élections aux É.-U. se traduit, par la multiplication des annonces politiques en période électorale, lesquelles sont récurrentes et rapprochées, et de prises de position une fois une fois le candidat élu, ce qui contribue à entretenir une confusion et une instabilité systématiques. Selon lui, grâce au système et à la ligne politique dominants depuis la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*, la RPC connaît une stabilité et une unité que les É.-U. devraient lui envier. Autrement dit, il affirme, d'une part, que Taiwan gagnerait à réintégrer la patrie, et, d'autre part, que le système politique de la RPC est supérieur à celui des démocraties libérales : toute critique de son système politique est donc nulle et non avenue.

Lors d'un échange avec une délégation du *Center for Strategic and International Studies* de l'Université Georgetown aux É.-U., le 22 février 1984 (P4-D17), il clarifie sa vision de la réunification pacifique des territoires chinois de Hong Kong et de Taiwan avec la Chine : ils garderaient leur système économique dans le cadre d'une « Chine unifiée » (P4-D17). Il qualifie cette solution de « une Chine, deux systèmes » (P4-D17). Il propose même d'appliquer cette



solution à d'autres conflits territoriaux en encourageant la gestion commune des territoires contestés sans préciser lesquels. Or, les États en question, comme la RPC, considèrent que ces questions territoriales relèvent de leur souveraineté et qu'elles sont donc des affaires intérieures. La proposition de Deng Xiaoping n'a qu'une valeur symbolique, mais elle signale que la RPC promeut la paix. Plus pratiquement, comme il le répète inlassablement, la RPC est le seul gouvernement légitime de la Chine. Autrement dit, le slogan « une Chine, deux systèmes » signifie réellement : 'un système politique, deux systèmes économiques'.

Il précise sa pensée lors d'une rencontre avec des membres d'une délégation industrielle et commerciale et des personnalités politiques de Hong Kong, les 22 et 23 juin 1984 (P4-D21). Il leur explique clairement que l'intérêt de Hong Kong pour la RPC découle de son statut de « port franc » (P4-D21), de celui de « centre commercial et financier international » (P4-D21) et de ses relations économiques internationales. C'est pourquoi il affirme que son système légal va rester « essentiellement le même » (P4-D21). Or, « essentiellement le même » ne signifie pas 'le même', comme cela a été souligné plus tôt. Une fois encore, il reste muet sur les changements réels qui vont y être apportés. S'il affirme qu'aucun fonctionnaire de Chine continentale ne sera attaché au gouvernement de Hong Kong, il mentionne néanmoins que des troupes y seront laissées en garnison « pour garantir la sécurité nationale » (P4-D21). Or, comme cela a été montré dans l'étude de la Constitution de 1982, il y a identité entre l'État et la nation : les intérêts du Parti-État vont donc inévitablement peser sur les affaires intérieures de Hong Kong et la garnison aura pour fonction de les garantir. Il le confirme d'ailleurs lui-même quand il affirme que le principe « un pays, deux systèmes » signifie « qu'au sein de la République populaire de Chine, le continent avec son milliard d'habitant va maintenir le système socialiste, et que Hong Kong et Taiwan vont continuer sous le système capitaliste » (P4-D21). Et, comme nous venons de le montrer, le système politique de la RPC ne peut être remis en question : les administrations de Hong Kong et Taiwan y seront donc soumises. Il déclare que la politique d'ouverture envers l'étranger ne changera pas, car le succès du développement en dépend. Il en ira de même de son attitude envers Hong Kong et Taiwan. En fait, la réunification de Hong Kong et de Taiwan, à l'instar de la création des ZES, représente pour la faction de Deng Xiaoping, la clé de voûte du mouvement de *Réformes de d'Ouverture*.

Réitérant son souhait de voir la population de Hong Kong participer au processus de transition, il trace alors pour la première fois les contours du régime politique après la réunification. Rappelant sa confiance en la capacité des Hongkongais à s'administrer eux-mêmes, il propose que le corps des administrateurs soit formé de patriotes hongkongais, chinois et « étrangers » (P4-D21). Trois remarques importantes doivent être faites ici :

1 – comme nous l'avons vu, le terme 'patriote ' qualifie toute personne qui accepte, obéit et promeut le régime politique de la RPC et ses intérêts, c'est-à-dire le Parti-État, qu'il soit membre du Parti ou non;

2 – le patriotisme est un devoir constitutionnel;

3 – alors que les Hongkongais devaient s'administrer de manière autonome, ils siègeront en compagnie de 'Chinois', c'est-à-dire de ressortissants de la Chine continentale, qui exerceront très clairement une fonction d'encadrement de l'administration hongkongaise.

Autrement dit, la « prise du pouvoir gouvernemental en douceur par le peuple de Hong Kong » (P4-D21) ne signifie pas autre chose que la mainmise de Beijing sur Hong Kong, et potentiellement sur Taiwan, après la réunification.

Lors d'une rencontre avec le secrétaire d'État des affaires étrangères britannique, Sir Geoffrey Howe, le 31 juillet 1984 (P4-D23), après avoir reconnu une légitimité rétroactive au concept de « un pays, deux système », en le faisant remonter à la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*, Deng Xiaoping lie la faisabilité de la réunification de Hong Kong et de Taiwan au maintien de « leur prospérité et stabilité » (P4-D23), et lie cette « prospérité et stabilité » au maintien du système capitaliste. C'est pourquoi il avertit que « le système capitaliste et le mode de vie » de Hong Kong resteront inchangés pour « 50 ans après 1997 » (P4-D23). Parce que la RPC entend clairement profiter des avantages offerts par l'économie de Hong Kong, il impose les conditions suivantes aux autorités britanniques de Hong Kong :

1 – qu'elles préservent le statut de devise internationale du dollar de Hong Kong;

2 – qu'elles n'utilisent pas leur rente immobilière pour accroître leurs dépenses administratives;

3 – qu'elles n'accroissent pas la masse salariale ou celle des retraites des employés gouvernementaux;

4 – qu'elles n'organisent pas un groupe d'administrateurs afin de peser sur les affaires de Hong Kong après la réunification;

5 – qu'elles fassent tout pour prévenir la fuite des capitaux britanniques.

Selon Deng Xiaoping, les autorités de la RPC et les autorités britanniques doivent travailler de concert afin de préparer la transition la plus douce possible.

Le 26 septembre 1984, l'accord de transfert de souveraineté de Hong Kong prévu pour le 1<sup>er</sup> juillet 1997 – date du 96<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du PCC et du 19<sup>e</sup> anniversaire du mouvement de *Réformes de d'Ouverture* – a été signé par le Royaume-Uni et la RPC. Le 3 octobre, dans les meilleures dispositions, Deng Xiaoping rencontre des visiteurs de Hong Kong et de Macao venus pour les célébrations du 1<sup>er</sup> octobre, la fête nationale (P4-D24). Il commence en rappelant que s'ils sont venus, c'est parce qu'ils aiment la patrie et n'ont pour seul souci que sa stabilité et sa prospérité : à ses yeux, ce sont de vrais 'patriotes'. Anticipant les questions sur la politique du Parti-État après la réunification, il affirme que nul n'a à se préoccuper d'un changement d'orientation politique, car « être fidèle à sa parole est une tradition chinoise » (P4-D24) : il n'y aura donc aucun changement au cours des cinquante années suivantes. Mais immédiatement, il renchérit, de manière un peu contradictoire, en disant que s'il y avait des changements après la réunification, « ce sera pour le meilleur » et donc « que nous [Chinois] devons les recevoir les bras ouverts » (P4-D24). De même, Deng Xiaoping annonce que la RPC se réserve le droit de ramener l'ordre par la force à Hong Kong avant le 1<sup>er</sup> juillet 1997, et durant les cinquante années suivantes, si elle doit faire face à « des forces potentiellement perturbatrices » (P4-D24). Selon lui, tous devraient se réjouir lorsqu'une « intervention met fin aux troubles et ramène l'ordre » (P4-D24). S'il ne précise pas la nature de ces « troubles » potentiels, nous pouvons la déduire de sa

conception de « l'ordre » (P4-D24) qu'il développe depuis 1975 : leadership du Parti, hiérarchie, discipline, productivité, patriotisme.

Il rappelle le projet d'organiser un corps de patriotes affecté à l'administration de Hong Kong après la transition, avant d'ajouter, pour la première fois, que ce corps devrait commencer à influencer sur le gouvernement de Hong Kong au cours de la période précédant la transition. Il précise que les membres de ce corps seront « sélectionnés » (P4-D24) dans les divers corps de métiers et professions en fonction de leur jeunesse, de leurs compétences et de leur patriotisme, les qualités attendues des administrateurs du Parti-État. S'il affirme qu'ils seront élus par le peuple de Hong Kong, il affirme tout autant, d'un même souffle, qu'ils seront nommés par le gouvernement central. De plus, il ajoute qu'ils devront « adhérer au capitalisme », (D4-P24) ne jamais s'opposer aux intérêts de la patrie, c'est-à-dire de la RPC, et être préférablement des « centristes » (D4-P24). Or, il faut rappeler que Deng Xiaoping s'est toujours présenté comme un « centriste » en politique, opposé au gauchisme et au droitisme.

Quand Deng Xiaoping parle de 'l'administration de Hong Kong par les Hongkongais', tout semble indiquer que le modèle auquel il pense est celui de la *nouvelle démocratie* ou de la *dictature démocratique du peuple*, ce qui revient au même. C'est pourquoi il poursuit en déclarant qu'en cas de « troubles », il est du devoir du gouvernement central d'intervenir et du « peuple de Hong Kong » de faire de même, c'est-à-dire en fait du corps des administrateurs installé à Hong Kong. Il ajoute alors que si les autorités britanniques de Hong Kong ne maintiennent pas sa prospérité ou si elles alourdissent les frais administratifs, le gouvernement central se verra aussi dans l'obligation d'intervenir.

Deng Xiaoping annonce aussi que les principales fonctions de la future garnison de Hong Kong, sous le commandement direct du gouvernement central, auront pour rôle de rendre manifeste la souveraineté « chinoise » et de prévenir les « troubles » (P4-D24). Or, les « troubles » de l'ordre public sont du ressort de la police et des autorités civiles, et le recours à la troupe une décision radicale. Ainsi, Deng Xiaoping fait des « troubles » un enjeu de souveraineté. Car, comme il l'affirme, puisque les vrais patriotes appuieraient de tout cœur le retour de Hong Kong à la RPC, l'opposition ne peut venir que des 'traîtres intérieurs' et des forces internationales hostiles. De

plus, il nie d'emblée que Beijing, siège du gouvernement central et incarnation de la « Chine », pourrait être tenu responsable des « troubles » qui pourraient y avoir lieu, avant et après la réunification. Par voie de conséquence, toute critique des décisions de Beijing est sans objet. C'est pourquoi il en appelle au vrai peuple de Hong Kong, les patriotes, et les invite à choisir de « bons » administrateurs. Il poursuit en annonçant que les « institutions de Taiwan » (P4-D24) établies à Hong Kong pourront continuer à opérer librement et à propager les *Trois principes du peuple* et critiquer le PCC, mais tant « qu'ils ne fomenteront pas de troubles » ou ne « feront [pas] la promotion de *Deux Chines* » (P4-D24). Nous sommes donc en droit de nous demander quelle sera l'étendue des droits et libertés après la réunification, puisqu'il demande à « [...] tous, quelles que soient [leurs] vues politiques, même ceux qui critiquent le Parti communiste, [de s'] unir [derrière] la nation chinoise et [de l'] aider à défendre ses intérêts » (P4-D24). Avec le slogan « Vive la grande unité de la nation chinoise » (P4-D24), n'appelle-t-il pas en réalité à « l'unité des vues » (P3-D32) qu'il a inlassablement œuvré à instaurer en Chine continentale depuis son retour au pouvoir?

Lors d'un second entretien avec le président birman, U San Yu, le 31 octobre 1984 (P4-D30), Deng Xiaoping fait du principe de « un pays, deux systèmes » la mise en application des Cinq principes de la coexistence pacifique aux affaires internes de la Chine : la RPC « permet » à Hong Kong et à Taiwan de préserver leur système économique, le capitalisme, et « pourra » (P4-D30) même permettre à Taiwan de préserver ses forces armées<sup>17</sup>. Par contre, il considère ridicule l'idée avancée par les « autorités de Taiwan » (P4-D30) que la réunification se fasse dans le cadre des *Trois principes du peuple*, car il est inconcevable que les douze millions de ressortissants de Taiwan puissent imposer leur système politique à un milliard de personnes. Deng Xiaoping annonce même, advenant la réunification, que la RPC n'enverrait 'officiellement' personne. Il voit dans les relations étroites entre les É.-U. et les « autorités de Taiwan » le principal obstacle au rapprochement entre la RPC et les É.-U., car les É.-U. cherchent par tous les moyens à prévenir le rétablissement la souveraineté chinoise sur Taiwan, qu'ils traitent comme un « porte-avions » (P4-D30) ou une 'dépendance'. Or, selon lui, les É.-U. n'ont rien à perdre de la réunification de Taiwan, et la région pacifique s'en trouverait pacifiée.

---

<sup>17</sup> Lors de son entretien avec le professeur Winston L. W. Yang, Deng Xiaoping avait affirmé que Taiwan « pourra » garder ses forces armées (P4-D12) si elles ne menacent pas la Chine continentale. Manifestement, la conjoncture politique a évolué depuis puisqu'il n'en évoque plus que la possibilité : la RPC « pourra permettre » à Taiwan de préserver des forces armées ».

Le 19 décembre 1984, jour de la ratification de l'acte de transfert de souveraineté de Hong Kong entre la RPC et le Royaume-Uni (P4-D31), Deng Xiaoping déclare de manière surprenante à Thatcher que le concept « un pays, deux systèmes » découle du « matérialisme dialectique et du matérialisme historique ou, dans les mots du Président Mao Zedong, du principe de rechercher la vérité à partir des faits » (P4-D31). Il soutient qu'il n'y avait que deux solutions au problème de Hong Kong, « l'une non pacifique, et l'autre pacifique », et que la seconde reposait sur la compréhension juste des « conditions réelles à Hong Kong, en Chine et en Grande-Bretagne » (P4-D31) afin d'être acceptable aux trois parties. Il poursuit en affirmant que toute tentative par la RPC d'imposer le socialisme unilatéralement n'aurait pas été acceptée « par toutes les parties » (P4-D31), et se serait traduite par des « troubles ». C'est pourquoi, selon lui, « il n'y avait pas d'alternative » au principe « une chine, deux systèmes » (P4-D31) qui permet à Hong Kong de maintenir le système capitaliste et de conserver sa position comme port franc et centre financier. Il poursuit, en rappelant que les « Neufs principes » proposés « la veille de la fête nationale en 1981 » (P4-D31) par Ye Jianying pour la réunification de Taiwan expriment l'essence du principe « une chine, deux systèmes » bien que l'expression n'était pas encore utilisée. Et face à ceux qui doutent de son succès, Deng Xiaoping affirme que « les Chinois y croient car les négociations des deux dernières années ont prouvé qu'il marche » (P4-D31). Et à ceux qui craignent que la RPC ne change sa politique à l'égard de Hong Kong après la réunification, il réitère que « la Chine va toujours tenir ses promesses » (P4-D31).

Mais comme Deng Xiaoping l'explique lui-même, les raisons sont plus pragmatiques : l'atteinte des objectifs de modernisation, de croissance (quadruplement du PNB), et de développement (l'atteinte de la prospérité moyenne d'ici l'an 2000, et le niveau de développement des pays développés vers 2030-2050) reposent précisément sur le maintien de la prospérité et de la stabilité de Hong Kong. De même, poursuit-il, l'atteinte de ces objectifs repose aussi sur le maintien de la stabilité à Taiwan. En rappelant que Taiwan appartient à la « Chine », on peut se demander, si, tout comme il l'avait dit pour Hong Kong, la RPC ne se réserve pas le droit d'y intervenir par la force en cas de « troubles ». Il précise le sens de « une Chine, deux systèmes » (P4-D31) : la position dominante du socialisme est indiscutable en Chine continentale; il sera maintenu dans cette position dominante « avec fermeté »; et c'est parce que le socialisme « est » dans une position dominante que le capitalisme sera « permis [...] dans ces petits territoires

restreints à ses marges »<sup>18</sup> (P4-31). Selon Deng Xiaoping, ce n'est que par cet arrangement que le capitalisme « contribuera au développement du socialisme » (P4-D34), c'est-à-dire à l'économie d'État.

## 10.8 – LA FETE NATIONALE DE 1984

Le 1<sup>er</sup> octobre 1984, jour de la fête nationale, dans un discours très axé sur le développement économique lors de la cérémonie publique célébrant le 35<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la RPC<sup>19</sup> (P4-D24), il commence par remercier les « camarades, compatriotes et amis » qui œuvrent à la modernisation socialiste, à la réunification nationale et à la sécurité nationale. Il enchaîne en faisant officiellement de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* le moment de renaissance de la RPC, car elle lui a enfin donné « la stabilité, l'unité, la démocratie et la primauté de la loi » qui lui faisaient défaut afin de pouvoir se consacrer entièrement à la « modernisation socialiste » (P4-D24).

Il poursuit en maintenant que la croissance sans précédent et les succès obtenus et « largement reconnus » (P4-D24) témoignent de la justesse de la réorientation politique. Il rappelle alors l'objectif de quadrupler le PNB entre 1980 et 2000, décrété au 12<sup>e</sup> Congrès du Parti. Il fait alors reposer le succès futur de la croissance sur :

1 – « la réforme systématique de tout ce qui dans la structure économique existante entrave [le] progrès » (P4-D24)<sup>20</sup>;

---

<sup>18</sup> Cette décision ne peut être rapprochée de celle de céder sous la contrainte des concessions comme cela s'est produit au 19<sup>e</sup> siècle, car, à toutes fins utiles, la Chine renonçait au contrôle de ces territoires administrés par les puissances coloniales (voir Fairbank et Goldman 2006). La RPC contrôlera et administrera Hong Kong, et cherche à faire de même pour Taiwan.

<sup>19</sup> Il faut souligner que c'est la seule fois – dans les textes sélectionnés – où il s'adresse à la nation.

<sup>20</sup> Cette réforme sera actée par 1) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Authorizing the State Council to Reform the System of Industrial and Commercial Taxes and Issue Relevant Draft Tax Regulations for Application* de septembre 1984 (p. 150), 2) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on the Establishment of Maritime Courts in Coastal Port Cities* en novembre 1984 (p. 151-152), 3) la *Accounting Law of the People's Republic of China* adoptée en janvier 1985 et effective en mai 1985 (p. 155-161), 4) la *Decision of the Third Session of the Sixth National People's Congress on Authorizing the State Council to Formulate Interim Provisions or Regulations Concerning the Reform of the Economic Structure and the Open Policy* en avril 1985 (p. 201), 5) la *Fisheries Law of the People's Republic of China* adoptée en janvier 1986 et effective en juillet 1986 (p. 207-214), 6) la *Mineral Resources Law of the People's Republic of China* adoptée en mars 1986 et effective en octobre 1986

- 2 – la transformation technique des entreprises à l'échelle nationale en fonction du plan;
- 3 – le développement de la recherche en science et technologie;
- 4 – le développement de l'éducation à tous les niveaux et la formation des travailleurs, du personnel administratif et des cadres;
- 5 – le respect du savoir et des intellectuels qui y contribuent.

Puis, il réaffirme l'attachement de la RPC à la paix mondiale, son opposition aux hégémonismes, son souhait de voir une réduction significative des tensions et des armements internationaux. Il rappelle aussi l'attachement de la RPC aux *Cinq principes de la coexistence pacifique* sur lesquels repose son ouverture diplomatique, économique et culturelle, et espère la multiplication et l'intensification de ses relations internationales. Il ajoute qu'elle souhaite la résolution de tous les différends internationaux, à l'instar de celui entre la RPC et le Royaume-Uni à propos de Hong Kong, sur la base de ces cinq principes. Par contre, il ajoute que tant et aussi longtemps que les tensions ne seront pas retombées sur le plan international, il est urgent de renforcer la défense nationale. Il appelle donc à continuer de hausser le niveau de compétence, de compréhension politique et de maîtrise de la guerre moderne des forces armées afin de pouvoir vaincre la menace principale, c'est-à-dire les deux superpuissances.

Il poursuit en exprimant le souhait d'une réunification pacifique de Taiwan à la Chine, selon lui inévitable, et invite tous ses compatriotes à l'accélérer. Il conclut par un vibrant appel : « Vive la grande République populaire de Chine ! Vive le grand Parti communiste de Chine ! Vive la grande Armée populaire de Libération ! Vive la grande union de toutes les nationalités de Chine » (P4-D24). Les cinq années précédentes [1979-1985] furent un succès, les cinq années suivantes semblent appeler des succès plus grands encore.

---

(p. 215-224), 7) la *Land Administration Law of the People's Republic of China* adoptée en juin 1986 et effective en janvier 1987 (p. 258-270), 8) la *Law of the People's Republic of China on Enterprise Bankruptcy* en décembre 1986 (p. 289-297), 9) la *Customs Law of the People's Republic of China* adoptée en janvier 1987 et effective en juillet 1987 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1990, p. 9-23), 10) la *Law of the People's Republic of China on Industrial Enterprises Owned by the Whole People* adoptée en avril 1988 et effective en août 1988 (p. 143-155), 11) la *Law of the People's Republic of China on Chinese-foreign Contractual Joint Ventures* d'avril 1988 (p. 159-164), et 12) la *Law of the People's Republic of China on Import and Export Commodity Inspection* adoptée en février 1989 et effective en août 1989 (p. 263-269).



Lors de la Troisième plénière de la *Commission consultative centrale*, le 22 octobre 1984 (P4-D28), Deng Xiaoping rappelle le jugement positif qu'il porte sur les cinq années écoulées depuis la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* et sur les perspectives d'avenir. Puis, il louange la *Décision sur la réforme de la structure économique* adoptée le 20 octobre 1984, qui a pour objectif la création d'une « économie de marché planifiée » (P4-D28). Ce document programmatique est d'une importance théorique majeure puisqu'il nie toute contradiction fondamentale entre le plan et le marché dans le « marxisme » (P4-D28), et Deng Xiaoping précise qu'il n'a pas eu à intervenir dans sa formulation. Autrement dit, cinq ans après son accession au pouvoir, la réforme de l'appareil du Parti-État qu'il a instaurée et accompagnée est un succès : sans avoir à être guidé par une personnalité exceptionnelle, l'appareil fonctionne désormais de lui-même et par lui-même dans le sens voulu. Il intime alors aux membres de la *Commission consultative centrale* de le faire savoir à la communauté internationale en précisant bien, en conséquence, que les grandes orientations ne pourront plus changer après sa mort. Deng Xiaoping rappelle ces grandes orientations par ordre d'importance :

- 1 – développement économique afin de raffermir les liens entre le Parti-État et la population;
- 2 – réunification pacifique de Taiwan, bien que l'usage de la force reste une option stratégique;
- 3 – préservation et renforcement de la paix mondiale au moyen d'accords 'bilatéraux', comme condition d'un développement économique continu.

Il est important de souligner que Deng Xiaoping ne mentionne jamais la possibilité d'accords 'multilatéraux', probablement parce qu'ils imposent comme condition initiale la limitation volontaire de la souveraineté et, surtout, qu'ils rééquilibreraient toute amélioration de la position internationale de RPC. Or, les succès intérieurs, la croissance et le développement ont largement surpassé les objectifs du sixième plan quinquennal, tandis que les succès extérieurs ont favorisé la réunification de Hong Kong, ont rehaussé le poids international de la RPC et, en conséquence, donnent plus d'assurance au Parti-État dans ses relations avec l'extérieur. Ainsi, pour la première fois, Deng Xiaoping mentionne que les îles inhabitées de Diaoyu (钓鱼岛) et Nansha (南沙群岛) (Spratly) sont englobées dans l'aire de souveraineté « chinoise », les « cartes » (P4-D28)

géographiques l'ayant toujours montré selon lui. Par contre, comme elles sont « occupées » par le Japon, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam, et qu'il a rappelé les engagements de la RPC envers la paix mondiale, il propose la création de structures bilatérales de codéveloppement économique dont profiterait la RPC. Inutile de préciser que les 'occupants' de ces îles les considèrent comme faisant partie intégrante des pays dont elles relèvent et qu'il n'est pas question de négocier cette souveraineté. C'est pourquoi, comme avec Taiwan, Deng Xiaoping n'exclut pas la 'solution militaire'. Mais il est sûr d'une chose : rappelant les conséquences désastreuses de l'isolement de la Chine depuis les voyages de Zheng He (郑和, 1371-1433 ou 1435), il fait reposer le développement et le renforcement continu du Parti-État sur le développement et l'approfondissement des échanges internationaux. Et, poursuit-il, si dans l'immédiat quelques acteurs privés en tirent bénéfice, le Parti-État en sera non seulement le principal, mais surtout le vrai bénéficiaire. En conclusion, il rappelle encore une fois que le succès des réformes, lesquelles dès 1985 s'étendront aux unités et entreprises à la base, repose sur le renoncement volontaire des vétérans à leur position officielle – les réformes ayant déjà mis un terme au cumul des fonctions – afin de laisser la place à des cadres plus jeunes et plus compétents.

#### **10.9 – LE SEPTIEME PLAN QUINQUENNAL [1986-1990] ET LA MONTEE DES TENSIONS**

Dès la fin de l'année 1984, les principes qui vont guider le septième plan quinquennal sont évoqués dans le discours officiel. À l'occasion de la *Conférence nationale sur le travail en science et technologie*, le 7 mars 1985 (P4-D34), Deng Xiaoping rappelle l'importance du développement de la science et de la technologie pour le développement économique, mais annonce que désormais il n'est plus suffisant que le « travail en science et technologie » soit orienté en fonction des « besoins » du développement économique; il doit véritablement être « intégré » (P4-D34) au développement économique. En pratique, il affirme que la structure économique doit stimuler l'innovation technologique alors que le développement de la science et de la technologie doit stimuler le développement économique. Ainsi, la réforme de la structure économique doit être accompagnée de la réforme du « système de gestion » (P4-D34) de la science et de la technologie

afin d'être le plus efficace possible. Il ajoute que ces deux réformes reposent sur les mêmes principes :

- 1 – la promotion des plus compétents;
- 2 – la recherche de solutions pratiques;
- 3 – la mise en place des conditions les plus propices à l'émergence des talents.

Deng Xiaoping rappelle alors que les objectifs de la Révolution étaient :

- 1 – l'élimination de la pauvreté;
- 2 – l'amélioration des conditions de vie avant l'an 2000;
- 3 – devenir un pays développé vers 2050.

Si le premier objectif a été atteint, Deng Xiaoping fait reposer l'atteinte des deux derniers objectifs sur la réussite de ces nouvelles réformes.

Il revient sur ce thème lors d'un discours tenu à l'occasion de la *Conférence nationale sur l'éducation*, le 19 mai 1985 (P4-D39), dans lequel il conditionne l'atteinte des objectifs de développement économique à l'élévation du niveau de compétence scientifique et technique de la population, et à la formation de « centaines de millions » (P4-D39) de nouveaux spécialistes, toutes disciplines confondues. C'est pourquoi Deng Xiaoping annonce la réforme et le développement du système éducatif en commençant par les ordres d'enseignement primaire et secondaire, et fixe la durée minimum de la scolarité à dix ans<sup>21</sup>. Du même souffle, il ajoute que tous les responsables locaux doivent accorder autant d'importance à cette tâche qu'à la croissance économique proprement dite, sinon ils compromettent activement le développement économique futur. Autrement dit, il leur impose la responsabilité de prévoir à long terme. Il précise qu'ils seront jugés en fonction des résultats obtenus dans la mise en pratique des réformes de la structure économique, du système de gestion de la science et de la technologie, et du

---

<sup>21</sup> La *Compulsory Education Law of the People's Republic of China* est adoptée en avril 1986 et devient effective en juillet 1986 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987b, p. 250-253).

système éducatif. Il réaffirme l'importance de la science pour le développement économique lors d'un échange avec le physicien sino-américain et Prix Nobel Tsung-Dao Lee, de même qu'avec le physicien italien Antonino Zichichi, le 18 octobre 1986 (P4-D59).

Au cours d'une réunion élargie de la *Commission militaire centrale*, le 4 juin 1985 (P4-D41), Deng Xiaoping rappelle que dans l'immédiat la guerre n'est plus une inévitabilité. Cela pour trois raisons :

1 – la certitude de la destruction mutuelle en cas de conflit nucléaire entre les deux puissances hégémonistes (É.-U. et URSS);

2 – l'élargissement et le dynamisme du « camp de la paix », notamment au sein du Tiers-monde, limitent l'extension et l'internationalisation de tout conflit non nucléaire entre les puissances hégémonistes;

3 – la « nouvelle révolution des sciences et des technologies » (P4-D41) qui rend rapidement obsolètes les technologies militaires de pointe, exige qu'une part croissante des ressources soit investie dans la recherche plutôt que dans les armements proprement dits, ne serait-ce que pour préserver le *statu quo*.

Il ajoute alors que, si la modernisation de la défense constitue l'une des *Quatre modernisations*, son succès repose sur le succès préalable des réformes essentielles au développement économique. En somme, Deng Xiaoping annonce que les intérêts des forces armées sont soumis aux intérêts du développement économique.

Or, le succès de ces réformes est de plus en plus lié aux investissements étrangers, au transfert de technologies de pointe en provenance des pays développés, mais aussi, avec la réorientation de l'activité des ZES vers l'exportation, à l'ouverture des marchés des pays développés aux produits « chinois », comme il l'affirme franchement à l'ancien premier ministre britannique, Edward Heath, le 18 avril 1985 (P4-D38), et à la 13<sup>e</sup> délégation du Parti Komei japonais, le 1<sup>er</sup> août 1985 (P4-D44). De plus, il recherche toujours la contribution des Chinois

d'outre-mer en faisant appel à leur 'patriotisme', comme il le fait savoir lors d'une rencontre avec des membres de la famille Rong, le 18 juin 1986 (P4-D53), répartis dans neuf pays différents<sup>22</sup>. Autrement dit, si la RPC n'est pas en faveur de la paix par principe, elle l'est par intérêt, car le développement continu de son économie repose précisément sur le maintien de cette paix internationale, ou plus précisément sur le *statu quo*, et la Chine fait connaître publiquement sa position.

Par contre, dans l'entrevue accordée à l'interviewer américain Mike Wallace pour l'émission *60 minutes* de CBS, le 2 septembre 1986 (P4-56), Deng Xiaoping impute à l'URSS et aux É.-U. les principaux obstacles à l'amélioration des relations sino-soviétiques et sino-américaines. Malgré l'ouverture affichée du nouveau secrétaire-général du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev, et celle du président Reagan, les obstacles sont, précise-t-il, d'une part, le soutien de l'URSS à l'intervention vietnamienne du Kampuchéa<sup>23</sup> afin de déloger les Khmers rouges, alliés de Beijing, et l'occupation qui s'est ensuivie et, d'autre part, l'opposition des É.-U. à la réunification de Taiwan à la RPC.

Pour l'amélioration des relations sino-soviétiques, il pose deux conditions :

- 1 – le retrait immédiat des forces vietnamiennes;
- 2 – des négociations quadripartites<sup>24</sup> pour trouver une solution à la question cambodgienne.

Pour l'amélioration des relations sino-américaines, il s'attend à ce que les É.-U. fassent pression sur « Taiwan » pour que celle-ci concède la reprise des échanges postaux, commerciaux, aériens et maritimes.

Or, le journaliste demande à Deng Xiaoping quels sont les gages que la RPC est prête à offrir en échange. Ces gages impliquent le rehaussement du statut des Chinois d'outre-mer et des investisseurs étrangers, de protéger leurs activités et surtout de taire la rhétorique et de faire disparaître la symbolique révolutionnaire, anticapitaliste et anticommerciale communiste, afin de

---

<sup>22</sup> Chine continentale, États-Unis, Canada, Australie, République fédérale allemande, Brésil, Hong Kong et Macao.

<sup>23</sup> Le Cambodge actuel.

<sup>24</sup> Deng Xiaoping ne mentionne pas les parties concernées.

les rassurer. Et, comme Deng Xiaoping le répète inlassablement à son auditoire national, il s'agit là de l'application concrète du « marxisme » aux « conditions chinoises » (P4-D56). Pour cette raison, d'après lui, ces grandes orientations politiques sont 'justes'. C'est pourquoi, elles ne changeront pas, insiste-t-il à nouveau. Finalement, il laisse entendre qu'il ne se retirera pas de la politique active tant que son rôle sera essentiel.

Comme il le fait clairement savoir à des cadres dirigeants du *Comité central* responsables des questions économiques, le 11 juillet 1985 (P4-D13), la poursuite du développement économique repose aussi sur des réformes difficiles, mais nécessaires, telle celle des prix des produits de consommation qu'il veut voir complétée pour 1990, c'est-à-dire laisser le jeu de l'offre et de la demande fixer les prix. Il ajoute que si les réformes provoquent des « troubles », et même des troubles « graves » (P4-D13), le mouvement de réforme doit continuer coûte que coûte. Il est important de souligner que la question de la réforme des prix des biens de consommation est devenue pressante parce que les réformes stimulent l'inflation et que le Parti-État n'a plus les moyens de subventionner les prix. Par contre, il entend maintenir le contrôle des prix des ressources stratégiques. Et c'est justement le succès de la réforme des prix des biens de consommation qui le lui permettra. Néanmoins, il met l'accent sur le renforcement de la qualité des produits de consommation et il annonce la mise en place de mécanismes de contrôle.

Autrement dit, le mouvement de *Réformes de d'Ouverture* s'accompagne d'effets négatifs que le Parti-État cherche aussi à contenir par des mesures de contrôle politique et social. Ainsi, au cours de « remarques impromptues » (P4-D35) prononcées publiquement à la suite de son discours à la *Conférence nationale sur le travail en science et technologie*, le 7 mars 1985 (P4-D35), Deng Xiaoping met l'accent sur le renforcement des idéaux, de la discipline, de la lutte contre le creusement des inégalités et du contrôle du message médiatique. À l'international, ses propos minimisent les effets négatifs des réformes et soutiennent que les mesures appropriées ont été prises pour les corriger. Ce sont ces propos qu'il tient au vice-président du Parti Libéral-démocrate du Japon, Susumu Nikaido, le 28 mars 1985 (P4-D36), au vice-président Tanzanien, Ali Hassan Mwinyi, le 15 avril 1985 (P4-D37), et à une délégation du FLN algérien le 29 juin 1985 (P4-42). Puis, rappelant qu'il était normal que certaines régions s'enrichissent plus rapidement que d'autres, il ajoute qu'il est du « devoir des régions avancées d'aider les régions arriérées », comme il le dit au

premier ministre néo-zélandais, David Lange, le 28 mars 1986 (P4-D50), sans préciser la nature de cette aide.

Or, ces effets négatifs stimulent la contestation politique, laquelle se manifeste par une demande de libéralisation que les démocraties libérales, avec qui la RPC espère améliorer ses relations, pourraient être tentées de soutenir. Lors d'un échange avec un ancien professeur de l'Université de Taiwan, Chen Ku-ying, le 20 mai 1985, et d'un second avec les présidents d'un *Symposium sur la question de la Chine continentale et de Taiwan*, le 6 juin 1985 (P4-D10), Deng Xiaoping affirme que non seulement tout discours ou mouvement non-autorisé est illégal, mais que tout discours ou mouvement critique du socialisme ou du Parti-État est véritablement criminel. Mettant sur un même pied d'égalité la « libéralisation bourgeoise » et la *Révolution culturelle*, il ajoute que ces discours ou mouvements sont du ressort de la justice, laquelle se montrera inflexible, car, comme il l'affirme, « notre concept des droits humains est en substance différent de celui du monde occidental, parce que nous voyons la question d'un point de vue différent » (P4-D10). Ainsi, non seulement laisse-t-il clairement entendre que la RPC n'a pas à se justifier, mais il clôt aussi du même coup tout débat sur les « droits humains » (P4-D10).

Les 21 (P4-D45) et 28 août 1985 (P4-D46), il déclare au nouveau président Tanzanien, Julius Kambarage Nyerere, et au président zimbabwéen, Robert Mugabe, que non seulement le succès des réformes dépend directement de la préservation de « l'appareil d'État socialiste », mais que les réformes ont pour seul objectif le renforcement du « système socialiste » (P4-D45; P4-46), c'est-à-dire de l'économie d'État. Si pour la première fois Deng Xiaoping appelle cet accommodement « socialisme avec des caractéristiques chinoises » (P4-D45; P4-46), il leur laisse néanmoins clairement sous-entendre qu'il est exportable. De plus, il affirme au président du Présidium de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, Radovan Vlackovic, le 4 avril 1986 (P4-D51), que toute transition vers le capitalisme serait un « désastre pour le monde » et une « régression historique » (P4-D51).

Le septième plan quinquennal, adopté lors de la Conférence nationale du PCC, projette un taux de croissance annuel de 7 %, et surtout se résume à ce seul objectif chiffré. À cette occasion, le 23 septembre 1985 (P4-D46), il rappelle que pour l'atteindre, les immobilisations de capital dans

des projets de construction doivent être strictement contrôlés, la gestion de la production améliorée et la qualité de la production garantie. De plus, la recherche systématique des retombées économiques et sociales doit prévaloir. Dit en d'autres mots : satisfaire les besoins matériels de la population qui commence à s'exprimer et à revendiquer. Or, la croissance soutenue et durable à laquelle aspire le Parti-État repose sur le maintien de la stabilité et de l'unité, autrement dit sur celui du *statu quo* intérieur. C'est pourquoi il revient longuement sur la lutte contre « l'influence pernicieuse du capitalisme et du féodalisme », influence qui sape la « société socialiste culturellement et idéologiquement avancée » (P4-D46), celle que la faction de Deng Xiaoping cherche à édifier depuis la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*. Aussi nécessaires que soient les stimulants matériels, dit-il, tous les cadres doivent se conformer, s'évaluer et s'amender par rapport à la Constitution du Parti, et toutes les organisations acter les mesures disciplinaires qui s'imposent.

Il intime d'étendre ces mesures de contrôle idéologique à l'ensemble de la population et il interpelle le système d'éducation, car son rôle est déterminant dans un mouvement permanent de rectification idéologique. Il précise néanmoins que c'est en « démontrant », par des exemples concrets, que le Parti et le socialisme sont « bons », que l'enseignement des idéaux, de la discipline, de l'idéologie communiste et du patriotisme sera « efficace » (P4-D46)<sup>25</sup>. Par contre, il demande à toutes les unités de renforcer les liens de confiance avec le peuple, en évitant « de leur nuire ou de leur extorquer de l'argent » (P4-D46), ce qui en dit long sur leurs pratiques, car il y a une culture institutionnelle d'abus de pouvoir à tous les niveaux, à laquelle Deng Xiaoping entend mettre un terme. Il insiste aussi sur la saturation de l'espace médiatique et culturel par la propagande en faveur du régime et de ses politiques, et la répression de tout discours contradictoire. En somme, il ordonne de renforcer le travail idéologique et politique, de réprimer sévèrement la criminalité et toutes les « pratiques décadentes qui sapent les standards de la conduite sociale » (P4-D46). Finalement, il exprime sa satisfaction à la vue du rajeunissement de l'appareil du Parti-État ainsi que de la collaboration rapprochée entre jeunes cadres et vétérans.

---

<sup>25</sup> Ces mesures seront actées par 1) la *Resolution of the Standing Committee of the National People's Congress on Acquainting Citizens with Basic Knowledge of Law* de novembre 1985 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987b, p. 203-204), et 2) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Intensifying Education in the Legal System and Safeguarding Stability and Unity* de janvier 1987 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1990, p.75-81).



Néanmoins, il ordonne, aux jeunes comme aux vétérans, d'étudier et de devenir experts de la « théorie marxiste » (P4-D46) dans sa nouvelle réinterprétation, celle promue par la faction de Deng Xiaoping.

Lors d'une entrevue avec une délégation d'entrepreneurs américains, organisée par *Time inc.*, le 23 octobre 1985 (P4-D48), Deng Xiaoping réitère sa conviction qu'il n'y a pas de contradiction fondamentale entre le plan et le marché. Bien au contraire, le développement économique optimal repose précisément sur leur complémentarité. Surtout, dit-il à nouveau : « il n'y a pas d'alternative » (P4-D48). Finalement, il soutient que la Conférence du Parti fut un succès, car elle a réalisé les changements organisationnels permettant de garantir la continuité des grandes orientations politiques.

Or, à l'occasion d'un discours prononcé à une réunion du *Comité permanent du Bureau politique*, le 17 janvier 1986 (P4-D49), Deng Xiaoping s'alarme de l'irrespect croissant des normes sociales chez les cadres, les enfants de cadres dirigeants et dans la population. Il propose de sanctionner en priorité les cadres et leurs enfants pour l'exemple, quitte à laisser passer le « menu fretin entre les mailles du filet » (P4-D49). Constatant l'inefficacité de la rééducation par le travail pour certaines catégories de crimes et de criminels, il ordonne même, toujours pour l'exemple, l'application systématique de peines sévères, mentionnant explicitement la peine de mort, mais toujours en respectant la loi pour des crimes tels que le trafic des femmes et des enfants, l'organisation de sociétés secrètes, le proxénétisme, les crimes économiques graves, et pour les récidivistes coupables de crimes plus « habituels » (P4-D49), et non plus seulement pour les meurtriers. Il cite alors Chen Yun : « [e]n exécuter certains peut aider à sauver des cadres. Comme le dit le proverbe, l'exécution d'un seul est un avertissement pour une centaine d'autres » (P4-D49)<sup>26</sup>.

---

<sup>26</sup> Ces mesures seront mise en œuvre par 1) les *Supplementary Provisions of the Standing Committee of the National People's Congress Concerning the Punishment of the Crimes of Smuggling* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1990, p. 127-131), 2) les *Supplementary Provisions of the Standing Committee of the National People's Congress Concerning the Punishment of the Crimes of Embezzlement and Bribery* (p. 135-139) adoptées en janvier 1988, 3) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on the Prohibition of Narcotic Drugs* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1993, p. 145-152), 4) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on the Punishment of Criminals Who Smuggle, Produce, Sell or*

Cependant, il applaudit le travail de rectification du comportement des cadres, bien qu'il affirme qu'il faudra au « moins dix ans d'efforts » pour restaurer les « normes des années 1950 », car « il faut du temps pour éduquer les gens » (P4-D49). Par contre, il s'oppose à l'application de sanctions pénales, et encore plus à l'application de la peine de mort, à ceux qui se sont rendus coupables « [d'] erreurs politiques et idéologiques » (P4-D49) mais qui n'ont pas violé la loi. Autrement dit, il recommande, implicitement, l'envoi en rééducation par le travail de ceux qui se sont rendus coupables « [d'] erreurs politiques et idéologiques » (P4-D49). Il appelle au contrôle permanent du comportement des cadres, et à l'expulsion de ceux qui se sont rendus coupables d'inconduite grave. À cette fin, il ordonne la simplification et l'accélération des procédures d'expulsion. La modernisation repose sur le développement économique et la construction du système légal, mais sans l'exercice de la dictature légale à l'encontre des « saboteurs », c'est-à-dire de tous ceux qui entravent la modernisation socialiste, « la stabilité et l'unité politique » (P4-D49) ne pourraient être assurées, ni, par conséquent, la modernisation progresser. En conclusion, il lie le succès de la modernisation au respect des *Quatre vertus cardinales* et à l'exercice continu de la dictature à l'encontre des « saboteurs » (P4-D49).

En d'autres mots, le maintien de l'ordre n'est plus une visée en soi. Deng Xiaoping en fait la condition expresse du maintien de la croissance, désormais le véritable objectif premier. Le mouvement de *Réformes de d'Ouverture* soumet de plus en plus fortement l'ensemble des structures et des mécanismes en RPC à la dynamique du capitalisme :

- 1 – concurrence;
- 2 – maximisation du profit;
- 3 – accumulation;
- 4 – réinvestissement des profits;
- 5 – accroissement de la productivité.

---

*Disseminate Pornographic Articles* (p. 153-157) de décembre 1990, 5) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on the Strict Prohibition Against Prostitution and Whoring* (p. 301-303), et 6) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Severe Punishment of Criminals Who Abduct and Traffic in or Kidnap Women or Children* (p. 304-306) de septembre 1991.

Dans un contexte d'intensification permanente de la concurrence, l'innovation sous toutes ses formes est la condition de survie du système : nouveaux produits, nouvelles méthodes, nouvelles technologies, nouveaux marchés, etc. Par contre, si dans un système de libre-marché les crises, récurrentes, endogènes au système, renforcent cette dynamique en éliminant les formes les moins concurrentielles et en accélérant la concentration du capital, en RPC, ces transformations doivent être impulsées par le Parti-État, lequel doit alors se faire entrepreneur et devenir innovateur s'il veut atteindre ses objectifs de croissance.

Ainsi, dans les remarques faites aux membres dirigeants du *Comité central* le 10 juin 1986 (P4-D52), Deng Xiaoping mentionne quatre problèmes qui selon lui sont autant d'obstacles à l'atteinte des objectifs de croissance :

- 1 – la stagnation de l'agriculture dans un contexte de croissance démographique;
- 2 – une balance commerciale déficitaire;
- 3 – la structure politique du Parti-État;
- 4 – le déficit budgétaire de l'État, accru par sa politique de subvention des prix.

À ces quatre problèmes, il ne voit que trois solutions :

- 1 – développer et moderniser l'agriculture;
- 2 – rendre les entreprises et les produits plus compétitifs sur le marché international;
- 3 – réorganiser la structure politique pour accroître son efficacité afin de pouvoir répondre plus efficacement aux variations économiques internes, du marché interne et du marché international, en réduisant la taille du personnel et le nombre de paliers administratifs, ainsi qu'en déléguant des responsabilités aux niveaux inférieurs; c'est-à-dire un ensemble de mesures, lesquelles impliquent de laisser une marge de manœuvre toujours plus grande au marché.

Le 28 juin 1986 (P4-D54), à l'occasion d'une réunion du *Comité permanent du Bureau politique*, Deng Xiaoping fonde le succès de la réforme de la structure économique sur celui de la réforme de la structure politique et le succès de la réforme de la structure politique sur la

construction du système légal. Par contre, pointant le fait que la RPC n'a aucune véritable tradition légale, il fonde le succès de la réforme légale sur l'inculcation du respect de la loi à l'ensemble de la population.

Lors d'une visite d'inspection à Tianjin du 19 au 21 août 1986 (P4-D55) qui l'a fortement impressionné, il dresse le portrait-robot de l'administration locale réformée<sup>27</sup> :

- 1 – elle jouit de l'autorité décisionnelle sur les questions qui relèvent de sa circonscription;
- 2 – elle est développementaliste dans une optique de croissance;
- 3 – elle emprunte sur les marchés internationaux pour financer les projets;
- 4 – elle priorise les projets de développement des infrastructures de transport et de télécommunication;
- 5 – lesquels sont négociés et réalisés à partir de contrats;
- 6 – en faisant jouer pleinement le système de responsabilité à tous les niveaux;
- 7 – en accordant des promotions exceptionnelles lorsque celles-ci sont méritées;
- 8 – en favorisant le développement de la science et de la technologie;
- 9 – en encourageant et en justifiant le travail bénévole dans une optique « politique » (P4-D55);
- 10 – en donnant plus de responsabilités aux jeunes cadres afin de stimuler leur esprit d'initiative;
- 11 – en développant les zones résidentielles pour améliorer les conditions de vie du « peuple » (P5-D55).

Commentant, le 13 septembre 1986 (P4-D57), un rapport qui lui a été présenté par des membres du *Comité central* chargés des affaires économiques et financières, Deng Xiaoping précise les rapports qui devraient présider aux relations entre le Parti et l'État :

---

<sup>27</sup> Ces mesures sont actées par la *General Principles of the Civil Law of the People's Republic of China* adoptée en avril 1986 et effective en janvier 1987 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1990, p. 225-249), et la *Law of the People's Republic of China on Technology Contracts* adoptée en juin 1987 et effective en novembre 1987 (p. 27-39).

1 – le Parti exerce un leadership en prenant position sur les grands enjeux et en laissant à l'État a) le soin de la mise en pratique des grandes orientations arrêtées, et b) celui de la gestion des questions économiques;

2 – l'État central transfère une partie de son autorité et de ses responsabilités aux organes locaux;

3 – les organes locaux eux aussi transfèrent une partie de leurs responsabilités vers les organes inférieurs à tous les niveaux.

Il demande qu'un plan soit élaboré au 13<sup>e</sup> Congrès du Parti en 1987, et qu'il soit réalisé le plus rapidement possible afin de ne pas saper la croissance. Par contre, il précise sans aucune ambiguïté que la réforme de la structure politique ne doit jamais conduire à une « libéralisation » ni déboucher sur un équilibre des pouvoirs (« *checks and balances* ») afin que le Parti-État puisse conserver la capacité de prendre des « décisions rapides » (P4-D57). L'importance de la réforme de la structure politique est affirmée avec insistance, en pointant du doigt les défauts structurels du modèle soviétique, au président du Parti Komei japonais, Yoshikatsu Takeiri, le 3 septembre 1986, au premier secrétaire du *Comité central* du Parti ouvrier unifié polonais, Wojciech Jaruzelski, le 29 septembre 1986, et au premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, le 9 novembre 1986 (P4-D57).

Après avoir été informé de l'état de la situation économique par des cadres dirigeants du *Comité central* le 19 décembre 1986 (P4-D62), Deng Xiaoping rappelle que la croissance de la production agricole est essentielle au mouvement de réforme et qu'elle y contribue. Puis il annonce un nouveau train de réformes économiques et politiques afin de dynamiser les grandes et moyennes entreprises d'État :

1 – séparer la propriété de la gestion;

2 – déléguer aux échelons inférieurs la gestion des entreprises;

3 – séparer les fonctions d'État de celles des entreprises<sup>28</sup>;

4 – réduire la taille du personnel des ministères et des commissions afin d'améliorer leur efficacité et de limiter la capacité de factions de se former;

5 – inciter le personnel mis en disposition (à la suite de la réorganisation des ministères et des commissions) à se porter candidat aux élections de directeur et de manager des entreprises de base pour qu'ils fassent montre de leurs talents, et surtout afin de les isoler de leurs relations et des organes dirigeants;

6 – regrouper les entreprises d'une même branche pour améliorer la qualité de leurs produits, les rendre plus compétitives sur le marché international, et qu'elles acquièrent l'information le plus à jour possible, autrement dit pour les optimiser;

7 – réformer les banques, qui agissent principalement en tant que succursales de la banque centrale, afin qu'elles assurent toutes les fonctions bancaires, tout particulièrement celles des banques d'investissement, et inviter des experts étrangers pour mener à bien cette réforme;

8 – emprunter sur le marché international en fonction des capacités de remboursement;

9 – affecter les emprunts effectués sur le marché international au développement de la production et non pas au remboursement de dettes.

Finalement, il critique les cadres qui s'opposent aux réformes par conservatisme. Il leur rappelle que les mesures appliquées pour développer les forces productives et les techniques de gestion dans un système capitaliste peuvent l'être aussi dans un système socialiste. C'est, dit-il, « le système qui saura les employer au mieux qui en bénéficiera le plus » (P4-D62). Or, comme Deng Xiaoping l'admet, le Parti-État est désormais déficitaire; il l'est parce que les revenus de l'État ont diminué : il ne peut pas investir tous azimuts. Cette pénurie de liquidités, conséquence directe

---

<sup>28</sup> Pour le rappeler : dans un premier mouvement les fonctions du Parti et de l'État ont été séparées en 1982, le Parti fixant les orientations et l'État les mettant en pratique sous la supervision du Parti; dans ce deuxième mouvement on sépare l'administration territoriale de la gestion des entreprises, bien que celles-ci restent la propriété de l'État.

des réformes, risque de miner la capacité du Parti-État à atteindre ses objectifs de croissance. Pour générer de nouveaux revenus, il ordonne donc :

1 – de limiter la taille des immobilisations en capital, tout particulièrement des projets « non productifs » (D4-P62), pour leur préférer des projets rentables;

2 – qu'une partie des fonds collectés par les autorités locales et des capitaux oisifs, c'est-à-dire les dépôts bancaires, soient investis dans des projets d'infrastructure;

3 – de limiter la croissance de la consommation par rapport à la croissance de la production afin d'accroître les capacités d'investissement.

### **10.10 – LES MANIFESTATIONS DE L'HIVER 1986-1987**

Or, l'accélération des mouvements complémentaires et interdépendants de réforme économique et de réforme politique conjugués aux effets négatifs qu'ils provoquent alimentent la contestation et la critique politiques. Il ne serait pas déplacé de rapprocher ce mouvement du *Mouvement de la Nouvelle culture* de la fin des années 1910 alors que la Chine postrévolutionnaire traversait une période d'intenses transformations politiques, sociales, économiques et culturelles. Le Parti, mieux que quiconque, connaît le potentiel d'un tel mouvement puisqu'il en est issu. Le 28 septembre 1986 (P4-D58), au cours des discussions autour du *Projet de résolution du Comité Central du PCC sur les principes directeurs de la construction d'une société socialiste avec un niveau de culture et d'idéologie avancée*, Deng Xiaoping affirme catégoriquement que « la libéralisation est bourgeoise par nature – il ne peut y avoir de libéralisation prolétarienne ou socialiste. La libéralisation en elle-même signifie l'opposition à nos politiques et à notre système actuels et une volonté de les changer. En fait, les promoteurs de la libéralisation veulent nous entraîner sur le chemin du capitalisme » (P4-D58).

Il précise que la « lutte contre la libéralisation » se prolongera au cours des « dix à vingt ans à venir » (P4-D58), ce sera donc un combat permanent. Il ajoute que cette lutte doit aussi se faire à l'international en censurant les intellectuels étrangers – « bourgeois » – qui appellent ouvertement à la « libéralisation » de la RPC ou dénoncent l'absence de respect des droits

humains, car ils s'opposent de front à « nos valeurs »<sup>29</sup> (P4-D58). Finalement, Deng Xiaoping conclut sans ambiguïté que « nous », c'est-à-dire le Parti, « allons continuer de soulever les problèmes et les corriger en fonction des réalités de la Chine » (P4-D58). Autrement dit, seul le Parti a une compréhension 'juste' des « réalités de la Chine » et de la « route » (P4-D58) à suivre. Les critiques du Parti, chinois et étrangers sont, au mieux dans l'erreur, ou, au pire, des idéologues, mais dans les deux cas des ennemis. En somme, il affirme que toute critique est un 'Cheval de Troie' de la contre-révolution. La seule réponse possible est l'exercice de la dictature à leur rencontre. Or, tous les membres du Parti ne sont pas insensibles à la « libéralisation bourgeoise » (P4-D58).

Prétextant le décès de son compagnon d'arme Liu Bocheng, Deng Xiaoping fait paraître un article le 21 octobre 1986 (P4-D60) dans le *Quotidien du Peuple*, l'organe officiel du PCC. Sous couvert de commémorer son souvenir, il lance en réalité un signal clair en direction des membres du Parti. Dans cet article, il affirme que Liu Bocheng était un cadre exemplaire, sur lequel tous les membres du Parti devraient se modeler, car :

1 – il a toujours fait preuve d'un grand esprit de Parti (*Party spirit*) en soumettant en permanence ses intérêts personnels aux « intérêts généraux » (P4-D60), quitte à sacrifier les siens lorsque la situation l'exigeait;

2 – il s'est toujours porté volontaire pour les tâches les plus difficiles et les plus dangereuses, et il les a toujours accomplies en surmontant toutes les difficultés;

3 – il s'est toujours opposé au dogmatisme; et même s'il fut puni à tort

4 – il ne critiqua pas le Parti et continua à le servir vaillamment;

5 – il chercha toujours à donner l'exemple;

6 – il était toujours au fait des théories militaires chinoises et étrangères, et cherchait à les mettre en pratique dans le contexte de la guerre révolutionnaire;

---

<sup>29</sup> C'est cette logique, toujours à l'œuvre sous Xi Jinping, qui permet de comprendre l'expulsion de la journaliste française Ursula Gauthier, correspondante du *Nouvel Observateur* à Beijing, pour avoir « [relevé] les ambiguïtés de la lutte antiterroriste dans la région autonome ouïgour du Xinjiang » (Pedroletti 2015).



7 – mais il préparait toujours ses plans de bataille en fonctions des conditions particulières de chaque engagement (objectifs, forces en présence, moment et terrain), « prenant souvent l'ennemi par surprise » (P4-D60);

8 – il a toujours fait preuve de souplesse et critiqué les officiers trop rigides dans leur pratique ou trop attachés aux règles conventionnelles;

9 – il a toujours fait le bilan des engagements passés afin d'améliorer ses stratégies et ses tactiques pour finalement « élever la pratique militaire au rang de théorie » (P4-D60), ce qui a fait de lui un des principaux contributeurs du maoïsme militaire;

10) – il joua un rôle décisif dans la formation d'une armée moderne en étant un des premiers à envisager des opérations interarmes;

11 – entre deux engagements, il en profitait pour traduire des ouvrages de stratégies modernes;

12 – il fut un des premiers à étudier et à mettre en pratique la « science militaire moderne des autres pays » (P4-D60);

13 – il fut un des premiers à comprendre l'importance de l'éducation et de l'entraînement pour une armée;

14 – après la Libération, il renonça à son commandement afin de pouvoir ouvrir une école militaire dont le programme mettait l'accent sur « la science militaire moderne » (P4-D60);

15 – alors que sa vue déclinait, il vérifiait personnellement toutes les traductions d'ouvrages militaires et compila ses propres manuels d'enseignement;

16 – il accordait une grande importance au « travail politique » (P4-D60);

17 – il visitait personnellement les unités de base en compagnie de commissaires politiques et de membres des départements politiques de l'APL, les consultant en permanence sur les problèmes rencontrés;

18 – il soumettait toujours par avance au département politique de l'APL, pour correction, les directives qu'il relayait et les discours qu'il allait prononcer;

19 – c'était son profond désir de libérer le peuple de ses « abysses de souffrances » (P4-D60) et de rendre à la Chine son indépendance qui lui fit graduellement comprendre que la « vieille

démocratie » en était incapable, et « [qu'] il n'y avait pas d'alternative » (P4-D60) à la voie tracée par le Parti communiste;

20 – après avoir rejoint le Parti, il s'y est dédié corps et âme, même au péril de sa vie.

Selon Deng Xiaoping « du jour où il [accepta] le marxisme et [rejoignit] le Parti communiste[,] que les circonstances soient bonnes ou mauvaises, quels que soient les événements qui affectaient la situation, [le cadre se plonge] en permanence dans sa cause, [servit] les besoins du Parti et s'y [dévoua] totalement. Il [ignore] toutes les questions de gain personnel ou de perte, d'honneur ou de déshonneur. Il n'[eut] simplement aucune pensée pour lui-même. » (P4-D60) Deng Xiaoping ajoute qu'il doit toujours avoir à l'esprit la phrase que Liu Bochong prononça au cours de l'hiver 1942, le jour de son cinquantième anniversaire : « sans le leadership du Parti, quelqu'un comme moi ne peut rien accomplir » (P4-D60). Seul un tel cadre peut être gratifié du « titre honorifique de bolchevique chinois », être considéré comme « un vrai Communiste » (P4-D60). En somme, tout cadre qui ne témoigne pas des qualités de Liu Bochong n'est pas digne d'être un membre du Parti.

Comme il l'affirme au premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, le 9 novembre 1986 (P4-D62), d'une part, le Parti n'a pu accomplir son rôle historique à chaque moment de son histoire que par l'unification et la mobilisation des masses afin « qu'elles agissent comme un cœur et une âme » (P4-D60) et, d'autre part, les masses acceptaient, car le programme du Parti à chaque moment de son histoire a toujours exprimé « les intérêts de la très grande majorité du peuple à ce moment particulier » (P4-D60). Il ajoute alors que « sans idéaux et sans discipline, il nous sera impossible de nous moderniser » (P4-D60). Comparant le peuple à l'armée, il affirme que celle-ci n'est efficace que parce qu'elle a reçu la formation professionnelle et idéologique appropriée, et qu'il doit en aller de même pour le peuple, particulièrement pour les « jeunes ». Deng Xiaoping s'en prend alors aux « jeunes » qui « vénèrent les pays occidentaux et leur prétendue liberté », et affirme immédiatement que « nous », c'est-à-dire le Parti, « devons leur clarifier les liens entre liberté et discipline » (P4-D62).

Par contre, comme il le rappelle, le « marxisme » n'est plus un « dogme », car chaque avancée de la Révolution chinoise avant la Libération et chaque avancée vers le « socialisme »

après la Libération se sont faites en rupture avec le contenu des « livres marxistes-léninistes » (P4-D62). Autrement dit, à part l'héritage léniniste de l'appareil du Parti-État, de contrôle sans partage du pouvoir, de l'économie, de la société et de l'opinion par le PCC, le « marxisme » a été vidé de son contenu idéologique ou programmatique par la faction de Deng Xiaoping. Ainsi, le « socialisme avec des caractéristiques chinoises » (P4-D62) est la justification de toute grande orientation, toute politique ou toute mesure qui permet au Parti-État de conserver sa position et d'atteindre les objectifs qu'il s'est donnés pour la préserver. Cette justification étouffe tout débat. Ainsi, le refus de tout pôle au sein du mouvement communiste international et l'opposition à l'établissement de toute « communauté des nations », affirmés par la RPC en politique étrangère, sont justifiés au motif que « l'indépendance de chaque pays est une expression réelle du Marxisme » (P4-D62).

Contre les vœux de la faction de Deng Xiaoping, la contestation politique se renforce et culmine dans les manifestations de l'hiver 1986-1987. La faction de Deng Xiaoping, siégeant au sein de la *Commission consultative centrale*, rappelle alors qu'elle détient la réalité du pouvoir en réprimant violemment le mouvement, en purgeant tous ses partisans dans le Parti et tous ceux qui n'ont pas manifesté suffisamment d'ardeur dans la lutte contre la libéralisation bourgeoise. La purge atteint même le sommet du Parti-État : Hu Yaobang, secrétaire général depuis 1982, est contraint à la démission et à faire son autocritique.

Le 30 décembre 1986 (P4-D63), Deng Xiaoping affirme à des cadres dirigeants du *Comité central* que si les « troubles » ne sont pas « majeurs », la situation s'avère néanmoins « préoccupante » (P4-D63), car ils ont lieu place Tiananmen, cœur du pouvoir et vitrine de la RPC. Il rappelle que le gouvernement municipal dispose déjà de l'arsenal législatif pour gérer la situation et qu'il devrait être appliqué « sans concession » (P4-D63). Il ajoute que si des « troubles » éclatent quelque part, c'est parce que les « leaders [locaux] » n'ont pas imposé avec fermeté les *Quatre vertus cardinales* face à la « libéralisation bourgeoise » (P4-D63) au cours des années précédentes. Autrement dit, ils n'ont pas su maintenir l'ordre dans leur unité. Il poursuit en affirmant qu'il faut profiter de la situation pour identifier et exclure du Parti tous ceux qui expriment des sentiments ou participent à des activités antiparti ou antisocialistes, tels Fang Lizhi (方励之, 1936-2012), Liu Binyan (刘宾雁, 1925-2005) et Wang Ruowang (王若望, 1918-2001) qui

se sont de longues dates prononcés publiquement en faveur de la « libéralisation » (P4-D63). Il s'étonne même qu'ils n'aient pas déjà été expulsés. Il dénonce aussi l'attentisme de certains cadres alors qu'ils ne devraient même pas hésiter à imposer les *Quatre vertus cardinales* et à défendre la dictature démocratique populaire, seules conditions du maintien de « l'unité et de la stabilité » (P4-D63).

Selon Deng Xiaoping, ceux qui promeuvent la « libéralisation bourgeoise » « confondent le bien et le mal, transforment le noir en blanc et lancent des rumeurs et des calomnies ». Autrement dit, les critiques du Parti-État ont non seulement tort, mais ce sont des criminels qui doivent être « punis selon la loi ». En fait, il déclare sans aucune ambiguïté que ceux qui critiquent le Parti-État renoncent à leurs droits et s'exposent ainsi à la dictature. Il ajoute que faire respecter la loi ne nuira pas au prestige du pays. Bien au contraire, il s'en trouvera grandi. Le modèle tripartite de la séparation des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) divise les É.-U., et c'est, rappelle-t-il, une critique qu'il leur a souvent faite, alors que le « socialisme » cherche à prévenir toute « polarisation sociale » (P4-D63). Il redit que « sans le leadership du Parti communiste et sans le socialisme, la Chine n'a pas d'avenir » (P4-D63). De plus, il assure que lorsque la « Chine » sera devenue prospère, ce qui ne saurait tarder, le « socialisme avec des caractéristiques chinoises » (P4-D63) aura fait la preuve de sa supériorité. Ainsi, Deng Xiaoping répond aux critiques morales émises par les démocraties libérales en adoptant une contre-posture tout aussi morale qui justifie la « dictature », fondée sur les *Quatre vertus cardinales* et la « voie socialiste » (P4-D63).

Par contre, il précise immédiatement qu'il ne doit pas y avoir d'arrestations de masse, mais au contraire qu'il faut cibler et condamner les leaders en priorité avant qu'ils ne sèment la « confusion » (P4-D63). Il ajoute que si le Parti-État avait procédé ainsi, il n'y aurait pas eu de « troubles »<sup>30</sup>. Il en profite pour louer le rôle des « Partis démocratiques », membres du *Front Uni*, car ils ont réagi avec « justesse » face aux troubles, contrairement à « certains » (P4-D63) membres du Parti. Il ajoute, encore une fois, que tous ceux qui critiquent le Parti sont indignes

---

<sup>30</sup> Ces mesures seront actées par la *Regulation of the People's Republic of China on Administrative Penalties for Public Security* adoptée en septembre 1986 et effective en janvier 1987 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1987b, p. 271-282).

d'en devenir membre ou de le rester et ordonne que tous les membres qui appellent à « remodeler le Parti » (P4-D63) soient fermement punis.

Or, ce mouvement de « libéralisation bourgeoise » est une des conséquences du *Mouvement de Réformes de d'Ouverture*, et il s'est engouffré dans le vide idéologique qu'il a creusé. C'est pourquoi, Deng Xiaoping ordonne que la lutte contre la libéralisation bourgeoise soit incluse dans la résolution du 13<sup>e</sup> Congrès du Parti qui aura lieu 11 mois plus tard en stipulant clairement :

- 1 – que jamais la démocratie occidentale ne sera imitée;
- 2 – que la modernisation ne pourra être réalisée que sous le leadership exclusif du Parti;
- 3 – qu'elle ne pourra être réalisée qu'avec des « idéaux élevés et une stricte discipline »;
- 4 – que toute « libéralisation bourgeoise » sera aussi terrible que la *Révolution culturelle*;
- 5 – et, par conséquent que la « Chine » (P4-D63), à nouveau, reprenant la formule de Sun Yat-Sen, ne sera plus « [qu']un tas de sable » et la proie de tous les impérialistes.

La résolution attendue doit présenter le Parti-État :

- 1 – comme le seul garant de la souveraineté et de l'indépendance de la « Chine »; et
- 2 – la lutte contre la dissidence comme le moyen nécessaire pour préserver la souveraineté et l'indépendance.

En un mot, Deng Xiaoping demande au Congrès, officiellement l'instance décisionnelle suprême qui a pour objectif de clarifier la ligne du Parti, d'enregistrer les propositions du *Comité central*.

Dans les semaines qui suivent, Deng Xiaoping réaffirme sans ambages ses positions à ses interlocuteurs étrangers : au secrétaire général du Parti Libéral-démocrate japonais, Noboru Takeshita, le 13 janvier 1987 (P4-64), au président zimbabwéen Robert Mugabe, le 20 janvier 1987 (P4-D65), au président gabonais Omar Bongo, le 18 février 1987 (P4-D67), au secrétaire d'État américain, George Shultz, le 3 mars 1987 (P4-D68) et au président tanzanien, Ali Hassan Mwinyi, le

8 mars 1987 (P4-D69). Le 27 mars 1987 (P4-D70), Deng Xiaoping précise au président camerounais, Paul Biya, les contours de la contre-posture morale qu'il opposera désormais aux critiques faites par les démocraties occidentales. Parfaitement conscient des effets de la crise économique mondiale sur les démocraties occidentales, mais aussi du marasme des régimes socialistes, il soutient que le meilleur système est celui qui contribue le mieux :

- 1 – à la stabilité politique;
- 2 – à l'unité du peuple;
- 3 – à l'augmentation du niveau de vie;
- 4 – au développement des forces productives

Puis, il pointe les succès du « socialisme avec des caractéristiques chinoises » (P4-D70) :

- 1 – croissance de la production agricole avec une force de travail réduite;
- 2 – absorption de la population rurale excédentaire par les petites et moyennes entreprises ou par les villes en croissance.

Dans un discours, tenu à l'occasion d'une rencontre du *Comité pour la préparation de la loi fondamentale de la région administrative spéciale de Hong Kong* le 16 avril 1987 (P4-D71), Deng Xiaoping réaffirme que la politique de la RPC à l'égard de Hong Kong, Taiwan et Macao – qu'il mentionne pour la première fois – ne changera pas au cours des « 50 ans à venir », avant d'ajouter « qu'il y aura encore moins de raisons de la changer après cette période de 50 ans » (P4-D71). Il ajoute encore une fois qu'il n'y aura « aucun changement » dans la politique « d'ouverture intérieure et d'ouverture au monde » (P4-D71). Il maintient que l'objectif de la RPC d'ici là est de prendre place au premier rang des nations grâce à son développement économique. Selon Deng Xiaoping, l'atteinte de cet objectif repose sur trois conditions, les deux premières définissant « l'intérêt national » (P4-D71), auquel tout le reste est soumis :

- 1 – le maintien de la stabilité politique;
- 2 – le maintien des politiques actuelles;

### 3 – la stimulation de l'initiative du peuple dans le cadre du développement économique.

Il soutient alors que « ne pas changer [les politiques actuelles] signifie « stabilité » et ajoute que « l'opposition à la libéralisation bourgeoise » (P4-D71), loin de remettre en questions les politiques actuelles, s'y inscrit au contraire : les *Quatre vertus cardinales*, adoptées au tout début des *Réformes* et inscrites dans la Constitution de 1982, se résument à la défense du système socialiste et du leadership du Parti.

Pour Deng Xiaoping, « un pays, deux systèmes » est l'une des manifestations du « socialisme avec des caractéristiques chinoises ». Il explique que l'expression « caractéristiques chinoises » signifie tout simplement qu'une politique ou une mesure a été adoptée non aux É.-U. ou en Europe, mais en « Chine » (P4-D71). Il renchérit en disant que si le socialisme et le leadership du Parti venaient à disparaître, la prospérité de Hong Kong déclinerait immédiatement et sa stabilité serait menacée. Par conséquent, la lutte contre la « libéralisation bourgeoise » est dans l'intérêt de Hong Kong. Il rappelle que le marché international est non seulement « contrôlé », mais « dominé » par le « capital monopoliste international » et qu'il est difficile pour tous les pays de s'en affranchir, plus particulièrement pour un pays pauvre comme la « Chine » (P4-D71). C'est pourquoi, selon lui, sans les « politiques de *Réformes et d'Ouverture* » (P4-D71) instaurées, encadrées et guidées par le Parti, la Chine ne pourrait améliorer sa situation. Il s'attend donc à ce que les pays occidentaux craignent un changement d'orientation politique, car ils ne comprennent pas le véritable objectif que les politiques de *Réformes et d'Ouverture* poursuivent. De plus, dit-il, malgré leurs effets négatifs, il faut les poursuivre, car la RPC ne s'est pas encore suffisamment réformée ni ouverte. Par contre, ces changements doivent être conduits avec prudence, afin d'en dresser le bilan et de raffiner le détail des politiques. Cela peut impliquer de « ralentir » ou de « réduire » « ce qui doit l'être », avant de les poursuivre. Il ajoute qu'en aucun cas les *Réformes et l'Ouverture* ne déboucheront sur le « capitalisme », lequel selon lui ne signifierait rien d'autre que « l'occidentalisation totale » (P4-D71).

Après avoir réaffirmé – une fois de plus – que la politique « un pays, deux systèmes » ne changera jamais, il ordonne pourtant que la future *Loi fondamentale de la région autonome de Hong Kong* prévienne « l'occidentalisation totale » (P4-D71), parce que Hong Kong n'a jamais eu

de gouvernement semblable à ceux du Royaume-Uni ou des É.-U.. Autrement dit, Deng Xiaoping prétexte l'absence de démocratie propre à toutes les colonies pour mieux faire valoir les intérêts de la Chine. Comme il le rappelle, la RPC est une « démocratie socialiste », car « elle correspond le mieux aux réalités de la Chine ». Il précise qu'en « démocratie socialiste », contrairement aux « démocraties occidentales », il n'y a ni « séparation des trois pouvoirs », ni « élections multipartites », ni non plus de « législature bicamérale » (P4-D71). Pour lui, la nature du régime est secondaire par rapport à la « justesse » des politiques, car si les politiques sont « mauvaises [...] toutes les formes de législatures sont inutiles » (P4-D71). Il ajoute qu'il s'oppose à la tenue de « toute élection générale » à Hong Kong, car de telles élections ne pourront élire les meilleurs administrateurs. De même, il ajoute qu'en Chine continentale la population est trop nombreuse et insuffisamment éduquée pour qu'il y soit organisé des élections directes. Bref on peut conclure à l'abandon de l'égalitarisme maoïste au profit d'une réification de l'élitisme qui a caractérisé la société chinoise traditionnelle (cf. chapitres 2 et 3).

De plus, il affirme qu'il serait inconcevable que Hong Kong s'administre sans intervention du gouvernement central, car seul ce dernier est le garant des intérêts fondamentaux de Hong Kong. Ainsi, s'il affirme que la critique politique sera toujours tolérée, il ajoute immédiatement que toute action politique visant à changer le *statu quo* sera réprimée. Assez étrangement, Deng Xiaoping compare l'action future de Beijing dans les affaires de Hong Kong à celles actuelles du Royaume-Uni. Or le Royaume-Uni est alors une puissance coloniale. Finalement, si Deng Xiaoping présente l'arrangement « un pays, deux systèmes » comme « quelque chose de nouveau » (P4-D71), dans les faits, après la réunification, il se résumera à un colonialisme intérieur.

Le 26 avril 1987 (P4-D72), il affirme au premier ministre de la République socialiste tchécoslovaque, Lubomir Strougal, que seule l'élimination de la pauvreté démontrera une fois pour toute la supériorité du socialisme, et que cette supériorité repose entièrement sur le développement des forces productives, un développement qui se manifeste par un taux de croissance soutenu et durable. Il ajoute que le succès économique des réformes depuis la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* fait effectivement de la RPC un contre-modèle à l'occident capitaliste, un contre-modèle dont l'attractivité se confirmera au fur et à mesure que la RPC se rapprochera du statut de grande puissance. Ce faisant, Deng Xiaoping lie la légitimité future



du Parti-État à l'amélioration et au maintien du taux de croissance, et à sa capacité de le convertir en amélioration des conditions de vie.

Or, la dynamique du capitalisme se révèle toujours plus irrésistible. Ainsi, le 6 février 1987 (P4-D66), après avoir réaffirmé à des cadres dirigeants du *Comité central* que le plan et le marché ne sont que des moyens pour développer les forces productives, il annonce que dorénavant le marché n'occupera plus un rôle secondaire et subordonné par rapport au plan. Puis, il ordonne que le Mouvement de *Réformes* dans son ensemble soit qualifié de socialiste dans la future résolution du 13<sup>e</sup> Congrès du Parti. Il ajoute que la résolution doit aussi mettre l'accent sur l'importance d'adhérer aux *Quatre vertus cardinales*. Le 30 avril 1987 (P4-D73), il soutient au secrétaire général adjoint du Parti socialiste ouvrier et vice-premier ministre espagnol, Alfonso Guerra, que la RPC n'est qu'au « premier stade du communisme », une phase consacrée au « développement des forces productives », Pour cette raison, le principe de Marx (sic) « à chacun selon ses besoins » ne peut pour l'heure être mis en pratique, et, en conséquence, que le principe « de chacun selon ses capacités »<sup>31</sup> (P4-D73) était le seul réaliste. Il ajoute immédiatement que la construction des forces productives se fera à long terme, donc que le principe « de chacun selon ses capacités » (P4-D73) allait continuer à caractériser la RPC. Finalement, s'il reconnaît qu'il est inévitable que le Parti-État commette des erreurs mineures, lesquelles, assure-t-il, seront vite corrigées, il réaffirme néanmoins que le succès de la construction du « socialisme » repose sur l'élimination de tous les obstacles qui s'opposent à la croissance et à la mobilisation de toutes les énergies, de même qu'elle repose sur le maintien de « la stabilité et de l'unité » (P4-D73) intérieure et de la paix internationale. Le 5 mai 1987, lors de sa rencontre avec Tokuma Utsonomiya, président de l'Association de l'amitié sino-japonaise et membre de la Chambre des conseillers du Japon, il revient sur l'importance de la préservation de la paix, cette fois plus particulièrement entre la RPC et le Japon (P4-D74). Le 12 mai 1987 (P4-D75), il exprime au premier ministre néerlandais, Ruud Lubbers, son souhait de voir la coopération pacifique entre l'Europe et la RPC se renforcer afin de garantir le succès des réformes, mais il précise que la « Chine » s'opposera toujours à la « libéralisation bourgeoise », car, affirme-t-il, encore une fois, elle impliquerait son « occidentalisation totale » (P4-D75).

---

<sup>31</sup> Marx et Engels ont repris le mot de Louis Blanc : « [d]e chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! » (Marx et Engels 1966, p. 32).

Le 12 juin 1987 (P4-D76), Deng Xiaoping rappelle sa position à Stefan Korosec, un membre du Présidium du *Comité central* de la Ligue des communistes de Yougoslavie, selon laquelle la construction du socialisme est chaque fois une expérience nationale unique. Pour cette raison toute critique provenant des partis frères est déplacée. Il ne peut y avoir de hiérarchie ni même de pôle au sein du mouvement socialiste. Une position que la Ligue des communistes de Yougoslavie a toujours partagée et affirmée face au PCUS. Ce qui l'a conduite à rompre dès 1948 avec le PCUS. Il poursuit alors en précisant le sens des expressions « *Réformes* » et « *Ouverture* », la première signifiant « quelque chose d'approfondi, incluant à la fois la réforme de la structure économique et de la structure politique et les changements correspondants dans les autres domaines », et la seconde signifiant « l'ouverture à tous les pays, quels que soient leurs systèmes sociaux » (P4-D76). Il est important de souligner que la République fédérative socialiste de Yougoslavie a été l'une des pionnières du socialisme de marché.

Deng Xiaoping explique alors que la réforme a d'abord visé la « sphère économique » et que les réformes économiques ont été menées en priorité à la campagne afin que la majorité de la population puisse manger à sa faim, mieux se loger et s'habiller, somme toute sortir de la pauvreté, preuve de l'enrichissement de la « Chine » et seule condition du maintien et du renforcement de la « stabilité politique » (P4-D76). Comme preuve, il mentionne l'émergence spontanée des « entreprises dirigées par les cantons et les villages » (P4-D76), la diversification de leurs activités et leur taux de croissance annuelle de 20 %. Il ajoute immédiatement que les succès de la réforme se sont manifestés « plus rapidement [que prévus] » (P4-D76), ralliant indécis et opposants au principe de la réforme de la structure économique et son extension aux villes. De même, les succès des 14 ZES ont établi le principe de « l'ouverture » (P4-D76). Il ajoute que l'expérience acquise était systématiquement réévaluée afin d'améliorer les politiques. À titre d'exemple, il pointe la réorientation réussie de l'activité des ZES d'une production destinée au marché intérieur à une production orientée vers le marché international. Il annonce, encouragé par ces succès, la création prochaine de nouvelles ZES, notamment l'île de Hainan, « presque aussi

grande que Taiwan [et dotée] de ressources abondantes » (P4-D76)<sup>32</sup>. Pour finir, il explique que ces succès encouragent le *Comité central* à accélérer le *Mouvement de Réformes et d'Ouverture*.

Afin de gérer et de prévenir les « risques » que font peser la réforme économique et l'ouverture, Deng Xiaoping annonce que la réforme de la structure politique constituera le thème principal du 13<sup>e</sup> Congrès du Parti qui aura lieu quatre mois plus tard. Il précise, reprenant des propos déjà tenus, que la « démocratisation » envisagée n'est pas celle de la « démocratie bourgeoise », qu'il qualifie de « démocratie des capitalistes monopolistes », avec « son système d'élections multipartites, de séparation des pouvoirs judiciaire, exécutif et législatif, et d'une législature bicamérale », mais celle des « congrès populaires et de la démocratie populaire sous le leadership du Parti communiste » (P4-D76). Pour lui, le « plus grand avantage du système socialiste » est la « prompte mise en pratique » des « décisions du leadership central [...] sans aucune interférence » (P4-D76) et la rapidité de la mise en pratique. Les succès des réformes économiques découlent précisément de ce « grand avantage », qui permet de faire une économie de « discussions et [de] consultations » (P4-D76). Par contre, selon Deng Xiaoping, le véritable enjeu serait celui de l'efficacité de l'administration et de la gestion économique, laquelle, selon lui, serait de loin supérieure dans les pays capitalistes.

Comme il l'explique, l'objectif de la réforme de la structure politique consiste

1 – à « consolider le système socialiste, le leadership du Parti et le développement des forces productives dans le cadre de ce système, sous ce leadership » (P4-D76);

2 – à faciliter l'application de la ligne décrétée lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*.

Il ramène la réforme de la structure politique à trois objectifs principaux :

---

<sup>32</sup> Elle sera créée par la *Decision of the National People's Congress on the Establishment of Hainan Province* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1990, p. 249) et la *Resolution of the National People's Congress on the Establishment of the Hainan Special Economic Zone* (p. 250) en avril 1988.

1 – revitaliser le Parti, les organes administratifs et l'ensemble de l'appareil d'État, en s'assurant que tous les postes et toutes les fonctions soient attribués à des cadres plus jeunes qui peuvent aborder avec un regard neuf les nouveaux problèmes;

2 – améliorer l'efficacité;

3 – stimuler l'esprit d'initiative du peuple et des unités de base dans tous les domaines, en déléguant plus de pouvoirs aux échelons inférieurs.

Deng Xiaoping reconnaît que le vieillissement de l'appareil du Parti-État à tous les niveaux est encore plus critique en RPC que dans les autres États socialistes, et déplore que les « personnes âgées aient tendance à être plus conservatrices » alors que dans « le monde d'aujourd'hui les choses changent à une vitesse sans précédent, particulièrement en science et en technologie » (P4-D76). Il ajoute que si le Parti-État ne peut accompagner le progrès, c'est son propre avenir qui est en jeu. De plus, il soutient sans aucune ambiguïté que le succès de la réforme de la structure politique repose sur la réduction de la taille du personnel et du nombre de paliers de l'appareil du Parti-État. Par contre, il réitère que le suffrage universel direct à tous les échelons n'est pas à l'ordre du jour : le pays est trop vaste, trop peuplé, avec trop de minorités, et le niveau d'éducation moyen de la population, trop bas. En conclusion, il réaffirme que le leadership du Parti communiste est indispensable. Il ajoute que ses consultations avec les « partis démocratiques », lesquels, rappelle-t-il, acceptent tous son leadership, est de loin préférable au chaos de la *Révolution culturelle*, à ses yeux l'avatar de la « démocratie » (P4-D76).

Le 25 juin 1987 (P4-D77), il dit à Jimmy Carter, ancien président des É.-U., que sans stabilité politique aucune réforme ne pourrait être menée à bien, y compris l'approfondissement de la « démocratie » (P4-D77), un sujet qui tient à cœur à l'ancien président. Toutefois, bien qu'il précise que le développement de la « démocratie » repose sur le développement de l'enseignement aux jeunes afin de leur transmettre des « hautes valeurs et un sens de la discipline », il omet de préciser qu'il parle de 'démocratie socialiste'. En n'accolant plus le qualificatif 'socialiste' aux termes de « démocratie », « système légal », etc., Deng Xiaoping prévient toute réaction forte de ses interlocuteurs occidentaux tout en donnant l'impression d'une

concordance de vues, ce qui lui permet d'aborder des sujets plus importants comme l'approfondissement des relations internationales. Par contre, s'il prône, lors du même entretien, le droit des nationalités à profiter d'un développement égal, il lie néanmoins le succès du développement des régions périphériques de Chine à la colonisation Han, affirmant que le développement impulsé par les Han profitera à terme aux minorités qui y habitent (P4-D78). Autrement dit, le patriotisme 'chinois' prôné par le Parti-État flirte avec le « chauvinisme grand Han », dénoncé par la Constitution 1982, et contre lequel elle intime de se prémunir (Constitution 1982, préambule).

Lors de son échange avec le président bangladaï, Hussian Muhammad Ershad, le 4 juillet 1987 (P4-D79), il insiste sur l'arriération économique de la RPC et sur l'appartenance commune de la RPC et du Bangladesh au Tiers-monde. C'est pourquoi, pour lui encore une fois, le développement et la modernisation sont impossibles sans la stabilité politique, une « stricte discipline » et un « bon ordre public », ce qui, toujours selon lui, rend impensable toute « occidentalisation totale » (P4-D79). Il insiste sur l'importance de préserver la paix mondiale pendant « au moins 70 ans » (P4-79) afin que les économies du Tiers-monde puissent se développer et sortir de la pauvreté et de l'arriération, en précisant, une fois de plus, que le développement en RPC repose sur la réforme de la structure politique et sur l'abaissement de l'âge moyen des cadres. Par contre, contrairement à son entretien avec Jimmy Carter, il rappelle qu'en RPC le « leadership du Parti » (P4-D79) est crucial. Ainsi, lorsqu'il parle de la consolidation de la « démocratie » et du « système légal », il précise bien qu'il s'agit de « démocratie socialiste » et de « système légal socialiste » (P4-D79). Le 29 août 1987 (P4-D80), après avoir rappelé le succès des réformes et tout particulièrement l'adoption du « système de responsabilité » à la campagne, Deng Xiaoping affirme à deux dirigeants du Parti communiste italien, Leonilde Jotti et Renato Zangheri, que « sans le Parti communiste ce serait le chaos, ou du moins l'instabilité » (P4-D80).

Le 13 octobre 1987 (P4-D81), il déclare à Janos Kadar, secrétaire général du Parti ouvrier socialiste hongrois et père du 'socialisme du goulash'<sup>33</sup> : les réformes sont un succès, car elles favorisent le développement des forces productives, « le vrai marxisme », mais le développement

---

<sup>33</sup> Sa réorientation politique a été qualifiée de 'socialisme du goulash' parce qu'il visait l'amélioration immédiate des conditions de vie (Todorov 2004b, p. 445).

doit être le plus rapide possible afin de mettre fin à la pauvreté. Il maintient qu'en aucune façon il ne sera permis à une nouvelle bourgeoisie d'émerger, c'est-à-dire un groupe social dont les membres sont propriétaires de leurs moyens de productions et conscients de leurs intérêts propres, car, précise-t-il, le Parti-État s'assure que la redistribution repose sur le principe « à chacun selon son travail » (P4-D81). Il enchaîne en disant qu'une telle redistribution n'a pas pour finalité d'être « entièrement uniforme », mais qu'elle participe de « la prospérité commune » (P4-D81). De plus, Deng Xiaoping annonce que le 13<sup>e</sup> Congrès du Parti, qui se tiendra du 25 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1987, décrètera l'accélération de la réforme de la structure économique et de la structure politique. Il ajoute qu'il n'est pas dans l'intérêt de la RPC ni dans celui de la Hongrie de « copier » « les pays capitalistes occidentaux ou les autres pays socialistes » (P4-D81). Ainsi, explique-t-il, en RPC cela implique la séparation des fonctions du Parti de celles de l'État, en précisant bien que le Parti conserve et renforce son leadership sur l'État.

En conclusion, il rappelle que la force du centralisme démocratique réside dans sa capacité de prendre rapidement des décisions et de les appliquer tout aussi rapidement. De plus, il ajoute que puisque le centralisme démocratique « favorise l'unité du peuple », il est de loin « supérieur » (P4-D81) à la démocratie de type occidental. Il poursuit dans une critique à peine voilée à l'égard de l'URSS et de la République fédérative socialiste de Yougoslavie en proie aux troubles de toutes sortes, que pour « régler le problème des minorités ethniques », le système des « régions autonomes » fonctionne « mieux » et « correspond mieux aux réalités de la Chine » qu'un « système fédéral de républiques séparées » (P4-D81). Autrement dit, les réformes politiques et économiques menées par le Parti-État ont aussi pour objectif de mettre en place de nouvelles structures institutionnelles et de renforcer celles ayant pour fonction de prévenir la constitution et l'affirmation de toute base politique autonome par rapport au Parti<sup>34</sup>.

---

<sup>34</sup> La *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Approving the Report of the Legislative Affairs Commission Reexamining and the Commenting on the Laws Promulgated by the End of 1978* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1990, p. 89-106) abroge 111 des 134 lois, promulguées entre la fondation de la RPC en octobre 1949 et la prise de pouvoir par Deng Xiaoping en Décembre 1978, qui entrent en conflit avec des lois promulguées à partir de 1979 ou qui entravent le Mouvement de *Réformes et d'Ouverture*.

### 10.11 – 1988 : ANNEE DU RETOUR A LA NORMALE ?

Avec le passage des semaines et des mois après la répression des manifestations de l'hiver 1986-1987, leur souvenir s'efface tant en RPC qu'à l'échelle internationale. L'enjeu le plus pressant redevient l'accélération et l'approfondissement des réformes, face auxquels le marxisme-léninisme se révèle de plus en plus un obstacle condamné à être balayé. Ainsi, le 16 novembre 1987 (P4-D82), Deng Xiaoping présente au président du Comité exécutif central du Parti socialiste japonais, Takako Doi, les éléments clés du 13<sup>e</sup> Congrès du Parti qui a pris fin deux semaines plus tôt :

1 – le rapport présenté par le *Comité central* est le résultat d'un travail collectif, dont Deng Xiaoping n'est lui-même qu'un contributeur;

2 – la RPC n'est toujours « [qu']au premier stade du socialisme » (P4-D82);

3 – la composition des organes dirigeants a été renouvelée :

3.1 – les vétérans se sont pour la plupart officiellement retirés de la vie politique, et si Deng Xiaoping conserve la présidence de la *Commission militaire centrale*, il a renoncé à la présidence de la *Commission consultative centrale* en faveur de Chen Yun;

3.2 – des cadres plus jeunes les ont remplacés;

3.3 – Zhao Zhiyang est devenu le nouveau secrétaire général.

Deng Xiaoping souligne que la conclusion la plus importante du 13<sup>e</sup> Congrès est la constatation que la voie dans laquelle s'est engagé le Parti n'a « jamais été mentionnée par Marx ». En conséquence, il n'est plus d'aucune utilité pour progresser, seul le 'pragmatisme' l'est désormais. Le 18 mai 1988 (P4-D83), il affirme au président du Mozambique, Joaquim Alberto Chissano, que Marx non seulement ne peut plus servir de guide à la construction du « socialisme avec des caractéristiques chinoises » (P4-D83), mais qu'il en va de même des œuvres de Lénine et du système qu'il a légué à l'URSS.

S'il maintient que le Congrès a enfin « résolu la question de la définition du socialisme », on peut se demander si dans les faits il ne l'a pas complètement vidé de son sens. Le Parti-État n'y était-il pas contraint par la dynamique capitaliste qu'il a lui-même déchaînée? Ainsi, comme il l'affirme à une délégation militaire de la République populaire démocratique de Corée, le 19 mai 1988 (P4-D84), dans le cadre des réformes, le Parti-État a relevé à plusieurs reprises le prix d'achat du grain afin de stimuler la production agricole et d'améliorer les conditions de vie des paysans, mais sans relever son prix de vente en ville afin de préserver le niveau de vie urbain. Or, ajoute-t-il, cela a pour effet de limiter les capacités d'investissement : la « réforme des prix » est devenue incontournable. Il annonce à ses interlocuteurs que le contrôle des prix de la viande, des œufs, des légumes et du sucre a été levé, c'est-à-dire qu'ils sont laissés au jeu de l'offre et de la demande. Deng Xiaoping compare les actions du Parti-État, engagé dans le processus de *Réformes*, à Guanyu (关于,?-220), un général de la Période des Trois royaumes [220-280] qui réussit à franchir de nombreuses passes, toutes gardées par des ennemis<sup>35</sup>. Il conclut « [qu'à] chaque pas en avant, nous devons travailler dur, faire preuve d'audace, mais agir avec prudence » afin de maintenir un taux de croissance élevé, de préférence supérieur à « 10 % » (P4-D84).

Comme il l'explique au secrétaire général du *Comité central* du Parti communiste tchécoslovaque, Milos Jakes, le 25 mai 1987 (P4-D85), rien ni personne ne doit s'opposer à l'accélération des *Réformes* et de l'*Ouverture* : « l'émancipation des esprits » (P4-D85) s'exprime par le ralliement et la participation active et réelle à ce mouvement. S'il réitère que la RPC ne doit en aucun cas imiter les autres pays, car ce mouvement est sans précédent dans l'histoire, il lui faut néanmoins apprendre de leur expérience comme il l'explique à des participants de la *Conférence sur la Chine et le Monde au cours des années 1990*, le 3 juin 1988 (P4-D86). Or, cette dynamique capitaliste s'affirme toujours plus irrésistible, car, comme il l'explique le 7 juin 1988 à un membre du *Bureau politique* du *Comité central* du Parti ouvrier unifié polonais, Zbigniew Messner (P4-D87), l'approfondissement des réformes n'a pas pour seul objectif de stimuler une croissance soutenue et durable; elle a pour ambition de « créer des conditions encore plus favorables au

---

<sup>35</sup> « In ancient China there was a story about Guangong [Guanyu] [a famous third century warrior of the Shu Han Kingdom], who fought his way through five passes and killed six enemy generals. We may have more "passes" to go through and "enemy generals" to behead. » (P4-D84, p. 257) Mis entre crochets et guillemets par l'auteur.



développement futur » (P4-D87). C'est pourquoi la rapidité de la croissance doit être contrôlée afin de prévenir tout risque de surchauffe.

Il affirme au président éthiopien, Mengistu Haile Mariam, le 22 juin 1988 (P4-D88), que le développement de la « Chine » aura un effet de première importance sur le reste du monde, car elle représente un cinquième de l'humanité. Il lui recommande alors de développer son pays en prenant exemple sur elle. Comme il l'explique au président tchécoslovaque, Gustav Husak, le 5 septembre 1988 (P4-D89), l'amélioration permanente et les succès du *Mouvement de Réformes de d'Ouverture* proviennent d'une évaluation pragmatique et systématique de l'histoire et de l'expérience accumulée. Il ajoute lors du même entretien (P4-D90) que non seulement « la science et la technologie font partie des forces productives », mais que dans le monde actuel elles sont même « une force productive principale ». Comparant la RPC au Japon, il affirme que tout retard de développement en science et technologie se traduit par un retard économique. C'est pourquoi lors de remarques qu'il a faites, le 12 septembre 1988, à l'occasion de la présentation d'un rapport sur un programme provisoire de la réforme des prix et des salaires, il met l'accent sur le développement de l'éducation et de la recherche en science et technologie, la création d'infrastructures d'enseignement et de recherche, ainsi que l'amélioration des salaires et des conditions de vie des professionnels de l'enseignement et des chercheurs, quitte à limiter les investissements dans les autres domaines. Il ajoute que sans ces réformes, les jeunes qui étudient et se professionnalisent à l'étranger n'auront aucun intérêt à revenir, ce qui représentera une grande perte pour la RPC. Le 25 octobre 1988, à l'occasion de sa visite du nouveau collisionneur électron-positron de Beijing (P4-D92), il affirme que le succès des grands projets scientifiques et techniques est non seulement essentiel au développement, mais que ces projets sont aussi « une preuve des capacités de la nation et un signe de son degré de prospérité et de développement » (P4-D92). C'est pourquoi il ajoute que la RPC ne devrait pas perdre de temps et s'engager dans des projets de hautes technologies.

Le 12 septembre 1988, toujours à l'occasion de la présentation d'un rapport sur un programme provisoire de la réforme des prix et des salaires (P4-D91), Deng Xiaoping raffine le projet de réforme de la structure politique, crucial au succès du mouvement de réforme économique :

1 – le *Comité central* et le Conseil des affaires d'État doivent parler d'une même voix, car ils forment le « leadership central » (P4-D91);

2 – afin d'améliorer son efficacité, le leadership central abandonne toute administration directe de l'économie au profit d'un « macro-contrôle » (P4-D91);

3 – une fois qu'une décision sur une question de grande orientation est prise au niveau du leadership central, celle-ci doit « non seulement être promptement mise en pratique, elle doit l'être avec efficacité » (P4-D91) par les instances inférieures;

4 – la lutte contre les effets négatifs du *Mouvement de Réformes de d'Ouverture*, notamment la lutte contre l'inflation, ne doit pas faire obstacle au Mouvement lui-même ni causer une contraction de l'économie : l'objectif principal reste le maintien d'une croissance soutenue et durable;

5 – le développement des régions côtières est prioritaire, les régions intérieures doivent s'y soumettre entièrement et les régions côtières doivent accélérer et approfondir leur ouverture sur l'international;

6 – au cours de leur développement, les régions côtières doivent accroître leur aide au développement des régions intérieures;

7 – une fois les régions côtières suffisamment développées, le développement des régions intérieures deviendra prioritaire et les régions côtières devront s'y soumettre;

8 – l'adoption d'un « système de prix rationnels » (P4-D91) est cruciale à la compétitivité de la RPC sur le marché international.

Les succès des réformes et de l'ouverture au cours de la décennie précédente attestent des succès de la réforme politique et surtout de la capacité de l'appareil du Parti-État à s'adapter aux évolutions intérieures et internationales tout en se renforçant. Ces succès et l'expérience acquise dans la gestion des manifestations de l'hiver 1986-1987 renforcent la confiance du Parti-État quant

à sa capacité à garantir la croissance et le développement économique futurs de même que la stabilité intérieure. Ainsi, par rapport aux maoïstes qui faisaient du socialisme un 'processus' sapant toute structure institutionnelle, et à Hua Guofeng qui en faisait un 'système' constitué de structures institutionnelles figées, Deng Xiaoping opte pour une troisième voie et cherche à faire du socialisme avec des caractéristiques chinoises un système formé de structures institutionnelles dynamiques<sup>36</sup>.

En cette fin d'année 1988, les espoirs pour le futur sont plus élevés que jamais et Deng Xiaoping envisage même lors d'un entretien avec le premier ministre indien, Rajiv Gandhi, le 21 décembre 1988 (P4-D93), une refonte de l'ordre mondial qui renoue avec son discours à l'ONU en 1974 (§ *supra*). Il soutient que les hégémonismes, les blocs et même les organisations internationales sont devenus inopérants. Il ajoute que les pays développés ne représentent qu'un quart de la population mondiale et les pays en développement, les trois quarts, alors que les écarts de richesse entre les deux se creusent. Il souligne alors que l'Inde et la « Chine » représentent à eux seuls un tiers de la population mondiale et que pour cette raison le développement du Tiers-monde est lié au développement de l'Inde et de la « Chine » (P4-D93), et encore plus le développement de l'Asie-Pacifique. Rappelant que « les pays plus riches sont moins généreux » (P4-D93), il affirme que le développement du Tiers-monde ne pourra être que l'œuvre du Tiers-monde lui-même. C'est pourquoi, soulignant les succès du *Mouvement de Réformes de d'Ouverture*, il les encourage non seulement à se développer à l'image de la RPC, mais aussi à multiplier les relations entre eux, particulièrement avec l'Inde et la « Chine » sur la base des Cinq principes de la coexistence pacifique. Or, dans un système fondé sur les relations bilatérales entre États, hors de tout cadre institutionnel, les pays développés qui bénéficient d'un grand territoire, d'une grande population et d'une économie développée et en croissance jouissent d'un poids démesuré. Autrement dit, la RPC espère dans un jour rapproché exercer un 'macro-contrôle' sur ce 'nouveau' système international, à l'image du 'macro-contrôle' que le leadership central exerce sur l'ensemble de l'appareil du Parti-État, comme l'Empire chinois l'exerçait sur son 'système tributaire' (cf. chapitre 2). Malheureusement pour le Parti-État, le répit de 1988 ne sera que de courte durée.

---

<sup>36</sup> Pour le débat entre le socialisme comme processus ou comme système, voir Brugger (1985).

La figure 10.1 synthétise les principales annonces de Deng Xiaoping et les événements marquants de la phase IV.

| Phase IV – 1982-1989 : La rançon du succès |                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|--------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dates                                      | Evènements                                                                                                                                                                                                                             | Annonces, actions et mesures de Deng Xiaoping                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>1982</b>                                |                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Septembre</b>                           | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouvelle constitution du Parti</li> </ul>                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deng Xiaoping considère que connaître la Constitution et en respecter les règles sont une preuve de loyauté</li> <li>• Création de la <i>Commission consultative centrale</i> présidée par Deng Xiaoping avec pour mission de recommander des politiques au <i>Comité central</i> et de le conseiller afin de les mettre en application</li> <li>• Création de <i>commissions consultatives</i> à tous les échelons</li> <li>• Retrait des vétérans ayant accumulé plus de 40 ans de services au profit de successeurs plus jeunes et mieux formés</li> <li>• Création de la <i>Commission centrale pour l'inspection disciplinaire</i></li> <li>• Annonce aux autorités britanniques de l'intention de la Chine de récupérer Hong Kong en 1997 afin de profiter des opportunités que son statut de place financière mondiale apporte</li> </ul> |
| <b>Octobre</b>                             |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fixe pour objectif de quadrupler la croissance d'ici l'an 2000 en privilégiant les projets économiques reposant sur une rotation rapide du capital</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Nov. - déc.</b>                         |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Généralisation des procédures de contrôle, de sanction et de récompense</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Décembre</b>                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouvelle Constitution d'État : 1) introduit une hiérarchie de normes et de fonctions, 2) assoit la primauté du Parti-État, 3) instaure un code de devoirs, 4) fonde un État de loi</li> </ul> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>1983</b>                                |                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Janvier</b>                             |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Instauration d'une plus grande flexibilité dans les plans quinquennaux, et d'une plus grande rigidité dans les plans annuels : les surplus non anticipés sont comptabilisés séparément</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mars</b>                                |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Met l'accent sur les projets clés et les coopérations interrégionales</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Juin</b>                                |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Volonté de renouer des liens politiques et économiques avec Taiwan</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Juillet</b>                             |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Emploi d'experts étrangers pour accélérer le processus des réformes et l'atteinte des objectifs</li> <li>• Coopération internationale accrue afin de faciliter les transferts de technologie et d'expertise</li> <li>• Ouverture du marché chinois aux produits étrangers</li> <li>• Lancement d'une campagne contre la criminalité qui exige la mobilisation des unités de résidence, l'envoi en rééducation des membres de groupes criminels, et des peines criminelles fermes pour leurs chefs</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Octobre</b>                             |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrimage des programmes éducatifs ainsi que leur développement aux plans quinquennaux</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Nov. - fév. 1984</b>                    |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagne contre la « pollution spirituelle »</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>1984</b>                                |                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Janvier</b>                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Document no 1 du <i>Comité central</i> : libéralisation partielle de l'économie rurale</li> </ul>                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Février</b>                             |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Première mention du principe « Une Chine, deux systèmes »</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Mai</b>                                 |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ouverture de 14 zones de développement économique et technologique</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Juin</b>                                |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Beijing annonce que les Régions administratives spéciales seront administrées par des « patriotes » qui acceptent le leadership du gouvernement central de la RPC</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Juillet</b>                             |                                                                                                                                                                                                                                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Beijing intime aux autorités britanniques de préserver le statut international de Hong Kong et</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                              | du Dollar de Hong Kong jusqu'à la transition                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Octobre</b>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réforme de la structure économique afin de faciliter et d'accélérer le développement économique</li> <li>• Développement d'une « économie de marché planifiée »</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                |
| <b>1985</b>                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Janvier</b>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagne contre la <i>libéralisation bourgeoise</i></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Mars</b>                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration du développement de la science et de la technologie au plan économique</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Mai</b>                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annonce de l'élévation du niveau de compétence scientifique et technique national</li> <li>• Responsabilité des cadres locaux dans le développement du système d'éducation</li> </ul>                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Juin</b>                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Astreinte de la réforme et de la modernisation de l'armée au progrès de l'économie</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Juillet</b>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réforme des prix à la consommation : laisser jouer le jeu de l'offre et de la demande pour fixer le prix des produits de base</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Août</b>                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réorientation de l'activité des ZES vers le marché mondial</li> <li>• Première mention de l'expression « socialisme avec des caractéristiques chinoises »</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Septembre</b>             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Objectif du Septième plan quinquennal [1986-1990] : maintenir une croissance annuelle de 7%</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>1986</b>                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Janvier</b>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annonce que les cadres dirigeants du Parti ainsi que les membres de leur famille qui se sont rendus coupables de crimes seront sanctionnés en priorité et que cette sanction sera rendue publique</li> <li>• Simplification et accélération des procédures d'expulsion du Parti pour les cadres qui ont violé la discipline ou la loi</li> </ul>                                          |
| <b>Juin</b>                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réforme de la structure politique et construction du système légal comme condition du succès de la réforme de la structure économique</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Août</b>                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Transfert d'autorité et des responsabilités dans tous les domaines, y compris financière, aux unités subalternes à tous les niveaux</li> <li>• Accroissement du rôle et de l'importance des contrats dans la réalisation des projets</li> </ul>                                                                                                                                           |
| <b>Septembre</b>             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Leadership exercé par les organes dirigeants qui fixent les objectifs alors que les organes subalternes jouissent d'une autonomie pour les atteindre</li> <li>• Deng Xiaoping annonce que la libéralisation économique ne débouchera pas sur la libéralisation politique</li> </ul>                                                                                                       |
| <b>Décembre</b>              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dissociation de la propriété de la gestion des entreprises</li> <li>• Dissociation des fonctions d'État de celles des entreprises</li> <li>• Regroupement des entreprises par branches</li> <li>• Réforme du système bancaire</li> </ul>                                                                                                                                                  |
| <b>Déc. 1986 - Jan. 1987</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouveau mouvement de revendication démocratique de la jeunesse <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deng Xiaoping appelle à purger sans attendre les cadres du Parti qui ne font pas assez preuve de loyauté</li> <li>• Réprimer en priorité les meneurs</li> </ul> </li> <li>• Zhao Zhiyang est nommé secrétaire général en remplacement de Hu Yaobang désormais désavoué</li> </ul> |
| <b>1987</b>                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Avril</b>                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deng Xiaoping explique que l'expression « caractéristiques chinoises » signifie simplement qu'une réforme est née en Chine ; néanmoins, il fait du « socialisme avec des caractéristiques chinoises » un contre-modèle dont l'attractivité ne fera que se confirmer</li> </ul>                                                                                                            |
| <b>Octobre</b>               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annonce que la libéralisation économique ne débouchera pas sur l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie, c'est-à-dire une classe indépendante et consciente de ses intérêts</li> <li>• S'oppose à l'idée d'une fédération de républiques autonomes</li> </ul>                                                                                                                               |

|               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|---------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Novembre      | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Résolution du <i>Congrès du Parti</i> déclare le régime du Parti-État : 1) le seul garant de la souveraineté chinoise, et 2) la lutte contre la dissidence une des conditions de la préservation de cette souveraineté</li> <li>• Deng Xiaoping annonce que les écrits de Marx ne sont plus utiles à la construction du « socialisme avec des caractéristiques chinoises »</li> <li>• Deng Xiaoping et les vétérans renoncent à leurs fonctions officielles au <i>Comité central</i>, au <i>Bureau politique</i> et au <i>Comité permanent</i></li> </ul>                                                                                                                                   |
| 1988<br>Avril | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amendement à la Constitution : reconnaissance et protection de l'activité privée dans un rôle de soutien à l'économie planifiée</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Mai           | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deng Xiaoping annonce que les écrits de Lénine ne sont plus utiles à la construction du « socialisme avec des caractéristiques chinoises »</li> <li>• Objectifs de croissance annuelle : minimum 10%</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| Juin          | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deng Xiaoping annonce que la vitesse de croissance doit être contrôlée afin de prévenir toute surchauffe</li> <li>• Associe le développement du Tiers-monde au développement de la Chine</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Septembre     | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration du statut et des conditions de travail des scientifiques</li> <li>• Lancement de projets scientifiques de pointe</li> <li>• Deng Xiaoping annonce que le <i>Comité central</i> et le <i>Conseil des affaires d'État</i> forment le leadership central, et pour cette raison parlent d'une seule voix</li> <li>• Abandon de toute administration directe de l'économie au profit d'un macro-contrôle</li> <li>• Contrôle de l'inflation</li> <li>• Développement prioritaire des régions côtières ; prime sur celui des régions intérieures</li> <li>• Adoption d'un « système de prix rationnel » pour accroître la compétitivité de la Chine sur le marché mondial</li> </ul> |
| Décembre      | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deng Xiaoping invite les pays du Tiers-monde à se développer à l'exemple de la Chine et à multiplier les relations bilatérales avec elle</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

Figure 10.1 – Principales annonces de Deng Xiaoping et événements marquants de la phase IV.

## CONCLUSION

En 1982, Deng Xiaoping donne une nouvelle Constitution au Parti et une nouvelle Constitution à l'État. Elles officialisent les *Quatre modernisations* et les *Quatre vertus cardinales*. Ces deux constitutions établissent une hiérarchie de normes et de fonctions, et professionnalisent les organisations et leurs personnels. En agriculture, Deng Xiaoping généralise le « système de responsabilité familiale », fondé sur l'exploitation familiale, des impôts proportionnels à la production et la liberté de commercialiser les excédents. Dans presque toutes les organisations, y compris l'industrie, il généralise la direction collective et la responsabilité individuelle à tous les échelons. Il transfère toujours plus d'autorité et de responsabilités aux échelons inférieurs tout en s'assurant que le Parti-État renforce sa supervision sur l'ensemble du système. Pour Deng Xiaoping, l'autonomie se résume à un train de mesures pragmatiques pour atteindre les objectifs du plan, lequel se résume de plus en plus à des objectifs chiffrés de croissance. Cette période se

caractérise par une croissance et un développement accélérés. Afin de soutenir, puis d'intensifier ce rythme, il lance une réforme de la structure économique, mais elle se révèle rapidement insuffisante sans une réforme conduite en parallèle de la structure politique. La dynamique autonome du capitalisme s'affirme alors avec force, exigeant de la structure économique et de la structure politique des ajustements permanents. Les transformations politiques, économiques, sociales, culturelles et démographiques rapides qui confirment le succès du *Mouvement de Réformes et d'Ouverture* débouchent sur la contestation de la jeunesse à l'hiver 1986-1987. Le mouvement est écrasé et le Parti-État purge tous ceux qui ne se sont pas montrés suffisamment loyaux, y compris son secrétaire général, Hu Yaobang. Cependant, les réformes et la croissance se poursuivent et Deng Xiaoping lie le développement du Tiers-monde à celui de la Chine, invite les pays du Tiers-monde à se rapprocher de la Chine et même à adopter le modèle chinois de développement. Néanmoins, le rythme et les répercussions des réformes sont tels que les théories de Marx et de Lénine deviennent des obstacles au développement, au point qu'elles sont désavouées de même que leurs auteurs. Le succès du *Mouvement de Réformes et d'Ouverture* s'accompagne d'un vide idéologique qui se creuse.

# CHAPITRE 11

## 1989-1992 : COUP D'ARRET

### INTRODUCTION

La détérioration de la situation socioéconomique et les circonvolutions idéologiques ravivent les tensions sociales et politiques lesquelles, bien que réprimées, demeuraient latentes. Le Parti-État ne tolère pas la critique ni *a fortiori* les troubles de l'ordre public. Pis, la législation autorisant la détention administrative, donc sans procès, est maintenue : elle vise surtout les 'éléments' qualifiés de « contre-révolutionnaires et [d']antisocialistes<sup>1</sup> », autrement dit ceux qui sont critiques du régime, ou tout simplement tombés en disgrâce aux yeux des vétérans. Ainsi, la répression politique se perpétue sous le couvert de la loi. La mort soudaine de Hu Yaobang, bouc émissaire des manifestations de l'hiver 1986-1987, le 15 avril 1989, catalyse un nouveau mouvement de protestation qui occupe, entre autres, la place Tiananmen, littéralement aux portes du pouvoir et sous l'œil du monde entier. Les vétérans du Parti y voient alors le spectre de la *Révolution culturelle* et n'envisagent qu'une exorcisation plus radicale, bien que la présence des médias étrangers répercute les réactions dans le monde entier, ce qui restreint leur marge de manœuvre initiale.

Le bloc socialiste est alors, dans son ensemble, traversé par une grande crise sociopolitique. Par rapport à ses prédécesseurs, le secrétaire général du PCUS, Mikhaïl Gorbatchev, le père de la *glasnost* (transparence) et de la *perestroïka* (réformes structurelles), a promis de ne plus intervenir militairement dans les affaires internes des pays socialistes, ce qui légitime *de facto* les mouvements de protestation. Cette décision lui confère une popularité qui dépasse largement les

---

<sup>1</sup> Resolution of the Standing Committee of the National People's Congress Approving the Supplementary Provisions of the State Council for Rehabilitation Through Labour (Adopted on November 29, 1979) - Appendix II : Decision of the State Council Regarding the Question of Rehabilitation Through Labour (Approved at the 78th Meeting of the Standing Committee of the National People's Congress on August 1, 1957).



frontières du bloc de l'est et elle a un écho jusqu'en Chine. Dans le bloc de l'Est, les évolutions s'accélèrent :

- 1 – tables rondes entre le pouvoir et l'opposition en Pologne et Hongrie;
- 2 – démantèlement du Rideau de fer entre la Hongrie et l'Autriche;
- 3 – victoire de l'opposition en Pologne aux élections législatives de juin 1989.

Or, Gorbatchev arrive à Beijing le 15 mai 1989 pour une visite d'État prévue de longue date. Tout est mis en œuvre par le Parti-État pour éviter une rencontre entre Gorbatchev et la foule des manifestants. Le mouvement s'accélère après le 15 mai et certains manifestants entament une grève de la faim. Le 19 mai 1989, Zhao Zhiyang, secrétaire général du Parti, favorable aux manifestants, tente de parlementer avec eux alors que Li Xiannian, président sortant de la RPC et président de la *Conférence consultative politique du peuple chinois*, s'oppose publiquement à toute ouverture. Le Parti-État semble divisé, bien que les vétérans, véritable pouvoir derrière le pouvoir officiel, fassent bloc. Yang Shangkun, président de la RPC, d'abord favorable aux manifestants, finit par se rallier à la position des vétérans au cours du mois de mai. En conséquence, Zhao Zhiyang, qui s'est déprécié à leurs yeux, est désavoué et sanctionné.

Le 20 mai, Li Peng, en qualité de premier ministre, après une tentative infructueuse de parlementer, déclare la loi martiale, mais les troupes ne parviennent pas à atteindre la place Tiananmen. Les revendications se font encore plus radicales et les manifestants intransigeants : les vétérans sont explicitement sommés de se retirer. De nouvelles troupes, plus expérimentées, sont alors mobilisées pour converger vers Beijing et l'assaut est finalement donné le 4 juin 1989. Rares sont les États, tels Cuba, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, qui soutiennent publiquement la répression.

Le système de responsabilité collective, maintenu jusqu'à un certain degré, permet de rétablir l'ordre. La surveillance généralisée se poursuit : groupe de travail (danwei, 单位), relations, connaissances, amis, parents sont contraints de décourager leurs proches de poursuivre

des activités, d'adopter des attitudes, voire de poursuivre des réflexions pouvant potentiellement devenir ou simplement être considérées contestatrices ou subversives. En un mot, tout ce qui de près ou de loin questionne l'ordre est découragé. Chacun peut même aller jusqu'à dénoncer ceux qui critiquent, voire les conduire au poste de police. Telle fut la décision de certains après la répression du *Printemps de Beijing*. C'est pourquoi, depuis, renouant avec une longue habitude, beaucoup de Chinois, anticipant les risques de tout écart à la norme, préfèrent adopter une attitude plus conservatrice que celle que dictent la loi ou les orientations politiques du moment (Spence 1991, p. 693)<sup>2</sup>.

Dans ce contexte de répression et de rectification, la réaction conservatrice s'étend jusqu'aux plus hauts échelons : le 24 juin 1989, Zhao Zhiyang, nouveau bouc émissaire, ainsi que Hu Qili, sont contraints à la démission. Un nouveau *Bureau politique*, plus conservateur, est formé avec à sa tête Jiang Zemin; il est composé de Li Peng, Qiao Shi, Yao Yilin, Song Ping (宋平, 1917-) et Li Ruihuan (李瑞环, 1934-), qui se sont tous démarqués en adoptant une ligne dure à l'égard des manifestants, de leurs sympathisants et des indécis au sein du Parti.

Malgré son retrait officiel, Deng Xiaoping occupe toujours le devant de la scène et cherche à défendre l'action de la RPC en termes de souveraineté nationale tout en cherchant à préserver et à approfondir l'ouverture sur l'international.

Si le retour à l'ordre en RPC est indiscutable, la situation internationale reste préoccupante. D'une part, le Bloc socialiste vit ses dernières heures :

- 1 – transition pacifique en Hongrie en septembre-octobre 1989;
- 2 – chute du mur de Berlin, symbole de la Guerre froide, le 9 novembre 1989;
- 3 – transition pacifique en Tchécoslovaquie en novembre 1989;
- 4 – transition pacifique en Allemagne de l'Est en décembre 1989;

---

<sup>2</sup> La responsabilité et la surveillance collectives seront mises à jour par la *Organic Law of the Urban Residents Committees of the People's Republic of China* adoptée en décembre 1989 et effective en janvier 1990 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1990, p. 329-333).

5 – transition violente en Roumanie en décembre 1989;

6 – transition pacifique en Bulgarie en janvier-mai 1990;

7 – dissolution de l'URSS en décembre 1991.

Le marxisme-léninisme est alors abandonné officiellement par une majorité d'États du Tiers-monde qui gravitaient jusqu'alors dans l'orbite de l'URSS.

D'autre part, dans le contexte de la démocratisation de l'Europe de l'Est, la répression violente par l'APL du *Printemps de Beijing* le 4 juin 1989, après une décennie de modernisation et d'ouverture, a choqué l'opinion occidentale. Le choc s'est rapidement mué en incompréhension (Fairbank et Goldman 2006, p. 427-429). En réaction, le *Groupe des sept* (G7)<sup>3</sup>, créé en 1975 pour gérer les effets de la crise économique mondiale qui avait débuté en 1973 et prévenir les futures crises, impose en juillet 1989 des sanctions économiques ainsi qu'un embargo militaire, lequel est toujours en vigueur en 2016.

À la fin de 1989, le retour à l'ordre est jugé suffisamment satisfaisant pour que les vétérans quittent le pouvoir l'année suivante et consentent à la dissolution de la *Commission consultative centrale*, véritable centre du pouvoir jusque-là, en octobre 1992. Avec la démission des derniers vétérans, Jiang Zemin remplace Deng Xiaoping au poste de président de la *Commission militaire centrale* en mars 1990. Si la recherche de stabilité intérieure et internationale prime dans les mois qui suivent la répression, elle ne remet pas en cause la poursuite du développement économique. Cette grande orientation se résume à un slogan : « une tâche centrale, deux points essentiels » (P5-D10), avec le développement économique pour tâche centrale, de même que la défense des *Quatre vertus cardinales* et la poursuite des réformes et de l'ouverture pour points essentiels. Le développement, ou du moins la croissance, doit être le plus rapide possible et tout ce qui s'y oppose doit être balayé ou réformé, y compris les structures institutionnelles, et ce, sans fragiliser le Parti-État.

---

<sup>3</sup> Il regroupe les sept États capitalistes les plus riches qui représentent plus de 50 % du PIB mondial (Allemagne, Canada, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, États-Unis) ainsi que la Communauté européenne. Il est important de souligner que tous ces pays sont caractérisés par un régime de démocratie libérale, une économie de libre-marché, un indice de développement humain (IDH) élevé et, surtout, un socle de valeurs communes.

Ainsi, la période qui s'ouvre est dominée par la recherche de l'équilibre entre le développement économique et la préservation du pouvoir du Parti-État. Afin de prévenir tout emballement, le principe de l'arrêt périodique des réformes est introduit pour en dresser un bilan. Si l'atteinte de cet équilibre se révèle toujours plus difficile, refuser de l'atteindre serait risqué. Au printemps 1992, Deng Xiaoping entreprend son *Voyage dans le Sud* afin de mettre en place une nouvelle vague de libéralisation économique.

En 1993, Jiang Zemin est nommé président de la République. Cumulant déjà les postes de secrétaire général du Parti et de président de la *Commission militaire centrale*, comme cela vient d'être rappelé, il réunit en une personne, pour la première fois depuis la mort de Mao Zedong, les trois plus hautes fonctions du Parti-État. Dorénavant, une personne – car cela s'est perpétué avec Hu Jintao et Xi Jinping – va représenter et symboliser l'unité de la RPC, en être le porte-parole officiel<sup>4</sup>, mais sans remettre en question le principe de la direction collective. La question qui se pose désormais est la suivante : les structures du Parti-État léguées par la faction de Deng Xiaoping se montreront-elles suffisamment flexibles à l'avenir?

### 11.1 – NATURE DU CORPUS

Entre 1989 et 1992, Deng Xiaoping a pris 26 fois la parole en public dont onze fois en présence de représentants étrangers. Au cours de l'année 1989, il livre dix-sept discours, dont neuf en présence de représentants étrangers, soit un peu plus de la moitié. À ces occasions, de manière réactive, il présente la position officielle de la RPC, tout en cherchant à préserver les liens qu'elle entretient avec le reste du monde. Néanmoins, il ne se contente pas de la présenter, il contribue à la façonner avec les vétérans avant de l'imposer aux membres du *Comité central*, lesquels forment son principal public national avec les hauts dirigeants militaires (cf. *supra* tableaux 7.1, 7.2., et annexes 6.11, 6.12, 6.13).

---

<sup>4</sup> Pour le souligner encore une fois, au moment de la crise du *Printemps de Beijing*, bien que le pouvoir, entre les mains des vétérans, reste unifié, le secrétaire général, Zhao Ziyang, entreprend de négocier, sans en avoir obtenu l'autorisation – ce qui va le conduire à sa chute – alors que le président, Li Xiannian, s'y refuse. Cette cacophonie porte à penser qu'il y a des divisions au sommet. C'est pour remédier à cette impression que les trois fonctions principales du Parti-État sont maintenant cumulées par une seule et même personne sans, pour le redire, que le principe de la direction collective ne soit remis en cause.

Outre le thème des relations internationales et de l'ouverture (13 mentions), des réformes et de la modernisation (10 mentions) et du développement économique (10 mentions), les thèmes récurrents sont ceux de la discipline et du devoir de soumission (13 mentions), de la réaffirmation du leadership du Parti (11 mentions), du respect de l'autorité centrale (11 mentions), de l'infaillibilité du Parti (10 mentions), de la lutte contre la dissidence (10 mentions), de la lutte contre la corruption et les crimes économiques (9 mentions), et de la rééducation des dissidents (8 mentions). Au cours des dix premiers mois de l'année 1989, dans ses douze discours, les thèmes de l'éducation idéologique reviennent neuf fois, de la stabilité et de l'unité huit fois, de l'organisation du Parti-État et de l'économie sept fois, des dispositifs de contrôle six fois. De plus, au tout début de la crise, il revient trois fois sur la nécessité de renforcer le cadre légal et réglementaire en mettant l'accent sur la répression afin de prévenir toute répétition des manifestations à l'avenir. Au cours de la même année, il n'aborde la question de l'amélioration des conditions de vie que quatre fois, principalement en présence d'interlocuteurs étrangers.

Par comparaison, au cours de l'année 1990, il prend six fois la parole, trois fois en présence d'un auditoire étranger et trois fois en présence de hauts dirigeants du Parti; deux fois au cours de l'année 1991, uniquement en présence de représentants étrangers. Par rapport à 1989, à l'exception de son discours du 24 décembre 1990, ses discours en 1990 et 1991 sont principalement axés sur la poursuite de la politique d'ouverture (6 fois), de réforme (4 fois), de développement économique (6 fois), mais dans le cadre d'une stricte adhésion aux *Quatre vertus cardinales*. Il fait même trois fois référence à la nécessité d'améliorer le niveau de vie en 1990, mais principalement aux hauts dirigeants du Parti.

Finalement, tout au long de ces trois années, le thème du patriotisme et de la souveraineté nationale s'affirme. Il en est question dix fois, alors qu'il ne fait référence à Mao Zedong que trois fois et cinq fois aux figures du marxisme-léninisme ou au marxisme-léninisme en général. Tout cela donne l'impression que le Parti-État veut combler le vide idéologique – vide qu'il a lui-même créé au cours de la décennie précédente – par la promotion du patriotisme afin de contrer la montée du 'libéralisme bourgeois' que Deng Xiaoping dénonce en permanence.

## 11.2 – 1989 : L'ANNEE TERRIBLE

Le 26 février 1989 (P5-D1), Deng Xiaoping affirme au président américain George H. Bush que le maintien de la stabilité est essentiel à la poursuite et à la réussite des *Réformes*, et que celles-ci ont pour objectif principal le développement économique. Il ajoute que si l'instauration de la « démocratie socialiste » est un objectif, il précise qu'il s'agit d'un objectif à long terme dans un souci de « stabilité » (P5-D1). Il poursuit en déclarant que tout autre rythme d'instauration ou la mise en place de toute autre forme de démocratie dégénérerait inévitablement en une « guerre civile généralisée » (P5-D1). Il rappelle l'importance de la stabilité dans le succès de la modernisation, des *Réformes* et de l'*Ouverture* à des cadres dirigeants du *Comité central* le 4 mars 1989 (P5-D2), mais précise que « les affaires des Chinois doivent être gérées par les Chinois eux-mêmes », et que « la Chine ne tolérera aucun désordre » (P5-D2). Il ajoute que les « camarades doivent faire preuve de sang-froid en cas de problème » (P5-D2) puisque la majorité du peuple appuie le Parti. Rappelant que sans les *Quatre vertus cardinales* ce serait le « chaos », il avance néanmoins « qu'il ne faut pas perdre de temps pour promulguer les lois et les statuts, y compris ceux qui régulent les assemblées, les associations, les manifestations ainsi que la presse et l'édition » afin que « tout ce qui viole la loi [soit] supprimé » (P5-D2). Il souligne que « la Chine ne peut permettre au peuple de manifester quand bon il lui plairait, car s'il y avait des manifestations tous les 365 jours de l'année, rien ne pourrait être accompli et les investissements étrangers cesseraient » (P5-D2). Pour Deng Xiaoping, il faut clairement faire comprendre à l'extérieur et à l'intérieur que « l'objectif du resserrement du contrôle est le maintien de la stabilité et la facilitation des réformes, de l'ouverture vers l'extérieur et du mouvement de modernisation », afin de « rassurer les investisseurs » (P5-D2). Il conclut par la nécessité de renforcer l'éducation politique et idéologique<sup>5</sup>. Autrement dit, la crainte de la faction de Deng Xiaoping est non seulement le retrait des capitaux étrangers, mais aussi l'arrêt du développement économique, sur lequel elle fonde sa légitimité. Aussi important que soit le rôle de la loi à ses yeux, il est important de souligner la différence de rôle que joue la loi en RPC par rapport à celui qui lui est dévolu dans

---

<sup>5</sup> Cette mesure est actée par la *Law of the People's Republic of China on Assemblies, Processions and Demonstration* d'octobre 1989 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1990, p. 319-326) et la *Resolution of the Standing Committee of the National People's Congress on the Furthering of the Publicity of and Education in the Legal System* de mars 1991 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1993, p. 334-336).

un État de droit. C'est pourquoi, le terme 'État de loi', pour le rappeler encore une fois, semble plus approprié pour caractériser la RPC postmaoïste.

Deng Xiaoping soutient devant Yoweri Museveni, le président ougandais, le 23 mars 1989 (P5-D3), qu'au cours des dix années qui se sont écoulées depuis la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*, le PNB a été multiplié par quatre, sans faire « [d']erreurs graves », bien que la « Chine » connaisse une inflation mineure « par rapport aux autres pays » (P5-D3). Il poursuit en rappelant que l'objectif des réformes est de mettre en place les meilleures conditions pour la poursuite du développement économique, afin de quadrupler à nouveau le PNB avant l'an 2000. Il ajoute que la condition essentielle du développement est la souveraineté nationale, précisant que la taille et la population de la « Chine » lui permettent de mieux résister aux tentatives d'ingérence des puissances hégémonistes que les autres États du Tiers-monde, notamment les pays africains. C'est pourquoi Deng Xiaoping appelle à nouveau leur union contre les puissances hégémonistes. Il invite alors l'Uganda et les autres pays d'Afrique à se développer de manière pragmatique, de même qu'à s'ouvrir au monde en suivant l'exemple de la « Chine », car, sans cela, ils vont rater la révolution technologique mondiale en cours. Mais il les prévient contre toute instauration trop rapide du socialisme. Il poursuit en rappelant que l'erreur principale du Parti-État a été de ne pas garantir ni renforcer l'éducation politique et idéologique, seule condition pour « préserver la tradition de lutte acharnée » (P5-D3). Finalement, il conclut : « nous ne sommes pas riches et ne pouvons vous offrir beaucoup d'aide financière, mais nous pouvons partager notre expérience. Il s'agit aussi d'une forme d'aide » (P5-D3).

Le 16 mai 1989 (P5-D4), Mikhaïl Gorbatchev est le premier secrétaire général du PCUS à se rendre en visite officielle en RPC depuis la Rupture sino-soviétique, une querelle d'orthodoxie, il y a de cela une trentaine d'années. Deng Xiaoping explique que son souhait est de raviver, améliorer et approfondir les relations interétatiques et interpartis. Il ajoute qu'il faut admettre d'emblée que ni Marx ni Lénine ne sont d'aucun secours pour développer le socialisme à l'aube des années 1990, une époque où « une journée aujourd'hui est l'équivalent de plusieurs décennies ou même plus, il y a un siècle » (P5-D4). Il soutient que le vrai marxiste est celui qui contribue réellement au marxisme « avec des idées neuves et un nouveau point de vue », et non pas le doctrinaire, fossoyeur de toute révolution ou de toute édification du socialisme. Autrement dit, la reprise des

relations sino-soviétique repose sur l'abandon de toute référence au marxisme-léninisme, et encore plus sur l'abandon de toute prétention à une quelconque orthodoxie, car elle ouvre la voie à l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Deng Xiaoping précise immédiatement que la « Chine », naguère victime des puissances impérialistes, y compris l'Empire russe et l'URSS qui lui a succédé, ne souffre plus les ingérences étrangères et que la RPC, depuis sa fondation, « n'a jamais envahi ou menacé un autre pays » (P5-D4).

Il faut souligner que les conflits récurrents avec l'Inde (1962 et 1967) et le Vietnam (1974, 1979 et 1988), ainsi que le conflit avec l'URSS (1969), viennent contredire dans les faits les affirmations de Deng Xiaoping. Par ailleurs, il est vrai que, par rapport aux É.-U. et à l'URSS, la RPC a été impliquée dans un nombre réduit de conflits, et leur nombre chute significativement après la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*<sup>6</sup>. Quoi qu'il en soit, Deng Xiaoping demande que « le passé » soit « oublié », afin de renouer des relations bilatérales fondées sur des « choses pratiques » plutôt que sur des « discours creux » (P4-D4). En conclusion, il affirme que la RPC a atteint quatre des cinq objectifs de relations internationales qu'elle s'était fixés :

- 1 – renouer les relations avec le Japon;
- 2 – avec les É.-U.;
- 3 – avec l'URSS;
- 4 – récupérer Hong Kong.

Il indique qu'il souhaite désormais voir la réunification avec Taiwan de son vivant.

Il est important de souligner qu'à aucun moment il ne fait référence aux manifestations qui se déroulent au même moment à Beijing.

---

<sup>6</sup> Les É.-U. ont été impliqués dans 54 conflits de 1950 à 1989, l'URSS, 11, la Chine 11, mais deux depuis 1978. Compilé d'après le Heidelberg Institute for International Conflict Research (2015).



### 11.3 – UN NOUVEL ORDRE POLITIQUE

La situation n'en devient pas moins critique pour la faction de Deng Xiaoping. Le 31 mai 1989 (P5-D5), Deng Xiaoping affirme à deux hauts dirigeants du *Comité central* que la politique de *Réformes de d'Ouverture* ne doit en aucune mesure être remise en question par les « troubles » (P5-D5). Néanmoins, il garantit à ses interlocuteurs qu'une fois les manifestations « réprimées », « [il] faudra clarifier certaines choses au peuple » (P5-D5). Il poursuit en disant que, dans l'immédiat, la composition des organes dirigeants doit être modifiée. Il dresse alors le programme que devra très strictement suivre le Parti-État pour garder sa légitimité, programme qu'il présente comme son « testament politique » (P5-D5)<sup>7</sup> :

1 – La nouvelle génération de « leaders » (P5-D5) devra se démarquer par sa volonté de faire avancer les réformes et de maintenir l'ordre à tout prix.

2 – La nouvelle génération de leaders devra « accomplir certaines choses pratiques pour prouver que nous combattons réellement la corruption », et le faire de telle façon que cela ne semble pas « hypocrite » (P5-D5). Il soutient qu'il traque les violations de la loi et de la discipline « [jusqu']au sein de sa propre famille » (P5-D5), et qu'en aucun cas il ne faut hésiter à punir tout contrevenant. Pour Deng Xiaoping, il s'agit d'un « test » que le Parti-État doit « réussir (*pass*) » s'il veut « gagner la confiance du peuple » (P5-D5). Autrement dit, il est en train de la perdre si ce n'est déjà fait. À cette fin, il propose que « 10 ou 20 cas de corruption [...] au niveau provincial ou

---

<sup>7</sup> La nouvelle génération de leaders actera les vœux de la faction de Deng Xiaoping avec 1) la *Decision of the National People's Congress Regarding the Revision of the Law of the People's Republic of China on Chinese-Foreign Joint Ventures* d'avril 1990 (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1993, p. 55-61), 2) la *Law of the People's Republic of China on the National Flag* adoptée en juin 1990 et effective en octobre 1990 (p. 65-70), 3) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Punishment of Crimes of Desecrating the National Flag and the National Emblem of the People's Republic of China* de juin 1990 (p. 73), 4) la *Copyright Law of the People's Republic of China* adoptée en septembre 1990 et effective en juin 1991 (p. 77-90), 5) la *Railway Law of the People's Republic of China* adoptée en septembre 1990 et effective en mai 1991 (p. 93-107), 6) la *Law of the People's Republic of China on the Protection of the Rights and Interests of Returned Overseas Chinese and Family Members of Overseas Chinese* adoptée en septembre 1990 et effective en janvier 1991 (p. 111-114), 7) la *Civil Procedure Law of the People's Republic of China* d'avril 1991 (p. 185-240), 8) la *Income Tax Law of the People's Republic of China for Enterprises with Foreign Investment and Foreign Enterprises* adoptée en avril 1991 et effective en juillet 1991 (p. 243-250), 9) la *Law of the People's Republic of China on Tobacco Monopoly* adoptée en juin 1991 et effective en janvier 1992 (p. 253-263), 10) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Intensifying the Improvement of Social Security by Taking Comprehensive Measures* de mars 1991 (p. 330-333), et 11) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Approving the Opening of Wuhan, Jiujiang and Wuhu Port to Foreign Vessels* d'octobre 1991 (p. 340).

national » soient « rapidement découverts, rendus publics et condamnés selon la loi » (P5-D5). En somme, il propose une action d'éclat pour servir d'exemple.

3 – La nouvelle génération de leaders devra obtenir des « succès visibles » dans le cadre de la poursuite des réformes et de l'ouverture et saisir fermement toute occasion qui permet de les poursuivre. À titre d'exemple, il explique que même avec un capital limité, l'*Ouverture* permet « de créer plus d'emplois, de lever plus de taxes, et de gagner de l'argent par la location de terrains [promouvant ainsi] le développement économique et l'augmentation des revenus [publics] » (P5-D5). Il ajoute que Hong Kong est essentiel à l'atteinte de ces objectifs, car il permet au Parti-État « d'être bien informé » (P5-D5).

4 – Le *Comité central*, le *Bureau politique* et le secrétariat « s'occupent des affaires importantes [...] avec une vision à long terme », les « questions mineures subordonnées aux questions importantes » (P5-D5). Il poursuit en affirmant que la nouvelle génération de leaders ne pourra préserver la stabilité interne, qui a fait défaut aux générations précédentes, qu'en faisant la preuve qu'elle puisse agir comme un « collectif » (P5-D5). Il ajoute que cette « troisième génération » devra poursuivre dans la voie tracée par la « deuxième génération », c'est-à-dire les membres de sa propre faction, afin de « développer l'économie, élever le niveau de vie du peuple et renforcer le pays », et notamment approfondir l'ouverture si elle veut éviter les « désastres comparables à la *Révolution culturelle* » (P5-D5). Il explique que « le monde aujourd'hui progresse par sauts et par bonds; [que] les changements sont visibles d'un jour à l'autre, particulièrement dans le domaine de la science et de la technologie » (P5-D5), et que la troisième génération de leaders devra maintenir ce rythme si elle veut en profiter.

5 – La troisième génération de leaders devra « inébranlablement lutter contre la libéralisation bourgeoise et adhérer aux *Quatre vertus cardinales* » (P5-D5). Il précise qu'il « n'a jamais fait de concessions sur ce point » et que « la défense de la dictature démocratique du peuple, du marxisme, du socialisme et du leadership du Parti communiste est une question d'importance fondamentale » (P5-D5).

6 – Il intime aux vétérans, en faisant fi de « leurs préjugés personnels », de choisir pour succéder à chacun d'eux « la bonne personne pour le bon emploi », celle qui a « accompli quelque chose », parmi tous les fidèles « à la ligne des réformes ». Il les enjoint de le faire afin de rehausser « l'image » du Parti-État « d'ici trois à six mois », de « faire marcher [le Parti-État] et les étudiants au pas » et « [d']oublier les malentendus » (P5-D5). Selon lui, les leaders de la troisième génération devront « changer » « leur vision » et « leur manière d'être » afin d'être pleinement des « leaders » (P5-D5).

7 – Si la troisième génération de leaders ne devra jamais permettre la formation de « cliques » (P5-D5) au sein du Parti, elle devra toujours par contre unifier le Parti en étant capable d'opérer des synthèses et d'incarner ces synthèses. Autrement dit, l'unité du Parti doit constamment primer.

8) Deng Xiaoping, pour finir, maintient qu'une fois la « légitimité » de la troisième génération de leaders sera établie, il se retirera et « n'interviendra plus dans les affaires [du Parti] » (P5-D5). Finalement, il espère que « les membres s'uniront étroitement autour de Jiang Zemin », car, pour être efficace, toute « direction collective » (P5-D5) doit s'organiser autour d'un *Primus inter pares*<sup>8</sup>.

Le 9 juin 1989, trois jours après la répression du *Printemps de Beijing*, Deng Xiaoping s'adresse aux généraux et à leurs officiers supérieurs, chargés de l'application de la loi martiale (P5-D6). Il affirme que les « troubles » (P5-D6) étaient inévitables sur le vu de la situation internationale et intérieure. Selon lui, les manifestants « ne savaient pas faire la différence entre le vrai et le faux », et que parmi eux s'étaient glissés des « rebelles et plusieurs personnes issues de la lie de la société » (P5-D6). Pour cette raison, les troubles étaient un « test politique » que l'APL a vaillamment réussi en écrasant la rébellion sans envoyer les « tanks sur la foule » (P5-D6), et, ajoute-t-il, si tous les membres du Parti ne sont pas d'accord ils finiront par se ranger. Il ne déplore que les morts de l'APL, rappelant qu'elle est véritablement « l'armée du peuple » (P5-D6). Selon lui, ces morts permettront néanmoins au peuple de prendre la mesure des sacrifices que l'APL doit

---

<sup>8</sup> Deng Xiaoping emploie l'expression « *core leader* » (P5-D5, p. 293).

faire pour réussir sa mission. Il rappelle « [qu']elle a tenu ferme, sans oublier le peuple, les enseignements du Parti ou les intérêts du pays » : elle est donc véritablement une armée du peuple et ses morts des « héros » (P5-D6). Il insiste sur le fait qu'elle sera « toujours » commandée par le Parti et que ces « troubles » rappellent que les ennemis sont « impitoyables » et qu'ils « ne méritent aucune pitié » (P5-D6).

S'il insiste sur la justesse de la ligne décrétée lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*, par contre, il déplore que l'invitation à la « consommation », essentielle à la croissance économique, se soit muée en « extravagance et gaspillage » (P5-D6). Selon lui, cela provient du fait que le Parti-État n'a pas encore achevé la construction du système légal ni suffisamment éduqué politiquement et idéologiquement « non seulement les étudiants, mais le peuple en général », en mettant l'accent sur « ce que la Chine était dans le passé » (P5-D6). Autrement dit, malgré la chute de l'Empire, la fondation de la RPC et le mouvement de *Réformes de d'Ouverture*, la population est toujours considérée mineure, elle doit donc être « éduquée » (P5-D6) par le Parti-État.

Il précise même que dans le Parti-État c'est au *Comité permanent du Bureau politique* de statuer sur les questions importantes. En somme, la division des tâches et des fonctions qu'il avait cherché à établir depuis son accession au pouvoir est abandonnée au profit d'une concentration des pouvoirs décisionnels au sein d'un seul organe collégial au sommet du Parti-État. Il ajoute qu'il n'y aura jamais de séparation des pouvoirs judiciaire, exécutif et législatif comme aux É.-U., qui, rappelle-t-il, ne sont pas représentatifs de l'Occident. De plus, il affirme que les É.-U. n'ont aucune base morale pour critiquer la RPC : ils ont écrasé par le passé « les étudiants et le peuple », alors que la RPC a supprimé une « rébellion contre-révolutionnaire » (P5-D6).

Finalement, il ordonne de suivre « inébranlablement » la ligne décrétée lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*, et de poursuivre le développement économique en privilégiant les « investissements dans les industries de produits finis et semi-finis, les transports et l'énergie [ainsi que] l'agriculture [au cours des] 10 ou 20 années à venir » (P5-D6), en mettant l'accent sur la rénovation des industries existantes. Il précise que des bilans doivent être dressés afin

« [d']évaluer l'expérience acquise, corriger les erreurs et ce qui est inadapté » (P5-D6). Il conclut en disant que « nous devons apprendre du passé et regarder vers le futur » (P5-D6).

Lors d'un échange avec des cadres dirigeants du *Comité central* le 16 juin 1989 (P5-D7), Deng Xiaoping revient sur la nécessité d'une direction collective organisée autour d'un *Primus inter pares* : la première génération s'est fédérée autour de Mao Zedong, la seconde autour de lui. Faisant implicitement référence à Hu Yaobang et Zhao Zhiyang, Deng Xiaoping explique que les choix de successeurs qu'il a faits ont été « justes » au moment où il les a faits : à présent, le « camarade Jiang Zemin » est le meilleur choix. Comme il le sous-entend, le pouvoir décisionnel est concentré au sein du *Bureau politique*, et du *Comité permanent du Bureau politique* tout particulièrement, et c'est au sein de cette instance que les générations successives de leaders siègent. Il affirme que c'est à la direction collective de donner l'exemple. S'il ajoute que « cet incident [c'est-à-dire les manifestations] a montré que la classe ouvrière, la paysannerie et l'armée de libération sont fiables, de même que les intellectuels qui font partie de la classe ouvrière », il précise néanmoins que « le destin du pays, du Parti et du peuple repose sur une direction collective forte » (P5-D7). C'est pourquoi il répète une fois de plus qu'il se retirera une fois que la nouvelle génération de leaders aura fait ses preuves, car « si je pèse trop, ce ne sera pas bon pour le pays et le Parti, et un jour cela deviendra dangereux » (P5-D7). Il se réserve néanmoins un rôle de conseiller, si la nouvelle génération de leaders veut bien le consulter, mais sans « titre officiel » (P5-D7). Par contre, il précise que la nouvelle direction devra assumer ses responsabilités, « tant pour [ses] échecs que pour [ses] victoires » : elle doit « travailler en toute indépendance » (P5-D7). Par ailleurs, il la met en garde contre toute personnalisation, car, d'expérience, elle menace la stabilité et le développement.

Deng Xiaoping déclare que, d'une part, c'est en suivant la « voie socialiste » que la RPC préserve son indépendance, sinon elle ne serait qu'une « dépendance », et, d'autre part, comme le marché international est déjà saturé, sans le « socialisme » (P5-D7) la RPC ne pourrait se développer. Il explique que c'est le « socialisme adapté à nos conditions » qui permet à la RPC de résister et de rivaliser avec les É.-U. et l'URSS. Autrement dit, Deng Xiaoping affirme que la RPC subvertit avec succès la dynamique bipolaire de la Guerre froide. Néanmoins, il précise immédiatement qu'elle doit continuer à se limiter à « ses propres affaires », et de « bien » (P5-D7)

le faire. Il propose alors un programme en sept étapes auquel la nouvelle génération de leaders devra se conformer, le *Comité central* et le *Conseil des affaires d'État* faisant autorité.

1 – Poursuivre le développement économique, mais à un rythme inférieur à celui prévu par le plan, en privilégiant les industries de base, la production d'électricité et la production de produits finis et semi-finis.

2 – Créer un organe ayant pour mission de planifier le développement pour « les 50 premières années du siècle prochain [21<sup>e</sup> siècle] en mettant l'accent sur les industries de base, les communications et les transports », ainsi que le développement de l'agriculture par « la science », en précisant bien que cette planification doit se faire dans une optique de « développement durable » (P5-D7).

3 – Faire « quelque chose pour satisfaire le peuple », c'est-à-dire poursuivre la réforme et l'ouverture, et punir « rapidement » (P5-D7) la corruption.

4 – Le *Conseil des affaires d'État* aura la responsabilité de l'ouverture et de faire connaître à l'étranger cette détermination :

4.1 – en permettant aux entreprises [d'État] de « faire moins de profits » et même d'encourir des « pertes »;

4.2 – en les autorisant à former des coentreprises sino-étrangères;

4.3 – en inaugurant des « zones de développement » afin d'attirer les investisseurs étrangers en leur offrant la possibilité de profiter de leurs investissements tout en stimulant le développement économique en levant des taxes, en fournissant des « services professionnels aux entreprises au capital étranger » et en créant des « entreprises profitables », mais toujours dans une perspective à long terme.

5 – Le *Conseil des affaires d'État* doit non seulement poursuivre la réforme de la structure politique, en conformité stricte avec les *Quatre vertus cardinales*, par la réduction de la taille du

personnel administratif et le renforcement du système légal, dans le but explicite de préserver l'ordre, tout particulièrement l'environnement des affaires; le *Conseil des affaires d'État* doit le faire savoir à l'étranger.

6 – Dans l'immédiat, « 10 ou 20 cas [de corruption] majeurs devraient être traités publiquement et sans délai », car il s'agit de la revendication principale des manifestants, en visant particulièrement les cadres dirigeants du Parti-État, afin d'amorcer sa « rectification » (P5-D7).

7 – Écraser complètement la « rébellion » en saisissant « l'occasion » qui se présente pour supprimer toutes les « organisations illégales » et en étant impitoyable avec « ceux coupables des crimes les plus haineux » en distinguant entre les « crimes plus graves et moins graves », et en étant « indulgent avec ceux qui se confessent et sévère avec ceux qui refusent de le faire » (P5-D7).

En conclusion, Deng Xiaoping intime au Comité permanent de « porter une attention particulière » (P5-D7) au renforcement du Parti, en ne retardant pas la rectification.

Lors d'un nouvel échange avec des cadres dirigeants du *Comité central*, le 4 septembre 1989 (P5-D8), Deng Xiaoping annonce qu'il prépare sa retraite parce que la situation intérieure et internationale s'est stabilisée. Il ordonne aux vétérans de faire de même et annonce qu'au prochain Congrès du Parti, en octobre 1992, la *Commission consultative centrale* sera dissoute et un système de retraite instauré. Il précise que le système de retraite aura pour fonction de « remplacer facilement les leaders par des nouveaux ou de les transférer à de nouveaux postes » (P5-D8). Il poursuit en affirmant que les départs à la retraite doivent être « sobres », et en aucun cas les retraités doivent être « louangés » ni se louer eux-mêmes. Deng Xiaoping promet alors de ne jamais écrire son autobiographie. De plus, il ordonne aux vétérans encore une fois de coopter des cadres plus jeunes, faisant preuve « d'intégrité politique et d'une bonne compréhension du marxisme-léninisme », qu'ils soient ou non membres du Parti.

Pour le remplacer dans ses fonctions officielles de président de la *Commission militaire du Parti* et président de la *Commission militaire centrale de l'État*, il souhaite qu'une même personne

lui succède et propose Jiang Zemin, alors secrétaire général du Parti. Autrement dit, il souhaite que la même personne occupe les deux plus hautes fonctions civile et militaire. Il somme alors les membres du Comité permanent de projeter « une bonne image à l'intérieur et à l'extérieur, une image de stabilité et d'unité, et d'être un modèle de stabilité et d'unité » (P5-D8). Il ajoute que la « Chine est un grand pays », et tant que les « leaders resteront stables et fermes » (P5-D8), nul ne pourra la menacer. Puis il les enjoint de toujours poursuivre dans la voie des *Réformes de d'Ouverture*, de faire des expériences, d'apprendre de leurs erreurs et de toujours projeter l'image qu'ils poursuivent dans cette voie. Il leur recommande de faire un bilan des réformes et de l'ouverture dans trois ans afin de pouvoir corriger les erreurs et les problèmes, telle l'inflation. Dans l'immédiat, il commande de renforcer l'enseignement des *Quatre vertus cardinales* et des « théories marxistes fondamentales » afin de corriger rapidement les agissements du peuple. Il ajoute que s'ils « remettent les choses au point sur le front littéraire et artistique et persistent à nettoyer le marché des publications en accord avec le plan actuel, la situation devrait s'améliorer » (P5-D8). Comme il l'explique à nouveau : « notre objectif est d'aider le peuple à avoir des idéaux élevés et une intégrité morale, à être bien éduqué et à avoir un sens profond de la discipline [et à aimer] le Parti, leur pays et le socialisme » (P5-D8).

Il réitère alors que la nouvelle génération de leaders ne pourra réussir qu'à la condition d'agir réellement en tant que direction collective, « chaque membre coopérant étroitement avec les autres et [le] collectif pensant de manière indépendante » (P5-D8). De plus, il affirme, encore une fois, que tout collectif doit s'organiser autour d'un *Primus inter pares*, et désigne Jiang Zemin pour l'être. Puis, il annonce que désormais tout problème majeur auquel se heurtera chacune des organisations, y compris le *Conseil des affaires d'État* et l'*Assemblée populaire nationale*, devra être déféré au *Comité permanent du Bureau politique* et qu'elles devront attendre les instructions. Rappelant la critique de Chen Yun selon qui il y aurait « trop d'officiels locaux, qu'ils ne font que discuter sans prendre de décision et que s'ils en prennent, au lieu de les appliquer chacun n'en fait qu'à sa tête », il ordonne de « centraliser partout où cela est possible » (P5-D8). Il ajoute que « les cadres », déjà avertis, « qui n'obéissent [toujours] pas au *Comité central* et au *Conseil des affaires d'État* devraient être traités avec fermeté » (P5-D8). Afin de prévenir la formation de « forteresses de montagne » (P5-D8), comme c'est déjà le cas dans l'APL, il suggère que les cadres soient souvent et régulièrement mutés.



À l'international, si Deng Xiaoping ne prévoit pas de guerre entre les É.-U. et l'URSS, et encore moins de guerre mondiale, « les petites guerres seront inévitables », car « les guerres actuelles entre les pays en développement sont réellement ce dont les pays développés ont besoin » : ils n'ont pas changé leur « politique d'intimidation » (P5-D8) à leur égard. Il ajoute que « la Chine doit se ternir ferme », car si « nombreux sont ceux qui espèrent que l'on se développe », « d'autres complotent contre nous » (P5-D8). C'est pourquoi il commande à la nouvelle génération de leaders de « rester vigilant », « [de conserver] notre réputation d'indépendance, de conserver l'initiative entre nos mains, de ne pas succomber aux sophismes ou de trembler face au danger », « et en aucun cas de faire preuve de faiblesse » (P5-D8). Il ajoute que s'ils persévèrent, « quiconque tentera d'envahir la Chine n'en sortira pas » (P5-D8). Pour lui, les « troubles » en Europe de l'Est et en URSS étaient « inévitables » mais, quoi qu'il arrive, la nouvelle génération de leaders doit persévérer et doubler à nouveau le PNB en accord avec le plan, seule preuve de « la supériorité du socialisme » (P5-D8). C'est pourquoi il recommande « le calme » (P5-D8) face aux événements. Par ailleurs, ajoute-t-il, plus le développement et la modernisation progresseront, « plus modeste » (P5-D8) la RPC devra apparaître, car les réussites parleront d'elles-mêmes. Selon lui, l'enjeu le plus important à l'heure actuelle n'est pas de savoir si l'URSS tombera, mais si « la bannière de la Chine tombera » (P5-D8). Il ajoute néanmoins que si la nouvelle génération de leaders continue à poursuivre les politiques de *Réformes de d'Ouverture*, la RPC se développera et aura « une influence énorme » (P5-D8). C'est pourquoi il leur recommande de traiter les partenaires en « amis » mais sans se faire d'illusion sur leurs intentions véritables, de s'abstenir de les critiquer « sans raison valable » (P5-D8), de toujours modérer les paroles et les actes, et de s'abstenir de s'ingérer dans les affaires des autres pays. Par contre, il leur intime d'affirmer à la face du monde que « la Chine suivra [...] jusqu'à la fin la voie socialiste qu'elle a choisie » (P5-D8). Finalement, il rappelle aux cadres que la progression sur cette voie socialiste repose sur le doublement du PNB avant la fin du siècle, la base du succès de la troisième phase du plan à long terme, lequel prévoit que la Chine devienne une grande puissance avant le milieu du 21<sup>e</sup> siècle.

Il est important de souligner, pour la faction de Deng Xiaoping, comme pour Mao Zedong, à l'extérieur comme à l'intérieur, que « la politique, c'est la guerre sans effusion de sang, et la

guerre, une politique avec effusion de sang »<sup>9</sup>. Cette faction veut s'assurer que le Parti-État et les futures générations de leaders perpétueront cette mentalité. Satisfait, Deng Xiaoping envoie sa lettre de démission de toutes ses fonctions officielles au *Bureau politique* du *Comité central* le 4 septembre 1989 (P5-D9) en rappelant que toute sa vie est dédiée au Parti. Le 12 novembre 1989 (P5-D13), à l'occasion d'une rencontre élargie de la *Commission militaire centrale* du Parti, Deng Xiaoping, nouvellement retraité, rappelle que l'armée devra toujours être loyale au Parti, et espère que sous le leadership du « camarade Jiang Zemin » (P5-D13), elle saura se renforcer. Le 20 novembre 1989 (P5-D14), avec des vétérans et compagnons d'arme qui écrivent l'histoire de la Seconde armée de campagne, Deng Xiaoping rappelle que si l'État-major manquait d'effectifs pour contrôler la chaîne de commandement, il faisait néanmoins entièrement confiance à la hiérarchie qui appliquait spontanément et diligemment ses directives, mais toujours avec initiative et sans erreur. Autrement dit, « la confiance mutuelle entre officiers supérieurs et subalternes » était totale, comme elle devrait toujours l'être.

Le 17 mars 1990 (P5-D18), lors de la présentation de la version définitive de la *Loi fondamentale de Hong Kong*<sup>10</sup>, Deng Xiaoping fait les remarques suivantes :

After almost five years of hard work, you have produced a law that is of historic and international significance. By historic, I mean it is not only for the past and the present but also for the future. By international and far-reaching I mean it is significant not only for the Third World but for all mankind. This document is a creative masterpiece. I wish to express my congratulations on its completion.

Afin de comprendre la portée de ces remarques, justes en soi, il faut revenir à la loi elle-même. La *Loi fondamentale* suit dans sa forme la *Constitution de la République populaire de Chine* de 1982 :

- 1 – Principes généraux;
- 2 – Relations avec les autorités centrales;
- 3 – Droits et libertés fondamentales;

---

<sup>9</sup> Mao Zedong Zedong, *De la pratique* ([1937] 1976 ).

<sup>10</sup> Laws of the People's Republic of China, Volume 4 : 1990-1992, Beijing : Science Press, 1993, p. 17-52).

4 – Structure politique, mais elle s'éloigne de la Constitution par l'ajout des chapitres suivants :

5 – Économie et finance;

6 – Éducation, science, culture, sports, religion, travail et services sociaux;

7 – Affaires extérieures;

8 – Interprétation et amendement de la loi fondamentale;

9 – Dispositions complémentaires.

Dans les faits, elle vise les objectifs suivants :

1 – Réunir Hong Kong dans une RPC unitaire : À partir du 1<sup>er</sup> juillet 1997, la Région administrative spéciale de Hong Kong sera une « partie inaliénable de la République populaire de Chine » (article 1) sous l'autorité directe du gouvernement populaire central (article 12), lequel est responsable des affaires politiques internationales (article 13) et de la défense (article 14). Le Chef et les membres de l'exécutif sont nommés par le gouvernement populaire central (articles 45 et 48). Les projets de loi du gouvernement sont débattus en priorité au sein du Conseil législatif (article 72) et ne requièrent qu'une majorité simple alors que les amendements et les projets émanant du Conseil doivent obtenir à la fois une majorité simple de voix de membres représentant les circonscriptions géographiques et une majorité simple de voix de membres représentant les circonscriptions fonctionnelles. De plus, en cas de second veto du chef de l'exécutif à une même loi ou amendement émanant du Conseil, ce dernier est immédiatement dissous, le chef de l'exécutif démissionne, et un nouveau Conseil doit être convoqué dans les trois mois (annexe 2, section 2). Qui plus est, tout projet de loi portant sur des questions politiques émanant du Conseil doit être préalablement approuvé par le chef de l'exécutif pour être soumis au vote (article 74). En outre, bien que le Tribunal de dernière instance de Hong Kong soit l'instance judiciaire suprême (article 81), l'instance législative suprême demeure le *Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale*, qui statuera sur la validité des lois antérieures à la transition, des lois votées par le Conseil législatif après la transition, sur l'interprétation de la *Loi fondamentale* et amendera la *Loi fondamentale* (annexe 2, section 3; articles 17 et 160).

Finalement, les cours de Hong Kong ne pourront statuer sur les affaires d'État. Sur des questions touchant de près ou de loin les affaires d'État, elles devront obtenir un « certificat » auprès du gouvernement de la RAS qu'elle ne pourra pas contester. De plus, afin de pouvoir émettre ce certificat, le gouvernement de la RAS devra de même demander un « certificat » auprès du gouvernement populaire central, qu'il ne pourra pas non plus contester (article 19)<sup>11</sup>.

2 – Préserver le statut de place financière internationale et de port franc : Le gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong doit préserver l'environnement économique et légal pour le maintien du statut de Hong Kong comme centre financier international (article 110), ce qui implique la protection de la propriété privée (articles 6 et 105), la garantie des locations de terre publique contractées avant le 1<sup>er</sup> juillet 1997 (articles 120 à 123), de viser l'équilibre budgétaire (article 107), de maintenir un taux d'imposition bas (article 108), de préserver l'usage du dollar de Hong Kong (article 111) et sa convertibilité (article 112), de préserver le statut de port franc (article 114), de garantir le libre-marché et la libre circulation des biens immatériels et des capitaux (article 115), de promouvoir les échanges et la libre entreprise (article 118), de garantir le libre accès aux navires non militaires étrangers aux installations portuaires de Hong Kong (articles 124 à 127), de préserver le statut de Hong Kong comme centre régional et international d'aviation en garantissant le libre accès aux compagnies étrangères et privées (articles 128 à 134). Autrement dit, la RAS de Hong Kong sera une zone douanière distincte de celle du reste de la RPC (article 116) et elle sera autorisée à préserver et à développer ses propres relations internationales économiques (articles 150 à 157).

3 – Une vitrine sur le monde : Le « système socialiste », c'est-à-dire le socialisme avec des caractéristiques chinoises, ne sera pas introduit à Hong Kong avant 2047 (article 5), si jamais il est introduit, car son contenu théorique évolue aussi vite que les conditions particulières de la Chine et de Hong Kong. Par contre, les entreprises d'État de la RPC opéreront à Hong Kong et s'en serviront afin de profiter des avantages qu'elle procure, tout en jouissant d'un poids économique

---

<sup>11</sup> « [...] The courts of the Hong Kong Special Administrative Region shall have no jurisdiction over acts of state such as defense and foreign affairs. The courts of the Region shall obtain a certificate from the Chief Executive on questions of fact concerning acts of state such as defense and foreign affairs whenever such question arise in the adjudication of cases. This certificate shall be binding on the courts. Before issuing such a certificate, the Chief Executive shall obtain a certifying document from the Central People's Government. » (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1993, p. 23)

et politique considérable. La RAS de Hong Kong restera un système de *Common law* (article 8) et préservera le « principe » des procès avec jury (article 86), d'*Habeas corpus* (article 87), et les plaignants et les accusés pourront être défendus par les avocats de leur choix, avocats qui seront libres de poursuivre une pratique privée (article 94). Si le chef de l'exécutif et les membres du Conseil législatif sont élus, ils ne le sont pas au suffrage universel direct qui demeure un idéal lointain (articles 45 et 68). Dans les faits, le chef de l'exécutif est élu par un collège électoral de 800 membres issus des grands corps de la société (annexe 1). Finalement ne pourront être nommés membres de l'exécutif, promus dans les échelons supérieurs de la bureaucratie du pouvoir judiciaire et du pouvoir législatif que les « citoyens chinois résidents de Hong Kong » « qui n'ont pas droit de résidence à l'étranger », de plus le chef de l'exécutif et le président du Conseil législatif devront avoir vécu à Hong Kong durant les vingt années précédant leur nomination de manière continue et quinze ans pour les principaux membres de l'exécutif (articles 44, 71, 61 et 89). Si les membres du Conseil législatif peuvent être des résidents de Hong Kong sans être citoyens chinois ou être des citoyens chinois résidents de Hong Kong avec droit de résidence à l'étranger, leur nombre ne peut excéder 20 % (article 67) des 60 membres, soit un maximum de 12 (annexe 2, section 1). Il est important de souligner que tout citoyen chinois ayant résidé plus de sept ans à Hong Kong est considéré comme un résident (article 24). Finalement, si le gouvernement de la RAS a pour mandat de développer, les affaires éducatives, culturelles, religieuses, sportives, de travail et des services sociaux, elle continuera de laisser l'initiative à la société civile (articles 136 à 149).

En conclusion, la *Loi fondamentale* de la RAS de Hong Kong exprime concrètement le principe de « un pays, deux systèmes » : le Parti-État assoit solidement son emprise politique sur Hong Kong sans menacer sa position internationale. Car ses intérêts encouragent la préservation à tout prix cette position, tout en projetant une image de non-ingérence, par la préservation du plus grand nombre d'aspects que le Parti-État considère positifs. Le rôle de la RAS de Hong Kong actualise le concept de *night-watchman state*, mais au service du Parti-État. Deng Xiaoping a donc toutes les raisons de se réjouir : La *Loi fondamentale* sera promulguée le 4 avril 1990.

#### 11.4 – UN DISCOURS INTERNATIONAL REACTIF ET AGRESSIF

Le 16 septembre 1989 (P5-D10), Deng Xiaoping affirme au physicien et prix Nobel Tsung-Dao Lee de l'Université Columbia que Zhao Zhiyang a non seulement violé la discipline du Parti et la loi de l'État en appuyant publiquement les manifestants, mais qu'il a surtout tenté de « diviser le Parti » (P5-D10), crime autrement plus grave. Cependant, il rassure immédiatement son interlocuteur en affirmant que la situation est de nouveau stable. Il précise toutefois que sans les *Quatre vertus cardinales* la « rébellion contre-révolutionnaire » aurait dégénéré en « guerre civile » (P5-D10). Il ajoute que le véritable objectif de « l'Occident » est « la transition pacifique vers le capitalisme » par « une guerre sans coup de feu » (P5-D10). C'est pourquoi, selon lui, « sans le leadership du Parti communiste, sans le socialisme et sans la politique de *Réformes de d'Ouverture* vers le monde extérieur, le pays serait condamné ». Il poursuit en affirmant que, d'une part, le « peuple chinois » soutient entièrement la RPC, car elle lui assure indépendance et dignité, et, d'autre part, qu'il soutient aussi le socialisme, car c'est le seul système qui lui permet de sortir de la pauvreté. En conséquence, il « ne se laissera jamais intimider » (P5-D10). Il précise qu'il faut combattre « la minorité apeurée », « tel Fang Lizhi », laquelle, parce qu'elle est « apeurée » « fait tout ce qui est possible pour nuire à leur pays » (P5-D10). Il ajoute qu'il faudra « des années » pour « changer la mentalité » « des jeunes, et des étudiants en particulier », mais que seuls les « leaders avec des arrière-pensées ou ceux qui ont violé la loi seront poursuivis en justice » (P5-D10). Finalement, bien qu'il affirme toujours que la politique de *Réformes de d'Ouverture* va se poursuivre, il promeut désormais « l'austérité », la lutte contre la corruption et un « gouvernement propre » afin de garantir un « rythme de développement plus stable et plus rapide » (P5-D10).

Le 26 octobre 1989 (P5-D11), Deng Xiaoping affirme au premier ministre thaïlandais, Chatichai Choonhavan, que le monde a changé : la bipolarité a pris fin et il est temps de refonder « un ordre politique international » sur la base des Cinq principes de la coexistence pacifique conforme à « l'ordre économique international » (P5-D11). Il faut rappeler que si la construction de cet ordre économique international s'est faite dans le cadre de l'ordre politique bipolaire de la Guerre froide, elle ne pouvait qu'entrer en contradiction avec celui-ci. Mais il dénonce la « poignée de pays occidentaux développés qui, [profitant des événements], cherchent à monopoliser le

monde » (P5-D11), soit le *Groupe des sept*, qui a imposé en juin des sanctions économiques et politiques à la RPC. Il est important de rappeler que le *Groupe des sept* regroupe les sept États capitalistes les plus riches, dont un asiatique, représentant plus de 50 % du produit intérieur brut mondial (PNB). Ils forment donc le cœur de l'ordre économique international. Ainsi, il est légitime de se demander si l'affirmation politique du *Groupe des sept*, en tant que collectif, au sortir de la Guerre froide, bien qu'en contradiction avec les Cinq principes de la coexistence pacifique, n'est pas plus conforme à « l'ordre économique international ».

À l'ancien président américain Richard Nixon, le 31 octobre 1989 (P5-D12), Deng Xiaoping déclare que les manifestations n'étaient rien d'autre qu'une « rébellion contre-révolutionnaire » attisée par « l'anticommunisme et l'antisocialisme international » (P5-D12). Il regrette que le « public américain » ne soit informé que par « *Voice of America* », le service de diffusion international du gouvernement américain, ainsi que par « les journaux américains » (P5-D12), qu'il accuse de « propager des mensonges ». Il espère que les « leaders américains » ne se fondent pas sur ces sources pour édicter leurs politiques. Cette affirmation laisse présupposer le rôle de la presse en RPC. Il poursuit en affirmant que le recours à la loi martiale était essentiel au « maintien de la stabilité », stabilité sans laquelle le développement économique ne pourrait se poursuivre : « la stabilité est primordiale » (P5-D12). Il maintient alors, en contradiction avec les propos qu'il avait tenus aux cadres dirigeants du *Comité central* (P5-D8) dans lesquels il dénonçait une vaste conspiration occidentale contre la RPC, que « seuls certains Occidentaux » (P5-D12) la menaceraient. Il demande alors à Nixon de transmettre au président George H. Bush le souhait que de part et d'autre le passé soit oublié – c'est-à-dire ne plus faire référence aux manifestations et à leur répression – afin de reprendre et d'améliorer les relations sino-américaines sur une base de non-ingérence mutuelle, de la poursuite de leurs « intérêts stratégiques propres à long terme » et du respect mutuel de ces intérêts respectifs (P5-D12).

Lors d'un échange avec l'ancien président tanzanien Julius Kambarage Nyerere et président du Parti révolutionnaire tanzanien et de la Commission Sud, une organisation intergouvernementale qui promeut la coopération Sud-Sud, le 23 novembre 1989 (P5-D15), Deng Xiaoping soutient que l'ancienne rivalité entre les hégémonistes a cédé la place à « deux guerres » menées par les « pays occidentaux » (P5-D15), l'une contre les pays du Sud et du Tiers-monde et

l'autre contre le socialisme. Il déclare que toute critique des pays occidentaux envers la RPC sur la question « des Droits de l'Homme, de la liberté et de la démocratie » est nulle et non avenue : en appuyant Chiang Kai-Shek durant la Guerre de libération et la Corée du Sud durant la Guerre de Corée, ils se sont rendus coupables de crimes contre le peuple chinois, et ce, « sans parler [...] du siècle d'agression par les colonialistes et les impérialistes » (P5-D15). À ses yeux, la promotion de ces valeurs ne « sert qu'à la défense des intérêts des pays riches » (P5-D15). Finalement, il affirme que « dans les faits, la souveraineté nationale est de loin plus importante que les Droits de l'Homme » (P5-D15).

Il est important de souligner que :

1 – en tant que signataire de La *Charte de San Francisco* établissant l'Organisation des Nations unies, la RPC a officiellement accepté une ingérence dans ses affaires intérieures dans un souci de préservation de la paix mondiale et, surtout, la Charte donne le mandat au *Conseil de Sécurité* d'intervenir dans les affaires des États non membres dans le but de préserver la paix mondiale, autrement dit que le maintien de la paix mondiale prime en permanence sur la souveraineté nationale;

2 – la jurisprudence internationale créée à l'occasion des Procès de Nuremberg et de Tokyo rend toute loi nationale qui viole les droits fondamentaux nulle et oblige toute cour étrangère ou internationale à entamer des procédures judiciaires contre des responsables nationaux qui se sont rendus coupables de tels actes;

3 – en tant que signataire de la *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*, la PRC se soumet de plus à un ensemble de valeurs et de règles juridiquement contraignantes qui priment sur ses intérêts nationaux et, qu'en cas de violation, des procédures et des mesures sont prévues pour sanctionner les contrevenants, États et individus.

Le fait que ces principes et ces traités ne soient pas toujours respectés ne les invalide pas, loin de là. Néanmoins, la fin de la Guerre froide, la vague de révolutions démocratiques et capitalistes mondiale, et la fin de l'opposition systématique de l'URSS sur ces questions semblent



inaugurer un « Nouvel ordre mondial » – selon les mots du président américain George H. Bush, dans un discours prononcé le 11 septembre 1990 (Bush 1990) – où les intérêts nationaux coïncident avec les valeurs universelles. Les grandes puissances, particulièrement le *Groupe des sept*, en deviennent des ardents promoteurs et acceptent plus volontiers les règles des organisations internationales auxquelles ils adhèrent.

Deng Xiaoping récuse ces évolutions et justifie la répression du *Printemps de Beijing* et son désaveu du *Groupe des sept* en déclarant à une délégation de l'Association japonaise pour la promotion du commerce international, le 1<sup>er</sup> décembre 1989 (P5-D16), que « les pays occidentaux, particulièrement les É.-U., mettent en marche leurs machines de propagande pour attiser les flammes, encourager et soutenir les soi-disant démocrates ou la soi-disant opposition en Chine, qui ne sont en réalité que la lie de la Nation chinoise » (P5-D16). Mais cela n'invalide en rien les obligations internationales de la RPC, ni la disculpe des actes posés. C'est pourquoi, il présente les choses de manière sensiblement différente à l'envoyé spécial du président américain, Brent Scowcroft, le 10 décembre 1989 (P5-D17) en soulignant que le maintien et l'amélioration de relations stables entre les É.-U. et la RPC reposent sur « la paix et la stabilité mondiales », et rappelant, avec justesse, que « la Chine a une importance particulière; tout ce qui peut arriver ici peut troubler la stabilité et la paix mondiale. Si des troubles éclataient en Chine, ce serait un problème majeur qui pourrait avoir des répercussions ailleurs » (P5-D17). Toujours est-il que le Parti-État ne peut se soustraire à ses obligations internationales. Bien au contraire, cela le soumet plus que jamais à l'examen minutieux de la Communauté internationale, tout particulièrement des pays de l'Asie-Pacifique.

Deng Xiaoping, admet devant des cadres dirigeants du *Comité central*, le 3 mars 1990 (P5-D19), qu'une configuration politique du monde est en émergence. Mais il ajoute que le Mouvement de *Réformes et d'Ouverture*, grâce au développement économique qu'il impulse, impose la RPC comme un pôle de cette nouvelle configuration. Par conséquent, la RPC se doit de veiller au maintien de la croissance économique et surtout de s'affirmer comme pôle afin de contrebalancer toute réorganisation politique mondiale qui lui serait défavorable. Toutefois, il explique au président du conseil d'administration du Groupe Chia Tai de Malaisie, Dhanin Chearavanont, le 7 avril 1990 (P5-D20), que l'objectif réel est d'orienter et de se servir de la

croissance et du développement économique afin de redonner « à la Chine [...] sa position légitime » (P5-D20) et que la RPC ne laissera personne la contester, tout particulièrement Taiwan. Mais qu'elle est cette position légitime? Si Deng Xiaoping reconnaît que la RPC est déjà une puissance avec laquelle il faut compter, l'ordre international reste hiérarchique ou du moins le *Groupe des sept* essaie de le réorganiser hiérarchiquement à son avantage. Il souligne, avec justesse, que le Groupe de sept, qui impose alors des sanctions économique et politique à la RPC, ressemble par sa composition à l'Alliance des huit nations (Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie et États-Unis.) qui avait envahi la Chine en 1900. Or, le rapprochement que fait Deng Xiaoping télescope l'évolution de l'histoire : le *Groupe des sept* de 1990 ne se compare pas à l'Alliance de 1900.

S'adressant à l'ancien premier ministre canadien, Pierre Elliot Trudeau, le 11 juillet 1990 (P5-D21), il juge les sanctions et le *Groupe des sept* « illégitimes » (P5-D21), en prétextant, pour la première fois dans ses discours, une différence culturelle irréconciliable. Dans le même esprit, il poursuit en disant que la RPC, à la lumière de sa culture, continuera à faire en toute indépendance les choix qu'elle considère essentiels à la poursuite de ses intérêts. De plus, le 15 septembre 1990 (P5-D22), devant le président du Conseil d'administration de *Kuok Brothers, Sdn. Bhd. (Pvt., Ltd.)* de Malaisie, Kuock Hock Nien, il déclare que le principe « un pays, deux systèmes » proposé par la RPC à Taiwan ne doit d'aucune façon être compris comme « un pays, deux gouvernements » (P5-D22). S'il ne fait aucun doute que ces échanges, aux accents nationalistes et culturalistes, avec des représentants de compagnies étrangères fondées par des Chinois d'outre-mer ont pour objectif de contourner les sanctions imposées par le *Groupe des sept*, ils témoignent aussi de l'efficacité de ses sanctions, et, par conséquent, du consensus dont se soutient le Nouvel ordre mondial.

Quelle que soit l'évolution du système international et celle de ses structures, il reste hiérarchique aux yeux de la faction de Deng Xiaoping, et la Chine en paie le prix. Aussi, pour contenir « l'agression » (P5-D20) des impérialistes, la RPC devrait donc égaler leurs forces combinées, ce qui signifierait de les dominer les uns comme les autres dans les faits et ainsi jouer le rôle prédominant dans le système international, mais sans s'ingérer dans les affaires internes des autres pays. Or, il est important de rappeler que la Chine a toujours connu un ordre interétatique hiérarchique qu'elle a dominé sans s'ingérer dans les affaires internes des pays qui

lui étaient subordonnés – le système tributaire – jusqu'à l'arrivée des puissances occidentales au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, lesquelles, au contraire, se sont immiscées dans les siennes comme elles l'ont fait avec les autres États. Lorsque Deng Xiaoping soulève la question de la « position légitime » (P5-D20) de la Chine, on peut se demander s'il fait référence à son passé. Si tel était le cas, la vision du système international de la faction de Deng Xiaoping n'aurait pas évolué depuis son discours à l'ONU en 1975 (§ *supra* 6.2.4). Dès lors, ses propos s'inscriraient à la fois dans la foulée de la vision de l'Empire plurimillénaire et de celle de Han Feizi, pour qui c'était la seule façon de maintenir une coexistence pacifique (cf. chapitre 4).

### 11.5 – UNE TACHE CENTRALE, DEUX POINTS ESSENTIELS

Lors d'un échange avec des cadres dirigeants du *Comité central*, le 24 décembre 1990 (P5-D23), Deng Xiaoping réaffirme que la RPC ne doit pour aucune considération devenir « le leader du Tiers-monde », bien que « certains pays en développement » (P5-D23) le souhaiteraient. Deng Xiaoping développe son argument en cinq temps. Dans un premier temps il dit : « nous n'avons pas les moyens de la faire »; deuxièmement : « nous ne sommes pas [encore] assez forts » pour le faire; troisièmement : même si la RPC disposait des ressources et de la force nécessaire, « il n'y a rien à gagner à jouer ce rôle : nous ne ferions que perdre l'essentiel de notre initiative ». Par contre, quatrièmement, il maintient néanmoins que la RPC doit apporter sa « contribution » (P5-D23) au Tiers-monde en promouvant l'instauration d'un nouvel ordre politique et économique international. Mais entre-temps, cinquièmement, elle doit s'efforcer d'agir en conformité avec les Cinq principes de la coexistence pacifique.

Changeant en apparence de sujet, Deng Xiaoping déclare qu'il approuve le huitième plan quinquennal [1991-1995], mais recommande de mettre l'accent sur le développement des centrales nucléaires, des champs gaziers et pétrolifères, des voies ferrées et des autoroutes, ainsi que sur la protection de « l'environnement naturel » (P5-D23). Il ajoute que les régions côtières doivent plus contribuer au développement des régions intérieures, tout en mettant en garde contre toute politique qui accroîtrait démesurément leur fardeau. Puis, soulignant – de manière

erronée<sup>12</sup> – que la grande contribution de Marx est d'avoir montré la nécessité de la dictature du prolétariat « pour une période assez longue », il rappelle l'importance de la dictature exercée par « un bon *Bureau politique*, particulièrement par un bon *Comité permanent du Bureau politique* ». Selon lui, toutes ces conditions doivent être réunies pour garantir un doublement du PNB avant l'an 2000.

Finalement, il conclut que si cet objectif est atteint et que le rythme de croissance et de développement est maintenu « pour 30 à 50 ans encore, notre pays comptera parmi les premiers du monde dans tous les domaines », « la Chine socialiste sera invincible » (P5-D23). Autrement dit, le souhait de « paix mondiale » exprimé à plusieurs reprises et le refus de devenir « le leader du Tiers-monde » découlent l'un comme l'autre de considérations pragmatiques : le Parti-État doit refuser les responsabilités qu'un tel rôle comporte. De même, l'adhésion aux Cinq principes de la coexistence pacifique est tout aussi pragmatique : plus la RPC se développera, plus elle se rapprochera du club fermé des grandes puissances; plus elle deviendra incontournable, plus les relations bilatérales pencheront en sa faveur, sans avoir à s'engager d'aucune façon.

La poursuite et l'accélération de la croissance et du développement économique s'affirment alors comme l'unique finalité, à laquelle tout doit être sacrifié, mais à la condition explicite que cela renforce le Parti-État. Lors d'une tournée d'inspection à Shanghai entre le 28 janvier et le 18 février 1991 (P5-D24), Deng Xiaoping explique que la ZES de Shenzhen a été fondée en raison de sa proximité avec Hong Kong, la ZES de Zhuhai pour sa proximité avec Macao, et celle de Shantou parce qu'elle entretient des relations avec une diaspora nombreuse en Asie du Sud-Est. Sur ce, il rappelle que bien que Shanghai ait été un centre financier par le passé, elle a longtemps été négligée depuis la libération. Selon lui, afin de poursuivre le Mouvement de *Réformes et d'Ouverture* dans les « décennies à venir », il faut que la RPC devienne un centre financier international, et Shanghai est la candidate toute désignée pour remplir ce rôle : il ne faut pas retarder le développement du district de Pudong (浦东新区) à Shanghai.

---

<sup>12</sup> Le thème de la dictature du prolétariat est au cœur du léninisme (voir Lénine 1917). Marx n'y fait formellement allusion qu'une seule fois dans une lettre expédiée à Joseph Weydemeyer (Marx et Engels 1983, p. 62-65).

Or, cette accélération toujours plus rapide des changements implique la disparition de tous les acquis, de tous les repères : c'est un saut vertigineux vers l'inconnu (Rosa 2005). C'est pourquoi, Deng Xiaoping affirme que « nous devons surmonter nos peurs. Tout doit être tenté une première fois par quelqu'un – c'est le seul moyen pour illuminer de nouveaux sentiers. La première personne doit être prête à échouer, et si elle échoue, cela ne fait rien. Alors j'espère que le peuple de Shanghai va encore plus émanciper<sup>13</sup> ses esprits, être plus audacieux et avancer plus vite » (P5-D24). Comme il le fait remarquer à des hauts cadres dirigeants du *Comité central*, le 20 août 1991 (P5-D25), les dix années du Mouvement de *Réformes et d'Ouverture* portent leurs fruits : la RPC connaît une croissance industrielle à deux chiffres et « les choses vont bien en agriculture » (P5-D25). Plutôt que de maintenir le même rythme, Deng Xiaoping invite à l'accélérer en faisant de plus en plus appel aux spécialistes et en taisant tous les préjugés personnels que les cadres qui ont fait une carrière politique peuvent entretenir à leur égard. Il conclut : « Je suggère que vous camarades vétérans fassiez un bilan de votre expérience » (P5-D25). Somme toute, Deng Xiaoping demande aux vétérans de promouvoir en priorité les spécialistes afin d'achever la transformation d'un Parti de révolutionnaires professionnels en un Parti de professionnels.

La figure 11.1 synthétise les principales annonces de Deng Xiaoping et les évènements marquants de la phase V.

| Phase V – 1989-1992 : Coup d'arrêt |                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dates                              | Evènements                                                                                                                                                                           | Annonces, actions et mesures de Deng Xiaoping                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| 1989<br>Mars                       |                                                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deng Xiaoping annonce une série lois pour « réguler les assemblées, les associations, les manifestations, la presse et l'édition » car il ne peut être permis « au peuple de manifester quand bon il lui plairait »</li> <li>• Fait de la souveraineté la condition première du développement</li> <li>• Invite les pays du Tiers-monde, et particulièrement les pays africains, à adopter le modèle chinois de développement</li> </ul> |
| Avril                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mort de Hu Yaobang</li> <li>• Printemps de Beijing (Nouveau mouvement de revendications de la jeunesse pour une démocratisation)</li> </ul> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Mai                                |                                                                                                                                                                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annonce à Mikhaïl Gorbatchev que la reprise des relations repose sur l'abandon de toute</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

<sup>13</sup> Le thème de l'émancipation des esprits est central dans la vision politique de Deng Xiaoping. Avec ce concept, il veut marquer la rupture consciente avec le maoïsme et en fait le signe de l'adhésion du Parti et de la population à son programme. Il le mentionne pour la première fois le 13 décembre 1978 (P2-D15).

|         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|         | <p>référence au marxisme-léninisme et de toute prétention à une quelconque orthodoxie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi martiale à Beijing</li> <li>• Annonce que les futures générations de leaders devront 1) se démarquer par leur volonté de poursuivre le <i>Mouvement de Réformes et d'Ouverture</i>, 2) réprimer promptement et avec publicité les violations de la loi et de la discipline, 3) poursuivre dans la voie tracée par sa propre faction, 4) suivre le rythme toujours plus accéléré du développement scientifique et technique, 5) lutter contre la « libéralisation bourgeoise » et adhérer aux <i>Quatre vertus cardinales</i>, et 6) prévenir la formation de cliques au sein du Parti tout en opérant des synthèses et de les incarner</li> <li>• Affirme que le <i>Comité central</i> et le <i>Bureau politique</i> et le <i>Secrétariat du Parti</i> s'occupent des « affaires importantes [...] avec une vision à long terme [...] les questions mineures [étant] subordonnées aux questions importantes »</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Juin    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Massacre de la place Tiananmen</li> <li>• Jiang Zemin devient Secrétaire général, en remplacement de Zhao Zhiyang désormais désavoué</li> <li>• Annonce que le peuple dans son ensemble sera éduqué politiquement et idéologiquement en mettant l'accent sur « ce que la Chine était dans le passé »</li> <li>• Affirme que c'est dorénavant au <i>Comité permanent du Bureau politique du Comité central du Parti</i> de statuer sur les questions importantes</li> <li>• Affirme qu'il n'y aura jamais de séparation des pouvoirs judiciaire, exécutif et législatif</li> <li>• Annonce que le développement économique se poursuivra en privilégiant les industries de produits finis et semi-finis, les transports, l'énergie et l'agriculture</li> <li>• Annonce que la direction collective doit s'organiser autour d'un <i>Primus inter pares</i>, comme il l'a lui-même été, qu'elle doit travailler en toute indépendance et assumer tant ses victoires que ses échecs</li> <li>• Met en garde contre toute personnalisation du pouvoir au sein de la direction collective</li> <li>• Annonce qu'il a choisi Jiang Zemin pour successeur, et que les vétérans doivent dès à présent choisir les leurs</li> <li>• Annonce que les vétérans se retireront une fois que le nouveau leadership aura fait ses preuves</li> <li>• Précise alors les règles auxquelles devra se plier la nouvelle génération de leaders : 1) poursuivre le développement économique à un rythme inférieur à celui du plan quinquennal afin de prévenir toute surchauffe, 2) créer un organe pour planifier le développement jusqu'en 2050, 3) combattre la corruption, 4) publiciser au moyen du <i>Conseil des affaires d'État</i> la volonté de poursuivre l'Ouverture, 5) permettre aux entreprises d'État de « faire moins de profit » et même d'encourir des « pertes », 6) permettre aux entreprises d'État de former des coentreprises avec des entreprises étrangères, 7) de multiplier les « zones de développement » pour attirer les investissements étrangers, 8) poursuivre la réforme de la structure politique par l'intermédiaire du <i>Conseil des affaires d'État</i> pour améliorer l'environnement des affaires, 9) sanctionner rapidement 10 à 20 cas de corruption majeurs dont se sont rendus coupables de hauts cadres, 10) supprimer totalement la rébellion et les organisations illégales, et 11) punir en priorité les meneurs.</li> </ul> |
| Juillet | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sanctions politiques et militaires du <i>Groupe des sept</i> contre de la Chine</li> <li>• Annonce qu'il prend sa retraite et qu'il se retire de toute fonction officielle</li> <li>• Annonce que les départs à la retraite à tous les niveaux du Parti-État doivent être sobres</li> <li>• Annonce que Jiang Zemin lui succédera comme <i>Président de la Commission militaire centrale</i>, et qu'il cumulera ce poste avec celui de <i>Secrétaire général du Parti</i></li> <li>• Recommande qu'un bilan du <i>Mouvement de Réformes et d'Ouverture</i> soit fait en 1992 afin de pouvoir l'améliorer</li> <li>• Annonce que dès lors toutes les organisations, y compris l'<i>Assemblée populaire nationale</i>, devront déférer les grandes questions au <i>Comité permanent</i> pour instructions, mais précise que chacun de ses membres devront coopérer étroitement et penser collectivement de manière indépendante</li> <li>• Annonce une recentralisation des fonctions à tous les niveaux du Parti-État</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annonce que dorénavant les cadres du Parti-État à l'exemple des officiers seront régulièrement mutés</li> <li>• Recommande à la future génération de leaders d'être vigilante face aux tentatives de subversions occidentales, mais que loin de les confronter, elle devra au contraire faire profil bas : le seul objectif est de faire de la Chine une grande puissance d'ici le milieu du 21<sup>e</sup> siècle</li> <li>• Résume les objectifs du Parti-État à un slogan : « une tâche centrale [le développement économique], deux points essentiels [la défense des <i>Quatre vertus cardinales</i> et la poursuite du <i>Mouvement de Réformes et d'Ouverture</i>] »</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Sep. - oct. | • Transition pacifique en Hongrie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Octobre     | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nie toute légitimité au <i>Groupe des sept</i></li> <li>• Appelle à refonder l'ordre international sur la base de l'ordre économique international</li> <li>• Accuse l'anticommunisme et l'antisocialisme international d'avoir attisé la « rébellion contre-révolutionnaire »</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Novembre    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chute du Mur de Berlin</li> <li>• Accuse les Occidentaux de mener deux guerres « sans coup de feu », l'une contre le Sud et les pays du Tiers-monde, et l'autre contre le socialisme</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Décembre    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Transition pacifique en Allemagne de l'Est</li> <li>• Transition violente en Roumanie</li> <li>• Impute tout particulièrement aux É.-U. la responsabilité de la « rébellion » (en Chine), par contre, il ajoute que tout trouble en Chine aurait des effets déstabilisateurs à l'échelle mondiale : le maintien de l'ordre en Chine est le garant de la paix mondiale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| 1990        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Jan. - mai  | • Transition pacifique en Bulgarie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Mars        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Jiang Zemin remplace Deng Xiaoping au poste de Président de la <i>Commission militaire centrale</i></li> <li>• Affirme que la Chine est déjà un pôle international, et pour cette raison la nouvelle génération de leaders doit se concentrer sur le développement économique et doit activement promouvoir la Chine comme un pôle afin de contrebalancer toute réorganisation internationale qui lui serait défavorable</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| Avril       | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annonce que la tâche des futures générations de leaders sera de rendre « à la Chine [...] sa position légitime »</li> <li>• Adoption de la <i>Loi fondamentale de Hong Kong</i> : le Parti-État désire asseoir son emprise politique après la réunification sans menacer la position internationale de Hong Kong</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| Juillet     | • Affirme pour la première fois l'existence d'une différence irréconciliable entre l'Occident et la Chine                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| Septembre   | • Affirme que le principe « un pays deux systèmes » ne doit pas être compris comme signifiant « une Chine, deux gouvernements »                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| Décembre    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déconseille aux futures générations de leaders de faire de la Chine le leader du Tiers-monde, car elle n'en a pas la force, c'est trop onéreux et surtout cela risquerait de se retourner contre eux, par contre il leur recommande de continuer à respecter les <i>Cinq principes de la coexistence pacifique</i></li> <li>• Recommande de mettre l'accent sur le développement des centrales nucléaires, des champs gaziers et pétroliers, des voies ferrées, des autoroutes et sur la protection de « l'environnement naturel »</li> <li>• Annonce que les régions côtières devront dès lors contribuer au développement des régions intérieures dans les limites de leurs capacités</li> <li>• Affirme que la principale contribution de Marx est d'avoir montré la nécessité de la dictature de prolétariat « pour une période assez longue » et que c'est au <i>Bureau politique</i> et particulièrement au <i>Comité permanent</i> de l'exercer</li> <li>• Recommande de maintenir le même rythme de croissance pour les 30 à 50 années à venir afin que la Chine compte parmi les premiers pays du monde tous domaines confondus, qu'elle soit « invincible »</li> </ul> |

|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1991        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Jan. - fév. | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annonce la transformation de Shanghai en un centre financier international par le développement du district de Pudong</li> <li>• Reconnaisant l'accélération toujours plus rapide des changements, il annonce que la poursuite du développement reposera désormais de plus en plus sur la prise de risques</li> </ul>    |
| Août        | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annonce l'accélération du rythme de croissance par l'emploi de spécialistes à tous les niveaux</li> <li>• Demande aux vétérans de prendre des spécialistes pour successeurs en taisant leurs préjugés : il cherche à achever la mue du Parti de révolutionnaires professionnels en un Parti de professionnels</li> </ul> |
| Décembre    | • Dissolution de l'URSS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**Figure 11.1** – Principales annonces de Deng Xiaoping et événements marquants de la phase V

### **CONCLUSION – LE VOYAGE DANS LE SUD, TESTAMENT POLITIQUE DE DENG XIAOPING**

Entre le 18 janvier et le 21 février 1992 (P5-D26), Deng Xiaoping participe à une tournée d'inspection de Wuhan (武汉) au Hubei (湖北), de Shenzhen et Zhuhai au Guangdong, et de Shanghai, où il prononce une série de discours réunis dans un même compte rendu. Il est important de souligner qu'il semble surtout s'adresser à des cadres du Parti-État, bien que son auditoire ne soit jamais précisé.

Il rappelle tout d'abord que l'essence du « socialisme » se limite « à l'expansion des forces productives ». Autrement dit, toute structure économique qui la limite est 'antisocialiste'. Il poursuit en réitérant que la ligne décrétée à la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* se limite à une expression : « une tâche centrale », le développement économique, « et deux points essentiels » (P5-D26), la défense des *Quatre vertus cardinales* et le *Mouvement de Réformes et d'Ouverture*. Il ajoute que la création des ZES, le *système de responsabilité familiale contractuel avec rémunération liée à la production* et l'abolition des *Communes populaires* s'inscrivent dans cette ligne. Soulignant que cette ligne politique a fait ses preuves, il rappelle qu'elle a été reconduite par la *Huitième plénière du 13<sup>e</sup> Comité central* des 25-29 novembre 1991 et, pour cette raison, qu'elle ne changera plus. Pointant le cas d'un paysan qui est devenu millionnaire en commercialisant des graines de tournesol, il insiste sur le fait qu'aucune mesure répressive ne doit être prise dans de tels cas, sinon elles auraient pour effet d'inhiber l'initiative individuelle et collective.



Il souligne que la poursuite des *Réformes* et de l'*Ouverture* repose sur la prise de risques. Sans elle la croissance et le développement ne pourraient se produire. Il précise alors que les « seuls » critères de succès sont la « promotion de la croissance des forces productives dans une société socialiste, l'augmentation des forces globales de l'État socialiste et l'amélioration des conditions de vie » (P5-D26). Comme il le souligne, en économie socialiste les entreprises d'État dominant, alors que les entreprises privées ou financées par des investissements étrangers ne jouent qu'un rôle secondaires et complémentaires. De plus, dit-il, les « grandes et moyennes entreprises » restent propriété d'État, et les « entreprises rurales » (P5-D26) sont soumises à l'État. Néanmoins, il rappelle que le « plus important » est le monopole du pouvoir politique par le Parti-État. Il ajoute que si les entreprises étrangères sont autorisées à faire des profits, le Parti-État en prélève une partie en impôts et en salaires, et surtout s'assure du transfert de technologies et de techniques de pointe. Tant que le Parti-État conserve la main haute, « elles sont bonnes pour le socialisme » (P5-D26). Il déclare :

In short, if we want socialism to achieve superiority over capitalism, we should not hesitate to draw on the achievements of all cultures and to learn from other countries, including the developed capitalist countries, all advanced methods of operation and techniques of management that reflects the laws governing modern socialized production. (P5-D26)

Selon lui, le socialisme est supérieur au capitalisme, car il vise la « prospérité commune », mais en précisant bien, par rapport au « *gauchisme* » (P5-D26), qu'il s'agit d'un développement graduel. S'il est normal que des régions s'enrichissent plus vite, le Parti-État augmentera à terme leurs impôts ou le taux de remise des profits afin de stimuler le développement des régions plus pauvres, mais riches en ressources. En parallèle, il mentionne que les régions en croissance devront contribuer à celle des autres régions par un transfert d'expérience, de technologies et des investissements afin de réduire le fossé entre elles. Il déclare que le peuple se rallie plus facilement à une politique si on lui laisse le choix et les faits parler d'eux-mêmes. Il ajoute que c'est par la prise de risques que les résultats sont les plus impressionnants. Il recommande alors de se prémunir contre les « tendances de gauche » et « de droite », mais tout particulièrement contre celles « de gauche » (P5-D26). En conséquence, selon lui, il faut avertir, sanctionner, voire exclure des organisations et des unités toute personne qui manifesterait de telles tendances.

Pointant alors le développement rapide de certains pays asiatiques, les « *Quatre dragons* » (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taiwan), il rappelle que le développement « total » de la « Chine » doit être le plus rapide possible, en mettant l'accent sur « l'efficacité, la qualité et l'exportation », sinon « le peuple [commencera] à faire des comparaisons et à s'interroger » (P5-D26). Il est limpide : « une croissance lente signifie la stagnation et même un recul ». Il ajoute que le Guangdong devrait préparer un plan pour rivaliser avec les Quatre dragons, tandis que le Jiangsu et Shanghai devraient viser une croissance plus élevée que la moyenne nationale. Il précise que si le développement de Shanghai avait été lancé plus tôt, c'est « toute la vallée du Yangzi, si ce n'est pas le pays entier, qui serait différente » (P5-D26). Il n'empêche, dit-il, qu'au cours du septième plan quinquennal [1985-1989] la production de grains a « substantiellement » augmenté, les revenus des familles paysannes se sont élevés, les entreprises rurales se sont affirmées « en tant que nouvelle force » (P5-D26). Il précise que grâce au *Mouvement de Réformes de d'Ouverture* le pouvoir d'achat s'est accru : les *Quatre grandes choses* (si da jian, 四件), c'est-à-dire une bicyclette, une machine à coudre, une radio et une montre-bracelet, se retrouvent dans une majorité de foyers. Il poursuit en soulignant qu'au cours de la même période l'industrie a crû de « 21,7 % par année en moyenne », et que la « production de produits alimentaires transformés, de vêtements, [la construction] de logements, [le développement] des transports, mais aussi [la production de] produits de consommation, notamment d'appareils ménagers tels les téléviseurs couleur, les réfrigérateurs et les lessiveuses, ont crû de manière significative » (P5-D26).

S'il rappelle qu'au cours de l'année 1989 l'économie est entrée en « surchauffe », et en conséquence qu'il devenait urgent de « réformer l'environnement économique et de rectifier l'ordre économique », il affirme que l'économie a été « stabilisée avec succès » (P5-D26) au cours des trois années suivantes, sans menacer le développement économique futur. Selon lui, comparé aux événements de 1958-1962, le *Mouvement de Réformes de d'Ouverture* est un véritable *Grand bond en Avant*. Il ajoute que loin de conserver ce rythme de croissance, il faut au contraire « sauter sur toutes les occasions » (P5-D26) qui se présentent pour l'accélérer. Mais il ajoute que « pour un grand pays en développement comme la Chine, il est impossible de maintenir une croissance économique rapide qui soit à la fois stable et harmonieuse en tout temps » (P5-D26). S'il précise qu'il vaut mieux privilégier une croissance stable et harmonieuse, l'audace ne devrait jamais lui être sacrifiée. Il poursuit en affirmant que le grand avantage du « système socialiste »

est la possibilité qu'il donne de « se concentrer sur une tâche principale » : « une croissance rapide avec de bonnes retombées économiques » (P5-D26). Dans le même esprit, il mentionne que la croissance rapide repose sur « la science, la technologie et l'éducation »; que la « science et la technologie » se développent alors à un rythme effréné; qu'« une percée dans le champ de la haute technologie stimule la croissance de plusieurs industries » (P5-D26). Il somme tous les acteurs dans tous les domaines de recherche de « se donner un objectif stratégique et de l'atteindre » (P5-D26), rappelant que les scientifiques au service de la RPC ont su développer en un temps record, dans des « conditions extrêmement difficiles », « l'arme atomique, l'arme nucléaire, des satellites et bien d'autres technologies de pointe » (P5-D26). Puisque les conditions sont alors plus faciles, insiste-t-il, « nous devons mettre la barre encore plus haute » (P5-D26). Mais, poursuit-il, en retour de l'effort demandé, leurs conditions de vie et de travail doivent être significativement améliorées, sinon ils n'y mettront pas toute l'ardeur voulue. Pire, les étudiants à l'étranger ne reviendront pas. Il ajoute : « Nous devons tous aimer notre pays et contribuer à son développement » (P5-D26).

Il poursuit en déclarant que l'autre face du *Mouvement de Réformes de d'Ouverture* est la « lutte contre le crime », et tout particulièrement « l'élimination des maux sociaux ». Il précise sa pensée lorsqu'il affirme que le Guangdong devrait « atteindre » le niveau des *Quatre dragons*, c'est-à-dire, poursuit-il, les « surpasser en termes de progrès matériel et éthique » (P5-D26). Il célèbre l'exemple de Singapour dont « l'administration stricte » maintient « un bon ordre public » (P5-D26). S'il regrette que l'ouverture économique ait réintroduit « la drogue, la prostitution et les crimes économiques », il rappelle qu'il n'a fallu que « trois ans » (P5-D26) à la *Nouvelle Chine* pour les éradiquer, ce que ni le KMT, ni les pays capitalistes n'ont réussi à faire. Un constat qui lui permet de rappeler l'efficacité du Parti face à n'importe quel obstacle, à condition qu'il s'en donne les moyens. C'est pourquoi, pour lui, les « cadres et les membres du Parti » se doivent de faire de la « construction d'un gouvernement propre » une « priorité » (P5-D26). Par contre, il insiste sur le « recours à la loi, qui fournit une garantie ferme » (P5-D26). Il ajoute que l'adhésion aux *Quatre vertus cardinales* et la lutte contre la *libéralisation bourgeoise* sont les conditions du succès du *Mouvement de Réformes de d'Ouverture*, sinon, précise-t-il, « [ce qui a] pris dix ans à construire [peut] s'effondrer en une nuit » (P5-D26). Il rappelle alors que le cœur du « marxisme » est la dictature du prolétariat, et que tant que la RPC restera au « premier stade du socialisme », elle ne

pourra se passer de « l'exercice de la dictature à l'encontre de l'ennemi », et cela durera pour « plusieurs générations » (P5-D26) à venir.

Mais comme il l'affirme en enchaînant : « [u]ne bonne ligne politique repose sur une bonne ligne organisationnelle » (P5-D26). Les « impérialistes » cherchent par tous les moyens à impulser « une évolution pacifique vers le capitalisme ». C'est pourquoi, dit-il, « si problème il y a, ce sera au sein du Parti communiste ». Il ordonne donc aux générations futures de leaders « [d'] éduquer l'armée, les personnes qui travaillent au sein des organes de la dictature, les membres du Parti communiste et le peuple, y compris les jeunes » (P5-D26). Il ajoute qu'ils doivent porter une attention particulière « à la formation, à la sélection et à la promotion au poste de leader des personnes qui font à la fois preuve d'habileté et d'intégrité politique, en s'assurant qu'elles soient révolutionnaires, jeunes, bien éduquées et professionnellement compétentes » (P5-D26). Autrement dit, du bas de l'échelle, tant dans le Parti que dans les autres organisations, il ne doit y avoir aucune autre alternative à la politique officielle, et que tous ceux qui semblent s'en éloigner ou la remettre en question soient rappelés à l'ordre, sanctionnés voire exclus, afin que le Parti-État perpétue cette politique d'une génération à l'autre. Par conséquent, il ordonne aux « vétérans » de laisser leur place aux jeunes, « afin d'éviter les erreurs » (P5-D26), sans pour autant renoncer à les accompagner dans leur apprentissage de l'exercice du pouvoir. Il recommande fortement que les générations futures de leaders fassent spontanément de même le moment venu, afin que le leadership conserve son efficacité d'une génération à l'autre. Il est catégorique : le succès de la ligne politique, décrétée à la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*, « repose sur les efforts de tous, particulièrement sur l'éducation des générations futures », en mettant l'accent sur « les aspects pratiques » (P5-D26). Il ajoute que le peuple n'a pas à connaître du marxisme plus que ses « principes de base », c'est-à-dire « chercher la vérité à partir des faits ». Il est catégorique : les livres doivent être laissés « à la minorité de spécialistes » et en aucune façon il ne devrait y avoir de « culte des livres » (P5-D26). Comme il le souligne, à titre d'exemple, *le système de responsabilité familiale contractuel avec rémunération liée au rendement* a été « inventé » (P5-D26) par les paysans eux-mêmes : « Le marxisme n'est pas abscons. C'est une chose concrète, une vérité très concrète » (P5-D26).

En conclusion, bien qu'il rappelle que la voie socialiste soit semée d'embûches, et que les transformations politiques récentes dans le Bloc de l'Est lui aient fait subir un revers, il réaffirme l'évolution inévitable vers le « socialisme », car « elle est une science » (P5-D26). Il poursuit en réaffirmant que « les deux grands enjeux [...] irrésolus » (P5-D26) auxquels le monde fait face sont le développement et la paix. Revenant sur le rôle international de la RPC, il soutient que « la Chine socialiste doit montrer au monde par ses actions qu'elle s'oppose à l'hégémonisme et à la politique de puissance » (P5-D26), incarnés à ses yeux par les É.-U. et depuis peu par le *Groupe des sept*. Il maintient que « la Chine est une force inébranlable pour la préservation de la paix mondiale » (P5-D26). Autrement dit, pour préserver la paix mondiale, « la Chine socialiste » doit pouvoir « rivaliser » avec les hégémonistes et les impérialistes, c'est-à-dire, dans son esprit, les « surpasser » au cours de la première moitié du 21<sup>e</sup> siècle. C'est là sa « lourde responsabilité » (P5-D26).

Ainsi se concluent les *Œuvres choisies* de Deng Xiaoping qui se retira de la vie publique peu de temps après la fin de cette tournée d'inspection, aujourd'hui commémorée comme sa *Tournée dans le sud* ou Nan Xun (南巡), une expression qui traditionnellement désigne les tournées d'inspection conduites par les empereurs<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup> Onze lois ou amendements de lois actent les consignes de Deng Xiaoping en 1992 : 1) la *Law of the People's Republic of China on the Territorial Sea and the Contiguous Zone* de février 1992 (p. 345-348), 2) la *Trade Union Law of the People's Republic of China* en avril 1992 (p. 363-371), 3) la *Law of the People's Republic of China on the Protection of Rights and Interests of Women* adoptée en avril 1992 et effective en octobre 1992 (p. 375-384), 4) les *Regulations of the People's Republic of China on the Police Ranks of the People's Police* de juillet 1992 (p. 387-392), 5) la *Law of the People's Republic of China on the Administration of Tax Collection* adoptée en septembre 1992 et effective en janvier 1993 (p. 395-410), 6) le *Maritime Code of the People's Republic of China* adopté en novembre 1992 et effectif en juillet 1993 (p. 413-467), 7) la *Law of the People's Republic of China on Safety in Mines* adoptée en novembre 1992 et effective en mai 1993 (p. 471-480), 8) la *Surveying and Mapping Law of the People's Republic of China* adoptée en décembre 1992 et effective en juillet 1993 (p. 483-492) 9) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress of Authorizing the People's Congress of Shenzhen City and Its Standing Committee and the People's Government of the Shenzhen City to Formulate Regulations and Rules Respectively for Implementation in the Shenzhen Special Economic Zone* de juillet 1992 (p. 524), 10) les *Supplementary Provision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Imposition of Punishment in respect of Offences of Tax Evasion and Refusal to Pay Tax* de septembre 1992 (p. 495-497), et 11) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Amending the Patent Law of the People's Republic of China* adoptée en septembre 1992 et effective en janvier 1993 (p. 501-518).

En 1993, dix-neuf lois ou amendements actent ces consignes : 1) la *State Security Law of the People's Republic of China* (Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China 1995, p. 45-50), et 2) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Revising the Trademark Law of the People's Republic of China* (p. 53-64) de février 1993.

La figure 11.2 synthétise les principales annonces de Deng Xiaoping lors du *Voyage dans le Sud*.

| Phase V – 1992 : Le Voyage dans le Sud |                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dates                                  | Evènements                                                                                                                                                                                                                    | Annonces et déclarations de Deng Xiaoping                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| 1992                                   |                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Jan. - fév.                            | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Voyage dans le sud de Deng Xiaoping (véritable testament politique, à l'occasion duquel, il revient sur plusieurs objectifs qu'il a fixés au cours des années au pouvoir)</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réitère le slogan « une tâche centrale, deux points essentiels » et martèle qu'il constitue le seul objectif des futures générations de leaders, et rappelle l'importance de la prise de risque</li> <li>• Rappelle que non seulement le marché joue un rôle complémentaire au plan, mais que le Parti-État doit préserver pour lui seul le monopole du pouvoir politique</li> <li>• Rappelle qu'il faut lutter promptement et efficacement à la fois contre le gauchisme et le droitisme dans la société et dans le Parti</li> <li>• Déclare que le Guangdong doit rivaliser avec les <i>Quatre dragons asiatiques</i> alors que Shanghai et le Jiangsu doivent viser une croissance plus élevée que la moyenne nationale</li> <li>• Déclare que toutes les occasions devront être saisies pour accélérer le <i>Mouvement de Réformes et d'Ouverture</i></li> <li>• Déclare qu'il faudra constamment chercher à garantir une croissance stable et</li> </ul> |

Mais l'acte le plus important est probablement la révision de la Constitution d'État de mars 1993. Seize lois ou amendements actent la révision de la Constitution de mars 1993 et sont adoptés après l'accession de Jiang Zemin à la présidence de la RPC, elle aussi en mars 1993 : 3) les *Supplementary Provisions of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding Punishing Crimes of Counterfeiting Registered Trademarks* adoptés en février 1993 et effectifs en juillet 1993 (p. 67-68), 4) la *Law of the People's Republic of China on Product Quality* adoptées en février 1993 et effectives en septembre 1993 (p. 71-81), 5) la *Law of the People's Republic of China on the Progress of the Science and Technology* adoptée en juillet 1993 et effective en octobre 1993 (p. 121-131), 6) la *Law of the People's Republic of China on the Popularization of Agricultural Technology* (p. 135-145) et 7) la *Agricultural Law of the People's Republic of China* (p. 145-158) de juillet 1993, 8) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Punishment of the Crimes of Production and Sale of Fake or Substandard Commodities* adoptée en juillet 1993 et effective en septembre 1993 (p. 161-165), 9) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Amending the Economic Contract Law of the People's Republic of China* 1993 (p. 169-191) et 10) les *Provisions of the Standing Committee of the National People's Congress on Strengthening Inspection and Law Enforcement* (p. 3191-383) de septembre 1993, 11) la *Law of the People's Republic Against Unfair Competition* adoptée en septembre 1993 et effective en décembre 1993 (p. 195-202), 12) la *Law of the People's Republic of China on the Protection of Consumer Rights and Interests* adoptée en octobre 1993 et effective en janvier 1994 (p. 205-216), 13) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Amending the Individual Income Tax Law of the People's Republic of China* (p. 219-231), 14) la *Law of the People's Republic of China on Certified Public Accountants* (p. 235-245), 15) la *Teachers Law of the People's Republic of China* (p. 257-1993) adoptées octobre 1993 et effectives en janvier 1994, 16) la *Company Law of the People's Republic of China* adoptée en décembre 1993 et effective en juillet 1994 (p. 269-318), 17) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress on Amending the Accounting Law of the People's Republic of China* (p. 321-331) et 18) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Application of Provisional Regulations on Taxes Such as Value-Added Tax, Consumption Tax and Business Tax to Enterprises with Foreign Investment and Foreign Enterprises* (p. 335-362) 1993 et 19) la *Decision of the Standing Committee of the National People's Congress Regarding the Exercise by the Security Bodies of the Chinese People's Liberation Army of the Public Security Organs' Functions and Powers of Investigation, Detention, Preliminary Examination and Execution of Arrest with Respect to Criminal Cases in the Army* (p. 385 de décembre 1993).

harmonieuse, mais que jamais l'audace ne devra y être sacrifiée

- Rappelle que le grand avantage du socialisme est de pouvoir se concentrer sur une tâche : « une croissance rapide avec de bonnes retombées économiques »
- Intime aux acteurs dans tous les domaines de recherche de se donner un objectif stratégique et de l'atteindre
- Annonce une nouvelle amélioration du statut et des conditions de vie des chercheurs
- Précise que dans son esprit « atteindre » signifie « surpasser »
- Réaffirme que le Parti est la meilleure organisation politique pour atteindre les objectifs que le pouvoir se donne en rappelant qu'il n'a fallu que « trois ans » à la *Nouvelle Chine* pour éradiquer « la drogue, la prostitution et les crimes économiques », par contre, il annonce que le Parti-État agira dans le cadre de la loi, car elle seule donne « une garantie ferme »
- Affirme que le succès du *Mouvement de Réformes et d'Ouverture* repose sur l'adhésion aux *Quatre vertus cardinales* et la lutte contre la libéralisation bourgeoise
- Rappelle l'importance de préserver la dictature du prolétariat par les générations futures afin de lutter efficacement contre « l'ennemi »
- Affirme que dorénavant l'opposition au régime ne pourra naître qu'au sein du Parti, c'est pourquoi il annonce la rééducation des cadres du Parti-État et la sanction immédiate de tous ceux qui manifestent des vues contraires dans l'objectif de son renforcement et de son unité
- Affirme que le peuple n'a pas à connaître du marxisme plus que ses principes de base, qui sont « une chose concrète, une vérité très concrète »
- Appelle les vétérans à se retirer de la vie politique et que les générations futures de leaders le fassent spontanément le moment venu
- Annonce que la Chine montrera par ses actions qu'elle s'oppose à l'hégémonisme et à la politique de puissance
- Annonce que la « lourde responsabilité » de la Chine est de préserver la paix mondiale en rivalisant avec, et donc en surpassant, le *Groupe des sept* au cours de la première moitié du 21<sup>e</sup> siècle

Figure 11.2 – Annonces de Deng Xiaoping au cours du *Voyage dans la Sud*.

## CHAPITRE 12

### SYNTHESE DES RESULTATS LA CHINE POSTMAOÏSTE, UN ÉTAT LEGISTE EN FORMATION

#### INTRODUCTION

L'étude des politiques, annoncées les unes après les autres par Deng Xiaoping et mises en place tout au long des cinq phases de sa seconde carrière politique lorsqu'il a pu exercer son ascendant sur la Chine, a montré qu'elles s'organisaient autour de quelques principes directeurs constamment réaffirmés tout au long du *Mouvement de Réformes et d'Ouverture*, déclinés en de nombreuses mesures concrètes qui visaient tous les paliers de la société, avec pour but de transformer la Chine (§ 6.2.5 *sqq.*). Il s'agit maintenant d'examiner ces mesures dans la perspective de la tradition politique chinoise pour savoir si elles en relèvent ou si elles en divergent.

Il faut rappeler que les discours de Deng Xiaoping ne sont pas des annonces, au sens où le sont les discours électoraux en démocratie. Les mesures qu'il décrit à ses auditoires successifs sont effectives, car la décision de les adopter et de les appliquer a déjà été prise. Il en informe donc les intéressés, presque toujours des hauts cadres des grands corps de la société chinoise, en leur faisant bien comprendre qu'il incombe à chacun d'entre eux de les mener à bien dans leurs champs de responsabilités, de le faire rapidement, et d'être les premiers à donner l'exemple de ce qui est attendu de tous.

Toutes choses étant égales par ailleurs, on peut rapprocher la situation de la Chine postmaoïste immédiatement après la mort de Mao Zedong, lorsque les séquelles de la *Révolution culturelle* étaient encore vives, à celle du duché de Qin lorsque Shang Yang s'y présenta pour offrir ses services. Le duché sortait à peine de décennies de luttes intestines et son agriculture, son armée et son économie étaient totalement désorganisées. Le duché courait rapidement à sa perte. Certes la Chine postmaoïste n'était pas le duché de Qin, mais elle était tout autant



désorganisée. Et, tout comme le Duc Xiao de Qin reconnaissait cet état de fait, Deng Xiaoping l'admettait pour la Chine :

Airplane accidents are numerous nowadays, and of course some are attributable to the poor training of the men, the incompetence of the pilots or the deficiencies of the ground control-crews. But sometimes the fault may lie in the quality of the aircraft. A number of accidents have been due to defective parts or components that represent only 1 or 0.5 per cent of total output. It was that 0.5 per cent which got past quality control without being detected. (P1-D7, p. 39)

Généralisant ce constat à l'ensemble des activités conduites en Chine, les changements entrepris par Deng Xiaoping ne se limitent pas à quelques organismes ciblés; son projet plus ambitieux, selon ses propres termes, vise ni plus ni moins qu'une seconde « révolution » (P4-D27). En fait, pour le rappeler, il lance une contre-révolution qui s'oppose au projet de société voulu par Mao Zedong, mais sans jamais rompre avec le maoïsme.

Pour l'essentiel, à l'instar des légistes (cf. chap. 4), les mesures adoptées durant les années de pouvoir de Deng Xiaoping visent en priorité les objectifs suivants :

- 1 – fonder l'ordre sur le maintien de la stabilité et de l'unité;
- 2 – renforcer le Parti-État;
- 3 – développer l'économie;
- 4 – renforcer l'armée;
- 5 – s'affirmer au sommet d'un ordre interétatique hiérarchique pour assurer le maintien de la paix.

Deng Xiaoping fixe comme base du succès du *Mouvement de Réformes et d'Ouverture* la restauration de la « stabilité et de l'unité » politiques. Cinq différences fondamentales toutefois distinguent la Chine postmaoïste du monde des Royaumes combattants dans lequel s'est affirmé le légisme :

- 1 – La RPC, à la différence des Royaumes combattants, n'est pas aux prises avec une dynamique de guerres interétatiques, de guerres civiles et de coups d'État;

2 – Le royaume Qin était sous-peuplé et sous-exploité, la RPC au contraire est surpeuplée et mal exploitée;

3 – L'économie de la RPC reste largement dominée par le Parti-État alors que la croissance et la complexité de l'économie échappaient au contrôle de chacun des Royaumes combattants (cf. chap. 4);

5 – Le contrôle trop rigide exercé par la RPC sur l'économie est jugé un obstacle à son développement. Aussi, sans renoncer à ce contrôle, des mécanismes de marché sont introduits afin de dynamiser et flexibiliser l'économie. Mais ce faisant, les impératifs de la dynamique autonome du capitalisme vont peser sur les décisions du Parti-État, lequel va devoir s'y adapter sans abandonner sa mainmise.

## **12.1 – LA STABILITE ET L'UNITE : GARANTES DE L'ORDRE**

Deng Xiaoping fait reposer le maintien de l'ordre sur la stabilité et l'unité. Il pose comme conditions de celles-ci : 1) le renforcement de la discipline, 2) le raffermissement du cadre légal, et 3) le respect des directives du Parti. Dans tous les cas, il s'agit d'affermir le leadership à tous les niveaux et dans tous les domaines, ainsi que le cadre légal et réglementaire qui régit toutes les organisations et la société. Lorsqu'il prend le pouvoir [fin 1978], une des premières mesures qu'il adopte est la création de *Commissions d'inspection et de discipline* à tous les échelons du Parti, car avant de généraliser ces mesures à l'ensemble de la société, dans un processus qui va du haut vers le bas, il entreprend la rectification des instances dirigeantes du Parti-État.

### **12.1.1 – Le cadre légal et réglementaire**

La constitution du Parti [1982], les règles encadrant l'armée (*Loi du service militaire de la République populaire de Chine*) [1984] et la constitution de l'État [1982] ainsi que les lois, les règlements et les décrets qui en découlent dans le cadre d'une hiérarchie stricte des normes (cf. Constitution d'État de 1982, annexe 6.11)<sup>1</sup>, trois mesures stratégiques qui visent 1) deux corps

---

<sup>1</sup> Un Code pénal (*Criminal Law of the People's Republic of China*) et un Code de procédures pénales (*Criminal Procedure Law of the People's Republic of China*) [1979], un code de procédures civiles (*Civil Procedure Law of the*

constitués, le Parti et l'armée et 2) l'ensemble de la population chinoise, imposent des normes comportementales auxquelles tous sont soumis selon leur rattachement sous peine de sanctions disciplinaires ou pénales<sup>2</sup> (§ 6.6.3 ; P3-D20). Les mesures adoptées par Deng Xiaoping, qualifiées de pragmatiques, s'inscrivent de fait dans le droit fil des édits de Shang Yang qui codifiaient les comportements des administrateurs, des militaires et de la population (cf. chap. 4, 4.4.2 et 4.4.3). Ainsi, pour Deng Xiaoping comme précédemment pour Shang Yang, tout manquement s'accompagne d'une sanction immédiate, précisée par la loi ou les règlements. De même, ce dispositif de contrôle, au sens de Foucault (1975), prévoit tout autant les récompenses, elles aussi spécifiées. Cohérent, il enjoint de renforcer les organes de sécurité publique, du parquet et de la justice (P3-D22).

De plus, c'est dans la perspective du renforcement du leadership du Parti (cf. *infra*) que Deng Xiaoping enjoint de punir les hauts responsables coupables de la violation de la discipline ou de la loi et de publiciser les sanctions. Dans son esprit, la sanction visible des hauts dirigeants, quel que soit leur rang, confirme l'égalité de tous devant la loi et incite chacun à s'y conformer. De plus, pour lui, cet exercice d'autodiscipline du Parti renforce sa légitimité auprès de la population. Le résultat de cet exercice porté à la connaissance de tous lui apparaît d'autant plus nécessaire qu'il réaffirme l'infailibilité du Parti de manière récurrente dans ses discours : il faut donc soustraire le régime aux critiques potentielles qui pourraient le fragiliser.

### 12.1.2 – Le contrôle des discours

Pour réunir les trois conditions (discipline, loi, leadership du Parti) nécessaires au maintien de la stabilité et de l'unité, Deng Xiaoping entend à la fois rétablir un contrôle idéologique sur le Parti-État et la société, et arrêter le contenu du discours officiel. Ainsi, visant le Parti et la société,

---

*People's Republic of China*) [1982], les Principes généraux de la loi civile de la République populaire de Chine (*General Principles of the Civil Law of the People's Republic of China*) [1986], un Code de procédures administratives (*Administrative Procedure Law of the People's Republic of China*) [1989], les Règlements du contrôle de l'administration (*Administrative Supervision Regulations*) [1990], et les Règlements des vérifications administratives (*Administrative Reconsideration Regulations*) [1990].

<sup>2</sup> *Regulations of the People's Republic of China on Administrative Penalties for Public Security*, (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1987b, p. 271-282). Les stipulations de cette loi se rapprochent de celles de Qin si l'on fait abstraction de la spécificité de chacune des infractions, propres à leur époque, pour ne considérer que l'automatisme des sanctions.

il forme une commission pour écrire l'histoire officielle de la RPC et réécrire celle du Parti depuis leur fondation, en spécifiant ce que l'on doit y trouver et en fixant le nombre maximal de caractères du texte définitif de manière à ce que cette histoire soit la plus simple et la plus concise possible (P3-D16). Cette histoire, désormais officielle, indiscutable et la seule enseignée, est aussi celle qui fixe le cadre de toute recherche historique présente ou future. Son objectif est de neutraliser tout débat idéologique potentiel, d'où qu'il puisse venir, qu'il s'agisse d'une réinterprétation de l'histoire que pourrait suggérer un chercheur, d'un questionnement des grandes orientations du Parti ou, pire, d'une interrogation sur sa légitimité. Deng Xiaoping réinstaure donc le contrôle du Parti-État sur la production des discours et leur mise en circulation. Ce qui le conduit à réprimer tout média non officiel – et par extension, toute forme d'expression non officielle – et tout propos déviant du discours officiel dans les médias. Il faut ajouter que les *Quatre vertus cardinales*, formulées dès son retour au pouvoir, encadrent toute prise de parole et soumettent tout interlocuteur à une autocensure, y compris les cadres dirigeants qui ont rédigé l'histoire officielle. Ces quatre vertus, pour les rappeler, sont : 1) la défense de la voie socialiste, 2) la défense de la dictature démocratique du peuple, 3) la défense du leadership du Parti communiste chinois, et 4) la défense du marxisme-léninisme-maoïsme (P3-D3).

Mais contrôler les discours mis en circulation ne suffit pas : il faut aussi faire taire les dissidents et éliminer les « rumeurs ». C'est pourquoi la répression de la dissidence et la rééducation des dissidents sont elles aussi omniprésentes dans ses discours. Le contrôle des discours implique la mise au pas des dissidents. Dans la même logique, il propose d'entreprendre l'éducation politique et idéologique du peuple afin qu'il soit non seulement loyal, mais surtout un relais du pouvoir à l'instar de l'armée. Deng Xiaoping vise ce qu'il appelle « l'unité des compréhensions » (P3-D22). On conçoit dès lors pourquoi, le rôle des artistes, des écrivains et des intellectuels, qu'il qualifie « d'ingénieurs de l'esprit » se limite, pour lui, à répercuter auprès du peuple les vues du Parti (P3-D9). Qui plus est, Deng Xiaoping fait de la répression prompte et efficace de la dissidence le signe d'un leadership fort (P3-D9). Là encore, la volonté de contrôler la production et la circulation des discours rapproche les politiques de Deng Xiaoping du légisme, car les légistes prônaient la suppression des écoles philosophiques et des écrits moraux au motif qu'elles s'accompagnaient d'une critique stérile mais subversive du régime sans contribuer à son renforcement ou à son amélioration (cf. chap. 4, 4.3.4.5).

Comme il l'affirme lui-même, le seul discours dorénavant autorisé sera celui du respect de la loi et de l'efficacité au service du Parti-État (P1-D9 ; P2-D15).

S'assurant ainsi de la neutralisation des débats politiques potentiels, il peut désormais se concentrer sur la réforme des structures politiques et économiques.

### **12.1.3 – La rationalisation des organisations**

C'est pourquoi, parallèlement au déploiement des procédures de contrôle des discours non autorisés, il va privilégier 1) le développement et l'acquisition de savoirs et de savoir-faire professionnels, en mettant l'accent sur les formations scientifiques et techniques ; et entreprendre une restructuration en profondeur de l'ensemble des structures des grands corps sociaux et des organisations qui relèvent du Parti-État. Parmi les changements les plus significatifs, il faut retenir :

1 – la définition du mandat de chacune des structures ainsi que la détermination de leur mode d'organisation et de fonctionnement optimal – Deng Xiaoping a souvent et longuement insisté sur l'importance de lancer des projets afin de tester les unités pilotes, de les perfectionner, puis de sélectionner les plus efficaces en vue de leur généralisation (P3-D22);

2 – la description précise des compétences requises pour chaque fonction et une individualisation des responsabilités;

3 – la clarification des critères de recrutement, d'évaluation, de récompense et de punition, de promotion, de rétrogradation, de renvoi et de démission, et de départ à la retraite; il faut noter que ces dispositifs qui règlent et modulent le cheminement de carrière, comme dans le légisme, sont étroitement articulés à l'appareil coercitif du régime, car l'objectif est la mobilisation des ressources humaines au bénéfice de son renforcement et de son enrichissement;

4 – l'emploi et la promotion d'un personnel plus jeune, plus qualifié et plus loyal;

5 – la création d'un système de retraite pour faciliter le remplacement du personnel trop âgé et déphasé – lequel installé dans ses fonctions depuis de longues années ossifiait l'appareil

selon Deng Xiaoping – par des jeunes, compétents, dont Deng Xiaoping attend un plus grand professionnalisme et une plus grande efficacité, et dont il recommande la promotion à des postes de responsabilité;

6 – la fin de la certitude d'un revenu assuré, indépendamment de toute contribution réelle, tant pour quiconque que pour les entreprises, ce que Deng Xiaoping a appelé la fin du « bol de riz en fer »;

7 – la réintroduction des hiérarchies de titres par branche et par organisation, auxquelles correspondent des fonctions, des revenus et des privilèges codifiés et encadrés par la loi et des règlements<sup>3</sup> (P1-D5 ; P2-D7 ; P3-D10 ; P3-D20).

À l'instar du légisme, qui cherchait à substituer à l'arbitraire féodal et aux inégalités héréditaires un régime fondé sur la hiérarchie des normes et des fonctions ainsi que sur un personnel spécialisé, recruté et hiérarchisé selon le mérite individuel, la RPC postmaoïste se recompose selon des principes similaires.

---

<sup>3</sup> Dans la même logique, Deng Xiaoping réintroduit les titres académiques. *Regulation of the People's Republic of China on Academic Degrees* (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1987a, p. 173-176). Les articles 9 et 10, par exemple, fixent les règles d'attribution des grades de maître ou de docteur :

Article 9 : Each degree-conferring unit shall establish an academic degree evaluation committee and form dissertation committees for the discipline concerned. A dissertation committee must include relevant specialists from other units, and the committee shall be selected and determined by the degree-conferring unit concerned. A list of members of the academic degree evaluation committee shall be submitted by the degree-conferring unit to the competent department for approval. The competent department, in turn, shall present the approved list of members of the academic degree evaluation committee to the Academic Degrees Committee of the State Council for the record.

Article 10 : The dissertation committee shall be responsible for examining the dissertations for master's or doctor's degrees, organizing their oral defence and adopting resolutions whether or not to confer the master's or doctor's degrees. Each resolution shall be adopted by secret ballot and with a two-thirds majority of the committee members supporting and then submitted to the academic degree evaluation committee. The academic degree evaluation committee shall be responsible for examining the list of holders of the bachelor's and for making a decision whether or not to approve each resolution on the conferment of a master's or doctor's degree submitted by the dissertation committee. Each decision shall be adopted by secret ballot and with a simple majority of the committee members supporting. The list of persons to be conferred a master's or doctor's degree shall be submitted to the Academic Degrees Committee of the State Council for the Record.

La proposition d'attribution du grade de docteur *honoris causa*, article 14, est elle aussi soumise à l'approbation du *Academic Degrees Committee of the State Council*.

## 12.2 – LE RENFORCEMENT DU PARTI-ÉTAT

Il faut souligner encore une fois que les changements entrepris par Deng Xiaoping touchent, par leur ampleur, tous les aspects de la société chinoise. La Chine d'aujourd'hui et ce qui la caractérise maintenant naît véritablement lors de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*. Plus encore que celui de Mao Zedong, le legs politique de Deng Xiaoping, non seulement reste incontesté, mais se situe au cœur du dispositif de pouvoir qu'il a refondé. Ni Jiang Zemin, Hu Jintao (胡锦涛; 1942- ) ou même Xi Jinping (习近平; 1953-) ne l'ont jusqu'à présent remis en question.

Outre tous les changements qu'il a impulsés, il a rétabli la position dominante du Parti en RPC que la *Révolution culturelle* avait fragilisé. Le Parti seul édicte les grandes orientations du régime dans tous les domaines et s'assure qu'elles sont appliquées sans s'ingérer dans la gestion quotidienne de l'État et des organisations, lesquels restent néanmoins soumis au Parti. Sous Mao Zedong, le Parti avait tendance à s'ingérer dans les affaires de l'État et des organisations, si ce n'était de s'y substituer. Deng Xiaoping a voulu clairement distinguer les mandats et les responsabilités du Parti, de ceux des instances de l'État et des grands corps sociaux, tout en renforçant le contrôle du Parti sur toutes ces instances.

Un autre élément de renforcement du pouvoir est à considérer : si la Constitution d'État de 1978 réintroduit les principes 1) de la hiérarchie des normes et des fonctions, et 2) d'une administration territoriale uniforme, c'est celle de 1982, après la prise de pouvoir par Deng Xiaoping, qui les rétablit dans les faits. La Constitution d'État de 1982 autorise néanmoins la création de régions administratives spéciales, lesquelles comme leur nom l'indique présentent une organisation administrative distincte. Mais ces régions ne peuvent être créées qu'en vertu des dispositions constitutionnelles. Cela assure l'emprise du Parti-État sur la RPC et sur son personnel. L'idée d'une administration uniforme, étendue à tout l'Empire (cf. chap. 4, 4.3.4.1 et 4.4.2), était pour les légistes une des conditions, d'une part, de la concentration et de la rationalisation du pouvoir, et de l'extension des mécanismes de contrôle. D'autre part, cette administration uniforme était aussi vue comme la condition de l'augmentation de la productivité et du développement de l'économie (cf. *infra*). Car le projet légiste entendait à la fois renforcer l'État et l'enrichir. C'est aussi la visée de Deng Xiaoping (P2-D15).

Contrairement à Mao Zedong, qui avait personnalisé le pouvoir et entretenu le culte de sa personnalité, et à tous les responsables subalternes qui s'étaient modelés à son image et taillé des fiefs, qualifiés de « tigres » installés dans des « forteresses de montagne » par Deng Xiaoping, ce dernier entend dépersonnaliser le pouvoir à tous les niveaux, le professionnaliser ainsi que délimiter et répartir les responsabilités entre les organisations et les fonctions du Parti. De plus, comme les légistes et comme l'Empire, il instaure des mécanismes de mutation périodique des cadres du Parti pour les soustraire aux réseaux d'intérêts et ainsi les préserver des jeux d'influence (cf. chap. 3 et 4). Le dispositif qu'il met en place pour le Parti s'applique aussi à toutes les instances de l'État et des organisations. En ce sens, cette vision perpétue celle du légisme qui avait instauré une spécialisation verticale et horizontale des fonctions : le monarque édictait les grandes orientations, les ministres arrêtaient les procédures pour les atteindre et les fonctionnaires subalternes les appliquaient selon leur spécialité. Si l'on peut interpréter les changements apportés par Deng Xiaoping comme le passage de la RPC à la modernité, force est d'admettre que la Chine des Qin était déjà moderne (cf. chap. 4).

Dans le double souci de prévenir toute personnalisation du pouvoir et de professionnaliser l'appareil du Parti-État, Deng Xiaoping introduit les mécanismes de direction collective à tous les niveaux échelons de prise de décision. Dans sa conception du centralisme démocratique (cf. chap. 5), les décisions sont prises à la majorité simple dans les comités. Chacun des membres de ces comités a le devoir de les appliquer dans les limites de son champ de compétence, une mise en œuvre des décisions dont il est personnellement responsable. Les légistes ont eux aussi cherché à responsabiliser les personnels de l'appareil d'État (cf. chap. 4), par contre, ils ne sont jamais allés au-delà d'un pouvoir personnifié par un monarque, dont ils cherchaient à prévenir la personnalisation du pouvoir par des expédients moraux. Ils n'ont jamais su dépasser la conception d'un pouvoir incarné par un monarque, lequel *de facto*, par le pouvoir absolu et personnel dont il était investi, menaçait constamment la rationalisation du pouvoir à laquelle aspiraient les légistes. C'est pourquoi on peut envisager que le déclin de l'Empire Qin est attribuable tant à la personnalité des empereurs qu'au rôle de leur entourage, bien plus qu'aux principes légistes (cf. chap. 4). La grande innovation de Deng Xiaoping est d'être parvenu à répartir les responsabilités sans diviser le pouvoir. Comme dans la pensée légiste, la responsabilité des échecs repose sur les individus alors que les réussites rejaillissent sur le Parti. La responsabilisation individuelle, au



bénéfice du pouvoir toujours protégé, était au cœur de la conception des légistes. Han Feizi disait : « En cas de succès, la gloire rejaillit sur le prince, ainsi paré de la sagesse de ses subordonnés; en cas d'échec, le poids de la faute retombe sur les sujets » (Han Feizi 1999, p. 89).

### 12.3 – LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE

À l'instar des légistes, Deng Xiaoping va faire du développement économique une priorité. Dans son esprit, pour le rappeler, le développement économique, aussi important soit-il, n'est qu'une des composantes du *Mouvement de Réformes et d'Ouverture*. C'est pourquoi, en vue de les optimiser, il restructure et professionnalise les structures et les organisations économiques tout comme il l'entreprend en parallèle avec le Parti-État et toutes les autres institutions. Il met l'accent sur le développement des forces productives, sur la croissance du PNB ainsi que sur la hausse des profits.

Cohérent dans sa démarche, il applique au secteur économique les mêmes réformes que dans tous les domaines où il intervient :

1 – le renforcement du cadre légal et réglementaire pour raffermir la discipline des dirigeants d'entreprise et des employés afin d'augmenter la productivité et d'améliorer la qualité de la production;

2 – l'embauche et la promotion de cadres jeunes, plus qualifiés et plus loyaux;

3 – la mise en place de systèmes d'évaluation et de contrôle assortis de peines et de récompenses pour stimuler et mettre en concurrence les unités et les personnels;

4 – la réintroduction d'échelles de titres et de salaires reposant sur la performance individuelle;

5 – la clarification des tâches et des responsabilités à tous les niveaux, tant pour les organisations que pour les tâches exécutées par les individus;

6 – la diversification des activités;

7 – l'octroi d'une plus grande autonomie décisionnelle aux unités, assortie d'une augmentation de leurs responsabilités – étant entendu que cette autonomie ne peut s'exercer que dans les limites fixées par les objectifs du plan;

8 – la réintroduction en agriculture des exploitations familiales dans le cadre du système de responsabilité familiale;

9 – l'introduction de quotas ou d'impôts proportionnels à la production ou au rendement, tant dans l'agriculture que dans l'industrie, tout excédent pouvant être librement commercialisé.

Pour accélérer le processus de développement et élever le rendement d'ensemble, Deng Xiaoping préconise :

1 – l'importation de technologies et de savoir-faire de pointe ainsi que l'emploi d'experts étrangers;

2 – le développement de la recherche en science et en technologie;

3 – le développement de programmes de formation en science et en technologie;

4 – l'arrimage du système éducatif aux objectifs des plans quinquennaux;

5 – l'arrimage de la recherche aux objectifs des plans quinquennaux.

Toutes ces mesures s'inscrivent dans l'esprit du légisme, y compris l'ouverture sur l'étranger que préconisait déjà Li Si dans la pétition qu'il avait adressée à Qin Wang Zheng, le futur Premier Empereur, lorsqu'il s'était opposé à l'expulsion des étrangers du Royaume de Qin afin de prévenir son affaiblissement par manque de main-d'œuvre qualifiée (cf. chap. 4, 4.3.2).

## Comparaison entre le légisme et la Chine postmaoïste

| LEGISME                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | CHINE POSTMAOÏSTE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>VISION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conception dynamique de l'histoire : les structures, les lois, les institutions et les choix politiques doivent s'adapter aux changements afin de prévenir leur caducité et le chaos qui s'ensuit</li> <li>• Conception dynamique de la hiérarchie du système interétatique, dont les États sont en rivalité permanente</li> <li>• Conception dynamique de la hiérarchie d'une société inégalitaire, dont les individus sont en rivalité permanente</li> <li>• Conception dynamique du politique voulant que tout choix influe sur le cours de l'histoire, ce qui conduira inévitablement à de nouveaux choix politiques dans le futur</li> <li>• Négation de l'efficacité de l'exemple moral et du respect de la tradition; le moralisme et l'attachement aveugle à la tradition sont vus comme une des sources du désordre ambiant</li> <li>• Refus d'une idéologie normative ou de l'imposition d'une loi morale, car elles limitent la capacité d'adaptation au changement, à l'exception du patriotisme et du respect de la hiérarchie qui dans certaines limites ne l'entravent pas</li> </ul> | <p><b>VISION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• Conception d'un système interétatique hiérarchique mais figé, dominé par les superpuissances (É.-U., URSS) puis par le Groupe des sept; l'objectif consiste à développer la Chine de façon à rééquilibrer les rapports de force à son avantage, si ce n'est à en arriver à dominer le système</li> <li>• Substitution à l'égalitarisme maoïste d'une structure sociale inégalitaire et hiérarchique mais dynamique pour stimuler l'initiative individuelle en vue du développement et du renforcement du régime, tous aspects confondus</li> <li>• <i>Idem</i>; l'introduction largement involontaire du capitalisme soumet le régime à une dynamique – impératifs et contraintes – en constante évolution à laquelle il doit en permanence s'adapter pour se perpétuer</li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> </ul> |
| <p><b>SOUVERAIN</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Monarque absolu</li> <li>• Fontaine d'honneur</li> <li>• Edicte la loi et en atteste</li> <li>• Garant de la stabilité de l'État</li> <li>• Reçoit les avis de ses ministres</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <p><b>COMITE PERMANENT DU BUREAU POLITIQUE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Direction collective au sommet du Parti-État, lequel exerce seul le leadership dans tous les domaines</li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• Les membres du Comité permanent exercent leur autorité dans leur champ de compétence propre dont ils assument la responsabilité; toute résolution du comité est adoptée à la majorité simple</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>ETAT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépersonnalisation du pouvoir à tous les niveaux, y compris celui du souverain qui ne doit pas intervenir dans la gestion quotidienne de l'État</li> <li>• Absence de division des pouvoirs</li> <li>• Terres sont la propriété de l'État</li> <li>• Ressources naturelles sont la propriété de l'État</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | <p><b>ETAT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépersonnalisation du pouvoir à tous les niveaux, y compris dans le Parti, lequel ne doit pas intervenir dans la gestion quotidienne de l'État</li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>ADMINISTRATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Centralisation des pouvoirs</li> <li>• Administration territoriale uniforme</li> <li>• Administration territoriale civile et militaire distincte</li> <li>• Hiérarchie des fonctions civiles et militaires fixée par la loi</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p><b>ADMINISTRATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• Hiérarchie des fonctions civiles et militaires fixée par la loi et les règlements</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recrutement en fonction du domaine de spécialité</li> <li>• Procédure standardisée de contrôle et d'évaluation des performances selon un calcul coût-bénéfice précisé dans la loi par fonction et par spécialité à tous les échelons</li> <li>• Promotion, rétrogradation et renvoi fondés sur la loyauté et l'atteinte ou la non-atteinte d'objectifs, spécifiques pour chaque fonction ou spécialité à tous les échelons</li> <li>• Spécialisation verticale et horizontale des fonctions : le monarque édicte les grandes orientations, les ministres arrêtent les procédures pour les atteindre, et les fonctionnaires subalternes les appliquent selon leur spécialité</li> <li>• Hiérarchie de distinctions honorifiques non héréditaires conférant des avantages et des privilèges symboliques et matériels plus importants à chaque échelon gravi</li> <li>• Salaires des fonctionnaires payés à même les recettes des impôts</li> <li>• Administration doit produire des statistiques précises sur la population, l'économie et l'armée</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recrutement en fonction du domaine de spécialité et par organisation (politique, économique, administratif, culturel...)</li> <li>• Procédure standardisée de contrôle et d'évaluation des performances selon un calcul coût-bénéfice précisé dans la loi et les règlements par fonction et par spécialité à tous les échelons</li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i>; le Parti n'intervient pas dans la mise en œuvre des grandes orientations qu'il a édictées ni dans la gestion quotidienne de l'État et des diverses organisations, lesquelles ont chacune toute l'autorité voulue dans leur domaine de compétence, et en portent la responsabilité</li> <li>• Hiérarchies de distinctions honorifiques non héréditaires conférant des avantages et des privilèges symboliques et matériels plus importants à chaque échelon gravi, selon les domaines et les organisations</li> <li>• <i>Idem</i>; dans le secteur économique d'État, responsables et employés sont payés en fonction des règles de fonctionnement internes, de la rentabilité de l'entreprise et de leur productivité individuelle</li> <li>• <i>Idem</i>; et toute information jugée nécessaire pour atteindre les objectifs des réformes, améliorer les politiques de <i>Réformes et d'Ouverture</i>, et le renforcement du régime</li> </ul> |
| <p><b>ENSEIGNEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Étatisation du savoir et de l'enseignement</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <p><b>ENSEIGNEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Idem</i></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>ARMEE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement constant de l'État et de l'armée</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p><b>ARMEE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement constant du Parti-État et de l'armée</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>ECONOMIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement rationnel permanent de l'économie au moyen de grands projets</li> <li>• Activités d'extraction et de transformation des matières premières, et de commercialisation des produits manufacturés sous licence d'État</li> <li>• Impôt proportionnel à la production agricole</li> <li>• Impôt proportionnel plus élevé pour les activités artisanales et commerciales</li> <li>• Exploitation agricole familiale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | <p><b>ECONOMIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement rationnel permanent de l'économie au moyen de plans quinquennaux, de grands projets et l'introduction des mécanismes du marché</li> <li>• Activités d'extraction et de transformation des matières premières, et de commercialisation des produits manufacturés par des entreprises d'État ou collectives bénéficiant d'une autonomie décisionnelle</li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>LOI</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Primauté de la loi</li> <li>• Égalité devant la loi</li> <li>• Loi administrative et pénale encadrant toutes les activités</li> <li>• Procédures précises pour la révision et la mise en application des modifications de la loi</li> <li>• Loi pénale prescrit des peines lourdes, mais proportionnelles à la gravité du délit ou du crime</li> <li>• Responsabilité individuelle ou collective strictement précisée et encadrée par la loi</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <p><b>LOI</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• Constitution et loi civile, administrative et pénale encadrant toutes les activités</li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• <i>Idem</i></li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>SOCIETE</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p><b>SOCIETE</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Distinctions honorifiques les plus élevées sont réservées à ceux qui choisissent la carrière administrative</li> <li>• Critères de promotion distincts pour les officiers et les hommes de troupe, mais les officiers doivent sortir du rang</li> <li>• Dispense de service militaire et de corvée au-delà d'un certain rang honorifique</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Idem</i></li> <li>• Critères de promotion distincts pour les officiers et les hommes de troupe, mais les officiers sont formés par un système d'éducation spécialisé</li> <li>• Formation et emploi de professionnels en nombre proportionnellement plus réduit, mais formés et employés en vue d'une optimisation des tâches</li> </ul> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Figure 12.1** – Comparaison entre le légisme et la Chine postmaoïste.

Comme pour la réorganisation du Parti-État et de toutes les autres institutions, la recherche permanente d'une plus grande efficacité est le premier souci de Deng Xiaoping, après la réaffirmation du leadership du Parti. Pour lui, le développement économique contribue au renforcement du Parti-État et au maintien de la stabilité et de l'unité. L'économie, le politique et le social ne désignent pas des sphères autonomes, comme on le conçoit dans les démocraties libérales capitalistes, mais au contraire des domaines interreliés qui relèvent du champ d'action du pouvoir. C'est pourquoi la loi est vue comme un moyen d'action du pouvoir, non comme le cadre de son action (Constitution de 1982). Là encore, la convergence vers le légisme se traduit par la volonté d'abolir toute autonomie par rapport à l'État (cf. chap. 4).

L'acquisition des technologies de pointe exige une ouverture sur un marché international déjà hautement développé. La Chine se retrouve donc entièrement soumise aux impératifs du marché, particulièrement lorsqu'elle réoriente les ZES vers une économie d'exportation [1987] (P4-D76) afin de faire entrer des capitaux. Le mécanisme du marché international exerce un second niveau de contrôle sur les entreprises des ZES et les ZES elles-mêmes, car il les contraint à réformer en permanence leur organisation économique et leur structure politique afin d'améliorer leur compétitivité, mais sans pour autant affaiblir le contrôle du Parti-État. Pour être en mesure de soutenir les activités des ZES et ses grands projets, la RPC soumet de plus en plus son marché intérieur aux mécanismes de marché afin d'être en mesure d'alléger le fardeau fiscal de l'État. En conséquence, la composante économique et la composante politique du Parti-État doivent s'accommoder de la dynamique du capitalisme, tout en préservant leurs principes fondamentaux. En d'autres mots, la RPC se trouve entraînée par la dynamique qu'elle a involontairement introduite. Ce qui conduit Deng Xiaoping à déclarer qu'il faut accélérer sans cesse le développement économique, car c'est le seul moyen de pouvoir continuer à en profiter et à le contrôler.

The economies of some of our neighbouring countries and regions are growing faster than ours. If our economy stagnates or develops only slowly, the people will make comparisons and ask why. Therefore, those areas that are in a position to develop should not be obstructed. Where local conditions permit, development should proceed as fast as possible. Slow growth equals stagnation (P5-D26, p. 363).

Là encore Deng Xiaoping, comme les légistes, exprime une conception dynamique de l'histoire : les structures, les lois, les institutions et les choix politiques doivent s'adapter aux changements afin de prévenir leur caducité et le chaos qui s'ensuivrait. Rappelons au passage que la fondation de l'Empire (cf. chap. 2 et 4) a interrompu, à toutes fins utiles, la dynamique de la Période des Royaumes combattants que les légistes avaient assimilé à une constante, une dynamique à laquelle les structures du pouvoir devaient constamment s'adapter pour se perpétuer. C'est dans ce contexte que la remarque de Hegel ([1822] 2009, p. 209) prend tout son sens :

[L'empire] a toujours gardé son caractère à travers toutes les relations, car il est entièrement resté l'empire subsistant par soi. Et il s'agit par conséquent d'un empire non historique, car il s'est tranquillement développé en soi, il n'a pas été dérangé par l'extérieur. Aucun principe étranger ne s'est installé à la place de l'ancien. Dans cette mesure, il n'a pas d'histoire.

Le capitalisme, parce qu'il est mû par sa propre dynamique (cf. chap. 5, 5.2) contraint en permanence le régime du Parti-État à s'y adapter pour se maintenir. Toutefois, cet ajustement constant aux impératifs de cette dynamique, contrairement aux thèses libérales, n'augure pas d'une démocratisation que ces thèses affirment inévitable (cf. figure 13.1).

## **12.4 – LE RENFORCEMENT DE L'ARMÉE**

Le renforcement de l'armée voulu par Deng Xiaoping repose sur les mêmes principes :

1 – La restauration dans un cadre légal et réglementaire d'application de la discipline, de la hiérarchie et du leadership du Parti (P1-D1).

2 – La rationalisation et la professionnalisation de la structure organisationnelle de l'armée en appliquant cinq mesures : a) la description des tâches et des fonctions, b) la standardisation et la modernisation des équipements, c) le développement de nouvelles stratégies et tactiques qui

reposent sur l'opérabilité interarmes, d) la formation initiale et continue des officiers, et e) la création d'écoles militaires et d'examens à tous les niveaux de la chaîne de commandement (P1-D5).

3 – L'optimisation de la taille de l'armée. Ce qui signifie la transformation de l'armée de masse et des milices, reposant sur la théorie de la guerre populaire prolongée de Mao Zedong qui mettait l'accent sur l'esprit de corps plutôt que sur sa professionnalisation, en une armée de taille plus réduite, mais professionnelle. Par ces mesures, Deng Xiaoping entend non seulement réduire les pertes lors des engagements militaires, mais de plus redéfinit le rôle de l'armée : elle n'a plus pour mission la révolution (P2-D5). On voit donc tout ce qui distingue Deng Xiaoping de Lin Biao (cf. chap. 2) : ce dernier voulait préserver la tradition militaire créée par Mao Zedong en faisant de l'armée populaire de libération une véritable armée populaire soudée par l'esprit révolutionnaire. Deng Xiaoping développe une armée de métier au service du Parti-État.

4 – La création d'écoles militaires spécialisées pour les officiers comme pour les hommes de troupe (P3-D15).

5 – L'accroissement de la marge d'autonomie des officiers à tous les échelons de la chaîne de commandement, lesquels ont dès lors pour responsabilité de maintenir et d'améliorer en permanence l'efficacité de l'unité placée sous leur commandement. Cela implique l'amélioration constante des entraînements, des équipements, des stratégies et des tactiques en mettant l'accent, là encore, sur les opérations interarmes (P2-D10).

6 – La réorganisation de la structure de commandement, désormais répartie entre le Quartier général, le Département politique général et le Département général de la logistique, le tout sous l'autorité de la *Commission militaire centrale*. Là encore, Deng Xiaoping s'assure que les responsabilités soient réparties sans diviser le pouvoir (P3-D32).

7 – L'instauration d'un système de retraite obligatoire dont l'âge limite, plus jeune que dans les organisations civiles, est fixé à 35 ans afin de rajeunir l'armée dans un premier temps, et de la maintenir dans une condition optimale dans un second temps<sup>4</sup> (P3-D15).

8) – Le développement des sciences et des technologie comme conditions de préservation et de l'amélioration des capacités militaires (P4-D41).

9 – Le primat du développement économique sur le renforcement de l'armée. Deng Xiaoping fait du développement économique la condition première du renforcement de l'armée (P4-D41).

L'ensemble des mesures de rationalisation recoupent les propositions légistes et les réformes adoptées au Qin (cf. chap. 4). Toutefois, comme pour les réformes économiques qu'il entreprend, Deng Xiaoping, confronté à une abondance de main-d'œuvre, mais peu qualifiée, donc peu exploitable, privilégie l'emploi d'un personnel réduit mais compétent pour assurer rendement et qualité. Par comparaison, le problème que devait résoudre le Qin était celui du sous-peuplement. Ce qui l'a conduit à systématiser la conscription et la corvée comme dispositifs de mobilisations de la population pour développer l'armée et l'économie (cf. chap. 4). Au Royaume de Qin, l'état de guerre quasi permanent remplissait d'autant plus une fonction de formation et de sélection que les tâches militaires étaient, et de loin, bien moins spécialisées qu'aujourd'hui. D'ailleurs, dans son second édit, Shang Yang, soucieux lui aussi de compétence et d'expérience, s'assure que tous ceux qui sont promus officiers sortent du rang, substituant ainsi des officiers expérimentés et aguerris à ceux qui avaient hérité de leur charge de par leur naissance (cf. chap. 4). Deng Xiaoping, comme les légistes, conditionne la montée en professionnalisme du régime du Parti-État qu'il instaure à des mécanismes de promotion méritocratiques étendus à toute la société.

---

<sup>4</sup> *Military Service Law of the People Republic of China*, article 19 (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1987b, p. 105). Des aménagements sont néanmoins possibles selon les circonstances et le grade. Les articles 13, 14, 15, 16 et 17 de la loi *Regulations of the Chinese People's Liberation Army on the Military Service Officers in Active Service* fixent les limites d'âge de chaque poste de commandement et de spécialité (The Legislative Affairs Commission of the Standing Committee of the National People's Congress of The People's Republic of China 1990, p. 194-195).



## CONCLUSION – L'INSTAURATION D'UN ORDRE INTERETATIQUE HIERARCHIQUE : GARANT DE LA PAIX

Lorsque Deng Xiaoping prononce son discours à l'ONU en 1974, les États-Unis et l'URSS, d'une part, dominant une large partie de la planète et cherchent à la dominer toujours plus, et, d'autre part, rivalisent entre eux pour établir ce contrôle. Aux yeux de Deng Xiaoping, la guerre est inévitable si le Tiers-monde ne parvient pas à faire front commun contre les superpuissances et l'impérialisme, ni à rallier le « deuxième monde », c'est-à-dire les pays des Blocs de l'Ouest et de l'Est soumis aux superpuissances. Afin de concrétiser ce front commun du Tiers-monde, il appelle à contourner les règles formelles et informelles qui reproduisent la hiérarchie et les relations de dépendance en nouant des relations bilatérales fondées sur les principes d'égalité, d'avantages mutuels et d'échange. Par contre, il affirme que tant que les superpuissances continueront à dominer le système et, pire, à rivaliser, ce nouvel ordre mondial fondé sur la paix, l'indépendance, le respect et les avantages mutuels auquel il aspire ne pourra pas remplacer l'ordre hiérarchique et pyramidal existant. Au plus fort de la période maoïste, il présente alors la RPC comme le seul État pouvant effectivement contenir les ambitions des superpuissances à la condition que les États du Tiers-monde se rallient à elle, affirmant que sa nature socialiste et son appartenance au Tiers-monde la prémunissent contre toute dérive impérialiste. En d'autres termes, pour Deng Xiaoping, l'unique parade à l'ordre international hiérarchique autodestructeur dominé par les puissances impérialistes est, dans l'immédiat, un ordre international différent, hiérarchique, dominé par une puissance anti-impérialiste, la « Chine » (cf. *supra*). Ses propos exprimaient déjà sa conception du rôle que la Chine devrait jouer dans le futur bien que rien ne permettait d'entrevoir les responsabilités qui lui seraient confiées plus tard.

Dès son retour au pouvoir, en décembre 1978, il lance le *Mouvement de Réformes et d'Ouverture* avec l'objectif explicite de réaliser les *Quatre modernisations*, conditions essentielles pour faire de la RPC une grande puissance (P3-D1). Rompant avec le discours maoïste qu'il avait tenu à l'ONU, il affirme désormais que l'environnement international s'est stabilisé et que la menace de conflit entre les superpuissances ou avec la RPC s'est estompée : il faut donc profiter des occasions d'échange que cet environnement offre. À cette fin, il va chercher à rehausser l'image de la RPC à l'international et se faire un ardent promoteur de la paix mondiale (P3-D14).

C'est pourquoi il précise aux cadres du Parti-État ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des autres pays afin de ne pas prêter le flanc à leur ingérence dans les affaires internes de la Chine (P3-D19). Il fixe ainsi les règles de la politique étrangère de la RPC. Par contre, sa perception du système international n'a pas changé : les deux superpuissances continuent de dominer un ordre hiérarchique et pyramidal. Pour cette raison, dans son esprit, le risque de guerre n'est que différé, d'où l'importance de ne pas prendre de retard dans la réalisation des *Quatre modernisations*.

Le succès du *Mouvement de Réformes et d'Ouverture*, au cours des années 1980, est tel que dans ses discours il va présenter la RPC comme un contre-modèle viable à l'Occident capitaliste, dont, selon lui, l'attractivité ne fera que se confirmer (P4-D72). Poursuivant dans la logique de son discours à l'ONU, qui interpellait les pays du Tiers-monde, il lie explicitement leur développement à celui de la Chine dans le cadre de relations bilatérales qu'il les invite à nouer avec elle (P4-D93). Il convie même les pays du Tiers-monde, en particulier les pays africains, à se développer sur le modèle de la RPC (P5-D3). Or, un grand pays, très peuplé, riche en ressources et en développement accéléré, comme c'est le cas de la Chine, jouit d'un poids démesuré auprès de n'importe quel partenaire du Tiers-monde avec lequel elle noue des rapports bilatéraux. Si Deng Xiaoping ne fait pas mention de ce rapport inégal, il ne peut l'ignorer.

En 1989, selon Deng Xiaoping, la rivalité des deux superpuissances a fait place à l'unité du *Groupe des sept*, dont les « agressions » ne connaissent pas de limite, car ils sont tout autant sinon plus impérialistes (P5-D11). En niant toute légitimité au *Groupe des sept* (P5-D11), il affirme que l'ordre politique international devrait refléter l'ordre économique international. Il rejette même les normes internationales enchâssées dans les traités internationaux (P5-D15). Car dans son esprit, plus l'économie de la RPC se développera et plus les *Quatre modernisations* produiront des effets visibles, plus l'« influence » qu'exerce déjà la Chine deviendra « énorme » (P5-D8).

C'est pourquoi il intime aux générations futures de leaders de faire de la croissance du PNB dans le cadre d'une emprise renforcée du Parti-État sur l'économie leur unique préoccupation, tout en adoptant un profil bas, en restant « modestes » en relations internationales. Posant que la

RPC est déjà devenue une grande puissance avec laquelle il faut compter (P5-D19), il déclare que le devoir du Parti-État est de rendre à la « Chine » sa « place légitime » (P5-D20).

Avant l'arrivée des Occidentaux qui firent d'elle une dépendance semi-coloniale, la Chine dominait son propre ordre hiérarchique sans s'ingérer dans les affaires intérieures des pays qui lui étaient soumis (cf. chap. 2 et 3). Il faut rappeler que l'Asie de l'Est a connu une longue paix pluriséculaire, mais que l'arrivée des Occidentaux en fit un champ de bataille (cf. chap. 2). Cet ordre hiérarchique dominé par la Chine ne fut probablement pas l'unique facteur de paix en Asie de l'Est, mais les cadres du Parti-État, à l'instar des fonctionnaires-lettrés impériaux dont ils sont à bien des égards les continuateurs, établissent probablement un lien direct entre l'ordre hiérarchique dominé alors par la Chine et la paix qui en est résultée (cf. chap. 2). Les légistes entendaient fonder cet ordre, Deng Xiaoping veut le rétablir.

Néanmoins, Deng Xiaoping déconseille aux générations futures de leaders de chercher à devenir le leader du Tiers-monde, car les responsabilités sont trop importantes, trop onéreuses et surtout risquent de se retourner contre eux. Il leur intime de conduire les relations internationale en respectant strictement les *Cinq principes de la coexistence pacifique* et, à l'intérieur, de poursuivre le développement économique afin que la RPC se hisse au premier rang des États, tous domaines confondus, d'ici le milieu du 21<sup>e</sup> siècle, qu'elle soit, dans ses propres mots, « invincible ». Et comme il le précise, au terme de son *Voyage dans le sud*, son testament politique en quelque sorte, « atteindre » signifie « surpasser » (P5-D26). La figure 6.9 synthétise la comparaison entre le légisme et la Chine postmaoïste.

Finalement, nous ne pouvons qu'établir un parallèle entre la Chine à la mort de Mao Zedong en 1976 et le Royaume de Qin au moment de l'accession au pouvoir du Duc Xiao en 361 avant notre ère : un régime, une économie et une armée dans un tel état de désorganisation que l'intégrité territoriale s'en trouvait menacée. Dans les deux cas, la réimposition de l'ordre est passée par une réorganisation politique, économique, sociale et militaire du régime. Autrement dit, elle a nécessité une révolution, ou plus précisément une contre-révolution dans le cas de la Chine postmaoïste. La grande contribution historique des souverains du Qin fut pour le Duc Xiao de s'adjoindre Shang Yang comme ministre, et pour le Premier Empereur de prendre à son service

Li Si. Le rôle et la contribution de Deng Xiaoping se comparent à ceux de Shang Yang et de Li Si, tout en les dépassant, car si ces derniers n'étaient que des conseillers, malgré le pouvoir dont ils étaient investis, Deng Xiaoping exerce véritablement le pouvoir. Ce ne sera pas le cas de ses successeurs, liés par les structures et les procédures qu'il a mises en place. Car Deng Xiaoping s'assure que le pouvoir restera désormais concentré au sein d'un corps : le Parti-État au sens large, ou le *Comité permanent du Bureau politique du Comité central du Parti communiste* au sens étroit. Ce faisant, en dépersonnalisant le pouvoir, Deng Xiaoping achève la modernisation de l'État chinois que Han Feizi avait espérée.

De plus, Shang Yang, Li Si et Deng Xiaoping ont tous les trois, premièrement, voulu dépolitiser les débats afin de renforcer le contrôle politique du régime sur la politique, la société, l'économie et l'armée. Ils ont posé cette dépolitisation comme la condition du maintien de la stabilité et de l'unité. Deuxièmement, ils ont aussi associé le maintien de la stabilité et de l'unité au développement 'rationnel' de l'économie. Et, troisièmement, c'est aussi par le développement de l'économie qu'ils ont envisagé d'imposer leur hégémonie sur le système interétatique. Dans une même vision, le maintien de l'ordre à l'intérieur, condition de la stabilité et de l'unité, doit s'élargir au maintien de l'ordre à l'extérieur, condition de la garantie de la paix (cf. figure 12.1).

Si l'opposition entre le *Consensus de Beijing* et le *Consensus de Washington* est bien réelle, elle ne peut être réduite à une simple opposition de valeurs. Le *Consensus de Beijing* et le *Consensus de Washington* renvoient à deux modèles de société. Par contre, à la différence du monde de la Guerre froide, ils participent tous les deux du même système international du capitalisme globalisé et ils se veulent chacun le modèle le mieux adapté pour en profiter. Le *Consensus de Beijing* n'en reste pas moins une réactualisation de l'esprit du légisme, parce que le *Consensus de Washington* préconise un État au service de l'économie, alors que le *Consensus de Beijing*, entend développer une économie au service de l'État.



## CHAPITRE 13

### CONCLUSION

L'opposition présumée entre le *Consensus de Washington* et le *Consensus de Beijing*, le premier pouvant se résumer à 'l'État au service de l'économie' et le second au 'développement de l'économie au service de l'État', est bien réelle. Mais, il faut la voir comme une différence de structures institutionnelles fondée dans des traditions de pensées et de pratiques distinctes, et non pas comme le résultat d'une simple opposition de valeurs comme cela est souvent posé. Cette essentialisation réduit les traditions non occidentales à un principe explicatif qui interdit toute mise en perspective socio-historique, justement parce qu'il se prétend explicatif. La Chine, si ce n'est l'Asie de l'Est, est souvent réduite à une civilisation guidée par une morale confucéenne, en position dominante, le taoïsme lui étant subordonné. Cette vision unidimensionnelle ne rend pas compte de la complexité de la Chine, en encore moins de la Chine postmaoïste telle qu'elle s'est édifiée à partir de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*. Nous avons montré que, nonobstant l'influence des courants de pensée occidentaux modernes, les débats politiques dans la Chine du 20<sup>e</sup> siècle se sont largement inscrits dans l'esprit des débats politiques préimpériaux, dont le confucianisme et le taoïsme n'étaient que deux des écoles, parmi toutes celles en lice. Mais cette réduction, stratégiquement utile, est aussi mobilisée dans le cadre d'offensives idéologiques conduites par des régimes autoritaires non communistes à la fin de la Guerre froide

Simplificatrice en elle-même, l'explication la plus souvent avancée pour rendre compte de la Guerre froide est celle de deux modèles contradictoires et antagonistes : la démocratie libérale capitaliste contre le socialisme d'État, souvent condensés dans une opposition entre le 'monde libre' et le 'totalitarisme'. Dans le dispositif idéologique de la Guerre froide, une différence était posée entre les régimes dits 'autoritaires', ouverts au capitalisme et à l'hégémonie américaine, et les régimes dits 'totalitaires', jugés inféodés à l'URSS, qui refusaient tant le modèle économique capitaliste que l'idéal libéral. Dans ce contexte, les régimes autoritaires jouaient un rôle central

dans l'endiguement du communisme en formant un cordon sanitaire autour du bloc communiste. En retour, les démocraties libérales capitalistes leur apportaient l'aide nécessaire pour tenir ce rôle, fermaient les yeux sur la répression des mouvements d'opposition politique, voire y contribuaient. L'anticommunisme, dont se nourrissait cette opposition, justifiait des politiques contradictoires tant à l'international qu'en politique intérieure.

Lors de la chute de l'URSS, la certitude de la victoire de la démocratie libérale capitaliste sur le totalitarisme interdisait la poursuite de ces politiques contradictoires et les rendait caduques à la fois. En somme, un « Nouvel ordre mondial » (Bush 1990) fondé sur les valeurs et les pratiques de la démocratie libérale capitaliste était en train d'émerger, un ordre au sein duquel les régimes autoritaires représentaient des anomalies destinées à disparaître. La fin de la Guerre froide s'est donc naturellement traduite par une réorientation de l'engagement des grandes puissances occidentales, toutes des démocraties libérales capitalistes, en faveur de la démocratisation et de la libéralisation des régimes autoritaires comme condition du renforcement de ce « Nouvel ordre mondial ». La survie des régimes autoritaires apparaissait désormais injustifiée, et les grandes démocraties libérales capitalistes se montraient sensibles aux revendications de leur opposition démocratique.

Toutefois, certains de ces régimes se sont réappropriés le concept de différence culturelle pour se justifier et se perpétuer. La tension entre démocraties libérales et régimes autoritaires est alors revisitée sous la forme d'une différence de nature radicale avec l'Occident et les valeurs occidentales. En Asie, l'opposition à toute démocratisation est désormais justifiée au nom de « valeurs asiatiques » comme les revendiquent, parmi d'autres, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Chine. Ces « valeurs asiatiques », présentées comme historiquement ancrées, prédisposeraient les 'sociétés asiatiques' à privilégier les régimes autoritaires, au respect des figures d'autorité, à la loyauté à leur égard, mais aussi à rechercher 'l'harmonie sociale' et le bien-être collectif, à favoriser le collectivisme et le communautarisme, et pour réaliser ces idéaux à avoir une propension à se concentrer sur les questions socioéconomiques uniquement. Dans cette vision du monde, souvent qualifiée à tort de confucéenne, les valeurs et les pratiques des démocraties libérales sont non seulement jugées incompatibles avec celles des sociétés asiatiques,

mais pernicieuses. Telle est la position que ces pays expriment dans la *Déclaration de Bangkok en 1993*<sup>1</sup>.

Alors qu'un véritable « choc des civilisations » (Huntington 1993) s'apparenterait au mieux à une guerre froide, l'affirmation de l'incompatibilité des 'valeurs occidentales' et des « valeurs asiatiques » ne débouche pas sur une impossibilité de coexister, pas plus qu'elle n'embraye sur un repli conduisant à l'isolement. Au contraire, ces pays revendiquent leur pleine participation au marché capitaliste mondial, aux institutions internationales et de manière générale leur inclusion dans la société internationale. À la différence de la rivalité au cœur de la Guerre froide, la revendication des « valeurs asiatiques » n'implique aucunement une attitude révisionniste lorsque ces pays sont confrontés à l'ordre du capitalisme mondialisé. Ainsi, l'adhésion aux « valeurs asiatiques » n'implique pas un rejet systématique de tout ce qui est 'occidental' : les techniques et les méthodes les plus à même de contribuer au renforcement de ces régimes et au développement de leur économie sont activement recherchées et rapidement adoptées. C'est cette volonté d'optimisation de l'intégration dans le marché mondial qui distingue les « valeurs asiatiques » du confucianisme impérial – l'Orthodoxie impériale – tel qu'il s'était développé en Chine, et tel qu'il avait cultivé l'autisme des dernières dynasties impériales chinoises. Néanmoins, nous retrouvons dans la thématique des « valeurs asiatiques » certaines des préoccupations des réformateurs impériaux à la fin des Qing : ils entendaient profiter des apports de l'Occident sans renoncer à l'ordre politique existant. Or, une telle position était non seulement minoritaire à la fin des Qing, mais activement combattue par les Manchous et les conservateurs pour qui la moindre innovation était jugée intrinsèquement préjudiciable. Lorsqu'ils se rallièrent à l'idée d'apporter des changements, la Révolution de 1911 était déjà en marche.

Ainsi, la montée d'un discours des « valeurs asiatiques », loin d'être l'expression d'une altérité radicale, peut être interprétée comme une offensive idéologique en réaction au « Nouvel ordre mondial » de l'après-Guerre froide, car, paradoxalement, les régimes signataires de la

---

<sup>1</sup> Trente-cinq pays sont signataires de la Déclaration de Bangkok : Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Chine, Chypre, Emirats arabes unis, Fidji, Inde, Indonésie, Îles Salomon, Iran (République islamique d'), Iraq, Japon, Kiribati, Koweït, Maldives, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Pakistan, Papouasie Nouvelle-Guinée, Philippines, République arabe syrienne, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, République démocratique populaire lao, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam auxquels s'ajoute la Palestine. Voir <faculty.washington.edu/swhiting/pols469/Bangkok\_Declaration.doc> (10 janvier 2016).



*Déclaration de Bangkok* ont peu de choses en commun. Cette réorientation idéologique est datée : elle présente tous les traits d'une réaction aux mouvements de démocratisation qui s'amorcent à partir de la fin des années 1970, finissent par emporter un grand nombre de régimes autoritaires au cours des années 1980, et culminent dans l'effondrement du bloc communiste au début des années 1990.

C'est pourquoi l'édification de la Chine postmaoïste, entreprise en parallèle, alors que ces transformations politiques redistribuaient les équilibres mondiaux, est apparue au cours de cette recherche comme une construction originale, laquelle, loin de renouer avec les représentations traditionnelles associées aux « valeurs asiatiques », sans pour autant se priver de ce discours au gré des circonstances politiques, se comprend mieux comme réactualisation partielle du cadre légiste; inscrit *de facto* dans la pratique politique chinoise, bien que ce cadre ait été occulté par l'Orthodoxie impériale dérivée du confucianisme. C'est dans cet esprit qu'il faut interpréter l'ensemble des mesures préconisées par Deng Xiaoping, introduites progressivement et mises en œuvre par un dispositif légal et réglementaire.

Après avoir établi l'emprise de sa faction sur l'appareil du Parti-État, à partir de la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*, Deng Xiaoping se présentait comme la figure centrale de la Deuxième génération de leaders, après un court interrègne de trois années suivant la mort de Mao Zedong. Ainsi, la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*, à la fin de 1978, marque réellement une rupture avec les grandes orientations préconisées par Hua Guofeng, avec celles de la *Bande des Quatre* et avec celles de Mao Zedong, non seulement depuis la *Révolution culturelle*, mais aussi depuis le *Huitième congrès* du Parti en septembre 1956. En réaffirmant les conclusions du *Huitième Congrès*, à savoir la socialisation complète de l'économie, et en déclarant la fin des différences de classes, Deng Xiaoping marque *de facto* la fin de la *lutte des classes* en Chine, et en conséquence celle de la Révolution voulue par Mao Zedong. Mais, il ne s'engage pas pour autant dans la voie du *révisionnisme* à l'exemple de l'URSS poststalinienne, c'est-à-dire la stabilisation et la consolidation du pouvoir de la nomenklatura sur l'appareil du Parti-État ainsi que celles de ses privilèges. Au contraire, Deng Xiaoping lance le *Mouvement de Réformes et d'Ouverture*, une véritable *contre-révolution* distincte du projet révolutionnaire initial.

L'analyse des principaux discours de Deng Xiaoping, prononcés tout au cours des dix-sept années de sa seconde carrière politique [1975-1992], loin d'apparaître comme une série de réformes fragmentaires, adoptées au gré des circonstances, comme autant de manifestations d'un esprit purement pragmatique, révèle au contraire un projet cohérent de transformation de la Chine, mûri bien avant la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* et mis en œuvre systématiquement par la suite. Les cycles successifs des plans quinquennaux ainsi que des réformes économiques et politiques donnent progressivement forme à ce projet, tout en intégrant les réformes ponctuelles dictées par l'évolution des circonstances.

La contre-révolution de Deng Xiaoping exprime une vision construite autour de quatre grands axes : 1) une visée, 2) un régime de pouvoir, 3) une organisation du pouvoir. Mais à la différence de la Révolution souhaitée par Mao Zedong, qui se voulait une transformation des esprits pour réinventer les institutions, le mouvement instauré par Deng Xiaoping met l'accent sur le développement de la capacité économique de la Chine et, en parallèle, 4) la construction d'un ordre légal, une entreprise que la Révolution de Mao Zedong avait, à toute fins utiles, combattue. Ce dernier axe, central dans le projet de transformation lancé par Deng Xiaoping, distingue cette 'Seconde Révolution' des mouvements totalitaires, les « extrêmes » selon Hobsbawm (2003d), qui marquèrent le 20<sup>e</sup> siècle.

Pour le rappeler, les grandes caractéristiques de la Chine postmaoïste sont les suivantes : 1) le renforcement de l'autorité du Parti, 2) la reconstruction d'un ordre légal, 3) la valorisation des compétences formelles et de l'expérience pratique, et 4) le développement scientifique et technique.

Le *Mouvement de Réformes et d'Ouverture* impulse une dynamique transformatrice propre : elle entraîne une accélération constante. Aussi, qualifier de révolution permanente ce mouvement permet de cerner sa spécificité. Ce mouvement se distingue, d'une part, tant des conversions rapides vers la démocratie libérale capitaliste qu'ont connues certains régimes autoritaires et totalitaires au cours de la même période, que, d'autre part, des évolutions de la démocratie libérale capitaliste elle-même. Il est inutile d'insister à nouveau sur le fait que la dynamique

transformatrice, mise en branle par Deng Xiaoping, rompt avec les mouvements de restauration des cycles dynastiques qui ponctuèrent l'histoire impériale.

Mais qu'en est-il des valeurs ? Au 20<sup>e</sup> siècle, à l'exception du *Mouvement de la nouvelle culture*, qui souhaitait une émancipation individuelle et collective, l'idéal politique est resté celui de la conjonction d'un pouvoir autoritaire, bureaucratique ou non, d'une idéocratie et d'une méritocratie; un idéal dont il était espéré qu'il entraînerait la Chine vers l'avenir. C'est cette orientation 'progressiste', cette volonté du pouvoir autoritaire idéocratique d'embrayer vers le futur qui le distingue fondamentalement des représentations traditionnelles du pouvoir en Chine.

Pourtant, dans l'imaginaire de la pensée politique chinoise, la personnalité des individus a constamment primé sur la portée de leurs fonctions, aussi importantes fussent-elles. Or, en RPC comme en URSS, le pouvoir personnel et son corollaire le 'Culte de la personnalité' ont laissé de profondes cicatrices. Elles ont conduit les élites du Parti-État à lutter contre toute personnification future du pouvoir et toute institutionnalisation de cette personnification. Deng Xiaoping rompt avec la pensée politique chinoise traditionnelle : d'une part, dès la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central* lorsqu'il lance le processus de la professionnalisation complète de l'appareil du Parti-État et, d'autre part, lorsqu'il dénonce moins d'un an plus tard les principes de séniorité, de patriarcat, de loyauté personnelle et d'inégalité des *Cinq relations confucéennes*, le 19 août 1980.

Cette recherche a montré, d'une part, que l'attitude paradoxale de la Chine maoïste en politique internationale et intérieure pouvait globalement se comprendre jusqu'à la *Révolution culturelle* dans le contexte de sa propre histoire et de ses traditions. D'autre part, elle a aussi montré que l'attitude tout aussi paradoxale de la Chine postmaoïste marque non seulement une rupture tant avec la période maoïste qui l'a précédée qu'avec les développements politiques qui se produisaient en parallèle à l'échelle mondiale. Plus significatif encore, la Chine postmaoïste rompt avec la tradition et la pensée politiques traditionnelles chinoises, particulièrement avec le confucianisme et le taoïsme, tout autant qu'avec le moïsme. La Chine postmaoïste présenterait-elle les caractéristiques d'une singularité ?

| Les trois dynamiques de la modernité              |                  |                      |                   |
|---------------------------------------------------|------------------|----------------------|-------------------|
| Dynamique                                         | Pays occidentaux | Royaumes combattants | Chine postmaoïste |
| 1) Renforcement et professionnalisation de l'État | X                | X                    | X                 |
| 2) Emancipation sociale et politique              | X                |                      |                   |
| 3) Développement du capitalisme                   | X                |                      | X                 |

**Figure 13.1** – Les trois dynamiques de la modernité à partir du 16<sup>e</sup> siècle en Occident comparées à celle prévalant durant la période des *Royaumes combattants*, et aux deux à l'œuvre dans la Chine postmaoïste.

Le problème de la modernité de la Chine postmaoïste se pose donc, car cette recherche a montré que la modernité en Occident, multidimensionnelle, s'articule autour de trois dynamiques en constante interaction bien que distinctes : 1) le renforcement et la professionnalisation de l'État, 2) l'émancipation sociale et politique et 3) le développement du capitalisme. Au terme de cette recherche, nous pouvons soutenir que la Chine postmaoïste se caractérise par deux de ces trois dynamiques : 1) le renforcement et la professionnalisation de l'État, et 2) le développement du capitalisme. La figure 13.1 schématise les trois dynamiques de la modernité à partir du 16<sup>e</sup> siècle en Occident comparées à celle prévalant durant la période des *Royaumes combattants*, et aux deux à l'œuvre dans la Chine postmaoïste.

L'absence apparente d'une dynamique de l'émancipation sociale et politique à l'œuvre, est-elle, comme l'affirme Spence (1991), suffisante pour nier à la Chine postmaoïste sa modernité ? Problématique d'autant plus importante qu'il ne fait aucun doute que le renforcement et la professionnalisation de l'État – dans son mouvement général et non pas simplement en Chine – sont les conditions minimales de sa modernité telle qu'on la conçoit aujourd'hui. Aussi, loin d'infirmer la modernité de la Chine postmaoïste, l'absence de cette dynamique comme caractéristique particulière semblerait au contraire renforcer l'hypothèse de sa singularité.

Or, une telle hypothèse est insatisfaisante, car elle fait l'impasse sur un système de pensée et une pratique politique déterminants dans l'histoire chinoise. Comme cette recherche l'a montré, le légisme a joué un rôle central dans la construction de l'État impérial bien que dénoncé,

condamné, voire refoulé, après la fondation de l'Empire, et cela jusqu'à nos jours en raison de son amoralité – qualifiée d'immoralité – au profit du confucianisme, présenté comme la source d'inspiration d'un gouvernement voulu et prétendu moral. Or, le discours du Confucianisme impérial – l'Orthodoxie impériale – s'est construit en opposition au légisme qu'il dénonçait. Dans les dernières années de la *Révolution culturelle*, le pouvoir maoïste s'est réclamé de la représentation du légisme véhiculée par la tradition afin de justifier ses actions. S'il reste au cœur de l'imaginaire chinois comme modèle négatif, ses objectifs, ses principes et ses méthodes ont néanmoins imprégné tout le dispositif de l'État impérial, lequel a toujours été déchiré entre une morale confucéenne comme idéal de gouvernement et une efficacité légiste comme condition de son fonctionnement.

Rappelons, pour mémoire, que la comparaison de la Période des *Royaumes combattants* [475-221 av. J.-C.], notamment le Royaume de Qin, avec les développements politiques et institutionnels que connaissait l'Europe au tournant du 19<sup>e</sup> siècle, notamment la France révolutionnaire et napoléonienne, a montré que ces royaumes, engagés dans un processus de renforcement et de professionnalisation de l'État, comportaient déjà nombre de traits que l'Europe adoptera deux mille ans plus tard et que l'on qualifie aujourd'hui de modernité politique.

Le légisme est en grande partie la théorisation et la systématisation de cette dynamique. À l'encontre de l'appréciation traditionnelle d'« idéologie caractéristique de la Chine ancienne » (Vandermeersch 1965) portée par la minorité de sinologues qui ont effectivement abordé la question du légisme, il est donc plus pertinent de le qualifier de pensée politique moderne au sens strict du terme. Volontairement mis en œuvre au Royaume de Qin, précurseur de l'État impérial, il en était véritablement la matrice. Cette recherche a montré que l'Empire de Qin – puis celui des Han à ses débuts – fut véritablement un État moderne, si ce n'est le premier. Par contre, la contradiction au cœur de l'État impérial, rappelée plus haut entre un idéal de gouvernement confucéen et une structure administrative légiste effective, s'est traduite au cours des siècles par une déprofessionnalisation progressive de l'appareil d'État. Pour autant, cette lente régression de l'État impérial ne remet nullement en cause la modernité du légisme ni ne s'accompagne de la suppression complète des structures et des principes légistes au sein de l'État impérial.

Abstraction faite de la dynamique du développement du capitalisme, l'analyse des discours de Deng Xiaoping et de l'évolution globale qu'ils impulsent permet de conclure que le modèle politique vers lequel tend la Chine postmaoïste et l'idéal légiste convergent. Bien qu'aucun des dirigeants durant cette période n'ait jamais mentionné le légisme ni ne l'ait même évoqué, les similarités avec le modèle légiste entre 1) les visées poursuivies, 2) le régime de pouvoir, 3) l'organisation du pouvoir et 4) le cadre légal, affirmés et mis en place sous la direction de Deng Xiaoping durant la construction de la Chine postmaoïste, imposent de considérer la réactivation du légisme comme cadre explicatif. Nul besoin d'appliquer un programme explicitement légiste pour en réactualiser l'esprit. Il est important de rappeler que cette recherche ne pose pas l'identité de la Chine postmaoïste avec l'État impérial lors de sa fondation ni même avec le légisme dans sa forme actualisée sous l'empire<sup>2</sup>, ce qui serait absurde, mais met en évidence une continuité de la conception de l'exercice du pouvoir en Chine. Les grands axes des réformes que Deng Xiaoping instaure convergent vers les grandes propriétés du légisme. La synthèse de la troisième partie (cf. chap. 12), qu'il serait redondant de rappeler, montre les points de convergence pour chacun des traits caractéristiques du légisme.

Toutefois, un certain nombre de limitations restreignent la portée de la preuve. Premièrement, bien que les annonces de Deng Xiaoping se traduisent systématiquement en lois ou décrets ou soient actées par des procédures normalisées, ce qui prouve la réalisation de son projet, la question de leurs modalités concrètes d'application demeure. Cette première question en soulève une seconde : cette recherche ne sous-estime-t-elle pas les conséquences de l'absence de tradition légale, de la corruption, de l'autoritarisme des autorités locales, de la discrimination à l'égard des femmes et des minorités, etc., autant de facteurs qui entravent la mise en application des réformes et en limitent *de facto* la portée ? C'est pourquoi il serait souhaitable de poursuivre cette recherche en s'interrogeant sur leurs retombées effectives par une série d'études de cas sur des aspects spécifiques de la portée des réformes, les conclusions de cette recherche offrant le cadre théorique de départ.

---

<sup>2</sup> Rappelons que tous les débats politiques cessent lors de la fondation de l'Empire, ils ne reprendront qu'au moment de son déclin et en particulier après l'arrivée des puissances occidentales au milieu du 19<sup>e</sup> siècle (cf. chapitres 3 et 4).

Néanmoins, malgré les difficultés auxquelles s'est heurté Deng Xiaoping, difficultés dont il a pris la mesure, comme le montre l'insistance avec laquelle il les rappelle, il est indéniable qu'un régime nouveau a été rapidement édifié au cours des treize années suivant la *Troisième plénière du 11<sup>e</sup> Comité central*. Autrement dit, les obstacles rencontrés par Deng Xiaoping n'invalident ni les prémisses ni la profondeur des transformations qu'il a introduites en RPC. Cela dit, aucune politique ne peut faire l'économie d'une adaptation aux conditions réelles imposées par l'évolution de la conjoncture. Mais de tout cela, Deng Xiaoping en était pleinement conscient et ses discours reflètent cet état d'esprit : c'est probablement ce qui lui a valu d'être qualifié de « pragmatique » (Harvey 2007). L'évolution des mesures qu'il annonce au fil de ses discours rend manifeste la réalisation du programme qu'il a entrepris tout autant que son adaptation au gré des circonstances, sans jamais renoncer à ses principes fondamentaux.

Un autre prolongement de cette recherche pourrait porter sur une étude détaillée du corpus législatif de la période étudiée. Cette recherche a montré que les mesures annoncées par Deng Xiaoping étaient rapidement actées par l'adoption de lois, de règlements et de décrets. Ce qui explique l'insistance avec laquelle il rappelle la nécessité d'agir constamment dans le cadre de la loi, car ce cadre est un garant de prévisibilité donc un facteur de stabilité. Toutefois, dans une perspective de science politique, le corpus législatif s'inscrit dans une vision politique de la loi. C'est pourquoi, dans le cadre de cette recherche, la restitution de cette vision politique primait sur une analyse de la loi au sens strict. Ce qui importait était de faire apparaître l'inscription dans le cadre législatif des mesures annoncées sans plus. Une analyse plus détaillée aurait été bien au-delà de l'objet limité de cette recherche.

La quatrième limite est celle de la correspondance entre la Chine postmaoïste et le légisme. Du légisme, nous ne connaissons que les documents laissés par ses théoriciens et les administrateurs du Qin. Aucun régime historique depuis la dynastie Qin ne s'est ouvertement réclamé du légisme. Quant aux historiens impériaux, plus préoccupés par les questions morales que pratiques de l'exercice du pouvoir, ils ont tous manifesté une hostilité viscérale envers le légisme et dénoncé la dynastie Qin. On peut questionner le rapprochement entre le légisme et la Chine postmaoïste. On objectera à cela, comme le soulignait Balazs (2012), que l'Empire n'a commencé à faire sens qu'au moment où les totalitarismes s'affirmaient, car leur étude a permis

d'appréhender la logique sous-jacente du dispositif de l'État impérial, et, du coup, de jeter un éclairage nouveau sur ses sources intellectuelles. Ce travail théorique, entrepris ici, reste à approfondir dans le futur.

Il faut souligner que c'est grâce à la comparaison de ces documents et des contextes dans lesquels ces deux expériences ont eu lieu que nous pouvons souligner non seulement la convergence des projets et des mesures adoptées pour les réaliser, mais aussi leurs divergences. Ainsi, les réformes de Shang Yang et de Li Si cherchaient à renforcer et à professionnaliser l'État et l'armée ainsi qu'à développer l'économie dans un contexte d'instabilité extérieure et intérieure, et de vouloir le faire dans un territoire sous-exploité et sous-peuplé. Par comparaison, Deng Xiaoping poursuivait les mêmes objectifs dans un contexte d'instabilité intérieure, mais de stabilité extérieure, et de le faire dans un territoire mal exploité et surpeuplé. Dans ces deux contextes historiques, après avoir réimposé l'ordre et restauré l'unité intérieure par la force, la solution fut de réunir sous une autorité directe – le souverain pour les légistes et le *Comité permanent du Bureau politique du comité central du Parti communiste* pour Deng Xiaoping – l'ensemble des grands corps sociaux et de les restructurer selon le principe d'une hiérarchie des normes et des fonctions, de l'individualisation des responsabilités, de l'instauration de procédures de contrôle et d'évaluation, de l'encadrement par des sanctions et des récompenses, de promotion méritocratique, et de contrôle des discours, afin de maintenir la stabilité intérieure.

Les différences de contextes sont importantes. Tout d'abord, la stabilité extérieure laisse à Deng Xiaoping la possibilité de se concentrer sur le développement économique puis sur les réformes de la structure économique et politique, y compris l'armée. Autrement dit, contrairement aux conditions qui prévalaient sous les Royaumes combattants, toutes les ressources, humaines et matérielles, ne sont pas mobilisées pour l'effort de guerre. Pour cette raison, le développement sous Deng Xiaoping, qui vise à remodeler toute la société, est équilibré. La seconde différence est celle de la surpopulation : si l'enjeu est toujours celui d'une exploitation optimale des ressources, dans la Chine postmaoïste elle passe à la fois par une qualification du personnel et sa réduction, des mesures que Han Feizi avait déjà préconisées. L'émergence de nouveaux domaines d'activité dans la Chine postmaoïste ne menace pas le Parti-État, car il



supervise toute initiative et rien ne peut voir durablement le jour sans son aval, alors que de grands pans de la société et de l'économie échappaient au pouvoir des Royaumes combattants.

La troisième différence est celle de l'insertion de la Chine postmaoïste dans le marché capitaliste mondial afin de pouvoir échanger sa production contre des technologies et des savoir-faire de pointe de même que des devises étrangères. Ce faisant, la Chine postmaoïste est contrainte d'adapter en permanence ses structures économiques et politiques afin de pouvoir maintenir sa marge de compétitivité et surtout pour s'affirmer comme grande puissance. Autrement dit, le Parti-État doit constamment s'adapter à la dynamique autonome du capitalisme sans renoncer à ses principes fondamentaux pour se perpétuer et se renforcer. Il fait dorénavant reposer la stabilité et le renforcement du régime sur un mouvement de transformation permanent des institutions, un mouvement en constante accélération qui rompt avec le désir d'immobilité des dynasties successives, lesquelles cherchaient à se préserver telles qu'elles étaient. Deng Xiaoping renoue avec l'une des thèses fondamentales des théoriciens légistes qui avaient lié la survie des régimes politiques à leur capacité d'adaptation à l'évolution constante des sociétés. Or, l'unification impériale a interrompu la dynamique des Royaumes combattants qui contraignait les États à s'adapter pour survivre. Aujourd'hui, le marché capitaliste mondial permet de réorienter la compétition militaire vers une compétition économique entre États. Ce qui accroît l'interdépendance des États, et, par le fait même, tend à préserver un environnement international pacifié. Deng Xiaoping est conscient de cette réalité lorsqu'il affirme que les générations futures de leaders devront se démarquer par leur volonté de poursuivre le *Mouvement de Réformes et d'Ouverture* et de préserver la paix.

La quatrième différence est la dépersonnalisation effective du pouvoir en Chine postmaoïste. Les théoriciens et les administrateurs légistes voyaient dans la parcellisation et la personnalisation du pouvoir féodal l'une des causes principales de l'instabilité. C'est pourquoi ils ont cherché à refonder les États sur la base de la légitimité légale rationnelle. Par contre, ils ne pouvaient concevoir le dépassement de la monarchie héréditaire, tout en cherchant à contrer, par des admonestations morales, la tendance à la personnalisation du pouvoir par le souverain. Après les excès du culte de la personnalité de Mao Zedong et de la surconcentration du pouvoir à laquelle elle avait conduit, Deng Xiaoping parvient à refonder le régime sur la base d'une direction

collective, prévenant ainsi toute personnalisation potentielle du pouvoir, et sur l'individualisation des responsabilités, contrant ainsi toute tendance à la séparation des pouvoirs propre aux démocraties libérales.

La question de l'actualité du légisme soulève une autre question : le modèle est-il exportable ? Deng Xiaoping en semble convaincu : son attractivité, sans être certaine, n'en demeure pas moins une possibilité bien réelle. Plus précisément, la probabilité de son adoption par d'autres pays, et de son adaptation, est liée aux succès futurs de la Chine et à l'influence qu'ils lui permettront d'exercer. Ce dont Deng Xiaoping était pleinement conscient. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre la consigne de « garder un profil bas » en relations internationales, qu'il donnait aux cadres du Parti et aux futures générations de leaders.

Par contre, la question de l'adoption et de l'adaptation du *Consensus de Beijing*, aussi intéressante soit-elle, est, et de loin, moins fascinante que celle de la réactualisation autonome d'un cadre légiste dans un autre contexte. Puisque l'une des conclusions de cette recherche est la modernité du légisme ou, en d'autres termes, que le légisme est l'une des formes que peut prendre la modernité, il est donc envisageable que dans des contextes où la question de l'émancipation politique et sociale n'a pas émergé ou a été réprimée, que des traits du légisme puissent s'être spontanément manifestés. Les régimes autoritaires qui ont vu le jour au cours de la Guerre froide et, plus significatifs encore, ceux qui y ont survécu et qui résistent encore à la vague de démocratisation et de libéralisation, mais qui se sont insérés dans l'ordre du capitalisme mondialisé, sont les candidats tout désignés pour des recherches futures. En somme, il serait intéressant d'entreprendre dans cet esprit des travaux portant sur des signataires de la *Déclaration de Bangkok*.

Bien évidemment, les régimes autoritaires de la sinosphère devraient être étudiés en priorité. Mais dans l'immédiat, un État en particulier devrait l'être : Singapour. Non seulement Singapour est-il un régime autoritaire bureaucratique et méritocratique de la sinosphère qui a résisté à la démocratisation et à la libéralisation, mais il a su développer une économie capitaliste florissante. Ce sont ces 'qualités' qui ont fait de Singapour un exemple à imiter pour la Chine selon Deng Xiaoping, le seul exemple qu'il ait jamais mentionné dans tous ses discours.



## REFERENCES

- ABENSOUR, M., 2001 [1996], « D'une mésinterprétation du totalitarisme et de ses effets », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 748-778.
- ANDERSON, P., 1979, *Lineage of the Absolutist State*, London : Verso.
- ANDRESS, D., 2005, *The Terror, Civil War in the French Revolution*, London : Little Brown.
- ANONYME, 1810, *Code pénal de l'Empire français*, Paris : Imprimerie impériale.
- ANONYME, 2007, « Wei Liaozi », in R. D. SAWYER, (ed.), *The Seven Military Classics of Ancient China*, New York : Basic Books, p. 225-276.
- ARENDT, H., 1979 [1951], *The origins of totalitarianism*, San Diego, New York, London : Arthur Brace & Company, Coll. A Harvest Book.
- ARENDT, H., 2001 [1953], « Idéologie et terreur », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 503-532.
- ARON, R., 1984 [1962], *Paix et guerre entre les nations*, Paris : Calmann-Lévy, 1984.
- ARON, R., 2001 [1939], « États démocratiques et États totalitaires », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 184- 201.
- ARON, R., 2001 [1965], « Démocratie et totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 488-501.
- ARON, R., 2005 [1946], « L'Homme conte les tyrans », in *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris : Gallimard.
- AXELROD, R. et KEOHANE. R. O., 1986, « Achieving cooperation under anarchy : strategies and institutions », in K. A. OYE, (sous la direction de), *Cooperation under anarchy*, Princeton : Princeton University Press, p. 226-254.
- BADEL, C. et INGLEBERT, H., 2014, *Grand atlas de l'antiquité romaine, III<sup>e</sup> siècle av. J.-C. / VI<sup>e</sup> siècle apr. J.-C., construction, apogée et fin d'un empire*, Paris : Autrement.
- BALAZS, E., 2012 [1964], *Chinese Civilization and Bureaucracy*, Yale : Yale University Press.
- BARDIN, L., 2013, *L'analyse de contenu*, Paris : Presses Universitaires de France.
- BARTELS, D. et BARTELS A. L., 2006, « Indigenous People of the Russian North and Cold War Ideology », *Anthropologica*, 48 (2) : p. 265-279.

- BENEDICT, R., 2005, *Patterns of Culture*, New York : Houghton Mifflin Company.
- BENTHAM, J., 2002 [1791], *Panoptique, mémoire sur un nouveau principe pour construire des maisons d'inspection et nommément des maisons de force*, Paris : Mille et une nuits.
- BERGERE, M.-C., 2013, *Chine : le nouveau capitalisme d'État*, Paris : Fayard.
- BERGÈRE, M.-C., BIANCO, L., DOMES, J., 1990, *La Chine au XX<sup>e</sup> siècle*, Tome 2, *De 1949 à aujourd'hui*, Paris : Fayard.
- BERLIN, I., 2001 [1960], « Joseph de Maistre et les origines du totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 610-622.
- BIANCO, L., 2014, *La récidive : révolution russe, révolution chinoise*, Paris : NRF.
- BILLETER, J.- F., 2010, *La Chine trois fois muette*, Paris : Allia.
- BILLETER, J.- F., 2014, *Contre François Jullien*, Paris : Allia.
- BODDE, D., 1938, *China's First Unifier, A study of the Ch'in dynasty as seen in the life of Li Su (280 av. J.-C. ? – 208 av. J.-C.)*, Leiden : Sinica Leidensia.
- BODDE, D., 1942, « A Totalitarian Form of Government in Ancient China », *Far Eastern Leaflets*, Washington, 1-6 : p. 23-25.
- BODDE, D., 1981, « Basic concepts of Chinese Law : the genesis and evolution of legal thought in traditional China », in C. LE BLANC et D. BORER, (sous la direction de), *Essays on Chinese Civilization*, Princeton : Princeton University Press, p. 171-194.
- BODDE, D., 1986, « The state and empire of Ch'in », *Cambridge History of China*, Cambridge : Cambridge University Press, p. 21-102.
- BODIN, J., *Les six livres de la République*, Paris : Classiques Garnier.
- BOGDANOR, V., 1996, « The Monarchy and the Constitution », *Parliamentary Affairs*, 49 (3) : p. 407-422.
- BOLTANSKI, L. et CHIAPELLO, E., 2011, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard.
- BOLTZ, W. G., 1997, « Review of China's Legalists, the Earliest Totalitarians and Their Art of ruling by Zhengyuan Fu », *The Journal of Asian Studies*, 56 (1) : p. 168-170.
- BORKENAU, F., 2001 [1940], « L'ennemi totalitaire », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 353-374.
- BRAUDEL, F., 1979, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, tomes 1, 2, 3, Paris : Armand Colin.

- BRAUDEL, F., 1989, *La dynamique du capitalisme*, Paris : Flammarion.
- BROCHEUX, P., 2004, « Libération nationale et communisme en Asie du Sud-Est », in M. Dreyfus, B. Groppo, C. Ingerflom, R. Lew, C. Pannetier, B. Pudal et S. Wolikow, (sous la direction de), *Le siècle des communismes*, Paris : Seuil, p. 401-422.
- BRUGGER, B., 1985, (sous la direction de), *Chinese Marxism in Flux, 1978-84*, Beckenham : Croom Helm.
- BUCK, D. D., 1975, « Three Han Dynasty Tombs at Ma-Wang-Tui », *World Archeology*, 7 (7) : 30-45.
- BURHAM, J., 2001 [1941], « La Révolution des organisateurs », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 389-399.
- BURKE, E. 2009 [1790], *Reflections on the Revolution in France*, Oxford : Oxford Paperback.
- BUSH, G. H., 1990, « Address Before a Joint Session of Congress », 11 septembre, <<http://millercenter.org/president/bush/speeches/speech-3425>> (29 décembre 2015).
- CABESTAN, J.-P., 2010, *La politique internationale de la Chine*, Paris : SciencePo.
- CABESTAN, J.-P., 2015, *Le système politique chinois*, Paris : SciencePo.
- CARR, E. H., 1946, *The Twenty Years' Crisis: An Introduction to the Study of International Relations*, London : MacMillan.
- CARROUE, L, COLLET, D, RUIZ, C., 2005, *Les mutations de l'économie mondiale du début du XX<sup>e</sup> siècle aux années 1970*, Paris : Bréal.
- CASTORIADIS, C., 2001 [1981], « Les destinées du totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 731-747.
- CENTRAL COMMITTEE OF THE CHINESE COMMUNIST PARTY, 1985, « Circular of the Central Committee of the Chinese Communist Party on Rural Work during 1984 », *The China Quarterly*, 101 : p. 132-142.
- CH'U T'UNG-TSU, 1986 [1961], *Law and Society in Traditional China*, Westport (Connecticut) : Hyperion Reprint.
- CHANG, I., 1997, *The rape of Nanking*, New York : Basic Books.
- CHARAUDEAU, P. et MAINGUENEAU, D., 2002, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris : Seuil.
- CHAUSSENDE, D., 2010, *Des trois royaumes aux Jin*, Paris : Les Belles Lettres.

CHEN DUXIU, 2000 [1916], « The Way of Confucius and Modern Life », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 353-356.

CHEN DUXIU, 2000 [1917], « On Literary Revolution », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 360-361.

CHEN, E. M., 1975, « The Dialectic of Chih (Reason) and Tao (Nature) in the Han Fei-Tzu », *Journal of Chinese Philosophy*, 3 (1) : p. 1-22.

CHENG JINZHAO 陈金钊, « 'Fazhi Gaige Guan' Jiqi Yiyi » "法治改革官"及其意义, *Falu Pinglun* 法律评论, no 6, 2014, p. 1-11<sup>1</sup>.

CHENG, A., 1997, « La valeur de l'exemple. Le saint confucéen : de l'exemplarité à l'exemple », *Extrême Orient/Extrême Occident*, 19 : p. 73-90.

CHENG, A., 2001, « Confucianisme, post-modernisme et valeurs asiatiques », in Y. MICHAUD, (sous la direction de), *Université de tous les savoirs*, volume 6, Paris : Odile Jacob, p. 80-90.

CHIANG KAI-SHEK, 2000 [1934], « Essentials of the New Life Movement », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 340-344.

CHIAROMONTE, N., 2001 [1936], « Sur le fascisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 234-243.

CHURCHILL, W. L. S. et ROOSEVELT, F. D., 1941, *The Atlantic Charter*, <[http://www.nato.int/cps/en/natolive/official\\_texts\\_16912.htm](http://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_16912.htm)> (24 juillet 2015).

CLARK, W. W., 2012, « Report on the National Election in Taiwan », *Taiwan Corner*, 8 juin 2012, <<http://taiwancorner.org/?p=1167>> (7 mai 2017).

CLAUSEWITZ, C. von, 2006 [1832], *De la guerre*, Paris : Perrin.

COCKRELL, C., 2010, *North Korea's official propaganda promotes idea of racial purity and moral superiority, scholar says*, News Center, University of California Berkeley, February 19, <<http://newscenter.berkeley.edu/2010/02/19/northkorea/>> (8 janvier 2014).

COLLOTTI, E., 2001 [1985], « L'État totalitaire », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 818-844.

COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS, 2000 [1943], « The Mass Line », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 417-418.

---

<sup>1</sup> La présentation des références de langue chinoise suit les règles de l'INALCO.

COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS, 2000 [1966], « The Sixteen Points : Guidelines for the Great Proletarian Cultural Revolution », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 474-475.

CONFUCIUS, 2009, « Les entretiens », in C. LE BLANC, *Philosophes confucianistes*, Paris : Gallimard, p. 3-225.

CONFUCIUS, 2014, *The Most Venerable Book (Shang Shu)*, London : Penguin.

CONSTANT, B., 2010 [1819], *De la liberté des anciens comparée à celle des moderne*, Paris : Mille et une nuits.

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, 1975, <<http://mjp.univ-perp.fr/constit/cn1975.htm>> (17 août 2015).

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, 1978, <<http://mjp.univ-perp.fr/constit/cn1978.htm>> (17 août 2015).

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, 1982, (Version initiale), <<http://mjp.univ-perp.fr/constit/cn1982-0.htm>> (17 août 2015).

CORNER, P., 2002, « The road to fascism : an Italian *Sonderweg*? », *Contemporary European History*, 11 (2) : p. 273-295.

COTTERELL, A., 1981, *Le premier empereur, la plus grande découverte archéologique du siècle*, Paris : Hachette.

CREEL, H. G. 1961, « The Fa-chia – Legalists or Administrators? », *Studies Presented to Tung Tso Pin on His Sixty-Fifth Birthday*, Institute of History and Philology, Taipei : Academia, Extra Volume 4.

CREEL, H. G., 1971 [1953], *Chinese Thought from Confucius to Mao Zedong Tsê-tung*, Chicago : The University of Chicago Press.

CREEL, H. G., 1974a, *Shen Pu-hai : A Chinese Philosopher of the Fourth Century B.C.*, Chicago : University of Chicago Press.

CREEL, H. G., 1974b, « Shen Pu-hai : A secular philosopher of administration », *Journal of Chinese Philosophy*, 1 (2) : p. 119-126.

CROCE, B., 2001 [1949], « La Cité du Dieu athée », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 431-435.

CURT KRAUS, R., 2012, *The Cultural Revolution : A Very Short Introduction*, Oxford : Oxford University Press.



DAWISHA, A., 2013, *The Second Arab Awakening : Revolution, Democracy and the Islamist Challenge from Tunis to Damascus*, New York : Norton.

DE BARY, T. W. N. et LUFRANO, R., 2000, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia.

DE BARY, T. W. N. et TU Weiming, 1998, (sous la direction de), *Confucianism and Human Rights*, New York : Columbia University Press.

DE BARY, T. W. N., 1989, *Message of the Mind and Neoconfucianism*, Cambridge : Cambridge University Press.

DE BARY, W. T. et BLOOM, I., 1999, *Sources of Chinese tradition, volume 1 : From earliest times to 1600*, New York : Columbia.

DEBBASCH, C., BOURDON, J., PONTIER, J.-M., et RICCI, J.-C., 2001, *Lexique de politique*, 7<sup>e</sup> édition, Paris : Dalloz.

DENG XIAOPING, 1974, Speech by Chairman of the Delegation of the People's Republic of China, At the Special Session of the U.N. General Assembly, <<https://www.marxists.org/reference/archive/deng-xiaoping/1974/04/10.htm>> (17 août 2015).

DENG XIAOPING, 1974, *Speech by the Chairman of the delegation of the People's Republic of China, Deng Xiaoping, at the Special Session of the U.N. General Assembly*, Beijing : Foreign Language Press.

DENG XIAOPING, 1995a, *Selected Works of Deng Xiaoping*, volume II (1975-1982), Beijing : Foreign Languages Press.

DENG XIAOPING, 1995b, *Selected Works of Deng Xiaoping*, volume III (1982-1982), Beijing : Foreign Languages Press.

DESTUTT DE TRACY, A., 1825-1827, *Projet d'éléments d'idéologie*, Paris : Pierre Didot (disponible sur le site Gallica de la Bibliothèque nationale de France).

DIKÖTTER, F., 2010, *Mao Zedong's Great Famine – The History of China's Most Devastating Catastrophe, 1958-1962*, New York : Walker & Company.

DREYFUS, M., GROPPPO, B., INGERFLOM, C., LEW, R., PENNETIER, C., PUDAL, B., WOLIKOW, S., 2004, (sous la direction de), *Le siècle des communismes*, Paris : Seuil.

DUBY, G., 1987, *Atlas historique*, Paris : Larousse, 1987.

DUBY, G., 1996, *Féodalité*, Paris : Gallimard.

DUFOUR, F. G. et LAPOINTE, T., 2010, « La sociologie historique néowébérienne » in A. MACLEOD et D. O'MEARA, (sous la direction de.), *Théories des relations internationales, Contestations et résistances*, 2e édition, Montréal : Athéna, 2010, p. 379-401.

DULL, J. L., 1994, « Determining Orthodoxy : Imperial Roles », in F. P. BRANDAUER et CHUN-CHIEH HUANG, (sous la direction de), *Imperial Rulership and Cultural Change in Traditional China*, Seattle : University of Washington Press, p. 3-27.

DUNBAR-ORTIZ, R., 2014, *An Indigenous Peoples' History of the United States*, Boston : Beacon Press.

DURKHEIM, E., 1968 [1895], *Les règles de la méthode sociologique*, Paris : Presses Universitaires de France.

DUROSELLE, J.-B. et KASPI, A., 2012, *Histoire des relations internationales, Tome 2 : de 1945 à nos jours*, Paris : Armand Colin.

DUROSELLE, J.-B., 1994, *La Grande Guerre des Français 1914-1918*, Paris : Perrin.

DUVERGIER, J. B., 1824a, *Collections Complète des lois, décrets, réglemens et avis du Conseil-D'État, publiés sur les éditions officielles du Louvre; de l'imprimerie nationale, par Baudouin; et du bulletin des lois, de 1788 à 1824 inclusivement, par ordre chronologique*, tome premier, Paris : Guyot, 1824a.

DUVERGIER, J. B., 1824b, *Collections Complète des lois, décrets, réglemens et avis du Conseil-D'État, publiés sur les éditions officielles du Louvre; de l'imprimerie nationale, par Baudouin; et du bulletin des lois, de 1788 à 1824 inclusivement, par ordre chronologique*, tome troisième, Paris : Guyot.

DUVERGIER, J. B., 1825a, *Collections Complète des lois, décrets, réglemens et avis du Conseil-D'État, publiés sur les éditions officielles du Louvre; de l'imprimerie nationale, par Baudouin; et du bulletin des lois, de 1788 à 1824 inclusivement, par ordre chronologique*, tome septième, Paris : Guyot.

DUVERGIER, J. B., 1825b, *Collections Complète des lois, décrets, réglemens et avis du Conseil-D'État, publiés sur les éditions officielles du Louvre; de l'imprimerie nationale, par Baudouin; et du bulletin des lois, de 1788 à 1824 inclusivement, par ordre chronologique*, tome huitième, Paris : Guyot.

DUVERGIER, J. B., 1826a, *Collections Complète des lois, décrets, réglemens et avis du Conseil-D'État, publiés sur les éditions officielles du Louvre; de l'imprimerie nationale, par Baudouin; et du bulletin des lois, de 1788 à 1824 inclusivement, par ordre chronologique*, tome douzième, Paris : Guyot.

DUVERGIER, J. B., 1826b, *Collections Complète des lois, décrets, réglemens et avis du Conseil-D'État, publiés sur les éditions officielles du Louvre; de l'imprimerie nationale, par Baudouin; et du bulletin des lois, de 1788 à 1824 inclusivement, par ordre chronologique*, tome quatorzième, Paris : Guyot.

DUVERGIER, J. B., 1826c, *Collections Complète des lois, décrets, réglemens et avis du Conseil-D'État, publiés sur les éditions officielles du Louvre; de l'imprimerie nationale, par Baudouin; et du bulletin des lois, de 1788 à 1824 inclusivement, par ordre chronologique*, tome seizième, Paris : Guyot.

DUYVENDAK, J. J. L., 1963 [1928], *The Book of Lord Shang*, London : Probsthain's Oriental Series, vol. XVII.

EBREY, P. B., WALTHALL, A. et PALAIS, J. B., 2006, *Pre-Modern East Asia : A Cultural, Social, and Political History*, Boston : Houghton-Mifflin Company.

EBREY, P. B., WALTHALL, A., PALAIS, J., 2006, *East Asia: A Cultural, Social, and Political History*, Boston : Houghton Mifflin Company.

EBREY, P. et WALTHALL, A., 2014, *East Asia: A Cultural, Social and Political History*, Third Edition, Boston : Wadsworth.

EDITORIAL COMMITTEE FOR PARTY LITERATURE, CENTRAL COMMITTEE OF THE COMMUNIST PARTY OF CHINA, 1995, « Editor's note on the second edition », in DENG XIAOPING, *Selected Works of Deng Xiaoping*, volume II (1975-1982, Beijing : Foreign Languages Press.

ELIADE, M., 1963, *Aspect du mythe*, Paris : Gallimard.

ELIAS, N., 1985, *La société de cour*, Paris : Flammarion.

ELMAN, B. A., 2013, *Civil Examinations and Meritocracy in Late Imperial China*, Cambridge : Harvard University Press.

FAIRBANK, J. K. et GOLDMAN, M., 2006, *China, a New History*, Cambridge : Harvard University Press.

FAIRBANK, J. K. et TENG S., 1960, « Ch'ing Administration : Three Studies », *Harvard-Yenching Institute Studies*, Volume 19, Cambridge : Harvard University Press.

FAIRBANK, J. K., 1986, *The Great Chinese Revolution, 1800-1985*, New York : Harper & Row.

FAIRBANK, J. K., 1987, *The Great Chinese Revolution, 1800-1985*, New York : Harper Perennial.

FANON, F., 2002 [1961], *Les damnés de la terre*, Paris : La Découverte.

FANON, F., 2006, *Pour la révolution africaine : écrits politiques*, Paris : La Découverte.

FELBER, R., 1976, « Zur Interpretation des Legismus in des VR China 1972-1975 », *Festschrift zum 70. Geburtstag von M. J. SLADKOVSKIJ*, Berlin-Ost (1976), p. 38-52.

FENBY, J., 2009, *History of Modern China : the Fall and Rise of a Great Power 1850-2009*, London : Penguin.

FENG GUIFEN, 2000 [1861], « On the Manufacture of Foreign Weapons », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 235-238.

FENG YOU LAN, 1931, « The Confucianist Theory of Mourning, Sacrificial and Wedding Rites », *Chinese Social and Political Science Review*, 15 : p. 335-345.

FENG YOU LAN, 1935, « The Origins of Ju and Mo », *Chinese Social and Political Science Review*, 19 (2) : p. 151-163.

FENG YOU LAN, 1981, « The Historical Role of Confucian Thought in the Formation of the Chinese Nation », *Chinese Studies in Philosophy*, 12 (4) : p. 48-62.

FIELDS, L. B., 1983, « The Legalists and the Fall of Ch'in : Humanism and Tyranny », *Journal of Asian History*, 17 : p. 1-39.

FORSTHOFF, E., 2001 [1933], « L'État total », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 146-149.

FOUCAULT, M., 1971, *L'ordre du discours*, Paris : Gallimard.

FOUCAULT, M., 1975, *Surveiller et punir – Naissance de la prison*, Paris : Gallimard.

FOX, W. T. R., 1944, *The Super-Powers : The United States, Britain, and the Soviet Union – Their Responsibility for Peace*, New York : Harcourt Brace & Company.

FRÊCHES, J., 2006, *Il était une fois la Chine, 4500 ans d'histoire*, Paris : xoeditions.

FRIEDLÄNDER, S., 2001 [1985], « Le nazisme : fascisme ou totalitarisme? », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 801-810.

FRIEDRICH J. et BRZEZINSKI, Z., 2001 [1956], « Les caractéristiques générales de la dictature totalitaire », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 472-487.

FRIEDRICH, C. J. et BRZEZINSKI, Z., 1956, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, Cambridge : Harvard University Press.

FU ZHENGYUAN, 1993, *Autocratic Tradition and Chinese Politics*, Cambridge : Cambridge University Press.

FU ZHENGYUAN, 1996, *China's Legalists. The earliest totalitarians and their art of ruling*, Armonk : New Studies in Asian Culture.

FU ZITANG 付子堂, ZHANG SHANGGEN 张善根, « Difang Fazhi Jianshe Jiqi Pinggu Jizhi Tanxi » 地方法治建设及其评估机制探析, *Zhongguo Shehui Kexue* 中国社会科学, no 11, 2014, p. 123-143.

FUKUYAMA, F., 1989, « The End of History? », *The National Interest*, Summer, 16 : p. 3-18.

FUKUYAMA, F., 1992, *The End of History and the Last Man*, New York : Free Press.

FUNDAMENTAL LEGAL DOCUMENTS OF COMMUNIST CHINA, 1962, A. P. BLAUSTEIN, (sous la direction de), South Hackensack (New Jersey) : Fred B. Rothmans & Co.

FURET, F., 1995, *Le Passé d'une illusion*, Paris : Robert Laffont.

FURET, F., 2001 [1996], « Les différents aspects du concept du totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 872-877.

GARDNER, D. K., 2003, *Zhu Xi's Reading of the Analects, Canon, Commentary, and the Classical Tradition*, New York : Columbia University Press.

GENTILE, G. et MUSSOLINI, B., 2001 [1932], La doctrine du fascisme, in E. TRAVERSO, (sous la direction de), *Le totalitarisme, le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 122-136.

GI-WOOK SHIN, 2006, *Ethnic pride source of prejudice, discrimination, Blood-based ethnic national identity has hindered cultural and social diversity in Korea, expert say*, The Walter H. Shorenstein Asia-Pacific Research Center, Stanford University, <[http://aparc.stanford.edu/news/koreas\\_ethnic\\_nationalism\\_is\\_a\\_source\\_of\\_both\\_pride\\_and\\_prejudice\\_according\\_to\\_giwook\\_shin\\_20060802/](http://aparc.stanford.edu/news/koreas_ethnic_nationalism_is_a_source_of_both_pride_and_prejudice_according_to_giwook_shin_20060802/)> (8 janvier 2014).

GOLDMAN, W. 2004, « Les femmes dans la société soviétique », in M. DREYFUS, B. GROPPPO, C. INGERFLOM, R. LEW, C. PENNETIER, B. PUDAL et S. WOLIKOW, (sous la direction de), *Le siècle des communismes*, Paris : Plon, p. 275-292.

GRAMSCI, A., 2001 [1932], « Sur l'État totalitaire », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 275-277.

GRANET, M., 1994, *La civilisation chinoise*, Paris : Albin Michel.

GREENHALGH, S., 1990, « The Evolution of the One-Child Policy in Shaanxi, 1979-88 », *The China Quarterly*, 122 : p. 191-22.

GRIFFITH, S. B., 2004, « Introduction », in SUN TZU, *L'Art de la Guerre*, Paris : Champs Flammarion, p. 19-86.

GU JIEGAN, 200 [1926], « Preface to Debate on Ancient History », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, *Sources of Chinese tradition, volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 364-365.

GU PEIDONG 古沛东, « Dangdai Zhongguo Fazhi Huayu Tixi De Goujian » 当代中国法治话语体系的构建, *Faxue Yanjiu* 法学研究, no 3, 2012, p. 3-23.

GUANZI, 2001, *Guanzi*, Trad. W. A. Rickett, Boston : Cheng & Tsui Company.

GUERIN, D., 2001 [1936], « Fascisme et grand capital », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 303-313.

GURIAN, W., 2001 [1953], « Le Totalitarisme en tant que religion politique », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 448-459.

HABERMAS, J., 1988, *L'espace public*, Paris : Payot.

HALL, P. A. et TAYLOR, R., 1997, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, 47 (3-4) : p. 469-496.

HAN FEI ZI, 1999, *Han-Fei-tse ou le Tao du Prince*, trad. J. LEVI, Paris : Seuil.

HAORAN, 1976, *Ma plume au service du prolétariat*, Lausanne : Alfred Eibel.

HARDT, M., et NEGRI A., 2000, *Empire*, Cambridge : Harvard University Press.

HARVEY, D., 2007, *A brief history of neoliberalism*, Oxford : Oxford University Press.

HAVEL, V. 2001 [1978], « Histoire et totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 633-653.

HAYEK, F. A. von, 2001 [1943], « La route de la servitude », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 406-421.

HAYEK, F. A., 1944, *The Road to Serfdom*, Chicago : University of Chicago Press.

HAYES, C. J. H., 2001 [1939], « La nouveauté du totalitarisme dans l'histoire de la civilisation occidentale », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 323-336.

HEGEL, G. W. F., 2009 [1822], *La philosophie de l'histoire*, Paris, Le livre de Poche.

HEIDELBERG INSTITUTE FOR INTERNATIONAL CONFLICT RESEARCH, 2015, <hiik.de> (27 décembre 2015).

HELLER, A., 2001 [1984], « Le totalitarisme en 1984 », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 673-692.

HELLER, M., 2001 [1985], « Le totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 693-703.

HILFERDING, R., 2001 [1940], « Capitalisme d'État ou économie d'État totalitaire », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 374-383.

HOBBS, T., 1985 [1651], *Leviathan*, London : Penguin.

HOBSBAWM, E., 1992, *Nations et nationalisme depuis 1780, programme, mythe et réalité*, Paris : Folio.

HOBSBAWM, E., 2003a, *The Age of Revolution 1789-1848*, London : Abacus .

HOBBSAWM, E., 2003b, *The Age of Capital 1848-1875*, London : Abacus.

HOBBSAWM, E., 2003c, *The Age of Empire 1875-1914*, London : Abacus.

HOBBSAWM, E., 2003d [1994], *The Age of Extremes 1914-1991*, London : Abacus.

HOFSTADTER, R., 2008 [1952], *The Paranoid Style in American Politics*, New York : Vintage Books.

HOLQUIST, P., 2002, « La question de la violence », in M. DREYFUS, B. GROPPPO, C. INGERFLOM, R. LEW, C. PENNETIER, B. PUDAL et S. WOLIKOW, (sous la direction de), *Le siècle des communismes*, Paris : Plon, p. 172-205.

HU HANMIN, 2000 [1906], « The Six Principles of the People's Report », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 316-319.

HU JINTAO 胡锦涛, 2012, «Hu Jintao Zai Zhonguo Gongchandang di Shi Ba Ci Quanguo Daibiao Dahui Shang de Baogao » 胡锦涛在中国共产党第十八次全国代表大会上的报告, *Xinhua* 新华, 17 novembre, <[http://news.xinhuanet.com/18cpcnc/2012-11/17/c\\_113711665.htm](http://news.xinhuanet.com/18cpcnc/2012-11/17/c_113711665.htm)> (20 avril 2017).

HU SHI, 2000 [1917], « A Preliminary Discussion of Literary Reform », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 357-360.

HUA GUOFENG, 1976, Memorial speech by Hua Kuo-Feng, First Chairman of Central Committee of Communist Party of China and Premier of State Council, At Mass Memorial Meeting for Great Leader and Teacher Chairman Mao Zedong Tsetung, <<https://www.marxists.org/reference/archive/hua-guofeng/1976/09/18.htm>> (19 août 2015).

HUA GUOFENG, 1977a, *Continue the Revolution under the Dictatorship of the Proletariat to the End*, <<https://www.marxists.org/reference/archive/hua-guofeng/1977/x01/x01.htm>> (9 août 2015).

HUA GUOFENG, 1977b, *Speech at the Fourth Session of the Standing Committee of the Fourth National People's Congress*, <<https://www.marxists.org/reference/archive/hua-guofeng/1977/10/23.htm>> (9 août 2015).

HUAINANZI, 2003, « Huainanzi », in C. LE BLANC. et R. MATHIEU, *Philosophes taoïstes II*, Paris : Gallimard.

HUGHES, H. S., 1961, *Histoire de l'Europe contemporaine*, tome 1, Paris : Marabout.

HULSEWÉ, A. F. P., 1955, *Remnants of Han Law, Volume 1, Introductory Studies and an Annotated Translation of Chapters 22 and 23 of the History of the Former Han Dynasty*, Leiden : E. J. BRILL.

HULSEWÉ, A. F. P., 1978, « The Ch'in Documents Discovered in Hupei in 1975 » *T'oung Pao*, 64 (4-5) : p. 175-217, 338.

HULSEWÉ, A. F. P., 1981, « The Legalists and the Laws of Ch'in » in W. L. IDEMA, (sous la direction de), *Leyden Studies in Sinology*, Leiden, p. 1-22.

HULSEWÉ, A. F. P., 1985, *Remnants of Ch'in Law : An Annotated Translation of the Ch'in Legal and Administrative Rules of the 3rd Century B.C. Discovered in the Yün-meng Prefecture, Hu-pei Province, in 1975*, Leiden : Sinica Leidensia.

HUMAN RIGHT WATCH, 2006, *Eurasia : Uphold Human Rights in Combatting Terrorism*, <<http://pantheon.hrw.org/legacy/english/docs/2006/06/14/eca13545.htm>> (7 mai 2017).

HUNG CHENG, 1975-1976, « A Tentative Discussion of the Pre-Ch'in Legalists' Ideas Concerning War Preparedness », *Chinese Studies in History*, 9 (2) : p. 21-36.

HUNTINGTON, S. P., 1993, « The Clash of Civilizations », *Foreign Affairs*, Summer, 72 (3) : p. 22-49.

HUNTINGTON, S. P., 1996, *The Clash of Civilization and the Remaking of World Order*, New York : Simon & Schuster.

ISRAEL, J. I., 2002, *Radical Enlightenment : philosophy and the making of modernity 1650-1750*, Oxford : Oxford University Press.

ISREAL, J. I., 2006, *Enlightenment Contested : philosophy, modernity, and the emancipation of man 1670-1752*, Oxford : Oxford University Press.

JACOBS, A., 2011, « Chinese Government Responds to Call for Protests », *New York Times*, 20 février 2011, <<http://www.nytimes.com/2011/02/21/world/asia/21china.html>> (7 mai 2017).

JASPERS, K., 2001 [1954], « La lutte contre le totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 460-471.

JIANG BIXIN 江必新, « Fazhi Jingshen De Shuxing, Neihan yu » 法治精神的属性, 内涵与弘扬, *Faxue Jia* 法学家, no 4, 2013, p. 1-10.

JIANG BIXIN 江必新, WANG HONGXIA 王红霞, « Fazhi Shehui Jianshe Lugang » 法治社会建设论纲, *Zhongguo Shehui Kexue* 中国社会科学, no 1, 2014, p. 140-157.

JODELET, D., 1989, « Représentations sociales : un domaine en expansion », in D. JODELET, (sous la direction de), *Les représentations sociales*, Paris : Presses Universitaires de France, p. 31-61.

JOHNSTON, A. I., 1996, « Cultural Realism and Strategy in Mao Zedongist China », in P. J. KATZENSTEIN, (sous la direction de), *The Culture of National Security*, New York : Columbia University Press, p. 216-270.

JULLIEN, F., 1989, *Procès ou création – Une introduction à la pensée des lettrés chinois*, Paris : Seuil.



JUNGER, E., 2001 [1930], « La mobilisation totale », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 111-121.

KANG, YOUWEI, 1996 [1895], *Manifeste à l'Empereur adressé par les candidats au doctorat*, Paris : Éditions You-Feng.

KANT, E., 1991 [1795], *Vers la paix perpétuelle – Que signifie s'orienter dans la pensée? – Qu'est-ce que les Lumières?*, Paris : Flammarion.

KAUTSKY, K., 1982 [1931, « Bolchevisme et Fascisme », *Commentaire*, vol. 17, p. 90.

KENNAN, G., 1946, 861.00/2 – 2246 : Telegram, *The Charge in the Soviet Union (Kennan) to the Secretary of State*, SECRET, Moscow, February 22, 1946--9 p.m. [Received February 22--3: 52 p.m.], <<http://www2.gwu.edu/~nsarchiv/coldwar/documents/episode-1/kennan.htm>> (26 janvier 2015).

KERSHAW, I., 2001 [1994], « Retour sur le totalitarisme. Le nazisme et le stalinisme dans une perspective comparative », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 845-871.

KHRUSHCHEV, N., 1956, XX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, <<https://www.marxists.org/archive/khrushchev/1956/02/24-abs.htm>> (15 janvier 2015).

KIERNAN, B., 2004 [1985], *How Pol Pot came to Power : Colonialism, Nationalism and Communism in Cambodia, 1930-1975*, New Haven : Yale University Press.

KIRBY, E. S., 1973, *Introduction to the Economic History of China*, Westport : Hyperion Press.

KOCKA, J., 2001 [1985], « Totalitarisme et fascisme : contre une fausse guerre des concepts », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 811-817.

KOHN, H., 2001 [1935], « La dictature communiste et la dictature fasciste : une étude comparative », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 155-170.

KOHN, H., 2001 [1939], « La philosophie totalitaire de la guerre », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 337-352.

KOHN, L., 2009, *Introducing Daoism*, London : Routledge.

KOJÈVE, A., 1980 [1957], « Capitalisme et socialisme, Marx est Dieu, Ford est son prophète », *Commentaires*, Conférence prononcée en allemand à Dusseldorf, 1 : p. 135-137.

KOLAKOWSKI, L., 2001 [1983], « Le totalitarisme et le mensonge », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 657-672.

KOŁODZIEJ, E. A., 1991, « The Cold War as cooperation », *Bulletin of the American Academy of Arts and Science*, 44 (7) : p. 9-35.

KRHOUCHTCHEV, N. S., 1956, *The Crimes of the Stalin Era : Special Report to the 20th Congress of the Communist Party of the Soviet Union*, [http://ia600306.us.archive.org/22/items/TheCrimesOfTheStalinEraSpecialReportToThe20thCongressOfThe/stalin2\\_text.pdf](http://ia600306.us.archive.org/22/items/TheCrimesOfTheStalinEraSpecialReportToThe20thCongressOfThe/stalin2_text.pdf) (29 août 2015).

KUDO, M, 1990, « The Ch'in Bamboo Strip of Divination (Jih-shu) and Ch'in Legalism », *Acta Asiatica*, 58 : p. 24-37.

KUNG, C. C., 1962, « The Legalist School and Shi Huang Ti », *Chinese Culture*, 4 (3) : p. 107-114.

KUNO, S., 2004, « La construction socialiste du marché », *Le Monde*, 21 janvier 2004, <[http://www.lemonde.fr/economie/article/2004/01/21/la-construction-de-l-economie-socialiste-de-marche\\_349978\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2004/01/21/la-construction-de-l-economie-socialiste-de-marche_349978_3234.html)> (10 juillet 2015).

LAKATOS, I., WORRALL, J., CURRIE, G., 1989, *The methodology of scientific research programmes, Philosophical Papers Volume 1*, Cambridge : Cambridge University Press.

LAKATOS, I., WORRALL, J., ZAHAR, E., 1976, *Proofs and Refutation : The Logic of Mathematical Discovery*, Cambridge : Cambridge University Press.

LANDERS, J. R., 1972, *The Political Thought of Han Fei*, Ph. D. Dissertation, Indiana University.

LAO-TSEU, 2010, « Tao-tö king », in LIOU KIA-HWAY et B. GRYPAS, B., *Philosophes taoïstes I*, Paris : Gallimard, p. 3-84.

LAUWAERT, F., 1998, « Le saint, le boiteux et l'héritier. À propos de la fonction impériale en Chine », *L'Homme*, 38 (148) : 79-98.

LAVERGNE, B., 2001 [1937], « Le totalitarisme ou la régression de l'Europe », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 175-183.

LE BLANC, C., 2009a, « Introduction aux Entretiens de Confucius », in C. LE BLANC et R. MATHIEU, 2009, *Philosophes confucianistes*, Paris : Gallimard, p. 3-25.

LE BLANC, C., 2009b, « Introduction au Mengzi », in C. LE BLANC et R. MATHIEU, 2009, *Philosophes confucianistes*, Paris : Gallimard, p. 229-273.

LE GOFF, J., 1965, *Les intellectuels au Moyen Âge*, Paris : Seuil.

LE MOIGNE, J.-L., 1977, *La théorie du système général*, théorie de la modélisation, Paris : Presses Universitaires de France.

LE MONDE DIPLOMATIQUE, 2012, *L'Atlas du Monde Diplomatique : Mondes émergents*, N° Hors série, Paris : Le Monde diplomatique.

LEESE, D., 2013, *Mao Zedong Cult – Rhetoric and Ritual in China's Cultural Revolution*, Cambridge : Cambridge University Press.

LEFORT, C., 2001 [1980], « La logique totalitaire », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 710-730.

LEGENDRE, A., 1986 [1925], « Race blanche et race jaune », in *Les Grands Dossiers de l'Illustration, La Chine*, Paris : Le livre de Paris, p. 151-153.

LELIÈVRE, D., 2001, *La grande époque de Wudi*, Paris : You-Feng.

LEMOINE, F., 2006, *L'économie de la Chine*, Paris : La Découverte.

LENIN, V. I., 1987 [1901], *Essential Works of Lenin – « What Is to Be Done? » and Other Writings*, New York : Dover.

LÉNINE, V. I., 1916, *L'Impérialisme, Stade suprême du capitalisme*, <<http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp.htm>> (4 février 2014).

LÉNINE, V. I., 1970 [1917], *L'État et la révolution*, Pékin : Édition en langues étrangères.

LÉNINE, V. I., 1979 [1920], *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, Paris : Editions Sociales.

LEVI-STRAUSS, C., 1962, *La pensée sauvage*, Paris : Plon.

LÉVI, J., 1993a, « Shang chün shu 商君書 » in M. LOEWE, (sous la direction de), *Early Chinese Texts, A Bibliographical Guide*, Berkeley : The Society for the Study of Early China and The Institute of East Asian Studies, University of California, p. 368-375.

LÉVI, J., 1993b, « Han fei tzu 韓非子 » in M. LOEWE, (sous la direction de), *Early Chinese Texts, A Bibliographical Guide*, Berkeley : The Society for the Study of Early China and The Institute of East Asian Studies, University of California, p. 115-124.

LÉVI, J., 1999, « Introduction », in HAN FEI ZI, *Han-Fei-tse ou le Tao du Prince*, Paris : Seuil, p. 13-66.

LÉVI, J., 2005 [1981], « Introduction », in SHANG YANG, *Le Livre du Prince Shang*, Paris : Flammarion, p. 1-50.

LEVY, B.-H., 2001 [1977], « Figures du totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 705-709.

LEW, R., 2004, « Le communisme chinois », in M. Dreyfus, B. Groppo, C. Ingerflom, R. Lew, C. Penner, B. Pudal et S. Wolikow, (sous la direction de), *Le siècle des communismes*, Paris : Seuil, p. 343-380.

LEYS, S., 1998, *Essais sur la Chine*, Paris : Robert Laffont.

LI DAZHAO, 2000 [1918], « The Victory of Bolshevism », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 404-406.

LI LONG 李龙, « Jiangou Fazhi Tixi Shi Tuijin Guojia Fali Xiandaihua De Jichu Gongcheng » 建构法治体系是推进国家治理现代化的基础工程, *Xiandai Faxue* 现代法学, no 36, 2014, p. 3-13.

LI YA-NUNG, 1977, « Shang Yang's Reforms », in LI YU-NING, *Shang Yang's Reforms and State Control in China*, Armonk : New Studies in Chinese Culture, p. 144-195

LI YU-NING, 1977, (sous la direction de), *Shang Yang's Reforms and State Control in China*, Armonk : New Studies in Chinese Culture.

LIANG QICHAO, 2000 [1902-1905], « Xinmin », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 287-302

LIANG, HSIAO, 1976, « On Shang Yang », in LI YA-NING (sous la direction de), *Shang Yang's Reforms and State Control in China*, White Plains : M. E. Sharpe, p. 180-195.

LIAO, WEN-KUEI, 1959a [1939], *The Complete Han Fei Tzu, a Classic of Chinese political Science*, Translated from the Chinese with Introduction, Notes and Index, volume 1, London : Probsthain's Oriental Series, vols. XXV, XXVI.

LIAO, WEN-KUEI, 1959b, *The Complete Han Fei Tzu, a Classic of Chinese political Science*, Translated from the Chinese with Introduction, Notes and Index, volume 2, London : Probsthain's Oriental Series, vols. XXV, XXVI.

LIEBERMAN, V., 2003, *Strange Parallels, Southeast Asia in Global Context, c. 800-1830*, Cambridge : Cambridge University Press.

LIN BIAO, 1966, « Foreword to the Second Edition of Quotations of Chairman Mao Zedong Tse-tung », in MAO ZEDONG, *Quotations of Chairman Mao Zedong Tse-tung* (Second Edition), < [https ://www.marxists.org/reference/archive/lin-biao/1966/12/16.htm](https://www.marxists.org/reference/archive/lin-biao/1966/12/16.htm)> (22 juillet 2015)

LIYOU CHAO-TCHI, 1955, *Pour être un bon communiste*, Paris : Éditions Sociales.

LOCKE, J., 2002, *Traité du gouvernement civil*, Paris : Flammarion.

LOEWE, M., 1960, « The Orders of Aristocratic Ranks of Han China », *T'oung Pao*, Second Series, 8 (1-3) : p. 97-174.

LOEWE, M., 1993, « Shi ching 詩經 », in M. LOEWE, (sous la direction de), *Early Chinese Texts : A Bibliographical Guide*, Berkeley : The University of California Press, p. 415-423.

LOSURDO, D., 2001 [1991], « Marx et les origines du totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 623-632.

LOSURDO, D., 2011, *Staline, Histoire et critique d'une légende noire*, Bruxelles : Aden.

LOUTON, J. M., 1979, « Shen Pu-hai : A misunderstood and wrongly neglected thinker? », *Journal of the American Oriental Society*, 99 (3) : p. 440-449.

LOVELL, J., 2009, « Introduction », in LU XUN, *The Real Story of Ah-q and Other Tales of China – The Complete Fiction of Lu Xun*, London : Penguin Books.

LUXEMBOURG, R., 2006, « La Révolution russe », in *Écrits politiques 1917-1918, Œuvres 2, Classiques des sciences sociales*, p. 37-59, [http://classiques.uqac.ca/classiques/luxemburg\\_rosa/oeuvres\\_2/oeuvres\\_2.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/luxemburg_rosa/oeuvres_2/oeuvres_2.html) (29 août 2015).

MACE, J., 2004, « Napoléon, aigle ou ogre? Une exposition au Musée de l'Histoire vivante de Montreuil, Napoleonica la revue, <[http://www.napoleon.org/fr/salle\\_lecture/articles/files/expoaigneogre\\_montreuil\\_crmace04.asp](http://www.napoleon.org/fr/salle_lecture/articles/files/expoaigneogre_montreuil_crmace04.asp)> (27 juillet 2015).

MACFARQUHAR, R. et SCHOENHALS, M., 2009, *La dernière révolution de Mao Zedong : Histoire de la Révolution culturelle, 1966-1976*, Paris : NRF.

MACHIAVEL, N., 1978 « Discours sur la première décade de Tite-Live », in *Œuvres complètes*, Paris : La Pléiade, p. 375-722.

MACHIAVEL, N., 1978, « L'art de Guerre », in *Œuvres complètes*, Paris : La Pléiade, p. 723-912.

MACHIAVEL, N., 1992, *Le prince*, Paris : Flammarion.

MACLEOD, A. et O'MEARA, D., 2010, (sous la direction de). *Théories des relations internationales, Contestations et Résistances*, 2<sup>e</sup> édition, Montréal : Athéna.

MACMILLAN, M., 2001., *Paris 1919*, New York : Random House.

MAGOCSI, P. R., 2010, *History of Ukraine, 2nd Revised Edition : The Land and its People*, Toronto : Toronto University Press.

MANN, M., 1984, « The autonomous power of the state : its origins, mechanisms and results », *European Journal of Sociology*, 25 (2) : p. 185-213.

MANNHEIM, K., 2001 [1936], *Ideology and Utopia : an introduction to the sociology of knowledge*, Boston : Houghton Mifflin Harcourt.

MAO TSE-TOUNG, 1976, *Œuvres choisies de Mao Zedong Tse-Toung*, Tome 1, Beijing : Éditions en langues étrangères.

MAO ZEDONG, 1967, *Quotations from Chairman Mao Zedong Tse-Tung*, Bilingual edition, Beijing : Donfang Chu Ban She.

MAO ZEDONG, 1976, *Œuvres choisies de Mao Zedong Tsetoung*, t. 1, Pékin : Édition en langues étrangères.

MAO ZEDONG, 1977, *Œuvres choisies de Mao Zedong Tsetoung*, t. 5, Pékin : Édition en langues étrangères.

MAO ZEDONG, 1977a, « Contre le libéralisme », in *Œuvres Choiesies*, Tome 2, Beijing : Éditions des langues étrangères, p. 25-28.

MAO ZEDONG, 1977b, « Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yen-an », in *Œuvres Choiesies*, Tome 3, Beijing : Éditions des Langues Étrangères, p. 67-99.

MAO ZEDONG, 2000 [1926], « Report on an Investigation of the Hunan Peasant Movement », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 406-410.

MAO ZEDONG, 2000 [1937], « Combat Liberalism », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 439-441.

MAO ZEDONG, 2000 [1949], « The Dictatorship of the People Democracy », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 424-425.

MARCUSE, H., 2001 [1934], « La lutte contre le libéralisme dans la conception totalitaire de l'État », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 282-302.

MARGOLIN, J.-L., 2007, *L'armée de l'empereur – Violences et crimes du Japon en guerre, 1937-1945*, Paris : Armand Colin.

MARITAIN, J., 2001 [1936] « Totalitarismes fascistes et totalitarisme communiste », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 234-244.

MARTELLI, R., 2012, *Pour en finir avec le totalitarisme*, Paris : la ville brûle.

MARX, K. et ENGELS, F., 1968 [1845], *L'idéologie allemande*, Paris : Éditions sociales.

MARX, K. et ENGELS, F., 1983 [1852], *Collected Works*, volume 39, New York : International Publishers.

MARX, K. et ENGELS, F., 1998 [1848], *Manifeste du parti communiste*, Paris : Flammarion.

MARX, K., et ENGELS, F., 1966 [1875], *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris : Éditions sociales.

MASPERO, H., 1967, *Histoire et institutions de la Chine ancienne*, Paris : PUF.

MATHIEU, R., 2009, « Introduction au Xunzi », in C. LE BLANC et R. MATHIEU, 2009, *Philosophes confucianistes*, Paris : Gallimard, p. 651-679.

MATSUMOTO M., 1968, « The Fa-chia and the Shang-shu », *Memoirs of the Research Department of the Tokyo Bunko*, 26 : p. 15-38.

MENGZI, 2009, « Mengzi » in C. LE BLANC et R. MATHIEU, *Philosophes confucianistes*, Paris : Gallimard, p. 229-540.

MENON, R., 1978, « India and the Soviet Union : A New Stage of Relations? », *Asian Survey*, 18 (7) : p. 731-750.

MIQUEL, P., 1983, *La Grande Guerre*, Paris : Fayard.

MIQUEL, P., 1986, *La Seconde Guerre mondiale*, Paris : Fayard.

MOGLING, H., 2007 [1994], *Die Kunst der Staatsführung. Die Schriften des Meisters Han Fei*, Köln : KOMET.

MOORE, B., 1966, *Social Origins of Dictatorship and Democracy : Lord and Peasant in the making of the modern world*, Boston : Beacon Press.

MOORE, H. N., 2008, « China : the Power behind the 700 Billion Bailout », *The Wall Street Journal*, 10 décembre, <<https://blogs.wsj.com/deals/2008/12/10/china-the-power-behind-the-700-billion-bailout/>> (7 mai 2017).

MORE, T., 2003 [1516], *Utopia*, London : Penguin.

MORGENTHAU, H., 1948, *Politics Among Nations : The Struggle for War and Peace*, New York : Alfred A. Knopf.

MORGENTHAU, H., 1948, *Politics Among Nations : The Struggle for War and Peace*, New York : Alfred A. Knopf.

MOZI, 2010, *The Mozi*, trad. I. JOHNSTON, New York : Columbia University Press.

MUHUA CHEN, 1979, « China Sets Ever More Stringent Targets for Fertility Reduction », *Population and Development Review*, 5 (4) : p. 723-730.

MUSSOLINI, B., 1927, *Discorso dell' Ascensione*, Discours devant la chambre des députés le 26 mai 1927, <[www.cronologia.leonardo.it/storia/a1927v.htm](http://www.cronologia.leonardo.it/storia/a1927v.htm)> (10 juillet 2015).

NEUMANN, F., 2001 [1942], « Behemoth », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 400-405.

NEUMANN, F., 2001 [1954], « Notes sur la théorie de la dictature », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 533-547.

NEW YORK TIMES, 1981 [21 octobre], « Vitaly Rubin, Soviet Emigre, Dies in Auto Accident in Israeli Desert », <<http://www.nytimes.com/1981/10/21/obituaries/vitaly-rubin-soviet-emigre-dies-in-auto-accident-in-israeli-desert.html>> (16 février 2015).

NORMAN, J., 1988, *Chinese*, Cambridge : Cambridge University Press.

ORTEGA Y GRASSET, J., 2001 [1930], « Le plus grand danger : l'État », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 151-154.

ORWELL, G. 2008 [1948], 1984, London : Penguin Books.

ORWELL, G., 2001 [1941], « Littérature et totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 384-388.

PANTSOV, A. V. et LEVINE, S. I., 2015, *Deng Xiaoping: A Revolutionary Life*, Oxford : Oxford University Press.

PAXTON, R. O., 2004, *The Anatomy of Fascism*, New York : Alfred A. Knopf.

PEDROLETTI, P., 2015, « La correspondante de "L'Obs" à Pékin expulsée de Chine », *Le Monde*, 25 décembre 2015, <[http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2015/12/25/la-correspondante-de-l-obs-a-pek-in-expulsee-de-chine\\_4838124\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2015/12/25/la-correspondante-de-l-obs-a-pek-in-expulsee-de-chine_4838124_3216.html)> (25 décembre 2015).

PEOPLE'S Daily, 2005, *Full Text of the Anti-Secession Law*, 13 mars 2005, <[http://en.people.cn/200503/14/eng20050314\\_176746.html](http://en.people.cn/200503/14/eng20050314_176746.html)> (7 mai 2017).

PIMPANEAU, J., 1999, *Chine. Mythes et dieux*, Paris : Philippe Picquier.

PINES, Y, VON FALKENHAUSEN, L, SHELACH, G. YATES, R. D. S., 2014, (eds.), *Birth of an Empire – The States of Qin Revisited*, Berkeley : University of California Press.

PINES, Y., 2012a, « Alienating Rhetoric and its moderation in the *Book of Lord Shang* and its moderation », *Extrême-Orient, Extrême-Occident*, 34 : p. 79-110.

PINES, Y., 2012b, *The Everlasting Empire : The Political Culture of Ancient China and its Imperial Legacy*, Princeton : Princeton University Press.

PLATON 2001, *Timée - Critias*, Paris : Flammarion.

PLATON, 1966, *La République*, Paris : Flammarion.

PLATT, S. R., 2012, *Autumn in the Heavenly Kingdom : China, the West, and the Epic Story of the Taiping Civil War*, New York : Verso.

POPPER, K. R., 1965, *Conjectures and Refutations : The Growth of Scientific Knowledge*, New York : Harper & Roy.



POPPER, K., 1971, *The open society and its enemies*, Princeton : Princeton University Press.

POPPER, K., 2001 [1945], « La société ouverte et ses ennemis », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 591-594.

POUNDSTONE, W., 1992, *Prisoner's Dilemma*, New York : Double Day.

PREBISCH, R., 1948, « Desarrollo Económico de America Latina y sus principales problemas », Santiago : CEPAL, E/CN. 12/0089.

PUEL, C., 2011, *Les trente glorieuses chinoises de 1980 à nos jours*, Paris : Tempus.

RAMO, J. C., 2004, « The Beijing Consensus », London : The Foreign Policy Center, May 2004, <<http://fpc.org.uk/fsblob/244.pdf>> (6 juillet 2014).

RAMO, J. C., 2004, « The Beijing Consensus », London : The Foreign Policy Center, May 2004, <<http://fpc.org.uk/fsblob/244.pdf>> (6 juillet 2014).

RECLUS, J., 2008 [1972], *La révolte des Taiping*, Paris : L'Insomniaque.

REISCHAUER, E. O., 1997, *Histoire du Japon et des japonais*, Tome 1, *Des origines à 1945*, Paris : Seuil, 1997.

RHODES, R., 1986, *The Making of the Atomic Bomb*, New York : Touchstone Book.

RHODES, R., 1995, *Dark Sun : The making of the hydrogen bomb*, New York : Simon & Schuster.

RICKETT, W. A., 2001, *Guanzi*, volume 1, Boston : Cheng & Tsui.

RIEGEL, J. K., 1993, « Li chi 禮記 », in M. LOEWE, (sous la direction de), *Early Chinese Texts : A Bibliographical Guide*, Berkeley : The University of California Press, p. 293-297.

RIGOUSTE, M., 2011, *L'ennemi intérieur, la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Paris : La Découverte.

RITTERSPORN, G. T., 2004, « La terreur », in M. DREYFUS, B. GROPPPO, C. INGERFLOM, R. LEW, C. PENNETIER, B. PUDAL et S. WOLIKOW, (sous la direction de), *Le siècle des communismes*, Paris : Plon, p. 215-230.

RITTERSPORN, G. T., 2004, « Le parti », in M. DREYFUS, B. GROPPPO, C. INGERFLOM, R. LEW, C. PENNETIER, B. PUDAL, S. WOLIKOW, (sous la direction de), *Le siècle des communismes*, Paris : Seuil, p. 204-214.

ROSA, H., 2005, *Accélération*, Paris : La Découverte.

ROSENBERG, J., 1994, *The Empire of Civil Society : A critique of the realist theory of international relations*, London : Verso.

RUBIN, V. A., 1974, « Shen Tao and Fa-chia », *Journal of the American Oriental Society*, 94 : p. 337-346.

RUBIN, V. A., 1976 [1970], *Individual and State in Ancient China, Essays on Four Chinese Philosophers*, New York : Columbia University Press.

RUGGIE, J. G., 1993, « Territoriality and Beyond : Problematizing Modernity in International Relations » *International Organizations*, 47 (1) : p. 139-174.

SAINT-JUST 2003 [1800], *Fragments sur les institutions républicaines*, Classiques des science sociales,  
[http://classiques.uqac.ca/classiques/saint\\_just/fragments/fragments.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/saint_just/fragments/fragments.html) (20 août 2015).

SALVEMINI, G., 2001 [1935], « Pour la liberté de l'esprit », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 245-248.

SAWYER, R. D., 2007, *The Seven Military Classics of Ancient China*, New York : Basic Books.

SCHIELE, A., 2015, « China's International Attitude of Withdrawal during the 19th Century », *Geopolitics, History, and International Relations*, 7 (2) : 134-172.

SCHMITT, C., 1988 [1922], *Théologie politique*, Paris : Gallimard.

SCHMITT, C., 1992, *La notion de politique - Théorie du partisan*, Paris : Flammarion.

SCHMITT, C., 2001 [1933], « Évolution de l'État total en Allemagne », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 137-145.

SCHUMPETER, J., 1963, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris : Payot.

SERGE, V., 2001 [1933], « Lettre sur le totalitarisme stalinien », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 278-281.

SHANG YANG, 2005 [1981], *Le Livre du Prince Shang*, Traduit par J. Lévi, Paris : Flammarion.

SHAUGHNESSY, E. L., 1993a, « I ching 易經 », in M. LOEWE, (sous la direction de), *Early Chinese Texts : A Bibliographical Guide*, Berkeley : The University of California Press, p. 216-228.

SHAUGHNESSY, E. L., 1993b, « Shang shu 尚書 (Shu ching 書經) », in M. LOEWE, (sous la direction de), *Early Chinese Texts : A Bibliographical Guide*, Berkeley : The University of California Press, p. 216-228.

SHI YUKUN, 2005a, *Les plaidoiries du juge Bao : Le juge Bao et le plaidoyer des fantômes*, Paris : You-Feng.

SHI YUKUN, 2005b, *Les plaidoiries du juge Bao : Le juge Bao et l'impératrice du silence*, Paris : You-Feng.

SHIRER, W. L., 1960, *The rise and fall of the Third Reich*, New York : Simon & Schuster.

SHORT, P., 2005, *Mao Zedong Tsé-Toung*, Paris : Fayard.

SIMA QIAN, 1993a, *Records of the Grand Historian, Qin Dynasty*, Trad. B. Watson, New York : Columbia University Press.

SIMA QIAN, 1993b, *Records of the Grand Historian, Han Dynasty*, volume 1, Trad. B. Watson, New York : Columbia University Press.

SIMA QIAN, 2004, *Les mémoires historiques de Se-ma Ts'ien*, tome 1, traduits et annotés par Édouard Chavannes, Classiques des Sciences Sociales, Université du Québec à Chicoutimi, <[http://classiques.uqac.ca/classiques/chine\\_ancienne/B\\_autres\\_classiques/B\\_16\\_memoires\\_Se\\_ma\\_Tsien\\_t1/memoires\\_historiques\\_t.l.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/chine_ancienne/B_autres_classiques/B_16_memoires_Se_ma_Tsien_t1/memoires_historiques_t.l.pdf)> (2 janvier 2015).

SIMA QIAN, 2007, *The First Emperor, selections from the Historical Records*, Oxford : Oxford University Press.

SIMA QIAN, 2009, *Vie de Chinois illustres*, Paris : You Feng.

SIMA QIAN, 2015, *Les mémoires historiques de Se-Ma Ts'ien*, t. VII, Paris : Éditions You Feng.

SINGER, H. J., 1950, « Gains and Losses from Trade and Investment in Under-Developed Countries », *American Economic Review*, 11 (2) : p. 473-485.

SKOCPOL, T., 1979, *States and Social Revolutions : A comparative analysis of France, Russia and China*, Cambridge : Cambridge University Press.

SMITH, C., 1975, *The Bureaucratic Vision of Han Fei-tzu*, Ph. D. Dissertation, Berkeley University.

SPENCE, J. D. 1991, *The Search for Modern China*, New York : W. W. Norton & Company.

SPENCE, J. D., 2013, *The Search for Modern China*, New York : W. W. Norton & Company.

SPERBER, M., 2001 [1937], « Analyse de la tyrannie », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 260-274.

SPIRO, H. J. et BARBER, B. R., 2001 [1967], « Usages contre-idéologiques du 'totalitarisme' », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, 2001, p. 563-589.

STREIT, P., 2012, *L'armée romaine*, Paris : Infolio.

STURZO, L., 2001 [1936-1938], « L'État totalitaire », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 216-233.

SUN TZU, 2004, *L'Art de la Guerre*, Paris : Flammarion.

SUN YAT-SEN, 2000 [1924a], « The Three People's Principles », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 320-328.

SUN YAT-SEN, 2000 [1924b], « The Three Stages of the Revolution », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 328-330.

SURUN, I., BLAIS, H., CARU, V., ENDERS, A., FREDJ, C., SIBEUD, E., SINGARAVELOU, P., DE SUREMAIN, M.-A., THENAULT, S., 2012, *Les sociétés coloniales à l'âge des Empires*, Neuilly : Atlande.

SURUN, I., BLAIS, H., CARU, V., ENDERS, A., FREDJ, C., SIBEUD, E., SINGARAVÉLOU, P., DE SUREMAIN, M.-A. et THÉNAULT, S., 2012, *Les sociétés coloniales à l'âge des Empires*, Neuilly : Atlande.

SWEDBERG, R., 1986, « The Doctrine of Economic Neutrality of the IMF and the World Bank », *Journal of Peace Research*, 23 (4) : p. 377-390.

TALMON, J. L., 2001 [1952], « Les origines de la démocratie totalitaire », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 600-609.

TAMBARIN, M. 1998-1999, « De la misère allemande au *Sonderweg*. L'échec de la révolution bourgeoise en Allemagne : un mythe de l'historiographie », *Chroniques allemandes*, 7 : p. 101-113.

TESCHKE, B., 2009, *The Myth of 1648 : Class, Geopolitics and the Making of Modern International Relations*, London : Verso.

THE LEGISLATIVE AFFAIRS COMMISSION OF THE STANDING COMMITTEE OF THE NATIONAL PEOPLE'S CONGRESS OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA, 1987a, *Laws of the People Republic of China, 1979-1982, volume 1*, Beijing : Foreign Language Press.

THE LEGISLATIVE AFFAIRS COMMISSION OF THE STANDING COMMITTEE OF THE NATIONAL PEOPLE'S CONGRESS OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA, 1987b, *Laws of the People Republic of China, 1983-1987, volume 2*, Beijing : Foreign Language Press.

THE LEGISLATIVE AFFAIRS COMMISSION OF THE STANDING COMMITTEE OF THE NATIONAL PEOPLE'S CONGRESS OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA, 1990, *Laws of the People Republic of China, 1987-1989, volume 3*, Beijing : Foreign Language Press.

THE LEGISLATIVE AFFAIRS COMMISSION OF THE STANDING COMMITTEE OF THE NATIONAL PEOPLE'S CONGRESS OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA, 1993, *Laws of the People Republic of China, 1990-1992, volume 4*, Beijing : Foreign Language Press.

THOMPSON, J. B., 1984, *Studies in the Theory of Ideology*, Berkeley, Los Angeles : University of California Press.

THOMPSON, P. M., 2002 [1979], *The Shen Tzu Fragments*, London : Routledge.

TILLICH, P., 2001 [1934], « L'idée d'État total », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 203-215.

TILLY, C., 1975, *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton : Princeton University Press.

TODOROV, A., 2004b, « À l'Est tentatives de réforme, échec, effondrement », in M. Dreyfus, B. Groppo, C. Ingerflom, R. Lew, C. Pennetier, B. Pudal et S. Wolikow, (sous la direction de), *Le siècle des communismes*, Paris : Seuil, p. 439-456.

TODOROV, T., 2004a [1997], « Le totalitarisme, encore une fois », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 779-800.

TONG SHUYE, 1982-1983, « A Study of Han Fei's Thought », *Chinese Studies in Philosophy*, 14 (4) : p. 61-98.

TROTSKI, L., 1928, *The Third International after Lenin*, <https://www.marxists.org/archive/trotsky/1928/3rd/3rd.pdf> (29 août 2015).

TROTSKI, L., 2001 [1939], « L'URSS dans la guerre », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 315-322.

TROTSKY, L., 1928, *The Third International after Lenin*, <http://www.marxists.org/archive/trotsky/1928/3rd/index.htm> (15 janvier 2015).

TSUTSUI, W. M., 2007, *Companion to Japanese History*, Malden : Blackwell Publishing.

TU WEIMING, 1984, *Confucian Ethics Today: the Singapore Challenge*, Singapore : Federal Publications.

TU WEIMING, 1989, *Confucianism in Historical Perspective*, Singapore : Institute of East Asian Philosophies.

TU WEIMING, 1993, *Way, Learning, and Politics : Essay on the Confucian Intellectual*, Albany : State University of New York Press.

TU WEIMING, 1994a, (sous la direction de), *China in Transformation*, Cambridge : Harvard University Press.

TU WEIMING, 1994b, (sous la direction de), *The Living Tree : The changing meaning of being Chinese Today*, Stanford : Stanford University Press.

TU WEIMING, 1996, (sous la direction de), *Confucian Traditions in East Asian Modernity : Exploring Moral Education and Economic Culture in Japan and the Four Mini-Dragons*, Cambridge : Harvard University Press.

TU WEIMING, 1998, « Beyond the Enlightenment Mentality » in M. E. TUCKER et J. BERTHRONG, (sous la direction de), *Confucianism and Ecology: The Interrelation of Heaven, Earth and Humans*, Cambridge: Harvard University Center for the Study of Religion, pp. 3-21.

TU WEIMING, 2000, « Implications of the Rise of "Confucian" East Asia », *Daedalus*, Multiple Modernities, 129 (1) : p. 195-218.

TU WEIMING, 2001, « The Ecological Turn in the New Confucian Humanism : Implications for China and the World » in *Daedalus*, Religion and Ecology : Can the Climate Change?, 130 (4) : p. 243-264.

URBAN, O., 1978, *Die Figur des Shang Yan in der 'Anti-Konfuzius Kampagne' 1973-75*, Mémoire de maîtrise, Université de Munich.

VANDERMEERSCH, L., 1965, *La formation du Légisme. Recherche sur la constitution d'une philosophie politique caractéristique de la Chine ancienne*, Paris : Presse de l'École Française d'Extrême Orient.

VANDERMEERSCH, L., 1991, « Le nouveau confucianisme », *Le Débat*, 66 (4) : p. 5-16.

VANDERMEERSCH, L., 2007, « Le Néoconfucianisme au crible de la philosophie analytique », *Archives de Philosophie*, 70 (3) : p. 471-486.

VANDERMEERSCH, L., 2009, *Wangdao ou la voie royale – Recherches sur l'esprit des institutions de la Chine archaïque*, Paris : Éditions You Feng.

VIOLA, L., 2004 « Les paysans de 1917 à nos jours », in M. DREYFUS, B. GROppo, C. INGERFLOM, R. LEW, C. PENNETIER, B. PUDAL et S. WOLIKOW, (sous la direction de), *Le siècle des communismes*, Paris : Plon, p. 239-251.

VOEGELIN, E., 2001 [1953], « Les Origines du Totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 436-447.

WALTZ, K., 1979, *Theory of international politics*, Reading : Addison-Wesley.

WANG GUNGWU, 1974, « Burning Books and Burying Scholars Alive : Some Recent Interpretations concerning Ch'in Shih-huang », *Papers on Far Eastern History*, 9 : p. 137-186.

WANG LEQUAN 王乐泉, « Lun Gaige yu Fazhi De Guanxi » 论改革与法治的关系, *Zhongguo Faxue* 中国法学, no 6, 2014, p. 20-24.

WANG TAO, 2000 [1870], « On Reform », n T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 251-254.

WANG XIGEN 汪习根, « Lun Fazhi Zhongguo De Kexue Hanyi » 论法治中国的科学含义, *Zhongguo Faxue* 中国法学, no 2, 2014, p. 108-122.

WANG, A. et WHEATLEY, A., 2010, « China overtakes Japan as No. 2 economy : FX Chief », *Reuters*, 30 juillet, <<http://www.reuters.com/article/us-china-economy-safe-idUSTRE66T1HT20100730>> (7 mai 2017).

WATSON, B., 1993a, « Note 12 », in SIMA QIAN, *Records of the Grand Historian, Qin Dynasty*, Trad. B. Watson, New York : Columbia University Press, p. 43.

WEBER, M., 2013, *la domination*, Paris : La Découverte.

WEBER, M., 1995, *Économie et société*, Tome 1 : *Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon.

WEBER, M., 2002 [1904-1905], *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris : Flammarion.

WEBER, M., 2005 [1959, 1919], *Le savant et le politique*, Paris : 10/18.

WEI CHIN, 1974-1975, « Ch'in Shih-huang's bookburning as seen from the bamboo slips unearthed in Ying-ch'üeh shan », *Chinese Studies in History*, 8 : p. 145-153.

WEINSTEIN, D., 2011, *Savonarola : the Rise and Fall of a Renaissance Prophet*, New Haven : Yale University Press.

WENDT, A., 1992, « Anarchy is What States make of It : The Social Construction of Power Politics », *International Organizations*, 46 (2) : p. 391-425.

WINCHESTER, S., 2008, *The Man Who Loved China : The Fantastic Story of the Eccentric Scientist Who Unlocked the Mysteries of the Middle Kingdom*, New York : Harper and Collins.

WING TSIT-CHAN, 2000, « The New Culture Movement » in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 351-395.

WOLIKOW, S. et TODOROV, A., 2004, « L'expansion européenne d'après-guerre », in M. DREYFUS, B. GROPPPO, C. INGERFLOM, R. LEW, C. PENNETIER, B. PUDAL et S. WOLIKOW, (sous la direction de), *Le siècle des communismes*, Paris : Plon, p. 323-342.

WOLIKOW, S., 2004, « Internationalistes et internationalismes communistes », in M. DREYFUS, B. GROPPPO, C. INGERFLOM, R. LEW, C. PENNETIER, B. PUDAL, S. WOLIKOW, (sous la direction de), *Le siècle des communismes*, Paris : Seuil, p. 511-538.

WOOD, E. M., 2002, *The Origin of Capitalism, a Longer View*, London, New York : Vintage.

WOOD, E. M., 2012, *Liberty & Property*, London : Verso.

WOREN, 2000 [1867], « Memorial to the Throne », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 238-239.

XI JINPING 习近平, 2015 [2012], «Zai Shoudu Gejie Jinian Xianxing Xianfa Gongbu Shixing 30 Zhounian Dahuishang De Jianghua »实现中华民族伟大复兴是中华民族近代以来最伟大的梦想, *Tan Zhiguo Li Zheng* 谈治国理政, Beijing 北京: Waiwen Chubanshe 外文出版社.

XU HANMING 徐汉明, « Fazhi De Hexin Shi Xianfa he Falu De Shishi » 法治的核心是宪法和法律的实施, *Zhongguo Faxue* 中国法学, no 1, 2013, p. 39-45.

XU ZHEN ZHOU, 1995, *L'art politique chez les légistes chinois*, Paris : Economica.

XUE FUCHENG, 2000 [1879], « On Reform », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 242-244.

XUNZI, 2009, « Xunzi », in C. LE BLANC et R. MATHIEU, *Philosophes confucianistes*, Paris : Gallimard, p. 649-1325.

YAN FU, 2000 [1895], « On Strength », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 254-260.

YATES, R. D. S., 2014, « The Empire of the Scribes », in Y. PINES, L. VON FALKENHAUSEN, G. SHELACH, R. D. S. YATES, (sous la direction de), *Birth of an Empire – The States of Qin Revisited*, Berkeley : University of California Press, p. 141-153.

YUAN ZHENG, 1994, « Local Government Schools in Sung China : A Reassessment », *History of Education Quarterly*, 34 (2) : p. 193-213.

ZENG GUOFAN et LI HONGZHANG, 2000 [1871], « On Sending Young Men Abroad to Study », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 240-241.

ZHANG BINGLIN, 2000 [1903], « Letter Opposing Kang Youwei's Views on Revolution », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 308-313.

ZHANG CHUNQIAO, 1975a, *On Exercising All-Round Dictatorship Over the Bourgeoisie*, <<https://www.marxists.org/reference/archive/zhang/1975/x01/x01.htm>> (17 août 2015).

ZHANG CHUNQIAO, 1975b, *Report on the Revision of the Constitution*, <<https://www.marxists.org/reference/archive/zhang/1975/01/13.htm>> (17 août 2015).

ZHANG MINGQI 张鸣起, « Lun Yiti Jianshe Fazhi Shihui » 论 – 体建设法治社会, *Zhongguo Faxue* 中国法学, no 4, 2016, p.5-23.

ZHANG WENXIAN 张文显, « Fazhi yu Guojia Zhili Xiandaihua » 法治与国家治理现代化, *Zongguo Faxue* 中国法学, no 4, 2014, p.5-27.



ZHANG WENXIAN 张文显, « Quanmian Tuijin Fazhi Gaige, Jiakuai Fazhi Zhongguo Jianshe – Shi Ba Jie San Quanhuizhong Jingshen De Fazhi Jiedu » 全面推进法治改革, 加快法治中国建设 – 十八届三中全会中精神的法治解读», *Fazhi yu Shehui Fazhan (Shuangyue Kan)* 法制与社会发展 (双月刊), no 1 (no 115), 2014, p. 5-20

ZHANG ZHIDONG, 2000 [1898], « Exhortation to Learn », in T. W. N. DE BARY et R. LUFRANO, (sous la direction de), *Sources of Chinese tradition, Volume 2 : From 1600 through the twentieth century*, New York : Columbia, p. 244-249.

ZHANG ZHIGE 张志铭, YU HAO 于浩, « Gongheguo Fazhi Renshi De Luoji Zhankai » 共和国法治认识的逻辑展开, *Faxue Yanjiu* 法学研究, no 3, 2013, p. 3-16.

ZHAO JUN 赵骏, « Quanguo Zhili Shiye Xia De Guoji Fazhi yu Guonei Fazhi » 全球治理视野下的国际法治与国内法治, *Zhongguo Shehui Kexue* 中国社会科学, no 10, 2014, p. 79-99.

Zhongguo Gongchandang 中国共产党, 1982, *Zhongguo Gongchandang Zhangcheng* 中国共产党章程, < [http://guoqing.china.com.cn/2012-09/05/content\\_26433894.htm](http://guoqing.china.com.cn/2012-09/05/content_26433894.htm) > (5 avril 2017).

Zhongguo Gongchandang 中国共产党, 1992, *Zhongguo Gongchandang Zhangcheng* 中国共产党章程, < [http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content\\_26425726.htm](http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content_26425726.htm) > (5 avril 2017).

Zhongguo Gongchandang 中国共产党, 2002, *Zhongguo Gongchandang Zhangcheng* 中国共产党章程, < [http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content\\_26424317.htm](http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content_26424317.htm) > (5 avril 2017).

Zhongguo Gongchandang 中国共产党, 2007, *Zhongguo Gongchandang Zhangcheng* 中国共产党章程, < [http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content\\_26423483.htm](http://guoqing.china.com.cn/2012-09/04/content_26423483.htm) > (5 avril 2017).

Zhongguo Gongchandang 中国共产党, 2012, *Zhongguo Gongchandang Zhangcheng* 中国共产党章程, < [http://guoqing.china.com.cn/2012-11/19/content\\_27153742.htm](http://guoqing.china.com.cn/2012-11/19/content_27153742.htm) > (5 avril 2017).

ZHOU SHANGJUN 周尚君, « Difang Fazhi Shiyan De Dongli Jizhi yu Zhidu Qianjing » 地方法治试验的动力机制与制度前景, *Zhongguo Faxue* 中国法学, no 2, 2014, p. 50-64.

ZINOVIEV, A., 2001 [1981], « Communisme et totalitarisme », in E. TRAVERSO, *Le Totalitarisme : le XX<sup>e</sup> siècle en débat*, Paris : Seuil, p. 654-656.

# **ANNEXES**



## ANNEXE 2.1

### CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS MARQUANTS EN CHINE DURANT LE SIECLE DES « HUMILIATIONS » [1834-1949] ET DANS LE MONDE DE 1735 A 1976

| Évènements marquants au cours du siècle des « humiliations » en Chine                   |                  |                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Chine                                                                                   | Dates            | Monde                                                                                                   |
| Règne de l'Empereur Qianlong; dernier âge d'or des Qing; début du déclin de la dynastie | 1735-1799        |                                                                                                         |
|                                                                                         | 1780-1975        | Époque contemporaine                                                                                    |
|                                                                                         | 1780-1880        | Révolution industrielle : d'abord au Royaume-Uni; se propage ensuite en Amérique et en Europe           |
|                                                                                         | 1789             | Révolution française : souveraineté nationale et professionnalisation de l'État                         |
|                                                                                         | 1792-1815        | Guerres révolutionnaires et napoléoniennes : le modèle napoléonien s'impose en Europe malgré la défaite |
|                                                                                         | 1814-1815        | Congrès de Vienne                                                                                       |
|                                                                                         |                  | Royaume-Uni : première puissance économique et maritime                                                 |
|                                                                                         |                  | Concert européen : Autriche, Prusse, Russie et Royaume-Uni                                              |
| Échec de la mission diplomatique et commerciale de Lord Amherst                         | 1816-1817        |                                                                                                         |
| <b>Siècle des humiliations</b>                                                          | <b>1834-1949</b> | Adoption du libre-échange au Royaume-Uni                                                                |
| Première Guerre de l'opium                                                              | 1839-1842        |                                                                                                         |
| Traité de Nanjing                                                                       | 1842             |                                                                                                         |
|                                                                                         | 1848-            | Vague de révolutions libérales et nationales                                                            |

|                                                                                                                                                                               |                  |                                                                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                               | <b>1852</b>      |                                                                                                                |
| Révoltes millénaristes et ethniques                                                                                                                                           | <b>1850-1874</b> |                                                                                                                |
| Révolte des Taiping                                                                                                                                                           | <b>1850-1864</b> |                                                                                                                |
|                                                                                                                                                                               | <b>1853-1856</b> | Guerre de Crimée                                                                                               |
| Deuxième Guerre de l'opium                                                                                                                                                    | <b>1856-1860</b> |                                                                                                                |
| Traité de Tianjin                                                                                                                                                             | <b>1858</b>      |                                                                                                                |
| Collaboration entre l'Empire et les forces occidentales pour vaincre les Taiping                                                                                              | <b>1861-1864</b> |                                                                                                                |
| Mouvement d'autorenforcement (les réformateurs Feng Guifen, Zeng Guofan, Zuo Zongtang, Li Hongzhang et le prince Gong, figures du mouvement, ne sont en fait qu'une minorité) | <b>1864-1895</b> |                                                                                                                |
|                                                                                                                                                                               | <b>1868</b>      | Restauration de Meiji : transformation du Japon sur le modèle occidental par le haut                           |
|                                                                                                                                                                               | <b>1870-1871</b> | Guerre franco-prussienne                                                                                       |
|                                                                                                                                                                               | <b>1871</b>      | Commune de Paris<br>Réunification allemande                                                                    |
|                                                                                                                                                                               | <b>1873-1896</b> | Longue dépression économique                                                                                   |
|                                                                                                                                                                               | <b>1879-1975</b> | <b>Siècle de l'impérialisme allemand, américain, belge, britannique, français, hollandais, japonais, russe</b> |
| Guerre franco-chinoise                                                                                                                                                        | <b>1884</b>      |                                                                                                                |
| Renonciation de l'Empire à sa suzeraineté sur l'Indochine (conquise par la France) et la Birmanie (Royaume-Uni déjà présent)                                                  | <b>1884-1885</b> |                                                                                                                |
|                                                                                                                                                                               | <b>1890-1914</b> | Période de tensions croissantes entre les principales puissances européennes                                   |
| Première Guerre sino-japonaise                                                                                                                                                | <b>1894-1895</b> |                                                                                                                |
| Traité de Shimonoseki                                                                                                                                                         | <b>1895</b>      |                                                                                                                |
| Manifestations des candidats aux examens impériaux menées par Kang Youwei et Liang Qichao                                                                                     |                  |                                                                                                                |
| Mouvement de réforme des cent jours par Kang Youwei                                                                                                                           | <b>1898</b>      |                                                                                                                |

|                                                                                                                                       |                       |                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Révolte des Boxers                                                                                                                    |                       |                                                                                                                               |
| Occupation de Beijing par les huit armées<br>(Allemagne, Austro-Hongrie, États-Unis,<br>France, Japon, Italie, Royaume-Uni et Russie) | <b>1899-<br/>1902</b> |                                                                                                                               |
|                                                                                                                                       | <b>1904-<br/>1905</b> | Guerre russo-japonaise                                                                                                        |
| Réforme du système d'éducation et abolition<br>des examens impériaux                                                                  | <b>1905</b>           | Révolution en Russie                                                                                                          |
| Tongmenhui de Sun Yat-Sen                                                                                                             |                       | Corée devient protectorat Japonais                                                                                            |
| Début d'un cycle de coups d'État et<br>d'insurrections                                                                                |                       |                                                                                                                               |
| Premières assemblées représentatives                                                                                                  | <b>1908</b>           |                                                                                                                               |
|                                                                                                                                       | <b>1910</b>           | Annexion de la Corée par le Japon                                                                                             |
|                                                                                                                                       | <b>1908-<br/>1914</b> | Déclin rapide de l'Empire ottoman attise la<br>convoitise des puissances impérialistes                                        |
| Révolution du Xinhai                                                                                                                  | <b>1911-<br/>1912</b> |                                                                                                                               |
| Proclamation de la Première République                                                                                                |                       |                                                                                                                               |
| Dictature de Yuan Shikai                                                                                                              | <b>1912-<br/>1915</b> |                                                                                                                               |
| Japon s'empare des possessions allemandes<br>du Shandong                                                                              | <b>1914-<br/>1918</b> | Échec du Concert européen                                                                                                     |
| Demandes (21) adressées par le Japon au<br>gouvernement républicain chinois portent<br>atteinte à sa souveraineté                     |                       | Première Guerre mondiale industrielle et<br>interimpérialiste                                                                 |
| Tentative de restauration impériale                                                                                                   | <b>1916</b>           |                                                                                                                               |
| <b>Période des seigneurs de guerre</b>                                                                                                | <b>1916-<br/>1927</b> |                                                                                                                               |
| Mouvement de la nouvelle culture                                                                                                      | <b>1915-<br/>1919</b> |                                                                                                                               |
|                                                                                                                                       | <b>1917-<br/>1922</b> | Révolution russe                                                                                                              |
|                                                                                                                                       |                       | Fondation de l'URSS                                                                                                           |
| Traité de Versailles : colonies allemandes en<br>Chine deviennent protectorat japonais                                                | <b>1919</b>           | Traité de Versailles : l'Allemagne porte seule<br>la responsabilité de la guerre et se voit<br>imposer de lourdes réparations |
| Mouvement du 4 mai contre les diktats de<br>Versailles                                                                                |                       | La carte de l'Europe centrale et orientale est<br>entièrement redessinée sur la base de la<br>souveraineté nationale          |
| Gouvernement révolutionnaire (KMT) de Sun                                                                                             |                       | Création de la SDN                                                                                                            |

|                                                                                                                 |                  |                                                                                                                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Yat-Sen au Guandong en vue de libérer la Chine                                                                  |                  |                                                                                                                    |
|                                                                                                                 | <b>1919-1923</b> | Vague d'agitation ouvrière et intellectuelle en écho à la crise et à la Révolution russe<br>Fondation du Komintern |
|                                                                                                                 | <b>1919-1940</b> | Montée du fascisme                                                                                                 |
| Fondation du PCC avec l'appui du Komintern                                                                      | <b>1921</b>      |                                                                                                                    |
|                                                                                                                 | <b>1922</b>      | Marche sur Rome, et prise du pouvoir par les fascistes en Italie                                                   |
|                                                                                                                 | <b>1922-1928</b> | Rivalité croissante entre Trotski et Staline, en URSS                                                              |
|                                                                                                                 |                  | Révolution chinoise devient un enjeu central de leur rivalité                                                      |
| Premier front uni entre le PCC et le KMT                                                                        | <b>1923-1927</b> |                                                                                                                    |
| Expédition du Nord menée par Chiang Kai-Shek pour libérer la Chine                                              | <b>1926-1928</b> |                                                                                                                    |
| Mao développe et met en pratique ses théories sur la mobilisation de la paysannerie pour conduire la Révolution | <b>1926</b>      |                                                                                                                    |
| Coup d'État de Chiang Kai-Shek et répression du PCC                                                             | <b>1927</b>      |                                                                                                                    |
| <b>Première Guerre civile entre le PCC et le KMT</b>                                                            | <b>1927-1936</b> |                                                                                                                    |
| PCC, fragilisé, est entièrement soumis à l'URSS et ses échecs s'accumulent                                      | <b>1927-1934</b> | Staline évince Trotski                                                                                             |
| Bases communistes au Jiangxi                                                                                    |                  | Échec du premier plan quinquennal : collectivisation et industrialisation forcées                                  |
| Premières purges sanglantes au sein du PCC                                                                      |                  |                                                                                                                    |
|                                                                                                                 | <b>1929-1940</b> | <b>Grande dépression</b>                                                                                           |
| Invasion de la Mandchourie par les japonais, et création de l'état fantoche du Mandchoukouo                     | <b>1931-1933</b> | SDN ne peut s'opposer avec fermeté au Japon                                                                        |
| Collaboration sino-allemande                                                                                    | <b>1932-1936</b> | Crises sociales et politiques au Japon                                                                             |
| Chiang Kai-Shek s'inspire de l'exemple nazi pour consolider son régime                                          |                  | Prise du pouvoir par les nazis en Allemagne                                                                        |
| Longue marche                                                                                                   |                  | Conquête violente de l'Abyssinie par l'Italie fasciste sans opposition ferme de la SDN                             |
| Mao et ses partisans s'imposent au PCC, et marginalisent les partisans de Moscou et les                         |                  | Remilitarisation et politique raciste                                                                              |

|                                                                                                                                 |                  |                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| agents du Komintern                                                                                                             |                  | allemande sans réaction ferme de la SDN                                                                                           |
| Pressions diplomatiques du Japon sur le KMT                                                                                     |                  | Échec du second plan quinquennal soviétique                                                                                       |
| Yan'an base communiste                                                                                                          | 1936-1939        | Fronts populaires composés des forces de gauche avec le soutien de l'URSS pour résister au fascisme                               |
| Deuxième front uni entre le PCC et le KMT                                                                                       |                  | Guerre d'Espagne avec la participation active des nazis et des fascistes, les démocraties libérales et la SDN n'interviennent pas |
| Deuxième Guerre sino-japonaise                                                                                                  |                  | Grandes purges en URSS                                                                                                            |
| Massacre de Nankin                                                                                                              |                  | Aggravation des tensions nippon-américaines dans le Pacifique                                                                     |
| KMT se replie dans le Sichuan                                                                                                   |                  | Formation de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo                                                                                              |
| PCC se renforce et transforme les territoires qu'il contrôle                                                                    |                  | Anschluss, et Accords de Munich qui cèdent les Sudètes à l'Allemagne                                                              |
| PCC est le principal acteur de la lutte antijaponaise                                                                           |                  | Pacte de Non-agression germano-soviétique                                                                                         |
| Sphère de co-prospérité de l'Asie orientale : réorganisation des territoires conquis par les Japonais à l'image du Mandchoukouo | 1939-1945        | Deuxième Guerre mondiale industrielle et interimpérialiste                                                                        |
| Mouvement de rectification de Yan'an : imposition du maoïsme comme orthodoxie                                                   |                  | Attaque de Pearl Harbor et conquête de l'Asie du Sud-Est par le Japon                                                             |
| Zones libérées par les Soviétiques deviennent des bases de repli pour les communistes                                           |                  | Attaquée par l'Allemagne nazie, l'URSS résiste et libère seule l'Europe centrale orientale : son prestige est au sommet           |
| USA installent in extremis le KMT dans des lieux stratégiques pour contenir les avancées du PCC                                 |                  | Débarquement allié en Europe ouvre un second front : libération rapide                                                            |
|                                                                                                                                 |                  | Progression alliée plus lente dans le Pacifique, mais progression soviétique rapide en Asie                                       |
|                                                                                                                                 |                  | Accords de Postdam                                                                                                                |
|                                                                                                                                 |                  | Bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki pour forcer la reddition du Japon et l'arrêt de l'avancée soviétique                   |
|                                                                                                                                 |                  | Occupation du Japon par les Américains                                                                                            |
| <b>Deuxième Guerre civile entre le PCC et le KMT</b>                                                                            | <b>1946-1949</b> | Europe et péninsule coréenne divisées par les forces Américaines et Soviétiques                                                   |
| 1 <sup>er</sup> octobre 1949 : fondation de la RPC                                                                              |                  |                                                                                                                                   |
| Repli du KMT à Taiwan                                                                                                           |                  |                                                                                                                                   |
| <b>Guerre froide</b>                                                                                                            | <b>1947-1991</b> | <b>Guerre froide</b>                                                                                                              |



|                                                                                                  | <b>1947-1975</b> | <b>Décolonisation du Tiers-monde</b>                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Intervention chinoise aux côtés de la RPDC                                                       | <b>1950-1953</b> | Rôle central des forces nationalistes et communistes, soutenues par l'URSS<br>Guerre de Corée                                           |
| Création des coopératives de types inférieures puis supérieures                                  | <b>1953-1956</b> | Mort de Staline<br><br>Direction collective sous Khrouchtchev en URSS<br>Déstalinisation<br>Détente des relations américano-soviétiques |
| <b>Rupture sino-soviétique</b>                                                                   | <b>1957-1991</b> |                                                                                                                                         |
| Mouvement des cent fleurs : la critique vise le PCC                                              | <b>1957-1958</b> |                                                                                                                                         |
| Campagne antidroitistes : répression des intellectuels et des spécialistes                       |                  |                                                                                                                                         |
| Grand bond en avant                                                                              | <b>1958-1962</b> | Deuxième Guerre d'Indochine                                                                                                             |
| Création des communes populaires                                                                 |                  |                                                                                                                                         |
| Grande famine                                                                                    |                  |                                                                                                                                         |
| Campagne d'éducation socialiste                                                                  | <b>1962-1965</b> |                                                                                                                                         |
| Révolution culturelle : mouvement critique largement spontané des étudiants et des intellectuels | <b>1966-1968</b> |                                                                                                                                         |
| Mao Zedong est la figure tutélaire du mouvement, et sa pensée le prêt-à-penser                   |                  |                                                                                                                                         |
| PCC perd le contrôle du déroulement des événements                                               |                  |                                                                                                                                         |
| RPC au bord de la guerre civile                                                                  |                  |                                                                                                                                         |
| Reprise en main du pays par l'armée : institutionnalisation de la Révolution culturelle          | <b>1968-1972</b> |                                                                                                                                         |
| Conflit sino-soviétique limité, pertes très lourdes du côté chinois                              | <b>1968-1972</b> |                                                                                                                                         |
| Mort suspecte de Lin Biao, dauphin de Mao                                                        | <b>1972-1976</b> |                                                                                                                                         |
| Campagne anti-Lin Biao, anti-Confucius                                                           |                  |                                                                                                                                         |
| Image de Mao Zedong vacille                                                                      |                  |                                                                                                                                         |

## ANNEXE 2.2

### LES PROJETS DE REFORME AU 19<sup>e</sup> ET AU 20<sup>e</sup> EN CHINE COMPARES A LA PENSEE OCCIDENTALE ET A LA PENSEE TRADITIONNELLE CHINOISE

| Comparaison entre la pensée occidentale et la pensée traditionnelle chinoise |                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                      |                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Dates                                                                        | Projets de réforme au 19 <sup>e</sup> et au 20 <sup>e</sup> siècles                          | Auteurs/Réformateurs                                                                                                                                                                                                                                                                        | Courants occidentaux | Survivance des idées politiques préimpériales et des structures impériales                                                                           |
| 1861                                                                         | Réformes ponctuelles voulues dans les limites de l'Orthodoxie et des institutions impériales | <b>Feng Guifen :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Adoption des technologies et méthodes occidentales</li> <li>• Revalorisation du statut des artisans</li> </ul>                                                                                                                |                      | <b>Guanzi :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Professionnalisation de l'État tout en renforçant son dispositif rituel et moral</li> </ul> |
| 1871                                                                         |                                                                                              | <b>Li Hongzhang et Zuo Zontang :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La sélection des candidats, pour l'étude des savoirs occidentaux, repose sur leur solide maîtrise des <i>Classiques</i></li> <li>• Contrôle idéologique continu des étudiants envoyés à l'étranger</li> </ul> |                      | <b>Guanzi :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Professionnalisation de l'État tout en renforçant son dispositif rituel et moral</li> </ul> |
| 1879                                                                         |                                                                                              | <b>Xue Fucheng :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assimilation du savoir scientifique et technique occidental</li> </ul>                                                                                                                                                        |                      | <b>Guanzi :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Professionnalisation de l'État tout en renforçant son dispositif rituel et moral</li> </ul> |
| 1898                                                                         |                                                                                              | <b>Zhang Zhidong :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Opposition à la diffusion des pensées politiques occidentales</li> </ul>                                                                                                                                                    |                      | <b>Guanzi :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Professionnalisation de l'État tout en renforçant son dispositif rituel et moral</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>1867</b>    Maintien rigide de l'Orthodoxie</p> <div> <div> <p><b>Woren :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Opposition à toute modification du curriculum traditionnel</li> </ul> </div> <div> <p><b>Confucius :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• « Je transmets, mais ne crée point »</li> <li>• Valeurs traditionnelles sont la source de la supériorité morale de la Chine</li> </ul> </div> </div>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>1870</b>    Réforme structurelle de l'Empire dans les limites des conceptions traditionnelles en professionnalisant l'administration, l'armée, l'éducation et la justice (projet I)</p> <div> <div> <p><b>Wang Tao :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Souverain doit impulser un changement de valeurs</li> <li>• Rôle central du souverain dans le fonctionnement de l'État</li> <li>• Réforme du système de recrutement et de promotion des fonctionnaires en fonction des compétences pratiques exigées</li> <li>• Réforme de l'administration et de l'entraînement des forces armées</li> <li>• Réforme du système d'éducation</li> <li>• Réforme du système légal et juridique</li> </ul> </div> <div> <p><b>Mozi :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement du rôle du souverain</li> <li>• Refondation de l'ordre politique reposant sur une hiérarchie de personnes nommées, promues ou rétrogradées en fonction de leur capacité à renforcer l'État et à enrichir le peuple</li> </ul> </div> </div> |
| <p><b>1895</b>    Réforme structurelle de l'Empire dans les limites des conceptions traditionnelles (1) en professionnalisant l'administration, l'armée, l'éducation et la justice, et (2) en introduisant le parlementarisme et le constitutionalisme, i.e. : encadrement des pouvoirs de l'empereur (projet II), formulé par des lettrés (Minoritaires au sein de l'intelligentsia jusqu'à la défaite contre le Japon)</p> <div> <div> <p><b>Yan Fu :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les peuples doivent se réformer pour survivre</li> <li>• La puissance et la richesse de l'État doit profiter en premier lieu au peuple</li> </ul> </div> <div> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Darwinisme social</li> <li>• Constitutionnalisme</li> </ul> </div> <div> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Monarchisme : central à toutes les pensées politiques préimpériales</li> </ul> </div> </div>                                                                                                                          |

|                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                         |                                                                                                                                                        |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Royaume-Uni est la première puissance mondiale, l'Empire doit se modeler à son exemple</li> <li>• Le Royaume-Uni est une monarchie parlementaire, l'Empire doit l'imiter</li> </ul>                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Parlementarisme</li> </ul>                                                                     |                                                                                                                                                        |
| <b>1898</b>      | <b>Kang Youwei :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Empire doit chercher des modèles culturellement proches</li> <li>• L'Empire doit s'inspirer de la Restauration de Meiji</li> </ul>                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Darwinisme social</li> <li>• Constitutionnalisme</li> </ul>                                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Autoritarisme monarchique : élément central dans toutes les pensées politiques préimpériales</li> </ul>       |
| <b>1902-1904</b> | <b>Liang Qichao :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nation : organisation politique achevée du peuple</li> <li>• Relations internationales sont toujours belliqueuses</li> <li>• Pouvoir autoritaire dérivant sa légitimité de la Nation</li> <li>• Promotion du nationalisme chinois</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nationalisme culturel</li> <li>• Militarisme</li> <li>• Autoritarisme modernisateur</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Autoritarisme monarchique : élément central dans toutes les pensées politiques préimpériales</li> </ul>       |
| <b>1903</b>      | <b>Révolution politique : renverser la monarchie et les Mandchous pour réformer la Chine</b>                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                         |                                                                                                                                                        |
|                  | <b>Zhang Binglin :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nationalisme Han</li> <li>• Critique radicale de toutes les valeurs et institutions qui maintiennent les Han en sujétion</li> <li>• Ordre politique Han ne peut émerger que d'une révolution</li> </ul>                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nationalisme ethnique</li> <li>• Révolution politique</li> </ul>                               |                                                                                                                                                        |
| <b>1906</b>      | <b>Hu Hanmin :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nationalisme civique (aucune contradiction au sein de la nation)</li> <li>• Démocratie constitutionnelle</li> </ul>                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nationalisme civique</li> </ul>                                                                | <b>Mencius :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Orthodoxie impériale : le <i>Jintian zhidu</i> est la structure économique idéale</li> </ul> |

|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Révolution violente</li> <li>• Retour au système traditionnel du <i>Jintian zhidu</i> : population produit la richesse qui permet au Parlement de concrétiser ses projets politiques</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Révolution politique</li> <li>• Républicanisme</li> </ul>                                                                                                                                            |
| <b>1916</b> | <p>Réformes sociales et culturelles : changer les institutions ne suffit pas, il faut changer la culture de la Chine pour former des citoyens et créer une conscience nationale</p> <p><b>Chen Duxiu :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Activité économique fondement et expression de la société moderne</li> <li>• Valeurs confucéennes et traditionnelles profondément inégalitaires sont un des principaux obstacles à l'émancipation politique</li> <li>• Nécessité de fonder de nouvelles valeurs reposant sur l'égalité, la démocratie et la science comme préalables à l'émergence d'une véritable citoyenneté</li> </ul> |                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>1917</b> | <p><b>Hu Shi :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Littérature traditionnelle stéréotypée est un des principaux obstacles à l'émancipation individuelle</li> <li>• Nécessité de fonder une littérature nationale comme préalable à l'émergence d'une conscience nationale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Libéralisme</li> <li>• Valeurs confucéennes et traditionnelles sont dominantes</li> <li>• Formes d'écriture, héritées de l'éducation et du système des examens impériaux, sont dominantes</li> </ul> |
| <b>1917</b> | <p><b>Chen Duxiu :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La réforme de la littérature est une arme dans le combat pour l'émergence d'une identité nationale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Libéralisme</li> <li>• Références aux penseurs occidentaux en proportion comparable à celles des penseurs préimpériaux comme source d'inspiration</li> </ul>                                         |
| <b>1918</b> | <p>Révolution politique et sociale : changer les structures socio-économiques, et créer de nouvelles institutions</p> <p><b>Li Dazhao :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Impérialisme comme conséquence spontanée du capitalisme</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                               |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Socialisme révolutionnaire</li> </ul>                                                                                                                                                                |

|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• La lutte pour l'émancipation politique, sociale et économique est liée au développement même du capitalisme</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>1924</b> | <p><b>Sun Yat-Sen :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pouvoir présidentiel fort</li> <li>• Division en cinq pouvoirs : présidentiel, législatif, judiciaire, examens et censeur</li> <li>• Octroi de licences d'exploitation des ressources et terres nationalisées, impôt proportionnel à la production</li> <li>• État professionnel et modernisateur doté d'un personnel spécialisé</li> <li>• Nationalisme ethnoculturel</li> <li>• « Esprit national » doit non seulement dicter l'action politique, mais aussi être inculqué aux masses</li> <li>• Tutelle politique exercée par le Parti dont la durée n'est plus précisée</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nationalisme ethnoculturel</li> <li>• Système Parti-État inspiré du Bolchevisme</li> <li>• Autoritarisme</li> <li>• État bureaucratique</li> <li>• Ministères impériaux des examens et du censeur</li> <li>• Idéologie nationaliste officielle dérivée des représentations du confucianisme impérial</li> <li>• Mandat du Ciel réactivé sous la forme d'un Mandat de la Nation</li> </ul> |
| <b>1926</b> | <p><b>Mao Zedong :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rôle central de la paysannerie dans la révolution</li> <li>• La violence paysanne spontanée est sa force</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Violence paysanne, élément déstabilisateur : a toujours été le catalyseur des transitions dynastiques</li> <li>• Souci rhétorique pour la paysannerie est récurrent dans la pensée confucéenne, et une des caractéristiques de l'Orthodoxie impériale</li> </ul>                                                                                                                          |

|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Toute organisation révolutionnaire doit mobiliser la violence paysanne en répondant à ses aspirations sans renier ses principes afin de la canaliser et de la guider</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Paysannerie n'a jamais développé une conscience de classe autonome, et les structures impériales ont toujours lutté contre.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>1934</b> | <p><b>Chiang Kai-Shek :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Instauration d'un culte de la personnalité</li> <li>• Création de groupes paramilitaires fortement politisés et loyaux</li> <li>• Les seules bonnes valeurs pour la Chine sont les valeurs confucéennes traditionnelles</li> <li>• Pour que les valeurs dominent la pensée et l'action de tous, elles doivent être imposées par la loi</li> <li>• Embrigadement de la population et du Parti sur le modèle militaire</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fascisme</li> <li>• Réactivation des formes du culte impérial et du culte posthume aux empereurs défunts pour Sun Yat-Sen</li> <li>• Réactivation des symboles liés à la dynastie Ming, la dernière dynastie d'ethnie Han</li> </ul> <p><b>Xunzi :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les bonnes valeurs et les bons comportements doivent être imposés par la loi, et la morale doit devenir loi</li> <li>• Orthodoxie prime sur toute autre compétence</li> </ul> |
| <b>1935</b> | <p><b>Conférence Zunyi :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par ses victoires, Mao Zedong fait l'objet d'une admiration qu'il entretient sagement</li> <li>• Mao et ses partisans prennent la direction du PCC</li> <li>• Mao Zedong impose ses théories comme guide de l'action du PCC</li> <li>• Développement du Culte de Mao en réaction à celui de Chiang Kai-Shek</li> </ul>                                                                                                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>• PCC réactive, encourage et encadre le culte traditionnel des héros</li> <li>• Loyauté personnelle prime dans l'engagement</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>1937</b> | <p><b>Mao Zedong :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Communisme est d'abord une morale d'action</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Principes hiérarchiques priment en toutes circonstances</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Liste des comportements quotidiens justes d'un communiste</li> <li>• Mise de l'avant des intérêts collectifs, exprimés par l'obéissance aux supérieurs</li> <li>• Les valeurs et les comportements immoraux sont décrits comme étant libéraux</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                | <p><b>Xunzi :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les bonnes valeurs et les bons comportements doivent être imposés par la loi, et la morale doit devenir loi</li> <li>• Orthodoxie prime sur toute autre compétence</li> </ul>                                                                                                                                                                   |
| <b>1939</b> | <p><b>Liu Shaoqi :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Être communiste c'est d'abord un état d'esprit</li> <li>• On ne devient communiste qu'au terme d'un long processus d'initiation</li> <li>• Devenir communiste est un processus de réforme de la pensée, qui se déroule en assimilant les vérités marxistes-léninistes dans leur version stalinienne</li> <li>• Staline comme aboutissement du marxisme-léninisme</li> <li>• URSS stalinienne comme socialisme réellement existant</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stalinisme</li> <li>• Référence explicite à l'homme de bien confucéen comme modèle du bon communiste</li> <li>• Référence explicite à Confucius et à Mencius comme modèles</li> <li>• Référence aux souverains mythiques Yao et Shun comme modèles</li> <li>• Hiérarchie du Parti reflète la hiérarchie morale communiste</li> <li>• Orthodoxie officielle</li> </ul> |
| <b>1943</b> | <p><b>Comité central du PCC :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les cadres du parti doivent unir les masses en vivant au plus près d'elles afin de se reconnaître la légitimité pour les guider</li> <li>• Les opinions hétérodoxes sont réprimées et censurées</li> <li>• Le maoïsme devient indiscutable</li> </ul>                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les masses, comme le peuple dans la pensée préimpériale et pour l'Orthodoxie impériale, ne sont destinées qu'à un rôle politique passif</li> <li>• Imposition par la force de l'orthodoxie maoïste avec un cérémonial dérivé des pratiques impériales</li> </ul>                                                                                                      |
| <b>1949</b> | <b>Mao zedong :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |



|                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• La politique, la société et l'économie sont organisées sur une base pyramidale</li> <li>• Les niveaux inférieurs sont entièrement soumis aux niveaux supérieurs</li> <li>• Les membres des instances inférieures sont directement ou indirectement désignés par les instances supérieures</li> <li>• Le PCC dicte et supervise l'action des instances à tous les niveaux</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Autoritarisme</li> <li>• État bureaucratique</li> <li>• Orthodoxie officielle</li> <li>• Mandat du Ciel réactivé sous la forme d'un Mandat des Masses</li> </ul> |
| <b>1963</b> Révolution culturelle | <p><b>Petit livre rouge :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Liste d'aphorismes de Mao Zedong</li> <li>• Véritable prêt-à-penser pour affronter toutes les situations</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Forme rappelle les <i>Entretiens</i> de Confucius</li> </ul>                                                                                                     |
| <b>1966</b>                       | <p><b>Comité central du PCC :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Encourage les jeunes à former l'avant-garde de la rectification idéologique du Parti</li> <li>• Encourage une interprétation littérale des citations de Mao Zedong</li> </ul>                                                                                                                                                                 | <p><b>Mencius :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• organisation spontanée d'un régime idéal par les hommes de bien</li> </ul>                                                               |
| <b>1967</b>                       | <p><b>Lin Biao :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'idéologie est le seul critère de l'action</li> <li>• Les paroles et les actes de Mao Zedong sont les seuls guides d'une action révolutionnaire juste</li> </ul>                                                                                                                                                                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le culte de Mao Zedong fusionne les éléments du culte de l'empereur (Fils du Ciel) avec ceux du culte de Confucius (roi sans couronne)</li> </ul>                |
| <b>1975</b>                       | <p><b>Haoran :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La pensée de Mao Zedong doit être constamment magnifiée par ses écrits et ses actes</li> <li>• Les œuvres littéraires</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Révolution culturelle est institutionnalisée, codifiée, ritualisée à l'extrême</li> <li>• Conformité idéologique</li> </ul>                                      |

doivent constamment  
exagérer les situations  
afin de refléter la vision  
maoïste, mais aussi faire  
d'elle le moyen  
indispensable du  
dénouement de l'intrigue

- La pensée de Mao doit  
toujours triompher en  
pratique dans les œuvres  
de fiction
- Tels sont les critères  
d'une bonne œuvre

l'emporte sur la  
compétence pratique

**Xunzi :**

- Autoritarisme  
bureaucratique et  
idéologique



## ANNEXE 3.1

### CHRONOLOGIE DES MOMENTS ET FAITS SAILLANTS DE L'EPOQUE PREIMPERIALE A LA REPUBLIQUE

| Chronologie des moments et faits saillants de l'époque préimpériale à la République |             |                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Epoque                                                                              | Période     | Chronologie        | Moment et faits saillants                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Préimpériale                                                                        | Unification | <b>-230 à -221</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Annexion des six (6) royaumes centraux et orientaux par le Qin</li> <li>• Grands projets de développement économique</li> <li>• Centre du pouvoir se déplace vers l'ouest</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| Empire                                                                              | Qin         | <b>-221 à -207</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Première abolition du féodalisme</li> <li>• Administration territoriale uniforme</li> <li>• Étatisation du savoir et de l'enseignement</li> <li>• Régime de terreur instauré par le Second Empereur</li> <li>• Multiplication des révoltes</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|                                                                                     | Han         | <b>-202 à 220</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Han triomphe lors de la guerre civile</li> <li>• Capitale reste à l'ouest</li> <li>• Fondation d'un Empire dont la partie orientale est composée de royaumes et de marquisats vassaux semi-autonomes, mais dont la partie occidentale est organisée sur la base d'une administration territoriale uniforme</li> <li>• Loi de Han codifie strictement les crimes et les peines</li> <li>• Barbares Xiongnu se réorganisent en confédération qui met en échec toute tentative de conquête par les Han</li> <li>• Début des relations diplomatiques officiellement inégales entre Han et Xiongnu afin de préserver l'image de la supériorité de la dynastie</li> <li>• Candidats à la fonction publique sont nommés sur recommandation des autorités locales</li> <li>• Règne de Han Wudi : <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Orthodoxie impériale dérivée du confucianisme</li> <li>2) Lettrés non confucéens chassés de la capitale</li> <li>3) Sélection des fonctionnaires sur la base de la maîtrise de l'Orthodoxie</li> <li>4) Seconde abolition du féodalisme et imposition d'une administration territoriale uniforme à l'ensemble de l'Empire</li> <li>5) Grandes campagnes militaires qui repoussent les frontières de l'Empire</li> </ol> </li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                     |                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                     |                | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fondation de l'Université impériale qui a pour fonction de parfaire la formation idéologique des candidats à la fonction publique</li> <li>• La société est strictement hiérarchisée en castes (lettrés-fonctionnaires, paysans, artisans marchands) et selon la séniorité, chaque individu étant soumis à des devoirs précis selon son rang et son âge, les privilèges augmentant avec le rang</li> <li>• Wang Mang prend le pouvoir et cherche à réformer l'Empire selon une lecture stricte de l'Orthodoxie confucéenne : les grands propriétaires terriens et les paysans poussés à la révolte par la famine le renversent</li> <li>• Refondation de la dynastie Han</li> <li>• Toutes les préfectures et les cantons doivent entretenir des écoles</li> <li>• Luites de factions à la cour fragilisent le régime</li> <li>• Révoltes millénaristes poussées par les crises agricoles</li> </ul> |
| Première partition de l'Empire : dite période des six (6) dynasties<br><br>(220-420 Trois Royaumes;<br>265-420 : Dynastie Jin;<br>304-439 : 16 dynasties;<br>420-589 : Dynasties du Nord et du Sud) | <b>220-589</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Période de guerres civiles chroniques</li> <li>• Invasions barbares répétées</li> <li>• Propagation du bouddhisme et développement du taoïsme religieux qui proposent des réponses aux grandes questions existentielles</li> <li>• Instauration de monarchies sino-barbares au nord (organisations et valeurs chinoises, inégalité raciale)</li> <li>• Consolidation de la présence et de la culture Han au sud</li> <li>• Centre du pouvoir se déplace vers le sud-est, particulièrement le long du cours oriental du Yangzi</li> <li>• Malgré l'affaiblissement, perpétuation des valeurs et des structures impériales</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Sui                                                                                                                                                                                                 | <b>589-618</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunification et recentralisation de l'Empire</li> <li>• Introduction des examens impériaux civils (base régulière)</li> <li>• Construction du Grand Canal afin de relier les grands cours d'eau et les grandes villes de l'empire entre eux</li> <li>• Échec de la conquête de la Corée</li> <li>• Révolte militaire</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Tang                                                                                                                                                                                                | <b>618-907</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Age d'or artistique et littéraire</li> <li>• Autonomie d'un clergé bouddhiste exempté d'impôt par l'État</li> <li>• Clergé bouddhiste devient le premier propriétaire terrien</li> <li>• Impératrice Wu (690-705), seule femme ayant porté le titre d'Empereur et mécène du bouddhisme</li> <li>• Introduction des examens impériaux militaires (base irrégulière)</li> <li>• Seconde institutionnalisation d'une Orthodoxie impériale dérivée du confucianisme</li> <li>• Si le code Tang continue à lier chaque crime à une peine précise, il intime aux juges de moduler la peine selon le rang et la distance familiale entre le coupable et la victime</li> <li>• Toutes les écoles doivent entretenir un temple dédié à Confucius</li> <li>• Développement du Vietnam et du Japon à l'image de la Chine des Tang</li> </ul>                                                                    |

|                                                                                                                                                                                                               |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                               |                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rébellion militaire d'An Lushan (755-763)</li> <li>• Montée en puissance d'administrateurs militaires régionaux, et fragilisation conséquente du régime</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| Seconde partition<br>(907-960 : Cinq dynasties et Dix royaumes)<br>907-1125 : Dynastie Liao<br>960-1126 : Song du Nord<br>1038-1227 : Xia occidentaux<br>1115-1234 : Dynastie Jin<br>1127-1279 : Song du Sud) | <b>907-1279</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nouvelle vague d'invasions barbares</li> <li>• Réinstauration de monarchies sino-barbares au nord</li> <li>• Monde chinois divisé en trois pôles dont les dynasties respectives prétendent également au titre d'empereur, mais sans reconnaissance réciproque</li> <li>• Majorité des fonctionnaires impériaux sont recrutés sur examens</li> <li>• Fuite des populations Han vers les régions du sud</li> <li>• Ouverture vers les mers du sud</li> <li>• Développement économique et ascension de la caste des marchands</li> <li>• Multiplication des écoles privées</li> <li>• Effervescence littéraire se poursuit</li> <li>• Autres systèmes de valeurs sont accusés d'être à l'origine de la fragilisation de l'Empire</li> <li>• Développement du néoconfucianisme dans les écoles privée</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Yuan                                                                                                                                                                                                          | <b>1271-1368</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conquête de l'Eurasie par les Mongols</li> <li>• Commerce et échanges accrus entre l'Europe et la Chine</li> <li>• Régime sino-mongol en Chine</li> <li>• Patronage officiel de toutes les religions favorables au régime</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Ming                                                                                                                                                                                                          | <b>1368-1644</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Révolte paysanne et millénariste violente porte Zhu Yuanzhang au pouvoir, un paysan</li> <li>• Dynastie xénophobe, exige un respect strict de l'Orthodoxie</li> <li>• Politique d'isolement de la Chine</li> <li>• Néoconfucianisme devient l'orthodoxie impériale</li> <li>• Forme des examens impériaux ne connaîtra plus de changements majeurs</li> <li>• Ouverture des examens impériaux à toutes les castes de la société</li> <li>• Traditionalisme d'une caste de fonctionnaires lettrés sans compétences pratiques, doublé d'une aversion pour toute velléité de réforme, et d'une corruption généralisée</li> <li>• Pouvoir autiste ne pouvant faire face à l'adversité que par le repli sur soi ou le déploiement sans limites de la violence</li> <li>• Culte à l'Empereur et à la dynastie obligatoire dans tout l'Empire</li> <li>• Inquisition violente et systématique à l'encontre des pensées jugées hétérodoxes</li> <li>• Commerce asiatique atteint son extension maximale</li> <li>• Mépris de la dynastie pour le commerce conduit à sa ritualisation sous la forme de « relations tributaires », confortant la croyance que la Chine était au cœur d'un empire mondial</li> <li>• Fragilité systémique des structures impériales</li> </ul> |
| Qing                                                                                                                                                                                                          | <b>1644-1912</b> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Régime sino-manchou</li> <li>• Maintien des institutions Ming en l'état</li> <li>• Extension maximale des frontières de la Chine</li> <li>• Multiplication des protectorats</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

|            |                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|            |                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrivée et renforcement de la présence jésuite, mais strictement cantonnée dans les lieux de pouvoir</li> <li>• Création d'une administration mandchoue parallèle dans le palais impérial</li> <li>• Dynastie traitera avec mépris, l'arrivée et l'empiétement continu des puissances capitalistes et industrielles occidentales</li> <li>• Début du siècle des humiliations et accélération du retard de développement</li> </ul> |
| République | Première République | <b>1911-1915</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Révolution du Xinhai</li> <li>• Effondrement du régime constitutionnel</li> <li>• Dictature personnelle de Yuan Shikai</li> <li>• Montée des seigneurs de guerre</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                       |

## ANNEXE 6.1

### DISCOURS ET ALLOCUTIONS DE DENG XIAOPING DU 25 JANVIER 1975 AU 21 FEVRIER 1992

#### PHASE I : JANVIER 1975 – SEPTEMBRE 1976 RIVALITES DANS L'OMBRE DE MAO

|       |                                  |                                                                                            |
|-------|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| P1-D1 | January 25, 1975                 | THE ARMY NEEDS TO BE CONSOLIDATED                                                          |
| P1-D2 | March 5, 1975                    | THE WHOLE PARTY SHOULD TAKE THE OVERALL INTEREST INTO ACCOUNT AND PUSH THE ECONOMY FORWARD |
| P1-D3 | May 29, 1975                     | SOME PROBLEMS OUTSTANDING IN THE IRON AND STEEL INDUSTRY                                   |
| P1-D4 | July 4, 1975                     | STRENGTHEN PARTY LEADERSHIP AND RECTIFY THE PARTY'S STYLE OF WORK                          |
| P1-D5 | July 14, 1975                    | THE TASK OF CONSOLIDATING THE ARMY                                                         |
| P1-D6 | August 3, 1975                   | ON CONSOLIDATING NATIONAL DEFENCE ENTERPRISES                                              |
| P1-D7 | August 18, 1975                  | SOME COMMENTS ON INDUSTRIAL DEVELOPMENT                                                    |
| P1-D8 | September 26, 1975               | PRIORITY SHOULD BE GIVEN TO SCIENTIFIC RESEARCH                                            |
| P1-D9 | September 27 and October 4, 1975 | THINGS MUST BE PUT IN ORDER IN ALL FIELDS                                                  |

#### PHASE II : OCTOBRE 1976 – DECEMBRE 1978 RIVALITES A LA MORT DE MAO

|       |                           |                                                                      |
|-------|---------------------------|----------------------------------------------------------------------|
|       | May 24, 1977              | THE "TWO WHATEVERS" DO NOT ACCORD WITH MARXISM                       |
|       | May 24, 1977 <sup>1</sup> | RESPECT KNOWLEDGE, RESPECT TRAINED PERSONNEL                         |
| P2-D1 | July 21, 1977             | MAO ZEDONG THOUGHT MUST BE CORRECTLY UNDERSTOOD AS AN INTEGRAL WHOLE |
| P2-D2 | August 8, 1977            | SOME COMMENTS ON WORK IN SCIENCE AND EDUCATION                       |

---

<sup>1</sup> Les propos du 24 mai 1977 n'ont pas été retenus, car il ne s'agit pas de discours ou d'allocutions, mais de conversations privées que Deng Xiaoping a eues avec deux membres du *Comité central* dont le nom n'est pas mentionné. Les titres ont été ajoutés lors de la publication. Voir Deng Xiaoping (1995, p. 51-52 et 53-54).



|        |                    |                                                                                                                     |
|--------|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| P2-D3  | August 23, 1977    | THE ARMY SHOULD ATTACH STRATEGIC IMPORTANCE TO EDUCATION AND TRAINING                                               |
| P2-D4  | September 19, 1977 | SETTING THINGS RIGHT IN EDUCATION                                                                                   |
| P2-D5  | December 28, 1977  | SPEECH AT A PLENARY MEETING OF THE MILITARY COMMISSION OF THE CENTRAL COMMITTEE OF THE CPC                          |
| P2-D6  | March 18, 1978     | SPEECH AT THE OPENING CEREMONY OF THE NATIONAL CONFERENCE ON SCIENCE                                                |
| P2-D7  | March 28, 1978     | ADHERE TO THE PRINCIPLE "TO EACH ACCORDING TO HIS WORK"                                                             |
| P2-D8  | April 22, 1978     | SPEECH AT THE NATIONAL CONFERENCE ON EDUCATION                                                                      |
| P2-D9  | May 7, 1978        | REALIZE THE FOUR MODERNIZATIONS AND NEVER SEEK HEGEMONY                                                             |
| P2-D10 | June 2, 1978       | SPEECH AT THE ALL-ARMY CONFERENCE ON POLITICAL WORK                                                                 |
| P2-D11 | September 16, 1978 | HOLD HIGH THE BANNER OF MAO ZEDONG THOUGHT AND ADHERE TO THE PRINCIPLE OF SEEKING TRUTH FROM FACTS                  |
| P2-D12 | September 18, 1978 | UPDATE ENTERPRISES WITH ADVANCED TECHNOLOGY AND MANAGERIAL EXPERTISE                                                |
| P2-D13 | October 10, 1978   | CARRY OUT THE POLICY OF OPENING TO THE OUTSIDE WORLD AND LEARN ADVANCED SCIENCE AND TECHNOLOGY FROM OTHER COUNTRIES |
| P2-D14 | October 11, 1978   | THE WORKING CLASS SHOULD MAKE OUTSTANDING CONTRIBUTIONS TO THE FOUR MODERNIZATIONS                                  |
| P2-D15 | December 13, 1978  | EMANCIPATE THE MIND, SEEK TRUTH FROM FACTS AND UNITE AS ONE IN LOOKING FOR THE FUTURE                               |

### **PHASE III : JANVIER 1979 – AOUT 1982**

#### **DENG XIAOPING, FIGURE PUBLIQUE DU MOUVEMENT DE REFORME ET D'OUVERTURE**

|       |                  |                                                                                                                                        |
|-------|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| P3-D1 | January 1, 1979  | PUT ON THE AGENDA SETTLEMENT OF THE TAIWAN QUESTION FOR THE REUNIFICATION OF THE MOTHERLAND                                            |
| P3-D2 | January 17, 1979 | WE SHOULD MAKE USE OF FOREIGN FUNDS AND LET FORMER CAPITALIST INDUSTRIALISTS AND BUSINESSMEN PLAY THEIR ROLE IN DEVELOPING THE ECONOMY |
| P3-D3 | March 30, 1979   | UPHOLD THE FOUR CARDINAL PRINCIPLES                                                                                                    |
| P3-D4 | June 15, 1979    | THE UNITED FRONT AND THE TASKS OF THE CHINESE PEOPLE'S POLITICAL CONSULTATIVE CONFERENCE IN THE NEW PERIOD                             |
| P3-D5 | June 28, 1979    | NEITHER DEMOCRACY NOR THE LEGAL SYSTEM SHOULD BE WEAKENED                                                                              |
| P3-D6 | July 29, 1979    | THE ORGANIZATIONAL LINE GUARANTEES THE IMPLEMENTATION OF THE IDEOLOGICAL AND POLITICAL LINES                                           |

|        |                        |                                                                                                                                                        |
|--------|------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| P3-D7  | October 4, 1979        | SOME COMMENTS ON ECONOMIC WORK                                                                                                                         |
| P3-D8  | October 19, 1979       | ALL DEMOCRATIC PARTIES AND FEDERATIONS OF INDUSTRY AND COMMERCE ARE POLITICAL FORCES SERVING SOCIALISM                                                 |
| P3-D9  | October 30, 1979       | SPEECH GREETING THE FOURTH CONGRESS OF CHINESE WRITERS AND ARTISTS                                                                                     |
| P3-D10 | November 2, 1979       | SENIOR CADRES SHOULD TAKE THE LEAD IN MAINTAINING AND ENRICHING THE PARTY'S FINE TRADITIONS                                                            |
| P3-D11 | November 26, 1979      | WE CAN DEVELOP A MARKET ECONOMY UNDER SOCIALISM                                                                                                        |
| P3-D12 | December 6, 1979       | CHINA'S GOAL IS TO ACHIEVE COMPARATIVE PROSPERITY BY END OF THE CENTURY                                                                                |
| P3-D13 | January 16, 1980       | THE PRESENT SITUATION AND THE TASKS BEFORE US                                                                                                          |
| P3-D14 | February 29, 1980      | ADHERE TO THE PARTY LINE AND IMPROVE METHODS OF WORK                                                                                                   |
| P3-D15 | March 12, 1980         | STREAMLINE THE ARMY AND RAISE ITS COMBAT EFFECTIVENESS                                                                                                 |
| P3-D16 | March 1980 – June 1981 | REMARKS ON SUCCESSIVE DRAFTS OF THE "RESOLUTION ON CERTAIN QUESTIONS IN THE HISTORY OF OUR PARTY SINCE THE FOUNDING OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA" |
| P3-D17 | April - May, 1980      | TO BUILD SOCIALISM WE MUST FIRST DEVELOP THE PRODUCTIVE FORCES                                                                                         |
| P3-D18 | May 31, 1980           | ON QUESTIONS OF RURAL POLICY                                                                                                                           |
| P3-D19 | May 31, 1980           | AN IMPORTANT PRINCIPLE FOR HANDLING RELATIONS BETWEEN FRATERNAL PARTIES                                                                                |
| P3-D20 | August 18, 1980        | ON THE REFORM OF THE SYSTEM OF PARTY AND STATE LEADERSHIP                                                                                              |
| P3-D21 | August 21 and 23, 1980 | ANSWERS TO THE ITALIAN JOURNALIST ORIANA FALLACI                                                                                                       |
| P3-D22 | December 25, 1980      | IMPLEMENT THE POLICY OF READJUSTMENT, ENSURE STABILITY AND UNITY                                                                                       |
| P3-D23 | January 4, 1981        | OUR PRINCIPLED POSITION ON THE DEVELOPMENT OF SINO-U.S. RELATIONS                                                                                      |
| P3-D24 | March 27, 1981         | ON OPPOSING WRONG IDEOLOGICAL TENDENCIES                                                                                                               |
| P3-D25 | June 29, 1981          | CLOSING SPEECH AT THE SIXTH PLENARY SESSION OF THE ELEVENTH CENTRAL COMMITTEE OF THE CPC                                                               |
| P3-D26 | July 2, 1981           | THE PRIMARY TASK OF VETERAN CADRES IS TO SELECT YOUNG AND MIDDLE-AGED CADRES FOR PROMOTION                                                             |
| P3-D27 | July 17, 1981          | CONCERNING PROBLEMS ON THE IDEOLOGICAL FRONT                                                                                                           |
| P3-D28 | September 19, 1981     | BUILD POWERFUL, MODERN AND REGULARIZED REVOLUTIONARY ARMED FORCES                                                                                      |
| P3-D29 | January 13, 1982       | STREAMLINING ORGANIZATIONS CONSTITUTES A REVOLUTION                                                                                                    |
| P3-D30 | April 10, 1982         | COMBAT ECONOMIC CRIME                                                                                                                                  |
| P3-D31 | May 6, 1982            | CHINA'S HISTORICAL EXPERIENCE IN ECONOMIC CONSTRUCTION                                                                                                 |

|        |                 |                                                                                                       |
|--------|-----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| P3-D32 | July 4, 1982    | SPEECH AT A FORUM OF THE MILITARY COMMISSION OF THE CENTRAL COMMITTEE OF THE CPC                      |
| P3-D33 | July 30, 1982   | ADVISORY COMMISSIONS WILL BE A TRANSITIONAL MEASURE FOR THE ABOLITION OF LIFE TENURE IN LEADING POSTS |
| P3-D34 | August 21, 1982 | CHINA'S FOREIGN POLICY                                                                                |

#### **PHASE IV : SEPTEMBRE 1982 – DECEMBRE 1988**

##### **LA RANÇON DU SUCCÈS**

|        |                            |                                                                                                                     |
|--------|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| P4-D1  | September 1, 1982          | OPENING SPEECH AT THE TWELFTH NATIONAL CONGRESS OF THE COMMUNIST PARTY OF CHINA                                     |
| P4-D2  | September 13, 1982         | SPEECH AT THE FIRST PLENARY SESSION OF THE CENTRAL ADVISORY COMMISSION OF THE COMMUNIST PARTY OF CHINA              |
| P4-D3  | September 18, 1982         | WE SHALL CONCENTRATE ON ECONOMIC DEVELOPMENT                                                                        |
| P4-D4  | September 24, 1982         | OUR BASIC POSITION ON THE QUESTION OF HONG KONG                                                                     |
| P4-D5  | October 14, 1982           | IN THE FIRST DECADE, PREPARE FOR THE SECOND                                                                         |
| P4-D6  | October 22, 1982           | PROMOTE THE FRIENDSHIP BETWEEN CHINA AND INDIA AND INCREASE SOUTH-SOUTH COOPERATION                                 |
| P4-D7  | November and December 1982 | PLANT TREES EVERYWHERE                                                                                              |
| P4-D8  | January 12, 1983           | OUR WORK IN ALL FIELDS SHOULD CONTRIBUTE TO THE BUILDING OF SOCIALISM WITH CHINESE CHARACTERISTICS                  |
| P4-D9  | March 2, 1983              | REMARKS AFTER AN INSPECTION TOUR OF JIANGSU PROVINCE AND OTHER PLACES                                               |
| P4-D10 | April 29, 1983             | WE ARE BUILDING A SOCIALIST SOCIETY WITH BOTH HIGH MATERIAL STANDARDS (sic) AND HIGH CULTURAL AND ETHICAL STANDARDS |
| P4-D11 | June 18, 1983              | WE ARE ON THE RIGHT TRACK AND OUR POLICIES WILL NOT CHANGE                                                          |
| P4-D12 | June 26, 1983              | AN IDEA FOR THE PEACEFUL REUNIFICATION OF THE CHINESE MAINLAND AND TAIWAN                                           |
| P4-D13 | July 8, 1983               | USE THE INTELLECTUAL RESOURCES OF OTHER COUNTRIES AND OPEN WIDER TO THE OUTSIDE WORLD                               |
| P4-D14 | July 19, 1983              | CRACK DOWN ON CRIME                                                                                                 |
| P4-D15 | October 1, 1983            | MESSAGE WRITTEN FOR JINGSHAN SCHOOL                                                                                 |
| P4-D16 | October 12, 1983           | THE PARTY'S URGENT TASKS ON THE ORGANIZATIONAL AND IDEOLOGICAL FRONTS                                               |
| P4-D17 | February 22, 1984          | A NEW APPROACH TO STABILIZING THE WORLD SITUATION                                                                   |
| P4-D18 | February 24, 1984          | MAKE A SUCCESS OF SPECIAL ECONOMIC ZONES AND OPEN MORE CITIES TO THE OUTSIDE WORLD                                  |

|        |                   |                                                                                                                   |
|--------|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| P4-D19 | March 25, 1984    | WE SHOULD TAKE A LONGER-RANGE VIEW IN DEVELOPING SINO-JAPANESE RELATIONS                                          |
| P4-D20 | May 29, 1984      | WE MUST SAFEGUARD WORLD PEACE AND ENSURE DOMESTIC DEVELOPMENT                                                     |
| P4-D21 | June 22-23, 1984  | ONE COUNTRY, TWO SYSTEMS                                                                                          |
| P4-D22 | June 30, 1984     | BUILDING A SOCIALISM WITH A SPECIFICALLY CHINESE CHARACTER                                                        |
| P4-D23 | July 31, 1984     | WE SHALL BE PAYING CLOSE ATTENTION TO DEVELOPMENTS IN HONG KONG DURING THE TRANSITION PERIOD                      |
| P4-D24 | October 1, 1984   | SPEECH AT THE CEREMONY CELEBRATING THE 35TH ANNIVERSARY OF THE FOUNDING OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA         |
| P4-D25 | October 3, 1984   | MAINTAIN PROSPERITY AND STABILITY IN HONG KONG                                                                    |
| P4-D26 | October 6, 1984   | OUR MAGNIFICENT GOAL AND BASIC POLICIES                                                                           |
| P4-D27 | October 10, 1984  | WE REGARD REFORM AS A REVOLUTION                                                                                  |
| P4-D28 | October 22, 1984  | SPEECH AT THE THIRD PLENARY SESSION OF THE CENTRAL ADVISORY COMMISSION OF THE COMMUNIST PARTY OF CHINA            |
| P4-D29 | October 26, 1984  | WE MUST FOLLOW OUR OWN ROAD IN ECONOMIC DEVELOPMENT AS WE DID IN REVOLUTION                                       |
| P4-D30 | October 31, 1984  | THE PRINCIPLES OF PEACEFUL COEXISTENCE HAVE A POTENTIALLY WIDE APPLICATION                                        |
| P4-D31 | November 1, 1984  | THE ARMY SHOULD SUBORDINATE ITSELF TO THE GENERAL INTEREST, WHICH IS TO DEVELOP THE COUNTRY                       |
| P4-D32 | December 19, 1984 | CHINA WILL ALWAYS KEEP ITS PROMISES                                                                               |
| P4-D33 | March 4, 1985     | PEACE AND DEVELOPMENT ARE THE TWO OUTSTANDING ISSUES IN THE WORLD TODAY                                           |
| P4-D34 | March 7, 1985     | THE REFORM OF THE SYSTEM FOR MANAGING SCIENCE AND TECHNOLOGY IS DESIGNED TO LIBERATE THE PRODUCTIVE FORCES        |
| P4-D35 | March 7, 1985     | UNITY DEPENDS ON IDEALS AND DISCIPLINE                                                                            |
| P4-D36 | March 28, 1985    | REFORM IS CHINA'S SECOND REVOLUTION                                                                               |
| P4-D37 | April 15, 1985    | WE SHALL EXPAND POLITICAL DEMOCRACY AND CARRY OUT ECONOMIC REFORM                                                 |
| P4-D38 | April 18, 1985    | WE HOPE TO INCREASE ECONOMIC TIES WITH EUROPE                                                                     |
| P4-D39 | May 19, 1985      | DEVOTE SPECIAL EFFORT TO EDUCATION                                                                                |
| P4-D40 | May and June 1985 | BOURGEOIS LIBERALIZATION MEANS TAKING THE CAPITALIST ROAD                                                         |
| P4-D41 | June 4, 1985      | SPEECH AT AN ENLARGED MEETING OF THE MILITARY COMMISSION OF THE CENTRAL COMMITTEE OF THE COMMUNIST PARTY OF CHINA |

|        |                              |                                                                                                                                 |
|--------|------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| P4-D42 | June 29, 1985                | REFORM AND OPENING TO THE OUTSIDE WORLD ARE A GREAT EXPERIMENT                                                                  |
| P4-D43 | July 11, 1985                | SEIZE THE OPPORTUNE MOMENT TO ADVANCE THE REFORM                                                                                |
| P4-D44 | August 1, 1985               | SPECIAL ECONOMIC ZONES SHOULD SHIFT THEIR ECONOMY FROM A DOMESTIC ORIENTATION TO AN EXTERNAL ORIENTATION                        |
| P4-D45 | August 21, 1985              | TWO KINDS OF COMMENTS ABOUT CHINA'S REFORM                                                                                      |
| P4-D46 | August 28, 1985              | REFORM IS THE ONLY WAY FOR CHINA TO DEVELOP ITS PRODUCTIVE FORCES                                                               |
| P4-D47 | September 23, 1985           | SPEECH AT THE NATIONAL CONFERENCE OF THE COMMUNIST PARTY OF CHINA                                                               |
| P4-D48 | October 23, 1985             | THERE IS NO FUNDAMENTAL CONTRADICTION BETWEEN SOCIALISM AND A MARKET ECONOMY                                                    |
| P4-D49 | January 17, 1986             | TALK AT A MEETING OF THE STANDING COMMITTEE OF THE POLITICAL BUREAU OF THE CENTRAL COMMITTEE                                    |
| P4-D50 | March 28, 1986               | LET THE FACTS SPEAK FOR THEMSELVES                                                                                              |
| P4-D51 | April 4, 1986                | KEEPING TO SOCIALISM AND THE POLICY OF PEACE                                                                                    |
| P4-D52 | June 10, 1986                | REMARKS ON THE DOMESTIC ECONOMIC SITUATION                                                                                      |
| P4-D53 | June 18, 1986                | FOR THE GREAT UNITY OF THE ENTIRE CHINESE NATION                                                                                |
| P4-D54 | June 28, 1986                | HELP THE PEOPLE UNDERSTAND THE IMPORTANCE OF THE RULE OF LAW                                                                    |
| P4-D55 | August 19-21, 1986           | REMARKS DURING AN INSPECTION TOUR OF TIANJIN                                                                                    |
| P4-D56 | September 2, 1986            | REPLIES TO THE AMERICAN TV CORRESPONDENT MIKE WALLACE                                                                           |
| P4-D57 | September-<br>November, 1986 | ON REFORM OF THE POLITICAL STRUCTURE                                                                                            |
| P4-D58 | September 28, 1986           | REMARKS AT THE SIXTH PLENARY SESSION OF THE PARTY'S TWELFTH CENTRAL COMMITTEE                                                   |
| P4-D59 | October 18, 1986             | CHINA CANNOT ADVANCE WITHOUT SCIENCE                                                                                            |
| P4-D60 | October 21, 1986             | IN MEMORY OF LIU BOCHENG                                                                                                        |
| P4-D61 | November 9, 1986             | WE MUST UNITE THE PEOPLE ON THE BASIS OF FIRM CONVICTIONS                                                                       |
| P4-D62 | December 19, 1986            | ON THE REFORM OF ENTERPRISES AND OF THE BANKING SYSTEM                                                                          |
| P4-D63 | December 30, 1986            | TAKE A CLEAR-CUT STAND AGAINST BOURGEOIS LIBERALIZATION                                                                         |
| P4-D64 | January 13, 1987             | WE HAVE TO CLEAR AWAY OBSTACLES AND CONTINUE TO ADVANCE                                                                         |
| P4-D65 | January 20, 1987             | WE MUST PROMOTE EDUCATION IN THE FOUR CARDINAL PRINCIPLES AND ADHERE TO THE POLICIES OF REFORM AND OPENING TO THE OUTSIDE WORLD |
| P4-D66 | February 6, 1987             | PLANNING AND THE MARKET ARE BOTH MEANS OF DEVELOPING                                                                            |

|        |                   |                                                                                                                                 |
|--------|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|        |                   | THE PRODUCTIVE FORCES                                                                                                           |
| P4-D67 | February 18, 1987 | WE MUST TELL OUR YOUNG PEOPLE ABOUT CHINA'S HISTORY                                                                             |
| P4-D68 | March 3, 1987     | CHINA CAN ONLY TAKE THE SOCIALIST ROAD                                                                                          |
| P4-D69 | March 8, 1987     | WE MUST CARRY OUT SOCIALIST CONSTRUCTION IN AN ORDERLY WAY UNDER THE LEADERSHIP OF THE PARTY                                    |
| P4-D70 | March 27, 1987    | HOW TO JUDGE THE SOUNDNESS OF A COUNTRY'S POLITICAL SYSTEM                                                                      |
| P4-D71 | April 16, 1987    | SPEECH AT A MEETING WITH THE MEMBERS OF THE COMMITTEE FOR DRAFTING THE BASIC LAW OF THE HONG KONG SPECIAL ADMINISTRATIVE REGION |
| P4-D72 | April 26, 1987    | TO UPHOLD SOCIALISM WE MUST ELIMINATE POVERTY                                                                                   |
| P4-D73 | April 30, 1987    | WE SHALL DRAW ON HISTORICAL EXPERIENCE AND GUARD AGAINST WRONG TENDENCIES                                                       |
| P4-D74 | May 5, 1987       | BE ON GUARD AGAINST ATTEMPTS TO REVIVE MILITARISM IN JAPAN                                                                      |
| P4-D75 | May 12, 1987      | REFORM AND OPENING TO THE OUTSIDE WORLD CAN TRULY INVIGORATE CHINA                                                              |
| P4-D76 | June 12, 1987     | WE SHALL SPEED UP REFORM                                                                                                        |
| P4-D77 | June 29, 1987     | NOTHING CAN BE ACCOMPLISHED WITHOUT A STABLE POLITICAL ENVIRONMENT                                                              |
| P4-D78 | June 29, 1987     | CHINA'S POLICY, BASED ON THE EQUALITY OF NATIONALITIES, IS TO ACCELERATE DEVELOPMENT IN TIBET                                   |
| P4-D79 | July 4, 1987      | THE TWO BASIC ELEMENTS IN CHINA'S POLICIES                                                                                      |
| P4-D80 | August 29, 1987   | IN EVERYTHING WE DO WE MUST PROCEED FROM THE REALITIES OF THE PRIMARY STAGE OF SOCIALISM                                        |
| P4-D81 | October 13, 1987  | WE ARE UNDERTAKING AN ENTIRELY NEW ENDEAVOUR                                                                                    |
| P4-D82 | November 16, 1987 | TWO FEATURES OF THE THIRTEENTH NATIONAL CONGRESS OF THE COMMUNIST PARTY OF CHINA                                                |
| P4-D83 | May 18, 1988      | WE MUST EMANCIPATE OUR MINDS AND THINK INDEPENDENTLY                                                                            |
| P4-D84 | May 19, 1988      | WE MUST RATIONALIZE PRICES AND ACCELERATE THE REFORM                                                                            |
| P4-D85 | May 25, 1988      | WE MUST CONTINUE TO EMANCIPATE OUR MINDS AND ACCELERATE THE REFORM                                                              |
| P4-D86 | June 3, 1988      | WE SHOULD DRAW ON THE EXPERIENCE OF OTHER COUNTRIES                                                                             |
| P4-D87 | June 7, 1988      | WE SHOULD MAINTAIN MODERATELY RAPID GROWTH OF PRODUCTION                                                                        |
| P4-D88 | June 22, 1988     | CIRCUMSTANCES OBLIGE US TO DEEPEN THE REFORM AND OPEN WIDER TO THE OUTSIDE WORLD                                                |
| P4-D89 | September 5, 1988 | WE REVIEW THE PAST TO OPEN UP A NEW PATH TO THE FUTURE                                                                          |
| P4-D90 | September 5 and   | SCIENCE AND TECHNOLOGY CONSTITUTE A PRIMARY                                                                                     |

|        |                    |                                                                                                           |
|--------|--------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|        | September 12, 1988 | PRODUCTIVE FORCE                                                                                          |
| P4-D91 | September 12, 1988 | THE CENTRAL LEADERSHIP MUST HAVE AUTHORITY                                                                |
| P4-D92 | October 24, 1988   | CHINA MUST TAKE ITS PLACE IN THE FIELD OF HIGH TECHNOLOGY                                                 |
| P4-D93 | December 21, 1988  | A NEW INTERNATIONAL ORDER SHOULD BE ESTABLISHED WITH THE FIVE PRINCIPLES OF PEACEFUL COEXISTENCE AS NORMS |

## **PHASE V : FEVRIER 1989 – FEVRIER 1992**

### **COUP D'ARRET DES REFORMES**

|        |                    |                                                                                                                                             |
|--------|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| P5-D1  | February 26, 1989  | THE OVERRIDING NEED IS FOR STABILITY                                                                                                        |
| P5-D2  | March 4, 1989      | CHINA WILL TOLERATE NO DISTURBANCES                                                                                                         |
| P5-D3  | March 23, 1989     | MAINTAIN THE TRADITION OF HARD STRUGGLE                                                                                                     |
| P5-D4  | May 16, 1989       | LET US PUT THE PAST BEHIND US AND OPEN UP A NEW ERA                                                                                         |
| P5-D5  | May 31, 1989       | WE MUST FORM A PROMISING COLLECTIVE LEADERSHIP THAT WILL CARRY OUT REFORM                                                                   |
| P5-D6  | June 9, 1989       | ADDRESS TO OFFICERS AT THE RANK OF GENERAL AND ABOVE IN COMMAND OF THE TROOPS ENFORCING MARTIAL LAW IN BEIJING                              |
| P5-D7  | June 16, 1989      | URGENT TASKS OF CHINA'S THIRD GENERATION OF COLLECTIVE LEADERSHIP                                                                           |
| P5-D8  | September 4, 1989  | WITH STABLE POLICIES OF REFORM AND OPENING TO THE OUTSIDE WORLD, CHINA CAN HAVE GREAT HOPES FOR THE FUTURE                                  |
| P5-D9  | September 4, 1989  | A LETTER TO THE POLITICAL BUREAU OF THE CENTRAL COMMITTEE OF THE COMMUNIST PARTY OF CHINA                                                   |
| P5-D10 | September 16, 1989 | WE ARE CONFIDENT THAT WE CAN HANDLE CHINA'S AFFAIRS WELL                                                                                    |
| P5-D11 | October 26, 1989   | NO ONE CAN SHAKE SOCIALIST CHINA                                                                                                            |
| P5-D12 | October 31, 1989   | THE UNITED STATES SHOULD TAKE THE INITIATIVE IN PUTTING AN END TO THE STRAINS IN SINO-AMERICAN RELATIONS                                    |
| P5-D13 | November 12, 1989  | SPEECH TO COMRADES WHO HAD ATTENDED AN ENLARGED MEETING OF THE MILITARY COMMISSION OF THE CENTRAL COMMITTEE OF THE COMMUNIST PARTY OF CHINA |
| P5-D14 | November 20, 1989  | A REVIEW OF THE HISTORY OF THE SECOND FIELD ARMY                                                                                            |
| P5-D15 | November 23, 1989  | WE MUST ADHERE TO SOCIALISM AND PREVENT PEACEFUL EVOLUTION TOWARDS CAPITALISM                                                               |
| P5-D16 | December 1, 1989   | FIRST PRIORITY SHOULD ALWAYS BE GIVEN TO NATIONAL SOVEREIGNTY AND SECURITY                                                                  |
| P5-D17 | December 10, 1989  | SINO-U.S. RELATIONS MUST BE IMPROVED                                                                                                        |

|        |                                   |                                                                                                            |
|--------|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| P5-D18 | February, 17, 1990                | THE BASIC LAW OF THE HONG KONG SPECIAL ADMINISTRATIVE REGION IS OF HISTORIC AND INTERNATIONAL SIGNIFICANCE |
| P5-D19 | March 3, 1990                     | THE INTERNATIONAL SITUATION AND ECONOMIC PROBLEMS                                                          |
| P5-D20 | April 7, 1990                     | WE ARE WORKING TO REVITALIZE THE CHINESE NATION                                                            |
| P5-D21 | July 11, 1990                     | CHINA WILL NEVER ALLOW OTHER COUNTRIES TO INTERFERE IN ITS INTERNAL AFFAIRS                                |
| P5-D22 | September 15, 1990                | WE SHOULD ALL STRIVE TO REUNIFY THE MOTHERLAND                                                             |
| P5-D23 | December 24, 1990                 | SEIZE THE OPPORTUNITY TO DEVELOP THE ECONOMY                                                               |
| P5-D24 | January 28 –<br>February 18, 1991 | REMARKS MADE DURING AN INSPECTION TOUR OF SHANGHAI                                                         |
| P5-D25 | August 20, 1991                   | REVIEW YOUR EXPERIENCE AND USE PROFESSIONALLY TRAINED PEOPLE                                               |
| P5-D26 | January 18 –<br>February 21, 1992 | EXCERPTS FROM TALKS GIVEN IN WUCHANG, SHENZHEN, ZHUHAI AND SHANGHAI                                        |





## ANNEXE 6.2

### TABLEAU DES OCCURRENCES DES REFERENCES AU MAOÏSME ET AU MARXISME, ET AUDITOIRES DES DISCOURS ET ALLOCUTIONS DES PHASES I ET II, JANVIER 1975 – DECEMBRE 1978

| Discours     | Date           | Rang | MAO   | MAX   | HIS  | ARM   | IDM  | ECO   | PAR  | RDS  | POP  | CUL  | EDU   | SYN  | HDG   | ETG  |
|--------------|----------------|------|-------|-------|------|-------|------|-------|------|------|------|------|-------|------|-------|------|
| <b>1975</b>  |                |      |       |       |      |       |      |       |      |      |      |      |       |      |       |      |
| P1-D1        | 25/1           | 1    | 1     |       |      | 1     |      |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P1-D2        | 5/3            | 2    | 1     |       |      |       |      | 1     |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P1-D3        | 29/5           | 3    | 1     |       |      |       |      | 1     |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P1-D4        | 4/7            | 4    | 1     |       |      |       |      | 1     | 1    |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P1-D5        | 14/7           | 5    | 1     |       |      | 1     |      |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P1-D6        | 3/8            | 6    | 1     |       |      | 1     | 1    |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P1-D7        | 18/8           | 7    | 1     |       |      |       |      | 1     |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P1-D8        | 26/9           | 8    | 1     |       |      |       |      |       |      | 1    |      |      |       |      | 1     |      |
| P1-D9        | 27/9 -<br>4/10 | 9    | 1     |       |      |       |      |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| <b>1977</b>  |                |      |       |       |      |       |      |       |      |      |      |      |       |      |       |      |
| P2-D1        | 21/7           | 10   | 1     |       |      |       |      |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P2-D2        | 8/8            | 11   | 1     |       |      |       |      |       |      |      |      |      | 1     |      | 1     |      |
| P2-D3        | 23/8           | 12   | 1     |       |      | 1     |      |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P2-D4        | 19/9           | 13   | 1     |       |      |       |      |       |      |      |      |      | 1     |      | 1     |      |
| P2-D5        | 28/12          | 14   | 1     |       |      | 1     |      |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| <b>1978</b>  |                |      |       |       |      |       |      |       |      |      |      |      |       |      |       |      |
| P2-D6        | 18/3           | 15   | 1     | 1     |      |       |      |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P2-D7        | 28/3           | 16   |       | 1     |      |       |      |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P2-D8        | 22/4           | 17   | 1     |       |      |       |      |       |      |      |      |      | 1     |      | 1     |      |
| P2-D9        | 7/5            | 18   | 1     | 1     |      |       |      |       |      |      |      |      |       |      |       |      |
| P2-D10       | 2/6            | 19   | 1     | 1     |      | 1     |      |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P2-D11       | 16/9           | 20   | 1     |       |      |       |      |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P2-D12       | 18/9           | 21   | 1     |       |      |       |      | 1     |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| P2-D13       | 10/10          | 22   |       |       |      |       |      |       |      | 1    |      |      |       |      |       |      |
| P2-D14       | 11/10          | 23   | 1     |       |      |       |      |       |      |      |      |      |       | 1    | 1     |      |
| P2-D15       | 13/12          | 24   | 1     | 1     |      |       |      |       |      |      |      |      |       |      | 1     |      |
| <b>Total</b> |                |      | 22    | 5     | 0    | 6     | 1    | 5     | 1    | 2    | 0    | 0    | 3     | 1    | 22    | 0    |
| <b>%</b>     |                |      | 91.67 | 20.83 | 0.00 | 25.00 | 4.17 | 20.83 | 4.17 | 8.33 | 0.00 | 0.00 | 12.50 | 4.17 | 91.67 | 0.00 |

MAO : mention de Mao Zedong ou du maoïsme; MAX : mention de Marx ou de penseurs marxistes; HIS : mention de l'histoire ou référence au passé; ARM : Officiers supérieurs; IDM : dirigeants de l'industrie militaire; ECO : dirigeants du monde des affaires; PAR : cadres du Parti; RDS : chercheurs et dirigeants des industries de pointe; POP : population; CUL : créateurs et artistes; EDU : représentants du monde de

l'éducation; SYN : officiers des syndicats; HDG : hauts dirigeants du Parti ou de l'État; ETG dignitaires étrange.

## ANNEXE 6.3

**TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'COMPORTEMENT', 'PARTI', 'ETAT', DES PHASES I ET II, JANVIER 1975 – DECEMBRE 1978**

|          |             |      | COMPORTEMENT |       |       |       |      | PARTI |       |       |       | ETAT |      |       |       |       |
|----------|-------------|------|--------------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|------|------|-------|-------|-------|
|          |             |      | EFC          | DSP   | LCD   | RED   | LPC  | LDR   | INF   | RAP   | DIR   | PAT  | INT  | LOI   | STB   | MOD   |
| Discours | Date        | Rang |              |       |       |       |      |       |       |       |       |      |      |       |       |       |
| 1975     |             |      |              |       |       |       |      |       |       |       |       |      |      |       |       |       |
| P1-D1    | 25/1        | 1    | 1            | 1     | 1     |       |      | 1     |       |       |       |      |      | 1     | 1     |       |
| P1-D2    | 5/3         | 2    | 1            |       | 1     |       |      | 1     |       |       |       |      |      | 1     |       | 1     |
| P1-D3    | 29/5        | 3    | 1            | 1     | 1     |       |      | 1     | 1     | 1     |       |      |      | 1     |       |       |
| P1-D4    | 4/7         | 4    |              | 1     | 1     | 1     |      | 1     |       | 1     |       |      |      | 1     | 1     |       |
| P1-D5    | 14/7        | 5    | 1            | 1     | 1     |       | 1    | 1     | 1     | 1     | 1     |      |      | 1     | 1     | 1     |
| P1-D6    | 3/8         | 6    | 1            | 1     |       |       |      | 1     |       | 1     | 1     |      |      | 1     |       |       |
| P1-D7    | 18/8        | 7    | 1            |       |       |       |      |       |       |       |       |      |      | 1     |       | 1     |
| P1-D8    | 26/9        | 8    |              | 1     |       |       |      | 1     |       |       |       |      |      |       |       | 1     |
| P1-D9    | 27/9 - 4/10 | 9    |              | 1     | 1     |       |      | 1     |       | 1     |       |      |      |       |       |       |
| 1977     |             |      |              |       |       |       |      |       |       |       |       |      |      |       |       |       |
| P2-D1    | 21/7        | 10   | 1            | 1     | 1     |       |      | 1     | 1     | 1     | 1     |      |      |       |       |       |
| P2-D2    | 8/8         | 11   | 1            | 1     |       |       |      | 1     |       | 1     | 1     |      |      |       |       |       |
| P2-D3    | 23/8        | 12   |              |       |       |       |      |       |       |       |       |      |      |       |       |       |
| P2-D4    | 19/9        | 13   |              | 1     | 1     |       |      |       | 1     |       |       |      |      |       |       |       |
| P2-D5    | 28/12       | 14   | 1            | 1     | 1     |       |      | 1     |       | 1     | 1     |      |      | 1     |       | 1     |
| 1978     |             |      |              |       |       |       |      |       |       |       |       |      |      |       |       |       |
| P2-D6    | 18/3        | 15   |              |       | 1     |       |      | 1     | 1     | 1     |       |      |      |       |       | 1     |
| P2-D7    | 28/3        | 16   |              |       |       |       |      |       |       |       |       |      |      |       |       |       |
| P2-D8    | 22/4        | 17   |              | 1     | 1     | 1     |      |       |       | 1     |       |      |      |       |       | 1     |
| P2-D9    | 7/5         | 18   |              |       |       |       |      |       |       |       |       |      |      |       |       |       |
| P2-D10   | 2/6         | 19   | 1            |       | 1     |       |      | 1     | 1     | 1     |       |      |      | 1     |       |       |
| P2-D11   | 16/9        | 20   |              |       |       |       |      |       |       |       |       |      |      |       |       | 1     |
| P2-D12   | 18/9        | 21   | 1            |       |       |       |      |       |       |       |       |      |      |       |       | 1     |
| P2-D13   | 10/10       | 22   |              |       |       |       |      |       |       |       |       |      |      |       |       |       |
| P2-D14   | 11/10       | 23   |              | 1     | 1     |       |      | 1     |       | 1     |       |      |      |       |       | 1     |
| P2-D15   | 13/12       | 24   |              | 1     |       | 1     |      | 1     | 1     |       | 1     |      |      | 1     | 1     |       |
| Total    |             |      | 11           | 14    | 13    | 3     | 1    | 15    | 7     | 12    | 6     | 0    | 0    | 10    | 4     | 10    |
| %        |             |      | 45.83        | 58.33 | 54.17 | 12.50 | 4.17 | 62.50 | 29.17 | 50.00 | 25.00 | 0.00 | 0.00 | 41.67 | 16.67 | 41.67 |

EFC : efficacité; DSP : discipline; LCD : lutte contre la dissidence; RED : rééducation des dissidents; LPC : lutte contre les privilèges et la corruption; LDR : leadership du Parti; INF : infaillibilité du Parti; RAP : respect de l'autorité du Parti; DIR : direction collective; PAT : patriotisme et nationalisme; INT : relations

internationales; LOI : cadre légal et réglementaire; STB : stabilité et unité du pays; MOD : modernisation de l'État.

## ANNEXE 6.4

**TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'ECONOMIE', 'EDUCATION', 'SOCIETE', DES PHASES I ET II, JANVIER 1975 – DECEMBRE 1978**

| Discours | Date           | Rang | ECONOMIE |       |      |      |       |       |       | EDUCATION |       |       |       | SOCIETE |       |       |  |
|----------|----------------|------|----------|-------|------|------|-------|-------|-------|-----------|-------|-------|-------|---------|-------|-------|--|
|          |                |      | IND      | DEV   | EXT  | EXP  | R&D   | SAL   | ORG   | IDE       | FOR   | JNS   | CMP   | PRJ     | CTL   | VIE   |  |
|          |                | 1975 |          |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| P1-D1    | 25/1           | 1    | 1        |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| P1-D2    | 5/3            | 2    |          |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| P1-D3    | 29/5           | 3    |          |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| P1-D4    | 4/7            | 4    |          | 1     |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| P1-D5    | 14/7           | 5    |          |       |      |      |       |       |       |           | 1     |       |       |         |       |       |  |
| P1-D6    | 3/8            | 6    |          |       |      |      |       |       |       |           | 1     |       |       |         | 1     |       |  |
| P1-D7    | 18/8           | 7    |          | 1     |      |      |       |       |       |           | 1     |       |       |         | 1     |       |  |
| P1-D8    | 26/9           | 8    |          | 1     |      |      |       |       |       |           | 1     |       |       |         |       |       |  |
| P1-D9    | 27/9 -<br>4/10 | 9    |          |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
|          |                | 1977 |          |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| P2-D1    | 21/7           | 10   |          |       |      |      |       |       |       | 1         |       |       |       |         |       |       |  |
| P2-D2    | 8/8            | 11   | 1        |       |      |      |       |       |       | 1         |       |       |       | 1       |       |       |  |
| P2-D3    | 23/8           | 12   |          |       |      |      |       |       |       | 1         |       |       |       |         |       |       |  |
| P2-D4    | 19/9           | 13   |          |       |      |      |       |       |       | 1         |       |       |       |         |       |       |  |
| P2-D5    | 28/12          | 14   | 1        |       |      |      |       |       |       |           | 1     |       |       |         | 1     |       |  |
|          |                | 1978 |          |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| P2-D6    | 18/3           | 15   | 1        | 1     | 1    | 1    |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| P2-D7    | 28/3           | 16   |          |       |      |      |       |       |       | 1         |       |       |       |         |       |       |  |
| P2-D8    | 22/4           | 17   | 1        |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       | 1       |       |       |  |
| P2-D9    | 7/5            | 18   |          |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| P2-D10   | 2/6            | 19   |          |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| P2-D11   | 16/9           | 20   | 1        |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| P2-D12   | 18/9           | 21   |          |       |      |      |       |       |       | 1         |       |       |       |         |       |       |  |
| P2-D13   | 10/10          | 22   |          |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       | 1       |       |       |  |
| P2-D14   | 11/10          | 23   | 1        |       |      |      |       |       |       | 1         |       |       |       | 1       |       |       |  |
| P2-D15   | 13/12          | 24   |          |       |      |      |       |       |       |           |       |       |       |         |       |       |  |
| Total    |                |      | 3        | 6     | 2    | 1    | 6     | 6     | 5     | 0         | 6     | 6     | 11    | 0       | 4     | 3     |  |
| %        |                |      | 12.50    | 25.00 | 8.33 | 4.17 | 25.00 | 25.00 | 20.83 | 0.00      | 25.00 | 25.00 | 45.83 | 0.00    | 16.67 | 12.50 |  |

IND : indépendance économique et militaire; DEV : développement économique; EXT : experts étrangers et importation de technologies; EXP : développement des exportation; R&D : recherche et développement; SAL : salaires et avantages; ORG : rationalisation des organisations; IDE : éducation idéologique FOR :

formation; JNS : formation de la jeunesse; CMP : développement des compétences; PRJ : promotion et sélection des jeunes; CTL : moyens de contrôle; VIE : amélioration de la qualité de vie des masses.





|        |      |    |       |      |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |
|--------|------|----|-------|------|------|-------|------|------|-------|------|------|------|------|------|-------|-------|
| P3-D29 | 13/2 | 29 |       |      |      |       | 1    |      |       |      |      |      |      | 1    |       |       |
| P3-D30 | 10/4 | 30 |       |      |      |       | 1    |      |       |      |      |      |      | 1    |       |       |
| P3-D31 | 6/5  | 31 |       |      |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      | 1     |       |
| P3-D32 | 4/7  | 32 |       |      | 1    |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |
| P3-D33 | 30/7 | 33 |       |      |      |       | 1    |      |       |      |      |      |      | 1    |       |       |
| P3-D34 | 21/8 | 34 |       |      |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      | 1     |       |
| Total  |      |    | 17    | 2    | 0    | 5     | 0    | 2    | 20    | 0    | 0    | 2    | 0    | 0    | 20    | 8     |
| %      |      |    | 50.00 | 5.88 | 0.00 | 14.71 | 0.00 | 5.88 | 58.82 | 0.00 | 0.00 | 5.88 | 0.00 | 0.00 | 58.82 | 23.53 |

MAO : mention de Mao Zedong ou du maoïsme; MAX : mention de Marx ou de penseurs marxistes; HIS : mention de l'histoire ou référence au passé; ARM : Officiers supérieurs; IDM : dirigeants de l'industrie militaire; ECO : dirigeants du monde des affaires; PAR : cadres du Parti; RDS : chercheurs et dirigeants des industries de pointe; POP : population; CUL : créateurs et artistes; EDU : représentants du monde de l'éducation; SYN : officiers des syndicats; HDG : hauts dirigeants du Parti ou de l'État; ETG : dignitaires étrangers.

## ANNEXE 6.6

**TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES  
CATEGORIES 'COMPOTEMENT', 'PARTI', 'ETAT', DE LA PHASE III,  
JANVIER 1979 – AOUT 1982**

|          |        |      | COMPORTEMENT |     |     |     |     | PARTI |     |     |     | ETAT |     |     |     |     |
|----------|--------|------|--------------|-----|-----|-----|-----|-------|-----|-----|-----|------|-----|-----|-----|-----|
|          |        |      | EFC          | DSP | LCD | RED | LPC | LDR   | INF | RAP | DIR | PAT  | INT | LOI | STB | MOD |
| Discours | Date   | Rang |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| 1979     |        |      |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P3-D1    | 1/1    | 1    |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    | 1   |     | 1   |     |
| P3-D2    | 17/1   | 2    |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     |     |     |
| P3-D3    | 30/3   | 3    | 1            | 1   | 1   | 1   |     | 1     | 1   | 1   |     |      |     | 1   | 1   | 1   |
| P3-D4    | 15/6   | 4    |              | 1   | 1   |     |     |       |     |     |     |      | 1   | 1   | 1   |     |
| P3-D5    | 28/6   | 5    |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     | 1   | 1   |     |
| P3-D6    | 29/7   | 6    | 1            |     |     |     |     | 1     |     |     |     |      |     |     | 1   | 1   |
| P3-D7    | 4/10   | 7    |              |     |     |     | 1   |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P3-D8    | 19/10. | 8    |              | 1   | 1   | 1   |     | 1     | 1   | 1   |     |      | 1   |     | 1   |     |
| P3-D9    | 30/10. | 9    | 1            | 1   | 1   |     |     | 1     | 1   | 1   |     | 1    |     | 1   |     | 1   |
| P3-D10   | 2/11   | 10   | 1            | 1   | 1   |     | 1   | 1     |     | 1   | 1   |      |     | 1   |     | 1   |
| P3-D11   | 26/11  | 11   |              |     | 1   | 1   |     |       |     |     |     |      | 1   |     | 1   |     |
| P3-D12   | 6/12   | 12   |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      | 1   |     |     |     |
| 1980     |        |      |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P3-D13   | 16/1   | 13   | 1            | 1   | 1   | 1   | 1   | 1     | 1   | 1   |     | 1    | 1   | 1   | 1   | 1   |
| P3-D14   | 29/2   | 14   | 1            | 1   | 1   |     |     | 1     | 1   | 1   | 1   |      |     |     |     | 1   |
| P3-D15   | 12/3   | 15   | 1            | 1   | 1   |     |     |       |     | 1   |     |      | 1   |     |     | 1   |
| 3/1980   |        |      |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P3-D16   | 6/1981 | 16   |              | 1   | 1   |     |     | 1     | 1   | 1   | 1   | 1    | 1   |     | 1   |     |
| 4 -      |        |      |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P3-D17   | 5/1980 | 17   |              | 1   | 1   |     |     | 1     | 1   | 1   |     |      | 1   |     | 1   |     |
| P3-D18   | 31/5   | 18   | 1            |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     | 1   |
| P3-D19   | 31/5   | 19   |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      | 1   |     |     |     |
| P3-D20   | 18/8   | 20   | 1            | 1   | 1   |     | 1   | 1     | 1   | 1   | 1   |      |     | 1   | 1   | 1   |
| 21 et    |        |      |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P3-D21   | 23/8   | 21   | 1            |     | 1   |     |     |       | 1   |     |     |      |     |     | 1   | 1   |
| P3-D22   | 25/12. | 22   | 1            | 1   | 1   |     | 1   | 1     | 1   | 1   | 1   | 1    | 1   | 1   | 1   | 1   |
| 1981     |        |      |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P3-D23   | 4/1    | 23   |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     |     |     |
| P3-D24   | 27/3   | 24   | 1            | 1   | 1   |     |     | 1     | 1   | 1   |     |      |     |     | 1   | 1   |
| P3-D25   | 29/6   | 25   |              | 1   | 1   |     |     | 1     | 1   | 1   |     |      |     |     |     |     |
| P3-D26   | 2/7    | 26   |              | 1   | 1   |     |     |       | 1   |     |     |      |     | 1   | 1   |     |
| P3-D27   | 17/7   | 27   |              | 1   | 1   |     |     | 1     | 1   | 1   |     |      |     |     | 1   |     |
| P3-D28   | 19/9   | 28   |              | 1   |     |     |     | 1     | 1   | 1   |     |      | 1   |     | 1   |     |

|        |      | 1982 |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
|--------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| P3-D29 | 13/2 | 29   | 1     | 1     | 1     |       |       | 1     | 1     | 1     |       | 1     | 1     |       | 1     |       |
| P3-D30 | 10/4 | 30   |       | 1     | 1     |       | 1     | 1     | 1     | 1     |       | 1     | 1     |       |       |       |
| P3-D31 | 6/5  | 31   | 1     |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     |       |       | 1     |       |
| P3-D32 | 4/7  | 32   | 1     | 1     |       |       | 1     | 1     | 1     |       |       |       | 1     |       | 1     |       |
| P3-D33 | 30/7 | 33   |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     |       |       |       |
| P3-D34 | 21/8 | 34   |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     |       |       |       |       |
| Total  |      |      | 15    | 20    | 20    | 4     | 7     | 18    | 18    | 18    | 5     | 6     | 17    | 13    | 17    | 15    |
| %      |      |      | 44.12 | 58.82 | 58.82 | 11.76 | 20.59 | 52.94 | 52.94 | 52.94 | 14.71 | 17.65 | 50.00 | 38.24 | 50.00 | 44.12 |

EFC : efficacité; DSP : discipline; LCD : lutte contre la dissidence; RED : rééducation des dissidents; LPC : lutte contre les privilèges et la corruption; LDR : leadership du Parti; INF : infaillibilité du Parti; RAP : respect de l'autorité du Parti; DIR : direction collective; PAT : patriotisme et nationalisme; INT : relations internationales; LOI : cadre légal et réglementaire; STB : stabilité et unité du pays; MOD : modernisation de l'État.

## ANNEXE 6.7

**TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES  
CATEGORIES 'ECONOMIE', 'EDUCATION', 'SOCIETE', DE LA PHASE  
III, JANVIER 1979 – AOUT 1982**

| Discours | Date   | Rang | ECONOMIE |     |     |     |     |     |     | EDUCATION |     |     |     | SOCIETE |     |     |
|----------|--------|------|----------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----------|-----|-----|-----|---------|-----|-----|
|          |        |      | IND      | DEV | EXT | EXP | R&D | SAL | ORG | IDE       | FOR | JNS | CMP | PRJ     | CTL | VIE |
|          |        | 1979 |          |     |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D1    | 1/1    | 1    |          | 1   |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D2    | 17/1   | 2    |          | 1   |     |     |     |     |     |           |     | 1   |     |         |     |     |
| P3-D3    | 30/3   | 3    |          | 1   |     |     | 1   |     |     | 1         |     |     |     |         | 1   |     |
| P3-D4    | 15/6   | 4    |          |     |     |     |     |     |     | 1         |     |     |     |         |     |     |
| P3-D5    | 28/6   | 5    |          |     |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D6    | 29/7   | 6    |          | 1   |     |     |     |     |     | 1         |     |     |     | 1       |     |     |
| P3-D7    | 4/10   | 7    |          | 1   | 1   | 1   | 1   | 1   | 1   |           |     | 1   |     |         | 1   |     |
| P3-D8    | 19/10. | 8    |          | 1   |     |     |     |     |     | 1         |     |     |     |         |     |     |
| P3-D9    | 30/10. | 9    |          | 1   |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D10   | 2/11   | 10   |          |     |     |     |     | 1   | 1   | 1         | 1   | 1   | 1   | 1       |     | 1   |
| P3-D11   | 26/11  | 11   |          | 1   |     |     | 1   |     |     | 1         |     | 1   |     |         |     |     |
| P3-D12   | 6/12   | 12   |          | 1   |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     | 1   |
|          |        | 1980 |          |     |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D13   | 16/1   | 13   |          | 1   |     |     | 1   | 1   | 1   | 1         | 1   |     | 1   | 1       | 1   |     |
| P3-D14   | 29/2   | 14   |          |     |     |     |     |     | 1   |           |     |     |     | 1       |     |     |
| P3-D15   | 12/3   | 15   |          |     |     |     |     |     | 1   | 1         | 1   | 1   | 1   | 1       |     |     |
|          | 3/1980 |      |          |     |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
|          | -      |      |          |     |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D16   | 6/1981 | 16   |          | 1   |     |     |     |     |     | 1         |     |     |     |         |     |     |
|          | 4 -    |      |          |     |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D17   | 5/1980 | 17   |          | 1   |     |     |     |     | 1   | 1         |     |     |     |         |     |     |
| P3-D18   | 31/5   | 18   |          | 1   |     |     |     |     | 1   |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D19   | 31/5   | 19   |          |     |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D20   | 18/8   | 20   |          | 1   |     |     |     | 1   | 1   | 1         | 1   | 1   | 1   | 1       | 1   | 1   |
|          | 21 et  |      |          |     |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D21   | 23/8   | 21   |          | 1   | 1   |     | 1   |     | 1   |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D22   | 25/12. | 22   |          | 1   |     |     |     |     | 1   | 1         | 1   | 1   | 1   | 1       | 1   |     |
|          |        | 1981 |          |     |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D23   | 4/1    | 23   |          |     |     |     |     |     |     |           |     |     |     |         |     |     |
| P3-D24   | 27/3   | 24   |          |     |     |     |     |     |     | 1         |     |     |     |         | 1   |     |
| P3-D25   | 29/6   | 25   |          |     |     |     |     |     |     | 1         |     |     |     |         | 1   |     |
| P3-D26   | 2/7    | 26   |          |     |     |     |     |     | 1   |           |     | 1   |     | 1       |     |     |
| P3-D27   | 17/7   | 27   |          |     |     |     |     |     |     | 1         |     |     |     |         | 1   |     |
| P3-D28   | 19/9   | 28   |          | 1   |     |     |     |     | 1   | 1         |     |     |     |         |     |     |

|        |      | 1982 |      |       |       |      |       |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
|--------|------|------|------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|
| P3-D29 | 13/2 | 29   |      |       | 1     | 1    |       |       | 1     | 1     |       |      | 1     | 1     |       |       |
| P3-D30 | 10/4 | 30   | 1    |       |       |      |       |       | 1     |       |       |      | 1     |       |       |       |
| P3-D31 | 6/5  | 31   | 1    | 1     |       |      | 1     |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
| P3-D32 | 4/7  | 32   |      |       |       |      | 1     |       | 1     |       |       |      | 1     |       |       |       |
| P3-D33 | 30/7 | 33   |      |       |       |      | 1     |       |       |       |       | 1    |       |       |       |       |
| P3-D34 | 21/8 | 34   | 1    |       | 1     |      |       |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
| Total  |      |      | 1    | 20    | 4     | 2    | 6     | 4     | 16    | 18    | 5     | 0    | 10    | 11    | 10    | 4     |
| %      |      |      | 2.94 | 58.82 | 11.76 | 5.88 | 17.65 | 11.76 | 47.06 | 52.94 | 14.71 | 0.00 | 29.41 | 32.35 | 29.41 | 11.76 |

IND : indépendance économique et militaire; DEV : développement économique; EXT : experts étrangers et importation de technologies; EXP : développement des exportation; R&D : recherche et développement; SAL : salaires et avantages; ORG : rationalisation des organisations; IDE : éducation idéologique FOR : formation; JNS : formation de la jeunesse; CMP : développement des compétences; PRJ : promotion et sélection des jeunes; CTL : moyens de contrôle; VIE : amélioration de la qualité de vie des masses.



|             |            |    |   |   |   |   |   |   |
|-------------|------------|----|---|---|---|---|---|---|
| <b>1985</b> |            |    |   |   |   |   |   |   |
| P4-D33      | 4/3        | 33 | 1 | 1 |   |   |   | 1 |
| P4-D34      | 7/3        | 34 |   |   |   | 1 |   |   |
| P4-D35      | 7/3        | 35 |   | 1 |   | 1 |   |   |
| P4-D36      | 28/3       | 36 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D37      | 15/4       | 37 | 1 | 1 |   |   |   | 1 |
| P4-D38      | 18/4       | 38 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D39      | 19/5       | 39 |   |   |   |   | 1 |   |
| P4-D40      | /5 - 6     | 40 |   |   |   |   | 1 | 1 |
| P4-D41      | 4/6        | 41 |   |   | 1 |   |   |   |
| P4-D42      | 29/6       | 42 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D43      | 11/7       | 43 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D44      | 1/8        | 44 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D45      | 21/8       | 45 | 1 | 1 |   |   |   | 1 |
| P4-D46      | 28/8       | 46 | 1 | 1 |   |   |   | 1 |
| P4-D47      | 23/9       | 47 |   | 1 |   | 1 | 1 |   |
| P4-D48      | 23/10      | 48 |   |   |   |   |   | 1 |
| <b>1986</b> |            |    |   |   |   |   |   |   |
| P4-D49      | 17/1       | 49 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D50      | 28/3       | 50 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D51      | 4/4        | 51 |   | 1 |   |   |   | 1 |
| P4-D52      | 10/6       | 52 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D53      | 18/6       | 53 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D54      | 28/6       | 54 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D55      | 19 et 21/8 | 55 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D56      | 2/9        | 56 | 1 | 1 |   |   |   | 1 |
| P4-D57      | /9 - 11    | 57 |   |   |   | 1 | 1 | 1 |
| P4-D58      | 28/9       | 58 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D59      | 19/10      | 59 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D60      | 21/10      | 60 | 1 |   | 1 |   |   |   |
| P4-D61      | 9/11       | 61 |   | 1 |   |   |   | 1 |
| P4-D62      | 19/12      | 62 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D63      | 30/12      | 63 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| <b>1987</b> |            |    |   |   |   |   |   |   |
| P4-D64      | 13/1       | 64 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D65      | 20/1       | 65 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D66      | 6/2        | 66 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D67      | 18/2       | 67 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D68      | 3/3        | 68 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D69      | 8/3        | 69 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D70      | 27/7       | 70 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D71      | 16/4       | 71 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D72      | 26/4       | 72 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D73      | 30/4       | 73 |   | 1 |   |   |   | 1 |
| P4-D74      | 5/5        | 74 | 1 | 1 |   |   |   | 1 |
| P4-D75      | 12/5       | 75 | 1 |   | 1 |   |   | 1 |
| P4-D76      | 12/6       | 76 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D77      | 29/6       | 77 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D78      | 29/6       | 78 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D79      | 4/7        | 79 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D80      | 29/8       | 80 |   |   |   |   |   | 1 |

|             |       |    |       |       |      |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |   |
|-------------|-------|----|-------|-------|------|------|------|------|-------|------|------|------|------|------|-------|-------|---|
| P4-D81      | 13/10 | 81 | 1     | 1     |      |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       | 1 |
| P4-D82      | 16/11 | 82 |       | 1     |      |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       | 1 |
| <b>1988</b> |       |    |       |       |      |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |   |
| P4-D83      | 18/5  | 83 | 1     | 1     |      |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       | 1 |
| P4-D84      | 19/5  | 84 |       |       | 1    |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       | 1 |
| P4-D85      | 25/5  | 85 |       |       |      |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       | 1 |
| P4-D86      | 3/6   | 86 |       |       |      |      |      |      |       |      |      |      | 1    |      |       |       | 1 |
| P4-D87      | 7/6   | 87 |       |       |      |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       | 1 |
| P4-D88      | 22/6  | 88 |       |       |      |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       | 1 |
| P4-D89      | 5/9   | 89 | 1     | 1     |      |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       | 1 |
|             | 5 et  |    |       |       |      |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |   |
| P4-D90      | 12/9  | 90 |       | 1     |      |      |      |      |       |      |      |      |      | 1    |       |       | 1 |
| P4-D91      | 12/9  | 91 |       |       |      |      |      |      |       |      |      |      |      | 1    |       |       |   |
| P4-D92      | 24/10 | 92 |       |       |      |      |      |      | 1     |      |      |      |      | 1    |       |       |   |
| P4-D93      | 21/12 | 93 |       |       |      |      |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       | 1 |
| Total       |       |    | 19    | 18    | 5    | 3    | 0    | 0    | 13    | 3    | 2    | 0    | 2    | 0    | 29    | 61    |   |
| %           |       |    | 20.43 | 19.35 | 5.38 | 3.23 | 0.00 | 0.00 | 13.98 | 3.23 | 2.15 | 0.00 | 2.15 | 0.00 | 31.18 | 65.59 |   |

MAO : mention de Mao Zedong ou du maoïsme; MAX : mention de Marx ou de penseurs marxistes; HIS : mention de l'histoire ou référence au passé; ARM : Officiers supérieurs; IDM : dirigeants de l'industrie militaire; ECO : dirigeants du monde des affaires ; PAR : cadres du Parti; RDS : chercheurs et dirigeants des industries de pointe; POP : population; CUL : créateurs et artistes; EDU : représentants du monde de l'éducation; SYN : officiers des syndicats; HDG : hauts dirigeants du Parti ou de l'État; ETG dignitaires étrangers.





## ANNEXE 6.9

**TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES CATEGORIES 'COMPORTEMENT', 'PARTI', 'ETAT', DE LA PHASE IV, SEPTEMBRE 1982 – DECEMBRE 1988**

|          |           |      | COMPORTEMENT |     |     |     |     | PARTI |     |     |     | ETAT |     |     |     |     |
|----------|-----------|------|--------------|-----|-----|-----|-----|-------|-----|-----|-----|------|-----|-----|-----|-----|
|          |           |      | EFC          | DSP | LCD | RED | LPC | LDR   | INF | RAP | DIR | PAT  | INT | LOI | STB | MOD |
| Discours | Date      | Rang |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| 1982     |           |      |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P4-D1    | 1/9       | 1    | 1            |     |     |     |     | 1     | 1   |     |     | 1    | 1   | 1   | 1   |     |
| P4-D2    | 13/9      | 2    | 1            |     |     |     |     | 1     |     |     | 1   |      |     |     |     |     |
| P4-D3    | 18/9      | 3    |              |     |     |     |     | 1     |     |     |     |      |     |     |     | 1   |
| P4-D4    | 24/9      | 4    | 1            |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     | 1   |
| P4-D5    | 14/10     | 5    |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     | 1   |
| P4-D6    | 22/10     | 6    |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      | 1   |     |     |     |
| P4-D7    | /11 - 12  | 7    | 1            |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| 1983     |           |      |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P4-D8    | 12/1      | 8    |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P4-D9    | 2/3       | 9    |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P4-D10   | 29/4      | 10   | 1            | 1   |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     |     |     |
| P4-D11   | 18/6      | 11   |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     | 1   |     |
| P4-D12   | 26/6      | 12   |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     |     |     |
| P4-D13   | 8/7       | 13   |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     | 1   |     |
| P4-D14   | 19/7      | 14   | 1            |     |     |     |     | 1     | 1   |     |     | 1    |     |     |     |     |
| P4-D15   | 1/10      | 15   |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     | 1   |     |
| P4-D16   | 12/10     | 16   | 1            | 1   | 1   | 1   | 1   | 1     | 1   | 1   |     | 1    | 1   | 1   |     |     |
| 1984     |           |      |              |     |     |     |     |       |     |     |     |      |     |     |     |     |
| P4-D17   | 22/2      | 17   |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     |     |     |
| P4-D18   | 24/2      | 18   | 1            |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     | 1   |     |
| P4-D19   | 25/3      | 19   |              |     |     |     |     | 1     |     |     |     | 1    |     |     | 1   |     |
| P4-D20   | 29/5      | 20   |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     |     |     |
| P4-D21   | 22 - 23/6 | 21   |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    | 1   | 1   |     |     |
| P4-D22   | 30/6      | 22   |              |     |     |     |     | 1     | 1   |     |     |      | 1   | 1   | 1   | 1   |
| P4-D23   | 31/7      | 23   |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     | 1   |     |
| P4-D24   | 1/10      | 24   | 1            |     |     |     |     | 1     | 1   |     |     |      | 1   | 1   | 1   | 1   |
| P4-D25   | 3/10      | 25   | 1            |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    | 1   | 1   |     |     |
| P4-D26   | 6/10      | 26   |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     | 1   |     |
| P4-D27   | 10/10     | 27   |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     | 1   |     |
| P4-D28   | 22/10     | 28   | 1            |     |     |     |     | 1     | 1   | 1   |     |      |     | 1   | 1   | 1   |
| P4-D29   | 26/10     | 29   |              |     |     |     |     | 1     |     |     | 1   |      |     | 1   |     |     |
| P4-D30   | 31/10     | 30   |              |     |     |     |     |       |     |     |     | 1    |     |     |     |     |



|              |       |    |       |       |       |      |      |       |       |       |      |       |       |       |
|--------------|-------|----|-------|-------|-------|------|------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|
| P4-D79       | 4/7   | 79 |       | 1     | 1     |      | 1    | 1     | 1     |       | 1    |       |       | 1     |
| P4-D80       | 29/8  | 80 |       |       | 1     |      | 1    |       |       |       | 1    |       | 1     | 1     |
| P4-D81       | 13/10 | 81 | 1     | 1     | 1     |      | 1    | 1     | 1     |       | 1    |       |       |       |
| P4-D82       | 16/11 | 82 |       |       |       |      |      |       | 1     |       | 1    |       |       | 1     |
| <b>1988</b>  |       |    |       |       |       |      |      |       |       |       |      |       |       |       |
| P4-D83       | 18/5  | 83 |       |       |       |      |      |       |       |       | 1    |       |       | 1     |
| P4-D84       | 19/5  | 84 | 1     |       |       |      | 1    |       |       |       |      |       |       | 1     |
| P4-D85       | 25/5  | 85 | 1     |       |       |      |      |       | 1     | 1     | 1    | 1     | 1     | 1     |
| P4-D86       | 3/6   | 86 |       |       |       |      |      |       |       | 1     |      | 1     | 1     |       |
| P4-D87       | 7/6   | 87 |       |       |       |      |      |       |       |       |      |       |       | 1     |
| P4-D88       | 22/6  | 88 |       |       |       |      |      |       |       | 1     | 1    |       |       | 1     |
| P4-D89       | 5/9   | 89 |       |       |       |      | 1    |       | 1     | 1     |      | 1     |       |       |
|              | 5 et  |    |       |       |       |      |      |       |       |       |      |       |       |       |
| P4-D90       | 12/9  | 90 |       |       |       |      |      |       |       |       |      |       |       |       |
| P4-D91       | 12/9  | 91 |       | 1     |       |      | 1    | 1     | 1     |       | 1    |       | 1     | 1     |
| P4-92        | 24/10 | 92 |       |       |       |      |      |       |       | 1     |      |       |       |       |
| P4-D93       | 21/12 | 93 |       |       |       |      |      |       |       |       | 1    |       |       | 1     |
| <b>Total</b> |       |    | 15    | 32    | 27    | 3    | 6    | 29    | 29    | 27    | 6    | 27    | 60    | 57    |
| <b>%</b>     |       |    | 16.13 | 34.41 | 29.03 | 3.23 | 6.45 | 31.18 | 31.18 | 29.03 | 6.45 | 29.03 | 64.52 | 61.29 |

EFC : efficacité; DSP : discipline; LCD : lutte contre la dissidence; RED : rééducation des dissidents; LPC : lutte contre les privilèges et la corruption; LDR : leadership du Parti; INF : infaillibilité du Parti; RAP : respect de l'autorité du Parti; DIR : direction collective; PAT : patriotisme et nationalisme; INT : relations internationales; LOI : cadre légal et réglementaire; STB : stabilité et unité du pays; MOD : modernisation de l'État.





|             |         |    |   |   |   |   |   |   |   |   |
|-------------|---------|----|---|---|---|---|---|---|---|---|
| P4-D31      | 1/11    | 31 | 1 | 1 |   |   |   | 1 |   |   |
| P4-D32      | 19/12   | 32 | 1 |   |   |   | 1 |   |   |   |
| <b>1985</b> |         |    |   |   |   |   |   |   |   |   |
| P4-D33      | 4/3     | 33 | 1 | 1 | 1 |   |   |   |   |   |
| P4-D34      | 7/3     | 34 | 1 | 1 |   | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| P4-D35      | 7/3     | 35 | 1 | 1 |   |   | 1 |   | 1 | 1 |
| P4-D36      | 28/3    | 36 |   |   |   |   |   | 1 |   |   |
| P4-D37      | 15/4    | 37 |   | 1 |   |   | 1 |   |   | 1 |
| P4-D38      | 18/4    | 38 |   | 1 |   |   |   |   |   |   |
| P4-D39      | 19/5    | 39 |   | 1 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D40      | /5 - 6  | 40 |   | 1 |   |   |   |   |   |   |
| P4-D41      | 4/6     | 41 |   | 1 |   | 1 |   | 1 |   |   |
| P4-D42      | 29/6    | 42 |   | 1 | 1 |   |   | 1 |   |   |
| P4-D43      | 11/7    | 43 |   | 1 |   |   |   | 1 |   |   |
| P4-D44      | 1/8     | 44 |   | 1 |   | 1 |   | 1 |   |   |
| P4-D45      | 21/8    | 45 |   | 1 | 1 |   |   | 1 |   |   |
| P4-D46      | 28/8    | 46 |   | 1 |   |   | 1 | 1 |   | 1 |
| P4-D47      | 23/9    | 47 |   | 1 | 1 |   |   | 1 | 1 | 1 |
| P4-D48      | 23/10   | 48 |   | 1 | 1 |   |   | 1 |   | 1 |
| <b>1986</b> |         |    |   |   |   |   |   |   |   |   |
| P4-D49      | 17/1    | 49 |   | 1 |   |   |   | 1 |   | 1 |
| P4-D50      | 28/3    | 50 |   |   |   | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| P4-D51      | 4/4     | 51 |   | 1 |   |   |   | 1 |   | 1 |
| P4-D52      | 10/6    | 52 |   | 1 |   |   |   | 1 |   |   |
| P4-D53      | 18/6    | 53 |   | 1 |   |   |   |   |   | 1 |
| P4-D54      | 28/6    | 54 |   | 1 |   |   | 1 |   | 1 |   |
| 19 et       |         |    |   |   |   |   |   |   |   |   |
| P4-D55      | 21/8    | 55 |   |   | 1 |   | 1 | 1 | 1 | 1 |
| P4-D56      | 2/9     | 56 |   | 1 | 1 |   |   | 1 |   | 1 |
| P4-D57      | /9 - 11 | 57 |   | 1 |   | 1 |   | 1 | 1 | 1 |
| P4-D58      | 28/9    | 58 |   | 1 |   |   |   |   |   |   |
| P4-D59      | 19/10   | 59 |   |   |   | 1 |   |   |   |   |
| P4-D60      | 21/10   | 60 | 1 |   |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D61      | 9/11    | 61 | 1 |   |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D62      | 19/12   | 62 |   | 1 | 1 |   |   | 1 |   |   |
| P4-D63      | 30/12   | 63 |   | 1 | 1 |   |   |   | 1 |   |
| <b>1987</b> |         |    |   |   |   |   |   |   |   |   |
| P4-D64      | 13/1    | 64 | 1 | 1 |   |   |   | 1 |   | 1 |
| P4-D65      | 20/1    | 65 | 1 |   |   |   |   | 1 | 1 | 1 |
| P4-D66      | 6/2     | 66 |   | 1 |   |   | 1 | 1 | 1 |   |
| P4-D67      | 18/2    | 67 |   | 1 |   |   |   | 1 | 1 |   |
| P4-D68      | 3/3     | 68 | 1 |   |   |   |   | 1 | 1 | 1 |
| P4-D69      | 8/3     | 69 | 1 | 1 |   |   | 1 | 1 |   | 1 |
| P4-D70      | 27/7    | 70 | 1 | 1 |   |   | 1 |   |   | 1 |
| P4-D71      | 16/4    | 71 | 1 | 1 |   |   | 1 | 1 | 1 | 1 |
| P4-D72      | 26/4    | 72 | 1 | 1 |   | 1 |   | 1 |   | 1 |
| P4-D73      | 30/4    | 73 | 1 | 1 |   |   | 1 |   |   | 1 |
| P4-D74      | 5/5     | 74 |   |   |   |   |   |   |   |   |
| P4-D75      | 12/5    | 75 | 1 | 1 |   |   | 1 | 1 |   | 1 |
| P4-D76      | 12/6    | 76 | 1 | 1 |   | 1 |   | 1 | 1 | 1 |
| P4-D77      | 29/6    | 77 | 1 | 1 |   |   | 1 | 1 | 1 | 1 |
| P4-D78      | 29/6    | 78 |   |   |   |   | 1 |   |   | 1 |

|        |       |    |       |       |       |      |       |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
|--------|-------|----|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|-------|-------|
| P4-D79 | 4/7   | 79 |       |       |       |      | 1     |       | 1     |       |       |      | 1     | 1     | 1     |       |
| P4-D80 | 29/8  | 80 |       | 1     |       |      | 1     |       |       |       |       |      | 1     |       | 1     |       |
| P4-D81 | 13/10 | 81 | 1     | 1     |       |      | 1     |       | 1     |       |       |      |       | 1     | 1     |       |
| P4-D82 | 16/11 | 82 |       | 1     |       |      |       |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
| 1988   |       |    |       |       |       |      |       |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
| P4-D83 | 18/5  | 83 | 1     |       |       |      |       |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
| P4-D84 | 19/5  | 84 |       | 1     |       | 1    |       | 1     |       |       |       |      |       |       |       |       |
| P4-D85 | 25/5  | 85 | 1     |       |       | 1    |       |       |       |       |       |      |       |       | 1     |       |
| P4-D86 | 3/6   | 86 |       | 1     |       |      |       |       |       |       |       |      |       |       | 1     |       |
| P4-D87 | 7/6   | 87 |       | 1     |       |      |       |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
| P4-D88 | 22/6  | 88 | 1     | 1     |       |      |       |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
| P4-D89 | 5/9   | 89 |       | 1     |       |      |       |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
|        | 5 et  |    |       |       |       |      |       |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
| P4-D90 | 12/9  | 90 |       |       |       | 1    | 1     | 1     |       | 1     |       |      |       |       |       |       |
| P4-D91 | 12/9  | 91 |       | 1     |       |      |       | 1     |       |       |       |      |       |       |       |       |
| P4-92  | 24/10 | 92 | 1     | 1     |       | 1    |       |       |       |       |       |      |       |       |       |       |
| P4-D93 | 21/12 | 93 |       | 1     |       |      |       |       |       |       |       |      |       |       | 1     |       |
| Total  |       |    | 28    | 70    | 17    | 1    | 14    | 11    | 51    | 23    | 12    | 1    | 11    | 10    | 17    | 34    |
| %      |       |    | 30.11 | 75.27 | 18.28 | 1.08 | 15.05 | 11.83 | 54.84 | 24.73 | 12.90 | 1.08 | 11.83 | 10.75 | 18.28 | 36.56 |

IND : indépendance économique et militaire; DEV : développement économique; EXT : experts étrangers et importation de technologies; EXP : développement des exportation; R&D : recherche et développement; SAL : salaires et avantages; ORG : rationalisation des organisations; IDE : éducation idéologique FOR : formation; JNS : formation de la jeunesse; CMP : développement des compétences; PRJ : promotion et sélection des jeunes; CTL : moyens de contrôle; VIE : amélioration de la qualité de vie des masses.





## ANNEXE 6.11

### TABLEAU DES OCCURRENCES DES REFERENCES AU MAOÏSME ET AU MARXISME, ET AUDITOIRES DES DISCOURS ET ALLOCUTIONS DE LA PHASE V, FEVRIER 1989 – FEVRIER 1992

| Discours     | Date        | Rang | MAO   | MAX   | HIS  | ARM   | IDM  | ECO  | PAR   | RDS  | POP  | CUL  | EDU  | SYN  | HDG   | ETG   |
|--------------|-------------|------|-------|-------|------|-------|------|------|-------|------|------|------|------|------|-------|-------|
| <b>1989</b>  |             |      |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |
| P5-D1        | 6/2         | 1    | 1     |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| P5-D2        | 4/3         | 2    |       |       |      |       |      |      | 1     |      |      |      |      |      | 1     |       |
| P5-D3        | 23/3        | 3    |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| P5-D4        | 16/5        | 4    | 1     | 1     |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| P5-D5        | 31/5        | 5    |       |       |      |       |      |      | 1     |      |      |      |      |      | 1     |       |
| P5-D6        | 9/6         | 6    |       |       |      | 1     |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |
| P5-D7        | 16/6        | 7    |       | 1     |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      | 1     |       |
| P5-D8        | 4/9         | 8    |       |       |      |       |      |      | 1     |      |      |      |      |      | 1     |       |
| P5-D9        | 4/9         | 9    |       |       |      |       |      |      | 1     |      |      |      |      |      | 1     |       |
| P5-D10       | 16/9        | 10   |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| P5-D11       | 26/10       | 11   |       | 1     |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| P5-D12       | 31/10       | 12   |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| P5-D13       | 12/11       | 13   |       |       |      | 1     |      |      |       |      |      |      |      |      | 1     |       |
| P5-D14       | 20/11       | 14   |       |       |      | 1     |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |
| P5-D15       | 23/11       | 15   |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| P5-D16       | 1/12        | 16   |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| P5-D17       | 19/12       | 17   |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| <b>1990</b>  |             |      |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |
| P5-D18       | 17/2        | 18   |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      | 1     |       |
| P5-D19       | 3/3         | 19   |       |       |      |       |      |      | 1     |      |      |      |      |      | 1     |       |
| P5-D20       | 7/4         | 20   |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| P5-D21       | 11/7        | 21   |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| P5-D22       | 15/9        | 22   |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       | 1     |
| P5-D23       | 24/12       | 23   |       | 1     |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      | 1     |       |
| <b>1991</b>  |             |      |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |
| P5-D24       | 28/1 - 18/2 | 24   |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      | 1     |       |
| P5-D25       | 20/8        | 25   | 1     | 1     |      |       |      |      | 1     |      |      |      |      |      | 1     |       |
| <b>1992</b>  |             |      |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |
| P5-D26       | 18/1 - 21/2 | 26   |       |       |      |       |      |      |       |      |      |      |      |      |       |       |
| <b>Total</b> |             |      | 3     | 5     | 0    | 3     | 0    | 0    | 6     | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 11    | 12    |
| <b>%</b>     |             |      | 11.54 | 19.23 | 0.00 | 11.54 | 0.00 | 0.00 | 23.08 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 42.31 | 46.15 |

MAO : mention de Mao Zedong ou du maoïsme; MAX : mention de Marx ou de penseurs marxistes; HIS : mention de l'histoire ou référence au passé; ARM : Officiers supérieurs; IDM : dirigeants de l'industrie

militaire; ECO : dirigeants du monde des affaires ; PAR : cadres du Parti; RDS : chercheurs et dirigeants des industries de pointe; POP : population; CUL : créateurs et artistes; EDU : représentants du monde de l'éducation; SYN : officiers des syndicats; HDG : hauts dirigeants du Parti ou de l'État; dignitaires étrangers.

## ANNEXE 6.12

**TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES  
CATEGORIES 'COMPOTEMENT', 'PARTI', 'ETAT', DE LA PHASE V,  
FEVRIER 1989 – FEVRIER 1992**

|          |        |      | COMPORTEMENT |       |       |       |       | PARTI |       |       |       | ETAT  |       |       |       |       |
|----------|--------|------|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Discours | Date   | Rang | EFC          | DSP   | LCD   | RED   | LPC   | LDR   | INF   | RAP   | DIR   | PAT   | INT   | LOI   | STB   | MOD   |
| 1989     |        |      |              |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| P5-D1    | 6/2    | 1    |              |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     |       | 1     | 1     |
| P5-D2    | 4/3    | 2    |              | 1     | 1     |       |       | 1     | 1     | 1     |       |       | 1     | 1     | 1     | 1     |
| P5-D3    | 23/3   | 3    | 1            | 1     | 1     |       | 1     | 1     | 1     | 1     |       | 1     | 1     |       |       |       |
| P5-D4    | 16/5   | 4    | 1            | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     |       | 1     | 1     |       |       | 1     |
| P5-D5    | 31/5   | 5    | 1            | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     |
| P5-D6    | 9/6    | 6    |              | 1     | 1     | 1     | 1     |       |       |       |       |       | 1     | 1     | 1     | 1     |
| P5-D7    | 16/6   | 7    |              | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     |       |       |       | 1     | 1     |
| P5-D8    | 4/9    | 8    |              | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     |       | 1     |       | 1     | 1     |
| P5-D9    | 4/9    | 9    |              | 1     |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| P5-D10   | 16/9   | 10   |              | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     |       | 1     | 1     |
| P5-D11   | 26/10  | 11   |              |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     | 1     |       |       |       |
| P5-D12   | 31/10  | 12   |              | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     |       | 1     |       | 1     | 1     |
| P5-D13   | 12/11  | 13   |              | 1     |       |       |       | 1     | 1     | 1     |       | 1     |       |       |       |       |
| P5-D14   | 20/11  | 14   | 1            | 1     |       |       |       | 1     |       | 1     |       |       |       |       |       |       |
| P5-D15   | 23/11  | 15   |              |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     | 1     |       |       |       |
| P5-D16   | 1/12   | 16   |              | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     |       |       | 1     |       |       | 1     |
| P5-D17   | 19/12  | 17   |              |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     |       |       |       |
| 1990     |        |      |              |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| P5-D18   | 17/2   | 18   |              |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     |       |       |       |       |
| P5-D19   | 3/3    | 19   | 1            |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     |       |       | 1     |
| P5-D20   | 7/4    | 20   |              |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     | 1     |       | 1     | 1     |
| P5-D21   | 11/7   | 21   |              |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     |       | 1     |       |
| P5-D22   | 15/9   | 22   |              |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     |       |       |       |       |
| P5-D23   | 24/12  | 23   |              | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     | 1     |       |       | 1     |       | 1     | 1     |
| 1991     |        |      |              |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
|          | 28/1 - |      |              |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| P5-D24   | 18/2   | 24   |              | 1     |       |       |       | 1     |       |       |       |       | 1     |       |       | 1     |
| P5-D25   | 20/8   | 25   | 1            |       |       |       |       |       |       |       |       |       | 1     |       | 1     |       |
| 1992     |        |      |              |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
|          | 18/1 - |      |              |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| P5-D26   | 21/2   | 26   |              |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |       |
| Total    |        |      | 6            | 15    | 11    | 9     | 10    | 13    | 11    | 12    | 5     | 10    | 19    | 3     | 12    | 14    |
| %        |        |      | 23.08        | 57.69 | 42.31 | 34.62 | 38.46 | 50.00 | 42.31 | 46.15 | 19.23 | 38.46 | 73.08 | 11.54 | 46.15 | 53.85 |

EFC : efficacité; DSP : discipline; LCD : lutte contre la dissidence; RED : rééducation des dissidents; LPC : lutte contre les privilèges et la corruption; LDR : leadership du Parti; INF : infaillibilité du Parti; RAP : respect de l'autorité du Parti; DIR : direction collective; PAT : patriotisme et nationalisme; INT : relations internationales; LOI : cadre légal et réglementaire; STB : stabilité et unité du pays; MOD : modernisation de l'État.

## ANNEXE 6.13

**TABLEAU DES OCCURRENCES DES THEMES, REGROUPES DANS LES  
CATEGORIES 'ECONOMIE', 'EDUCATION', 'SOCIETE', DE LA PHASE  
V, FEVRIER 1989 – FEVRIER 1992**

|          |        |      | ECONOMIE |       |      |      |       |      |       | EDUCATION |      |       |      | SOCIETE |       |       |
|----------|--------|------|----------|-------|------|------|-------|------|-------|-----------|------|-------|------|---------|-------|-------|
| Discours | Date   | Rang | IND      | DEV   | EXT  | EXP  | R&D   | SAL  | ORG   | IDE       | FOR  | JNS   | CMP  | PRJ     | CTL   | VIE   |
| 1989     |        |      |          |       |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D1    | 6/2    | 1    |          | 1     |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D2    | 4/3    | 2    |          |       |      |      |       |      |       | 1         |      | 1     |      |         | 1     |       |
| P5-D3    | 23/3   | 3    |          | 1     |      |      |       |      |       | 1         |      |       |      |         | 1     | 1     |
| P5-D4    | 16/5   | 4    |          |       |      |      | 1     |      | 1     | 1         |      |       |      |         | 1     |       |
| P5-D5    | 31/5   | 5    | 1        | 1     | 1    | 1    | 1     | 1    | 1     | 1         | 1    | 1     | 1    | 1       | 1     | 1     |
| P5-D6    | 9/6    | 6    |          | 1     |      |      |       |      | 1     | 1         |      |       |      |         | 1     |       |
| P5-D7    | 16/6   | 7    |          | 1     | 1    | 1    |       |      | 1     | 1         |      |       |      |         | 1     |       |
| P5-D8    | 4/9    | 8    |          | 1     |      |      |       |      | 1     | 1         |      | 1     |      |         |       |       |
| P5-D9    | 4/9    | 9    |          |       |      |      |       |      | 1     |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D10   | 16/9   | 10   |          |       |      |      |       |      |       | 1         |      |       |      |         |       |       |
| P5-D11   | 26/10  | 11   |          | 1     |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       | 1     |
| P5-D12   | 31/10  | 12   |          | 1     |      |      |       |      | 1     | 1         |      |       |      |         |       | 1     |
| P5-D13   | 12/11  | 13   |          |       |      |      |       |      | 1     |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D14   | 20/11  | 14   |          |       |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D15   | 23/11  | 15   |          | 1     |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D16   | 1/12   | 16   |          | 1     |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D17   | 19/12  | 17   |          |       |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
| 1990     |        |      |          |       |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D18   | 17/2   | 18   |          |       |      |      |       |      | 1     |           |      |       |      |         |       | 1     |
| P5-D19   | 3/3    | 19   |          | 1     |      |      |       |      | 1     |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D20   | 7/4    | 20   |          | 1     |      |      | 1     |      |       |           |      |       |      |         |       | 1     |
| P5-D21   | 11/7   | 21   |          | 1     |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D22   | 15/9   | 22   |          |       |      |      |       |      | 1     |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D23   | 24/12  | 23   |          | 1     |      |      |       |      | 1     | 1         |      |       |      |         |       | 1     |
| 1991     |        |      |          |       |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
|          | 28/1 - |      |          |       |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D24   | 18/2   | 24   |          | 1     |      |      |       |      | 1     |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D25   | 20/8   | 25   |          | 1     |      |      |       |      | 1     |           |      |       | 1    |         |       |       |
| 1992     |        |      |          |       |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
|          | 18/1 - |      |          |       |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
| P5-D26   | 21/2   | 26   |          |       |      |      |       |      |       |           |      |       |      |         |       |       |
| Total    |        |      | 1        | 16    | 2    | 2    | 3     | 1    | 14    | 10        | 1    | 3     | 2    | 1       | 6     | 7     |
| %        |        |      | 3.85     | 61.54 | 7.69 | 7.69 | 11.54 | 3.85 | 53.85 | 38.46     | 3.85 | 11.54 | 7.69 | 3.85    | 23.08 | 26.92 |

IND : indépendance économique et militaire; DEV : développement économique; EXT : experts étrangers et importation de technologies; EXP : développement des exportation; R&D : recherche et développement; SAL : salaires et avantages; ORG : rationalisation des organisations; IDE : éducation idéologique FOR : formation; JNS : formation de la jeunesse; CMP : développement des compétences; PRJ : promotion et sélection des jeunes; CTL : moyens de contrôle; VIE : amélioration de la qualité de vie des masses.